DOMINIQUE LARREY

ET

LES CAMPAGNES
DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

1768-1842

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

BRETONNEAU ET SES CORRESPONDANTS

Ouvrage comprenant la correspondance de Trousseau et de Velpeau avec Bretonneau; publié avec un portrait de Bretonneau, une biographie de ce médecin et des notes historiques et scientifiques. 2 vol. in-8°. Paris, Félix Alcan, 1892. Ouvrage couronné par l'Académie de médecine et honoré d'une souscription par le ministère de l'Instruction publique.

RÉCAMIER ET SES CONTEMPORAINS

1774-1852

Études d'histoire de la médecine aux XVIII[e] et XIX[e] siècles. Un vol. in-8°. Paris, J.-B. Baillère, 1899. Ouvrage couronné par l'Académie française et par l'Académie de médecine.





LE B.on D.que LARREY.

PAUL TRIAIRE

LAURÉAT DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

DOMINIQUE LARREY

ET LES CAMPAGNES DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

1766-1842

ÉTUDE HISTORIQUE AUX XVIIIe ET XIXe SIÈCLES

d'après des documents inédits

JOURNAL ET AGENDAS DE CAMPAGNES

NOTES MANUSCRITES — CORRESPONDANCE OFFICIELLE ET PRIVÉE

AVEC UN PORTRAIT



TOURS

MAISON ALFRED MAME ET FILS

1902

A

MADEMOISELLE JULIETTE DODU

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Mademoiselle,

Permettez-moi, en inscrivant votre nom à cette place, de rendre un respectueux hommage à la fille adoptive du baron Hippolyte Larrey, à la femme de cœur qui entoura de son dévouement ses dernières années, les éclaira d'un rayonnement de grâce et de jeunesse, et, poursuivant son œuvre au delà de la tombe, honore aujourd'hui sa mémoire d'un culte touchant, qui ne laisse oubliée ou inexécutée aucune de ses dernières et secrètes pensées.

A cette fidélité persévérante de votre délicat et pieux souvenir, ce livre qui retrace la vie de son glorieux père, et dont lui-même avait conçu le projet, doit aujourd'hui sa publication. C'est, en effet, grâce au zèle intelligent qui en a réuni les documents, à la généreuse confiance qui les a livrés et à l'aimable et active bienveillance qui a écarté les obstacles de sa route, que cette œuvre a pu voir le jour et qu'il m'a été permis de reconstituer, dans son vaste cadre historique, la haute figure de Dominique Larrey.

Il est une autre raison qui ferait paraître ce livre incomplet si votre nom, avec le saisissant souvenir qu'il évoque, ne figurait pas à sa première page.

Fille des Larrey par élection, vous êtes vraiment de leur famille

par le courage et le véritable patriotisme, celui qui se donne en entier, sans réserve, sans calcul, pour son pays. Toute la France et l'Europe connaissent l'histoire de cette jeune fille, presque une enfant, qui, aux jours ensanglantés de 1870, risqua sa vie avec une froide intrépidité pour la France et son armée. C'est à cette jeune fille, mademoiselle, qui a ajouté une page nouvelle à l'admirable dossier de gloire accumulée à travers les âges par les héroïnes françaises, que ce livre est dédié.

D[r] PAUL TRIAIRE.

Le Pavillon, Fondettes-Saint-Cyr (Indre-et-Loire).

INTRODUCTION

Il y a juste un siècle[1], — au moment où je jette sur ce papier les premières lignes de cette étude, — le général Bonaparte venait de livrer la glorieuse bataille d'Aboukir; l'armée turque tout entière avait été détruite, et des superbes troupes de janissaires qu'avait jetées sur la côte la flotte anglaise, il ne restait plus que des morts et des mourants. Au milieu des acclamations de ses soldats, suivi de ses lieutenants, le général parcourt le champ de bataille et pénètre dans l'ambulance. Là, avaient été recueillis huit cents blessés français, et parmi eux Lannes, Murat, Bertrand, dont les noms déjà connus devaient devenir illustres, Guibert, un des aides de camp du général en chef, et le brave général Fugières, dont un boulet avait fracassé l'épaule et qui paraissait blessé mortellement.

Bonaparte arrive auprès de ce dernier, au moment où le chirurgien se mettait en devoir de lui pratiquer la désarticulation du bras, — opération très grave, hasar-

[1] 17 thermidor an VII (25 juillet 1799).

deuse et encore nouvelle à cette époque; — il lui adresse quelques paroles d'encouragement et veut rester auprès de lui pendant l'opération. Celle-ci est à peine terminée, que le blessé se soulève sur sa couche ensanglantée, et saisissant son sabre, — un magnifique damas richement monté en or, — il l'offre au général comme le dernier souvenir d'un mourant. Bonaparte prend l'arme. « J'accepte, dit-il, mais c'est pour la donner, à mon tour, à celui qui va vous sauver la vie. » Et, se tournant du côté du chirurgien, il la lui remet, en ordonnant à Berthier de faire graver sur la lame son nom et la date de la victoire d'Aboukir.

Le chirurgien auquel le commandant de l'armée d'Égypte donnait publiquement une si éclatante marque d'estime, s'appelait Jean-Dominique Larrey. Ce nom, dont l'illustration balance aujourd'hui, dans la mémoire et la reconnaissance populaires, celui de tant de grands capitaines, était déjà connu dans les armées de la République. Quoiqu'il fût encore très jeune, — comme Bonaparte lui-même, et la plupart de ses compagnons d'armes, — Larrey comptait cependant de brillants services. Il s'était distingué dans la campagne du Rhin, sous Custine et Beauharnais, et dans celle des Pyrénées-Orientales, sous Dugommier. Bonaparte l'avait remarqué à la fin de sa première campagne d'Italie, où le Directoire l'avait envoyé pour organiser dans son armée les ambulances volantes qu'il avait imaginées. Depuis, sur cette terre d'Égypte, il l'avait vu à l'œuvre tous les jours, à chaque étape de sa conquête, à la prise d'Alexandrie, à l'insurrection du Caire, à El-Arich, à Jaffa, à Saint-Jean-d'Acre, aux sièges des villes comme dans les batailles rangées, pendant les marches à travers le désert comme au milieu des hôpitaux de pestiférés; partout il avait trouvé le chirurgien

en chef de l'armée à la hauteur des plus difficiles et des plus troublantes circonstances, ayant tout prévu, tout organisé, étonnant les troupes, — autant par la précision et la rapidité de ses préparatifs que par l'ingéniosité avec laquelle il parait aux événements les plus imprévus et les plus déconcertants, — et les frappant d'admiration par le zèle inlassable qu'il manifestait pour ses blessés.

Bonaparte, on le sait, — et ce fut un des traits les plus remarquables de son vaste génie, — veillait avec la plus extrême sollicitude sur tous les services de son armée et surtout sur celui des blessés et des malades. Aussi apportait-il le plus grand discernement dans le choix des chefs de ce service. Il eut Percy, Heurteloup, Des Genettes, Larrey, — les plus grands médecins militaires de notre siècle, — et il savait reconnaître leur science et récompenser leur dévouement. Ce soir d'Aboukir, il venait, dans une de ces inspirations dramatiques dont il était coutumier, et qui furent un des secrets de la fascination qu'il exerça sur ses soldats, d'offrir à Larrey un des témoignages les plus flatteurs que pût décerner à cette époque un chef d'armée. Le don d'une arme fut sous la République une distinction enviée; mais ici ce présent était accompagné de conditions particulières qui en rehaussaient singulièrement l'éclat. Les circonstances émouvantes au milieu desquelles Bonaparte remettait au chirurgien le sabre d'un de ses plus valeureux généraux, les paroles dont il accompagnait cet acte, le cadre même de la scène, au soir d'une grande victoire, lui imprimaient un caractère grandiose, qui ne sortit et ne s'effaça jamais de la mémoire et de la reconnaissance de Larrey. Aussi, à partir de ce moment, son sort est-il lié à celui du vainqueur d'Aboukir. Celui-ci veut l'amener avec lui à son retour en France, faveur que tant d'autres réclament

en vain tous les jours, et qu'ils accepteraient avec tant d'empressement. Il refuse d'abandonner ses blessés, et ce refus augmente encore l'estime de Bonaparte pour lui. Mais le premier Consul ne l'oublie pas, et, le corps expéditionnaire d'Égypte étant rentré en France, Larrey trouve à son débarquement sa nomination de chirurgien en chef de sa garde. Il conserve ce titre quand cette troupe d'élite prend le nom de garde impériale; et dès lors, entraîné sur les pas du conquérant, il le suit dans l'évolution vertigineuse qui l'emporte et il marque sa place dans l'épopée napoléonienne. Il est sur tous les champs de bataille de l'Empire et établit, — à la suite de nos armées victorieuses, — ses ambulances dans toutes les capitales de l'Europe. Dans cette longue et glorieuse série de campagnes, dans cette merveilleuse et dramatique chevauchée qui conduit les armées françaises du Nil au Danube, d'Austerlitz à Madrid, de Wagram à Moscou et de Leipsig à Waterloo, la figure de ce médecin d'armée émerge et se détache, — en relief surprenant, — à côté de celles des hommes de guerre que cent victoires ont consacrés. Elle revêt un caractère spécial de science, d'autorité, de vaillance et d'humanité inconnu avant lui, et qui ne se reproduira probablement jamais. Malgré une législation défectueuse, il porte, — par ses seuls efforts, — les services sanitaires dont il est chargé à la hauteur où Napoléon place ses armées, et en fait un admirable instrument de salut et d'humanité, à côté de l'outillage perfectionné de la conquête et de la mort. Il s'élève lui-même du rang inférieur et discrédité où, malgré leurs talents, leurs services, le sacrifice de leurs personnes, les hommes de l'art étaient maintenus dans les anciennes armées, jusqu'au niveau des plus illustres capitaines et des plus célèbres médecins. Il emprunte aux uns leur talent et leur

intrépidité, aux autres leur science et leur dévouement, et il résume leurs vertus totales.

Cependant, dans les armées comme celle de Napoléon, où le prestige de la victoire, l'orgueil de la conquête, la fougue de la jeunesse donnaient à l'épée, — insigne du commandement, — une si grande supériorité sur la science, on ne pouvait rien faire et rien être sans l'autorité [1]. Larrey conquiert de haute lutte cette condition nécessaire, et il l'exerce avec une manifeste et incomparable dignité. Il la doit, cette autorité, à la confiance qui ne se dément jamais du souverain, mais il la doit surtout, et à un degré qui n'a jamais été égalé, à l'affection et à la reconnaissance du soldat. En dehors de l'Empereur, nul n'a jamais été plus populaire, en effet, que le chirurgien en chef de la garde.

Avant le combat, Napoléon sait que Larrey a pris toutes les dispositions nécessaires pour que tous les blessés soient recueillis, pansés et soignés dans les délais voulus, et que tout ce que la science, l'intelligence, l'humanité et les forces humaines permettent de faire, il l'accomplira; mais les troupes le savent très bien aussi, et si elles se sentent invincibles quand l'Empereur les commande en personne, leur confiance augmente quand elles aperçoivent Larrey sur la ligne des ambulances.

Pendant la bataille, c'est lui qu'invoquent les blessés; dans les ambulances son nom s'échappe de toutes les bouches, et quand il pénètre de son pas assuré dans ces asiles de souffrance que sa prévoyance a improvisés,

[1] Dans nos armées contemporaines, qui n'ont jamais fait la guerre, ce dédain de beaucoup d'officiers combattants pour le chirurgien est encore un fait d'observation journalière. C'est là un sentiment qui n'est plus conforme ni aux institutions modernes, ni au recrutement actuel de nos forces militaires; il ne peut s'expliquer que par une sorte de ridicule vanité et un écho éloigné des anciens préjugés.

tous se soulèvent à sa vue sur leurs couches et se croient sauvés. Les soldats l'appellent « leur père »; il mérite vraiment ce nom, car il veille non seulement sur leur vie, mais encore sur leur honneur. C'est lui qui les défend auprès de leurs chefs et surtout auprès de l'Empereur quand ils sont injustement accusés, et qui démontre leur innocence, comme dans cette affaire de Lutzen où de jeunes conscrits faillirent, — sur les rapports de leurs généraux, — être passés par les armes pour des mutilations causées par leur inexpérience dans le maniement de leurs fusils.

D'autres causes interprètent souverainement son autorité. Larrey n'est pas seulement un grand chirurgien, doué d'une habileté opératoire peu commune et d'un dévouement sans limite à ses blessés, il est encore un administrateur hors ligne. A une époque où l'assistance aux blessés, subissant le sort de tous les services de l'ancien régime, est à demi détruite, il la réorganise de toutes pièces. Il réunit des officiers de santé, les instruit dans la pratique de leur art, et forme avec eux des divisions d'ambulances qui deviennent rapidement des modèles du genre. Sa création d'ambulances volantes, sur laquelle j'aurai à m'expliquer, est un trait de génie et une des conceptions les plus hardies et les plus humaines de l'intelligence médicale unie à l'esprit militaire. Mais il n'est pas que cela, il est aussi un homme de guerre, qui ne le cède en intrépidité à aucun des plus vaillants soldats. Dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, il fallait en effet que le chirurgien digne de ce nom défendît ses blessés et les préservât de la capture des ennemis, qui souvent les achevaient, et parfois, comme en Espagne, les martyrisaient en d'odieuses tortures. Larrey charge à la tête de sa division pour aller recueillir les soldats

tombés sur le champ de bataille, ou pour se faire faire place, quand il les a enlevés. Il protège ses ambulances contre toute attaque, les fait manœuvrer selon les mouvements de l'armée, et assure leur sécurité en plaçant des infirmiers armés autour d'elles. Si cependant ses blessés viennent à être menacés, comme à Eylau, il leur jure de ne pas les abandonner et de mourir avec eux.

Ce chirurgien, placé par l'Empereur à un poste de confiance, a une autre qualité remarquable, trop rare à cette époque : il est d'une intégrité et d'un désintéressement absolus. Il assiste aux malversations des agents du Directoire, aux intrigues des camps et de la cour impériale ; il voit prodiguer les grandes dotations aux hommes d'État et aux généraux qui entourent Napoléon. Partout où il porte ses pas, — et notamment en Italie, en Allemagne, en Espagne, — il voit les commissaires des guerres, tous les traitants, et trop souvent des officiers généraux s'enrichir des dépouilles de l'ennemi. Lui qui fait passer des marchés pour tous ses hôpitaux avec les fournisseurs des villes conquises, lui que tant d'occasions ont sollicité, que les corrupteurs de conscience ont assailli de leurs propositions, reste inébranlable au milieu de cette atmosphère de vénalité. Trop fier pour demander ce qui lui est légitimement dû pour tant de glorieux services, trop honnête pour prendre part à la curée, il s'enveloppe dans son inaltérable et rigide probité, et reste pauvre. Au moment de la bataille de Wagram, où il est fait baron de l'Empire, sa femme, qui est une artiste remarquable, fait encore des peintures pour vivre, et à l'avènement de la Restauration, qui le privera un moment de sa dotation, elle reprendra ses pinceaux. Plus tard, sur le rocher de Sainte-Hélène, le vaincu de Waterloo, revenant sur le cours de son extraordinaire destinée, et appréciant les

caractères de ceux qui l'avaient servi, regrettait en parlant de Larrey de n'avoir rien fait pour sa fortune, et s'écriait : « C'est le plus honnête homme que j'aie connu; si jamais l'armée élève une colonne à la reconnaissance, elle doit l'ériger à Larrey. »

Napoléon aurait pu ajouter que, si de tous les vaillants soldats qu'il entraîna dans sa course de conquérant à travers l'Europe, Larrey resta le plus honnête et le plus désintéressé, il fut aussi le plus ferme, le plus fidèle et le plus égal à lui-même. On vit, en effet, au déclin de l'Empire, des caractères qui avaient été d'une énergie intense offrir les exemples des plus déplorables défaillances. Des consciences qu'on croyait solidement trempées capitulèrent au moment des revers. D'un autre côté, des organisations militaires admirables, — éprouvées par cent combats, — faiblirent et se troublèrent dans des circonstances où le succès n'était qu'une affaire de prévision, de coup d'œil, ou même de simple et stricte discipline, et l'Europe surprise vit des généraux fameux, dont les noms l'avaient longtemps fait trembler, se montrer lamentablement inférieurs à leur héroïque passé. Larrey eut l'admirable privilège d'échapper à ces déviations morales et à ces décadences psychiques, et, de même que les vicissitudes de la fortune n'eurent pas de prise sur sa conscience, ses longues campagnes n'altérèrent en rien ses solides et claires facultés. Au contraire, l'élévation et la dignité de son caractère, son courage, sa fermeté, sa sagacité se surexcitent avec les désastres nationaux, et rien n'est comparable dans l'histoire à son rôle pendant la retraite de Russie, où il donne, jusqu'au bout, l'exemple d'une fermeté qui ne se dément pas un seul instant et d'une charité qui ne connaît pas un moment de défaillance. Ce qu'il est pendant cette fatale retraite, il l'est en

Allemagne en 1813, pendant la campagne de France, et jusqu'à Waterloo, où il termine son odyssée, en marchant à la tête de ses ambulances pleines de blessés contre un corps prussien qui les avait enveloppées.

Telle est, à grands traits, la silhouette de cette grande et noble figure qui a traversé intacte, — dans sa grandeur et sa noble simplicité, — trois quarts de siècle, et qui est aujourd'hui devenue légendaire. A une époque où les récits historiques de nos grandes luttes passées continuent à éveiller à un haut degré l'attention des contemporains et semblent ne pouvoir lasser leur curiosité passionnée, il m'a paru intéressant de la faire revivre dans le cadre grandiose et dramatique où elle a vécu. Lui-même, comme s'il prévoyait que cette tâche serait un jour accomplie, a laissé, — outre les manuscrits inédits de ses campagnes, — une volumineuse correspondance officielle et privée, et de nombreuses notes sur les événements dont il a été témoin et sur les hommes de guerre qui furent ses compagnons d'armes. Ce sont ces documents inédits, — longtemps conservés par son fils avec un soin jaloux et pieux, — qui servent de base à cette étude historique.

DOMINIQUE LARREY

ET LES

CAMPAGNES DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

I. Jeunesse de Larrey : ses origines, son éducation, ses premières études médicales à Toulouse, sous Alexis Larrey. Sa première thèse de chirurgie. — II. Il se rend à Paris. Ses premiers maîtres, Louis et Desault. Son admission dans la marine et son départ pour Brest. Première opération de Larrey, pendant la route. Campagne de Terre-Neuve : embarquement à Brest sur la frégate *la Vigilante*. — Retour à Brest. — Résultats obtenus par Larrey. — III. Larrey reprend à Paris, à la fin de 1788, le cours de ses études. — Premières émeutes révolutionnaires. — Il panse les blessés à l'Hôtel-Dieu, dans le service de Desault. — Sa liaison avec Bichat. — Souffrances matérielles du jeune étudiant pendant cet hiver rigoureux. — Concours aux Invalides. — Admission à l'École pratique. — Part de Larrey et des étudiants du Collège de chirurgie à la prise de la Bastille et aux événements qui suivirent. — Le chirurgien Boyer à la tête des élèves du Collège de chirurgie. — Organisation politique de la jeunesse des Écoles. — Fête de la Fédération. — IV. Journée du 27 juillet 1791. — Proclamation de la loi martiale par le médecin Leroux des Tillets. — Dangers courus par Larrey dans cette journée. — Sabatier et Desault. — Larrey, chirurgien sous-aide aux Invalides. — Il est envoyé, sur la proposition de Sabatier, à l'armée du Rhin, commandée par Luckner, au mois d'avril 1792.

I

Larrey (Jean-Dominique) naquit à Beaudéan, village situé aux bords de l'Adour, dans le département des Hautes-Pyrénées.

Tous ses biographes placent sa naissance en 1766 [1]; mais

[1] « Il est incertain si je suis né en 1766 ou en 1769, parce que, pendant la Révo-

cette date est incertaine, et d'après une de ses notes manuscrites elle pourrait aussi bien être reportée en 1769, l'année qui vit naître Napoléon. Ses parents étaient de source bourgeoise et appartenaient à cette vaillante et rude classe de petits propriétaires terriens qui, par son énergie, son caractère, la simplicité de sa vie et l'honnêteté de ses mœurs, constituait, avant la Révolution comme aujourd'hui, la grande réserve intellectuelle et libérale du pays. Cette famille aurait eu au nombre de ses ascendants au XVIIe siècle un écrivain célèbre, Larreÿ, — car c'est ainsi que s'écrit et se prononce ce nom dans les Pyrénées, — auteur estimé d'une histoire d'Angleterre et d'une histoire de la France sous Louis XIV. Rien n'est moins prouvé, quoique une note du baron Larrey ne paraisse pas repousser cette parenté[1]. Un de ses oncles, — Alexis Larrey, — correspondant de l'Académie de chirurgie, était un des professeurs les plus remarquables du Collège de chirurgie de Toulouse. Son père mourut jeune, laissant trois enfants: le jeune Dominique, âgé de trois ans; un autre fils, qui devait devenir un chirurgien distingué des hôpitaux de Nîmes, et une fille. Il ne leur léguait d'autre fortune qu'un nom honoré et sans tache, entouré dans le pays de l'estime générale. Sa mère, femme de caractère et de vertus primitives, mais douée d'une haute délicatesse de sentiments, éleva soigneusement le jeune Dominique, avec le concours d'un prêtre dont l'histoire doit retenir le nom, l'abbé Grasset, curé de Beaudéan, homme d'un rare mérite et dont le sou-

lution, les archives des frontières d'Espagne furent bouleversées. » (D. Larrey, *Note manuscrite*.)

Larrey a laissé de nombreuses notes inscrites sur des fiches que son fils le baron H. Larrey avait classées avec soin. Ce sont ces notes, qui, comme la correspondance privée de Larrey, sont entre mes mains, auxquelles je me réfère sous la désignation de fiches ou notes manuscrites. Quant aux papiers officiels de Larrey (*Correspondance générale* et *Journal de campagnes*), ils ont été déposés à la Bibliothèque nationale, où leur communication au public est réservée pour un assez grand nombre d'années. Grâce à la bienveillante intervention de l'aimable et généreuse donatrice, Mlle Juliette Dodu, j'ai pu cependant en prendre connaissance.

[1] « Mon père possède quelques-uns de ces ouvrages qui se trouvent dans sa bibliothèque, avec l'inscription des titres et qualités de l'historien (De Larreÿ), dont le nom se trouve ainsi nobilisé avant d'avoir été baronnisé par l'Empereur à la bataille de Wagram. Noblesse pour noblesse, je tiens moins à celle de Louis XIV qu'à celle de Napoléon. » (Baron H. Larrey, *Note manuscrite*.)

venir est encore vivant parmi les populations pyrénéennes. Il s'attacha à instruire non seulement l'enfant, mais aussi à former son caractère et à développer, en même temps que son intelligence, les qualités viriles d'honneur, de droiture, de courage et d'endurance physique qui lui avaient été transmises en germes héréditaires et qu'il devait élever à un si haut degré. L'enfant montrant un goût prononcé pour la carrière médicale, il fut décidé, quand il toucha à sa quatorzième année, qu'il serait envoyé à Toulouse, auprès de son oncle Alexis Larrey, qui était chirurgien en chef de l'hôpital Saint-Joseph de la Grave. J'ai déjà dit ailleurs[1] quelle était l'importance des Collèges de médecine et de chirurgie dans les villes de province avant la Révolution. C'étaient de vrais foyers scientifiques, dont le rayonnement s'étendait dans toute la contrée et qui constituaient un des principaux éléments de la vie intellectuelle régionale. Les médecins de nos jours, qui ne se rendent pas compte du perfectionnement des organismes de l'ancienne France, font bon marché, dans leurs travaux, de ces institutions et semblent les considérer comme ayant été des foyers d'ignorance. A tous égards, la plupart de ces établissements étaient supérieurs, — au moins comme valeur comparative des maîtres, — aux écoles secondaires actuelles, dont la plupart de ces contempteurs d'un illustre passé sont issus. On retrouve sur les listes des professeurs les plus grands noms de l'époque : ceux de Marc-Antoine Petit, à Lyon; de Chaussier, à Dijon; de Laennec, à Nantes; de Davier, à Marseille; de Chevreul, à Angers, tous ou presque tous praticiens émérites et correspondants de l'Académie. Toulouse avait Astruc, un des plus célèbres médecins de son temps, Chaptal, qui y professait la chimie expérimentale et que Larrey devait retrouver à la tête du ministère de l'intérieur sous le Consulat et l'Empire, et Alexis Larrey, dont j'ai déjà signalé la haute valeur chirurgicale. La famille du jeune Dominique ne pouvait prendre une meilleure décision.

[1] *Récamier et ses contemporains*, p. 89; J.-B. Baillière, Paris, 1899.

S'étant assuré l'assentiment de son oncle, il se rendit seul, et à pied, à Toulouse, le 10 mai 1780; il y arriva sans accidents, mais après avoir enduré de grandes fatigues. Il fut reçu comme un fils par Alexis Larrey, qui l'admit immédiatement dans son hôpital. En même temps, il lui fit suivre les cours du célèbre collège de l'Esquille, où il continua son instruction classique. Larrey mena ces doubles travaux avec une ardeur extraordinaire. Pendant qu'il faisait ses humanités et se perfectionnait dans la langue latine, — indispensable, comme on le sait, aux médecins de cette époque, — il inaugurait ses études médicales et faisait de rapides progrès sous la direction de son oncle. Passionné pour l'anatomie, qui était alors, — plus encore peut-être qu'aujourd'hui, — la science maîtresse de l'enseignement, celle que l'on cultivait avec le plus d'ardeur, il conquit au concours, après sa première année, les fonctions de sous-aide, et fut nommé à l'unanimité des suffrages. Il avait à peine quinze ans, et son excessive jeunesse avait failli l'empêcher de se présenter.

Encouragé par ce succès, il redouble d'efforts; il prépare les leçons d'anatomie d'Alexis Larrey, donne des répétitions à ses camarades, et est nommé sous-prosecteur. Il faisait marcher en même temps l'étude de la chirurgie, de la médecine, de l'obstétrique et de la matière médicale. Déjà on voit percer le tempérament du jeune étudiant dans cette première période de sa vie médicale. Il la conduit, comme il conduira plus tard sa carrière militaire, avec une endurance que rien ne peut lasser; et c'est peut-être dans ce premier entraînement qu'il développe cette constitution de fer que les plus grandes épreuves physiques ou morales ne pourront jamais fléchir. Il passe les jours au travail, sans prendre aucune des distractions de son âge, et la plus grande partie des nuits à rédiger ses observations ou à étudier ses auteurs.

De nouveaux succès vinrent récompenser ce labeur acharné. En 1785, il reçut, après un concours public qui ne comprit pas moins de trois séances, le premier prix de la Société de l'hôpital de Saint-Joseph de la Grave. Les traditions voulaient

que l'élève qui remportait ce prix fût désigné pour remplir les fonctions de professeur à la première vacance. Quoique cette vacance n'existât pas encore, Dominique Larrey fut invité à prendre place au rang des professeurs et à faire des leçons publiques. Il s'en acquitta avec la plus grande distinction, mais il dut redoubler de travail. « Cette marque d'estime, dit-il dans le manuscrit inédit de ses Mémoires, fut pour moi un puissant aiguillon, qui me faisait passer les nuits entières pour remplir avec honneur le noble emploi qui m'avait été confié[1]. »

L'année suivante, la place d'aide-major de l'hôpital étant devenue vacante par la nomination de Fages, un de ses camarades, qui en était le titulaire, aux fonctions de gaignant-maîtrise à un des hôpitaux de Montpellier, nouveau concours et nouveau succès. Quoique le plus jeune des candidats, Larrey fut nommé; mais il eut le chagrin d'être séparé de son ami, auquel l'unissaient cinq ans d'intimité et de communauté de travail. Nous verrons qu'il le retrouva plus tard professeur à la Faculté de Montpellier.

Dans cette situation, Larrey remplit à peu près les fonctions d'un chef de clinique de nos jours. Il pratique les opérations d'urgence, remplace son chef de service quand il est absent, et s'attire par son habileté et son dévouement la confiance des administrateurs et l'attachement des malades.

Bientôt il soutient une thèse sur la carie des os, sous la présidence du professeur Becane, en présence des capitouls de la ville de Toulouse, des membres de l'Université de médecine et du Collège de chirurgie. Cette brillante épreuve est récompensée par une médaille de vermeil aux armes de la ville, que lui décernent l'Université et le Conseil de la cité.

Telle est la première partie de la jeunesse scientifique de Larrey. Il a sept ans d'études médicales actives et labo-

[1] *Journal de Larrey. Manuscrit inédit. Bibliothèque nationale.* Ce manuscrit, dont j'aurai l'occasion de citer des fragments, diffère beaucoup des Mémoires imprimés. Il contient de nombreux détails sur sa vie et sur ses campagnes, que Larrey ne jugea pas à propos de publier.

rieuses; deux ans de plus qu'il ne faut pour faire, avec infiniment moins de labeurs, un médecin de nos jours, et il est à peine âgé de vingt ans. Cependant il ne considère pas son instruction comme terminée, et longtemps encore il sollicitera dans les hôpitaux des postes où il pourra se perfectionner. Mais il a assoupli son caractère et endurci ses forces physiques par un travail acharné; il a éprouvé son robuste tempérament, a acquis une instruction qui dépasse celle des médecins de son temps, et possède une maturité de jugement et d'intelligence supérieure à celle des jeunes gens de son âge. Sous la forte discipline de son oncle, qui resta pour lui un maître sévère, comme l'étaient la plupart des chirurgiens du XVIIIe siècle, il n'a pas appris uniquement à exécuter les préceptes de son art, il s'est assimilé aussi des dons qui paraissent secondaires aux esprits superficiels, mais qui ont une importance tellement capitale qu'on peut leur attribuer la plupart des succès des praticiens célèbres : la ponctualité la plus rigoureuse, une extrême précision, une exactitude presque religieuse dans toutes les parties du service, et la surveillance méthodique et scrupuleuse des plus légers détails. Ces qualités acquises, il les gardera pendant toute sa carrière.

Ainsi armé pour la lutte de la vie, il se décide à quitter Toulouse et à se rendre à Paris.

II

Larrey partit le 29 septembre 1787[1]. Il traversa le Quercy, le Limousin, le Poitou, la Touraine. Il signale dans ses notes la rareté des villages et des habitations. « Il fallait, dit-il, faire cinq à six lieues sans trouver ni fontaine, ni arbres, ni hameau, ni maison. Je faillis mourir de soif et de chaleur. »

[1] Dans ses Mémoires imprimés, Larrey dit au mois d'août.

Arrivé à Paris, le jeune médecin ne perdit pas son temps à visiter la grande ville. Il se rendit de suite aux écoles et aux hôpitaux. A la fin du siècle, les grandes institutions médicales qui avaient si longtemps brillé d'un vif éclat étaient sur leur déclin. La vieille Faculté, immobilisée dans ses orgueilleuses traditions, rebelle à tout progrès et à toute nouveauté, discréditée par ses longs conflits avec les sociétés rivales, avait vu s'éloigner d'elle l'influence et les élèves. La Société royale de médecine et l'Académie de chirurgie elle-même, comme si elles pressentaient leur dissolution prochaine, avaient perdu leur puissante activité et n'étaient déjà plus que des corps privés de vie. Il semble qu'à la veille de la Révolution, tous les puissants organismes de l'ancien régime soient déjà frappés de mort, et ne peuvent plus subsister. Mais, si les institutions étaient en décadence, les maîtres étaient toujours les premiers du monde, et ce sont eux, — actuellement dispersés dans les académies et les hôpitaux, — qui constitueront le personnel de l'École de santé dont le rôle devait être si considérable dans la brillante renaissance de la science française au commencement du XIX[e] siècle. Deux hommes célèbres entre tous, — glorieux vétérans de la chirurgie, — attiraient surtout le jeune Larrey : Louis et Desault. Louis avait été l'âme de l'Académie de chirurgie, dont il était le secrétaire perpétuel. Nul n'a plus contribué que lui à l'illustration de cette société fameuse. Il en avait à lui seul rédigé la plupart des mémoires, et soutenait, sans fléchir, le poids de son administration et de travaux qui nous étonnent aujourd'hui, autant par leur nombre que par leur haute portée. Desault, de son côté, venait de créer la clinique chirurgicale à laquelle il imprimait un essor extraordinaire. Ce grand chirurgien avait transporté son enseignement à l'Hôtel-Dieu, qui était devenu le théâtre vers lequel convergeait toute la chirurgie. Il tenait alors réellement le sceptre de cette science, et sur ses pas se pressait toute l'ardente jeunesse qui sera l'illustration du siècle suivant.

Tels sont les deux grands praticiens auxquels Alexis Larrey, associé lui-même de l'Académie, avait adressé son

neveu. Ils le reçurent avec cette bienveillance affectueuse, qui était la marque des maîtres de l'ancienne scolarité médicale, et le jeune homme fut admis à suivre les cours de Louis au Collège de chirurgie, et la clinique de Desault à l'Hôtel-Dieu. Il ne tarda pas à s'y faire remarquer par la régularité de son assiduité et la précocité de son intelligence. Cependant Larrey était dénué de ressources, et il n'était pas venu à Paris pour végéter dans la foule des étudiants, mais pour trouver un poste dans un hôpital qui lui permît de vivre. Une recommandation auprès de l'archevêque de Brienne lui avait valu des promesses, mais elles tardaient à se réaliser, et le temps pressait[1]. Un jour cependant, Louis, l'œil fixé sur lui, annonce dans un de ses cours que l'intendant de Brest lui réclame des sujets instruits pour l'armée de mer; et il informe ses auditeurs qu'un concours sera ouvert à l'Hôtel-Dieu, sous la présidence de Desault, pour l'obtention des postes vacants. Le parti de Larrey est pris immédiatement; son ardente imagination lui fait faire le premier pas dans la vie aventureuse qu'il devra mener. — Il sera marin. — Il s'approche de Louis après le cours, lui demande les renseignements nécessaires et se rend ensuite auprès de Desault.

Peu de jours après, il concourait, était nommé après de brillantes épreuves, et partait pour Brest avec une commission signée de Louis.

C'est encore à pied que le jeune Larrey fit cette longue route. Il préludait ainsi aux longues et pénibles étapes qu'il devait faire un jour à travers les plaines brumeuses de la Pologne et les steppes glacés de la Russie, et pratiquait à son insu cet entraînement physique qui fit de lui, plus tard, un infatigable marcheur. Du reste, il n'avait pas le choix, et les voyages en coche n'étaient pas à la portée de sa bourse. Il passa par Alençon, Mortagne, Laval et Rennes. En sortant de Mortagne, il lui survint une petite aventure professionnelle dont il se tira à son entière satisfaction, et qui mérite d'être rapportée.

[1] « L'archevêque de Brienne, premier ministre, m'avait recommandé à M. l'ins-

Il se croisa sur la route avec un brave homme qui lia conversation avec lui. Celui-ci lui apprit qu'il était chirurgien d'un village voisin, et qu'il allait à la ville consulter un de ses confrères pour un de ses clients atteint d'une hernie étranglée. Larrey, intéressé, dissimula cependant sa qualité et se borna à s'entretenir avec son compagnon de route sur la situation de son malade. A la sagacité de ses questions, son interlocuteur comprit à qui il avait affaire; il lui proposa de l'accompagner chez le malade et de venir lui donner son avis. Larrey le suivit, examina le patient, qui était un jeune paysan des environs, et donna à son confrère les indications qu'il jugeait utiles sur la façon d'opérer. Mais celui-ci âgé, et sans doute inexpérimenté, de se récuser et de lui offrir de procéder lui-même à l'intervention. Larrey accepta et pratiqua l'opération, dont les suites furent heureuses.

Après vingt-quatre heures de repos chez ce bon vieux chirurgien, le jeune homme, le cœur gai comme on l'a à vingt ans après une action qui vous fait honneur, se remit en route pour Laval, où il visita la maison où naquit Ambroise Paré, le grand chirurgien du XVIe siècle, avec lequel il devait offrir tant de ressemblance, et ensuite pour Brest, où il arriva le 4 octobre 1787. Là, après de nouveaux examens, il fut nommé chirurgien-major des vaisseaux de l'État, et embarqué avec son grade sur la frégate *la Vigilante,* bâtiment de Sa Majesté de 20 canons, à destination de Terre-Neuve et commandée par le capitaine Saque de Tourès. Le commandant en second s'appelait le chevalier Dutrevoux, et un des officiers avec lequel Larrey se lia intimement était M. Maistral, depuis capitaine de vaisseau.

La campagne que fit la *Vigilante* est bien connue par le récit qu'en a laissé Larrey dans ses Mémoires[1]. Aussi ne ferai-je que la signaler. Partie le 3 mai 1788, la *Vigilante* se rendit

pecteur général Colombier, pour me placer à l'hôtel royal des Invalides; mais, impatient de voir le monde, je n'attendis point cette faveur et j'entrai dans le corps de la marine. » (D. Larrey, *Note manuscrite.*)

[1] Dominique Larrey, *Mémoires de chirurgie militaire.* Paris; Smith, 1812.

à Terre-Neuve, où elle séjourna assez longtemps pour permettre à Larrey de faire d'intéressantes observations d'histoire naturelle, visita Saint-Pierre et Miquelon, et remit à la voile pour rentrer à Brest le 27 septembre de la même année.

Dans cette expédition, qui dura six mois de navigation des plus pénibles, sous un climat rigoureux, et pendant laquelle plus de la moitié de l'équipage fut affectée de maladies aiguës ou chroniques, le jeune chirurgien obtint des résultats qui feraient aujourd'hui l'orgueil des plus vieux praticiens. Sur quatre-vingts personnes confiées à ses soins, il n'eut à regretter aucune perte, et il ramenait en bon état, malgré les dures souffrances qu'il endura, l'équipage dont la santé lui avait été confiée. Ces succès furent dus à des mesures que ne désavoueraient pas les hygiénistes modernes. Le bâtiment était tenu avec une propreté exceptionnelle, lavé et briqué tous les jours à fond et désinfecté avec du nitre et du soufre; l'air était renouvelé avec des ventilateurs et des manches à vent. Les matelots étaient astreints à des lotions avec de l'eau aiguisée de vinaigre, et soumis à des exercices permanents en dehors des heures de repos, — condition d'hygiène qui resta toujours un de ses grands principes. — La nourriture et les boissons étaient saines et l'objet de sa constante sollicitude[1].

La frégate désarmée, Larrey, rendu à la liberté, prit la route de Paris, emportant les regrets de tous ceux qui l'avaient connus.

[1] Quelques années après, les conditions remarquables d'hygiène à bord des bateaux de guerre furent bien changées. J'ai montré, dans mon étude sur Récamier (*Op. cit.*, pp. 27-49) embarqué à bord du *Ça ira*, quelles étaient l'insalubrité et la mauvaise tenue, signalées par tous les rapports du temps, des bâtiments de la République en 1793.

III

Il y arriva le 5 novembre 1788. C'était au commencement de ce terrible hiver qui précéda la Révolution et contribua au mécontentement populaire par les souffrances et la misère qu'il provoqua. A cette époque, la Seine était prise par les glaces depuis Rouen jusqu'à Paris, et Larrey souffrit tellement de l'abaissement de la température dans le coche, qu'il prenait pour la première fois, qu'à chaque relai on devait le descendre raidi et figé par le froid. Il se logea dans la rue du Foin, aujourd'hui disparue, et qui faisait le coin avec celle de la Harpe. C'est cette rue que devait également habiter plus tard Velpeau, quand il quitta son maître Bretonneau, de Tours, pour aller lui aussi tenter la fortune à Paris[1].

Le lendemain même de son arrivée, il recommence la vie de travail qu'il a déjà menée à Toulouse. Il suit les leçons de Sabatier, de Lassus, de Peyrille, de Pelletan, de Louis, et surtout la clinique chirurgicale de Desault, dont l'enseignement le plonge dans une véritable admiration. Il se lie avec Bichat[2], partage ses travaux anatomiques, et fonde avec lui et Corvisart cette Société médicale d'émulation qui a été si célèbre par les travaux qu'elle a suscités et le nombre de médecins illustres qu'elle a comptés dans ses rangs. Mais déjà éclatent dans la France entière les préludes de la Révolution, et Paris commence à offrir les premières explosions de cette agitation populaire qui devaient se renouveler si souvent, emportant chaque fois avec elles une partie des anciennes institutions.

[1] Triaire, *Bretonneau et ses Correspondants*. Paris, Alcan, 1892.

[2] « Bichat était mon ami et mon collègue comme fondateur de la Société médicale d'émulation ; nous commençâmes ensemble les premières expériences qui ont servi de base à son ouvrage immortel *de la Vie et de la Mort*. » — (Larrey, *Note manuscrite*.)

On sait qu'une des premières émeutes eut lieu au faubourg Saint-Antoine, où un fabricant de papiers peints, Reveillon, qui occupait dans de vastes ateliers de nombreux ouvriers, fut accusé d'avoir voulu réduire les salaires à moitié prix. La populace envahit et incendia sa maison. Une lutte sanglante s'engagea entre les ouvriers du manufacturier et le peuple, d'un côté, et deux régiments de cavalerie envoyés pour rétablir l'ordre, de l'autre. Il y eut dans chaque parti de nombreux blessés, qui furent transportés à l'Hôtel-Dieu dans les salles de Desault. C'est là, dans cette première phase de nos conflits civils, que Larrey prit ses premières leçons de blessures par les armes de guerre. Attaché au service de ce grand chirurgien, il le vit poser les règles du traitement de ces blessures; il apprit à restreindre les grands débridements des plaies qui avaient l'inconvénient de provoquer des hernies musculaires, à transformer une blessure compliquée en blessure simple, en avivant les bords des plaies et en les réunissant ensuite par la suture, — principe inconnu avant Desault; — enfin, à traiter méthodiquement les fractures qui accompagnent les lésions par armes à feu, et à discerner les cas où l'amputation s'impose. C'était toute la chirurgie d'armée qui se déroulait sous ses yeux. Un esprit aussi avisé que celui de Larrey devait tirer un grand parti de ce remarquable enseignement du plus grand des chirurgiens contemporains. Aussi le verrons-nous, dans ses campagnes d'Égypte et d'Allemagne, appliquer les préceptes de son maître et s'honorer toujours de les avoir reçus de lui.

Cependant, avec les calamités publiques et privées, sa situation matérielle ne tarda pas à devenir précaire. Un emploi seul pouvait le tirer d'embarras. Au mois de mars, un poste de sous-aide-major à l'hôtel royal des Invalides, dont l'illustre Sabatier était le chirurgien en chef, étant devenu vacant, son obtention fut mise au concours. Larrey n'en fut prévenu que la veille; mais il était toujours prêt et n'hésita pas à se mettre sur les rangs. Quarante candidats, — chiffre énorme pour le temps, et qui serait non

moins excessif, même aujourd'hui, — se présentèrent. Ce nombre exagéré indique, disons-le en passant, la pénurie extrême de la jeunesse libérale à Paris, sous la Révolution. J'ai retrouvé cette gêne de leur vie matérielle, confinant presque à la misère, dans l'histoire de la plupart des jeunes médecins de ce temps qui parvinrent plus tard à l'illustration et à la fortune. Aussi se pressaient-ils tous aux concours des hôpitaux, dont le premier résultat était de les aider à vivre, ce qui, à ces époques de disette et de renchérissement extrême des denrées les plus nécessaires, constituait une inestimable ressource. Larrey fut reçu le premier et inscrit pour la première place. Il se crut hors d'embarras. La suite lui fit voir qu'il se trompait cruellement.

Un des membres du ministère Necker, M. de Puységur, s'intéressait spécialement à un des candidats. Il fit inscrire son protégé à la place de Larrey, qui fut par son ordre rayé de la liste. On comprendra l'indignation de celui-ci. Il réclama auprès de Sabatier, qui gémit avec lui, mais ne put qu'appuyer sa protestation auprès du ministre, qui ne lui répondit pas. Cet abus de pouvoir ne s'effaça jamais de sa mémoire[1]. Quand plus tard il devint, à son tour, tout-puissant dans le service de santé des armées et dispensateur des emplois, il conserva une profonde aversion pour les iniquités administratives, se fit un devoir d'examiner toutes les protestations, — même celles qui lui étaient adressées contre ses propres choix, — et ne craignit pas de les annuler quand après une nouvelle information elles se trouvaient justes.

Cette aventure ne le découragea cependant pas, et il se mit alors à donner des leçons pour vivre, tout en poursuivant ses travaux[2].

Au mois de février, un concours d'anatomie ayant eu lieu

[1] Ne nous récrions pas trop; est-il nécessaire de faire remarquer que de semblables abus de pouvoir s'observent même de nos jours?

[2] « Dans les premières années de mon séjour à Paris, je dus mon existence et la possibilité de continuer à m'instruire à des leçons particulières d'anatomie ou d'ostéologie que je faisais à mes condisciples. » (D. Larrey, *Note manuscrite.*)

à l'École pratique, il obtint de nouveau la première place et la conserva. Quelques mois après, il entrait définitivement à l'École.

Cependant les événements politiques suivaient leur cours. J'ai fait remarquer ailleurs que la plupart des jeunes médecins qui assistèrent aux événements révolutionnaires et dont nous avons la correspondance, Bretonneau et Récamier, par exemple, écrivant à leurs familles, ou rédigeant des notes, aux moments les plus dramatiques de cette époque, passaient avec soin sous silence les événements historiques dont ils étaient les témoins et qui tenaient alors toute l'Europe en suspens. Les renseignements qu'ils nous ont laissés et que j'ai publiés sont limités aux faits purement médicaux de leur carrière, et surtout aux préoccupations matérielles de l'existence, ce qui se comprend à une époque où le *primo vivere* était devenu, pour beaucoup de jeunes Français privés de l'assistance de leurs familles, le plus important de tous les problèmes. Il n'en est cependant pas de même de Larrey, qui nous a légué des documents pleins d'intérêt à ce sujet. Imagination enthousiaste, caractère ardent et généreux, il avait applaudi, comme tant d'autres, à l'ouverture de la Révolution. Il fit même mieux, il y joua lui-même un rôle auquel on ne s'attend guère, et prit part à la prise de la Bastille. Il relate dans ses notes la fameuse procession des états généraux du 4 mai et les événements révolutionnaires qui suivirent. On ne lira pas sans intérêt le passage suivant que j'en détache. Le style du jeune patriote est simple, mais clair et vigoureux; on voit que c'est un homme d'action qui écrit.

« Le ministre Necker, partisan de la Révolution, fut exilé le 9 juillet et partit le 10. Ce renvoi provoqua de grands troubles populaires, et le dimanche 12 tout le peuple courut aux armes. Je me trouvai au Palais-Royal, dans les premiers moments. Je m'associai avec transport au mouvement de résistance qui éclata, et m'unis à tous ces généreux adversaires du despotisme.

« Bientôt l'alarme fut générale, le peuple se souleva et fut

attaqué par le prince de Lambesc aux Tuileries. L'étendard de la liberté fut alors levé, et le tocsin retentit toute la nuit. Le lendemain matin, j'engageai tous mes camarades du Collège de chirurgie à marcher en corps avec moi pour aller chercher des armes à l'hôtel de ville. Je pris la tête de ces jeunes gens, qui étaient au nombre de quinze cents, et nous fûmes les premiers à marcher contre les tyrans. Malheureusement nous ne pûmes obtenir des fusils. Chacun alors s'arma comme il put, et nous continuâmes à faire des marches en corps pour soulever les habitants jusqu'au 14 au matin; nous nous rendîmes ce jour-là aux Invalides pour prendre des armes, et de là nous nous dirigeâmes vers la Bastille. Si nous n'eûmes pas l'honneur de monter les premiers à l'assaut, ce fut l'immense multitude devant ses portes qui nous empêcha, malgré notre ardeur et notre courage. Cependant nous y organisâmes le premier poste de garde. Jusqu'au mois d'octobre, nous restâmes sous les armes, et nous étions partout où le danger nous appelait. Nous nous rendîmes alors à Versailles, où je passai un mois entier au corps de garde. Toutes ces fatigues étaient pour moi un plaisir[1]. »

Cet incident historique de la vie de Larrey est une révélation, car aucun de ses biographes ne l'a connue[2]. La part prise par la jeunesse des écoles à l'agitation populaire des débuts de la Révolution est, du reste, à faire. Cette part, quoique infiniment moins importante que le rôle joué par les étudiants de 1830 dans le renversement de la monarchie de Juillet, est cependant considérable. Dans toutes les jour-

[1] La fiche suivante extraite, de la collection des papiers de Larrey, démontre cependant que, malgré son aversion pour les « tyrans », il était loin d'être un farouche révolutionnaire. « Herborisant dans la forêt de Saint-Cloud dans les premiers jours du printemps 1789, au moment où le roi Louis XVI y chassait, je fus rencontré par Mme Élisabeth, qui s'arrêta près de moi pour me demander la direction que le roi son frère avait prise. En me donnant une poignée de main, elle me remercia gracieusement. J'étais alors bien loin de me douter du sort malheureux qui devait frapper plus tard cette princesse si bonne et si belle. »

[2] On comprend, en effet, que dans ses Mémoires terminés en 1817, sous la Restauration qui le considérait comme suspect, il n'ait pas relaté cette anecdote de sa vie.

nées de 1789, le 30 juin[1], le 12 juillet[2], le 14 juillet[3], les 5 et 6 octobre[4], cette jeunesse ardente et généreuse, organisée en corps professionnels, se fit remarquer par son patriotisme, sa bravoure et son joyeux entrain.

Dans l'émeute du jardin des Tuileries, on distinguait déjà les groupes organisés des élèves du Collège de chirurgie, des élèves du Châtelet et de la Bazoche des volontaires du Palais-Royal. A la prise de la Bastille, se trouvait, avec les élèves du Collège de chirurgie conduits par Larrey, l'honnête Boyer, depuis si célèbre et qui ressemble si peu à un révolutionnaire. Cet étudiant, qui devait devenir premier chirurgien de l'Empereur, baron de l'Empire et le plus grave professeur de la Faculté, se distingua à l'assaut de la forteresse. Il était alors, après des débuts extrêmement difficiles, — il avait commencé par être apprenti barbier, — gaignant-maîtrise à l'hôpital de la Charité, et était déjà âgé de trente-deux ans. Ce furent surtout les élèves du Collège de chirurgie qui prirent part aux journées populaires. On trouve très difficilement des traces de l'action des élèves en médecine. Les élèves du Châtelet et de la Bazoche marchèrent, dans tous ces événements, avec le Collège de chirurgie. Mais on aurait tort de penser que ces jeunes gens fussent des émeutiers. En dehors de l'assaut de la Bastille, que nous pouvons apprécier diversement aujourd'hui, mais qui fut réellement une explosion de l'enthousiasme national, leur rôle consista surtout à assurer le respect des propriétés contre les gens sans aveu sortis des bas-fonds de la grande ville, et qui, mêlés aux révolutionnaires, firent leur première apparition dans les troubles de cette année. Ce sont eux qui occupent le Palais de justice pour le préserver de toute attaque[5]. Ce sont eux qui se rendent à Corbeil pour

[1] Délivrance des gardes françaises enfermés à l'Abbaye.
[2] Renvoi de Necker, affaire des Tuileries et charge du prince de Lambesc.
[3] Prise de la Bastille.
[4] Émeute de Versailles.
[5] *Mes loisirs, ou journal d'Événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance*, par le libraire parisien Hardy, de la rue Saint-Jacques, 1764-1789. — Du mardi 14 juillet.

y garder les magasins de farine et de poudre, menacés par les pillards[1]. Chargés de veiller sur le baron de Besenval[2], enfermé au château de Brie-Comte-Robert après la journée du 14 juillet, celui-ci rend justice à leur bon esprit, à leur gaieté de bon aloi, et dit qu'ils étaient les serviteurs désintéressés de l'agitation révolutionnaire[3].

Le 14 juillet suivant, la jeunesse des Écoles fêtait la première fédération, celle qui fut la dernière fête de la liberté et le suprême et fugitif sourire de la conciliation qu'échangèrent les partis en présence. Ce fut aussi la dernière fois que ses groupes s'assemblèrent. Les temps étaient proches où les corporations savantes allaient être violemment dissoutes, et où la plupart de ses membres allaient chercher dans les armées de la République l'emploi de leur activité ou de leur patriotisme, ou même un refuge contre la tyrannie populaire.

On sait que l'objet de la Fédération était le serment civique. Il devait être prêté au Champ de Mars; mais ce vaste terrain ne pouvait convenir, sans modifications, à l'imposante cérémonie que l'on préparait, ni surtout à l'extraordinaire apparat qu'on voulait lui donner. On avait, dans ce but, projeté de le transformer en un cirque immense en transportant la terre du centre sur les côtés. Douze mille ouvriers y furent employés sans relâche; mais il fut bientôt évident que les travaux, commencés un mois seulement avant le 14 juillet, ne seraient pas terminés à cette date. Un appel fut adressé aux habitants. On vit alors un fait qui paraîtrait extraordinaire, si l'histoire n'avait pas constaté plus d'une fois ce dont est capable l'ardente et impres-

[1] Hardy. — Du dimanche 19 juillet.

[2] Le baron de Besenval, *Mémoires*, t. II, p. 373.

[3] Quelques années après, l'état d'esprit de la jeunesse médicale était bien changé. Les journées des 12, 13 et 14 vendémiaire an IV, — 4, 5 et 6 octobre 1795, — trouvèrent un assez grand nombre d'étudiants parmi les insurgés qui attaquèrent la Convention, et le Directoire dut ordonner une enquête sur la conduite des élèves en médecine. L'attentat du 18 fructidor fut mal accueilli par eux, et Chaussier, dans son discours d'inauguration du cours d'anatomie à l'École, le 3 vendémiaire an VI, ayant voulu faire l'éloge de ce coup d'État, de violents murmures lui coupèrent la parole et il ne put continuer son discours. *L'Ami des Lois*, 5 vendémiaire an VI.

sionnable population parisienne, quand elle est gouvernée par une idée. Une foule immense s'empressa d'apporter son concours. Tous les bataillons de la garde nationale, avec leurs bannières déployées et précédés de leurs tambours, les jeunes gens des Écoles, des officiers, des moines, des femmes élégantes même, s'y rendirent en masse. On estima à cent cinquante mille le nombre de ces travailleurs volontaires. Chacun apportait sa pelle et sa pioche et travaillait depuis le matin jusqu'au soir. Pendant ces travaux, les rangs, les âges, les sexes, étaient gaiement confondus, et cette fraternelle union dura jusqu'à la fin. Bientôt chacun eut son costume de travailleur en coutil ou en nankin. Les femmes se distinguèrent dans le choix et la façon de leurs vêtements, et on peut croire que, non moins que le patriotisme, le diable et la coquetterie française ne perdirent pas leurs droits. Larrey, venu là avec ses camarades, charriait des brouettes de terre, aux côtés de deux personnages dont il fit la connaissance : l'un était Sieyès, l'autre le vicomte de Beauharnais, le mari de Joséphine, sous les ordres duquel il devait servir prochainement à l'armée du Rhin.

IV

Toutefois, malgré l'intérêt passionné que Larrey portait aux événements politiques, ceux-ci ne pouvaient suspendre le cours de sa carrière. Nommé chirurgien-major du district de Saint-André-des-Arts, il remplit les devoirs de cette fonction conjointement avec ses travaux de l'École pratique et son service d'élève aux Invalides. Étant de service à cet établissement, il eut à soigner, pour la seconde fois, les victimes de nos guerres civiles. Ce fut le 27 juillet 1791, le jour où la loi martiale fut proclamée, au Champ de Mars, contre les émeutiers insurgés à la suite des décrets de l'Assemblée consacrant l'inviolabilité de la personne royale.

Parmi les défenseurs de l'ordre on trouve ce jour-là un médecin, Leroux des Tillets, dont j'ai analysé autrefois la biographie [1]. C'est lui qui, officier municipal, aprés avoir, de concert avec Bailly, parlementé avec les insurgés, déploya le drapeau rouge et proclama la loi martiale. On sait que cet acte de courage coûta plus tard la vie au maire de Paris. Leroux des Tillets, plus heureux, devint professeur à l'École de santé, plus tard doyen de la Faculté de médecine, et mourut à un âge avancé. Quoi qu'il en soit, la proclamation de la loi martiale entraîna la répression de l'émeute et occasionna un assez grand nombre de victimes. La plupart d'entre elles furent transportées aux Invalides. Larrey, qui était présent, comme il le fut à toutes les journées de cette époque, n'écoutant que son courage et son dévouement, se lança dans la mêlée pour soigner les blessés. Il fut arrêté et eût été conduit en prison, si Bailly n'eût donné l'ordre de respecter les chirurgiens et de les mettre en liberté [2].

Le vénérable et sage Sabatier était depuis un grand nombre d'années à la tête du service de ce grand hôpital des Invalides, dans lequel il avait succédé à Morand.

Doué d'une expérience chirurgicale consommée, praticien habile et prudent, esprit judicieux et réfléchi, professeur érudit, Sabatier avait formé de nombreuses générations de chirurgiens et était un des maîtres les plus considérés du XVIIIe siècle. Il s'était attaché à Larrey, qui était depuis un an sous ses ordres et dont il resta l'ami; il s'appliqua, dans cette circonstance, à perfectionner son instruction, en l'admettant à pratiquer des opérations et à soigner des blessés sous sa surveillance. Nous avons un certificat de lui, constatant les opérations qu'il lui confia à ce moment. Ainsi, la singulière fortune de Larrey l'avait placé en peu de temps sous les maîtres les plus différents par le caractère et la méthode de l'École de Paris, Desault et Sabatier. Ces deux grands chirurgiens offraient en effet les plus frappants contrastes : le premier, doué d'un génie ardent et passionné,

[1] *Récamier, op. cit.*
[2] D. Larrey, *Note manuscrite.*

rompant avec les vieilles méthodes et les règles considérées comme intangibles, et s'élançant avec enthousiasme dans les voies que nul n'avait frayées avant lui; le second, au contraire, caractère pondéré et sage, esprit judicieux, connaissant à fond toutes les ressources de son art, mais soumis à l'expérience du passé, esclave de la tradition et ne s'avançant qu'à coup sûr dans la route que son expérience et celle des anciens lui avaient appris à connaître. Larrey procédera de ces deux maîtres. Au premier, au génie novateur, il empruntera l'esprit de décision et de perfectionnement. Du second il gardera, jusqu'à un certain point, l'esprit de traditionalisme qui le préservera de toute témérité, sans l'immobiliser cependant, comme Boyer, dans le culte absolu des anciennes méthodes.

Cependant la situation du jeune étudiant ne se modifiait pas sensiblement. Les souvenirs qu'il avait laissés dans la marine étaient restés très présents dans la mémoire des chefs du Service de santé de l'armée de mer, et il fut pressé par eux d'accepter le poste de chirurgien-major du vaisseau *le Jupiter*. Toujours poussé par son esprit aventureux, il quitta les Invalides et se rendit à Brest. Il y séjournait depuis deux mois et était sur le point de s'embarquer, quand une lettre pressante de Sabatier le rappela à Paris. Il s'agissait d'un concours pour l'emploi de gaignant-maîtrise à l'hôpital, auquel son vieux maître voulait le faire nommer. On tenait du reste à réparer le déni de justice commis à son égard par Puységur, et Sabatier était chargé de l'en informer.

Larrey donna sa démission, qui fut acceptée avec les plus grandes difficultés, et revint à Paris. Le jury se composait de Sabatier, Pelletan, Lassus, Didier, Cambon et Mesnier. Comme tous les jurys, il avait son candidat à l'avance, et Larrey n'obtint, malgré de remarquables épreuves, que la voix de Sabatier. Il dut se contenter du poste de sous-aide, qui ne constituait qu'une amélioration relative à sa situation et restait au-dessous de son mérite. C'était cependant la place que lui avait ravie Puységur, et sur ce point, au moins, il recevait satisfaction.

Mais les circonstances allaient bientôt se charger elles-mêmes de le faire sortir de cet emploi modeste et de le mettre en évidence, en le plaçant dans les conditions qui convenaient le mieux à son tempérament et à ses brillantes facultés. Ce fut la guerre qui, menaçante depuis les débuts de la Révolution, éclata au commencement de 1792. Le Conseil de santé, sur la proposition de Sabatier, le désigna pour servir à l'armée du Rhin, commandée par le maréchal de Luckner, en qualité de chirurgien aide-major de cette armée (chirurgien-major des hôpitaux). Sur l'invitation du ministre de la guerre, il se rendit à la fin d'avril 1792 à Strasbourg, où il reçut sa commission de l'ordonnateur Villemanzy. Larrey a exposé tout au long, dans ses manuscrits inédits, la campagne de l'armée du Rhin. Ce récit est un document de la plus haute importance, qui demanderait, pour être reproduit entièrement, une publication spéciale. Je dois me contenter de l'analyser sommairement.

Mais, pour qu'on comprenne bien cette page de notre histoire, il est utile de rappeler quel était à ce moment l'état de la France et de ses armées.

CHAPITRE II

I. Déclaration de guerre par la France à l'Autriche, le 20 avril 1792. — Politique générale. — La patrie en danger (11 juillet 1792). — Coup d'œil sur la situation des armées françaises et des armées de la coalition. — L'armée du Rhin. — II. Chefs du service de santé de l'armée du Rhin : Lorentz, Lombard et Percy. — III. Larrey dans le corps de Custine. — Expédition sur Spire et prise de cette ville. Larrey panse les blessés sous le feu de l'ennemi. — Prise de Worms. — — Reddition de Mayence et de Francfort. — Marche de Custine sur Coblentz. — Attaque de Limbourg par Houchard. — L'armée se met en retraite sans s'emparer de Coblentz. — Entrée de l'armée prussienne dans le Palatinat. — Larrey à l'avant-garde avec Houchard. — Il crée les ambulances volantes. — L'avant-garde cernée à Ober-Ursel par Hohenlohe. — Larrey panse pour la première fois les blessés sur le terrain même du combat. Prise de Francfort par l'armée prussienne. — Larrey à l'avant-garde. — Anecdote : une jeune fille servant à l'armée du Rhin sous l'uniforme de dragon ; blessée, elle est amenée à l'ambulance et pansée par Larrey. — Travaux scientifiques de Larrey à Mayence. — Établissement de cours de chirurgie. — Invention de nouvelles aiguilles à suture. — Sœmmering. — Larrey répète avec lui les expériences nouvelles de Galvani. — IV. Reprise des hostilités. — Défaite de Bingen. — Retraite de Custine. — Cantonnement de Custine à Wissembourg. — Custine remplacé par Beauharnais. — Marche de Beauharnais sur Mayence. — Défaite de l'armée prussienne. — Brillante conduite de Larrey. — Capitulation de Mayence. — Larrey aux ambulances de Bienwald. — Exaltation des « Carmagnoles ». — Blessure de Desaix. — Destitution de Beauharnais et de Landremont. — Nomination du capitaine Carlenc. Prise de Wissembourg. Larrey va chercher le général en chef et le ramène sur le champ de bataille. — Retraite de l'armée sur Strasbourg. — Reprise des hostilités. — Reprise de Wissembourg et libération de Landau. — L'armée du Rhin rentre victorieuse dans le Palatinat. — Fin de la campagne. — Larrey est envoyé à Paris par les représentants du peuple.

I

Depuis la déclaration de Pilnitz, 27 août 1791, qui constituait entre la Prusse et l'empire d'Allemagne une première coalition contre la France, la guerre était inévitable. L'acceptation de la Constitution par le roi Louis XVI, et surtout les dispositions, au fond pacifiques, de l'empereur d'Au-

triche, retardèrent un certain temps l'ouverture des hostilités. Mais, après la mort de Léopold, les concentrations de troupes que faisait son successeur, François II, sur nos frontières, son attitude hostile vis-à-vis de la France, la protection qu'il assurait aux émigrés, malgré les représentations du gouvernement français, déterminèrent l'Assemblée législative à lui déclarer la guerre (20 avril 1792). Celle-ci la souhaitait, car elle espérait écraser ses ennemis du dehors, et s'en servir pour consolider sa puissance et même sa souveraineté au dedans; et Dumouriez, alors ministre de la guerre, qui voyait dans les luttes qu'elle devait entraîner un emploi à ses brillantes facultés militaires, ne la désirait pas moins et avait entraîné le roi à la proposer. C'étaient là les causes occasionnelles et apparentes de la guerre; mais, en réalité, celle-ci éclata parce qu'il y avait entre la France révolutionnaire et l'Europe encore féodale un divorce tellement profond, que l'existence de l'une paraissait incompatible avec la sécurité de l'autre, et que l'enjeu qui se posait, à l'insu de tous, était encore l'ancienne prépondérance historique de la suprématie française.

La France ne se trouvait cependant guère prête à soutenir ce redoutable conflit. Ses armées, qui ne comptaient pas plus de cent quarante mille hommes, étaient décapitées par l'émigration et affaiblies par le relâchement de la discipline. — Elles étaient, il est vrai, animées d'un patriotisme ardent et exalté par les sentiments révolutionnaires; mais elles reflétaient l'état mental du pays, et les mutineries contre le commandement, le défaut fréquent d'obéissance, les paniques auxquelles elles s'abandonnèrent plus d'une fois sans motifs, ne révélaient que trop la profonde altération qu'avait subie chez elles l'esprit militaire. Aussi, les premiers événements de la guerre, les désastres de Quiévrain et de Tournai, infligés par le général autrichien Beaulieu à la division de Rochambeau commandée par Biron, le massacre de Dillon par ses propres soldats (avril 1792), furent de tristes préludes de la campagne.

A ce moment, l'Autriche avait entraîné la Prusse à marcher

contre la France, et ces deux puissances se préparaient à envahir le royaume par trois points à la fois : la Flandre, l'Alsace et la Champagne. Les Électorats et la Savoie étaient nos ennemis cachés ou déclarés, la Russie hostile, l'Angleterre et l'Espagne neutres encore; mais leur attitude malveillante et suspecte ne devait pas tarder à se transformer en hostilité déclarée. C'est à cette redoutable situation que l'Assemblée législative avait à faire face. On connaît bien les résolutions que lui inspira le péril national : sa déclaration de la patrie en danger (11 juillet 1792), l'appel qu'elle adressa à la France, et les enrôlements de volontaires qui lui répondirent avec un indescriptible enthousiasme. Elle constitua trois armées, qui devaient sauver la France de l'invasion, et, après des séries de victoires et de revers, s'aguerrir de jour en jour et devenir les illustres troupes qui tinrent si longtemps l'Europe en échec.

Ces armées furent disposées sur la frontière en trois corps : l'un au nord, sur le Rhin, commandé par le maréchal de Luckner, qui devait bientôt être remplacé par Kellermann; le second au centre, sous les ordres de Lafayette [1], auquel on substitua Dumouriez après le 10 août, et le troisième au midi, obéissant à Montesquiou.

L'armée du Rhin était divisée en deux fractions qui ensemble ne comptaient pas moins de quarante mille hommes; l'une avec Biron était à Strasbourg, et l'autre commandée par Custine occupait Landau et les lignes de Wissembourg. C'est à celle-ci que fut attaché Larrey; elle nous intéresse donc

[1] Après le 10 août, la défection de Lafayette provoqua des modifications dans la direction des opérations. Dumouriez prit le commandement en chef depuis Dunkerque jusqu'à Metz. Luckner était à Metz avec son ancienne armée du Nord. Mécontente de lui, mais n'osant pas encore le destituer, l'Assemblée lui avait donné le titre honorifique de généralissime et avait placé son armée sous le commandement direct de Kellermann.

L'armée de la coalition, composée de cent mille hommes, s'avançait de son côté, sous le commandement de Brunswick, sur toute la ligne de la frontière. Elle se complétait de vingt mille émigrés, dont six mille cavaliers. Cette armée prit Longwy et Verdun et s'apprêta à marcher sur Paris à travers la Champagne. On sait comment elle fut arrêtée par Dumouriez à la bataille de Valmy. Ce fut la première victoire de cette phase : elle sauva la France de l'invasion, et du même coup assura pour un temps le succès et la sécurité de la Révolution.

plus spécialement. Elle formait l'aile gauche, dite corps des Vosges, s'étendait de Landau à Lauterhourg, et comprenait la garnison de Landau, les divisions des généraux Wimpfen, Newinger et Munnier, et une avant-garde commandée par Houchard.

Cette petite armée, dont l'effectif s'élevait à environ dix-sept mille hommes, se composait en grande partie de volontaires, qu'on désigna sous le sobriquet de « Carmagnoles ». Mais si ces jeunes troupes étaient novices, elles débordaient de courage et exultaient d'enthousiasme. Le commandement, l'état-major et les cadres étaient supérieurs. Les généraux, de vrais hommes de guerre, s'appelaient Custine, Beauharnais, Houchard, Landremont, Meynier. Parmi les officiers étaient de jeunes hommes comme Desaix, Clarke, Gouvion-Saint-Cyr, Baraguay-d'Hilliers, dont l'Europe devait vite apprendre à redouter les noms. L'ordonnateur en chef, sans lequel cette armée serait morte de faim, était Villemanzy, un des plus habiles administrateurs du temps.

Le Service de santé ne comptait pas des personnalités moins remarquables. Il avait à sa tête Lorentz, Lombard et Percy, — ce dernier hors de pair, — tous trois chirurgiens réputés.

Lorentz et Lombard, déjà à la fin de leur carrière, n'eurent de relation avec Larrey que pendant cette campagne[1]; mais il n'en fut pas de même de Percy. Celui-ci, un des repré-

[1] Lorentz, né à Ribeauvillé (Alsace) en 1734, avait, à cette époque, cinquante-huit ans. Appelé pendant la campagne de 1801 auprès de Moreau à Salzbourg, il contracta un grave accident pendant son voyage et succomba après quelques jours de souffrance. Le général en chef lui fit rendre les plus grands honneurs. Percy, chirurgien en chef, prononça son éloge à l'armée, et Coste à Paris. Le Conseil de santé ordonna que les procès-verbaux relatifs à sa mort seraient lus dans toutes les armées de la République. Cet ordre trouva Larrey et Des Genettes en Égypte, et c'est aux embouchnres dn Nil qn'ils rendirent cet éclatant hommage à la mémoire de leur premier chef.

Lombard, né à Dôle en 1741, mort à Strasbourg en 1801, était un chirurgien distingué de la fin du XVIIIe siècle. Au moment de la Révolution, il était chirurgien-major de l'hôpital militaire de Strasbourg. C'est de cette ville qu'il fut envoyé à l'armée du Rhin. Clinicien érudit et chirurgien expérimenté, il a laissé de nombreux travaux, parmi lesquels une *Clinique chirurgicale des armes à feu*. On lui doit d'avoir réhabilité l'emploi de l'eau froide dans le pansement des plaies et celui des sntures.

sentants les plus illustre de la médecine militaire, fut dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, malgré de profondes dissemblances, l'émule en gloire de Larrey; et dans la plupart des campagnes que j'aurai à relater nous retrouverons son action, parallèle ou unie à celle du jeune chirurgien qui n'est encore que son subordonné, mais qui va bientôt devenir son collègue, et, en dépit de quelques dissentiments créés par la carrière, restera son ami.

Primitivement, Sabatier était le chirurgien en chef de l'armée du Rhin; mais ce vénéré praticien fléchissait déjà sous le poids des années, et on ne pouvait songer à lui imposer les rudes épreuves de la guerre: il fut remplacé par Percy. A ce moment Percy, né le 17 septembre 1754, avait trente-huit ans. Chirurgien de l'école de Louis, lettré et disert, écrivain châtié et plusieurs fois lauréat des concours de l'Académie de chirurgie, associé de la célèbre Compagnie et chirurgien en chef des aristocratiques régiments de Flandre et d'Artois, il était déjà très connu dans le monde scientifique, qui à cette époque se confondait avec la brillante société de l'ancien régime. Mais il n'avait pas encore donné sa mesure. Ce fut dans cette campagne du Rhin qu'il justifia les espérances qu'avaient fait concevoir ses succès académiques, et qu'il montra que le talent et l'habileté du praticien, les facultés de l'administrateur, l'élévation du caractère et le sentiment exact de ses devoirs s'alliaient sans peine chez lui à l'élégante facilité du littérateur et à l'érudition du savant.

On ne se doute guère aujourd'hui de ce qu'étaient les ambulances dans les armées de la Révolution. A vrai dire, elles n'étaient que fictives; elles ne possédaient ni tentes, ni matériel de couchage, ni aliments, ni médicaments. Les hôpitaux des villes étaient insalubres, et les malades y succombaient dans d'effroyables proportions. Les plaintes des médecins contre les commissaires des guerres, auteurs responsables de cette lamentable incurie, restaient sans effet, et la plupart du temps leurs réclamations se retournaient contre eux.

Percy entreprit de réparer ces maux et de protéger nos

soldats contre les mauvais traitements dont ils étaient victimes.

Dans cette lutte, qui dura des années contre une classe d'administrateurs aussi puissante et orgueilleuse qu'égoïste et cupide, le courageux chirurgien éprouva de nombreuses déceptions; l'heure de l'autonomie médicale ne devait sonner que trois quarts de siécle plus tard. Mais rien ne put l'empêcher de porter un remède immédiat à la situation qui s'étalait sous ses yeux. Il réorganisa les ambulances, assainit les locaux et rétablit l'ordre et la discipline dans les hôpitaux. Il put aussi exécuter quelques réformes heureuses.

La plus importante fut sa création d'un corps d'infirmiers et de brancardiers, qui a été tant vulgarisé depuis et a rendu de si grands services. Il proposa une innovation qui n'a été réalisée que de nos jours par la Convention de Genève, la neutralisation des blessés et des hôpitaux et ambulances[1]. Si cette conception ne devient pas un article de loi internationale, il la fait, sans efforts du reste, grâce au tempérament français, passer dans les mœurs et les habitudes de nos armées belligérantes. Son dévouement, son courage sont à la hauteur de sa science et de l'élévation de son caractère. A Rheinfelden, il sauve deux cent trente émigrés qu'on allait fusiller, et il est arrêté comme suspect[2]. A Manheim, il transporte sur son dos l'officier du génie Lacroix, gravement blessé, et traverse avec son fardeau le pont du Rhin, battu par douze pièces de canon. Les soldats français, saisis d'admi-

[1] Percy rédigea un projet de convention, qu'il fit approuver par le général Moreau et qui fut proposé à l'adoption du général Kray. Ce projet, en cinq articles, consacrait l'inviolabilité des blessés des deux armées, la neutralisation des hôpitaux et du personnel sanitaire. Moins humain que Moreau, le général Kray refusa, et ainsi fut retardé de trois quarts de siècle un des plus grands progrès de l'humanité.

[2] Parmi eux était le comte de Roquefeuille, gravement blessé, qu'il recueillit et cacha chez lui. C'est ce beau trait que Brad, un chirurgien militaire, signale dans son poème *Hygie* :

Tu diras, Roquefeuille, à la France, à ton roi,
Ce que, dans ton malheur, mon art a fait pour toi.
Au lieu de vils bourreaux, d'ennemis sanguinaires,
Dans tous nos chirurgiens tu ne vis que des frères.
Et Percy, t'accueillant, te prenant dans ses bras,
Te consola, du moins, aux portes du trépas.

ration, suivent de l'autre rive sa marche à travers les pontons brisés par les éclats d'obus, et accueillent cet acte de bravoure de leurs longues acclamations[1].

Peu d'hommes ont autant fait que Percy pour la chirurgie militaire. Il l'a dotée d'opérations inconnues avant lui, il a amélioré et perfectionné le service d'ambulances, et ses idées sur l'organisation militaire de l'armée contiennent le germe de la plupart des progrès qui ont été réalisés depuis. Il a honoré la chirurgie militaire et reste une de ses plus grandes figures. Toutefois, ce n'est pas un Larrey, nous le verrons bien dans le cours de cette étude, et, s'il parvient à son exemple aux plus hautes charges de la carrière, inspecteur du service de santé, chirurgien en chef des armées, commandeur de la Légion d'honneur, baron de l'Empire, il ne réalise pas comme lui le type du héros que rien ne peut abattre, vaincre ou même lasser, et qui reste, à un degré extraordinaire, la personnification vivante de la chirurgie militaire dans tout ce qu'elle a de plus noble et de plus élevé.

II

En arrivant à Strasbourg, où était le quartier général, Larrey se mit en relation avec ses chefs, fut se présenter au commissaire général Villemanzy et lui remit ses états de service. A partir de ce moment il tient régulièrement son journal, jour par jour, et il y relate, avec la même précision qu'un écrivain militaire, tous les événements de cette surprenante campagne du Palatinat, qui fut la première expansion armée de la Révolution hors de ses frontières et dont les premières victoires transportèrent la France d'enthousiasme. Je me contenterai de rappeler les principaux

[1] Delorme, *Traité de Chirurgie de guerre.* Alcan; Paris, 1888.

traits de cette expédition, mal connue ou oubliée, et d'y noter le rôle joué par Larrey.

Le premier succès de la campagne fut la prise de Spire, le 30 septembre 1792. Custine n'avait avec lui que dix-sept mille hommes; la place, qui était fortifiée, était défendue par trois mille soldats, cavalerie et infanterie, et aurait pu facilement se défendre; elle préféra capituler. La garnison tout entière fut faite prisonnière. Dix-huit pièces de canon, les étendards, les magasins de la ville et des environs, évalués à trente millions, tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Larrey voyait le feu pour la première fois; il se conduisit brillamment, et fut mis aux arrêts pour s'être exposé trop audacieusement en allant au secours de ses blessés. Il nous a laissé le bilan des pertes subies des deux côtés. Nous sommes loin des sanglantes boucheries que nous constaterons sous l'Empire. L'ennemi eut deux cents hommes tués, et les Français n'en perdirent que cinquante. Larrey, chargé du soin des blessés, les fit transporter dans un grand couvent de Spire, convenablement aménagé. Il inaugura là une habitude qui devait se renouveler bien des fois dans sa vie : il passa toute la nuit et la matinée suivante à opérer, et il nous raconte avec satisfaction ses premiers succès d'ambulance : « Sur quarante blessés français, je n'en perdis que quatre. »

Custine, après avoir frappé la ville de Spire d'une contribution de trois cent mille écus, et prélevé sur les couvents des sommes considérables, s'empara de Worms, de Philisbourg, et marcha sur Mayence. Cette ville capitula avec la même facilité que Spire, et livra à l'armée française, avec une énorme contribution, un immense matériel. Larrey fut nommé aide-major principal, sous les ordres de Lombard, alors chirurgien consultant.

Mais Custine poursuit sa marche victorieuse. Il entre en Franconie, s'empare de Francfort et pousse une pointe hardie jusqu'à Limbourg, que Houchard prend sans coup férir. Là on n'était plus qu'à trois lieues de Coblentz, qui contenait

tous les magasins de la coalition, et dont la prise eût mis les alliés dans l'impossibilité de continuer la guerre. Malheureusement l'armée prussienne, qui venait d'exécuter, mollement poursuivie par Kellermann, dont la tâche eût dû être de l'anéantir, la désastreuse retraite qui suivit Valmy, accourait à marches forcées pour sauver cette importante place.

Kellermann, sur le concours duquel comptait Custine, ne parut pas, et l'armée française dut se replier sur Mayence, Landau et Wissembourg.

Pendant cette expédition, Larrey fut constamment à l'avant-garde avec Houchard. Dans un engagement, où ses blessés étaient tombés entre les mains de l'ennemi, il obtint du général en chef et de l'ordonnateur de l'armée la création d'une ambulance volante destinée à suivre les mouvements de l'armée et à enlever les blessés sur le champ de bataille. Ce fut là l'idée géniale de Larrey, le point de départ de l'œuvre qu'il perfectionna progressivement, et qui fut plus tard appliquée à la garde consulaire et à la garde impériale. Je décrirai complètement cette ambulance dans le chapitre suivant.

Elle se composa primitivement de trois chirurgiens et d'un infirmier, montés sur de vigoureux chevaux, avec des portemanteaux contenant les instruments et les objets de pansement. Larrey en fut nommé le chirurgien-major, et attaché avec elle à l'avant-garde de Houchard, dont le rôle héroïquement aventureux et l'extrême mobilité rendaient plus indispensable qu'aux autres corps d'armée la présence d'une ambulance rapide. Ce fut après un combat que livra pour se faire jour l'avant-garde cernée par les Prussiens de Hohenlohe dans les défilés d'Oher-Ursel, que le jeune chirurgien l'inaugura et pansa pour la première fois les blessés sur le terrain; c'était aussi la première fois qu'un médecin militaire se trouvait dans la mêlée. Ce spectacle fit sur Larrey, il l'avoua, une pénible impression. Mais « bientôt la conscience du service considérable qu'il rendait aux blessés, la satisfaction que son innovation lui faisait éprouver dissipèrent vite ce sentiment, et à partir de ce moment, ajoute-t-il, j'ai tou-

jours vu avec calme les batailles et combats auxquels j'ai assisté [1]. »

III

Les troupes étant à Mayence, l'avant-garde se retira sur les hauteurs de Cassel, où l'ambulance séjourna avec Larrey jusqu'au 1er février 1793. Mais, dans cette armée, même au milieu des rigueurs de l'hiver, les répits n'étaient pas de longue durée. Le 6 janvier, le corps de Houchard fut encore engagé avec une colonne, commandée par Sedillot, dans un sanglant combat destiné à reprendre le fort de Hoscheim, qui avait été enlevé par l'armée prussienne, circonstance qui aggravait la situation des troupes françaises, déjà très compromise. Cette tentative, qui échoua et occasionna un grand nombre de blessés [2], mit en évidence les grands services que rendaient désormais les ambulances volantes, et Larrey reçut les félicitations de Merlin de Thionville et de Hausmann, représentants du peuple en mission auprès de l'armée de Custine. Il raconte, au sujet de cette affaire, la curieuse anecdote suivante :

Pendant qu'il pansait les blessés qu'il avait recueillis sur le champ de bataille et ramenés à son ambulance centrale, un jeune dragon, de fière allure et de belle prestance, se présenta à lui. Il était atteint de plusieurs coups de sabre à l'épaule et à la cuisse. Le chirurgien ordonna de lui enlever ses vêtements; mais le jeune soldat, visiblement consterné, s'y opposa, sans que l'on pût comprendre le motif de cette résistance. Larrey s'était remis à continuer l'opération commencée, quand l'infirmier de service s'approcha de lui et lui annonça que le dragon le priait de lui accorder la faveur, pour des motifs qu'il ne pouvait révéler qu'à lui seul, d'être

[1] *Journal de campagne*. Mss. B. N.
[2] Houchard perdit dans ce combat douze canons, cent morts et trois cents prisonniers.

pansé en dehors de la vue de ses camarades. Larrey se rendit à son désir et ordonna de le placer dans une pièce garnie d'un peu de paille, voisine de l'ambulance, et qu'il s'était réservée pour se reposer. Ayant terminé l'opération qu'il pratiquait, il se rendit auprès du volontaire; celui-ci lui avoua être une jeune fille.

Elle lui raconta qu'elle était âgée de vingt-deux ans, qu'elle s'était engagée, par enthousiasme, au moment de la déclaration de guerre. Travestie en homme, sa belle taille, sa tournure avantageuse la firent accepter d'emblée, et sans examen approfondi. Elle servait depuis dix-huit mois avec la plus grande bravoure, était d'une régularité de conduite parfaite, et avait si bien pris ses précautions, que son sexe n'avait jamais été soupçonné par aucun de ses camarades. Larrey, dont on connaît maintenant le caractère de haute humanité, accueillit cette confidence avec la plus grande bienveillance, pansa les plaies de la jeune blessée, et la fit transporter dans une honorable famille de Mayence avec laquelle il était lié. Quand elle fut rétablie, il lui fit donner un congé de réforme et la renvoya chez ses parents.

On se demande ce qu'était cette armée du Rhin, où une jeune fille pouvait servir de la façon la plus régulière, sous le costume du soldat, et dissimuler son sexe pendant dix-huit mois. Il semble qu'aujourd'hui de semblables faits seraient impossibles; on sait, au contraire, qu'ils ne furent pas très rares dans les armées de la République, et tout le monde connaît l'histoire de Mlles de Fernig à l'armée de Dumouriez. Larrey lui-même avait connu plusieurs jeunes femmes qui s'étaient déguisées pour suivre à l'armée l'homme qu'elles aimaient. Ce fut le cas de cette dame de Saulane qui avait, à la même époque, accompagné son mari, capitaine aux hussards des Ardennes; cette jeune femme de vingt ans portait l'uniforme des officiers du corps, et se conduisait aussi bravement que le plus intrépide des cavaliers.

La prise de Francfort et la retraite des avant-postes de Hoscheim terminèrent la campagne de 1792 en Allemagne.

L'armée s'établit à Mayence pour prendre ses quartiers d'hiver.

Pour la première fois depuis longtemps, Larrey eut quelques loisirs; il les employa à rédiger son journal militaire et les observations scientifiques intéressantes qu'il avait faites pendant la campagne et dont on trouvera plus loin la relation.

Il ne faut pas croire, en effet, que le brillant opérateur, l'incomparable soldat qu'était Larrey, ne fût qu'un praticien remarquable peut-être, mais indifférent à tout ce qui n'était pas l'application immédiate de son art. Ce serait mal connaître cette étonnante figure. Dès son arrivée à Mayence, il inaugure d'abord une habitude qui sera celle de toute sa vie, pendant ses longues campagnes; il réunit ses officiers du service de santé, et leur fait des cours d'anatomie et de chirurgie. Les médecins militaires de cette époque n'étaient pas, en effet, ce qu'ils sont aujourd'hui, des hommes distingués, ayant une instruction médicale complète, et sélectionnés avec soin par des séries d'examens ou de concours. Volontaires de 1792, ou réquisitionnés par les décrets de la Convention, beaucoup d'entre eux n'avaient fait que des études très succinctes, et ne possédaient, au commencement de la campagne, que de vagues notions sur l'art de guérir. Larrey institue des cours pour eux dans son hôpital, les fait travailler régulièrement, complète leurs connaissances anatomiques, leur donne des leçons de médecine opératoire et les exerce aux difficultés du diagnostic. Mais, s'il songe à l'instruction de ceux qu'il appelle ses camarades et qui sont réellement ses élèves, il ne perd pas de vue ses propres travaux.

L'Académie de chirurgie, justement préoccupée d'améliorer l'outillage instrumental de la chirurgie, avait mis au concours le perfectionnement de certains instruments, entre autres des aiguilles à suture. Ces petits instruments étaient incommodes, en acier défectueux, ayant à peu près tous la même forme. Larrey en imagina de nouveaux, donna à leur

extrémité la forme lancéolaire et à leurs tiges des formes variées, droites, courbes ou demi-courbes, qui permettaient d'approprier leur usage à chaque organe et aux divers tissus. Pendant sa campagne, il se servit journellement de ces aiguilles, et en constata les avantages. Il en fit l'objet d'un mémoire qu'il envoya de Mayence à l'Académie, qui le couronna et lui décerna une médaille d'or[1]. Il adressa aussi à la Compagnie un mémoire sur le « vent du boulet ». Les anciens chirurgiens pensaient que le déplacement d'air par ce projectile était susceptible de produire des lésions organiques, sans qu'on observât de blessures des téguments. Larrey fut un des premiers à démontrer l'erreur des vieux maîtres, et il prouva dans son mémoire que le « vent du boulet » n'existe pas, mais que de graves lésions peuvent être produites par ce projectile sans que les téguments soient altérés.

Il suivait en même temps les cours de la Faculté de médecine de Mayence, dont la réputation était alors considérable. C'est là qu'il connut Sœmmering, dont il partagea les travaux et qui resta son ami. Sœmmering, un des plus illustres anatomistes de l'Allemagne, était alors âgé de trente-sept ans et venait de publier ce célèbre ouvrage sur la structure du corps humain, qui eut un retentissement si considérable, et fixa l'attention de tous les savants de l'Europe[2].

Possédant une immense érudition, doué d'un esprit neuf et original, capable de s'élever aux conceptions générales, Sœmmering toucha, pour les éclairer, à toutes les branches de l'art, à la physiologie, à la chirurgie, à la médecine, à la physique; mais c'est surtout à l'anatomie qu'il se consacra d'une façon particulière, et il est considéré comme un des rénovateurs de cette science. La France, qui allait bientôt avoir Bichat, ne possédait pas encore l'équivalent de Sœm-

[1] Extrait des registres de l'Académie de chirurgie du 18 avril 1793, signé Sabatier et Sue.

[2] *Vom Bau des menschlichen Korpers*, 5 vol. in-8°, Francfort, 1791-96-1800. Édition latine de Wagner, *de Corporis humani fabrica*, Francfort, 1794-1807. Édition italienne, Livourne, 1815-35. Édition française, *Encyclopédie anatomique*, 10 vol., Jourdan, Paris, 1842.

mering. On comprend avec quelle ardeur un esprit comme celui de Larrey, animé lui-même d'enthousiasme pour son art, suivit les travaux du grand médecin allemand.

Parmi les questions nouvelles qui préoccupaient alors les savants, était celle de l'électricité que les expériences récentes de Galvani (1791-92) venaient de mettre à l'ordre du jour. Le XVIIIe siècle s'était passionné pour cette science à son aurore, et les découvertes successives dont elle avait été l'objet avaient fait pressentir à ces générations avides de connaissances son incalculable avenir. Les travaux de Galvani vinrent surexciter encore cette ardente curiosité[1]. On pensa qu'ils allaient ouvrir à la médecine une voie nouvelle, — espoir tant de fois conçu et si souvent démenti, — et de toutes parts on se mit à les vérifier. Sœmmering, dont l'esprit encyclopédique fertilisait toutes les questions et qui devait inventer le télégraphe électrique quarante ans avant Morse, fut un des premiers, avec Larrey, à chercher à les appliquer à l'organisme humain[2]. Larrey répéta avec lui et avec Strack l'expérience du savant italien sur la jambe d'un soldat blessé qu'il venait d'amputer. Il disséqua avec soin le nerf poplité et toutes ses ramifications; il enveloppa ensuite d'une lame de plomb le tronc de ce nerf, et mit à découvert les muscles gastrocnémiens. Ayant alors touché à la fois, avec une lame d'argent, ces muscles et l'armature de plomb qui enveloppait le nerf poplité, il provoqua de forts mouvements convulsifs dans la jambe, et même dans le pied du membre amputé. Il envoya le résultat de son expérience à la Société philomatique[3]. Dans cette commu-

[1] Galvani, ayant provoqué des contractions musculaires chez la grenouille par l'excitation électrique des nerfs lombaires, crut avoir découvert une électricité particulière de nature animale qui n'aurait été rien moins que le fluide nerveux. Longtemps l'interprétation erronée de ce phénomène conserva de nombreux partisans. On sait comment Volta démontra que ce prétendu fluide nerveux n'était que de l'électricité ordinaire, à laquelle les organes des animaux servent de conducteurs.

[2] Sœmmering inventa, en 1809, un appareil qui, au moyen d'une pile de Volta, transmettait à distance les communications. Il fit part de sa découverte à l'Institut de France. Selon l'usage, une commission fut nommée pour l'examiner; mais elle ne fit aucun rapport, et l'admirable découverte de Sœmmering tomba dans l'oubli.

[3] *Bulletin de la Société philomatique*, mai et juin 1799.

nication, il émettait une conclusion dont l'avenir devait démontrer la justesse : celle que l'électricité pourrait être appliquée au traitement de la paralysie des membres. On voit que son esprit sagace avait conçu, dès le premier moment, tout le parti que la science pourrait un jour tirer de l'expérience de Galvani.

IV

Cependant les chances de la guerre avaient cessé d'être favorables à l'armée française. Le 2 décembre, Francfort avait été pris par le roi de Prusse et Brunswick; Custine, battu le 20 mars par Hohenlohe à Bingen, opéra une retraite difficile sur Landau et Wissembourg, qu'il fortifia. Larrey était à l'arrière-garde; il raconte que c'est pendant cette retraite qu'il mangea pour la première fois de la viande de cheval, mode d'alimentation qu'il devait plus tard mettre en honneur et préconiser en Pologne, grâce auquel il sauva ses blessés d'Essling, et qui devait devenir l'unique ressource de la grande armée pendant la campagne de Russie. A cette époque, la subsistance des troupes en campagne était souvent problématique : le jour où le jeune chirurgien vit les soldats écorcher ainsi des chevaux pour se nourrir, ils n'avaient pas reçu de distribution de vivres depuis cinq jours; lui-même se mourait de faim et était à jeun depuis vingt-quatre heures.

Survinrent alors la capitulation de Mayence, après le siège mémorable soutenu par d'Oyré, et les derniers événements qui aboutirent à la prise de Wissembourg par Wurmser. Beauharnais remplaça Custine et reçut l'ordre de délivrer Mayence. Il battit les Prussiens le 22 juin, mais il était trop tard, Mayence avait déjà succombé.

Larrey, dans cette affaire, se couvrit de gloire, non seulement comme chirurgien, mais comme officier de l'armée.

Il rallia lui-même et ramena au feu des soldats qui avaient fléchi. Il enleva ses blessés de la mêlée avec une intrépidité qui suscita l'admiration générale. Je lui laisse raconter lui-même les faits dans quelques lignes courtes de ce style simple et juvénil qui caractérise la rédaction de son journal à cette époque.

« Ce jour-là fut pour moi le plus beau de ma vie, non seulement parce que je ralliai et conduisis à l'ennemi des soldats qui s'étaient dispersés, mais aussi par les services efficaces que j'apportai à nos braves défenseurs, jusque sous le feu de l'ennemi. Je me féliciterai toujours d'avoir été enlever sous le feu d'une batterie ennemie, à la tête d'une escorte de cinq dragons que m'avait donnée Landremont, quatre volontaires qui gisaient dans la mêlée, les jambes fracassées, et que des barbares étaient en train de dépouiller. Les Prussiens avaient alors l'habitude d'enlever les habits de nos blessés et de les égorger ensuite. Je chargeai ces cannibales avec mes dragons, les dispersai et enlevai les blessés à demi morts dans mon ambulance volante, malgré la volée de coups de canon que nous envoya la batterie. Je n'eus qu'un dragon démonté. Je les conduisis dans un ravin qui était à l'abri du feu, et les opérai immédiatement avec le plus grand succès, et ils guérirent tous les quatre.

« Ces braves républicains, avec tant d'autres dans cette journée, trouvèrent leur salut dans l'ambulance volante. Elle était, du reste, connue de toute l'armée par les secours importants qu'elle rendit dans tous ces combats. »

Ce fut dans cette glorieuse journée qu'un chirurgien militaire reçut, pour la première fois, un témoignage officiel de satisfaction de la part du général en chef et du gouvernement. Beauharnais, qui, avec l'armée entière, avait été témoin de la brillante couduite de Larrey, la signala en ces termes dans son rapport qu'il adressa sur ce brillant combat à la Convention :

« Parmi ceux des braves dont l'intelligence et l'activité ont servi brillamment la République pendant cette journée, je ne dois pas laisser ignorer l'adjudant général Bailly, Abba-

tucci, de l'artillerie légère, et le chirurgien-major Larrey, avec ses camarades de l'ambulance volante, dont les infatigables soins dans le pansement des blessés ont diminué ce qu'un pareil jour a d'affligeant pour l'humanité, en contribuant à conserver les braves défenseurs de la patrie[1]. »

« Cependant, continue Larrey, l'armée était triomphante et pleine d'entrain. Les communications, par ce brillant combat, étaient établies avec l'armée de la Moselle par le pays des Deux-Ponts. La forêt de Candel et la route de Spire étaient aux mains de Beauharnais, et la route de Mayence ouverte. Rien ne paraissait pouvoir arrêter la marche des Français et la levée du siège de Mayence, quand tout d'un coup un parlementaire prussien se présente aux avant-postes et annonce la reddition de la ville. L'armée refuse de croire à cette désastreuse nouvelle, et tout le monde pense qu'elle est une feinte de l'ennemi; mais cette catastrophe fut confirmée le lendemain par un commissaire spécial de la garnison[2]. »

Cette victoire, que la reddition de Mayence rendait stérile, était sans lendemain. A partir de ce moment, en effet, les événements se précipitent, et l'armée du Rhin, après avoir conquis le Palatinat, cantonnée maintenant derrière les lignes de Wissembourg, doit défendre la barrière même de l'Alsace. Cependant le patriotisme des Carmagnoles est surexcité, et ils se battent avec un acharnement inouï. Dans les combats qu'ils livrent au mois d'août et de septembre pour défendre la forêt de Bienwald, leur rage, dit Larrey, est indescriptible, et ils écument de colère. Leurs fusils surchauffés ne leur permettant plus de tirer, ils versent de l'eau dans les canons.

Le 20 août, Desaix, alors général de brigade, est blessé par une balle qui lui perfore les deux joues. Larrey accourt

[1] Séance de la Convention du 25 juillet 1793. Présidence de Danton. Le rapport de Beauharnais fut accueilli par de vifs applaudissements.
La Convention décerna à Larrey une mention honorable et l'insertion de son nom au *Bulletin*.

[2] *Journal de campagne.* Mss. B. N.

auprès de lui, au milieu de la mêlée, et le conjure de se laisser panser. Mais l'intrépide soldat refuse de quitter le champ de bataille. Méconnaissable, deux filets de sang coulant sur sa figure noircie par la poudre, les vêtements en désordre, il rallie ses bataillons et ne se remet que le soir entre les mains de Larrey. Lorsqu'il apparaît le lendemain sur le front de ses troupes, le visage entouré d'un bandeau, il est salué de leurs acclamations.

Le terrain est disputé, perdu et repris avec une incroyable opiniâtreté; la fureur des soldats, l'exaltation des blessés sont extraordinaires, et le tableau que la plume juvénile et ardemment passionnée de Larrey trace de ces événements est saisissant et surpasse par moments celui qu'en a laissé Gouvion-Saint-Cyr. Lui-même se conduit en héros, et, le soir du 20 septembre, le général en chef Landremont, visitant son ambulance, l'embrasse au milieu de ses blessés.

« Il n'est pas de volontaire, dit Larrey dans son journal, qui n'ait tiré cent vingt à cent trente coups de fusil. Les blessés eux-mêmes faisaient feu en criant : « Vive la République ! » jusqu'à ce qu'ils tombassent évanouis. La nuit nous surprit au moment où la gauche et le centre allaient achever notre victoire, et nous fûmes forcés de regagner nos positions. Je passai toute la nuit à soigner les blessés.

« Le lendemain, à trois heures, l'ennemi, ayant reçu des renforts, nous attaqua avec une violence extraordinaire et reprit le terrain qu'il avait perdu la veille. Mais la résistance fut de la dernière opiniâtreté. La lutte dura toute la journée et reprit le lendemain, 20 septembre, jusqu'à midi. Nous eûmes environ quarante morts et deux cents blessés. Chacune de ces victimes intéressantes de la patrie regrettait de n'avoir pu exterminer l'ennemi, et tous auraient voulu perdre la vie pour le salut de la République.

« Les généraux et les représentants voulurent visiter mon ambulance et furent témoins de ce magnifique spectacle d'exaltation patriotique. Landremont se souviendra toujours, sans doute, des touchantes paroles de dévouement à la patrie que lui adressèrent mes blessés. Ils lui dirent aussi combien

ils étaient satisfaits des soins prompts et vigilants que leur prodiguaient les officiers de santé de l'ambulance volante. En marque de reconnaissance, le général en chef m'embrassa.

« L'ennemi perdit aussi beaucoup de monde. A partir de ce moment, il se découragea et désespéra d'enlever nos lignes. Il se fortifia dans ses positions, qu'il ne songea plus qu'à conserver [1]. »

Cependant la politique révolutionnaire désorganise et démoralise cette vaillante armée par le changement des généraux et la destitution des officiers. Custine et Houchard ont été rappelés à Paris et exécutés. Beaubarnais, qui a donné quelques signes de défaillance dans la défense des lignes de Wissembourg, subit le même sort et est remplacé par Landremont. Celui-ci, un des meilleurs généraux qu'ait eus l'armée, est à son tour privé de son commandement et emprisonné.

Les représentants du peuple n'ont plus personne. Ils conçoivent alors et exécutent l'idée de remplacer Landremont par un obscur capitaine nommé Carlenc, qui n'a ni talents, ni réputation, ni passé militaire, ni rien qui pût le désigner au commandement d'une armée. Les conséquences de cette étrange et criminelle aberration ne se font point attendre. C'est le 24 juin que Landremont fut destitué par Bouchotte; trois semaines après, les lignes de Wissembourg étaient emportées par Wurmser.

Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que la bataille de Wissembourg fut engagée sans le général en chef. Larrey raconte qu'au plus fort du combat, Carlenc était tranquillement dans son lit pendant qu'on le cherchait partout sur le terrain pour lui demander des ordres, sans pouvoir le trouver. Ce fut le chirurgien de l'ambulance volante qui eut l'idée qu'il pourrait bien être encore couché. Il se rendit chez lui, l'admonesta et le ramena sur le champ de bataille.

La page est à citer.

Larrey expose comment, au moment où les lignes furent

[1] Larrey, *Journal*. Mss. B. N.

surprises par les Autrichiens de Wurmser, il était avec son ambulance au village voisin de Steinfeldt, où il fut lui-même cerné. C'était au milieu de la nuit. Réveillé par les coups de feu, il monta promptement à cheval et parvint à se faire jour le sabre à la main, et à rejoindre au milieu d'une grêle de projectiles les troupes françaises. Là, il s'enquit du général en chef. Personne ne l'avait encore vu. Mais laissons-lui la parole :

« Un pressentiment secret me fait quitter mon poste et me pousse à Wissembourg. Je suppose qu'il peut être chez lui ; j'arrive à bride abattue et monte dans sa chambre. On juge de ma stupéfaction de trouver le général en chef de l'armée du Rhin, sortant à peine de son lit, muet à mes questions et feignant d'ignorer ce qui s'était passé.

« — Général, lui dis-je, le désastre affreux qui vient de fondre sur l'armée me conduit auprès de vous, pour vous en faire part et vous engager, en bon républicain, à vous transporter immédiatement sur le champ de bataille. »

« Après, je lui fis le récit des événements, et sortis pour aller rejoindre mon ami Villemanzy.

« Je revins à mon ambulance et y trouvai comme premier blessé le général Meynier, le plus brave soldat de l'armée. Il avait reçu dans la cuisse un biscaïen qui lui fracassa le fémur. Il était insensible à sa blessure; notre défaite l'avait rendu fou de désespoir, et il se serait tué si je ne l'en avais empêché[1].

« Le général Carlenc arriva enfin sur les lieux; mais le désordre continua. L'armée en déroute abandonna Wissembourg, dont les clefs furent apportées par le commandant Fririon à la maison commune, et se mit en retraite sur Haguenau et, de là, sur Strasbourg, où elle arriva le 21 octobre, harassée de fatigue, exténuée par les privations et surtout exaspérée et folle de rage contre ceux qu'elle considérait comme les auteurs de sa défaite[2].

[1] Il fut transporté à Haguenau et le lendemain à l'hôpital de Strasbourg, où il resta cent soixante-dix-neuf jours couché.

[2] Elle attribua sa défaite aux commissaires de la Convention et en cela elle ne

« En ce qui me concerne, je fus malade de chagrin pendant plusieurs jours; mes larmes ne cessaient de couler, et je ne pouvais me consoler d'une défaite aussi complète, et qui n'était due qu'à la trahison. Presque tous nos canons, les munitions, les tentes, les effets de campement étaient tombés aux mains de l'ennemi; plus de quatre mille hommes furent tués ou prisonniers, et j'eus un grand nombre de blessés, dont je dirigeai le traitement à l'hôpital de Haguenau[1]. »

Ce court récit est intéressant à plus d'un titre. Il nous met en face de la criminelle inconscience de Carlenc, à peine hors de son lit au moment où son armée, surprise dans ses retranchements par Wurmser, était déjà en pleine déroute. Mais il nous montre aussi l'ardente initiative de Larrey, qui le porte à aller à la recherche du général en chef, à le rappeler au sentiment de ses devoirs et à l'inviter à se rendre sur le champ de bataille. Ce n'est pas un trait banal que cette démarche d'un chirurgien de vingt-cinq ans; elle éclaire l'état d'esprit des armées de la République, le civisme qui régnait parmi tous ces jeunes volontaires, et en même temps la notoriété et l'estime dont jouissait Larrey. D'autres que lui n'eussent peut-être pas osé tenter un acte semhlahle.

L'armée du Rhin, définitivement vaincue, opéra sa retraite sur Strasbourg, où elle se reconstitua. Réunie à l'armée de la Moselle et placée sous le commandement de Hoche, elle ne devait pas tarder à reprendre sa revanche.

La guerre recommença avec une nouvelle ardeur. Le hlocus de Landau fut levé, Wissemhourg délivré, et les Français rentrèrent victorieux dans ce Palatinat, qu'ils avaient déjà conquis une fois, chassant, à leur tour, devant eux les

se trompait pas, puisque la destitution de Landremont, le choix inepte de Carlenc, le maintien de l'incapable Munnier, la désorganisation du corps des officiers par le renvoi ou la suspension des meilleurs d'entre eux, étaient leur œuvre. Les représentants furent hués. Ruamps fut assailli par des hussards et dut chercher un refuge dans la division de Ferey.

(*Les représentants au Comité*, 18 octobre 1793.)

[1] Larrey, *Journal*. Mss. B. N.

armées qui les en avaient expulsés. Larrey se trouva encore attaché pendant cette expédition, avec son ambulance volante, à l'avant-garde commandée par Desaix, avec lequel il s'était étroitement lié. A la fin de décembre 1793, la campagne étant close, l'armée vint se cantonner sous Strasbourg, où, pour la première fois, elle prit ses quartiers d'hiver.

Larrey profita de ce repos pour réorganiser et perfectionner son ambulance volante. Elle était dans un triste état. Sur six chirurgiens placés sous ses ordres, quatre n'avaient pu endurer les fatigues excessives auxquelles ils avaient été exposés et étaient atteints du typhus. Les chevaux étaient hors de service, et le matériel hors d'usage. Lui-même, malgré sa robuste constitution, se trouvait exténué et à bout de forces.

Les soldats avaient également beaucoup souffert, et leur situation sanitaire se ressentait de la dure campagne qu'ils venaient de faire. Beaucoup étaient atteints du typhus, et il était à redouter que cette affection ne fît de grands ravages dans l'armée. Les chefs de service de santé, Percy et Lombard, ordonnèrent les mesures qu'exigeait cette circonstance. Ils firent installer les avant-gardes dans des baraquements; on agrandit et on assainit les logements de l'armée; la nourriture fut améliorée, et, en peu de semaines, ces troupes jeunes et enthousiastes étaient rétablies et demandaient de nouveau à marcher à l'ennemi.

Sur ces entrefaites, les représentants du peuple en mission, témoins des services qu'avait rendus pendant toute cette campagne l'ambulance volante, envoyèrent Larrey à Paris. Ils avaient vu auparavant, partout où la République soutenait la guerre, les blessés abandonnés pendant le combat périr misérablement, faute de secours immédiats, quand toutefois ils n'étaient pas achevés sur le champ de bataille. A l'armée du Rhin, ils avaient au contraire assisté à leur relèvement au milieu même de la mêlée, et le spectacle si fréquemment offert par Larrey, marchant à l'ennemi à la tête de son ambulance qu'il faisait évoluer sous la mitraille, et opérant, séance tenante, dans

un repli de terrain ou dans un fossé, les avait vivement et justement frappés. D'accord avec les généraux, ils recommandèrent son innovation à la Convention et lui firent donner un congé pour aller la présenter au Conseil de santé et lui apporter les perfectionnements qu'il méditait.

Il quitta l'armée du Rhin au mois d'avril 1794.

CHAPITRE III

I. Fonctionnement du Service de santé dans les anciennes armées françaises. — Origine très moderne de l'assistance aux blessés militaires. — Ambroise Paré, ancêtre de Larrey. — Organisation rudimentaire des ambulances sous Henri IV. — Perfectionnement sous Richelieu et Louis XIV. — Création des médecins de régiment. — Fondation de l'hôtel des Invalides. — Les chirurgiens militaires et l'Académie de chirurgie. — Service de santé réellement constitué sous Louis XV. — Création d'amphithéâtres ou écoles spéciales de chirurgie, d'un comité consultatif à la guerre, d'hôpitaux militaires et de charité, de service d'ambulance, etc. — Le Service de santé sous la Convention. — Les commissaires de guerre et les intendants. — Pénurie des ressources du Service de santé dans les armées de la République. — Incurie des commissaires de guerre. — II. Fonctionnement des ambulances avant la Révolution. — Situation des blessés. — Création des ambulances volantes de Larrey.

I

Le moment est maintenant venu de dire ce que furent ces ambulances volantes que, — sur l'avis des chefs de l'armée du Rhin, — Larrey allait proposer au Conseil de santé d'étendre aux autres armées de la République. Cette innovation, qui devait sauver tant de vies humaines, constitua une révolution profonde dans le service sanitaire des troupes en campagne, et a été le point de départ des perfectionnements successifs qu'a réalisés aujourd'hui cette branche importante de la chirurgie de guerre. On comprendra donc que j'interrompe un instant l'histoire des campagnes de Larrey, pour exposer en détail l'organisation qu'il imagina, et qui est restée un de ses plus beaux titres de gloire.

Mais, avant de faire connaître la création du jeune chirurgien de l'armée du Rhin, il est indispensable de jeter un coup d'œil rétrospectif sur le fonctionnement du Service de santé

dans les anciennes armées françaises. On saisira mieux ainsi l'immense portée du progrès qui fut alors accompli.

On a beaucoup écrit pour démontrer que la chirurgie militaire était constituée dans les armées depuis les temps les plus reculés, et on a voulu la faire remonter aux Grecs et aux Romains[1].

Sans doute, l'art de guérir est vieux comme le monde; sans doute aussi on a fait à toutes les époques des tentatives pour conjurer les maux de la guerre et améliorer le sort de ses victimes. Mais ces tentatives ne furent jamais que des traits isolés et instinctifs de la prévoyance de l'État ou de la charité des particuliers. Chez les Grecs et les Romains, les sentiments d'humanité, de pitié et de charité n'existaient guère, et, malgré leur haute civilisation, ces peuples n'eurent jamais pour la vie humaine et ses souffrances le respect dont elles furent plus tard entourées. L'assistance du blessé est une création toute moderne. Jusqu'à la fin du XVI[e] siècle et même après que les armées sont devenues permanentes, le Service de santé n'existe pas. Les grands seigneurs ont bien à leur solde des chirurgiens qu'ils emmènent en campagne avec eux. Bénévolement, ceux-ci consentent bien aussi à donner leurs soins aux blessés de toutes catégories qui les réclament, car, de bonne heure, le sentiment de l'humanité fut éveillé chez le médecin. Mais leurs fonctions sont loin de les y obliger, et, la campagne terminée, ils passent l'hiver dans les villes et se livrent à la pratique usuelle.

Ambroise Paré, — la plus grande figure chirurgicale du XVI[e] siècle, — dont on a fait si justement l'ancêtre de Larrey auquel on l'a tant de fois comparé, est le type le plus élevé

[1] Les Romains avaient, en effet, des chirurgiens dans les armées; on les appelait *medici vulnerarii*, et il y en avait un par légion. Les chirurgiens qui servirent dans les légions d'Auguste reçurent l'anneau de chevalier et la dispense de toute taxe.

Un médecin des plus érudits de notre époque, le docteur Corlieu, a même montré que l'idée de faire relever les blessés sur le champ de bataille avait été conçue avant Larrey par l'empereur Maurice (582-602).

« Il organisa, dit notre confrère, un corps de cavaliers qui étaient chargés d'emporter les blessés pour les faire soigner hors du champ de bataille... » (Corlieu, *Revue scientifique*, octobre 1892.)

de ces hommes de l'art, et on a pu dire de lui qu'il fut le premier chirurgien militaire, dans le sens que le temps où il a vécu donne à cette dénomination.

Attaché d'abord à la personne de M. de Monte-Jan, puis à celle de M. de Rohan, jouissant de la confiance des Valois, il prit part à toutes les guerres qui se succédèrent sous les règnes troublés de ces rois. Ce compagnon barbier, qui devint un si illustre chirurgien, est un esprit élevé et une âme compatissante. Il ne limite pas ses soins aux grands personnages qui l'ont pris à leur service, ni aux officiers de marque qui les accompagnent; il soigne aussi les petits, et sa popularité dans l'armée est considérable. Appelé dans Metz assiégé par Charles-Quint (1552), il pénètre dans la place à travers les lignes ennemies, et il est reçu comme un sauveur par l'armée. Quand le duc de Guise le présente, sur la brèche même, aux officiers qui l'entourent, tous l'acclament et l'embrassent, en lui disant qu'ils n'ont plus peur de mourir maintenant, puisqu'il est au milieu d'eux. Au siège d'Hesdin, où le roi l'envoie, les soldats le portent « comme un corps sainct » en triomphe, et se disputent l'honneur d'approcher de lui. Mais Paré, si charitable qu'il soit, ne peut suffire, on le comprend, à la tâche immense de l'assistance d'une armée en campagne, et le sort des blessés est généralement livré à la merci de médicastres et d'empiriques qui suivent les troupes et distribuent à haut prix les baumes et les élixirs ou les « enchantements » dont ils s'attribuent le secret. Les blessés sont abandonnés sur le champ de bataille et s'égrènent tristement le long des routes, dans les villes ou les villages, objets de commisération offerts à la charité des couvents ou des rares personnes compatissantes, et le brave de La Noue peut dire justement qu'à cette époque, le meilleur lit pour un blessé est le fossé où l'a renversé le coup d'arquebuse.

Il faut arriver à Henri IV pour voir atténuer la misérable situation des victimes de la guerre. De son règne date vraiment la chirurgie militaire. Sully organise des ambulances destinées à suivre l'armée et des hôpitaux appropriés au trai-

tement des blessés[1]. Ses successeurs développent cette organisation rudimentaire. Richelieu reconstitue, en leur donnant plus d'extension, les ambulances et les hôpitaux créés par Sully et institue un chirurgien dans chaque régiment. Louis XIV, dont le règne est marqué par des guerres incessantes, perfectionne encore l'œuvre de Sully et de Richelieu, augmente le nombre des ambulances et des hôpitaux, celui des médecins de régiment, et crée l'hôtel des Invalides. A partir de 1731, après la fondation de l'Académie de chirurgie, le recrutement des chirurgiens militaires devient extrêmement brillant; c'est l'ère de la renaissance de la chirurgie. Les chirurgiens militaires y prennent une part glorieuse et figurent avec honneur dans la composition de l'illustre société. Elle compte parmi ses membres Mareschal, son fondateur, chirurgien du roi, Jean-Louis Petit, Morand, Le Drau, Dionis, Tassin, Puzos, etc., qui tous ont servi dans les armées du roi. En ce temps-là, en effet, il n'est guère de chirurgien réputé qui n'ait tenu à honneur de passer au moins quelques années dans les régiments ou dans les hôpitaux militaires[2].

Malheureusement, ce n'est là qu'un remarquable état-major, et le personnel subalterne, insuffisant, ignorant et grossier, est au-dessous de sa tâche.

Au XVIII[e] siècle, et spécialement sous le règne de Louis XV, de grandes améliorations sont encore réalisées, et le Service de santé de l'armée est réellement constitué. Il atteint un tel point de perfection, que les périodes suivantes ne doivent lui apporter que des modifications de détails[3].

Un édit de 1708 créa, à la suite des armées, dans les hôpitaux et les places de guerre, deux cents médecins et chirurgiens-majors, à fonctions permanentes, assistés d'un nombreux personnel d'aides-majors, de sous-aides et d'élèves.

[1] De Chennevières, *Détails militaires*. Paris, 1750, t. II.
[2] Percy, *Éloge de Sabatier*. Fournier, *Articles de chirurgie militaire* du *Dictionnaire des Sciences médicales*, t. V.
[3] Bégin, *Études sur le Service de santé militaire en France*, 1849. — Delorme, *Traité de Chirurgie de guerre*, 1888.

Pour la première fois, le cadre des officiers de santé est calculé de manière à établir le service en temps de paix, et à pourvoir aux besoins les plus pressants de l'état de guerre [1].

Plus tard, on assura le recrutement du personnel par la fondation d'écoles spéciales désignées sous le nom d' « Amphithéâtres », où les élèves recevaient l'instruction des chirurgiens-majors des grands hôpitaux régionaux [2] (1772). En même temps était institué au ministère de la guerre un comité consultatif, composé de cinq médecins inspecteurs, présidé par un inspecteur général, qui dirigeait, par le fait, le service de santé. Soixante-dix hôpitaux militaires, soixante hôpitaux de charité au compte du roi, un service d'ambulances relié à des hôpitaux sédentaires, et, de là, à des hôpitaux de l'intérieur, la création d'hôpitaux thermaux, complétaient cette organisation vraiment supérieure et qui semble avoir été conçue d'hier [3].

En 1788, toute cette institution est refondue, et la Révo-

[1] Bégin, *op. cit.*

[2] Les villes où étaient établis ces amphithéâtres étaient : Lille, Metz, Strasbourg, Brest et Toulon. Bien avant que Desbois, de Rochefort, et Corvisart aient introduit la clinique dans les hôpitaux à Paris, elle était professée dans ces établissements. L'honneur de l'institution de cette branche importante de l'enseignement médical revient donc aux chirurgiens militaires.

[3] Il est frappant de constater que l'ancien régime avait trouvé la formule exacte du service de santé en campagne et de l'évacuation des malades tel qu'il fonctionne aujourd'hui, du moins dans ses grandes lignes et avec des perfectionnements de détail.

Un hôpital ambulant recevait les blessés et les évacuait, dès que leur état le permettait, sur l'hôpital sédentaire établi dans le voisinage de l'armée. Celui-ci les évacuait à son tour sur l'hôpital de l'intérieur le plus proche. Les petits blessés étaient installés sous une surveillance en chambre dans la ville où l'hôpital était établi. (*Ordonnance* du 20 juillet 1788, t. IV, art. 43.)

Cette organisation atteignait un tel degré de perfection, que la France était le pays qui offrait le moins de mortalité dans les hôpitaux militaires. L'Académie des sciences, ayant recherché en 1787 la proportion des soldats morts dans les hôpitaux militaires de France et d'Angleterre, trouva que, dans la dernière période quinquennale, la mortalité avait été de un sur quarante-deux pour les premiers et de un sur vingt-cinq pour les seconds.

La comparaison des hôpitaux militaires avec les hôpitaux civils était encore plus péremptoire. Coste, premier médecin des armées, établissait, en 1789, que sur trois malades entrés à l'Hôtel-Dieu de Paris il en mourait un, et que sur quarante malades entrés en temps de paix dans les hôpitaux militaires il en mourait un également.

Cf. Bégin, *op. cit.*; Albert Duruy, *l'Armée royale*, *Revue des Deux Mondes*, 1887; Xavier Audouin, *Histoire de l'administration de la guerre.*

lution surprend le service de santé en plein bouleversement; les hôpitaux militaires venaient d'être supprimés par le règlement de 1788, et les hôpitaux régimentaires, qui devaient les remplacer, n'avaient pas été créés. Les assemblées décrètent alors la création d'hôpitaux militaires et d'ambulances (1792), réquisitionnent les édifices publics et privés, églises, couvents, châteaux, hôtels d'émigrés, avec le matériel ou le mobilier qui les ornent, rétablissent le conseil de santé des armées, le mettent en rapport avec le pouvoir exécutif et augmentent l'initiative et les pouvoirs des officiers de santé en chef, dont le contact permanent avec les commandants d'armée assure les besoins du service. La Convention vote l'autonomie du corps médical et garantit ainsi son indépendance; cette indépendance qui devait être remise en question pendant tant d'années et qui ne devait lui être rendue que de nos jours.

Le déplorable régime de l'entreprise est en même temps supprimé, et jusqu'à l'an IV notre organisation sanitaire est ainsi gouvernée par les principes les plus rationnels et les plus généreux. Malheureusement cette organisation, qui était parfaite et donnait les meilleurs résultats, fut alors détruite, et la conception dangereuse de la subordination du Service de santé, non au commandement, intéressé, par son rôle même et la responsabilité qu'il encourt, à sauvegarder la vie des combattants, mais à un corps spécial, incompétent, empreint de fiscalité, armé d'une réglementation étroite et animé de jalousies mesquines, diminua l'autorité des médecins, annibila leur sollicitude et leur science, réduisit à l'impuissance les meilleurs dévouements, compromit le sort des blessés, et finalement provoqua dans les armées d'innombrables désastres qui auraient pu être facilement évités.

Ce fut là l'œuvre néfaste des commissaires de guerre et des intendants, leurs successeurs.

L'histoire de la médecine militaire, depuis l'an IV jusqu'à nos jours, n'est qu'une longue lutte contre les entraves que ces agents administratifs apportèrent à sa mission, et une constante et énergique protestation contre l'asservissement

qu'ils lui imposèrent. Percy usa sa vie dans ces orageux conflits. Ses polémiques ouvertes et retentissantes demeurèrent malheureusement stériles. Larrey, qui avait l'oreille du souverain, fut plus heureux et obtint davantage, — du moins pour les services placés sous sa direction ; — mais il n'en fut pas moins impuissant à faire modifier la législation. Elle dura trois quarts de siècle ; il fallut les événements de 1870 pour la renverser et restituer aux médecins l'autorité dans leur service sanitaire dont elle les avait dépouillés.

Mais, à l'époque où Larrey était à l'armée du Rhin, les dispositions réglementaires qui restreignaient l'autorité des médecins et les plaçaient sous la direction des administrateurs n'existaient pas encore. Percy, Lombard et Lorentz dirigeaient avec une indépendance complète le service de santé de l'armée, et aucune autorité jalouse n'était interposée entre eux et les généraux. Larrey lui-même avait conquis, malgré sa jeunesse, par ses services, son dévouement et son courage, une autorité considérable qu'il employait à l'amélioration du sort des soldats et au bien-être de ses blessés. Mais en réalité, à ce moment, tout était à faire.

En dépit des prodiges d'activité que déploya la Convention, on n'improvise pas quatorze armées sur le sol d'un pays sans qu'il subsiste de nombreuses lacunes. Le plus pressé avait été de lever des soldats et de leur donner des armes. Le reste avait été relégué au second plan. Pendant toute la durée de la campagne, si les généraux ne cessaient de réclamer des vêtements et des chaussures, et de se poser tous les jours le difficile problème de faire vivre leur armée, les médecins faisaient entendre des plaintes continuelles au sujet de la pénurie des médicaments, des cordiaux, des objets de pansements, du matériel de couchage, et même, et surtout, des aliments. Tout manquait, en effet, et le service de santé devait suppléer par son zèle à l'incurie des commissaires de guerre.

Le personnel, levé en toute hâte, avait bien à sa tête un état-major de médecins de grande valeur, médecins militaires ou empruntés aux rangs de la médecine civile. Mais il comprenait aussi tout un personnel inférieur de jeunes gens

réquisitionnés sur tous les points du territoire, élèves en médecine, bazochiens, séminaristes, religieux jetés hors du cloître par la tourmente révolutionnaire, et qui n'avaient aucune instruction médicale. Ce sont ces jeunes gens que Larrey instruira au cours de la campagne, en marche, au bivouac, la veille des batailles, et dans les courts répits que lui donne le séjour dans les places dont l'armée s'est emparée. Ils ont comme lui l'enthousiasme du volontaire, sa sublime abnégation et son courage ardent et passionné. Il leur communiquera le feu sacré qui l'anime, et, à son exemple, ils suppléeront eux aussi, par leur héroïsme, aux fautes et aux crimes des administrateurs.

C'est de cette époque que date la nouvelle chirurgie militaire, si différente de l'ancienne par l'esprit d'activité et de sacrifice qui l'anima. Ces jeunes hommes supportèrent sans faiblesse le fardeau écrasant des guerres de la Révolution et de l'Empire, et ajoutèrent des pages impérissables à l'histoire de la chirurgie d'armée; ce sont eux qui formèrent à l'école de leurs mâles vertus les générations qui suivirent, et qui engendrèrent la forte race des médecins militaires de nos jours.

Telles sont les origines du Service de santé militaire, et telle était, en 1792, son organisation. Je dois exposer maintenant le fonctionnement de ses ambulances.

II

Les ambulances se composaient, avant la Révolution, de lourdes voitures, surchargées d'un immense matériel, auxquelles étaient attelés quarante chevaux. Le personnel comprenait cent trente-quatre employés, dont quarante et un chirurgiens ou élèves et trente et un infirmiers. Un hôpital ambulant de ce genre était destiné à une armée de vingt mille hommes, et le chiffre des malades basé sur un dixième de l'effectif. On conçoit toutes les difficultés qu'on devait

éprouver à convoyer cette pesante machine sur des routes aussi mal entretenues que l'étaient les routes françaises au moment de la Révolution [1].

Plus tard on adopta un modèle de chariot suspendu, à quatre roues, et pouvant contenir trois malades sur chaque rang. Il devait y en avoir un pour mille hommes d'effectif. Ce fut cette réglementation qui fut adoptée, avec des perfectionnements successifs, quand la guerre embrasa toute l'Europe [2].

Mais ce système offrait une grave lacune : en vertu des ordonnances militaires, les ambulances devaient se tenir à une lieue de l'armée. Les blessés restaient sur le champ de bataille jusqu'après le combat ; on les réunissait alors dans un local favorable, où l'ambulance se rendait aussi promptement que possible. Mais entre celle-ci et les combattants s'interposaient vite les équipages et les gens de suite, et sa marche était tellement entravée, qu'il lui fallait parfois vingt-quatre heures, et même plus, avant d'arriver aux blessés ; en sorte que la plupart périssaient faute de soins [3]. Les malheureux soldats erraient à l'aventure, ballottés à travers les mille obstacles de l'arrière de l'armée, égarés souvent par les mauvais chemins. En cas d'échec, ils étaient abandonnés et périssaient misérablement, si l'ennemi n'en prenait pas soin.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Larrey, à la suite d'une affaire où ses blessés étaient tombés entre les mains des Prussiens, conçut et réalisa la grande pensée de leur porter secours sur le terrain du combat, d'aller les relever et les panser sous le feu de l'ennemi. Cet acte de brillante initiative fut le prélude d'une transformation profonde dans la chirurgie de guerre et éleva son rôle à une hauteur sublime. Elle sauva de la mort des milliers d'hommes, affermit le moral des soldats et ennoblit le rôle du chirurgien, à qui on ne pouvait plus dénier le caractère de combattant,

[1] *Observation sur les hôpitaux ambulants des armées. La Chirurgie d'armée, ou traité des plaies d'armes à feu et d'armes blanches* ; Ravaton, Paris, 1768.
[2] Bégin, *op. cit.* Richard, *Histoire de la Chirurgie française au XIX[e] siècle.*
[3] Larrey, *Mémoires de Chirurgie militaire*, t. I.

puisqu'il combattait sans armes, pour la patrie et l'humanité, au milieu même de la mêlée.

La République avait créé des batteries d'artillerie volante qui se portaient avec une extrême vitesse partout où cela paraissait nécessaire, pendant le cours du combat. Le chirurgien de l'armée du Rhin voulut avoir un moyen de secourir ses blessés aussi rapide que l'instrument de destruction, et, à côté de la batterie d'artillerie volante, il imagina l'ambulance volante. Nous avons vu que ce fut après l'affaire de Limbourg et l'échec de la marche de Custine sur Coblentz qu'il fit adopter son innovation par le général Houchard et le commissaire général Villemanzy. A ce moment son ambulance se composa, comme je l'ai dit, de trois chirurgiens et d'un infirmier, bien montés, et de chevaux garnis de bâts et de paniers pour emporter les blessés. Bientôt il remplaça les chevaux de bâts par de petites voitures légères. Ceci est le point de départ, l'embryon de la conception de Larrey. Il ne tarda pas à la développer sur de très larges bases, et le système qu'il présenta au Conseil de santé à son arrivée à Paris et qu'il établit ensuite, comme nous le verrons, à l'armée d'Italie, et plus tard dans la garde, était organisé de la manière suivante :

L'ambulance comprenait trois divisions, formant sous la désignation de « Légion de l'ambulance volante » un service d'ensemble, sous la direction du chirurgien en chef de l'armée. La division constituait un groupe distinct, mais identique aux deux autres, en sorte qu'il était facile d'augmenter ou de dédoubler ces unités, selon les besoins du service. Chacune comportait un chirurgien-major commandant, deux aides-majors, douze sous-aides et un personnel administratif et militaire important : économe, agents d'administration, infirmiers à cheval, infirmiers à pied; en tout trois cent quarante individus. C'était, on le voit, un véritable petit corps de troupe.

L'unité divisionnaire avait à sa disposition douze voitures légères et quatre pesantes, bien suspendues; celles-ci du modèle des autres voitures militaires. Les voitures légères

étaient attelées à deux chevaux et pouvaient recevoir deux blessés couchés. Les autres étaient attelées à quatre chevaux, et quatre blessés pouvaient y être étendus. L'aération était assurée par des fenêtres convenablement disposées, et la mobilité d'une des parois permettait de la renverser complètement et d'y introduire facilement un blessé dans la situation horizontale.

Le matériel d'ambulance était disposé dans des poches annexées aux cloisons.

Cet ensemble était aussi mobile que l'artillerie légère et se déplaçait avec autant de facilité. Se subdivisant en un grand nombre de fractions, il était en mesure de suivre les avant-postes jusque dans leurs mouvements les plus rapides. Chaque officier de santé pouvait, muni des objets nécessaires pour assurer les premiers soins, ayant avec lui un infirmier à cheval et une voiture légère attelée d'un seul cheval et de deux dans les mauvais terrains, pénétrer partout, recueillir les blessés et les transporter promptement aux fourgons d'ambulances, qui, partant au galop, se dirigeaient vers l'ambulance centrale établie hors de la zone des opérations tactiques. Si les blessures étaient graves, elles étaient pansées, comme le fit tant de fois Larrey, sur le terrain même, et souvent sous le feu. Lorsque l'armée s'engageait dans des pays de montagnes, on se servait de mulets ou de chevaux de bâts, chargés de paniers à compartiments, dans lesquels étaient renfermés les appareils et les médicaments indispensables aux premiers secours. Pendant la campagne d'Égypte, Larrey utilisa les chameaux, qui lui rendirent d'importants services dans la marche à travers le désert.

Telles furent les ambulances volantes de Larrey. Jamais, a dit un médecin qui fut attaché à l'une d'entre elles, jamais organisation ne fut plus complète. Elle suffisait à toutes les indications, se portait partout avec célérité, et fonctionnait, dans toutes les circonstances, avec un ensemble et une précision admirables [1].

[1] Bégin, *op. cit.*

Il est difficile, dans ce chapitre spécialement consacré aux perfectionnements apportés par Larrey à l'assistance des blessés sur le champ de bataille, de passer sous silence les créations du même ordre d'idées dues à l'imagination inventive de Percy.

Les ambulances volantes existaient depuis sept ans déjà, et avaient fait leurs preuves quand Percy, l'ancien chef de Larrey à l'armée du Rhin, qui aurait pu se contenter de les utiliser, voulut, comme cela arrive fréquemment dans la carrière médicale comme dans les autres professions, faire autrement pour arriver au même résultat. Il créa les wurtz, ou wartz, sortes de lourdes voitures à huit chevaux, qui transportaient, avec huit chirurgiens, les moyens de secours pour douze cents malades. Une compagnie de cent infirmiers constituait avec ces huit chirurgiens le personnel de cette ambulance. Il lui donna le nom de corps mobile de chirurgie. Cette institution, en tout inférieure à celle de Larrey, et à qui il manquait la rapidité, condition indispensable, n'eut qu'une existence éphémère. Elle ne fut appliquée qu'à l'armée du Rhin et disparut après la paix.

Percy fut plus heureux dans une autre de ses créations. Il constitua, comme je l'ai dit, un corps d'ambulanciers chargés de relever les blessés sur le champ de bataille. Ces hommes, qui avaient reçu une instruction spéciale, prenaient place, leur mission accomplie, comme infirmiers dans les hôpitaux d'avant-garde ou de première ligne. L'institution des brancardiers, qui a reçu depuis un si grand développement et est devenue un important service de la chirurgie en campagne, reçut un commencement d'exécution à l'armée d'Allemagne, mais ne fut adoptée qu'en 1813. Ce fut là la plus belle innovation de Percy, la seule durable. Ses autres idées, empreintes de la plus haute humanité et du sentiment le plus élevé de la mission du médecin, telles que la constitution d'un corps de « chirurgie de bataille » autonome et indépendant, comme le Service de santé moderne et la neutralisation des blessés, réalisée de nos jours par la convention de Genève, avançaient d'un demi-siècle sur son temps et ne purent être

acceptées. — Larrey, mieux que lui, se rendit compte des difficultés que présentaient ces idées nonvelles, et sut suppléer à l'impossibilité d'en obtenir la réalisation en payant de sa personne, en voyant tout par lui-même, en enlevant de haute lutte les mesures qui lui paraissaient propres à assurer le salut des blessés; en s'imposant, en un mot, aux commissaires de guerre, aux généraux, à l'Empereur lui-même, par la supériorité et la sagacité de son caractère, sa haute moralité, son zèle infatigable, l'ardent dévouement qu'il apportait aux choses de la profession, enfin par la popularité qu'il avait conquise dans l'armée. A lui tout seul, on le verra par la suite, Larrey valut toute une organisation, tout un code de règlements, tout un conseil supérieur de santé, toute une intendance. Mais, comme Napoléon lui-même, Larrey n'était point partout, et là où il n'était pas, l'incurie et l'insouciance administratives, la vénalité et les rivalités jalouses ou mesquines reprenaient leurs droits, et aucun progrès, aucune amélioration sanitaire n'étaient possibles.

J'aurai souvent l'occasion de montrer dans le cours de cette étude combien les intérêts des blessés, dans les armées consulaires et impériales, eurent à souffrir de cette situation.

CHAPITRE IV

I. Larrey est nommé chirurgien en chef de l'armée de Corse, à Toulon. — Sa contrariété. — Projet de mariage avec Élisabeth Le Roulx de Laville. — Les trois sœurs, Élisabeth, Émilie et Henriette. — L'Émilie de Demoustier. — Portrait de Larrey à cette époque. — Larrey devant le Comité de Salut public. — Il est sauvé par l'intervention de Barrere. — Mariage et départ de Larrey. — Il s'arrête à Toulouse, auprès d'Alexis Larrey, et à Montpellier. — La Faculté de médecine de Montpellier : Barthez, Chrétien, Dumas, Fages, Fouquier. — Arrivée à Toulon. — Le chirurgien Heurteloup. — Embarquement de Larrey. — État de la marine française en l'an II. Blocus de l'escadre par la flotte anglaise. — Installation de l'état-major à Nice. — Décret de la Convention ordonnant un examen de capacité pour tous les médecins et chirurgiens des armées de la République. — Indignation de Percy. — Obéissance de Larrey. — II. Larrey envoyé à l'armée de Catalogne. — Coup d'œil sur les événements militaires survenus avant l'arrivée de Larrey. — Dagobert et Dugommier. — Bataille de la montagne Noire. — Récit de Larrey. — Explosion des redoutes espagnoles. — Nouvelle méthode de pansement adoptée par Larrey. — Mort de Dugommier. — Il est remplacé par Pérignon. — Capitulation de Figuères. — Siége de Roses. — Prise du Bouton. — Reddition de la place. — Le chirurgien Antoine Dubois. — Larrey est renvoyé à Toulon. — III. Nouvel échec de la flotte. — Retour de Larrey à Paris. — Troubles de prairial an III. — Ambulance de la rue Culture-Catherine. — Nouveau départ pour Toulon. — Larrey chargé des cours d'anatomie et de clinique chirurgicale à l'hôpital. — Gouraud et Récamier. — Larrey est nommé professeur au Val-de-Grâce. — IV. École de santé du Val-de-Grâce. — Le monastère des bénédictines fondé par Anne d'Autriche transformé par la Révolution en hôpital général militaire. — Devient ensuite un hôpital d'inspection. — Larrey professeur d'anatomie et des opérations. — Part considérable prise par les médecins militaires à la rénovation de la médecine en l'an III et IV. — Ardeur et dévouement qu'ils apportèrent à leur œuvre au Val-de-Grâce. — Institution de la clinique. — Projet de création d'une Académie de chirurgie militaire. — Opposition des gouvernements. — Bonheur conjugal de Larrey. — Naissance de sa fille Isaure. — Sur le désir du général Bonaparte, le Directoire l'envoie à l'armée d'Italie pour y organiser ses ambulances volantes.

I

Arrivé à Paris, Larrey présenta son programme d'ambulances volantes au Conseil de santé[1].

[1] D.-J. LARREY, au Président du Conseil de santé.

« L'ambulance volante que j'imaginais au commencement de la campagne de Mayence est suffisamment connue de toute l'armée du Rhin, pour qu'on doute du service important qu'elle a rendu aux défenseurs de la patrie.

Celui-ci accueillit avec faveur le jeune chirurgien, le félicita sur ses brillants services à l'armée du Rhin, et lui promit d'étendre son innovation aux autres armées de la République. Mais en attendant il le nommait chirurgien en chef de la quatorzième armée que venait de créer le Comité de Salut public et qui était destinée à la Corse, et lui prescrivait de se rendre sans délai à Toulon, qui était le lieu de concentration du corps expéditionnaire.

Il eût été heureux de cette nomination, qui constituait un avancement considérable et mérité, sans la condition du

« Attachée à l'avant-garde, elle a suivi tous ses mouvements, essuyé les mêmes fatigues et encouru les mêmes dangers. Le petit nombre d'officiers de santé qui la composent n'ont pas craint d'être atteints des balles et des boulets, pour panser tous les blessés sur le champ de bataille, dans tous les combats que l'avant-garde a essuyés. J'ose même dire que ce n'est qu'aux secours prompts et vigilants de cette ambulance que beaucoup de braves républicains doivent leur vie; mais elle n'a pas tous les moyens nécessaires pour donner les premiers secours à tous les blessés de l'armée.

« Jusqu'à présent, cette ambulance n'a été composée que de six officiers de santé, montés sur des chevaux garnis de petits portemanteaux, pour porter les effets nécessaires aux premiers pansements, de deux infirmiers et de deux voitures; néanmoins, elle a étendu ses secours depuis le centre jusqu'à l'extrémité de l'aile droite, n'ayant pu se porter à la gauche. Les blessés de cette aile n'ont été pansés que longtemps après l'action.

« En conséquence, pour que nos frères d'armes soient secourus comme l'humanité l'exige, il faut qu'on augmente l'ambulance volante de six officiers de santé au moins, et d'un nombre relatif d'infirmiers. Je pourrais alors, selon les circonstances et d'après l'ordre du général, envoyer des divisions plus ou moins fortes dans les différents points de l'armée où se passerait le combat, et je promets alors que tous les blessés recevraient à propos tous les secours nécessaires.

« Si on juge cet établissement utile à l'humanité, je prie les citoyens généraux de l'armée du Rhin d'y donner leur approbation, pour que la Convention nationale en décrète l'organisation; et qu'elle forme une semblable ambulance dans toutes les armées de la République.

« *Le chirurgien aide-major en chef de l'ambulance volante*,
« D.-J. Larrey. »

Suivent les attestations des officiers de l'armée du Rhin :

« J'atteste que tout le temps que j'ai été à l'avant-garde et à toutes les affaires qu'elle a essuyées, l'ambulance volante y a rendu les plus grands services, et que, dans aucune occasion, dans les retraites les plus pressées, il n'est jamais arrivé qu'un blessé eût été laissé sur le terrain; qu'il est extrêmement utile pour la République que l'ambulance volante soit augmentée, afin que toutes les parties de l'armée puissent en avoir. En effet, j'atteste encore que celles qui en ont été dépourvues ont eu les blessés bien moins soignés et, peut-être, négligés faute de moyens. Je désire vivement que cet établissement soit porté à son entière perfection.

« *Le général de division provisoire, commandant l'avant-garde*,
« Desaix. »

départ immédiat qui l'accompagnait. Après deux ans d'absence, il désirait, en effet, faire un court séjour à Paris. Voici pourquoi : avant son départ pour l'armée du Rhin, alors qu'il était attaché, sous Sabatier, à l'hôtel des Invalides, le jeune homme avait été introduit dans la famille de Le Roulx de Laville, qui avait été ministre des contributions publiques le 30 juillet 1792, au moment même où l'Assemblée allait décréter l'arrestation du roi. Ce ministre, qui a laissé la réputation d'un homme intègre et courageux, avait trois filles que leur beauté avait rendues célèbres[1]; Hen-

« Il est à désirer, pour l'humanité souffrante, que le projet que le citoyen Larrey présente soit accepté par la Convention, car, dans tous les points où l'ambulance volante n'a pu se porter, les blessés sont presque restés sans secours, et j'atteste que, dans la division où elle a servi, les blessés ont reçu les secours les plus prompts, même dans les dangers les plus grands.

« *Le général de brigade commandant celle des dragons,*
« RIVAUD. »

« Il serait bien à désirer que les idées ci-dessus fussent adoptées.

« *L'adjudant général de l'avant-garde.*
« NOUE. »

« *Le général de brigade commandant les chasseurs à pied,*
« COMBES. »

« J'atteste que l'ambulance volante a rendu des services très importants aux défenseurs de la patrie, et il est à désirer qu'une loi donne tous les moyens dont elle a besoin pour assurer les principaux soins à tous les blessés de l'armée.

« *Le chef de brigade, commandant le 11e régiment de dragons,*
« NEUILLY. »

« J'atteste que j'ai vu l'ambulance rendre, pendant neuf mois de suite que j'ai passés à l'avant-garde, les plus grands services aux braves républicains qui y combattaient, dirigée par le talent et la prudence du citoyen Larrey, dont j'apprécie la pétition avec d'autant plus de plaisir, qu'elle n'est émanée que du patriotisme dont il est animé.

« *Le chef d'escadron du 11e régiment de dragons,*
« LABURLE. »

« J'atteste que l'ambulance volante a été de la plus grande nécessité dans toutes les occasions, qu'étant chargé spécialement de sa police, comme attaché à l'avant-garde, elle s'est toujours conduite de manière à mériter tous les éloges possibles.

« A Blanheim, le 2 pluviôse an II de la République française.

Le commissaire de guerre,
« DAURE. »

[1] René Le Roulx de Laville fut appelé, en 1775, au concours établi pour la place d'adjoint au premier commis du département de l'Inde. N'ayant pas été installé, il fut nommé, en 1782, directeur des Salines, et plus tard, adjoint à

riette, Émilie et Élisabeth. Henriette épousa un médecin aux armées dont Larrey fit la carrière, nommé Coutanceau. Émilie, qui devait se marier à un chef de bureau du ministère de l'intérieur, a son histoire sur laquelle je reviendrai. C'est elle qui fut l'héroïne des célèbres lettres du poète Demoustier à Émilie sur la mythologie. Écrites dans une langue gracieuse, — quoique maniérée, — ces lettres eurent un grand succès, surtout auprès des femmes, auxquelles elles apprirent l'histoire des dieux de la fable. L'afféterie dont elles sont imprégnées et qui est pour nous un insupportable défaut, était alors considérée comme une qualité de style et répondait au goût du jour. Larrey lui-même, ce fils de montagnards, dont la nature fut âpre et rude, n'échappait pas au courant de sentimentalisme de sa génération, et nous le verrons, après Eylau, demander à sa femme de lui envoyer les *Lettres à Émilie,* pour délasser son esprit les soirs de bivouac. La cadette de ces trois jeunes filles, Élisabeth, moins belle peut-être qu'Émilie, mais aussi gracieuse et aussi charmante, était une nature fine, délicate et impres-

l'administration des Fermes générales. Pendant la Révolution, il remplit plusieurs fonctions importantes aux départements des colonies et des finances, et fut nommé, en 1792, ministre des contributions, dans le ministère girondin qui fut le dernier cabinet de la monarchie.

Sur le ministère de Le Roulx de Laville, voir *Gazette nationale* (*Moniteur universel*), mercredi 1er août 1792, et Montjoie, *Histoire de Marie-Antoinette*, 3e édit., Paris 1816, II, 82.

Il fut ensuite consul de France à Rotterdam, où il mourut en 1798 ou 1799. Il avait épousé, à Toulouse, Mlle Lombard, morte en 1817.

Il eut quatre filles :

1° Une fille morte jeune;

2° Marie-Guillelmine-Émilie, née en 1768, mariée à Pierre-Vincent Benoit, morte le 8 novembre 1826;

3° Marie-Élisabeth, née en 1770, mariée à Dominique Larrey, morte le 24 juillet 1842;

4° Henriette, née vers 1772, mariée au docteur Coutanceau, médecin en chef des armées, morte en 1823.

Son frère puîné était Joseph Le Roulx de Laville, député de Lorient aux États généraux, membre de l'Assemblée des notables, de l'Assemblée constituante et du Sénat conservateur, mort le 3 avril 1803, frappé d'apoplexie en descendant le grand escalier des Tuileries. Figure dans le tableau de David qui reproduit le Serment du Jeu de Paume.

Parmi les descendants de Le Roulx de Laville, on compte aujourd'hui les familles si connues et si justement estimées des Delaville-Leroulx (l'orthographe du nom a été ainsi modifiée par un de ses petits-fils), des Benoit d'Azy, des Mame, des Cochin, des Maître, etc.

sionnable, admirablement douée pour les arts, musicienne accomplie. Elle avait été l'élève des plus grands peintres de l'époque, de David, de Gros et de Girodet, et avait acquis à leur école un réel talent de portraitiste. Aux heures sombres de la Terreur, elle vécut de ses pinceaux, et elle dut les reprendre dans les moments difficiles qu'elle traversa plus tard[1].

Larrey s'éprit de cette charmante et idéale créature. De son côté, elle ne resta pas indifférente à la recherche du jeune médecin, dont la puissante intelligence, l'ardeur passionnée pour le travail, et les audaces de l'imagination semblaient présager la brillante destinée. Larrey, à cette époque de sa jeunesse, sans être un Antinoüs comme Hérault de Sécbelles, ou simplement beau, comme le fut son fils Hippolyte, offrait cependant un type remarquable, qu'il est facile de reconstituer d'après les esquisses du temps et le témoignage de ses contemporains. Il était de petite taille, mais admirablement proportionné. Sa tête, un peu forte, reposait sur des épaules robustes et respirait la puissance intellectuelle. Sa physionomie, naturellement très expressive et très mobile, était encadrée d'une abondante chevelure noire dont les boucles retombaient à profusion sur ses tempes et sur ses épaules[2]. L'œil très vif et très perçant dans les moments d'animation, mais doux au repos, donnait à la physionomie une inexprimable expression de force et de bonté. La bouche était sympathique, au sourire fin, un peu énigmatique, mais

[1] Elle avait dû un moment épouser le peintre Gérard, très jeune alors et qu'elle avait sans doute connu dans l'atelier de David. (Hippolyte Larrey, *note*.)

[2] L'abondance et la longueur des cheveux de Larrey fut légendaire. Mais un fait extraordinaire, c'est qu'il ne pouvait les faire couper sans être indisposé. Il a noté cette particularité dans la fiche suivante :

« J'offre un exemple frappant de tous ces phénomènes, car toutes les fois que je fais couper mes cheveux, quoique avec la précaution de leur laisser plus de deux pouces de longueur, j'éprouve tous les symptômes décrits dans ce paragraphe, et je ne rentre dans l'équilibre de ma santé et dans la parfaite intégrité de mes fonctions morales et physiques que lorsque mes cheveux sont complètement revenus à leur longueur ordinaire; c'est d'après de telles idées que je n'ai pas peu contribué à faire conserver aux femmes, vers le commencement de ce siècle, leur chevelure qu'une fatale mode faisait entièrement couper. Cette chevelure est un des ornements naturels le plus utile et le plus propre à l'harmonie du visage. » (Larrey, *fiche*)

bienveillant. A ces traits, joignez une fierté juvénile répandue dans tout son être, une vivacité d'esprit et d'impression toute méridionale, qui firent place bientôt à la gravité que lui imprimèrent le caractère professionnel et les hautes situations auxquelles il parvint de bonne heure; ajoutez-y l'allure militaire et délibérée contractée dans les camps, et vous aurez le portrait de Larrey à son retour de la campagne du Rhin.

Un roman d'amour s'était donc établi entre les deux jeunes gens. Mais il se heurta vite à l'hostilité de la famille de la jeune fille.

En 1792, Larrey, simple sous-aide à l'hôtel des Invalides, n'ayant ni situation, ni fortune, n'était guère, en effet, en mesure d'être agréé par un père prudent. Le Roulx de Laville opposa à la demande de Larrey et aux instances de celle qu'il aimait un refus que rien ne put fléchir, et le jeune étudiant dut partir pour l'armée du Rhin sans avoir pu réaliser son rêve de bonheur. Mais il emportait la promesse d'une inaltérable fidélité; et pendant qu'il guerroyait dans le Palatinat, l'ancien ministre des finances eut beau présenter à sa fille les plus beaux et les plus riches partis, elle resta inébranlable et attendit le retour de celui à qui elle avait promis sa main.

Au retour de Larrey en 1794, sa situation était bien différente. Il s'était distingué pendant le cours de cette campagne, il revenait avec un grade important et son avenir paraissait assuré. Le Roulx de Laville n'avait plus de raison de s'opposer à son projet d'union avec sa fille, et il lui donna son consentement. On comprend maintenant combien l'ordre de départ immédiat pour l'armée de Corse contrariait Larrey. Cependant il obtint à force de demandes un sursis de quelques jours, et il se maria le 14 ventôse an II (4 mars 1794). Voici en quels termes il a raconté son mariage dans son journal :

« J'obtins cependant un délai du ministre pour épouser une citoyenne qui était depuis plusieurs années l'objet de mon attachement. Son nom est Le Roulx de Laville, peintre d'histoire, et elle est âgée de vingt-trois ans. Elle est fille

d'un homme de la plus haute moralité, quoiqu'il ait occupé jadis des places ministérielles où la fortune chasse la vertu. Cette jeune républicaine attendit avec une constance rare mon retour de l'armée du Rhin. En vain on lui présenta plusieurs riches partis, elle les refusa, ne s'occupant que de l'ami de son cœur. Les titres qu'elle a sacrifiés, ses rares talents, sa beauté, sa douceur, ses vertus républicaines à toute épreuve, lui ont donné sur moi toutes sortes de droits et lui méritent ma reconnaissance éternelle. Notre mariage se fit le 14 ventôse à huit heures du soir, dans la maison commune de Paris, sous les auspices de l'Être suprême et devant le feu sacré de la liberté. Ce moment fut un des plus beaux de ma vie. »

Mais, entre temps, Larrey eut une désagréable aventure qui évoqua un moment à ses yeux le souvenir de la destinée de ses anciens chefs de l'armée du Rhin. Il fut appelé au Comité du Salut public, sous l'inculpation d'avoir recueilli dans son ambulance, pendant la campagne, un prince autrichien blessé et d'avoir favorisé son passage en Allemagne. Le fait était vrai, et Robespierre voulait le traduire devant le tribunal révolutionnaire. Heureusement il avait au Comité un protecteur, Barrère, son compatriote. Cet orateur, à la parole coulante et prolixe, qui entourait de fleurs les victimes qu'il envoyait au supplice, et qu'on a appelé « l'Anacréon de la guillotine », voulut bien pour cette fois accomplir un acte d'humanité, et il défendit Larrey contre les imputations de Robespierre; mais il lui donna le conseil prudent de presser son départ et de rejoindre l'armée le plus tôt possible[1].

Échappé à ce danger, Larrey partit pour Toulon le 15 ventôse, le lendemain même de son mariage. Sa jeune femme avait voulu l'accompagner jusqu'à Toulouse. Ils furent affectueusement accueillis par son oncle, Alexis Larrey, qui avait,

[1] « Barrère de Vieusac, mon compatriote, m'affectionnait beaucoup. Il me justifia contre la cruauté de Robespierre, qui voulait me livrer au tribunal révolutionnaire pour avoir sauvé un prince autrichien qui s'était réfugié dans mon ambulance, à l'armée du Rhin, et avoir favorisé son retour dans sa patrie. » (Larrey, *fiche.*)

nous l'avons vu, été son premier maître, et qui ne revoyait pas sans attendrissement un disciple qui lui faisait déjà tant d'honneur. On lui demanda de monter dans la chaire de cette Université où, à l'âge de seize ans, il avait fait son premier cours public. Il prit comme objet de sa démonstration l'anatomie du cœur. Sa diction facile, son exposition claire et bien ordonnée, son érudition sûre obtinrent les plus grands succès et provoquèrent d'unanimes applaudissements.

Il ne fit à Toulouse qu'un court séjour et, laissant sa femme dans sa famille, il reprit son voyage. En passant à Montpellier, il s'y arrêta pour visiter cette Université fameuse.

Elle avait encore alors tout son éclat, et balançait par sa renommée et son prestige séculaire, par l'illustration de ses maîtres, la réputation de la Faculté de Paris, que ses dissensions intestines et la fondation des Sociétés rivales de chirurgie et de médecine avaient profondément affaiblie. Barthez, dialecticien puissant et métaphysicien audacieux, dont Broussais a dit « qu'il avait presque atteint l'omniscience », soutenait alors orgueilleusement la gloire de la vieille Université, et remuait profondément le monde pensant par sa doctrine de la dualité vitale, qui réformait le dogme animiste de Stahl. Il fondait ce célèbre vitalisme qui, pendant un temps, jeta sur l'antique cité méridionale une nouvelle illustration. Autour de lui, Dumas, son élève, moins métaphysicien, moins abstrait, mais plus physiologiste et peut-être plus convaincu; Chrétien, qui inaugurait la série des grands thérapeutistes de l'école; Fages, qui professait la chirurgie avec une autorité déjà considérable; Fouquier, qui représentait la pathologie médicale; d'autres encore, contribuaient à maintenir la splendeur d'un grandiose passé, et entretenaient dans l'esprit des nouvelles générations le culte des traditions hippocratiques, que bientôt les attaques de Broussais allaient si vivement ébranler.

Larrey fut reçu à Montpellier par Fages, qui avait été, on se le rappelle, son camarade d'étude au Collège de chirurgie de Toulouse et à l'hôpital de Saint-Joseph de la Grave.

Sous ses auspices, il visita la Faculté, ses collections, le Jardin botanique, assista aux leçons des maîtres les plus célèbres et fut accueilli par eux avec une parfaite distinction.

« J'ai reçu, dit-il, des marques touchantes d'estime et d'amitié des célèbres Bartbez, Dumas, Chrétien, Fouquier, etc. »

Cependant il continue sa route et arrive à Toulon. La ville était à demi ruinée par le siége et la sauvage répression dont elle avait été l'objet; on lui avait enlevé jusqu'à son nom, qui était remplacé par la désignation de « Port-de-la-Montagne ». Il se présente aux inspecteurs du service de santé et aux chefs de l'armée, et rend visite au général Bonaparte, qui devait commander l'artillerie de l'expédition projetée en Corse. Il a noté sa première entrevue avec cet homme, qui devait exercer une si profonde influence sur sa destinée, en cette phrase laconique : « Je vois pour la première fois le général Bonaparte... »

On travaillait, à ce moment, avec activité à armer les navires qui devaient conduire en Corse la quatorzième armée improvisée par la République, et déjà la flotte était prête à mettre à la voile et à partir pour Nice, où on devait recevoir les troupes. Larrey organisa promptement son service et fit embarquer le matériel d'ambulance. Pendant qu'il faisait ses derniers préparatifs, l'inspecteur du Service de santé l'invita à l'assister dans sa mission d'inspection. Ce médecin était Heurteloup[1], qui a joué lui-même un très grand rôle dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, et constitua avec Percy et Larrey cette sorte de trilogie qui, pendant toute la durée du règne de Napoléon, resta à la tête de la chirurgie militaire.

Larrey l'accompagna à Nice et procéda avec lui aux examens des jeunes chirurgiens des hôpitaux militaires et de

[1] Né à Tours en 1750, appartenant à l'ancien corps de chirurgie militaire avant la Révolution. Il devint, sous l'Empire, inspecteur général, chirurgien en chef d'armée; il fut, comme Larrey et Percy, baron après Wagram. Il a laissé le souvenir d'un administrateur de premier ordre.

l'armée. C'est dans un de ces examens qu'il distingua un jeune élève en médecine, Gouraud, qui fut l'un de ses élèves de prédilection et resta son ami[1]. En même temps il était chargé de la direction d'un grand hôpital militaire rempli de blessés évacués par l'armée d'Italie.

Le 16 prairial (4 juin) Larrey reçut l'ordre d'embarquer sur l'escadre.

L'objectif de l'armée, on le sait, était de délivrer la Corse, dont les garnisons étaient assiégées sur terre par Paoli et quelques troupes anglaises. Mais la flotte britannique était maîtresse de la mer, et la marine française, désorganisée par la Révolution, n'était plus en état de se mesurer avec elle. Dès la première rencontre, notre escadre revint sur ses pas et se réfugia dans le golfe Juan, où elle fut bloquée. La campagne à peine commencée se trouvait ainsi terminée.

Les troupes établirent leurs campements sur la côte, et l'état-major s'installa à Nice. Larrey reprit la direction de son hôpital et ses cours d'instruction des jeunes médecins militaires. Il reçut à cette époque, du Conseil de santé, un témoignage officiel de la satisfaction que lui causait sa brillante façon de servir[2]. Parmi les signataires de ce document,

[1] Son fils fut médecin des hôpitaux et professeur agrégé à la Faculté de Paris. Il se livra avec le plus grand talent à la critique médicale et défendit avec un remarquable talent les doctrines vitalistes. Ce nom respecté est aujourd'hui représenté par son petit-fils, Xavier Gourand, le sympathique et digne chef de service de l'hôpital de la Charité, dont je m'honore d'être l'ami.

[2] RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Égalité, Liberté, Fraternité.

HOPITAUX MILITAIRES

COMMISSION DE SANTÉ

Le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix. L'inertie du gouvernement étant la cause des revers, les délais pour l'exécution des lois et des mesures de salut public seront fixes; la violation des délais sera punie comme un attentat à la liberté.

Paris, le 6 messidor, l'an deuxième de la République française, une et indivisible.

La Commission de santé,

Au citoyen Larrey, chirurgien en chef de l'armée de Corse (14e armée).

Lorsqu'un officier de santé est animé de l'esprit du républicanisme, lorsqu'il connaît toute l'étendue de ses devoirs et qu'il aime à les remplir, il ne se contente

qui est un remarquable exemple de la littérature officielle du temps, on trouve Berthollet, déjà chimiste célèbre, et Antoine Dubois, le futur accoucheur de Marie-Louise.

Une ordonnance du 3 ventôse (21 février) avait décidé que tous les officiers de santé des armées de la République subiraient une épreuve probatoire destinée à faire apprécier leur capacité. Cette mesure avait dû être prise à la suite des réquisitions de la Convention, qui avaient fait entrer dans l'armée un nombre considérable de médecins de tout âge et de toute origine, parmi lesquels il en était beaucoup dont l'instruction était nulle ou insuffisante. Mais le décret de l'Assemblée ne s'appliquait pas seulement aux officiers de santé subalternes, il concernait aussi les médecins en chef que leur situation élevée ou leur réputation professionnelle n'exemptaient pas d'une mesure d'ordre général. Larrey reçut le 24 thermidor (11 août) l'invitation qui le concernait[1].

pas de consacrer les talents qu'il possède au soulagement de l'humanité souffrante, il travaille encore journellement pour en acquérir de nouveaux et se rendre de plus en plus utile à sa patrie. La Commission de santé voit avec plaisir, citoyen, que tu as adopté ce principe, elle t'invite à continuer tes travaux avec le même zèle. Son estime et sa confiance, la reconnaissance de tes collaborateurs, que tu prends soin d'instruire, le bien qui doit en résulter pour nos braves frères d'armes malades, et surtout le bon témoignage de ta conscience, te feront une récompense digne de ton cœur.

Salut et fraternité.

CHABROL, PELLETIER, BERTHOLLET, BAYEN, VERGEZ, Ant. DUBOIS, BIROUX.

(Larrey, *Corresp.* Ms. 5878, 1re série, A. K., f. 5, B. N. F. F. N. Acq.)

[1] RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Égalité, Fraternité, Liberté.

HOPITAUX MILITAIRES

COMMISSION DE SANTÉ

Le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix. L'inertie du gouvernement étant la cause des revers, les délais pour l'exécution des lois et des mesures de salut public seront fixes; la violation des délais sera punie comme un attentat à la liberté.

« Paris, ce 24 thermidor, an deuxième de la République française, une et indivisible

« La Commission de santé,

« Au citoyen Larrey, chirurgien en chef de l'armée de Corse, au Port-de-la-Montagne (Toulon).

« La Commission de santé, citoyen, chargée par la loi du 3me ventôse de procéder à l'épurement et à la classification de tous les officiers de santé des armées,

Nous avons vu que Percy, chirurgien en chef de l'armée du Rhin, avait été l'objet de la même mesure, et avait dû remettre ses épreuves entre les mains de la municipalité de Beuzonville. Le caractère irascible de Percy ne s'était plié qu'avec une extrême difficulté à une prescription qui aurait pu, il est vrai, comme je l'ai fait observer, lui être évitée, en raison de sa célébrité et de sa haute situation dans l'armée. Il s'y soumit cependant, mais non sans protester vivement contre ce qu'il considérait comme une profonde humiliation, et l'histoire a enregistré son dépit.

C'est ici qu'éclate la différence entre les deux grands pra-

a pensé que, pour atteindre le but de la loi, la mesure qu'elle prescrit devait être générale; et elle compte sur le civisme et sur le zèle des officiers de santé en chef pour l'aider à propager, par leurs conseils et leur exemple, ce principe salutaire que celui-là seul est digne de sa place qui s'empresse de se soumettre à la loi. C'est d'après ces vues, citoyen, que la Commission s'est déterminée à commencer l'épurement par les chefs, pour passer ensuite à leurs collaborateurs, persuadée que lorsque les chefs d'une partie sont instruits et patriotes, le service se fait toujours d'une manière efficace. En conséquence, elle a décidé que les officiers de santé en chef des armées seraient invités à faire connaître leur opinion sur divers points de l'art de guérir et sur les bases principales du Service de santé.

« Nous ne doutons pas que leur opinion n'ajoute au faisceau de lumières que la loi nous charge de recueillir et de repandre. Pour faire tourner doublement au profit de la République le résultat de l'exécution de cette loi, la Commission s'empressera de publier ce qui, dans leurs *Mémoires*, lui parait le plus propre à éclairer les officiers de santé sur les points douteux dans l'exercice de l'art et dans les diverses branches du service.

« La Commission espère que les officiers de santé des armées la mettront à même de présenter au Comité de Salut public le témoignage qu'elle se plaira toujours à rendre à ceux qui se seront distingués par leurs talents, leur civisme et leur exactitude.

« Le paquet ci-joint contient les points sur lesquels tu es invité à donner ton opinion; tu voudras bien le remettre à la municipalité dans laquelle tu te trouves actuellement; elle te communiquera les propositions contenues dans le paquet avec les précautions prescrites par la loi. C'est au nom de la Patrie et du salut de nos frères d'armes que nous t'invitons fraternellement à t'y conformer.

« Salut et fraternité.

« *Les membres de la Commission de santé*,

« CHABROL, BERTHOLLET, BAYEN, A. DUBOIS, GROFFIER, PELLETIER, BIROUX, THÉRY. »

(Larrey, *Corresp.* Ms. 5878, 1re série, B. N. F. F. N. Acq.)

On remarquera les termes de convenance, destinés évidemment à atténuer la blessure faite à l'amour-propre des médecins en chef, dans lesquelles est rédigée cette circulaire; mais l'ordre de remettre leurs épreuves aux municipalités, qui à ce moment étaient étrangement composées, dut leur paraître pénible. C'est, en tous cas, cette mesure qui blessa si vivement Percy.

ticiens. Larrey n'envisagea pas comme une atteinte à sa dignité son obéissance à une loi. Il considéra, au contraire, comme un devoir de donner le premier à ses subordonnés de la Corse l'exemple de la soumission au décret de la Convention. Sans doute, épris avec ardeur des idées nouvelles, et entre toutes de la récente et magnifique formule constitutionnelle, depuis si souvent violée, qui établissait l'égalité des citoyens devant la loi, il lui fut plus facile qu'à l'ancien chirurgien-major du brillant régiment d'Artois, que bouleversaient les procédés révolutionnaires, de se soumettre à une ordonnance très égalitaire; mais, au fond, ce Béarnais avait le caractère plus avisé, plus malléable, plus pondéré que celui de Percy, et il savait mieux que lui se plier aux circonstances difficiles, et se gouverner à travers les orageux conflits que déchaînait dans l'armée, comme dans la société civile, la politique révolutionnaire.

Larrey remit ses épreuves cachetées à la municipalité de Toulon, et reçut d'elle les questions qui lui étaient posées. Le Conseil de santé et l'armée entière applaudirent à sa soumission et lui surent gré de ne pas s'être placé au-dessus de ses collaborateurs. Peu de jours après il fut invité par les représentants du peuple Milhaud et Soubrany à se rendre à l'armée de la Catalogne pour en diriger le service chirurgical. L'expédition de la Méditerranée paraissant être abandonnée pour longtemps, il accepta avec empressement et partit pour Perpignan.

Il arrivait le 25 brumaire an III (15 novembre 1794), juste la veille d'une bataille, et assez à temps pour être témoin des brillants succès par lesquels cette armée commençait la campagne de 1794.

II

La guerre avec l'Espagne, déclarée le 7 mars 1793, à la suite de l'exécution de Louis XVI, avait été au début marquée par des échecs. La France, attaquée à la fois sur toutes ses frontières, n'avait pu opposer à l'armée espagnole que des forces relativement peu importantes. Après une série de combats, où la valeur française avait été impuissante à compenser notre infériorité numérique, le général espagnol Ricardos avait enlevé aux Français Collioure, Port-Vendres et Saint-Elme, et les avait rejetés au delà de la ligne du Tech, pendant qu'il s'établissait solidement au camp de Boulou. La frontière pyrénéenne se trouvait ainsi la seule où la campagne de 1793 ne se terminait pas par le triomphe des armes de la République. Mais l'année 1794 s'ouvrait sous de meilleurs auspices. Ricardos était mort, et cet habile général avait été remplacé par le comte La Union, vaillant soldat, mais chef militaire médiocre. L'armée des Pyrénées orientales, commandée par le général Dagobert, vieillard de soixante-quinze ans, dont l'intrépidité égalait les talents militaires, reprit la Cerdagne française et s'empara de la ville d'Urgel, 9 avril 1794. Ce succès coûta la vie au vaillant soldat, qui succomba aux fatigues qu'il éprouva pendant cette dernière expédition. La Convention le remplaça par Dugommier, le vainqueur de Toulon. Celui-ci attaqua les Espagnols dans leur camp de Boulou, leur infligea une sanglante défaite, reprit Collioure, Port-Vendres et Saint-Elme, s'empara de Bellegarde et menaça la place de Figuières. D'un autre côté, l'armée des Pyrénées occidentales, sortant d'une longue inaction, descendit dans la vallée de Bastan, enleva Fontarabie et Saint-Sébastien, et envahit la vallée de Roncevaux, où elle détruisit la colonne élevée par les Espagnols en mémoire de la défaite de Roland (17 octobre 1794).

Il était nécessaire de rappeler ces événements militaires

pour comprendre la portée des faits qui suivirent et auxquels assista Larrey. La description très exacte qu'il en donne, fort intéressante pour l'histoire du temps, est, comme son récit de la campagne du Rhin, trop développée pour trouver ici sa place. Je dois, comme je l'ai fait pour celui-ci, me borner à en donner une courte analyse.

En arrivant à Perpignan Larrey trouva son frère, chirurgien à l'armée de Dugommier, qu'il n'avait pas vu depuis huit ans. On juge du plaisir qu'éprouvèrent les deux frères, qui suivaient la même profession, et qu'avaient jusqu'alors séparés les événements militaires, à se retrouver dans la même armée. Larrey, dans son journal, peint les sentiments d'émotion et de joie que lui fit éprouver cette réunion. Mais on était à la veille d'une affaire importante, et son récit fait vite place à l'exposition du combat de la montagne Noire, livrée le 30 brumaire an III (20 novembre 1794) par l'armée française à La Union.

La bataille, qui dura deux jours, les 27 et 28 brumaire (17 et 18 novembre), fut marquée par l'explosion des redoutes espagnoles qui ensevelirent les volontaires sous leurs débris. Cet accident coûta la vie à la plupart d'entre eux. Il y eut soixante blessés.

Dans leur pansement, Larrey renonça au traitement classique des brûlures; il remplaça l'eau blanche et l'oxycrat par des pansements de linge fin, enduits de pommades, qu'il enlevait le plus tard possible. « L'expérience lui ayant appris, dit-il, que les hommes de guerre supportaient mal la diète, » il leur donna une alimentation convenable.

La deuxième journée, dans laquelle se distingua Augereau, qui commandait une des colonnes, ne fut pas plus heureuse. Dugommier fut tué, à côté même de Larrey, et la mort du général en chef suspendit le mouvement des troupes, qui rentrèrent dans leur camp. Cette affaire donna sept cents blessés, dont la plupart étaient gravement atteints. Larrey les opéra et les pansa tous, dans les premières douze heures.

Dugommier fut remplacé par Pérignon, qui recommença

la bataille le surlendemain; l'armée espagnole fut complètement battue, et perdit, avec un grand nombre de soldats, son général en chef, La Union. Les Français eurent très peu de morts et un petit nombre de blessés, qui furent réunis et opérés à l'hôpital de Jonquières.

Figuières, immédiatement bloqué par Augereau, se rendit le 7 frimaire (27 novembre), livrant d'immenses ressources en vivres, en armement, munitions, vêtements, couvertures et numéraire. Larrey eut pour son lot du linge à pansement dont la finesse et la beauté excitèrent son admiration, et d'innombrables paquets de charpie liés avec des faveurs de soie par la reine d'Espagne et les dames de la cour. Après avoir opéré et pansé ses blessés, et les avoir répartis dans les hôpitaux de la place, il prit la direction du service de santé du corps d'investissement de la ville de Roses. Le siège dura soixante-dix jours, la plus grande partie de l'hiver 1794-1795, hiver qui fut aussi rigoureux que celui de 1789.

Le thermomètre descendit jusqu'à 15 degrés. Les troupes souffrirent beaucoup de cet abaissement excessif de la température; on trouva souvent les sentinelles avancées mortes de froid, et beaucoup de soldats eurent les pieds gelés. La résistance des Espagnols fut opiniâtre, et Pérignon ne vint à bout de la place qu'en faisant tracer par ses troupes un chemin sur les flancs d'un pic élevé de deux mille toises qui dominait le fort de Bouton, et en faisant hisser à bras son artillerie sur le sommet. Cette difficile et pénible opération eut un plein succès. Le 18 nivôse (7 janvier) le Bouton était pris, et les Espagnols évacuaient la ville la nuit même.

Tous ces combats de la Révolution n'étaient pas très meurtriers. Le siège de Roses ne coûta la vie qu'à cent cinquante hommes, et il n'y eut pas plus de deux cents blessés. Mais la garnison espagnole perdit près de quatre mille hommes, sans compter les blessés et les malades. Les notes de Larrey signalent la présence d'Antoine Dubois dans ses ambulances. Ce chirurgien, alors inspecteur du Service de santé, avait été envoyé en mission auprès de l'armée de Catalogne.

Telle est l'analyse sommaire des opérations de guerre aux-

quelles assista Larrey dans les Pyrénées. Cette campagne mit aux prises deux races également braves et énergiques, et suscita, de part et d'autre, d'innombrables actes d'héroïsme. Mais les Français inauguraient une guerre nouvelle, et la solidité traditionnelle des vieilles troupes espagnoles se trouva impuissante devant l'audace et la bravoure des volontaires. C'est un fait reconnu, que les armées étrangères étaient à cette époque frappées de terreur à la vue des soldats de la République. Leur procédé de foncer en avant, à la baïonnette et aux cris de: « Vive la patrie! » et de « Mort aux tyrans! » leur tenue à moitié déguenillée, leurs chants nationaux, qui vibraient en notes féroces et menaçantes, et, planant au-dessus d'eux, l'image toujours présente de cette terrible assemblée, de cette Convention régicide, dont on se redisait dans les camps les actes sauvages, qui avait fait de l'échafaud, de la proscription et de la guerre générale un moyen de gouvernement et l'instrument de son règne, les démoralisaient et les remplissaient d'épouvante [1]. C'est à cette impression d'effroi qu'ils exerçaient que les Français durent, nous l'avons vu, la reddition des places du Palatinat, et c'est également à elle qu'il faut rapporter la facile capitulation de Figuières, qui aurait pu tenir six mois. Le courage espagnol se ressaisit, il est vrai, au siége de Roses, et la résistance qu'il opposa à Pérignon est une des plus belles pages de l'histoire de la péninsule; mais ce célèbre épisode de la campagne eut pour résultat d'accroître encore la réputation des armées républicaines et la terreur qui s'attachait à leur nom. Qui aurait cru, en effet, que nos soldats traceraient une route sur les flancs escarpés d'un pic inaccessible, transporteraient avec leurs bras des canons et des munitions jusqu'à son sommet, et foudroieraient de cette hauteur un

[1] La présence des commissaires de la Convention Soubrany et Milhaud, qui imprimèrent aux opérations une ardeur passionnée, achevaient de les démoraliser. Larrey raconte que Soubrany chargeait en tête des colonnes, débraillé, la poitrine nue et coiffé d'un énorme bonnet à poil qui lui descendait jusque sur les yeux. Milhaud était toujours, également, au premier rang des combattants, et s'entraînait avec une incomparable ardeur à son futur rôle de chef de corps de cavalerie sous l'empire. « Tous deux, dit Larrey, m'estimaient beaucoup. »

fort et une ville imprenables? Cet acte d'audace déconcerta la vieille stratégie européenne, et vint s'ajouter aux extraordinaires faits d'armes qui s'accomplissaient en même temps sur toutes les autres frontières, pour démontrer que désormais rien ne leur était impossible.

Cependant ces succès si décisifs de l'armée française sur la frontière pyrénéenne ne déterminèrent pas immédiatement la paix. Le roi d'Espagne était engagé à fond dans la coalition et ne pouvait se décider à traiter. L'armée des Pyrénées orientales resta cantonnée en Catalogne. Pendant ce temps, l'armée des Pyrénées occidentales, qui avait pris Fontarabie, Saint-Sébastien et Tolosa, et s'était avancée jusqu'à Pampelune, occupa le Guipuscoa, sous le commandement du général Moncey. Ce ne fut que le 12 juillet 1795 que la paix avec l'Espagne fut signée à Bâle, par Barthélemy. Le roi d'Espagne se retira définitivement de la coalition.

Larrey ne resta pas à l'armée des Pyrénées; il reçut l'ordre, peu de temps après la prise de Roses, de rejoindre son poste à Toulon, à la tête du service chirurgical de l'expédition de la Méditerranée dont on reprenait le projet. Il y arriva le 17 mars 1795.

III

Cette expédition avait de nouveau pour objet de tenter un débarquement en Corse et de seconder les opérations militaires de l'armée d'Italie. Elle ne devait pas avoir plus de succès que la précédente, et Larrey fut rappelé à Paris. Il y arriva pour être témoin de l'insurrection de prairial (20 mai 1795). La Convention, envahie, fut à deux doigts de sa perte et ne dut son salut qu'à sa fermeté et à la faiblesse d'organisation du parti jacobin. Celui-ci, privé des chefs audacieux qui l'avaient autrefois conduit à la victoire et qui, pour la plupart, avaient péri sur l'échafaud, dirigé mainte-

nant par des hommes obscurs et sans notoriété, n'avait plus sa terrible puissance des anciens jours. Les troubles des faubourgs furent réprimés par la force armée, les rassemblements populaires dispersés et leurs chefs arrêtés. Une ambulance, commandée par les représentants Delmas et Aubry, fut attachée aux troupes chargées de rétablir l'ordre dans le faubourg Saint-Antoine et installée rue Culture-Catherine. Larrey en reçut la direction.

Ainsi celui-ci n'avait quitté le théâtre de la guerre que pour prendre part aux troubles révolutionnaires, et le repos dont il se flattait de jouir en arrivant à Paris lui échappait. Il ne possédait déjà plus, du reste, sa première ferveur républicaine, et les événements auxquels il avait assisté, tant aux armées qu'à Paris, avaient refroidi les illusions de sa jeunesse. — Aussi accueillit-il avec plaisir l'ordre de retourner pour la troisième fois à Toulon. « Malgré le chagrin que j'éprouvais d'abandonner encore ma jeune femme, dit-il, je quittai sans regret un séjour qui me rappelait de si tristes souvenirs, et où on ne pouvait guère espérer se soustraire aux vengeances des partis politiques et à la haine des ennemis de la République. »

Arrivé à Toulon le 15 messidor an III, il y resta jusqu'au mois de pluviôse an IV (janvier 1796). Le séjour de Larrey dans cette ville fut marqué par l'orientation nouvelle qu'il donna à son activité. Sur la sollicitation d'un grand nombre de médecins et d'élèves, le chirurgien en chef de l'armée ouvrit à l'hôpital des cours d'anatomie, de physiologie et de chirurgie théorique et clinique. De nombreux chirurgiens de l'armée de terre et de mer suivirent cet enseignement qui obtint une immense célébrité. Parmi ces jeunes gens, beaucoup firent avec lui la campagne d'Égypte, et devinrent plus tard des chirurgiens militaires distingués sous le Consulat et l'Empire. Un d'entre eux, Anthelme Récamier, devait être un jour une des plus pures illustrations de la carrière. C'est à sa forte école que le futur créateur de l'hystérectomie emprunta une part de la merveilleuse initiative qui devait faire de lui un des plus grands chirurgiens du XIXe siècle.

Cependant tant d'efforts ne devaient pas être perdus pour Larrey. A partir de ce moment, le jeune chirurgien de l'armée du Rhin et de la Catalogne devient réellement une personnalité en vue dans le corps de santé. Déjà brillamment apprécié pour l'ardeur infatigable, le dévouement et la science qu'il avait manifestés pendant ses campagnes, il accroît sa réputation par le réel talent qu'il montre dans son enseignement à Toulon. Les échos en arrivent au Comité du Salut public, et, une place de professeur étant devenue vacante à l'École de santé militaire, récemment établie au Val-de-Grâce, il y est nommé professeur d'anatomie et d'opérations.

Mais les nombreux médecins et chirurgiens qui suivaient les cours de Larrey s'émeuvent à la pensée d'être privés de ses leçons, et ils adressent au Conseil de santé une pétition, pour obtenir la prolongation de son séjour à Toulon. J'ai sous les yeux cette pièce, qui est signée de tous les chirurgiens de la marine et de l'armée[1].

Peu de professeurs ont obtenu dans leur vie un aussi éclatant témoignage d'attachement et de confiance de leurs élèves. Larrey en fut vivement touché. Dans sa longue carrière, il fut appelé à recevoir de nombreuses preuves de confiance et de reconnaissance des chirurgiens placés sous ses ordres; mais celle-ci était la première, et on comprend qu'elle l'ait fortement frappé. Il s'arracha, non sans peine, aux manifestations émues qui marquèrent son départ et se rendit à Paris, où il arriva au commencement de ventôse an IV (février 1796).

IV

L'hôpital du Val-de-Grâce, auquel venait d'être attaché Larrey, et qui est devenu de nos jours une brillante école d'application de la médecine militaire, inaugurait alors sa

[1] Mss. B. N.

transformation en établissement d'instruction. C'était, avant la Révolution, une abbaye royale de bénédictines fondée, en 1645, par la reine Anne d'Autriche[1] après la naissance du roi Louis XIV. La faveur royale l'avait richement dotée. Son église fastueuse, dont le dôme a été peint par Mignard, et dont les sculptures sont l'œuvre de François Anguier, ses vastes jardins, ses bâtiments considérables, en faisaient un des monastères les plus beaux et les plus riches de Paris, et le classent encore aujourd'hui au nombre des édifices les plus intéressants que nous ait légués l'ancien régime. La Convention le convertit, par un décret du 31 juillet 1793, en hôpital général militaire. Par un règlement du 30 floréal an IV, « la Maison du Val-de-Grâce, » — comme on l'appelait, — dénomination que lui conservent les médecins militaires de nos jours, devint un des cinq hôpitaux militaires destinés à l'instruction des officiers de santé[2].

De ce moment date cette école célèbre, qui possède ses légendes, ses doctrines, ses grands hommes, qui a, avec Larrey, porté la science et l'humanité françaises sur tous les champs de bataille de l'Europe, a bouleversé le monde médical avec Broussais, et a de nos jours si profondément transformé, avec Willemin, les vues de la science sur les conditions de la pathogénie pulmonaire[3].

[1] Dans la vallée de Bièvre-le-Châtel existait, depuis le IXe siècle, une abbaye de religieuses appelée le Val-de-Grâce. Au commencement du XVIIe siècle, ces religieuses résolurent de transporter leur abbaye à Paris. Avec le concours d'Anne d'Autriche, elles achetèrent, en 1621, au faubourg Saint-Jacques, un vaste emplacement avec une maison qui portait la désignation de « Le fief de Valois ou l'hôtel du Petit-Bourbon ». La reine paya 36000 livres l'acquisition, et fut déclarée fondatrice de la maison. Après la naissance de Louis XIII, le 5 septembre 1638, Anne d'Autriche, conformément à un vœu qu'elle avait fait, fit entièrement reconstruire la chapelle et le couvent du Val-de-Grâce. La chapelle, commencée en 1645, fut achevée en 1665, et les bâtiments claustraux en 1662.

[2] Les autres hôpitaux d'instruction étaient Lille, Metz, Strasbourg et Toulon.

[3] L'autonomie du service de santé, que dirigent maintenant avec une autorité supérieure, non plus des intendants, mais les médecins éminents placés à sa tête, les Dujardin-Beaumets, les Boisseau et les Dieu, lui a imprimé une prospérité nouvelle. Aussi l'école moderne du Val-de-Grâce, représentée par des pathologistes comme Kœlsch et Laveran, des chirurgiens comme Chauvel et Delorme, des hygiénistes et des épidémiologistes comme Léon Colin et Valin, d'autres encore, — l'honneur de nos Facultés, — laisse-t-elle loin derrière elle les souvenirs cependant si brillants du passé.

Larrey arriva pour la cérémonie d'inauguration. Elle fut présidée par Coste, médecin-inspecteur des hôpitaux militaires, et les discours d'ouverture furent prononcés par Dufouard et Chayron, glorieux vétérans des anciennes armées royales. Le lendemain les leçons commencèrent. Des chaires de clinique interne et externe, — avec quatre professeurs, deux pour la médecine, deux pour la chirurgie, — de jurisprudence médicale, de pathologie interne, de physiologie, d'anatomie et d'opérations, avaient été fondées et constituaient solidement l'organisme du nouvel établissement. Des Genettes, dont nous notons pour la première fois le nom, qui reviendra fréquemment dans le cours de cette étude, était chargé de la physiologie, et Larrey de l'anatomie et des opérations.

Il est intéressant de remarquer que la clinique n'avait pas été oubliée dans le programme de l'enseignement. C'était, à cette époque, une branche nouvelle de la science, et elle était à peine développée en France. Les leçons d'après le malade avaient bien été inaugurées, je l'ai montré, par les médecins militaires dans les « amphithéâtres » ou hôpitaux du Roy, au XVIIIe siècle. Desbois, de Rochefort, et Desault surtout l'avaient, à leur tour, instituée à la fin du XVIIIe siècle, l'un à la Charité, et le second à l'Hôtel-Dieu, avec un succès et un éclat qui ont permis de les considérer comme les vrais fondateurs de cette méthode d'enseignement. Mais si Corvisart, qui avait succédé à Desbois, de Rochefort (1788), avait repris sa méthode en l'élevant à la hauteur de son génie d'observation, elle n'avait pas encore l'ampleur et la notoriété qu'il lui donna plus tard, et que devaient lui assurer les Pinel, les Boyer, les Broussais, les Laënnec, les Récamier et l'illustre pléiade des médecins issus de l'École de santé de l'an III. En assurant une large part à la clinique dans la nouvelle école, en renouant les traditions des chirurgiens des hôpitaux du Roy, les médecins militaires faisaient donc preuve d'un large esprit d'initiative, et apportaient un élément précieux à la reconstitution de l'édifice médical qui s'élevait sur les ruines de nos anciennes institutions.

Les nouveaux professeurs se mirent à l'œuvre avec le

dévouement et l'ardeur qui animaient, à l'aube de cette ère nouvelle, toute cette génération enthousiaste et avide de progrès. C'était, en effet, l'heure où la médecine, renaissant de ses ruines, rajeunissait ses vieilles traditions et s'orientait dans des vues nouvelles; où l'anatomie pathologique, — devenant pour la première fois le point de départ de recherches scientifiques, — allait poser les bases des grandes découvertes contemporaines; l'heure où Bichat fondait la physiologie, et écrivait son immortel ouvrage sur la vie et la mort, et où l'école chirurgicale de Desault, — poursuivant les grandes traditions de l'Académie de chirurgie, — jetait sur la France un si brillant éclat.

J'ai exposé ailleurs la magnifique rénovation qui succéda à la destruction complète de tout notre édifice scientifique[1]. Le gouvernement révolutionnaire, dans sa haine des corporations, — que les héritiers contemporains de ses idées politiques et sociales entreprennent de restaurer aujourd'hui sous d'autres étiquettes, — put bien mettre à terre, en effet, le 8 août 1793, toutes les institutions médicales, et anéantir, du jour au lendemain, les Facultés, les Écoles, les Sociétés royales de médecine et de chirurgie. Mais il ne put supprimer les hommes qui étaient l'âme même de ces grands corps, et quand, revenant sur la faute qu'il avait commise, il rétablit, le 14 frimaire an III (29 novembre 1794), les Facultés sous la désignation d'ailleurs impropre « d'Écoles de santé », avec le programme même autrefois formulé par Vic-d'Azyr, tout leur ancien personnel vint aussitôt prendre place dans les nouvelles écoles. Ce furent les grands médecins de cette fin de siècle, les Fourcroy, les Cabanis, les Corvisart, les Pinel, les Sabatier, les Percy, les Pelletan, les Dubois, les Chaussier, les Thouret, qui reprirent la tâche de reconstituer l'œuvre détruite par la Convention, et vinrent montrer à l'Europe que le génie scientifique de la France était loin d'avoir sombré, au milieu des ruines amoncelées par la Révolution.

[1] *Récamier et ses contemporains*, op. cit.

A ce mouvement les médecins militaires prirent une part considérable. Siégèrent, en effet, dans la nouvelle Faculté le vénéré Sabatier, l'ancien chirurgien en chef de l'armée du Nord; Percy, autrefois chirurgien de l'aristocratique régiment d'Artois, maintenant chirurgien en chef de l'armée du Rhin; Pelletan, membre du Conseil de santé des armées, et Dubois, son collègue, qui devait acquérir, en obstétrique, une si grande célébrité, et recevoir les honneurs du décanat. Ces praticiens représentèrent brillamment dans l'École les anciennes traditions et les aspirations nouvelles. Ils furent le lien par lequel la chirurgie du siècle se rattacha à l'armée. La première allait, en effet, pendant cette longue période de luttes qui s'ouvrait, être transportée dans les camps, et c'est du champ de bataille que dateront désormais ses progrès. Déjà les hommes d'action, Percy, Lombard, Heurteloup, Larrey, ont donné le signal des innovations heureuses. Ils ont simplifié l'instrumentation chirurgicale, amélioré les méthodes de pansement, imaginé de nouveaux procédés opératoires, perfectionné les anciens, et révolutionné la chirurgie de guerre par leur création des ambulances mobiles et volantes; mais ces virils, ces intenses énergiques, sont aussi des savants, des maîtres, que le goût et la passion de l'enseignement ressaisissent dans leurs rares instants de repos. Larrey, qui déjà, à l'hôpital militaire de Toulon, a créé à lui seul, de toutes pièces, presque une école de médecine, démontré la physiologie, l'anatomie, l'anatomie pathologique et inauguré la clinique au lit de ses blessés, poursuit avec plus d'ampleur son œuvre à l'hôpital d'instruction du Val-de-Grâce. D'accord avec ses collègues, il donne à l'enseignement clinique une part considérable, et qui dépasse de beaucoup celle que nous lui accordons aujourd'hui. Il nous a rapporté lui-même la manière dont était compris cet enseignement. Après la visite des malades, les cas les plus intéressants étaient, une fois par semaine, l'objet d'une conférence publique. Les professeurs assistaient à cette séance, et chacun d'eux, après avoir entendu le récit du médecin ou du chirurgien traitant,

reprenait et examinait les faits rapportés, les discutait et émettait son opinion avec calme et impartialité. Il était rare qu'à la suite de ces discussions courtoises, la lumière ne se fît pas dans les esprits. La maladie se trouvait jugée d'aprés sa nature et ses vrais caractéres, et les indications exactement démontrées et justement remplies. Ces conférences pratiques ne servaient pas seulement á éclairer mutuellement les maîtres sur les cas difficiles, elles avaient aussi l'immense avantage d'habituer les éléves aux procédés mentaux de raisonnement et d'argumentation, á leur montrer comment on classe les symptômes, comment on arrive á les discerner, comment on parvient à rassembler les traits d'un diagnostic et á poser les bases d'un traitement rationnel.

Les opérations se pratiquaient à l'amphithéâtre, en présence des professeurs et des élèves. Elles étaient précédées d'une analyse des accidents qui les nécessitaient, d'une description du procédé opératoire adopté par le chirurgien, et du tableau des phénomènes qui devaient le suivre. Des notes exactes de ces conférences, avec les comptes rendus des maladies et des interventions, étaient soigneusement recueillies et enregistrées. Les travaux anatomiques dirigés par Larrey, les nécropsies qu'il pratiquait avec une scrupuleuse régularité, les cours et les expériences de physique confiés á Des Genettes, enfin des leçons sur la botanique, la matiére médicale et la chimie, venaient compléter le cercle des études.

Telle était l'École du Val-de-Grâce, en l'an IV. Certes, si on compare son enseignement á celui que l'on donne aujourd'hui, on ne peut manquer de relever des lacunes. Évidemment les chaires spéciales qu'exige la science contemporaine faisaient défaut; mais, pour l'époque, c'était déjà une institution trés avancée. Ce qui frappe surtout, ce sont la sollicitude et le dévouement des professeurs vis-à-vis des élèves, et la perfection de cette scolarité associant les uns et les autres, dans un effort commun, á la recherche de la vérité pathologique.

Aussi bien, n'était-ce pas une école proprement dite que

voulaient fonder les premiers maîtres du Val-de-Grâce? Larrey nous dit le secret de leurs aspirations.

Ces esprits étaient hantés par les grands souvenirs de l'Académie de chirurgie, qui avait été la plus merveilleuse institution scientifique du XVIIIe siècle, et avait groupé en corps tous les chirurgiens du royaume, en les associant à ses travaux. Se rappelant l'influence que leurs prédécesseurs avaient exercée dans cette célèbre compagnie, ils avaient conçu la pensée de la reconstituer au Val-de-Grâce, sinon pour tous les chirurgiens de la République, du moins pour tous les officiers du service de santé de l'armée. Ils auraient ainsi fondé une Académie militaire, dont le but eût été de rétablir parmi eux l'émulation qui animait autrefois les membres et les correspondants de l'ancienne Société, et avait si brillamment contribué aux progrès de la science. Cette grande conception eût, sans doute, modifié complètement le sort de la chirurgie de guerre. Le groupement en société académique de tous ces chirurgiens d'armée, livrés à leurs propres forces et usant leur vie à lutter stérilement contre l'ignorance ou l'hostilité d'administrations jalouses, leur eût donné une autorité et une puissance d'action qui leur firent longtemps défaut. Leur niveau moral et scientifique se fût aussi plus rapidement élevé, et leur recrutement, parfois difficile, eût été plus et mieux assuré, s'ils eussent trouvé de bonne heure la certitude de l'appui que l'Académie de chirurgie donna si longtemps aux chirurgiens du royaume. Mais les temps n'étaient pas favorables au rétablissement des compagnies savantes. La Révolution ne se souciait pas de rétablir une grande association, surtout au profit d'une classe de médecins placés sous ses ordres. L'Empire, auprès duquel Larrey reprit son projet, et la première Restauration imitèrent son exemple, et ce ne fut que vingt-quatre ans après [1] que l'Académie de médecine actuelle, qui représenta exactement, à sa fondation, l'Académie de chirurgie et la Société royale de médecine du XVIIIe siècle, put

[1] Ordonnance royale du 20 décembre 1820.

être instituée. Quant à l'Académie de chirurgie militaire, elle ne vit pas le jour, et ne le verra sans doute jamais.

Larrey resta un peu plus d'un an au Val-de-Grâce; il se livrait avec ardeur à ses nouvelles occupations et jouissait de la vie de famille, dont les instants étaient si parcimonieusement mesurés aux hommes de son temps. Un enfant lui était né, qui devait malheureusement mourir en bas âge. Mais sa naissance avait encore augmenté l'harmonie qui régnait dans le ménage. Mme Larrey, sa douce Laville, comme il l'appelait, était d'une nature fine et artistique; le rude chirurgien, fils de paysans pyrénéens, considérait cette frêle plante éclose dans les salons parisiens comme appartenant à une race supérieure. Il l'admirait autant qu'il l'aimait, et jouissait auprès d'elle d'un bonheur sans mélange. Cette félicité domestique fut tout d'un coup interrompue par l'ordre qui lui fut adressé de se rendre à l'armée d'Italie, où le général Bonaparte le demandait pour organiser ses ambulances volantes.

L'ordre du ministre était urgent. Il partit le 12 floréal an V (1er mai 1797).

CHAPITRE V

I. Départ de Larrey pour l'armée d'Italie. — Traversée de la Maurienne. — Les crétins de la vallée. — Dangers courus par Larrey au passage du Mont-Cenis. — Arrivée à Milan. — La signature des préliminaires de Léoben. — Déception de Larrey. — Le quartier général de Bonaparte à Montebello. — Monge et Berthollet. — Les savants italiens. — Réception de Larrey par Bonaparte. — Questions sur Desaix. — II. Départ de Larrey et de Villemanzy. — Réorganisation des hôpitaux : Lodi, Mantone, Vicence, Vérone, Arcole, Venise. — Chute du gouvernement vénitien. — Dictature du général Baraguay-d'Hilliers. — Enlèvement par les Français des chefs-d'œuvre et des objets d'art de la république. — Joséphine à Venise. — Larrey organise à Venise le service de santé du corps expéditionnaire de Corfou. — Mauvais état de salubrité de la flotte française. — Les équipages atteints du typhus. — Mesures d'hygiene et d'assainissement prises par Larrey. — Retour à Milan. — Organisation et répartition des ambulances volantes à l'armée d'Italie. — Établissement d'une École de chirurgie à Milan. — Épidémie de typhus et grave épizootie dans le Frioul combattues par Larrey. — III. Desaix au quartier général de Passeriano. — Entretien avec Bonaparte. — Voyage de Desaix et de Larrey à Trieste. — Incidents de voyage. — Anecdotes : les officiers français et Desaix au relai de poste ; les officiers autrichiens et Desaix à la table d'hôte de l'hôtel de Trieste. — Signatore du traité de Campo-Formio. — Bonaparte passe en revue les ambulances volantes de Larrey. — Larrey prend congé, à Milan, du général Bonaparte. — Départ de Larrey pour Paris.

I

Le général Bonaparte venait d'accomplir cette merveilleuse première campagne d'Italie, qui fit l'admiration du monde et où il se révéla aussi grand homme de guerre que profond négociateur. Ayant successivement battu toutes les armées autrichiennes, maître de l'Italie, de la Carinthie, de la Styrie, du Tyrol, le vainqueur d'Arcole et de Rivoli est campé à Léoben ; son avant-garde, commandée par Masséna, est à Sommering et menace Vienne. Il est à vingt-cinq lieues de cette capitale, et rien ne semble plus devoir

lui résister et protéger l'Autriche contre l'invasion qui va fondre sur elle.

C'est à ce moment qu'à l'instigation de Villemanzy il mande Larrey à l'armée d'Italie. Villemanzy, cet admirable commissaire des guerres, le plus honnête et le plus grand administrateur aux armées qu'ait eu la France à cette époque, a parlé à Bonaparte des ambulances volantes de l'armée du Rhin, et le général veut qu'elles soient organisées dans son armée. Il a déjà entrevu, du reste, Larrey à Toulon, et il pressent, d'après l'éloge qu'en fait Villemanzy, que ce chirurgien, doué de conceptions supérieures, entreprenant, infatigable, humain et habile, est de la race de ceux qui vont suivre sa destinée.

Larrey se mit en route, ai-je dit, le 1er mai 1797. Il passa par Châtillon, Lyon, le Pont-de-Beauvoisin, une des anciennes limites de la vieille France, la vallée de la Maurienne et le Mont-Cenis.

En traversant la vallée de la Maurienne, il est tristement frappé de l'aspect misérable du pays, couvert de neige les deux tiers de l'année[1]. Un observateur comme lui n'a garde d'oublier de rapporter l'état pathologique de la population; il note le goitre, dont presque tous les habitants sont atteints, la déformation de la face et la microcéphalie, — avec altération de l'intelligence, — dont beaucoup sont frappés. Il constate l'association de crétinisme avec l'endémie goitreuse. Cette remarque était nouvelle alors. Ce n'est, en effet, que du commencement du siècle que datent les premières notions scientifiques sur les relations étroites de ces deux affections[2], et on admet aujourd'hui que quatre-vingts pour cent des crétins sont issus de parents goitreux, en d'autres termes, que le goitre est le degré initial d'une dégénérescence dont le crétinisme complet est le dernier échelon.

[1] Les premiers travaux sur cette question, dus à Fodéré, Malacarne, Ackerman, ont été poursuivis par les travaux de deux grandes commissions, l'une italienne (Commission du Piémont, 1848), l'autre française (*Rapport de Baillargé à l'Académie de médecine*, 1864-1875).

[2] Krishaber et Baillargé.

Ses vues sur l'étiologie du goitre ne sont pas moins nettes. Il attribue le crétinisme à l'usage de l'eau provenant de la fonte des neiges, — origine admise par la médecine contemporaine, — à une hygiène et à un régime détestables, à l'insalubrité des cabanes mal closes, mal aérées, sans fenêtres ni cheminées, et dont la fumée s'échappe, comme dans les huttes de sauvages, par une ouverture pratiquée dans le toit. Enfin il invoque l'influence considérable de l'humidité. Nous ne dirions pas mieux aujourd'hui, et, sauf l'opinion conforme aux doctrines modernes et qui attribue le goitre à une cause infectieuse, à un parasite véhiculé par l'eau, qu'il ne pouvait naturellement pas connaître, Larrey, en quelques lignes de son journal, formule toutes les idées que la science, bien des années plus tard, sera amenée à proclamer.

Cependant il poursuit son voyage, passe par Lanslebourg, Novalese, Suse et Turin, traverse la Lombardie et arrive à Milan le 24 floréal (13 mai). Là, il apprend que les préliminaires de la paix venaient d'être signés à Léoben, entre Bonaparte et l'archiduc Charles, général en chef de l'armée autrichienne.

Bonaparte avait, en effet, résisté à la tentation de fondre sur Vienne, dont l'accès n'était défendu que par une armée battue bien des fois et profondément démoralisée. Avant de s'engager au cœur de l'Allemagne, sur une ligne d'opérations indéfiniment étendue à travers des centres montagneux et d'accès difficile, au milieu de populations hostiles, laissant derrière lui une Italie vaincue, mais qui était loin d'être soumise, il avait demandé au Directoire l'entrée en campagne de l'armée du Rhin. Avec ses tergiversations ordinaires, sa vacillante et inquiète politique, sa jalousie, que commençait à inquiéter la gloire du vainqueur de l'Italie, le gouvernement avait ajourné à deux mois le concours de cette armée. Bonaparte n'hésita pas alors; puisqu'il était abandonné à ses propres forces, il voulut profiter du péril dont était menacée la capitale de l'Autriche pour réaliser immédiatement les avantages de ses victoires, et il signa les

préliminaires de Léoben, qui devaient donner à la France la Belgique, la rive gauche du Rhin et le Milanais. La conduite du général en chef de l'armée d'Italie fut, dans cette circonstance, habile et sage. Mais, au même moment, l'armée du Rhin, qui était entrée en campagne, passait le fleuve, battait, avec Hoche, les Allemands à Neuwied, et Desaix, le lieutenant de Moreau, qui avait également passé le Rhin, s'avançait vers la Forêt-Noire. Ainsi Bonaparte voyait sa prudence trahie par la fortune, et le concours qu'il avait sollicité allait lui arriver à l'heure où il apprenait qu'il devait y renoncer. Son irritation fut extrême. Un moment, il conçut l'idée de rompre les négociations et de recommencer les hostilités, et ce ne fut pas sans peine que Berthier et son entourage le ramenèrent à l'observation du traité. Quelle différence, en effet, pour les résultats de la guerre, s'il eût été prévenu de l'action combinée de Hoche et de Moreau ! Jamais il n'eût consenti à signer les préliminaires de Léoben; il eût poursuivi sur Vienne sa marche victorieuse, et cette campagne déjà si extraordinaire de l'année 1797 aurait été probablement close par la conquête de l'Allemagne.

Telles furent les nouvelles qu'apprit Larrey en arrivant à Milan. Il fut un peu déçu, car il espérait prendre part à ces glorieux événements militaires qui tenaient l'Europe en suspens. Mais déjà les troupes rétrogradaient, et le quartier général était établi dans la capitale de la Lombardie. Toute l'armée était dans l'ivresse du triomphe.

Larrey, dont les souvenirs se rapportaient à l'an II, où il avait vu le général Bonaparte à l'armée de la Méditerranée, obscur encore et discutable malgré ses succès de Toulon, n'ayant qu'un commandement précaire et partageant la misère des soldats de la République, fut saisi d'un profond étonnement en arrivant au quartier général. Le château de Montebello ressemblait plus, en effet, à une brillante cour qu'à la résidence d'un chef d'armée en campagne. « Toute la ladrerie de la Provence, conduite par un capitaine de gueux, » avait-on dit de l'officier corse, maigre, hâve, à

l'aspect chétif et souffreteux, au moment de son invasion en Italie, à la tête de soldats miséreux et déguenillés. La situation était maintenant bien changée, et « le capitaine de gueux », ayant battu les plus belles et les plus solides troupes de l'Europe, maître de la Péninsule, installé dans la plus magnifique habitation de l'Italie, ayant plié sans effort à son autorité ses généraux, son armée, le peuple italien tout entier, les représentants des pays étrangers et même les envoyés de son propre gouvernement, s'essayait au rôle de souverain. Autour de lui, exultant de joie, resplendissant de gloire, toute une ardente jeunesse, brillants officiers, — princes, ducs et maréchaux de demain, — dont les noms allaient devenir historiques : Berthier, qui avait révélé son activité prodigieuse et ses profondes aptitudes aux fonctions de chef d'état-major ; Masséna, esprit inculte et avide d'argent, mais d'un courage et d'une ténacité indomptables, et sans égal pour manier et conduire des troupes ; Augereau, qui s'était distingué en Catalogne et à Castiglione, — trivial, commun et hâbleur, mais que sa réelle bravoure et les événements avaient déjà conduit aux premiers rangs ; — Lannes, que Bonaparte avait nommé colonel sur le champ de bataille de Millesimo et qui devait être un des héros les plus purs de l'Empire ; Sérurier, que sa bravoure et son honnêteté faisaient comparer à Catinat ; Murat, qui avait inauguré son brillant rôle d'entraîneur d'escadrons ; Duroc, qui sera l'ami fidèle des bons et des mauvais jours ; l'héroïque Lassalle, que Bonaparte a fait coucher, le soir de Rivoli, sur un amas de drapeaux qu'il a pris à l'ennemi ; enfin Junot et Marmont, qu'il s'est attachés depuis le siège de Toulon. La plupart des futures gloires du Consulat et de l'Empire sont là...

A ce magnifique décor militaire il faut ajouter l'entourage civil qui achève d'imprimer son caractère spécial à la résidence de Montebello, les femmes, les diplomates, les savants français et étrangers. Les femmes ; d'abord celles de sa famille, — et elles ne sont de mince importance ni par leur parenté avec le général en chef, ni par leur beauté, ni par

leur intelligence, ni par leur ambition. — Ce sont : sa mère, Mme Lætizia, aux traits, — frappés comme une médaille, — d'une Romaine des temps antiques, dont elle possède aussi les rigides vertus ; sa femme, la gracieuse et frivole Joséphine, qu'on appelait encore la citoyenne Bonaparte ; ses sœurs : Élisa, mariée à Bacciochi, celle qui ressemblera le plus à son frère par le talent et le caractère ; Caroline, qui épousera Murat et qui associera également les dons de gouvernement à l'absence de scrupules ; et la plus sympathique, — la seule peut-être ayant aimé Bonaparte, — Pauline, à la beauté exquise et idéale. Autour de ces femmes qui, hier, confinaient à la misère et qui sont entrées, du jour au lendemain, dans leur nouvelle fortune avec la même aisance que si elles fussent nées sur les marches d'un trône, évoluent les belles patriotes italiennes, parées aux modes de la République française, la robe échancrée en guillotine et une cocarde tricolore dans les cheveux[1], gaies, souriantes, coquettes, amoureuses de l'amour et de la liberté, flirtant à la fois pour leur propre compte et pour celui de leur pays. Puis des diplomates, Gallo, Meerfeld, Cohentzl et Clarke, depuis duc de Feltre, — envoyé par le Directoire, — en apparence en mission auprès de Bonaparte, au fond pour le surveiller, et que celui-ci n'a pas de peine à deviner et à écarter. Les savants français sont Monge et Berthollet, dont les allures dignes et modestes contrastent avec les coquettes attitudes des femmes et la bruyante désinvolture des hommes, et dont les vêtements sombres font une tache noire au milieu des claires toilettes et des uniformes étincelants. Le Directoire les a envoyés à l'armée d'Italie pour inventorier et recevoir les objets d'art cédés à la France par les gouvernements vaincus. Bonaparte, qui les a lui-même désignés pour cette mission auprès de lui, les comble d'attentions. Il se repose de la surveillance de ses troupes, de la réorganisation et de l'administration des provinces conquises, des négociations qu'il poursuit avec l'Autriche, de toutes ces occu-

[1] Bouvier, *Bonaparte en Italie*, Paris, 1899.

pations immenses qui dépassent celles d'un chef d'État, — réglant lui-même les multiples affaires de sa charge, — par des conversations avec ces hommes célèbres, auxquelles prennent part les officiers instruits de son entourage. Mais ce ne sont pas seulement les Français qui sont ainsi traités : les savants, les artistes et les hommes de lettres italiens sont également recherchés et accueillis avec les plus grands égards, et il n'est pas de jour où quelques-uns d'entre eux ne paraissent au quartier général. Dès son entrée à Milan, Bonaparte a écrit à Oriani[1], un des plus grands géomètres de son temps, pour l'assurer de la protection de la République française. Celui-ci se rend auprès de lui, et il le reçoit avec la plus grande distinction. Il appelle le peintre Appiani et lui fait faire son portrait. Les autres viennent d'eux-mêmes au jeune libérateur. Le docteur Moscati, le chimiste Dandolo et le vieux Cesarotti, — le traducteur d'Ossian, et le plus ardent adversaire de la Révolution française en Italie, — Monti, — le sombre auteur de *Corinne*, — et Ugo Foscolo, — plus hostile encore, — et Mascheroni, et le Génevois Serra, tous, poètes, savants, professeurs, artistes, accourent à l'envi et célèbrent la gloire de Bonaparte.

Est-ce à dire que ce quartier général ait fait revivre le souvenir des anciennes cours de Ferrare et de Florence, comme le veut un de ses historiens[2]?

Cette assertion est un peu exagérée, car, même à ce moment, la résidence de Montebello ne pouvait rappeler que de loin les poétiques et galants entourages des princes italiens de la Renaissance; mais il est parfaitement exact que Bonaparte, s'attribuant déjà, en Italie, les prérogatives de la souveraineté, faisant régner autour de lui une étiquette sévère, ayant parmi ses familiers des savants et des lettrés, comme Monge, Berthollet, Arnaud, — l'auteur de

[1] *Lettre de Bonaparte à Oriani*, 5 prairial (24 mai) 1797.

[2] Arnaud, *Vie politique et militaire de Napoléon*, Paris, 1822. — Cet auteur était alors attaché au quartier général de Bonaparte. Il fut chargé par lui d'organiser le gouvernement des îles Ioniennes (1797).

la *Vénitienne,* — comblant de faveurs les Universités, appelant à lui et protégeant les savants, les artistes et les poètes, dans les mêmes lieux où l'intelligence humaine avait été l'objet d'un si radieux essor, justifie, — au moins sur ce point, — les louanges de son panégyriste.

Larrey n'était pas tout à fait un étranger pour l'état-major de Bonaparte. Sa réputation de l'armée du Rhin et de l'armée de Catalogne l'y avait précédé, et la plupart des officiers généraux avaient connu à Toulon et à Nice le valeureux chirurgien qui, le premier, avait osé organiser les secours aux blessés sur le champ de bataille. Il fut accueilli avec une vive sympathie. Il retrouvait là, entre autres, son ami Villemanzy, — l'habile ordonnateur de l'armée du Rhin, — qui venait de renouveler à l'armée d'Italie les prodiges d'habileté et d'activité qui lui avaient permis d'assurer l'existence des troupes de Custine et de Beaubarnais dans le Palatinat. Ce fut lui qui le conduisit chez le général en chef. Larrey remarqua l'étiquette minutieuse qui régnait autour de Bonaparte, — si différente de la facilité et de l'aisance presque familière avec laquelle il avait été accueilli à Toulon. — Les salons, une grande tente dressée dans les jardins étaient remplis d'importants personnages, généraux, administrateurs, grands entrepreneurs, nobles et savants italiens, qui avaient sollicité la faveur d'une audience et qui attendaient leur tour. Des aides de camp les introduisaient successivement auprès du maître de l'Italie, avec le même cérémonial que s'il se fût agi d'une tête couronnée.

Bonaparte accueillit Larrey avec faveur. Il le félicita des nombreux services qu'il avait déjà rendus, et l'entretint de ses ambulances, le questionnant sur leur organisation et leur fonctionnement. Ce qui l'intéressait surtout, c'était leur mobilité manœuvrière et leur accession sur le champ de bataille. Malgré l'armistice, il l'invita à les établir dans les différents corps d'armée, et lui prescrivit d'accompagner l'ordonnateur Villemanzy dans son inspection des hôpitaux des villes occupées par les troupes françaises et de procéder, au cours de cette inspection, à l'examen des jeunes médecins militaires.

Il le chargea, en outre, de prendre toutes les mesures nécessaires au bien des blessés et des malades.

Après avoir réglé avec lui ces détails de service, il l'entretint de sa campagne du Rhin et l'interrogea sur les généraux qui avaient commandé l'armée du Palatinat et surtout sur Desaix, dont il le savait l'ami. Larrey lui fit de ce général un éloge passionné. Il lui vanta ses talents militaires, son intelligence, son courage, sa décision, sa façon de mener les soldats, et lui cita ses traits d'héroïsme; il le lui dépeignit à Bienwald, la tête trouée par une balle, les joues sillonnées de deux filets de sang, sourd aux instances des chirurgiens qui voulaient l'emmener hors du champ de bataille et continuant à charger à la tête de ses bataillons ivres de rage et de fureur. Profondément intéressé et attentif, Bonaparte n'interrompit que pour poser quelques questions brèves et précises sur le caractère et les idées de Desaix. Il termina l'entretien en lui disant qu'il serait heureux de voir le général de l'armée du Rhin avant qu'il ait quitté l'Italie.

Ces paroles, probablement prononcées avec intention, frappèrent Larrey. Le soir même, il écrivait à Desaix, lui rendait compte de sa conversation avec le général en chef et lui mentionnait le désir qu'avait exprimé celui-ci de recevoir sa visite.

Bonaparte n'était pas, à cette époque de sa vie, le maître dur et impérieux qu'il devint plus tard; sa bonne grâce, marquée d'une rare simplicité, sa jeunesse que faisait resplendir le prestige de ses merveilleuses victoires, sa physionomie aux traits fins et mobiles, à la bouche finement accusée, et au regard fixe et profond, — tour à tour sévère ou bienveillante, — mais rayonnante du feu de son génie, l'expression d'autorité dont était empreinte toute sa personne et qui s'imposait irrésistiblement, exerçaient sur tous ceux qui l'approchaient un extraordinaire ascendant. A cette influence, les jeunes généraux de l'armée d'Italie, les vieux soldats de la Révolution, les capitaines et les diplomates étrangers en relation avec lui et jusqu'aux agents du Directoire, envoyés comme Clarke à son quartier général, pour le surveiller,

n'avaient pu se soustraire, et, pour beaucoup d'entre eux, elle se transforma en dévouement passionné. Ce fut le cas de Lannes, de Junot, de Berthier, de Duroc et de tant d'autres. Ce fut aussi celui de Larrey. Dès cette entrevue, il fut conquis, et de cette époque date l'invincible dévouement, cimenté par la campagne d'Égypte, qui l'attacha à Bonaparte, que rien ne put jamais altérer, — pas même les injustices qu'il subit parfois, — et qui survécut avec une inébranlable fidélité aux désastres, à la chute et à la mort du grand capitaine.

Larrey et Villemanzy prirent immédiatement leurs dispositions pour l'organisation des ambulances.

Depuis longtemps, le programme en était dressé, mais il fallait préparer, réunir les voitures et les autres équipages. Ils résolurent de mettre à profit le temps que devait demander ce travail de préparation pour faire la tournée d'inspection prescrite par le général en chef.

II

Les voyageurs se mirent en route le 6 prairial an V (25 mai 1797). Ils visitèrent tous les points de l'Italie occupés par l'armée victorieuse, retrouvant à chaque pas le souvenir vivant des grands événements militaires dont ces lieux venaient d'être le théâtre.

Un de leurs premiers soins fut de réorganiser les hôpitaux militaires. Les plus grands abus régnaient alors dans ces établissements. Leur installation avait donné lieu à ces actes criants de désordre, de gaspillage et de fraude qui furent la plaie du Directoire et qui n'épargnèrent pas les armées. Au lieu de placer les blessés et les malades dans les locaux les mieux situés, dans les maisons religieuses, les couvents si nombreux en Italie, certains agents administratifs n'avaient pas craint de recevoir de l'argent des moines et des chapitres pour leur éviter les embarras et les

charges de l'occupation, et avaient désigné, à la place des monastères où rien ne manquait, des maisons particulières, des hôtels d'émigrés dévastés ou abandonnés, où tout faisait défaut, où nos soldats étaient entassés les uns sur les autres, dans des conditions d'insalubrité et d'encombrement redoutables. Les blessés et les malades couchaient sur la paille ou sur d'infects matelas. Les vivres étaient de mauvaise qualité et insuffisants, et on n'avait aucun médicament. Les commissaires de guerre, dont quelques-uns seulement furent honnêtes, prêtaient la main à ces malversations et faisaient argent de tout. L'un vendit une caisse de quinquina, que le roi d'Espagne avait envoyée à l'armée; un second, les matelas des hôpitaux; un autre, cinquante mille mètres de toile fine que la ville de Crémone avait fournis pour nos malades [1]. Aussi de scandaleuses fortunes s'étaient faites parmi les commissaires aux vivres et les employés des hôpitaux [2].

Villemanzy et Larrey avaient la mission de réprimer sévèrement ces abus. Ils n'y faillirent pas. Leur premier soin fut de déplacer les locaux et d'installer nos soldats dans les monastères les plus salubres et les mieux situés. Ils réquisitionnèrent les lits, les couvertures, le linge nécessaires, et améliorèrent l'alimentation. Les fonctionnaires coupables de vols et de concussions furent frappés, et l'ordre et la discipline rétablis [3].

[1] Bonaparte réclamait au Directoire la destitution de tous ces commissaires. « Vous avez sans doute calculé, écrivait-il, que vos administrateurs voleraient, mais qu'ils feraient leur service... Ils volent d'une manière si ridicule et si impudente, que si j'avais un mois de temps, il n'en est pas un qui ne pût être fusillé. Je ne cesse d'en faire arrêter et traduire au conseil de guerre, mais on achète les juges; c'est ici une foire, tout se vend. »

[2] *Corresp. privée.* Lettre de Larrey à Mme Larrey, Milan, le 28 thermidor an V.

[3] « Avant mon arrivée le mot humanité était proscrit. Les blessés et les malades étaient relégués dans des coins affreux, privés de toute espèce de secours. Dispense-moi de te tracer le tableau de leur affreuse misère, tu en serais révoltée et tes larmes couleraient. Villemanzy seul, qui les a visités avec moi, pourrait te dire comment étaient traités nos malheureux soldats, si vaillants et si dévoués à leur pays. Ces braves gens sont bien maintenant; l'ordre et la discipline sont rétablis; les fripons n'ont plus beau jeu depuis notre arrivée. Villemanzy les poursuit avec rigueur, et ses yeux d'argus les décèlent partout où ils se trouvent. » (*Corresp. privée.* Lettre à Mme Larrey, 28 thermidor an V.)

Ils inspectèrent ainsi les hôpitaux de Lodi, de Crémone, de Mantoue, de Padoue et de Venise. Cette ville était en ce moment occupée par une division française commandée par Baraguay-d'Hilliers. Larrey vit, conformément aux habitudes d'exaction du Directoire, les agents français mettre la main sur les trésors artistiques qui faisaient l'orgueil de la reine de l'Adriatique et s'emparer des admirables peintures des musées vénitiens. Il vit descendre du haut d'une des colonnes de la place Saint-Marc le fameux lion ailé de Venise qui devait orner ensuite l'esplanade des Invalides à Paris, et dépouiller le frontispice de la cathédrale du magnifique quadrige de Corinthe que jusqu'en 1815 les Français purent admirer sur l'arc de triomphe des Tuileries. Anciennement, ce monument était recouvert d'une épaisse couche d'or, que les juifs avaient grattée pour se l'approprier. Napoléon, avant d'élever l'attelage de bronze en face du palais, le fit restaurer et remettre dans son état primitif[1].

Larrey assista aussi à la réception que fit la ville de Venise à Mme Bonaparte. Le signataire des préliminaires de Léoben, qui négociait à ce moment même la cession des États vénitiens, évita diplomatiquement de paraître dans la ville des doges. Mais Joséphine, dont le caractère n'avait à cette époque rien d'officiel, vint la visiter. Elle fut l'objet d'une réception princière. De splendides fêtes sur le grand canal et au palais furent données en son honneur, et cette même population à l'esprit mouvant et passionné, qui assassinait les Français quelques mois auparavant et qui au fond les détestait profondément, n'eut pas assez d'enthousiasme pour la femme même de son vainqueur.

Je passe sur tous ces détails de l'occupation de Venise, qui se trouvent dans tous les mémoires du temps, et je reviens à la mission médicale de Larrey.

Après avoir constitué les hôpitaux militaires du corps d'armée, il eut à organiser avec Villemanzy le service de santé de l'expédition de Corfou. Bonaparte, devant les

[1] Larrey, *Journal*.

lenteurs calculées qu'apportait l'Autriche à la signature de la paix, avait, en effet, conçu le dessein d'occuper les îles Ioniennes pour le compte de Venise, et fait venir de Toulon l'escadre de l'amiral Brueys dans l'Adriatique. Il joignit à cette escadre les bâtiments de guerre de la république vénitienne, dont il s'était emparé, et désigna Corfou pour le siège principal de l'établissement et des opérations de la flotte. Larrey fut chargé d'inspecter ces bâtiments, de rechercher les causes d'une épidémie qui s'était déclarée parmi leurs équipages et de prendre des mesures pour la faire cesser. Il reconnut vite que l'affection incriminée n'était autre que le typhus déterminé par l'insalubrité des locaux. J'ai signalé, dans un autre travail, la profonde incurie qui régnait à bord des bâtiments de la République française, et qui avait succédé à l'admirable entretien dont avait été l'objet l'ancienne flotte de la monarchie. L'absence de propreté, le manque d'aération, la négligence des équipages, l'insouciance de leurs officiers, avaient fait de chacun d'entre eux des foyers pestilentiels, d'où se propageaient à chaque instant de redoutables épidémies.

Larrey, qui avait, nous l'avons vu, navigué sur l'escadre royale et qui avait été témoin de la belle discipline de ses équipages et de la magnifique tenue de ses bâtiments, fut douloureusement frappé du tableau que lui offrirent les navires de l'amiral Brueys. Il a décrit ce spectacle dans son rapport au Conseil de santé. Les vaisseaux de ligne *la Victoire*, *la Gloire* et *l'Éole* étaient dans un état de malpropreté indicible; une odeur fétide et nauséabonde se dégageait des batteries de l'entrepont et des gaillards d'avant et d'arrière; les vêtements et le linge souillés des matelots, les débris goudronnés des cordages et des voiles traînaient épars sur le pont. Des immondices étaient entassées dans tous les coins. Pour comble d'incurie, les sabords étaient hermétiquement fermés et l'air absolument irrespirable. Pas de local spécial, pas d'infirmerie pour les malades. Larrey les trouva dans l'entrepont, agonisant sur de mauvais grabats et dans le plus misérable état d'abandon. Le régime de l'équi-

page était déplorable; il se composait de biscuits, de quelques farineux avariés et de mauvaise eau-de-vie.

Dans ces conditions, on comprend que la mortalité devait être considérable : depuis trois mois, la *Gloire* et l'*Éole* avaient perdu plus de deux cent cinquante hommes. Tel était l'état de l'escadre de Brueys, et voilà ce qu'était devenue, en quelques années, une des plus belles flottes du monde. Les autres divisions navales ne se trouvaient pas, en effet, dans de meilleures conditions d'entretien, et Récamier, embarqué sur la flotte de l'amiral Martin, destinée à la campagne de Corse, nous a laissé un tableau non moins navrant du désordre et de l'insalubrité qui régnaient à bord de ces navires.

L'assainissement immédiat s'imposait. Larrey prescrivit de transporter les malades dans les hôpitaux de Venise et de débarquer les troupes, qui furent campées sous des tentes. Ces ordres furent exécutés dans les vingt-quatre heures. Il fit ensuite procéder, sous ses yeux mêmes, à la désinfection des bâtiments. Ceux-ci durent être raclés, goudronnés, repeints, fumigés au soufre et au salpêtre; la literie et les vêtements des hommes furent remplacés et la nourriture améliorée. Il donna aux chirurgiens des instructions précises sur l'hygiène et la conduite à adopter en cas d'épidémie. Bientôt l'escadre purifiée, débarrassée du typhus, put mettre à la voile et se diriger sur Corfou[1].

De Venise, Larrey se transporta à Trévise, au port de Noue, à Valvazzone, établissant sur sa route des dépôts d'ambulance pour les évacuations; il traversa à gué le fameux torrent du Tagliamento, qui donna son nom à la bataille que Bonaparte livra à l'archiduc Charles le 26 ventôse (16 mars 1797), et se rendit à Udine. Une épidémie de typhus avait éclaté parmi les troupes cantonnées dans le Frioul; il prit des mesures pour la faire cesser : curage des ruisseaux et des canaux des villes, évacuation et désinfection des hôpitaux, assainissement des casernes, etc. Sa mission étant ainsi remplie, il rentra à

[1] *Correspondance générale de Larrey*. Rapport aux inspecteurs généraux du service de santé, messidor an V (juin 1797). Ms. 5876. B. N. F. F. N. Acq.

Milan avec Villemanzy. L'ordonnateur en chef, qui venait dans ce voyage d'inspection d'apprécier la haute intelligence et le talent administratif de Larrey, le chargea de préparer un projet d'organisation du service de santé. Ce projet fut soumis à un conseil formé de tous les médecins et chirurgiens en chef de l'armée, présidé par Villemanzy. Dans cette réunion, furent discutées et adoptées la plupart des mesures préconisées par Larrey : sa création des ambulances volantes, la confection des contrôles des médecins de l'armée et les dispositions qu'il avait arrêtées au sujet de l'organisation des hôpitaux militaires. Il soumit en outre au conseil, qui l'adopta, un projet de création d'écoles d'anatomie et de chirurgie militaire dans chaque ville importante d'Italie occupée par les troupes françaises, et il reçut la mission de procéder lui-même à leur établissement[1].

Nous savons que son programme d'organisation des ambulances volantes était prêt depuis longtemps. Pendant le voyage d'inspection qu'il venait de faire, on avait confectionné les voitures et réuni les équipages. Il ne restait qu'à dresser l'état du personnel. Larrey prépara ce travail et le fit approuver par Villemanzy et par le général Bonaparte. Tout le personnel de chaque ambulance constituait une légion de trois cent quarante personnes, tant officiers que sous-officiers et soldats, et chaque légion était partagée elle-même en trois divisions. Larrey organisa trois de ces ambulances. La première, dont il prit le commandement, fut cantonnée à Udine. La seconde, confiée à un chirurgien de grande valeur, Roussel, qui devait malheureusement mourir en Égypte, fut installée à Padoue; et la troisième, sous la direction de Renoult, resta à Milan.

Cette organisation complétée, Larrey procède à l'établissement de l'École de chirurgie de Milan. Non seulement il la fonde, mais il prêche d'exemple et y donne lui-même des leçons, très suivies, d'anatomie et de clinique chirurgicale,

[1] *Corresp. de Larrey.* Rapport à Villemanzy, 3 prairial an V (22 mai 1797). Ms. 5876. B. N. F. F. N. Acq.

comme il l'a déjà fait à Toulon et à Nice. C'est un des côtés intéressants de ce merveilleux tempérament que l'extraordinaire activité avec laquelle il se dépense, en toute occasion, pour le bien de l'État et du service, l'intérêt de l'humanité et celui de la science; et nous le verrons, pendant toute sa carrière, organiser ainsi des centres d'instruction dans les différentes capitales où l'entraîne le génie conquérant de son maître. Mais un ordre du général en chef l'appelle au quartier général de l'avant-garde, commandée par Bernadotte. Le typhus décime de nouveau les troupes cantonnées dans le Frioul vénitien. Une épizootie désole les campagnes et fait les plus grands ravages dans la cavalerie de l'armée.

Larrey repart; sur sa route il inspecte de nouveau les hôpitaux, et crée des écoles à Crémone, à Padoue, à Udine. Cette ville devient son quartier général. C'est de là qu'il rayonne dans tout le Frioul, dictant les mesures qui doivent enrayer l'épidémie de typhus, prescrivant dans toute la contrée les ordres nécessaires pour combattre l'épizootie. Celle-ci était de la dernière gravité : toutes les bêtes à cornes succombaient, privant les cultivateurs de leur principale richesse et l'armée, par suite, des moyens de transport de ses convois. Au milieu de cette population désolée par l'invasion et le double fléau qui la frappe, Larrey apparaît comme une sorte de génie bienfaisant, chargé de réparer les douloureux maux de la guerre. Ce grand chirurgien se transforme en vétérinaire, comme l'avait déjà fait Vicq-d'Azyr pendant l'épidémie d'épizootie qui désola le midi de la France en 1773. Il se multiplie à Udine, à Crémone, à Monte-Falcone, sur tout le littoral de l'Adriatique, visitant les villages contaminés, faisant assainir les étables, abattre les animaux trop malades pour être conservés et soigner les autres dans des infirmeries établies par ses propres deniers; pratiquant des autopsies et prescrivant partout les mesures les plus rigoureuses. Il fait, à la demande du général Bonaparte que préoccupe gravement cette situation, imprimer une brochure renfermant des préceptes d'hygiène et de thérapeutique qui, par les soins des maires, est répandue dans toute

la contrée (16 fructidor an V). Enfin ses labeurs et son dévouement sont récompensés, et il a la satisfaction de voir cesser ce redoutable fléau. La population bénit son nom et lui envoie une députation pour lui exprimer sa reconnaissance. Le président du gouvernement local de Frioul, Bartholdi, se fait l'interprète de sa reconnaissance dans un hommage public[1].

III

Après avoir rendu compte de ces faits au Conseil de santé de l'armée qui siégeait à Padoue[2], Larrey était retourné à Udine, où il s'occupait à la fois de son école de chirurgie et de son ambulance volante, quand il reçut une visite qui lui rappelait ses glorieux et chers souvenirs de la campagne du Rhin et lui causa un extrême plaisir; c'était celle de Desaix, qui était venu voir Bonaparte.

On a vu, plus haut, comment ce général, après avoir franchi le Rhin et battu les Autrichiens, s'était vu arrêté par la convention de Léoben. Il avait voulu profiter de l'armistice pour visiter le vainqueur de l'Italie, dont les glorieuses campagnes éveillaient son ardente admiration, et parcourir les champs de bataille où il s'était illustré. Il savait, du reste, par une lettre de Larrey, que sa visite était désirée. Il arriva, à la fin de juillet 1797, à Passeriano, belle résidence située près d'Udine et appartenant au doge Manin, dans laquelle Bonaparte avait installé son quartier général; c'est là que celui-ci négociait laborieusement avec le diplomate autrichien Cohentzl, — assisté de Gallo et de Meerfeld, — le traité de Campo-Formio.

Le général en chef combla d'égards l'illustre défenseur de Kehl. Il inscrivit son arrivée à l'ordre du jour de l'armée en

[1] *Mémoires et campagnes.* Lettre de Bartholdi à Larrey, t. I, p. 172.
[2] *Correspondance générale de Larrey.* Lettre au Conseil de santé de Padoue, an V. Ms. 5876. B. N. F. F. N. Acq.

cette phrase laconique et saisissante dans sa simplicité : « Le brave général Desaix est venu voir l'armée d'Italie. » Il eut avec lui de longs entretiens, au cours desquels il s'appliqua à conquérir cette âme enthousiaste et qui rêvait aussi de grandes choses, lui racontant le passé, lui exposant ses projets et ses vues d'avenir, le mettant au courant des négociations du traité de Campo-Formio. — On dit que déjà, à cette époque, il tournait ses regards vers l'Orient et que son ardente imagination couvait le projet de l'expédition d'Égypte. Ce qui est certain, c'est que les souvenirs classiques de cette terre légendaire hantaient son esprit et qu'il se plaisait à les évoquer[1]. Il est probable qu'il s'en ouvrit à Desaix; en tout cas, il lui promit un commandement sous ses ordres dans sa première campagne. Comme d'autres, Desaix fut conquis, et le séjour qu'il fit auprès de lui eut pour résultat d'accroître encore l'admiration que lui avait inspirée sa campagne d'Italie.

Desaix, après ses entrevues avec Bonaparte, se rendit, comme nous l'avons vu, auprès de Larrey. Ils ne s'étaient revus ni l'un ni l'autre depuis la campagne du Rhin, où ils s'étaient étroitement liés. Larrey l'avait soigné de sa blessure de Bienwald, et, comme chirurgien de l'avant-garde, avait été sous ses ordres pendant la dernière partie de la

[1] *Mémoires de Marmont*, t. I, p. 295. (Voir aussi Bourrienne, Thibeaudeau et la plupart des mémoires du temps.)

Dans un livre récent, le capitaine de la Jonquière s'efforce de démontrer que l'idée de l'expédition n'appartient pas à Bonaparte, mais à Talleyrand. Ce qu'il y a de sûr, c'est que Bonaparte y pensait déjà pendant la campagne d'Italie. Outre les affirmations de ses compagnons d'armes, nous avons la sienne propre, implicitement contenue dans la proclamation datée d'Udine qu'il adressa après Fructidor aux marins de l'escadre de Brueys et qui se termine ainsi : « Sans vous, nous ne pouvons porter la gloire du nom français que dans un petit coin de l'Europe. Avec vous, nous traverserons les mers et porterons l'étendard de la République dans les contrées les plus éloignées. »

Évidemment, il s'agissait là d'une allusion à une expédition lointaine, telle que l'Égypte. Bonaparte n'aurait pas appliqué au projet d'une descente en Angleterre l'expression des « contrées les plus éloignées ».

D'autres documents démontrent que déjà en Italie il ne se bornait pas à y penser, mais qu'il étudiait déjà la question.

Les Archives de la guerre renferment, en effet, un recueil de documents et mémoires sur l'Égypte adressé, à la date de vendémiaire an V, par le vice-amiral Rosily *au citoyen Monge, commissaire des sciences et arts*, en Italie. Ce recueil, ainsi qu'un second antérieur à la Révolution, était destiné à Bonaparte.

campagne. Desaix estimait profondément le jeune chirurgien, dont l'extraordinaire initiative, le savoir consommé et la merveilleuse activité suppléaient en campagne à l'absence d'organisation et à la pénurie des ressources, et qui, à lui seul, valait toute une ambulance. Le chirurgien, de son côté, témoin journalier du courage résolu et élevé du général, de son habileté à conduire ses troupes, de l'humanité avec laquelle il les ménageait, avait conçu pour lui une admiration passionnée, dont son journal, toutes les fois que son nom arrive sous sa plume, nous retrace les échos. Après avoir séjourné quelques jours auprès de Larrey, Desaix lui proposa de l'accompagner jusqu'à Trieste. Heureux de passer un peu plus de temps dans son intimité, Larrey accepta avec plaisir; et Desaix, qui était la modestie même, désirant voyager incognito, les deux officiers revêtirent des habits de simples particuliers et partirent d'Udine en poste, accompagnés d'un simple domestique. Ils s'arrêtèrent à la petite ville de Monte-Falcone, où Larrey fit visiter à Desaix les ruines romaines et une source d'eau minérale sulfureuse, dont l'exploitation remonte au siècle d'Auguste. Il leur arriva, à la poste de cette ville, une petite aventure qui mit bien en évidence le caractère doux et modéré de Desaix.

Le Frioul vénitien, étant occupé par de nombreuses troupes françaises, se trouvait un lieu de relai très fréquenté, et souvent les chevaux étaient insuffisants pour le nombre des réquisitions. Au moment où Desaix et Larrey réclamaient leurs montures, d'autres officiers français survinrent, et, ne les reconnaissant pas sous leurs vêtements civils, ils émirent, le verbe haut et le geste menaçant, la prétention de se faire pourvoir avant eux. Desaix n'avait qu'à se nommer pour faire cesser cette scène. Il n'en fit rien, maintint son droit avec une fermeté et une modération parfaite, invita le maître de poste à faire son devoir, et, n'opposant aux violentes provocations dont il était l'objet qu'un calme dédain, se mit en selle avec Larrey et s'éloigna. A peine étaient-ils partis que le maître de poste apprenait aux officiers la qualité de ceux qu'ils venaient d'outrager.

On juge de leur consternation et de leurs regrets. La discipline n'était cependant pas à cette époque, — et elle ne fut jamais dans les armées de la Révolution et de l'Empire, — ce qu'elle est devenue aujourd'hui, muette et d'une obéissance aveugle devant le grade, même médiocrement porté. Pour les armées de ce temps, le grade ne valait souvent que ce que valait l'homme lui-même.

Nous avons vu qu'à Wissembourg Larrey avait été tirer de son lit le général en chef Carlenc et l'avait amené au feu. A Marengo, le général Chamberlac, qui avait fait mauvaise contenance au premier engagement, fut accueilli par une salve de coups de fusil quand il reparut le lendemain sur le front de sa division; et c'est un simple lieutenant de la garde, Coignet, qui bousculait un colonel de l'état-major impérial sur le pont de Leipsig et le menaçait de lui fendre la tête s'il ne lui livrait passage. Avoir légèrement maltraité un général et un médecin quelconque n'eût certainement pas plongé dans le désespoir des officiers de l'armée républicaine; mais il se trouvait que ce général était Desaix, un des héros les plus purs et les plus glorieux de l'armée du Rhin, dont le nom était dans toutes les bouches, et que ce médecin était Larrey, dont les services étaient déjà populaires à l'armée d'Italie. Pour des hommes de cette trempe, un général comme Desaix n'inspirait pas seulement du respect et de l'obéissance, mais aussi du dévouement et de l'admiration.

Leurs chevaux de poste leur servirent à courir après les voyageurs pour leur faire des excuses. N'osant pas aborder Desaix, ils chargèrent Larrey de lui présenter tous les regrets dont les pénétrait leur conduite inconsidérée. « Eh quoi, mon cher Larrey, dit le général, vous pensez encore à cette affaire? je l'avais pour ma part oubliée en sortant du bureau de poste. »

Arrivés à Trieste, ils visitèrent le port, les navires, les arsenaux et les magasins. Larrey nous raconte que Desaix inspectait les bâtiments de guerre avec une extraordinaire minutie, se faisant rendre compte de tout dans les plus

grands détails, voulant connaître l'usage et la répartition des locaux, se faisant renseigner sur les manœuvres, passant en revue l'armement, comme s'il eût deviné que bientôt il serait appelé à mettre à profit les connaissances nouvelles qu'il acquérait. Son attention et son esprit d'observation se manifestaient sur tous les points. Dans les arsenaux et les magasins, il comptait les munitions, ou passait en revue les approvisionnements. Dans la rue, il arrêtait les passants qui lui paraissaient être des étrangers, très nombreux dans ce port, et les interrogeait sur leur patrie, leur profession, les mœurs et les habitudes de leur nationalité. Son esprit était toujours en éveil, et tout ce qu'il voyait, tout ce qui était nouveau pour lui, devenait un sujet d'étude et d'enseignement immédiat, qui était aussitôt classé dans sa mémoire.

Le soir, Desaix donna une nouvelle preuve de la réserve et de l'extrême modestie de son caractère. Il dînait avec Larrey à la table d'hôte de l'hôtel dans lequel ils étaient descendus. Les circonstances faisaient de cette auberge, — la meilleure de la ville, — le rendez-vous des généraux et des officiers de l'état-major du corps d'armée autrichien cantonné dans la région. Pendant le repas, ces officiers lièrent conversation avec les voyageurs qu'ils prenaient pour de modestes employés de l'administration; ils les entretinrent avec admiration de l'armée d'Italie et des brillants faits d'armes de Bonaparte et de ses généraux. Passant ensuite à l'armée du Rhin, ils vantèrent la fameuse retraite de Desaix en Allemagne, à l'aile gauche de l'armée de Moreau, et surtout son immortelle défense de Kehl. A cet éloge, Desaix ne répondit que par le plus profond silence. Impatientés de cette attitude qu'ils considéraient comme une marque de désapprobation, ils le prirent de haut et lui en demandèrent raison. Peu s'en fallut qu'il ne fût obligé de tirer l'épée pour n'avoir pas voulu s'associer aux éloges qu'on faisait devant lui de son caractère et de ses talents militaires. Heureusement Larrey, voyant le tour que prenait la discussion, se leva de table et l'entraîna au dehors.

Après avoir visité le Frioul, exploré les ruines d'Aquilée,

les voyageurs rentrèrent à Udine. Peu de jours après, le traité de Campo-Formio mettait fin à l'armistice. Desaix assista aux dernières négociations qui furent des plus laborieuses, entravées à la fois par les exigences de Bonaparte, la diplomatie louche de Cobentzl, et la politique oscillante du Directoire. A chaque instant, la paix était remise en question. Rien ne peut donner une idée de ce que fut à ce moment le travail acharné de Bonaparte, ayant à la fois à disposer son armée dans l'éventualité d'une rupture, à gouverner les pays conquis, à tranquilliser les Vénitiens et à les entretenir dans les illusions qu'ils se faisaient sur leur sort, tenant avec les diplomates autrichiens des conférences interminables dans lesquelles les pourparlers rompus la veille étaient repris le lendemain, négociant avec le Directoire pour discuter ses prétentions et l'amener à ses vues, entretenant une correspondance immense avec des agents de tout ordre, ne perdant jamais de vue, avec les intérêts du pays, le souci de sa propre gloire, et dépensant une prodigieuse activité dans une tâche multiple qui comble d'étonnement, quand on se rend compte des nombreux et divers sujets qu'elle comportait.

Enfin, le 13 octobre, la neige couvrait les montagnes; il apprenait, en même temps, la ridicule nomination d'Augereau au commandement de l'armée du Rhin. Cette nouvelle, les difficultés d'une campagne d'hiver en Allemagne, levèrent ses dernières hésitations, et il se décida pour la paix[1].

Le traité fut signé le 17 octobre 1797, à minuit. Le village de Campo-Formio, qui devint célèbre du jour au lendemain, se trouve à égale distance d'Udine et de Passeriano; mais Bonaparte amena les négociateurs chez lui, et le protocole, rédigé à Campo-Formio, fut réellement signé à Passeriano. La même nuit, à deux heures du matin, Monge, qui avait toute la confiance du général en chef, partait accompagné de Berthier, et emportait à Paris l'instrument diplomatique.

[1] Bourrienne, *Mémoires*, t. I, p. 309.

Desaix quitta à son tour l'Italie quelques jours après et rentra en France. Bonaparte, infatigable, employa ses nouveaux loisirs à visiter les frontières et à passer en revue son armée. Il commença par l'avant-garde, commandée par Bernadotte, dont le quartier général était à Udine. A ce corps d'armée était attachée la première division de l'ambulance volante, placée précisément sous les ordres directs de Larrey. Elle suivit les opérations des troupes et manœuvra devant le général en chef comme sur un champ de bataille. Bonaparte, qui voyait pour la première fois une de ces ambulances sur le terrain, fut vivement frappé de la précision méthodique avec laquelle elle exécutait ses mouvements et de l'entente supérieure avec laquelle elle avait été organisée. Son esprit, si éminemment propre à embrasser d'un coup d'œil la portée des choses, et que nul n'a surpassé dans l'art de prévoir, calcula tout de suite les services que rendrait à ses armées la création de Larrey; il mesura infailliblement l'avenir qui lui était réservé, et porta sur elle un jugement que l'histoire a confirmé. « Votre œuvre, lui dit-il, est une des plus hautes conceptions de notre siècle, et suffira seule à votre réputation[1]. » Il poursuivit sa route et retrouva à l'armée de Masséna, à Padoue, la deuxième division d'ambulance; il se complut de nouveau à la voir manœuvrer, et, en témoignage de sa satisfaction, ordonna qu'une récompense de cent livres serait délivrée à Larrey avec une lettre d'éloges, et que la première division, celle que dirigeait le jeune chirurgien en chef, serait attachée à l'armée d'Angleterre.

Larrey acheva ensuite l'inspection des hôpitaux de l'armée et visita rapidement Porto-Legnago, Peschiera, Bergame et Brescia; il séjourna plus longtemps à Pavie. Il fut retenu dans cette ville par son attrait des choses scientifiques, qui n'altérait en rien, on le sait, ses goûts militaires et ses instincts aventureux.

Il rentra à Milan à la fin de brumaire an VI (novembre 1797). Avec la paix, du reste, sa mission en Italie était

[1] Journal de Larrey.

terminée, et un ordre du Directoire le rappelait à Paris, à l'hôpital d'instruction du Val-de-Grâce.

Avant son départ, il fut reçu par Bonaparte, qui lui exprima la satisfaction que lui causaient l'intelligence et le dévouement avec lesquels il avait rempli ses fonctions. Il était alors d'usage, dans les armées de la République, de récompenser souvent par une somme d'argent les plus brillants services.

Bonaparte développa, on le sait, cette coutume, qu'il devait plus tard porter très loin sous forme de riches dotations à ses généraux et aux hommes d'État de son entourage. Il fit allouer à Larrey une nouvelle somme de deux mille quatre cents livres, lui promit de l'employer dans sa prochaine campagne, et lui donna un nouveau témoignage de confiance en le chargeant d'offrir au Directoire son portrait peint par Appiani[1].

Sur sa route, Larrey devait inspecter les hôpitaux d'évacuation des villes de Turin, Lyon, Bourg, Mâcon, etc.

Il arriva à Paris le 28 frimaire (18 décembre), et reprit, dès le lendemain, son service au Val-de-Grâce.

[1] Ce portrait fut copié par Mme Larrey et a fait partie de la collection d'objets d'art du baron Larrey.

CHAPITRE VI

I. Expédition d'Égypte. — Visées secrètes et contraires de Bonaparte et du Directoire. — Organisation de l'expédition. — Habileté et activité de Bonaparte. — Commission des arts et des sciences. — Berthollet et Monge. — Larrey et Des Genettes nommés à la tête du service de santé de l'armée d'Orient. — Portraits comparatifs de Larrey et de Des Genettes. — II. Départ de Larrey et de Des Genettes pour Toulon. — Organisation de toutes pièces du service de santé de l'armée d'Orient. — Activité et habileté administrative de Larrey. — Bonaparte à Toulon. — Anecdote : prédiction de Dupetit-Thouars sur le sort de l'escadre. — III. Départ de l'armée d'Orient. — Projet de Bonaparte sur Malte. — Déchéance de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. — Mauvais état de la place. — Fausse alarme. — Anecdote : les dix-huit dans une bouteille. — Prise de Malte. — Organisation révolutionnaire de l'île. — Aventure romanesque arrivée à Larrey. — Départ de Malte. — L'escadre anglaise de Nelson et l'expédition française.

I

Pendant que Larrey se livrait à son enseignement du Val-de-Grâce, une autre campagne se préparait, — la plus incertaine et la plus hasardeuse de cette époque cependant si fertile en événements militaires, — qui allait de nouveau l'arracher à ses paisibles occupations pour le jeter au milieu des péripéties de la guerre. Ce fut l'expédition d'Égypte, que Bonaparte avait fait substituer au projet prématuré et insuffisamment étudié de descente en Angleterre, et dont le Directoire lui avait confié la préparation et le commandement.

Plus intéressante que la campagne du Rhin, rendue plus actuelle aussi par les événements contemporains, éclairée en certains points par des documents nouveaux, cette expé-

dition, qui prit quatre années de la vie de Larrey, doit nous arrêter plus longuement. Rappelons d'abord les habiles mesures qu'adopta, pour la préparer, le général Bonaparte.

La conquête de l'Égypte et, préliminairement, de l'île de Malte, dont la reddition, préparée par Poussielgue[1], s'imposait, était certainement un moyen d'atteindre l'Angleterre, directement dans la Méditerranée en faisant échec à son commerce, plus indirectement en menaçant la Turquie, son alliée, et ses riches possessions de l'Inde. Les événements contemporains ont montré combien était juste et empreinte d'une géniale prévision de l'avenir l'entreprise de Bonaparte, longtemps considérée comme une inutile et glorieuse aventure de guerre[2]. La monarchie y avait du reste songé. Leibnitz l'avait proposée à Louis XIV, et Choiseul en avait repris l'idée, au moment où nos colonies d'Amérique furent mises en péril. Sous la Révolution même, notre consul du Caire, Magallon, avait adressé des mémoires au gouvernement pour lui montrer les avantages qu'il y aurait, — sous prétexte de châtier les mameluks, — à s'implanter sur les bords du Nil.

Mais, en dehors de ces mobiles qui prenaient leur source dans l'intérêt du pays, il y en avait d'autres, — inspirés par le féroce égoïsme des partis et les calculs de l'ambition, — qui, quoique habilement dissimulés, se trouvaient plus vrais.

[1] Une mission avait été confiée à Poussielgue quelques semaines après la signature du traité de Campo-Formio. Cet agent s'en acquitta avec une extrême intelligence et adressa à son retour, le 20 pluviôse an VII, — 8 février 1798, — un rapport à Bonaparte. Dans ce document qui parvint au général en chef de l'armée d'Angleterre, quelques jours après son retour de son excursion sur les côtes, Poussielgue donne des renseignements très précis et très détaillés sur la situation politique à Malte en 1797, sur les relations diplomatiques de l'ordre avec les grandes puissances, sur l'état d'esprit des chevaliers de langue française, sur les dispositions des habitants et spécialement des patriotes de l'île. Il énumère les différents moyens qui peuvent être employés pour s'en emparer. Ce travail dut être très utile à Bonaparte. Il emmena, du reste, Poussielgue avec lui à Malte et en Égypte.

[2] Sa haine contre l'Angleterre ne fut jamais mieux inspirée et plus justement servie que dans cette circonstance. Qui peut lire en effet aujourd'hui, sans tristesse et sans admiration, ces prophétiques paroles adressées en 1797 à Talleyrand : *Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte?* (Lettre de Bonaparte à Talleyrand, 1797.)

Au fond, en effet, le Directoire et Bonaparte se trompaient mutuellement. Le premier, escomptant les dangers de la navigation et les éventualités d'une guerre éloignée et dangereuse, espérait bien être débarrassé d'un général jeune et ambitieux dont la gloire et la popularité mettaient en péril son existence, et il fallait que cette considération fût bien pressante pour le décider, — au moment où sa situation militaire devenait difficile et où une deuxième coalition se nouait contre la France, — à se priver de ses meilleurs généraux, de son armée la plus aguerrie, et à risquer, presque à coup sûr, la destruction de sa flotte. Quant au second, il ne doutait pas d'accroître encore sa célébrité dans une expédition retentissante et de trouver dans de nouvelles victoires l'autorité nécessaire pour se saisir du pouvoir.

A partir du moment où le Directoire a donné son consentement à la campagne d'Égypte, Bonaparte est exclusivement investi de sa direction, — lettre du 5 ventôse an VI (23 février 1798). — Il en prend la dictature, le mot n'est pas impropre, et le Directoire transforme en arrêtés toutes ses volontés, toutes les mesures qu'il propose. Cette dictature, il l'exerce avec une extraordinaire activité et une merveilleuse puissance d'organisation, avec une connaissance approfondie des hommes et une entente supérieure des conditions administratives. Seul, il conçoit, élabore, prépare et rassemble tous les éléments de la campagne. Il réorganise l'armée d'Angleterre devenue l'armée d'Orient, 23 germinal an VI (12 avril 1798). Il choisit avec soin et désigne lui-même les généraux, les ordonnateurs, les médecins en chef, les officiers de la flotte. Il réunit les fonds nécessaires, se fait allouer le trésor de Berne, fait argent de tout, prescrit de vendre un diamant de prix qu'il destinait à Gallo, un des plénipotentiaires du traité de Campo-Formio, et ne laisse pas une minute de repos à la chancellerie et à ses agents. Pour imprimer une activité plus grande aux préparatifs, il fait instituer à Toulon un comité d'exécution avec des pouvoirs très étendus, qui reçoit le nom de « Commission

d'armement des côtes de la Méditerranée ». Tous les fils viennent aboutir dans ses mains, et il correspond avec chacun des chefs de service, exerçant la plus extrême vigilance, non seulement sur l'ensemble des préparatifs, mais encore sur les plus minutieux détails; car toujours, dans toute opération, son esprit embrasse distinctement à la fois les fractions et la totalité de l'objet. Il organise le personnel auxiliaire et le matériel avec la même sollicitude que le personnel combattant. Il fixe le nombre des médecins, des chirurgiens, des directeurs d'hôpitaux, des infirmiers, des armuriers, des selliers, des serruriers et des ouvriers de tous rangs; il détermine, à une unité près, la quantité de pièces d'artillerie, de munitions, le chiffre des chevaux, des équipages, des canons, des instruments de physique et de mathématiques; il prescrit enfin d'emporter des caractères d'imprimerie français, grecs et arabes, et de constituer une bibliothèque dont il a désigné lui-même les ouvrages historiques, scientifiques et littéraires.

Il a créé une seconde commission, celle-ci destinée à accompagner l'armée et qui sera composée de savants, d'artistes et de lettrés chargés d'étudier l'histoire, les mœurs, les usages, la climatologie, la géologie, la faune, la flore des pays qu'il va conquérir, et de publier les résultats de cette colossale enquête. Ce sera la seule partie de son œuvre, avec les grands souvenirs qu'elle a laissés, qui survivra à cette extraordinaire épopée.

Comme s'il en prévoyait la destinée, il en surveille l'organisation avec une sollicitude spéciale.

Il s'occupe lui-même directement du choix des membres de la commission, sollicite les savants les plus illustres, désigne les autres et n'en accepte aucun sans examen. Il a d'abord obtenu l'adhésion de Berthollet, qui est sous sa main à Paris et qu'il charge de recruter les jeunes hommes les plus distingués de l'Institut, du Muséum et de l'École polytechnique. Il lui faut aussi Monge comme autre tête de la mission; mais Monge est à Rome, dans ce comité du gouvernement où il l'a fait nommer; il est marié, a cinquante et

un ans et ne tient pas à courir les mers[1]. Toutefois, déjà à cette époque, on ne résiste pas à Bonaparte.

Celui-ci insiste sous cette forme affectueuse et aimable qu'il sait, quand il veut, mettre au service de ses projets : « Je compte sur vous, écrit-il, dussé-je remonter le Tibre avec l'escadre pour vous prendre[2]. » Le grand mathématicien, resté depuis la campagne d'Italie sous le charme fascinateur de son héros, et qui est, du reste, tout en ayant professé que la géométrie est le langage de la logique, un esprit aventureux dont la terre d'Orient, avec son fabuleux passé et ses grandioses monuments historiques, surexcite l'imagination, faiblit et finit par céder[3]. Entre temps, et habilement, Bonaparte le charge de lui procurer tout ce qui est nécessaire à l'expédition scientifique et qui peut se trouver plus facilement en Italie qu'en France. Le Vatican, en relation avec tout le monde chrétien, possède à la Propagande d'admirables presses en caractères latins, arabes, syriaques, et des cartes uniques au monde. Il les faut au commandant de l'armée d'Orient, et aussi des protes spéciaux, et des interprètes égyptiens et arabes. C'est Monge qui, après avoir recherché et réuni tout le matériel, se mettra en quête du personnel, l'engagera, le groupera et embarquera l'un et l'autre à Civita-Vecchia, d'où une fraction du corps expéditionnaire doit partir avec Desaix.

Tout a donc été prévu, ordonné et exécuté avec une ponctualité et une précision presque mathématiques, même, et surtout le mystère qui doit entourer le but de ces préparatifs. Le secret est en effet gardé à un tel point, que tout le monde en France et à l'étranger, — y compris les hommes politiques qui approchent le plus du gouvernement, y compris le ministre de la guerre Schérer et les généraux qui font partie de l'armée d'Orient, et aussi les gouvernements étrangers qui inondent la France de leurs espions, et qui ont un si grand intérêt à être renseignés, — ignore le but de l'expédition et

[1] Monge au général Bonaparte, lettre de Rome, 25 ventôse (15 mars).
[2] Le général Bonaparte à Monge, lettre de Paris, 13 germinal an VI (3 avril 1798).
[3] Monge à Bonaparte, Rome, 30 ventôse (20 mars).

que le cabinet anglais, malgré sa pénétration, croit toujours que les préparatifs de guerre du Directoire ont pour objet l'invasion du Royaume-Uni[1].

On avait vu avant, et on a revu depuis, en ce siècle, et, plus fréquemment que jamais depuis vingt ans, des opérations militaires analogues; mais on n'en a jamais vu une seule étudiée avec autant de soin, combinée avec autant de rapidité, de précision, de méthode, menée avec une entente aussi supérieure des conditions de la guerre, et, la suite le montrera, exécutée avec autant de bonheur.

Enfin tout est prêt, et Bonaparte va pouvoir se mettre à la tête de son armée. Mais survient alors l'affaire de Bernadotte à Vienne (13 avril 1798). Ce général brouillon, vaniteux et turbulent, affectant des allures de jacobin au milieu de la cour la plus orgueilleuse de l'Europe, n'est pas encore le diplomate trop avisé qui jouera son rôle dans le concert des souverains ligués contre sa patrie. Il a hissé le pavillon tricolore sur lequel est inscrite la fameuse et provocante devise : *Liberté, Égalité, Fraternité,* à la porte de l'ambassade, un jour de réjouissance populaire. Cette gasconnade eût pu lui coûter cher. Le drapeau fut insulté, déchiré et traîné dans la rue ; l'ambassadeur, en grande tenue, fut hué par la populace et assiégé dans son hôtel. Du coup, la guerre faillit se rallumer, et un instant on craignit une nouvelle conflagration générale et l'effondrement de l'expédition d'Égypte. Heureusement personne n'était encore préparé à reprendre la lutte, ni à Vienne, ni à Paris, ni à Pétershourg, et Bonaparte surtout avait intérêt à l'ajourner. Quelques satisfactions données par le gouvernement autrichien arrangèrent cet incident, et, le 14 floréal (3 mai)[2], Bonaparte, emmenant avec lui Joséphine et son secrétaire Bourrienne, partit pour Toulon, lieu de rassemblement de la partie la

[1] Le 21 avril, quelques jours avant le départ de Bonaparte pour Toulon, dans un message aux Communes, le roi d'Angleterre disait « que les préparatifs d'embarquement paraissaient se continuer avec un redoublement d'activité dans les ports de France, de Hollande et de Flandre, et que l'objet avoué était l'envahissement du domaine de Sa Majesté ».

[2] Larrey dit le 20 floréal.

plus importante de l'armée. Les autres fractions se trouvaient en Italie et en Corse. L'une, sous les ordres de Baraguay-d'Hilliers, devait être ralliée à Gênes ; la seconde, commandée par Vaubois, à Ajaccio, et la troisième, à la tête de laquelle était Desaix, devait partir de Civita-Vecchia et rejoindre Bonaparte dans la mer de Sicile.

Quelques jours après le départ de Paris du futur conquérant de l'Égypte, s'échappait du Temple l'homme qui devait si puissamment contribuer à l'échec de ses vastes projets en Orient. Sydney Smith était enlevé de sa prison par des royalistes déguisés, porteurs d'un faux ordre d'élargissement du ministre de la police. Avec lui s'évade Phélippeaux, ancien camarade de Bonaparte à l'École d'artillerie, qui voit en lui un rival détesté, l'obstacle au retour des Bourbons auxquels il est ardemment attaché, et à qui Sydney Smith confiera la défense de Saint-Jean-d'Acre.

II

Pendant que ces graves événements se déroulaient, Larrey en subissait les vicissitudes. Il était arrivé à Paris le 28 frimaire (18 décembre), et moins de trois mois après, le 1er ventôse suivant (19 février), il se voyait de nouveau arraché à son foyer, nommé chirurgien de l'armée d'Angleterre et envoyé à Lille, au quartier général de Desaix. Mais l'armée d'Angleterre devenait l'armée d'Orient. Bonaparte, qui désignait nominativement tous les chefs de service, voulut que Larrey fût le chirurgien en chef du corps expéditionnaire, et lui adressa, le 1er germinal an VI (31 mars 1798), l'ordre de se rendre à Toulon. Pour le coup, malgré son goût pour les aventures, Larrey fut un peu démonté. Il lui coûtait de quitter sa jeune femme pour une expédition inconnue et pour une durée dont personne, pas même l'initiateur de la cam-

pagne, ne pouvait fixer le terme. Il a consigné cette impression dans une note mélancolique de son journal.

« Cette nouvelle destination, dit-il, me donna de justes alarmes sur la longueur et la durée d'une expédition que j'allais entreprendre sans en connaître le but, et je quitte une femme que j'aime et que je chéris, le cœur navré de regrets et de douleurs. Quand la reverrai-je? c'est ce que je ne puis ni prévoir ni présumer[1]... »

Au moment où Larrey était nommé à ce poste important, un autre médecin, qui devait jouer un grand rôle dans la campagne d'Égypte, devenait son collègue. Ce médecin était Des Genettes, une des grandes figures dont s'honore la médecine militaire. Il avait alors trente-deux ans, le même âge que Larrey; comme lui, il était entré dans le service de santé au moment où la Révolution déclarait la guerre à l'Europe, et il atteignait le même jour que lui le même grade élevé. Nous verrons, dans le cours de ce récit, que ce parallélisme dura toute leur carrière. Ils devinrent en même temps inspecteurs généraux, furent faits barons de l'Empire à la même heure, après Wagram, assistèrent tous deux à la bataille de Waterloo, et furent enveloppés à la Restauration dans une commune disgrâce.

C'étaient cependant deux natures profondément dissemblables, et leurs origines, leur éducation, leurs goûts, leur caractère, les distinguaient profondément. Larrey, fils de ses œuvres, esprit rude, opiniâtre et entier, était dépourvu de l'affinement que donnent l'hérédité et une éducation très soignée, et manquait, surtout en littérature, de la culture générale que possédait Des Genettes. Tout autre, en effet, était celui-ci: plus fin, plus habile, il avait aussi plus de mobilité et de subtilité dans l'esprit, et devait au milieu où il était né, et à celui où il avait passé sa jeunesse, l'aisance de manières, la recherche du langage, l'élégance du style, la courtoisie parfaite, et même une sorte de cynisme élégant

[1] Larrey, *Journal inédit de campagne*, p. 105. Mss. B. N.

et débraillé, qui caractérisèrent les médecins mondains à la fin du XVIIIe siècle.

Mais, si Larrey ne possédait pas ces dons séduisants d'un esprit très affiné, il avait des qualités plus solides : son caractère était plus droit et plus solidement trempé, sa moralité plus haute, sa conscience plus rigide, son coup d'œil plus sûr, son initiative plus grande, son désintéressement plus pur et son endurance physique supérieure. Tous deux, du reste, se complétant par ces dons divers et réalisant des types originaux de serviteurs de l'État et de l'armée, d'apôtres de la science et de l'humanité, qui resteront toujours, dans l'histoire, la gloire et l'honneur de la profession.

L'ordre de départ pour Toulon surprit Des Genettes, comme autrefois Larrey, au moment même où il venait de se marier. Il avait épousé une des filles de Colombier[1], et se trouvait le beau-frère de Thouret[2], qui était devenu directeur de l'École de santé. Cette circonstance ne fut sans doute pas étrangère à son entrée à la Faculté, qui eut lieu en l'an VII, pendant qu'il était encore en Égypte.

Les ordres concernant l'armée d'Orient devaient être exécutés sans délais. Larrey et Des Genettes reçurent leur nomination le 1er germinal an VI (21 mars 1798), et durent se mettre en route le 2. Larrey avait loué une chaise de poste, dans laquelle prirent place avec lui son confrère et sa jeune femme. Ils arrivèrent à Marseille le 14 du même mois. Tous deux ignoraient où ils allaient. On savait qu'il s'agissait d'une expédition à la fois savante et militaire, mais son but était inconnu. Les uns pensaient que l'armée de la Méditerranée, qui portait le nom d'aile gauche de l'armée d'Angleterre, devait se réunir aux forces rassemblées sur les

[1] Colombier était, au moment de la Révolution, inspecteur général des hôpitaux civils et des maisons de force du royaume.

[2] Thouret, né en 1748, mort en 1810. Ancien médecin régent de la Faculté. Prit une part active à la fondation de la Société royale de médecine. La science lui doit des travaux importants, entre autres les observations sur la voirie de Montfaucon et le célèbre mémoire sur l'exhumation du cimetière des Saints-Innocents, à Paris. C'est lui qui fut le fondateur de cette grande mesure d'hygiène réclamée depuis plusieurs siècles. Placé par le Directoire à la tête de l'École de santé, il l'organisa, de concert avec Fourcroy, et en choisit les professeurs.

bords de l'Océan; d'autres, qu'elle était destinée à une expédition sur Alger; quelques-uns, plus clairvoyants ou plus romanesques, prétendaient qu'elle devait se porter sur l'isthme de Suez, et passer de là dans l'Inde pour en chasser les Anglais. Mais le nom de l'Égypte était à peine prononcé.

Dès leur arrivée à Toulon, Larrey et Des Genettes se mirent en rapport avec la commission instituée par le général en chef sous le titre de « Commission pour l'armement des côtes de la Méditerranée ». Cette Commission, qui, — sous une étiquette destinée à tromper le cabinet anglais, — était, au fond, un instrument d'organisation de la campagne, se composait du contre-amiral Blanquet-Duchayla, de l'ordonnateur de la marine Leroy, de l'ordonnateur en chef de l'armée de terre Sucy et du général Dommartin, inspecteur de l'artillerie. Elle possédait des pouvoirs étendus, et tous les agents du gouvernement, tous les officiers investis de commandements, sur tous les points de la côte méditerranéenne, devaient obéir à ses ordres.

Larrey et Des Genettes furent invités par elle à procéder à l'organisation du service de santé du corps expéditionnaire, et reçurent les pouvoirs de réquisitions qui leur étaient indispensables pour mener à bien cette tâche importante[1]. Celle-ci n'était pas facile; rien n'existait, et il fallait en quelques semaines improviser de toutes pièces le personnel et le matériel sanitaires d'une armée de trente mille hommes[2].

[1] Arrêté de la Commission d'armement du 14 germinal an VI, signé Sucy, Blanquet-Duchayla, Leroy, Dommartin.

[2] L'ancien conseil de sante avait été supprimé par la loi du 4 ventôse an IV. Le Directoire l'avait remplacé par des officiers de santé qui prirent le titre d'inspecteurs généraux du Service de santé. (Arrêté du 5 germinal an IV.) Les inspecteurs généraux étaient à ce moment Coste et Biron pour la médecine, Villars et Heurteloup pour la chirurgie, Bayen et Parmentier pour la pharmacie; le secrétaire était Vergez.

Dans sa lettre à Sucy, datée de Paris, 10 germinal an II (30 mars 1798), Bonaparte donne à cet ordonnateur, qui était membre de la Commission d'armement des côtes, des instructions très détaillées sur les différents services de l'armée. Voici celles qui concernent le service de santé de l'expédition :

« Le citoyen Des Genettes est médecin en chef, le citoyen Larrey chirurgien en chef. Dix-huit médecins et chirurgiens doivent être partis et, à l'heure qu'il est,

A ce moment, Larrey donna une nouvelle preuve de ses remarquables facultés administratives et de sa merveilleuse puissance de travail. Le plus pressé était, on le comprend, de réunir le personnel. Il se mit en relation avec ses chefs directs, les inspecteurs du Service de santé à Paris; mais leur éloignement ne pouvait permettre à ceux-ci de le seconder efficacement, dans des circonstances où la rapidité d'exécution s'imposait comme une absolue nécessité. Ils ne paraissent pas, du reste, avoir participé à l'activité fébrile que Bonaparte avait imprimée à tous les services de l'armée. Larrey leur avait demandé soixante chirurgiens; on lui en envoya dix-huit. Quant au matériel, ils ne pouvaient en mettre à sa disposition. Cependant on assurait que la flotte devait partir le 1er floréal (20 avril). Si on se rappelle que Larrey n'était arrivé à Toulon qu'au commencement d'avril, on voit quel court espace de temps il lui restait pour effectuer ses préparatifs. La minutie traditionnelle du ministère de la guerre, ses habitudes d'étude préalable des questions les plus simples et les plus connues, ses procédés compliqués d'écritures, ne pouvaient guère être de mise dans de semblables circonstances; et Larrey connaissait déjà assez Bona-

rendus à Toulon. Indépendamment de cela, vous prendrez le plus de médecins et de chirurgiens que vous pourrez, soit en en faisant venir de l'armée d'Italie, soit en prenant ceux de quelque mérite que vous pourrez trouver dans le pays où vous êtes. Vous n'en aurez jamais de trop.

« Vous organiserez aussi une pharmacie, que vous prendrez dans les hôpitaux de Marseille et de Toulon.

« Chaque vaisseau de guerre ou vaisseau de transport doit avoir aussi une pharmacie pour les maladies qui pourraient survenir pendant le passage; et vous devez aussi embarquer une quantité de médicaments proportionnée à la force de l'armée, qui se trouve être de trente mille hommes. Procurez-vous deux à trois cents infirmiers, huit à dix sous-directeurs d'hôpitaux, douze à quinze marins, cinq à six gardes-magasins et un agent en chef des hôpitaux. Vous avez là-dessus liberté entière.

« Paris, 10 germinal an VI. »

(*Bonaparte à Sucy*. A. N.)

Voici la réponse de Sucy :

« Les citoyens Des Genettes et Larrey sont arrivés et personne avec eux. J'arrête ici tout ce qui se trouve de mieux en officiers de santé, et j'ai demandé ce qui me manque à Montpellier, Toulouse et à l'armée d'Italie.

« Toulon, 18 germinal an VI. »

(*Sucy à Bonaparte*. A. N.)

parte pour savoir qu'il fallait, à tout prix, être prêt. Il prend alors une résolution aussi audacieuse, — à cette époque, — qu'elle le serait aujourd'hui : il rompt avec les règlements hiérarchiques et prend les mesures que lui imposent les circonstances [1].

Il recherche et réquisitionne lui-même les chirurgiens qu'il lui faut, et c'est à ses parents et à ses amis qu'il s'adresse. Il écrit à son oncle Alexis Larrey, de Toulouse, à son frère Larrey, de Nîmes [2], à son ami le professeur Fages, de Montpellier, et aux médecins qu'il a connus dans toutes les villes de la région. Bientôt il arrive à réunir les cent huit officiers de santé qui lui sont nécessaires. Parmi ces jeunes gens, il en est qui ont quelque expérience, il leur confiera des services importants ; d'autres sont dénués de pratique, ou ne possèdent qu'une instruction insuffisante : il les formera, selon son habitude, en route et pendant la campagne. En attendant ils suivront les cours de l'hôpital militaire d'instruction de Toulon [3].

Pour le matériel, il ne déploie pas moins d'initiative. Les

[1] Dans la lettre suivante qu'il écrit à Percy, Larrey peint bien la situation dans laquelle il se trouve.

« Au citoyen Percy, chirurgien en chef de l'armée d'Angleterre.

« J'ai différé de vous écrire pour pouvoir vous faire connaître les devoirs qui me sont imposés. Je suis chargé en chef du service de santé de l'expédition qui s'organise à Toulon. L'inspection du Service de santé m'a désigné dix-huit collaborateurs au lieu de soixante qu'il fallait. De ces dix-huit officiers, plusieurs sont hors d'état de naviguer, et d'autres ne sont pas encore rendus. J'ai été obligé d'en requérir dans les villes voisines, telles que Nîmes, Montpellier, etc. J'attends l'arrivée de ces officiers de santé pour en rendre compte à l'inspection. J'ose croire que, vu l'urgente nécessité et les ordres précis qui m'ont été donnés, elle approuvera ces demandes.

« J'organise mon service avec toute la célérité possible. Le peu de moyens que j'ai me le rend pénible et difficile. J'espère cependant satisfaire aux obligations que m'impose cette place. L'expédition paraît être conséquente, mais on ignore absolument sa destinée ; nous devons partir, assure-t-on, le 1er floréal, au plus tard. »

(Larrey, *Correspondance générale.* Lettre à Percy. Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.)

[2] Larrey, *Corresp. gén.* Lettres à Alexis Larrey de Toulouse, à Larrey de Nîmes, au professeur Fages, de Montpellier. Toulon, 14 germinal an VI. (Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.)

[3] *Corresp. gén.* Lettre aux citoyens professeurs de l'hôpital militaire de Toulon, 26 germinal an VI. Ms. 9. 5873. B. N. F. F.

instruments de chirurgie manquent; il charge l'arsenal de les fabriquer. Il donne à préparer aux ouvriers de la flotte des brancards flexibles, facilement transportables, et des appareils à pansements, et prescrit de les disposer dans des caisses spéciales, confectionnées de façon à pouvoir être transportées à dos de monture. Il emploie ses jeunes gens à surveiller tous ces travaux; il leur fait en outre tailler le linge et effiler la charpie, qui jouait à cette époque un si grand rôle dans les pansements des blessures, et dont il fallait des approvisionnements considérables. Il prend avec Des Genettes les mesures nécessaires à la transformation en hôpitaux des bâtiments *le Causse, la Bienfaisance* et *la Ville-de-Marseille*, qui ont été assignés à cet usage par la Commission. Pendant que son collègue s'occupe des médicaments et dirige leur préparation, il surveille les mesures d'assainissement, d'hygiène et de salubrité qu'ils ordonnent de concert, et organise une ambulance à bord de chaque bâtiment de l'escadre.

Cet homme si prévoyant et si habile commet cependant à ce moment une faute qui entraînera les plus graves conséquences pour le service des hôpitaux en Égypte. Il ne prévoit pas l'éventualité de la capture d'un ou plusieurs bâtiments par les Anglais, et, au lieu de diviser sur chaque navire les objets du matériel hospitalier, il les fait placer sur un bâtiment spécial. Or, celui-ci sera pris par l'escadre anglaise pendant la traversée, et cet événement privera le corps expéditionnaire de secours de la plus haute importance. Heureusement les médecins, répartis par ses soins en divisions sur les bâtiments de la flotte, ont à leur disposition des caisses d'appareils à pansements, d'instruments de chirurgie et de médicaments. Cette sage mesure permettra de remédier, jusqu'à un certain point, à la perte du matériel hospitalier. Enfin il remet à chacun de ses collaborateurs une instruction générale relative à l'hygiène des troupes et aux fonctions qu'ils auront à remplir, soit pendant la traversée, — dans le cas d'une action navale, — soit à terre, au moment du débarquement et pendant la marche en avant.

Cette organisation, dont une analyse succincte ne peut donner une idée, car elle comporte des détails multiples qu'il est inutile d'énumérer ici, fut menée avec une rapidité extrême, et quand le général Bonaparte se rendit à Toulon le 20 floréal (9 mai), elle était déjà terminée.

L'arrivée du général en chef, attendue avec la plus grande impatience, car jusqu'au dernier moment on craignit qu'il ne commandât plus l'expédition, excita dans l'armée un indescriptible enthousiasme, et imprima à l'achèvement des préparatifs un redoublement de fébrile activité. Ses allures, ses actes, ses ardentes proclamations aux troupes, l'autorité avec laquelle il tranchait toutes les questions relatives, non seulement aux affaires militaires, mais aussi aux affaires civiles[1], semblaient le revêtir d'une sorte de dictature; et c'est déjà, comme en Italie, en chef d'État qu'il s'exprimait et agissait. Il reçut Larrey et Des Genettes, et leur adressa des éloges pour l'activité qu'ils avaient déployée dans l'organisation de leur service.

Larrey restait cependant préoccupé de la responsabilité qu'il avait assumée en organisant le service en dehors de ses chefs hiérarchiques. Bonaparte le rassura et lui ordonna de lui écrire la lettre suivante destinée à le couvrir :

« Du 22 floréal.

« Citoyen général,

« Quand je me suis rendu à Toulon par vos ordres, je n'ai trouvé que des moyens insuffisants pour assurer la partie du service qui m'est confiée. La commission chargée de

[1] On connaît sa lettre du 27 février auxcommissions militaires, dans laquelle il exprimait son indignation que la loi sur les émigrés fût encore appliquée dans la neuvième division, et ordonnait que les vieillards et les enfants en fussent exceptés.

Cette lettre fut écrite aux commissions militaires de la huitième division au sujet d'exécutions dont des vieillards et des enfants avaient été victimes. Elle est remarquable par sa vigueur et son ton impératif, et il semble que rien de ce qui se passe dans le rayon qu'il peut embrasser ne saurait lui échapper. On remarque surtout la phrase qui la termine : *Tout militaire qui signe une sentence de mort contre une personne incapable de porter les armes est un lâche.*

l'armement des côtes de la Méditerranée m'a ordonné d'organiser le service avec une latitude plus grande que celle qu'avait pu nous procurer le ministre.

« Pour parvenir à ce but, il a fallu s'écarter des données ordinaires; les bureaux du ministère, qui ne peuvent à cette grande distance juger de nos besoins, entravent nos opérations. Nous espérons que vous nous mettrez à l'abri de tout reproche en approuvant notre conduite.

« Salut et respect[1].

« LARREY. »

Le général en chef avait ordonné que les deux médecins feraient partie de son état-major et s'embarqueraient sur le vaisseau *l'Orient*[2]. Des Genettes avait compté emmener avec lui sa jeune femme. Il s'y opposa et prescrivit qu'aucune femme, sauf celles qui étaient attachées au service des cantines, ne pourrait être embarquée. Il renvoya Joséphine, qui l'avait accompagné jusqu'à Toulon et qui se rendit aux eaux de Plombières. Mme Des Genettes repartit pour Paris. Quelques femmes cependant trouvèrent le moyen de prendre passage sur la flotte sous le costume de cantinières ou sous des déguisements masculins[3].

L'enthousiasme excité par cette expédition, dont le but était ignoré, mais qui était commandée par un capitaine dont la guerre d'Italie avait porté le nom aux nues, était indescriptible. On enviait le sort de ceux qui s'embarquaient. Des amis de Larrey multiplièrent les démarches pour en faire partie. Parmi eux étaient Ribes, que Larrey devait un

[1] Larrey, *Corresp. gén.*, p. 73, f. 29. Ms. 5873, B. N.

[2] Les instructions relatives à l'embarquement de Larrey et de Des Genettes sont contenues dans la lettre de Bonaparte à Brueys.

« Dans la première décade de floréal, je serai à votre bord; faites-moi préparer un bon lit, comme pour un homme qui sera malade pendant toute la traversée. Le général Berthier, chef de l'état-major, le général Caffarelli-Dufalga, commandant du génie, le général Dommartin, commandant l'artillerie, le commissaire ordonnateur Sucy, l'ordonnateur de la marine Leroy, le payeur général de l'armée Estève, le médecin et le chirurgien en chef Des Genettes et Larrey seront à votre bord. » (*Lettre de Bonaparte à Brueys*, le 28 germinal (17 avril).

[3] Larrey, *Mémoires et campagnes*.

jour faire nommer médecin de la maison de l'Empereur, et Antoine Dubois. Ribes, qui s'y prit trop tard, échoua; mais le futur professeur d'accouchement à la Faculté de Paris fut plus heureux et parvint à se faire inscrire parmi les membres de la Commission des sciences et des arts. Déjà âgé et ayant obéi à un instinct purement imaginatif, ce médecin n'était pas fait pour les aventures de guerre et devait le montrer après son débarquement à Alexandrie. La veille du départ, il eut le pressentiment de ce qui l'attendait. Dupetit-Thouars, qui commandait le vaisseau *le Tonnant* sur lequel il devait trouver à Aboukir une mort héroïque, donnait à déjeuner à quelques amis intimes. Parmi les convives étaient Larrey et Dubois. Pendant le repas on se livra aux conjectures les plus enthousiastes sur l'issue de la campagne. Seul Dupetit-Thouars, sombre et réservé, gardait le silence. Pressé de questions, il déclara « que le sort de la flotte était très aventuré entre les mains de Brueys, et que cet amiral était trop peu habitué aux grandes manœuvres maritimes pour qu'on n'éprouvât pas les plus profondes inquiétudes sur l'issue de la grande opération navale dont il avait le commandement ». Il prédit la perte de l'escadre et annonça qu'il n'y survivrait pas et se ferait tuer sur son banc de quart. Je crois être le premier à faire connaître cette prédiction de l'illustre marin, que Larrey inscrivit le soir même sur ses tablettes. On sait combien les événements en démontrèrent la justesse. Dubois, qui s'embarquait pour la première fois et qui amenait son fils avec lui, fut saisi de frayeur et regretta de s'être engagé dans une pareille aventure. Larrey s'attacha à le rassurer, mais il dit lui-même qu'à partir de ce moment il considéra le sort de l'escadre comme très compromis et que la défaite d'Aboukir le surprit moins que la plupart de ses camarades[1].

L'escadre mit à la voile le 30 floréal au soir (19 mai), au bruit des salves d'artillerie de la rade et de tous les bâti-

[1] Larrey, *note inédite*.

ments, et au milieu des acclamations de la population entière. Avec les convois de Gênes, d'Ajaccio et de Civita-Vecchia, qui devaient être ralliés en route, elle se composait de quinze vaisseaux, de quatorze frégates et de deux bricks. Le nombre total des bâtiments de transport était de quatre cents.

Cette flotte transportait un corps expéditionnaire de trente-trois mille hommes[1]. C'était la meilleure armée de la France, l'ancienne armée d'Italie. Elle comptait parmi ses généraux, soigneusement triés par Bonaparte : Berthier, Caffarelli, Desaix, Bon, Menou, Murat, Davout, Belliard, Rampon, Andréossi; parmi ses colonels : Silly, Lassalle, Bessières, Lefehvre, Duvivier, Crêtin. L'ordonnateur en chef était Sucy, le payeur général Estève, et on sait que Des Genettes et Larrey en étaient le médecin et le chirurgien en chef. Ce dernier avait pour principaux collaborateurs Antoine Dubois, Labatte, Lacipière, Casahianca, Masclet, Milloz, Franck. Les pharmaciens en chef étaient Bouyer et Royer. Ce dernier joua, nous le verrons, un triste rôle, sur lequel Larrey a laissé des notes très explicites. La Commission des sciences et des arts ne comprenait pas moins de cent membres; elle se composait d'hommes distingués ou connus, appartenant au monde scientifique, artistique ou littéraire. Beaucoup d'entre eux faisaient déjà partie de l'Institut de France. La géométrie avait Fourier et Costaz; l'astronomie, Nouet, Quesnot et Méchain; les mathématiques, Monge; la chimie, Berthollet et Samuel Bernard; la minéralogie, Dolomieu et Rozière; la zoologie, Geoffroy-Saint-Hilaire et

[1] An 30 floréal, c'est-à-dire au moment de son départ des ports de Marseille, Toulon, Gênes et Civita-Vecchia, l'armée se trouvait composée exactement de quarante-quatre bataillons d'infanterie et de vingt-huit escadrons de cavalerie, formant ensemble, avec quatre mille hommes de tronpes d'artillerie, de génie et les guides, une force de trente-trois mille six cent vingt-neuf hommes présents sous les armes. Il faut compléter ce nombre par les trois mille cent quatre-vingt-dix-sept hommes que Bonaparte tira de la Corse à son passage, ce qui porte l'effectif au chiffre de trente-six mille huit cent vingt-six hommes présents. Il atteignait le chiffre total de trente-huit mille en tenant compte du personnel des équipages d'artillerie. (*Rapport au Directoire fait par le ministre de la guerre*, 9 vendémiaire an VII (30 septembre 1798). Arch. Nat., t. III, p. 149.)

Si on ajoute à ce total cinq mille marins du commerce appartenant au convoi et treize mille marins et canonniers de l'escadre, on voit que Bonaparte emmenait en Égypte au moins cinquante-quatre mille hommes.

Savigny; la chirurgie, Antoine Dubois; l'art des ingénieurs, Le Père, Gratien Lepère, Faye, Jacotin et Lecesne; les antiquités, Pourlier et Ripault. L'École polytechnique, la littérature, l'architecture, le dessin, la sculpture, la gravure, la musique et les langues orientales étaient également représentés, et les noms de Norry, Dutertre, Casteix, Villiers du Terrage, Duchanoy, Parseval-Grandmaison, Viloteau, Raige et Magallon, l'ancien consul de France au Caire, restent attachés à l'histoire de cette mémorable campagne. Des interprètes, Venture, Jauhert, Panhusen, et des imprimeurs orientalistes, Marcel, Puntis et Gallant, complétaient la Commission.

Bonaparte était embarqué sur le vaisseau *l'Orient*, qui portait le pavillon de l'amiral Brueys, commandant de l'escadre. Il avait désigné lui-même le personnel qui devait prendre passage sur le bâtiment. Ce personnel comprenait, outre l'état-major de l'amiral, son propre état-major et les principaux membres de la Commission des sciences et des arts[1]. Au moment où l'escadre mit à la voile, le général en chef prit une décision importante. Le grand danger que courait le corps expéditionnaire était la rencontre de l'escadre anglaise. Pour empêcher qu'elle ne reçût des informations sur sa marche, il ordonna à ses éclaireurs d'arrêter tous les bâtiments qu'ils rencontreraient sur leur route.

III

En sortant de Toulon, l'escadre, servie à merveille par un vent favorable, longea les côtes de Provence dans la direction de Gênes et rallia le convoi réuni dans ce port sous les ordres du général Baraguay-d'Hilliers. Elle se dirigea

[1] « Le pharmacien en chef Royer, ayant été sans autorisation embarqué sur ce bâtiment, fut expulsé en arrivant à Malte par l'ordre de Bonaparte. » (Larrey, *Mémoires et campagnes*. Notes inédites.)

ensuite vers la Corse, fut rejointe par le convoi d'Ajaccio qui était sous les ordres de Vaubois, et s'avança dans la mer de Sicile pour se réunir à la division de Civita-Vecchia, qui était commandée par Desaix. Après l'avoir inutilement attendue, Bonaparte apprit qu'elle s'était dirigée sur Malte, et, délivré de toute inquiétude à son sujet, il donna l'ordre de se porter également sur ce point.

Aux approches de Malte, il invita les généraux à prendre toutes leurs dispositions pour le débarquement et le siége de la ville, et recommanda à Larrey de préparer ses ambulances. Le 20, la flotte se trouvait par le travers de l'Etna, et le 21, au matin, en vue des îles de Gozzo et de Malte. Tout à coup les éclaireurs signalèrent la présence de uombreuses voiles à l'est de l'île, et l'on crut un moment que l'on allait avoir affaire à l'escadre anglaise, à laquelle on n'avait échappé jusqu'alors que par une suite d'heureux hasards.

Il se passa, à ce moment, un épisode intéressant qui fait défaut dans les histoires spéciales, mais dont Larrey nous a laissé le récit. Bonaparte prescrivit de rallier la flotte et convoqua un conseil de guerre à bord de l'*Orient*. Le général ouvrit la séance et laissa, sans dire un mot, aller la discussion, qui fut longue et confuse et trahit l'appréhension que causait à Brueys, à Ganteaume et à la plupart des marins l'idée d'une rencontre avec l'armée de mer anglaise. Les uns conseillèrent de battre en retraite; d'autres émirent l'avis d'attaquer immédiatement l'escadre ennemie; mais, quand on alla aux voix, une immense majorité décida que l'on engagerait le combat pour la forme, mais que l'on se rendrait au premier désavantage.

A peine ce résultat eut-il été proclamé que Bonaparte, sortant de son silence, se leva irrité : « Un homme comme moi, s'écrie-t-il, ne se rend pas. Si les Anglais nous battent, je ferai sauter le vaisseau amiral. Vous pouvez vous retirer, citoyens; je vous ferai connaître mes ordres. »

Il ordonna aussitôt à Brueys de prendre ses dispositions de combat, fit ensuite appeler Dutertre, un des plus habiles

dessinateurs de la Commission des arts, et lui demanda de dessiner les portraits des principaux chefs de service de l'armée. Quand ce travail eut été terminé, Bonaparte, qui avait dicté une courte notice sur l'expédition, la fit placer, avec les portraits dessinés par Dutertre, dans une bouteille hermétiquement fermée. Cette bouteille devait être jetée à la mer, — si l'issue de la bataille devenait défavorable, — avant de faire sauter l'*Orient*[1].

C'était heureusement une fausse alerte, et les navires signalés appartenaient à la division de Civita-Vecchia, commandée par Desaix. Cependant les Anglais pouvaient survenir d'un moment à l'autre, et Bonaparte, qui savait bien qu'ils devaient être à sa recherche et qu'il n'y avait pas un moment à perdre, prit ses dispositions avec une extrême rapidité et une admirable précision.

L'escadre s'établit en ordre de bataille devant Malte et se prépara au débarquement. Pendant ce temps, le général en chef demandait l'autorisation d'entrer dans la rade, sous prétexte de renouveler son approvisionnement d'eau. Il savait que cette autorisation avait été accordée aux Anglais, et comptait faire du refus qui lui serait opposé un motif d'intervention. Le grand maître Hompesch ayant naturellement refusé d'accéder à une demande qui aurait mis l'île au pouvoir de l'armée française, le débarquement fut immédiatement ordonné sans autres préliminaires.

Il s'opéra le lendemain même de l'arrivée de la flotte, le 22 prairial (10 juin), à quatre heures du matin. La résistance ne fut pas longue. Elle était condamnée d'avance par la désunion qui régnait parmi les chevaliers, — dont un certain nombre de langue française et espagnole étaient acquis à la France, — et par l'impéritie et la faiblesse du grand maître.

[1] « Bonaparte fit graver plus tard ces portraits et en offrit un exemplaire à chacun des modèles. Les officiers et les savants qui avaient posé étaient : Bonaparte, Ganteaume, Berthier, Caffarelli, Kléber, Brueys, Dolomieu, Monge, Berthollet, Rampon, Murat, Junot, Lannes, Reynier, Belliard, Des Genettes, Sulkowski et Larrey. » (Larrey, *note inédite*.)
Les exemplaires que le général en chef donna à Larrey appartiennent aujourd'hui à l'Institut, auquel ils ont été légués par son fils.

Celui-ci, après une tentative de sortie de la garnison repoussée par l'armée française, se décida à capituler.

La capitulation fut signée le lendemain même, 23 prairial, à bord de l'*Orient*. Aux termes de cette convention, l'île de Malte et les possessions qui en dépendaient étaient placées sous la souveraineté de la République française. Une indemnité de six cent mille francs et une rente viagère de trois cent mille francs étaient accordées au grand maître, qui, dans cette catastrophe, avait surtout songé à ses intérêts. Quant aux chevaliers, dépossédés déjà en France et en Italie, le traité, qui complétait leur spoliation, leur accordait une dédaigneuse pension de sept cents francs.

Ainsi finit, dans cette suprême humiliation, l'ordre jadis fameux et illustré par tant d'actions d'éclat des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Pour oser attaquer la puissante forteresse dont ils avaient fait l'imprenable boulevard de la Méditerranée, il avait fallu toute l'audace et l'invincible ascendant du vainqueur de l'Italie. Aucune entreprise n'était plus incertaine, dans les conditions où se trouvait l'armée française, que l'arrivée de l'escadre anglaise lancée à sa poursuite pouvait placer, d'un moment à l'autre, dans la situation la plus grave. Avec un peu de décision dans le commandement, plus d'ordre et de discipline parmi les chevaliers, jamais, en effet, Bonaparte n'eût forcé l'enceinte de Malte, et le mot si connu du brave et érudit Caffarelli-Dufalga : « Nous sommes heureux qu'il y ait quelqu'un dans la place pour nous ouvrir ses portes, » montre bien dans quelles difficultés la résistance eût placé l'armée assiégeante[1].

[1] Bonrrienne, Marmont, Martin et tons les adversaires de Napoléon s'attachent à diminuer l'importance de ce surprenant fait d'armes, et en attribnent toute la réussite aux intelligences que le général en chef s'était assurées dans la place. Il est du, en effet, en partie à l'habileté avec laquelle Bonaparte le prépara de longue main, — et qui oserait blâmer nn chef d'armée d'avoir montré une si prévoyante sagacité? — mais ce n'est là qu'une fraction, — la moins importante, — du succès, et il est absurde de la considérer comme en étant l'unique condition.

La chute de Malte, qui s'écronla en apparence si facilement qn'on a pu dire qu'elle fut livrée, est due à des circonstances multiples, — qui résultent dn génie complexe de Bonaparte, — à sa prévoyance diplomatique, à l'activité extraordinaire et à l'entente supérieure avec laquelle il avait présidé à l'organisation de tons les

Après la reddition de la place, Bonaparte procède immédiatement à l'organisation de sa conquête. Il fait table rase du passé. Il décrète l'égalité des droits des citoyens, supprime les privilèges et les marques extérieures de la noblesse, abolit l'esclavage qui n'était du reste appliqué qu'aux Barbaresques, règle le sort des chevaliers[1] et définit les rapports du clergé avec l'État. Il a déjà dans son cerveau sa conception de la subordination de l'Église à la puissance temporelle, et il en expérimente l'application en défendant aux prêtres de reconnaître la souveraineté spirituelle du pape.

Il établit une commission de gouvernement sous la présidence de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, dote l'île du régime municipal, d'un tribunal, d'une école centrale, d'une école de chirurgie, dont il confie l'organisation à Larrey, d'une garde nationale et d'une police; il fixe la garnison française à quatre mille hommes et en confie le commandement au général Vaubois.

Le Directoire, toujours avide et besoigneux, lui avait recommandé de dépouiller les vaincus. Le soin d'évaluer et d'en-

éléments de l'expédition, à son habileté administrative, à l'extraordinaire mystère dont il parvint à envelopper les préparatifs de l'entreprise, — condition qui lui permit d'en dissimuler le but à l'Europe et de distancer la flotte britannique, — à l'acuité de pénétration avec laquelle il calcula les chances favorables, enfin et surtout à la hardiesse et à la rapidité avec laquelle il précipita l'attaque et frappa de terreur les défenseurs de l'imprenable forteresse. En somme, ce ne fut pas une circonstance particulière qui fit tomber la place, ce fut un ensemble de conditions soigneusement étudiées et dans lesquelles une seule part avait été faite à l'imprévu, — et encore bien atténuée par les précautions qui avaient été prises, — la rencontre de l'escadre anglaise.

[1] Ils durent quitter l'île. Furent exceptés les chevaliers âgés de plus de soixante ans, quelques-uns ayant créé une industrie dans l'île, et ceux qui étaient connus pour leurs sentiments républicains.

Un ordre du 27 prairial (15 juin) autorisa un certain nombre de chevaliers français à suivre le corps expéditionnaire. Ils furent employés soit dans l'armée, soit dans les services administratifs.

On relève parmi eux des noms appartenant à des familles qui occupent toujours un rang important dans la société française, et dont les membres servent encore dans l'armée actuelle.

Ce sont les chevaliers de Saint-Exupery, de La Panouse, de Ranc-Vibrac, de Beauregard, de La Faye, de Sainte-Colombe, du Rouvre, Le Rebours, Le Bègue, de Guébriant, de Cheffontaine, de Bonvouloir, de Castillon-Saint-Victor, de Saint-Léger, d'Andigné, de Saint-Simon, de Bernis, de Saint-Chamant, de Milleville, de Rouffignac, du Peyroux, de Bourbel, d'Aurey de Saint-Poix, de Janvre, de Concise, de Pierres, des Escotais, de Lescours, de Chanaleilles, de Monstiers, de Grosourdy, du Buat, Touzard et le commandeur de Lascaris.

lever les richesses des chevaliers fut confié à Berthollet, qui remplit ainsi à Malte les mêmes fonctions qu'en Italie. L'illustre chimiste, qu'il eût été préférable pour sa gloire de laisser à ses occupations ordinaires, fit prendre dans les églises l'or ou les pierres précieuses qui décoraient les autels et les statues, et se fit remettre l'argenterie qui se trouvait dans les demeures des grands maîtres et des chevaliers.

Nous savons que la conquête de Malte s'était faite presque sans effusion de sang et qu'elle ne coûta à l'armée française que trois morts seulement et une douzaine de blessés. Dès le début des opérations militaires Larrey, qui n'avait pas quitté Bonaparte, établit son ambulance auprès de son quartier général, à Berkarkara, qui fut, jusqu'au fameux siège de 1565 soutenu par La Valette contre les Turcs, la capitale de l'île.

Le chirurgien en chef de l'armée, pour la première fois depuis qu'il était entré dans les armées de la République, et certainement aussi pour la dernière, assistait à une campagne qui lui laissait quelques loisirs. Il les consacra à explorer l'île, et à visiter les monuments élevés par les chevaliers.

Dans une de ces excursions, il lui survint une petite aventure romanesque, comme il en arrivait parfois au cours de ces guerres, et dont il sortit avec sa sagesse habituelle. J'ai dit plus haut que Bonaparte avait sévèrement interdit au départ de Toulon l'embarquement de toute femme sur l'escadre. Cependant, grâce à de secrètes complicités, un petit nombre de jeunes femmes trouvèrent le moyen d'éluder cette défense. Les unes se déguisèrent en vivandières, d'autres en mousses, en soldats, ou en agents d'administration. Malgré leur déguisement, elles restèrent soigneusement enfermées dans leurs cabines, ne prenant l'air que la nuit sur le pont. Une d'entre elles, à bout de patience, commit l'imprudence de descendre à terre pendant le séjour de l'armée à Malte. Accompagnée d'un cavalier et vêtue d'un uniforme de chasseur à cheval, elle fit une promenade dans l'île. Malheureusement, le couple s'égara et tomba dans un parti de paysans maltais qui

battait le pays; il fut capturé après une courte résistance. La dame fut légèrement blessée, et était entraînée avec son compagnon quand Larrey, qui revenait d'une excursion, escorté de quelques-uns de ses chirurgiens, entendant les cris affreux qu'elle poussait, se porta à son secours. A la vue des officiers, les Maltais s'enfuirent, abandonnant leurs prisonniers. Larrey, à qui de pareilles aventures étaient déjà arrivées à l'armée du Rhin, n'eut pas de peine à reconnaître sous son déguisement le sexe du chasseur qu'il venait de délivrer. Il fit transporter la jeune femme à demi morte de peur à l'ambulance du quartier général. Mais l'aventure n'en resta pas là. Le général en chef ne tarda pas à apprendre que deux Français appartenant à son armée avaient été maltraités et capturés, au mépris de la capitulation et de la reddition de l'île. Déterminé à faire un exemple et à châtier sévèrement les Maltais, il demanda sur cette affaire un rapport à Larrey.

Il n'était pas facile ni prudent de tromper Bonaparte, et, quels que fussent les sentiments chevaleresques du chirurgien de l'armée, il ne s'arrêta pas un seul instant à cette pensée, il lui raconta la vérité. Le général en chef, vivement contrarié de voir que ses ordres relatifs à l'embarquement des femmes avaient été éludés, éprouva un violent accès de colère, et décida que la blessée resterait à Malte pour être renvoyée en France par un des premiers bateaux qui quitteraient l'île.

Comment se fait-il que cet ordre péremptoire ne fut pas exécuté? Bonaparte ferma-t-il volontairement les yeux sur les suites qu'il comportait? Fut-il trompé une seconde fois par l'astuce féminine? Nous l'ignorons, et Larrey ne le dit pas; mais ce qui est probable, c'est que la dame devait être la fameuse Mme Fourès, femme d'un officier de l'armée, avec laquelle Bonaparte devait précisément nouer, peu de temps après, en Égypte, une scandaleuse liaison[1].

[1] *Fiche de Larrey*. — Dans cette note, il la désigne par la première lettre de son nom, Mme F... Le cavalier était sans doute son mari, officier aux chasseurs à cheval, dont tous deux portaient le costume. Cependant je dois dire que M. Frédéric Masson, si admirablement documenté sur ces questions de coulisses napoléoniennes, ne rapporte pas cette histoire. S'agirait-il d'une autre personne? La chose, du reste, est sans importance.

Enfin, le 29 prairial (17 juin), la flotte reçut l'ordre de lever l'ancre. La route donnée était à l'est. Le départ s'effectua en deux jours. Larrey, qui avait à terminer l'organisation du service chirurgical des hôpitaux et de la garnison laissée à Malte, s'embarqua des derniers, avec Bonaparte et l'état-major, le 1er messidor (19 juin 1798), à trois heures du matin. On rejoignit l'armée dans la journée. Servie par un beau temps frais de nord-ouest, l'escadre se dirigea vers Candie, qu'elle reconnut le 7 messidor. Là elle rencontra la frégate *la Justice*, qui revenait de Naples et qui apprit à Bonaparte l'apparition dans la Méditerranée de la flotte anglaise commandée par Nelson. Pensant que le but de la campagne était éventé et que les Anglais pourraient aller le chercher à Alexandrie, il ordonna de changer la route et, au lieu de faire voile vers Alexandrie, de se diriger vers le cap Durazzo, qui est à vingt-trois lieues sur la côte d'Afrique, au nord de cette ville.

Cet ordre sauva l'armée française, car le jour même, — 11 messidor, — où elle arriva à la hauteur de ce point, Nelson apparaissait devant Alexandrie.

Le gouvernement anglais, en effet, s'était perdu en conjectures sur les projets de Bonaparte. Instruit cependant de ses préparatifs, il avait prescrit à l'amiral lord Saint-Vincent, en station devant Cadix, de donner à Nelson des forces importantes pour bloquer dans Toulon le convoi français, ou pour le poursuivre, s'il en était déjà sorti. Nelson, ayant sous ses ordres douze vaisseaux, deux frégates et un brick, se présenta devant Toulon quinze jours après le départ de l'escadre. Il côtoya les côtes d'Italie et apprit à Naples, le 2 messidor, que la flotte républicaine était devant Malte. Il prit aussitôt cette direction, dans l'espoir de la surprendre au mouillage et de la détruire. S'il eût réussi, l'armée française était bloquée dans l'île. Mais ces projets furent déjoués par l'extrême rapidité des opérations de Bonaparte. Arrivé à Messine le 4 messidor, l'amiral anglais y acquit en effet la certitude qu'il avait déjà quitté Malte après s'en être emparé, et qu'il faisait route sur Candie. Nelson passait aus-

sitôt le détroit et se rendait à Alexandrie, où il arrivait sans l'avoir rencontré, le 11, au moment où l'escadre française, de son côté, se trouvait elle-même en vue du cap Durazzo [1].

Personne à Alexandrie n'avait entendu parler de l'expédition de Bonaparte. Nelson, de plus en plus convaincu qu'elle n'avait pas l'Égypte comme objectif, lui tourna le dos, et partit à sa recherche à Alexandrette.

Pendant que l'escadre anglaise parcourait ainsi la Méditerranée à la poursuite de l'invisible flotte française, Bonaparte, de son quartier général, à bord de l'*Orient*, prenait ses dernières mesures. Il disposait déjà de l'Égypte, comme si sa conquête était accomplie. Par des arrêtés pris le 3, le 4 et le 11 messidor, signés Bonaparte, membre de l'Institut national, il fixa les formes de gouvernement à établir, organisa les ports et détermina la destination des bâtiments de transport et des équipages. Le 12, en vue des côtes d'Afrique, il adressa une proclamation à l'armée, une autre au peuple égyptien, dicta une lettre pour le pacha et prescrivit de sévères mesures de police vis-à-vis de l'armée. Enfin, il réunit tous les chefs de service et leur donna ses derniers ordres.

Larrey connaissait enfin le but de l'expédition. Il avait lu, pendant les longs loisirs de la traversée, tous les ouvrages relatifs à la climatologie et à la pathologie indigènes. Il avait recueilli auprès de l'interprète Venture et du consul Magallon, qui avaient habité l'Égypte et se trouvaient avec lui à bord de l'*Orient*, tous les enseignements hygiéniques que leur fournissait leur longue expérience du pays. Se basant sur ces données, il rédigea une circulaire adressée à tous les chirurgiens-majors de la flotte, dans laquelle, après leur avoir rappelé les règlements du service en campagne, il leur traçait le tableau des maladies qui règnent sur la côte africaine. Il leur signalait surtout l'existence de la peste en Égypte, leur décrivait les premiers symptômes de cette affection

[1] Toutes les relations historiques disent que l'escadre française arriva à Alexandrie le 13 messidor, deux jours après la flotte anglaise. Le fait est exact, mais elle était le 11 en vue de la côte d'Afrique.

redoutable, et précisait les mesures qu'il convenait de faire adopter aux troupes pour les en préserver. Il lut ce document à Bonaparte ; celui-ci l'approuva sans réserve et ordonna aux généraux et aux chefs de brigade de faire appliquer, dès l'arrivée à terre, les préceptes sanitaires qu'il renfermait[1].

[1] Mss. B. N.

CHAPITRE VII

I. Arrivée de l'escadre française à Alexandrie. — Débarquement à l'anse du Marabout. — Prise d'Alexandrie. — Narration de Larrey. — Les ambulances de Larrey à la colonne de Pompée et au couvent des Capucins. — Blessures de Kléber, de Menou, de Sulkowski, de l'adjudant général Lescale. — Habiles mesures prises par Bonaparte après la reddition de la ville. — Organisation des services administratifs. — Fondation du lazaret. — Organisation du service de santé à Alexandrie et dans l'armée par Larrey. — Préparatifs de la marche sur le Caire. — II. Départ de l'armée. — Mésaventure arrivée à Larrey. — Traversée du désert de Damanhour. — Souffrances des troupes. — Défaillance des généraux. — Fermeté et dévouement de Larrey. — Attitude des savants. — Saillies archéologiques de Monge. — Dédain de l'armée pour les membres de la Commission des sciences et des arts. — Sobriquet qui leur est donné. — Rahmanieh. — Les mameluks. — Mourad et Ibrahim. — Bataille de Chebreiss. Engagement de la flottille de l'amiral Perrée. — Ambulance de Chebreiss. — Anecdote. — L'ean-de-vie de Bessières. — Assassinat par les Arabes de l'adjudant général Desnanot. — Humanité de Bonaparte. — III. Bataille des Pyramides. — Ordre de bataille de l'armée française et des mameluks. — Plan de Bonaparte. — Désastre des mamelnks. — Butin des soldats. — Anecdote : une pêche originale et productive dans le Nil. — Ambulance de Larrey au château de Giseh. — Blessures du général Almeras et de l'officier d'état-major Guillermé. — Anecdotes : reconnaissance touchante d'un mameluk blessé et soigné par Larrey. — Le talisman. — Témoignage officiel de satisfaction donné par Bonaparte à Larrey. — Entrée des troupes au Caire. — Établissement par Bonaparte de l'administration française. — Combat de Salahieh. — Gravité des blessures observées par Larrey. — Blessures de Destaing et de Sulkowski. — IV. Désastre d'Aboukir. — Bonaparte maintient le moral de l'armée. — Découragement des officiers. — État d'esprit de Larrey. — Ebauche de sédition dans l'armée. — Le général Alexandre Dumas et Bonaparte. — Sévérité de Larrey et de Des Genettes dans les examens des officiers malades réclamant leur retour en France. — Leur incorruptibilité. — La selle arabe et le damas du général ***. — État moral d'Antoine Dubois. — Larrey obtient pour lui de Bonaparte l'autorisation de rentrer en France.

I

Le 13 messidor (1er juillet), la flotte était en vue d'Alexandrie. Sous le ciel, où flamboyait le soleil du matin, une côte basse, dénudée, sans arbres, sablonneuse à l'infini, d'où émergeaient quelques minarets. Telle fut la première vision de

la terre d'Orient, dont les splendides paysages et les féeriques palais avaient miroité pendant la traversée à l'imagination des soldats. Désenchantés un moment, ils se reprirent vite et plaisantant gaiement : « Voilà enfin, disaient-ils en faisant allusion à la promesse que leur adressa Bonaparte au départ de Toulon, les arpents de terre que nous a promis le général en chef. »

Cependant celui-ci ne perdit pas un instant. Il envoya une embarcation à terre chercher le consul de France, Bracevich. Cet agent lui annonça l'apparition de la flotte anglaise et lui donna des renseignements sur la situation d'Alexandrie et de l'Égypte. Le parti de Bonaparte fut aussitôt pris, et il ordonna que le débarquement s'opérerait le jour même, non à Alexandrie, dont il aurait fallu forcer l'entrée du port sous le canon de la place, mais un peu au-dessus, à un point nommé l'anse du Marabout. Ce ne fut que dans la soirée que cette opération put être commencée. Les récifs qui avoisinaient la côte, le vent qui soufflait avec force et l'état de la mer la rendaient dangereuse. Brueys supplia le général en chef d'attendre jusqu'au lendemain. Celui-ci, impatient de surprendre Alexandrie avant que les Turcs n'eussent organisé la résistance, et craignant toujours un retour de l'escadre anglaise, se refusa à tout délai et descendit le premier, accompagné de quelques officiers et de Larrey. Caffarelli, qui avait une jambe de bois, manqua l'embarcation et faillit tomber à la mer. Larrey, qui était fort comme un jeune Hercule, le reçut dans ses bras et le déposa à ses côtés. A peine l'embarcation du général en chef avait-elle rangé la plage que Larrey, dans son impatience, voulut s'élancer le premier. Cette hâte lui valut une observation amicale de Bonaparte, à qui revenait l'honneur de mettre, avant tout le monde, le pied sur le sol égyptien[1]. Dans la nuit, on débarqua quatre à cinq mille hommes ; et le lendemain, 2 juillet, à trois heures du matin, Bonaparte, à pied, — aucun cheval n'avait pu être mis à terre, — ayant à ses côtés son état-major, ses généraux parmi lesquels Caffarelli,

[1] Larrey, *Note inédite.*

dont l'impatience s'était refusée à attendre une monture, se dirigea vers Alexandrie. Les troupes, marchant sur trois colonnes, se composaient des divisions Kléber, Bon et Menou. A chacune des ailes était une ambulance. Larrey marchait au centre avec la troisième, auprès du général en chef. Les divisions Reynier et Desaix, qui étaient restées à bord, reçurent l'ordre de suivre dès que leur débarquement aurait été effectué.

L'armée, pleine d'ardeur et d'enthousiasme, fit ainsi quatre à cinq lieues à travers les sables et arriva, à l'aube, en vue de la ville, n'ayant rencontré sur sa route que des Arabes, qui la suivirent et lui enlevèrent quelques traînards. La prise d'Alexandrie, comme celle de Malte, s'opéra sans difficultés. Le plus difficile, en effet, avait été de préparer et tenter cette audacieuse entreprise.

Voici la narration de Larrey dans toute sa simplicité :

« Trois cents Arabes à cheval occupaient les hauteurs qui entourent la ville. Ils firent feu sur nous, nous tuèrent deux hommes, et se réfugièrent aussitôt derrière les fortifications. L'armée ne tarda pas à entourer Alexandrie. La colonne de gauche était commandée par Menou, celle du centre par Kléber, celle de droite par Bon, ayant sous ses ordres le général Marmont. A deux cents toises de la ville, nous reçûmes quelques coups de canon qui nous firent connaître que les assiégés comptaient se défendre. Nos troupes, en approchant des murailles, essuyèrent une fusillade vive et soutenue. A ce moment, nous perdîmes six hommes et eûmes cinquante blessés. Sans s'arrêter à cette résistance, les troupes escaladent les murs. Menou reçoit six blessures et est précipité du haut des remparts. Kléber reçoit une balle au front qui le renverse. Sulkowski, — l'aide de camp favori de Bonaparte, — est deux fois culbuté du haut de la brèche. Mais rien n'arrête l'élan des soldats, qui pénètrent dans la ville. Pendant ce temps, la quatrième demi-brigade, commandée par Marmont, enfonce à coups de hache la porte de Rosette, et toute la division pénètre dans l'enceinte des Arabes, qui sont poursuivis de ruines en ruines jusqu'à la ville moderne.

« Plus de cinq cents Arabes ou Turcs furent tués sur le champ de bataille, et un très grand nombre d'autres, surpris les armes à la main, furent fusillés. La lutte, au milieu d'une ville aussi populeuse, aurait pu être plus meurtrière sans l'habileté diplomatique de Bonaparte. Il tenait à ménager le sang de ses soldats, et il n'entrait pas non plus dans ses idées de verser à flots celui des Égyptiens. Il fit rassurer sur ses intentions les chefs de la population, leur fit dire que ce n'était pas à eux qu'il faisait la guerre, mais aux mameluks qui les opprimaient ; leur promit que leur religion et leurs propriétés seraient respectées. Sur ces assurances, toute résistance cessa. Koraïm, le commandant turc, fit sa soumission ; les forts furent remis à l'armée, et le soir même on était maître de la ville entière, de la rade et des ports. Le lendemain, la flotte, dont le rôle était terminé, allait mouiller à Aboukir, et on ne s'occupa plus que des préparatifs de départ pour le Caire. »

Larrey pénétra avec les troupes dans Alexandrie. A l'extrémité de la ville, à trois cents mètres environ de l'enceinte des Arabes, s'élevait sur une éminence, au milieu de piliers étendus sur le sol, la colonne de Pompée, qui marque seule la place où s'éleva jadis le Sérapéum et qui représente tout ce qui subsiste d'un édifice qui égala en splendeur et en étendue le Capitole romain. C'est au pied de cet admirable monument de l'art grec que Larrey établit son ambulance provisoire. De cette hauteur elle dominait le terrain de la lutte, et les combattants pouvaient l'apercevoir de tous les points. Ce n'était cependant là qu'une ambulance de champ de bataille ; et dès qu'il eut organisé les premiers secours, il dut se mettre à la recherche d'un local convenable, pouvant être utilisé comme hôpital. Il se détermina pour le couvent des Capucins, vaste édifice bien situé et qui lui parut réunir les conditions de salubrité et de commodité indispensables. Mais la plupart de ses collaborateurs, restés à Marabout avec les autres divisions de l'armée et ses infirmiers, lui manquaient. Il n'avait avec lui qu'Antoine Dubois et un petit nombre de jeunes chirurgiens. Cependant les

blessés ne tardaient pas à affluer, et en quelques heures il en recevait cent trente. Le soir il en avait deux cent cinquante, et il était débordé par le nombre considérable de Turcs et d'Arabes qu'on lui apportait de tous côtés[1].

Les religieux du couvent s'étant mis, dès les premiers moments, à sa disposition, il en fit des infirmiers, et, aidé d'Antoine Dubois, il se mit à l'œuvre avec l'habileté et l'infatigable dévouement dont il était coutumier. Les blessés de marque furent, dans cette affaire, Kléber, Menou, Sulkowski et l'adjudant général Lescale. Kléber, au premier abord, parut grièvement frappé. Au moment où, arrivé au pied des remparts d'Alexandrie, il désignait à ses soldats le point qui lui paraissait le plus propice à monter à l'assaut, une balle l'étendit sur le sol. On le porta sans connaissance à l'ambulance de la colonne de Pompée. Larrey reconnut que le projectile, reçu obliquement sur le front, avait heureusement dévié et n'avait fait que traverser les tissus, en sectionnant les téguments et le muscle frontal, sur une étendue d'un pouce et demi; la perte de connaissance était due à la commotion, qui se dissipa promptement. Il débrida la plaie, lia les artérioles et fit un pansement à plat. Kléber guérit sans accident.

Menou se trouvait sur le faîte du mur d'enceinte, qu'il avait escaladé avec ses soldats, quand il fut renversé par une grêle de pierres et de coups de fusil. Il fut transporté à l'ambulance de Larrey, peu d'instants après Kléber. Il était porteur de six blessures dont une seule paraissait sérieuse: une plaie pénétrante de l'épaule, provoquée par une balle de fusil de rempart. La plaie fut débridée et pansée comme celle de Kléber. L'adjudant général Lescale avait le bras traversé par une balle. Sulkowski, qui avait déployé une extraordinaire bravoure, et que Bonaparte fit général sur le terrain, n'avait également que des blessures légères, et Larrey n'en fait pas de mention spéciale. Ces officiers et les autres blessés furent envoyés, aussitôt après avoir reçu les pre-

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*. Notes inédites

miers soins, à l'hôpital des Capucins, qui devint l'ambulance définitive. Le chef de brigade Massé et cinq officiers furent tués. A ce chiffre, il faut ajouter vingt hommes qui furent noyés au moment du débarquement. Ce furent toutes les pertes qu'occasionna la prise d'Alexandrie.

Les blessés exigèrent quelques grandes opérations; mais, d'une façon générale, les plaies étaient dénuées de gravité, et Larrey note pour la première fois, — il y reviendra, — l'action favorable du climat sur leur cicatrisation.

Les premières mesures de Bonaparte, après la prise d'Alexandrie, sont empreintes de générosité et d'habileté vis-à-vis des vaincus. Il interdit sévèrement tout acte de pillage ou de violence à ses soldats. Il maintient les institutions, les mœurs et la religion nationales, témoigne les plus grands égards aux cheiks arabes et n'épargne rien pour se concilier la population. Dans une pensée de ménagement pour la Porte, il conserve dans ses fonctions le gouverneur turc, Koraïm, qui du reste devait le trahir. Mais il le place sous la surveillance de Kléber, que sa blessure empêchera de suivre l'armée, et qu'il va laisser comme commandant d'Alexandrie, avec un corps de trois mille hommes. Il institue un *divan,* sorte de conseil municipal composé de cheiks et de notables, qui pourra être consulté pour toutes les affaires locales et, au besoin, être rendu responsable de ses actes et de ceux de la population vis-à-vis du nouveau gouvernement.

En même temps qu'il organise l'administration de la cité, il prépare la défense de la place et assure la sécurité de son armée. Il ordonne de fortifier Alexandrie et confie le soin des travaux à un officier qui se trouve être un ingénieur du plus grand talent, le colonel Crétin. Dès la première heure, il a songé au sort de la flotte, qui, d'après le rapport de Brueys, ne pourra peut-être pas pénétrer dans la rade d'Alexandrie. Il craint, avec raison, — et l'événement ne prouvera que trop la justesse de cette appréhension, — que l'escadre ne soit surprise par Nelson au mouillage, et exposée à un désastre; il prescrit, en conséquence, à l'ami-

ral d'aller s'embosser à Aboukir, et, dans le cas où il ne se jugerait pas en sûreté dans cette rade, de se retirer à Corfou[1].

Les mesures concernant l'armée sont prescrites avec la même rapidité et la même décision. Bonaparte a hâte de poursuivre la campagne et de marcher sur le Caire, qui est la clef de sa conquête. Aussi ne perd-il pas un instant. Les indications les plus pressantes sont de faire vivre les troupes et de les mettre à l'abri des maladies infectieuses endémiques dans le pays. Pour assurer la première, il réquisitionne, estime et achète tous les blés, toutes les denrées alimentaires qui se trouvent dans les deux ports, et confisque les propriétés des mameluks. Il réalise la seconde en ordonnant la création d'un lazaret qui devra être installé sur le modèle de celui de Marseille, alors le plus vaste, le plus commode et le mieux administré de l'Europe. Ce sera le premier établissement de ce genre fondé dans le Levant. A sa tête il place Blanc, un des anciens administrateurs du lazaret de Marseille, dont la compétence égale le zèle et le dévouement[2]. Il visite l'hôpital, s'entretient familièrement avec les blessés et les malades, complimente les médecins et se fait adresser par eux la liste de leurs réclamations. Il n'oublie pas les morts, et, voulant frapper l'imagination de l'armée, il prescrit pour eux une sépulture triomphale et ordonne qu'ils soient enterrés au pied de la colonne de Pompée[3].

Ces actes accomplis, il peut se mettre en marche pour le Caire. L'itinéraire est, par la route de Damanhour, plus pénible mais plus court que le chemin qui passe par Rosette. Desaix, qui commande l'avant-garde, comme autrefois sur le Rhin, s'ébranlera le premier avec un jour d'avance sur les autres divisions. Dugua, qui remplace Kléber laissé à Alexandrie, marchera sur Rosette dont il s'emparera, protégera l'entrée dans le Nil d'une flottille chargée des vivres et des munitions de l'armée, et rejoindra à Rahmanieh le corps

[1] 15 messidor, arrêté du général en chef.
[2] Des Genettes, *Histoire médicale de l'armée d'Orient*, an X (1802).
[3] Arrêté du 17 messidor (5 juillet).

principal de l'armée. Enfin la flottille, commandée par le vice-amiral Perrée, matelot illettré, sachant à peine lire (dit Marmont), mais brave et expérimenté (dit Larrey), et très estimé par Bonaparte, devra entrer dans le Nil, le remonter jusqu'à Rosette et de là jusqu'au Caire, en s'avançant parallèlement à l'armée.

Larrey et Des Genettes prennent, de leur côté, leurs dernières dispositions. Ils organisent le service de santé des hôpitaux sédentaires d'Alexandrie. Larrey laisse la direction de son service à Masclet, jeune chirurgien du plus grand mérite, qui devait malheureusement, comme tant d'autres, victime de son zèle et de son dévouement, être enlevé par la peste. Il confie le traitement de la blessure de Kléber à Antoine Dubois, qui reste également à Alexandrie, attache une ambulance active à chacune des divisions, et établit près de lui, au quartier général, un corps de réserve de chirurgiens formant une sixième ambulance. Au moment du départ, les deux médecins en chef se séparent; Des Genettes ne suit pas l'armée par la route de terre : il a reçu l'ordre de s'embarquer sur la flottille et de se rendre à Rosette pour y préparer un hôpital.

II

L'ordre du départ fut donné le 19 messidor (7 juillet), à 6 heures du soir. L'armée était débarquée, on se le rappelle, le 14. Cinq jours avaient donc suffi à Bonaparte pour mettre à terre les troupes et le matériel de guerre, prendre Alexandrie, rétablir l'ordre dans la ville, lui donner des services administratifs, réorganiser l'armée, arrêter le programme de la marche en avant et en préparer l'exécution.

A ce moment, l'armée, qui avait compté trente-huit mille hommes, mais qui avait laissé une importante garnison à Malte, atteignait à peine, en y comprenant tous ses effectifs,

— même les non combattants, — le chiffre de trente-quatre mille soldats[1]. C'est avec ces forces relativement faibles, mais composées de soldats aguerris et commandés par des chefs ayant fait leurs preuves et possédant sa confiance, que Bonaparte allait s'enfoncer dans un pays hostile, traverser des régions désolées et dépourvues de toutes ressources, et affronter une milice célèbre, que son courage, son mépris aveugle de la mort, son entraînement à la guerre et sa discipline rendaient redoutable.

Au moment de se mettre en route, Larrey éprouva une vive déception. Sur sa demande, le général en chef avait mis à sa disposition deux chameaux pour le transport de son matériel d'ambulance. Quand, le matin, on voulut charger ces animaux, ils avaient disparu; on les avait volés pendant la nuit. Il se vit obligé d'improviser, à l'instant même, des sacs de toile, dans lesquels il répartit les instruments de chirurgie et les objets de pansement nécessaires aux premiers soins[2]. Chaque médecin dut se charger d'un de ces sacs et le porter avec lui. Mais ces dispositions avaient pris du temps, et quand elles furent terminées, l'armée était déjà sur la route de Damanhour avec deux heures d'avance.

L'ambulance dut donc partir seule. D'Alexandrie à El-Ouhah, misérable village qui était la première étape de l'armée, il y avait dix heures de marche[3] à travers le désert, et il fallait accomplir ce trajet la nuit sans escorte et sans guide. Larrey n'avait pas de carte du pays, mais il en avait consulté une la veille, et croyait en avoir assez exactement conservé le souvenir. C'est sans autre moyen d'orientation que ce fragile repère, et la voie lactée qui brillait au-dessus de leurs têtes, que les chirurgiens du quartier général durent accomplir leur route. Ils eurent là la vision nette des souffrances et des dangers qui les attendaient pendant la campagne et qui devaient encore dépasser leurs prévisions.

[1] Cf. la note page 325. Larrey, *Journal*.
[2] Larrey, *id*.
[3] « L'armée mit vingt-quatre heures pour accomplir ce trajet. » (Larrey, *Journal de campagne*.)

Ils avaient à peine marché pendant une heure qu'ils trébuchaient contre un groupe de cadavres encore chauds, gisant sur le sable. Ils les reconnurent pour de malheureux employés d'hôpitaux, — les précédant de peu d'heures, — qui avaient été surpris et égorgés par les Arabes. Ils devaient apprendre plus tard que d'autres retardataires, — venant après eux, — avaient subi le même sort. « Aussi, dit Larrey, notre préservation fut-elle un véritable miracle. » Enfin, après une nuit entière de marche pénible, à travers le sable, dans un qui-vive perpétuel, et avec les appréhensions que leur donnait l'incertitude où ils étaient de leur route, ils aperçurent à six heures du matin les fanions de l'armée.

L'expédition n'en était encore qu'à sa première étape, et déjà les troupes avaient cruellement souffert de la soif et de leur trajet pénible à travers le désert. A El-Ouhah, où on comptait trouver de l'eau, le puits ne contenait qu'une boue fétide, et l'armée dut continuer sa marche en avant sans s'être désaltérée. « Quelle privation et quelle souffrance! s'écrie Larrey. Accablés sous un soleil brûlant, nous marchons à pied sur un sable plus brûlant encore, parcourant des plaines immenses, arides, sans un seul arbre ni un brin d'herbe, ne rencontrant que rarement une eau bourbeuse et fétide, pour étancher notre soif, et encore en quantité trop insuffisante. Les soldats, dès la première étape, accablés par la chaleur, s'étaient allégés, en les jetant, des biscuits dont ils étaient munis pour quatre jours, en sorte qu'aux horreurs de la soif se joignirent les souffrances de la faim[1]. Des hommes ont succombé de soif, de fatigue et de faim, d'autres se sont tués de désespoir. Chez ceux qui succombaient, la mort m'a paru douce et calme, et l'un d'eux me disait au dernier instant de sa vie se trouver dans un bien-être inexprimable[2]. »

Les déceptions qu'éprouvèrent les troupes à chaque ins-

[1] Ce récit de Larrey justifie Bonaparte du reproche que lui adressent certains historiens d'avoir entrepris sans vivres suffisants la traversée du désert. Les soldats avaient bien des biscuits, mais ils les jetèrent.

[2] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. I, p. 193.

tant aggravèrent encore leur situation. Le phénomène du mirage, qui reflétait sur les rétines une illusoire nappe d'eau limpide, un puits signalé, une citerne annoncée, et qui se trouvaient vides, l'arrivée à Damanhour considéré comme point important de ravitaillement, et qui n'était qu'une affreuse et misérable bourgade[1] où il n'existait que des ressources insuffisantes, redoublèrent leur découragement et leur tristesse en détruisant les espérances qu'elles avaient conçues[2]. Larrey, dans ces circonstances où les caractères les plus solidement trempés faiblirent, où l'on vit des hommes comme Lannes et Murat s'abandonner un moment au désespoir[3], montra au contraire une fermeté et une endurance supérieures. Imposant silence à ses propres souffrances, il se multipliait auprès des soldats, stimulant le courage de ceux qui faiblissaient, galvanisant par son exemple, par ses paroles, et ranimant par l'administration d'un cordial, des hommes qui paraissaient avoir perdu toute résistance. En médecin prévoyant, il avait avec lui une petite outre de cuir, recouverte de drap de laine, remplie d'eau de source, additionnée d'eau-de-vie. Il avait soin de la plonger dans l'eau bourbeuse qu'il pouvait rencontrer et la maintenait ainsi, dit-il, à une température très basse. Quelques gouttes placées sur la langue, de temps en temps, suffisaient pour atténuer la souffrance de la soif[4].

[1] « On y trouva de l'eau, mais le pays ne produisait pas les ressources nécessaires pour nourrir avec du pain deux divisions. » (*Journal de Belliard*, 15 messidor, 7 juillet.)

[2] Damanhour est la vieille ville d'H'Orus, la Petite Apollinopolis des Grecs (Ebers et Maspero). On a peine à comprendre que la misérable bourgade de cette époque, entourée de solitudes arides, ait été autrefois et soit redevenue aujourd'hui un centre prospère au milieu de plaines cultivées et de prairies verdoyantes. C'est que la richesse du Delta a toujours tenu à l'intelligente répartition des eaux. Dans les temps antiques, sous les pharaons et jusqu'à l'occupation romaine, le Nil se jetait à la mer par sept embouchures. Sur chacun de ses bras s'élevaient des villes florissantes, et vingt-quatre gouverneurs veillaient au bien-être des contrées qu'on leur avait confiées. Quand les Turcs eurent incorporé l'Égypte à leur empire, l'impéritie des pachas et des beys, leur rapacité administrative diminuèrent vite la portion cultivée du Delta. Les embouchures du fleuve s'obstruèrent peu à peu, et la diminution de son débit finit par transformer en désert des lieux jusqu'alors d'une fertilité extraordinaire. Ainsi se vérifie le mot de Bonaparte : « Sous un mauvais gouvernement le désert empiète sur le Nil, tandis que, sous un bon, c'est le Nil qui empiète sur le désert. »

[3] Thiers, *la Révolution française*, t. 10, p. 30.

[4] « Le général Bonaparte vint m'en demander, et je possède encore la noix de

Au mécontentement et à l'abattement de l'armée, l'attitude des savants de l'expédition faisait un saisissant et parfois piquant contraste. Malgré le supplice de la soif et les fatigues de la marche, l'enthousiasme de ces hommes nourris des fortes études classiques en honneur au XVIII[e] siècle et élevés dans l'admiration des peuples de l'antiquité croissait à mesure qu'ils s'avançaient sur le sol des dynasties égyptiennes. La découverte de quelques vestiges historiques paraissait les rendre presque insensibles aux souffrances physiques. Dolomieu, Berthollet et Monge surtout, dont l'imagination était très vive et l'érudition très étendue, se livraient à un enthousiasme que peuvent seuls comprendre ceux qui connaissent les profondes et mystérieuses sensations qu'éveillent dans l'esprit les souvenirs d'un grandiose passé. Le futur comte de Péluse, en attendant les fouilles des hypogées de la haute Égypte, s'arrêtait au moindre accident de terrain, au moindre débris de vieilles murailles, et les interrogeait longuement. Il assaisonnait ses explorations d'une pointe d'exaltation humoristique qui égayait Bonaparte et son état-major. Un jour où l'armée longeait l'ancien canal du Calidi, qui servait autrefois à la navigation entre Alexandrie et le Nil, Monge aperçoit tout à coup d'anciennes fondations; il s'arrête, les examine, reconnaît un corps de logis avec ses différentes divisions et cherche, par l'exploration de ces ruines, à se rendre compte de leur destination primitive. Tout à coup il se redresse et déclare, au milieu de rires universels, que c'était une auberge destinée, du temps d'Hérodote, aux mariniers du canal et où on buvait du vin, il y a trois mille deux cents ans, à tel prix la bouteille. Monge plaisantait, mais sa saillie s'est trouvée vérifiée par les fouilles faites dans les hypogées où ont été découvertes des peintures représentant des vendanges au temps des pharaons [1].

coco dans laquelle je lui versai à boire à différentes reprises. » (*Mémoires et campagnes*. Notes manuscrites de l'édition personnelle de Larrey, p. 195.)

[1] Une inscription nous apprend que le possesseur d'un de ces vignobles s'appelait Ptahhotep et vivait il y a six mille ans sons les rois contemporains des

Des scènes comme celles-là se renouvelaient souvent. Caffarelli, malgré les fatigues provoquées par son infirmité, partageait les enthousiasmes de Monge. L'armée assistait goguenarde et railleuse à ces témoignages passionnés de curiosité scientifique. Mécontente des déceptions qu'elle éprouvait, frappée du grand nombre de savants qui accompagnaient Bonaparte, elle n'était pas éloignée de croire que l'expédition avait été uniquement entreprise à leur profit. Quoiqu'elle eût en haute estime la bravoure de Caffarelli, elle ne lui pardonnait pas son érudition, qui le confondait, à ses yeux, avec des hommes qui ne portaient pas d'épée, qui ne se battaient pas et qui n'avaient d'attention que pour des « tumuli » et des pans de vieux murs. Elle l'accusait d'avoir trompé le général en chef et de l'avoir entraîné dans ces régions désolées ; mais les soldats ajoutaient plaisamment, en faisant allusion à la jambe qu'il avait perdue sur le Rhin : « Il s'en moque, lui, il a un pied en France. »

Un autre motif vint augmenter la déconsidération qui s'attacha dans ses rangs aux hommes distingués dans les sciences, les lettres et les arts, qui avaient consenti à partager si courageusement leurs fatigues et leurs dangers. Parmi ceux-ci s'étaient glissés en effet quelques jeunes gens médiocres, dont la nullité d'esprit les frappa bientôt. Ils affectèrent alors de confondre tous les membres de la mission dans le même dédain, et ils ne manquèrent pas de marquer ce sentiment par leur attitude et leurs plaisanteries. Comme l'esprit de

Pyramides, deux mille huit cents ans avant la date donnée par Monge. Le vin d'Égypte avait été très réputé et célébré par les historiens et les poètes :

Sunt Thasiæ vites, sunt Mareotides albæ.

Voici les vins de Thasos, voici les vins blancs de Maréotis.

Du reste, au temps de l'ancienne Alexandrie, des vignobles célèbres s'étalaient sur les bords du Nil et sur les berges que n'atteignaient pas les inondations. Le mouvement maritime était très considérable sur l'ancien lac Maréotis; des bâtiments de tous genres, élégantes galères de plaisir et bâtiments de transport, les sillonnaient sans cesse, et l'œil, aussi loin qu'il pouvait porter dans le fertile Delta, n'embrassait que de claires villas ombragées de palmiers, et, de distance en distance, des hôtelleries destinées à désaltérer les voyageurs et les marins. (Cf. Ebers, *l'Égypte,* traduction de Maspero.)

gaminerie parisienne survit toujours en tout temps chez le soldat français, ils donnèrent à l'âne, cet animal domestique si répandu en Égypte, où il rend de très grands services, le sohriquet de « savant ». On ne disait pas : « Amenez-moi un âne, chargez un âne, » mais : « Amenez-moi ou chargez un savant[1]. »

Ce regrettable état d'esprit resta inoffensif tant que Bonaparte, vivant dans l'intimité des principaux chefs de la mission et couvrant tous ses membres de son patronage, resta en Égypte. Survinrent du reste, dès les premiers temps de l'occupation, des circonstances où ces hommes, en apparence si paisibles et si inoffensifs, montrèrent qu'ils savaient aussi se servir d'une arme, et à l'occasion faire tête à l'ennemi dans un péril commun, aussi hien que les plus braves soldats. On ne tarda pas à se rendre compte d'un autre côté que ces savants dédaignés étaient bons à autre chose qu'à étudier les vieux monuments de l'Égypte. Dès qu'on les vit procéder aux travaux qui étaient les plus utiles à l'armée, construire ou améliorer des fours pour lui donner du pain, clarifier et rafraîchir l'eau du Nil pour lui procurer une hoisson salubre et agréable, fabriquer de la poudre pour remplacer celle qu'ils hrûlaient journellement, dresser la topographie de l'Égypte, améliorer les routes ou en tracer de nouvelles, puhlier des journaux qui devaient faire connaître en France le récit de leurs conquêtes, les plus intelligents parmi les soldats revinrent à d'autres sentiments et leur manifestèrent le respect et la reconnaissance auxquels ils avaient tant de droits. Malheureusement, ces sentiments de justice et de reconnaissance s'effacèrent avec le temps. Quand, plus tard, en effet, après le départ de Bonaparte et l'assassinat de Kléher, survinrent les mauvais jours, quand l'Égypte fut livrée à l'incapahle Menou, celui-ci ayant affecté vis-à-vis des savants une sorte d'hostilité mêlée de mépris, les troupes ne crurent mieux faire que d'imiter le général en chef, et les memhres

[1] « Un jour, un détachement de soldats qui escortait quelques savants est chargé par des mameluks. Le chef commande : « Formez le carré. Les savants et les ânes « au centre. » (Geoffroy-Saint-Hilaire, *Lettres écrites d'Égypte*, Hamy, p. 112.)

de la Commission des sciences et des arts devinrent de nouveau en butte à de cruelles et stupides vexations.

Aux souffrances de l'armée se joignait le péril que lui faisaient courir des nuées d'Arabes qui la harcelaient sans cesse et massacraient ou enlevaient tous ceux qui s'écartaient de ses rangs. Un des chirurgiens de Larrey fut ainsi capturé et tué. En sortant de Damanbour, Bonaparte chevauchant avec quelques officiers passa si près d'eux, qu'il aurait pu facilement être enlevé. Il dut son salut à un petit monticule qui le dissimula à leurs yeux. Desaix et son entourage l'accablèrent de reproches. Il répondit par ces mots si justement prophétiques : « Il n'est pas dans ma destinée d'être capturé par des Arabes. Ah ! si c'était des Anglais[1] ! »

Mais on éprouva bientôt une autre inquiétude. Il reçut un coup de pied de cheval à la jambe, et la contusion qui en fut le résultat fit d'autant plus craindre à Larrey des accidents consécutifs, que Bonaparte refusa péremptoirement de se soumettre à des précautions et de se laisser porter comme les blessés. Il continua à partager les fatigues de l'armée et à déployer au milieu d'elle son activité ordinaire. Mais ce jeune général qu'on avait vu arriver, peu d'années auparavant, chétif et souffreteux à l'armée d'Italie, avait de merveilleuses ressources de vitalité et de santé, et il guérit sans complications[2].

Enfin l'armée arriva à Rahmanieh le 22 messidor au soir (11 juillet), et pour la première fois elle aperçut le Nil. Les soldats se précipitèrent vers le fleuve pour se désaltérer, se baignèrent et oublièrent un moment leurs fatigues. Le général en chef leur donna deux jours de repos. Pendant ce temps, arrivèrent le général Dugua, qui avait pris possession de Rosette, avec la flottille commandée par le vice-amiral Perrée, et Des Genettes, qui venait d'organiser un hôpital militaire dans cette ville.

Cependant les mameluks avaient fait leur apparition. Au

[1] Larrey, *note inédite*.
[2] « Ce fut la seule blessure authentique connue qu'il ait jamais reçue. » (Larrey, *note inédite*.)

moment où l'armée entrait à Rahmanieh, ils avaient attaqué la division Desaix, dont l'artillerie les dispersa. Mais ce n'était là qu'une démonstration. Bonaparte apprit qu'ils l'attendaient à Chehreiss. Il leva son camp le 24 messidor (12 juillet) et marcha immédiatement contre eux, en suivant la rive gauche du Nil. Il prescrivit à la flotte de s'avancer de son côté parallèlement à l'armée. Devant la perspective d'une bataille, les soldats oubliaient maintenant leurs fatigues, et à l'abattement des premiers jours avaient succédé l'entrain et la confiance qu'ils manifestaient toujours en face de l'ennemi, quand ils étaient commandés par Bonaparte. Ils considéraient la défaite des mameluks comme inévitable, et l'entrée au Caire, qui devait en être la conséquence, comme l'inauguration d'une phase nouvelle de la guerre. L'imagination de ceux qui parmi eux avaient quelque teinte de littérature aidant, ils n'étaient pas éloignés de se représenter la capitale de l'Égypte sous le fantastique aspect que prêtent aux cités de l'Orient les conteurs arabes, et de s'attendre à y trouver les palais enchantés et les féeriques visions des *Mille et une Nuits*.

Ces mameluks, au-devant desquels marchait l'armée, étaient les vrais maîtres de l'Égypte, et leur destruction seule pouvait lui en assurer la possession. Leur recrutement et leur organisation, imaginés par le sultan Sélim pour servir de contrepoids à l'autorité des pachas, différaient complètement par leur singularité de toutes les conceptions européennes. Composée d'esclaves circassiens achetés jeunes, sélectionnés avec un soin extrême, entraînés de bonne heure aux exercices des armes et du cheval, aux prouesses de la guerre, aux actes aveugles de courage et au mépris de la mort, armés et montés avec une rare supériorité, cette milice célèbre constituait une force de huit mille cavaliers d'élite. Elle obéissait à des beys, qui s'étaient peu à peu substitués aux pachas représentants de la Porte, dont l'autorité n'était plus que nominale. Ces beys étaient au nombre de vingt-quatre. Mais, par suite de guerres heureuses, deux d'entre eux, Mourad et Ibrahim, avaient forcé les autres à reconnaître leur souveraineté, et, au moment de l'invasion fran-

çaise, ils exerçaient sans contestation leur autorité sur les différentes races de fellahs, d'Arabes et de Turcs, — ceux-ci en petit nombre, — qui constituaient la population égyptienne.

Les deux beys s'étaient partagé les attributions du pouvoir. Mourad, d'une bravoure à toute épreuve, cavalier intrépide et fougueux, adonné avec ardeur à la guerre où il avait acquis sa célébrité, passionné pour les femmes, le luxe, les belles armes et les vêtements somptueux, s'était saisi de l'autorité militaire. A Ibrahim, dont l'intelligence était fine et très déliée, dont l'astucieuse habileté était considérable et la fortune immense, avait été dévolu le pouvoir civil et administratif.

A la nouvelle du débarquement des Français, Mourad fit ses préparatifs. Il se rendit à son palais de Giseh, près du Caire, fit partir des exprès dans toutes les directions, réunit ses mameluks et leur donna l'ordre de s'armer. Confiant dans sa valeur militaire et dans l'héroïsme de ses cavaliers, il ne doutait pas de tailler en pièces l'infanterie française. Telle était sa présomption, qu'il n'envoya même qu'une partie de ses forces, quatre mille mameluks environ, au-devant de Bonaparte. Il les rangea en bataille en avant du village de Chebreiss[1], sa droite s'appuyant sur le Nil et sur une flottille qui se composait de chaloupes canonnières et de djermes armées.

Cependant l'armée française quittait, comme nous l'avons vu, son campement le 24 messidor, couchait à Minieh-Salameb, et le 25, avant le jour, marchait sur Chebreiss.

En même temps, la flottille française commandée par Perrée s'avançait sur le Nil, avec l'ordre de se tenir à la hauteur de la gauche de l'armée française et d'attaquer la flottille ennemie, au moment où Bonaparte en viendrait aux mains avec les mameluks. Elle était suivie d'embarcations qui transportaient les blessés des différentes affaires précédentes, et dont la surveillance était confiée à Des Genettes. Malheureuse-

[1] Les Égyptiens ont tour à tour appelé ce village Chobraris et Chobrâkhit. Je lui conserve le nom de Chebreiss, sous lequel les auteurs français l'ont toujours désigné.

ment, Perrée ne put pas maintenir ses bâtiments aux allures modérées que nécessitait la marche de l'armée. Bientôt il la dépassa, gagna une lieue sur elle, et se trouva seul en face de la flottille égyptienne. Forcée d'accepter un combat rendu inégal par l'agression simultanée des mameluks et des Arabes postés sur les rives du fleuve, la petite escadre française, prise entre deux feux, courut les plus graves dangers : deux de ses bâtiments pris à l'abordage furent, il est vrai, repris par un suprême effort ; mais des embarcations portant des malades, des vivres et des munitions tombèrent entre les mains de l'ennemi. Sur la flottille se trouvaient, avec quelques membres de la mission, Andréossi, Junot, Zayoncheck et quinze cents cavaliers démontés. Ils firent une résistance désespérée[1].

C'est dans cette circonstance que les savants si injustement décriés montrèrent que la science n'exclut ni l'héroïsme, ni la présence d'esprit. Monge et Berthollet se conduisirent comme les plus vaillants canonniers, pointant les pièces, y mettant eux-mêmes le feu et défendant l'approche de leur bâtiment le sabre à la main. Au plus fort de cet engagement meurtrier, Monge vit avec étonnement son ami remplir ses poches de pierres et de fragments de mitraille. Il lui demanda ce qu'il faisait : « Ne voyez-vous pas que nous sommes perdus? répondit Berthollet. C'est afin de rester au fond de l'eau si je suis tué. »

Cette brillante résistance de la flottille française se prolongea des heures, et permit à Bonaparte d'arriver à son secours. Au bruit du canon lui faisant connaître que ses bâtiments étaient engagés, il lança ses troupes au pas de charge, au-devant des mameluks. Dès que ceux-ci l'aperçurent, ils abandonnèrent la flottille pour se précipiter sur lui. La cavalerie égyptienne, inondant la plaine, fondant par masse, sans ordre tactique, sur les lignes fran-

[1] « On débarqua sur la rive droite des troupes qui se formèrent immédiatement en carrés et tinrent pendant une heure, quoiqu'elles fussent prises à revers par l'artillerie et la mousqueterie de la rive gauche et enveloppées de toutes parts sur la rive droite par de nombreux pelotons de cavalerie ennemie. » (*Journal du chef de bataillon du génie Detroit.*)

çaises, vint se briser contre un mur d'airain et de feu[1]. La plupart des mameluks périrent sous les projectiles de l'artillerie ou sur les baïonnettes des soldats; les autres furent poussés jusqu'au village de Chebreiss, qui fut emporté, et opérèrent leur retraite en désordre sur le Caire. Leur flottille abandonna alors de son côté le combat acharné qu'elle livrait aux bâtiments français, et remonta le Nil.

Dans cette affaire, l'armée perdit quelques hommes tués et eut seulement une vingtaine de blessés. Larrey établit son ambulance à Chebreiss. On se rappelle que, faute de chameaux, il avait dû faire placer dans des sacs de toile le matériel de chirurgie et le distribuer entre tous les chirurgiens du quartier général, qui le portèrent avec eux à travers le désert. Bonaparte, qui connaissait l'affaire du vol des montures, ne fut pas peu surpris, en visitant les blessés, de trouver son chirurgien en chef pratiquant ses opérations avec la même régularité qu'à l'ordinaire et paraissant posséder tout l'outillage à pansement qui, d'après lui, devait lui faire défaut. Son étonnement redoubla quand il vit distribuer de l'eau additionnée d'eau-de-vie à chaque blessé. Or, si aux bords du Nil on ne manquait plus d'eau désormais, il était certain qu'il n'y avait pas actuellement d'eau-de-vie dans l'armée. Les approvisionnements étaient restés sur la flottille, et la plupart des embarcations sur lesquelles ils avaient été chargés avaient été perdues. Larrey lui apprit alors comment il avait transporté, avec ses collaborateurs, les objets indispensables aux pansements, et de quelle façon il s'était procuré l'unique baril d'eau-de-vie qui existât à ce moment dans le corps expéditionnaire. Il appartenait à son compatriote, le général Bessières, qui, en Gascon prudent et avisé, l'avait emporté au départ d'Alexandrie, et, se défiant des hasards de la navigation sur le Nil, n'avait pas voulu s'en séparer. Larrey, ayant appris cette circonstance, fut le

[1] Il y eut, au début, un peu de flottement dans la petite armée de Bonaparte. Elle n'était pas encore habituée aux groupements par carrés, et il fallait prendre successivement par la main les pelotons et les bataillons pour les poster sur le terrain qui leur était assigné dans la disposition générale prescrite par le général en chef.

lui demander pour ses blessés. Le futur duc d'Istrie ne se fit pas prier et ordonna de le lui remettre aussitôt. « Bessières est un homme de cœur, dit Bonaparte; quant à vous, Larrey, vous faites toujours des miracles de prévoyance[1]. » Ce fait accrut encore l'estime et la confiance du général en chef pour le chirurgien, dont chaque jour lui permettait de constater la sagacité, l'ingéniosité et le dévouement sans limites.

Les troupes reprirent, le lendemain 26 messidor, leur marche sur le Caire. Desaix commandait, comme d'habitude, l'avant-garde; Larrey était au quartier général avec son ambulance auprès de Bonaparte, et Des Genettes sur la flottille du Nil. On recommença les étapes pénibles, au milieu d'un pays désolé. La nourriture consistait en pastèques, qui se trouvaient heureusement en abondance, et en grains qu'on déterrait du sol où les fellahs les avaient cachés, et qu'à défaut de moulin on broyait entre deux pierres et qu'on faisait griller. Les Arabes continuaient à harceler les troupes. Tout homme qui s'écartait à une portée de fusil tombait entre leurs mains, et était assassiné. Une de leurs principales victimes fut un jeune officier du plus grand mérite, neveu de Lacépède, l'adjudant général Desnanot, dont la mort eut lieu dans des conditions dramatiques.

Capturé par eux, il avait été emmené à leur campement. Bonaparte, que nul conquérant ne surpassa en humanité, — en dehors, bien entendu, du champ de bataille, où il ne fut que trop prodigue du sang de ses soldats, — qui ordonnait de suspendre, même par un gros temps, la marche d'un navire quand un homme tombait à la mer, et qui exigeait qu'on lui portât de prompts secours, essaya de le sauver. Tenter de l'arracher aux Arabes par les armes eût été hâter sa mort; il préféra négocier. Il envoya au chef de la tribu un messager avec une lettre de lui et un sac de cent piastres pour racheter la liberté du jeune officier. L'envoyé fut d'abord bien accueilli, mais une discussion s'éleva entre les Arabes

[1] Larrey, *Note inédite.*

sur le partage de la somme qu'il apportait. Ils allaient en venir aux mains, quand le chef, témoin de la contestation, y mit un terme de la façon la plus barbare : il tira un pistolet de sa ceinture, brûla la cervelle au malheureux Desnanot, et rendit avec le plus grand sang-froid les cent piastres à l'envoyé pour qu'il les rapportât au général en chef[1].

Les troupes marchèrent ainsi pendant huit jours sous un ciel de feu, harcelées à trois cents mètres de distance par les Arabes et privées de leurs communications avec Alexandrie. Enfin, le 2 thermidor (20 juillet), elles arrivèrent à Omm-el-Dinar, village situé à six lieues du Caire. C'était leur dernière étape. Bonaparte savait, en effet, que non loin de là, à Embabeh, Mourad-bey avait réuni son armée et l'attendait pour lui livrer la bataille qui devait décider du sort de l'Égypte.

III

L'armée se remit en marche le lendemain 3 thermidor (21 juillet), à deux heures du matin. Le voisinage de l'ennemi lui avait rendu son entrain, un peu altéré par les fatigues des jours précédents, et elle s'avançait, impatiente d'en venir aux mains, pleine d'ardeur et de confiance. Elle arriva dans l'après-midi en face d'Embabeh.

Le coup d'œil qui s'offrit alors à elle était saisissant et ne sortit jamais, dit Larrey, de la mémoire des soldats d'Égypte, destinés cependant, pour la plupart, à voir tant de choses et à figurer dans les plus merveilleux épisodes des plus grandes guerres de l'histoire. A gauche, le Nil bordant de ses flots argentés la ligne fauve du désert libyen. Au delà, émergeant de la ceinture que lui fait le grand fleuve, le Caire avec ses innombrables minarets, son enceinte mystérieuse et la croupe

[1] Larrey, *Note inédite.*

jaunâtre du Mokattam, qui supporte la fameuse citadelle élevée par Saladin. A droite, s'élevant dans les nuées, de gigantesques blocs de pierre d'un bleu sombre, dont les lignes dures et nettes se détachent avec un rare contraste sur le fond sans arbres ni verdure, aveuglant de lumière. Ce sont les Pyramides, qu'un mot de Bonaparte et la bataille qui va se livrer rendront plus célèbres que ne l'avait fait jusqu'alors leur antique origine. Et en face, dans la lumière crue qui inonde la plaine, un immense rassemblement de cavaliers dont les armes étincelantes jettent des feux au soleil. Ces mameluks, commandés par Mourad, sont au nombre de dix mille. Ils s'appuient à leur droite à Embabeh, sorte de camp retranché adossé au fleuve, dont le bey a confié la défense aux janissaires du pacha, et s'étendent à gauche jusqu'aux Pyramides, où quelques milliers d'Arabes forment leur aile extrême. C'est une véritable armée de soixante mille hommes qui se développe dans ce cadre incomparable, sur ce sol historique, où tant de fois le sort des armes a décidé de la destinée des empires.

A ce spectacle, Bonaparte fait suspendre la marche des troupes. Toutes les fibres de l'ardent homme de guerre qu'il est se tendent en lui. Il n'a pas livré d'importante bataille depuis sa merveilleuse campagne d'Italie, et c'est la première fois depuis l'an V qu'il trouve de nouveau en face de lui une grande armée en ligne à combattre, et qu'il va renouveler une de ces brillantes opérations tactiques qui ont toujours placé la victoire entre ses mains. De ces monuments qui évoquent à son imagination tout un grandiose passé et le souvenir des grands conquérants dont il est le descendant direct, de cette ligne superbe de cavaliers qui se déploie devant lui, son regard se retourne vers ses soldats poudreux, harassés par les fatigues et les souffrances de la route, n'ayant pris depuis l'aube ni repos, ni nourriture, mais dont l'allure vient de se redresser et dont la physionomie rayonne maintenant de confiance et de courage. Ce sont toujours les valeureuses troupes d'Italie. D'une simple phrase, il fait passer dans leur âme les sentiments qui l'agitent.

« Soldats, vous allez combattre aujourd'hui les dominateurs de l'Égypte. Songez que du haut de ces Pyramides quarante siècles vous contemplent. » A ces brèves mais saisissantes paroles, répondent d'unanimes cris de confiance. — Ont-elles été prononcées? — On a dit, en effet, que cette allocution, devenue depuis si célèbre, était apocryphe. Elle n'est, en effet, ni dans Berthier, ni dans Marmont, ni dans Savary. Mais elle est rapportée par Larrey[1], dont les témoignages sont indiscutables; par Martin, dont l'ouvrage est cependant absolument hostile à Bonaparte; par Denon, qui comme lui faisait partie de l'expédition, et par tous les historiens, dont la plupart, comme Thibaudeau et Thiers, ont pu interroger des combattants des Pyramides. Il faut avouer, du reste, que la harangue est bien dans le genre déclamatoire de Bonaparte. Quant à l'heure de la journée où elle fut prononcée, Martin la place exactement, comme je l'ai fait, au début de la bataille, au moment où il passe son armée en revue.

Les cœurs sont prêts, les armes le sont également, car à la dernière étape les canons et les fusils ont été remis en état. Bonaparte établit rapidement son ordre de bataille. Desaix commande la droite, formée de sa division et de celle du général Reynier. La division Kléber, ayant à sa tête le général Dugua, est au centre. La division Bon et celle de Menou occupent la gauche, le long du Nil. Chaque division forme un carré; l'artillerie est aux angles; au centre sont les généraux, les ambulances et les bagages. Bonaparte est au milieu de la division du centre, et Larrey à ses côtés, avec son ambulance du quartier général.

Le plan du général en chef est de séparer les mameluks du camp retranché d'Embabeh, de les envelopper, de les jeter dans le Nil et de s'emparer ensuite d'Embabeh. Il s'accomplit avec une rare précision.

Il donne le signal de l'attaque. Les deux divisions de Desaix, qui forment l'extrême droite, se mettent en marche.

[1] Larrey, *Note*.

A ce moment, Mourad, qui possède l'instinct de la guerre et auquel le combat de Chebreiss a servi d'enseignement, discerne l'intention de Bonaparte et lance ses mameluks, — une masse énorme de huit mille cavaliers, — sur ces troupes qui viennent à peine de s'ébranler. Celles-ci surprises, mais non déconcertées, se forment immédiatement en carré. L'immense trombe, embrasée par le soleil d'Orient, vient s'abattre avec une prodigieuse vitesse sur les carrés immobiles et hérissés de baïonnettes et les déborde sur toutes leurs faces. Ceux-ci restent silencieux. Pas un coup de fusil n'est tiré, pas une parole ne s'échappe de leurs rangs, et ce n'est que lorsque les cavaliers sont sur eux, qu'ils paraissent devoir être emportés par l'impétueux torrent, qu'éclatent les feux de salve. On assista alors à un spectacle saisissant dont les témoins de cette charge célèbre gardèrent, toute leur vie, le dramatique souvenir.

« J'ai vu, dit Larrey, ces fiers cavaliers, couverts d'armures resplendissantes d'or et de pierreries, brandissant leurs sabres, se précipiter en poussant des cris affreux sur nos divisions. Les carrés furent assaillis de tous côtés. C'est à peine si le feu roulant et ininterrompu de nos soldats pouvait les arrêter. Ils se précipitaient sur les baïonnettes avec une sorte de fureur et de délire désespérés. Des grenadiers eurent le canon de leurs fusils tranchés par le fil de leurs damas[1]. »

Arrêtés par les baïonnettes des soldats français, décimés par leurs feux, ayant en vain assailli les carrés par tous les côtés, sans pouvoir découvrir un endroit vulnérable, les mameluks se replient sur leur point de départ; mais ils trouvent sur leur derrière la division Dugua, postée près du Nil, qui les jette dans une déroute complète. Pendant ce temps, Bon et Menou marchent sur Embabeh. Les retranchements sont enlevés à la baïonnette. En vain les mameluks qui s'y sont réfugiés, et ceux qui défendaient avec les fellahs et les janissaires le camp retranché, tentent-ils une défense désespérée, ils sont tués ou poussés dans le Nil.

[1] Larrey, *Journal inédit de campagne* et *Mémoires*.

Avec la prise d'Embabeb la journée est finie. Mourad-bey, qui a fait des prodiges de valeur, qui a combattu au premier rang de ses troupes la division Desaix, et est blessé à la joue, qui voit son camp retranché emporté, sa droite cernée ou anéantie, rallie ce qui reste de sa superbe cavalerie, trois mille bommes environ, et opère, tout sanglant, sa retraite sur les Pyramides. Il se ravise et veut revenir sur Giseb, où ses mameluks se défendent encore. Desaix lui coupe la route et le poursuit jusqu'à la lisière du désert.

De son côté, Ibrahim, qui de l'autre rive du Nil a contemplé le désastre, abandonne le Caire et prend la route de la Syrie, emmenant avec lui ses trésors et ses esclaves.

Tel est l'aperçu sommaire de la bataille célèbre qui livra l'Égypte à Bonaparte. Le récit qu'en fait Larrey ne diffère en rien des autres versions que nous connaissons et qui ont servi de base à l'histoire. Plus de dix mille bommes des troupes de Mourad, mameluks, janissaires, fellahs, restèrent sur le cbamp de bataille. Un nombre considérable de chameaux et de cbevaux tombèrent entre les mains des Français. Les mameluks portaient sur eux des richesses considérables, armes enrichies de métaux précieux et de pierreries, châles orientaux, bourses pleines de pièces d'or; ce fut le butin des soldats. Bientôt ils songèrent à s'emparer de celui que les cavaliers de Mourad avaient emporté sur eux au fond du Nil, et un soldat gascon de la 32e demi-brigade eut l'idée de repêcber les noyés avec une baïonnette recourbée en bameçon et suspendue au bout d'une ligne. Son exemple fut suivi de tous ses camarades, et cette pêche d'un nouveau genre produisit une somme considérable, qui, selon les ordres de Bonaparte, fut déposée à la caisse de l'armée. Toutefois des trésors plus importants échappèrent au vainqueur. Toutes les richesses des mameluks étaient déposées sur leur flottille. En voyant l'issue du combat, ils y mirent le feu, et l'armée, de la rive, assista impuissante à leur destruction.

Larrey établit l'ambulance de l'armée au château de Giseh, appartenant à Mourad, où Bonaparte avait installé son quartier général. Située sur les bords du Nil, entourée de magni-

fiques jardins, de vergers pleins de fruits, ornée avec le faste et le luxe dont le bey aimait à s'entourer, cette résidence princière était une des plus belles de l'Égypte.

C'était, dans ces guerres, le sort des blessés d'être lié à celui de l'armée et de suivre sa fortune, passant comme elle de l'extrême dénûment à l'extrême abondance, des privations des objets les plus essentiels et parfois élémentaires au luxe le plus raffiné. Hier, à Rahmanieh et à Chebreiss, l'ambulance était établie dans une mauvaise masure, et les blessés n'avaient d'autre couche que le sol de terre battue sur lequel on avait répandu un peu de paille, d'autre nourriture que du grain écrasé et grillé et d'autre boisson que l'eau du Nil. Les voilà aujourd'hui abrités sous le toit du plus opulent et du plus fastueux des Orientaux, jouissant de tout ce que le confort le plus raffiné peut leur donner, étendus sur de moelleux divans, enveloppés de châles de prix, se désaltérant avec des fruits délicieux et des boissons fraîches, buvant le café du bey et se nourrissant, pour la première fois depuis leur départ d'Alexandrie, avec des aliments sains, grâce aux approvisionnements qu'il avait réunis dans sa demeure.

La bataille des Pyramides ne coûta la vie qu'à une trentaine de soldats français et occasionna seulement deux cent cinquante blessés. Mais le petit nombre d'hommes mis hors de combat était racheté par l'excessive importance des blessures. Beaucoup d'entre elles offraient une exceptionnelle gravité, et Larrey dut passer, selon son habitude des grands jours, vingt-quatre heures à l'ambulance sans songer à prendre la plus légère nourriture. Parmi les blessés les plus grièvement frappés étaient le général Almeras, dont un coup de feu avait fracassé le bassin, l'officier d'état-major Laguillermé, atteint à la fois par une balle qui lui traversa la poitrine de part en part et de deux coups de feu au visage qui lui avaient fracturé la mâchoire, et un jeune tambour de quatorze ans à qui un boulet enleva le moignon de l'épaule[1]. Tous trois guérirent.

[1] Aux citoyens inspecteurs du Conseil de santé, Rapports de Larrey et de Des Genettes, 1er fructidor an VI. — Larrey, *Correspondance de l'armée d'Orient*, Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.

Larrey soigna non seulement les blessés de l'armée, mais aussi les mameluks, qui, s'attendant à être achevés, ne pouvaient s'empêcher d'exprimer leur étonnement d'être traités avec une humanité si contraire à leurs propres mœurs. Un des principaux beys de Mourad, atteint d'un coup de feu mortel au ventre, et pansé par lui sur le champ de bataille, au milieu du carré de l'état-major, lui marqua sa reconnaissance en termes touchants. Il voulut lui faire présent de son talisman, magnifique agate en onyx d'une grande valeur. « Je n'en ai plus besoin, dit-il à Larrey, conservez-le précieusement. » Le chirurgien le porta, en effet, toujours à son doigt jusqu'en 1815. Fait prisonnier à la bataille de Waterloo, le premier soin des Prussiens fut de l'en dépouiller[1].

Au soir de chaque bataille, nous l'avons vu, Bonaparte ne manquait pas de manifester sa satisfaction à Larrey de l'habileté et de l'infatigable dévouement avec lesquels il accomplissait son pénible service. A l'occasion de la bataille des Pyramides, il voulut lui en donner un témoignage plus éclatant encore. Il inscrivit son éloge au bulletin de l'armée et lui décerna une gratification de douze cents livres, seule récompense à laquelle, dans les armées républicaines, pussent aspirer les médecins[2]. Il écrivit au Directoire de faire parvenir cette somme à Mme Larrey[3].

Après la bataille des Pyramides, l'armée française entra au Caire sans coup férir, et prit possession de la citadelle et de tous les postes militaires. Bonaparte installa son quartier général dans le palais d'Ely-pacha. Sans perdre un instant, il s'attacha à l'organisation civile et militaire du

[1] Larrey, *Note inédite.*

[2] « Il n'existait alors aucune récompense honorifique pour les officiers de santé militaires, tandis que les officiers combattants avaient des armes d'honneur. Plus tard, cependant, le général Bonaparte fit, après la deuxième bataille d'Abonkir, une exception en ma faveur. » (Larrey, *Mémoires et campagnes.* Note inédite.)

[3] « Je viens vous prier de faire payer une gratification de mille deux cents livres à la femme du citoyen Larrey. Il nous a rendu, au milieu du désert, les plus grands services par son activité et son zèle. C'est l'officier de santé que je connais le plus fait pour être à la tête des ambulances d'une armée. » (Bonaparte, *Lettre au Directoire exécutif,* 6 thermidor an VI.)

pays. Comme à Alexandrie, il rassura la population et lui promit le respect de sa religion et la conservation de ses coutumes. Il établit un *divan* général, auquel devaient ressortir les divans des autres provinces, et qui, sous la surveillance de l'autorité française, était chargé de l'administration et de la justice locale. Il organisa la perception des impôts. Son armée avait souffert; il la fit reposer, mais la soumit à une sévère discipline et lui imposa le respect des institutions, des propriétés et des personnes. La sauvegarde de la religion nationale, des mœurs, des mosquées, des harems et des femmes, fut assurée par de rigoureuses répressions.

Mais l'organisation du Caire et des provinces de la basse Égypte, que la victoire des Pyramides avait fait tomber entre ses mains, ne faisait pas perdre de vue à Bonaparte la nécessité de poursuivre et d'assurer sa conquête. Il avait envoyé Desaix dans la haute Égypte à la poursuite de Mourad-bey. Ayant appris que l'autre bey, Ibrahim, qui s'était enfui du Caire après la défaite des mameluks et dont l'influence était redoutable, s'était porté sur la Syrie, par Belheïs et Salahieh, il marcha en personne contre lui. Larrey l'accompagnait.

Le 24 thermidor (11 août), l'avant-garde atteignit Ibrahim à Salahieh, au moment où il allait s'enfoncer dans le désert avec ses femmes, ses trésors et une immense quantité de bagages. Quoique l'infanterie fût encore à une lieue de distance, Bonaparte n'hésita pas à attaquer; mais il n'avait que trois cents cavaliers, et les chevaux étaient fatigués par les trois jours de marche qu'ils venaient de faire. Les mameluks opposèrent une très vive résistance et le combat fut acharné. Entraînés par leur ardeur, les officiers les plus braves de l'armée coururent les plus grands dangers : Murat, Duroc, Arrighi, Lassalle furent enveloppés et ne se dégagèrent que par des prodiges de valeur. Lassalle laissa tomber son sabre au milieu de la charge, mit pied à terre, le ramassa, se remit en selle et tua un mameluk qui l'assaillait au même moment. Auguste de Colbert, qui servait avec ses deux frères dans l'armée d'Égypte et qui devait devenir un des plus remarquables commandants de cavalerie de l'Empire, chargea,

à côté de Murat, sur un cheval qui venait d'être pris à l'ennemi et dont la selle était dépourvue d'étriers. Il fut mis à l'ordre du jour pour sa brillante valeur. Il y eut cinquante blessés. Larrey signale l'extrême gravité de ces blessures portées avec une violence inouïe par les terribles damas des mameluks. Chez les uns, le moignon de l'épaule était emporté; d'autres avaient des membres presque entièrement détachés, où les muscles extenseurs de la tête sectionnés jusqu'aux apophyses épineuses des vertèbres cervicales, ou encore des portions de crâne absolument enlevées. Des cavaliers offraient jusqu'à quarante blessures. Destrée, chef d'escadron du 7me hussards, qui fut fait chef de brigade le soir de la bataille, reçut quatorze coups de sabre et une balle dans la poitrine. Sulkowski, — l'aide de camp de Bonaparte, — fut atteint de huit à dix coups de sabre et de plusieurs coups de feu. Tous deux guérirent.

Larrey pansa les blessés sur le sable et les fit porter ensuite dans la mosquée de Salahieh, où il établit une ambulance sédentaire[1].

Cette sanglante affaire eut pour résultat de rejeter Ibrahim en Syrie et de débarrasser l'Égypte d'un ennemi dangereux. Mais les bagages du bey échappèrent, et les soldats furent privés de la riche proie sur laquelle ils comptaient déjà. Ils se dédommagèrent par la capture d'une importante caravane, chargée de précieuses marchandises de l'Inde, qui était tombée entre les mains d'Ibrahim, et dont ses mameluks n'avaient pu emporter qu'une partie.

« Le général en chef, dit Larrey, avait d'abord eu l'intention de faire porter au Caire toutes ces marchandises pour les faire vendre régulièrement au profit des soldats. Mais, comme nous étions assez loin en Syrie et qu'on manquait de moyens de transport, cette mesure ne put être prise et la vente se fit sur le terrain même où la caravane avait été arrêtée et pillée par les mameluks. J'achetai six beaux châles

[1] Larrey, *Rapport aux citoyens inspecteurs généraux du Service de santé*, 1er fructidor an VI. Mss. B. N.

de cachemire et plusieurs pièces d'étoffe en mousseline de l'Inde pour six louis en or.

« Les soldats coupaient ces riches et rares étoffes et ces beaux châles pour se faire des bretelles, des ceintures et des bonnets de nuit. Les cantinières se firent surtout de précieux magasins.

« On trouva aussi dans les caisses de cette caravane beaucoup de perles fines et de pierreries, qui furent gaspillées et vendues à vil prix. On n'en connaissait pas la valeur[1]. »

IV

Au moment où Bonaparte quittait Salahieh pour retourner au Caire, il apprit le désastre d'Aboukir, 14 thermidor an VI (1er août 1798). Brueys, malgré les ordres qu'il aurait reçus de retourner à Corfou s'il ne pouvait se mettre en sûreté dans le port d'Alexandrie, s'était laissé surprendre par Nelson au mouillage d'Aboukir, dans des conditions d'embossage qui permirent à l'amiral anglais de faire passer ses vaisseaux entre le rivage et l'escadre française, prise entre deux feux[2]. La flotte fut détruite. Ce désastre entraînait d'in-

[1] Larrey, *Notes manuscrites. Mémoires et campagnes*, t. I. p. 200.

[2] Nous avons vu plus haut que Dupetit-Thouars, dans un déjeuner qn'il donna à son bord à Larrey, l'avant-veille du départ pour l'Égypte, lui exprima ses appréhensions sur l'incapacité de Brneys, et lni prédit la perte de la flotte et sa propre mort à lui-même. Il fut, en effet, tué sur son banc de quart.

Savary dit que, lorsque les Anglais fnrent maîtres d'Alexandrie, ils firent sonder les passes du port, et trouvèrent que celle du milieu avait au moins cinq brasses d'eau. « Si l'escadre n'avait pas perdn nn mois sans chercher à s'en assurer, elle anrait évité la destruction. » (*Mémoires du duc de Rovigo*. Note. Tome I, p. 72.)

D'après le rapport du capitaine Barré, chargé d'exécuter des sondages dans les passes d'Alexandrie (13 juillet-25 messidor), la flotte pouvait passer.

On a dit que Bonaparte avait prescrit à Brueys de se retirer à Corfou. Après la prise du Caire, l'amiral avait déjà épuisé les approvisionnements de l'escadre et n'aurait pn faire la ronte. Les vraies fautes de Brueys sont : la première, de ne pas avoir tenté de pénétrer dans le port, comme le lui avait recommandé Bonaparte (lettres des 9 et 12 thermidor), en amélioraut les passes, s'il le fallait, comme l'indiquait le capitaine Barré; la seconde, — étant resté à Alexandrie, — de ne pas avoir rectifié la position vicieuse de ses bâtiments, dès que les voiles suspectes lui

calculables conséquences militaires, puisqu'il enlevait à l'armée ses communications avec la métropole et les moyens de se rembarquer, qu'il la privait d'un puissant auxiliaire dans ses opérations ultérieures en Syrie, et qu'il ouvrait les côtes de l'Égypte à l'Angleterre. Bonaparte, dont la déception personnelle dut être cruelle, car il comptait se servir de l'escadre pour rentrer en France[1], en fut profondément affecté. Mais elle ne lui fit pas perdre sa résolution de poursuivre et de conserver sa conquête. La nécessité de maintenir la confiance des troupes, qu'un semblable événement était bien fait pour altérer, lui rendit vite son énergie et son impassibilité ordinaires, et il se montra, comme tant de fois plus tard, à la fin de son extraordinaire carrière, supérieur à la mauvaise fortune. Son premier soin fut de rassurer son entourage et de lui exposer que l'Égypte offrait suffisamment de ressources pour que l'armée pût se suffire à elle-même. Il l'invita à l'aider à la préserver d'un découragement qui serait le signal de sa perte[2]. Il écrivit à Kléber, qui lui avait envoyé d'Alexandrie la nouvelle du désastre : « Les Anglais nous obligeront peut-être à faire de plus grandes choses que nous ne voulions faire[3]. » Kléber répondit : « Oui, nous l'entreprendrons, cette grande chose, et je prépare déjà toutes mes facultés[4]. »

En arrivant au Caire, il conserve la même attitude, et son calme étudié, la sécurité qu'il manifeste, la liberté appa-

furent signalées (20 juillet). La bataille n'ayant eu lieu que le 14 thermidor (2 août), le temps ne lui manquait pas. Mais nous connaissons le désarroi qui régnait alors dans la marine, et dont on ne peut avoir une idée qu'en lisant les rapports du temps. « C'est un cadavre infect, » disait à Kléber le capitaine de vaisseau Casabianca, qui périt à Aboukir avec son fils. Kléber, qui la voyait de près, dans son commandement d'Alexandrie, ajoute « qu'il ne se trompait pas ». (Kléber à Menou, 28 thermidor an VI, 15 août 1798.) Les témoins intelligents, comme les membres de la Commission des sciences et des arts, ne sont pas moins affirmatifs : « C'est à la faute de Brueys, dit Geoffroy-Saint-Hilaire, que nous devons notre défaite. Il était difficile de se plus mal embosser. » (Geoffroy-Saint-Hilaire, *Lettres écrites d'Égypte*, publiées par le docteur Hamy. Paris, 1901.)

[1] Lettre à son frère Joseph du 7 thermidor (*Correspondance interceptée*). Cette lettre a été un moment contestée, mais elle paraît bien authentique.

[2] Marmont, *Mémoires*, t. Ier, p. 390.

[3] Lettre du 4 fructidor (21 août).

[4] Lettre du 9 fructidor (26 août).

rente de son esprit, les discours qu'il tient, les mesures qu'il dicte, sont destinés à rendre la confiance à tous et à montrer que son génie saura remplacer la flotte et tirer l'armée de la situation dans laquelle elle se trouve. Il dit à Sucy : « Nous n'avons plus de flotte. Eh bien, il faudra rester dans ces contrées, ou en sortir grands comme les anciens[1]. » Il réorganise les débris de son escadre, arme et approvisionne les vaisseaux qui lui restent[2]. Il active et étend les opérations militaires qui doivent achever la pacification des provinces de la basse Égypte.

Tenus en haleine par cette incessante activité et confiants dans le génie de leur chef[3], les soldats accueillirent avec calme, et sans trop réfléchir à ses conséquences, la nouvelle du désastre qui leur enlevait le moyen de rentrer en France. Il n'en fut pas de même des officiers, dont beaucoup, surtout parmi les généraux, envisagèrent dès ce moment l'avenir avec inquiétude. Les fatigues et les privations qu'ils avaient déjà endurées, et celles qui étaient encore à prévoir avec un général en chef comme Bonaparte, le contraste entre la réalité et les enthousiastes conceptions de leur imagination, les avaient déjà profondément déçus. La perte de la flotte vint aggraver cet état moral. Les officiers mariés supportèrent surtout difficilement l'idée d'une séparation avec leurs femmes et leurs enfants à laquelle il n'était plus permis d'assigner un terme. Larrey, malgré son courage et sa fermeté, éprouva lui-même des moments de découragement. Nous en trouvons l'écho dans sa correspondance avec sa femme. Dans une lettre datée du Caire, le 15 vendémiaire an VII (6 octobre 1798), il lui annonce la rentrée en France de son ami Antoine Dubois, et se plaint de ses propres souffrances.

« Si tu connaissais, ma chère Laville, nos privations et

[1] Miot, *l'Expédition d'Égypte*, p. 79. D'après Miot, c'est à l'ordonnateur en chef de l'armée et non à l'aide de camp de Kléber, comme le veut la légende, que ce mot aurait été dit.

[2] L'*Alceste*, la *Junon*, le *Carrère*, le *Muiron*, quelques bricks et avisos. Il en donna le commandement à Ganteaume.

[3] « Cet événement enleverait l'espérance à toute l'armée, si on ne connaissait le génie du général en chef qui la dirige. » Miot, *Correspondance interceptée*, t. II, p. 115.

nos misères, si tu savais tout ce que j'ai souffert dans cette malheureuse expédition... et ce que les destinées nous préparent encore !... Dubois pourra t'en faire un juste tableau... »

Mais, il faut le remarquer, ces hommes qui se plaignent ainsi marchent tout de même et se conduisent en héros.

Si, en effet, Larrey souffre et avoue les privations qu'il endure, il n'est pas homme à se laisser aller à d'inexcusables défaillances. Il dit bien qu'il voudrait accompagner en France son ami Dubois, mais il ajoute vite : « L'heure n'est pas arrivée, je suis un de ceux qui sont attachés par des chaînes indestructibles au char du moderne Alexandre, et tant qu'il lui plaira de le faire rouler, tout ce qui est cohérent doit suivre ce mouvement; je vais donc partager sa carrière, sans savoir où elle pourra me conduire, ni quels sont ses limites et ses écueils. »

Suit alors la note sentimentale qui caractérise la littérature du temps et à laquelle le rude chirurgien de guerre qu'était Larrey n'échappait pas plus que Bonaparte lui-même. Il a laissé, nous le savons en partant, sa femme enceinte; elle doit lui donner un fils qui se nommera Hippolyte, et d'après ses calculs, car il est sans nouvelles, son fils doit être né. « Partout où j'irai, ma Laville et mon Hippolyte me suivront; leurs noms seront toujours présents à mon souvenir. O triste et cruelle destinée! nous as-tu condamnés à être toujours séparés? Tendre et agréable sympathie, si jamais tu nous retrouves rassemblés, lie nos corps comme tu as lié nos cœurs, de manière qu'ils ne puissent plus se quitter. Ce moment sera le plus beau de ma vie. Quel plaisir pour moi, quand pour la première fois j'embrasserai le joli petit garçon que je crois tenir déjà dans mes bras[1]. »

On voit que Larrey, tout en se plaignant, prenait cependant vaillamment son parti de la situation. Il n'en fut pas de même de certains généraux, et leur découragement, — sans aller jusqu'au dégoût et à l'extrême lassitude fielleusement dépeints par Bourrienne, — fut cependant réel et

[1] *Larrey à Mme Larrey*, le Caire, 15 vendémiaire an VII.

atteignit chez quelques-uns un véritable état de nostalgie[1]. Si on en croit Larrey, il se traduisit même un jour par une ébauche de sédition. Ce fut le commandant de la cavalerie, le général Alexandre Dumas, père et aïeul des deux célèbres écrivains contemporains, qu'on chargea d'aller porter au général en chef l'expression du mécontentement de ses camarades, et il fut résolu qu'il le sommerait en leur nom de renoncer à sa conquête de l'Égypte, et de demander au Directoire le retour de l'armée en France.

Dumas était d'une taille athlétique et d'une force prodigieuse. Sa bravoure était légendaire, et on citait de lui de nombreux traits d'une rare intrépidité. Tombé dans une embuscade de tirailleurs tyroliens en 1792, il les intimida par sa contenance et fit treize prisonniers qu'il ramena à Dumouriez. A l'affaire de Brixen, pendant la campagne d'Italie en 1797, il défendit seul un pont qui allait être emporté par un parti de cavaliers ennemis, tua trois hommes, en blessa plusieurs et donna le temps à l'armée française d'accourir. Il enleva ensuite la gorge d'Inspruck, et poursuivit, pendant quinze lieues de terrain, les Autrichiens jusqu'à Sterzing (28 mars 1797).

Mais chez cet homme d'action, fier de sa haute stature, de sa vigueur herculéenne et de sa réputation de courage, le jugement n'était pas en rapport avec la valeur guerrière, et c'est sans doute sa présomption qui lui fit accepter la tâche redoutable d'apporter au conquérant de l'Italie et de l'Égypte un ultimatum que le plus médiocre chef d'armée n'aurait pas un instant écouté.

La scène dont Larrey nous a laissé le récit se passa

[1] Les soldats qui souffraient davantage prenaient cependant mieux leur parti. Voir à ce sujet la relation de Pierre Millet, soldat à l'armée d'Égypte, commentée avec son remarquable talent d'historien par le distingué professeur à la Faculté des lettres de Caen, M. Tessier. Millet endure toutes les privations, la faim, la soif, les fatigues de la marche sous le ciel d'Orient, à travers le sable du désert. Il a failli être tué par les Turcs, être assassiné par les Arabes, a manqué mourir de la peste. Mais son moral est loin d'avoir été ébranlé; il n'a pas perdu sa gaieté, et l'idée ne lui est pas venue d'abandonner son drapeau, de s'insurger contre le commandement ou de se dire malade pour rentrer en France, comme le font journellement les officiers généraux.

au palais d'Ély-pacha, résidence de Bonaparte au Caire. Elle rappelle, par certains côtés, celle qui eut lieu à Albenga entre lui et les généraux de l'armée d'Italie, au moment où, jeune et presque inconnu malgré le siège de Toulon, il prit le commandement de cette armée. On sait qu'Augereau s'était vanté d'avancé de mettre à sa place « ce petit parvenu de général qu'on leur a expédié de Paris ». A peine en face de lui, le soudard subit son extraordinaire ascendant, et sortit avec ses camarades, après avoir reçu ses ordres, sans avoir osé proférer une parole[1]. Bonaparte, de son côté, quoiqu'il ne se fût pas mépris sur les intentions qu'avaient les généraux à son égard, se contenta d'avoir imposé son autorité.

Mais ici l'affaire était plus qu'une boutade de généraux en mal de jalousie, l'autorité de Bonaparte, autrement considérable qu'en l'an IV, et Dumas ne devait pas s'en tirer aussi facilement qu'Augereau.

Le général en chef avait été prévenu secrètement des conciliabules qu'avaient tenus ses lieutenants et de la mission dont s'était chargé Dumas auprès de lui. Il l'attendait dans une des vastes salles du palais qui lui servait de cabinet de travail. Il était seul, mais au fond de la pièce étaient ses guides, vrais gardes du corps, dont le dévouement à sa personne était absolu.

L'aide de camp de service va annoncer Dumas et revient l'introduire. Celui-ci est en grand uniforme; il s'avance la tête haute et la physionomie empreinte de résolution. Bonaparte, immobile, l'œil menaçant fixé sur lui, lui laisse faire quelques pas, puis, sans lui donner le temps de prendre la parole, en proie à un de ces accès de colère, — vrais ou feints, — dont il devait donner dans sa vie tant de fréquents exemples: « Je sais, s'écrie-t-il, ce qui vous amène ici. Vous

[1] « Ce n'est qu'une fois sorti qu'Augereau, qui était entré la bouche pleine de ses jurons ordinaires et avait dû les rentrer en présence de Bonaparte, les retrouva avec la parole. Il convient avec Masséna que ce petit b... de général lui a fait peur, et il ne peut comprendre l'ascendant dont il s'est senti écrasé au premier coup d'œil. » (Rœderer, *Œuvres complètes*, t. II, p. 560.)

prétendez me dicter des ordres, à moi, qui seul ai le droit d'en donner à tous. Mais sachez bien tous, vous surtout, sachez que vous ne pouvez rien retrancher de mes pouvoirs qui sont ceux que la nation m'a confiés, tandis que moi je puis retrancher de vous tout ce qu'il y a de trop et raccourcir votre taille de toute la tête... Mais je me contenterai de cette réponse que vons pouvez aller transmettre à ceux qui vous ont envoyé[1]. »

Terrifié par ces paroles, dont l'accent et l'attitude de Bonaparte augmentaient encore la véhémence, Dumas sortit sans avoir trouvé un mot à répliquer. Cette démarche imprudente lui coûta cher, et sa carrière militaire fut terminée. Il eut, peu après, avec Berthier des difficultés que Bonaparte ne fit rien pour atténuer. Le découragement le prit, et il tomba malade. Larrey, qui était lié avec lui, le soigna avec un grand dévouement. Quand il fut rétabli, il le désigna pour un congé et le fit renvoyer en France. Mais le malheur poursuivait l'infortuné général. Le navire sur lequel il avait pris passage échoua sur la côte de Sicile; les passagers et l'équipage furent capturés par les agents du gouvernement napolitain. Dumas fut retenu deux ans en prison; et quand enfin il fut rendu à la liberté, Bonaparte, qui était alors premier consul, refusa de lui donner un emploi dans l'armée. L'inaction tua le colosse, et il mourut peu d'années après dans un état voisin de la misère.

La tentative d'intimidation à laquelle venaient de se livrer quelques généraux, ayant pour interprète le commandant

[1] Larrey, *Note inédite*. Napoléon a fait allusion à cette scène à Sainte-Hélène; mais il en a omis les détails et n'a pas nommé le général Dumas. On a cru qu'il s'était agi de Kléber; mais celui-ci était à Alexandrie, d'où il envoya un aide de camp à Bonaparte pour lui annoncer le désastre d'Aboukir, et ses rapports avec lui à ce moment excluent toute espèce d'insubordination de sa part. Du reste, la note de Larrey lève tous les doutes. Le général Édonard Colbert, dans les mémoires inédits cités par le général Thoumas, raconte d'un autre côté que Bonaparte fit inviter à dîner par le général Dugua les principaux généraux mécontents et qu'il leur tint ce langage : « Je sais que plnsieurs généraux font les mécontents et prêchent la révolte. Qu'ils y prennent garde! La distance d'un général et d'un tambour à moi est la même en certains cas, et si ce cas se présentait, je les ferais fusiller l'un comme l'autre. » Un silence respectueux suivit et on dîna amicalement. Il est probable, — si le fait est authentique, — que ce dîner fut l'épilogue de l'affaire de Dumas.

de la cavalerie, était loin d'être sérieuse et ne pouvait avoir de suite avec un homme comme Bonaparte. Il faut y voir plutôt l'indépendance avec laquelle les officiers des armées républicaines avaient pris l'habitude de manifester librement parfois leurs sentiments, qu'un commencement réel de sédition; mais le mécontentement était cependant évident et se manifesta par de nombreuses demandes de départ. Aujourd'hui on n'en tolérerait aucune dans une armée en campagne; mais la discipline, je l'ai fait remarquer déjà, n'était pas alors ce qu'elle est devenue dans les armées contemporaines, où il n'est pas d'officiers qui oseraient, en présence de l'ennemi, solliciter l'abandon de leur poste.

Bonaparte n'était pas de caractère à permettre des départs qui auraient amené la désorganisation de son armée. Il y coupa net en limitant l'autorisation des rentrées en France à de graves motifs de santé[1]. Larrey et Des Genettes furent institués juges de ces motifs. Ils se montrèrent excessivement difficiles, et leur sévérité s'étendit jusqu'à l'état-major, sans épargner l'entourage même du général en chef. Berthier, épris d'un amour romanesque pour Mme Visconti, arrivé au dernier degré de l'exaltation passionnelle, malade de nostalgie, ne put jamais obtenir d'eux, malgré son autorité dans l'armée et la faveur dont il jouissait auprès de Bonaparte, le certificat qui lui était nécessaire; et si le général parut un jour avoir compassion de son état et lui accorder une autorisation de quitter l'Égypte, à laquelle il eut la sagesse de renoncer spontanément, ce fut sans l'assentiment des deux médecins. La corruption, qui était loin d'être étrangère, comme on le sait, aux armées de la Révolution, essaya de

[1] Il adressa à l'armée l'ordre du jour suivant :

« Je dois témoigner mon mécontentement à ces individus que la lâcheté, l'inconstance et le peu d'amour de leur devoir portent à quitter l'armée avant que la campagne soit finie. Qu'on ne donne des certificats qu'à ceux qui ne pourraient guérir qu'en Europe; ce qui, dans un pays aussi sain que l'Égypte, doit être borné à un petit nombre de maladies. Ce n'est pas que mon intention soit de garder à l'armée des hommes qui ne seraient pas sensibles à l'honneur d'être nos compagnons d'armes. Qu'ils partent, je faciliterai leur départ; mais je ne veux pas qu'ils masquent, par des maladies feintes, le motif réel de ne pas partager nos fatigues et nos périls; nous risquerions qu'ils partageassent notre gloire. » (Larrey, *Note.*)

désarmer leur conscience; elle se heurta à une intégrité que rien ne put jamais fléchir. Les offres d'argent, les dons et les cadeaux furent repoussés avec hauteur. Un jour, un officier général dont Larrey laisse le nom en blanc, voulant absolument quitter l'Égypte, envoya devant l'examen médical qu'il devait subir une magnifique selle arabe à Des Genettes et un superbe damas à Larrey. Ils entrèrent dans une violente colère. « Pour qui nous prenez-vous? s'écria Des Genettes. Emportez votre selle et votre sabre et souvenez-vous de n'adresser de pareils présents qu'à ceux qui sont capables de les recevoir comme vous êtes capable de les offrir[1]. »

Larrey se montra heureusement plus indulgent avec Antoine Dubois. Nous avons vu que ce médecin, qui devait devenir une des plus pures gloires de la Faculté de médecine, avait, au grand étonnement de ses confrères et de ses amis, abandonné dans un moment d'enthousiasme sa femme et ses enfants, — sauf un, Isidore Dubois, qu'il emmena avec lui, — sa chaire à l'École de santé, son hôpital et sa clientèle considérable, pour aller courir les hasards de l'expédition orientale. Il fut vite au nombre des désillusionnés. Le regret d'avoir quitté sa famille, le chagrin d'être privé de communications avec elle, la crainte que lui inspirait la santé de son fils, le plongèrent dans le désespoir. Resté à Alexandrie avec Kléber, il assista au désastre d'Aboukir et dut organiser les secours pour les blessés de cette fatale bataille. La perte de la flotte acheva de le démoraliser, la nostalgie s'empara de lui, et il fût tombé malade si Larrey, ému de compassion, n'eût pris sur lui de solliciter son départ auprès de Bonaparte[2].

[1] Larrey, *Note manuscrite*.

[2] Dubois d'Amiens présente ces faits sous un autre aspect.

Cédant à son penchant pour la déclamation vide et sonore, il raconte sérieusement qu'Antoine Dubois, — témoin du despotisme auquel Bonaparte soumettait l'Égypte, — n'avait pas voulu sanctionner de sa présence les actes de sa tyrannie, et aurait demandé à rentrer en France. C'est ainsi que le rédacteur officiel des *Éloges historiques* des membres de l'Académie de médecine entendait l'histoire. Il n'y a pas à s'arrêter à de semblables raisonnements. La vérité est que Dubois s'était fourvoyé dans une expédition pénible dont il n'avait pas calculé les mécomptes, et que moins bien trempé, moins intéressé aussi, il faut le dire, par l'Égypte que ses collègues de la Commission des sciences et des arts, il se laissa démoraliser et fit tout son possible pour sortir de cette désagréable aventure.

Le général en chef refusa d'abord péremptoirement. Larrey insista. Il lui démontra que la vie de Dubois appartenait á la science, á laquelle il devait faire accomplir de grands progrés; que les services qu'on pourrait obtenir de lui en Égypte ne sauraient être mis en balance avec ceux qu'il rendrait en France, dans une carriére qu'il était destiné á illustrer; qu'un médecin comme lui n'était pas fait pour la guerre, mais pour l'enseignement, et qu'il fallait le rendre à ses éléves, plutôt que de l'exposer à une mort certaine et sans utilité; que du reste, simplement attaché á l'expédition en qualité de savant et ne remplissant aucune fonction militaire à l'armée, son départ ne laisserait aucun vide dans les rangs[1].

Ébranlé par l'insistance de Larrey, Bonaparte voulut cependant voir Dubois. Il le fit venir au Caire pour se rendre compte lui-même de son état, et tenter par son ascendant personnel de remonter son moral si douloureusement affecté. Il le reçut avec ce charme empreint de bonhomie et cette familiarité aimable qu'il savait apporter, quand il le voulait, dans ses relations avec son entourage. Il le fit asseoir sur un divan auprés de lui et l'entretint longuement des motifs qui lui faisaient solliciter son départ. Il essaya de les combattre; il lui développa ses projets, lui montra l'importance du rôle des savants dans l'expédition et le prix qu'il attachait á son concours. Ses instances furent inutiles, et il lui fut impossible de modifier l'état de son esprit. Bonaparte céda, et quelques jours aprés, le 31 germinal an VII, Dubois quitta l'Égypte, avec le jeune frére du général en chef, Louis, dont la santé était altérée et qui rentrait lui-même en France, avec une mission de Bonaparte. La difficulté avec laquelle cette autorisation fut accordée et les retards qui en furent la conséquence furent beureux pour Dubois. Il aurait voulu, en effet, partir avec un convoi chargé de blessés, parmi lesquels était l'infortuné Sucy, l'ordonnateur en chef

[1] Larrey, *Corresp. gén.* Lettre du 25 fructidor an VI. Ms. 5881. B. N. F. F. N. Acq.

de l'armée, blessé sur la flottille à Chebreiss. Le bâtiment, commandé par le capitaine Marescot, vint aborder par erreur sur la côte de Sicile et fut capturé par les Napolitains ; l'équipage et les passagers furent faits prisonniers et massacrés. Dubois dut bénir son étoile ; mais Bonaparte, qui n'oubliait jamais la résistance à ses ordres et qui cataloguait dans sa mémoire ses griefs, étiquetés comme dans un merveilleux casier, fut longtemps à lui pardonner ce qu'il appelait sa désertion, et il fallut l'habileté de Dubois dans l'accouchement de Marie-Louise pour le réconcilier avec lui[1].

[1] On connaît l'épisode. L'accouchement était laborieux, une opération s'imposait, et la vie de l'enfant, auquel semblait être attaché le sort de l'Empire, pouvait être compromise par cette opération. Le célèbre praticien, dont le rare sang-froid et l'extrême habileté étaient cependant bien connus, troublé par la responsabilité qu'il encourait, hésitait. Napoléon eut alors un de ces mots réalistes qui répondaient si bien à la netteté de son esprit et à la réalité de la situation : « Monsieur Dubois, traitez l'impératrice comme vous traiteriez la femme d'un boulanger. » Dubois reprit alors tout son sang-froid et accomplit l'opération qui donna naissance au roi de Rome.

CHAPITRE VIII

I. Établissement d'hôpitaux au Caire et dans le Delta. — Le Môristan. — Plaintes de Larrey sur la négligence des ordonnateurs et des commissaires de guerre. — Intervention de Bonaparte. — Création d'une école de chirurgie. — Mesure prises contre les épidémies. — Institution de lazarets et d'un conseil de santé. — L'ophtalmie d'Égypte. — Instructions de Larrey aux chirurgiens de l'armée sur cette affection. — II. Révolte du Caire. — Mort des ingenieurs Thévenet et Duval, des chirurgiens militaires Roussel et Mouquin. — Dangers courus par les membres de la Commission des sciences et des arts. — Leur courageuse défense. — Le général Dupuy, gouverneur du Caire, mortellement blessé et pansé par Larrey. — Mort de Dupuy. — Répression de l'émeute. — Lettre de Larrey à son oncle, Alexis Larrey, au sujet de ces événements. — Déplacement des hôpitaux. — Bataille de Sediman. — Mort du chirurgien Luent. — Le tétanos. — Étude sagace de cette redoutable affection par Larrey. — Les cas remarquables de guérison. — Poursuite de Mourad par Desaix. — Vivant Denon et les monuments de la basse Égypte. — III. Bonaparte et le canal des deux mers. — Bonaparte et Larrey à travers le désert. — Le cocher César. — Rentrée au Caire. — La fête du Nil. — Création de l'Institut d'Égypte. — Liste de ses membres. — Installation de l'Institut. — Part importante de Larrey, de Des Genettes et des médecins de l'armée d'Orient aux travaux de la compagnie. — Le général Bonaparte et l'Institut.

I

Pendant que Bonaparte luttait ainsi contre le découragement de son armée et lui laissait voir qu'elle devait vaincre ou mourir sur la terre d'Égypte, il manifestait sur tous les sujets qui intéressaient sa santé ou son hygiène une extrême sollicitude. Dans ces questions, Larrey et Des Genettes étaient des auxiliaires dignes de lui. Nous avons vu que le chirurgien en chef avait, après la bataille des Pyramides, établi ses ambulances à Giseh. Quand l'armée fut entrée au Caire, il y ramena les blessés et fit adopter par Bonaparte, de concert

avec Des Genettes, l'établissement de grands hôpitaux[1]. Il existait au vieux Caire un hôpital, qui fut d'abord utilisé; mais il était incommode et dépourvu des moyens nécessaires; on ne tarda pas à l'abandonner[2].

La maison d'Ibrahim-bey, belle résidence vaste et commode, pouvait contenir à elle seule cinq cents malades; elle constitua l'hôpital nº 1, et fut appelée l'hôpital de *la Ferme d'Ibrahim*. Très bien aménagé, entouré de vastes jardins, cet établissement fut le plus bel hôpital du Caire. Les deux autres hôpitaux furent établis dans d'autres propriétés du bey. De bonne heure, Larrey en avait organisé un quatrième à la citadelle[3]. Les villes voisines eurent également leurs

[1] « Le Caire, 6 thermidor an VI (24 juillet 1798).

« Bonaparte, général en chef,

« Ordonne :

« Il sera établi à Boulaq un hôpital de six cents malades ;
« Au vieux Caire un hôpital de deux cents malades ;
« A Giseh un hôpital de cent malades.
« Tous ces hôpitaux seront prêts sous huit jours.

« BONAPARTE. »

[2] Larrey, *Corresp.* Lettre de Larrey à Des Genettes. Ms. 5873. B. N. 54.

[3] Il y avait au Caire un hôpital, autrefois fameux, nommé le « Möristan ». Cet établissement, qui remontait au sultan Kalaoun, un des vainqueurs des croisés, venu esclave comme beaucoup de mameluks circassiens dans la vallée du Nil, fut dans l'origine une des œuvres les plus grandioses que les hommes aient jamais consacrées à la souffrance humaine. Doté de biens immenses, qu'augmentèrent encore les successeurs du kalife, construit avec un art et un luxe dont les ruines actuelles nous donnent encore une idée, aménagé pour la commodité et l'agrément de ses hôtes, le Möristan admettait indistinctement toutes les variétés de maladies. Riches ou pauvres, maîtres ou esclaves y étaient accueillis gratuitement et y recevaient les mêmes soins.

Ceux-ci dépassaient tout ce que la civilisation et la science moderne ont pu imaginer et laissent bien loin en arrière notre philanthropie tant vantée. Chaque malade, disent les auteurs arabes, avait son appartement et son médecin spécial. Deux personnes étaient attachées à son service ; des musiciens ou des conteurs étaient chargés de tromper ses insomnies. On charmait, on égayait sa convalescence par le spectacle de danses et de scènes de comédie. Enfin, à sa sortie du Möristan, on lui faisait cadeau de cinq pièces d'or pour qu'il ne fût pas obligé de se livrer sur-le-champ à des travaux pénibles.

Mais les Turcs avec leur incurie et leur dilapidation eurent vite raison des richesses, du régime intérieur et des magnifiques aménagements du Möristan. A l'époque de la conquête, ce n'était plus qu'un hôpital délabré, composé de salles nues et ouvertes à tous les vents, d'immenses cours closes de murs et de loges grillées pourvues de chaînes pour les aliénés.

Bonaparte donna l'ordre de visiter cet hôpital et de le réparer. Des Genettes et Larrey inspectèrent les locaux, qui, sur leur rapport, furent mis en état. Pendant

hôpitaux, installés dans les conditions les plus convenables. On en établit à Giseh, à Rosette, à Damiette, à Belbeïs, à Suez et plus tard dans toutes les villes de la haute Égypte. Les deux médecins provoquèrent de sages règlements d'hygiène. Bonaparte rendait immédiatement obligatoires tous ceux qu'ils lui inspiraient, et on vit pour la première fois dans une armée l'usage des bains, les soins de propreté, la manière de se vêtir, enfin toutes les mesures hygiéniques, devenir le texte des ordres du jour du commandant en chef. Mais beaucoup d'éléments indispensables manquaient souvent : l'eau potable, — qui le croirait, sur les hords du Nil? — le linge, la charpie, les médicaments même. Le gros volume de la correspondance officielle de Larrey en Égypte est rempli de ses plaintes aux commissaires des guerres Laigle et Leroy, et aux ordonnateurs qui furent Sucy et Daure. Ces administrateurs, — les meilleurs de la période républicaine, — sont cependant animés d'excellentes intentions; mais ils sont dominés par l'esprit professionnel ; comme longtemps après eux les officiers de l'intendance, l'intérêt des blessés et des malades passe souvent au second plan, et ils n'envisagent pas leur bien-être au même point de vue que Larrey.

Or, ce n'est pas l'affaire de celui-ci. Il envoie des lettres comminatoires, dans lesquelles il menace, si satisfaction ne lui est pas donnée, de se plaindre au général en chef[1]. Il le fait, et dans de brèves et incisives dépêches il signale à Bonaparte la pénurie dans laquelle les ordonnateurs laissent les malades[2]. Un jour, pour lui faire toucher du doigt la sincérité de ses réclamations, il l'amène au grand hôpital du Caire. Là, Bonaparte trouve les officiers couchés dans les mêmes salles que les soldats; il observe le manque d'eau,

toute l'occupation, les malades indigènes y furent soignés par les médecins français, et on y établit une maternité. Aujourd'hui, il ne reste plus guère du Möristan que le tombeau de son fondateur, construction d'un grand effet, auprès de laquelle étaient établis autrefois cinquante lecteurs du Koran.

[1] Larrey, *Corresp. gén.* Lettre à l'ordonnateur Laigle, 13 thermidor. Ms. 5873. B. N. F. F. N.

[2] Larrey, *Corresp. gén.* Lettre au général Bonaparte, 17 thermidor an VI. Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.

l'absence de boissons hygiéniques et l'insuffisance de médicaments qui lui ont été signalés. Il exprime son mécontentement à l'ordonnateur en chef, prescrit de placer les officiers dans des chambres séparées et de pourvoir immédiatement aux lacunes qu'il vient de constater[1]. Il ordonne en outre que deux moines de terre sainte seront de planton à l'hôpital pour servir d'interprètes et concourir aux soins des malades[2].

Malgré ces défectuosités inhérentes au vice administratif qui si longtemps a rongé le service de santé de l'armée française, la sollicitude et l'habileté de Larrey et de Des Genettes, le dévouement du personnel médical placé sous leurs ordres et qui se multiplie, sont tels, que, du 15 messidor au 30 fructidor, sur quinze cents malades entrés dans les hôpitaux il n'en meurt que soixante[3].

Cependant la plupart des médecins recrutés par Larrey à Toulon étaient, nous le savons, des jeunes gens arrachés à leurs études et n'ayant qu'une instruction fort insuffisante. Il importait de la compléter. Larrey, qui sème l'enseignement de la chirurgie partout où il passe, obtient de Bonaparte la création d'une école de chirurgie. Le général en chef lui concède une vaste résidence à Rôda, pittoresque île du Nil, délicieusement ombragée d'arbres de l'Inde et des tropiques. C'est là que Larrey installe son établissement et où il établira, après la révolte du Caire, un grand hôpital militaire. On aurait difficilement trouvé sur les bords du fleuve un site plus riant et plus enchanteur. L'auteur des *Mille et une Nuits* y place un de ses poétiques récits ; une légende populaire en fait le théâtre des amours de Cléopâtre

[1] Le général en chef Bonaparte à l'ordonnateur en chef Sucy : « L'hôpital du grand Caire manque d'eau, d'eau-de-vie et de toute espèce de médicaments. Je vous prie de vouloir bien vous rendre compte si le pharmacien en chef a trouvé au Caire de quoi l'approvisionner. Je vous prie d'ordonner que les officiers soient mis dans des chambres séparées et qu'il leur soit fourni tout ce qui est nécessaire. Vous sentez que cela est d'autant plus utile dans un pays où tout homme malade est obligé d'aller à l'hôpital. » (16 thermidor an VI — 3 août 1798.)

[2] Lettre au général Dupuy, commandant du Caire, 16 thermidor an VI (3 août 1798).

[3] Cf. Des Genettes, *Histoire médicale de l'armée d'Orient*.

et d'Antoine, et une tradition religieuse veut qu'à la pointe de l'île se soit arrêté le berceau qui portait Moïse quand la fille de Pharaon le recueillit sur les eaux.

Au début, Larrey était le seul professeur enseignant tour à tour l'anatomie, la chirurgie, la médecine opératoire, et exerçant ses jeunes collaborateurs aux opérations qu'ils devaient avoir à pratiquer. Plus tard, avec les progrès de l'organisation de la conquête, cette école se perfectionna, d'autres professeurs furent admis à y donner des leçons, et elle rendit les plus grands services aux officiers de santé du corps expéditionnaire[1].

En même temps que Larrey s'attachait à organiser ses services et son cadre de chirurgiens, il prêtait, de concert avec Des Genettes, son concours à l'administration sanitaire de la conquête. Dans un pays comme l'Égypte, voie séculaire ouverte sur l'Orient des grandes infections épidémiques, il fallait songer à se prémunir contre l'invasion de ces fléaux dans l'armée et spécialement contre le plus redoutable de tous, la peste. Nous verrons tout à l'heure combien sages étaient les précautions qui furent prises. Si elles ne purent empêcher la contamination de l'armée, elles l'atténuèrent dans toute la mesure possible, et il est probable que, sans l'expédition de Syrie, l'épidémie eût été localisée et éteinte sur place. Déjà, nous savons que Bonaparte avait, dès les débuts de la conquête, établi un lazaret à Alexandrie et une administration sanitaire destinée à faire exécuter des règlements identiques à ceux du port de Marseille. Il compléta cette organisation en instituant de nouveaux lazarets à Rosette et à Damiette et un conseil de santé et de salubrité pour le grand Caire, le vieux Caire et Boulaq. Des Genettes désigna un médecin militaire qui fut attaché à la commission et lui rendit compte de ses travaux. Le médecin en chef lui-même assistait à ses séances toutes les fois que des mesures utiles ou importantes devaient être étudiées. Les employés de ce service, à la tête duquel était placé Blanc, furent recrutés avec soin

[1] *Mémoires et campagnes*, t. I. p. 202.

parmi les anciens capitaines de commerce, pendant que les agents du service sanitaire étaient choisis parmi les marins habitués à la navigation du Levant.

La première maladie qui fut observée dans l'armée fut l'ophtalmie. On sait que cette grave affection des yeux est endémique en Égypte et que saint Louis ramena de son expédition un grand nombre de soldats aveugles, pour lesquels il fonda l'hospice des Quinze-Vingts. On l'observait plus spécialement au moment de la crue du Nil. La chaleur brûlante du jour, l'éclat de la lumière solaire réfléchie par le sol sablonneux, la poussière soulevée par le vent, l'humidité et la fraîcheur des nuits au bivouac, la suppression brusque de la transpiration cutanée à la suite d'une imprudence, furent considérées par Larrey et Des Genettes comme les causes de l'ophtalmie. On voit qu'ils omettaient le véritable facteur de la propagation de la maladie, la contagion. Ils firent inscrire à l'ordre du jour des avis pour engager les soldats à se préserver de la fraîcheur des nuits et à se couvrir convenablement[1].

Traitée par les règles de l'art, l'ophtalmie se dénoue le plus souvent par la guérison. Mais beaucoup de soldats s'adressèrent à des empiriques qui pullulaient en Égypte, et se prétendaient seuls en mesure de guérir une affection endémique dans leur pays. Ils furent victimes de leur crédulité et il y en eut parmi eux qui perdirent la vue. Cependant le nombre des malades augmentait; à la fin de l'an VI et au commencement de l'an VII, presque toute l'armée était atteinte[2].

En dehors des causes énumérées plus haut, il est certain que la contagion exerça sur sa propagation une importance capitale. Il est remarquable que cette condition ait échappé à des observateurs aussi pénétrants que Des Genettes et Larrey[3]. On sait aujourd'hui, en effet, avec quelle redoutable

[1] Au quartier général du Caire, le 19 thermidor an VI.
[2] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. I, p. 210.
[3] L'ophtalmie granuleuse ou conjonctivite granuleuse est caractérisée par le développement de granulations ou *trachomes* sur la conjonctive. C'est une affection grave se propageant par contagion, se compliquant fréquemment de lésion

facilité l'ophtalmie granuleuse se développe dans les casernes et dans les écoles ; on sait qu'elle est inoculable et par conséquent transmissible. Mais à cette époque, et cette aberration persista toute la première moitié du siècle, on contestait la contagion des maladies. Larrey et Des Genettes, qui partageaient les doctrines médicales de leur temps, sont excusables de n'avoir point résolu, à ce moment, un des problèmes les plus délicats et alors les plus discutés de la pathologie.

Cependant Larrey, ému des progrès que faisait dans l'armée l'extension de l'épidémie, rédigea un mémoire qui fut adressé à tous les chirurgiens du corps expéditionnaire, avec avis de se conformer aux instructions qu'il contenait. Dans ce travail, qui fut lu à l'Institut d'Égypte et qui est le premier qui ait paru sur l'ophtalmie granuleuse[1], le chirurgien en chef de l'armée en traçait une exacte description ; il mettait sous les yeux de ses collaborateurs le tableau des variétés qu'elle présentait, des symptômes qu'elle offrait, des complications qui pouvaient l'accompagner, en établissait le pronostic et formulait les traitements auxquels on devait avoir recours[2]. Cette notice éclaira tous ces jeunes chirurgiens, encore inexpérimentés et déconcertés par la marche et la gravité d'une affection qu'ils ne connaissaient pas, et leur fit connaître le moyen de la combattre efficacement[3]. Attaquée rationnellement et énergiquement, l'épidémie perdit

de la cornée et laissant toujours apres elle des cicatrices de la conjonctive. Cette maladie était inconnue en Europe avant le retour d'Égypte des expéditions françaises et anglaises, et les médecins militaires appartenant à ces nations l'observèrent pour la première fois en Orient. Avec la rentrée en Europe de ces armées, coïncida l'apparition d'endémies d'ophtalmie parmi les troupes rapatriées et successivement dans toutes les armées de l'Europe. De là, la maladie gagna la population civile, où aujourd'hui on en retrouve encore fréquemment des cas.

L'ophtalmie granuleuse disparut assez rapidement des armées française et anglaise; mais l'armée belge, qui avait été contaminée, en resta atteinte pendant toute la première moitié du siècle.

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. I, p. 203.

[2] Larrey, *Mémoire sur l'ophtalmie endémique en Égypte*.

[3] Le traitement de Larrey se composait des antiphlogistiques, sangsues, saignées, lotions émollientes, scarifications sur les paupières, quand il y avait lieu, collyres astringents et la pommade à l'oxyde rouge de mercure. C'est encore, sauf les antiseptiques qu'il ne connaissait naturellement pas, la médication rationnelle employée par la médecine de nos jours.

de son intensité. Elle persista cependant, tout en diminuant de fréquence et de gravité, jusqu'aux premiers mois de l'an VII (1798). A partir de ce moment, l'ophtalmie reprit son caractère endémique, et on n'observa plus que des cas isolés dont la guérison était facile.

II

A côté des mesures administratives et hygiéniques par lesquelles Bonaparte s'attachait à maintenir la discipline et la salubrité dans son armée, il faudrait, — pour avoir une idée de la méthode avec laquelle on peut fonder un empire civilisé, — placer en regard ses actes divers de gouvernement. On comprend que ce n'est pas ici le lieu. Il est cependant une de ses conceptions, — la plus élevée et la plus digne de ce génie si essentiellement moderne, — qui doit nous arrêter un instant. C'est l'Institut d'Égypte, dans lequel Des Genettes, Larrey, Berthollet et les médecins de l'armée d'Orient tinrent une place qu'il n'est pas possible de passer ici sous silence.

L'arrêté qui fonda cette Société restée célèbre est du 3 fructidor an VI (20 août 1798). Il prescrivait qu'il serait établi au Caire un Institut pour les sciences et les arts, ayant principalement pour objet : 1º le progrès et la propagation des lumières ; 2º la recherche, l'étude et la publication des faits naturels, industriels et historiques ; 3º de donner son avis sur les différentes questions que lui soumettrait le gouvernement.

Les premiers membres de l'Institut nommés par le général en chef furent : Monge, Berthollet, Caffarelli, Geoffroy-Saint-Hilaire, Andréossi et Des Genettes. Ils reçurent la mission de préparer un règlement d'organisation et de désigner à la nomination du général en chef les membres de la Commission des sciences et des arts qui devaient faire partie

de la Compagnie. Ils adoptèrent la division en quatre sections : les mathématiques, la physique, l'économie politique, la littérature et les beaux-arts. Le nombre des membres répartis dans ces sections fut fixé à quarante-huit (art. 3). Chaque section comprenait douze membres. Les séances devaient avoir lieu deux fois par décade, et les procès-verbaux être envoyés à l'Institut de France. Quand ce travail préparatoire fut terminé et eut été soumis à l'approbation de Bonaparte, l'Institut se trouva ainsi constitué :

MATHÉMATIQUES

Andréossi,	Leroy,
Bonaparte,	Malus,
Costaz,	Monge,
Fourier,	Nouet,
Girard,	Quesnot,
Le Père,	Say.

PHYSIQUE

Berthollet,	Des Genettes,
Champy,	Dolomieu,
Conté,	Dubois,
Delille,	Geoffroy-Saint-Hilaire,
Descotil,	Savigny.

ÉCONOMIE POLITIQUE

Caffarelli,	Sulkowski,
Gloutier,	Sucy,
Poussielgue,	Tallien.

LITTÉRATURE ET ARTS

Denon,	D. Raphaël,
Dutertre,	Redouté,
Norry,	Rigel,
Parseval,	Venture.

On remarquera que Larrey ne figure pas sur la liste élaborée par les fondateurs. Ce fut Antoine Dubois, déjà membre de la Commission des sciences et des arts, qui avait été nommé dans la section de physique. Mais Dubois ayant

obtenu de rentrer en France, le chirurgien en chef de l'armée fut élu à sa place, dans la séance du 16 messidor an VII. Des Genettes, au contraire, avait fait partie de la commission des membres fondateurs. Rien ne convenait mieux à ce médecin lettré, qui parlait et écrivait avec une égale facilité et chez lequel le talent d'observation, — fruit de ses études et de sa pratique médicales, — s'unissait à une brillante culture littéraire. Il prit une part très active aux travaux de l'Assemblée et la présida souvent.

Bonaparte mit à la disposition de l'Institut et des membres de la Commission des sciences et des arts deux palais du Caire, qui gardèrent le nom de leurs anciens possesseurs : Hassan-Kachef et Cassim-bey. Ces deux habitations étaient réunies par de vastes jardins qui faisaient de ce coin du Caire un oasis de verdure. La première était le siège officiel de l'Institut, le lieu de ses séances, et comprenait, — avec des laboratoires, des galeries pour les collections d'histoire naturelle et des cabinets de travail, — le logement particulier de Monge, de Berthollet et des principaux membres de la Compagnie. La seconde était réservée à la Commission des sciences et des arts; mais elle devint vite un centre commun aux Français, — une sorte de club littéraire et scientifique, — où se réunissaient les savants des deux catégories.

Autour de ces palais s'élevèrent des ateliers de mécanique, l'hôtel de la Monnaie, l'École de botanique et l'imprimerie où furent publiés les journaux de la colonie, la *Décade* et le *Courrier d'Égypte*, et tous les travaux administratifs. Après l'insurrection du Caire, au cours de laquelle les savants avaient failli périr, on construisit un fort destiné à les protéger contre l'éventualité des émeutes. Tous ces établissements formèrent le *quartier de l'Institut*, le milieu où se mouvaient et travaillaient les savants, quand ils n'étaient pas en expédition.

Je ne puis ici, — malgré le puissant intérêt qu'offrirait une semblable étude, — exposer la tâche à laquelle se livra la nouvelle société. Ce fut réellement une œuvre de

Titan, qui nous confond aujourd'hui d'étonnement par le nombre, la variété, l'étendue et la profondeur des sujets qu'elle a embrassés. Elle aboutit, comme on le sait, au magnifique ouvrage dont la conception revient à Kléber, mais dont l'exécution fut ordonnée par le premier consul. C'est là que furent consignés les immenses travaux des savants, — véritable description de l'Égypte, — qui ne laisse aucun point dans l'ombre et procède successivement à l'étude de l'État moderne, aux recherches sur l'État antique et à la description des lieux et des monuments. Jamais on n'avait fait et jamais on n'accomplira, sans doute, une œuvre semblable. Jamais on n'avait vu et jamais on ne reverra un pays exploré, mesuré, fouillé, analysé et étudié en si peu de temps et avec autant de compétence, dans les multiples conditions qui avaient gouverné son passé et qui présidaient à son existence actuelle.

Dans cette vaste enquête, Larrey et Des Genettes, avec les médecins placés sous leurs ordres, — et c'est là où je voulais en venir, — jouent un rôle considérable. Ce sont eux qui font connaître la constitution physique, la climatologie, la pathologie médicale de l'Égypte. Des Genettes, qui tient une grande place dans les discussions de l'Institut, qui rédige la *Décade égyptienne* où sont publiés les procès-verbaux de la Compagnie, lui apporte sa première table nécrologique du Caire, qu'il continuera jusqu'à la fin de l'occupation. De concert avec Larrey, il a envoyé à tous les officiers de santé de l'armée d'Orient une circulaire les invitant à adresser à l'Institut les résultats de leurs observations. Ceux-ci répondent à l'appel. Ce n'est que justice de reproduire ici les noms et les travaux de ces jeunes médecins, — oubliés par l'histoire, — et dont la plupart payèrent cependant leur dévouement de leur vie.

Carrié envoie une note sur la topographie de Menouf, dans le Delta ; Renati, un travail sur la géographie physique et médicale du vieux Caire ; Vautier, sur celle de Belbeïs ; Salze, sur celle d'Alexandrie ; Franck, sur celle de Rosette ; Savaresi, sur celle de Damiette et de Salahieh ; Bruant, une

étude sur l'ophtalmie d'Égypte et un rapport sur la dysenterie qui ont affecté les troupes en l'an VI.

Dès que la peste éclate, les communications des médecins en résidence dans les villes contaminées : de Masclet et Savaresi à Alexandrie, de Millioz et de Barhes à Damiette, arrivent à l'Institut; et celui-ci, où le corps médical est si brillamment représenté par Larrey, Des Genettes et Berthollet, prend, certains jours, les allures d'une académie de médecine. Larrey vient lui lire ses mémoires sur les ophtalmies d'Égypte et le tétanos. Des Genettes fait part de son étude sur l'emploi des frictions d'huile dans le traitement de la peste. Ces deux médecins, — dont le caractère et le tempérament sont si différents, — n'ont pas non plus, nous le verrons, les mêmes idées sur la peste, et Larrey communique à son tour un travail sur cette affection, dans lequel il conteste, — du reste, avec raison, — le remède préconisé à titre curatif par le médecin en chef de l'armée. Berthollet, qui n'a de médecin que le titre, — mais qui possède une sagacité supérieure et un talent d'observation génial, — a fait la découverte la plus importante sur une des voies de transmission de la maladie. Il apprend à ses deux confrères et à l'Institut que la peste peut se communiquer par les voies digestives, vérité nouvelle alors et que les recherches modernes devaient confirmer[1]. Ainsi ces médecins, — malgré leur besogne écrasante, — concourent brillamment à la vaste enquête entreprise sur l'état ancien et moderne de l'Égypte.

Tous ces travaux rapportés à l'Institut sont le résultat d'observations recueillies dans les hôpitaux du Delta infestés par la peste ; dans les postes avancés de la haute Égypte, où on ne dort que d'un œil, entre les rapides incursions des mameluks et les attaques des Arabes, ou encore hâtivement rédigées à la suite des colonnes mobiles qui poursuivent l'insaisissable Mourad. Cérésoles et Renoult envoient

[1] Yersin, *Sur la peste bubonique*. Comptes rendus de l'Acad. des sciences, juillet 1894.

du Say'd, — où ils accompagnent les colonnes mobiles de Desaix, — des communications d'un extrême intérêt sur les races indigènes, et il leur arrive souvent d'interrompre leur rédaction pour faire le coup de feu, quitte à abandonner ensuite le mousquet pour panser un blessé. Masclet, dont les rapports et les lettres à Larrey sur la peste sont des modèles, malheureusement peu connus, de critique épidémiologiste et de bon sens médical[1]; Dewevre et Bruant, dont la vive intelligence et le dévouement sont célébrés par Des Genettes[2], — tous trois victimes désignées à la mort, — écrivent, l'un de ses hôpitaux d'Alexandrie, les deux autres de ceux de Gaza, où ils se sont enfermés au milieu des pestiférés, et la plume ne leur échappe que lorsqu'ils s'étendent sur le lit où ils vont à leur tour succomber.

Les savants ne sont pas moins intrépides. Les naturalistes Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire, Savigny, Delille, Redouté; les ingénieurs Girard, Le Père, Nouet, Méchin, Quesnot, bravent sans cesse les plus grands dangers. Berthollet fait ses expériences sur le natron, aux bords des lacs de ce nom, dans une contrée infestée d'Arabes assassins et pillards, avec autant de sang-froid et de précision que s'il se trouvait dans son cabinet du Caire. Denon, qui suit la colonne de Desaix portant son portefeuille en bandoulière, dépasse souvent les escadrons, s'assied sur le terrain qui va devenir le champ de bataille et achève tranquillement son croquis sous le feu de l'ennemi[3]. Les jeunes gens, qu'on exposait plus facilement et qui parfois manquaient de prudence, faillirent être plus d'une fois enlevés. Certains, comme Jolly, furent assassinés. C'est un des intéressants côtés de cette magnifique histoire, que la belle insouciance, — contrastant avec le découragement de la plupart des gé-

[1] Larrey, *Correspond. génér.* Lettres de Masclet. Mss. B. N.

[2] Des Genettes, *Histoire médicale de l'armée d'Orient.*

[3] Tous ne furent pas aussi heureux. Les ingénieurs Testevuide, Thévenot, Duval furent massacrés au Caire. Le chimiste Descotil, le botaniste Coquebert, le littérateur Leronge, le chevalier de Malte Saint-Simon, le sculpteur Casteix, l'orientaliste Panhusen moururent de la peste. Conté, l'extraordinaire inventeur qui créa de toutes pièces les industries nécessaires à l'armée d'Orient, y perdit sa santé et mourut peu d'années après son retour en France.

néraux, — avec laquelle ces hommes, qui sont pour la plupart des savants de cabinet et qui ont été dénués de tout entraînement physique, bravent les privations, les dangers de la guerre, les fatigues de la marche, les souffrances du climat et les éventualités de la peste, pour enrichir la science de faits nouveaux et rétablir la civilisation sur cette terre d'Orient.

Pendant tout le séjour de Bonaparte en Égypte, l'Institut est dans ses mains, et on voit que pour lui il n'est pas uniquement un instrument de civilisation de sa conquête, mais aussi un puissant moyen de gouvernement. Pendant qu'on ne note pas, en effet, une seule fois l'apparition de ses successeurs, Kléber et Menou, au palais d'Hassan-Kachef; que le premier, préoccupé d'abord de quitter l'Égypte, puis obligé ensuite de la conquérir une seconde fois et de la réorganiser, n'a pas le temps de s'occuper des savants, et que le second, qui se rend compte que sa pauvre tête est percée à jour par ces intelligences d'élite, est plutôt hostile, Bonaparte assiste à la plupart des séances, témoignant à leurs débats et aux travaux de ses membres un intérêt passionné. Au fond, c'est lui qui propose et gouverne, à son gré, les ordres du jour; et sous sa direction, il n'y a pas de danger que la discussion vienne à s'égarer dans d'obscurs et confus débats ou à tourner à ce qu'il appelle « l'idéologie ». Il lui imprime de suite le caractère lumineux et pratique qui est la marque de toutes ses idées d'administration. Il procède par questions précises et nettes sur des sujets d'utilité publique, générale ou urbaine, sur l'hygiène, la santé, l'habillement et l'armement des troupes; sur les recherches scientifiques; sur les mesures à employer pour développer et accroître l'industrie et la prospérité de la colonie, et les soumet aux délibérations de l'assemblée. Il fait ensuite nommer des commissions, dont il sanctionne les conclusions en les transformant en actes de gouvernement. On peut penser que les travaux de ces commissions ne traînaient pas en longueur comme ceux des assemblées délibérantes modernes. Avant même le Consulat, les désirs ou les volontés

du général Bonaparte ne souffraient guère d'ajournements. Les questions qu'il posait étaient immédiatement étudiées et résolues, et on voit dans les procès-verbaux de l'Institut les rapporteurs se succéder la plupart du temps à la tribune, à la séance même qui a suivi la nomination des commissions, et y lire les travaux dont ils sont chargés[1].

III

L'Institut était à peine installé dans l'agréable résidence qui lui avait été assignée, quand éclata la révolte du Caire. Rien n'avait pu faire présager cet événement. Il y avait bien eu dans plusieurs provinces quelques soulèvements partiels de la population, rapidement et énergiquement réprimés par les colonnes françaises qui parcouraient le pays; mais la capitale était restée parfaitement tranquille, et ses habitants vivaient en bonne entente avec les troupes qui commençaient à s'habituer aux mœurs égyptiennes et avaient déjà appris à les respecter. Tout à coup, le 30 vendémiaire an VII (21 octobre 1798), à la pointe du jour, la population surexcitée, dit Larrey, par des mameluks, agents de Mourad-bey qui s'étaient introduits dans la ville à la faveur de déguisements, travaillée secrètement par les excitations des agents de la Porte et de cheiks mécontents, se souleva. L'émeute se porta vers le quartier habité par les Français, massacrant sur son passage tous ceux qu'elle rencontrait. La maison de Caffarelli fut cernée et pillée. Il était sorti avec Bonaparte pour aller inspecter des travaux; mais deux ingénieurs de grand

[1] Voir dans la *Décade égyptienne* les procès-verbaux des séances de l'Institut. Je prends, par exemple, la séance du 21 vendémiaire an VII, dans laquelle Bonaparte posa huit questions, toutes de la plus haute importance, et dont une seule demanderait un temps infini à une de nos commissions parlementaires modernes. On nomma huit commissions, et dès les jours suivants les rapporteurs apparurent à la tribune pour communiquer, au nom de ces commissions, leurs travaux à l'Institut.

mérite qui se trouvaient chez lui, Duval et Thévenot, furent tués après s'être courageusement défendus. Les insurgés attaquèrent ensuite le palais d'Hassan-Kachef, dans lequel s'étaient réfugiés les membres de l'Institut et de la Commission des arts et des sciences, et assaillirent le grand hôpital du Caire.

Les savants coururent à ce moment les plus grands dangers. Coupés dans leur résidence du quartier général distant d'une lieue, livrés à leurs propres ressources, n'ayant pas même d'armes à feu, ils improvisèrent des mesures défensives avec ce qu'ils trouvèrent sous leurs mains. Ils possédaient quelques sabres et épées qu'ils se distribuèrent, fabriquèrent des piques en adaptant des couteaux et des compas à des tiges de bois ou de fer, et transformèrent en armures des pièces de mécanique. Cet armement primitif eût été, on le comprend, bien insuffisant, si Bonaparte, qui leur envoya à plusieurs reprises un aide de camp pour les rassurer, n'eût trouvé le moyen de leur faire parvenir, le soir même, des fusils et douze cents cartouches[1]. Dès lors, ils purent sérieusement organiser la résistance. Ils fortifièrent les murs et placèrent des gardes, choisis parmi eux, à toutes les issues. Monge et Berthollet, qui avaient pris le commandement, animaient leurs compagnons de leur courage et de leur sang-froid. Leur résolution les sauva. Ils tinrent l'émeute en respect pendant deux jours, et furent assez heureux pour être dégagés sans avoir éprouvé de pertes.

Le principal hôpital du Caire était dirigé par deux chirurgiens de première classe, Roussel et Mouquin. A l'arrivée des insurgés, ils se portèrent au-devant d'eux avec quelques soldats pour s'opposer à leur entrée dans les salles des malades qui leur étaient confiés; ils furent aussitôt entourés et massacrés. Toutefois, ils avaient eu le temps de prendre quelques mesures de défense, et l'établissement ne put être forcé.

Cependant, à la première nouvelle de la sédition, le géné-

[1] Ét. Geoffroy-Saint-Hilaire. Hamy, *op. cit.*

ral Dupuy, gouverneur du Caire, compatriote de Larrey, qui s'était illustré dans le commandement de la fameuse 32e demi-brigade, avait fait battre la générale pour rassembler les troupes, et était monté à cheval suivi d'une escorte de dragons. En chargeant la populace pour se frayer un passage, il fut atteint d'un coup de lance à l'aisselle, qui lui perfora l'artère axillaire. Une violente hémorragie lui fit presque aussitôt perdre connaissance. On le descendit de cheval et on l'étendit sur la voie. C'est là que peu d'instants après Larrey le trouva. Le chirurgien en chef de l'armée était sorti de chez lui pour se rendre à son service et avait, avec son bonheur ordinaire, traversé la foule ameutée sans qu'il lui arrivât d'accident, mais non sans courir de graves dangers. Il aperçut le général allongé sur le sol au milieu de son escorte de dragons, inondé de sang et déjà dans un état syncopal. Il courut à lui, le déshabilla, étancha le sang, tamponna fortement la blessure et le fit transporter chez Junot, dont la demeure était dans le voisinage. Il pratiqua alors la ligature de l'artère. Mais il était trop tard, et ce brave soldat expira peu de temps après.

Larrey se rendit ensuite à l'hôpital pour y réunir les chirurgiens placés sous ses ordres et organiser les soins à donner aux blessés. Sur le seuil de l'établissement il trouva les cadavres ensanglantés de Roussel et de Mouquin. Sa désolation fut immense. Ces deux jeunes chirurgiens étaient des praticiens de haute valeur, appelés à rendre de très grands services pendant la campagne. Il éprouvait surtout une affection particulière pour Roussel, qui s'était distingué dans toutes les actions précédentes et dont l'intelligence, la précoce maturité, le zèle ardent et qui ne se démentait jamais, étaient connus et appréciés de toute l'armée. Ce furent là les premières épreuves qui frappèrent le corps de santé. Il devait bientôt, au cours de la campagne, en éprouver d'autres plus sensibles encore. Ces médecins, classés par d'absurdes interprétations des règlements et de ridicules préjugés parmi les non-combattants et privés, en cette qualité, des honneurs et privilèges décernés aux combattants, encouraient plus de dangers que les autres officiers. Ils partageaient d'abord les

périls communs du champ de bataille et devaient ensuite subir les risques des affections contagieuses dans leurs hôpitaux, défendre leurs blessés à main armée pendant ou après le combat, et les protéger dans les évacuations. Aussi furent-ils très éprouvés pendant l'expédition, et on observa parmi eux une mortalité plus considérable que dans les autres corps.

L'insurrection du Caire occasionna soixante victimes[1] parmi les Français. Il y eut seulement une quarantaine de blessés. Ce chiffre de pertes, relativement faible pour une révolte qui engloba toute la population fanatisée de la capitale de l'Égypte, tient à la rapidité et à l'énergie de la répression. Après la mort de Dupuy, les troupes occupèrent toutes les rues, placèrent des canons à leur entrée, et repoussèrent peu à peu devant elles les insurgés, qui, au nombre de quinze mille environ, se retranchèrent dans la mosquée d'El-Hazar et en barricadèrent toutes les avenues. Bonaparte, qui était à Giseh, put, non sans difficultés, rentrer par la porte de Boulaq. Il fit placer dans la nuit sur le Mokattam, par le général Dommartin, une batterie destinée à bombarder la grande mosquée. Le lendemain, après quelques tentatives de négociation repoussées par les insurgés, il fit cerner l'édifice de tous les côtés et ouvrir le feu contre eux. Pour échapper aux obus et à l'incendie, les musulmans cherchèrent à fuir. Ils tombèrent sous les baïonnettes des soldats, et quand Bonaparte prescrivit de cesser le carnage, à huit heures du soir, douze mille cinq cents d'entre eux avaient péri. La répression ne dura pas plus de vingt-quatre heures. La leçon fut rude, mais elle avait été imposée par la nécessité d'assurer la sécurité de la poignée de soldats qui occupaient le Caire, et était du reste méritée. Elle eut dans toute l'Égypte un profond retentissement, et contribua à maintenir dans l'obéissance les populations conquises, et à achever la pacification des provinces qui étaient encore troublées.

[1] Lettres de Bonaparte à Marmont, à Reynier et au Directoire, 2 et 6 brumaire an VII. — Larrey, *Mémoires et campagnes*, p. 251.

Larrey avait déjà au plus haut degré le sentiment des devoirs qu'un chef de service a contractés vis-à-vis de ses collaborateurs. Nul en effet ne régla jamais avec plus de justice les conditions de leur avancement, ne lutta avec plus d'énergie pour leur faire décerner les récompenses qu'ils avaient méritées, et ne plaida avec plus d'autorité leur cause auprès des chefs de l'armée pour obtenir des améliorations à leur situation, souvent difficile et ingrate. Nul aussi ne fut plus humain, plus compatissant, quand le malheur les atteignit, et n'honora mieux leur mémoire quand la mort les frappa. Il demanda au général en chef d'inscrire sur les Pyramides les noms de Roussel et de Mouquin, à côté de ceux des soldats morts pour la conquête de l'Égypte[1]. Il fit dresser leur tombe auprès de l'amphithéâtre, dans l'enceinte même de l'hôpital qu'ils avaient défendu au prix de leur vie, et voulut qu'on gravât sur les murs une inscription qui rappelait leur mort glorieuse[2]. Il écrivit lui-même à leurs familles, et, en rendant compte aux inspecteurs généraux de ces événements, il leur recommanda de ne rien épargner pour atténuer leur douleur[3].

Il avait les mêmes devoirs à remplir vis-à-vis du général Dupuy. Celui-ci était originaire de Toulouse, et cette circonstance l'avait lié depuis longtemps avec Larrey, qu'il considérait comme un compatriote. Leur intimité remontait à la campagne d'Italie, et s'était encore resserrée par des rap-

[1] Larrey, *Journal de campagne*, p. 720. « Bonaparte ayant abandonné la résolution de faire enterrer au pied de la colonne de Pompée les Français qui avaient succombé à la prise d'Alexandrie, on avait décidé de faire graver sur les murs du monument et sur les faces des Pyramides les noms de ceux qui seraient tués à l'ennemi. Cette décision ne fut pas davantage exécutée. Les membres de la commission constituée par le général en chef, et dont Costaz et Dutertre étaient les rapporteurs, lui firent observer l'inconvénient qu'il y aurait à mutiler ces monuments, et il y renonça. » (Larrey, *Note inédite.*)

[2] L'intention était bonne, mais le style emphatique et prétentieux de cette inscription paraît aujourd'hui insupportable : « Vous qui venez ici pour étudier les secrets de notre art, allez dire à nos pères que nous sommes morts pour étancher le sang de nos héros. » (Larrey, *Journal de campagne.*)

[3] Larrey, *Correspondance de l'armée d'Orient.* Lettre au citoyen Roussel, professeur à l'hôpital de Toulon. Lettre au citoyen Mouquin chirurgien en chef de l'hôpital de Bourbonne-les-Bains. Lettre aux inspecteurs généraux du service de santé. Ms. 5873, p. 67, 68, 70. B. N. F. F. M. Acq.

ports journaliers de service pendant l'occupation du Caire. Larrey annonça sa mort à son oncle Alexis Larrey, en le chargeant de communiquer à sa famille cette douloureuse nouvelle. Cette lettre, — reproduite en note au bas de cette page, est intéressante, — car, en même temps qu'elle donne la relation officielle de la mort de Dupuy, elle exprime bien la fermeté, le caractère, la sérénité d'esprit de Larrey et son inébranlable décision de rester, quoi qu'il arrive, jusqu'à la fin de la campagne pour *le bien du service*[1].

[1] « Le Caire, 2 frimaire an VI.

« Au citoyen Larrey, chirurgien à Toulouse.

« Je profite du passage en France d'une cinquantaine de militaires qui se trouvent dans un état d'invalidité absolue par cécité complète ou perte de membres, pour vous donner de mes nouvelles, vous charger en même temps de remplir pour moi une triste mission auprès des parents du général Dupuy et du citoyen Luent, officier de santé; ce jeune chirurgien a succombé à la suite de blessures reçues à la bataille de Sedment, livrée par Desaix le 16 vendémiaire, aux troupes de Mourad-bey. Je vous envoie son extrait mortuaire que vous voudrez bien faire passer à sa famille, en lui exprimant mes regrets et ceux de ses camarades. Vous lui ferez passer aussi la somme de..... produit légal de ses effets.

« Quant à ce malheureux Dupuy, mon ami, son nom se trouve inscrit dans la liste des héros qui ont versé leur sang pour la conquête de l'Égypte, et par conséquent pour la prospérité de la République. Je venais de traverser les cohortes sanguinaires qui l'avaient assailli. Je l'ai rencontré peu après dans la même rue, au centre du Caire, m'appelant à son secours, et dans le plus grand danger. Un coup de lance lui avait fait une large blessure qui, après avoir coupé l'artère axillaire, lui avait ouvert le côté gauche de la poitrine. Tout son sang avait coulé, lorsque je lui administrai les premiers secours; la nature fit vainement quelques efforts avec moi pour le rappeler à la vie. Quelques moments après il expira en me recommandant sa famille.

« C'est à vous, mon cher oncle, à la consoler et à la dédommager par les soins que je vous recommande et que votre générosité vous portera à lui donner pour la perte qu'elle vient de faire.

« Sa mort a été vengée avec celle de plusieurs dignes camarades que j'ai eu le malheur de perdre dans cette journée. L'armée se trouve maintenant dans une plus grande sécurité. Tout est calme et tranquille, et tout nous assure que la colonie s'établira sans obstacle et sous les plus heureux auspices. D'ailleurs, je ne sais pas si l'expédition se bornera à la seule conquête de l'Égypte, le temps et les circonstances nous l'apprendront.

« Pour moi, malgré les motifs légitimes qui me rappellent dans ma famille, le bien du service veut que je reste à mon poste jusqu'à la fin de l'expédition. Veuillez bien rassurer mon épouse et lui donner tous les sujets de consolation qui sont en votre pouvoir : vous augmenterez de plus en plus les droits que vous avez à ma reconnaissance et à l'amitié sincère avec laquelle je serai toute ma vie

« Votre dévoué neveu,

« D.-J. Larrey. »

(Larrey, *Correspondance de l'armée d'Orient*. Ms. cit. B. N. F. 69.)

De la révolte du Caire découlait un enseignement. Les hôpitaux étaient situés au centre de la ville, bordant la place de Birket-el-Fay. L'insurrection, pendant laquelle le plus grand d'entre eux, l'hôpital no 1, avait failli être forcé, démontra les dangers qu'il y avait à maintenir ces établissements au milieu d'une population dont la soumission n'était qu'apparente et dont le fanatisme pouvait offrir de nouvelles explosions. En outre, entourés de rues étroites et populeuses, ils étaient insalubres et offraient une proie facile aux épidémies. Sur la proposition de Larrey et de Des Genettes, le général en chef les déplaça et les fit rétablir dans un camp retranché, près de l'île de Rôda, où ils furent désormais à l'abri d'un coup de main et dans de meilleures conditions d'hygiène.

Pendant que ces événements se déroulaient, le plus habile lieutenant de Bonaparte, Desaix, poursuivait la conquête de la haute Égypte et livrait à Mourad-bey la bataille de Sediman, qui fut une des héroïques journées de l'armée d'Orient[1]; mais la victoire coûta cher à la division française; elle eut trois cent quarante hommes tués et cent cinquante blessés, dont un médecin, Luent. Larrey rapporte, à propos de ce combat, que jamais les vieux soldats de l'armée n'avaient rencontré chez leurs adversaires, dans les campagnes qu'ils avaient faites en Europe, autant de courage, d'audace

[1] Depuis la bataille des Pyramides, Mourad-bey tenait toujours la campagne. Il avait rallié ses mameluks et refait une armée nouvelle avec leurs débris encore redoutables et un nombre considérable d'Arabes et de fellahs. Desaix, chargé de le poursuivre, partit avec sa division, le 8 fructidor an VI (25 août 1798). Après une série d'opérations, il le rejoignit le 16 vendémiaire (7 octobre), auprès de Sediman, village situé sur la lisière du désert, à l'entrée du Fayoum. L'armée de Mourad se composait de cinq mille mameluks et de huit à dix mille Arabes et fellahs. Desaix n'avait avec lui que deux demi-brigades. Malgré l'infériorité de leur nombre, les Français infligèrent une sanglante défaite aux troupes du bey. Mais il fallut toute la bravoure de ces valeureux soldats pour soutenir le terrible choc des mameluks. Le succès de la journée fut dû à Friant, qui, par un hardi coup de main, — brillant et rapide comme l'éclair, — emporta, à la tête de ses grenadiers, les retranchements ennemis et tourna leurs propres batteries contre les mameluks. A la suite de sa défaite, Mourad s'enfonça dans le désert avec les débris de son armée, abandonnant à Desaix la possession du Fayoum. Il avait perdu dans cette journée quatre cent cavaliers d'élite et un grand nombre d'Arabes.

et d'intrépidité que n'en montrèrent, ce jour-là, les mameluks. On les vit, ne pouvant enfoncer les carrés, venir périr sur eux après avoir jeté leurs masses, leurs haches d'arme, leurs fusils et leurs pistolets à la tête des Français; d'autres, ayant eu leurs chevaux tués, se glissaient sur le ventre comme des couleuvres entre les soldats pour leur couper les jarrets.

L'ambulance était dirigée par Boussenard, qui avait sous ses ordres deux jeunes médecins, Wadeleuc, propre neveu de Percy, et Luent, qui fut tué. Ces chirurgiens donnèrent les premiers secours sur le champ de bataille et évacuèrent ensuite leurs blessés par la voie du Nil, sur le Caire. Beaucoup de blessures furent très graves. J'ai en effet déjà signalé la prodigieuse vigueur avec laquelle les mameluks manœuvraient leurs damas, emportant d'un seul coup une épaule, un membre entier, une portion de la tête ou de la face. Larrey fit au Caire toutes les grandes opérations qui n'avaient pu être pratiquées sur le champ de bataille. Il signale parmi les blessés le tétanos, qui avait déjà fait son apparition dans les ambulances de l'armée après la bataille des Pyramides. Cette redoutable complication fit de nombreuses victimes dans le cours de la campagne, et l'on voit, dans les rapports de Larrey, qu'il n'en sauva qu'un petit nombre. Tous les moyens médicamenteux usités, — antispasmodiques, opiacés, antiphlogistiques, etc., — échouèrent la plupart du temps, ce qui n'est pas pour étonner les médecins de nos jours qui connaissent bien leur désolante inefficacité. Au nombre de ceux qui succombèrent fut le général Dommartin, qui dans une escarmouche avec les Arabes avait reçu de légères blessures aux membres; mais le payeur Estève et le général Destaing, blessés à la bataille de Canope, Lannes, blessé à Aboukir, — plus heureux, — durent à Larrey leur guérison.

Le chirurgien de l'armée d'Orient observa cette affection avec une rare sagacité et adressa le résultat de ses observations à l'Institut de France. Dans cette étude il détermine avec soin les causes prédisposantes du tétanos : les blessures légères

des extrémités des membres, les plaies par armes à feu sur le trajet des nerfs et les transitions subites de température. Ce sont là les anciennes causes banales; on était loin, en effet, à cette époque, de soupçonner l'infection bacillaire. Il établit d'une façon plus précise qu'on ne l'avait fait auparavant le tableau des signes avant-coureurs, et spécialement la douleur vive au niveau de la plaie, symptôme de la plus haute importance qu'aucun pathologiste n'avait signalé depuis Fabien d'Aquapendente. Il refit la symptomatologie de la maladie, et la description qu'il a donnée des phénomènes qu'elle présente reste encore classique. Les chirurgiens de cette époque considéraient le tétanos aigu comme toujours mortel. Larrey démontra par des faits que cette appréciation désespérée était trop absolue. Il sauva des tétaniques par la section du nerf blessé ou névrotomie, — ce fut le cas du général Destaing, — et par l'amputation, faite à propos, quand la blessure siégeait aux extrémités. Ces procédés sont restés jusqu'à nos jours dans la pratique de la chirurgie de guerre.

Après la bataille de Sediman, Desaix poursuivit les troupes de Mourad jusqu'au delà des cataractes, et la haute Égypte se trouva pacifiée. Arrivée devant les colossales ruines de Thèbes, l'armée entière, saisie par la grandeur du spectacle qui s'offrait à elle, s'arrêta et le salua de ses applaudissements.

Denon, seul des membres de la Commission des arts, avait obtenu l'autorisation de suivre les troupes de Desaix. Il vivait au milieu d'elles en soldat artiste, prenant part aux opérations militaires et aux raids de cavalerie qu'entraînait la poursuite de Mourad, faisant le coup de feu avec les soldats, et profitant de chaque halte, de chaque moment de repos pour prendre un dessin ou un plan de monument. Du plus loin qu'il aperçut Thèbes, il arrêta son cheval et prit là le premier croquis qui ait été fait par les savants de l'expédition. Desaix lui donna le temps de terminer son ébauche et enleva aussitôt ses troupes à la poursuite de Mourad. C'est pendant cette course précipitée derrière les

mameluks que passèrent devant les yeux de l'artiste, — comme une vision fantastique, — les temples ruinés, les statues colossales, les sphinx mystérieux et les hypogées plusieurs fois millénaires des pharaons. De ces apparitions rapidement entrevues, il resta à Denon une impression que ses voyages et ses études postérieures ne purent jamais effacer[1].

IV

Un des sujets qui préoccupèrent bientôt Bonaparte, dès la prise du Caire, fut la question de Suez. L'isthme était, au moment de l'expédition française, la voie par laquelle les marchandises anglaises de l'Inde pénétraient au Caire. Mais, de tout temps, cette route commerciale fut très importante, et, à l'époque la plus reculée et la plus brillante de l'histoire de l'Égypte, Séti Ier avait reconnu la nécessité de faire creuser un canal qui réunissait les flots des deux mers. Ce canal est représenté sur une des murailles extérieures du

[1] Desaix fit graver sur la porte du pylone du grand temple de Philæ l'inscription suivante qui subsiste encore, mais qui ne sera peut-être plus respectée longtemps :

L'AN VI DE LA RÉPUBLIQUE, LE 13 MESSIDOR,
UNE ARMÉE FRANÇAISE,
COMMANDÉE PAR BONAPARTE,
EST DESCENDUE A ALEXANDRIE.
L'ARMÉE AYANT MIS VINGT JOURS APRÈS
LES MAMELUCKS EN FUITE AUX PYRAMIDES,
DESAIX, COMMANDANT LA PREMIÈRE DIVISION,
LES A POURSUIVIS AU DELA DES CATARACTES
OU IL EST ARRIVÉ,
LE 13 VENTÔSE DE L'AN VII.
LES GÉNÉRAUX DE BRIGADE
DAVOUST, FRIAND ET BELLIARD;
DONSELOT, CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR;
LATOURNERIE, COMMANDANT L'ARTILLERIE;
EPPLER, CHEF DE LA 21e BRIGADE;
LE 13 VENTÔSE AN VII DE LA RÉPUBLIQUE
(3 MARS AN DE J.-C. 1799).

GRAVÉ PAR CASTEIX, SCULPTEUR.

temple de Karnak. Il est défendu par des fortifications et porte dans une inscription le nom : « la Coupure[1] ». Jusqu'à l'ère des Arabes, on n'a guère d'autres données positives sur la navigabilité à travers l'isthme. Mais on sait d'après leurs auteurs que, sous les kalifes, un canal antérieurement dérivé du Nil à Fostat aboutissait dans la mer Rouge par l'ancien canal des pharaons, que le kalife Omar fit réparer. Sous les Perses, les Ptolémées et les Romains, ce canal fut navigable par intervalle; il le resta pendant plus d'un siècle. L'insouciance et l'incurie turques le laissèrent bientôt s'ensahler, et un kalife ordonna de le fermer du côté de la mer. Il tomba alors dans l'oubli. Bonaparte n'ignorait pas l'existence de cette ancienne communication des deux mers, et, la pensée de la rétablir venant naturellement à son esprit, il voulut lui-même se rendre sur les lieux pour inspecter le terrain qu'avait autrefois traversé le canal. Il tenait, du reste, à visiter Suez.

Le général en chef partit le 4 nivôse (24 décembre). Ce fut une expédition scientifique succédant à l'expédition militaire. Il emmenait avec lui, — outre Berthier, Caffarelli, Larrey et Daure, — tout un état-major de savants: Monge, Berthollet, Le Père, Costaz, Dutertre et Descotil. Larrey remit son service à Millioz[2], chirurgien de première classe, et prit ses dispositions pour assurer l'hygiène et le bien-être de la petite expédition.

Le 7 nivôse (27 décembre), les voyageurs étaient rendus à Suez. Le premier soin de Larrey fut d'organiser l'hôpital pour la nouvelle garnison; il donne dans son journal la description de la ville, qui n'était alors qu'un misérable village de pêcheurs, avec un port ensablé, entouré de ruines, de monuments antiques. L'isthme fut, en effet, dès les pharaons, un point de la plus haute importance. La place frontière d'El-Kantarah était le lieu de transit sur la route qui menait les caravanes de Syrie en Égypte. Un peu plus loin

[1] Ebers, *op. cit.*, p. 26.
[2] Larrey au citoyen Millioz, 2 nivôse. Mss. B. N.

au sud, sont les ruines de Tell-es-Semoût, à la place même où étaient les tours de garde et de défense élevées par les pharaons, pour protéger le Delta contre les ennemis qui les menaçaient du côté de l'Asie. Séti Ier, qui fit creuser le canal, et son fils Ramsès II construisirent ou achevèrent de nombreux édifices dont les débris existent encore.

Mais Larrey et les savants n'eurent pas beaucoup de temps à consacrer à l'exploration de ces souvenirs. Avec Bonaparte, les moments étaient toujours comptés. En vingt-quatre heures, il reçut les capitaines des navires en rade, visita la ville et le port, ordonna la reconnaissance des côtes et du golfe, nomma directeur des douanes un des membres de la Commission des sciences et des arts, le poète Parseval-Grandmaison[1], émit de nouvelles instructions au sujet des droits à percevoir sur les marchandises, et prescrivit enfin toutes les mesures que pouvaient exiger la sécurité de la place et les besoins de la marine et du commerce. Le 8 nivôse, à huit heures du matin, il donnait l'ordre du départ, et on se remettait en route pour aller visiter les sources de Moïse situées de l'autre côté de la mer Rouge, à trois lieues de Suez.

Caffarelli, Monge, Berthollet, Bourrienne et Larrey l'accompagnaient; un détachement de cavalerie assurait la sécurité des voyageurs.

On rentra à Suez le même soir. Une partie de la caravane revint par la même voie avec le général en chef et courut les plus graves dangers; l'autre traversa le bras de mer sur une chaloupe. Il survint à Larrey un accident qui le mit hors

[1] Parseval-Grandmaison, — un peu oublié aujourd'hui, — a eu son heure de célébrité. C'était un poète. On avait compté sur lui pour être le chantre de l'expédition. Il semble, en effet, que peu de sujets étaient plus propices aux fécondes et héroïques inspirations que les merveilleux événements militaires et les grands faits scientifiques qui se déroulèrent devant ses yeux, sous le ciel d'Orient, au milieu des plus grands souvenirs de l'antiquité. Mais Parseval n'était qu'un pâle versificateur, et au lieu de l'épopée qu'on attendait de lui, ce sont de médiocres traductions du Tasse qu'il venait lire le soir au palais d'Hassan-Kachef à ses collègues de l'Institut. Il rapporta de l'expédition d'Égypte, — qui le croirait? — un poème sur Philippe-Auguste et Bouvines. Bonaparte, par une mesure qui ressemble fort à une épigramme, exila le barde à Suez, dans le poste de directeur des douanes.

d'état de suivre l'état-major, mais qui fournit à Bonaparte l'occasion de lui donner une preuve de l'estime et de l'attachement qu'il avait pour lui. Il montait un cheval arabe très difficile. Au retour de l'excursion, l'animal s'emporta et le ramena au delà des sources de Moïse. Il fut renversé, reçut un coup de pied au-dessus du sourcil gauche, et s'évanouit sur place. Quand il revint à lui, il étancha sa plaie avec l'eau fraîche qui coulait sur le sable et la banda avec son mouchoir; mais il chercha vainement sa monture, qui avait regagné la colonne où elle fut aussitôt reconnue.

Bonaparte, très inquiet sur le sort de son chirurgien, envoya ses guides arabes à sa recherche. Quand on le ramena, il le combla de marques d'affectueux intérêt. Il le fit coucher à côté de lui, sur son propre lit de camp, exigea qu'il se reposât, et fit retarder, pour lui donner le temps de se remettre, l'heure du départ. Il ne voulut pas qu'il revînt à cheval, et prescrivit qu'il prît place dans l'embarcation qui transportait une partie des membres de l'expédition. Il l'y conduisit lui-même en le soutenant par le bras, et le confia à Monge et à Berthollet en leur faisant les plus expresses recommandations[1].

De part et d'autre le retour fut moins heureux que la traversée du matin. La chaloupe qui portait Larrey et les deux illustres savants erra toute la nuit avant d'arriver à Suez et faillit sombrer vingt fois[2]. D'un autre côté, au moment où Bonaparte allait s'engager dans le gué, la nuit était arrivée et avec elle l'heure de la marée haute. Le guide arabe dit qu'il connaissait un autre chemin et égara la colonne.

Cependant la marée montait avec une extrême rapidité, et la petite troupe fut sur le point d'être submergée. Le général en chef et Caffarelli coururent les plus grands dangers. Ce dernier, gêné par sa jambe de bois, avait de la peine à se

[1] Larrey, *Note manuscrite* de l'édition personnelle des *Mémoires et campagnes*, p. 275. Cette affectueuse sollicitude de Bonaparte pour Larrey dut laisser en lui une impression profonde, car je retrouve ce fait raconté tout au long sur plusieurs de ses fiches.

[2] « Nous avons passé en allant la mer Rouge à gué. Le retour faillit nous coûter la vie. » (Lettre de Larrey, *Moniteur* du 30 floréal an VII.)

tenir en équilibre au milieu des eaux; il se fût laissé tomber si deux guides ne s'étaient placés à ses côtés pour le soutenir. Bonaparte fut également sauvé par son guide et la vigueur de son cheval. Mais il courut un moment le danger de subir le sort de Pharaon, « ce qui n'eût pas manqué, dit-il gaiement, de fournir à tous les prédicateurs de la chrétienté un texte magnifique contre moi ».

Il se reposa vingt-quatre heures à Suez, et employa ce court séjour à compléter ses prescriptions relatives aux fortifications de la ville et à l'armement du port et des bâtiments. Il repartit le 10 nivôse avec Monge, Berthollet, Le Père, Larrey et les généraux, et se dirigea vers le nord au fond du golfe, à la recherche des vestiges de l'ancien canal des deux mers, pendant que le gros de l'expédition gagnait Ageroud. La petite caravane chevauchait sur le sable, Monge, selon son habitude, à côté du général en chef, quand tout à coup celui-ci s'écria : « Monge! mais nous sommes en plein canal. » On appelle Le Père, et celui-ci reconnaît en effet le lit desséché du bras du Nil qui avait été autrefois dirigé vers le golfe Arabique. On était à la tête des digues. Pendant cinq heures, jusqu'aux Lacs Amers où il débouchait, les voyageurs en suivirent les traces. Quand ils arrivèrent aux Lacs, la nuit approchait. Bonaparte, satisfait de sa découverte, prit les devants avec Berthier et deux guides et gagna rapidement Ageroud; le reste de la colonne rallia dans la nuit. A Ageroud, l'expédition se divisa en deux parties. Une fraction composée de marchands qui revenaient de Suez, sous l'escorte des Français, se dirigea sur le Caire. Le général en chef avec sa suite et son piquet de cavalerie prit la route de Belbeïs.

On chemina de nouveau à travers le désert. Larrey goûtait peu ces arides et vastes solitudes; comme tous les enfants des contrées montagneuses, il avait conservé pour son pays natal un culte attendri et portait son souvenir profondément gravé dans sa mémoire. C'est surtout dans ces marches au milieu des océans de sable et sous le ciel ardent et implacable que, — par un violent contraste, — les images douces et riantes

du pays basque se présentaient à son esprit. Il en revoyait alors les paysages infiniment variés, le ciel lumineux et changeant, les horizons qui modèlent les cimes et les contours de la ligne azurée des Pyrénées, et le sol parsemé de prairies veloutées et arrosées par des gaves rapides dont les flots se brisent en volutes argentées sur de pittoresques rochers. Il y avait loin de ces fraîches et poétiques évocations au ciel embrasé, à l'uniformité vide et monotone de ces plaines silencieuses.

Incapable d'en comprendre la réelle et grandiose poésie, Larrey n'en saisissait que le côté désolé, et ses lettres et ses notes expriment bien son impression de tristesse.

Mais il n'en était pas de même de Bonaparte. L'horizon à perte de vue et la sévère majesté des choses dans la fixité immuable du désert exerçaient sur cette imagination, — éminemment sensible aux grands phénomènes de la nature, — un captivant et irrésistible attrait. Il se complaisait dans le spectacle et dans l'enveloppement de ces espaces sans limites qui s'harmonisaient si bien avec son esprit, dont les projets étaient eux-mêmes infinis et démesurés. Sa voiture, attelée de six chevaux et menée par son cocher César[1], roulait lentement sur le sable fauve, au grand étonnement des Arabes, qui n'avaient jamais assisté à un pareil spectacle. Il ne l'utilisait jamais. Elle ne servait qu'à reposer Bourrienne et Berthollet et à recevoir les trouvailles archéologiques de Monge. Monté sur une fine jument grise, — spécimen rare et sans

[1] Ce garçon s'appelait anparavant Germain. Il fut débaptisé dans la circonstance suivante : Au milieu d'une échauffourée à laquelle il se trouva mêlé, il se conduisit bravement et tua un Arabe de sa main. Bonaparte, qui était présent, s'écria : « Diable! mais c'est nn César ! » Le nom lui resta et on ne l'appela plus que César.

Bonaparte le garda longtemps à son service, comme tous ses gens du reste. Il n'était pas, de leur aveu, de meilleur maître. On dit qu'il lui dut la vie le jour de l'attentat de la rue Saint-Niçaise, par la vigueur avec laquelle il lança ses chevaux en avant. Bonaparte prétendit qu'il était gris et qu'il prit l'explosion pour une salve d'artillerie (Menneval). Dans ses mémoires, Constant affirme au contraire que le premier consul fut mal informé et que César mena très vite, parce que son maître le lui avait recommandé en partant, et qu'il avait à cœur de regagner les quelques minutes que lui avait fait perdre la charrette sur laquelle était placée la machine infernale qui obstruait le passage. (Constant, *Mémoires*, t. I, p. 90.)

prix de la plus pure race arabe, — il allait dans la plaine immense, sans jamais ressentir la fatigue et l'ennui. Vêtu comme en France, son vêtement fermé sur la poitrine, il paraissait insensible à la chaleur, que ses compagnons supportaient, au contraire, avec la plus grande peine[1]. Cette atmosphère brûlante semblait, en effet, convenir à son tempérament sec et nerveux comme celui d'un Arabe, et il la respirait à longs traits, comme s'il eût été un de ces chefs de tribus errantes qui lui expliquaient gravement que la traduction de Napoléon était, dans leur langue, « lion du désert ». Il étonnait ses compagnons par son entrain, sa gaieté, le charme et l'imprévu de sa conversation. Passant successivement aux sujets les plus variés, tantôt il évoquait le souvenir des pharaons à propos du canal de Néchao, tantôt il rappelait les hauts faits d'Alexandre, son héros favori et son modèle[2]. Puis, revenant aux faits pratiques, il faisait placer Le Père à côté de lui et l'interrogeait longuement sur les travaux à exécuter pour le percement de l'isthme. En d'autres moments, il plaisantait et disait gaiement à Monge, en lui montrant du doigt la plaine infinie dont la désolation muette attristait plus d'un de ses compagnons : « Que pensez-vous de ceci, citoyen Monge? » Celui-ci, toujours à l'unisson avec lui, répondait sur le même ton : « Je pense que si jamais on voit ici autant de voitures qu'à l'Opéra, il faudra qu'il se soit passé de fameuses révolutions sur le globe[3]. »

On arriva à Belheïs le 12 nivôse au soir. Bonaparte, qui restait sous l'influence de son projet de canal, écrivit au divan du Caire pour l'informer de la découverte des vestiges de la communication qui avait existé jadis entre les deux mers, et lui annonça « qu'il avait ordonné de faire les opérations nécessaires pour désigner l'endroit où devait être rétablie cette communication ».

[1] Larrey, *Note*. — Duc de Rovigo, *Mémoires*, t. I, p. 21.
[2] Larrey, *Note*.
[3] *Las Cases*, t. V, p. 78. — « Il n'y passe pas autant de voitures qu'à l'Opéra, mais il est traversé maintenant par des chemins de fer et même par des automobiles. » (Traversée du désert en automobile. *Lettres d'Égypte*, le *Temps*, 15 février 1901.)

Il quitta Belheïs trois jours après pour poursuivre ses investigations, découvrit de nouveaux indices à Abou-Keycheid, et les suivit pendant plusieurs jours, dans la direction de l'ouest, jusqu'à Abasieh, où l'on supposait que le canal avait dû se joindre à la branche pélusiaque du Nil, châtia des partis d'Arabes sur sa route et repartit pour le Caire le 17 nivôse. Dès le lendemain de son arrivée, il manda Le Père auprès de lui et le chargea de toutes les études concernant le canal. Il prescrivit de fournir aux ingénieurs tout ce qui était nécessaire à leur séjour dans le désert et de mettre à leur disposition tous les instruments et appareils indispensables à leurs travaux. Suez fut adopté comme point de départ. Ce travail fut exécuté. Je reviendrai sur cette question dans une autre étude historique et montrerai le parti qu'en a tiré, à notre époque, l'esprit avisé de M. de Lesseps[1].

[1] *Histoire de l'Institut d'Égypte.* (Pour paraître à la fin de l'année.)

CHAPITRE IX

I. La peste d'Égypte. — L'épidémie à Alexandrie, à Damiette et à Mansourah. — Mesures prises par Larrey et Des Genettes. — Masclet à Alexandrie. — Bonaparte et les prescriptions d'hygiène et de salubrité. — Instructions sur la peste adressées par Larrey aux chirurgiens de l'armée. — Courageux dévouement des médecins. — Une défaillance isolée. — Curieux ordre du jour de Bonaparte. — Traitement de la peste à l'armée d'Égypte. — Les frictions d'huile. — Notice de Des Genettes. — Notice de Franck. — Dangereuse illusion des soldats. — Interdiction de prononcer dans l'armée le nom de la peste. — Préparatifs de Larrey pour la campagne de Syrie. — Organisation de son corps de chirurgiens. — Trait d'indépendance de Larrey vis-à-vis de Bonaparte. — D imagine de créer un corps d'ambulances monté sur des dromadaires, destiné au transport rapide des blessés. — Larrey, les prisonniers anglais renfermés dans la citadelle et le général Bonaparte. — II. Départ pour la campagne de Syrie. — Combat d'El-Arich. — Larrey nourrit les blessés avec de la viande de chameau. — Prise d'El-Arich. — La peste à El-Arich. — Kléber et l'avant-garde égarés. — Prise de Jaffa. — Organisation des hôpitaux de Jaffa par Larrey. — Anecdote : un singe blessé aux ambulances de Larrey. — La peste à Jaffa. — Contamination de l'armée. — Terreur mortelle du général Grézieux. — Négation officielle de la peste. — Visite de Bonaparte aux pestiférés. — Appréciations de cet épisode célèbre. — III. Arrivée de l'armée devant Saint-Jean-d'Acre. — Organisation des hôpitaux par Larrey et Des Genettes. — Pénurie du matériel d'ambulance. — Le pharmacien en chef Royer. — Bonaparte donne son vin aux blessés. — Les ambulances de Larrey. — Les opérations du siège. — Sidney Smith. — Ses exploits. — Sa délivrance du Temple par Phélippeaux. — Défense de Saint-Jean-d'Acre par Phélippeaux. — Combat de Nazareth. — Bataille du Mont Thabor. — L'ambulance de Larrey à Cana. — Anecdote : Bonaparte et Larrey au diner de la générale Verdier à Nazareth. — Blessure, derniers moments et mort de Caffarelli. — Mort du général Rambault, des adjudants généraux Lescale, Laugier, de l'aide de camp Croisier, du chef de brigade Venoux. — Blessures de Duroc, d'Eugène de Beauharnais, de Lannes. — Singulière particularité des blessures de Lannes. — Blessure d'Arrighi, depuis duc de Padoue. — Il est opéré par Larrey sur le plancher de sa batterie et sous le feu de l'ennemi. — Présence d'esprit et courage de Larrey pendant cette opération. — Statistique des blessés du siège. — IV. La peste au camp de Saint-Jean-d'Acre, à Jaffa, à Gaza, à Caïffa. — Admirable conduite de Des Genettes, à laquelle Larrey rend justice. — Des Genettes s'est-il inoculé la peste? — Rapport officiel de Berthier. — Opinion de Pariset. — Dénégation de Larrey. — Explication donnée par H. Larrey de la version de Berthier. — Désaveu de Des Genettes. — Berthollet et la transmission de la peste par les voies digestives. — Maladie de Monge soigné par Berthollet et Des Genetteset visité régulièrement par Bonaparte. — Abandon du siège de Saint-Jean-d'Acre. — Évaluation des blessés par Larrey. — Réclamations de Larrey à Daure. — V. La retraite de l'armée. — Insuffisance des moyens de transport pour les blessés. — Les chevaux de l'état-major affectés au transport

des blessés. — Bonaparte et Larrey marchent à pied. — Jaffa. — Évacuation d'une partie des pestiférés par mer. — Empoisonnement des pestiférés de Jaffa. — La vérité sur cet épisode. — Récit de Des Genettes. — Dénégations opposées à ce récit par Larrey. — Explication et discussion des faits. — VI. Départ de l'armée de Jaffa. — Les pestiférés dans les rangs des blessés. — Humanité de Larrey. — Mme Verdier. — Trait d'héroïsme féminin. — Influence de l'atmosphère du désert sur la guérison des blessés. — Une tempête de sable dans le désert. — Arrivée de l'armée à Salahieh et à El-Merg. — Mesures de salubrité prescrites par Bonaparte. — Entrée de l'armée au Caire. — Larrey est tellement changé qu'il n'est pas reconnu par ses chirurgiens. — Pertes subies par le corps expéditionnaire.

I

Larrey était rentré au Caire avec Bonaparte après l'excursion de Suez. Il s'occupait de l'administration de son vaste service chirurgical, disséminé dans toute l'Égypte, quand l'invasion de la peste, coïncidant avec les préparatifs de la campagne de Syrie, vint solliciter toute son attention.

La peste, qui est une maladie du vieux monde, et qui a été connue de toute antiquité, s'était cantonnée au XVIIIe siècle sur la côte barbaresque, en Asie Mineure, mais surtout en Égypte, où elle se serait épidémiquement reproduite jusqu'à dix-huit fois pendant cette période. Nous connaissons aujourd'hui la cause de ces longs sommeils, interrompus à différents intervalles par de redoutables explosions. La clairvoyance géniale de Pasteur l'avait déjà pressentie[1]. Le microbe de la peste est un germe à longue durée qui se conserve dans la terre. Certains rongeurs, — les rats spécialement, — dont le rôle de transmission avait été déjà soupçonné depuis la plus haute antiquité, et constituait une opinion courante il y a plus de deux siècles[2], se contaminent dans

[1] « Supposons, — guidés comme nous le sommes par tous les faits que nous connaissons aujourd'hui, — que la peste, maladie virulente, propre à certains pays, ait des germes à longue durée. Dans tous ces pays, son virus atténué doit exister, prêt à reprendre sa forme active quand des conditions de famine, de misère s'y montrent de nouveau. » (Pasteur, Chamberlain et Roux, *Revue de l'Académie des sciences*, février 1881.)

[2] L'histoire de la peste signale le rat à l'origine de tous les désastres épidémiques. L'art s'est emparé de cette donnée, et tout le monde connaît le magni-

des circonstances favorables et en sont les premiers propagateurs. Les parasites qui pullulent sur les rats malades servent d'intermédiaires entre le rat et l'homme et entre l'homme et les hommes. Ainsi se réveillent et se développent les épidémies.

Larrey et Des Genettes, — sans pouvoir naturellement remonter jusqu'à son étiologie bactériologique, — n'ignoraient pas la redoutable éventualité qui planait sur l'armée, et, dès le débarquement des troupes à Alexandrie, ils s'attachèrent à provoquer toutes les mesures qui pouvaient entraver son éclosion et s'opposer à son développement. Nous avons vu, en effet, que Bonaparte, sur leur avis, imposa des prescriptions sévères d'hygiène et de salubrité, et créa des lazarets et un conseil sanitaire, qui fonctionnèrent dès le début de l'occupation.

Cependant, de bonne heure, à la fin de thermidor an VI, et dès le commencement de vendémiaire an VII, quelques cas suspects étaient signalés à Alexandrie[1] et à Damiette[2]. On ne prononçait pas encore le nom de peste; les médecins différaient d'opinion et la plupart étaient indécis. Mais les plus éclairés ne s'y trompaient pas, et le général en chef, très attentif, mis au courant des divergences que soulevait la question parmi les officiers du service de santé de son armée, ordonna à Des Genettes de prescrire qu'il n'y aurait plus de consultation contradictoire et qu'il suffirait désormais que, dans une réunion de médecins du même grade, un seul affirmât la nature contagieuse de l'affection pour que les mesures sanitaires les plus rigoureuses fussent employées[3]. On ne pouvait trancher la difficulté avec une plus haute sagesse.

Cependant la maladie se développait, et au commencement de nivôse la correspondance d'Alexandrie et de Damiette, et

fique tableau de la peste des Philistins que Nicolas Poussin a parsemé de rats pestiférés. L'admirable relief de la peste de Florence, dû à Zambo (1348), montre également des rats se contaminant en dévorant les cadavres des pestiférés.

[1] Mort du juif Raphaël et de six personnes de sa famille. (Procès-verbal de Dussap, chirurgien de la frégate *la Léoben*.)

[2] Mort à l'hôpital militaire d'un garde-magasin.

[3] Des Genettes, *Histoire médicale de l'armée d'Orient*.

plus tard celle de Mansourah, rapportaient d'assez nombreux cas dans les hôpitaux militaires de ces deux importantes places. Le chirurgien en chef à Alexandrie était Masclet, jeune praticien de la plus haute intelligence et d'un courage à toute épreuve, pour lequel Larrey avait une estime et un attachement particuliers. Guidé par lui et par les instructions que Des Genettes et Larrey lui faisaient adresser par Bonaparte, Marmont, qui commandait la place, prit une série de mesures qui pourraient encore, tellement elles sont empreintes de sagacité, servir de modèle aux gouverneurs de nos colonies en temps d'épidémie[1]. Il éloigna les troupes de l'intérieur de la ville, établit dans une vaste mosquée un hôpital d'observation, ouvrit un hôpital spécial pour les pestiférés, publia un sévère règlement sanitaire et organisa une surveillance active sur la ville, les deux ports et les hôpitaux. Grâce à ces précautions, l'épidémie ne prit pas une grande extension et diminua assez rapidement.

Toutefois les premiers coups qu'elle frappa furent violents et atteignirent surtout le personnel des hôpitaux. A la date du 30 janvier (11 pluviôse), Masclet accusait à Larrey l'admission de quatre-vingt-onze pestiférés à l'hôpital et la mort de trente et un d'entre eux, dont cinq médecins de la marine et plusieurs infirmiers et employés du service hospitalier[2]. Il y avait, à cette époque, un règlement sanitaire qui constituait un défi à l'humanité et au plus simple bon sens. Ce règlement obligeait les médecins chargés du soin des pestiférés à s'enfermer dans le quartier des malades sans pouvoir en sortir. Le même règlement défendait aux médecins en chef de pénétrer dans les hôpitaux spéciaux qu'ils devaient diriger de loin. Les médecins internés étaient ainsi voués à la mort et ils succombaient tous, tandis que les médecins en chef, ne visitant pas de malades, restaient indemnes. Masclet protesta contre cette mesure, qui l'empêchait de diriger effec-

[1] Napoléon, *Correspondance*. Lettre à Marmont, 9 pluviôse an VII (28 janvier 1799).

[2] Larrey, *Correspondance générale*. Lettre de Masclet, 11 pluviôse an VII. Mss. B. N.

tivement son service et de partager les dangers de ses camarades. Il obtint de Larrey une autorisation spéciale de visiter le lazaret[1]. Ce fut son arrêt de mort, et il succomba lui-même quelques mois plus tard, victime de son courage et de son ardent dévouement[2].

A Damiette, la situation était la même. L'épidémie frappa un assez grand nombre de personnes, tant dans la garnison que dans la population civile, et on eut à déplorer encore la perte de deux médecins. Mais là étaient aussi un officier intelligent et vigoureux, extrêmement actif, très soucieux du bien-être de ses troupes, le général Dugua, et un médecin de valeur, Savaresi. Ils prirent les mêmes mesures qui avaient été adoptées à Alexandrie, et la peste ne tarda pas à s'atténuer. De Damiette elle fut apportée à Mansourah par la 32e demi-brigade venue de cette place. Mansourah fut assez éprouvée et perdit jusqu'à huit et dix malades par jour.

Du Caire, Larrey et Des Genettes suivaient la marche de l'épidémie, inspirant et dictant les précautions conservatoires que leur suggérait leur prévoyance. Dès le début, ils avaient insisté sur la nécessité de brûler immédiatement le linge et les vêtements qui avaient servi aux pestiférés. Les ordonnateurs, toujours plus soucieux des économies budgétaires que de l'intérêt des malades, comme le furent si longtemps leurs successeurs, les intendants, répugnaient à une

[1] *Correspondance générale*, lettre de Larrey au citoyen Leblanc, ordonnateur en chef du lazaret du Caire, 28 nivôse an VII. Mss. B. N.

[2] Voici un passage d'une lettre dans laquelle cet héroïque chirurgien annonce à Millioz, qui remplace Larrey au Caire, qu'il a fait le sacrifice de sa vie.

« Alexandrie, 18 nivôse an VII.

« Comme je ne puis communiquer avec les hôpitaux de la ville et que je veux diriger personnellement le service, je vais me confiner dans une cabane au centre des hôpitaux, et de là je pourrai, accompagné d'un planton, entrer dans chacun d'eux et obvier aux inconvénients de mon absence.

« Au reste, tu peux croire, mon cher Millioz, que si je n'espère pas du bien, c'est que j'ignore d'où il dépend. Je désire que mon sacrifice personnel puisse être de quelque utilité à ceux dont l'existence nous est confiée. Quant au danger, je ne le calcule pas, c'est le moyen de ne pas le craindre.

« Salut et fraternité,

« MASCLET. »

Masclet figure dans le tableau des pestiférés de Jaffa peint par Gros.

prescription qui compromettait les finances de l'État. On porta le débat devant Bonaparte, il ordonna de passer outre. « Je suis venu, s'écria-t-il dans le langage dramatique qu'il affectait parfois, je suis venu ici pour fixer l'attention et reporter les intérêts de l'Europe sur le centre de l'ancien monde et non pour entasser des richesses[1]. »

Mais le souci du sort de ses jeunes collaborateurs décimés par le fléau préoccupa bientôt gravement Larrey. Il rédigea une instruction qui fut envoyée à tous les chirurgiens de l'armée. Ce document, reproduit en note, est intéressant[2].

[1] Des Genettes, *op. cit.*, p. 24.

[2] Il faut être vêtu, en entrant dans le séjour des malades affectés de peste ou de maladies contagieuses, d'une tunique de toile cirée ou de taffetas gommé, ou, à leur défaut, d'une toile serrée et passée récemment à l'eau où on aura mis un peu de vinaigre.

Il faut avoir pour chaussures des sandales ou des sabots vernissés en dehors avec l'esprit de térébenthine ou un vernis à l'esprit-de-vin, se laver les mains avec du vinaigre, se couvrir le visage d'un masque de toile trempée dans le vinaigre, se laver la tête avec cette même liqueur et de l'eau, ne point entrer à l'hôpital sans avoir mangé et pris une petite quantité de vin, de café ou d'une liqueur spiritueuse, avoir le soin de tenir dans sa bouche un peu de cannelle ou un morceau de quinquina.

Pour le chirurgien qui panse et opère, il doit mettre beaucoup de dextérité et de vitesse, s'abstenir le plus possible de toucher par aucunes parties de son corps celles du malade, son lit ou ses vêtements, et en faisant le pansement il doit tremper souvent ses mains dans le vinaigre dont il faut qu'il ait toujours une certaine quantité avec lui; il doit en arroser le lit du malade et autant que possible toutes les parties environnantes. Il doit se retirer le plus promptement possible, se laver de nouveau avec la même liqueur les mains, le visage et toutes les parties exposées au contact de l'air. Au sortir de l'hôpital il faut quitter promptement sa tunique, la passer à l'eau et l'exposer à l'air, comme sa chaussure, changer tous les vêtements, en mettre promptement de nouveaux qui auront été précédemment exposés à l'air; laver ses instruments avant de sortir de l'hôpital avec l'eau-de-vie et les placer dans un endroit aéré, faire brûler au fur et à mesure tous les linges et charpie qui auront servi aux pansements, enfin ordonner que toutes les fenêtres des salles soient constamment ouvertes et qu'on y maintienne la plus grande propreté.

Ces moyens ne suffisent pas encore pour conserver sa santé, il faut faire beaucoup d'exercice, usage d'aliments de facile digestion souvent et en petite quantité, secondés par l'usage du café ou de quelque spiritueux, se laver suivant toute l'habitude du corps avec de l'eau fraîche, changer le plus souvent possible d'habits et de linge, ne porter aucune espèce de fourrure, éviter l'approche des personnes qui en portent, généralement des habitants du pays et surtout des femmes. Il ne faut pas négliger surtout de porter les cheveux les plus courts possible et de se les laver avec de l'eau et du vinaigre, car il est à remarquer que tous les corps capillaires et poreux, tels que la laine, les poils, etc., sont très propres à humer les miasmes délétères. Il faut surtout éviter l'usage de bains chauds, l'air des appartements échauffés par des poêles ou par des cheminées qui disposent les pores de la peau à l'absorption de ces miasmes. En suivant exactement cette instruction on peut se garantir de la contagion.

Il démontre qu'à une époque où les notions scientifiques de l'asepsie personnelle étaient absolument inconnues, un observateur comme Larrey pouvait cependant arriver à instituer un ensemble de précautions qui font honneur à sa sagacité. Certains de ses avis paraissent même aujourd'hui très exagérés, et aucun de nous ne consentirait certainement à visiter des malades avec un masque sur le visage.

Tous les médecins de l'armée d'Orient donnèrent l'exemple du plus grand dévouement. Nous avons vu que sept d'entre eux périrent, dès le début de l'épidémie, à Alexandrie et à Damiette. Un grand nombre devait encore succomber pendant l'expédition de Syrie. Il y eut cependant une défaillance isolée, qui n'affecte en rien les grands souvenirs qu'ils ont laissés et que l'histoire peut signaler sans risquer d'entacher leur mémoire. Il est intéressant de faire connaître comment de tels faits étaient réprimés à l'armée d'Orient. Un chirurgien militaire nommé Lakanal ayant refusé de donner ses soins aux pestiférés, Masclet, son chef hiérarchique, porta cet inconcevable acte de lâcheté à la connaissance de Larrey, qui dut en informer le général en chef. Celui-ci adressa à l'armée l'ordre du jour suivant :

« Quartier général du Caire, 19 nivôse an VII (8 janvier 1798).

« Tout officier de santé qui quitterait le lieu désigné pour l'ambulance devant l'ennemi sans ordre, ou qui dans une maladie se refuserait à porter ses services à des malades, sera arrêté, traduit devant un conseil de guerre et traité selon l'article de la loi relatif aux soldats qui ont fui devant l'ennemi. Aucun Français ne doit craindre la mort, quel que soit l'état qu'il ait embrassé.

« Le citoyen Lakanal, chirurgien des blessés à Alexandrie, qui a été assez lâche pour refuser de donner ses soins à des blessés supposés atteints de maladies contagieuses, est indigne de la qualité de citoyen français. Il sera habillé en femme, promené sur un âne dans les rues d'Alexandrie avec un écriteau sur le dos, portant : « Indigne d'être citoyen français et craint

« de mourir. » Après quoi, il sera mis en prison et renvoyé en France sur le premier bâtiment[1].

« BONAPARTE. »

Lakanal subit sa punition, fut emprisonné à Alexandrie et s'évada. Masclet apprit à Larrey son évasion dans la lettre ci-après :

« Alexandrie, le 24 pluviôse an VII.

Masclet, chirurgien de première classe, au citoyen Larrey, chirurgien en chef.

« Citoyen chef,

Le médecin Lakanal s'est évadé la nuit dernière sur un des bâtiments qui sont partis. Vous serez sans doute indigné de cette lâche désertion; mais je vous prie d'en croire jamais incapable celui qui ne saurait oublier sa patrie, son honneur et son devoir[2].

« Salut et respect,

« MASCLET. »

L'indignation de Masclet lui fait le plus grand honneur; on ne peut guère s'étonner, cependant, que le chirurgien qui avait été l'objet d'un pareil châtiment ait cherché à fuir l'Égypte et l'armée française.

Tous les rapports des médecins militaires et le journal de Larrey donnent des descriptions des phénomènes de la peste qui ne diffèrent pas du tableau observé de nos jours. Le traitement était ce qu'il pouvait être, et nous n'avions guère mieux nous-mêmes avant la découverte du bacille qui a conduit à la médication spécifique par la sérothérapie. C'étaient, au début, de légers vomitifs, des potions sudorifiques et anti-

[1] Napoléon Ier, *Correspondance*, t. I, p. 239.
[2] Larrey, *Correspondance générale*. Mss. B. N.

spasmodiques; dans les formes ataxiques, des dérivatifs à la nuque, des affusions froides vinaigrées sur tout le corps; puis, dans la période de dépression, des toniques, des préparations de quinquina, du café, etc. Larrey hâtait par les émollients l'ouverture des bubons, et les ouvrait le plus souvent, non avec le bistouri, mais avec le cautère potentiel. Rien ne paraît plus rationnel que cette thérapeutique. D'après Larrey et Des Genettes, elle donnait au début un tiers de guérisons. Plus tard, on sauva la moitié des malades, et vers la fin de l'épidémie les deux tiers guérissaient[1].

Il est une médication qui eut une certaine vogue, ce fut l'emploi de l'huile d'olive en frictions. On avait remarqué depuis longtemps que les porteurs de jarres d'huile étaient indemnes de la peste, et on basa sur cette observation populaire un traitement empirique. Découverte par Baldwin, — consul général d'Angleterre à Alexandrie, — cette méthode fut vulgarisée par Des Genettes, qui la porta à la connaissance de l'armée dans une de ces notes qu'il aimait à rédiger et à répandre[2]. Elle consistait à faire des frictions d'huile sur tout le corps pendant l'épidémie, — à titre prophylactique; — au moment de l'invasion de la maladie et pendant son évolution, — à titre curatif. Larrey, — et en cela son jugement fut supérieur à celui de Des Genettes, — n'y attacha de l'importance que comme médication préventive[3], et les faits d'étiologie que nous connaissons aujourd'hui lui donnent raison. Nous savons, en effet, quelle influence prépondérante exercent sur la propagation de l'infection les puces si nombreuses partout, mais surtout en Orient, où la chaleur et l'insalubrité favorisent leur pullulement. Elles se font les véhicules du bacille pestiféré et le transmettent à l'homme sain. On a beau, au moment de l'évacuation d'une maison

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. I, p. 334.
« Dans l'épidémie de peste qui a sévi en 1898 dans l'Extrême-Orient, la mortalité a été, — au rapport des observateurs, — de soixante-dix pour cent chez les indigènes et de trente-deux à trente-cinq pour cent chez les Européens. » (Yersin, *Annales de l'Institut Pasteur*, 25 mars 1899.)
[2] Des Genettes, *Note sur l'emploi de l'huile dans la peste.* Op. cit., p. 36.
[3] Larrey, *Mémoires et campagnes*, p. 337.

contaminée, détruire la literie et le mobilier, ces parasites restent dans le sol, et bientôt, privés d'alimentation, ils gagnent la maison voisine où ils portent le microbe pathogène[1]. On comprend facilement que les frictions répétées, les bains même d'huile, ayant pour résultat de laisser une couche préservatrice de corps gras sur l'épiderme, aient placé à l'abri de la transmission par les parasites ceux qui y avaient recours. Mais on saisit aussi aisément qu'elles ne puissent plus avoir aucune action, une fois que la contamination est effective.

Cependant la condition indispensable pour remplir l'indication prophylactique était d'avoir le corps toujours huilé, et cette obligation comportait d'assez sérieux désagréments. Un élève de Larrey, qui fut un médecin très distingué, Franck, observa plus tard que les porteurs d'huile qui ne se baignaient jamais, qui ne quittaient jamais leurs vêtements imprégnés de la substance grasse, échappaient bien en effet à l'épidémie, mais à la condition de vivre indéfiniment sous leur couche huileuse. Un d'entre eux, ayant voulu se purifier et se vêtir proprement, fut immédiatement atteint. Quant aux Européens, il leur était impossible de s'astreindre à ce traitement absolu, et la plupart, dit Franck, de ceux qui le commencèrent, préférèrent reprendre leurs habitudes de propreté et s'exposer à la contagion plutôt que de se préserver en vivant dans les conditions de malpropreté des porteurs d'huile[2].

[1] Yersin, *la Peste à bubons. Annales de l'Institut Pasteur*, t. 13, p. 258, 25 mars 1899.

[2] Franck était un des chirurgiens de Larrey en Égypte. Quelques années après le retour de l'expédition, il se trouvait à Tunis. Ayant l'occasion d'étudier de nouveau la peste et son traitement, il écrivait sur ce sujet à Larrey la lettre suivante, dont on ne peut s'empêcher de reconnaître le caractère judicieux :

« Vous savez que M. Baldwin, ci-devant consul général anglais en Égypte, avait le premier fait la remarque que les porteurs d'huile n'étaient jamais attaqués de la peste. Cette même observation a été faite ici également, et on peut même dire qu'elle a été faite en grand, car comme le pays produit une quantité d'huile considérable, un nombre d'hommes infiniment plus grand qu'en Égypte sont occupés à la manier et à la porter.

« Nous sommes même redevables à cette classe d'hommes d'une seconde observation intéressante qui ne laisse plus aucune espèce de doute sur la vertu préservatrice de l'huile. La plupart des porteurs d'huile ne se soucient guère de

Dans les commencements de l'épidémie, les avis étaient partagés sur la nature de la maladie et son caractère infectieux. Qu'on ne se presse pas d'accuser la science des médecins de l'armée d'Orient. Rien de moins étonnant que leur incertitude. Nous savons, en effet, aujourd'hui que le diagnostic de la peste, très aisé, quand elle est accompagnée du bubon caractéristique, est, au contraire, des plus difficiles en l'absence de ce symptôme, et ne peut être porté avec précision qu'après la mort, par la recherche microscopique de l'agent pathogène. Dans ces conditions, la maladie évolue sous des traits qui peuvent être fort différents et se présenter sous l'aspect d'une infection typhique, d'une pneumonie parfois hémorragique ou d'un accès pernicieux mortel. C'est, dans ce dernier cas, la forme foudroyante qui tue en quelques heures. Elle peut aussi, par contre, n'offrir qu'un état fruste remarquablement bénin.

quitter leurs habillements imbibés d'huile; quelques individus cependant, en temps de peste, ont voulu se purifier au bain et mettre des habits propres; la plupart ont été bientôt atteints, et beaucoup ont succombé. Des exemples réitérés de cette nature ont fait sentir la nécessité indispensable de ne quitter les habits ordinaires qu'après la totale cessation de cette maladie.

« Quoique l'on puisse maintenant avancer avec certitude que les frictions huileuses sont un préservatif sûr de la peste, je pense cependant que cette méthode n'est pas exempte d'inconvénients. La coutume est une seconde nature; des faits nombreux nous prouvent la vérité de cette assertion. Le porteur d'huile est accoutumé à vivre dans la crasse et dans l'huile comme certains poissons le sont dans une eau bourbeuse; mais je ne peux guère me persuader qu'un homme accoutumé à la propreté, à se laver souvent tout le corps, à changer de linge, puisse être longtemps couvert d'huile sans en éprouver les inconvénients et même quelque incommodité. Il n'est à ma connaissance que l'exemple d'un seul homme qui, pour se préserver de la contagion de la peste, se frottait journellement tout le corps avec de l'huile; mais après quarante jours il en a été tellement dégoûté, qu'il préfère être exposé au danger de la contagion en habit propre, que d'en être préservé avec des habits imbibés d'huile.

« On croit généralement que la contagion de la peste se communique ou par la superficie externe du corps, ou par les organes de la déglutition, en prenant pour véhicule l'humeur salivaire, ou par l'organe de la respiration, ou même par celui de l'odorat. Mais, d'après les observations faites sur les porteurs d'huile, il pourrait résulter que l'organe de la peau est la voie principale par laquelle le miasme pénètre dans le corps; s'il pouvait pénétrer avec une égale facilité par les autres organes, les frictions huileuses ne seraient plus un préservatif sûr.

« Dans ma lettre prochaine, je vous dirai quelque chose sur les frictions huileuses comme moyen curatif.

« L'ami,

« FRANCE, médecin. »

« Tunis, le 10 février 1803. »

(Larrey, *Correspondance générale*. Franck à Larrey. Ms. 5880. B. N. N. Acq. F. F.)

La variété de ces tableaux pathologiques explique les contradictions qui régnèrent au début parmi les médecins du corps expéditionnaire, les uns affirmant sa nature pestilentielle, les autres la niant. Il résulta de cette situation une sorte d'incertitude sur sa transmissibilité qui fit illusion aux soldats et, malheureusement, les porta à dédaigner les précautions nécessaires[1]. C'est ainsi qu'on en vit se couvrir des vêtements de leurs camarades morts de la peste, ou des dépouilles arrachées à des Turcs et à des mameluks contaminés. Ils ne furent désabusés que par les terribles épisodes de la campagne de Syrie. Et alors, sur l'avis de Des Genettes[2], — mais, notons-le, contre celui de Larrey, — on décida, dans le but de maintenir l'élévation du moral des troupes, de contester son caractère. Bonaparte défendit d'en prononcer même le nom, et nous voyons dans tous les rapports le terme de : *la maladie,* couramment employé pour désigner l'affection pesteuse.

La campagne de Syrie s'annonçait donc dans de redoutables conditions. Il était en effet à craindre que les corps de troupes qui avaient été contaminés n'emportassent avec eux les germes de la contagion que développeraient les fatigues et les privations de la campagne. Il n'était pas moins à redouter que l'armée et les garnisons turques, — les plus malpropres du monde, — avec lesquelles on allait se trouver en contact, ne fussent elles-mêmes atteintes du fléau. Ces considérations n'arrêtèrent pas le général en chef. Il était convaincu qu'en donnant de l'air à ses soldats et en leur faisant traverser le désert il les purifierait et les débarrasserait des influences pestilentielles qui les avaient atteints. Sur ce premier point il vit juste, car les régiments qui avaient été les plus éprouvés à Alexandrie, comme la 32e demi-brigade, n'offrirent aucun exemple de peste, et peu de cas se produisirent spontanément dans les autres corps. Mais il ne mesura pas suffisamment le danger de contamination en

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. I, p. 333.
[2] Des Genettes, *op. cit.*, p. 51.

Syrie. C'est en effet à El-Arich et à Jaffa que l'armée prit la peste des garnisons turques et des habitants.

Larrey reçut l'ordre de faire ses préparatifs. Il prit, de concert avec Des Genettes, toutes les dispositions générales qu'exige le service de santé en campagne, envoya à tous les chirurgiens de l'armée de nouvelles instructions concernant l'organisation de leurs ambulances, et leur rappelant leurs devoirs et leur rôle pendant et après le combat, dans les demi-brigades, dans les ambulances et dans les hôpitaux [1]. Il obtint de Bonaparte un ordre du jour qui réglementait, — mieux qu'elle ne l'avait été jusqu'alors, — la situation de ses collaborateurs, et qui faisait appliquer la loi du 11 frimaire an VI, relative aux assimilations des grades, jusqu'alors restée inexécutée. En vertu de cette nouvelle législation, les médecins de première classe étaient assimilés, comme aujourd'hui, au grade de chef de bataillon, et ceux de deuxième et troisième classe au grade de capitaine [2]. Les officiers de santé qui suivaient sans titres recevaient un brevet de leur grade de l'ordonnateur en chef, et voyaient ainsi leur position régularisée. Il mit à la tête de chaque corps d'armée un chirurgien de première classe, faisant fonction de chef de service de santé et placé sous ses ordres immédiats. Masclet, que Bonaparte venait de récompenser de sa brillante conduite par une allocation de six cents livres et une inscription à l'ordre du jour, fut institué chef des services de terre et de mer à Alexandrie [3]. Bouquin fut nommé à Damiette, Rozet à la division Lannes, Millioz à la division Kléber, Boussenard à la division Reynier, Assalini à la division Bon.

Tous ces chirurgiens étaient des hommes de valeur et avaient fait leurs preuves. Sous leurs ordres étaient des jeunes gens pleins de zèle et de mérite : Wadeleuc, le neveu de Percy, dont la bravoure attira l'attention de cette armée,

[1] Larrey, *Correspondance générale.* Instructions adressées aux officiers de santé des corps d'armée. Ms. 5873. B. N. F. R. N. Acq.

[2] Larrey, *op. cit.*, p. 90.

[3] Larrey à Masclet, *op. cit.*, p. 94.

cependant si habituée aux actes d'intrépidité; — Zinck, qui devint plus tard un des chirurgiens militaires les plus distingués de l'Empire; Villepreux, Leclerc, Canhapé, Marcou, Galli et tant d'autres encore dont Larrey fait le plus brillant éloge.

Au moment de cette réorganisation, Bonaparte l'invita à lui proposer pour la première classe un chirurgien qui lui avait été recommandé. Mais la justice et l'impartialité de Larrey étaient inflexibles, et il refusa au général en chef une faveur qu'il considérait comme un déni de justice aux dépens d'un autre chirurgien plus méritant[1].

Après avoir organisé les services de l'armée et les ambulances, Larrey s'occupa des moyens de transport. Il ne suffisait pas, en effet, de panser les blessés sur le champ de bataille, il fallait encore qu'ils fussent enlevés avec une extrême rapidité pour les mettre hors d'atteinte des Arabes, ou les empêcher de périr misérablement de faim et de soif. Il ne fallait pas songer dans le désert aux fameuses ambulances volantes de l'armée d'Italie. Une seule voiture existait

[1] Larrey, *Correspondance générale.* Lettre à Bonaparte, 30 nivôse an VII. Mss. B. N.

Voici la lettre qu'il lui adressa, elle devrait servir de modèle à tous les chefs de service, sous toutes les formes de gouvernement.

« Le Caire, 30 nivôse an VII.

« *Au général en chef Bonaparte.*

« Citoyen général,

« Il n'y a que soixante places de chirurgien de première classe dans toute la République, destinées à ceux qui ajoutent an zèle, au courage, de longs services, des talents distingués, des connaissances profondes reconnues par des épreuves opératoires.

« Le citoyen Cousté n'a point encore assez d'expérience ni d'acquis, pour passer à ce grade. Cependant sa conduite est digne d'éloges, et il a apporté du zèle à surveiller les malades de son hôpital, mais les réponses qu'il a faites aux examens que je viens de faire subir aux officiers de santé de la 18e demi-brigade n'ont point le mérite de celles dn citoyen Vattat que j'ai chargé de la direction du service dans ledit corps, plus ancien d'ailleurs dans le service militaire et exerçant la chirurgie avec distinction depuis trente ans.

« Salut et respect,

« *Le chirurgien en chef*,

« D. J. Larrey. »

(Larrey, *Correspondance.* Mss. B. N.)

dans toute l'armée, c'était celle de Bonaparte. Il eut alors une de ces idées géniales comme il en concevait parfois quand le sort de ses blessés était en jeu.

Le général en chef venait d'instituer le corps de dromadaires montés, qui se mobilisait avec une rapidité et une résistance à la fatigue supérieures à celles de la cavalerie, et atteignait à l'improviste les Arabes jusque dans leurs retraites les plus éloignées. Ce régiment, d'un aspect si nouveau, devint une sorte de police du désert et contribua pour une grande part à la pacification du pays. Desaix, dans son commandement de la haute Égypte, imita cette innovation, qui lui rendit de grands services dans sa poursuite de Mourad.

L'idée de Larrey consista à utiliser ces animaux dans le transport des blessés et à constituer avec eux un corps d'ambulanciers, comme Bonaparte avait organisé un corps de cavaliers. Le dromadaire, qui porte aisément les plus lourdes charges, qui est d'une docilité parfaite, qui se couche et se relève au signal, et dont la sobriété est inestimable, convenait admirablement pour ce service. Larrey obtint du général en chef les montures nécessaires. Il fit construire cent paniers disposés en forme de berceaux et suspendus par des liens élastiques de chaque côté de la bosse de l'animal. Chaque chameau portait deux paniers. Ces appareils étaient agencés de façon à ne gêner en rien leur marche et leurs mouvements, et leurs dimensions permettaient d'y placer un blessé couché dans toute sa longueur.

Avant de partir, il accomplit un de ces actes d'humanité envers les prisonniers qui se répétèrent si souvent dans sa carrière. Une frégate anglaise s'étant échouée, quelque temps auparavant, sur la côte d'Alexandrie, l'état-major et l'équipage, — considérés comme prisonniers de guerre, — avaient été enfermés dans les souterrains de la citadelle du Caire, dont le gouverneur, Dupas, était connu pour son extrême dureté. Larrey avait visité plusieurs fois ces prisonniers, qu'il avait trouvés dans de détestables conditions d'hygiène, privés d'air, de lumière, entassés les uns sur les autres et malades pour la plupart. Il réclama auprès de Dupas,

qui refusa d'améliorer leur situation. Ne voulant pas les laisser entre ses mains pendant l'absence qu'allait faire l'armée, il fut trouver le général Bonaparte, lui décrivit l'état des détenus et lui représenta combien il était inhumain de maintenir dans une étroite et sévère captivité des hommes que le hasard, — et non des faits de guerre, — lui avait livrés. Il fit valoir tous les motifs, — arguments politiques et raisons d'humanité, — de nature à plaider en faveur de leur mise en liberté. Impressionné par ces paroles qui étaient empreintes d'une haute droiture, Bonaparte prescrivit de faire sortir les prisonniers de la citadelle et de les renvoyer[1]. Larrey fut récompensé de son humanité. Il pria un des officiers rentrant en Angleterre de donner de ses nouvelles à sa femme et de se charger d'une somme d'argent qu'il désirait lui faire parvenir. L'Anglais tint sa parole, et la commission fut scrupuleusement accomplie.

Toutes ces dispositions prises, il remet le service au chirurgien de première classe Casabianca et lui donne ses dernières instructions[2], adresse ses adieux dans un ordre du

[1] Voici l'ordre par lequel Bonaparte ordonnait leur mise en liberté :

« Vous ferez sortir un parlementaire pour prévenir le commandant anglais que plusieurs avisos de sa nation ont à différentes époques échoué sur la côte, que nous avons saisi les équipages, qu'ils sont en ce moment au Caire, où ils sont traités avec tous les égards possibles; que ne les regardant pas comme des prisonniers de guerre, je les lui enverrai incessamment. »
(*Correspondance de Napoléon*. Lettre de Bonaparte à Marmont, 17 pluviôse.)

On notera dans cette lettre l'habileté de langage, — pour ne pas dire la duplicité, — de Bonaparte. Il dit que les Anglais ne sont pas regardés par lui comme prisonniers de guerre. Oui, au moment où il écrit; mais ils l'étaient auparavant, et il a fallu l'intervention de Larrey pour les rendre à la liberté.

Mettons, en effet, en regard la fiche de Larrey : « Larrey obtint du général en chef Bonaparte, et contre la volonté du général gouverneur de la citadelle du Caire, le renvoi en Angleterre de l'équipage et de l'état-major d'une frégate anglaise qui avait échoué sur la côte d'Alexandrie et que Dupas faisait languir dans les souterrains de la citadelle. Je regrette d'avoir oublié le nom du capitaine de ce vaisseau, qui me rendit l'important service de porter à ma femme quelques secours pécuniaires que je lui remis sans en vouloir de reçu.

« La somme fut exactement rendue à Mme Larrey peu de jours après l'arrivée de ces Anglais à Londres. »

[2] Larrey, *Correspondance générale*, p. 107. Lettre au citoyen Casabianca, 18 pluviôse an VII.

jour aux chirurgiens de l'armée qui restaient en Égypte[1], et se met en route avec l'état-major, le 20 pluviôse an VII (8 février 1798).

Un moment, il crut qu'on ne partirait pas; il reçut d'Alexandrie une lettre de Masclet qui lui annonçait que des nouvelles étaient arrivées d'Europe apportées par des négociants français. La France était de nouveau en effervescence révolutionnaire. Nous avions eu des échecs en Italie, et le roi de Naples occupait Rome. Le jeune chirurgien lui apprenait en même temps que la croisière anglaise menaçait de bombarder la ville. Il conjecturait par suite que l'armée ne s'éloignerait pas au moment où Alexandrie était menacée[2]. Si Larrey put le penser aussi, il fut vite détrompé. Bonaparte, qui, par ce même exprès, avait reçu les mêmes nouvelles et qui avait vu les négociants français Hamelin et Livron porteurs de ces dépêches, ne modifia en rien ses projets. Il pensa que les Anglais, instruits de ses mouvements et de l'opération qu'il préparait, ne menaçaient Alexandrie que pour le retenir en Égypte. Il ne se trompait pas, en effet, et le bombardement de cette ville, qui ne lui fit, du reste, aucun mal, s'arrêta dès qu'on sut qu'il était entré en campagne.

II

L'armée que Bonaparte emmenait en Syrie se composait de douze mille huit cent quatre-vingt-quinze hommes. L'infanterie comprenait quatre divisions commandées par Kléber, Bon, Lannes et Reynier. Murat commandait la cavalerie, Dommartin l'artillerie et Caffarelli le génie. Dugua restait au Caire, où il remplaçait le général en chef; Marmont à Alexan-

[1] Larrey, *Correspondance générale*, p. 105. Larrey aux officiers de santé du service chirurgical, 13 pluviôse an VII.
[2] Larrey, *Correspondance générale.* Masclet à Larrey, 11 pluviôse an VII. Mss. B. N.

drie, Menou á Rosette, et Desaix dans la haute Égypte. A la tête des services spéciaux de l'armée étaient: Daure ordonnateur en chef, Estéve payeur général, le médecin en chef Des Genettes, le chirurgien en chef Larrey et le pharmacien en chef Royer.

Le général Reynier avec sa division était á l'avant-garde et avait reçu l'ordre de marcher sur El-Arich. Kléber devait s'embarquer sur le lac Mensaleh et le rejoindre par Tineh et Quatieb. Le général Bon, qui se trouvait á Salahieh, devait appuyer Kléber. Bonaparte, ayant avec lui la division de Lannes, accompagné de son état-major et de quelques-uns des savants, parmi lesquels Monge, Berthollet et Costaz, et des principaux cheiks, devait rejoindre également à El-Arich.

Le journal de Larrey donne jour par jour les étapes et les incidents de la campagne.

Partis le 22 au matin, Bonaparte et l'état-major couchaient le soir á Belbeïs, le 23 á Quorayn et le 24 á Salahieh. Lá, on apprit que l'avant-garde, commandée par Reynier auquel s'était joint Kléber, avait livré aux environs d'El-Arich un brillant combat au pacha de Damas, Abdallah, sans avoir cependant pu emporter le fort. Cette affaire avait coûté une vingtaine de morts et quatre cents blessés á la petite armée française. Larrey sollicita aussitôt de Bonaparte l'autorisation de se détacher de l'état-major et de se rendre á l'avant-garde. Monté sur un dromadaire, accompagné d'un de ses jeunes chirurgiens nommé Galli et de quelques cavaliers, il fit ce voyage à travers le désert, sans s'arrêter ni jour ni nuit en soixante-douze heures. Sur son chemin se levaient des fauves, des troupeaux d'autruches et de gazelles. Mais, quoique mourant de faim et exténué de fatigue, il ne ralentit pas sa course un seul instant. Arrivé á El-Arich le 27 au soir, il visita immédiatement les blessés, qu'il trouva couchés au milieu du camp sur des feuilles de palmiers. Il les fit établir sous des tentes et pratiqua les opérations nécessaires. Mais déjà les vivres faisaient défaut; on n'avait ni viande ni bouillon. Larrey, — se rappelant que, pendant la

campagne du Rhin, il avait nourri ses blessés avec de la viande de cheval, — eut l'idée d'essayer cette fois de la chair de chameau. Sur sa demande, Reynier fit abattre les dromadaires mis hors d'état de service par leurs blessures, et il se trouva que le bouillon et la viande fournirent une alimentation plus agréable et plus nutritive que celle qu'on obtient avec le cheval.

Cependant le général en chef arriva devant El-Arich le 28. Il fit aussitôt avancer son artillerie, cerna le fort et le somma de se rendre. Effrayés par ses menaces, les assiégés capitulèrent le 2 ventôse (20 février). Cette circonstance fut heureuse, car il eût été difficile de prendre la forteresse de vive force.

Après la reddition de la place, Larrey fut chargé par le général en chef de la visiter et de faire procéder à son assainissement. Il trouva les blessés et les malades de la garnison couchés sur de mauvaises nattes, dans des réduits infects et offrant l'état de malpropreté et d'incurie habituels chez les Turcs. Quelques-uns avaient la peste. Ainsi l'armée retrouvait pour la première fois, sur les confins de la Syrie, le fléau qu'elle avait laissé dans le Delta. Après avoir fait placer ces malheureux en dehors du fort et prescrit leur isolement, Larrey fit brûler tous les objets contaminés, nettoyer et désinfecter les salles et les murs, et prescrivit toutes les mesures d'hygiène et de salubrité indispensables en pareil cas. Les blessés furent confiés aux soins du chirurgien Valette. Malgré toutes les précautions qu'il adopta, quelques-uns furent contaminés et moururent de la peste.

Les troupes souffraient de la faim; elles trouvèrent quelques approvisionnements de riz et de biscuits à El-Arich et reprirent leur route le 4 ventôse (24 février). La marche était excessivement pénible. Pour comble de malheur, la division Kléher, qui était à l'avant-garde, trompée par son guide, s'égara et se retrouva, après une journée de marche, à peine à deux lieues d'El-Arich. Bonaparte, de son côté, croyant Kléher devant lui, marcha sur Gaza, franchit la frontière de Syrie, — marquée par les deux fameuses colonnes

de granit, — et arriva à Kan-Iounes sans avoir trouvé sur sa route aucune trace du passage de son avant-garde. Une division de mameluks d'Ibrahim-pacha, seule, l'attendait. Elle prit la fuite à la vue de l'armée française, et on ne la revit qu'au Mont Thabor. Cependant Bonaparte, inquiet du sort de Kléber, rebroussa chemin et finit par rencontrer son lieutenant, qui, après avoir fait fusiller son guide, s'était fait remettre dans sa vraie route par des Arabes qu'il avait rencontrés.

L'avant-garde avait erré cinquante heures dans le désert, enduré tous les tourments de la faim et de la soif qu'elle avait déjà éprouvés dans sa première marche à travers les solitudes de Damanhour, et était démoralisée et exténuée de fatigue. A peine, cependant, ces vaillantes troupes aperçurent-elles de loin Bonaparte monté sur son dromadaire, qu'elles se redressèrent en poussant des cris de joie, et c'est au milieu de leurs acclamations que le général en chef parcourut leurs rangs. Cette scène est restée profondément gravée dans la mémoire de ceux qui en furent les témoins. Elle frappa vivement Larrey, qui y vit une éclatante marque de l'absolue et indestructible confiance que l'armée avait désormais dans son général. Cependant, si confiants qu'ils fussent dans le génie de Bonaparte, les soldats commençaient à se lasser de leurs épreuves, et ils le montrèrent plus d'une fois par leur attitude et l'indépendance de leur langage, pendant cette marche sur la Syrie. A Gaza, leur conduite fut presque séditieuse; ils entourèrent Bonaparte, se plaignant violemment de la fatigue, de la soif et de l'absence de distribution de vivres. Celui-ci savait apaiser ces grands enfants; au lieu de se défendre, il leur fit des reproches, et, comme toujours, c'est à leur amour de la gloire qu'il fit appel. Il leur parla de nouveau de ces légions romaines dont il avait dit dans sa première proclamation qu'ils les avaient imitées, mais non égalées, et leur raconta que dans ces mêmes lieux les Romains, se trouvant dans les mêmes conditions de détresse, avaient, sans se plaindre, mangé leurs sacs de peau.

« Général, ils n'en portaient pas, vos Romains! » dit un orateur de la bande.

Cette repartie fit rire ses camarades, et les murmures s'apaisèrent[1].

Gaza avait ouvert ses portes à la première sommation. L'armée s'y reposa le 8 et le 9 ventôse. Larrey y installa une ambulance pour les quelques blessés qu'il avait et pour les malades qui devenaient déjà plus nombreux. Il confia le soin des premiers à Dewevres, chirurgien de la Commission des arts, et celui des fiévreux à un jeune médecin, nommé Bruant. Tous deux devaient mourir de la peste.

Après le sable du désert, se déroulaient maintenant les vastes campagnes de la Palestine; au soleil implacable avait succédé une température moyenne et agréable, rafraîchie par les orages fréquents au printemps, dans ces contrées. L'armée souffrait moins et avait repris son entrain. Elle coucha le 11 à Ramleh, — l'ancienne Arimathie, — où Larrey établit dans un couvent de capucins un hôpital et deux cents malades, et le 13 ventôse (3 mars) arriva sous les murs de Jaffa. Kléber était déjà devant la place. Sans tarder, Bonaparte la fit investir par les divisions Bon et Lannes et ouvrit les opérations du siège; le 17 ventôse, il lui envoya une sommation. Pour toute réponse le commandant de la garnison fit égorger le parlementaire et exposer sa tête sur les remparts. Il ne restait plus qu'à pousser vigoureusement le siège et à tirer vengeance de ce cruel et insolent défi.

On connaît les détails de la prise de Jaffa; le tableau que trace Larrey de la vigueur de l'attaque, de la résistance désespérée et farouche des assiégés, de la prise d'assaut avec toutes ses conséquences, la bataille dans les rues, et finalement l'égorgement de la garnison, a été exposé par tous les historiens, et il n'y a pas à y revenir ici[2].

[1] Pelleport, *Souvenirs militaires*.

[2] On a longtemps fait un crime à Bonaparte d'avoir prescrit de passer par les armes les prisonniers qui furent capturés à Jaffa. Larrey en quelques mots justifie cette mesure. « On avait reconnu parmi eux, dit-il, des soldats turcs pris à El-Arich et mis en liberté à la condition de ne pas servir avant un an. Fallait-il les renvoyer de nouveau pour qu'ils aillent augmenter les forces rassemblées

La prise de Jaffa coûta la vie à une centaine d'hommes; il y eut trois cents blessés que Larrey opéra et fit transporter dans un vaste couvent qui forma l'hôpital nº 1. Ce service fut confié au chirurgien Rozet. Les malades en assez grand nombre furent réunis par Des Genettes dans un autre couvent qui constitua l'hôpital nº 2. Les femmes de la population de Jaffa avaient pris une part assez active à la défense de la place; beaucoup furent blessées; elles se rendirent à l'hôpital, où elles furent traitées avec la plus grande humanité et opérées et pansées par Larrey. Il eut même un blessé d'un nouveau genre et dont il a raconté l'histoire, comme un témoignage de la reconnaissance et de l'intelligence de certains animaux.

Un bateleur qui suivait l'armée avec un grand singe, s'étant un peu trop écarté du camp, fut assailli par les Arabes. Dans la lutte qu'il soutint contre eux, il reçut plusieurs blessures, et son singe, qui avait voulu le défendre, fut atteint lui-même d'un coup de sabre à la tête. L'Égyptien se rendit avec lui à l'hôpital de Jaffa. Larrey, après l'avoir soigné, lui proposa de panser l'animal, qui paraissait beaucoup souffrir. Le bateleur accepta avec empressement, et Larrey appliqua un appareil sur la blessure du singe. Non seulement celui-ci se laissa faire avec docilité, mais il vint régulièrement les jours suivants à l'ambulance pour se faire panser;

sous les murs de Saint-Jean-d'Acre? Fallait-il les garder pour qu'ils diminuent les rations déjà trop insuffisantes de nos soldats; ou bien devait-on les faire conduire en Égypte et affaiblir l'armée déjà amoindrie par les pertes qu'elle avait subies, en détachant une escorte qui aurait dû être considérable? Ces divers partis étaient impraticables, et on dut se résoudre, dans l'intérêt de la sureté de l'armée qui primait toute autre considération, à la terrible et dure nécessité de s'en défaire. » Cet acte a été surtout apprécié sévérement par les Anglais. Mais nous savons aujourd'hui combien il entre de haines et de perfides rancunes dans leurs jugements, et la nation qui toujours et de tout temps a appliqué le plus cruellement et le plus iniquement les lois de la guerre, et qui devait donner, à l'aurore du XXe siècle, le scandaleux exemple de l'extermination, à main armée, d'un peuple libre, rapproché par les liens du sang, égal par la race, le courage et la vaillance, supérieur par l'élévation de sa morale, par l'intégrité de ses mœurs, par son mépris des richesses et sa façon chevaleresque de combattre, — dans le but unique de lui ravir ses territoires, — manque, on le comprend, de l'autorité nécessaire pour apprécier la portée morale d'un événement de ce genre. — La vérité est que Bonaparte ne pouvait faire autrement, et que, sur ce point, tous les juges militaires impartiaux lui ont donné raison.

et quand il fut guéri, dès qu'il apercevait Larrey, il se détachait de son maître et courait à lui. Plus tard, le chirurgien de la grande armée, qui avait sauvé la vie à tant d'illustres personnages et éprouvé combien est légère la reconnaissance des gens haut placés, comparait leur conduite à celle du singe blessé et donnait, pour la gratitude des services rendus, la préférence à la bête.

Les blessés guérirent assez rapidement, mais l'état sanitaire de l'armée devint bientôt inquiétant. La peste régnait à Jaffa comme à El-Arich, et l'armée, qui avait déjà offert quelques cas pendant sa marche, ne tarda pas à être contaminée. L'invasion de l'épidémie fut marquée par la forme sidérante, qui foudroyait en peu d'instants, — quelquefois subitement, — ceux qui en étaient atteints. Heureusement ces cas ne furent pas très nombreux et passèrent presque inaperçus des soldats, à la faveur du tumulte et de la confusion qui régnait dans Jaffa[1].

On fit évacuer la ville; les troupes établirent leurs bivouacs en plein air; on leur interdit les communications avec les habitants, et on brûla les pelisses et les vêtements turcs dont ils s'étaient emparés et qui étaient des agents redoutables de transmission du germe infectieux. Bonaparte craignait que le moral de ses soldats ne s'affectât; l'exemple du général Grézieux, commandant de Jaffa, qui, frappé d'une invincible terreur, s'enferma bien portant dans une maison dont il ne voulut plus sortir et y mourut de la peste peu de jours après, semblait lui donner raison. C'est à ce moment que, d'accord avec Des Genettes, il décida que la peste serait formellement niée et que l'armée serait traitée comme un malade qu'il est dangereux ou inutile d'éclairer sur la nature de sa maladie. Cette décision prise, tous les actes du général en chef et du médecin vont être dictés par la pensée de démontrer que le courage et la fermeté d'âme mettent à l'abri de la contagion. Bonaparte visite, le 21 ventôse (11 mars), les hôpitaux des pestiférés à Jaffa. La scène est connue, et

[1] Larrey, *Journal de campagne*, p. 125.

a été immortalisée par le pinceau de Gros. Le général va au lit de chaque malade, les interroge avec bonté et leur prodigue ses encouragements; puis il s'arrête au milieu des salles et discute pendant plus d'une heure et demie les détails d'une bonne et prompte organisation. Jusque-là, il a rempli son devoir de chef d'armée, quoiqu'il soit manifeste qu'il l'ait dépassé en restant trop longtemps dans un milieu aussi dangereux; mais Bonaparte ne s'en tient pas là, et soit qu'il ait obéi à une impulsion spontanée de hardiesse, soit, — ce qui est plus probable, — qu'il ait voulu frapper les esprits par un trait destiné à produire une impression profonde, il aide à soulever le cadavre d'un pestiféré qu'on voulait déplacer et dont les vêtements en lambeaux étaient souillés du pus spécifique[1]. Il va plus loin encore, et on dit qu'il pressa lui-même le bubon d'un malade pour en faire jaillir le pus[2]. Ceci dépasse la portée des banales et officielles visites d'hôpitaux[3], et, quel que soit le mobile, il fallait une âme bien trempée pour se livrer, dans les conditions où on était, à un pareil acte.

[1] Des Genettes, *op. cit.*, p. 49.

[2] M. Barral, dans son intéressante étude sur la santé de Napoléon (*Chronique médicale*, 1900), avait déjà noté cet acte audacieux. Il fut de notoriété publique dans le corps expéditionnaire de Syrie, et on le trouve rapporté dans une lettre d'Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire à son père. Geoffroy dit : « Qu'il communiqua un véritable enthousiasme aux officiers de santé. » (*Lettres écrites d'Égypte*, Hamy, p. 121.)

[3] L'érudit directeur de la *Chronique médicale*, le docteur Cabanès, a relaté à son tour la visite de Napoléon à l'hôpital de Jaffa. (Communication à la *France médicale* du 19 février 1900 d'un chapitre de son livre : *Napoléon, jugé par un Anglais*.) Nous ne sommes point tout à fait d'accord, — il me permettra de le lui dire avec la liberté qu'autorise notre double confraternité, — sur la portée qu'il donne de ce célèbre épisode. M. Cabanès dit que l'acte de Bonaparte se rattachait, après tout, à son devoir de commandant d'armée, et qu'il n'a fait que ce que font de nos jours, sans qu'on leur tresse des couronnes, nos plus modestes infirmiers. Avouons cependant qu'il n'est pas commun de voir des généraux illustres faire le métier d'infirmier. S'il était du devoir de Bonaparte de visiter ses malades à Jaffa, il le dépassait et sortait absolument de ses attributions quand lui, chef d'armée, aidait à porter un pestiféré ou pressait sur un bubon pour en faire sortir le pus. Ce sont ces derniers actes qui sont extraordinaires, et sa conduite dans cette circonstance correspondrait à celle d'un chirurgien qui, non content de soigner et de panser ses malades, se placerait au-devant de l'artillerie ennemie pour les protéger ou les rassurer. C'est ce que fit Larrey plus d'une fois, — notamment à Eylau, — et c'est pour cela qu'il est un héros. On ne peut pas refuser à Bonaparte la même qualification. Il se conduisit héroïquement à Jaffa, et je ne crois pas que l'on trouve dans l'histoire ancienne, moderne ou contemporaine un général qui en ait fait autant.

Mais Des Genettes en saisit enfin le danger et entrevoit toute la responsabilité qu'il encourt lui-même. Il met aussitôt fin à la visite en se dirigeant vers la porte, et en faisant comprendre au général que son séjour au milieu de ces malades n'avait que trop duré. « Mais, répond Bonaparte, je ne fais que mon devoir ; ne suis-je pas le général en chef?[1] »

Telle est, dans toute sa vérité et sa simplicité, le célèbre épisode de la visite aux pestiférés de Jaffa ; il est devenu légendaire, et le tableau peint par Gros l'a immortalisé[2]. Mais, comme toutes les légendes, celle-ci a pu être contestée, sinon en elle-même, du moins dans un de ses traits les plus remarquables[3]. Aucun cependant n'offre à un plus haut degré les caractères de l'authenticité, et les dénégations ne peuvent rien contre le récit historique et officiel de Des Genettes, contre les notes de Larrey et les nombreux témoins de la scène, parmi lesquels était Daure, qui l'a également racontée. Le médecin en chef de l'armée fut vivement blâmé par les troupes, pour avoir exposé la vie de leur général. Il s'en défendit en rejetant sur sa volonté toute la responsabilité. « Ceux qui me blâment, s'écrie-t-il, le connaissent bien peu, s'ils croient qu'il est des moyens faciles de changer ses résolutions ou de l'intimider par quelque danger[4]. » Larrey n'approuva pas l'imprudence de Bonaparte, et il ne lui permit pas de prolonger son séjour dans son hôpital de blessés, où régnait également la peste. Nous savons, du reste, qu'il était opposé à la décision prise par

[1] Des Genettes, *op. cit.*

[2] Il existe une esquisse beaucoup plus exacte de la scène de Jaffa qui appartenait au baron Larrey. Dans cette esquisse, Bonaparte n'indique pas du doigt l'aisselle du pestiféré, comme dans le tableau de Gros, il le prend à bras le corps et l'aide à se soulever. C'est exactement là la version de Des Genettes.

[3] Bourrienne, qui altère, du reste, une première fois la vérité en plaçant la visite de Bonaparte aux pestiférés de son armée au retour de Syrie, *tandis qu'elle eut lieu* au cours de la marche de l'armée sur Saint-Jean-d'Acre, prétend que le général ne fit que traverser les salles, sans s'arrêter au lit des malades et sans toucher un seul d'entre eux. Il faudrait alors admettre que Des Genettes, dans son rapport officiel au conseil de santé et dans son *Histoire de l'armée d'Orient*, que Daure, dans son livre (Daure, *Bourrienne et ses erreurs*, t. II, p. 44, 1830), et les autres témoins oculaires aient faussé la vérité. On sait, au contraire, que les assertions de l'auteur des *Mémoires* sont fréquemment controuvées.

[4] Des Genettes, *op. cit.*

le général en chef et Des Genettes de rayer la peste de l'armée d'Égypte et d'illusionner les troupes sur les dangers auxquels elles étaient exposées, sous prétexte de relever ou de maintenir leur courage[1]. Les risques que pouvait faire courir l'ébranlement du moral de l'armée n'équivalaient pas, pour lui, aux périls autrement sérieux, autrement certains, provoqués par la négligence ou le mépris des précautions sanitaires[2].

Cependant il est certain que si la contestation du caractère pestilentiel de « la maladie », — c'est ainsi qu'officiellement continuaient à la désigner Bonaparte et les médecins du corps expéditionnaire, — avait le grave inconvénient de compromettre les résultats qu'on aurait dû attendre des mesures sanitaires et d'être ainsi nuisible à l'armée, elle dut, au contraire, produire, dans les hôpitaux, sur le moral des hommes malades une heureuse influence. « Ces vaillants soldats, dit Des Genettes, quoique habitués à braver journellement la mort dans les combats, ne l'attendent pas d'ordinaire dans leurs lits avec plus d'indifférence que les autres[3]. »

[1] « Sachant combien le prestige des dénominations influe souvent vicieusement sur les têtes humaines, *je me refusai à prononcer jamais le nom de* PESTE... Je crus devoir, dans cette circonstance, traiter l'armée comme un malade qu'il est presque toujours inutile et souvent dangereux d'éclairer sur sa maladie quand elle est très critique. » (Des Genettes, *op. cit.*, p. 51.)

[2] « Il ne faut pas croire pourtant, dit Larrey, que le nom de peste ait beaucoup effrayé nos soldats. Ils étaient trop accoutumés à recevoir sans émotion toutes sortes d'impressions. Leur sensibilité morale et physique était, pour ainsi dire, émoussée par les chocs divers qu'ils avaient reçus dans les pénibles campagnes qu'ils avaient faites. Il eût donc été à désirer que, dès les premiers jours, on leur eût présenté, — toutefois sous les couleurs les moins défavorables, — le vrai caractère de cette maladie; on aurait diminué le nombre des victimes. » (Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. I, p. 532.) Larrey cite ensuite les exemples historiques des catastrophes provoquées au XVIIIe siècle, dans les populations et les armées, par les mesures qui eurent pour objet de dissimuler le vrai caractère de la maladie. Pendant l'épidémie de peste qui sévit à Marseille, en 1720, le caractère contagieux de la maladie ayant été contesté sur la foi de Chirac, médecin du régent, l'omission des précautions sanitaires entraîna d'épouvantables désastres. Lors de la peste de Moscou, en 1771, le général qui commandait à Yassi avait défendu, comme le fit Bonaparte, de prononcer le mot de peste, et ordonné de considérer la maladie comme une fièvre pourprée. Il résulta de cet ordre que l'armée prit peu de précautions et qu'elle fut décimée par le fléau. Il succomba jusqu'à huit à dix mille personnes par jour. « Voyez, dit Larrey, l'*Histoire de Catherine II*, p. 219, par Castera. »

[3] Des Genettes, *op. cit.*, p. 49.

A ce point de vue, l'acte audacieux de Bonaparte, comme l'intrépidité avec laquelle les médecins bravaient le fléau, furent loin d'être inutiles. Ils relevèrent le courage des malades, à qui il importait de faire croire qu'ils n'étaient pas atteints de la peste, et leur rendirent la confiance, qui était un des éléments de leur rétablissement.

III

L'armée partit de Jaffa le 25 ventôse an VII (15 mars 1799), et se dirigea sur Saint-Jean-d'Acre. Elle n'emportait que pour vingt-quatre heures de vivres, — tout ce qu'elle avait pu se procurer dans la place, — et ne tarda pas à souffrir de nouveau de la faim et de la soif. Pendant sa marche à travers les montagnes de la Palestine, elle eut quelques engagements avec les Naplousins, qui lui occasionnèrent une cinquantaine de blessés. Arrivée à Saint-Jean-d'Acre, le 30 ventôse, on commença immédiatement les opérations du siège, et Larrey se mit à la recherche d'un abri pour ses blessés et ses malades. Il ne trouva pas d'autre local que les écuries du gouverneur Dzezzar, qui se trouvaient situées en dehors de la ville. Mais il n'y avait, on le pense bien, ni lits, ni literie, ni couvertures. On manquait de vin, de cordiaux, et, par suite de l'incurie ou de la criminalité du pharmacien en chef de l'armée, on était dépourvu de beaucoup de médicaments indispensables[1]. Larrey plaça ses bles-

[1] Ici, Larrey révèle un fait grave contre l'honneur du pharmacien en chef de l'armée, dont on retrouve les échos dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Ce personnage, nommé Royer, avait reçu la mission, au départ du Caire, de réunir et de faire convoyer le linge, la charpie et les médicaments nécessaires à l'armée. Il ne chargea les chameaux qui avaient été mis à sa disposition que de vins fins, de liqueurs et de comestibles, dont il fit commerce pendant la route, et n'emporta aucune des fournitures d'hôpitaux, en sorte qu'à l'arrivée à Saint-Jean-d'Acre les ambulances, manquant de tout, se seraient trouvées dans l'impossibilité de fonctionner sans l'ingéniosité et le dévouement de Larrey et de Des Genettes. Bonaparte, informé de ce fait, fit faire une enquête et traduisit le pharmacien prévaricateur devant un conseil de guerre, qui le condamna à être passé par les

sés sur des feuilles de jonc, assaillit de ses réclamations Bonaparte et l'ordonnateur Daure, dont il finit par obtenir un peu de linge et de charpie, et réunit quelques médicaments. Le général en chef, selon son habitude dans les cas de détresse, donna son vin. Mais cette ambulance devint bientôt insuffisante. Larrey et Des Genettes firent établir d'autres hôpitaux : un au château de Chefamer, — vaste résidence du cheik Omar-Daber, située sur une hauteur, bien exposée et pouvant contenir six cents malades ; un autre au Mont Carmel, et un troisième, qui fut un hôpital d'évacuation, à Caïffa, sur le chemin des étapes du retour.

Les travaux de tranchées et d'approche étaient cependant vigoureusement menés. Les assauts répétés de l'armée, les sorties fréquentes des assiégés donnèrent vite un grand nombre de blessés. Pour mettre rapidement à leur portée les premiers secours, Larrey eut l'audace de placer une ambulance à trente toises seulement de la place et en prit la direction les jours de combat. Ce fut l'ambulance centrale du siège, qui devait devenir rapidement célèbre. Tous les officiers de santé de l'armée reçurent l'ordre de s'y rendre dès le début d'une attaque, pour rester à la disposition de leur chirurgien en chef[1]. La place manquant dans l'hôpital établi dans les écuries de Dzezzar, on fit construire des baraques en jonc à portée de tous les chemins de tranchées[2].

Larrey décrit dans son journal toutes les opérations du siège et celles de la défense, conduites, de chaque côté, avec un égal acharnement. Ces faits historiques sont trop connus pour les rapporter en détail. Je ne ferai que les rappeler.

armes. Sur les instances de Larrey, le général en chef consentit à lui faire grâce ; mais on verra dans la suite le rôle que joua ce personnage dans l'affaire de l'empoisonnement de Jaffa, et quelle fut son attitude envers Bonaparte, qui lui laissa la vie et la liberté.

« Le général en chef, dit Larrey, pouvait lui faire grâce, mais il n'y songeait pas. Je me rendis en toute hâte auprès de lui et le suppliai d'épargner le prévaricateur, par considération pour les officiers de santé, si ce n'est pour lui-même.

« — Eh bien, soit ! Larrey, je vous le livre ; faites-en ce que vous voudrez. Mais que je ne retrouve jamais cet homme nulle part, entendez-vous ? » (Larrey, *Note inédite.*)

[1] Ordre du jour de Berthier, 22 germinal an VII (11 avril 1799).

[2] Larrey, *Correspondance générale.* Lettre à l'ordonnateur Daure. Ms. 5873, f. 713. B. N. F. F. N. Acq.

Du côté des assiégés, deux hommes, Sydney Smith et Phélippeaux, résument à eux seuls tout l'effort devant lequel doit échouer le génie de Bonaparte. Sans eux, le pacha turc Dzezzar, — sorte de boucher barbare et inculte qui faisait égorger les parlementaires et les prisonniers, — n'eût pas tenu huit jours[1].

[1] Sydney Smith, dont Napoléon dit « qu'il lui avait fait manquer sa fortune », est une figure des plus intéressantes et des plus originales de l'armée anglaise de cette époque. Spirituel, brave, aventureux sans scrupules, audacieux jusqu'à la témérité, et ayant dans le caractère une nuance chevaleresque malheureusement mélangée de duplicité, il évoque le souvenir de ces hardis marins partis de chaque côté de la Manche qui, au XVIIe siècle, remplissaient les mers de leurs exploits. Au moment de l'expédition d'Égypte, il s'était déjà signalé par d'extraordinaires actes d'audace, que pouvait seul expliquer l'état dans lequel les décrets des assemblées et l'émigration avaient plongé la marine française. C'est lui qui, dans la nuit du 17 au 18 décembre 1793, incendia l'arsenal et la flotte de Toulon, et qui plus tard, en 1795, osa pénétrer dans le port de Brest pour s'assurer du départ de l'escadre française. Il poussa l'audace, le 17 mars 1796, jusqu'à s'engager dans la Seine, comme jadis les Normands; il passa devant le Havre et remonta le fleuve pour aller capturer un corsaire. Ce dernier fait en dit long, à lui tout seul, sur la situation de la marine républicaine. Mais cette fois la fortune le trahit; retenu sur la Seine par un calme plat, il fut entouré de canonnières et obligé de se rendre.

Un adversaire aussi redoutable eût dû être gardé avec la plus étroite vigilance, et il est probable que si les Anglais s'étaient emparés d'un homme de guerre français d'une valeur équivalente, il ne se fût pas facilement évadé. Le Directoire le retint surtout parce qu'il le soupçonnait d'entente avec les émigrés, et en cela il ne se trompait pas. Il l'enferma au Temple et se refusa à tout échange. Mais les ressorts du gouvernement étaient déjà détendus, et sa décomposition, sa vénalité ou celle de ses agents rendirent possible une évasion dont le caractère mystérieux n'est pas encore dévoilé de nos jours.

Phélippeaux, — cet officier d'artillerie émigré qui avait été à l'École militaire de Paris le rival de Bonaparte, autre esprit ardent et audacieux, fertile en expédients, épris de conspirations, et ayant voué une haine égale au conquérant de l'Italie et de l'Égypte et à la Révolution, — entreprit de le rendre à la liberté. On dit qu'il acheta, au prix de soixante-quinze mille francs, un faux ordre d'élargissement du ministre des relations extérieures. Muni de ce papier, déguisé en commissaire, accompagné de quatre complices travestis en gendarmes, dont un danseur de l'Opéra nommé Boigirard, il se présenta audacieusement à la prison et se fit délivrer le prisonnier. C'était le jour même où Bonaparte quittait Paris pour aller prendre le commandement de l'expédition d'Égypte. Arrivé heureusement en Angleterre avec Phélippeaux, Smith est envoyé à Constantinople, où il fait signer au sultan, le 5 février 1799, ce traité d'alliance entre l'Angleterre et la Turquie qui fut si fatal à l'armée d'Égypte; et, le 19 février 1799, — toujours accompagné de Phélippeaux qui ne le quittait plus, — il prend le commandement de l'escadre anglaise destinée aux opérations contre l'armée d'Orient; bombarde vainement Alexandrie, comme nous l'avons vu, au moment où Bonaparte s'engage en Syrie, et vient enfin mouiller le 15 mars devant Saint-Jean-d'Acre, où il prend avec Phélippeaux la direction du siège.

Phélippeaux, aidé d'un autre émigré, Tomelin, fortifia hâtivement la ville et en quelques jours la mit en état sérieux de défense. Smith débarqua de son côté des canonniers anglais pour servir l'artillerie turque.

Il eût fallu pouvoir emporter la place, comme Jaffa, en un coup de main, car Bonaparte était dépourvu d'artillerie de siège et devait bientôt manquer de munitions. La croisière active de Sydney Smith et les habiles dispositions de Phélippeaux rendirent vains les assauts successifs de l'armée française. Pour comble de malheur, le matériel de siège, embarqué sur la flottille de l'amiral Perrée, et qu'attendait impatiemment l'armée, fut capturé par le commodore anglais. Dès lors les esprits clairvoyants commencèrent à envisager les difficultés et l'insuccès probable de l'entreprise.

Bonaparte eut bientôt d'autres préoccupations. De nombreuses troupes de secours, comprenant des mameluks d'Ibrahim-pacha, des janissaires et des maugrabins, avaient été rassemblées à Damas et s'avançaient pour passer le Jourdain et faire lever le siège de Saint-Jean-d'Acre. Un corps de cette armée, composé de quatre mille cavaliers, vint se heurter, auprès de Nazareth, à l'avant-garde de la division Kléber, — postée en observation dans les défilés des montagnes, et qui se composait de quatre cents hommes et de cent cavaliers. — Junot, qui commandait cette avant-garde, n'hésita pas à l'attaquer, malgré l'énorme disproportion de ses forces, acte d'audace qui est comparé par Larrey au combat des Thermopyles. Il lui prit cinq drapeaux, lui tua ou blessa cinq cents hommes et le mit en fuite. Cette brillante affaire fut le prélude d'un des plus beaux faits d'armes de l'armée d'Orient : la bataille du Mont Thabor. Larrey l'expose avec la netteté et la précision d'un écrivain militaire. C'est une page historique.

Les soldats turcs sont rassemblés dans la plaine d'Esdrelon ; ils manœuvrent pour traverser les montagnes et marcher sur Acre. Kléber, qui, du haut de ses défilés, observe leurs mouvements, prévient Bonaparte qu'il va marcher à l'ennemi, lui demande de lui envoyer des renforts et des munitions, et descend dans la plaine pour livrer bataille. Il n'a avec lui qu'une division, — deux mille hommes au plus, — à opposer à une armée de trente mille hommes, dont vingt mille cavaliers. Mais, depuis longtemps, l'armée

d'Égypte a appris à ne pas calculer le nombre de ses ennemis, et elle est aussi pleine de confiance que si elle allait combattre à armes égales. Cette bataille, étonnante par ses disproportions, s'engage dans la plaine de Fouli, le 27 floréal (16 avril), à six heures du matin. Contre une masse quinze fois plus forte, elle revêt de suite le caractère défensif. La division, formée en deux petits carrés bientôt réunis en un seul, soutient sans faiblir les assauts répétés de la cavalerie égyptienne.

Retranchés derrière un rempart de cadavres d'hommes et de chevaux, visant avec précision et ménageant leurs munitions afin de tirer plus longtemps, cette poignée d'hommes, — confiante dans ses chefs et dans sa valeur, — tient tête à la masse qui se rue sur elle pour l'envelopper, sans pouvoir y parvenir. Cependant il est manifeste que ses forces et ses munitions s'épuiseront et que l'heure arrivera où elle devra succomber devant le nombre. Tout à coup le canon se fait entendre au loin... « C'est Bonaparte ! s'écrient les soldats, c'est lui qui vient à notre secours ! » Et les acclamations, ces glorieuses acclamations que sa présence éveillera jusqu'au dernier jour sur tous les champs de bataille du Consulat et de l'Empire, retentissent dans tous les rangs.

C'est lui, en effet, et, selon l'habitude, l'affaire ne traîne pas.

Il forme avec ses troupes deux carrés, commandés l'un par Rampon, l'autre par Vial. Ces carrés s'avancent tambours battants, l'arme au bras, et attaquent les Turcs sur leurs flancs et dans leur dos. Avec la division Kléber, elles constituent un triangle équilatéral qui place l'ennemi au milieu de leurs feux. Kléber, à ce moment, reprend une vigoureuse offensive et lance sur Fouli ses grenadiers, commandés par Verdier. Pris entre Kléber et la division de Bonaparte, assaillis par un feu épouvantable, les mameluks abandonnent le champ de bataille et fuient dans toutes les directions. En un instant, la plaine est couverte de morts et de blessés, et le désastre de cette armée, que les Arabes annonçaient « aussi innombrable que les étoiles du ciel et

le sable de la mer », est consommé. Murat, placé sur les bords du Jourdain, complète la déroute, sabre les fugitifs, leur enlève leurs munitions, leurs vivres, cinq cents chameaux et tous leurs bagages.

La bataille du Mont Thabor coûta à l'armée turque plus de six mille hommes. L'armée française n'en perdit que deux cents et eut une centaine de blessés. Larrey avait établi son ambulance au village de Cana, célèbre par le miracle qu'y fit Jésus-Christ[1]. Après avoir pansé ses blessés dans cette localité, il les fit transporter à Nazareth même, dans le couvent de la Terre-Sainte transformé en hôpital.

Les troupes étant retournées à Saint-Jean-d'Acre, l'état-major fut visiter Nazareth. Verdier, un des héros du Mont Thabor, y commandait; il donna à dîner à Bonaparte et à ses officiers, et Larrey nous narre à ce sujet, avec une naïve et évidente satisfaction, un trait qui prouve la considération dans laquelle le tenait le général en chef.

Verdier était un des rares officiers qui eut sa femme auprès de lui pendant la campagne; c'était une Italienne d'une rare beauté, que son esprit et son courage, — nous verrons les héroïques témoignages de dévouement qu'elle donna aux soldats pendant la retraite de Saint-Jean-d'Acre, — avaient rendue très populaire dans l'armée. On dit, et Larrey l'affirme, que Bonaparte ne fut pas insensible à ses charmes et qu'il en fut payé de retour. Quoi qu'il en soit, c'est Mme Verdier qui faisait les honneurs de sa maison. Le général en chef et ses officiers étaient rendus. Seul, Larrey, retenu à son hôpital de Nazareth, manquait. Déjà, à cette époque, on ne faisait pas attendre Bonaparte. La maîtresse de la maison, s'étant levée, donnait le signal de passer dans la salle à manger, quand le général, s'apercevant de l'absence de son chirurgien en chef, se refusa à la suivre et déclara qu'il ne se mettrait pas à table sans lui. On lui fit observer

[1] Les soldats de l'armée ne croyaient guère aux traditions bibliques, et Larrey nous donne sérieusement une explication fantaisiste de la transformation de l'eau en vin, au moyen d'une amphore à double fond, dont il possède, dit-il encore, un spécimen.

que Larrey était auprès de ses blessés, qu'on ne pouvait savoir à quelle heure il aurait terminé ses pansements et que les ordres étaient donnés pour que son dîner lui soit réservé. « Non, madame, dit Bonaparte,... qu'on aille le chercher. » Un aide de camp fut envoyé à l'hôpital, le découvrit et le ramena au bout d'une heure. « Ce ne fut, dit Larrey, qu'à mon arrivée qu'on se mit à table. Le général Bonaparte me fit asseoir à sa droite et Mme Verdier à sa gauche. C'est une nouvelle preuve de l'estime particulière et de l'amitié dont ce grand homme m'honorait[1]. »

Larrey ne séjourna pas longtemps à Nazareth. Il avait hâte de revoir ses blessés. Un d'entre eux, surtout, le préoccupait. Le 20 germinal, à la suite du troisième assaut, — il y en eut treize, — le général Caffarelli visitait la tranchée; il avait, selon son habitude, le poing appuyé sur sa hanche, pour équilibrer sa marche, gênée par sa jambe de bois. Dans cette position, le coude seul dépassait la tranchée et était accessible au tir de l'ennemi. Cela suffit. Il reçut de très près une balle qui lui fracassa le coude gauche. La blessure empruntait une redoutable gravité aux lésions articulaires, et l'amputation s'imposait. Le général lui-même la réclamait, et Larrey la pratiqua sans tarder. Caffarelli la supporta avec un extrême courage et sans prononcer un mot. Tout marcha bien les premiers jours. Malheureusement les conditions dans lesquelles se trouvaient les blessés devant Acre étaient déplorables. J'ai déjà dit que les ambulances ne possédaient ni lits ni literie, presque pas de linge et de médicaments. Les nuits étaient très froides, les blessés mal abrités, couchés sur des joncs; le camp était insalubre, infesté par la peste, et il fallait l'extrême endurance de cette armée pour qu'elle ne fût pas décimée par les maladies et pour que les blessés ne fussent pas tous enlevés par la fièvre purulente. Les jeunes soldats d'une armée moderne auraient péri jusqu'au dernier. Caffarelli résista cependant dix-

[1] *Mémoires et campagnes*. Édition personnelle de Larrey. Note inédite manuscrite, p. 305.

huit jours, et, comme il arrive souvent, il paraissait marcher vers son rétablissement, quand il fut pris des premiers symptômes de l'infection putride[1]. La science et l'habileté de Larrey et de Des Genettes, le dévouement de Berthollet, qui se succédaient auprès de lui, ne purent conjurer les accidents, et le savant et vaillant officier succomba le 8 floréal. Il était étroitement et aveuglément attaché à Bonaparte, et ce fut la première perte, — très importante, — que fit celui-ci dans le groupe des officiers de valeur attachés à sa fortune et dévoués à sa personne. Deux fois par jour, le général en chef allait le visiter dans sa tente et s'entretenait avec lui. Sa vue semblait le galvaniser, et telle était son influence, qu'elle l'arrachait momentanément à ses accès de délire et lui restituait sa présence d'esprit. Quelques heures avant sa mort, il demanda à Bourrienne de lui lire la préface que Voltaire consacre à l'*Esprit des lois*; après l'avoir entendu, il s'endormit, et expira, peu après, sans souffrances.

C'était là la plus noble et la plus intéressante victime de la campagne; mais elle ne fut pas la seule, et, dans ce siége désastreux qui coûta la vie à tant d'existences, on relève des pertes d'officiers de grand mérite qui furent cruellement ressenties par l'armée. Le général Bon fut blessé mortellement par une balle qui lui traversa la vessie. Mailly de Châteaurenault, que sa bravoure et sa beauté avaient fait surnommer Minerve, et qui, depuis la mort de son frère, — lâchement égorgé par Dzezzar, auprès duquel il avait été envoyé en parlementaire, — était pour l'armée l'objet d'un culte attendri; le brave général Rambault, les adjudants généraux Lescale, Laugier, Fouler, plusieurs officiers d'état-major, l'aide de camp de

[1] Une fiche de Larrey établit qu'il mourut d'une complication, — un abcès du foie, — au moment où on le croyait sauvé. Il est probable qu'il succomba à l'infection purulente.

« L'amputation du bras que je fis au général Caffarelli, au siége de Saint-Jean-d'Acre, etait commandée par un coup de feu qui avait fracassé l'articulation du coude. Il était au terme de la guérison de l'opération lorsque des symptômes d'un abcès au foie se déclarèrent et eurent pour resultat son ouverture spontanée dans le ventre et la mort immédiate de ce général.

« L'autopsie cadavérique, faite en présence du médecin en chef et de beaucoup d'autres personnes, fit connaître la véritable cause de la mort, à laquelle l'amputation, quoi qu'on en ait dit, était étrangère. »

Bonaparte Croisier, le chef de brigade Venoux, trouvèrent la mort sur la brèche des murs de Saint-Jean-d'Acre. Tous ces vaillants soldats déployèrent un héroïsme acharné. Venoux, désigné à la place de Kléber, dont Bonaparte voulait ménager la vie, pour conduire une colonne d'attaque, dit en partant à Murat : « Si ce soir Acre n'est pas pris, sois assuré que Venoux est mort. » L'enceinte en effet ne put être forcée, mais Venoux était mort sur les remparts, comme il l'avait prédit. Croisier, debout sur une batterie, désigné par sa haute taille, semble défier le tir des canonniers anglais. Bonaparte lui ordonne impérativement de descendre, il n'en fait rien et reçoit une balle dans la cuisse. Il mourut du tétanos.

D'autres, destinés à jouer un grand rôle sous le Consulat et l'Empire, sont plus ou moins gravement blessés et, grâce aux soins de Larrey, qui passe sa vie sous le feu de l'ennemi, au pied de la brèche, où il est atteint lui-même d'un coup de feu [1], et excite par son héroïsme l'admiration de l'armée entière, échappent à la mort. Il nous a laissé leur histoire chirurgicale. Duroc, — auquel l'unit une étroite amitié, — et qui sous l'Empire deviendra duc de Frioul et grand maréchal du Palais, reçoit à la cuisse un éclat de bombe qui occasionne une vaste perte de substance et des délabrements considérables. Sur une grande étendue, les muscles sont emportés ou dilacérés, les rameaux nerveux rompus ou déchirés, et les vaisseaux mis à découvert. Par des soins assidus et habiles, le chirurgien prévient toutes les complications qui pouvaient éclater, et le conduit à parfaite guérison. Eugène de Beauharnais, le futur vice-roi d'Italie, alors aide de camp de Bonaparte, se trouvant au pied des remparts, est atteint d'une balle au pourtour de l'œil, blessure légère qui lui permet d'apprécier le talent et le dévouement de Larrey. « Il devint, dit celui-ci, mon plus intime ami ; je conserve de lui une de ses aiguillettes, une tabatière en or, sa canne et des médailles [2]. »

[1] Larrey ne donne aucun renseignement sur cette blessure, qui dut être peu sérieuse, et, en tout cas, ne fut pas de nature à entraver son service.

[2] Larrey, *Note inédite*.

Lannes fut également blessé dans un des assauts et regardé un moment comme mort. Croyant que son corps n'était plus qu'un cadavre et ne voulant pas qu'il tombât entre les mains des Turcs, qui l'auraient mutilé, ses soldats le traînèrent par les pieds plus de deux cents mètres. Il résista aussi bien à cette dangereuse marque d'attachement qu'à sa blessure. Il avait été frappé à la tête; la balle, reçue derrière l'oreille, avait contourné le crâne et était venue se loger dans la région occipitale. Lannes, tant de fois atteint, offrit la spécialité de ce mode de lésions : les balles cheminaient dans son corps sous les téguments, contournaient les os et venaient se loger quelquefois assez loin de leur ouverture d'entrée[1]. Au bout de quelques jours, la suppuration ayant détaché le projectile, il vint faire saillie sous les téguments et put être facilement extrait. Mais le cas le plus intéressant est celui d'Arrighi, depuis duc de Padoue, et qui était cousin germain de Bonaparte. Avec son intrépidité ordinaire, Larrey le pansa sur le plancher même de la batterie où il avait été blessé et sous le feu de l'ennemi. Cet acte faillit lui coûter la vie. Arrighi était, à ce moment, aide de camp de Berthier. Il surveillait une batterie d'artillerie battant en brèche, quand il fut atteint d'un coup de feu qui lui ouvrit en deux endroits la carotide externe. Il tomba, et le double écoulement de sang qui jaillissait de la plaie attira l'attention d'un de ses canonniers qui eut l'intelligence d'appliquer les doigts sur les deux ouvertures et de comprimer l'artère. Bonaparte, prévenu, vint chercher lui-même Larrey à son ambulance centrale du siège. Le chirurgien trouva Arrighi étendu sur le sol de la batterie et dans un état à demi syncopal. A genoux auprès de lui, le canonnier maintenait les doigts sur les ouvertures du vaisseau, et suspendait ainsi l'écoulement du sang. Malgré cette intelligente précaution, l'hémorragie avait été tellement abondante, que le blessé paraissait n'avoir que quelques instants à vivre. Larrey se hâta de lui appliquer un appareil compressif. Au moment où il pratiquait ce pansement, une boîte

[1] Larrey, *Note inédite*.

de mitraille éclata sur sa tête et enveloppa le groupe que formaient le chirurgien, le blessé et les assistants. Le chapeau de Larrey, placé par terre à côté de lui, fut percé de balles, mais personne ne fut atteint. Sans donner le moindre signe d'émotion, Larrey poursuivit avec le plus grand sang-froid son pansement. On a souvent rapporté le fameux trait de présence d'esprit de Junot recevant, sur la feuille de papier où il écrit sous la dictée de Bonaparte, du sable projeté par un boulet de canon tombé à côté de lui, trait qui aurait été le point de départ de sa fortune. L'attitude de Larrey, continuant imperturbablement, pendant qu'il est enveloppé de projectiles, une opération délicate, est autrement remarquable.

Au premier abord, tous les gens de l'art condamnèrent Arrighi. Il paraissait impossible qu'il pût survivre à une double blessure de la carotide. Plus heureux que Dupuy, le brave commandant du Caire, victime d'un accident du même genre, il guérit cependant, et cette cure remarquable eut un grand retentissement dans l'armée. Il ne paraît pas que le cousin de Bonaparte, qui parvint sous l'Empire à une haute fortune, justifiée du reste, ait été reconnaissant envers le chirurgien du service signalé qu'il lui rendit, et c'est en ces termes que Larrey, qui fut toujours très sensible aux marques de gratitude, — j'aurai plusieurs fois l'occasion de le faire observer, — termine le récit de son observation en ce qui le concerne: « C'est donc au péril de ma vie que je sauvai celle du parent du général en chef. Je suis encore à attendre une marque de reconnaissance de la part de ce riche et puissant personnage[1]. »

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*. Édition personnelle. Note manuscrite, t. I, p. 31.

Larrey lui délivra le certificat suivant :

« Le Caire, 18 août 1799.

CERTIFICAT DÉLIVRÉ AU CAPITAINE ARRIGHI, BLESSÉ DEVANT SAINT-JEAN-D'ACRE LE 21 FLORÉAL

« Le chirurgien en chef de l'armée, Larrey, certifie avoir donné ses soins au citoyen Jean-Thomas Arrighi, capitaine aide de camp du général Berthier, pour un coup de balle qu'il reçut à l'assaut de Saint-Jean-d'Acre, donné le 21 floréal dernier. Elle coupa l'artère carotide externe du côté gauche, après avoir traversé

Peu de jours après, ce fut le tour d'Auguste de Colbert, qui avait été fait, — nous l'avons vu, — chef d'escadron sur le champ de bataille de Salahieb. Aide de camp de Murat, il se battait à côté de lui dans les combats auxquels donna lieu la dernière sortie de la garnison. Il venait d'abattre d'un coup de sabre un soldat turc qui visait son général, quand il fut atteint à bout portant d'un coup de feu qui le renversa. Bonaparte, qui suivait l'action de très près, s'écria : « Colbert est tué. » On le ramassa et on le porta à Larrey. La même balle avait traversé les deux cuisses en faisant quatre ouvertures. Les vaisseaux et les fémurs n'étaient pas atteints. Les plaies ne furent suivies d'aucune complication et guérirent facilement.

En dehors de ces blessés de marque, le siège de Saint-Jean-d'Acre en occasionna deux mille autres. Presque toutes les blessures, — reçues de très près, — étaient fort graves, souvent doubles et parfois triples. Larrey pratiqua soixante-douze amputations, dont deux désarticulations de la hanche, six désarticulations de l'épaule, — opération encore nouvelle et discutée, — dont quatre furent conduites à une heureuse guérison, et sept trépanations sur lesquelles il y eut cinq succès. Il était partout, se multipliant aux ambulances de la tranchée, dans les divisions, aux hôpitaux, et procédant lui-même à toutes les interventions opératoires. C'est là qu'il mit le sceau par son infatigable dévouement et son habileté à la réputation qu'il avait déjà acquise, et qu'il conquit cette brillante popularité qui devait faire de lui un être exceptionnel dans l'armée. Grâce aux soins dont il sut entourer ses blessés, grâce à la fertilité de son esprit habile à découvrir des ressources là où tout paraissait manquer, à l'autorité croissante que ses services lui donnaient auprès du général en

le muscle masséter, la glande parotide, et coupé une portion de l'angle de la mâchoire du même côté. Cette blessure a été suivie d'une grande difformité de la face et de difficultés dans le mouvement des lèvres et de la mâchoire, en sorte que les organes de la mastication et de la parole sont dérangés. Pour rétablir ce désordre, cet officier a besoin de faire usage des eaux minérales.

« D.-J. Larrey. »

chef et de l'ordonnateur Daure, il accomplit des miracles et il put, au moment de l'évacuation, diriger sur l'Égypte douze cents blessés par mer et huit cents à travers le désert[1].

IV

Mais le feu de l'assiégé n'était pas le seul mal dont souffrait l'armée. Elle était toujours désolée par la peste, qui s'était attachée à ses pas depuis qu'elle avait quitté les confins de l'Égypte. Malgré les précautions prises à Jaffa, elle l'avait accompagnée à Saint-Jean-d'Acre, et elle régnait maintenant dans le camp et sur presque tous les points occupés par les troupes. A Jaffa, où les médecins Auriol et Saint-Ours, un chirurgien, le commandant de la place Grézieux, deux pharmaciens et tous les infirmiers moururent, le relevé des cahiers de visite, du 19 ventôse au 1er germinal, donnait quatre-vingt-six morts sur deux cent soixante-six entrées. A Gaza, c'était pire encore; le médecin Bruant et le chirurgien Dewevres, tous les officiers de santé qui leur succédèrent et presque tous les infirmiers succombèrent également. En cinq jours, du 19 au 24 ventôse, il y eut cinquante-cinq

[1] Pour la deuxième fois, depuis le commencement de la campagne d'Égypte, Bonaparte lui décerna la récompense suivante :

« Au quartier général devant Acre, le 9 floréal an VII de la République française.

« Le commissaire ordonnateur en chef, Daure, au citoyen Larrey, chirurgien en chef de l'armée.

« Le général en chef, citoyen, satisfait des services que vous rendez journellement à l'armée, voulant vous donner une marque de sa satisfaction; me charge de vous prévenir qu'il vous accorde une gratification de deux mille livres, que vous pourrez toucher à votre volonté au Caire ou à Paris; il désire connaître, de suite, votre intention à cet égard; je vous prie de me la faire connaître. Soyez persuadé que le général en chef ne pouvait choisir un intermédiaire qui s'acquittât de cette commission avec plus de plaisir que moi.

« Signé : DAURE. »

(Larrey, *Correspondance générale*. Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.)

morts pour cent quarante-neuf entrées. La proportion était moins forte à Saint-Jean-d'Acre, et nous voyons que les cahiers de visite de l'hôpital du Mont Carmel donnaient, du 21 germinal (10 avril) au 6 floréal (25 avril), cinquante-quatre morts sur deux cent soixante-neuf entrées[1]. Des Genettes attribue la situation relativement plus favorable des ambulances et des hôpitaux d'Acre à la présence de l'état-major et à la vigilance qu'exerçait Bonaparte sur ces hôpitaux, les visitant lui-même, prescrivant à l'ordonnateur les mesures réclamées par les médecins et retranchant de sa propre table et de celle de son état-major tout ce qui pouvait améliorer la situation des malades. Il aurait pu ajouter que son dévouement et celui de Larrey contribuèrent surtout à ce résultat. Il y avait certainement entre ces deux hommes une sorte d'émulation d'héroïsme, et peut-être une rivalité personnelle que révèlent leur correspondance souvent glaciale et les divergences d'appréciations dans les récits historiques qu'ils ont laissés de ces événements. Mais Larrey, qui est l'honneur et l'équité même, rend, sur ce point, justice à son collègue.

Debout jour et nuit, vivant au milieu de ses pestiférés, relevant leur courage et celui de l'armée par son attitude, son mépris du danger, son inébranlable sang-froid, les soins dont il entoure ses malades, les mesures d'hygiène et de salubrité qu'il inspire à Bonaparte, Des Genettes réalise le type du vrai médecin en temps d'épidémie, et sa conduite pourra à jamais servir d'exemple au chef du service de santé d'une armée contaminée. Sur ce théâtre des hôpitaux de Syrie, il fut vraiment admirable, et, dans ce rôle, la gloire qu'il a acquise égale celle de Larrey. Rien n'est comparable, dans l'histoire, à celle de ces deux hommes, réalisant avec une rare supériorité et une exceptionnelle hauteur d'âme, — l'un sur le champ de bataille, l'autre dans les hôpitaux, — toutes les vertus du médecin, et unissant à la science, au zèle, au courage, à l'habileté professionnelle, les qualités des plus

[1] Des Genettes, *op. cit.*

grands administrateurs : la haute intelligence qui sait calculer les événements, la prévoyance qui prépare les moyens destinés à les conjurer, l'habileté qui les coordonne, l'autorité qui impose dans toutes les branches de la hiérarchie les mesures indispensables, et enfin l'ordre et l'activité si nécessaires à des services aussi importants et dont témoignent leurs cahiers de visite et leur immense correspondance officielle. C'est certainement à leurs efforts que l'armée dut, sous Acre, de ne pas périr tout entière de la peste.

Ici se présente une question intéressante et se rapportant au fameux trait historique qui, vrai ou faux, a plus fait pour la popularité de Des Genettes dans le monde que tous les actes de cette vie cependant si bien remplie.

Le médecin en chef de l'armée d'Orient s'est-il réellement, à Saint-Jean-d'Acre, inoculé la peste?

L'anecdote est célèbre. Des Genettes l'a lui-même racontée. Au milieu de son hôpital, dans le double but de rassurer ses malades et de raffermir le moral de l'armée, il trempa une lancette dans le pus de l'abcès d'un pestiféré et se fit une double piqûre à l'aine et à l'aisselle[1]. Il se lava après cette opération avec un peu d'eau savonneuse et n'éprouva aucune indisposition.

Berthier l'expose de la même manière[2], et la mention du chef de l'état-major de l'armée d'Orient, dans une relation officielle, semble rendre indiscutable l'authenticité de cette périlleuse expérience; et cependant elle suscite quelques doutes. A vrai dire, dans l'armée d'Égypte, elle rencontra des incrédules, spécialement dans le corps médical. Plus tard, elle fut niée du vivant de Des Genettes, et on dit qu'il la désavoua lui-même. Dans l'éloge que lui consacra Pariset après sa mort[3], on perçoit nettement, à travers le langage fleuri du célèbre secrétaire perpétuel de l'Acadé-

[1] Des Genettes, *op. cit.*, p. 88.

[2] Berthier, *Relation du général Bonaparte en Égypte et en Syrie*. Paris, Didot l'aîné, an VIII.

[3] Pariset, *Histoire des membres de l'Académie royale de médecine*, publiée par Dubois, t. II, p. 192. Paris, J.-B. Baillière, 1850.

mie, une expression de doute et de réserve qui, sous sa plume toujours adulatrice, équivaut presque à une contestation. Qui ne connaît, parmi les médecins érudits, ce célèbre passage, si conforme au genre ordinaire de l'éloquence de Pariset, et dans lequel il accorde et retient à la fois sa louange et dissimule sous des fleurs une secrète ironie :

« Quoi de plus authentique et cependant quoi de plus équivoque? Dans des conversations particulières, dit-on, dans des solennités publiques, Des Genettes l'a hautement désavoué. N'en croyons pas un homme qui fait de sa propre gloire une abjuration gratuite! Peut-être a-t-il craint d'avoir des imitateurs et de compromettre des existences par une épreuve qui avait épargné la sienne et n'était du reste à ses yeux d'aucune portée scientifique. Quoi qu'il en soit, *feinte* ou *réalité*, l'effet qu'il cherchait fut produit. La tranquillité revint dans les esprits, rendit la maladie plus légère et multiplia les guérisons. »

Il est facile de pénétrer la pensée scientifique que dissimule ce langage discret. L'orateur attitré de l'Académie, collègue de Des Genettes, et sans doute écho de la pensée de ses contemporains, ne croit pas à la réalité de l'anecdote, et il nous fait comprendre en termes voilés que le médecin en chef de l'armée d'Orient simula une auto-inoculation, mais ne la pratiqua réellement pas. Or, pour qu'un homme comme Pariset, qui entendait l'éloge académique comme un tribut de louanges offert à la mémoire des collègues disparus, et non comme un appoint à la vérité historique, ait osé hasarder cette insinuation, il fallait qu'elle sous-entendît un fait cent fois vrai. Un Louis ou un Vicq-d'Azyr, s'élevant par l'élévation de leur caractère et la supériorité de leur talent audessus des conventions académiques, auraient sans embarras et sans périphrases dévoilé leurs pensées; mais Pariset n'était ni un Louis ni un Vicq-d'Azyr, et il faut démêler la sienne à travers ses harmonieuses réticences.

Nous avons avec Larrey un témoin plus important et autrement important.

On sait que ses mémoires imprimés rendent compte de

tous les faits scientifiques et militaires de la campagne. Or, d'abord, il n'y est nullement question de l'acte attribué à Des Genettes. Cette omission, très remarquable déjà de la part du chirurgien en chef de l'armée, devient encore plus significative par le soin qu'il prend de rapporter et de discuter les observations historiques de faits antérieurs d'inoculation.

Est-il croyable qu'il eût négligé de signaler, si elle eût été authentique, une expérience qui se serait passée dans son voisinage, presque sous ses yeux, et qui fit après l'ordre du jour de Bertbier un bruit considérable? On peut objecter, quoique l'argument soit spécieux, que, ne le citant pas, il ne le conteste pas non plus; mais on sait que Larrey avait un sentiment trop élevé des égards professionnels pour désavouer publiquement son collègue; il était peut-être aussi trop avisé pour contredire ouvertement le cbef d'état-major de Bonaparte.

Dans ses notes manuscrites, il fut moins réservé, et j'ai sous les yeux une fiche de lui dans laquelle il dit que Des Genettes ne s'inocula pas la peste, mais feignit une inoculation en essuyant sur son bras une lancette cbargée de pus[1]. Mais il est un autre document aussi net et plus explicite encore, et qui est de son fils Hippolyte Larrey. Celui-ci, recueillant pieusement les souvenirs qu'évoquait son père dans ses conversations avec lui et les inscrivant avec soin, raconte la curieuse histoire suivante :

« L'inoculation fut une invention de Berthier, qui, épris follement de Mme Visconti, était obsédé par le désir de rentrer en France. Il avait, un moment, pris son parti de rester en Égypte, devant les instances de ses amis et le mécontentement du général en cbef. Mais, au fond, il était loin d'être résigné, et il se flattait d'obtenir l'autorisation de partir à la fin de la campagne de Syrie. Un certificat de Des Genettes étant indispensable, il eut l'idée de se le rendre favorable en inscrivant à l'ordre du jour qu'il s'était inoculé la peste.

[1] « Des Genettes ne s'est pas inoculé la peste à Acre. Il en a fait le simulacre en essuyant une lancette imprégnée de pus sur son bras. » (Larrey, *Fiche.*)

« L'armée fut saisie d'admiration, et ce jour-là la légende fut créée; mais le corps médical, qui savait à quoi s'en tenir, ne l'accepta jamais. Des Genettes ne protesta point. Il lui parut sans doute agréable de recueillir l'encens qu'on lui offrait. Mais la suite de l'aventure est intéressante, car elle montre que si Des Genettes était très sensible à tout ce qui pouvait élever très haut sa réputation, sa conscience médicale restait d'une inflexibilité absolue. Quand Berthier voulut, en effet, toucher le prix de sa complaisance intéressée et vint solliciter de lui le certificat de maladie qu'il avait escompté, il refusa net l'attestation qu'il attendait. » Hippolyte Larrey, qui connut beaucoup Des Genettes, ajoute que, plus tard, il eut le bon esprit de désavouer le trait qu'on lui prêtait et que, dans plusieurs circonstances, il lui avait lui-même entendu déclarer qu'il ne s'était jamais inoculé la peste. « C'est ainsi, conclut-il philosophiquement, qu'un mensonge intéressé devint une glorieuse histoire[1]. »

Quel que soit le jugement que l'on porte sur l'authenticité de ce fait d'inoculation, maintenant bien contestable, il est certain que, même vrai, il n'a pas pour nous, médecins, l'importance que lui attachèrent les contemporains. Des Genettes dut à sa situation dans l'armée d'Égypte, dont les exploits furent considérés comme fabuleux, de voir transformer le trait qu'on lui prêta en acte d'héroïsme. D'autres, avant et après lui, se sont réellement inoculé la peste ou des maladies plus graves encore, dans le but d'apporter un témoignage expérimental aux doctrines scientifiques, si longtemps discutées, relatives à la transmission des germes, sans passer dans l'histoire avec autant de retentissement. Il aurait couru, du reste, un danger plus considérable encore le jour où il vida le verre que lui tendait un pestiféré et dans lequel celui-ci avait déjà bu, acte, dit-il, qui fit reculer d'horreur un canonnier présent. C'est lui qui raconte ce trait tout aussi périlleux[2], mais qui, étant moins dramatique, fit moins d'effet

[1] Hippolyte Larrey, *Note inédite*.
[2] Des Genettes, *op. cit.*, p. 89.

dans l'armée. Nous savons que Des Genettes, très vaniteux, très préoccupé de sa popularité, aimait la mise en scène, et il est difficile de dire si cette seconde anecdote est plus réelle que la première. Au fond, le médecin en chef de l'armée d'Orient n'a pas besoin à nos yeux de ces faits équivoques pour qu'on lui rende la justice qui lui est due. Il exposait tous les jours sa vie, au milieu des pestiférés, avec plus d'utilité pour eux qu'en s'inoculant leur maladie, et son dévouement, quoiqu'il ne pût égaler celui de Larrey, dont les forces physiques et la trempe morale étaient supérieures, fut au-dessus de tout éloge. Son habileté administrative, son entente des conditions de l'hygiène sanitaire furent remarquables, et, étant données les ressources dont pouvait disposer la science du temps et les conditions où l'on se trouvait, au moins égales à celles dont ont fait preuve depuis les meilleurs administrateurs du service de santé de l'armée. Ce sont là des qualités moins brillantes en apparence, mais plus importantes que le trait qui lui est attribué par la légende, et elles suffisent largement à sa gloire.

Larrey et Des Genettes trouvèrent dans certains membres de l'Institut des collaborateurs utiles et zélés. L'épidémie de peste rappela à Berthollet qu'il était médecin, et non seulement il l'observait en savant, étudiant sa marche et son mode de transmission, — c'est lui, nous le savons, qui révéla le fait si important que l'infection peut se transmettre par les voies digestives, — mais, collaborant aussi avec ses collègues à l'organisation des mesures sanitaires que réclamaient l'hygiène et la salubrité des troupes, et ne craignant pas de pénétrer auprès des malades et de concourir directement à leur traitement. Monge et Costaz s'associaient à ses travaux et constituaient avec Des Genettes, Larrey et lui une sorte de conseil sanitaire de l'armée.

Un jour Monge fut frappé. Était-ce de la peste ou d'un accès pernicieux? On confondait d'autant plus facilement l'une et l'autre de ces affections, qu'intentionnellement on préférait toujours diagnostiquer la seconde.

La confusion était du reste facile, et elle le reste encore

aujourd'hui, quand la peste est dépourvue de son trait le plus caractéristique, le hubon. Quoi qu'il en soit, Berthollet s'enferma dans la tente de son ami et se fit son médecin et son infirmier, sous la direction de Des Genettes. Il ne le quitta pas un instant et lui sauva la vie. Bonaparte, de son côté, venait tous les jours visiter Monge, l'entretenait de sa guérison, des opérations du siège et lui lisait quelques pages d'un livre[1]. Ce n'est pas là un trait banal chez un chef d'armée, et je ne vois pas beaucoup de généraux de nos jours, ayant leur camp désolé par une redoutable épidémie, aller s'asseoir au chevet d'un malade suspect, et, pour le distraire, lui faire la lecture.

Cependant on était devant Saint-Jean-d'Acre depuis soixante jours. Onze assauts meurtriers avaient été inutilement tentés, et il était manifeste que la place, sans cesse ravitaillée en hommes et en munitions, ne pourrait être emportée qu'au prix de nouveaux et grands sacrifices. L'armée se plaignait; sa foi invincible dans le génie de son chef n'était pas altérée[2], mais elle était découragée par la maladie qui décimait ses rangs et par l'insuccès des combats qu'elle avait livrés.

D'un autre côté, Bonaparte n'était pas sans inquiétude du côté de l'Égypte. Il savait que celle-ci avait été troublée par des tentatives de rébellion, que les Anglais avaient inquiété Suez, et qu'au rapport de Marmont, une armée de débarquement, — turque ou anglaise, — menaçait Alexandrie. Dans ces conditions, la prolongation du siège pouvait devenir dangereuse. Il se résigna à l'abandonner. C'était son

[1] Larrey, *Note.*

[2] Dans l'assaut du 21 floréal, Bonaparte s'étant porté lui-même à la tranchée pour observer de près la brèche qui avait été pratiquée, une bombe vint tomber à ses pieds. Deux grenadiers se jetèrent sur lui, le placèrent entre eux et lui firent un abri de leurs bras élevés au-dessus de sa tête. L'un de ces soldats était le brave Daumesnil, qui devint général, perdit une jambe en Russie, et eut plus tard le commandement de Vincennes, où il fut si populaire sous le nom de « Daumesnil la Jambe-de-bois ». Après ce dernier assaut, au moment où la levée du siège était décidée, Sydney Smith, qui alliait, je l'ai dit, à certains traits de caractère qui parfois le rendaient sympathique des procédés cauteleux et indignes d'un chef d'armée, fit répandre dans l'armée une proclamation dans laquelle il engageait les soldats à quitter l'Égypte et leur offrait de les rapatrier en France. Ils furent indignés et demandèrent à Bonaparte de les conduire à une nouvelle attaque de la ville.

premier revers; il le ressentit cruellement. Son projet gigantesque, — rêve démesuré et éblouissant, formulé autrefois déjà dans son esprit en Italie et qu'il redisait journellement à Bourrienne sous sa tente, — de la conquête de l'Orient, de la marche triomphale sur Constantinople et de l'effondrement, sous ce coup, de l'empire ottoman, — s'évanouissait, et ce génie si ferme et si puissant venait se briser devant la résistance « d'une bicoque ». Ce regret se présentait encore à son esprit à Sainte-Hélène, où il banta ses derniers jours. « Si Saint-Jean-d'Acre fût tombé, disait-il, je changeais la face du monde. » Qui peut dire, en effet, qu'avec des soldats comme les siens, les ressources de son génie, la persévérance opiniâtre qu'il apportait à ses entreprises les plus difficiles et les plus complexes, le retentissement de son nom et le concours des races asservies délivrées sur sa route, il n'aurait pas réalisé ce vaste projet et modifié profondément l'évolution historique des choses au XIXe siècle?

Les préparatifs de la retraite se firent avec une extrême méthode. Bonaparte avait prévu longtemps à l'avance le cas où elle pourrait devenir nécessaire, et dès le 20 germinal (9 avril) Larrey et Des Genettes évacuaient par ses ordres les malades de l'hôpital de Chefamer sur l'ambulance d'Acre, et ceux de cette ambulance sur Caïffa et l'hôpital du Carmel[1]. Le 13 floréal (2 mai), Larrey évacuait sur Tentourab cinq cents blessés, que le contre-amiral Ganteaume devait transporter à Alexandrie et à Damiette[2].

Au moment où la levée du siège fut résolue, il restait encore à l'ambulance d'Acre cinq cent cinquante blessés et deux cent cinquante fiévreux. Un certain nombre, parmi eux, étaient en état de faire la route à pied, mais trois cent soixante ne pouvaient la faire que montés, et trois cents autres étaient encore si gravement atteints, que leur transport ne pouvait être effectué que sur des brancards. Larrey plaça les blessés qui appartenaient à la deuxième catégorie

[1] Bonaparte à Daure, 13 floréal (2 mai).
[2] Bonaparte à Perrée, 22 floréal (11 mai).

sur des montures, dans de grands paniers en forme de berceaux, qu'il avait imaginés pour être disposés de chaque côté de la bosse des chameaux. Ce sont ces paniers qu'on appela des *cacolets* et qui rendirent depuis tant de services aux armées en campagne.

Mais les animaux et les brancards faisaient défaut. La plupart des chameaux qu'on avait amenés du Caire avaient été abattus pendant le siège, et Daure, — sans doute très embarrassé, — se refusait à fournir d'autres moyens de transport. Larrey se fâcha et déclara qu'il laisserait ses blessés à Acre, si l'ordonnateur ne lui procurait pas les moyens de les évacuer[1]. Daure finit par rassembler quelques chevaux et un assez grand nombre d'ânes, sur lesquels on plaça les cacolets.

Le départ des blessés et des malades commença plusieurs jours avant celui de l'armée. Le 28 floréal (17 mai), Bonaparte adressa aux troupes un ordre du jour dans lequel il annonçait la nécessité de rentrer en Égypte et proclamant les actions d'éclat qu'elles avaient accomplies pendant cette courte campagne. Ce document est un exemple remarquable de l'art avec lequel un chef d'armée peut, en exaltant les succès de détail remportés par ses troupes, leur en dissimuler l'échec final.

Le 1er prairial (20 mai), à neuf heures du soir, la retraite commença. Dans l'intervalle, Bonaparte avait fait pleuvoir, en guise d'adieu, une telle quantité d'obus sur la ville, que la garnison dut faire une sortie pour s'y soustraire. Elle fut

[1] Sa lettre est péremptoire, comme d'habitude :

« La mesure que vous m'ordonnez par votre lettre de ce jour, citoyen ordonnateur, est impraticable, vu la nature grave des blessures de presque tous les malheureux qui se trouvent à l'ambulance devant Acre. On ne peut en évacuer aucun sans de grands dangers qu'avec des brancards ou litières, et, quelque critiques que soient les circonstances, l'humanité veut que les blessés restent à leurs places si on ne peut se procurer ces moyens. J'en avais prévenu le général en chef.

« Salut et respect,

« LARREY. »

« Au citoyen Daure, ordonnateur en chef. »

(Larrey, *Correspondance générale*. Ms. 5873. B. N. F. R. N. Acq.)

rejetée dans la place avec des pertes énormes, et les tranchées restèrent jonchées de cadavres turcs. Ce fut là le dernier combat de l'armée française sur le sol de Syrie

V

L'armée se dirigea sur Jaffa, par Tentourah et Césarée. Cette marche fut très pénible. Quoiqu'on eût réservé tous les moyens de transport pour les blessés et les malades, ils étaient encore insuffisants. On ne pouvait cependant les abandonner sur la route pour les exposer à être massacrés par les Arabes. Bonaparte, sur la demande de Larrey, ordonna alors que tous les chevaux de l'état-major fussent affectés aux blessés et que chaque demi-brigade fût chargée de convoyer les siens. Il donna le premier l'exemple et suivit la colonne à pied[1].

Larrey, également à pied, marchait à l'arrière-garde, afin de n'abandonner aucun blessé derrière lui. « C'est à cette précaution, dit-il, que j'ai dû la satisfaction de n'en pas laisser un seul en Syrie[2]. » On arriva à Jaffa le 5; l'aspect qu'offrait

[1] Voici la note qu'Hippolyte Larrey a consacrée à cette épisode :

« Après le treizième assaut de Saint-Jean-d'Acre, ce siège désastreux qui avait coûté trois mois à l'armée française en lui fermant le passage de l'Orient, le général Bonaparte donna l'ordre du départ; mais il fallait emmener les blessés, et les moyens de transport étaient insuffisants.

« — Comment faire? demanda Bonaparte à Larrey.

« — Général, il n'y a pas d'autres ressources pour ces malheureux que de leur donner les chevaux de l'état-major...

« — Comment, comment, les chevaux de l'état-major! y pensez-vous, et les miens aussi peut-être?

« — Oui, général, les vôtres aussi. »

« Le ton d'assurance de Larrey persuada Bonaparte au lieu de l'irriter, comme il aurait fait contre tout autre, et l'ordre est donné aussitôt à Berthier, major général, de faire prendre tous les chevaux qui n'appartiennent pas à la cavalerie, ceux du général en chef comme les autres. On se récrie de toutes parts, mais il faut céder à la voix du maître, qui donne l'exemple en marchant à pied à la tête de l'armée pendant que ses trois chevaux emportent chacun trois ou quatre soldats blessés. » (Hippolyte Larrey, *note manuscrite*.)

[2] Ce passage de Larrey contredit la version de Vigo Roussillon qui dit qu'on abandonna le long des chemins des hommes amputés ou affectés de blessures

la ville était lamentable. Les blessés et les fiévreux, dont l'évacuation avait précédé le départ de l'armée, étaient entassés dans les hôpitaux et déposés à terre le long des rues et sur le port. Larrey et Des Genettes passérent trois jours et trois nuits à les panser et à les soigner, et évacuérent les plus gravement atteints par mer[1]. Les autres furent dirigés sur le Caire à travers le désert. Un certain nombre de fiévreux étaient si gravement atteints, que leur évacuation parut à Des Genettes « inutile et dangereuse ». Il fit part au général en chef de la gravité de leur état et de la nécessité où il se trouvait de les abandonner à Jaffa.

Ici se présente l'épisode historique de l'empoisonnement des pestiférés de Jaffa, qui a servi longtemps de théme aux plus vives attaques contre Bonaparte. On sait qu'on a prétendu que, pour ne pas les laisser entre les mains des Turcs, il les avait fait empoisonner. L'authenticité de cet acte, qui repose sur le témoignage un peu vague de Des Genettes et sur des assertions anglaises, — entre autres celle de Wilson, — est vivement contestée par Larrey. Établissons d'abord la version courante. Des Genettes rapporte que le général en chef lui demanda de faire cesser les souffrances des pestiférés, qu'il disait ne pouvoir évacuer, en leur adminis-

graves. (*Journal militaire* du colonel Vigo Roussillon.) En d'autres endroits de ses mémoires, Larrey affirme qu'il ramena en Égypte tous ses blessés.

[1] Larrey, *op. cit.*, p. 312. Des Genettes, *op. cit.*, p. 99.

On sait que Bourrienne et les historiens qui ont adopté ses assertions sans se donner la peine de consulter d'autres sources que ses Mémoires, prétendent qu'on ne put faire l'évacuation des blessés par mer et qu'il n'y avait à Jaffa ni embarcation, ni médecin, ni aucun service établi. — Autant d'erreurs injustifiables. — L'évacuation eut parfaitement lieu, et le service avait été très bien organisé. Les bateaux de transport étaient prêts à l'arrivée de l'armée, et voici l'ordre de Larrey qui prescrit l'embarquement des chirurgiens :

« Le 6 prairial an VII.

« Au chirurgien Rozet, chirurgien de 1re classe à Jaffa.

« Vous voudrez bien, mon cher camarade, embarquer sur-le-champ, sur le *Chebeh*, en rade de Jaffa, puis diriger l'évacuation des blessés sur le Caire qui a lieu par mer. Vous aurez pour collaborateur le citoyen Leclerc, sur l'*Hélène*, pour soigner les officiers blessés, Giraud, Ravanate, Laugier, André, Glaise et Moranges, embarqués sur divers bâtiments. » (Larrey, *Correspondance*. Ms. B. N.)

Une partie du convoi arriva à destination, l'autre fut capturée par les Anglais.

trant une dose d'opium... Le médecin en chef, on le comprend, s'y refusa et répondit noblement que son métier était de conserver les malades et non de les achever. On remarquera cependant qu'en donnant le conseil de les abandonner, il les vouait à une mort peut-être aussi certaine et, en tous cas, deux fois plus horrible. En face de cette éventualité, il semble qu'il eût été préférable de les embarquer, quel que fût leur état. Cependant jusqu'à présent le récit de Des Genettes, confirmé par Napoléon, est exact. Bonaparte lui proposa réellement d'empoisonner les malades qu'il laisserait à Jaffa, et nous savons, par les exemples de faits analogues qui se sont reproduits depuis, que le mobile auquel obéissait le général en chef était parfaitement excusable[1]. Mais Des Genettes ne s'en tint pas là. Dans une autre édition de son livre, il va plus loin et dit que la proposition fut acceptée par un autre que par lui et qu'il sait qu'on donna aux pestiférés une dose de laudanum. Quelques-uns guérirent, — *ce qui prouve que leur état était loin d'être aussi désespéré qu'il l'avait cru*, — et racontèrent ce qui s'était passé[2].

[1] Nos guerres coloniales récentes ont offert des exemples où les blessés demandaient eux-mêmes à être achevés plutôt que d'être abandonnés aux mains de l'ennemi. N'est-ce pas hier, du reste, que les ministres étrangers assiégés dans les légations de Pékin avaient pris la résolution de se tuer et de donner la mort à leurs femmes et à leurs enfants plutôt que de tomber avec eux entre les mains des Chinois, et que les agences anglaises publièrent sensationnellement des informations comme celle-ci :

LES BLESSÉS DE LA COLONNE SEYMOUR

TRAGIQUE ALTERNATIVE

« Londres, 16 juillet.

« Les journaux publient une dépêche de Shanghaï, 14 juillet, disant que pendant la retraite de la colonne Seymour, au moment où elle était serrée de près par les Chinois, l'amiral, les larmes aux yeux, demanda aux hommes grièvement blessés ce qu'ils préféraient, ou d'être achevés par leurs camarades, ou d'être laissés à la merci de l'ennemi. Les blessés répondirent tous qu'ils aimaient mieux la mort immédiate que les tortures. »

[2] C'est dans la seconde édition de son *Histoire de l'armée d'Orient* (1830, p. 245) que Des Genettes affirme ce fait. Il est autrement réservé dans sa première édition dédiée au premier consul (1802, p. 99) : « Parmi les pestiférés, un grand nombre était sans aucun espoir de guérison, et il était probable qu'il en périrait quinze, vingt et jusqu'à vingt-cinq par jour. Je fis sentir à l'autorité supérieure l'inutilité et les dangers d'une évacuation de malades réduits à cette extrémité. » Et c'est tout...

Cette seconde partie de son récit est démentie par Napoléon, qui prétendit qu'aucune suite ne fut donnée à la pensée qu'il avait conçue, et, de son côté, Larrey lui oppose une énergique dénégation, avec preuves à l'appui.

Il rapporte d'abord la conversation connue que l'Empereur eut sur ce sujet, à l'île d'Elbe, avec lord Ebrenton[1], et qui se renouvela à peu près dans les mêmes termes, à Sainte-Hélène, entre lui et le chirurgien Warden[2]. D'après Napoléon, sept hommes seulement furent abandonnés, — Des Genettes dit vingt-cinq à trente, — et ils succombèrent peu de jours après la sortie de l'armée de Jaffa, avant même le départ de l'arrière-garde.

Larrey poursuit :

« On peut ajouter à ces faits que, le feu ayant été mis aux magasins à fourrages, contigus à l'hôpital, l'incendie le gagna rapidement : il fit périr en quelques instants le petit nombre de pestiférés mourants qui y étaient restés; car tous ceux qui n'étaient pas dans le délire et qui pouvaient marcher sortirent des hôpitaux pour suivre leurs frères d'armes.

« Afin de n'être pas repoussés de leurs rangs (à cause de la crainte de la contagion), ils avaient pris la précaution de mettre sur leurs bras nus et leurs jambes des bandes qui avaient servi aux pansements des blessés. *Le chirurgien en chef accepta la supercherie et favorisa leur marche; pendant la traversée du désert, il ouvrit des bubons et extirpa des charbons à plusieurs d'entre eux.* Voilà l'exacte vérité, tout ce qu'on a dit de contraire est faux et calomnieux. »

Il expose le fait de l'empoisonnement par l'opium et déclare qu'il fut matériellement impossible, puisque, grâce aux dilapidations du pharmacien Royer, il n'existait pas dans l'armée un seul médicament, pas même un grain d'opium. Mais il y a l'aveu fait par ce personnage à Daure

[1] Bibliothèque historique, t. IX.

[2] *Correspondance de Guillaume Warden*, traduite de l'anglais et annotée par le Dr Cabanès et Albert Blavignhac. (*Chronique médicale*, 2 décembre 1899.)

et rapporté par l'ordonnateur de l'armée. Royer lui aurait confessé que, sur l'ordre de Bonaparte, il administra de l'opium aux pestiférés. Larrey n'a pas de peine à montrer combien il paraît peu vraisemblable que le général en chef ait confié une mission pareille à un homme profondément méprisable, traduit par lui devant un conseil de guerre pour des actes d'escroquerie[1].

Vient ensuite un démenti catégorique à Des Genettes. Le médecin en chef avait aventuré dans la deuxième édition de son livre[2] que l'empoisonnement des pestiférés aurait bien pu avoir lieu par l'intermédiaire d'un chirurgien turc qui se trouvait à Jaffa au moment où arriva l'armée. « C'est un mensonge, dit Larrey, car c'est moi qui ai reçu le premier ce barbier turc, qui ne possédait pas le moindre médicament et qui avait pour tout instrument de chirurgie deux rasoirs et deux lancettes[3]. »

Ainsi les preuves sur lesquelles s'appuie Larrey sont : l'incendie qui gagna l'hôpital et fit périr les quelques pestiférés qui y restaient encore, l'absence absolue d'opium, de laudanum et de tout autre médicament dans l'armée, le manque de moralité et la lâcheté du pharmacien en chef, et l'invraisemblance que Bonaparte eût donné, pour une telle mission, sa confiance à un homme qu'il avait voulu faire fusiller et qu'il méprisait profondément.

[1] Voici la note très explicite de Larrey à ce sujet :

« L'aveu que Royer, apothicaire en chef de l'armée, avait fait à Daure, ordonnateur en chef, d'avoir lui-même donné de l'opium aux pestiférés de l'hôpital de Jaffa, d'après l'ordre qu'il aurait reçu du général en chef, est complètement faux. » (Cf. Daure, *Bourrienne et ses erreurs.*)

« Il fit cette déclaration pour rendre le général odieux à l'armée et aux ennemis, parce qu'il avait ordonné de le fusiller à Saint-Jean-d'Acre pour les motifs exposés plus haut. Ce propos était une conséquence de la proposition que le général avait faite à Des Genettes, de donner de l'opium au petit nombre de pestiférés non transportables et pour les raisons exposées dans le récit de lord Ebrenton. — Mais Des Genettes, ayant parlé de cette proposition avec trop peu de modestie, a laissé croire à toutes les suppositions que les ennemis du général Bonaparte firent dans ce temps et qu'on a faites depuis avec plus ou moins de méchanceté. — D'ailleurs, pour juger de l'humanité de ce grand homme, qu'on lise l'article relatif à nos blessés de Saint-Jean-d'Acre. » (*Mémoires.* Addition manuscrite à l'édition personnelle, p. 312.

[2] Des Genettes, *Histoire médicale de l'armée d'Orient.* 1833, p. 245.

[3] Larrey, *Mémoires et campagnes.* Note manuscrite inédite, pp. 315, 316.

Je ne me suis étendu si longuement sur cette qnestion que parce qu'elle a autrefois passionné les historiens, — les uns s'attachant à tenter de déshonorer, les autres cherchant, au contraire, à défendre la mémoire de Bonaparte. — Je crois qu'aujourd'hui, — même si le fait était authentique, — il serait loin de soulever d'aussi retentissantes polémiques, et j'estime qu'il serait considéré, non comme un crime odieux, mais comme un acte qu'on peut approuver ou blâmer, mais que le sentiment d'humanité qui l'aurait inspiré peut rendre, en somme, parfaitement excusable. Il offre cependant, en raison des contestations passionnées qu'il a soulevées, son intérêt historique, et il valait la peine de mettre en regard les rapports des deux seuls témoins compétents, Des Genettes et Larrey.

Des Genettes, malgré sa rare intelligence, sa belle conduite en Égypte et les qualités remarquables qu'il possède, est, — on a pu s'en rendre compte, — un esprit plus compliqué que celui de Larrey. Il est plus ambitieux, plus vaniteux, plus habile dans l'art de se pousser, de se mettre en avant et de provoquer la fortune et la popularité, au lieu de les attendre de ses travaux. On note cette tendance dès sa jeunesse, où on le voit recherchant ardemment partout où il passe la connaissance des hommes célèbres et cultivant les relations utiles. Il a laissé croire qu'il s'était inoculé la peste et n'a désavoué ce trait que plus tard et trop vaguement. Il n'a pu résister au désir d'apprendre au monde qu'il s'était refusé à une proposition criminelle du général Bonaparte. Mais il l'a fait quand, après avoir été investi de toutes les charges et tous les grades qu'il pouvait en attendre, celui-ci avait perdu le trône, et il s'est donné ainsi, aux yeux de la Restauration, — qui ne lui en a pas su gré, — l'honneur d'avoir osé résister « au tyran ». Ce trait est si humain et lui est commun avec tant d'autres, qu'il y aurait de la puérilité à s'en étonner; mais il n'est cependant pas de nature à élever très haut son caractère. Enfin, son récit sur la réalité de l'empoisonnement se borne à une affirmation sans preuves, et il est encore trop vague, trop incer-

tain, pour réaliser les conditions exigées par la critique historique[1].

Tout autre est Larrey. Son esprit ne possède pas, comme celui de Des Genettes, une culture raffinée; mais s'il est plus rude, il est plus simple; il est aussi plus modeste, plus sûr, plus droit, et n'en offre pas les secrètes habiletés. Mieux que lui, il place au-dessus de sa légitime ambition sa conscience parfaite et rigoureuse de médecin et sa fidélité de soldat, dont aucun acte, aucune indiscrétion, aucune démarche, aucune intrigue n'ont jamais démenti la délicatesse ou altéré la loyauté. La reconnaissance populaire ne s'y est pas trompée, et, écartant le nom de Des Genettes, elle a placé Larrey parmi les plus purs héros de l'Empire. Si le caractère de l'homme est supérieur, son témoignage, entouré de faits précis qui lui donnent le cachet de l'authenticité, paraît aussi plus véridique, et il me semble difficile de croire qu'il n'apporte pas une nouvelle lumière dans le problème resté longtemps obscur des pestiférés de Jaffa.

VI

L'armée quitta Jaffa le 9 prairial (28 mai). Kléber, resté à l'arrière-garde pour protéger l'évacuation des blessés et des malades, ne partit que le 10. Larrey enleva tous ses blessés sans en laisser un seul. Nous avons vu qu'il accepta dans leurs rangs les pestiférés, qui s'étaient entourés de bandes pour faire croire qu'ils n'étaient que des blessés, et

[1] Je ne voudrais pas qu'on puisse penser que j'exagère les côtés défectueux du caractère de Des Genettes. On a vu plus haut que j'ai impartialement rendu justice à ce médecin célèbre sur tous les points où il mérite d'être admiré. Trousseau fut autrement sévère que moi dans son appréciation, et la mention qu'il lui consacre dans une lettre à son maître de Tours, que j'ai insérée dans *Bretonneau et ses correspondants* et qui est formulée en latin, ne peut être ni reproduite ni traduite ici, tant elle est acerbe et cynique. (Cf. *Bretonneau et ses correspondants*, t. II, p. 338.)

qu'il couvrit la feinte qui leur permettait de ne pas être chassés par leurs camarades.

On en était là, en effet, et la superbe confiance des troupes en la non-contagion avait disparu à la suite du lamentable spectacle qu'elles avaient eu sous les yeux depuis Saint-Jean-d'Acre et surtout à Jaffa. Les souffrances de la marche sous un soleil torride, la privation d'eau et d'aliments, la crainte de contracter la peste au contact des malheureux qui se traînaient à leur suite, rendirent des hommes ordinairement compatissants durs et insensibles. L'instinct féroce de la conservation, qui apparaît intense chez les foules en proie aux grandes paniques, avait fait taire tout autre sentiment, et les malheureux pestiférés, devenus un objet d'horreur et d'épouvante, furent victimes d'actes révoltants de sauvagerie et d'abandon. Larrey passe rapidement sur ces scènes, qu'il sut éviter par son énergie, son activité et l'empire qu'il exerçait sur les soldats dans son service de chirurgie. Mais il est trop réel que beaucoup de fiévreux, ne pouvant plus marcher, furent abandonnés. Kléber, Junot et Verdier, à l'arrière-garde, se multipliaient cependant pour protéger les pestiférés et assurer leur route. Le premier, malgré toute la sollicitude qu'il leur témoignait, n'aimait pas cependant à les voir de trop près. « Mes enfants, leur disait-il un jour où, arrivés à une étape, ils se pressaient autour de lui, je m'occupe de vous; nous allons partager ce que j'ai, mais ne m'approchez pas. Ce n'est pas de la peste qu'il convient que je meure. »

Dans cette pénible retraite, que Larrey compara plus tard à celle de Moscou, on signale le noble dévouement d'une femme qui apparut dans les rangs de l'armée comme un être providentiel, et laissa dans la mémoire des soldats de l'expédition de Syrie des souvenirs de reconnaissant attendrissement. Mme Verdier, — on se rappelle ce nom, — était la femme du général chez lequel nous avons vu Bonaparte et Larrey dîner à Nazareth. D'une beauté accomplie, d'un courage extraordinaire, d'une incomparable charité, cette personne se fit l'infirmière et la consolatrice de l'armée. Ne

quittant jamais le convoi des malades, elle aidait les chirurgiens dans les pansements, donnait son linge, son eau, ses provisions, prêtait son cheval pour reposer ceux qui allaient á pied ou pour leur faire traverser des torrents devant lesquels ils auraient été abandonnés. Elle stimulait et aidait les traînards et recherchait ceux qui pouvaient être restés en arriére. Un jour, pendant la traversée du désert, entendant au loin des cris de désespoir, elle se dirige du côté où ils se faisaient entendre, et trouve gisant á terre un soldat aveugle et abandonné. Elle court á lui, le reléve et le réconforte de quelques cordiaux. « Attache-toi, lui dit-elle ensuite, á la queue de mon cheval et ne le quitte plus; il est doux comme moi et ne te fera aucun mal; viens, pauvre misérable, j'aurai soin de toi. » Elle le ramena ainsi á la colonne qu'il n'avait pu suivre. Ce malheureux, qui ne pouvait voir sa bienfaitrice, s'écriait : « Est-ce un ange qui me conduit, qui me nourrit? » Et elle, dit Des Genettes qui a raconté ce magnifique trait de charité féminine, répondait avec sa gracieuse et charmante simplicité : « Mais non, c'est Mme Verdier, une Italienne, la femme de ton général[1] ! »

L'armée refit en sens inverse le trajet qu'elle avait déjà accompli en pluviôse et ventôse, passant de nouveau par Gaza, El-Arich, Salahieh et Belheïs. Elle laissa dans ces places les blessés et les pestiférés qu'elle traînait à sa suite. Ils y restérent jusqu'á leur guérison et furent ensuite embarqués sur le lac Menzaleh pour rejoindre á Damiette ceux qui avaient été évacués directement de Syrie. Les blessés que Larrey ramena par terre de Jaffa étaient au nombre de huit cents. Chaque division transportait les siens sur des chevaux d'officiers, des chameaux, des ânes, ou simplement sur des fusils transformés en brancards. Malgré la gravité de leurs blessures, les souffrances qu'ils enduraient, n'ayant pour tout pansement que de l'eau saumâtre, pour nourriture que des galettes de biscuit, ils traversérent soixante lieues

[1] Des Genettes, *op. cit.*, p. 104.

de désert sans accidents, et presque tous guérirent. Larrey note l'influence favorable qu'exerçaient l'air sec du désert, et sans doute aussi la joie qu'ils éprouvaient de se rapprocher de l'Égypte, sur la cicatrisation de leurs plaies. La rapidité et le nombre des guérisons fut infiniment supérieur à celles qu'il obtenait dans les ambulances[1].

A mesure qu'elle avançait à travers le désert et qu'elle déposait ses malades dans les villes situées sur son passage, l'armée reprenait un peu son entrain. Elle se remettait à plaisanter, non cependant sans ironie. Indiquant les plaines de sable qui se déroulaient à l'infini devant eux, les soldats rappelaient le fameux ordre du jour de Bonaparte au départ de Toulon, dans lequel il promettait à chacun d'eux sept arpents de terre. « Il peut bien, disaient-ils, nous en donner à discrétion, nous n'en abuserons pas. » Les lettrés de l'expédition déclamaient ces vers de Voltaire, que bientôt toute l'armée récitait :

Les Français sont lassés de chercher désormais
Des climats que pour eux le destin n'a pas faits.
Ils n'abandonneront point leur fertile patrie
Pour languir aux déserts de l'antique Arabie.

Cependant on devait éprouver encore quelques épreuves. La marche de Quatieh à Salahieh fut excessivement pénible. Un ouragan de khamsin (tempête de vent et de sable) surprit l'armée dans la plaine de sable qui s'étend du *pont des Romains* au *pont du Trésor* à Salahieh. Les soldats souffrirent beaucoup ; ils n'eurent d'autre ressource pour échapper à la suffocation que de se mettre le visage dans le sable, comme le font les chameaux. Quelques convalescents de la peste ne purent supporter les terribles effets de la tourmente et succombèrent asphyxiés. Larrey lui-même, si endurci cependant, et dont la robuste organisation avait bravé, sans fléchir un seul instant, tant de fatigues et de souffrances, faillit périr.

[1] Larrey, *Correspondance générale.* Lettre aux inspecteurs généraux du Service de santé. Ms. cit. B. N. p. 145.

Il fut suffoqué et tomba en syncope. Des soins immédiats le rappelèrent heureusement à la vie.

Le 20 prairial (8 juin), l'armée arrivait à Salahieh. Elle n'était plus qu'à vingt-trois lieues du Caire. Bonaparte, qui l'avait quittée pour aller visiter avec Monge les ruines de Péluse et inspecter les fortifications de Tineh, la rejoignit à Quatieh. Il la fit reposer deux jours et prescrivit de sévères mesures sanitaires, destinées à empêcher la transmission de la peste à l'armée et à la population du Caire. Il ordonna de laisser tous les hommes suspects à Salahieh et à Belbeïs, de soumettre à une quarantaine tous ceux qui auraient eu des rapports avec des pestiférés et de passer dans tous les corps des inspections de salubrité[1]. Pour un homme qui niait officiellement la contagion, ce n'est pas mal. Mais Bonaparte se soucie déjà peu de mettre ses actes d'accord avec ses paroles, pourvu que son but soit rempli. Avant les hommes d'État modernes, il a conçu et créé la politique des résultats, n'a cure des théories, et son point de vue se modifie avec les situations. Il n'importe plus ici de relever le moral des soldats et de contester la contagion ; il s'agit d'assainir définitivement les troupes et de leur ôter le virus qui les ronge.

Le 25 prairial (13 juin), l'armée étant arrivée à El-Merg, à trois lieues de la capitale, il complète par de nouvelles instructions sanitaires les mesures déjà prises à Salahieh : ordre aux soldats de se baigner, de laver leur linge et leurs vêtements dans le lac des Pèlerins, sur les rives duquel ils sont campés; ordre à Berthier, aux généraux et à l'ordonnateur en chef de passer une revue générale d'habillements et de faire brûler les effets suspects; ordre au médecin en chef, à l'ordonnateur et aux officiers de santé des corps de passer à toute l'armée une visite de santé sans en excepter personne, depuis le général en chef jusqu'au dernier des tambours. Il donne le premier l'exemple et se fait inspecter, lui et tout

[1] Ordre du jour du général Bonaparte au quartier général de Salahieh, 22 prairial an VII.

son état-major, par Des Genettes. Les malades seront renvoyés dans les hôpitaux de l'armée, les suspects placés en quarantaine au faubourg de la Koubeh. Bonaparte a cependant une faiblesse pour ses vieux soldats. S'il veut les assurer contre tout retour de l'épidémie, il tient cependant à ne pas trop les mécontenter. Ils portent avec eux des étoffes ou objets de prix, des châles de Syrie, des soies de Damas, achetés en route ou butinés au Mont Thabor. Il fait grâce de la destruction de ces précieuses marchandises et prescrit qu'elles seront déposées en quarantaine.

Ces précautions prises, il soigna son entrée. Malgré son échec de Saint-Jean-d'Acre, ce n'était pas une armée vaincue qu'il ramenait au Caire. C'était une armée qui avait défait l'ennemi partout où elle l'avait rencontré en rase campagne, et qui avait conservé le sentiment de sa force et de sa gloire. Il était juste qu'elle reçût un accueil honorable. D'un autre côté, il était politique de frapper les populations égyptiennes qui auraient pu être impressionnées par les relations turques ou anglaises publiées sur l'expédition. Tout fut organisé avec le général Dugua, qui commandait au Caire en son absence, pour lui ménager une réception triomphale. Ce général, avec la garnison, les musiques, les fonctionnaires français, le Divan, les principaux chefs et notables indigènes, les aghas, les janissaires, sortit du Caire le 27 au matin et se rendit en grande pompe au-devant de Bonaparte. Celui-ci l'attendait au faubourg de la Koubeh, à la tête de l'armée de Syrie, rangée en bataille. Dugua et les chefs égyptiens le complimentèrent. Le cheik El-Bekry lui offrit un jeune Arabe et un magnifique cheval noir richement harnaché. Le jeune Arabe fut ce mameluk si connu nommé Roustan, qui à partir de ce moment fut attaché à sa personne et ne le quitta plus. Après ces formalités, il fit son entrée au Caire par la porte de Bab-el-Nasr (porte de la Victoire), au milieu des acclamations d'une foule immense qui l'accompagna jusqu'à son palais de la place Esbekieh.

Ces héros, qui défilaient dans les rues du Caire noircis par le soleil du désert, amaigris par les privations et les

souffrances, les vêtements en lambeaux, les pieds nus, mais cependant la tête haute, le corps redressé et ayant conservé leur attitude militaire, étaient méconnaissables. Les chirurgiens restés au Caire étaient venus au-devant de Larrey; ils aperçurent au quartier général un personnage enveloppé d'une étoffe de drap écarlate, maintenue autour des reins par un châle de cachemire et coiffé d'un casque analogue à celui d'Alexandre. C'était Larrey, qui avait remplacé comme il avait pu son uniforme usé. Ils lui demandèrent des nouvelles du chirurgien en chef de l'armée, et lui dirent que le bruit courait de sa mort. « Non, dit Larrey, il n'est pas mort, allez plus loin, vous le trouverez au centre de l'armée. » Il fallut qu'il les rappelât et se nommât pour se faire connaître, tant il était transformé[1].

La campagne de Syrie a été considérée comme une faute

[1] Le *Courrier d'Égypte* publia la note suivante dans son numéro du 26 messidor (14 juillet) :

« 26 messidor an VII (14 juillet).

RETOUR DE SYRIE

« Quelque grandes qu'aient été les fatigues pendant la traversée du désert, les blessés revenus en Égypte par cette voie les ont soutenues avec succès. On avait mis sur des chevaux et des ânes les malades qui pouvaient s'y soutenir; ceux dont les blessures étaient plus graves ont été transportés en litière par le moyen de brancards placés sur des ânes. On aura de la peine à le croire, il est pourtant vrai que l'état du plus grand nombre s'est amélioré pendant la marche au delà de ce qu'on pouvait espérer d'après les probabilités ordinaires. Le citoyen Larrey, chirurgien en chef de l'armée, nous a dit que la proportion des morts avait été inférieure de moitié à celle qui a lieu aux hôpitaux dans les mêmes circonstances.

« Nous ne terminerons pas ce récit sans calmer les alarmes qui ont pu être portées en Europe relativement au citoyen Monge, membre de l'Institut national et de celui d'Égypte. Ce citoyen a essuyé, devant Acre, une maladie qui l'a mis par deux fois dans une situation très critique. Les républicains et les amateurs de la belle géométrie doivent être rassurés sur la conservation d'un homme qui leur est cher à tant de titres. Le citoyen Monge est au Caire, sa santé et ses forces sont complètement rétablies; il a été sauvé par les soins de son digne ami, le citoyen Berthollet, et par ceux du citoyen Des Genettes, médecin en chef de l'armée. La maladie du citoyen Monge a été traitée sous la tente où nous avons habité pendant la campagne avec lui et le citoyen Berthollet, qui se trouvait ainsi à portée d'opposer dans tous les instants la puissance de l'art aux efforts du mal à mesure qu'ils se manifestaient.

« L. COSTAZ. »

(*Courrier d'Égypte*, n° 32.)

de Bonaparte. Ce ne fut une faute que parce que le but ne fut pas atteint.

Elle eut cependant pour compensation l'anéantissement de l'armée du pacha au Mont Thabor et la destruction des forteresses turques. Elle comportait en outre des enseignements qui eussent permis plus tard de renouveler l'expédition avec des garanties de succès, si l'incapable Menou n'eût succédé à Kléber. L'armée, comme toujours, fit des prodiges de valeur; son intrépidité devant l'ennemi n'eut d'égale que son endurance pendant les pénibles trajets qu'elle accomplit à travers les déserts de l'Égypte et les campagnes de la Syrie. La rapidité de la marche des troupes fut extraordinaire et montre leur magnifique endurance. Il y a cent vingt-trois lieues du Caire à Acre, dont cinquante-deux lieues dans le désert. Cette route fut franchie au départ en trente-huit jours, dont il faut déduire trois jours pour le siège d'El-Arich et quatre jours pour celui de Jaffa, ce qui fait trente jours seulement de marche effective à six heures et demie par jour.

Mais le voyage de retour fut plus remarquable encore, surtout si l'on réfléchit que l'armée était encombrée de blessés et de malades. Elle accomplit le trajet légèrement modifié, — cent dix-neuf lieues au lieu de cent vingt-trois, — en vingt-cinq jours, dont huit jours de séjour et dix-sept en marche, ce qui fait sept lieues (l'étape normale en France) en temps moyen, et en temps..., neuf heures vingt et une minutes[1].

Les sacrifices ne furent pas aussi terribles qu'on l'a dit et restent bien au-dessous, toutes proportions gardées, du chiffre de mortalité des expéditions coloniales modernes. L'armée perdit cinq cents hommes par le feu de l'ennemi[2] et sept cents par la peste[3]. C'est à peine le douzième de son effectif[4], ce qui n'est pas très considérable. Nous savons d'un autre côté

[1] Costaz, *Courrier d'Égypte*, n°s 31 et 32. An VII.
[2] Larrey, *op. cit.*
[3] Des Genettes, *op. cit.*
[4] Cependant, depuis son arrivée en Égypte jusqu'à son retour en messidor an VII, l'armée avait perdu cinq mille trois cent quarante-quatre hommes. (Rapport de Bonaparte au Directoire, du 14 messidor.)

qu'elle eut deux mille blessés, dont douze cents furent évacués par mer et huit cents à travers le désert. C'est parmi les évacués par mer qu'eut lieu le plus de victimes.

Les opérations maritimes n'étaient pas plus favorables aux armées françaises à Jaffa qu'à Alexandrie ou à Suez, où une expédition commandée par le lieutenant de vaisseau Collot éprouva un nouvel échec[1]. D'après le rapport de Larrey, si presque tous les blessés du convoi de terre furent sauvés, — il accuse seulement vingt-cinq morts pour les plus dangereusement atteints, — ceux qui furent transportés par mer furent moins heureux[2]. Par suite des incidents de la navigation, quelques embarcations vinrent s'échouer sur les côtes de Quatieh; d'autres furent capturées par les Anglais. Il est probable que le nombre de ces prisonniers fut assez élevé. Il périt une trentaine d'hommes de l'épidémie régnante pendant la traversée. Le reste du convoi gagna Damiette. Ces résultats manquent de chiffres; mais le déficit dut être assez considérable.

[1] 19 pluviôse.
[2] Larrey au citoyen Daure, ordonnateur en chef. (*Correspondance*, 5873, n° 395, p. 131. B. N. N. Acq.)

CHAPITRE X

I. Les hôpitaux du Caire pendant l'absence de Larrey. — Ses réclamations auprès du général Bonaparte. — Nouveau trait d'humanité de Larrey envers les prisonniers anglais. — Fondation au Caire d'une École de chirurgie destinée à la formation et à l'instruction de chirurgiens militaires indigènes. — Séance de l'Institut du 11 messidor. — Violente discussion entre Bonaparte et Des Genettes. — II. Débarquement d'une armée turque à Aboukir. — Décision immédiate et marche foudroyante de Bonaparte. — Rapidité des préparatifs de Larrey : ambulances du champ de bataille, flottille de transport, hôpital d'embarquement, hôpital sédentaire, hôpitaux d'évacuation. — Bataille d'Aboukir. — Rapport de Larrey à Bonaparte sur les blessés de la journée. — Les blessés de marque : Lannes, Murat, Bertrand, Fugières, Mustapha. — Anecdotes : Bonaparte et Fugières. — Bonaparte panse Mustapha de ses propres mains. — Rare précision du fonctionnement des ambulances de Larrey. — III. Fête donnée par Bonaparte au Caire pour célébrer la bataille d'Aboukir. — Proposition à Larrey de l'accompagner en France. — Refus de celui-ci. — Curieuse conversation scientifique à la fin de la soirée. — Départ de Bonaparte. — Entrevue de celui-ci avec Menou. — Embarquement au Pharillon. — Le poète Parseval-Grandmaison.

I

Dès son arrivée au Caire, Larrey reprit en main son service, sa vaste correspondance avec les médecins de la basse et de la haute Égypte, et réorganisa ses hôpitaux, qu'il avait trouvés dans un état d'incurie dont la faute incombait aux ordonnateurs, qui, comme d'habitude, faisaient passer les soins et l'hygiène des malades au dernier rang de leurs préoccupations. Il voulut faire toucher du doigt ce vice à Bonaparte et l'amena, comme il l'avait déjà fait au début de la conquête, à l'hôpital de la ferme d'Ibrahim. Le général le trouva en plus mauvais état que ceux de Saint-Jean-d'Acre, et constata que les soldats y étaient moins bien soignés.

Ainsi, dans la capitale, où tout abondait et où régnait la plus profonde tranquillité, les hôpitaux étaient plus mal tenus que ceux qu'avaient improvisés Larrey et Des Genettes en face de l'ennemi, dans une contrée lointaine où manquaient la plupart des éléments nécessaires à l'entretien des malades. Ce simple fait en dit long. Ce sera là la plaie du régime; elle subsistera, et nous n'aurons que trop souvent l'occasion de la signaler dans le cours de cet ouvrage. Bonaparte prescrivit à l'ordonnateur de remédier immédiatement à ces abus[1], et prit un arrêté qui augmentait et améliorait l'alimentation des malades[2].

La peste régnait toujours dans le Delta et à Alexandrie, où elle venait d'enlever le chirurgien Masclet. On prit de nouvelles mesures sanitaires, et une commission extraordinaire de salubrité fut constituée par le général en chef. Elle se composait du gouverneur commandant la place du Caire, du général du génie, du commandant de la marine, des ordonnateurs, du chirurgien et du médecin en chef de l'armée. Trois autres commissions furent instituées à Alexandrie, à Rosette et à Damiette.

Au Caire, l'encombrement des prisonniers anglais, turcs et maugrabins, dans la citadelle, avait déterminé l'éclosion d'une maladie infectieuse. Selon la convention établie, ce n'était toujours pas la peste; mais il importait de prendre des mesures contre sa transmission. Larrey et Des Genettes, chargés de visiter les prisonniers, réclamèrent, au nom de l'hygiène et de l'humanité, leur transfèrement dans des locaux aérés et salubres et l'isolement des malades. Le rapport que le chirurgien en chef adressa à l'ordonnateur Daure à ce sujet est, dans sa clarté concise, un modèle de fermeté et d'humanité[3].

---

[1] Bonaparte, *Lettre du 7 messidor*.

[2] Bonaparte, *Arrêté du 23 messidor*.

[3] *Larrey au citoyen Daure, ordonnateur en chef*. Ms. 5873, n° 402, p. 123. B. N. F. F. F. R. N. Acq.

Cette lettre est remarquable par l'indépendance et la fermeté du langage. Elle est presque impérative.

« L'intérêt des malades de l'hôpital et la santé comme la sûreté des prisonniers commandent impérieusement que ces deux classes d'individus ne soient pas con-

La peste, la campagne de Syrie, avaient éclairci les rangs des chirurgiens. Il n'y avait guère à espérer avant longtemps que le Directoire pût en envoyer de France, et cependant il était certain que la possession de l'Égypte exigerait encore de longues luttes armées. Larrey, dont l'initiative ne connaissait pas d'obstacles, et qui avait déjà créé, — comme nous l'avons vu, — une école de chirurgie où se perfectionnaient dans leur art les jeunes médecins de l'armée, conçut le projet de fonder une école nouvelle toute spéciale. Cette institution devait être destinée à former et à instruire des chirurgiens indigènes qui seraient chargés d'assurer dans l'avenir le recrutement du service de santé en Égypte. Elle devait être d'autant plus utile, que l'éloignement de la France et le blocus de l'Égypte ne permettaient pas de combler les vides faits par la mort dans les rangs des officiers de santé de l'armée. Il avait sous la main l'école de l'Institut qui instruisait de jeunes indigènes. Il proposa à Bonaparte de sélectionner dans cette école une vingtaine d'élèves auxquels il ferait donner l'instruction nécessaire pour être en état, après quelques années d'études, de remplir les fonctions de chirurgien.

Le général en chef lui demanda un projet d'organisation, qu'il lui adressa le 3 messidor[1]. Il est curieux de retrouver, dans ce programme en six articles, le plan qui a été depuis adopté par le ministre de la guerre pour son École spéciale du service de santé militaire de Strasbourg, aujourd'hui transférée à Lyon. Les élèves sont internés, instruits, nourris et habillés aux frais de l'État. Ils sont placés sous une discipline militaire. Ils portent un uniforme. Ils suivent les cours de l'École de chirurgie de Rôda. Ce sont là, — exactement, — les grandes lignes qui ont présidé à la conception des Écoles de médecine militaire moderne.

fondus et qu'ils soient isolés. Il a été proposé des mesures pour cet objet qui n'ont pas été exécutées. Veuillez donner des ordres en conséquence.

« LARREY. »

[1] *Larrey au citoyen Daure, le Caire, 3 messidor.* Projet d'organisation sur une école de chirurgie indigène. Ms. cit. B. N.

Pour toutes ces questions, Larrey possède les encouragements et l'appui persévérant du général en chef. C'est qu'elles touchent à la santé des troupes et que tout ce qui peut améliorer leur bien-être, leur hygiène, leur salubrité, les protéger contre les maladies, reste une des grandes et constantes préoccupations de Bonaparte. Jamais celui-ci n'exerça mieux qu'à cette époque de sa vie les fonctions de chef d'armée, dans leurs multiples conditions de commandement, d'administration et de surveillance, se faisant saisir de toutes les affaires soulevées par les divers services, des mesures d'hygiène comme des autres, étudiant ces dernières et les discutant avec Larrey ou Des Genettes et prenant ensuite les décisions qui lui paraissaient les plus conformes aux intérêts de l'armée. Ce fut une de ces questions spéciales soulevées à propos de la peste qui suscita entre lui et Des Genettes une violente altercation qu'il n'est pas sans intérêt de rapporter ici.

C'était le 11 messidor (29 juin), dans la première séance de l'Institut qui eut lieu après le retour de Syrie. Au fond, l'objet du débat ne méritait pas l'importance qui lui fut plus tard donnée; mais l'esprit de parti s'en saisit, l'altéra et s'en fit plus tard une arme contre Bonaparte. Sous la Restauration, l'anecdote plus ou moins altérée se trouvait, avec l'affaire de Jaffa, dans tous les pamphlets qui furent publiés en France et en Angleterre. Nous possédons aujourd'hui les moyens d'apprécier cette scène et de la réduire à ses véritables et exactes proportions.

Dans le but d'imprimer aux travaux de la société une plus grande activité, Bonaparte avait voulu assister à cette réunion. Il se rendit au palais accompagné de son escorte de guides. Selon l'habitude qu'il avait adoptée quand il se rendait à l'Institut, aucun insigne militaire ne décelait son rang. Il était simplement vêtu de cette redingote grise qui devint si célèbre dans la suite, et qu'il ne portait guère alors que dans les séances académiques ou dans les réunions familières où il voulait qu'on oubliât l'autorité dont il était investi.

Berthollet présidait. La salle était comble, car la présence du général en chef attirait toujours un auditoire considérable.

Les travaux de l'assemblée commencèrent comme d'habitude, et rien ne faisait prévoir la pénible scène qui allait éclater. Le secrétaire perpétuel lut d'abord une étude sur les ruines de Dendérah et une communication de Descotil sur les productions agricoles et industrielles de la haute Égypte. Costaz fit élire une commission chargée de recueillir dans toute l'Égypte des renseignements géographiques, archéologiques, commerciaux et industriels. Nouet lut des observations astronomiques, et Le Père un rapport sur les opérations de nivellement de l'ancien canal des Deux-Mers. Enfin on nomma Bourrienne dans la section de l'économie politique.

C'est à ce moment qu'éclata l'incident. Au fond, celui-ci a toujours été mal connu et dénaturé. Notons en effet que le compte rendu en fut soigneusement retranché des procès-verbaux publiés par *la Décade,* dont Des Genettes était directeur, et que, les minutes et les papiers de l'Institut ayant été égarés, il ne subsistait plus aucun élément officiel d'information. Mais nous avons aujourd'hui, outre le récit de Des Genettes publié après l'Empire, le témoignage d'Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire, qui était présent, et les notes de Larrey, qui nous permettent de rétablir exactement les faits.

Voici ce qui se passa.

Bonaparte, toujours inquiet des ravages qu'avait faits la peste dans l'armée de Syrie, proposa de nommer une commission qui recueillerait tous les faits concernant cette maladie, observés dans le cours de la campagne. Il ne dissimula pas qu'il désirait que la commission déclarât officiellement que la peste n'était pas transmissible. Remarquons que, sur cette question spéciale, les avis étaient partagés dans le monde scientifique, et que, théoriquement, la proposition pouvait se soutenir, beaucoup de médecins autorisés proclamant à cette époque la doctrine de l'*infection* des maladies et

n'admettant pas leur propagation par voie de *contagion*. Mais la question doctrinale était la moindre des préoccupations du général en chef. Ce qu'il voulait avant tout, c'était préserver son armée de tout découragement, et il pensait que la fiction de la non-contagion qui avait été établie au début de l'épidémie était indispensable pour obtenir ce résultat. C'est en vertu de cette convention, on se le rappelle, que le mot peste avait été rayé, par ordre, du vocabulaire des médecins et chirurgiens militaires, et que Des Genettes s'était, — fictivement ou réellement, — mais en tous cas publiquement, inoculé le virus.

La commission que réclamait Bonaparte fut nommée séance tenante; on désigna pour la composer Larrey, Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire et Des Genettes. Il se passa alors un incident inattendu. A peine son nom eut-il été proclamé, que le médecin en chef de l'armée demanda la parole. Sans doute, il avait enfin reconnu les graves inconvénients qu'il y avait à abuser les troupes sur la contagion des pestiférés, car il combattit vivement la proposition du général en chef. Celui-ci, étonné de trouver un contradicteur aussi décidé dans l'homme qui avait été l'inspirateur des mesures sanitaires adoptées en Syrie, et qui, en se prenant lui-même comme sujet d'expérience, avait voulu démontrer hautement l'erreur des contagionnistes, insista et, devant la résistance de son interlocuteur, finit par s'irriter.

« Voilà comment vous êtes, vous tous, s'écrie-t-il, avec vos principes d'école, médecins, chirurgiens ou pharmaciens! Plutôt que d'en sacrifier un, vous feriez périr toute une armée et toute la société. »

On dit même qu'il alla plus loin et qu'il traita la chimie de cuisine de la médecine, et la médecine de science des assassins[1].

Une semblable boutade n'était ni neuve, ni spirituelle; elle ressortissait bien aux habitudes de langage de Bonaparte,

[1] Thibaudeau, *Histoire de Napoléon Bonaparte :* Guerre d'Égypte, t. II, p. 347.

et ses médecins entendirent plus tard bien des saillies de ce genre. Mais, quoiqu'elle fût brutale, elle ne justifiait pas l'emportement auquel se laissa aller Des Genettes dans sa réponse. Corvisart, qui fut un autre personnage que le médecin de l'armée d'Orient, chef d'école, créateur de la clinique et le plus grand praticien de son temps, eut souvent à supporter du premier Consul ou de l'Empereur des propos aussi désagréables pour l'oreille d'un médecin. Il les laissait passer sans sourciller, ou il les réfutait avec esprit, mais sans jamais sortir des limites que lui assignaient la dignité de son caractère et la distinction de son éducation.

« Donnez-moi votre avis, Corvisart, lui disait un jour le premier Consul : lequel des deux est préférable, qu'il y ait des médecins ou qu'il n'y en ait pas?

— Ma foi, mon général, répondit-il avec une souriante et sceptique bonhomie, si vous voulez mon sentiment, je vous dirai qu'il serait préférable qu'il n'y en eût pas[1]. »

Il n'est pas de médecin qui, dans sa vie, n'ait subi quelques plaisanteries de ce genre; les plus spirituels sont ceux qui s'en tirent à la façon de Corvisart.

Des Genettes fut moins maître de lui. Que se passa-t-il dans cet esprit ordinairement si avisé, si ambitieux, si soucieux de son avenir? Eut-il la pensée qu'après l'expédition de Syrie l'étoile de Bonaparte allait pâlir? ou estima-t-il que la popularité qu'il s'était acquise dans l'armée par son dévouement pendant cette campagne le plaçait au-dessus des atteintes du général en chef? ou se laissa-t-il aller à un mouvement inconsidéré de colère? Il est plus que probable qu'il obéit à un mouvement de sa vanité blessée et à une impulsion de sa dignité professionnelle qu'il crut froissée, et qu'il considéra comme une offense personnelle un trait renouvelé de Molière et adressé à la corporation. Hors de lui, il se précipita à la tribune, et, au lieu de protester

[1] Duchesse d'Abrantès, t. III, p. 159.

avec le calme et la dignité qui auraient convenu, il se plaça aussitôt sur le terrain des personnalités et déclara que l'art des conquérants n'avait rien á envier á celui des médecins. C'était répondre du tac au tac; mais la réponse n'était ni plus fine, ni plus spirituelle, ni plus neuve que l'attaque. Elle était cependant inoffensive, quoique depuis on en ait fait grand bruit.

Mais Des Genettes, emporté par la colére, ne s'en tint pas lá, et c'est pour moi le côté réellement délicat de cette affaire. Malgré les efforts que faisait Monge, qui avait pris la présidence pour le modérer, et les objurgations de Geoffroy-Saint-Hilaire assis á ses côtés, il alla plus loin et commit une indiscrétion grave, qui était en même temps une offense pour le chef de l'armée et du gouvernement et qui serait aujourd'hui sévérement jugée et rigoureusement réprimée. Il fit allusion á son entretien avec Bonaparte au sujet des pestiférés abandonnés á Jaffa, et laissa entrevoir qu'il s'était refusé á commettre un acte criminel pour lequel il avait été sollicité. Vainement Monge voulut l'arrêter par des rappels à l'ordre: vainement Bonaparte manifesta-t-il son irritation, Des Genettes continua et termina son apostrophe en ajoutant que « certains oublis de morale conduisent á d'autres oublis ».

L'assemblée, gênée et houleuse, n'avait pas entendu cette sortie sans inquiétude; elle était pressée de fermer ce débat pénible et réclamait la clôture, lorsque Des Genettes demande á s'expliquer. On croit qu'il va atténuer la vivacité et le sens de ses paroles. Il les aggrave plutôt en les maintenant, mais cette fois son langage n'est pas dépourvu de noblesse et d'éloquence; qu'on en juge:

« Je sais, citoyen, je sais, général, puisque vous avez voulu être autre chose ici que membre de l'Institut, et que vous voulez être le chef partout; je sais que j'ai été entraîné á dire avec chaleur des choses qui retentiront loin d'ici. Mais je ne rétracte pas un seul mot. Je ne crains aucun ressentiment, et je puis dire ce que Philippe dit á un autre homme comme vous, á Alexandre: Mon existence, à laquelle on a pu voir

que je ne tenais pas beaucoup, ne peut être désormais compromise, *sacro venerabili ore spiritus trahitur*, et je me réfugie dans la reconnaissance de l'armée[1]. »

Telle fut l'orageuse séance qui eut lieu à l'Institut le 11 messidor. La personnalité de Bonaparte lui donna plus tard une extrême importance; il fut de mode, sous la Restauration et depuis dans tous les ouvrages historiques, de célébrer le courage dont avait fait preuve Des Genettes, et personne ne s'est jamais avisé de relever l'étrange indiscrétion professionnelle et l'allusion offensante dont il se rendit publiquement coupable. Avouons aussi qu'il fut un héros à peu de frais. Bonaparte n'avait pas encore le pouvoir suprême; il affectait à l'Institut d'Égypte de se considérer comme un simple membre, et on pouvait sans grand péril lui tenir tête, surtout sur une question scientifique. Il est probable, du reste, que si le médecin en chef de l'armée eût prévu le 18 brumaire et le Consulat, son argumentation eût été plus modérée et plus correcte; nous n'en voulons pour preuve que l'état dans lequel il tomba quand la nouvelle de l'élévation de Bonaparte au pouvoir parvint en Orient. C'est encore Larrey qui nous renseigne à ce sujet.

Des Genettes avait annoncé peu de jours auparavant dans *la Décade*, avec un certain détachement, la capture de Bonaparte par l'escadre anglaise. Il croyait la nouvelle officielle et s'en consolait en pensant qu'il était désormais à l'abri de tout ressentiment, lorsqu'on apprit les événements survenus après le 18 brumaire. Il fut consterné. Larrey nous apprend qu'il se laissa aller à un profond désespoir et qu'il s'enferma dans son appartement, en proie à la nostalgie et sans vouloir recevoir personne[2]. Son adjoint à *la Décade*,, Corancez, fut plus gravement frappé; il succomba, et dans l'armée on crut

[1] Thibaudeau, *op. cit.;* et Geoffroy-Saint-Hilaire, Ms. 1304, B. N., reproduit par la *Revue rétrospective* (1er juillet 1892); Martin, *Histoire de l'expédition d'Égypte*, t. I, p. 27; *Histoire militaire et scientifique de l'expédition française en Égypte*. Note de Larrey.

[2] *Mémoires et campagnes*, t. I, p. 13; note manuscrite en marge de l'édition personnelle de Larrey.

qu'il mourut de peur à la pensée d'avoir encouru l'inimitié du premier Consul[1].

Ceci gâte un peu le courage qu'aurait montré Des Genettes; du reste, il s'effraya mal à propos : Bonaparte savait oublier les torts qu'on avait eus vis-à-vis de lui, et s'il réprima trop cruellement les attentats politiques, il pardonna plus d'une fois les injures qui lui étaient personnelles. La seule vengeance qu'il se permit et qui se conciliait, du reste, avec l'intérêt de l'armée, fut de maintenir Des Genettes en Orient jusqu'à la fin de la campagne, alors qu'il demandait à rentrer en France. Plus tard, quand il le revit, il le traita comme s'il n'avait rien à lui reprocher, et nous savons que sa fortune sous l'Empire fut loin de se ressentir de l'incident de messidor[2]. Cependant

[1] *Op. cit.*

[2] Un médecin militaire prit parti, dans cette affaire, pour Des Genettes d'une façon insolite et inconvenante, et sa carrière n'en souffrit pas davantage. L'incident est conté, dans le même manuscrit, par Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire. C'était un chirurgien-major nommé Pugnet. A la séance de l'Institut, à laquelle il assistait, — les séances étaient publiques, — il fit entendre des murmures après les paroles du général en chef et applaudit bruyamment et avec affectation celles de Des Genettes. Le lendemain il écrivit à Bonaparte une lettre signée Pugnet, dont voici le principal passage :

« Hier, avec quel accent de mépris vous avez parlé des hommes les plus honorables! Tout le mal que le déchaînement de votre ambition et vos cruautés de guerre font sans cesse à l'humanité, nous, médecins, chirurgiens et pharmaciens, cherchons à le réparer. Nous sommes à votre suite pour le bien, comme vous, en tête pour ravager pays et population, sans pitié aucune. »

A cette lecture, Bonaparte bondit et remit la lettre à Berthier en l'invitant à faire rechercher « s'il existait dans l'armée d'Orient un fou nommé Pugnet ».

Il se trouva que ce fou existait, en effet, et qu'il avait été remarqué par Bonaparte pour son dévouement aux pestiférés pendant la retraite de Syrie. Des Genettes saisit la balle au bond, et, chargé de faire un rapport sur son subordonné, il signala la conduite qui lui avait valu les éloges du général en chef. Cette circonstance donna à Bonaparte l'occasion de manifester un de ces traits de générosité qui ne furent pas rares, surtout dans sa jeunesse. Au lieu de sévir, il invita à dîner, le soir même, les deux médecins qui l'avaient offensé, et il promit à Pugnet de lui accorder la première demande qu'il lui adresserait.

Nous trouvons la fin de cette histoire dans la correspondance de Larrey. Pugnet n'eut garde d'oublier la promesse que lui avait faite Bonaparte, et, quand il rentra en France, son premier soin fut d'aller trouver le premier Consul, alors à Lyon, et de la lui rappeler. Bonaparte le reçut avec faveur, se rappela la parole qu'il lui avait donnée et lui promit un poste de médecin en chef aux Antilles qu'il sollicitait. Mais le premier Consul avait sans doute oublié cette promesse si Pugnet ne se fût adressé à Larrey, qui lui avait quelques obligations pour les soins donnés à son petit nègre, mort de la peste au Caire, pendant qu'il était enfermé à Alexandrie. Nous avons toute la correspondance de Pugnet avec Larrey à ce sujet (lettres de Lyon du 27 pluviôse, 12 ventôse, 30 ventôse, 10 germinal, 13 id., 28 prairial an X. Ms. 5879. B. N.), et rien n'est plus curieux, quoique ce spec-

il lui resta dans la mémoire que Des Genettes était sujet à des intempérances de langage, et dans ses *Entretiens de Sainte-Hélène* il lui consacra l'épithète de bavard.

II

Pendant que Larrey s'occupait activement de l'installation de son École de chirurgie indigène, il fut subitement appelé par Bonaparte aux Pyramides, où il avait établi son quartier général. De nouveaux et rapides événements militaires allaient le remettre en campagne.

Le retour de Bonaparte avait rétabli l'ordre dans la province du Caire, un moment troublé. L'imposteur El-Mohdy, qui s'était emparé de Damanhour, avait été tué, et le ramassis d'insurgés qu'il traînait à sa suite dispersé. Toute la

tacle ait été donné bien des fois, que de voir cet ancien contempteur des conquérants se courber aux pieds du vainqueur de Marengo, le supplier d'accepter la dédicace de sa thèse, et adjurer Larrey d'être son interprète. Voici en quels termes adulateurs cette dédicace est conçue :

VIRO IMMORTALI
CÆSARI NAPOLEONI
BONAPARTE
PRINCIPUM MODERATORI
PATRI POPULORUM
HUMANI JURIS TUTORI
DUCI REPARATORI CONSULI
GENTIS GALLICÆ
CHARTACUM HOC MINUSCULUM
IN
ALTISSIMÆ REVERENTIÆ
MONUMENTUM
OFF. DIC. VOV.
AUCTOR

Le bon Larrey s'exécute, il présente au premier Consul la thèse de Pugnet. Il lui rappelle que celui-ci est malade, sans ressources à Lyon, qu'il attend avec impatience nn poste sédentaire sous un climat qui lui permette de rétablir sa santé; et il fait si bien qu'il le fait nommer médecin en chef à Sainte-Lucie (Antilles).

Pugnet, au comble du bonheur, est tiré d'affaire. Dès lors il fait son chemin, et nous retrouvons, en 1810, cet ancien adversaire des pouvoirs césariens membre de la Légion d'honneur, médecin en chef de l'hôpital de Dunkerque, et signant ses lettres à Larrey du titre de « chevalier de l'Empire ».

basse Égypte jouissait maintenant de la paix la plus profonde; la haute Égypte, de son côté, se pacifiait sous l'énergique et habile commandement de Desaix. Mourad, dont l'armée avait été réduite par ses défaites successives à quelques centaines de cavaliers, traqué par un des meilleurs lieutenants de Desaix, — Friant, — qui ne lui laissait pas un instant de repos, errait dans le désert et cherchait à gagner la basse Égypte. Sa présence était signalée aux lacs Natron et aux Pyramides de Giseh. On annonçait en même temps des rassemblements d'Arabes en armes dans le Bahyreh et le prochain débarquement d'une armée ottomane venant de Rhodes. Bonaparte pensa que la présence de Mourad dans la région n'était pas sans relation avec les bruits qui couraient, et qu'il s'efforçait, sans doute, de pénétrer dans le Bahyreh pour se joindre aux Arabes et protéger le débarquement des troupes turques, — conjecture qui était parfaitement fondée. — Il envoya Murat à sa poursuite aux lacs Natron, et Junot à Giseh. Le 20 messidor (8 juillet), il porta son quartier général aux Pyramides, où Murat vint le rejoindre. Toute la journée du 27, il donna la chasse au bey à travers le désert. Merveilleusement servi par ses espions, connaissant admirablement ce désert qui lui avait servi tant de fois de refuge, Mourad restait insaisissable, malgré sa profonde détresse. On ne put lui tuer que quelques mameluks et lui prendre que cinq ou six chameaux; mais il ne réussit pas à gagner le Bahyreh.

Cependant, harcelé par Bonaparte, Friant et Murat, il avait peu de chances d'échapper, quand un événement de la plus haute gravité vint le sauver encore une fois, en appelant ailleurs l'attention et les forces du général en chef.

Le 27 au soir (15 juillet), Bonaparte, se promenant avec ses officiers sur la route d'Alexandrie, vit venir à lui, en toute hâte, un Arabe porteur de dépêches de Marmont, qui commandait à Alexandrie. Marmont lui mandait qu'une escadre anglaise, commandée par Sydney Smith, et escortant une armée turque forte de dix-huit mille hommes, avait mouillé à Aboukir, le 23 messidor (11 juillet).

Débarquée sur la presqu'île étroite qui s'avance entre la mer et le lac Madieh et aboutit au fort, cette armée, composée de soldats aguerris et commandée par des officiers anglais, s'était emparée, sans coup férir, du village d'Ahoukir, dont elle avait égorgé la garnison. Elle avait cerné le fort qu'elle n'avait pu emporter encore, et s'était établie dans la presqu'île, où elle se fortifiait. Marmont, qui avait déjà commis la faute de ne pas détruire ce village, comme le lui avait ordonné Bonaparte, n'avait osé ni s'opposer au débarquement, ni attaquer ensuite les troupes turques pour tenter de les jeter à la mer, et s'était enfermé dans Alexandrie.

A la réception de ces nouvelles, Bonaparte rentre dans sa tente, et de suite son parti et son plan sont arrêtés. Renonçant à regret à la poursuite de Mourad[1], il dicte immédiatement les ordres de marche de l'armée sur Alexandrie et ses instructions aux troupes qui restent à l'intérieur du pays. Il écrit à Destaing de se rendre à Alexandrie, à Kléber de marcher sur Rosette, à Desaix de se rapprocher du Caire, à Reynier et à Lagrange, cantonnés sur la frontière de Syrie, de se tenir prêts à venir le rejoindre au premier signal, à Poussielgue pour lui faire ses recommandations sur l'administration de l'Égypte.

A trois heures du matin, il a achevé de dicter ses dispositions, et à quatre heures il est à cheval à la tête des troupes qu'il a sous la main : les divisions Bon, Lannes et Murat. A la rapidité de la décision se joint celle de l'action, et il accomplit une de ces marches foudroyantes qui devaient tant de fois surprendre ses ennemis. Parti le 28 messidor (16 juillet) des Pyramides, il est le 1er thermidor (19 juillet) à Rahmanieh, et le 5 (23 juillet) à Alexandrie. Sept jours lui avaient suffi pour accomplir ce trajet considérable, dont une partie à travers le désert.

Larrey, pas plus que lui, n'était jamais surpris par les événements; il était toujours prêt, même pendant les moments de la plus profonde tranquillité, à se mettre en route avec ses

[1] Bonaparte à Desaix, 27 messidor.

ambulances, et, bien avant les médecins militaires de nos jours, il avait inventé la mobilisation des services sanitaires, si l'on entend par ce terme avoir toujours ses ambulances au complet et en état de partir. Sa propre initiative et son activité n'étaient pas inférieures à celles de son général, et ce fut un des traits les plus étonnants de sa carrière, qu'il ne fut jamais trouvé en défaut dans quelque partie de son service, et qu'il ne put jamais être accusé d'avoir une seule fois manqué de prévoyance, de régularité, d'assiduité, de vigueur physique même, ou de santé, par le maître le plus prévoyant, le plus minutieux, le plus actif, le plus endurci aux fatigues, le mieux portant et aussi le plus difficile à contenter qui ait jamais existé.

Informé par Bonaparte, le 27 messidor à huit heures du soir, de la marche sur Alexandrie, il passe, comme le général en chef, la nuit à rédiger ses ordres et à prendre ses dispositions. Il désigne les chirurgiens qui partent et ceux qui restent; il affecte à chacun ses services. Il donne à Casabianca, qui le remplace au Caire, ses instructions sur ce qu'il doit faire en son absence; inspecte ses ambulances, visite ses caisses d'instruments, de linge, de médicaments, et le matin, ayant tout préparé et tout inspecté, tout vu par lui-même, il est à cheval avec l'état-major.

Le long de la route il continue à prendre ses dispositions en vue de la prochaine bataille. Il établit un hôpital d'évacuation à Rahmanieh, où il laisse deux chirurgiens; un autre de cent lits dans une mosquée, à Barkelt[1], localité située entre Alexandrie et Aboukir, près d'El-Ouah, où est le centre même de l'armée. A Alexandrie, il organise deux grands hôpitaux, dont il confie la direction à Mauban, chirurgien de première classe qui avait remplacé l'infortuné Masclet; il ordonne la confection d'une grande quantité d'appareils à pansements et invite les chirurgiens disponibles de la marine[2]

[1] Larrey, *Correspondance générale*, op. cit. Lettre à Massé; Ramanieh, le 4 thermidor.

[2] *Lettre au citoyen Villars, chirurgien en chef de la marine;* 6 thermidor, Alexandrie. *Op. cit.*

à se rendre dans les hôpitaux militaires pour en remplacer le personnel. Il complète ces préparatifs par un hôpital de débarquement, — nous dirions aujourd'hui de répartition[1], — qui devra recevoir les blessés à leur arrivée, pour les sélectionner et les répartir dans les hôpitaux d'Alexandrie, et par l'organisation d'une flottille qui marchera à la hauteur de l'armée, sera munie de brancards, d'appareils à pansement, de cordiaux, et servira au transport des blessés par eau.

Bonaparte, de son côté, après avoir visité Alexandrie, s'être rendu compte de l'état de la place et de la situation de l'ennemi, part pour Aboukir, non sans avoir au préalable vivement blâmé Marmont de son inertie en face du débarquement de l'armée turque.

Le 7 thermidor (25 juillet), à la pointe du jour, l'armée prend ses dispositions pour l'attaque. L'avant-garde, composée de quatre cents cavaliers et des trois bataillons de Destaing, est commandée par Murat. L'aile droite par Lannes, l'aile gauche par Lanusse. La division Kléber, attendue dans la journée, mais qui arrivera trop tard, formera la réserve. En attendant il n'y en a pas, et Bonaparte répond à Berthier, qui venait lui demander quel corps il fallait affecter à la réserve :

« Une réserve ! Me prenez-vous pour Moreau ? Il faut aujourd'hui que chacun de ces braves gens combatte pour vaincre ou mourir. »

Larrey a établi en face des retranchements, sur les points principaux de la ligne, trois grandes ambulances. Il est lui-même, selon son habitude, à l'ambulance du centre, qu'il a placée le plus près possible du fort, et à laquelle, à la fin de l'action, il réunira les ambulances des deux ailes, pour mieux réaliser l'unité et la surveillance du service. Il a fait débarquer ses brancards de jonc flexible, ses appareils, des caisses de linge et de charpie.

Par sa flottille, il est à son hôpital de débarquement, et par celui-ci à ses hôpitaux sédentaires d'Alexandrie, et de là

[1] *Lettre à l'ordonnateur en chef*, Alexandrie, 6 thermidor. *Op. cit.*

aux hôpitaux d'évacuation qu'il a fait préparer sur la route du Caire à Barkelt et à Rahmanieh. Le demi-cycle de retour est ainsi complet. Nous avons là, cent ans à l'avance, un tableau de l'organisation moderne qu'on croirait extrait du règlement contemporain du service de santé en campagne. Cette organisation, le génie éclairé et lucide de Larrey la créa de toutes pièces bien avant nous, et il l'appliqua, toutes les fois que ce fut possible, pendant les guerres du Consulat et de l'Empire.

Larrey décrit la bataille dont il dit qu'elle fut la plus extraordinaire de toutes celles que livra Napoléon. On connaît cet étonnant fait d'armes, qui vengea, à la place même où il eut lieu, le désastre d'Aboukir, et qui renvoya à la flotte anglaise, en terribles et magnifiques représailles, les cadavres des soldats de cette armée turque qu'ils avaient jetés sur la plage.

Jamais victoire ne fut plus complète, jamais armée ennemie ne fut plus radicalement détruite. L'action comprend deux phases rapides et sanglantes que je ne ferai que rappeler. Dans la première, Lannes et Destaing enlèvent brillamment la ligne avancée de retranchements. Murat les tourne et, pris entre l'infanterie qui les fusille et la cavalerie qui les sabre, huit mille Turcs, plus de la moitié de l'armée ottomane, sont poussés dans la Méditerranée. Dans la seconde phase, Lannes et Destaing atteignent les lignes intérieures des retranchements. Accueillis par un feu meurtrier, les troupes françaises plient et se reportent vers le village d'Aboukir. Un incident décide alors de l'issue du combat. Poussés par l'appât de la récompense qui leur est promise pour chaque tête de Français, les Turcs sortent de leurs lignes pour décapiter les morts et les blessés abandonnés sur le terrain. Bonaparte saisit ce moment avec une merveilleuse rapidité de décision. Il lance sur la redoute la division de Lannes, qui s'en rend maîtresse. Pendant ce temps Murat, qui joue dans cette journée un rôle considérable, lance sa cavalerie entre la redoute et la plage. Pris de nouveau entre deux feux, les Turcs sont fusillés, sabrés et finalement jetés à la mer.

Murat attaque alors et force le village. Il pénètre jusque dans la tente de Mustapha-pacha, qui commande l'expédition. Au moment où il se dirige vers lui, le général turc lui décharge son pistolet dans la figure. Un des cavaliers qui accompagne Murat riposte par un coup de feu qui atteint à la main le pacha et lui enlève un doigt; il est aussitôt fait prisonnier[1]. Mais Murat est assez sérieusement blessé : la balle a traversé la gorge, de l'angle droit de la mâchoire au côté gauche du cou, et pénétré dans la bouche pour ressortir, en sectionnant une branche nerveuse du facial, à travers les attaches du muscle masséter[2].

La bataille est finie; Sydney Smith, l'amiral anglais, est sur le point d'être capturé et n'a que le temps de regagner sa chaloupe. Il ne reste plus, de l'armée qu'il a débarquée, ni un homme, ni un drapeau, ni un canon[3]. Tout a été tué, pris et culbuté. C'est à ce moment qu'arrive Kléber. Au spectacle de cette destruction complète, de la redoute en feu, de la plage couverte de cadavres turcs, de la mer sur laquelle flottent des milliers de morts et de mourants, au milieu des acclamations de l'armée ivre de ce triomphe incomparable, le grand homme de guerre qu'il est exsulte d'enthousiasme; il saisit Bonaparte à bras le corps et l'embrasse en s'écriant : « Général, vous êtes grand comme le monde[4]. »

Au rapport de Larrey, cette glorieuse journée coûta à l'armée d'Orient cent cinquante tués et sept cent cinquante blessés[5].

---

[1] Larrey, *Journal de campagne.*

[2] Larrey, *Relation médicale des voyages et campagnes. Statistique chirurgicale des officiers généraux blessés.*

[3] Seuls, quelques milliers de soldats turcs, réfugiés dans le fort, échappèrent au désastre. Après quelques jours de siège, ils furent réduits par les habiles dispositions de Davout à implorer la clémence du vainqueur et à se rendre à sa discrétion (15 thermidor).

[4] Larrey, *Mémoires et campagnes*, note manuscrite.

[5] Voici le rapport de Larrey à Bonaparte sur la bataille d'Aboukir :

« Aboukir, 13 thermidor an VII.

« Au général en chef Bonaparte.

« J'ai l'honneur de vous présenter, citoyen général, le résultat du nombre des blessés qu'ont produits la bataille d'Abou-quir (*sic*) et les combats particuliers que

Parmi les morts étaient deux excellents officiers de cavalerie : l'adjudant général Leturc, le chef de brigade Duvivier, le chef de brigade du génie Crétin, officier et ingénieur du plus grand mérite, et un aide de camp de Bonaparte, Guibert, neveu de cet officier général Guibert qui fut non moins célèbre par son ouvrage sur la *Tactique* que par la violente et célèbre passion qu'il inspira à M[lle] de Lespinasse. Les blessés de marque furent Murat, Lannes, Bertrand, Fugières, quelques chefs de brigade parmi lesquels le colonel, — depuis général, — Blagnac, et Mustapha-pacha, le commandant de l'armée turque. La blessure de Murat était, nous l'avons vu, assez sérieuse et fut longue à se cicatriser; il n'était pas encore guéri au moment où Bonaparte le ramena en France avec lui. Lannes avait été atteint d'un coup de feu à la jambe. Le projectile avait traversé les tissus sans lésion des os ou de vaisseaux, et la blessure paraissait légère et devait évoluer facilement vers la guérison, quand il fut pris d'un accès de tétanos. Larrey parvint à le sauver. Blagnac avait eu le pou-

l'armée française a essuyés depuis cette époque jusqu'à ce jour, et des effets dont les blessures seront probablement suivis.

« La bataille seule nous a donné *cinq cents blessés;* nous en avons reçu depuis *deux cent trente*, ce qui fait un total de *sept cent trente*.

« De ce nombre, *vingt* sont blessés mortellement et présentent très peu d'espoir de guérison; *cent* environ seront estropiés et incapables d'aucun service; *vingt-six* ont été amputés sur le champ de bataille. *Cent soixante-dix* seront à un service sédentaire, et *quatre cent quarante-sept* environ rentreront parfaitement guéris dans leurs corps. Dans ce nombre ne sont pas compris les officiers généraux et autres officiers logés en ville.

« Tous ces blessés ont reçu sur le champ de bataille les secours les plus prompts et ont été transportés aux hôpitaux d'Alexandrie avec toute la célérité possible. Ils paraissent satisfaits des soins qu'ils reçoivent dans nos hôpitaux, et si vous êtes à portée de les interroger sur les différents services, je pense qu'ils rendront justice au zèle et à l'activité que montrent tous les chirurgiens de l'armée de terre et de la marine chargés de leur traitement particulier.

« J'ai l'honneur, citoyen général, de vous demander pour eux au moins un mois d'appointements, qui leur est indispensable pour subvenir à tous leurs premiers besoins. Je vous prie de le leur faire payer.

« Salut et respect.

« LARREY. »

(Larrey, *Corresp. générale*, p. 137. Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.)

On remarquera dans ce rapport le pronostic sur le sort des blessés. Rien n'importait plus à Bonaparte, qui voulait connaître après chaque affaire le nombre d'hommes valides qui lui resterait.

mon traversé par une balle. Larrey débrida les ouvertures et procéda à l'extraction des corps étrangers. Il se déclara un épanchement purulent pour lequel il pratiqua l'empyème. Les hommes de guerre de ce temps avaient l'âme chevillée dans le corps, et cette complication n'empêcha pas le blessé de se rétablir complètement. Bertrand, chef de brigade du génie, le futur aide de camp de l'Empereur, avait reçu obliquement une balle à la tête, qui heureusement s'amortit sur le crâne et le contourna sous les téguments. Ici Larrey, qui était très lié avec ce jeune officier, nous raconte « qu'en rendant compte au général en chef de la situation des principaux blessés, il fit le plus grand éloge des qualités supérieures de Bertrand. Bonaparte en prit note sur son carnet, et peu de temps après l'appela auprès de lui en qualité d'aide de camp ». Ce fut le point de départ de la fortune et du dévouement du futur compagnon de captivité de Napoléon à Sainte-Hélène[1].

Fugières était le plus grièvement atteint. Un boulet lui avait enlevé l'avant-bras et profondément dilacéré le bras. Il fallut lui désarticuler l'épaule. Cette opération, toujours très grave, était à cette époque exceptionnellement périlleuse, et on le crut perdu. Larrey le sauva.

J'ai retracé, dans l'introduction de cet ouvrage, la scène dramatique qui eut lieu entre le blessé et Bonaparte. Quand le général en chef arriva à l'ambulance, il trouva Larrey se disposant à l'opérer. Il s'approcha de Fugières et lui adressa des félicitations sur sa bravoure et quelques paroles d'encouragement. Celui-ci se souleva et lui tendant son sabre, — un magnifique damas, — il le pria de l'accepter comme l'ultime souvenir d'un mourant. Bonaparte prit l'arme : « Je l'accepte, dit-il, mais c'est pour le remettre à celui qui va vous sauver la vie. » Et se tournant vers Larrey, il la lui remit, et prescrivit à Berthier de faire graver sur la lame, avec son nom, celui du chirurgien et la date de la bataille d'Aboukir[2].

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, note manuscrite, p. 6.

[2] « Vous êtes, lui dit Bonaparte, un des héros de cette victoire, et votre nom

Mustapha, le pacha turc, avait reçu, non, comme on l'a écrit, un coup de sabre de Murat, mais un coup de feu d'un de ses soldats qui l'avait blessé à la main droite et lui avait enlevé l'indicateur[1]. Son premier chirurgien ne fut pas Larrey, ce fut Bonaparte, auquel on amena immédiatement ce prisonnier exceptionnel. Le général l'accueillit avec bienveillance, lui fit donner quelques cordiaux et voulut lui-même bander sa plaie avec un mouchoir de fine mousseline. Il l'envoya ensuite à l'ambulance du chirurgien en chef. Cette petite blessure se cicatrisa facilement[2].

Le fonctionnement des ambulances s'opéra avec une rare précision et une étonnante rapidité; les blessés, relevés du champ de bataille dès qu'ils avaient été atteints, étaient immédiatement amenés aux ambulances et pansés. « Pas un, dit Larrey, ne resta plus d'un quart d'heure sans être opéré. » Après avoir été soignés, ils étaient transportés à Alexandrie sur les embarcations dont j'ai parlé, et qui se tenaient hors de la vue et de la portée de l'escadre anglaise. Larrey accompagna lui-même Fugières à Alexandrie. Il présida à la répartition des blessés dans les hôpitaux du Caire, et dirigea leur traitement pendant plus de quinze jours.

III

Bonaparte, après avoir renvoyé les troupes dans leurs cantonnements, était rentré au Caire le 23 thermidor (10 août).

sera inscrit au temple de la mémoire. D'ailleurs, vous êtes dans des mains habiles, conservez votre courage.

« — Général, répondit Fugières, recevez avec mes adieux mon sabre. C'est une arme précieuse. Hélas! un jour peut-être, vous voudrez être à ma place. » (Larrey, *Campagnes et mémoires*, note manuscrite, p. 8.)

Ces paroles vraiment prophétiques de Fugières, que Bonaparte inséra lui-même dans l'ordre du jour qu'il adressa à l'armée au lendemain d'Aboukir, ont été retranchées du texte de la correspondance officielle de Napoléon.

[1] Larrey, *Corresp. offic. Rapport aux inspecteurs généraux du Service de santé*, page 142. Ms. 5873. Arch. Nat. N. Acq.

[2] Larrey, *Note inédite.*

Sur son ordre, Larrey vint l'y rejoindre. Le général en chef donnait une grande fête aux officiers généraux, aux chefs de brigade de son armée et aux fonctionnaires civils pour célébrer la victoire d'Aboukir, et il avait des raisons particulières pour désirer que son chirurgien en chef fût présent.

Au moment de l'échange des prisonniers qui suivit la bataille d'Aboukir, il avait en effet reçu des journaux par l'intermédiaire de Sidney Smith. Les événements qu'il apprit : la défaite de Schérer en Italie, celle de Jourdan dans la Forêt-Noire, la désastreuse situation politique du Directoire, lui firent prendre la résolution de rentrer en France. Le commandant de l'escadre anglaise avait, à l'avance, escompté la résolution que prendrait Bonaparte. En portant intentionnellement ces graves événements à sa connaissance, il ne doutait pas qu'il ne se décidât à abandonner l'Égypte. Il trouvait à cette combinaison l'avantage d'enlever son chef à l'armée d'Orient et l'espoir de le capturer en route. Ce fut seulement la première partie de son programme qui s'accomplit. Déjà étaient dans le secret l'amiral Ganteaume, qui avait reçu l'ordre de préparer le départ, Bourrienne, le confident habituel, Berthier, Denon, Monge et probablement Desaix. Tous le gardèrent fidèlement. Le général en chef tenait aussi à emmener Larrey, et c'est dans le but de l'inviter à l'accompagner qu'il le mandait auprès de lui. Celui-ci arriva au Caire le 27 thermidor (14 août); il vit Bonaparte, qui ne lui parla que de l'état des blessés et de l'excellente organisation du service de santé qu'il avait établi à Aboukir et dont il avait été le témoin. Mais il le prévint qu'il l'invitait à dîner pour le 30, avec les chefs les plus élevés de son armée et de son administration.

Larrey reprit alors son service, disposa son grand hôpital de la ferme d'Ibrahim-bey de façon à ce qu'il pût recevoir les blessés évacués d'Aboukir, et rouvrit son école de chirurgie, dont les cours avaient été interrompus depuis la campagne de Syrie. C'est sur ces entrefaites qu'eut lieu entre Junot et Lanusse le duel auquel fait allusion, dans ses Mémoires, la duchesse d'Abrantès, et rapporté au long dans les notes de

Larrey. Ces deux officiers, qui se détestaient profondément, eurent une altercation, à la suite de laquelle ils se provoquèrent. C'était la nuit, mais ils n'étaient pas hommes à attendre le jour pour vider une querelle. Ils descendirent sur les berges du Nil, accompagnés de soldats qui les éclairaient avec des flambeaux. Murat et Bessières, qui étaient présents, leur servirent de témoins, et Larrey les assista en qualité de chirurgien. Ils se battirent au sabre et tous deux furent assez sérieusement atteints. Larrey rend compte de leurs blessures. Junot reçut au côté droit de la poitrine un coup de damas qui divisa profondément les muscles sous-jacents depuis la face antérieure de l'épaule jusqu'à la sixième côte. Quoique très étendue, la plaie fut réunie par première intention et guérie au vingt et unième jour.

Lanusse fut blessé en diagonale à la poitrine et à l'épaule; les tégmuments furent sectionnés d'un coup de sabre dans une longue estafilade depuis le sommet du thorax jusqu'à la dernière côte du côté opposé. La blessure n'était heureusement pas pénétrante. Larrey pratiqua le même pansement qu'à Junot et reçut en remerciement de chacun des deux adversaires un de ces beaux damas auxquels les généraux de l'armée d'Égypte attachaient tant de prix et qu'ils s'offraient entre eux comme un inestimable présent.

Le 30 thermidor (17 août), Bonaparte donna chez lui la fête à laquelle il avait convié Larrey. Dans le cours du repas, il annonça qu'il allait partir pour procéder à une inspection des côtes maritimes depuis le lac Burlos jusqu'à Alexandrie. Après le dîner, ayant pris à part le chirurgien de l'armée, il lui dit qu'il comptait l'emmener dans cette inspection. « Soyez prêt cette nuit, dit-il, à quatre heures. » Larrey soupçonnait bien le but réel de la tournée d'inspection annoncée par Bonaparte. Il était très fin, nous le savons, et de vagues rumeurs commençaient à circuler dans l'entourage du général en chef, depuis les communications faites par l'amiral anglais. Comme tous les généraux, il désirait rentrer en France, et l'occasion qui se présentait à lui était unique.

Sa réponse fut d'un caractère antique : « Je puis être prêt dans deux heures, dit-il, s'il le fallait, général; mais si ma présence ne vous est pas indispensable, il serait peut-être plus important que je restasse auprès de mes nombreux blessés. »

Bonaparte, surpris, réfléchit quelques instants, puis lui tendant la main : « Vous avez raison, mon cher Larrey, vous resterez. »

Il n'était peut-être pas en ce moment dans l'armée d'Orient un autre homme qui eût décliné l'invitation que venait d'adresser le général Bonaparte à Larrey. Tout le monde était en effet las de l'Égypte, et surtout de l'absence des communications avec la France. L'éloignement de leurs familles, la privation de leurs nouvelles, et cette sorte de séquestration sur une terre lointaine pesaient aux plus braves et aux plus résolus. Larrey était, nous l'avons vu, dans une situation d'esprit analogue à celle de ses camarades; mais la trempe de son caractère était supérieure, et il sut, dans cette circonstance, imposer silence à ses sentiments et subordonner ses intérêts à ses devoirs de chirurgien en chef de l'armée.

Son abnégation cependant fut nuisible à sa carrière, et il ne peut s'empêcher de le faire remarquer[1]. Elle prolongea de deux ans son séjour en Égypte, où il connut, après l'enivrement des victoires, l'humiliation des défaites et les tristesses des capitulations. Au lieu de faire, aux côtés de Bonaparte, la glorieuse campagne d'Italie et d'aller à Marengo, il assista au gouvernement de l'incapable Menou, à l'abaissement de l'armée française et à la capitulation d'Alexandrie. Il regretta surtout le titre de chirurgien du premier consul qui lui aurait été décerné, s'il se fût trouvé à Paris au 18 brumaire, et auquel il tenait à cause du crédit attaché à ces fonctions, crédit qu'il aurait utilisé en faveur de l'organisation de la chirurgie militaire.

[1] *Mémoires et campagnes*, note manuscrite, t. II, p. 2.
Il dit : « Je partageai d'autant plus vivement ce regret que j'avais refusé en quelque sorte de le suivre ; mais je me devais à l'armée et aux nombreux blessés que j'avais dans les hôpitaux, et le général Bonaparte lui-même se félicita plus tard de m'avoir laissé auprès de son armée. Je ferai connaître la lettre qu'il m'écrivit à ce sujet. »

La soirée se prolongea jusqu'à l'heure du départ de Bonaparte. Celui-ci, recevant avec un sang-froid extrême les compliments de tous les chefs de son armée et des hauts fonctionnaires de son gouvernement, annonçait que son inspection ne durerait que quelques semaines et adressait à chacun les recommandations d'usage sur les soins à apporter au service dont il était chargé pendant son absence. Presque tous s'y trompèrent; quelques-uns cependant, comme Larrey, surent à quoi s'en tenir, mais ils eurent la prudence de garder pour eux le secret qui leur avait été confié ou qu'ils avaient deviné. Parmi ces derniers fut Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire. Le jeune savant comprenait bien que le choix des compagnons du général en chef était arrêté et qu'il n'y avait pas à espérer à se faire adjoindre à eux; il était, du reste, à cette époque plein d'enthousiasme pour son œuvre et ne songeait pas encore à quitter l'Égypte. Mais il voulut cependant profiter de l'occasion qui se présentait de faire parvenir de ses nouvelles à sa famille et au Muséum, et il parvint par un prodige de sagacité et de diplomatie à en charger Bonaparte lui-même. Le général en chef accepta de ses mains un paquet de lettres qu'il fit remettre à leurs destinataires en arrivant à Paris[1].

Peu d'instants avant le départ, il se passa une scène qui démontre le prodigieux empire qu'avait Bonaparte sur lui-même et sa remarquable liberté d'esprit à un pareil moment. On sait qu'il aimait à cette époque de sa vie, — penchant véritable ou affecté, mais probablement sincère, — à mettre la conversation sur des sujets scientifiques. La présence dans son entourage immédiat d'hommes comme Monge, Berthollet, Fourier, Des Genettes, donnait à ces entretiens un intérêt remarquable, et ils atteignirent parfois un véritable degré d'élévation. Monge, aussi brillant causeur que savant illustre, soutenait en général le poids de la discussion, et ses reparties prononcées en termes fins, choisis, instructifs et toujours empreints d'une délicate flatterie, — car ce mathématicien

[1] Quatre lettres datées des 28 et 29 thermidor (15 et 16 août), publiées par le Dr Hamy, membre de l'Institut. (*Lettres d'Égypte*, Hachette, Paris, 1901.)

était un fin courtisan, — étaient infiniment goûtées par le général en chef, qui se plaisait à le mettre en avant.

A l'heure fixée pour le départ, un incident inattendu vint le retarder. De la main, Bonaparte retint ses invités, qui déjà prenaient congé. « Puisque nous avons quelques instants à nous, dit-il, supposons que nous voici dans le jardin d'Académus pour y causer de la philosophie, et reprenons notre entretien de la semaine dernière sur la dignité des sciences. » Il s'engagea alors, au milieu du va-et-vient des officiers de service, de mots chuchotés aux oreilles du général en chef, d'apartés qu'il faisait lui-même avec Berthier, Bourrienne ou avec une jeune femme, Mme Fourès, qui était là en costume d'officier de dragons, attendant un mot d'adieu, une conversation que l'heure et les circonstances rendaient infiniment curieuse.

Dans cet entretien, Bonaparte fit l'éloge de l'étude des sciences et prétendit qu'il eût été préférable pour lui de se vouer à leur culture, que d'embrasser la carrière des armes. Monge protesta en termes éloquents et flatteurs contre la modestie du général, « qui a acquis tant de gloire qu'aucune autre existence ne peut être comparée à la sienne. » Berthollet présenta un aperçu des doctrines de la chimie. La conversation se termina par une discussion sur la gloire scientifique de Newton. Monge, ayant cité la parole de Lagrange : « Il n'est et n'existera jamais de gloire scientifique qui l'emporte sur celle de Newton, par la raison qu'il n'était et qu'il n'y avait qu'un monde à découvrir, » Bonaparte s'éleva vivement contre cette célèbre assertion ; il contesta que la découverte de Newton fût de celles qui exige la plus grande vigueur à laquelle puisse atteindre l'esprit humain, et déclara qu'elle était venue en son temps, après les immortelles lois de Képler, à la suite des progrès qui l'avaient précédée et sous l'influence de conceptions moins puissantes que la sienne[1].

[1] Note manuscrite de Geoffroy-Saint-Hilaire, qui était présent à cet entretien. Il a été tout au long reproduit par M. Hamy. (*Op. cit.*, p. 235.)

Telle est cette conversation longtemps inédite et qui est intéressante, non seulement parce qu'elle éclaire la tournure des idées de Bonaparte à cette époque de sa vie, mais surtout parce qu'elle montre l'empire qu'il possédait sur lui-même dans les circonstances où il semble que sa pensée eût dû être absorbée par de graves préoccupations. Mais c'était le privilège de cette incomparable nature de posséder la faculté, quand sa décision était arrêtée et ses mesures prises, de se soustraire aux inutiles obsessions qui assiègent l'esprit des autres hommes dans des circonstances semblables, et de libérer complètement sa pensée pour l'appliquer à l'ordre d'idées qui lui convenait. Il devait donner de ce don remarquable d'autres preuves autrement éclatantes dans le cours de sa carrière.

Cependant à peine ses invités étaient-ils partis, que Bonaparte quittait son palais et allait s'embarquer, à Boulaq, sur le bateau armé en guerre qui lui servait d'ordinaire pendant ses explorations sur le Nil. Il était accompagné des généraux Berthier, Andréossi, Murat, Lannes, Marmont, de son aide de camp Lavalette, de son secrétaire Bourrienne et des membres de l'Institut qui, appartenant à son intimité, avaient été mis par lui au courant de ses projets : Monge, Berthollet et Denon. Junot, que sa blessure empêchait de partir, était resté au Caire. Mais Bonaparte devait laisser à Kléber l'ordre de le faire embarquer dès que son rétablissement le permettrait. Il manquait également Desaix, qu'il était impossible d'enlever à son commandement actuel; Bonaparte prescrivit de le renvoyer en France dès que ce serait possible.

Il prit la direction de Rosette, descendit, à Menouf, chez le général Lanusse, qui discerna, malgré ses dénégations, le véritable but de son voyage, et il se dirigea sur Alexandrie, par Rahmanieh et Berket. Ne voulant pas pénétrer dans Alexandrie, il s'arrêta au puits de Beidab, qui n'en est distant que de trois lieues. C'est là qu'il rédigea, le 5 fructidor, sa fameuse lettre à Kléber, dans laquelle il lui laissait, avec ses dernières instructions, le commandement en chef, et où

il dicta ses adieux à l'armée d'Orient. Il écrivit également au Divan et remit tous ces documents à Menou, qu'il avait mandé auprès de lui, avec ordre de ne les envoyer au Caire que quarante-huit heures après son départ.

La petite escadre destinée à transporter le général en chef et ses compagnons de voyage avait été préparée par Ganteaume. Elle se composait des frégates *le Muiron* et *le Carrère* et de trois petits navires destinés à servir d'éclaireurs. Ces bâtiments étaient mouillés hors de la passe du port neuf d'Alexandrie et prêts à appareiller au premier signal. Bonaparte, de Beidah, gagna la côte entre Aboukir et Alexandrie, fut rejoint par Menou et Ganteaume, auxquels il avait assigné rendez-vous, et s'avança jusqu'à une portée de canon de la ville, à la porte orientale du port neuf. A un endroit nommé le Pharillon, il trouva une embarcation envoyée par la frégate. Il était nuit noire. Les chaloupes se firent attendre, et il fallut brûler des amorces pour les avertir de sa présence. En quittant Menou pour monter dans sa chaloupe : « Mon cher, lui dit-il, vous autres, tenez-vous bien ici. Si j'ai le bonheur de mettre le pied en France, le règne du bavardage est fini[1]. »

On rejoignit la frégate à neuf heures du soir. Sur le *Muiron*, destiné à transporter Bonaparte, prirent passage avec lui le contre-amiral Ganteaume, Berthier, Andréossi, l'aide de camp Lavalette, Bourrienne, Monge et Berthollet.

Le *Carrère* embarqua Lannes, Murat, Marmont et Dumanoir. Il fit calme plat toute la nuit, et ce n'est que le lendemain, 6 fructidor (23 août), que, la brise s'étant levée, la petite escadre put mettre à la voile. Le moment avait été habilement choisi par Ganteaume. La flotte anglaise avait interrompu le blocus pour aller faire de l'eau à Chypre, et la mer était libre.

Au moment même où on appareillait, une embarcation sortit du port et se dirigea à force de rames vers le *Muiron*. On se demandait, à bord des frégates, quelle nouvelle im-

[1] Las Cases, t. VI, p. 23.

portante elle apportait. Elle accosta le navire et on en vit aussitôt s'élancer sur le pont Parseval-Grandmaison. Le poète avait appris, on ne sait comment, le départ de Bonaparte pour la France; il avait aussitôt quitté le Caire, voyagé nuit et jour avec une extraordinaire rapidité et, arrivé à Alexandrie, s'était jeté dans une embarcation et venait supplier Bonaparte de l'emmener avec lui.

Celui-ci avait, nous le savons, peu de goût pour le barde, qui, enrôlé dans l'armée d'Orient pour être le chantre officiel de ses exploits, avait employé son temps à faire des traductions du Tasse et à composer des poèmes épiques. Il entra dans un accès de violente colère et voulait le faire débarquer et le traiter en déserteur. Monge prit sa défense, représenta qu'il était atteint d'une nostalgie mortelle et invoqua son talent de poète; il vanta son œuvre sur Philippe-Auguste, dont il avait déjà composé douze mille vers.

A ce mot, Bonaparte l'arrête : « Bah! douze mille vers! il faudra donc douze mille hommes pour les lire. » Tout le monde éclate de rire. Le général, heureux de sa saillie, est désarmé, et Parseval obtient l'autorisation de rester à bord.

CHAPITRE XI

I. Le commandement de Kléber à l'armée d'Orient. — Ses lettres an Directoire. — Accusation portée par lui et Poussielgue contre Bonaparte. — Interception de la correspondance de l'armée d'Égypte par l'escadre anglaise. — Négociation de Kléber avec les Anglais en vue de l'évacuation. — Prise par les Turcs du fort d'El-Arich. — Trait d'héroïsme de Pierre Triaire. — Convention d'El-Arich. — Rupture de la convention. — Bataille d'Héliopolis. — Révolte et prise du Caire. — Blessures des généraux Almeras et Belliard. — Danger couru par Des Genettes. — Anecdote : soins donnés par Larrey à un mameluk de Mourad-bey. — Reconnaissance de celui-ci. — Honoraires orientaux. — Embarras de Larrey. — Lettre de Mme Larrey à ce sujet. — II. Habile administration de Kléber et prospérité de l'Égypte après la bataille d'Héliopolis. — Travaux de Larrey. — Études comparatives des races qui habitent l'Égypte. — Les momies. — Mort de Kléber. — Supplice de l'assassin Souleyman. — Prédiction de Souleyman concernant l'ordonnatenr Sarleton, faisant fonction d'accusateur public. — Commandement de Menou. — Son portrait. — Ses premiers actes. — Suppression de l'état-major. — Désorganisation de l'armée. — Bouleversement de l'administration. — III. L'armée d'Égypte mûre pour son expulsion. — Menou rejette les avis qui lui annoncent l'invasion de l'Égypte par les Anglais. — Débarquement de l'armée anglaise à Abonkir. — Bataille de Canope. — Mort du général Roize et du général anglais Abercromby. — Les ambulances à la bataille de Canope. — Blessés de marque. — Les généraux Lanusse, Baudot, Silly. — Anecdote : entrevue de Lanusse mourant et de Menou. — Mort de Lanusse. — Trait extraordinaire d'héroïsme de Larrey. — Il emporte Silly sur ses épaules et est chargé par les dragons anglais, auxquels il échappe. — Siège d'Alexandrie. — Larrey pendant le siège. — Son autorité et son indépendance vis-à-vis des intendants et même du général en chef. — Capitulation du Caire. — Héroïsme des médecins militaires. — Le scorbut dans l'armée à Alexandrie. — La viande de cheval. — Menou et les savants. — Capitulation d'Alexandrie. — Menou sacrifie les collections et les trésors archéologiques. — Résistance de Geoffroy-Saint-Hilaire. — Les généraux veulent faire partir l'armée avant les malades et les blessés. — Opposition de Larrey soutenue par l'amiral anglais Keith. — Départ de l'armée. — Maladie de Menou.

I

Larrey raconte dans ses notes le profond désappointement avec lequel l'armée apprit le départ de Bonaparte. Mais la consternation des premières heures ne tarda pas à faire place à la confiance, quand elle eut connaissance des adieux

qu'il lui adressait. La nomination de Kléber, qui était très populaire, fut, du reste, accueillie avec satisfaction par les soldats. Ceux-ci ne crurent jamais que leur général les abandonnait. Ils furent convaincus qu'il se rendait en France pour défendre leurs intérêts auprès du Directoire.

Le chirurgien en chef de l'armée expose les événements si connus qui suivirent et marquèrent le gouvernement de Kléber jusqu'à son assassinat. Résumons brièvement ces faits, malgré leur notoriété, pour ne pas laisser de lacunes dans ce récit. Kléber, après avoir reçu la lettre que Menou était chargé de lui remettre et qui l'investissait du commandement de l'armée, partit aussitôt pour le Caire, où il arriva le 13 fructidor (30 août). Il se fit reconnaître, le 15, par les troupes et les autorités civiles.

Dans son gouvernement, dans le commandement de l'armée, dans l'administration de la justice et des affaires civiles, il affecta dès le début de suivre la voie tracée par son prédécesseur et ne modifia en rien les institutions qu'il avait établies. Mais bientôt il fut évident pour les observateurs et surtout pour ceux qui, comme Larrey et Desaix, étaient restés fidèles à l'esprit et à la pensée de Bonaparte, qu'il se proposait de hâter par tous les moyens possibles l'évacuation de l'Égypte. Ses conversations avec les officiers généraux, ses paroles, ses écrits et ses actes tendaient plus ou moins ouvertement à développer cette idée dans l'armée et à l'habituer à l'envisager. Celle-ci, nous le savons, n'était pas difficile à convaincre, et de tout temps il avait existé, surtout parmi les généraux, des partisans de l'abandon de la conquête. L'attitude de son nouveau chef vint donner libre cours aux sentiments qui avaient été jusqu'alors soigneusement comprimés par Bonaparte. Mais il fallait non seulement préparer les troupes à l'évacuation, mais aussi la justifier d'avance auprès du gouvernement. Kléber écrit au Directoire, qu'il croit encore debout, et s'applique à représenter la situation comme étant presque désespérée, le trésor vide, les soldats privés de leur solde, sans vêtements, découragés et numériquement

très affaiblis[1]. C'est cette lettre qui, saisie par le gouvernement anglais, incapable d'en apprécier les exagérations, porta lord Keith à refuser de ratifier le traité d'El-Arich.

Poussielgue, — jusqu'alors la créature de Bonaparte, — garde encore moins de retenue. Il accuse le vainqueur des Pyramides d'avoir emporté le trésor de guerre, deux millions en or, et d'avoir ainsi laissé l'armée sans ressources. Des généraux, — et des plus haut placés, — Damas, le chef d'état-major de Kléber, Dugua, le gouverneur du Caire, d'autres encore, écrivent des lettres du même genre; — que risquent-ils? — Personne ne peut croire que Bonaparte ait pu rompre le blocus, dont les mailles sont étendues, serrées et nombreuses, le long de toute la côte. Des Genettes n'a-t-il pas, du reste, comme je l'ai dit, annoncé dans la *Décade égyptienne* qu'il a été capturé par les Anglais? Et, dans tous les cas, s'il a pu gagner la France, ne peut-on espérer le perdre dans l'esprit du Directoire? Cependant les lettres de Kléber et des officiers sont interceptées en mer, et le gouvernement britannique les publie. Des duplicata parviennent au gouvernement français, et c'est le premier Consul lui-même qui ouvre et lit la correspondance qui l'accuse.

A partir du mois de novembre, Kléber, qui a noué des négociations avec le commodore Sidney Smith, leur a donné une allure décisive et a désigné comme commissaires Desaix, qui accepté à contre-cœur[2], mais qui obéit en soldat, et Poussielgue, qui est tout entier dans son rôle et qui joue sa fortune sur la disparition ou la disgrâce de Bonaparte. La prise du fort d'El-Arich en plein armistice[3] et le massacre

[1] Kléber aux citoyens Directeurs, 4 vendémiaire an VIII (26 septembre 1799).

[2] Lettre de Desaix à Bonaparte, 2 ventôse an VIII (20 février 1800).

[3] La place d'El-Arich, très fortifiée par l'officier du génie Marc Geoffroy-Saint-Hilaire, — le frère du savant qui faisait partie de l'Institut, — était presque imprenable, et sa garnison nombreuse était commandée par un officier énergique, le commandant Cazals. Pour en venir à bout, le colonel anglais Douglas et le pacha turc eurent recours à un acte de trahison, d'autant plus indigne qu'un armistice venait d'être conclu. Ils envoyèrent au fort un vieux prisonnier français dont ils avaient éteint les scrupules à force d'eau-de-vie et d'argent. Celui-ci, imprudemment accueilli par Cazals, fit valoir les bons traitements qu'il avait reçus, la garantie qui lui avait été donnée de rentrer en France, et leur conseilla de forcer le commandant à capituler. Ce conseil ne fut que trop suivi par des

de la garnison française par les Turcs, commandés par un officier anglais, ne modifient pas la résolution de Kléber, et c'est sur les ruines mêmes du fort, teint encore du sang français, que le 10 nivôse (30 décembre) est signé le traité qui rend l'Égypte à la Porte, sans aucune compensation pour la France.

Mais survient alors l'incident célèbre dans lequel le gouvernement de la Grande-Bretagne est pris au piége de sa mauvaise foi. Il refuse, en effet, de ratifier le traité, et, par une singulière ironie des choses, c'est sur la foi des lettres de Kléber et de ses officiers qu'il se base pour réclamer une reddition sans condition. Le général en chef n'a-t-il pas écrit que l'armée n'avait ni poudre, ni munitions, ni vêtements, ni argent, qu'elle était décimée par la maladie et hors d'état de résister à l'ennemi? Cette armée, soi-disant démoralisée et sans resources, est cependant la plus brave, la plus aguerrie et la plus solide de la France. Jamais proie plus belle et, en apparence, plus facile, — comment ne le croirait-on pas, — ne s'offrit aux convoitises anglaises !... Ne nous plaignons pas du langage de Kléber, qui causa ces illusions. Si contraire à la vérité qu'il ait été, c'est lui qui a fait échouer la convention d'El-Arich et a permis à ce vaillant homme de guerre de racheter sa défaillance en ajoutant une dernière et mémorable page à son passé militaire.

A la réception de la notification de Keith, le lion se réveille, en effet, et le sang bouillonne au visage du vieux soldat; il froisse le papier de Keith : « Demain, monsieur, dit-il à l'envoyé, vous aurez ma réponse. » Sa réponse fut le docu-

hommes dont le moral avait été profondément atteint par l'attitude et les propos de Kléber et des généraux. Quand les Turcs sommèrent le fort de se rendre, une terrible insurrection éclata dans la garnison, dont une partie entra en pourparlers avec l'ennemi. Malgré la résistance de Cazals et des soldats fidèles, les insurgés livrèrent un bastion aux Turcs et leur facilitèrent l'entrée du fort.

C'est alors qu'il se produisit un acte qui sauva l'honneur de l'armée d'Orient et qui est resté un des plus glorieux épisodes de l'expédition. Un sergent, — Pierre Triaire, — indigné de la conduite de ses camarades, se renferma dans le magasin à poudre et le fit sauter. Sous les ruines du fort furent ensevelis avec lui un grand nombre de Turcs. La ville du Vigan, dont Pierre Triaire était originaire, lui a élevé une statue, — non loin de celle d'Assas, — le héros de Clostercamp, à qui elle a également donné le jour.

ment adressé à l'armée sous forme de proclamation et suivi de cette phrase laconique, mais significative : « Soldats, on ne répond à de telles insolences que par des victoires; préparez-vous à combattre. »

Ceci se passe le 1er ventôse an VIII (19 février 1800). Dès ce même jour, Kléber fait regarnir les forts, donne contre-ordre à son armée, qui avait commencé son mouvement de concentration sur Alexandrie, la ramène sur le Caire, et le 29 (20 mars) il livre la bataille d'Héliopolis, qui rejette l'armée ottomane dans le désert. Le Caire avait profité de ces événements pour se révolter. Après avoir dispersé l'armée turque, Kléber revient sur cette ville et la fait capituler, après s'être emparé de Boulaq. L'Égypte est reconquise, et les Français, qui, la veille, ne possédaient, suivant l'expression de Kléber, que le terrain qu'ils foulaient sous leurs pieds, reprennent possession de toutes ses provinces.

La prise du Caire coûta plus cher que la dispersion de l'armée ottomane. Le siège, qui dura un mois, fut pénible et occasionna un grand nombre de morts et blessés; parmi ceux-ci étaient les généraux Almeras et Belliard. Le premier avait été atteint d'une balle qui lui traversa la cuisse, et le second d'un coup de feu dans le bas-ventre. Tous deux guérirent. Un des médecins militaires, Calvi, fut massacré par les insurgés. Des Genettes, qui était resté dans la ville, fut lui-même en péril. Pour se sauver, lui et ses collègues durent incendier leur propre maison. Dans la bagarre, il reçut une blessure, heureusement légère, à la tête.

Au nombre des blessés que Larrey soigna à ce moment, se trouvait un mameluk de Mourad-bey auquel ce chef tenait beaucoup. Depuis la bataille d'Héliopolis, pendant laquelle Mourad avait observé une neutralité parfaite, un traité était intervenu entre les Français et lui. Kléber lui avait cédé en principauté le gouvernement du Say'd, moyennant une redevance à payer au gouvernement de la République. Les relations étaient donc devenues faciles et cordiales entre le bey et les principaux officiers français, et il vint lui-même à l'hôpital recommander son serviteur à Larrey. Le mameluk avait eu

le bras gauche emporté par un boulet de canon, et déjà des accidents inflammatoires s'étaient déclarés. Larrey pratiqua la désarticulation de l'épaule, et au vingt-cinquième jour l'opéré fut rétabli et rendu à Mourad. Ce n'était pas le premier service que le général en chef de l'armée rendait au chef des mameluks. Il avait soigné sa femme, la belle et intelligente Selti-Nefsi[1], qui avait conservé sa résidence au Caire et qu'on retrouve souvent dans les négociations entre Mourad et Bonaparte ou ses successeurs. Il avait, en outre, toujours traité avec la plus grande humanité les mameluks blessés et faits prisonniers dans les combats précédents. Dans sa haute fierté, le bey insista pour lui témoigner sa reconnaissance; s'étant heurté à un refus catégorique d'honoraires, voici le présent qu'il imagina de lui adresser :

Un jour Larrey vit arriver devant la maison que lui avait donnée Bonaparte au Caire une longue file de femmes voilées conduites par un gardien. Introduit avec elles en sa présence, celui-ci lui déclara que son maître, Mourad-bey, lui envoyait en présent douze esclaves blanches de race circassienne, et soulevant leurs voiles, il lui montra leurs visages qui étaient d'une rare beauté.

Le brave chirurgien fut très embarrassé; sa vie était ordonnée, régulière et sage, remplie par le travail, et était exempte des passions des hommes de son âge et des militaires de son temps. Il n'avait que faire de ces odalisques et ne tenait pas, comme Menou, à se former un sérail. Il était, du reste, très attaché à sa femme, et eût considéré comme un crime d'oublier, ne fût-ce qu'un instant, son souvenir. On peut trouver aujourd'hui cette sagesse excessive chez un homme de science et d'épée de la Révolution, mais elle ne fut pas rare parmi eux.

D'un autre côté, s'il refusait l'envoi du bey, il le blessait

[1] Connue encore sous les noms de Sitteh-Fattymeh ou de Sitty-Nafiçah. Veuve d'Aly-bey quand elle devint la femme de Mourad, elle était célèbre dans toute l'Égypte par ses vertus et sa beauté. Bonaparte se montra très chevaleresque envers elle et lui laissa la plus grande partie de ses biens. (Lettre à Poussielgue, 11 pluviôse an VII.)

gravement, ce qui n'était ni juste, ni politique. Il accepta donc le présent princier qui lui était fait, et trouva facilement, on peut le croire, en le divisant, à le placer auprès de ses amis.

Tout eût été bien ainsi, si la douce et belle Laville, Mme Larrey, n'eût pas eu vent de cette histoire. Comment arriva-t-elle jusqu'à ses oreilles? Il n'est pas impossible de l'expliquer. Si les communications de France en Égypte étaient rares et difficiles, au point qu'en trente mois Larrey, qui écrivit plus de quarante lettres à sa femme, n'en reçut *qu'une* d'elle, il n'en était pas de même pour celles qui étaient transmises d'Alexandrie à Paris. De nombreux convois de malades, d'officiers ou d'agents civils du gouvernement réussirent, en dépit du blocus de la flotte anglaise, à passer en France. Ils apportaient au gouvernement les nouvelles officielles et répandaient, dans le cercle des salons spéciaux, les anecdotes et les bruits qui couraient dans la société militaire du Caire. La plupart allaient voir Mme Larrey. Est-ce par l'un d'entre eux qu'elle apprit que Mourad-bey avait offert un sérail à son mari? ou bien, cette nouvelle assez piquante lui parvint-elle par l'intermédiaire d'un ami charitable après avoir été colportée dans les salons militaires, il est difficile de le dire. Tout ce que nous savons, c'est qu'elle demanda des explications dans une des rares lettres qui parvinrent à Larrey[1], et qu'elle essaya de manifester une pointe de jalousie et de mécontentement qui allait, du reste, mal à son doux et charmant caractère. Nous avons la réponse de Larrey.

Ce viril homme de guerre, que sa vigueur et son courage plaçaient au-dessus de la plupart des officiers les plus réputés de l'armée, adorait naïvement et tendrement sa femme, qu'il considérait comme un être exquis, de race et d'essence supérieures, et rien n'est plus touchant que les protestations d'attachement et de fidélité qu'il lui adresse. Il explique l'affaire du présent de Mourad, l'obligation où il s'est trouvé

[1] Larrey, *Corresp. privée*. Lettre de Mme Larrey à Larrey, Paris, brumaire an IX.

de l'accepter, et l'usage qu'il en fit. Il ajoute que s'il l'eût voulu et s'il n'eût été protégé par son amour pour elle, les occasions ne lui auraient pas fait défaut. « Il n'aurait tenu qu'à moi, dit-il, étant le médecin des grands seigneurs du pays, allant dans les sérails, d'avoir les plus belles esclaves circassiennes ou géorgiennes... Je n'ai jamais voulu; ton image, ma tendre Laville, m'est infiniment plus agréable... J'aurais manqué à mes devoirs, oublié ma Laville, mon enfant, et à présent il ne me resterait que des remords. Je ne pense pas devoir te faire de nouvelles protestations de mon amitié. Elle est inaltérable[1]. »

Ainsi s'exprimait l'honnête Larrey, épris comme au premier jour de sa chère Laville. Je crois bien qu'au fond ce n'était pas lui dont la vertu était la plus exposée. Mme Larrey, très jeune, très belle, très recherchée, placée au milieu de la dangereuse société du Directoire et du Consulat, courait certainement plus de dangers que son mari au Caire, et nous voyons dans toutes ses lettres celui-ci la mettre en garde contre les imprudences auxquelles elle pourrait se laisser aller.

II

La victoire d'Héliopolis décida définitivement du sort de l'Égypte. Soustraite aux interventions militaires de la Porte, elle entra dans une période d'apaisement et de prospérité qu'elle n'avait pas encore connue, et les Égyptiens se résignèrent définitivement à l'occupation française. C'est à ce moment que Kléber montra qu'il était non seulement un grand homme de guerre, mais aussi un habile administrateur. Par les mesures énergiques qu'il adopta, il fit rentrer rapidement les provinces dans l'obéissance et rétablit en

[1] Larrey, *Corresp. privée.* Lettre à Mme Larrey, Alexandrie, 28 prairial an IX (16 juin 1801).

quelques semaines la sécurité dans toute l'étendue du pays. Il frappa de contributions extraordinaires le Caire et les principales villes de l'Égypte. Il simplifia et régularisa, en les améliorant, les services administratifs et financiers. Et ce pays, qu'il représentait dans sa lettre de vendémiaire au Directoire comme épuisé jusqu'au dernier sou par Bonaparte, lui donna, après Héliopolis, toutes les ressources nécessaires pour subvenir au budget ordinaire, et un supplément de quinze millions pour le budget extraordinaire.

Il refit son armée et lui restitua, malgré ses pertes, son ancienne importance numérique. La conquête lui avait coûté huit mille hommes. Ce vide fut comblé. Il reprit un ancien projet de Bonaparte, et fit acheter dans le Darfour des esclaves noirs, qui devinrent d'excellents soldats. Il forma une légion de cophtes, une autre de mameluks et de janissaires, et développa les légions de Grecs et de Syriens organisées par son prédécesseur. L'armée d'Orient s'éleva alors à vingt-sept mille combattants, dont vingt-trois mille Français et quatre mille auxiliaires.

Les services sanitaires n'éveillaient pas moins sa sollicitude. Il n'était pas de détail de ces services qui ne passât sous ses yeux, et il adoptait tous les perfectionnements que Larrey et Des Genettes lui proposaient. Des Genettes surtout, qui passait pour être hostile à Bonaparte, exerçait sur lui une très grande influence. « On sait dans l'armée, lui disait-il, combien j'ai pour vous d'amitié. C'est une lettre de crédit dont il faut vous servir pour faire du bien. Tirez sur moi hardiment, je ferai honneur à votre signature[1]. » Les troupes se trouvaient, du reste, dans des conditions de santé et de prospérité qu'elles n'avaient pas encore connues. Bien vêtus, nourris convenablement, logés dans des casernes salubres, recevant leur solde régulièrement, les soldats jouissaient dans leurs cantonnements de cette période si nouvelle de paix et d'aisance, et ne pensaient plus à réclamer leur retour en France. Larrey, de son côté, mettait à profit le repos dont il

[1] Des Genettes, *op. cit.*, p. 151.

jouissait en perfectionnant ses services. L'amélioration du corps de santé, dont les conditions d'existence étaient misérables, ne cessait, du reste, de le préoccuper, et nous verrons que cette préoccupation dura toute sa vie. L'arrivée au pouvoir de Bonaparte, qui lui avait toujours témoigné une affectueuse estime et auquel il avait tant de fois fait constater les vices de l'organisation de la chirurgie militaire, lui faisait concevoir l'espérance qu'il apporterait à ce service les réformes indispensables. Il écrivit à Berthier pour lui en rappeler l'urgence[1].

[1] Voici cette lettre, qui est un des plus éloquents plaidoyers qui aient jamais été prononcés en faveur de l'autonomie du service de santé militaire :

« Le Caire, 8 pluviôse an IX.

Au général Berthier, ministre de la guerre.

« Citoyen général et ministre,

« J'ai vu avec une vive et respectueuse satisfaction que vous aviez repris possession du ministère de la guerre. Les défenseurs de l'armée victimes du sort des combats, et les officiers de santé, leurs véritables amis, auront sans doute à se féliciter de vous avoir pour protecteur et pour appui. La sollicitude que vous leur témoignez m'est particulièrement connue. Vous avez déjà beaucoup fait pour les uns, mais les autres, mon général, ont besoin de votre secours.

« Vous pouvez, par une nouvelle organisation, assurer à la chirurgie militaire le degré d'honneur et de considération que lui méritent ses difficiles et importantes fonctions. Vous entretiendrez le zèle et l'émulation et vous inspirerez une confiance beaucoup plus grande. Si cet art a été en défaut durant quelques années, on doit en accuser les lois injustes qui ont arrêté le zèle et non la volonté de ceux qui ont conduit leurs collaborateurs sur le champ de bataille, pour y panser les blessés. Les services importants rendus par les ambulances légères, depuis l'époque où je les ai formées en 1792, à l'armée du Rhin, peuvent en donner une idée.

« Qui pourrait mieux que vous, citoyen ministre, apprécier le courage et le dévouement des officiers de santé ? Vous les avez vus plusieurs fois affronter les dangers pour étancher le sang d'un brave. Interrogez seulement votre aide de camp Arrighi. Il vous dira que sans le secours de la chirurgie, qu'il reçut au lieu et à l'instant même de sa blessure, il eût péri.

« Mais ai-je besoin de vous citer des faits pour vous convaincre des services rendus par les chirurgiens ? Les titres flatteurs et honorables dont vous avez gratifié plusieurs d'entre eux me prouvent assez que vous les appréciez dignement. Le peu d'attention que l'on a porté jusqu'à présent sur le sort et l'existence des officiers de santé me fait craindre que les lois et les règlements qui nous asservissent depuis longtemps sous l'autorité des commissaires de guerre soient conservés. Si vous voulez vous donner la peine d'en prendre connaissance, vous serez convaincu bientôt de leurs abus.

« L'honneur de la chirurgie, l'intérêt de l'humanité et les progrès de l'art veulent qu'on organise le corps de ceux qui l'exercent, à l'instar des autres corps spéciaux de l'armée, tels que l'artillerie et le génie par exemple. Le brave général Caffarelli, que nous avons eu le malheur de perdre, en avait conçu le

En attendant l'amélioration des institutions, il s'attacha à perfectionner et à développer les points particuliers qui dépendaient de lui, les hôpitaux et son collège de chirurgie. Il obtint du général Belliard, qui commandait maintenant au Caire, la création d'un dispensaire et d'une maternité destinée aux femmes indigènes, et il y inaugura un cours d'accouchement à l'usage des ignorantes matrones de l'Égypte. Cette œuvre de bienfaisance et de science, toute nouvelle en ce pays, y rendit les plus grands services.

C'est à cette époque qu'il rédigea les observations pathologiques et les études de climatologie, d'ethnologie et d'his-

projet, et le général Bonaparte s'était proposé de le faire exécuter. En effet, comment pouvons-nous être responsables de nos actions et compter sur le succès de nos travaux, si nous sommes sous la surveillance d'hommes incompétents et si nous n'avons la liberté de suivre l'impulsion donnée par l'amour de la gloire et les principes d'humanité qui nous dirigent?

« Telle est la cause principale des obstacles qui se présentent sans cesse dans le cours de notre carrière, et qu'on ne surmonte qu'avec la plus grande peine et la plus grande activité. Vous avez pu voir vous-même que, par le défaut de l'autorité qui nous est nécessaire, les blessés ne reçoivent souvent que nos soins personnels.

« Vous avez tout pouvoir, citoyen général, et le premier Consul soutiendra avec plaisir tout ce qui pourra contribuer au salut des citoyens qui se dévouent à la défense de leur pays. Je ne doute pas même qu'il n'accorde, ainsi que cela se pratiquait dans les anciennes Républiques, des récompenses aux officiers de santé qui auront servi avec distinction ou qui auront sauvé la vie à des citoyens que leurs exploits rendent chers à la patrie.

« Si vous avez besoin d'un plan d'organisation à ce sujet, adressez-vous au premier chirurgien des armées, à Percy, véritable et digne soutien de la chirurgie militaire. Ses talents et ses connaissances profondes, comme ses principes, vous sont connus.

« Les chirurgiens de l'armée d'Orient attendent de votre générosité les effets avantageux que les lois préparées par vous et Percy leur promettent. J'ose vous assurer d'avance, en leur nom, des sentiments de leur reconnaissance.

« Vous avez probablement vu mes dernières dépêches, adressées sous votre pli aux inspecteurs généraux du Service de santé. Je vous prie d'avoir égard, pour ce qui vous concerne, à leur contenu.

« Pour moi, citoyen ministre, je ne cesserai de donner le fruit de mes veilles, de mon expérience et de mes moyens à mes collaborateurs et à la conservation de la santé de l'armée; je m'estimerai trop heureux si le succès répond à mes efforts.

« L'estime et l'amitié que vous m'avez témoignées, citoyen général, me font espérer que vous voudrez bien me conserver une place dans votre souvenir.

« Salut et respect.

« *Le chirurgien en chef de l'armée d'Orient*,

« D.-J. Larrey. »

Larrey, *Corresp. de l'armée d'Orient* Ms. 5873, p. 220. B. N. F. F. N. Acq.

toire publiées dans ses mémoires. Les premières concernent l'hépatite, les abcès du foie, la lèpre, les plaies par les armes turques et arabes. La climatologie du pays lui fournit des leçons cliniques qu'il professa aux chirurgiens de l'armée, dans l'amphithéâtre de son hôpital de la ferme d'Ibrahim. Ses études ethnologiques lui suggérèrent sur la constitution physique, les coutumes et les mœurs des indigènes, des considérations intéressantes qui durent attirer vivement l'attention des contemporains quand elles furent publiées. On ne connaissait guère alors l'Égypte que par les récits d'Hérodote, de Strabon, et par l'ouvrage fort incomplet de Volney, qui n'avait pu, comme Larrey, — auquel son rang dans l'armée et sa profession ouvraient toutes les portes, — se rendre compte des conditions organiques et physiologiques de ces peuples et des usages qui caractérisent leur vie sociale et domestique. Aujourd'hui, ces conditions sont connues de tout le monde, et il serait superflu de les reproduire ici[1].

Larrey partageait ainsi son temps entre ces travaux d'observation scientifique et la paisible administration de son vaste service, quand il reçut l'ordre du général en chef de se rendre à Alexandrie pour examiner les chirurgiens du corps d'armée et établir des propositions pour leur avance-

[1] Il peut être intéressant de faire une exception pour une de ses notes sur les momies, qui attiraient à un si haut degré l'attention de ses collègues de l'Institut et qu'il étudia très bien. Il est frappé, avant tout, de l'habileté avec laquelle sont disposés méthodiquement les longs tours de bandes qui enveloppent le mort, et il conclut, de la façon dont est pratiqué l'embaumement, que les médecins égyptiens devaient posséder des connaissances anatomiques assez étendues. Il distingue trois classes de momies : celles de la haute Égypte, — généralement plus belles et plus soignées que celles de la basse Égypte, — appartenant à trois classes de citoyens ou de générations différentes.

Dans la première classe, la momie a souvent la face, les pieds et les mains recouverts de feuilles d'or. Sous son aisselle, on trouve quelquefois ces papyrus dont les caractères hiéroglyphiques intriguèrent si fort les savants de l'expédition, et dont la découverte de l'interprétation par Champollion a été si utile à la restauration de l'histoire de l'Égypte. Elle est enduite et embaumée de bitume et entourée de bandelettes en fine toile de lin. Enveloppée dans un étui de carton parsemé d'hiéroglyphes, elle est contenue dans une caisse de sycomore, sur le couvercle de laquelle est retracé son portrait. Dans les deux autres classes, la momie se présente sous un aspect plus défectueux; l'embaumement a été pratiqué avec moins de soins, le cercueil est plus grossièrement taillé et moins orné. (*Mémoires et campagnes*. Note manuscrite.)

ment; il partit avec l'ordonnateur Daure et les généraux Songis et Samson, qui allaient de leur côté inspecter les places fortes du Delta. Ils étaient à peine arrivés qu'ils furent avisés de la mort de Kléber.

Le général en chef avait été assassiné le 25 prairial (14 juin), au sortir d'un déjeuner chez son chef d'état-major, le général Damas, par un jeune fanatique nommé Souleyman[1]. Larrey et les généraux reprirent immédiatement la route du Caire. Ils trouvèrent les troupes en proie au plus profond désespoir. Dans les premières heures qui suivirent l'assassinat, elles avaient voulu venger la mémoire de Kléber en incendiant la ville; on eut la plus grande peine à les apaiser. Les généraux partageaient leurs regrets et leur indignation; mais ils étaient, en outre, très préoccupés, — et les événements démontrèrent qu'ils s'alarmaient justement, — du futur gouvernement de l'Égypte et de l'avenir de l'armée. Larrey fut chargé de l'embaumement du corps de Kléber. Déjà Casabianca, qui l'avait remplacé en son absence, avait pratiqué son autopsie. L'oreillette droite du cœur avait été traversée de part en part; la plaie était irrégulière et d'une étendue de quinze à seize centimètres[2].

Les funérailles du chef de l'armée d'Égypte furent célébrées avec une grande pompe, et Fourier, président de l'Institut, prononça son oraison funèbre[3]. L'exécution de l'assassin n'eut lieu qu'après les obsèques. Il fut condamné par le conseil de guerre au supplice du pal, que la législation égyptienne réservait aux forfaits de ce genre. Il supporta coura-

[1] Kléber résidait au Caire, dans le palais d'Elfy-bey que Bonaparte avait habité avant lui. Les appartements de ce palais donnaient snr nne terrasse spacieuse, qui servait de promenade au général en chef, et au bas de laquelle était une vieille citerne ruinée. Bourrienne avait déjà pensé que cette citerne pourrait servir à dissimuler un malfaiteur et avait proposé à Bonaparte de la faire combler. Celui-ci n'attacha malheureusement pas d'importance aux appréhensions de son secrétaire, et ce fut précisément dans cette citerne que se cacha Souleyman. (Bourrienne, *Mémoires*, t. II.)

[2] Larrey, *Journal de campagne.*

[3] Disconrs prononcé par Fourier aux funérailles dn général Kléber, an Caire, le 29 messidor an VIII (17 juin 1800), en présence de l'armée d'Égypte. Fourier était l'orateur attitré de l'armée d'Orient. Il prononça aussi l'éloge de Desaix (11 brumaire an X, 3 novembre 1800).

geusement cet affreux supplice. Au cours de sa comparution devant le conseil de guerre, il prédit à l'ordonnateur Sarleton, qui faisait fonction d'accusateur public, que sa mort suivrait de près la sienne. Une note de Larrey nous apprend que cette prédiction se réalisa[1]. Celui-ci fit pratiquer l'autopsie de Souleyman et rapporta à Paris son squelette dont il fit don au Muséum[2], où on peut le voir encore[3]. Le même jour que Kléber, Desaix, qui était rentré en France après la convention d'El-Arich, tombait frappé mortellement à la bataille de Marengo. Ainsi la République perdait en même temps deux de ses plus utiles et plus héroïques enfants.

La mort de Kléber devait avoir les conséquences les plus graves. C'est, en effet, à Menou, le plus ancien des généraux de division, que revenait le commandement. Esprit médiocre, irrésolu, indolent, dénué de tout talent militaire et cependant très ambitieux, se croyant apte aux plus grands rôles et supportant difficilement toute supériorité, possédant une certaine intelligence, mais dépourvu de stabilité et d'équilibre dans le jugement et les idées, disgracié physiquement et n'ayant ni l'aspect, ni l'allure d'un chef militaire, journellement raillé par les soldats, malgré ses efforts pour se rendre populaire auprès d'eux, mais compromis vis-à-vis des gens sérieux, n'ayant pas même réussi à s'attacher les indigènes par son abjuration et son mariage avec une Égyptienne, Menou, par l'assemblage de tous ces défauts, sans un seul don qui pût les compenser, était voué à une radicale et dangereuse incapacité[4].

[1] « La prédiction de l'assassin de Kléber à Sarleton, son accusateur, s'est effectuée, car il est mort prématurément et d'une maladie douloureuse. » (Larrey, *Note inédite.*)

[2] Larrey, *Journal de campagne.*

[3] Il lui manque trois vertèbres caudales et les os du bras droit.

[4] Menou, né en 1750, au château de Boussay, en Touraine, encore habité par ses descendants, mort en 1810. Cet ancien noble, rallié aux idées révolutionnaires, était de la famille de ce fougueux comte de Bonneval, célèbre au XVIII[e] siècle par son humeur batailleuse, ses démêlés avec le ministre Chamillard et le prince Eugène, et qui, pour se venger de celui-ci et de l'empereur, se fit musulman. Menou hérita, par atavisme, de ce qu'il y avait d'étrange et de déséquilibré dans son caractère, mais il n'hérita ni de son esprit, ni de son extraordinaire bravoure, ni de ses autres dons militaires.

Par une profonde ironie des choses et un singulier contraste des destinées, ce fût lui, chef des colonistes, — défenseur décidé de la colonisation, — dont l'incapacité et l'indolence rendirent fatale l'évacuation que Kléber, — partisan de l'abandon, — avait voulu, au contraire, effectuer, mais à laquelle ses propres faits d'armes le forcèrent à renoncer. Ainsi celui qui avait juré de conserver à jamais l'Égypte la perdit, tandis que celui qui avait voulu l'abandonner la sauva.

Kléber transmettait cependant à son successeur une situation privilégiée, legs de l'habileté de Bonaparte, dont on commençait à recueillir les fruits. Jamais l'armée n'avait été plus solide, plus brillante, plus confiante en elle-même. L'administration civile établie par Bonaparte et perfectionnée par Kléber, secondée par d'admirables agents, servie par la paix et la sécurité dont on jouissait depuis la victoire d'Héliopolis, fonctionnait avec une régularité croissante et réalisait dans toutes ses branches, dans l'enseignement, dans les services hospitaliers et sanitaires, dans les finances et surtout dans la justice, d'importantes améliorations. L'Égypte, elle-même, atteignait bientôt un degré de prospérité qui faisait présager ce qu'elle deviendrait en quelques années de paix. Grâce aux savants, surtout aux ingénieurs de l'Institut et à cet admirable inventeur que fut Conté, le Caire, grand village barbare et primitif à l'arrivée des Français, où l'on ne trouvait aucun des objets indispensables à la vie civilisée, était devenu une grande cité intellectuelle et industrielle. Dans son enceinte s'élevaient des collèges, une imprimerie, une école polytechnique, des bibliothèques, des jardins botaniques. Autour d'elle, s'étaient créées de nombreuses manufactures, où l'on fabriquait des armes, de la poudre supérieure à celle qu'on trouvait en France, des draps, des cuirs, de la bougie, du vin, de la bière, des galons d'or et d'argent, et où l'on raffinait le sucre.

A peine investi du gouvernement, Menou ne tarde pas à justifier les craintes de ceux qui connaissent son caractère et qui ont eu l'occasion de mesurer sa profonde et

dangereuse nullité. Un de ses premiers actes vise la mémoire de Kléber, et Malus, le savant et patriote officier du génie, écrivant silencieusement sur une feuille de son calepin : « Aujourd'hui, Menou a assassiné Kléber pour la seconde fois[1], » traduit bien l'indignation de l'armée entière. Il frappe ensuite les amis, les compagnons d'armes du vainqueur d'Héliopolis. Ce sont les meilleurs chefs de l'armée. A leur tête est Reynier, le plus capable des officiers généraux depuis le départ de Desaix et la mort de Kléber, et que la voix unanime a désigné après le meurtre pour le commandement. Menou l'écarte et lui ôte toute influence.

A Alexandrie, commande le brave Lanusse, qui s'est couvert de gloire à la journée d'Aboukir. Il craint sa popularité, son activité et son esprit d'initiative, et le rappelle d'Alexandrie au Caire, où il l'accable d'humiliations. Le commandant en chef a naturellement un état-major. Il s'imagine que cet état-major est un foyer d'opposition, révoque son chef, le général Damas, le remplace par Lagrange, l'auteur d'une lettre insultante pour Kléber[2], et disperse les officiers.

Il casse de son emploi, au mépris des réglements, l'ordonnateur Daure, — un des meilleurs agents administratifs de l'armée, — et pour bien marquer la jalousie posthume qui l'animait contre Kléber, dont le nom restait vénéré de l'armée, il s'oppose à ce qu'une souscription soit ouverte pour lui élever un monument. Il pousse plus loin l'inconscience; un fils lui étant né, il lui donne le nom de l'assassin : « Souleyman[3]. »

Naturellement, à ces mesures répond l'hostilité des généraux, et les divisions éclatent dans l'armée. Autour de Reynier se groupe l'opposition. Comme les hommes faibles qui

[1] Le général en chef, dans un ordre du jour du 3 messidor (12 juin), avait parlé en termes renfermant un blâme de la capitulation d'El-Arisch. Kléber avait eu la prétention de signer une convention et non une capitulation. Tous les généraux réunis au conseil de guerre avaient voté cette résolution, et c'était manquer à la mémoire de Kléber, dont la tombe était à peine fermée, et aux convenances vis-à-vis des généraux que d'évoquer en pareils termes ce souvenir.

[2] *Mémoires de Reynier*. Lagrange au premier Consul, 29 nivôse an IX.

[3] Le fait est affirmé par Martin et rapporté par Villiers du Terrage. « Il parut, dit le premier auteur, tellement extraordinaire, que quelques-uns se basèrent sur cette circonstance pour admettre que Menou n'était pas étranger à l'assassinat. » (Martin, t. II, p. 155.)

prennent leurs défaillances pour de l'énergie, Menou affirme alors son autorité en frappant encore plus fort et prend une mesure incroyable : il enlève toute autorité à ses généraux, les supprime fictivement et correspond directement avec les chefs de corps. Il s'entoure alors de créatures[1], organise tout un système de délations, destitue ou renvoie en France les administrateurs qu'il croit lui être hostiles, et multiplie les nominations parmi ses courtisans, au mépris des titres et des droits acquis et selon son bon plaisir.

L'armée française n'est pas encore la grande muette qu'elle est devenue depuis ; elle proteste. Les uns veulent que Reynier prenne immédiatement le commandement en chef ; d'autres, qu'on arrête Menou et qu'on le juge. Dans l'état de surexcitation où se trouve l'armée, rien n'est plus aisé qu'un coup d'État militaire, et, un moment, Menou craint qu'il ne soit exécuté. Heureusement le patriotisme des généraux répugne à des actes séditieux, et ils se résignent tristement à la perte de l'Égypte, plutôt que de porter une main factieuse sur le commandement. Ils se bornent à faire à Menou des remontrances sans résultats et en appellent à Bonaparte, qui commet la lourde faute de confirmer ses pouvoirs. Dès lors, la colonie est condamnée et les choses suivent leur cours ; elles évoluent rapidement.

Après avoir opéré la désorganisation de l'armée et semé la division parmi ses officiers, le général en chef s'attaque à l'administration civile. Il a malheureusement des prétentions d'administrateur, et, au lieu de laisser les choses en l'état, il compromet, par son agitation brouillonne, l'œuvre de ses prédécesseurs, touche témérairement aux lois indigènes, bouleverse les finances, augmente les impôts et, se rappelant qu'il a servi sous la Convention, annonce et prépare un projet révolutionnaire de meilleure répartition de la fortune ; cela en Égypte en 1800.

[1] Hanté par les souvenirs de 1793, Menou se croit, — en procédant à ces mesures révolutionnaires, — un très grand politique. « Mon cher, disait-il à Pelleport, rappelez-vous qu'en temps de révolution il faut s'appuyer sur les malhonnêtes gens. » (Pelleport, *op. cit.*)

Au bout d'une année de ce gouvernement, les Français paraissent être mûrs pour l'exode; le cabinet britannique ne l'ignore pas, il se prépare. L'horizon extérieur se rembrunit. On apprend qu'une armée anglaise d'invasion se réunit à Rhodes et s'apprête à débarquer sur les côtes d'Égypte. La nouvelle n'est pas douteuse et les avis en arrivent de côtés différents : des agents du premier Consul, des capitaines de bâtiments grecs, Mourad-bey très au courant, dans son gouvernement de la haute Égypte, par les mameluks d'Ibrahim de ce qui se prépare, envoient des avertissements[1]. Avec une folle jactance, Menou se rie de ces informations; il réprimande durement et renvoie l'envoyé de Mourad en refusant les offres de service de ce chevaleresque allié, écarte les conseils des généraux, se refuse à toute concentration de munitions, de vivres et de troupes, et court les yeux fermés, avec une arrogance et une confiance en lui qui déroutent l'historien, au-devant d'un désastre, qu'il eût été si facile de conjurer.

Tel est le gouvernement de Menou. On peut dire qu'il constitue une gageure contre le bon sens, l'intelligence, la sagesse, l'art militaire, les lois qui président à l'administration d'un pays et au commandement d'une armée. Mais l'heure approche, du reste, où le dénouement prévu par tous les esprits clairvoyants de l'expédition, depuis qu'il a succédé à Kléber, s'imposera. L'Égypte va être perdue, non par la supériorité tactique ou militaire des Anglais, mais par l'incapacité du chef à qui sa défense a été confiée. Moins de cent ans plus tard, le même événement désastreux, sous une forme différente, se reproduira, et la Grande-Bretagne prendra encore possession de l'Égypte, non par la force de ses armes ou l'autorité de sa diplomatie, mais à la faveur d'un acte, qui reste encore inexplicable, de défaillance de la part du Parlement français.

[1] Abercromby, qui commandait l'expédition anglaise, avait combiné son action avec celle du grand vizir, qui devait s'avancer par El-Arich, tandis qu'un corps de cipayes venu de l'Inde débarquerait à Suez. Ce sont des renseignements sur ces mouvements que Mourad envoya à Menou en lui offrant son concours.

III

Dans les premiers jours de brumaire, une escadre anglaise, battant le pavillon de l'amiral Keith, et chargée des meilleures troupes de l'Angleterre, est rassemblée à Macri, en Asie Mineure, n'attendant pour se diriger sur Alexandrie que l'achèvement des préparatifs de l'armée turque qui doit coopérer à l'expédition. Le premier Consul, de son côté, très attentif à tout ce qui menace l'Égypte de la part de l'Angleterre, a envoyé à son secours la division navale de Ganteaume, portant un renfort de sept mille hommes de troupes et des munitions. Le chemin est libre, car l'escadre anglaise qui guette Ganteaume, abusée par des fausses nouvelles, s'en va à sa poursuite sur la route de Saint-Domingue, et Keith est immobilisé à Macri. Mais la France n'a plus de chefs d'escadre dignes de ce nom, et pour la seconde fois la marine nous fait perdre l'Égypte. Ganteaume, qui n'avance qu'en frémissant, tremblant de la responsabilité qu'il encourt, rencontre sur sa route un bâtiment anglais, le capture, interroge le capitaine, se laisse raconter que la flotte anglaise est devant Alexandrie et court se réfugier dans le port de Toulon. Une de ses frégates, *la Régénérée*, se détache cependant de la ligne et fait éclater au grand jour la pusillanimité de l'amiral en venant mouiller sans difficulté le 11 ventôse an IX (1er mars 1801) devant Alexandrie. Elle donne des nouvelles de France et débarque des hommes et des munitions qui étaient à son bord.

Menou est donc prévenu. Il l'était déjà du reste antérieurement, comme nous l'avons vu; mais il dédaigne de prendre aucune précaution. Loin de concentrer des troupes sur la côte, il a rappelé au Caire la plus grande partie de ses forces et n'a laissé à Friant, qui commande à Alexandrie, que seize cents hommes d'infanterie, deux escadrons de dragons et dix pièces d'artillerie. Le reste de l'armée est, on ne sait pour-

quoi, rassemblé autour de lui. En face des redoutables éventualités qui se préparent il maintient cette dangereuse disposition, quand le simple bon sens eût voulu qu'il rassemblât son armée et qu'il établît son quartier général à bonne portée d'Aboukir, à Rahmanieh.

Le 13 ventôse (3 mars), un courrier extraordinaire, parti d'Alexandrie, apporte au Caire la nouvelle de l'apparition de l'escadre anglaise en vue d'Aboukir. Dans une circonstance analogue, en l'an VII, Bonaparte, réunissant immédiatement autour de lui toutes ses troupes, rappelant même celles de Desaix de la haute Égypte à peine pacifiée, s'était porté à marches forcées sur Aboukir, où il jeta à la mer l'armée turque d'invasion[1]. Au lieu d'imiter cet exemple, Menou hésite, perd du temps et divise ses forces. Il envoie, malgré ses justes observations, son meilleur général, Reynier, à Belbeïs, Morand à Damiette, et ne dirige sur Alexandrie que Lanusse, et encore a-t-il soin de lui enlever une demi-brigade, la 88e. Quant à lui, il reste tranquillement au Caire.

Les résultats de ces belles dispositions ne se font pas attendre. Ils sont aussi décisifs, mais en sens opposé, que ceux de ses prédécesseurs. Le 20 ventôse (10 mars), arrive un nouveau courrier au quartier général. L'armée anglaise a débarqué à Aboukir. Friant, n'ayant que des forces insuffisantes, n'a pu empêcher le débarquement. Repoussé après avoir perdu quatre cents hommes, il s'est reformé en avant d'Alexandrie sur les hauteurs de Nicopolis. Menou comprend alors toute l'étendue de la faute qu'il a commise; il rappelle le général Reynier et prend avec l'armée la direction d'Aboukir. Mais il ne marche pas avec la foudroyante rapidité de Bonaparte, et il n'arrive devant Alexandrie que le 29 ventôse (19 mars).

[1] Les Anglais auraient dû subir cent fois le même sort. Ils le savaient bien et ne se seraient pas hasardés, s'ils n'eussent compté sur la profonde ineptie de Menou. Alphonse de Colbert, fait à ce moment prisonnier par eux, raconte dans son journal combien il fut surpris, en arrivant sur le bateau qui le captura, de l'espoir qu'avaient fondé les Anglais sur l'incapacité du général français. Un officier lui dit que jamais son gouvernement n'eût songé à tenter un débarquement en Égypte, si le général Kléber eût continué à commander l'armée d'Orient. (A. de Colbert. Mss. A. N.)

Pendant ce temps, Friant et Lanusse avaient subi un nouvel échec en essayant de déloger l'armée anglaise; cinq cents hommes avaient été tués ou faits prisonniers, et le fort d'Aboukir, assiégé par les Anglais, avait capitulé.

Ainsi, dans ce début des hostilités, on avait déjà perdu par le feu de l'ennemi plus d'hommes que Bonaparte et Kléber dans aucune des batailles rangées qu'ils avaient livrées pour la conquête ou la possession de l'Égypte.

Menou engagea, le lendemain même de son arrivée, 30 ventôse, la bataille de Canope, dont le plan aurait été concerté entre Reynier et Lanusse. L'armée anglaise comptait treize mille combattants; l'armée française n'atteignait que dix mille hommes. Mais c'étaient les meilleurs soldats du monde, et avec un autre commandement, le sort de la bataille n'eût pas été douteux. Ce fut au contraire un échec, qui équivalait par ses conséquences à une grave défaite. La mort des principaux généraux, surtout celles du brave Lanusse et de Roize, le commandant de la cavalerie, la confusion dans les colonnes d'attaque, l'inertie de Reynier, qui ne donna pas et resta immobile avec sa division, sous prétexte qu'il n'avait pas reçu d'ordres, furent, d'après Larrey, les causes qui compromirent le succès de la journée[1]. Il faut ajouter, — la cause capitale, — l'impéritie et le défaut d'autorité du général en chef[2].

Cette défaite était la première que subissait l'armée d'Orient. Jamais cependant ces vaillantes troupes n'avaient montré plus d'héroïsme. Presque tous ses généraux et ses chefs de brigade furent tués ou mis hors de combat. La plupart des officiers furent blessés. La cavalerie avait chargé avec une intrépidité qui l'emporta à travers les lignes jusque dans le

[1] Larrey, *Journal de campagne*. Larrey ménage beaucoup Menou, qu'il sauva de la peste et auquel peut-être, à cause de cette circonstance et malgré ses défauts et ses fautes, il resta très attaché. Il était du reste reconnaissant à ce général de l'immense latitude qu'il lui avait laissée dans le service chirurgical de l'armée.

[2] Mais ce qui est plus grave, c'est que toute l'armée est convaincue que ce désastre n'est dû qu'à l'absence d'un plan quelconque. Menou engagea follement quelques brigades pendant qu'il refusait obstinément à la division Reynier l'ordre de marcher. (De Villiers, *op. cit.*, p. 289.)

camp anglais. Un officier de dragons fit irruption dans la tente du général en chef Abercromby, se prit corps à corps avec lui et le blessa mortellement. Roize, qui commandait la charge, fut tué. Trois cent cinquante hommes, dont trois généraux et cinq chefs de brigade, restèrent sur le champ de bataille. Il y eut treize cents blessés, qui, réunis aux six cents provenant des combats précédemment engagés, portèrent leur nombre à dix-neuf cents, chiffre énorme pour une aussi petite armée.

Larrey ne s'attendait pas à un aussi grand nombre de blessés; mais il n'était jamais pris au dépourvu, et son service fonctionna avec l'ordre et la régularité ordinaires. Il l'avait organisé de la façon suivante : trois divisions d'ambulance marchaient avec la colonne d'attaque. Une quatrième, destinée à secourir les blessés qui n'auraient pas été rencontrés par les ambulances divisionnaires, était à la porte de Rosette. Vingt chirurgiens de marine avaient été débarqués sur sa demande et placés sous ses ordres dans onze hôpitaux qui avaient été disposés à Alexandrie pour recevoir les blessés à leur départ de l'ambulance, où ils devaient recevoir les premiers secours. La méthode de Larrey était, en effet, d'opérer et de panser aussitôt que possible, sur le champ de bataille même, et il professait avec raison que, moins il y a de temps écoulé entre la blessure et l'intervention, plus les chances de guérison sont considérables.

Les généraux blessés étaient Lanusse, Baudot, Destaing, Morangis, Boussard et Silly. Lanusse avait eu le genou droit traversé par un boulet de petit calibre. La blessure avait occasionné des désordres considérables et l'amputation immédiate s'imposait. Le général, à qui Larrey fit part de sa situation, répondit qu'il préférait mourir que de survivre à cette malheureuse journée. Menou vint le voir pour lui témoigner sa tardive sympathie et l'engager à se soumettre à l'opération. Il rejeta dédaigneusement ses encouragements. On dit qu'il lui reprocha la perte de l'Égypte, son absence de jugement, son orgueil, sa vanité, et qu'il ajouta : « Jamais un homme comme toi n'aurait dû commander en chef l'ar-

mée française, tu n'étais bon qu'à diriger les cuisines de la République[1]. »

Cependant, au bout de sept à huit heures, sur les instances de ses compagnons d'armes, Lanusse fit appeler Larrey et se mit entre ses mains. Mais il était trop tard et la vitalité se trouvait déjà profondément atteinte. Quoique l'opération eût été pratiquée en trois minutes, elle ne put sauver le blessé, qui expira sans souffrances la nuit suivante.

Baudot avait eu la jambe emportée; il se refusa à l'opération et mourut de la gangrène. Destaing, Morangis, Boussard et Silly, quoique gravement atteints, guérirent de leurs blessures. Le premier offre un des rares exemples de rétablissement, malgré une attaque de tétanos[2]. Le général Silly fut deux fois à la même heure sauvé par Larrey : la première fois par son habileté chirurgicale, la deuxième par son courage, sa présence d'esprit et sa force physique. Ce double sauvetage est peut-être unique dans les fastes de la chirurgie militaire. Le trait, qui eut dans les deux armées un grand retentissement, vaut la peine d'être raconté. Larrey, trop modeste, ne l'a pas publié; mais il l'a inscrit pour son fils, en note marginale de l'édition personnelle de son livre.

Silly, âgé de soixante ans, mais vert et solide, commandait une de ces brigades d'attaque dont tous les chefs furent tués ou mis hors de combat. Un boulet lui emporta la jambe gauche, au niveau de l'articulation du genou. Transporté immédiatement à l'ambulance centrale placée derrière la ligne de bataille, il fut, sans retard, opéré par Larrey. A ce moment, l'attaque avait définitivement échoué et Menou venait d'ordonner la retraite. Tout entier à son pansement qu'il terminait, le chirurgien de l'armée ne s'était même pas douté de ce qui se passait, quand, levant la tête, il aperçut un corps de cavale-

[1] Nakoula el Turk, *Histoire de l'expédition française en Égypte*.

[2] La survie de Destaing ne fut pas longue. Mêlé aux intrigues qui s'agitaient autour de Menou pendant le siège d'Alexandrie, il fut chargé par lui d'arrêter les généraux Reynier, Boyer, Damas et l'ordonnateur Daure, dont il redoutait l'opposition et l'influence sur l'armée, et de les embarquer pour la France. Quand il revint à Paris, après la capitulation, Reynier le provoqua en duel et l'étendit raide mort.

rie anglaise qui fondait sur l'ambulance. Au loin déjà, du côté d'Alexandrie, l'armée se retirait en bon ordre. Toutes les personnes qui étaient dans l'ambulance, y compris l'ordonnateur en chef Sarleton, — qui avait remplacé Daure, — avaient pris la fuite et rejoint l'armée à toutes jambes.

Laissé seul avec un assistant, Larrey se trouve combattu entre deux sentiments opposés. Il tient, fort naturellement, à ne pas être fait prisonnier ou foulé aux pieds des chevaux des dragons; mais il est tout aussi décidé à ne pas abandonner son blessé, que sa fuite vouerait à une mort certaine. Je demanderai aux médecins qui me font l'honneur de me lire ce qu'ils auraient fait en semblable circonstance. Soyons modestes, et admettons tout au plus que nous nous soyons laissés faire prisonnier avec notre blessé. Je ne veux pas croire qu'aucun de nous, — même à cette époque où la croix protectrice de Genève ne brillait pas encore au-dessus des ambulances, — eût délaissé son opéré pour sauver sa liberté. Mais Larrey n'entend pas la chose ainsi, et voici comment il s'y prend pour concilier sa liberté et le salut de Silly.

Il ramasse ses instruments à la bâte, — car son esprit de prévoyance et d'économie persistait toujours dans les situations les plus critiques, — et les confie à son aide. Il soulève ensuite sans hésiter son amputé et le charge sur ses épaules. Sa force physique peu commune, comme nous le savons, rendait possible cet acte de vigueur musculaire. Il se dirige alors en courant, suivi de son élève, vers Alexandrie. Il semble bien, au premier abord, que cette fuite est inutile et qu'il ne peut tarder à être capturé par les cavaliers anglais qui courent sur lui. Peut-être, s'il s'agissait d'un autre...; mais Larrey est un observateur sagace, qui a reconnu à l'avance son terrain, et qui sait que non loin de son ambulance est un champ planté de câpriers. Ces arbrisseaux sont cultivés dans des trous assez profonds, séparés les uns des autres par un pied environ de terrain uni, en sorte qu'une série de rangs de câpriers alterne dans toute l'étendue du champ cultivé avec des espaces de terre ferme correspondants.

Au lieu de prendre la route sablonneuse et unie qu'a suivie l'armée et sur laquelle les dragons anglais l'auraient atteint en un instant, Larrey court vers ce champ de câpriers, le longe un moment et se jette tout d'un coup au milieu des arbustes, où toute l'armée le voit avec étonnement, et sans comprendre les motifs de sa marche bizarre, cheminer en zigzag, son blessé sur le dos.

Cependant l'escadron arrive, le sabre haut, et s'engage à sa poursuite au milieu des câpriers, sans se douter des obstacles semés sous ses pas. Lancés à toute bride, les chevaux mettent les pieds dans les excavations et s'abattent successivement. Ce fut une vraie débâcle. La charge fut arrêtée net, et Larrey gagna tranquillement et sans se presser l'arrière de l'armée. Arrivé à Alexandrie, il plaça Silly dans une maison de la ville, où il guérit sans accident.

Tel est l'héroïque trait par lequel se signala Larrey à Canope. La ruse à laquelle il eut recours est étonnante de perspicacité et de présence d'esprit et ne déparerait pas un récit d'Homère. Mais le fait d'avoir osé et pu mettre un blessé sur ses épaules et d'avoir couru avec ce fardeau, en ayant un escadron de cavalerie à sa poursuite, est extraordinaire et paraîtrait du domaine du roman, s'il n'eût été attesté par de nombreux témoins. Il devint plus tard légendaire parmi les survivants d'Égypte, qui aimaient, quand ils rencontraient Larrey, à évoquer avec lui ce glorieux souvenir[1].

Le nombre considérable de blessés imposa de grandes fatigues aux chirurgiens. Ils durent passer les nuits et les jours dans leurs hôpitaux à panser leurs malades. Larrey se multiplia, présidant lui-même à toutes les grandes opérations et inspectant journellement ses hôpitaux. On remarque, dans sa correspondance officielle de cette époque, une autorité et une indépendance croissante vis-à-vis des ordonna-

[1] Selon une habitude qu'il conservera, Larrey a inscrit en marge de sa relation cette note mélancolique et qui n'est pas à l'honneur de la nature humaine : « Comme tant d'autres guerriers qui me doivent leur existence, Silly ne m'a laissé aucune marque de souvenir. » (Larrey, *Mémoires et campagnes*. Note manuscrite additionnelle, pp. 201 et 202.)

teurs. Aucun médecin avant lui, sauf Percy, n'avait fait entendre à ces fonctionnaires un langage aussi ferme et aussi dignes, et il faudra après eux trois quarts de siècle pour que les officiers du Service de santé retrouvent cette indépendance.

Il écrit le 9 germinal à de Laigle, qui a disposé sans son autorisation d'un chirurgien de la marine placé sous ses ordres : « Personne, citoyen ordonnateur, ne peut disposer des officiers de santé qui se trouvent employés dans les hôpitaux de l'armée. Ils sont sous ma surveillance directe, et l'autorisation que vous avez donnée au citoyen Momeille n'est pas légale. Si tout autre que moi pouvait disposer de mes collaborateurs, je déclarerais au général en chef qu'il ne me serait plus possible d'être responsable du service dont les lois me confient la surveillance. Veuillez, je vous prie, dorénavant me renvoyer toutes les demandes relatives au personnel du service chirurgical[1]. »

De Laigle veut maintenir ses droits dans sa réponse. Riposte le même jour de Larrey, plus fière et plus accentuée encore dans sa fermeté; on dirait que c'est le chirurgien qui est dans l'administration le supérieur hiérarchique de l'ordonnateur. « Tous les officiers de santé sont sous mes ordres, citoyen ordonnateur, et je me dispense de répondre aux objections de votre dernière lettre. Elles sont contraires aux dispositions du règlement des hôpitaux militaires que je vous invite à consulter. D'ailleurs, je vais les communiquer, avec celle-là, au général en chef, *qui mieux que vous* conviendra de la justesse des observations que je vous ai faites[2]. »

Même indépendance vis-à-vis des chefs de corps qui l'assaillent, comme Dorsenne, de propositions absurdes et parfois même de décisions concernant les blessés qu'il écarte péremptoirement[3], et vis-à-vis même du général en chef. Le 15 germinal (4 avril), les vivres commencent à devenir

[1] *Correspondance de l'armée d'Orient*. Larrey au citoyen de Laigle. Ms. 5873, p. 233. B. N. F. F. Acq.
[2] Ms. cit., p. 234. B. N.
[3] Ms. cit., p. 234. B. N.

rares à Alexandrie. Menou a ordonné une réduction des rations de tous les officiers de l'armée. Larrey proteste au nom des chirurgiens, et déclare que les fatigues qu'endurent ses collaborateurs ne leur permettent pas de subir cette diminution dans leur subsistance; il fait céder le général. Il faut rendre cette justice à celui-ci, peu de commandants en chef furent soucieux au même degré que lui du bien-être matériel et de la santé des soldats; ce fut peut-être sa seule qualité, et encore était-elle inspirée par son amour de la popularité. Quoi qu'il en soit, l'armée en profita; il accorda à Larrey et à Des Genettes tout ce qu'ils voulurent pour leurs blessés et leurs malades, et dans la lutte qu'ils soutinrent contre les administrateurs il leur donna toujours satisfaction. Les résultats ne se firent pas attendre. Maître à peu près absolu de son service, s'étant affranchi de la dépendance des ordonnateurs et des commissaires de guerre, ne reconnaissant d'autre autorité que celle du général en chef, Larrey obtint des résultats extraordinaires qui auraient dû à jamais servir d'enseignement. On verra tout à l'heure qu'en enlevant de haute lutte le sacrifice des chevaux, il empêcha les troupes de mourir de faim. Il trouva aussi le moyen d'améliorer leur ordinaire : on faisait du pain avec du riz. Ce riz était salé et rendait le pain exécrable. Il inventa un procédé qui permettait de le dessaler. « Cette opération, dit Villiers du Terrage, qui semble négligeable, avait pour nous une importance capitale, car même les plus affamés pouvaient à peine manger ce pain salé[1]. » Mais ce sont surtout les succès qu'il obtint avec ses opérés qui sont à considérer. Quelques semaines après la bataille de Canope, le 15 floréal (5 mai), il présentait l'état des blessés et la situation des hôpitaux au général en chef. Au terme de cette situation, plus de mille blessés étaient rentrés à leurs corps respectifs, six cents restés dans les hôpitaux étaient en voie de guérison. Sur ces six cents, on pouvait compter que la moitié allait reprendre un service actif; seule, l'autre moitié devait être acquise à l'invalidité.

[1] *Op. cit.*

L'échec de Canope eût pu être réparé avec un autre homme que Menou. S'il fût sorti d'Alexandrie et eût tenu la campagne, il pouvait isoler facilement les Anglais dans cette presqu'île d'Aboukir, qui ne communiquait que par des langues étroites de terre avec l'intérieur du pays, et battre le grand vizir, qui allait pénétrer en Égypte. Au lieu de prendre cette décision virile, il se laissa hypnotiser, comme les généraux faibles, par les murs de la place et s'enferma dans Alexandrie, où il fut bientôt bloqué lui-même. Une seule espérance lui restait, l'arrivée des secours que devait amener Ganteaume et dont il n'eût même pas su se servir pour sauver l'Égypte, si l'amiral fût parvenu à le débloquer. Il se morfondit à les attendre en vain.

Bientôt Rosette tomba entre les mains des Anglais et des Turcs. Rahmanieh fut livré sans même un essai de résistance par Lagrange, le chef d'état-major de Menou. C'était, cette fois, la rupture des communications avec le Caire, l'armée française coupée en deux, et la perte assurée de l'Égypte. Menou, tant fut grande son inconscience, ne tenta rien pour défendre ce point stratégique qui était la clef de la situation.

A partir de ce moment, la position ne fit que s'aggraver, et il se passa en Égypte ce que nous avons revu plus tard en France quand, à soixante-dix ans de distance, des circonstances identiques se sont présentées. Cette armée de vieux soldats, qui, bien commandée, avait fait de si grandes choses, est conduite, par des généraux incapables ou désunis, aux humiliations de la défaite et aux amertumes des capitulations. Belliard, qui était à la tête du corps d'armée du Caire, après avoir voulu tenter contre les Turcs une vaine parodie de la bataille d'Héliopolis, fit battre en retraite, pour la première fois, les soldats du Mont Thabor devant les hordes du vizir, et s'enferma dans la capitale, où il fut immédiatement assiégé par les troupes turques et anglaises. Il capitula, avec les conditions du traité d'El-Arich, le 8 messidor an IX (26 juin 1801). La reddition d'Alexandrie n'était plus maintenant qu'une affaire de temps.

Larrey, au moment où il avait quitté le Caire avec le quartier général pour Alexandrie, avait laissé son service à Casabianca, chirurgien de valeur qui l'avait déjà suppléé pendant la campagne de Syrie. Casabianca fait partie, avec Masclet, Bruant, Dewesvres, Saint-Ours, Renoult et Cérésole, de cette brillante jeunesse médicale qui avait été formée par Larrey et Des Genettes, et qui succomba presque en entier pendant l'expédition. J'ai à renouveler ici une observation concernant ces vaillants serviteurs. Dans cette fin de campagne où les meilleurs esprits faiblissaient, où le désir de rentrer en France gouvernait les actes des militaires et s'alliait à l'incapacité et aux divisions intestines pour précipiter la solution finale, les chirurgiens et les médecins de l'armée d'Orient, inaccessibles à ces sentiments, debout jour et nuit sur la brèche ou au milieu des pestiférés, étaient uniquement et tout entiers à l'accomplissement de leurs devoirs professionnels. Nous avons vu la belle tenue de Larrey refusant, pour ne pas abandonner ses blessés, la proposition de l'accompagner que lui adressa Bonaparte. Des Genettes, revenu après la proclamation du Consulat et la mort de Kléber des intrigues dans lesquelles son orgueil l'avait un moment entraîné, se plaçant, comme Larrey, au-dessus des mobiles intéressés qui menaient les généraux et en dehors des divisions qui rongeaient l'armée, se cantonna dans ses hôpitaux, où il livrait bataille à la peste avec plus de succès que Menou et Belliard aux armées alliées.

L'épidémie avait, en effet, reparu, et ses premiers ravages étaient considérables. Il mourait quinze personnes par jour dans le corps d'armée et six cents dans la population civile[1]. Le 22 germinal (12 avril), cent cinquante Français furent atteints, et quinze cents Égyptiens succombèrent. Les mesures adoptées par Des Genettes dans les services des fiévreux, et par Casabianca dans les services de chirurgie, réduisirent bientôt, malgré les conditions défavorables et l'encombrement

[1] Larrey, *Correspondance de l'armée d'Orient*, Rapport de Boussenard. Ms. 5878, p. 229. B. N. N. Acq.

provoqué par le siège, la mortalité à cent, soixante-dix-huit et cinquante-cinq par jour parmi les habitants, et à neuf dans les lazarets. Mais Casabianca, comme tant de ses camarades, succomba à la peine, victime, lui aussi, de son dévouement et de son zèle. Boussenard, qui lui succéda, fut non moins héroïque. Cérésole, jeune médecin de talent qui s'était distingué dans l'armée de Desaix et qui s'était récemment marié à Alexandrie, fut également atteint et mourut, victime lui aussi de son devoir professionnel. Sa jeune femme le soigna avec un dévouement passionné. Nous la retrouverons en Allemagne pendant la campagne de 1806-1807.

Il faut lire, à côté de la correspondance interceptée de l'armée d'Égypte publiée par le gouvernement anglais, les lettres de ces jeunes médecins de l'armée dont les trois quarts moururent au milieu des pestiférés. Même à cette période de défaite et de découragement de tous les généraux, elles respiraient la bonne volonté, l'entrain et la confiance, le mépris du danger et le désir de se montrer dignes de la confiance d'un chef comme Larrey[1].

L'épidémie du Caire fit subir à Larrey quelques pertes matérielles. Desaix, avant de partir pour la France, lui avait fait présent d'un petit nègre d'Abyssinie et de son cheval d'armes. Le nègre contracta la peste de Casabianca, à qui Larrey avait laissé sa maison, et périt[2]. Le cheval de Desaix, un dromadaire, un âne, une collection remarquable d'oiseaux renfermés dans une immense volière, succombèrent également. Larrey tenait excessivement aux souvenirs de son illustre ami, il éprouva une très vive contrariété de s'en voir privé. Il perdit aussi, à la suite de la capitulation, sa maison du Caire, don de Bonaparte.

Sans être intéressé, je l'ai dit, Larrey était très attaché à ce qu'il possédait et qu'il avait acquis par trop de fatigues et de privations pour qu'on puisse lui en faire

[1] *Correspondance*. Ms. cit., pp. 230 et suivantes.

[2] Il fut soigné par un médecin militaire, Pugnet, dont j'ai esquissé les aventures dans une note, page 279. L'assistance qu'il prêta à ce petit Abyssin fut le point de départ de la protection que lui accorda Larrey et qui fit sa carrière.

un reproche. Il fut très affecté de ces pertes; on trouve l'écho de sa très vive contrariété dans ses notes et ses correspondances.

Les occupations et les soucis du siège lui firent vite, du reste, oublier ses malheurs particuliers. Le scorbut, résultat de la mauvaise nourriture et de la privation de viande fraîche, envahit l'armée. On compta bientôt quinze cents malades dans les hôpitaux, sur lesquels quatre à cinq par jour succombèrent. Il eut recours, pour arrêter cette épidémie, à une mesure qu'il avait expérimentée pour la première fois dans la campagne du Rhin, et qu'il devait renouveler à Wagram et en Russie. Il demanda à Menou de faire abattre les chevaux de l'armée que le blocus et la disette de fourrages rendaient du reste inutiles, et d'en faire distribuer la viande aux soldats. Mais ce ne fut pas sans peine qu'il amena le général en chef à prendre cette décision. Sans avoir rien tenté pour sortir d'Alexandrie, celui-ci espérait toujours qu'une circonstance heureuse le débloquerait. Larrey lui fit une scène violente, dans laquelle il lui démontra que les hommes et les chevaux allaient également succomber à l'inanition et qu'il fallait sacrifier les seconds pour sauver les premiers. Menou céda. Alors survint un autre obstacle. On n'était pas alors habitué, comme aujourd'hui, à se nourrir de viande de cheval. On la considérait comme malsaine, et Larrey eut à vaincre une assez vive opposition. Il passa outre et démontra bientôt par le rétablissement de ses scorbutiques et la cessation de l'épidémie que ce mode d'alimentation n'avait que des avantages et n'offrait aucun danger. Larrey, — il le dit lui-même, du reste, avec un certain orgueil, — est le premier qui ait fixé l'opinion à ce sujet.

Au commencement de fructidor, la position des assiégés était devenue des plus pénibles; ils étaient réduits à ne se nourrir que de viande de cheval, et on pouvait prévoir le moment où bientôt cette ressource elle-même allait faire défaut.

Les hôpitaux étaient encombrés de blessés et de malades.

Les Anglais serraient la place de près, et il était à craindre qu'ils ne finissent par l'emporter de vive force. Sur la demande des généraux, Menou se décida à capituler, 13 fructidor an IX (30 août 1801).

L'armée obtenait les honneurs de la guerre et devait être transportée en France avec ses munitions, ses armes et ses bagages. Malheureusement pour la science française, le général en chef, qui avait perdu l'Égypte par son impéritie, ne prit aucune précaution pour sauver au moins et assurer à la France le résultat de leurs recherches et de leurs travaux. Les savants avaient déjà été eux-mêmes en butte à d'odieuses vexations de sa part. Ils avaient voulu s'embarquer à Alexandrie pour la France, après la capitulation du Caire, comme les y autorisait le traité souscrit par Belliard, et avaient obtenu l'autorisation de Menou. Mais il se passa alors une comédie indigne. Le général en chef les plaça entre le feu de l'escadre anglaise, qui menaçait de les couler s'ils avançaient, et celui des bâtiments français, auxquels il donna l'ordre de les canonner s'ils revenaient en arrière, et peu s'en fallut que ses instructions ne fussent exécutées.

Mais ces ridicules procédés n'étaieut rien à côté des pertes vraiment sensibles que leur causait la capitulation. L'amiral Keith put se prévaloir du traité pour exiger que tous les monuments d'art recueillis par eux, au prix de tant de fatigues et de dangers, et rassemblés à Alexandrie par leurs soins, fussent livrés à l'Angleterre, et Menou accepta docilement cette prétention sans la discuter. Les trésors archéologiques de l'Égypte qui ornent maintenant les musées de Londres ne coûtèrent aux Anglais, selon l'expression d'un des membres de l'Institut[1], d'autre peine que de les demander. Menou avait même livré les manuscrits et les collections particulières des savants. Grâce à leur fermeté et à l'attitude fière et énergique de Geoffroy-Saint-Hilaire, ils obtinrent de les conserver. Mais les monuments, y compris la fameuse

[1] Jomard.

pierre de Rosette, sur laquelle était gravée l'inscription trilingue qui devait donner à Champollion la clef des caractères hiéroglyphiques, furent perdus[1].

Pendant que la maladresse et l'insouciance de Menou faisaient ainsi perdre à la France les chefs-d'œuvre de l'art antique que nos savants avaient eu tant de peine à réunir, les généraux, assemblés en conseil de guerre sous la présidence de l'amiral Keith, paraissaient, de leur côté, disposés à sacrifier les blessés et les malades de l'armée. Ils voulaient qu'ils fussent maintenus à Alexandrie pour y être soignés jusqu'à leur guérison et que le convoi n'emmenât en France que des hommes valides[2]. Il y avait là un prodigieux sentiment d'égoïsme dissimulé sous une apparence d'humanité et d'intérêt pour l'armée. Larrey, qui assistait au conseil de guerre, le perça à jour : « Ce que vous voulez, dit-il, c'est éviter une longue quarantaine en arrivant à Toulon, et présenter une armée brillante et en bon état. L'éventualité de la contagion du scorbut, que vous mettez en avant, n'est pas fondée; cette affection n'est pas contagieuse. Du reste, les malades seront embarqués à part. J'indiquerai les intransportables ainsi que ceux ne pouvant exécuter ce voyage sans danger. Pour les autres, je réclame, non seulement leur embarquement, mais je désire que les meilleurs bâtiments soient mis à leur disposition et qu'ils partent les premiers. » Tous les officiers français gardèrent le silence

[1] Après avoir voulu un jour faire mitrailler les savants, voici en quels termes inconvenants et ridicules s'exprimait le général en chef de l'armée française sur leur compte, dans sa correspondance avec le commandant des forces anglaises. « J'apprends, écrivait-il au général Hutchinson, que nos faiseurs de collections désirent suivre leurs graines, minéraux, oiseaux, papillons ou reptiles, partout où vous dirigerez leurs caisses. Je ne sais si pour cela ils se feront empailler, mais je puis vous assurer que, si la fantaisie leur en prenait, je ne les déroberais pas. » (Lettre à Hutchinson, 26 fructidor an IX. Archives de la guerre, 12 septembre 1801.)

[2] Au moment où Kléber signait sa malheureuse convention d'El-Arich, on avait mis en avant pour d'autres motifs, — mais également intéressés, — un projet diamétralement opposé. Tallien, qui disposait déjà l'ordre du départ, conseillait à Kléber de faire partir par les premiers convois les malades et les mutilés, dans le charitable espoir que la vue de ces victimes de la guerre soulèverait les esprits des populations contre l'auteur de l'expédition, le général Bonaparte. (Lettre de Tallien à Kléber, 31 décembre 1799.)

et pas une voix ne s'éleva pour soutenir Larrey. Ce fut, — aveu pénible à faire, — l'amiral anglais, lord Keith, qui appuya sa réclamation et fit accepter par le conseil de guerre la proposition du chirurgien en chef. Elle fut exécutée dans les termes où il l'avait présentée. « Cette circonstance, dit Larrey, fut connue du premier Consul, qui m'en témoigna plus tard sa satisfaction : « Vous avez défendu, me dit-il, la « cause de l'humanité, et cette action vous fait honneur[1]. »

Larrey et Savaresy, qui, en l'absence de Des Genettes, — rentré en France avec le corps d'armée de Belliard, — remplissait les fonctions de médecin en chef, se concertèrent avec Th. Yong, inspecteur des hôpitaux de l'armée britannique, pour procéder à l'évacuation des blessés et des malades. Quatre cents d'entre eux, trop gravement atteints pour être transportés en France, furent laissés à Alexandrie, avec les médecins Franck et Reynaud, chargés de les soigner et recommandés à la bienveillance de l'inspecteur général anglais. Les autres, au nombre de treize cent trente-huit, furent répartis sur douze bâtiments-hôpitaux et mis en route avant le départ de l'armée. Ces convois arrivèrent à Marseille sans avoir perdu un seul malade.

Avec l'officier qui avait reçu la mission de porter au premier Consul la nouvelle de la capitulation, Larrey fit partir un de ses chirurgiens, Millioz, chargé d'informer le ministre de la guerre et le conseil de santé de l'arrivée des bâtiments-hôpitaux. Il lui donna une lettre pour Berthier, des dépêches pour Manne, chirurgien en chef de la marine, et pour Rousset, chirurgien en chef des hôpitaux militaires à Toulon, invitant ces chefs de service à préparer tout ce qui était nécessaire à la réception des blessés et des invalides à leur arrivée en France[2]. Il les chargeait en outre de revenir le

[1] *Mémoires et campagnes.* Note manuscrite inédite, t. II, p. 292. Il a également consigné ce fait dans une de ses fiches. « Je dus au général Stuart et à l'amiral Keith, faisant partie du conseil supérieur des deux armées auquel j'avais été appelé par ordre du général en chef Menou, l'avantage de faire embarquer les blessés de l'armée avant les troupes bien portantes, contrairement aux prétentions émises par les généraux français. »

[2] Larrey, *Correspondance de l'armée d'Orient.* Ms. 5873. Lettres à Berthier, à Manne et à Rousset.

retrouver à Toulon, à la quarantaine, pour lui communiquer les instructions nécessaires à son service ou à sa nouvelle destination.

Quand le dernier bâtiment hospitalier eut mis à la voile, l'armée partit à son tour. Son embarquement demanda vingt-cinq jours, du 1er au 25 vendémiaire an X (22 septembre au 16 octobre 1801). La frégate anglaise *la Diane*, sur laquelle était Larrey avec le général en chef et l'état-major, partit le 25 après tous les autres navires. Menou était atteint de la peste. Peu de temps avant le départ, il en avait offert les symptômes caractéristiques. Larrey était très embarrassé. S'il laissait le général à Alexandrie, il l'exposait à tous les dangers de l'évolution de la maladie dans une ville infecté et rendue insalubre par un long siège. S'il le ramenait en France, il risquait de contaminer le bâtiment et de transmettre la peste aux passagers et à l'équipage. Il était très attaché à Menou, qui avait toujours, nous l'avons vu, donné la plus grande indépendance administrative à son chirurgien en chef et l'avait constamment soutenu dans ses luttes contre les ordonnateurs. Il jugea que le déplacement, l'atmosphère maritime, l'éloignement du sol égyptien, exerceraient une influence favorable sur la marche des accidents, et il résolut de le faire passer en France. Il fit isoler, sur la frégate, l'appartement du général, s'enferma lui-même avec son malade, s'interdisant toute communication avec les passagers et l'équipage, et le soigna avec un admirable dévouement. Quand la *Diane* arriva à Toulon, le 27 brumaire suivant (17 novembre), le général était guéri.

CHAPITRE XII

I. Séjour de Larrey à la quarantaine, à Toulon. — Sa nomination de chirurgien en chef de la garde des consuls. — Lettres de Berthier et de Duroc. — Témoignage de reconnaissance de l'armée d'Orient. — Lettres de Ribes. — Larrey perd l'occasion d'être nommé chirurgien du premier consul. — Accueil que lui fait celui-ci à Paris. — Des Genettes et l'histoire médicale de l'armée d'Orient. — Situation pénible des chirurgiens de cette armée. — Intervention énergique de Larrey en leur faveur. — II. Inauguration du service de Larrey à l'hôpital de la garde consulaire. — Popularité que lui donnent ses actions d'éclat en Égypte. — Réorganisation de la médecine. — Rapport de Larrey sur la création d'une Académie de chirurgie et sur la réorganisation de l'enseignement de la médecine. — Il passe sa thèse de doctorat. — Larrey inspecteur général du Service de santé. — Phase heureuse de sa vie. — Mme Larrey et ses amis. — Sa sœur Émilie et le poète Demoustier. — Les poètes Campenon, Collin d'Harleville, Legouvé, Marie-Joseph Chénier; le peintre Girodet. — Mme Larrey aux Tuileries et à la Malmaison. — III. Le camp de Boulogne. — Échec du plan d'invasion de l'Angleterre. — L'Empereur dicte à Daru le programme de la campagne de 1805.

I

Larrey trouva à Toulon des lettres de sa femme et des dépêches de service. Nous avons vu qu'il n'avait pas été gâté par les lettres de sa chère Laville. Pendant toute la campagne, il lui avait écrit plus de quarante lettres et n'en avait reçu qu'une, au Caire, quelques mois avant le siège d'Alexandrie, et elle avait alors un an de date. Cette lettre unique le combla d'une joie qui n'était cependant pas sans mélange. Elle lui apprenait la naissance d'une fille, au lieu du garçon, nommé d'avance Hippolyte, qu'il continuait à attendre[1]. Mme Larrey lui avait donné le nom d'Isaure, qui était celui du premier-né qu'elle avait perdu. Nous verrons

[1] Il attendit encore longtemps. Il ne naquit qu'en 1809.

dans la suite que cette fille, dont Larrey accueillait si froidement la venue, fut, au contraire, — comme cela arrive souvent, — le charme et la consolation de sa vie.

La correspondance officielle lui apportait la confirmation de sa nomination aux fonctions de chirurgien de la garde consulaire, à laquelle il avait été nommé par arrêté du premier Consul en date du 11 brumaire an IX (1er novembre 1800). Elle contenait en outre les lettres les plus flatteuses du ministre de la guerre, Berthier, dont les éloges avaient d'autant plus de prix qu'ils étaient officiels et adressés au nom de Bonaparte; une lettre de Duroc, avec lequel il s'était étroitement lié en Égypte et qui était devenu aide de camp du premier Consul, et une de son ami Ribes. Toutes ces lettres étaient adressées en Égypte. La nouvelle de la capitulation les avait retenues à Toulon. Les dépêches de Berthier contenaient des félicitations officielles sur la brillante conduite de Larrey à l'armée d'Orient et les remerciements du nouveau gouvernement pour les services qu'il avait rendus[1]. Elles lui causèrent une immense satisfaction, mais la lettre de Duroc lui apporta une joie plus intime[2].

Les compensations aux dures et laborieuses années qu'il avait passées en Égypte et aux épreuves qu'il avait subies commençaient pour Larrey. Sa nomination dans la garde, les témoignages de satisfaction et les assurances contenues dans la correspondance de Berthier et de Duroc étaient la juste récompense de ses services et le gage de l'estime dans laquelle le tenait le premier Consul. Il éprouva bientôt une autre joie plus intime et tout aussi profonde quand, sa quarantaine terminée, il rejoignit l'armée d'Égypte à Marseille, où elle était cantonnée.

Il y fut reçu triomphalement, non seulement par les offi-

[1] Lettres de Berthier du 3 nivôse (23 décembre), du 18 nivôse (7 janvier) et du 8 pluviôse (27 janvier) an IX (1801). Ces lettres sont adressées à Larrey, en Égypte. Elles contiennent toutes trois des félicitations au nom du premier Consul et se ressemblent assez exactement. (Larrey, *Correspondance générale.* Ms. 5873, B. N. F. R. N. Acq.)

[2] Duroc, premier aide de camp du premier Consul, au citoyen Larrey, chirurgien en chef de l'armée d'Orient. (*Mémoires et campagnes.* Note manuscrite tracée sur une page blanche de l'édition personnelle, pp. 307-309.)

ciers, mais par toutes les classes de l'armée. Les troupes, rangées en ordre de bataille, furent passées en revue par Gardanne. Après la revue, on lut l'ordre du jour qui nommait Larrey chirurgien en chef de la garde consulaire. Cette lecture fut accueillie par d'unanimes acclamations. Ce fut là un des premiers témoignages publics de la popularité qu'il avait conquise au cours de cette campagne de quatre années. Cette reconnaissance des « Égyptiens », — c'est ainsi qu'on appela désormais les soldats de l'armée d'Orient, — pour Larrey dura toujours. Ils n'oublièrent jamais les périls qu'il affronta avec eux et pour eux, les marches rapides qu'il accomplit si souvent dans le désert pour venir au secours des blessés, les soins dont il les entoura pendant les longues et pénibles étapes, sa bravoure dans la tranchée, son dévouement inlassable des journées et des lendemains de bataille et la protection vigilante dont il les couvrait auprès des chefs de l'armée. Plus tard, soit au cours des événements militaires de l'Empire, soit même après le licenciement des armées provoqué par sa chute, partout où il rencontrait un soldat de l'armée d'Orient, que ce fût pendant les marches à travers les plaines brumeuses de la Pologne ou au milieu des désastres de la retraite de Russie, dans un village perdu au fond d'une province française, au cours d'une inspection générale, ou encore à Paris, un jour d'émeute, devant une barricade, il était certain d'être accueilli par les « Égyptiens » avec la plus affectueuse reconnaissance et la joie la plus vive, et d'en recevoir tous les services qu'il leur était possible de lui rendre; parfois cette aide eut un prix inestimable.

A ces marques d'attachement de l'armée d'Orient se joignirent les félicitations des chirurgiens qui avaient été placés sous ses ordres, — ou plutôt des survivants, car il en manquait la moitié, l'autre ayant péri en Égypte; — de ses amis et de ses collègues; de Percy et de son neveu Wadeleux; de son ancien élève Gouraud, qui lui écrivait de l'armée d'Italie; de Coste, un de ses chefs du Conseil de santé dont il sera l'égal demain; de son vieux maître Sabatier; de Des Genettes, qui a débarqué avant lui à Toulon et cherche, — en se rap-

prochant de son ancien collègue, — á se mettre á l'abri des ressentiments du premier Consul. Larrey, très ému de ces manifestations, dit dans ses Mémoires que ce moment fut le plus beau de sa vie, et qu'il ne reçut jamais de plus magnifique récompense que celle qui lui fut décernée ce jour-là par l'armée et par ses amis.

J'ai dit que Larrey avait trouvé dans sa correspondance, en arrivant à Toulon, une lettre de Ribes. Cette lettre est assez curieuse. Ribes était, nous le savons, son compatriote. Né à Bagnères-de-Bigorre en 1765, il était á peu prés du même âge que Larrey. Ils avaient suivi á la même époque, á Toulouse, les leçons d'Alexis Larrey et s'étaient retrouvés à Paris, oú ils avaient assisté ensemble aux leçons de Desault et à celles de Sabatier. Requis par les décrets de la Convention en 1792, il fut envoyé aux armées en qualité de chirurgien, et rencontra de nouveau Larrey à l'armée des Pyrénées-Orientales. Depuis cette époque, les deux chirurgiens furent étroitement liés, et nous verrons Ribes, — servi par l'influence croissante de Larrey, — faire une rapide et brillante carrière et devenir médecin de la maison de l'Empereur. Pour le moment, il est à Paris, sans affectation spéciale. Il n'a pas fait, à son grand regret, la campagne d'Égypte, et á son départ Larrey lui a confié sa femme, qu'il a soignée avec le plus grand dévouement. Avant de rentrer en France, Larrey, qui est parti il y a quatre ans sous le régime du Directoire, laissant un monde en déliquescence, et qui revient, sous le Consulat, au milieu d'une société nouvelle, lui a écrit et lui a demandé des conseils. Ribes est un lettré qui connaît son histoire et sait combien la faveur du prince peut rendre puissant le médecin attaché á sa personne. Il indique dans sa réponse ce but à Larrey et lui désigne clairement le poste élevé qu'il doit ambitionner et dont il devra se servir pour améliorer l'enseignement de la chirurgie[1].

[1] « Paris, le 8 frimaire an X.

« Mon cher Larrey,

« Dans votre lettre du 24 fructidor an IX, datée d'Alexandrie, vous me priez de vous indiquer la conduite que vous devez tenir en rentrant dans une société dont

L'armée d'Égypte reçut l'ordre de se rassembler à Lyon. Rien ne retenait plus Larrey à Marseille; il en partit au mois de décembre 1802 pour se rendre à Paris. Il passa par Nîmes, où il revit son frère, et par Lyon, où il séjourna. Là il apprit que le premier Consul devait se rendre dans cette ville pour y recevoir les hommages des représentants de l'Italie appelés à statuer sur une nouvelle constitu-

les usages, après une si longue absence, vous sont devenus étrangers. Ces conseils pourraient être envisagés sous le double rapport de la société en général et sous celui de la médecine en particulier; mais est-ce à celui qui n'a su s'élever au-dessus de chirurgien de troisième classe et qui a passé la plus belle partie de sa jeunesse simple prosecteur de l'École de médecine, à donner ses conseils à une personne qui a parcouru une aussi brillante carrière et qui s'en est rendue si digne, tant par son savoir et son zèle que par sa condnite? Non, mon ami, il doit recevoir des avis et ne peut en donner. Cependant je me fais un devoir d'essayer de répondre à votre invitation.

« Si vous vous rappelez ce qu'était la masse de la société quand vous la quittâtes, vous aurez une juste idée de ce qu'elle est aujourd'hui; il n'y a rien de changé relativement aux usages. Ici vous serez citoyen, monsieur, capitaine, commandant général ou chirurgien en chef de toutes les armées du monde, selon que les personnes qui vous qualifieront auront espoir d'obtenir de vous une faveur plus ou moins grande. Il y a ensuite tout plein de grimaces que je n'ai jamais pu supporter, et que je n'ai jamais pu me résoudre à faire à personne. Aussi, comme c'est un moyen de parvenir, suis-je resté dans l'obscurité, et je ne m'en plains pas; mais je suis consolé de cet oubli par la lecture de quelques-uns de nos anciens *sages,* et si je ne suis pas devenu philosophe, leurs maximes au moins m'ont aidé à contempler le vide de la fortune, et m'ont donné la force de placer mes besoins au-dessous de mes moyens. Par une grande économie je suis parvenu à mettre quelque chose en réserve, moins pour être bienfaisant que pour ne pas craindre les ingrats; aussi, mon cher, vivant isolé, et presque étranger dans la société dans laquelle je suis, je ne puis vous donner de conseils. Seulement, que votre conduite soit toujours le résultat de votre raisonnement, et suivez constamment l'étoile qui vous a si bien guidé jusqu'à présent.

« Si j'examine cette question sous le rapport médical, je vous rappellerai d'abord que Jean *Pitard* fut premier chirurgien de saint Louis, de Philippe le Hardi et de Philippe le Bel; il accompagna dans sa jeunesse le premier de ces monarques dans l'expédition de terre sainte. A son retour dans sa patrie, il profita de la protection de ses souverains pour donner à la chirurgie un enseignement plus régulier, pour que l'art ne fût exercé que par des hommes qui eussent donné des preuves de talent, et enfin pour fonder l'Académie de chirurgie.

« En revenant de ces belles contrées, vous trouverez une école de médecine qui deviendra célèbre; mais elle est comme le lierre, elle s'attache à la chirurgie et l'étouffe en l'embrassant. Personne ne peut exercer sans être reçu, mais on s'informe rarement si l'on connaît la chirurgie. On a formé une nouvelle Académie[1], mais on n'y présente presque jamais de question chirurgicale; et si on en lit, tout le monde dort, soit par insouciance, soit par mépris. Il règne à l'école une bonne politique, et qui la fera exister longtemps; elle a soin de s'attacher toutes les personnes qui peuvent lui être utiles. Je suis persuadé que, vous connaissant, elle

[1] La Société de la Faculté de médecine, constituée par les professeurs mêmes de l'École, en vertu d'un arrêté du 18 fructidor an VIII (4 septembre 1800).

tion[1], et qu'il profiterait de cette circonstance pour passer en revue l'armée d'Orient. Ici Larrey, mal inspiré, éprouva une mésaventure qu'il raconte lui-même et qui lui fit perdre, dit-il, la plus belle occasion de sa vie. Il n'était pas un courtisan; malgré sa finesse réelle, il ne put jamais apprendre à le devenir, et il ne comprit pas l'importance qu'il y avait pour lui à se présenter à Bonaparte au milieu de ses compagnons d'Égypte. Arrivé à Lyon, en effet, il apprit que le premier Consul était attendu. Cependant qnelques personnes, qui connaissaient mal le premier Consul sans doute, s'imaginèrent que le mauvais état des routes et la rigueur de la saison lui feraient ajourner ce voyage. Son chirurgien, qui devait cependant bien savoir que peu d'obstacles étaient de nature à l'arrêter, mais qui avait sans doute aussi le désir de retrouver sa Laville le plus tôt possible, se laissa convaincre par ce raisonnement captieux et partit pour Paris sans attendre. Ce fut une faute étonnante pour un esprit qui, d'ordinaire, était réellement très avisé. Bonaparte, désirant, en effet, le trouver au milieu des soldats d'Orient, avait écrit à Menou d'informer Larrey de sa volonté. Malheureusement celui-ci était déjà en route, et la dépêche de service se croisa avec lui. Le 8 janvier, il

s'empressera de vous mettre au nombre de ses membres. Je le désire et pense même que vous devez diriger toutes vos vues de ce côté.

« Je terminerai ma lettre par ce passage de *Bacon*: A l'entrée de cette nouvelle carrière, mesurez-en d'un coup d'œil tout l'espace et choisissez la lice qui conviendra le mieux à votre caractère. *César* avait du goût pour l'éloquence, mais dès qu'il eût entendu *Cicéron*, il quitta le barreau et se jeta dans un nouveau champ où il sentit bien qu'il éclipserait Pompée.

« Vous pouvez sans doute briller dans l'une et dans l'autre carrière, mais suivez l'impression de votre esprit et surtout votre etoile. Si vous n'étiez pas en prison, je ne vous écrirais pas si longuement; mais je vous prie de brûler mes rapsodies après en avoir pris connaissance.

« Votre ami,

« RIBES. »

« Madame Larrey se porte bien, mais votre petite est un peu indisposée. »

(Larrey, *Correspondance générale*. B. N.)

[1] La « Consulta », réunie à Lyon, proclama la République italienne, sous la présidence du premier Consul. L'Italie passait sous l'étroite dépendance de la France. On a représenté Bonaparte comme étant de race et d'affinité italienne. Il n'est cependant pas d'homme qui ait plus durement asservi l'Italie. Il n'en est pas aussi qui ait eu une politique plus française au delà des monts.

rencontra à Étampes Bonaparte, qui avait quitté le matin Paris pour se rendre à Lyon.

Larrey apprit plus tard de Joséphine qu'il avait, à ce moment, manqué la fortune prédite par son ami Ribes dans sa lettre[1]. Le premier Consul n'avait encore ni médecin ni chirurgien attitrés; il n'en avait pas emmené avec lui pendant ce voyage, dans l'intention de prendre Larrey et de l'attacher pour toujours à sa personne. Il fut très mécontent de ne pas le rencontrer à Lyon et indisposé par son peu d'empressement. Il n'admettait pas en outre et n'admit jamais qu'on laissât échapper une occasion favorable de fortune. Ce fut un trait original de son caractère. Il attachait une grande importance pour lui-même à se saisir des circonstances, et il voulait que ceux qui le servaient eussent la même habileté[2]. Il prit en conséquence d'autres dispositions pour son service médical particulier. Bourrienne, qui n'aimait pas Larrey, exploita ce sentiment, et mit Bonaparte en relation avec Corvisart[3], qui fut bientôt nommé premier médecin. L'influence de Corvisart devint considérable, et ce fut lui qui fit nommer à son tour les premiers chirurgiens, entre autres Boyer. Larrey regretta beaucoup ce poste, et nous le verrons faire plus tard, pour l'obtenir sous l'Empire, des démarches, qui échouèrent, du reste. On craignait trop, dans l'entourage de l'Empereur, l'honnêteté de Larrey, son désintéressement, sa liberté de langage, les réformes qu'il eût sollicitées et obtenues dans l'administration du Service de santé de l'armée et qui eussent gêné tant de personnages, pour le laisser parvenir à cette situation privilégiée.

[1] Larrey, *Journal inédit de campagne*, p. 155.

[2] Miot de Melito raconte un autre fait qui prouve quel prix attachait Bonaparte à ce qu'on profitât des circonstances. Son frère Joseph avait apposé sa signature au traité avec les Etats-Unis, qui fut daté de Paris. Il songea après coup que le traité aurait dû être signé de sa terre de Morfontaine, où avaient eu lieu les négociations, et il fit demander, par Talleyrand et Miot, au premier Consul de consentir au changement de date; Bonaparte s'y refusa et observa à Miot toute l'importance qu'il y a à saisir l'occasion qu'avait laissé échapper son frère Joseph. (Miot de Melito, t. I, p. 306.)

[3] Bourrienne, *Mémoires*, t. IV, p. 340.

Au retour de Bonaparte à Paris, Larrey se présenta à lui. Le premier Consul lui exprima d'abord son mécontentement de ne pas l'avoir trouvé à Lyon. Mais, s'apaisant bientôt, il s'entretint longuement avec lui de la situation de l'armée d'Égypte, du nombre des blessés et des malades, de la santé de Menou, qui, on se le rappelle, avait été frappé de la peste. Il fut satisfait de ses explications, l'assura de son estime, et le confirma dans sa nomination de chirurgien en chef de la garde consulaire et de l'hôpital de ce corps. Mais il ne fut pas question du projet qu'il avait eu de l'attacher à sa personne et auquel il avait évidemment renoncé. Ce fut un très grand malheur pour la chirurgie militaire, dont l'organisation rationnelle, celle qui devait lui assurer son indépendance en la plaçant dans les conditions que Larrey avait indiquées dans sa lettre à Berthier, fut reculée de trois quarts de siècle. Il est permis, en effet, de penser que, placé à ce poste de confiance, Larrey eût obtenu de Bonaparte la réalisation des grandes réformes qui n'ont vu le jour que depuis 1870, mais que tous les bons esprits souhaitaient dès le Consulat.

Le premier soin du chirurgien de la garde, après avoir pris possession de son service, fut d'écrire une relation de l'expédition d'Orient. La publication de ce travail, qui constitue la première partie de ses Mémoires, eut un grand retentissement[1]. Il le dédia au premier Consul, qui donna l'ordre de l'insérer dans le grand ouvrage qui fut consacré à la description de l'Égypte.

A la même époque, Des Genettes faisait paraître lui-même son *Histoire médicale de l'armée d'Orient*. Ce travail est plutôt un recueil d'instructions et de circulaires qu'une étude didactique, et est loin d'offrir l'intérêt de la relation de Larrey; mais il constitue cependant un utile appoint documentaire pour l'histoire du temps. Il en offrit, lui aussi, la

[1] Voici comment s'exprime Sabatier, son ancien maître, sur cette publication : « Je l'ai dit dans toutes les occasions, mon illustre confrère, je l'ai dit à l'École de médecine, à l'Institut et à vous-même, votre relation chirurgicale de l'expédition d'Égypte est le meilleur ouvrage de chirurgie qui ait été publié depuis plus de vingt ans. »

dédicace à Bonaparte, et vint le lui apporter. Ce ne fut pas sans appréhensions qu'il se présenta à lui, car il ne pouvait guère penser que l'ancien général en chef de l'armée d'Orient eût oublié la scène de l'Institut et l'offense publique dont il avait été l'objet. En nous plaçant au point de vue contemporain, il faut reconnaître qu'il est aujourd'hui peu d'hommes politiques qui, dans l'état de nos mœurs, renonceraient comme lui à tirer vengeance de l'attitude qu'eut ce jour-là Des Genettes. Mais le premier Consul était déjà le grand homme de gouvernement qui savait placer le bien de l'État au-dessus de son ressentiment. On ne sait que trop qu'il n'imposa pas toujours silence à ses griefs, mais il le fit dans cette circonstance et dans beaucoup d'autres, et Des Genettes lui rendait justice quand, faisant plus tard allusion à ce fait, il disait : « Le Consul ne s'en souvenait plus, l'Empereur l'avait oublié. » Que cette générosité, que cet oubli des offenses fussent dus à la véritable grandeur d'âme ou à un calcul intéressé, cela importe peu; l'élévation des sentiments ne va pas chez les hommes d'État sans un certain souci de la politique des résultats. Qui pourrait les en blâmer?

Des Genettes était entré fort inquiet chez le premier Consul, il fut bientôt rassuré. Bonaparte l'accueillit comme si rien ne s'était passé, le questionnant avec affabilité sur l'état de l'armée, le nombre des malades qu'elle avait offert pendant l'investissement du Caire et la traversée, et reçut ses propositions sur l'état des officiers du corps de santé. Peu de jours après, il recevait sa commission de médecin en chef de l'hôpital militaire de Paris. La fortune lui souriait; l'incident fâcheux qui aurait pu arrêter sa carrière se trouvait effacé. Par un acte de l'an VII, il avait été nommé, pendant qu'il était en Égypte, professeur adjoint de physique médicale et d'hygiène à l'École de médecine, dont nous avons vu que le directeur Thouret était son beau-frère. Bientôt il allait, en même temps que Larrey, être nommé inspecteur général du Service de santé. On voit que Bonaparte ne lui garda pas rancune et qu'il tenait la balance presque égale entre lui et Larrey; mais il avait infiniment plus d'estime pour

le caractère de son chirurgien, dont il savait bien que les sentiments étaient plus élevés et le dévouement plus absolu.

Dès son arrivée à Paris, celui-ci s'était occupé du sort des chirurgiens qui avaient fait sous ses ordres la campagne d'Égypte. La plupart de ces jeunes gens avaient été, nous l'avons vu, réquisitionnés au moment de l'expédition; et après avoir été, pendant quatre années, éloignés de leur pays, ils rentraient en France, ayant leur nombre réduit de moitié par les accidents de guerre et la peste, sans avoir une situation assurée dans l'armée. Des hommes comme Boussenard et Savaresy, qui avaient été chefs de service au Caire et à Alexandrie, comme Millioz, Zinck, Franck et tant d'autres chirurgiens distingués, qui avaient cent fois risqué leur vie dans les hôpitaux et sur les champs de bataille, se trouvaient sur le pavé, sans emploi, sans traitement, sans indemnités de route. Il y en avait parmi eux qui n'avaient pas de famille et qui étaient dans un tel dénuement que leur ancien chef fut obligé de les hospitaliser pour les faire vivre. Larrey n'épargna aucune démarche pour les tirer d'embarras. Il assaillit de ses demandes le conseil de santé, les bureaux de la guerre, le ministre de la guerre Berthier et le premier Consul lui-même. Le registre de sa correspondance officielle, rempli autrefois par ses instructions, ses ordres et les lettres par lesquelles il distribuait les récompenses ou les blâmes à ses collaborateurs, n'offrait plus maintenant qu'une longue série de réclamations en leur faveur[1]. Ce chef de service, très exigeant, parfois rude et sévère, se montra dans cette circonstance ce qu'il était au fond, le plus juste et le plus compatissant des hommes; et il est réellement touchant de le voir multiplier ses démarches pour faire rendre aux chirurgiens qui ont servi sous ses ordres la justice qui leur est due.

Pendant deux mois il assiège le ministre de la guerre, se

[1] Larrey, *Correspondance officielle*. Lettres à Berthier (1er pluviôse), au Conseil de santé et au premier Consul (3 pluviôse), à Berthier (27 pluviôse, 1er ventôse), à Decrès, ministre de la marine (2 ventôse), à Berthier (22 ventôse), au premier Consul (26 ventôse) an X. Ms. 5873, B. N. F. F. N. Acq.

heurtant, comme cela arrive encore aujourd'hui, à la passivité et à l'inertie qui font, à un si haut degré, la force de résistance des bureaux de l'administration française. Enfin, à bout de patience, il écrivit une nouvelle lettre au premier Consul, et, comme il le connaissait, comme il savait bien qu'au milieu de ses immenses occupations il fallait lui présenter des questions claires et précises et des solutions toutes faites qu'il n'y avait plus, quand elles étaient justes, qu'à convertir en arrêtés, il se garda bien de rester dans de vagues généralités auxquelles l'esprit lumineux et concret de Bonaparte ne se serait pas arrêté un seul instant; il précisa rigoureusement ses réclamations, démontra leur portée et indiqua lui-même ce qui devait être fait. Il lui demanda d'assurer, sur sa présentation, toutes les places vacantes dans la garde ou dans les hôpitaux aux chirurgiens de l'armée d'Orient, d'envoyer aux colonies ceux qui le demandaient et de conserver les autres dans les bataillons de l'armée. Cette fois, il eut gain de cause dans la lutte qu'il soutenait en faveur des droits acquis par des hommes qui avaient tant de fois exposé leur vie, et Bonaparte traça sur la marge de sa lettre une apostille invitant son ministre de la guerre à exécuter les propositions de l'ancien chirurgien en chef de l'armée d'Orient[1].

II

Le 1er germinal an X, Larrey prend possession de son service à l'hôpital de la garde consulaire. Tout le conseil de santé, l'ordonnateur en chef de l'armée, son vieux maître Sabatier, ses anciens chefs, Percy et Heurteloup, son ami Rihes, tous les chirurgiens militaires de Paris, ont tenu à être auprès de lui, et c'est au milieu de leurs félicitations qu'il inaugure sa pre-

[1] Larrey, *Correspondance officielle.* Lettre inédite au premier Consul, 26 ventôse an X. Mss. B. N.

mière leçon de clinique chirurgicale. Il les poursuivra pendant tout le temps qu'il restera à Paris, c'est-à-dire pendant toute la période de paix, et ces cours seront très recherchés et très suivis. A cette époque, Larrey est déjà devenu une personnalité populaire et très en vue. Ses exploits sont associés, dans les récits qu'on fait de l'expédition d'Égypte, à ceux des plus brillants capitaines. On raconte sa magnifique tenue dans la traversée du désert, supérieure à celle des généraux réputés les plus braves et les plus intrépides, et pendant laquelle il soutint le courage de l'armée. On redit sa conduite pendant la révolte du Caire, où seul et sans armes il traversa le horde furieuse des émeutiers pour se rendre à son hôpital assiégé, et on vante le brillant courage, fait de sang-froid, d'initiative, de résolution et de mépris de la mort, qu'il a manifesté dans toutes les circonstances de la campagne. On cite des traits qui paraissent fabuleux de son héroïsme : le pansement auquel Arrighi, le cousin du premier Consul, a dû la vie, pratiqué dans la tranchée de Saint-Jean-d'Acre, sous une pluie de mitraille, et cet extraordinaire sauvetage du général Silly, qui dépassait tout ce qu'on avait déjà connu, emporté sur ses épaules pendant que la cavalerie anglaise le chargeait lui-même à fond de train. Et on ajoute le récit de cures extraordinaires accomplies avec un rare bonheur : des gens ayant des tranches de crâne enlevées, le bassin brisé comme Almeras, des poumons perforés comme Blagnac, des balles dans le ventre comme Belliard, atteints de ce mal presque toujours incurable, — le tétanos, — comme Destaing, ou amputés de l'épaule comme Fugières, parfaitement guéris. Tout le Paris consulaire va le voir et lui fait fête. Chaptal, dont il a été l'élève à Toulouse, Fourcroy, dont il a autrefois suivi les leçons de chimie au jardin du Roi, lui donnent des marques d'amitié et d'estime. Monge et Berthollet, qu'il a retrouvés à Paris, l'accueillent affectueusement. Le premier Consul l'invite à la Malmaison, où Joséphine le reçoit de la façon la plus gracieuse et lui offre son portrait. Il le présente à Fox, que tous les talents, toutes les intelligences attirent invinciblement; qui le félicite sur ses actions d'éclat, et lui dit « qu'il

est bien le chirurgien qui convient au nouvel Alexandre[1] ». Sa réputation s'est même étendue jusqu'à l'étranger. Il est complimenté par les représentants des souverains présents à Paris, et l'un d'entre eux, celui du roi de Prusse, l'engage à envoyer la relation de sa campagne d'Égypte à Frédéric-Guillaume. Larrey suit ce conseil, et le roi lui envoie avec une lettre flatteuse une médaille d'or du poids de mille livres, retraçant d'un côté l'effigie du souverain et portant inscrits au revers ces mots : « *Incremento Scientiarum et Artium.* FRÉDÉRIC-GUILLAUME III[2]. »

Il ne songe pas un instant à utiliser la faveur dont il jouit auprès du premier Consul dans son intérêt personnel. Quand il s'agit de réclamer pour lui-même la chose la plus juste et la plus nécessaire, l'ancien chirurgien de l'armée d'Égypte est d'une timidité extrême et se trouve paralysé en face de Bonaparte, qu'il connaît cependant si bien, — nous verrons à ce sujet que Mme Larrey avait plus d'audace, — et c'est tout au plus s'il a osé réclamer, pendant que les faveurs pleuvaient déjà autour de lui, une indemnité pour les pertes qu'il a faites en Égypte[3]. Mais son embarras disparaît quand il a à défendre, comme nous l'avons vu, les intérêts des chirurgiens placés sous ses ordres ou ceux de la science elle-même. On le voit alors intervenir et ne pas redouter de solliciter. C'est ce qu'il fait avec chaleur au moment de la réorganisation de la médecine et de la chirurgie. L'incident n'est pas connu, il intéresse assez l'histoire de la médecine pour être ici relaté.

[1] *Note inédite.*

[2] « Monsieur le Docteur,

« Je ne connais rien de plus instructif ni de plus utile que votre relation chirurgicale de l'expédition d'Égypte. Il est consolant de voir, à côté de l'histoire des guerres, celle des travaux qui ont pour but d'en adoucir les horreurs. Recevez, comme un gage du plaisir avec lequel je me suis occupé de votre ouvrage et des grands souvenirs qu'il m'a rappelés, la faible marque d'estime qui accompagne cette lettre. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

« Postdam, le 22 novembre 1803. »

(*Note inédite.*)

[3] Larrey, *Correspondance officielle.* Ms. 5873, B. N. F. F. N. Acq.

La réorganisation de la médecine préoccupait, en effet, le gouvernement et avait sa place marquée dans le vaste programme de refonte des institutions qu'il s'était tracé. Il préparait la loi du 19 ventôse an XI (9 mars 1803), qui devait réglementer l'exercice de l'art. Cette loi était attendue avec une extrême impatience. Malgré le rétablissement, sous le nom d'Écoles de santé, des Facultés de médecine par la Convention, le corps médical continuait à souffrir de malaises manifestes. La suppression des associations, des académies royales de médecine et de chirurgie, violemment dissoutes, du jour au lendemain, avait abaissé la profession si admirablement recrutée sous l'ancien régime, en faisant disparaître les liens disciplinaires, les éléments d'émulation qui constituaient autrefois sa grandeur et sa force. Les longues guerres de la République avaient eu pour résultat d'investir du libre exercice de l'art des personnages qui n'étaient en rien préparés à cette mission, et dont les habitudes, le défaut de culture et l'ignorance blessaient profondément les médecins de carrière. On regrettait les anciennes corporations qui veillaient avec un soin si jaloux sur l'honneur et la dignité de leurs membres, et on déplorait que les grandes sociétés qui avaient jeté sur la science au XVIII[e] siècle un si brillant éclat eussent été dissoutes[1].

Ainsi, au sortir de la période révolutionnaire, dès que quelques années écoulées eurent permis de juger le nouveau régime à ses premiers résultats, les médecins se trouvèrent unanimes à réclamer le retour aux anciennes institutions, — témoignage manifeste que celles-ci, détruites au nom de la liberté individuelle, étaient loin d'offrir tous les inconvénients qu'on leur a découverts depuis. — Ils saisirent le prétexte des nouveaux projets de loi pour faire entendre leurs doléances au gouvernement. Pendant que Bourdier de la Motte, — un des membres les plus autorisés de l'ancienne Faculté, — se faisait auprès du premier Consul l'organe des médecins de Paris

[1] Voir les ouvrages où j'ai exposé cette période de l'histoire de la médecine : *Bretonneau et ses Correspondants*, Paris, Alcan, 1892; *Récamier et ses Contemporains*, Paris, Baillière, 1899.

et lui demandait le rétablissement des corporations, Larrey se chargeait de solliciter au nom des chirurgiens celui de l'Académie de chirurgie.

La création de la Société royale de chirurgie avait été un des plus remarquables actes de la rénovation scientifique sous la monarchie. Elle marqua l'affranchissement des chirurgiens maintenus si longtemps dans un état de vassalité « de laquais bottés », disait Patin, par la Faculté, et lui assura une ère extraordinaire de progrès qui maintint longtemps à la France la suprématie chirurgicale. J'ai montré plus haut la part importante que prirent les chirurgiens militaires dans les travaux de la célèbre compagnie[1]. En réclamant sa reconstitution, Larrey s'inspirait sagement des traditions de ses prédécesseurs.

Il écrivit au premier Consul une lettre qui a été conservée et dans laquelle il invoquait l'éclat qu'avait jeté au siècle dernier l'illustre société fondée sous Louis XV par La Peyronnie. Il lui exposait que la suppression de cette compagnie avait paralysé l'avancement de la chirurgie et tari le recrutement des grands praticiens qui portèrent si haut le renom scientifique de la France, au XVIIIe siècle. Larrey terminait en proposant purement et simplement le rétablissement de l'Académie de chirurgie telle qu'elle existait sous l'ancien régime[2]. Mais, je l'ai déjà fait observer, Bonaparte, qui méditait à ce moment l'établissement du puissant instrument de centralisation qui porte le nom d'Université et que tous les régimes qui lui ont succédé, — même ceux qui ont le plus violemment contesté son génie et ses procédés de gouvernement, — ont tour à tour soigneusement conservé, ne voulait pas plus rétablir les sociétés indépendantes que les corporations. Ayant rejeté d'emblée le projet de Bourdier de la Motte, il n'accueillit pas davantage celui de Larrey, tel du moins que celui-ci le présentait. Mais, comme il avait besoin d'une institution qui pût remplacer les anciennes

[1] Page 48.
[2] Larrey, *Correspondance générale,* lettre au premier Consul. Ms. 5873, p. 320. B. N. F. F. N. Acq.

sociétés savantes et rendre les mêmes services, il lui demanda un second projet dont il indiqua les principaux traits.

Par le fait, il existait déjà, à cette époque, un embryon d'académie. C'était la Société de l'École de médecine qu'on pouvait réorganiser et développer. Le Directoire, ayant reconnu la nécessité de consulter un corps savant sur les questions d'intérêt public ressortissant de la médecine, l'avait constituée le 12 fructidor an VIII, dans le sein même de l'École de médecine. Elle était composée des professeurs de l'École et « devait concourir par tous les moyens possibles au perfectionnement des sciences médicales ». Elle s'appela la Société de l'École par opposition à la Société de médecine qui s'était fondée le lendemain de la Révolution avec les survivants des anciennes sociétés. Celle-ci fut une société libre, mais sans attributions, tandis que celle de l'École était la société officielle. Bonaparte observa à Larrey que cette assemblée devait être le noyau de la nouvelle Académie et l'invita à comprendre dans son nouveau travail, non seulement un plan d'organisation des académies, mais aussi un programme des Écoles de médecine.

Larrey reprit sa plume, et nous trouvons dans sa correspondance officielle le projet qu'il présenta peu de temps après au premier Consul sous forme d'arrêté[1]. Il proposait, dans ce document, de créer deux sociétés académiques, l'une de chirurgie, l'autre de médecine; la première composée de tous les chirurgiens professeurs de l'École de médecine de Paris, auxquels il serait adjoint vingt-huit chirurgiens nommés par le premier Consul; la deuxième constituée par tous les professeurs en médecine, auxquels seraient adjoints dix-huit autres médecins, également nommés par le chef du gouvernement. Chaque société, ainsi formée, se complétait par quinze associés résidants, quatre-vingts correspondants et vingt associés étrangers. L'ordre de leurs travaux, leurs publications et leur administration étaient organisés comme dans

[1] Larrey, *Projets d'arrêtés pour les différentes parties de l'art de guérir présentés au premier Consul. Correspondance générale*. Ms. 5873, p. B. N. 320, F. F. N. Acq.

les anciennes académies, et leurs attributions étaient les mêmes. Mais, tandis qu'avant la Révolution les deux sociétés de chirurgie et de médecine étaient totalement séparées, celles-ci se seraient réunies une fois par an en assemblée générale, comme les classes de l'Institut d'aujourd'hui.

Si ce projet eût été accepté dans sa totalité, la médecine eût possédé immédiatement deux grands organismes qui n'auraient pas eu de peine à faire revivre les grands souvenirs des illustres compagnies du XVIII[e] siècle. Mais, dès ce moment, les idées de centralisation, d'unité et de simplicité dominaient dans le gouvernement. Fourcroy, qui était à la tête de l'instruction publique, n'avait pas oublié du reste les déplorables dissentiments qui avaient si longtemps divisé les médecins et les chirurgiens, et il était résolu à fondre pour jamais ces deux corps rivaux. En cela, il répondait aux idées et au programme du premier Consul; sur tous les autres points, le projet de Larrey fut accepté, et un décret du 30 ventôse an XII (20 mars 1804) compléta l'organisation de la Société de l'École, d'après les idées qu'il avait émises, mais en réunissant les sociétés de médecine et de chirurgie qu'il eût voulu séparer.

Le projet de Larrey pour l'enseignement et l'exercice de la médecine eût facilement balancé la loi, célèbre dans le corps médical, du 19 ventôse an IX (10 mars 1803), qui mit fin au chaos dans lequel se trouvait alors l'art de guérir. Il offrait, de commun avec elle, les conditions de capacité; mais il lui était supérieur en ce qu'il passait sous silence l'institution de l'ordre des officiers de santé, — création profondément regrettable et qui contribua à déconsidérer en France l'art médical. Larrey n'admettait la licence d'exercer, sans avoir subi toutes les épreuves probatoires, que pour les officiers de santé militaires de 1[re] classe, exception occasionnelle, dont la durée pouvait être limitée, et qui, à la rigueur, était acceptable. Une autre innovation était la création de deux cours de chirurgie militaire qui auraient été institués à l'École de Paris.

Telle fut la collaboration de Larrey aux actes du gouver-

nement. Elle ne s'arrêta pas là, et il intervint aussi dans la réorganisation des hôpitaux militaires et mixtes. Lorsque cette question fut soumise au conseil d'État, on demanda à Larrey, à Percy et à Des Genettes de donner leur avis. C'est Larrey qui fit le rapport, et c'est son projet qui servit au rapporteur, le conseiller d'État Béranger, pour établir son projet général. Il accepta les conclusions de Larrey, et la plupart de celles-ci ont subsisté jusqu'à nos jours[1].

Cependant le chirurgien en chef de la garde consulaire, qui avait contribué à la nouvelle législation sur l'exercice de la médecine, ne se trouvait pas lui-même en règle vis-à-vis de la loi du 19 ventôse. Elle stipulait, en effet, qu'une thèse devait être soutenue à la fin de la scolarité dont elle devait, pour ainsi dire, être le couronnement, et Larrey, qui était parti pour les armées en 1792, au moment où les Facultés de médecine étaient dissoutes, n'était pas docteur de l'ancienne Faculté de Paris. Il ne possédait que les nombreux certificats d'étude et d'examens de ses maîtres du Collège de chirurgie et des hôpitaux[2] : Louis, Desault, Lassus, Pelletan, Sabatier, Baudelocque, etc. Il avait soutenu à Toulouse, le 10 septembre 1786, comme nous l'avons vu, une thèse de chirurgie sur la carie des os[3]. Notons en passant qu'un de ses concurrents dans cette thèse était un tout jeune homme comme lui, nommé Aran. Cet étudiant fit aussi son chemin et conquit, comme on le sait, la célébrité scientifique. Tous ces titres au fond, avec ceux qu'il avait acquis depuis, lui constituaient des droits suffisants au libre exercice de la médecine ; mais Larrey voulait avec raison que sa person-

[1] D. Larrey, *Projet relatif à l'organisation des hôpitaux*. Ms. 5873, p. 327. B. N. F. R. N. Acq.

[2] La collection complète de ces certificats, que j'ai eue entre les mains, existe encore et a été donnée au Val-de-Grâce par Mlle Juliette Dodu.

[3] La thèse de Toulouse, que j'ai en ce moment sous les yeux, porte le titre suivant : *Thèse de chirurgie sur la carie des os dédiée à MM. les Capitouls, Gouverneurs de la ville de Toulouse, etc., Juges criminels et de police, etc., soutenue sous la présidence de M. Becane, professeur royal de maladies des os, par Dominique-Jean Larrey, étudiant en chirurgie, natif de Baudéan, diocèse de Tarbes en Bigorre, le 10 septembre 1786. Concurrents MM. Lombard, Granereau et Aran.*

De l'imprimerie de M. Étienne Sens, imprimeur-libraire, vis-à-vis Saint-Rome.

nalité fût placée au-dessus de toute contestation, et il soutint à la Faculté de Paris une thèse sur les amputations[1]. Comme plus tard pour Bretonneau, qui dut se soumettre, — déjà célèbre, — à la même formalité, cette épreuve fut un triomphe. Son vieux maître Sabatier présidait. Il lui rappela, non sans émotion, ses années d'études dans son propre service à l'hôpital des Invalides et évoqua, aux applaudissements de l'auditoire, les services qu'avait rendus le jeune chirurgien à la science et les actions d'éclat qui avaient déjà fait retentir son nom à côté de celui des plus illustres capitaines.

Le nouveau docteur en chirurgie adressa sa thèse au premier Consul :

« Paris, le 25 floréal an XI (14 mai 1803).

Au général Bonaparte, premier Consul de la République.

« Général, premier Consul,

« Pour montrer l'exemple de ma soumission aux lois qui viennent d'être rendues sur l'exercice de la médecine, je me suis empressé, aussitôt leur promulgation, de présenter à l'École spéciale de médecine de Paris la thèse dont j'ai l'honneur de vous adresser un exemplaire et d'après laquelle cette faculté vient de me recevoir docteur.

« Daignez, général, l'accepter comme une marque de mon admiration pour vous et de l'attachement inviolable que je vous porte.

« Salut et respect,

« D.-J. LARREY. »

Le nouveau régime se développe. Bonaparte est nommé

[1] Dominique Larrey, *Des amputations des membres à la suite des coups de feu*. Thèse, floréal an XI.

consul à vie et est bientôt porté à l'Empire. Larrey note dans son journal ces grands événements politiques. Comme beaucoup d'autres, il n'accueille pas avec un extrême enthousiasme la proclamation des nouvelles institutions, et il eût préféré voir Bonaparte conserver la haute magistrature républicaine qu'il avait illustrée. Une note de lui nous apprend que, le soir même du couronnement, il prédit que le nouvel état de choses ne subsisterait pas[1]. Mais son attachement sans bornes pour son maître, et qui ressemble à un culte, est loin d'être altéré, et, s'il blâme son avènement à l'Empire, ce n'est pas qu'il regrette le régime qui vient d'être renversé, mais parce qu'une sorte de pressentiment lui fait redouter pour la France et pour Bonaparte le résultat de son élévation.

Dans la pluie de faveurs qui tomba en ce moment sur les amis et les serviteurs du premier Consul, Larrey eut naturellement sa part. Déjà, après avoir reçu son *Histoire chirurgicale de l'armée d'Orient,* Bonaparte lui avait offert en témoignage de satisfaction une boîte d'or ornée de son portrait et une somme de six mille livres. Bientôt il le nomma inspecteur général du Service de santé, la plus haute fonction à laquelle pût prétendre un chirurgien militaire[2]; an

[1] Larrey, assistant au couronnement de l'empereur Napoléon, en sa qualité d'inspecteur général du Service de santé des armées et de chirurgien en chef de la garde, fut saisi d'un pressentiment sinistre sur le terme fatal et prématuré de la carrière de ce souverain; il la communiqua au même instant à sa famille.

« C'est avec une affliction profonde, dis-je à mon épouse, au retour de cette cérémonie, que j'ai vu cet illustre guerrier porter le sceptre des rois. Tout me prédit que cet instrument de la tyrannie causera incessamment sa perte et la ruine de la France, tandis que s'il avait su conserver son titre modeste de premier Consul de la République, il aurait été vénéré du monde entier et il serait resté l'idole du peuple français. » (Note écrite, à ce moment, de la main de Larrey et conservée dans ses papiers.)

[2] « Paris, le 23 frimaire an XII.

« Bonaparte, premier Consul de la République, arrête :

« Art. 1er. Les citoyens Heurteloup, membre du conseil de santé, Percy, chirurgien en chef d'armée, Larrey, chirurgien en chef de la garde des consuls, Coste, médecin en chef de l'armée des côtes, Des Genettes, médecin du Val-de-Grâce, et Parmentier, pharmacien en chef de l'armée des côtes, sont nommés inspecteurs généraux du Service de santé.

moment de l'institution de la Légion d'honneur il le décora de ses propres mains, et peu de temps après lui décerna la croix d'officier[1].

Larrey avait alors trente-cinq ans.

Ce fut, peut-être, la période la plus heureuse de sa vie. Il venait enfin de voir ses services reconnus et brillamment récompensés. Ses fonctions d'inspecteur général, jointes à celles de chirurgien en chef de la garde, — dont l'importance venait d'être considérablement accrue, — et de l'hôpital spécial de ce corps d'élite, lui assuraient dans l'armée et le corps médical une situation importante et fixaient définitivement sa carrière.

L'estime que lui manifestait l'Empereur dans toutes les occasions, l'amitié qui l'unissait aux grands personnages de son entourage, qui presque tous avaient été ses compagnons d'armes en Égypte, Eugène de Beauharnais, Duroc, Bessières, Lannes, Murat, Monge, Berthollet, lui donnaient à la nouvelle cour une situation privilégiée.

Son honheur domestique était, à ce moment, sans mélange. Il avait, avec des transports de joie, retrouvé à son retour d'Orient sa femme, pour laquelle son ardent attachement

« Le ministre, directeur de l'administration de la guerre, est chargé de l'exécution du présent ordre.

« Signé : BONAPARTE.

« Par le premier Consul,

« Le secrétaire d'État,

« Signé : H. B. MARET. »

(Extrait de la *Gazette nationale* ou le *Moniteur universel;* jeudi 28 nivôse an XII de la République, 19 janvier 1804.)

1 LÉGION D'HONNEUR

« Paris, le 26 prairial an XII.

« Le grand chancelier de la Légion d'honneur à monsieur Larrey, Inspecteur général du Service de santé, officier de la Légion d'honneur.

« L'Empereur, en grand conseil, vient de vous nommer, Monsieur, officier de la Légion d'honneur.

« Je m'empresse de vous annoncer ce témoignage particulier de la bienveillance de Sa Majesté impériale et de la reconnaissance de la nation.

Signé : LACÉPÈDE. »

avait encore grandi, et sa petite fille Isaure, née en son absence et qui ne tarda pas, malgré le désappointement que son sexe lui avait fait éprouver, à être pour lui l'objet d'une tendresse passionnée. Après une longue séparation de quatre années, il jouissait avec une véritable félicité de cette vie de famille dont il avait été si longtemps sevré. Une élite d'amis se pressait autour de lui. C'étaient son compatriote Ribes, qui, pendant son séjour en Égypte, avait soigné sa femme avec un véritable dévouement; Antoine Dubois, en faveur duquel on se rappelle son heureuse intervention auprès du général Bonaparte; Pelletan, qu'il remplacera plus tard à l'Institut; Percy, autrefois son chef, devenu son collègue; son vieux maître Sabatier, qui représentait l'autre siècle à la Faculté de médecine; et Villemanzy, l'ami de sa jeunesse, l'habile et intègre ordonnateur de l'armée du Rhin et de l'armée d'Italie.

C'étaient aussi, — avec ses camarades de l'armée d'Égypte, — des artistes, des hommes de lettres, amis personnels de Mme Larrey. Dans ce milieu composite, à la fois militaire et intellectuel, — comme on dirait aujourd'hui, — Mme Larrey, dont l'éducation et l'esprit ont été très cultivés, apparaît comme une personnalité des plus intéressantes. La haute figure des soldats de l'Empire relègue souvent au second plan la physionomie des jeunes femmes qui furent leurs compagnes; un certain nombre cependant méritent d'être retenues par l'histoire. Parmi elles est la fille de Leroulx de Laville. Nous avons vu qu'elle appartenait à une famille justement estimée de la vieille bourgeoisie française, avant la Révolution. Son père, l'ancien ministre de 1792, avait traversé les orages politiques sans qu'une tache de sang ou de boue eût éclaboussé son nom, et était sorti, — ce qui fut, on le sait, excessivement rare, — les mains et la conscience nettes de la tourmente révolutionnaire. Il mourut pauvre, et le premier Consul dut faire une pension à sa veuve. Un autre Leroulx de Laville, son oncle, homme politique influent, était membre du Tribunat et fut appelé à faire partie du sénat impérial. Par sa famille, elle avait donc des relations élevées et étendues dans le nouveau monde politique; elle avait été, sous le Directoire,

en commerce de visites avec Mme Bonaparte, Mme Tallien, les femmes et les amis des Directeurs et des ministres. Dans cette société mêlée et troublée, elle passa cependant, comme son père au gouvernement, sans que sa réputation eût reçu une atteinte, et elle resta une des plus honnêtes femmes du régime. Très fine et très intelligente, elle sut employer plus d'une fois son crédit mondain à sauvegarder ou à avancer la situation de son mari; car, malgré l'éclat des services, les recommandations, alors comme aujourd'hui, étaient une condition indispensable à l'avancement, ou même au maintien de la situation.

On a vu que Mme Larrey, comme sa sœur, l'Émilie de Demoustiers, possédait de remarquables dons artistiques; elle était musicienne, chantait et exécutait avec goût, et surtout peignait avec talent. Les deux sœurs s'étaient spécialisées dans le portrait, et aux expositions d'art leurs travaux étaient très remarqués. On a d'Émilie, qui devint Mme Benoît, un portrait de Bonaparte en costume de membre de l'Institut[1]. Je ne connais guère de Mme Larrey que quelques dessins et miniatures.

Si Larrey recherche la société de ses confrères de la Faculté et de ses compagnons d'armes, sa femme, — quoiqu'elle ne néglige pas les amis de son mari, — a plus d'attraits pour les poètes et les artistes. De bonne heure, elle et sa sœur Émilie, tout en faisant de la peinture avec Mme Vigée-Lebrun ou dans les ateliers de David et de Girodet, se sont liées avec le poète Demoustiers. Élisabeth était déjà à cette époque engagée avec Larrey. Mais le cœur de sa sœur était libre, et le poète composa pour elle ses lettres célèbres sur la mythologie qui enchantèrent toute une génération et dont la jeune artiste, — elle avait seize à dix-huit ans, — fut l'inspiratrice. Peut-être même les deux sœurs collaborèrent-elles à l'œuvre de Demoustiers.

Ce poète charmant, mais d'une originalité excessive, était aussi audacieux dans ses vers qu'il était réservé dans ses

[1] Ce portrait a été donné par H. Larrey à l'Institut.

actes. En lisant le poème qu'il adressa à Émilie, on se demande quel peut être le caractère de l'homme qui fait entendre à une jeune fille un langage aussi risqué; et on s'imagine facilement un Parny ou quelque libertin de la fin du XVIIIe siècle. Quelle erreur!... Demoustiers était l'homme le plus honnête, le plus sage et le meilleur qui eût jamais existé, et il le faut bien, puisque sa longue liaison avec Émilie, — elle dura dix ans, — obtint l'autorisation de la mère de la jeune fille. Sans doute l'amour qu'il éprouva pour elle était une conception purement idéale. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la pauvre Émilie ne reçut jamais de son poète de demande formelle en mariage. Elle dut se résigner, après avoir longtemps attendu, à épouser un chef de bureau au ministère de l'intérieur nommé M. Benoît. C'était un homme de tact et d'esprit, au caractère avisé, qui, au talent d'avoir su se faire une belle carrière sous l'Empire, ajouta celui de la compléter sous la Restauration[1]. Demoustiers continua cependant à aimer à sa manière l'héroïne de son poème jusqu'au dernier jour de sa vie, et, au moment de mourir, il lui envoyait cette nouvelle et touchante assurance : « Je sens que je n'ai plus la force de vivre, mais j'ai encore celle de vous aimer. »

Les deux sœurs, Émilie, devenue Mme Benoît, et Élisabeth, devenue Mme Larrey, le visitèrent quand, atteint de consomption, — la maladie des poètes, — il ne put plus sortir; c'est dans une de ces visites qu'il dit à Émilie ce mot charmant : « Je vous adore d'amitié[2]. »

Les amis de Demoustiers, Campenon, autre poète, Collin d'Harville, l'aimable et élégant imitateur de Delille, l'auteur de *l'Inconstant* et du *Vieux célibataire*, et l'excellent et sensible Legouvé, le courageux auteur de *Néron en 1794*, restèrent, après sa mort prématurée, fidèles aux deux sœurs et continuèrent à les entourer de leurs hommages discrets. Un autre poète, dont l'existence a été agitée et qui a mêlé au

[1] Ses descendants portent aujourd'hui le nom de Benoît d'Azy.
[2] Demoustiers, *Lettres à Émilie*, préface de Paul Lacroix. Paris, Jouaust, 1883. Notes de Larrey.

lyrisme la politique révolutionnaire, fréquente aussi chez elles : c'est Marie-Joseph Chénier. Mme Larrey ne l'aimait cependant pas. Quoiqu'il eût une physionomie agréable et des formes très douces, l'auteur du *Chant du Départ* ne lui inspirait qu'une confiance très relative. Elle dit qu'il avait « l'âme méchante ». Elle nous raconte à son sujet un fait bizarre. Chénier avait sur sa table, quand il composait ses vers, une coupe remplie de sang, — d'un animal bien entendu, — et il l'aspirait à pleins poumons quand sa verve poétique lui faisait défaut[1].

Mais, parmi tous ces hommes de lettres et ces artistes, c'est surtout avec le peintre Girodet que le ménage est le plus lié. Il est l'hôte privilégié de la maison, et il le restera jusqu'à la fin. Girodet est un peu oublié aujourd'hui. Il tient cependant une place importante parmi les grands peintres d'histoire de la Révolution et de l'Empire. Tout le monde connaît son tableau d'*Hippocrate refusant les présents d'Artaxercès*, qui a été tant de fois reproduit par la gravure. Mais ce n'est pas là sa meilleure œuvre. Son *Sommeil d'Endymion*, sa scène du *Déluge* et, quoique d'un ordre bien différent, la *Révolte du Caire* et *Napoléon recevant les clefs de Vienne*, constituent des œuvres très remarquables et qui feront toujours le plus grand honneur à l'école française.

L'amitié de Larrey ne fut pas inutile à Girodet. Il lui obtint la commande de ses deux grandes compositions militaires, et celle des portraits du père de Napoléon, Charles Bonaparte, et de son frère Louis. Nous verrons, pendant la guerre d'Allemagne, le chirurgien de la garde, malgré ses grandes occupations, songer encore à Girodet et arrêter avec lui un projet de tableau à présenter à l'Empereur. Nous devons aussi à ce peintre distingué un excellent portrait de Larrey, qui fut fait à son retour d'Égypte et dont une reproduction est placée en tête de ce volume.

Ce que Mme Larrey est chez elle, simple, spirituelle et aimable, elle l'est à la nouvelle cour, où elle tient sa place

[1] Larrey, *Note inédite*.

avec l'aisance que lui donnent son éducation, son intelligence, les services de son mari et l'estime dont il jouit auprès de l'Empereur et des généraux. Elle est invitée aux Tuileries et à la Malmaison, où elle est reçue par Joséphine et sa fille Hortense avec une aimable affabilité. Ces deux femmes excellentes estiment profondément le chirurgien; elles n'ont pas oublié ses soins à Eugène de Beauharnais; elles savent qu'il peut être un jour appelé à sauver l'Empereur, dont chaque campagne met les jours en danger, et elles marquent à Mme Larrey un gracieux intérêt. Elles ont, du reste, pour cette aimable personne une sympathie déjà ancienne, et elles la font partager par leur entourage. Napoléon, de son côté, manifeste une extrême faveur à la femme de son compagnon d'Égypte. Pendant qu'il traite souvent sans ménagement des femmes du plus haut rang, il marque à celle-ci, au contraire, une bienveillance spéciale. Il la plaisante bien parfois sur le silence qu'elle a gardé envers son mari pendant l'expédition d'Orient, et il lui rappelle que Larrey ne reçut qu'une lettre en quatre ans; mais Mme Larrey n'est pas en peine de répondre que les bâtiments du Directoire faisaient moins bien le service postal que ceux du premier Consul, et elle finit par une discrète allusion aux services de son mari, aux pertes qu'il a subies en Orient et à la difficulté des temps. Larrey, qui réclamait constamment pour les autres, n'osait jamais rien demander pour lui-même; mais sa Laville n'avait pas la même timidité. Nous lui verrons demander un jour une petite métairie, — ce fut le rêve de Larrey. — En attendant, elle lui a rappelé, au moment de l'institution de la Légion d'honneur, les titres de son mari, — nous avons vu qu'il ne fut pas oublié, — et la situation de sa mère, restée veuve sans fortune; il donna à cette dernière une pension [1].

Ces sollicitations sont indispensables, car le premier Consul, — comme l'Empereur, — veut qu'on lui demande et oublie facilement ceux qui ne se rappellent pas à son souvenir.

[1] Larrey, *Journal de campagne.*

III

Au mois d'août 1805, nous retrouvons Larrey, avec la garde, au camp de Boulogne. L'Angleterre s'est dérobée au traité d'Amiens; elle a refusé de rendre Malte et a noué contre la France une nouvelle coalition qui comprendra l'Autriche, la Russie, la Suède et Naples. Napoléon, décidé cette fois à la frapper au cœur, a réuni à Boulogne une immense flottille de débarquement et une armée de cent vingt mille hommes. Le plan d'invasion de l'Angleterre a été préparé avec cette précision impeccable et cette géniale prévoyance qui font de lui un adversaire si redoutable. Douze cents bâtiments, chaloupes, canonnières, péniches ou bateaux plats, doivent transporter l'armée de l'autre côté du détroit. Les troupes ont été entraînées à l'avance à l'embarquement et au débarquement, et la plupart des soldats ont appris les manœuvres de la mer. Les bâtiments sont toujours prêts à mettre à la voile; les vivres et les munitions sont à bord, et au premier signal les troupes peuvent être embarquées. Mais il faut être maître de la traversée pendant quelques heures. Le sort de l'Angleterre dépend de la présence ou de l'absence dans le détroit de quelques-uns de ses vaisseaux, ou plutôt d'une belle manœuvre ou d'un coup de bon vent.

Jamais la Grande-Bretagne ne courut un plus grave danger. Elle ne s'y trompa pas, et, malgré l'affectation de raillerie avec laquelle elle traitait le projet de débarquement, le gouvernement britannique fit des efforts désespérés pour activer la coalition, qui seule pouvait la sauver, en ramenant l'Empereur de Boulogne au centre du continent. D'un autre côté, l'amiral Keith, celui que nous avons vu opérer en Égypte, — dans toutes ces guerres on retrouve toujours les mêmes acteurs, — s'attachait ardemment à détruire la flottille; il n'y parvint pas, et tontes ses attaques furent bril-

lamment repoussées. Il était, en effet, plus facile et plus profitable de se mesurer avec Menou qu'avec Napoléon, et ce n'étaient pas les embûches de Keith qui pouvaient sauver l'Angleterre. Il fallait la faiblesse et l'incapacité de Villeneuve et aussi une nouvelle coalition des puissances continentales.

On sait comment le cœur manqua à Villeneuve, — comme autrefois à Ganteaume dans la Méditerranée, — et comment, au lieu de pénétrer hardiment dans la Manche, il fut se réfugier à Cadix, où son escadre fut immédiatement bloquée par les Anglais et n'en sortit que pour aller se faire détruire à Trafalgar[1]. Ceci se passait le 3 fructidor 1805. L'Empereur apprit le lendemain même, 4 fructidor (21 août), par le télégraphe, la nouvelle qui rendait inutiles tant d'immenses préparatifs et ruinait son plan d'invasion. Sa déception fut immense et se traduisit par une violente explosion de colère. Larrey, logé au quartier général du Pont-de-Briques, appelé ce matin-là auprès de lui pour son service, fut témoin de cette scène. Il y avait là, — outre le chirurgien de la garde, — Monge, qui venait tous les matins déjeuner avec Napoléon; le ministre de la marine, Decrès, que l'Empereur avait fait appeler, et Daru, qui était alors adjoint au commissaire général Petiet. Larrey raconte que jamais il n'avait vu Napoléon dans une pareille crise d'emportement. Le visage congestionné, les veines du front dilatées, comme si elles fussent prêtes à se rompre, les poings fermés, il exhala d'abord sa fureur contre Villeneuve, incriminant sa lâcheté et son incapacité. Monge tenta quelques mots pour l'apaiser. Mais, devant le regard que lui lança Napoléon, il s'esquiva prudemment. Larrey, qui avait hasardé également quelques paroles, fut brutalement invité à se retirer[2]. Il accabla Decrès

[1] Ce que j'ai dit de l'état de la marine sous la Révolution explique, — sans la justifier, — la conduite de Villeneuve. Les efforts du ministre Decrès n'avaient pas sensiblement amélioré la situation de notre armée navale, et quand Villeneuve écrivait pour s'excuser : « Nous avons de mauvais gréements, de mauvais officiers, de mauvais matelots, » il n'avait pas tout à fait tort; mais il aurait pu ajouter, avec autant et plus de justice, « et un mauvais amiral. »

[2] Il lui dit de retourner à ses « Égyptiens ». Voici comment s'expliquent ces paroles :

« Quelques jours auparavant, l'Empereur était sorti le soir de son quartier géné-

de récriminations, lui reprocha de lui avoir donné un homme comme Villeneuve et se plaignit avec violence d'être aussi mal secondé. Mais cette puissante imagination ne pouvait rester longtemps sur l'échec d'un de ses projets. Il passa vite à un autre plan. Il songea d'abord très sérieusement à brusquer le passage du détroit pendant que les forces navales de l'Angleterre, — paralysées par la présence de la flotte de Brest et de Cadix, — étaient éloignées de Boulogne. Ce projet n'offrait pas les garanties de sécurité du plan primitif, mais pouvait réussir. Napoléon l'examina sous toutes ses faces, et Larrey dit qu'il n'aurait certainement jamais abandonné le plan d'invasion en Angleterre[1] sans les nouvelles qu'il reçut de la coalition. Ces nouvelles étaient, en effet, mauvaises. L'Autriche bordait l'Adige et menaçait la Bavière; deux armées russes se concentraient : l'une en Pologne, afin d'entraîner la Prusse; l'autre en Galicie, pour secourir l'Autriche. L'expédition d'Angleterre devenait dans ces conditions une témérité. Frémissant de rage et d'indignation, Napoléon se vit contraint d'y renoncer. A cette minute suprême de sa vie, comprit-il qu'il perdait à jamais l'occasion d'en finir avec son implacable ennemie et crut-il que tous les efforts de son génie se briseraient désormais contre elle? Ses transports de colère, la violente déception qu'il manifesta montrent bien qu'il ressentit l'impuissance où il se trouvait placé de l'atteindre directement, à l'égal d'un désastre. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, malheureusement pour lui et pour nous, il abandonna ce jour-là pour jamais le seul plan de campagne qui pouvait abattre l'Angleterre, donner la paix au monde et assurer à la France la suprématie européenne.

ral; entendant jouer une musique militaire, il se dirigea vers l'endroit d'où partaient les sons et se trouva devant mon logis qu'entouraient des musiciens. Il s'informa et apprit que c'étaient d'anciens soldats d'Égypte qui avaient entraîné leurs camarades à venir me donner un concert. L'Empereur prit bien la chose et félicita ces soldats de l'attachement qu'ils avaient conservé pour leur chirurgien. Mais, étant de mauvaise humeur, ce souvenir lui revint à la mémoire, et il m'engagea à aller retrouver mes Egyptiens comme il m'aurait dit d'aller au diable... Je ne me fis pas prier plus que Monge pour sortir. » (Note de Larrey.)

[1] Note de Larrey.

Mais il se retourna alors vers le continent. Perdant l'espoir d'atteindre l'Angleterre par mer, il allait se jeter sur les alliés qu'elle soudoyait. On a raconté qu'ayant fait appeler Daru, il dicta séance tenante et d'un seul jet, avec une présence d'esprit et une précision de détails extraordinaires, le plan de son admirable campagne de 1805. Le fait est indéniable, et Daru a rapporté lui-même la scène pendant laquelle il tint la plume [1]. Il serait absurde cependant de croire que Napoléon ait improvisé le programme de ses opérations militaires en Allemagne comme un poète improvise des vers. Il avait dû y réfléchir souvent depuis quelques semaines, et tout porte à croire que quand il dicta à Daru les mesures concernant les mouvements de ses armées, les grandes lignes en étaient déjà arrêtées dans son esprit.

Le débarquement des troupes fut immédiatement exécuté; les ordres de marche furent envoyés le 27 août, et le 29 au matin elles étaient dirigées sur l'Allemagne par des routes différentes et avec le plus grand secret sur leur destination.

L'Empereur veillait lui-même au départ de ses divisions et présidait en personne à toutes les mesures que suscitait la nouvelle orientation donnée à ses projets [2]. Il fit appeler le chirurgien de sa garde et lui demanda de lui donner un modèle d'organisation des ambulances de l'armée. Le même

[1] « Le 13 août 1805, au quartier général de Pont-de-Briques (Boulogne), Napoléon dicte à Daru le plan complet de la campagne contre l'Autriche : l'ordre des marches, leur durée, lieux de convergence ou de réunion des colonnes, attaques des villes fortes, mouvements divers et fautes de l'ennemi. Tout était prévu dans cette dictée subite, à deux mois et à deux cents lieues de distance, les champs de bataille, les victoires et jusqu'au jour même où nous devions entrer à Munich ou dans Vienne. Daru vit ses oracles se réaliser à jour fixe jusqu'à Munich, et s'il y eut quelques différences de temps et non de résultats entre Munich et Vienne, elles furent à l'avantage de l'Empereur. » (De Ségur, t. II, p. 30. *Récit de Daru à Ségur.*)

Daru était alors commissaire général des côtes et adjoint à l'intendant général Petiet. Il jouissait déjà de la confiance de Napoléon. La part qu'il prit à l'organisation de la campagne de 1805 fut le début de sa fortune.

[2] Partant de Boulogne, Napoléon rencontre un peloton de soldats égarés, calcule le jour de leur départ, la route qu'ils ont prise, le chemin qu'ils ont dû faire, et leur dit : « Vous trouverez votre bataillon à telle étape. » (Lavalette, t. II, p. 35.)

soir Larrey le lui remettait[1]. Ce ne fut que lorsque Napoléon eut vu de ses yeux son armée en route qu'il quitta Boulogne. Larrey partit en même temps que lui. Ils étaient l'un et l'autre le 3 septembre à Paris.

[1] *Larrey à l'Empereur.* Pont-de-Briques, 12 fructidor an XIII.

CHAPITRE XIII

I. Campagne de 1805. — Exposition sommaire des faits. — Préparatifs de Larrey. — Les ambulances de la garde impériale. — Manœuvres de Napoléon. — Récit de la reddition d'Ulm par Larrey. — Le combat de Dirstein. — Larrey à Hollabrünn. — Blessure du général Oudinot. — Austerlitz : préparatifs de Larrey. — L'ambulance centrale au moulin de Paleny, reliée par les ambulances volantes aux hôpitaux d'évacuation de Brünn et, de là, aux hôpitaux sédentaires de Vienne. — Lettre de Larrey à l'ordonnateur Joinville. — II. Récit de la bataille d'Austerlitz fait par Larrey à son oncle Alexis Larrey, de Toulouse. — Rapport de Larrey à l'Empereur. — Les blessés et les pertes de la bataille. — Les généraux blessés. — Rapp et la fameuse charge de la garde impériale. — Les généraux Saint-Hilaire, Kellermann, Walter, Thiébault, Sébastiani. — Histoire de la blessure du général Thiébault. — Comment était soigné « un général de l'Empereur ». — Larrey et Percy auprès de Thiébault. — Mort des généraux Valhubert, Morland et Mazas. — Belle lettre de Valhubert à l'Empereur avant de mourir. — Embaumement de Morland. — Un des contes de Marbot. — Procédé d'embaumement de Larrey. — Larrey soigne les blessés ennemis avec le même zèle que les blessés français. — Ses procédés vis-à-vis des officiers russes. — Le typhus à Brünn parmi les blessés. — Larrey à Vienne. — Sa correspondance avec Mme Larrey. — Amoindrissement de la situation des chirurgiens et des médecins militaires sous l'Empire. — Inégalité de traitement avec les officiers combattants. — Larrey oublié dans la distribution des grades et des faveurs qui eut lieu après Austerlitz. — Sa timidité vis-à-vis de Napoléon. — Hardiesse plus grande de Mme Larrey.

I

Je n'ai pas, on le pense bien, l'intention d'exposer le récit circonstancié des campagnes de l'Empire. Larrey ayant assisté à toutes les guerres de Napoléon, on voit où m'entraînerait et où serait entraîné avec moi le lecteur, si je devais retracer tous les événements militaires dont il fut le témoin. On peut observer que je viens d'exposer assez longuement la campagne d'Égypte. Mais Larrey a consacré lui-même des développements assez considérables à cette expédition de sa jeunesse, dont il garda toute sa vie le captivant

souvenir; et comme elle est plus oubliée, qu'elle a trouvé moins d'historiens que les guerres de l'Empire, j'ai cru devoir lui attribuer la même importance qu'il lui a accordée. Du reste, son journal, détaillé avec soin et très bien tenu à jour pendant les guerres de la Révolution et du Consulat, est interrompu à partir de la dislocation du camp de Boulogne pour n'être repris sur ses agendas qu'au moment de la campagne de Russie. Je suivrai donc sa documentation et me bornerai à exposer rapidement les événements militaires auxquels il a été mêlé, en faisant ressortir le rôle qu'il y a joué. Pour cette partie de l'histoire de Larrey, à défaut de son journal de campagne, il nous reste encore de belles et nombreuses sources d'informations : sa correspondance officielle et privée, ses fiches manuscrites et les notes inscrites par lui en marge de ses Mémoires imprimés et sur ses carnets.

Nous avons vu que Napoléon avait dicté d'un seul jet à Daru le plan de l'immortelle campagne de 1805. Son programme s'exécuta tel qu'il avait été conçu. Rappelons sommairement les faits.

L'armée d'Angleterre, qui prit le nom de « Grande Armée », s'avança avec une merveilleuse rapidité. En vingt jours, au grand étonnement de l'Europe, elle se trouva transportée des côtes de la Manche au centre de l'Allemagne. On a donné aujourd'hui à ces déplacements rapides le nom de mobilisation. En tenant compte de la différence des temps, celle-ci sera toujours considérée comme un des plus remarquables exemples historiques de cette opération préliminaire des guerres modernes.

Pendant que Bernadotte, cantonné dans le Hanovre, dont Napoléon s'était saisi après la rupture de la paix d'Amiens, se portait sur la Bavière et arrivait le 27 septembre à Wurzbourg, Marmont, parti du Texel avec son corps d'armée le 29 août, le rejoignait le 29 septembre. Davout, parti d'Ambleteuse, Soult, de Boulogne, Ney, de Montreuil, étaient sur le Rhin du 23 au 24. La cavalerie avec Nansouty, d'Hautpoul, Baraguay-d'Hilliers, Walter, sous le commandement général de Murat, les avait précédés. Augereau suivait

avec la réserve. Le total de ces forces, projetées d'une façon si merveilleuse d'un point du continent à l'autre, formait une armée de cent quatre-vingt-dix mille soldats, auxquels il convient d'ajouter les troupes auxiliaires de la Bavière, qui comprenaient vingt-cinq mille hommes.

L'Autriche et la Russie mettaient de leur côté en ligne quatre cent cinquante mille hommes. Je néglige de chaque côté les contingents, tels que les corps de Masséna et de Saint-Cyr en Italie (soixante-dix mille hommes), et les troupes suédoises, anglaises, napolitaines des coalisés (cinquante mille hommes).

Le commandant de l'armée autrichienne, Mack, était à la tête de quatre-vingt mille hommes. Il avait traversé la Bavière et s'était installé sur l'Iller, appuyant sa droite à Ulm. Dans cette position, il attendait une deuxième armée autrichienne et deux armées russes.

Le 25 septembre, l'Empereur arrivait à Strasbourg et pressait le passage du Rhin par ses troupes. Larrey s'y trouvait déjà depuis quelques jours, et ses préparatifs étaient achevés. C'est à ce moment que Napoléon, inspectant ses services, lui dit ces paroles recueillies par la légende : « Larrey, vous avez failli être prêt avant moi. »

Les ambulances du chirurgien en chef de la garde impériale avaient été établies sur le modèle de celles qu'il avait organisées en l'an V à l'armée d'Italie. Elles se composaient d'un chirurgien de première classe, de six de seconde classe, de deux pharmaciens et de huit infirmiers montés sur des chevaux rapides et légèrement équipés[1]. La matériel comprenait six voitures suspendues pour le transport des blessés et deux fourgons contenant les appareils, les instruments et le linge à pansement. On se rappelle que ces ambulances,

[1] Les chirurgiens de la première ambulance volante de la garde furent Paulet, Zinck, Deplace, Poirson, Vergé, Ferrus et Blondy. Plusieurs d'entre eux, Poirson, Zinck, Vergé, Deplace s'étaient fait remarquer en Égypte. Zinck et Paulet devinrent des médecins militaires très distingués et ont laissé des travaux estimés. Ferrus parvint aux hauts degrés de la profession. Il fut médecin de la maison de l'Empereur et plus tard de Louis XVIII, médecin en chef de Bicêtre et membre de l'Académie de médecine.

inventées par Larrey, devaient aller ramasser les blessés au milieu de la mêlée, et, si ceux-ci ne pouvaient recevoir de soins sur place, les ramener dans un endroit où ils puissent être opérés ou pansés. Les chirurgiens de chaque régiment de la garde avaient à leur disposition deux chevaux munis de bâts, destinés à transporter les objets de pansement dont ils avaient besoin. Le service de santé était complété par une ambulance sédentaire et les hôpitaux temporaires qu'organisait Larrey à chaque résidence. Cette organisation, servie par l'intelligence, l'habileté et l'activité peu communes du chirurgien en chef, donnait des résultats excellents. Mais il ne faut pas croire que tous les corps de l'armée fussent desservis comme la garde. Dans beaucoup de régiments de ligne, l'assistance des blessés restait très défectueuse, et nous verrons souvent les ambulances de la garde dirigées par Larrey se porter au secours des autres corps et suppléer à leur pénurie de chirurgiens et à l'insuffisance de leur matériel[1].

Percy avait été nommé chirurgien en chef de la Grande Armée. Comme il n'était pas encore arrivé au moment du passage du Rhin, Larrey fut investi avec Coste[2] de ses fonctions, qu'il cumula avec son service de la garde[3].

L'armée, se dirigeant sur le Danube, traversa rapidement la principauté de Bade, le Wurtemberg et la Bavière. Elle s'avança par la rive gauche du Danube, dépassa Ulm qui formait le point d'appui de la droite de Mack, passe le fleuve à Donawerth et se trouva ainsi par cette marche, aussi hardie que savante, sur les derrières de l'armée autrichienne.

[1] Larrey, *Corresp. génér.* Lettre au maréchal Bessières, colonel général de la garde, Strasbourg, le 6 vendémiaire an XIV. Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.

[2] Coste, dont j'ai déjà prononcé le nom plusieurs fois, était un des vétérans les plus distingués de la médecine militaire au XVIII[e] siècle. Né en 1741, il avait pris part à la guerre d'Amérique comme médecin en chef du corps expéditionnaire, et depuis il n'avait cessé, en qualité de premier médecin des armées, d'inspecteur des hôpitaux, de membre du Conseil de santé, de se trouver à la tête du Service de santé et de toutes les inspections générales. Il fit la campagne de la Grande Armée jusqu'à Eylau. Epuisé par les fatigues qu'il éprouva en Pologne, il demanda à être relevé de son service et fut remplacé par Des Genettes.

[3] *Corresp. cit.* Lettre de M. Petiet, intendant général de la Grande Armée, Strasbourg, 6 vendémiaire an XIV.

Mack se concentra dans Ulm, dans l'espoir d'être secouru par les armées autrichienne et russe qu'il attendait.

L'Empereur fit alors exécuter à ses troupes ces fameuses marches et contremarches, marquées par les combats de Günsburg et d'Elchingen (9 et 14 octobre), qui leur faisaient dire plaisamment : « Il a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre; il ne la fait plus avec nos hras, il la fait avec nos jambes. » A la suite de ces opérations, Ulm fut cerné, les hauteurs qui dominent la ville occupées, et Mack, comme jadis Wurmser à Mantoue et Mélas à Alexandrie, obligé de capituler (19 octobre). Son armée, forte de vingt-sept mille hommes, fut faite prisonnière. Dans les affaires précédentes, on avait déjà pris ou tué plus de trente mille hommes. La première armée autrichienne avait cessé d'exister.

Le récit de la reddition d'Ulm a été reproduit bien des fois. Il n'en est peut-être pas de plus frappant dans son incorrecte simplicité que celui qu'en trace Larrey dans la lettıe suivante qu'il écrivit d'Augshourg à son ami le peintre Girodet :

« J'ai hien regretté, mon cher ami, de ne pas vous avoir près de moi dans plusieurs occasions de notre rapide campagne, surtout devant *Ulm*, lorsque l'Empereur a fait défiler devant lui toute l'armée autrichienne, trente mille prisonniers qui s'étaient lâchement et hêtement enfermés dans cette ville qu'on était sur le point de prendre d'assaut. Six généraux, dont le général en chef, étaient à leur tête. Jamais vous n'avez vu de spectacle plus important et plus digne d'un grand peintre. Ce tableau surpassait tout ce que l'histoire ancienne et moderne a pu offrir d'étonnant.

« Figurez-vous une armée de cent mille hommes environ, qui occupe par échelons et ligne de hataille une colline uniforme, disposée en demi-cercle et embrassant un ravin profond sur la rive gauche du Danube, où se trouve la ville d'Ulm, dont les murs sont haignés par les eaux de ce fleuve.

« L'Empereur, avec son état-major, en face de la ville, au centre de cette colline, dehout sur un rocher escarpé, que

la nature semble avoir placé exprès au-devant de la colline, et sur les bords du chemin où les prisonniers devaient passer pour le mettre en évidence des deux armées. Les prisonniers défilaient en colonne sur cette ligne, déposant au fur et à mesure, à une certaine distance, leurs armes et leurs munitions, et rentraient ensuite dans la ville attendre leur départ pour la France. Nos dragons à pied attendaient au lieu où se faisait le dépôt des armes, pour s'emparer des chevaux que les cavaliers ennemis étaient obligés de quitter.

« Jugez maintenant de l'humiliation des uns et du contentement des autres. On voyait les glacis de la ville couverts d'armes et d'armures de toute espèce. Beaucoup de soldats ennemis paraissaient insensibles à cette reddition; d'autres déchiraient leur équipement ou brisaient leurs armes de colère et de désespoir; quelques-uns versaient des larmes sous leur casque et gardaient un profond silence. Jamais des nations différentes, des corps de différentes armes et de différents genres n'ont présenté de plus grands contrastes, de plus grandes variétés. Votre pinceau ou votre crayon, quoique très habile, aurait eu de la peine à tracer les principaux faits de ce grand événement.

« Auprès du commandant en chef, l'Empereur, couvert d'une redingote grise, avec son mauvais chapeau, se tenaient ses généraux; son cheval blanc était derrière lui. Les généraux autrichiens semblaient être à des distances immenses de ce grand homme. Son regard semblait les éclipser, et pas un individu ne l'a méconnu. Personne ne l'approchait qu'avec un grand respect. Il était vraiment, ce jour-là, au faîte de sa gloire et de sa grandeur. A ce triomphe ajoutez trente-sept mille autres prisonniers autrichiens, une vingtaine de généraux, dont un prince, cent cinquante pièces de canon et quatre-vingts drapeaux.

« Maintenant nous allons à la rencontre des Russes. Dieu veuille que nous ayons les mêmes succès; de là, on doit aller à Vienne, ensuite en Italie.

« Nous partons demain, mon ami, je vous écris à la hâte. Plus tard, lorsque j'en aurai le loisir, je vous parlerai des

beaux sites que j'ai vus dans le pays, du costume et des mœurs des habitants[1]. »

« D.-J. LARREY. »

Les diverses actions militaires auxquelles donna lieu l'invasion de l'Allemagne ne coûtèrent pas de trop grands sacrifices à l'armée française. Après la reddition d'Ulm, elle ne comptait pas plus de deux mille hommes hors de combat. L'affaire la plus meurtrière fut celle d'Elchingen. Larrey établit l'ambulance dans l'abbaye même, où les blessés furent laissés, tandis qu'il continuait sa marche en avant avec le quartier général. Les autres blessés furent installés à Augsbourg, ville saine et riche où on trouva de grandes ressources hospitalières.

L'Empereur se porta sur Vienne en passant par Augsbourg et Munich. Quand la garde impériale entra à Augsbourg, quatre-vingts grenadiers marchaient en tête de ses colonnes, portant chacun un drapeau ennemi. Au cours de sa marche, Napoléon envoya Larrey à Dirstein, où Mortier avait livré aux Russes un combat qui lui coûta trois mille hommes, tant blessés que tués. Le petit corps qu'il commandait faillit être détruit. Quoique le maréchal se fût couvert de gloire dans cette sanglante affaire où cinq mille Français résistèrent à plus de trente mille Russes, l'Empereur le blâma de s'être engagé dans des conditions défavorables et qui eussent dû être désastreuses, tout en comblant de récompenses les divisions Dupont et Gazan, qui avaient accompli des miracles de bravoure[2].

Napoléon séjourna peu à Vienne. Il quitta cette ville à la mi-novembre, pour se rendre au-devant des deux armées autrichienne et russe qui s'étaient réunies en Moravie.

La garde, avec laquelle se trouvait toujours Larrey, arriva

[1] Larrey, *Correspondance privée.*

[2] « La responsabilité dans cette sanglante échauffourée appartenait à Murat, qui, dans sa précipitation d'entrer à Vienne, avait trop distancé le corps de Mortier resté sur la rive gauche du Danube. L'Empereur lui adressa une sévère réprimande... » (*Lettre au prince Murat*, Molk, 11 novembre.)

à Hollabrünn le 19 novembre, le lendemain du combat de ce nom livré par Lannes aux Russes de Bagration. Les Russes, taillés en pièces malgré une résistance désespérée, avaient perdu la moitié de leur effectif, trois mille hommes, dont quinze cents prisonniers. Mais Lannes avait subi lui-même des pertes considérables. Oudinot fut blessé et obligé de se rendre à Vienne, où Percy le soigna. Larrey arrêta ses ambulances sur le champ de bataille. Le spectacle qui s'offrit à lui était épouvantable. La malheureuse ville d'Hollabrünn avait été prise et reprise plusieurs fois par les deux partis, et, finalement, incendiée par les Russes. Les blessés s'étaient réfugiés dans les maisons; ceux qui ne purent pas fuir furent brûlés vifs. On trouvait les autres dans les rues, où le feu les avait poursuivis, à demi carbonisés. Beaucoup de blessés n'avaient pu être ni pansés ni opérés. Il en était même qui n'avaient pas été relevés. Larrey, assisté de son ami Ribes et de Jouan, chirurgiens de la maison de l'Empereur, pratiqua toutes les opérations et tous les pansements nécessaires. Les blessés furent évacués sur Vienne, et le chirurgien de la garde rejoignit le quartier général à Znaïm. Il raconte une anecdote concernant le général Maison. Pendant que celui-ci poursuivait les Russes, il se laissa surprendre par eux et perdit beaucoup de monde. L'Empereur fut fort irrité de sa négligence, et son mécontentement se serait traduit par des mesures très graves pour cet officier général, si Larrey, à la prière de celui-ci, n'eut atténué dans son rapport le nombre et la gravité des blessures. Or, nous le verrons plus tard, ce fut ce même général Maison, devenu maréchal de France et ministre de la guerre sous le gouvernement de Juillet, qui, oublieux du service rendu à cette époque, fit sortir le vieux chirurgien de l'hôpital des Invalides[1].

[1] « Le général qui commandait cette avant-garde fut blâmé par l'Empereur, qui le fit remplacer dans le commandement, et l'aurait mis à l'ordre du jour si je n'avais modifié le rapport que je lui fis à mon arrivée à son quartier général sur le nombre des blessés et la gravité des blessures. Eh bien! — telle est la gratitude des hommes, — ce même général, étant maréchal de France et ministre de la guerre, m'a fait sortir de l'hôtel des Invalides avec mon collègue Des Genettes, son médecin à l'armée, par une ordonnance fatale qu'il fit prendre au roi pour

Le 20 novembre l'Empereur était à Brünn. On négociait. L'armée voyait passer, sceptiques, les diplomates autrichiens Giulay et Stadion, le Prussien Haugwitz, le Russe Dolgorouki, sans croire une minute à la sincérité de ces pourparlers. C'était aussi la pensée de Larrey, qui l'écrivit à sa femme le 21 novembre. Les faits lui donnèrent bientôt raison, et nous avons une nouvelle lettre de lui datée du 9 frimaire (29 novembre), qui annonçait à Laville une bataille imminente.

II

Elle devait avoir lieu le surlendemain, 2 décembre 1805. L'avant-veille de cette radieuse journée d'Austerlitz, le temps fut abominable; il tomba de la pluie, de la grêle, et il fit un froid excessif. Larrey, à moitié gelé, passa toute la nuit à faire ses derniers préparatifs et à écrire ses instructions autour d'un mauvais feu de bivouac. Le lendemain, Percy, le chirurgien en chef de l'armée, retenu à Vienne, n'était pas arrivé. L'Empereur fit appeler le chirurgien de sa garde et le chargea de l'inspection générale; il conservait en même temps son service ordinaire. Larrey inspecta immédiatement tous les hôpitaux de Brünn qui avaient été installés dans des couvents, vérifia leur état et adressa séance tenante à l'ordonnateur Joinville un rapport détaillé sur les ressources qu'ils offraient et les aménagements dont ils devaient être immédiatement l'objet[1]. Ce furent là des hôpitaux provisoires d'évacuation. Les blessés devaient, en effet, de Brünn être trans-

une nouvelle organisation du service de santé militaire. Une courte expérience a déjà fait reconnaître cette ordonnance tout à fait contraire aux intérêts du service et à cette classe estimable d'officiers. » (Larrey, *Mémoires et campagnes*. Note manuscrite de l'édition personnelle, t. II, p. 524.)

Il s'agissait du général Maison, comme on le verra plus tard. Larrey dit que cette affaire se passa à Hollabrünn. Il est plus probable que ce fut dans un des combats qui eurent lieu dans les environs.

[1] Larrey, *Corresp. génér.* Lettre à l'ordonnateur Joinville. Ms. 5873, p. 356. B.-N. F. F. N. Acq.

férés, dès que leur état le permettrait, à Vienne, où de grands préparatifs avaient été faits pour les recevoir dans les hôpitaux de la ville. L'ambulance centrale à laquelle ressortissaient toutes les ambulances divisionnaires était au moulin de Paleny, et celle-ci reliée par les ambulances volantes avec les hôpitaux de Brünn[1]. En dehors de ces hôpitaux réguliers, les églises, les maisons de Brünn, le château d'Austerlitz même devaient recevoir des blessés. Le service sur le champ de bataille devait être assuré par les ambulances des différents corps, et trois ambulances générales établies à la première, à la deuxième et à la troisième ligne de l'armée, d'où rayonneraient les ambulances divisionnaires qui suivaient les colonnes[2].

[1] A ce moment, les ambulances de Larrey atteignaient un état voisin de la perfection, et il exerçait, grâce à la faveur dont il jouissait auprès de Napoléon, une sorte de dictature morale qui lui permettait de braver le ressentiment des intendants et même des généraux. « Les ambulances, a-t-il dit dans une fiche, aux jours des grandes batailles de l'Empire, avaient toujours droit aux premiers logements militaires, avant les généraux et les états-majors. L'Empereur l'entendait ainsi et l'armée le savait bien. Il suffisait de faire inscrire en lettres de craie ou de charbon *ambulance de la garde* ou *ambulance de Larrey*, pour que cet asile des blessés demeurât inviolable pour tous, chefs ou soldats, qui cherchaient un gîte ou un abri. » (Larrey, *Note*.)

[2] Le document suivant, adressé à l'ordonnateur du quartier général, la veille même du combat, donne une idée des mesures prises par Larrey.

Transmission de l'ordre donné par Sa Majesté l'Empereur à M. l'ordonnateur du quartier général Joinville, à Brünn.

« Bivouac d'Austerlitz, 10 frimaire an XIV.

« Monsieur l'ordonnateur,

« Chargé par Sa Majesté de la surveillance générale du service de santé de l'armée, et en vertu de l'ordre verbal qu'elle vient de me donner, je vous prie de vouloir bien faire parvenir d'ici à demain matin, jour indiqué par l'ordre du 10 pour une bataille, une suffisante quantité de voitures pour le transport des blessés, de la viande, de l'eau-de-vie pour chaque ambulance, et tous les brancards qui sont à votre disposition.

« Veuillez aussi charger les commissaires de guerre des divisions de se trouver demain matin près des trois ambulances principales que j'ai établies au moulin, troisième ligne de l'armée, — à la ferme, deuxième ligne, — et à la poste, première ligne, — d'où nous ferons partir autant de subdivisions que besoin sera pour suivre les colonnes ébranlées, et dans ce cas poursuivre au loin l'ennemi.

« J'ai parcouru dans la journée, et je reverrai encore dans la nuit, les ambulances et les officiers de santé des différents corps de l'armée à qui j'ai donné les instructions nécessaires pour se trouver avec instruments et appareils à pansement sur le champ de bataille et sur les points confiés aux chirurgiens principaux.

« Je pense qu'avec toutes ces précautions et la surveillance que j'exercerai moi-

La bataille s'engagea le 12 frimaire (2 décembre) au matin. Tous les détails de cette journée fameuse sont célèbres. La veille au matin, le prélude: proclamation de Napoléon, ne craignant pas d'annoncer à l'armée les dispositions qu'il a prises pour leur assurer la victoire; le soir, à onze heures, son inspection du camp illuminé par cent mille torches de paille et retentissant des acclamations de ses soldats. Le lendemain, le combat: la prise du plateau de Pratzen, clef de la position, l'écrasement du centre et de la droite ennemie par Soult, Lannes et Murat; sa gauche assaillie de front par Davout, tandis que les divisions françaises fondent sur ses derrières du haut du plateau de Pratzen. Puis, les résultats: les coalisés perdant vingt mille combattants, tant tués que blessés, vingt mille prisonniers, cent quatre-vingts bouches à feu; tout cela calculé, indiqué, prévu, organisé d'avance et s'accomplissant sur le terrain même choisi par Napoléon, dans les conditions qu'il a préparées, selon la tactique qu'il a annoncée et au milieu des fautes de ses adversaires qu'il a prédites.

Il ne tenait qu'à l'Empereur de consommer la perte des armées coalisées et de les mettre pour toujours hors d'état de recommencer la guerre. La garde impériale russe était presque entièrement détruite. Les débris de l'armée d'Alexandre, quoique considérables, étaient privés d'artillerie et se trouvaient à peu près hors d'état de combattre. Davout, qui s'étant lancé à leur poursuite, les atteignit à Goeding. C'en

même sur toutes ces ambulances, les blessés de demain recevront tous les secours qu'ils ont droit d'attendre de nous. Je vous recommande seulement la plus grande célérité dans l'envoi des objets demandés.

« J'ai l'honneur de vous saluer.

« LARREY. »

Déjà les intendants étaient ce qu'ils furent plus tard, pleins de morgue et d'orgueil vis-à-vis des chirurgiens militaires, et Joinville devait faire expier à Larrey, et surtout aux chirurgiens militaires, l'autorité que semblait prendre en ce moment sur eux le chirurgien de la Grande Armée. « Cet ordonnateur, dit de lui Larrey, était le baron de Joinville, qui ne m'a jamais pardonné de lui avoir prescrit, bien que ce fût au nom de l'Empereur, de prendre telle ou telle disposition à l'effet d'avoir, aux divers points de l'armée que j'avais indiqués, le matériel de nos ambulances. » (Larrey, *Mémoires et campagnes*, note manuscrite, t. II, p. 325.)

était presque fait de ces troupes, et il allait les envelopper et faire prisonnier le tsar, quand celui-ci invoqua pour se sauver un armistice qui n'existait pas encore, — mensonge que l'histoire lui a reproché. — Cette ruse libéra son armée du danger qu'elle courait. Davout dut s'arrêter. C'était le 4 décembre. Le 14, Savary apporta la nouvelle que l'armistice était définitivement signé.

L'empereur d'Autriche était allé lui-même solliciter la paix au camp du vainqueur. L'entrevue entre les deux empereurs eut lieu au moulin de Paleny. Larrey était présent, et il a noté l'abattement et l'attitude humiliée avec laquelle le descendant des Habsbourg aborda son vainqueur[1].

Nous avons plusieurs lettres de Larrey annonçant la bataille d'Austerlitz. La plus intéressante est celle qu'il écrivit à son premier maître en chirurgie, son oncle, Alexis Larrey, de Toulouse. Quoiqu'il eût déjà assisté à de nombreux et brillants combats, l'enthousiasme du chirurgien de la garde est toujours juvénile, et on croirait lire la lettre d'un débutant et non d'un vieux soldat. On notera ce qu'il dit de l'extraordinaire activité de Napoléon, dirigeant toutes les phases de la bataille, — présent à toutes ses actions, — se portant d'un point à un autre avec une extrême vitesse. « Ses évolutions étaient si rapides, dit-il, qu'on le voyait parfois seul au milieu des combattants. »

« Brünn, le 16 frimaire an XIV.

Larrey à Alexis Larrey.

« Mon cousin a dû vous annoncer, d'après la lettre que j'ai écrite à mon épouse, la victoire de la bataille d'Austerlitz. Maintenant, mon cher oncle, je vais vous en donner les détails en aperçu, car il faudrait écrire huit grands jours pour vous les faire connaître dans toute leur étendue.

[1] « J'ai vu cet empereur germain presque aux genoux de notre Empereur, après la belle bataille d'Austerlitz, demandant la paix à tout prix. » (Larrey, *Note inédite.*)

« Depuis plusieurs jours les deux armées étaient en présence, et pendant que l'ennemi simulait des tentatives de paix, il rassemblait toutes ses forces pour nous battre. L'armée des coalisés s'élevait déjà à cent quarante-cinq mille hommes. Mais l'Empereur, qui n'était pas victime de leur duplicité, avait de son côté pris toutes les mesures pour tromper leur attente, et son armée comptait le jour de la bataille environ cent mille hommes. Il la passa en revue la veille, pendant la nuit, au milieu de l'illumination la plus belle et la plus majestueuse qu'on ait jamais vue. Figurez-vous les cent mille hommes placés en ligne de bataille et sur trois rangs, occupant les collines, bordant une plaine qui nous séparait de l'ennemi; figurez-vous, dis-je, tous les soldats portant un brandon de paille enflammée à la main, et l'élevant sur leurs têtes pour saluer l'Empereur : c'était le plus brillant tableau que l'imagination pourrait supposer. Cette illumination avait été disposée pour la fête ou plutôt l'anniversaire de son couronnement, qui devait avoir lieu le lendemain 12 frimaire. Chacun s'anime et se pénètre de l'importance de la tâche qu'il avait à remplir dans une affaire générale qu'on croyait proche, mais dont l'époque fixée n'était point déterminée. L'Empereur brûlait d'impatience d'arriver à cette journée. Il entendit dans tous les rangs les cris répétés avec enthousiasme : *Nous vaincrons, nous mourrons, vive l'Empereur! vive l'Empereur!* Pendant la nuit, convaincu qu'il serait assailli le lendemain, il appela ses généraux, leur dicta ses instructions, fit un ordre du jour digne de lui; il m'ordonna en particulier de disposer tout pour le pansement des blessés. Vous pensez bien, mon ami, que le sommeil ne ferma point mes paupières le reste de cette nuit, et déjà je voyais sur le champ de bataille les honorables victimes m'appeler à leur secours. Chacun se dispose et se propose selon ses fonctions.

« A peine l'aurore fut-elle annoncée par l'étoile du matin, que le signal du départ est donné. L'ennemi est déjà en marche pour nous attaquer, ses canons se font entendre. Sur un signal, presque aussitôt les hordes de Moscovites se pré-

cipitent sur nos avant-gardes en jetant des cris épouvantables. Ils se croient certains de la victoire, car ils avaient laissé à leurs bivouacs et leurs sacs et leurs capotes. Leur attaque fut vive, mais ils ne savaient pas que le courage ne suffit point à la guerre, il faut encore la tactique. On résiste d'une part, et on reçoit d'une autre les terribles phalanges; on se replie d'une autre part pour les attirer dans le piége; on attaque avec vigueur dans d'autres points. Et pour tous, l'exécution semblait deviner la volonté de l'Empereur, qui commandait en personne, parcourait tous les rangs et se trouvait à toutes les actions. Sa marche était si rapide que très souvent je l'ai vu seul au milieu des combattants (il montait des chevaux arabes). Les deux empereurs de Russie et d'Autriche étaient aussi à la bataille et commandaient leurs armées, qui ont également donné des preuves de valeur; les Russes surtout se battaient jusqu'à l'extinction, et leur témérité était telle qu'ils venaient se faire tailler en pièces au pied de nos canons. Jamais, mon cher oncle, on n'a vu une bataille aussi sanglante; elle a duré depuis six heures du matin jusqu'à huit heures dans la nuit. Plus de douze mille hommes sont restés sur le champ de bataille de part et d'autre. J'estime qu'il y a deux mille Français; nous avons à peu près autant de blessés, que nous avons tous pansés.

« Quelquefois les vaincus disputaient leurs armes et leurs chevaux aux vainqueurs. Cependant cette opération s'est bien terminée, et le soir les glacis de la ville étaient couverts d'armes.

« J'ai dirigé les pansements de nos blessés, que j'ai fait conduire dans les ambulances; nous avons bien souffert, mon cher oncle, mais nous sommes dédommagés par le succès de notre armée.

« Je remplis les fonctions d'inspecteur général et de premier chirurgien de la maison militaire de l'Empereur; je jouis d'une grande considération et je suis ma carrière assez honorablement.

« J'ai envoyé à mon cousin la commission de chirurgien

sous-aide de troisième classe pour l'hôpital de la garde; vous devez vous en féliciter. Donnez-moi vite des nouvelles de mon petit-neveu; je ne sais s'il a reçu celles que je lui ai fait expédier avant mon départ. Donnez-moi des nouvelles de ma pauvre mère; vous me ferez plaisir de lui donner mes nouvelles et de la consoler.

« Adieu, mon cher oncle, nous allons repartir; tranquillisez-vous sur mon compte et croyez à mon éternelle amitié.

« Larrey. »

Larrey dirigea le service de santé pendant la première partie de la bataille. Percy étant arrivé de Vienne en toute hâte vers le milieu de la journée, il lui restitua ses fonctions et reprit son poste à la garde impériale.

Pendant cette deuxième phase, il suivit tous les mouvements de la garde avec une de ses ambulances, faisant relever tous les blessés, les pansant sur le terrain et les faisant immédiatement transporter à l'ambulance centrale. Quand la bataille fut terminée, il resta un nombre considérable de blessés sur le sol. Larrey et ses chirurgiens passèrent toute la nuit à les faire enlever et ne rentrèrent à l'ambulance qu'à quatre heures du matin. Vers onze heures du soir l'Empereur, selon une habitude qui sera invariable, parcourut le champ de bataille. Le spectacle, dit Larrey, était déchirant : le sol était couvert de morts, de mourants, d'armes brisées, et de tous côtés s'échappaient des gémissements. Napoléon avait recommandé le silence à ceux qui l'accompagnaient afin d'entendre les cris des blessés. Il allait droit à eux, descendait de cheval et leur donnait de sa main un verre d'eau-de-vie de sa cantine qui le suivait toujours. A sa vue ils cessaient de se plaindre et faisaient des efforts pour se redresser. Ils lui disaient : « La victoire est-elle bien assurée? Je souffre depuis huit heures, je suis abandonné, mais j'ai fait mon devoir. » D'autres : « Aujourd'hui, vous devez être content de vos soldats. » A chaque blessé l'Empereur adressait quelques paroles d'encouragement et laissait une garde pour

les faire transporter dans les ambulances. Dans la nuit, ils furent tous pansés et enlevés[1].

Larrey adressa á l'Empereur le court rapport suivant sur la bataille d'Austerlitz. On remarquera que ce document est daté du jour même de la bataille; c'est une erreur de Larrey, il est du lendemain.

« Le 12 frimaire an XIV (2 décembre 1805).

« A Sa Majesté.

« Sire, au moment oú la bataille allait commencer et après avoir dirigé les principales ambulances du centre, j'ai remis la direction du service chirurgical á M. l'inspecteur général Percy, quí est arrivé au commencement de l'action.

« J'ai suivi avec mon ambulance les mouvements de la garde. La charge des chasseurs á cheval et des grenadiers a donné environ trente blessés, non compris trois chefs d'escadrons, trois officiers et plusieurs sous-officiers.

« Tous, après avoir reçu les premiers secours sur le champ de bataille, ont été transportés avec les voitures suspendues de l'ambulance jusqu'á celle dite du *Moulin*. Quelques-uns ont même été conduits jusqu'á Brünn. Les plus gravement blessés reposent encore dans notre ambulance établie au Moulin, d'oú je vais les faire évacuer sur Brünn avec un officier chevalier-noble de la maison ímpériale de Russie, qui, comme les autres, a été pansé sur le champ de bataille. Les blessés seront accompagnés à Brünn par un chirurgien de notre ambulance, qui leur continuera ses soins.

« En suivant les mouvements de l'infanterie de la garde jusqu'aux bords du lac, nous avons pansé, de concert avec l'inspecteur général Percy, tous les blessés que nous avons rencontrés sur notre route, et les avons réunis dans les prochains villages, autant que les moyens de transport l'ont permis.

« Sire, je ne puis que louer le zèle et l'activité que tous les chirurgiens et tous les hommes de l'ambulance de la

[1] Larrey, *Note.*

garde ont montrés dans la journée d'hier. Veuillez me permettre de les recommander à votre bienveillance.

« LARREY. »

Ce rapport, dont les occupations de Larrey au lendemain de la bataille d'Austerlitz expliquent la concision, est forcément incomplet et ne peut donner de détails sur les pertes subies par l'armée française. Elle eut en morts et blessés huit mille soldats hors de combat. La fameuse charge que fit la garde impériale française contre la garde impériale russe, au moment où celle-ci enfonçait le 4e de ligne, commandé par le propre frère de l'Empereur, Joseph Bonaparte, donna les premiers blessés. On sait avec quelle fureur les cavaliers français chargèrent ces chevaliers-gardes, recrutés dans la meilleure aristocratie russe et dont l'arrogance était connue de nos soldats. Les grenadiers à cheval enfonçaient leurs énormes sabres à travers leurs corps en criant : « Faisons pleurer les dames de Saint-Pétersbourg[1]. »

Cette charge fut conduite par Bessières et surtout par Rapp. Celui-ci culbuta l'artillerie russe et se précipita sur la cavalerie, qu'il mit à deux reprises en déroute. De ses propres mains il fit prisonnier le prince Repnin, commandant des chevaliers-gardes. Une blessure qu'il reçut ne ralentit pas sa fougue. C'est tout couvert de son propre sang et de celui des ennemis qu'il vint, à la fin du combat, présenter à l'Empereur les drapeaux enlevés aux Russes et son captif, le prince Repnin. C'est le sujet même du beau tableau de Gérard sur la bataille d'Austerlitz. Les blessures de Rapp n'étaient pas graves. Elles furent pansées séance tenante par Larrey. De l'ambulance, il se rendit au château d'Austerlitz, où le chirurgien de la garde continua à le soigner et où l'Empereur vint le visiter.

Les autres blessés de marque furent les généraux Saint-Hilaire, Kellermann, Walter, Thiébault et Sébastiani. Keller-

[1] Marbot, t. II, p. 264.

mann, qui avec sa division de cavalerie légère avait pris une part très brillante à la victoire, eut la jambe brisée par un coup de feu. On voulut la lui couper. Larrey arriva à l'ambulance à temps pour s'y opposer. Il se rétablit sans accidents. Thiébault était plus gravement atteint. Il a raconté lui-même avec une certaine complaisance son histoire, que Larrey, moins prolixe, et naturellement moins intéressé, a exposée en quelques lignes[1]. Thiébault faisait partie de la division Saint-Hilaire, qui, sur le plateau de Pratzen, résista avec une si magnifique vaillance aux assauts tentés par les colonnes russes et autrichiennes pour la déloger de cette position. Il marchait à la tête d'un de ses détachements sur une batterie russe, lorsqu'une décharge de cette batterie lui renversa une vingtaine d'hommes et le blessa grièvement. Il raconte qu'il eut l'épaule broyée, la clavicule et le sternum fracassés, ce qui est, je vais le montrer, parfaitement exagéré. Porté à l'ambulance, il fut pansé immédiatement par le chirurgien d'un régiment. Il est intéressant de noter comment un blessé de cette importance était soigné à cette époque. La narration de Thiébault nous permet de nous en rendre compte. On va voir que, toutes les fois qu'on le pouvait, il n'était pas d'égards et de prévenances qu'on n'eût pour les « officiers de l'Empereur ».

On transporta d'abord le général à Brünn, dans un immense et vieux carrosse, découvert dans une maison d'un village voisin et qu'on aménagea pour qu'il pût recevoir un lit; et c'est confortablement couché, ayant d'un côté un médecin qu'il s'était attaché lui-même à sa personne jusqu'à sa guérison et qui le reconduisit en France, et de l'autre son domestique, qu'il fit le trajet. Le lendemain matin, se réunissaient autour de son lit les sommités chirurgicales de l'armée : Percy, Larrey, Yvan, chirurgien particulier de l'Empereur, et deux autres chirurgiens militaires.

On constata que la balle, fracturant la clavicule, avait pénétré dans l'épaule et était ressortie à travers la région supérieure de l'omoplate; on décida, en conséquence, de dé-

[1] Larrey, *Relation médicale de campagnes et voyages*, 1841.

brider les ouvertures d'entrée et de sortie et d'extraire les corps étrangers restés dans la plaie. Larrey fut chargé de pratiquer l'opération, qui était, comme on le voit, de la plus grande simplicité. La blessure n'offrait donc pas le caractère grave que lui prête Thiébault, qui, à l'en croire, aurait eu l'épaule broyée. Elle constituait cependant un traumatisme sérieux, et les chirurgiens firent naturellement des réserves au sujet du pronostic. D'après le général écrivain, ils parurent redouter une lésion artérielle et des hémorragies consécutives. Il n'en fut rien, et, malgré les exagérations de Thiébault, les suites furent régulières.

Dans cette situation, Thiébault est très entouré : l'Empereur fait prendre de ses nouvelles par Berthier; Suchet, Savary, tous ses camarades viennent le voir; son médecin militaire réside auprès de lui et ne le quitte pas. Larrey pratique les pansements, auxquels assiste Percy. Celui-ci visite le blessé non seulement le matin, mais même le soir, et reste une heure ou deux à causer avec lui. Le général préfère Percy à Larrey. D'abord le premier, plus âgé, moins actif, mais brillant et aimable causeur, était plus sympathique à un lettré comme Thiébault. Il était aussi moins ménager de son temps que le second, dont chaque instant était employé dans le service, et il s'attardait volontiers dans de longues conversations auprès du blessé. Mais Thiébault avait contre Larrey un grief d'une autre nature. Le chirurgien de la garde, dont la rigidité était inflexible, n'admettait pas que les généraux se permissent de détourner des chirurgiens militaires de leurs fonctions dans les régiments ou les hôpitaux, pour les attacher à leur personne. En 1806, comme de nos jours, les officiers du service de santé ne pouvaient jamais parvenir à suffire en campagne au nombre des blessés, et Larrey s'éleva contre l'abus qui s'était répandu dans la Grande Armée et qu'il avait déjà dénoncé au ministre de la guerre[1]. Il ne manqua évidemment pas de voir de

[1] Dans une lettre au ministre de la guerre, datée de Brünn, 4 frimaire an XIV (25 novembre 1805), Larrey proteste de la façon suivante :
« *J'ajoute, et c'est avec peine, monseigneur, que les généraux, persuadés que*

mauvais œil le privilège que s'était attribué Thiébault, et il prescrivit de remplacer le médecin par un infirmier; mais le général réclama à grands cris, et Percy, la bonté et parfois aussi la faiblesse même, consentit à le lui laisser. Thiébault, très prolixe sur tout ce qui le concerne et qui conte minutieusement tous les détails de sa maladie et de son traitement, auxquels il ne consacre pas moins de vingt-huit pages, se garde bien de rapporter cet incident.

Cependant l'état-major et l'armée quittent Brünn, ne laissant dans la ville que les blessés intransportables. Thiébault est de ce nombre. L'Empereur envoie Savary lui remettre quinze cents florins. Il trouve naturellement que c'est peu; mais, quinze jours après, Saint-Hilaire lui apporte un nouveau présent de deux mille florins, et le général trouve que ce n'est pas encore assez[1].

Après un séjour de quelques semaines à Brünn, Thiébault entre en convalescence, part pour Vienne et de là pour la France. Il a acheté une voiture confortable, il voyage en caravane plutôt joyeuse, à petites journées, avec son médecin et deux aides de camp. En Bavière, on trouve un gêneur, Berthier, qui lui ordonne de laisser son médecin à Munich, dont les hôpitaux sont encombrés de blessés, et où l'on manque de chirurgiens. Mais Thiébault se rit de cet ordre, garde son Esculape et repart avec tout son monde pour Paris[2].

Telle est l'histoire de la blessure de Thiébault. On voit que les officiers généraux de la Grande Armée étaient admirablement soignés en campagne, et savaient parfois aussi

les chirurgiens principaux sont entièrement à leur disposition, les attachent quelquefois à leurs personnes et se font accompagner par eux lorsqu'ils sont blessés. Il me paraît beaucoup plus avantageux de donner à ces chirurgiens principaux une meilleure destination. » (Larrey, *Corresp. offic.* Ms. 5873. B. N. F. F. N. Acq.)

[1] Un ordre du jour de l'Empereur prescrivait de remettre, comme gratification aux blessés, un napoléon à chaque soldat, et cinq cents, mille, quinze cents, deux mille francs aux officiers, suivant leur grade. Les officiers généraux en avaient trois mille. Thiébault, à qui on donna davantage, — et qui décidément était très exigeant, — se plaignit de l'insuffisance de sa gratification.

[2] *Mémoires du général Thiébault*, t. II, pages 487-515, Paris, 1894. Notes de Larrey.

se mettre au-dessus des règlements militaires. Thiébault, disons-le en passant, savait non moins bien soigner sa gloire, et un tableau du temps le représente au moment où il reçoit sa blessure et où il va être transporté à l'ambulance.

Les pertes les plus regrettables, parmi les tués, furent les généraux Valhubert et Morland et le colonel Mazas, surnommé « le brave ». Le vaillant général Valhubert était tombé sur le champ de bataille, la cuisse fracassée par un boulet. Ses soldats se précipitèrent vers lui pour l'emporter. « Restez à votre poste, leur dit-il, je saurai bien mourir seul. Il ne faut pas pour un homme en perdre six. » Relevé cependant par une ambulance volante, il fut opéré par Percy, mais ne tarda pas à succomber. Avant d'expirer, il dicta ses adieux à l'Empereur :

« A Sa Majesté l'Empereur.

« J'aurais voulu faire plus pour vous. Je ne regrette pas la vie, puisque j'ai participé à une victoire qui vous assure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient dévoués, pensez à ma mémoire. Il me suffit de vous dire que j'ai une famille, je n'ai pas besoin de vous la rappeler[1]. »

Morland fut tué dans la charge des chasseurs à cheval de la garde impériale contre la garde russe. L'Empereur décida que son corps serait conservé et déposé dans la crypte d'un monument qu'il se proposait de faire élever à l'esplanade des Invalides, à Paris. Il prescrivit à Larrey de l'embaumer.

Marbot a raconté à sa façon cette histoire d'embaumement, et, pour transformer en une anecdote amusante un fait qui était loin de prêter à rire, voici ce qu'il a imaginé :

« Les médecins, n'ayant sur le champ de bataille aucune

[1] Larrey, *Note*.

des préparations nécessaires à l'embaumement, placèrent simplement le général dans un tonneau de rhum. Ce colis funèbre fut mis en route sur Paris et déposé, en attendant le moment de le placer aux Invalides, dans un cabinet d'anatomie de l'École de médecine. Il y resta jusqu'en 1814. En ce moment, le tonneau s'étant brisé, on fut très étonné de constater que les moustaches du général avaient poussé dans le rhum d'une façon si extraordinaire qu'elles descendaient jusqu'à la ceinture. L'affaire fit du bruit, on allait voir le général comme une curiosité scientifique. La famille intervint et le réclama. Mais elle fut obligée d'intenter un procès au savant qui le détenait, pour en obtenir la restitution. »

« Aimez donc la gloire, ajoute plaisamment Marbot, et allez vous faire tuer, pour qu'un olibrius de naturaliste vous place ensuite dans sa bibliothèque entre une corne de rhinocéros et un crocodile empaillé[1] ! »

Quand je lus les Mémoires de Marbot à leur apparition, je fus un peu étonné qu'un homme comme Larrey, dont les connaissances anatomiques étaient considérables et qui, au cœur de l'Allemagne savante, ne pouvait manquer d'aucune des substances qui lui étaient nécessaires, ait eu recours au procédé primitif de la conservation d'un corps dans du tafia.

Ce procédé, qui se comprendrait à la rigueur en mer, dans le cas où on n'a sous la main ni chirurgiens, ni instruments, ni produits médicamenteux, paraissait par trop sommaire dans un pays aussi civilisé que l'Allemagne. Ai-je besoin d'ajouter, en outre, que cette histoire de moustaches ayant poussé d'un mètre dans le rhum ne me paraissait nullement acceptable ?

La lecture des Mémoires et des notes de Larrey démontre que mes doutes étaient justifiés. Le chirurgien de la garde pratiqua, en effet, sur Morland un véritable embaumement, une opération méthodique et savante, telle qu'elle s'effectuait à la fin du XVIIIe siècle, où les progrès réalisés dans les sciences anatomiques et chimiques l'avaient portée à un

[1] Marbot, t. I, p. 105.

haut degré de perfection. Il était très versé dans cette question spéciale. Pendant ses précédents séjours en Italie et en Allemagne, il avait visité les cabinets d'anatomie qui étaient alors à la mode dans le monde savant, et dont les collections, préparées avec un art infini, étaient réellement merveilleuses et égalaient au moins, si elles ne les dépassaient pas, nos préparations modernes. Il avait assisté aux opérations que nécessite l'apprêt des pièces anatomiques, et il en connaissait bien le manuel opératoire. En Égypte, il avait étudié les momies en connaisseur, pénétré le secret de leur conservation et comparé la méthode de l'embaumement moderne avec l'embaumement antique.

Voici, en peu de mots, comment il prépara le corps de Morland. L'ayant fait transporter à Brünn, à l'hôpital militaire, il fit passer dans l'estomac et l'intestin une préparation bitumineuse, comme le faisaient les Égyptiens. Il injecta ensuite dans les veines et les artères une solution antiseptique, — sans doute du sublimé, — vida le crâne par une couronne de trépan et introduisit par cette ouverture, le long de la base, une certaine quantité de bichlorure de mercure. Enfin il compléta ces dispositions en faisant sur tout le corps des piqûres profondes à la pointe du bistouri et en le plongeant dans un bain de muriate suroxygéné de mercure. Ainsi préparé, le corps de Morland fut envoyé à Paris, à l'hôpital de la garde. Il resta quatre-vingt-dix jours dans la solution. Après l'avoir retiré, on le fit sécher devant le feu dans un filet, on reforma son visage par des manipulations, on plaça dans ses orbites des yeux d'émail et on entoura son corps de bandelettes, comme une momie égyptienne. Quand on l'eut ensuite revêtu de son uniforme et qu'on eut donné à ses membres une attitude naturelle, il apparut d'une ressemblance frappante, et l'illusion fut telle, qu'une de ses parentes crut le voir vivant et s'évanouit[1].

Larrey était très fier de ce succès, et on peut croire qu'il eût été vivement blessé si le récit de Marbot eût été publié

[1] Larrey, *Relation médicale des campagnes et voyages*, 1841, p. 371.

pendant sa vie. Il est vrai cependant qu'après avoir été déposé à l'hôpital de la garde, le corps de Morland fut placé à l'École de médecine, où il attendit son monument jusqu'en 1814, à côté de celui de Barbenègre, colonel du 7e hussards, tué à Iéna et également embaumé par Larrey. Leurs familles les réclamèrent après la Restauration, et ils leur furent rendus[1].

[1] Larrey ne se prêta que d'assez mauvaise grâce à cette restitution. Voici la lettre qu'il écrivit, à ce sujet, au doyen de la Faculté, et le procès-verbal de l'assemblée des professeurs, signé de Des Genettes, qui clôt l'incident :

« Monsieur le Doyen,

« Lorsque j'ai eu l'honneur de vous demander l'agrément de déposer dans le superbe muséum anatomique de la Faculté de médecine les corps embaumés des colonels Morland et Barbenègre, j'étais dans l'intime persuasion que ces corps resteraient dans le muséum comme deux momies utiles et précieuses à l'instruction (surtout celle de Morland), et qu'elles y seraient dans un état de conservation propre à faire immortaliser les noms de ces deux guerriers ; j'étais d'autant plus dans cette persuasion que leurs parents avaient refusé de les emporter de l'hôpital de la garde où ils étaient en dépôt, et que, sans la précaution que j'avais prise de les faire transporter à votre muséum, ils auraient été inhumés dans le cimetière affecté audit hôpital.

« Cependant, malgré tous les motifs développés dans ma réponse à une première lettre du ministre, desquels on vous a donné communication, et à la suite de nouvelles réclamations qui ont été faites, Son Excellence m'a intimé l'ordre de remettre aux parents de ces deux colonels leurs corps, dont j'étais censé être le dépositaire.

« C'est avec la plus vive douleur, monsieur le Doyen, que j'ai l'honneur de vous faire part de la décision du ministre de la guerre, et de vous prier de donner à M. le directeur du muséum l'invitation de faire disposer les deux corps embaumés de manière à ce que les personnes investies du pouvoir de Son Excellence puissent en faire la levée sans nul obstacle.

« Recevez, monsieur le Doyen, avec l'expression de mes regrets sincères, l'assurance de la haute considération avec laquelle je suis votre respectueux confrère et tout dévoué serviteur.

« LARREY. »

« Paris, le 25 octobre 1818. »

« P.-S. Je désire beaucoup que la première lettre du ministre et la minute de la réponse que le baron Percy a déposée à la Faculté me soient renvoyées, parce que ces pièces me sont nécessaires. Or je prie monsieur le Doyen de les faire remettre au porteur, s'il est possible. »

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée de MM. les Professeurs, le 27 octobre 1818.

« D'après une lettre de M. le baron Larrey, en date du 25 octobre 1818, la Faculté arrête que les momies des colonels Morland et Barbenègre, déposées dans son muséum anatomique, lui seraient remises comme réclamées par les familles respectives et d'après l'autorisation du ministre de la guerre.

« Pour extrait,

« Le baron DES GENETTES,
Secrétaire de la Faculté de médecine de Paris. »

Les blessés de l'armée française et des armées coalisées encombraient la ville de Brünn. Percy et Larrey évacuèrent sur les hôpitaux de Vienne tous les blessés français capables de supporter le transport. Les prisonniers convalescents furent dirigés sur la France, où ils devaient être internés jusqu'à la conclusion de la paix. Larrey s'occupa du traitement des blessés ennemis avec une sollicitude égale à celle qu'il apportait aux soins des Français. Ce fut un trait de son caractère, qui ne se démentit jamais, de ne voir, après le combat, que des malades dans les sujets qui lui étaient confiés, et de ne pas tenir compte des distinctions de nationalité.

Non seulement il les soignait, mais il s'intéressait à leur sort matériel. Des officiers russes blessés ayant perdu leurs effets et leur argent et se trouvant sans ressources dans la ville de Brünn, il écrivit au major général pour lui signaler leur situation [1]. Il lui demanda, en outre, de permettre qu'ils envoient un d'entre eux au quartier général de leur armée chercher des secours. On sait que, loin d'avoir pour nous les mêmes égards, les armées européennes massacrèrent souvent nos blessés et firent même parfois subir à nos chirurgiens les plus indignes traitements.

Le typhus éclata au milieu de cette agglomération des blessés de tous pays, dans la ville de Brünn. L'incurie et l'absence de propreté, — poussées chez les Russes à un degré inimaginable, — facilitèrent sa rapide propagation, et c'est parmi eux que ce fléau exerça ses plus grands ravages. Larrey a décrit l'épidémie, qui se transmit, de proche en proche, aux églises où étaient les prisonniers russes, aux hôpitaux et aux maisons particulières, infecta les habitants des environs, gagna Vienne et de là s'étendit, le long de la ligne d'évacuation, jusqu'en France. En moins d'un mois, les hôpitaux de l'infanterie perdirent le quart de leurs malades. Le gouverneur de la Moravie, le général Weirother, excellent homme qui était devenu l'ami de Larrey, de Thiéhault

[1] *Larrey au ministre de la guerre, major général*, Brünn, 18 frimaire an XIV. Ms. cit. B. N.

et des officiers blessés qu'il visitait tous les jours, se multipliait pour améliorer la situation et prenait toutes les mesures que lui indiquaient les médecins. Il succomba lui-même à l'épidémie. L'hôpital de la garde, dont l'emplacement avait été déterminé avec soin par Larrey et qui se trouvait situé dans des conditions très hygiéniques, loin des quartiers populeux, fut épargné et n'eut presque pas de malades. Larrey, du reste, commença l'évacuation de ses blessés le lendemain même de la bataille d'Austerlitz et les groupa à Vienne, à l'hôpital des Dominicains, magnifique établissement dont la salubrité était parfaite, et où ils furent entourés des plus grands soins.

Dans sa correspondance de Vienne, Larrey donne à sa femme des nouvelles du jour. Il lui annonce la signature de la paix avec l'Autriche et les arrangements que Napoléon est en train de conclure avec le représentant de la Prusse, d'Haugwitz. Il lui apprend que l'Empereur va rentrer en France avec le quartier général et qu'il sera rendu à Paris le 1er janvier. Larrey devait le suivre, mais il a été chargé du fameux embaumement du colonel des chasseurs de la garde, tué à Austerlitz, et cette circonstance va ajourner son départ. Il est désolé de ce contretemps, qui va retarder son arrivée à Paris jusqu'au carnaval. Mais, en homme habitué aux caprices de la fortune, il s'incline devant la nécessité et conseille à Laville d'accepter comme lui la situation qui leur est faite.

Le retard est plus considérable qu'il ne croit, et, dans une lettre du 5 nivôse (25 décembre), Larrey fixe son arrivée à Paris vers les premiers jours de ventôse (février). « Nous ne pouvons donc, dit-il, faire le carnaval ensemble; nous ferons à sa place l'anniversaire de notre mariage, que nous confirmerons à l'église, si tu le juges à propos. Fasse le Ciel que les vœux que nous ferons soient mieux exaucés que lors de cette première cérémonie. Dieu veuille que nous soyons plus heureux et que les calamités politiques ne viennent plus nous séparer, nous désunir et troubler notre repos[1]. »

[1] *Corresp. privée.* Larrey à Mme Larrey, Vienne, 5 nivôse an XIV.

Comme beaucoup de ménages mariés sous la Révolution, comme celui de Bonaparte lui-même, le mariage de Larrey avait été, en effet, purement civil. Depuis le Consulat, ces situations se régularisaient à l'église, et Larrey savait que sa femme désirait la bénédiction d'un prêtre ; lui-même était loin d'être hostile aux idées religieuses, et à son arrivée à Paris il fit bénir l'union qu'il avait contractée en 1793.

C'est dans cette correspondance que nous constatons encore la timidité extrême du grand chirurgien vis-à-vis de l'Empereur. A la suite de la bataille d'Austerlitz, il y eut dans l'armée une distribution considérable de faveurs. Dans l'avalanche de grades, de dotations et de promotions qui s'abattit sur l'armée, Larrey fut oublié. Napoléon, quoiqu'il l'estimât et l'aimât sincèrement, n'admettait pas un moment une comparaison entre un chirurgien, — quel que fût son mérite, — et les officiers combattants. Larrey vit donc tous ses camarades de l'armée du Rhin et de l'armée d'Égypte devenir généraux, maréchaux, grands dignitaires de la Légion d'honneur, et recevoir, — en attendant des titres nobiliaires, — des traitements et des sommes d'argent parfois très considérables, sans avoir lui-même la moindre part à toutes ces faveurs. Il avait cependant tous les jours la possibilité d'entretenir l'Empereur : rien n'était plus facile que de lui exposer sa situation. Journellement il le sollicitait pour d'autres, mais il n'avait jamais pu se résigner, nous l'avons vu, à rien réclamer pour lui, et il trouvait plus commode d'en charger sa femme. Or celle-ci travaillait à un portrait de l'Empereur. Larrey lui écrivit d'aller voir Napoléon à son arrivée à Paris, de lui offrir le tableau et de profiter de l'occasion pour lui demander « la petite métairie de ses rêves ».

Pour expliquer sa faiblesse et sa timidité, le brave chirurgien invoquait ses occupations. Il faut lire cette lettre :

« Jusqu'à présent, dit-il, le temps m'a manqué pour entretenir l'Empereur de mes intérêts particuliers. Tu devrais, ma charmante Laville, faire une chose, c'est d'achever son portrait que tu lui offriras à son arrivée ; tu auras ainsi l'occasion de lui demander de mes nouvelles. Ce sera aussi

le prétexte le plus favorable et qu'il ne faudrait pas manquer. Fais un effort, ma bonne amie, tâche de le voir à son arrivée, demande-lui une chaumière, et certes il te l'accordera, d'autant plus qu'il est content de moi[1]. »

Et, dans une autre lettre de Vienne :

« Je voudrais, mon aimable Laville, comme je te l'ai déjà dit, que tu puisses lui offrir son portrait en arrivant. Tu profiteras de cette occasion pour lui demander une petite métairie que j'ai bien gagnée. Tu t'adresseras de ma part au général Rapp, qui se chargera de t'annoncer ou de présenter ton billet d'audience à l'Empereur. Tâche de ne pas laisser échapper cette occasion unique et la plus favorable[2]. »

Il ne faut pas trop s'étonner de la démarche que Larrey demandait à sa femme de faire auprès de l'Empereur. Les chirurgiens militaires, — même les plus remarquables, comme Larrey et Percy, — étaient loin d'être, officiellement du moins, gâtés sous l'Empire; et à mesure que le régime s'établit, que les administrateurs prirent plus d'influence, leur situation morale et matérielle, loin de s'améliorer, fut amoindrie : non seulement ils n'avaient pas part dans les proportions qu'ils méritaient aux grades, aux dotations et aux titres qui furent distribués avec tant de générosité à leurs compagnons d'armes; mais ils se voyaient disputer leurs frais de route, leurs soldes et les indemnités pour leurs chevaux tués et leurs effets perdus ou enlevés par l'ennemi. Le port même d'insignes distinctifs dans leur costume, tels que les aiguillettes, qui au début des guerres de la Révolution et pendant le Consulat avaient fait partie de leur uniforme, leur était contesté, et il semble bien que les intendants n'eurent qu'une idée, celle de les ruiner et de les abaisser[3]. Toutes les

[1] Larrey, *Corresp. privée*. Lettre à Mme Larrey, Brünn, 17 frimaire an XIV.

[2] Larrey, *Corresp. privée*. Lettre à Mme Larrey, Vienne, 5 nivôse an XIV.

[3] Il est intéressant de suivre, dans les lois et les décrets qui régissent depuis la Révolution le Service de santé, les diverses phases qu'il a traversées et les usurpations graduelles par lesquelles les administrateurs parvinrent à se placer au-dessus de lui et asservir un corps dont ils redoutaient l'indépendance et l'intégrité professionnelle.

La Convention avait décrété le principe de l'état militaire des médecins de l'armée, et les avait assimilés aux officiers (23 mars 1793). Or, on leur dénia

lettres de Larrey sont pleines de récriminations à ce sujet, et il s'endette littéralement à chaque campagne. Cette façon de traiter les chefs du Service de santé contraste avec la générosité qui distingue Napoléon vis-à-vis de ses généraux. Thiébault, simple général de brigade, qu'il fit gouverneur de Fulde, touchait plus de vingt mille francs par mois, sans compter les accessoires qui étaient considérables, puisqu'en cent quatre-vingt-quatre jours de gouvernement il reçut deux cent douze mille francs. Mais Thiébault n'était qu'un personnage de troisième ordre dans l'Empire. Les grands premiers rôles, les chefs d'armée, les commandants de cavalerie furent comblés. Berthier reçut quarante millions[1]. Les appointements de Masséna s'élevaient à la somme énorme de neuf cent mille francs. Junot eut un traitement fixe de trois cent mille francs, des gratifications et des dons incessants, auxquels il faut ajouter les profits de ses missions et les avantages tant légitimes qu'illégitimes qu'il retira de sa campagne et de son

constamment ce privilège, et on leur refusa par la suite les suppléments en argent qui étaient attachés à la fonction. Malgré un nouveau décret du Directoire (15 nivôse an IV), l'administration persista dans cette attitude, et on eut soin d'omettre de les désigner nominativement dans les lois concernant les officiers. Et quand les assemblées souveraines eurent disparu, cette absence de désignation fut considérée comme disposition légale. A partir de l'an IV, le service de santé fut réglementé par une série de décrets dépourvus de base législative, se modifiant, s'annulant, se contredisant au gré du ministre de la guerre, c'est-à-dire des intendants, et aboutissant à l'appauvrissement et presque à l'anéantissement du corps de santé. Dans le service des hôpitaux, les médecins furent soumis à l'autorité du commissaire, et les officiers de santé en chef, privés des rapports avec les généraux commandants, furent mis à la disposition des ordonnateurs. Le Conseil de santé supprimé fut remplacé par une inspection qui n'inspecta rien. Les coups portés ainsi à la médecine militaire furent tels, que dès l'an IX on put prétendre que le Service de santé n'était fondé que sur une commission temporaire, que les titres étaient purement individuels, et qu'il n'y avait pas, à proprement parler, de corps d'officiers de santé. (Circulaire du 24 nivôse an IX.)

Percy et Larrey firent les plus grands efforts pour réagir contre un état de choses aussi humiliant pour les médecins que nuisible à l'armée. Ils présentèrent à diverses reprises à l'Empereur des projets de loi, réorganisant sur de nouvelles bases le service de santé. Percy remit, après Eylau, à Duroc un projet de corps militaire de chirurgiens des armées à organiser sur le modèle du corps du génie. L'Empereur ne l'accepta pas, parce qu'il n'embrassait qu'une partie du service. Larrey, sans se lasser, rédigea des projets de réorganisation jusqu'à la chute de l'Empire, et pendant la campagne de 1811, pendant celle de 1813, il en envoyait encore à l'Empereur. Ses efforts furent vains. Napoléon comprenait bien la nécessité de la réforme, mais sa volonté échoua constamment contre l'hostilité et l'inertie des bureaux.

[1] *Mémorial*, t. IX, p. 30.

gouvernement en Portugal. Nansouty touchait plus de cent mille francs par an [1], et il en était ainsi des autres.

Il était donc hien naturel que Larrey demandât á l'Empereur de l'aider á mettre sa famille á l'abri du hesoin. Il est en effet pitoyable de voir un vieux et fidéle serviteur comme Larrey, la providence de l'armée en campagne, réduit á écrire à sa femme á son retour de cette guerre d'Autriche, où les gratifications avaient été distribuées á profusion aux généraux : « Je ne pourrai me rendre à Paris qu'á petites journées auprès de toi, faute d'argent pour prendre la poste. Celui que j'attends de toi m'est nécessaire pour payer le peu de dettes que la perte imprévue de mes deux chevaux m'a mis dans la nécessité de contracter; mais ne me gronde pas, ma chère Laville, je suis plus affligé que toi. Peut-être Sa Majesté aura-t-elle égard à ma position et aux sacrifices qu'elle m'a fait faire pour la suivre á l'armée. Le tout serait de pouvoir le lui dire. Tâche de le voir à son arrivée á Paris [2]. »

La démarche fut faite par Mme Larrey; nous savons que l'Empereur était charmant pour elle. Il accorda sans peine, sinon une chaumiére, du moins une somme d'argent destinée à indemniser Larrey de ses pertes. Cela nous méne loin des fastueuses dotations accordées aux généraux. Là chaumière ne vint que plus tard, aprés l'Empire, et ce ne fut qu'en 1818 que Larrey put, sur ses économies, acheter cette petite villa de Bièvre qui avait appartenu à Junot sous le Consulat, et où toute notre génération a connu son fils, Hippolyte Larrey.

[1] Le traitement d'un général comme Nansouty se décomposait ainsi : 54000 fr. comme commandant de la cavalerie de la garde; 20000 fr. comme grand-aigle de la Légion d'honneur, et 30000 fr. comme premier écuyer de l'Empereur.

[2] *Corresp. privée.* Lettre de Larrey, Strasbourg, 23 janvier 1806.

CHAPITRE XIV

I. Campagne de 1806-1807. — Bataille d'Iéna. — La reine Louise de Prusse et les cavaliers du 7e hussards. — Anecdote : prédiction de Massembach à Larrey sur le sort de l'Empire français. — Blücher et Bourrienne. — Prédiction de Blücher. — Napoléon, accompagné de la garde et de Larrey, se dirige sur Berlin. — Anecdote : la veuve de Cérésole. — L'Empereur à Berlin. — La science allemande en 1806. — Gœthe, Alexandre de Humboldt, l'abbé Denina, Jean de Müller, le chirurgien Gœrke, les anatomistes Loder et Walter. — Napoléon et Alexandre de Humboldt. — II. Recommencement des hostilités. — L'armée en Pologne. — Anecdote : la voiture du prince de Talleyrand. — Souffrances et plaintes des soldats. — Les grognards. — Combats de Golmyn et de Pultusk. — Rapp blessé pour la neuvième fois. — Installation de Larrey à Varsovie. — Combat de Hoff. — Brillante charge d'Hautpoul. — Eylau. — Pertes de l'armée française. — Ambulance de Larrey. — Larrey le modèle des opérateurs. — Blessure mortelle d'Hautpoul et mort du général Dahlman. — Panique dans l'ambulance menacée par les Russes. — Larrey abandonné de ses aides et de ses infirmiers. — Son attitude héroïque. — Lettre à Mme Larrey retraçant cet épisode. — Larrey et le général Lepic. — La charge de Lepic à Eylau. — Les blessés de la charge. — Les dix-sept blessures du commandant Rabusson. — Le fils du général Darmagnac. — Lettre de Larrey au peintre Girodet. — Napoléon à l'ambulance de Larrey. — III. Évacuation des blessés d'Eylau. — Napoléon fait don de son épée à Larrey. — Installation du quartier général à Osterode et à Finkenstein. — Difficulté des approvisionnements. — L'orientaliste Joubert et Larrey. — Un dîner chez Larrey. — L'ambassadeur perse Asker-kan. — Anecdote : Bourdois de la Mothe et le président Marbois. — Larrey nommé commandant de la Légion d'honneur. — Déni de justice de l'Empereur à son égard. — Modestie et sagesse de Larrey. — Élection de Percy à l'Académie des sciences grâce à son désistement. — Combat de Heilsberg. — Victoire de Friedland. — Les grands blessés de la journée. — Tilsitt. — Larrey et les conscrits affectés de coxalgie. — Faculté d'assimilation de Napoléon pour les questions médicales. — Jacobi, l'ami de Kant. — Retour de Larrey à Paris.

I

Cependant les négociations du traité de Presbourg étaient terminées (20 décembre 1805). L'Autriche abandonnait la Vénétie, qui était réunie au royaume d'Italie. Celui-ci et la Dalmatie passaient sous la domination directe de l'Empe-

reur des Français. Le Tyrol et la Souabe étaient donnés à la Bavière érigée en royaume, et le Saint-Empire romain remplacé par la Confédération du Rhin, dont Napoléon devenait le protecteur. Après avoir assisté à Munich, où l'avait rejoint Joséphine, au mariage d'Eugène de Beauharnais, devenu vice-roi d'Italie, avec la fille du roi de Bavière, l'Empereur rentra en France le 26 janvier. Larrey le suivit à quelques semaines de distance. Il inspecta sur sa route les hôpitaux de la ligne d'évacuation, et arriva à Paris à la fin de février.

Son séjour n'y fut pas de longue durée. L'armée d'Autriche n'était pas encore dissoute, que la guerre se ralluma entre la Prusse et la Saxe, auxquelles se joignit la Russie d'un côté et la France de l'autre. Ce fut le point de départ de la fameuse campagne de 1806-1807, qui fut marquée par les batailles d'Iéna, d'Eylau et de Friedland, et qui se termina par l'entrevue et la paix de Tilsitt.

Les premiers coups de cette campagne furent soudains comme la foudre. L'armée française était encore cantonnée au cœur de l'Allemagne, en Franconie. La garde impériale, qui était rentrée à Paris, la rejoignit, l'infanterie en poste, grâce à des relais de charrettes échelonnés sur sa route; la cavalerie et l'artillerie à étapes forcées. Larrey était avec la cavalerie. L'Empereur, parti de Paris à la fin de septembre, était le 29 à Mayence et le 30 à Wurtzhourg, au milieu de sa garde. Le 14 octobre, l'armée française se trouvait en présence de l'armée prussienne à Iéna. Cette journée fameuse est trop connue pour être racontée, même par Larrey. On sait comment les deux moitiés de l'armée prussienne, enveloppées par Napoléon, furent défaites, l'une par l'Empereur lui-même à Iéna, l'autre par Davout à Auerstædt. Bernadotte faillit compromettre le succès de la victoire d'Auerstædt en refusant son concours à Davout. L'énergie de ce général, l'extraordinaire bravoure de ses troupes, lui permirent seuls de compenser la criminelle inertie du futur roi de Suède. Les Prussiens perdirent trente-deux mille hommes tués ou blessés, vingt-cinq mille prisonniers, soixante drapeaux et trois

cents pièces de canon. Le prince Louis de Prusse, neveu du grand Frédéric, qui avait été, avec la reine, un des plus ardents instigateurs de la guerre, fut tué. Le corps qu'il commandait avait été défait par Lannes; le prince fut poursuivi par un sous-officier de hussards, qui le somma de se rendre; il lui répondit en lui coupant la figure d'un coup de sabre; le cavalier français riposta en lui passant sa longue latte au travers du corps[1].

La reine Louise, la mère de l'empereur Guillaume, notre vainqueur de 1870, que sa beauté, son intelligence, son ardent patriotisme et ses malheurs rendirent l'idole de son armée et de son peuple, faillit être capturée. Elle avait suivi les troupes sur le champ de bataille. Coiffée d'un casque en acier poli, d'une riche tunique couverte de broderies, sur laquelle elle portait une cuirasse resplendissante d'or et d'argent, chaussée de bottes rouges éperonnées d'or, elle parcourait dans cet appareil romanesque, — qui la faisait ressembler à une héroïne de poème épique, — les rangs de l'armée, dont sa présence surexcitait l'enthousiasme[2]. Mais ce costume éclatant la mit à deux doigts de sa perte, en la désignant à l'attention des soldats français; et quand l'armée royale fut, en effet, mise en déroute, deux hussards, l'apercevant dans un groupe de jeunes Prussiens qui l'entouraient, tombèrent sur elle le sabre haut. Elle prit la fuite, se dirigeant sur Weimar de toute la vitesse de son cheval. Mieux montée que les cavaliers français, elle les distança, mais elle fut serrée de très près et put entendre les propos et les quolibets plus que lestes que lui adressaient les hussards. Les dragons de Klein, arrivant à ce moment sur le terrain, se lancèrent, à leur tour, à sa poursuite à toute bride, et elle allait être atteinte, quand elle arriva à la porte de Weimar. Celle-ci s'ouvrit aussitôt et se referma sur elle. L'Empereur réprimanda les hussards pour les propos inconvenants qu'ils avaient adressés à la

[1] « J'ai connu ce sous-officier, qui s'appelait Gnindé. Il devint capitaine de la garde et fut tué en 1813, à la bataille de Hanau. » (Larrey, *Note*.)

[2] Le *Bulletin de l'Empire* la compara, en effet, à l'Armide de la Jérusalem délivrée : « Il semble voir Armide, dans son égarement, mettre le feu à son propre palais. »

reine, mais les récompensa pour leur brillante conduite sur le champ de bataille.

A la bataille d'Iéna, on retrouve, du côté allemand, la plupart des principaux acteurs de la campagne de 1793 sur le Rhin. Brunswick, Kalkreuth, Hohenlohe, Rüchel. Mais les temps étaient bien changés. Brunswick, le général de la première coalition de 1792, termina là sa carrière : grièvement blessé à Auerstædt, il se fit transporter à Altona, où il arriva le 29 octobre. Son entrée dans la ville ne ressembla guère aux brillantes chevauchées de sa jeunesse. Ce vieillard, qui avait possédé une immense réputation militaire et joué un si grand rôle dans les événements de son temps, arriva porté sur un brancard, sans escorte, n'ayant avec lui ni un officier, ni un aide de camp, et suivi seulement d'enfants et de vagabonds. Déposé dans une misérable auberge, il succomba à ses blessures peu de jours après[1].

Hohenlohe, que nous avons vu, dans les récits de Larrey, poursuivre Custine et l'expulser du Palatinat, et qui commandait à Iéna l'armée royale, en avait réuni ce qu'il en restait et se retirait à marches forcées. Poursuivi par Murat, battu, cerné par sa cavalerie, il fut obligé de se rendre.

Rüchel, l'intrépide soldat qui, en 1793, sauva Coblentz des entreprises de Custine par une marche d'une rapidité extraordinaire et qui eut un rôle prépondérant dans la reprise de Francfort par l'armée prussienne, vit le corps de vingt-trois mille hommes qu'il commandait taillé en pièces, et lui-même fut blessé. Du côté des Français, la consommation des généraux avait été plus grande, et il restait peu des grands meneurs des luttes de 1793. La Révolution avait elle-même fauché la plupart d'entre eux ; parmi ceux qu'elle avait épargnés, Desaix, Hoche, le général Meynier, étaient morts. Larrey rencontra Massembach, l'aide de camp d'Hohenlohe, qu'il avait autrefois connu dans le Palatinat et qui venait de traiter avec Murat de la capitulation des tristes débris de l'armée prussienne, à Prentzlow. Ils échangèrent quelques

[1] Bourrienne, *Mémoires*, t. VII, p. 160.

propos sur les vicissitudes de la fortune. « Quelle différence, lui dit Massembach, avec votre situation en 1793 ! Vous rappelez-vous de Mayence et de Wissemhourg? Vous autres, Français, il vous faut un homme, et, quand vous l'avez trouvé. vous êtes capables d'actions extraordinaires; mais prenez garde, si cet homme disparaissait, votre puissance s'envolerait. Quant à nous, si has que nous soyons aujourd'hui, nous nous relèverons, j'en ai la certitude, des tristesses et des humiliations de l'heure présente[1]. » Larrey nota ces paroles, qui devaient recevoir un jour des événements une aussi exacte confirmation. A peu près, au même moment, à l'autre extrémité de l'Allemagne, Blücher, — alors chef de partisans, — était fait prisonnier par Bernadotte à Lubeck. Il fut envoyé à Hambourg et confié à la garde de Bourrienne. L'ancien secrétaire de Napoléon comhla de prévenances ce soudard qui devait traiter si hrutalement les vaincus de Waterloo. Il le reçut à sa table et enregistra ses confidences. Blücher lui tenait le même langage que Massembach à Larrey, et prédisait, en termes enflammés, la fin de la fortune de l'Empereur et le triomphe des puissances coalisées contre lui[2].

La garde impériale n'ayant pas pris part à la bataille d'Iéna, Larrey n'eut pas à s'occuper des blessés, dont le soin concernait Percy. Celui-ci les fit transporter à Naumbourg et à Weimar, où ils furent répartis dans les hôpitaux et les églises[3]. Larrey, avec la garde, suivit Napoléon, qui se dirigea sur Berlin en passant par Hall et Wittemberg. Pendant ce parcours survint un incident qui offrit à l'Empereur l'occasion d'un de ces actes spontanés de générosité et de justice qui furent loin d'être rares dans sa carrière. Sur la frontière de Saxe, la colonne fut surprise par un orage épouvantable. Ordinairement Napoléon supportait sans sour-

[1] Larrey, note

[2] Bourrienne, *Mémoires*, t. VII, p. 206.

[3] A Iéna furent blessés les généraux Morand, Gudin, Lemarois, qui assurèrent par leur magnifique fermeté le succès de la bataille d'Auerstædt, Victor, Conroux, Graindorge, Ledru des Essarts, Viala, Gauthier, Petit, Bonnet d'Hunières. Il n'y en eut pas de tués.

ciller les averses les plus violentes et en imposait les désagréments à son entourage. Cette fois, il mit pied à terre, et se réfugia avec l'état-major, dans une maison voisine de la route. Les voyageurs furent reçus par deux jeunes femmes dont l'une, à la vue de l'Empereur, revêtu du costume légendaire qu'il affectait déjà de porter parfois en Égypte, s'écria : « Ciel! le général Bonaparte! » A cette exclamation devenue inusitée, Napoléon, surpris et mécontent, s'approcha avec ses officiers. Apercevant alors Larrey, qui fait partie de ce groupe, elle s'élance vers lui et, lui saisissant les deux mains en sanglotant : « Monsieur Larrey, me reconnaissez-vous? reconnaissez-vous Mme Cérésole? » C'était, en effet, la femme de Cérésole, ce jeune médecin dont j'ai signalé les travaux et la belle conduite pendant l'expédition d'Égypte, et qui avait été un des meilleurs et des plus dévoués élèves de Larrey[1]. Il l'avait vu périr de la peste sous ses yeux à Alexandrie, et avait été le témoin du profond désespoir de la jeune femme. Rapatriée en France par ses soins, tombée dans le dénûment et ayant un enfant à élever, elle avait fini par trouver une situation d'institutrice dans une bonne famille saxonne, et c'est dans un pavillon de chasse appartenant à cette famille que venaient de pénétrer Napoléon et sa suite.

Larrey, — très ému lui-même de cette rencontre, — assura la jeune femme du souvenir qu'il avait gardé d'elle et de son mari et la présenta à l'Empereur en lui rappelant ce qu'avait été Cérésole et comment il avait succombé avec

[1] Larrey, *Correspondance privée*. Lettres de Cérésole. Ms. 5878. B. N. F. F. N. Acq.

Des Genettes a consacré à Cérésole et à sa femme la note suivante : « J'appris officiellement le même jour la mort du citoyen Cérésole, médecin de l'armée, employé à Alexandrie; il avait contracté dans sa maison et d'un domestique une fièvre pestilentielle ; son épouse lui rendit les soins les plus affectueux sans être atteinte. Ce jeune médecin aurait un jour réalisé les grandes espérances qu'il donnait, s'il eût pu concentrer son esprit, qui embrassait trop d'objets, dans l'étude déjà si étendue de la médecine. » (Des Genettes, *Histoire médicale de l'armée d'Orient*, p. 152.)

On remarquera la dernière phrase de Des Genettes qui est une critique. Cérésole avait, à ses yeux, le tort de s'occuper d'archéologie à ses moments perdus. Qui n'en eût fait autant en Égypte ? Mais le médecin de l'armée d'Orient, qui se livrait pour son compte à la littérature, n'admettait pas que ses collaborateurs puissent dérober quelques instants à la médecine.

honneur à l'armée d'Orient. Napoléon, — chez qui les souvenirs d'Égypte étaient restés très puissants, — exprima à la jeune veuve la satisfaction que lui causait une rencontre lui permettant de payer une ancienne dette de reconnaissance et de récompenser les services rendus par son mari à la France et à l'armée. Il lui annonça qu'il lui accordait une pension de douze cents francs, et lui promit de se charger de l'éducation de son fils. « C'est la première fois, dit-il à Larrey en sortant, que je mets pied à terre pour un orage. J'avais le pressentiment qu'une bonne action m'attendait là. » Dès son arrivée à Berlin, il fit régulariser la pension qu'il avait promise et donna des ordres pour que l'enfant de Mme Cérésole fût élevé à La Flèche, aux frais de l'État[1].

On arriva à Postdam, où l'Empereur trouva l'épée du grand Frédéric, son hausse-col, le grand cordon de ses armes et son réveil. Il envoya ces objets en France, pour être déposés à l'hôtel des Invalides. Le même jour, il donna l'ordre de transporter à Paris la colonne érigée par ce prince en souvenir de la victoire de Rosbach. Larrey visita le château de Sans-Souci, où il ne vit pas, dit-il, sans émotion la chambre du grand Frédéric, le fauteuil où il était mort, les objets qui avaient été consacrés à son usage, et la chambre que Voltaire avait habitée[2]. Le voyageur moderne qui peut encore aujourd'hui contempler les mêmes objets est moins enthousiaste, et ces souvenirs excitent en lui moins d'émotion. Mais on a noté que, comme tous les hommes de son temps, le chirurgien de la garde se piquait de « sensibilité ».

Le 27 octobre, l'Empereur, accompagné de son état-major et de la garde, fit son entrée dans Berlin. Ce fut, dit Larrey, une des plus belles journées de sa vie. Il fut reçu, à la porte de Charlottenbourg, sous l'arc de triomphe de Frédéric II,

[1] Larrey, *Note*.
« Mme Cérésole se retira à Vevey. Son fils rentra en Suisse en 1814, et mourut pasteur à Lausanne. Un de ses fils a été président de la Confédération helvétique, un autre officier dans l'armée française. » (De Villiers, *Journal et souvenirs*, Paris, 1899.)
[2] Larrey, *Mémoires et campagnes*.

par le conseil municipal, qui lui offrit les clefs de la ville. Entouré de ses maréchaux, suivi des magnifiques cuirassiers d'Hautpoul et de Nansouty, il se dirigea ensuite, au milieu de l'immense affluence du peuple berlinois, jusqu'au palais royal, où il reçut les autorités publiques. Il resta à Berlin, avec la garde, jusqu'au 25 novembre, organisant sa conquête, renforçant son armée, la préparant à de nouvelles victoires et imprimant un caractère définitivement implacable à sa lutte avec l'Angleterre, par ses décrets du blocus continental.

Pendant ce temps, Larrey, auquel le bon état de la garde laissait des loisirs, visitait les établissements consacrés à l'enseignement supérieur et se mettait en relation avec les savants de la capitale prussienne. L'Académie des sciences de Berlin était loin d'être ce qu'elle est devenue de nos jours. Le mouvement scientifique, qui a atteint aujourd'hui en Prusse un si remarquable degré de développement, est une évolution relativement récente. L'importance actuelle de l'Allemagne dans toutes les branches des sciences est elle-même un fait nouveau, qui ne date guère que de 1820 à 1840. Au XVIIIe siècle, les divers États qui la composaient auraient été classés, dans un tableau rangeant les nations de l'Europe par ordre de leur avancement scientifique, non seulement après la France, mais après l'Angleterre et même après la Suisse. En Prusse, les conditions se trouvaient encore plus défavorables que dans le reste de l'Allemagne; et ce pays pauvre, fortement hiérarchisé, où le fonctionnarisme civil et militaire était très développé, ne devait sa culture relative qu'à l'émigration des savants étrangers, surtout à celle des réfugiés français protestants [1]. Ce fut seulement après les grandes guerres de l'Empire que se modifia l'esprit public germanique et que le goût des fictions fut remplacé par l'esprit scientifique [2]. En 1806, il n'y avait donc pas en Prusse de mouvement scientifique proprement dit. Mais le développe-

[1] Voir à ce sujet les intéressantes tables dressées par Candolle. (Candolle, *Histoire des sciences et des savants depuis deux siècles*, Genève-Bâle, 1885.)

[2] Les désastres éprouvés par l'Allemagne modifièrent son esprit public et imprimèrent à l'enseignement, dans les Universités, le caractère scientifique. Les

ment des sciences était remplacé par une rare expansion littéraire, et un groupe d'hommes, dont l'Europe lettrée et savante avait depuis longtemps appris à honorer les noms, y représentait la pensée humaine dans ce qu'elle a de plus grand et de plus élevé. Aux portes de Berlin, à Weimar, brillait un intense foyer intellectuel. Une cour polie et savante avait fait de cette ville une Athènes moderne, où fleurissaient les lettres et les arts. C'est là qu'avait résidé Schiller. C'est là que vivait heureux et honoré Gœthe, le plus grand poète de l'Allemagne. Ce génie original, qui unit à l'enfantement de merveilleux chefs-d'œuvre littéraires les plus belles recherches scientifiques, et dont le patriotisme allemand est si fier, resta cependant plus ou moins étranger aux désastres de sa patrie.

Au moment de la bataille d'Iéna, qui se propagea jusqu'à Weimar, il travaillait à son œuvre de *Faust*, et on raconte que ni le canon qui tonnait à sa porte, ni le fracas des armes qui remplissait les rues, ni la nouvelle du désastre signalé par les fugitifs, par la reine même de Prusse traversant en hâte la ville, ne purent le tirer de son travail. C'est en effet dans ces jours terribles qu'il acheva la première partie de *Faust* et élabora sa théorie de la lumière et des couleurs. Schiller, son ami et son émule, le poète idéaliste, le noble créateur des pensées pures et consolatrices, était mort en 1805, laissant sa profonde et délicate empreinte sur l'art allemand.

transformations que les malheurs d'un pays font subir à ses conceptions et à ses idées générales constituent une vérité expérimentale que les gouvernements ne devraient pas méconnaître. Après une révolution on demande l'ordre, après la guerre on réclame la paix, et l'opinion se transforme dans le sens d'une réaction contre les causes profondes auxquelles elle attribue ses malheurs. L'Allemagne, qui accusa ses goûts de fiction et son enseignement romantique, les réforma dans un sens positif et scientifique. (Cf. Le Bon, *Lois psychologiques*.)

La France, après 1870, incrimina également, — mais à tort peut-être, — son enseignement et ses tendances chevaleresques et humanitaires, qui la portèrent si longtemps à prendre en mains la cause des nations opprimées. Elle a réagi dans un sens contraire. Mais ne se trompe-t-elle pas? Un peuple est-il maître de se dérober entièrement aux traditions et à l'esprit de sa race? Peut-il modifier son caractère et s'affranchir en un moment de l'atavisme que des générations entières font peser sur lui? C'est là, en effet, où est le problème; et celui-ci ne pourra être résolu que par les leçons de l'avenir. L'expérience de l'Allemagne n'est pas concluante, car celle-ci n'a eu qu'à modifier des goûts romantiques et non l'esprit de la race, qui est resté le même. Ce n'était pour elle qu'une affaire d'école.

A Berlin même était cependant Alexandre de Humboldt, qu'il ne faut pas confondre avec son frère Guillaume, le ministre d'État. Quoiqu'il fut encore jeune et loin d'avoir donné sa mesure, — il n'avait alors que trente-huit ans, — il possédait déjà une célébrité universelle. C'était un génie cosmopolite, plus fréquemment en voyage et à Paris qu'à Berlin. En relation avec tous les savants français, il avait été présenté par Berthollet à Bonaparte, après la campagne d'Italie, et avait dû aller le rejoindre en Égypte sur une frégate mise à sa disposition par le gouvernement suédois; mais un retard du bâtiment fit échouer ce projet. A cette époque de sa vie, il avait déjà exécuté ses grandes explorations scientifiques en Espagne, dans les régions alors peu connues du bassin de l'Orénoque, au Chili, au Pérou, au Mexique et aux États-Unis. Au retour de ces voyages, en 1805, il s'installa à Paris, pour en publier la relation, — car Paris, malgré la Révolution et les guerres de l'Empire, restait toujours la capitale des sciences et des arts. Il y vivait dans la société des grands savants de l'Académie des sciences : Laplace, Monge, Berthollet, Gay-Lussac. L'Académie se l'associa, et il était à ce moment, — tellement l'Allemagne restait en dehors de l'évolution scientifique, — le seul associé allemand. La Suisse seule en avait six[1].

Si Humboldt jetait un rayon de gloire sur la science allemande, on peut dire qu'il était unique à Berlin. L'abbé Denina, que l'Empereur distingua et nomma son secrétaire, n'était qu'un historien érudit, d'origine italienne du reste. Historien également et étranger, — il était Suisse, — Jean de Müller, avec lequel Napoléon eut de ces conversations merveilleuses dans lesquelles il touchait à tout : à la constitution, au gouvernement des peuples, au principe des religions, aux mœurs et au tempérament de chaque nation[2].

[1] Alph. de Candolle, *op. cit.*

[2] Müller a raconté cet entretien; il en sortit ébloni, et déclara que depuis une audience qu'il avait obtenue de Frédéric II, il n'avait eu avec aucun prince une semblable conversation. Par la profondeur et l'étendue de son esprit, il plaçait l'Empereur au-dessus de Frédéric. (Jean de Müller, *Œuvres complètes*, t. III, Tubingen-Gotha, 1812)

En médecine et en chirurgie, aucune illustration, comme il y en a tant dans d'autres pays, en France, en Autriche, en Angleterre, en Italie, et comme même certaines villes d'Allemagne en comptent en ce moment. Hufeland, Graefe, Gœrke, Loder et Walter, — talents de second ordre, — se dégagent de la médiocrité générale, et ce sont les seuls que cite Larrey. Hufeland, médecin du roi et professeur de la Faculté d'Iéna, était un praticien renommé qui écrivit un livre sur l'art de prolonger la vie et publia des conseils aux mères de famille. Ces titres sont insuffisants pour légitimer une réputation scientifique.

Celle de Graefe était de meilleur aloi. Chirurgien de valeur, il s'adonna à l'ophtalmologie et devint médecin en chef de l'armée prussienne en 1815. Gœrke, qui fut également un excellent chirurgien, était, à cette époque, à la tête du service de santé. Loder, savant estimé, professait l'anatomie à Hall et suivit le roi dans sa fuite à Kœnigsberg. Walter, professeur à l'hôpital de la Charité, à Berlin, était surtout célèbre par ses collections anatomiques. J'ai déjà signalé l'importance, aujourd'hui disparue, autrefois si considérable, qu'eurent, à la fin du XVIIIe siècle et longtemps encore dans le cours du XIXe, ces collections scientifiques auxquelles se livraient avec un goût passionné les chirurgiens célèbres. Les « cabinets » italiens, et spécialement celui de Scarpa, étaient connus de tous les savants. Le « cabinet » de Walter était non moins réputé. Il contenait deux mille huit cent pièces qui étaient le résultat de cinquante années de travail et de la dissection de plus de huit mille cadavres humains. De telles collections avaient une grande valeur. Le chirurgien de la Charité, en homme avisé, mit la sienne en vente, et elle fut achetée au prix de quatre cents mille florins par le roi de Prusse; ce fut là le musée anatomique de Berlin, dont Walter obtint, après l'avoir vendu, d'être nommé le directeur.

Larrey, accompagné de Walter, visita ces collections et les hôpitaux de Berlin; il assista aux séances de l'Académie des sciences, et il retrouva dans Alexandre de Humboldt un

ami du capitaine Riou, — compagnon des voyages du capitaine Cook, — qu'il avait connu au cours de l'expédition de la *Vigilante* à Terre-Neuve. Il se lia avec lui et fut témoin de l'audience que l'Empereur lui accorda. Il nous a laissé une note sur ce souvenir. Napoléon accueillit l'illustre savant avec le charme extraordinaire qui avait fasciné Jean de Müller, qui devait séduire Gœthe lui-même et qu'il savait déployer, quand il le voulait, à un si haut degré. Il lui rappela qu'il l'avait déjà vu à son retour d'Italie, lui exprima ses regrets de n'avoir pu le compter au nombre des savants qui firent partie de l'expédition d'Égypte, fit allusion à ses travaux géologiques et l'entretint de ceux qu'avaient faits, en Orient, Dolomieu et Rozière. Il l'interrogea ensuite sur ses grands voyages en Amérique, sur les principaux faits qu'il avait observés et sur leur publication, et le retint une heure et demie, ne se lassant ni d'écouter, ni de développer les pensées qui lui venaient à l'esprit. Il termina l'entretien par une promesse à laquelle les Allemands furent toujours très sensibles : il s'engagea à contribuer à la publication de ses travaux.

Napoléon reçut aussi Walter et tous les savants qui en firent la demande.

II

Les premiers jours de l'année 1807 ne trouvèrent plus Larrey à Berlin. Il était à Varsovie, et c'est de cette capitale de la Pologne qu'il envoyait ses vœux à sa chère Laville. Le chirurgien de la garde aurait préféré lui souhaiter la bonne année à Paris, et il y avait compté un moment; « mais avec l'Empereur, écrivait-il philosophiquement, on ne sait jamais ce qui arrivera, » et il expliquait très doctement à sa femme que l'anéantissement de l'armée prussienne, la prise des principales places fortes de la Prusse, l'occupation des électorats de Hesse et du Hanovre et, en somme, de toute l'Allemagne

supérieure, n'avaient pu décider de la paix. Le roi de Prusse, confiant dans l'alliance de l'empereur Alexandre, avait voulu tenter encore une fois la fortune des armes. Réfugié avec la cour à Kœnigsberg, il tendait la main à l'armée russe qui avait franchi le Niémen. Les hostilités avaient donc recommencé. Déjà Napoléon avait lancé ses corps d'armée sur la Vistule. Lui-même, ayant quitté Berlin le 25 novembre avec la garde, était le 30 à Posen, où on fêtait, le 2 décembre, l'anniversaire de son couronnement.

Pendant le séjour de Larrey dans cette ville, Duroc, qui avait été chargé d'une mission auprès du roi de Prusse, rejoignit le quartier général. Il avait versé dans les mauvais chemins et s'était cassé la clavicule; il ne voulut que personne y touchât avant Larrey, et il rapportait à son ami son os fracturé pour qu'il le lui raccommodât.

Sur ce sujet spécial des chemins boueux de la Pologne qui causèrent à l'armée tant d'accidents et tant de souffrances, Larrey ne tarit pas. C'étaient des fondrières où hommes et chevaux disparaissaient jusqu'à mi-corps et se noyaient parfois. Pour avancer, il fallait se baisser, prendre sa jambe à deux mains pour la retirer de la boue où elle était enfoncée. Les hommes qui n'avaient pas de bottes y laissaient leurs chaussures. Ils imaginèrent de passer une corde sous leurs souliers et de tirer sur elle pour arracher leurs pieds des cloaques de fange visqueuse. Les fourgons et les chariots s'embourbaient à chaque instant. Un jour la garde passa à côté d'une superbe berline submergée jusqu'au-dessus des roues. La caisse de la voiture paraissait simplement posée sur un lac de boue; autour d'elle, postillons et valets se démenaient, sans réussir à faire démarrer les chevaux. Les soldats, qui étaient aussi dans la boue jusqu'aux genoux, ne s'arrêtèrent même pas. Quelques-uns d'entre eux demandèrent cependant quel était le personnage qui se trouvait dans la voiture; on leur répondit que c'était Son Excellence le prince de Bénévent, ministre des affaires étrangères. « Ah bah! dit un loustic, pourquoi aussi est-ce qu'il vient faire de la diplomatie dans un si mauvais chien de pays? »

Larrey dépeint la mauvaise humeur des vieux soldats de la garde, dont quelques-uns se brûlèrent la cervelle de désespoir. Souffrant de la disette des vivres, — les paysans polonais, déjà dévalisés par les Russes, avaient fui et caché leurs provisions, — mouillés jusqu'aux os, exténués de fatigue, ils n'avançaient qu'au prix de très grandes difficultés, et exhalaient leur mauvaise humeur même devant l'Empereur. C'est à ce moment que Napoléon leur donna le surnom devenu si célèbre de « Grognards ». Larrey marchait au milieu d'eux, secourant et encourageant les blessés et les malades, réconfortant les autres par son exemple, partageant avec eux, comme autrefois en Égypte, dans le désert de Damanbour, la petite provision d'eau-de-vie qu'il portait toujours sur lui. Telles furent les fatigues de cette marche dans les boues de la Pologne, que les vieux soldats de l'armée d'Orient étaient arrivés à regretter la fameuse traversée du désert pendant laquelle beaucoup d'entre eux souhaitèrent cependant la mort.

La pluie, tombant sans discontinuer, aggravait encore cet état des routes et les fatigues de l'armée. On se battait néanmoins à travers l'eau et la boue, et on mettait en fuite les Russes à Golmyn et à Pultusk. Ces combats, qui furent les seuls moments où les troupes oublièrent les supplices de ces pénibles marches, donnèrent lieu à de très vives mêlées et occasionnèrent un certain nombre de blessés, parmi lesquels étaient des personnages de marque. Rapp fut atteint à Golmyn au bras droit. Il était à l'ambulance où Larrey le pansait, quand survint l'Empereur : « Ce sera donc toujours ton tour ? » lui dit-il. C'était en effet la neuvième blessure qu'il recevait. Au combat de Pultusk, le maréchal Lannes, déjà souffrant d'une indisposition, fut légèrement blessé d'un coup de feu. Les généraux Treillard et Barthélemy eurent le bras traversé par une balle. Jomini, le futur historien de Napoléon, Claparède, Vedel et Marulaz, un des plus braves généraux de cavalerie légère, lié avec Larrey depuis la campagne du Rhin, furent également atteints.

Mais leurs blessures, comme celle de Lannes, étaient

dénuées de gravité[1]. Dans ces fondrières, le matériel d'ambulance de Larrey devenait impraticable. Il adopta les petites voitures suspendues sur deux roues, qui passaient heureusement mieux que les chariots à quatre roues et même que les chevaux de bâts. La gelée étant survenue après Pultusk, Larrey fit évacuer ses blessés sur Varsovie. L'armée croyait prendre ses quartiers d'hiver dans cette ville; Larrey s'installa, fréquenta les hôpitaux et se mit à étudier les affections indigènes, entre autres la *plique* polonaise, maladie due à des parasites spéciaux et que l'on observe surtout en Pologne. Il écrivit un mémoire sur cette question peu connue en France. Il allait créer une académie de chirurgie et commencer ses cours, quand il reçut l'ordre de repartir avec le quartier général.

Le général russe Benningsen, espérant qu'une campagne d'hiver serait plus péniblement supportée par les soldats français que par l'armée russe, reprenait, en effet, l'offensive. Dès le 25 janvier, il attaqua à l'improviste, sur la basse Vistule, les cantonnements de Ney et de Bernadotte. Les deux maréchaux résistèrent vaillamment. Napoléon, prévenu aussitôt, se dirigea avec toutes ses forces sur l'ennemi. Son plan, conforme à sa manière habituelle, consistait à tomber sur ses derrières et à l'envelopper. Une dépêche destinée à Bernadotte, parvenue entre les mains des cosaques, révéla à Benningsen le danger qu'il courait. Il battit en retraite, laissant des arrière-gardes pour disputer le terrain. Craignant qu'il n'échappât, Napoléon le poursuivit, l'épée dans les reins. Il l'atteignit le 6 à Hoff, en avant de la petite ville de Landsberg, excellente position défensive choisie à l'avance et fortifiée avec soin par le général moscovite. C'est là qu'eut lieu la fameuse charge des terribles cuirassiers d'Hautpoul. Murat avait en vain lancé sur les Russes sa cavalerie légère, les chasseurs et les hussards. Ces régiments, décimés par la mitraille, avaient été ramenés

[1] Les autres généraux blessés furent Lefranc et Boussard, à Golmyn. Le général Fénerols fut tué.

en désordre. Il fit alors avancer les cuirassiers. Ces superbes et redoutables cavaliers fondirent avec une telle rapidité sur la ligne ennemie, qu'elle fut rompue. Les soldats russes furent sabrés et foulés aux pieds des chevaux; huit de leurs bataillons furent ainsi exterminés. Quand d'Hautpoul, à la tête de ses vaillants soldats, revint sur le front de l'armée, sa cuirasse bossuée et noircie par la poudre, son casque broyé, son uniforme teint de sang, l'Empereur l'embrassa. « Pour me montrer digne d'un tel honneur, il faut, dit-il, que je me fasse tuer pour Votre Majesté. » Il tint parole, et fut tué le surlendemain à Eylau.

La bataille d'Eylau ne ressemble à aucune des brillantes et décisives victoires précédentes. La fortune a trahi le génie qui avait préparé l'investissement de l'armée russe et sa destruction certaine[1]; et si la journée du 8 février ne fut pas une défaite, si l'armée française conserva le champ de bataille, c'est à la valeur de ses vieux soldats que l'Empereur le devra.

Trois faits décisifs marquèrent cette sanglante bataille: l'écrasement du corps d'Augereau, qui faillit compromettre le succès de la journée; la rupture du centre de l'armée russe par la cavalerie de Murat et l'enfoncement de sa droite par Davout. La charge des quatre-vingt-dix escadrons du grand-duc de Berg fut une des plus remarquables opérations de la cavalerie dans ces grandes guerres. Elle sauva l'armée et assura le sort de la bataille. D'Hautpoul, comme il l'avait dit, fut tué à la tête de ses cuirassiers. Au moment de charger, il dit à l'Empereur: « Sire, vous allez voir mes gros talons, ça entre dans les carrés ennemis comme dans du beurre. » Une heure plus tard, il était frappé d'un éclat d'obus. Ney survint le soir; son arrivée coupait la retraite à l'armée russe. Benningsen le comprit, abandonna le champ de bataille et se retira sur Kœnigsberg.

[1] L'officier envoyé au maréchal Bernadotte avec des dépêches l'instruisant du mouvement de concentration ordonné par l'Empereur, et qui fut pris par les Russes, avait négligé de détruire ses dépêches. Instruit par leur lecture des projets de Napoléon, Benningsen décampa sur Eylau; d'un autre côté, le corps d'armée de Bernadotte manqua à Napoléon.

Ce fut une des plus sanglantes batailles de l'Empire. Les Russes eurent vingt-sept mille hommes hors de combat. Ils laissaient sur le terrain sept mille morts, cinq mille blessés, et emmenaient encore avec eux quinze mille des leurs plus ou moins grièvement atteints. L'armée française avait fait quatre mille prisonniers, et s'était emparée de vingt-quatre pièces de canon et de seize drapeaux. Mais elle avait également subi de grandes pertes, et comptait trois mille morts et sept mille blessés. C'était la première fois que la victoire était aussi chèrement disputée.

Percy étant, comme d'habitude, le chirurgien en chef de l'armée, Larrey n'avait qu'à s'occuper de la garde. La veille, dès son arrivée à Eylau, il avait réquisitionné et fait disposer en hôpital d'évacuation la plus grande et la plus belle maison de la petite ville. A peine était-elle aménagée que Caulaincourt vint la retenir pour Napoléon. Larrey lui montra du doigt l'inscription « hôpital » tracée sur la porte, et lui dit qu'il était impossible de placer les blessés ailleurs, tandis qu'il pouvait facilement trouver une autre maison pour l'Empereur. Irrité de ce langage, le grand écuyer s'emporta et menaça de se plaindre. « Libre à vous, dit Larrey; mais soyez sûr que Sa Majesté me donnera raison. » Cela se passa en effet ainsi. « Larrey a bien fait, dit Napoléon, de retenir une demeure commode pour ses blessés. C'est à vous à me chercher une autre maison[1] ! » Le chirurgien de la garde fut moins heureux pour ses ambulances de première ligne. Il les installa dans des granges qui bordaient le chemin à l'entrée du village d'Eylau. C'était, on l'a vu, son habitude de s'établir très près des lignes de l'armée. Cette fois, les événements le servirent mal, et il ne put trouver d'autres locaux que ces masures ouvertes à tous les vents et dont la litière avait été enlevée pour nourrir les chevaux. Il obtint difficilement des ordonnateurs, que les nouveaux règlements rendaient désormais, pour le plus grand préjudice de l'armée, arbitres du service de santé, quelques bottes de paille pour coucher les blessés.

[1] Larrey, *Note inédite.*

Le froid était intense, le thermomètre marquait le matin jusqu'à — 14° et se maintint toute la journée à plusieurs degrés au-dessous de 0. Un vent glacé balayait le champ de bataille et envoyait des flocons de neige jusque dans cet abri inhospitalier.

L'ambulance d'Eylau, dans laquelle l'attitude de Larrey fut si magnifique qu'elle a été rapportée par tous les historiens et est entrée dans la légende napoléonienne, donna lieu à des épisodes d'une intense dramatisation. Les blessés affluèrent vite, provenant indistinctement de tous les corps. L'infanterie de la garde, qui, immobile devant le cimetière d'Eylau où se tenait Napoléon, avait essuyé un feu terrible, avait particulièrement souffert et en comptait à elle seule un grand nombre. Larrey commença par la garde, comme c'était son devoir, et, conformément à son invariable habitude, par les blessés les plus gravement atteints sans égard pour le grade. Le froid était tellement vif, que les instruments tombaient des mains des aides qui les lui présentaient[1]. Mais, dans ces moments, ce modèle des opérateurs, transformé, animé d'une force surhumaine, ne ressentait aucune impression physique; ses doigts et ses mains obéissaient à sa volonté et pratiquaient les opérations les plus délicates avec la même aisance que dans son amphithéâtre[2]. Cependant de nouveaux blessés étaient à chaque instant apportés de tous les points de la ligne de combat; la paille fit bientôt défaut; puis la place manquant elle-même, on fut obligé de les déposer devant l'ambulance, sur le sol durci et glacé dont on avait balayé la neige.

Alors de tous les coins de l'ambulance retentissent de navrantes invocations : « A moi, mon cher Larrey! Secourez-moi, monsieur l'inspecteur général! Docteur, docteur, au secours!... » D'autres, au moment d'être opérés : « Maintenant, c'est à mon tour de souffrir; adieu, mon ami! » De temps en temps, au milieu de ces plaintes et des imprécations, éclate un cri : « Vive l'Empereur! » Ce cri d'amour

[1] « Je fus le seul de tous les chirurgiens en état d'opérer pendant la moitié de la journée; les autres ne purent tenir un instrument. » (Larrey, *Note*.)

[2] *Mémoires et campagnes*, t. III, p. 40.

et de confiance pénétrant jusque dans cet asile de souffrance et de mort est un des traits les plus extraordinaires qu'offrent les soldats de cette armée : *Ave, Cæsar, morituri te salutant!* Mais c'était le mépris de la mort et peut-être même une hautaine leçon à César qui arrachait à ses victimes cette suprême salutation; chez les Français, au contraire, c'est un adieu, c'est l'ultime expression du culte de leur héros. « Je meurs, disent-ils; quand même, vive l'Empereur! »

Larrey, impassible, vient à chaque blessé et ne détourne ses yeux d'un opéré que pour désigner celui qui va lui succéder. Parfois, certains malades plus nerveux s'agitent et lui font perdre un temps précieux; le chloroforme, qui sera plus tard sans prix dans ces cas-là, n'est pas encore découvert; mais l'expérience a appris à Larrey des procédés particuliers. Un officier, un colonel qui a une balle dans le pied, est agité de spasmes qui gênent l'opérateur. Il lui donne un soufflet. Le blessé suffoque de colère : « Monsieur, vous abusez lâchement de mon état, vous me rendrez raison. — Colonel, dit Larrey, recevez mes excuses; je vous connais, je savais bien que devant une insulte vous penseriez à l'honneur et vous oublieriez votre blessure. L'opération est faite, voici la balle qui est extraite; donnez-moi la main. » Il l'avait ainsi chloroformé.

Tout à coup, un mouvement se fait parmi les hôtes de l'ambulance. Deux généraux ensanglantés, accompagnés de leurs aides de camp, pénètrent dans la grange, suivis d'un autre blessé porté sur un brancard. Les premiers sont Morand et Grouchy. Morand, un des plus braves divisionnaires de l'armée, a contribué à sauver la journée en supportant inébranlablement avec Davout le choc des escadrons russes. Il est blessé au bras. Grouchy, chargeant avec ses dragons, pour protéger d'une destruction complète le corps d'Augereau, a eu son cheval tué sous lui; pendant qu'il se relève, il est atteint d'un coup de sabre, et immédiatement entouré et fait prisonnier par les Russes. Son aide de camp, — le fils de Lafayette, — rallie ses dragons, fond sur les ennemis et l'arrache à leurs mains. Malgré sa blessure, Grouchy remonte à cheval et

recommence à charger. L'Empereur lui fait ordonner d'aller se faire panser par Larrey. Celui-ci constate rapidement que les blessures de ces deux généraux sont dénuées de gravité, remet à plus tard leur pansement et se retourne du côté du troisième blessé dont l'état lui paraît alarmant.

C'est d'Hautpoul, le plus brillant général de cavalerie de l'armée, — celui que Napoléon a embrassé la veille devant toutes ses troupes, — et qui, avec ses escadrons de fer, a enfoncé le centre de l'armée russe. Dans cette magnifique charge qui a sauvé l'armée, il a reçu un coup de biscaïen à la cuisse droite. Les cuirassiers l'ont porté à l'ambulance de Percy. Le chirurgien en chef, jugeant le cas très grave, en informe Napoléon, qui l'envoie à Larrey, accompagné d'un de ses aides de camp. Celui-ci lui recommande chaleureusement le blessé de la part de l'Empereur. Larrey s'approche de la civière sur laquelle est étendu le vaillant soldat et soulève la couverture de cheval, raidie par le sang et la neige, qu'on a jetée sur lui. L'examen est vite et judicieusement fait : les parties molles de la cuisse sont dilacérées; une vaste plaie communique avec le foyer d'une fracture comminutive du col du fémur; il n'y a pas de perte considérable de sang; l'artère fémorale est intacte; le blessé n'est pas trop affaibli, quoiqu'il soit fatigué par les trajets successifs qu'on lui a fait subir.

Pour Larrey, comme pour nous, la vie peut être sauve; mais c'est un cas d'amputation immédiate, et il la propose au général en lui démontrant son urgence. Malheureusement pour d'Hautpoul, Percy s'est déjà prononcé et lui a fait entrevoir la possibilité de conserver sa jambe. Il se refuse donc obstinément à l'opération, et on doit se contenter d'un pansement simple. A une époque où l'antisepsie n'existait pas, c'était son arrêt de mort. Le général fut évacué sur Varsovie, mais il dut s'arrêter au premier village qu'il rencontra et mourut le troisième jour[1].

[1] Voici la fiche de Larrey concernant d'Hautpoul : « Le général me fut envoyé par mon collègue Percy pour être pansé d'un coup de feu qui lui avait fracturé l'os de la cuisse et altéré profondément les parties molles. Un aide de camp de

Les blessés les plus graves se succèdent dans cette meurtrière journée. Peu d'instants après d'Hautpoul, on amène le général Dahlman, qui a remplacé le général Morland, tué à Austerlitz, dans le commandement des chasseurs de la garde. Il est blessé à mort d'un éclat d'obus aux reins et succombe peu après avoir été pansé.

Tout d'un coup, un cri d'effroi retentit et se propage dans toute la salle. Elle est envahie par des fuyards qui annoncent que les Russes sont vainqueurs et qu'ils se dirigent sur l'ambulance. La panique saisit les blessés, les infirmiers, les assistants et même certains chirurgiens. Les blessés qui peuvent marcher s'enfuient, et, avec eux, la plus grande partie du personnel. En une minute, Larrey se trouve seul avec son élève de prédilection Frizac, qui lui est ardemment attaché, et quelques aides. Il se passe alors une émouvante scène qui ne s'effacera jamais de la mémoire des blessés d'Eylau et qui restera célèbre. L'ambulance prise, il ne s'agit rien moins pour ses hôtes mutilés que d'être cloués au sol d'un coup de baïonnette par les Russes. Nos soldats ont appris à connaître ces mœurs sauvages, et dans leur détresse ils n'ont de recours qu'en Larrey. Se soulevant sur leur paille, ils se tournent vers lui, invoquent son dévouement et le supplient de ne pas les abandonner. Larrey pratiquait une amputation; il la termine sans se hâter, avec la même précision et le même sang-froid qu'il montrait d'ordinaire, et il jette un coup d'œil par la grande baie ouverte de la grange. Voici ce qui passait.

Après la charge du général d'Hautpoul, la première ligne de l'aile droite russe s'est reformée et menace de tourner l'ambulance. Voyant l'ennemi si près, car la bataille d'Eylau est livrée dans un rayon d'une lieue à peine, et on se canonne presque à bout portant, quelques infirmiers s'imaginent qu'elle va être enlevée et crient sauve-qui-peut. Le danger

l'Empereur l'accompagnait et me le recommandait de sa part. La blessure était un cas d'amputation. Je proposai l'opération, qui ne fut pas approuvée par M. Percy et par suite refusée par le général. Il fallut se contenter d'un pansement ordinaire. Ce fut son arrêt de mort. D'Hautpoul mourut le troisième jour. »

est en effet réel. Mais l'œil perçant de Larrey, habitué depuis tant d'années aux opérations de guerre, ne tarde pas à distinguer un corps de cavalerie qui fond à toute bride sur les soldats russes. Ce sont les grenadiers et les chasseurs à cheval de la garde, ayant à leur tête le général Lepic. Il se retourne vers ses blessés, leur explique ce qui se passe, les rassure et leur jure dans tous les cas de ne pas les abandonner et de mourir s'il le faut avec eux[1]. En même temps,

[1] Cette scène historique et l'état d'esprit de Larrey sont bien retracés dans la lettre suivante, adressée à sa femme :

« Preuss-Eylau, près Kœnigsberg, 15 février 1807.

« ... Pauvre amie, quels tristes et déchirants tableaux se sont tout à coup offerts à ma vue dans cette terrible et honorable journée du 8 courant! Jamais je n'avais vu de résultats de bataille aussi sanglants. Les blessés qui se réunissaient en foule derrière le champ de bataille, les membres mutilés, criaient d'une commune voix :

« — A moi, Larrey! Monsieur l'inspecteur! etc. »

« C'est sur la neige et sous la neige que j'ai opéré et pansé toutes ces honorables victimes, et pendant les premières vingt-quatre heures j'ai oublié mes plus pressants besoins pour ne m'occuper que de leur salut. J'avais même oublié un instant les objets les plus chers à mon cœur pour ne m'occuper que de mes blessés, menacés de l'approche soudaine de l'ennemi; celui-ci fut révélé soudainement par des fuyards qui pénétrèrent dans l'ambulance. Tout ce qui pouvait courir déserta promptement les locaux. Je reste seul, immobile, au milieu de mes blessés, à qui je déclare vouloir mourir avec eux si je ne pouvais défendre leur vie qui m'avait déjà coûté si cher. Mais la majorité de mes élèves s'écrient :

« — Non, monsieur Larrey, nous ne vous abandonnerons pas et nous voulons rester avec vous. »

« Frizac surtout, quoique très pâle, fut un des premiers à me montrer cette fidélité. Mes larmes leur prouvèrent ma reconnaissance, et l'événement justifia que nous avions très bien fait, car ce ne fut qu'une fausse alarme.

« Depuis ce moment, chère amie, jusqu'à ce jour, je n'ai pas eu un seul instant de repos : je n'ai cessé de travailler nuit et jour, presque toujours couché au bivouac, au milieu des blessés et des plus vives privations; mais enfin me voilà débarrassé, j'ai évacué aujourd'hui le dernier convoi de ces blessés sur Inowaklaw, où j'ai désigné un grand hôpital. Mes forces physiques sont bien usées et affaiblies; mais ma conscience est heureuse et tranquille. J'ai rempli ma tâche avec distinction, j'ai fait remarquer mon ambulance, la seule qui ait rendu de vrais services, et enfin j'ai sauvé la vie à un grand nombre d'hommes dont les vertus guerrières sont au-dessus de tout éloge, et je suis content. D'ailleurs, l'Empereur et toute l'armée ont été témoins de mes actions et approuvent ma conduite. Je me félicite d'avoir échappé aux dangers et à ces pénibles et longues fatigues. J'aurai le bonheur, j'espère, de pouvoir t'entretenir de toutes ces choses et de te prouver que je suis digne de ton amour et de ton amitié. Voilà, je pense, le terme de nos campagnes; avant quinze jours nous saurons à quoi nous en tenir, mais dans tout état des choses, je crois que nous n'irons guère plus loin, et qu'à Pâques ou à la Trinité un petit page t'annoncera mon arrivée.

« Prends donc patience, chère amie; d'ailleurs ma santé n'est pas altérée, et quelques jours de soins et d'un bon séjour dans une grande ville suffiront pour me remettre... » (Larrey, *Corresp. privée*.)

il invite l'officier d'administration Pelschet, directeur de l'ambulance, à se mettre à la poursuite des blessés qui ont fui. Aidé d'une poignée d'infirmiers, cet administrateur sort à la recherche de ces malheureux affolés, les atteint et les ramène auprès de lui. Le calme se rétablit dans l'ambulance et Larrey reprend ses opérations. Bientôt on vient lui apprendre le résultat de l'intervention de la cavalerie de la garde. Ses escadrons ont chargé avec une telle fougue, qu'ils ont traversé de part en part l'infanterie russe et l'ont coupée en deux; revenant ensuite sur leurs pas, ils ont parcouru le terrain en sabrant tout ce qu'ils rencontraient devant eux.

Larrey se montra d'autant plus satisfait que c'est à lui que Lepic, — le héros de la journée avec d'Hautpoul, — devait d'avoir conduit cette superbe opération de cavalerie. La veille même de la bataille d'Eylau, ce brave officier, ayant été pris d'un accès de goutte aux genoux, pria Larrey de venir le voir. Celui-ci le trouva cloué au lit, incapable d'accomplir un seul mouvement et désespéré de ne pouvoir prendre part à la bataille du lendemain. Il supplia le chirurgien de la garde de le mettre à tout prix, et par n'importe quel moyen, en état de monter à cheval. Il est commun, quand on est médecin, d'être l'objet d'instances semblables, et tout le monde sait que, malgré les plus pressantes sollicitations, elles sont la plupart du temps impossibles à exaucer. Cependant Larrey y réussit, et par des moyens qui paraissent assez rationnels, quoique d'une extrême simplicité. Il lui posa des ventouses scarifiées sur les genoux, lui appliqua un appareil de compression dont les pièces étaient imbibées d'un liquide résolutif. La consultation avait lieu au milieu de la nuit; dès le lendemain matin, Lepic était à cheval, suivant les opérations de l'armée, et il conduisait le surlendemain sa célèbre charge[1].

Cette brillante opération venant après celle d'Hautpoul, qui fut très meurtrière, ne fournit qu'un très petit nombre de

[1] Larrey, *Relation médicale des campagnes et voyages*, p. 360. J.-B. Baillière, Paris, 1840.

blessés. Parmi eux étaient le général Saint-Sulpice, qui commandait un des corps de cavalerie de la garde, et le commandant Rabusson. Saint-Sulpice avait la cuisse traversée par une balle. Larrey lui fit un pansement simple et l'évacua. Rabusson, qui devait devenir général et baron de l'Empire et dont la fille vit encore aujourd'hui, entourée de respectueuses affections, était à cette époque un des plus jeunes et des plus fougueux chefs d'escadrons de l'armée. Emporté par son courage et l'élan de la charge, ce brillant officier dépassa ses cavaliers et alla s'abattre au milieu de l'infanterie russe. Il fut instantanément couvert de blessures et fait prisonnier. Mais Lepic, parcourant en tous sens les carrés russes, arriva sur le point où il avait été capturé. Délivré par ses chasseurs, il fut transporté à l'ambulance de la garde. Son aspect était effrayant, et Larrey, qui le connaissait personnellement, n'aurait pu dire qui il était, si les cavaliers qui l'apportaient n'eussent affirmé sa personnalité. Il n'avait pas reçu moins de dix-sept blessures et n'avait plus figure humaine. Un coup de baïonnette lui avait perforé le crâne; un autre, porté au-dessus du sourcil, avait lésé le nerf sus-orbitaire. Un troisième avait perforé les joues en les dilacérant et en lui cassant plusieurs dents. Trois coups de sabre dans la poitrine, dont l'un avait traversé le poumon, complétaient la situation. Larrey réunit les chairs, les sutura, appliqua des appareils sur les plaies, ranima les forces du blessé et l'évacua ensuite sur les hôpitaux de première et de seconde ligne. Ce fut une de ses belles cures d'Eylau. Il fut moins heureux avec le fils de son ami le général Darmagnac, son compagnon d'Égypte. Ce jeune officier, blessé à la main, fut enlevé par le tétanos en disant à Larrey : « Je meurs digne de mon père, faites-lui mes tendres adieux. »

On multiplierait, si on voulait tout décrire, ces dramatiques récits[1]. De toutes les batailles auxquelles jusqu'alors

[1] Les autres généraux blessés furent : Augereau, atteint légèrement; Heudelet, un de ses divisionnaires, très gravement atteint; Albert, Levasseur, Amey, Ledru des Essarts, Leval, Picard, Sarrut, Bruyère, Jardin et Vari. Vari et Jardin, blessés mortellement, ne survécurent que quelques jours.

avait assisté Larrey, celle-ci était la plus sanglante et celle qui donna le plus de blessés. Il passa la journée entière à opérer, sans avoir même le temps de prendre quelques aliments. Le soir, ses amis Ribes et Jouan, qui étaient tous deux attachés à la maison de l'Empereur, se joignirent à lui pour l'aider. Toute la nuit se passa en opérations et en pansements. Selon son invariable habitude, Napoléon, accompagné de Berthier, de Duroc et de Murat, vint visiter l'ambulance. Il était plus impressionné et plus attristé qu'au soir des batailles précédentes. Il parla à tous les blessés, les encouragea, consola les plus gravement atteints et leur promit de s'occuper, s'ils succombaient, de leurs femmes et de leurs enfants. Sa présence galvanisait ces malheureux, qui se soulevaient pour l'acclamer. Un seul blessé, dans toute la journée, lui fit entendre quelques plaintes, ce fut le maréchal de France Augereau, dont la blessure était insignifiante, mais dont le corps d'armée avait été écrasé.

Larrey passa la nuit à l'ambulance. Peu à peu ses collaborateurs, figés par le froid, exténués de fatigue et tombant de sommeil, l'abandonnèrent. Lui seul, paraissant sourd à l'action des agents physiques, insensible à l'abaissement de la température, indifférent à la faim, à la soif et à la fatigue, resta debout au milieu des blessés. Le lendemain, l'Empereur revint et le retrouva à la même place, les pieds dans la neige, la tête nue, poursuivant ses opérations. Rien ne pouvait lasser l'intrépide chirurgien; il opérait depuis vingt-quatre heures sans avoir pris une minute de repos. C'était le privilège de cet admirable opérateur de réaliser dans ces moments le summum d'énergie intense et d'affirmation personnelle dont il était doué. Une faculté aussi rare était due à un ensemble de dons qui se trouvent difficilement réunis chez le même homme : le fonctionnement calme et régulier du cerveau qui laisse intacte, au milieu des circonstances les plus troublantes, la liberté du jugement, assure l'établissement du diagnostic et permet le libre discernement des indications; la puissance de l'esprit et la force du caractère qui suppriment les ajournements dan-

gereux et dictent les décisions viriles; enfin, la vigueur physique qui domine le système nerveux et maîtrise la fatigue. A ces conditions souveraines il faut joindre les qualités accessoires qui complètent le grand chirurgien : la rapidité dans l'exécution qui épargne la souffrance, la régularité des actes opératoires qui atténue le danger, l'assurance et la fermeté dans l'attitude qui encouragent le blessé, la douceur qui l'apaise, la bienveillance qui le console et l'autorité impérieuse qui lui commande la confiance et lui donne l'espoir.

Napoléon, qui est lui-même le plus grand maître d'énergie qui ait jamais existé, s'arrête plein d'admiration. Il fait remarquer à son entourage que Larrey ne donne aucun signe de fatigue, que sa physionomie est restée calme et sereine, et que sa main offre la même sûreté et possède la même adresse que la veille. Les blessés qui l'environnent entendent ces réflexions. Il se passe alors une scène pathétique et inoubliable. Tous ces mutilés se dressent, et désignant du doigt à Napoléon le vaillant chirurgien : « Sire, voilà notre sauveur, notre père; depuis hier matin il ne nous a pas abandonnés un seul instant, nous lui devons la vie et la liberté. » L'Empereur connait l'incident de la veille, la vaillante conduite de Larrey au moment où l'on a pu craindre que l'ambulance ne soit enlevée. Il le félicite chaudement, lui rappelle ses actions d'éclat si nombreuses, l'estime qu'il a pour lui, et lui promet une récompense signalée[1].

[1] Dans la lettre suivante, écrite à son ami Girodet, qui voulait peindre un tableau sur la bataille d'Eylau, Larrey lui donne les renseignements suivants, qui complètent les récits que je viens de faire et en justifient l'authenticité :

« Voyez, mon ami, si, sans embarrasser le génie du peintre, ce désir peut être accompli; vous servirez l'amitié la plus sincère et vous procurerez peut-être de vraies jouissances aux braves qui, dans ce triste asile des blessés, trouvèrent de si grands sujets de consolation, et j'ose même dire les souffrances nécessaires qui les sauvèrent de la mort. Les granges où ils ont été abrités sont à l'entrée de la ville de Preuss-Eylau, alignées sur le bord du chemin et à quatre pas de la porte de la ville, à gauche du plateau où l'infanterie de la garde était en bataille, à une très courte distance de l'église, vers l'angle de laquelle l'Empereur se trouvait avec son état-major pendant l'horrible combat. La principale action s'est passée à la droite de cette ville, à quelques toises en avant, sur une colline, où l'ennemi avait concentré ses forces.

« Les granges étaient percées de toutes parts, les toitures en partie enlevées ou dégradées, en sorte que le vent et la neige y pénétraient de tous côtés. Nous

III

L'armée française avait, je l'ai dit, sept mille blessés; l'armée russe en avait laissé cinq mille entre nos mains. Il ne fallait pas songer à les garder dans une petite ville comme Eylau, servant déjà de résidence au quartier général et à la garde impériale. Larrey connaissait les tristes résultats de l'encombrement, et avait encore présents à l'esprit les désastres qu'éprouvèrent les blessés laissés en trop grand nombre à Brünn après la bataille d'Austerlitz. Il était du reste im-

étions à peine à l'abri des boulets. Les malheureux blessés étaient entassés dans ces granges sur une très mince couche de paille en mauvais état, et couverte de leurs seuls habits. Il y en avait de toutes les armes : infanterie, cavalerie de différents corps, artillerie et mameluks (ces derniers en petit nombre). Là, les officiers étaient confondus avec les soldats; les blessures étaient horribles, parce qu'elles provenaient presque toutes de l'artillerie. Jamais mon âme n'avait été soumise à de si rudes épreuves. Mon courage, mon activité, qui ce jour étaient infatigables, mon zèle et celui de mes camarades devenaient insuffisants pour soulager et consoler ces malheureux; tous faisaient retentir à la fois l'air de mon nom et des cris de la douleur. Un grand nombre étaient devant ces granges, quoique très spacieuses, parce qu'ils ne pouvaient y entrer, et je fus obligé de les opérer sur place. C'est au milieu de ces pénibles vicissitudes que j'ai rempli cette tâche si difficile, que l'homme qui voit la mort planer sur sa tête peut seul apprécier.

« Mes camarades s'étaient successivement retirés, épuisés de fatigue; j'eus seul la force de rester là en permanence, jusqu'à ce que tous les blessés en danger de perdre la vie eussent reçu mes soins; et durant toute cette action je n'avais ressenti aucun des besoins de la vie, ni la faim, ni la soif, ni le reste. Le froid, qui a gelé les pieds et les doigts d'un grand nombre autour de moi, me fut insensible; ma main n'a jamais perdu sa sûreté par cette circonstance. Mes opérations ont été faites heureusement, sans nul accident; la plupart enfin sont parvenus à guérison.

« Devant cette ambulance était notre bivouac, où j'avais réuni les voitures d'ambulances et leurs employés.

« Voilà un aperçu des principaux faits, de ma compétence, pour cette terrible bataille, ainsi que de l'emplacement où elle a eu lieu.

« Ces tristes images ne s'effaceront jamais de ma mémoire, et sans doute je ressentirai par la suite les effets des vicissitudes que j'ai éprouvées dans cette campagne. Elle me rappelle du reste celle du siége de Saint-Jean-d'Acre, en opposant le grand froid et les vents nébuleux à l'extrême chaleur et au kamsin de la Syrie.

« Adieu, mon ami, je vous embrasse de cœur et d'âme, en vous priant de croire à toute mon amitié.

« D.-J. Larrey. »

« Pardon, si je vous écris à la hâte, le courrier va partir. »

possible de faire vivre cette immense population de malades dans des campagnes couvertes de neige et dont les habitants avaient fui, emportant avec eux toutes leurs ressources. Il conseilla énergiquement à l'Empereur l'évacuation au loin de tous les blessés et leur dissémination dans les villes situées sur la Vistule. Il lui représenta qu'il était préférable de les exposer aux fatigues d'un voyage long et pénible que de les voir mourir sur place d'accidents auxquels il serait impossible de remédier. Napoléon, qui se rappelait les merveilleux résultats de l'évacuation de Saint-Jean-d'Acre, accepta sans objection. L'évacuation générale et successive fut ordonnée le même jour.

Le maréchal Bessières et Larrey avaient remarqué aux environs de Varsovie, à Inowraklaw, un vaste château qui réalisait les conditions nécessaires pour servir d'hôpital. Il fut décidé qu'il serait utilisé pour la garde, et Larrey écrivit de suite à Paulet, son chirurgien en second, resté à Varsovie avec une partie de l'ambulance, de se rendre immédiatement dans cette résidence pour l'aménager et y attendre les blessés. En même temps, Percy devait faire évacuer sur d'autres points ceux qui appartenaient aux différents corps de l'armée[1]. Sans tarder, Larrey, après avoir sérié à Eylau ses blessés par catégories, mit en route pour Inowraklaw un premier convoi, auquel d'autres devaient succéder le lendemain.

Ce hardi déplacement à grande distance, que le chirurgien de la garde devait renouveler bien des fois, est un remarquable exemple de la facilité avec laquelle les blessés supportent les fatigues d'un long transport. Il y a cinquante lieues entre Eylau et Inowraklaw, située au delà de la Vistule. Les chemins étaient affreux, transformés par le dégel en abominables fondrières;

[1] Des hôpitaux furent établis à Bromberg, Fordon, Schwedt, Nieubourg, Dirschan, Marienwerder, Marienbourg et Elbing. Il y avait déjà, depuis le mois de janvier, vingt et un hôpitaux organisés dans la ville de Varsovie, avec dix mille malades. Les mobiliers et les denrées provenaient de réquisitions, et on avait passé des marchés pour la fourniture du pain, du vin et des médicaments. A cette époque, le nombre des morts fut de soixante-dix-neuf pour mille, ce qui est loin d'être exagéré.

souvent des ponts rompus obligeaient à traverser des ruisseaux débordés. Le froid était vif, les campagnes désertes et couvertes de neige ou de verglas. Tout conspirait donc contre cette entreprise : l'état des routes, celui de l'atmosphère et les solitudes glacées qu'il fallait traverser. Malgré ces conditions si défavorables qu'à d'autres elles eussent paru désastreuses, malgré le défaut de vivres et de toniques et en dépit des fatigues qu'ils éprouvèrent, ces blessés, dont la plupart voyageaient en traîneaux ou sur de mauvaises charrettes, car les voitures d'ambulance de Larrey furent naturellement insuffisantes, arrivèrent généralement en bon état, et on en perdit à peine le onzième. Or, il y en avait parmi eux de très gravement atteints, les uns de plaies pénétrantes de la poitrine, les autres de traumatismes ayant nécessité l'amputation de la cuisse ou de la jambe ou ayant exigé la trépanation ; un certain nombre était affecté de « fièvres nosocomiales », disons mieux, d'infection purulente. « J'ai placé moi-même, dit Larrey, sur les voitures plusieurs blessés qui pouvaient à peine se mouvoir dans leurs lits et que l'on craignait de voir expirer dans les vingt-quatre heures ; ils parvinrent cependant à leur destination sans fièvre, les plaies détergées et en très bon état. Beaucoup avaient regardé leur translation comme un acte de barbarie. » Ainsi se trouve justifiée cette sentence du prince de la médecine : « Aux maux extrêmes les remèdes extrêmes[1]. »

Du reste, à cette époque des belles années de l'Empire, les services fonctionnaient avec une précision admirable et une régularité parfaite. Un commissaire ordonnateur, Dufour, dirigeait et administrait le convoi. Des chirurgiens et des infirmiers, en nombre suffisant, accompagnaient les blessés et leur prodiguaient les soins nécessaires ; ils étaient devancés par des sous-officiers chargés de faire préparer leurs repas et leurs logements à toutes les étapes. Tout est facile en effet aux vainqueurs : l'autorité, les routes, les habitants, les ressources du pays leur appartiennent. Il n'est besoin que

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. III, p. 50.

de méthode et de prévoyance pour coordonner, centraliser et répartir les secours, et on sait que Larrey excellait aussi bien en habileté administrative qu'en science chirurgicale. Tout devient difficile, au contraire, aux armées vaincues, et nous verrons que malgré le dévouement et l'habileté des chirurgiens militaires, malgré l'organisation supérieure des ambulances, le service de santé périclita au moment de nos désastres, et fut souvent impuissant à relever et à transporter ses blessés. Pendant que Larrey s'occupait de faire convoyer les blessés de la garde, Percy et les chirurgiens de l'armée pansaient tous ceux, — Français et Russes, — qu'on avait disséminés dans les ambulances d'Eylau et dans les villages environnants, et qui n'avaient pas encore pu être soignés. Ils les évacuèrent sur les hôpitaux des villes situées aux bords de la Vistule.

Le 17 février, l'Empereur quitta Eylau avec la garde. Larrey le suivit avec l'état-major général. Passant par hasard à côté de lui, Napoléon s'aperçut qu'il n'avait pas d'épée. Elle lui avait été enlevée à Eylau par les Russes avec ses bagages et les caissons de l'ambulance, pendant qu'il opérait ses blessés. « Mais vous n'avez pas d'épée, Larrey? — Sire, elle m'a été prise à l'ambulance. » Napoléon détachant alors la sienne : « Voici la mienne, acceptez-la en souvenir des services que vous m'avez rendus à la bataille d'Eylau. » Larrey, profondément ému, ne put, dit-il, trouver une parole pour exprimer sa reconnaissance[1].

Le quartier général fut établi à Osterode. Les corps d'armée prirent leurs cantonnements d'hiver derrière la Passarge, sur la ligne de Lieshstadt, Mohrungen et Elbing. Benningsen avec l'armée russe s'était retiré sur Kœnigsberg.

Osterode est un des plus misérables villages de la Pologne. L'Empereur n'y trouva qu'une sorte de grange pour installer son quartier général. Les plus hauts personnages de l'armée furent logés à l'avenant. Les vivres étaient rares et le maté-

[1] C'est cette épée qui est aujourd'hui au Val-de-Grâce, auquel elle a été, sur la demande de M. Dujardin-Beaumetz, donnée par son fils.

riel faisait défaut. C'est Percy qui raconte qu'il se disputa un seau et une marmite avec un des grands officiers de la maison de l'Empereur: « Si vous connaissiez, lui dit-il, la qualité dont Sa Majesté vient de m'honorer, vous ne persisteriez pas dans votre réclamation. — Qui êtes-vous donc, monsieur? — Ce que je suis?... Apprenez que je suis le garde des seaux. » L'autre se retira en riant[1]. Larrey était logé dans une pauvre maison de paysan. Il était dépourvu de tout, ayant perdu à Eylau non seulement ses armes, mais aussi, comme nous venons de le voir, ses équipages pillés par les Russes avec le matériel ambulancier. Son linge, ses vêtements, son portemanteau lui avaient été volés, et il ne lui restait plus que les habits qu'il portait sur lui. Or, par cette fin de février, il faisait encore plus de dix degrés de froid. Dans sa misère, ce qu'il regrettait le plus, ce n'étaient cependant pas les objets de première nécessité, dont d'autres auraient cruellement ressenti la privation, c'était les lettres de sa femme qu'il lisait et relisait sans cesse et dont la lecture constituait sa plus grande diversion; c'était le premier billet que lui avait écrit sa fille Isaure et qui se composait de ces trois mots : « Papa, je t'aime. » Mais qui le croirait, il était également inconsolable de la perte des poésies de Demoustier. Il avait fait de ces jolis vers, adressés à la sœur de sa femme, sa lecture favorite, et il se plaisait à retrouver dans ces strophes l'image de sa Laville confondue avec celle d'Émilie, qui les avait inspirées[2].

A ce moment il se fit chez cet homme, qui était un des plus robustes de son temps, une violente réaction; la fatigue, le dénuement, le froid, la tristesse accomplirent enfin leur

[1] Laurent, *Histoire de Percy*, p. 203.

[2] Le passage est à citer. Il peint l'état d'âme des hommes de ce temps : « J'ai également perdu le charmant livre de Demoustier. Il me faisait passer des moments agréables; sa lecture me reposait des plus grandes fatigues et nourrissait mon esprit des plus agréables idées. Je trouvais à chaque instant l'image de son intéressante Émilie et de ses deux compagnes chéries, et je distinguais, à travers les ombres, ces deux grands yeux noirs qui me portent, jusqu'au fond du cœur, une impression si vive et si douce. Loin de toi, ma chère Laville, la perte de cet ouvrage est irréparable pour moi. » (*Larrey à Mme Larrey*, Osterode, 27 février 1807.)

œuvre et il tomba malade. Percy le soigna avec un admirable dévouement; grâce à ces soins et à sa robuste constitution, il fut bientôt ramené à la santé.

L'armée passa tout le mois de mars dans ses cantonnements. Le mois suivant, l'Empereur la déplaça. Il établit son quartier général à Finkenstein, et fit construire des baraquements pour la garde sur un plateau élevé et salubre du voisinage.

La grande question était celle du ravitaillement des troupes. Napoléon s'y attacha avec l'activité prodigieuse et la remarquable prévoyance qu'il apportait, à cette époque de sa vie, dans toutes ses opérations, et il réussit à faire vivre une armée de cent mille hommes dans un pays où il n'y avait plus rien, où on ne trouvait même pas un grain de blé ou une pomme de terre, et où il fallait tout tirer du dehors. Les denrées, centralisées à Varsovie et à Bamberg, étaient transportées, par des relais de charrettes, des bords de la Vistule à ceux de la Passarge. Du littoral du nord, on fit venir des spiritueux; mais l'Empereur aurait voulu donner du vin à ses soldats. Il y en avait à Dantzig, dont Lefebvre faisait le siège. Les soldats le savaient et pressaient la ville de près. Elle capitula en mai 1807, et ses immenses approvisionnements tombèrent entre les mains de l'armée française.

Cependant, trop souvent, le service des vivres laissait à désirer, et les soldats étaient réduits aux dangereux expédients de la maraude. Larrey raconte qu'il n'eut pas toujours à dîner et qu'il aurait réellement souffert si ses hommes, dans ces occasions, ne l'eussent nourri. La fertilité d'imagination des soldats pour découvrir les provisions qu'avaient cachées les Polonais devint inimaginable et dépassa les ruses, — cependant finement tramées, — des paysans slaves; leurs baguettes de fusil devinrent entre leurs mains d'infaillibles instruments de devination. Ils découvraient des cachettes dans des cimetières, en établissant la disproportion entre des fosses fraîchement remuées et le décès probable des habitants des villages; dans des ruisseaux dont on avait détourné le cours, ou encore au pied des sapins des forêts, marqués de

signes spéciaux que reconnaissaient leurs yeux scrutateurs. Mais parfois, ces ressources ingénieuses étant épuisées, il arrivait qu'on avait faim. C'est par une de ces journées de disette que l'Empereur traversait un jour, aux environs de Mysigniez, une colonne d'infanterie qui n'avait pas reçu d'aliments depuis la veille. Tous les soldats connaissaient ces deux mots de la langue polonaise : *Kleba,* « du pain » ; *Niema,* « il n'y en a pas... »

« Papa, *kleba,* » lui cria un soldat. — « *Niema,* » répondit aussitôt Napoléon. Toute la colonne se mit à éclater de rire et continua patiemment à jeûner.

Finkenstein, misérable hourgade perdue au fond de la Pologne, était devenue le centre de l'Europe. Tous les jours des hommes politiques, des diplomates étrangers, des Français en mission, des attachés des différents ministères ou des délégations du sénat arrivaient au quartier général. La correspondance de Larrey signale le passage de ces personnages. Quelquefois, parmi eux, il retrouvait un ami qu'il amenait à son cantonnement, après l'audience de l'Empereur. C'est ce qui arriva pour Jaubert, le célèbre orientaliste, avec lequel il s'était étroitement lié pendant l'expédition d'Égypte et qu'il rencontra un jour, au moment où il sortait de la résidence impériale. Ils ne s'étaient pas vus depuis trois ans. Jaubert, qui était à cheval, s'arrêta si hrusquement qu'il faillit tomber de surprise. Ayant mis pied à terre, il se jeta dans ses hras. Ce diplomate venait de traverser les aventures les plus extraordinaires. Il avait fait partie, en Égypte, du petit groupe des secrétaires interprètes dont le chef était Venture, — qui rendit de si grands services à l'armée, — et gagné, à cette époque, la confiance de Bonaparte, qui le ramena avec lui en France. Employé depuis à différentes négociations diplomatiques en Orient, il fut envoyé en mission en Perse, en 1805, pour négocier un traité avec le schah. Arrêté à Bayazed par le pacha de cette ville, il fut dépouillé des présents que l'Empereur l'avait chargé de remettre an souverain persan et jeté au fond d'une citerne desséchée, où il

resta prisonnier plus de quatre mois. Le pacha étant venu à mourir, il fut remis en liberté et ses présents lui furent restitués. Après mille difficultés et à travers de nouveaux dangers, il parvint enfin auprès du schah. Ce prince le reçut avec une extrême distinction et le combla de cadeaux. Il voulut envoyer à son tour une ambassade à Napoléon et pria le négociateur français de l'accompagner. Jaubert avait accepté avec empressement une mission qui correspondait si bien à la politique de son maître et aux instructions qui lui avaient été données. Il avait exécuté son voyage, et, arrivé à Finkenstein, il venait de présenter son ambassadeur asiatique, auquel il servait d'interprète, à l'Empereur, quand il fut rencontré par Larrey.

Celui-ci l'amena chez lui, envoya prévenir ses amis Duroc et Lannes, qui avaient également été liés avec Jaubert en Égypte, fit prendre Ribes et leur donna à dîner. Nous avons le menu, ce n'était pas un jour de bombance. — On était au 24 mai[1]. Dantzig venait bien d'être pris, mais les approvisionnements que contenait la place n'étaient pas encore livrés à l'armée, et jusqu'à ce moment les distributions furent fort succinctes. Le dîner se composa de pommes de terre, de mauvais biscuits et d'un filet de porc, aliment très rare, sur l'origine duquel Larrey n'eut jamais d'explication bien nette, et qui provenait ou de la maraude ou de tout autre emprunt forcé, — les soldats allant jusqu'à exercer des prélèvements dans les cuisines des maréchaux et même de l'Empereur. — Pas de vin; un peu d'eau-de-vie vendue par les juifs constituait, avec de l'eau, la boisson du repas. Le chirurgien de la garde, ayant fait embrocher le précieux rôti à travers une épée, ne confia à personne le soin de le faire cuire. Il était en train de se livrer à cette opération, quand survinrent ses invités. Ils tinrent à honneur de l'aider, et chacun, à tour de rôle, fit tourner la broche improvisée.

Ce dîner était médiocre; mais les convives en avaient

[1] Larrey, *Corresp. privée*. Lettre à Mme Larrey, 24 mai 1807.

bien vu d'autres et ils s'en accommodèrent comme d'un festin. Jaubert leur raconta les détails de sa périlleuse mission et leur confia que l'Empereur venait de lui accorder une pension viagère de quatre mille francs. Il offrit à Larrey, pour sa femme, un châle de cachemire blanc, des pastilles du sérail et de l'essence de rose. Je ne sais pas si la charmante Laville était coquette. Tout porte à croire qu'elle aimait comme d'autres les belles toilettes et les riches étoffes. Dans ce cas, elle dut être satisfaite, car il serait impossible de calculer le nombre de châles, de pièces de tissus rares, de dentelles, de perles et de bijoux qu'elle reçut de Larrey et de ses amis, soit pendant la campagne d'Égypte, soit pendant celle d'Allemagne. Ces prévenances aimables persistèrent pendant tout l'Empire.

On peut penser que Mme Larrey, comme, sans doute, la plupart des femmes des autres officiers généraux, amassa une inestimable collection d'étoffes de prix. Mais qu'était-ce, à côté des richesses qu'entassait Joséphine et que nous a fait connaître l'historien si admirablement documenté qu'est M. Masson? L'ambassadeur qu'accompagnait Jaubert, bien informé des goûts de l'Impératrice, apportait pour elle plus de quatre-vingts cachemires et une immense quantité de perles fines de tous genres, de turquoises et d'émeraudes[1].

C'est ce Persan, nommé Asker-kan, qui eut à Paris un si vif succès de curiosité à la cour impériale et dans la société parisienne. Galant, empressé auprès des dames, généreux, fort intelligent, aimant les sciences et les arts, installé avec un luxe somptueux et oriental et la plus nombreuse suite que jamais ambassadeur ait amenée en France, à l'ancien hôtel de Mlle de Conti, il prenait plaisir à recevoir, et ses réceptions étaient très suivies. Jaubert lui servait d'interprète et traduisait aux dames, en en atténuant la licence avec infiniment d'esprit, les compliments parfois très risqués qu'il leur adressait.

Il fut le héros d'une aventure comique qui fit rire tout

[1] Larrey, *Corresp. privée.* Lettres à Mme Larrey, 26 mai 1807.

Paris et à laquelle fut mêlé le président de la Cour des comptes, Barbé-Marbois. S'étant trouvé indisposé, Asker-kan fit demander le docteur Bourdois de La Mothe, ancien médecin régent de la Faculté au XVIIIe siècle, qui jouissait alors d'une grande vogue. L'entourage se trompa, et, abusé par la désinence des noms, fit prier Marbois de se rendre auprès de l'ambassadeur. Étonné, mais pensant que le Persan peut désirer s'entretenir avec un haut fonctionnaire tel que lui, le président défère à l'invitation qui lui est adressée. Dès son arrivée, Asker-kan lui tend la main et lui tire la langue, sans autre cérémonie. Surprise de Marbois, serrant respectueusement le poignet qui lui est offert et s'inclinant profondément, mais sans comprendre. A ce moment entrent quatre valets qui lui présentent un vase dont la nature et le contenu ne peuvent être équivoques. Rouge de colère, le haut magistrat se lève et demande des explications. De celles-ci, il résulte qu'on l'a pris pour Bourdois et qu'il est victime de la parité de désinence de son nom. Il sort confondu.

C'est à peu près à ce moment que l'Empereur décerna la plupart des récompenses méritées à la bataille d'Eylau. Larrey fut nommé « commandant » de la Légion d'honneur, — c'est ainsi qu'on disait alors, — en récompense de sa belle conduite. Mais cette distinction, qui lui fit le plus grand plaisir, car elle l'assimilait aux officiers généraux, fut précédée d'un déni de justice que sa correspondance expose longuement et qui mérite d'être signalé ici, car il montre le dévouement aveugle de Larrey pour l'Empereur, même dans les cas où celui-ci blessait ses plus graves intérêts. On sait qu'il avait dû être le chirurgien officiel de Bonaparte, en l'an IX, et que son absence de Lyon, où l'attendait le premier consul après son retour d'Égypte, empêcha sa nomination. La place était déjà très visée, et on fit nommer Boyer, que l'entourage préférait à Larrey, dont on redoutait l'influence sur le premier consul. Depuis, il avait espéré être nommé un jour chirurgien consultant, et personne ne paraissait pouvoir lui en disputer le titre. Le poste étant précisément devenu vacant pendant son séjour en Pologne, il le demanda à l'Empereur

lui-même, qui le lui promit formellement et lui dit d'envoyer sa demande à Daru, alors intendant général, pour qu'il lui adressât un raport à ce sujet. La question paraissait donc bien simple; mais, sous le nouvel Empire, la moindre charge donnant accès auprès du souverain était l'objet d'autant d'intrigues que sous l'ancienne monarchie. Larrey, qui malgré sa finesse de Béarnais était la droiture même, devait en faire une nouvelle expérience.

Il considérait cependant sa nomination comme certaine. Une circonstance spéciale semblait, avec la parole de l'Empereur, devoir lui donner deux fois raison. Au moment même où il envoyait sa demande officielle à l'intendant général, Mme Larrey, qui, à Paris, ne négligeait aucune occasion de s'occuper de ses intérêts professionnels, faisait poser sa candidature à l'École de médecine pour la chaire de pathologie chirurgicale, laissée vacante par la mort de Lassus. Sabatier et Chaussier appuyaient sa présentation. Celle-ci était faite par les professeurs, mais c'est l'Empereur qui nommait, et Larrey était sûr de son appui. Les pièces de cette nomination étaient arrivées au quartier général. Maret en prévint Larrey et lui demanda d'opter entre la chaire et les fonctions de chirurgien consultant. Larrey choisit ces dernières, et Richerand fut nommé à sa place. Que se passa-t-il alors? Quels personnages intervinrent-ils en cette affaire? Quels arguments fit-on valoir à l'Empereur pour le faire revenir sur sa parole et contrister un de ses plus dévoués et de ses plus anciens serviteurs? On l'ignore. Nous savons seulement que Boyer, le chirurgien ordinaire, était l'adversaire de Larrey et que Corvisart dut l'aider. Mais il y eut d'autres influences, car celles-ci n'auraient pas suffi, et il est probable que l'intendance générale de l'armée, qui avait définitivement courbé sous son autorité le service de santé militaire, fit tous ses efforts pour écarter un de ses chefs les plus autorisés et les plus indépendants de ce poste privilégié. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ce fut Antoine Dubois, auquel Larrey avait sauvé la vie, en obtenant de Bonaparte son départ d'Égypte, qui fut nommé à sa place.

Quant à Larrey, il reçut, comme on l'a vu plus haut, la croix de commandeur, qui lui était, du reste, après peu, promise depuis Eylau[1].

Il semble que devant une pareille injustice le ressentiment de Larrey va éclater. Ce serait bien peu le connaître; il n'est ni un Bourrienne, ni un Marmont, et son dévouement invincible, — placé au-dessus de tout mécompte, — défie même le manque de parole et l'ingratitude du souverain. Il est même curieux de voir comment il s'attache, dans sa correspondance, à désarmer Mme Larrey dont l'irritation est à son comble, et à excuser Napoléon. Il commence par faire l'éloge de l'Empereur, qui vient de le nommer « commandant » de la Légion d'honneur, lui a donné tant de marques d'estime et de confiance et qui lui porte à elle-même un réel intérêt. Il est vrai, — il faut cependant en arriver à cette pénible confidence, — qu'il n'a pu lui accorder le poste auprès de lui qu'il lui avait promis; mais ce n'est pas sa faute, il a été mal informé, on a surpris sa bonne foi, etc., etc. Larrey est presque sur le point de le plaindre. Il regrette bien un peu sa chaire à la Faculté, escomptée pour un poste qu'il n'a pas; mais il ajoute vite : « N'importe, ma chère Laville, je suis content, Sa Majesté est excellente pour moi. Elle ne pouvait me donner une meilleure preuve de sa confiance et de son estime qu'en me mettant dans la classe des dignitaires de l'armée. Par ce nouveau titre de commandant de la Légion d'honneur, je me trouve assimilé aux officiers généraux[2]. J'attends M. Percy pour aller la remercier avec lui. » Et c'est tout, pas une plainte, pas un reproche. Du reste, dans cette

1 « Paris, 12 mai 1807.

« Le grand chancelier de la Légion d'honneur à monsieur Larrey, l'un des commandants de la Légion d'honneur, chirurgien en chef de la garde impériale.

« L'Empereur et Roi, en grand conseil, vient de vous nommer, monsieur, l'un des commandants de la Légion d'honneur.

« Je m'empresse de vous annoncer ce témoignage éclatant de la bienveillance de Sa Majesté Impériale et Royale et de la reconnaissance de la Nation.

Signé : « LACÉPÈDE. »

2 Larrey, *Lettre à Mme Larrey*, Reisembourg, 15 mai 1807.

longue correspondance de Larrey, jamais on ne surprend une critique des actes de l'Empereur, même quand il a à se plaindre de lui, ce qui arrive plus d'une fois.

On pense que Mme Larrey ne fut pas satisfaite. Il se présentait cependant une occasion de dédommager son mari; elle se garda de la laisser échapper. Il y avait une vacance à l'Académie des sciences; elle entreprit de l'y faire nommer, et le vieux maître de Larrey, Sabatier, entrant dans ses vues, l'inscrivit sur la liste des candidats. Quoiqu'il eût des concurrents redoutables, entre autres Percy et Chaussier, la notoriété du chirurgien de la garde, l'importance de ses travaux, l'influence de Sabatier, celle de Monge et de Bertbollet qui était toute-puissante, paraissaient devoir assurer son élection. Mais Mme Larrey n'avait pas compté avec sa volonté. Quand il apprit qu'il se trouvait en concurrence avec Percy et Chaussier, il s'empressa de décliner toute candidature. La lettre qu'il écrivit à ce sujet est un modèle de modestie et de sagesse, et pourra être longtemps méditée par les jeunes ambitieux que le nouveau langage moderne désigne sous le nom, si justement approprié, d' « arrivistes ».

« Je suis fâché que M. Sabatier m'ait mis en ligne à côté des hommes connus tels que les Percy et les Chaussier. Mon Dieu, ma honne amie, pourquoi tant de zèle et d'ardeur? Je viens d'atteindre seulement mon huitième lustre; je suis à peine connu dans le monde savant, et je n'ai point véritablement encore les titres et les profondes connaissances qu'une aussi honorable distinction exige pour être remplie avec honneur. Non, je ne me sens pas encore digne de cette marque d'estime particulière des grands bommes du siècle. Il ne faut pas s'aveugler, ma chère amie, il ne faut pas aspirer d'un coup au hut où les hommes les plus distingués de notre art ne sont arrivés qu'à la fin de leur carrière. Arrête donc tes démarches, ma chère Laville; l'opinion publique doit élever les hommes selon leur mérite aux places académiques, telles que celles de l'Institut, et certes je suis loin d'avoir capté son attention au point nécessaire pour arriver à ce résultat. J'apprendrai donc avec plus de plaisir que de peine

que le siège vacant a été confié à un plus digne que moi. Je serai toujours content en revanche, chère Laville, si j'occupe la première place dans ton cœur[1]. »

Larrey s'étant désisté, ce fut en effet son collègue Percy qui fut élu, et, dans les lettres suivantes, Larrey exprimait à sa femme le plaisir personnel que lui causait cette nomination et la satisfaction qu'il éprouvait de l'honneur qui devait en rejaillir sur la médecine militaire[2].

Au mois de juin, les Russes recommencèrent les hostilités et attaquèrent les lignes de la Passarge. L'Empereur était lui-même prêt, et Benningsen ne faisait que le devancer. Il se mit en marche avec toutes ses troupes. Murat et Soult, qui étaient à l'avant-garde, livrèrent imprudemment, le 10 juin, le sanglant combat d'Heilsberg, où l'armée russe, retranchée dans une position fortifiée et supérieure en nombre, tint en échec les troupes françaises. Les pertes furent relativement considérables des deux côtés pour une affaire partielle. Les Russes eurent trois mille hommes tués et sept à huit mille blessés; les Français perdirent deux mille hommes et eurent cinq mille blessés.

Larrey n'arriva que le soir avec l'Empereur; il s'occupa aussitôt des blessés de la journée. Parmi eux étaient le général Roussel, chef d'état-major de la garde; les généraux Espagne, Ferey, Viviès, de Lorencez, Fouler et Vedel; le colonel Bordesoulle; le colonel Jeannin, gendre du peintre David; les aides de camp Lameth, de Gueheneuc et le commandant de Ségur, officier d'ordonnance de Murat. Le général Roussel était le plus gravement atteint. Envoyé par Napoléon au secours des troupes témérairement engagées, un éclat d'obus lui avait fracassé la tête. Il succomba au bout de vingt-quatre heures. Philippe de Ségur eut l'avant-bras emporté par un boulet.

Déjà, on note que Larrey a reconnu la valeur des panse-

[1] Larrey, *Corresp. privée.* Lettre à Mme Larrey, Reisembourg, 24 mai 1807.
[2] Larrey, *Corresp. privée.* Lettre à Mme Larrey, 29 mai 1807.

ments rares. Ayant suturé les plaies du colonel Jeannin, qui était atteint de blessures épouvantables à la face, il recommanda de ne lever le pansement qu'au bout de cinq jours, et constata qu'au bout de ce temps les plaies étaient aux trois quarts guéries. Ce procédé, aujourd'hui classique, devint une des règles de sa pratique. Il évacua ses opérés sur Thorn.

Après l'affaire d'Heilsberg, les Russes, craignant d'être enveloppés, abandonnent précipitamment leurs retranchements, qui sont occupés par les troupes françaises, et se dirigent sur Friedland pour gagner de là Kœnigsberg. L'Empereur les suit à marches forcées. Le 13 il est à Eylau. Larrey retrouve par un magnifique soleil de juin ce champ de carnage qu'il avait vu couvert de neige sur laquelle les morts et les blessés se détachaient en lamentables reliefs. Le printemps l'a maintenant tapissé de verdure et émaillé de fleurs. Les plaines glacées sur lesquelles d'Hautpoul et Lepic ont mené, à la tête de leurs escadrons, leurs furieuses et sanglantes charges, se trouvent transformées en lacs bordés d'élégantes villas. Il n'est pas jusqu'aux granges qui abritèrent les douloureuses scènes de l'ambulance du 10 février, qui n'aient revêtu un aspect pittoresque. Du reste, les cœurs sont à l'unisson de la nature, et les divisions foulent joyeusement et pleines d'entrain ce sol qu'elles ont, quelques mois auparavant, arrosé de leur sang. Napoléon les presse; il a devant lui la proie qu'il guette depuis si longtemps, cette armée russe qui s'est arrêtée à Friedland pour passer l'Alle et aller se mettre à l'abri derrière les murs de Kœnigsberg, et qu'il espère surprendre avant qu'elle ait exécuté son projet. Dans la nuit du 13 au 14, il dirige sur Friedland les corps de Lannes, de Mortier et trois divisions de cavalerie. Le 14 au matin, après avoir marché toute la nuit, Lannes est devant Friedland, où il se trouve aux prises avec l'avant-garde russe, bientôt renforcée par l'armée entière. Pendant que l'illustre maréchal soutient une lutte inégale, mais que ses habiles dispositions et l'héroïsme de ses soldats lui ont permis de prolonger, il envoie successivement tous ses officiers d'ordonnance à l'Empereur pour l'instruire de la situation et hâter son arrivée.

Parmi ceux-ci est Marbot. Le jeune aide de camp rejoint Napoléon à sa sortie d'Eylau. L'Empereur le fait placer à côté de lui et écoute, tout en galopant, le rapport qu'il lui fait sur la situation de l'armée russe. Quand il eut terminé, il lui dit, rayonnant de joie : « As-tu bonne mémoire ? — Passable, Sire. — Eh bien, quel anniversaire est-ce aujourd'hui, 14 juin ? — Celui de Marengo, Sire. — Oui, oui, celui de Marengo, dit l'Empereur, et je vais battre les Russes comme j'ai battu les Autrichiens. » Et dépassant au galop les colonnes de ses soldats qui se dirigeaient en toute hâte sur Friedland, il leur jetait ces mots en passant : « C'est aujourd'hui un jour heureux, c'est l'anniversaire de Marengo [1]. » Et ceux-ci l'acclamaient de leurs vivats.

Il ne s'abusait pas, et ce fut, en effet, un autre Marengo, une nouvelle et brillante victoire. Il n'arriva en vue de l'armée russe qu'à cinq heures du soir, et à l'inspection de ses lignes il jugea qu'elle était perdue. Contenue depuis le matin par Lannes, grâce aux renforts successifs qui avaient été envoyés au maréchal, cette armée était placée en face du défilé de Friedland, l'Alle dans le dos, n'ayant pour toute retraite que les ponts de la ville. Les dispositions de l'Empereur furent vite prises. Il ordonna à Ney de culbuter la gauche de Benningsen, de pénétrer dans Friedland et de s'emparer des ponts. Lannes et Mortier devaient pendant ce temps modérer leur attaque et n'intervenir qu'au moment où la place serait prise, pour achever la destruction de l'armée russe. C'est ce programme, dicté aux généraux sur le terrain, qui fut accompli entre cinq et dix heures du soir. Ney, que ce jour-là l'Empereur compara à un lion, supporta le poids de la journée. Il s'empara de Friedland en flammes, malgré une résistance acharnée, et détruisit les ponts. L'armée russe, acculée dans une plaine sans issue, fut attaquée sans relâche ; une partie se précipita dans l'Alle et s'y noya. Une colonne commandée par un Tourangeau émigré, le général de Lambert, — dont le descendant, redevenu français, vit

[1] Marbot, *Mémoires*, t. I, p. 304.

aujourd'hui à Versailles, — descendit l'Alle et, grâce au courage et au sang-froid de son chef, échappa au désastre. Mais vingt-cinq mille Russes, tués, noyés ou blessés, restèrent sur les bords du fleuve. Quatre-vingts bouches à feu tombèrent entre les mains des Français.

Cette glorieuse journée coûta à la France sept à huit mille hommes morts ou blessés. La garde, dont les fusiliers seuls avaient donné, eut peu de blessés. Mais, selon son habitude, Larrey soigna les blessés des autres corps de l'armée. Il cite parmi les officiers généraux le chef d'état-major de Lannes, Drouet d'Erlon; les généraux Brun, Cœhorn, Vedel, qui avait déjà été blessé à Heilsberg, Harispe, Carrié, Lebrun, Dombrowski, commandant la légion polonaise; les aides de camp de l'Empereur, Mouton et Lacoste, et le général de Latour-Maubourg, qu'il avait déjà soigné après la bataille de Canope et à qui il devait sauver la vie à Leipzig. Une balle lui avait traversé la main et on allait la lui couper, quand survint Larrey, qui, ayant appris qu'il était blessé, s'était mis à sa recherche. Il simplifia la blessure, enleva les esquilles et lui conserva la main[1].

[1] Voici en quels termes Larrey fait à Mme Larrey le récit de la bataille de Friedland:

« Depuis le billet que je t'ai écrit à la hâte, après la bataille de Heilsberg, dont tu connais sans doute les détails, il m'a été impossible, ma chère amie, de t'écrire un seul mot. Après avoir passé deux nuits et deux jours à panser les blessés, nous nous mîmes en marche pour poursuivre l'ennemi qui, dès la première nuit, avait effectué sa retraite; nos marches ont été forcées, mais nous l'avons atteint le quatrième jour, devant Friedland, au passage d'une rivière. Serré sur ses ailes et arrêté dans son passage par le petit nombre de ponts, il a été forcé d'accepter la bataille, qui a été enfin décisive et extrêmement heureuse pour nous. Une grande partie de l'armée ennemie a été défaite et taillée en pièces; le reste a pris la fuite en désordre. Une grande partie de son artillerie et de ses bagages est restée au pouvoir de notre armée. Pour cette fois, la garde impériale n'a pas donné; nous n'avons eu que sept ou huit fusiliers blessés par les boulets, tandis qu'à Heilsberg nous avons eu trois cent vingt-cinq blessés, y compris mon élève Juville, que j'ai évacué en très bon état et fait accompagner d'un officier de santé. J'en attends des nouvelles que je te communiquerai de suite. La bataille de Friedland a donné à l'armée environ deux mille cinq cents blessés, parmi lesquels on compte quelques officiers supérieurs et quelques généraux; dans ces derniers s'est encore trouvé mon ami Latour-Maubourg.

« Nous avons poursuivi l'ennemi jusqu'au bord du même fleuve qui sépare la Pologne prussienne de la Pologne russe, avec une telle rapidité qu'à peine a-t-il eu le temps de franchir le fleuve et d'en détruire les ponts. Un grand nombre de leurs soldats est resté en notre pouvoir, ou prisonniers ou déserteurs, en sorte que cette grande armée, qui prétendait aller à Paris, est réduite à un si petit

Dès le lendemain de la bataille de Friedland, l'armée se remit en route; Larrey accompagna jusqu'à Tilsitt la garde, qui fut lancée à la poursuite des débris de l'armée russe. Percy resta à Friedland pour diriger les soins des blessés. Pendant ce temps, Soult occupait Kœnigsberg. C'était, cette fois, la fin de la guerre. Kœnigsberg pris, l'armée russe en déroute au delà du Niémen, il ne restait plus à l'empereur Alexandre et au roi de Prusse qu'à demander la paix au vainqueur.

Larrey assista à l'entrevue et aux fêtes de Tilsitt. Après l'admirable étude dont ce brillant chapitre de l'histoire napoléonienne a été, à notre époque, l'objet de la part de M. Vandal, on me saura gré de ne pas l'aborder ici. Larrey, du reste, ne voyait, comme le soldat au combat, qu'une partie de ce qui se passait, et n'était pas en situation de porter un jugement sur les négociations qui se poursuivaient [1]. On sait que Napoléon prodigua dans cette occasion à l'en-

nombre d'hommes, qu'elle n'est plus en état de se représenter en ligne. Elle s'est arrêtée sur la rive droite du fleuve, où nous voyons les soldats russes comme tu vois les personnes qui passent sur le quai du Louvre; ce spectacle est vraiment curieux et digne de faire l'objet d'un grand tableau.

« Nous avons déjà une suspension d'armes, et tout nous fait espérer la paix générale et la fin de nos campagnes. Je le désire bien, ma bonne amie, car je me trouve extrêmement fatigué. J'ai eu le malheur de perdre mon Coco, excellent pour la marche; j'en ai acheté un autre qui, du premier jour, m'a blessé. Ce léger accident ne m'a pas empêché de suivre l'armée avec la même activité, mais j'ai beaucoup souffert et nous avons essuyé de grandes privations; malgré cela, je me porte toujours bien, et il me semble que si j'avais huit jours de repos et tes soins, je ne me souviendrais plus de toutes ces vicissitudes, surtout si nous pouvions passer ces huit jours dans les montagnes.

« La poste va s'établir dans cette ville; j'espère y trouver même quelques lettres de toi. Je t'avoue que je ne saurai jamais m'en rassasier; je trouve qu'elles me font le plus grand bien et le plus grand plaisir.

« Adieu, ma tendre Laville, à demain; je t'enverrai peut-être de plus grandes nouvelles; embrasse mon Isaure pour moi, tes aimables sœurs et tous nos amis.

« Je désirerais voir M. Denon pour écrire à Girodet, et cependant je n'attendrai pas et remplirai ton désir.

« Ton inviolable ami,

« LARREY. »

« Tilsitt, 19 juin 1807. »

La dernière phrase de cette lettre se rapporte à une démarche que devait faire Larrey auprès de Denon, pour obtenir qu'il demandât à l'Empereur la décoration pour son ami, le peintre Girodet.

[1] Le traité de Tilsitt enlevait à la Prusse les provinces polonaises et tout le territoire entre l'Elbe et le Rhin. Le royaume de Westphalie, qui fut donné au prince Jérôme, et le grand duché de Varsovie, attribué au roi de Saxe, furent créés avec le démembrement de la monarchie prussienne.

tourage des princes étrangers les marques de sa munificence sous la forme courtoise de boîtes en or, ornées de son portrait et enrichies de diamants. L'empereur de Russie et le roi de Prusse imitèrent son exemple. Larrey et Percy furent compris dans cette distribution de riches présents et reçurent des tabatières de grand prix entourées de brillants. Alexandre offrit, en outre, au premier une bague d'une inestimable valeur. L'habileté et l'humanité de Larrey l'avaient rendu très populaire dans les armées étrangères, et les souverains saisirent cette occasion de lui donner un témoignage public de leur estime. Ils voulurent visiter ses ambulances volantes de la garde et le comblèrent de félicitations. L'excellent chirurgien s'éprit de compassion pour le roi de Prusse et surtout pour la reine. Duroc, son ami, auquel cette princesse manifestait une estime particulière, lui fit partager son admiration pour elle. Tous deux trouvaient que l'Empereur avait été dur en lui refusant Magdebourg en échange de sa rose[1]. Ils oubliaient que, depuis la Révolution, c'était la troisième fois que la Prusse prenait les armes contre la France, et que la reine Louise, qui avait été l'ardente instigatrice de la dernière guerre, était mal venue à solliciter la générosité du vainqueur. Les événements ont démontré du reste que, si à cette époque, Napoléon eût complété son œuvre de rigueur et mis pour jamais la Prusse hors d'état de refaire son armée et de nuire à la France, il ne l'eût pas trouvée quelques années plus tard à la tête de ses adversaires les plus implacables et les plus acharnés[2], et probablement aussi, car tout s'enchaîne, les événements de 1870 ne se fussent pas accomplis.

Au commencement de juillet, Larrey se rendit à Kœnigsberg pour y préparer l'organisation de son service, précé-

[1] On connait l'épisode. L'Empereur offrait une belle rose à la reine... « Oui, dit-elle, mais en échange de Magdebourg... » Sans se déconcerter, Napoléon s'en tira en soldat victorieux, faisant remarquer qu'il appartenait à lui seul d'offrir et non d'accepter.

[2] Napoléon se reprocha, trop tard, comme une véritable faute d'avoir reçu le roi de Prusse à Tilsitt. Sa première détermination avait été de le refuser. Il aurait pu garder la Silésie, en eût enrichi la Saxe, et se fût probablement par là réservé d'autres destinées. (*Mémorial de Sainte-Hélène*, t. IV, p. 263.)

dant de quelques jours l'Empereur et son quartier général. Il installa dans cette ville les hôpitaux pour les blessés et les malades de la garde, et les évacua par Elbing et Custrin sur Berlin et Hanovre, où ils se rétablirent. C'est à Kœnigsberg qu'un grand nombre de jeunes conscrits, qui avaient été envoyés de France après Eylau pour remplir les vides qu'avait faits la campagne dans les rangs de la garde, entrèrent à l'hôpital offrant des phénomènes de coxalgie. L'Empereur, s'alarmant de ces accidents survenus chez des soldats en pleine paix, fit appeler Larrey et l'interrogea. Celui-ci lui fit observer que chez ces soldats, conscrits de l'année et qui étaient à peine âgés de dix-huit ans, les épiphyses des os étaient encore imparfaitement soudées. Dans ces conditions, ils avaient souffert des marches forcées qui leur avaient été imposées avant le complet développement et la consolidation de leur système osseux[1]. L'Empereur fut frappé du raison-

[1] *Op. cit.* Note manuscrite, t. III, p. 94.

Pour que ceux de nos lecteurs qui sont étrangers aux notions médicales puissent comprendre la portée de cet incident et l'importance de la décision que prit l'Empereur au sujet des conscrits, une courte explication est nécessaire. On appelle épiphyse l'éminence osseuse qui termine un os long, et diaphyse le corps même de l'os. L'accroissement des os en longueur se faisant aux extrémités de la diaphyse, il arrive que ces extrémités sont séparées de l'épiphyse, jusqu'à l'achèvement du développement, par des tissus cartilagineux, et ce n'est que lorsque le développement de l'os est achevé que la soudure s'opère entre l'éminence osseuse, — l'épiphyse, — et le corps de l'os, — la diaphyse. — Cette soudure se fait à des époques assez précises, mais différentes pour les diverses pièces du squelette. Lorsque la dernière épiphyse est soudée, l'homme a atteint à peu près sa taille définitive.

La dernière épiphyse qui se soude dans la race humaine est celle de l'extrémité inférieure du fémur, vers l'âge de vingt-cinq ans.

Larrey a laissé, sur son entretien avec Napoléon, une note très complète que j'ai retrouvée dans ses papiers, et qui montre une fois de plus avec quelle rare facilité Napoléon s'assimilait les questions médicales.

Après avoir exposé les conditions anatomiques et physiologiques qui avaient prédisposé les jeunes conscrits de la garde à des accidents fémoro-coxalgiques, il ajoute :

« Eh bien, une grande partie de ces jeunes conscrits qu'on enrégimentait, — spécialement dans le corps des fusiliers de la garde impériale, — fut frappée tout à coup, en rejoignant la grande armée de Kœnigsberg, dans la vieille Prusse, de cette cruelle maladie qui en fit périr un certain nombre et mit les autres hors d'état de continuer le service militaire ; encore ces derniers ne durent leur salut qu'à la médication active et énergique à laquelle je les soumis, et c'est le moxa qui fait la base de ce traitement.

« Jusqu'alors, et à l'exemple des Romains, la conscription était fixée, comme je l'ai dit, à dix-huit ans.

« L'Empereur m'ayant interrogé, comme le chirurgien en chef de sa garde, sur

nement de Larrey et des faits qu'il lui exposait. Il lui demanda un rapport sur cette question, et c'est d'après ce rapport que l'âge des conscrits fut désormais établi et fixé à vingt ans.

Kœnigsberg est une des villes les plus agréables et les plus salubres des bords de la Baltique. Sa population, heureuse de voir se dénouer une guerre dont elle avait beaucoup souffert, fit un excellent accueil aux Français, et Larrey fut l'objet de toutes sortes de prévenances de la part de son hôte, M. Jacobi, honnête et riche banquier de la ville, qui avait été l'ami de Kant. Les soins dont il fut entouré dans la famille de ce digne bourgeois de Kœnigsberg, le climat sain et vivifiant de cette ville le remirent vite des fatigues de cette dure campagne.

Kœnigsberg se livre à un commerce d'ambre assez étendu. Larrey n'oublia pas d'acheter un collier pour Mme Larrey; mais la paix était promulguée, et l'heure de rentrer en France arrivée. Le chirurgien de la garde se sépara avec regret de son hôte et partit à la fin de juillet pour Berlin, où il retrouva avec plaisir son ami de Humboldt. De là il visita les hôpitaux de Wissembourg, de Leipzig et d'Iéna. Dans cette dernière ville, — siège d'une université célèbre, — les professeurs voulurent le recevoir solennellement et le retenir

la nature, les causes et les effets de cette maladie, je n'hésitai point à lui faire une réponse basée sur ce qui vient d'être exposé, et, en me résumant, je déclarai qu'à cet âge (dix-huit ans) l'ossification chez l'homme n'étant pas entièrement terminée, il était dangereux de soumettre les jeunes gens de cet âge aux fatigues et aux vicissitudes de la guerre et que, pour avoir des hommes en état de les supporter sans aucun inconvénient pour leur santé, il fallait porter la conscription à vingt ans révolus, ainsi que cela se pratique chez les Juifs et les Grecs.

« Napoléon comprit parfaitement mes observations anatomico-physiologiques, et il s'empressa d'en faire faire l'objet d'un sénatus-consulte. Une loi a porté, en effet, le recrutement à vingt ans sonnés, et cette loi a été observée bien religieusement.

« Plusieurs fois, le général Bonaparte m'interrogea spécialement en Égypte sur la peste ou autres maladies endémiques, telles que l'ophtalmie, et il parlait de ces sciences comme un médecin; aussi, quand je lui donnai la véritable cause de cette dernière maladie, qui est la suppression subite de la perspiration cutanée, accueillit-il avec empressement la proposition que je lui fis de changer l'habillement actuel de l'armée, consistant en toile de coton, et de lui donner des vêtements, pantalons et capotes, en bon drap de laine. Le général Kléber mit à exécution l'ordre donné par son prédécesseur; dès cette époque, nos soldats furent habillés d'une façon plus hygiénique. » (Larrey, *Note inédite.*)

quelques jours. Ils lui décernèrent le diplôme de docteur de l'université. Il arriva à Paris à la fin d'octobre. L'Empereur s'était déjà rendu à Milan pour se faire couronner roi d'Italie. Il institua à cette occasion un certain nombre de dignitaires de la Couronne de fer, dont l'ordre était très recherché, et comprit Larrey dans cette promotion.

CHAPITRE XV

I. Campagne d'Espagne. — Larrey envoyé à l'armée d'Espagne, commandée par Murat. — Départ de Paris le 11 février 1808. — Sa réception triomphale par l'École de médecine de Toulouse. — Son arrivée à Bayonne. — Commémoratifs historiques sur la situation de la monarchie en Espagne et sur les projets de Napoléon. — Le soulèvement d'Aranjuez. — Les souverains espagnols à Bayonne. — Fermentation des esprits en Espagne. — Inspection par Larrey des hôpitaux situés sur la ligne de l'armée. — Mauvais état de ces établissements. — Leur réorganisation. — Larrey à Madrid. — La promenade de la Puerta del Sol. — Les docteurs espagnols en 1808. — Les malades du corps expéditionnaire. — La révolte de Madrid. — Larrey sauve par sa fermeté et son courage les malades de son hôpital. — Répression de la révolte. — Déception de Murat. — Sa maladie. — Larrey et la colique de Madrid. — Départ de Murat. — Le roi Joseph. — Insurrection de l'Espagne. — Mauvaise organisation du service de santé en Espagne. — Exode des familles espagnoles ralliées à la France. — Humanité de Larrey à leur égard. — Naissance de son fils Hippolyte. — Transports de joie de Larrey. — II. L'Empereur entre en Espagne et prend la direction des opérations. — Bataille de Burgos. — Chute de cheval de Lannes. — Traitement original de Larrey. — Somosierra. — Montbrun et les lanciers polonais. — Blessure de Philippe de Ségur. — Entrée de Napoléon à Madrid. — Poursuite de l'armée anglaise. — Bataille de Benavente. — L'Empereur quitte l'Espagne. — Son *raid* de Valladolid à Burgos. — Larrey et les prisonniers anglais. — État déplorable des hôpitaux de la ligne d'évacuation. — Maladie de Larrey. — Sa rentrée en France.

I

Le séjour de Larrey à Paris fut de courte durée. Arrivé à la fin d'octobre 1807, il repartait, accompagné de son élève Frizac, pour l'Espagne le 11 février 1808. Un ordre de l'Empereur l'attachait à l'armée d'occupation commandée par Murat. Il passa à Toulouse, où il fut reçu solennellement par les professeurs de l'École de médecine. Il avait obtenu par l'influence de Chaptal la création de cette École, au moment de la réorganisation de l'enseignement de la médecine, et fait nommer directeur son oncle Alexis Larrey. Les

maîtres et les élèves lui firent une réception triomphale. On lui demanda, comme au temps de sa jeunesse, de faire une leçon dans l'amphithéâtre. Il exposa le système de Gall, qui occupait alors les esprits novateurs, et donna une belle démonstration de la physiologie et de l'anatomie du cerveau. De Toulouse les voyageurs gagnèrent Baudéan, où Larrey embrassa sa vieille mère, et se rendirent à Bayonne. Murat s'y trouvait déjà. Il lui donna l'ordre de prendre, en sa qualité d'inspecteur général, la direction du service de santé de son armée et d'inspecter les hôpitaux de la ligne, depuis Bayonne jusqu'à Burgos, et plus tard jusqu'à Madrid.

Le grand-duc de Berg commandait une armée de cent mille hommes, échelonnée de Bordeaux à Burgos, ayant sa pointe vers Valladolid. Officiellement, cette armée devait aller renforcer en Portugal l'armée de Junot. En réalité, elle était destinée à occuper militairement les places fortes de l'Espagne et à s'emparer du trône de Charles IV. Les circonstances paraissaient, en effet, favorables à l'Empereur pour compléter la ceinture d'États vassaux dont il voulait entourer la France.

La vieille monarchie espagnole semblait devoir sombrer dans des intrigues de palais. Le roi Charles IV, faible et inintelligent, avait abandonné le pouvoir au favori de la reine, Godoï, prince de la Paix, petit gentillâtre de province que sa bonne mine, son esprit, son talent de musicien avaient fait remarquer de Marie-Louise, et que son ambition et son audace maintenaient au gouvernement. La nation le détestait, et l'héritier de la couronne, Ferdinand prince des Asturies, jeune et ambitieux, mais sournois et timide, était son adversaire et semblait incarner les haines, les rancunes et les espérances du parti populaire. Il essaya de le renverser, mais le favori le prévint.

Le soir du 17 octobre 1807, Charles IV faisait arrêter son fils, à l'instigation de Godoï, et le livrait aux tribunaux sous l'inculpation de haute trahison. Quelques notes, un brouillon de lettre à Napoléon, un mémoire au roi, où il lui révélait l'origine de l'élévation du favori, saisis chez lui, étaient les

pièces sur lesquelles s'appuyait l'accusation. Dans tout le royaume l'indignation fut immense, et le tribunal dut acquitter Ferdinand. Mais ces faits graves parvinrent à l'Empereur et l'encouragèrent dans ses projets. Il se flatta que la nation espagnole, lasse de ses princes avilis, se jetterait dans ses bras; et cette fausse conception du caractère de ce peuple ne fut pas étrangère à une guerre qui plongea la péninsule dans de sanglantes calamités, et devint le prélude des désastres dans lesquels devait être englouti l'Empire.

Murat entra en Espagne le 8 mars, amenant avec lui Larrey, et établit, le 13, son quartier général à Burgos. Après un court séjour dans cette ville, il continua sa route sur Madrid, où il fit son entrée, le 23, à la tête du corps d'armée du général Moncey. C'était au moment où venait d'éclater le soulèvement d'Aranjuez. Effrayés par la marche de l'armée française, incertains des dispositions de l'Empereur, le roi, la reine et Godoï se préparaient à fuir en Amérique. Au fond, c'était le désir de Napoléon, qui, se trouvant en face d'un trône vacant, aurait ainsi pu espérer en disposer sans violence. Malheureusement, le prince des Asturies refusa de suivre le roi et la reine. Une émeute, organisée par ses amis politiques, s'opposa à leur départ. Le prince de la Paix fut arrêté et maltraité; sans l'intervention de Murat il aurait été assassiné. Craignant pour sa propre vie et dans le but d'apaiser la multitude, Charles IV abdiqua en faveur du prince des Asturies, qui fut proclamé roi d'Espagne sous le nom de Ferdinand VII [1]. On sait ce qui suivit : Murat refusa de reconnaître ce prince et en référa à Napoléon. Ferdinand, inquiet sur la manière dont l'Empereur apprécierait son avènement, reçut le conseil de se rendre auprès de lui pour plaider sa cause. Les vieux souverains avaient pris le même parti. Comme s'il prévoyait la facile et complète réalisation des événements qu'il avait préparés, l'Empereur s'était rendu à Bayonne. A la fin

[1] « J'ai beaucoup connu ce prince, auquel j'ai trouvé une similitude parfaite au moral comme au physique, avec le duc d'Angoulême. » (Larrey, *Fiche*.)

d'avril, toute la famille royale était sous sa main et n'était plus libre de rentrer en Espagne. Grâce à Murat, Godoï, délivré de prison, vint le rejoindre. Dès lors, l'abdication du roi, la renonciation de Ferdinand ne furent plus qu'une affaire de négociations et d'habile pression. Charles IV, la reine et le prince de la Paix furent habiter le château de Fontainebleau. Napoléon envoya Ferdinand à Valençay, où il fut l'objet d'une surveillance rigoureuse, et invita le roi de Naples, son frère Joseph, à accepter le trône d'Espagne. Celui-ci fut proclamé à Madrid, le 22 juillet. La nouvelle royauté se heurta immédiatement au sentiment national, et le peuple entier se souleva contre elle.

Reportons-nous maintenant en arrière, en deçà de ces événements dramatiques, au moment où Larrey entra en Espagne. Nous avons vu qu'il quitta Bayonne le 8 mars, en même temps que Murat. La population recevait amicalement les Français; elle espérait qu'ils allaient renverser Godoï et mettre sur le trône Ferdinand VII; et les discours adressés sur sa route par les alcades au grand-duc de Berg, l'attitude des habitants, leurs conversations avec les soldats ne laissaient aucun doute à ce sujet. Mais la perfidie avec laquelle, sur l'ordre de l'Empereur, on s'empara des citadelles de Barcelone et de Pampelune et l'occupation de presque toutes les places fortes de la Catalogne ne tardèrent pas à alarmer le gouvernement et irritèrent les Espagnols, en leur laissant entrevoir le but véritable de l'invasion française.

Conformément à sa mission, Larrey inspecta sur sa route les hôpitaux situés sur la ligne de l'armée. Il trouva dans ces établissements un grand nombre de malades. Le corps d'armée qui était entré dans la péninsule comprenait beaucoup de régiments composés de jeunes soldats, dont la vue étonna les Espagnols et porta une première atteinte au prestige dont était revêtue, à leurs yeux, l'armée impériale. Ces jeunes conscrits, médiocrement aguerris et mis en route sans entraînement préalable, encombrèrent les hôpitaux au bout de quelques étapes. Les hôpitaux espagnols offraient, pour la plupart, les plus détestables conditions d'hygiène. Les

salles étaient insalubres, malpropres, insuffisamment aérées, et chauffées avec des braseros qui asphyxiaient les malades sans les empêcher de souffrir du froid. Ils étaient desservis par des médecins et des infirmiers indigènes, dont nos soldats ne comprenaient pas la langue. Déjà, des signes de sourde animosité commençaient à se manifester dans la population, et à Burgos, siége du quartier général de Murat, on rapportait de temps en temps à l'hôpital un soldat avec la poitrine trouée d'un coup de couteau; en quelques mois ces assassinats se multiplièrent. Larrey informa le grand-duc de Berg de ces faits et lui demanda de défendre aux soldats de sortir seuls. Il prescrivit des mesures de salubrité dans les hôpitaux, rétablit les habitudes de propreté dans les salles, supprima les braseros et plaça auprès des malades des médecins français.

Après le départ de Murat, Larrey continua à réorganiser les hôpitaux situés sur la ligne de l'armée, et n'arriva à Madrid que dans les premiers jours d'avril. Il a rapporté ses impressions de voyage dans sa correspondance. Ses descriptions des contrées qu'il traverse, des mœurs des habitants, des courses de taureaux qu'il voit donner au moment de la proclamation à la royauté de Ferdinand VII, de ses excursions dans les environs de la ville ont été faites trop de fois par d'autres voyageurs pour être de nouveau reproduites ici. Il est logé chez une marquise de Bogida, et est l'objet de toutes sortes de prévenances de la part de la dame et de sa maison. Galamment il lui apporte des fleurs, et son hôtesse, qui est triste, qui pleure les malheurs de son pays, les reçoit en lui disant : « Ces fleurs conviendraient mieux à votre fille Isaure. »

Il trace, dans une de ses lettres à sa fille, un court tableau de la promenade de la Puerta del Sol, et il crayonne une esquisse de ses confrères de Madrid en 1808. « Dans des carrosses qui remontent au temps de Charles-Quint sont entassés des femmes, des moines, des prêtres et des militaires. Les femmes jouent de l'éventail, les hommes rient, causent, s'arrêtent pour boire de l'eau que des porteurs vendent fort cher.

Il faut y voir les grands docteurs de la Faculté avec leurs perruques à trente-six marteaux, un petit chapeau à la Basile, le manteau à la Crispin et des bas de soie avec des bouffettes cramoisies, se promener à pas comptés, en tenant de la main gauche une canne à bec de corbin en or. Je les retrouve dans le même costume, allant faire leurs visites dans les rues de la ville. Mais là ils sont dignement buchés sur des mules, qui les mènent à pas cadencés à la porte de leurs clients. Celles-ci s'arrêtent d'elles-mêmes et attendent patiemment le retour de leur maître[1]. » Ne se croirait-on pas à Paris au XVIIe siècle ?

Cependant Larrey, sur l'invitation de Murat, prit la direction du service de santé de l'armée, et constitua un conseil de santé avec les médecins principaux Baradol et Talabert et le pharmacien en chef Loubert. Le premier soin de ce comité fut de classer les médecins de l'armée et d'établir parmi eux un contrôle qui n'existait pas. Il créa ensuite, selon son invariable habitude dans les pays conquis, une École de médecine et de chirurgie militaire destinée à perfectionner l'enseignement des médecins de l'armée. Cette École, dans laquelle chacun des membres du conseil s'était chargé d'un cours, fut fréquentée avec autant d'assiduité par les médecins espagnols eux-mêmes que par les jeunes chirurgiens militaires français[2]. Le nombre des malades ayant augmenté à la suite des imprudences commises par les troupes, le comité adressa à l'armée une instruction sur son hygiène[3]. Ni le climat ni les habitudes du pays ne convenaient, du reste, aux soldats français. De bonne heure, le chiffre des malades fut considérable Au mois d'avril, à une époque où l'on pouvait se considérer comme en état de paix, il s'élevait à deux mille deux cent cinquante, — nombre exagéré pour

[1] Larrey, *Corresp. privée.* Lettre à Isaure, Madrid, 12 avril 1808.
[2] Larrey, *Corresp. génér.* Lettre au ministre de la guerre, 1er mai 1808. Ms. 5874. B. N. F. F. N. Acq.
[3] *Avis du Conseil de santé de l'armée d'Espagne pour la santé de l'armée.* Ms. cit. B. N.

une armée de trente-deux mille hommes. On les réunit au grand Hôtel-Dieu de Madrid, très bel et très vaste édifice situé à l'extrémité du Prado, dont Larrey fit activer les aménagements.

Le 2 mai, éclata la révolte de Madrid. Le départ de Charles IV et de la reine avait indigné la population, et celle-ci témoignait de son hostilité croissante par son attitude équivoque vis-à-vis des soldats français, par les rixes qu'elle engageait avec eux et par des rassemblements inquiétants. L'annonce de l'envoi en France des divers membres de la famille royale présents à Madrid mit le feu aux poudres. La populace courut au palais, coupa les traits des chevaux, maltraita un aide de camp de Murat et engagea la lutte avec les grenadiers du poste. En un clin d'œil l'émeute gagna la ville entière; les habitants descendirent dans la rue avec leurs armes et se joignirent aux premiers insurgés. Tout Français isolé rencontré dans une rue ou dans une maison fut massacré.

Larrey était allé inspecter ses hôpitaux aux environs de Madrid; l'effervescence des villes qu'il avait traversées la veille, les menaces qu'il avait entendues proférer contre les Français l'avaient inquiété, et il abrégea sa tournée pour rentrer à Madrid. Il y arriva le jour même de l'émeute, à onze heures du matin. A la porte de la ville il rencontra son élève Frizac et le chirugien Faher, qui étaient venus au-devant de lui. C'était le moment même où la bataille des rues battait son plein: les cloches sonnaient à toutes les églises; leurs envolées se confondaient avec les coups de feu des insurgés, les battements de la générale et les vociférations de la foule. Les cavaliers de Murat chargeaient les émeutiers dans les rues, les refoulant de tous côtés à la Puerta del Sol. De tous les tournants de rues, de toutes les fenêtres partaient, derrière les jalousies, des coups de fusil. A chaque carrefour, sur chaque place, se livraient des combats entre la population belliqueuse, ardente, sans direction et sans chef, et les soldats français.

A ce spectacle, la première pensée de Larrey fut pour ses malades. Il y en avait deux mille à l'hôpital sous la garde

d'infirmiers et d'un poste espagnols. Il est évident que si le grand-duc de Berg n'avait pas songé à les faire protéger, ils risquaient d'être massacrés par leurs ennemis du dedans unis aux insurgés du dehors. Cette pensée le mit hors de lui. Comme autrefois au Caire, il se porta de toute la vitesse de son cheval à travers l'émeute, salué de balles que lui tiraient, heureusement sans l'atteindre, les insurgés, et arriva enfin avec ses collaborateurs à la porte de l'Hôtel-Dieu. Il était temps; il trouva l'officier espagnol commandant le poste, les médecins Dupont et Talahert et les employés français de l'hôpital aux prises avec les infirmiers indigènes qui voulaient se ruer sur les malades. Déjà quelques-uns de ceux-ci avaient été blessés; un médecin français, le docteur Houneau, avait été insulté et frappé. Larrey s'élança au milieu des révoltés et les accabla de reproches. Son autorité, le prestige qu'exerçait son nom étaient tels, qu'à sa vue ils s'arrêtèrent interdits et se laissèrent désarmer. Mais le danger revêtit bientôt une autre forme : une troupe d'émeutiers s'était portée sous les murs de l'hôpital et tentait d'y pénétrer. Il ordonna alors de barricader les portes et d'armer les convalescents. Il plaça lui-même des hommes à chaque fenêtre et fit tirer sur les assaillants. Ces mesures défensives, qui permirent d'attendre que l'armée française eût rétabli l'ordre, sauvèrent les médecins et les malades de l'Hôtel-Dieu.

La résolution et la rapidité avec lesquelles la révolte de Madrid fut étouffée eurent des suites incalculables. Elles laissèrent de profonds ressentiments dans le cœur des habitants, et compromirent à jamais toute possibilité de rapprochement entre les deux peuples. C'est à partir de cette journée malheureuse du « dos de Mayo » que les Espagnols se soulevèrent dans toutes les provinces, organisèrent des « juntes » de gouvernement et inaugurèrent cette résistance implacable aux envahisseurs qui constitue une des plus héroïques et des plus sauvages pages de leur histoire. Cependant la rigueur de la répression fut très

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. III, p. 158.
[2] Larrey, *Corresp. offic.* Rapport à l'intendant général de l'armée d'Espagne. Ms. 5874. B. N. F. F. N. Acq.

exagérée, et il y eut de l'hyperbole à mener indéfiniment le deuil des massacres commis ce jour-là par l'armée française, et à considérer Murat comme un bourreau. La vérité est qu'attaqués avec une féroce énergie, les soldats français, ne pouvant se laisser assassiner, se défendirent avec leur bravoure ordinaire. Ils perdirent cent quarante-cinq d'entre eux[1]. Les insurgés eurent de leur côté cent quatre-vingt-cinq morts et dix blessés[2]. Voilà à quoi se réduisirent « les Vêpres françaises du 2 mai ». Selon l'habitude, on amplifia ces pertes et on parla de milliers de victimes. Le grand-duc de Berg perdit ce jour-là toute possibilité de régner en Espagne, si tant est que l'Empereur y eût jamais songé. Il eut le tort, le lendemain de l'émeute, de faire fusiller, au Prado, quelques insurgés pris les armes à la main. La conscience nationale ne lui pardonna jamais ces exécutions. Les Espagnols avaient eu, au commencement, quelque entraînement vers ce superbe cavalier, dont le brillant costume et la prestance martiale, la réputation militaire flattaient leurs propres goûts. A partir de ce moment, ils lui vouèrent une aversion profonde.

Cependant Murat ne comprit pas la portée de cet événement et s'abusa jusqu'au dernier moment sur sa popularité et sur la pensée de l'Empereur. Il se voyait déjà roi, et jouait au souverain dans ce palais de Castille où il faisait régner l'étiquette des Tuileries; et, président de la junte, lieutenant général du royaume, commandant en chef de l'armée française, il en exerçait réellement le pouvoir. Mais bientôt ce rêve s'évanouit, et Napoléon lui apprit lui-même qu'il devait renoncer au trône d'Espagne. Il tenta de ruser et de se défendre, mais il commettait à chaque instant les plus lourdes fautes de gouvernement. L'armée espagnole désertait sous ses yeux pour aller rejoindre les insurgés, sans

[1] Chiffre donné par Murat. Larrey ne parle, dans son rapport à l'intendant général de l'armée, que d'une trentaine de blessés et d'une dizaine de morts; mais ce n'est là, sans doute, qu'un rapport incomplet. Rappelons-nous cependant que, de l'aveu de tous les historiens du temps, Larrey passe pour avoir toujours donné des renseignements scrupuleusement exacts.

[2] Ces chiffres sont pris sur les registres des paroisses. (Bibliothèque nationale de Madrid. Ms. P. V., 8-73.)

qu'il ait su prendre les mesures nécessaires pour entraver son départ. Le trésor était vide, le crédit nul. L'Empereur ne lui épargnait pas les témoignages de son mécontentement. C'était trop pour ce héros fait pour la guerre, mais non pour la diplomatie compliquée de Napoléon. Il devint sombre, préoccupé, finit par tomber malade et fit appeler Larrey.

Il était atteint du mal qui régnait dans l'armée française depuis son entrée en Castille, — la colique de Madrid, — affection spéciale caractérisée par des accès de violente douleur, des vomissements, la fièvre, la sécheresse de la peau, l'abattement des forces, l'atonie des viscères, et qui se dénouait parfois, en quelques jours, par la mort. Les médecins français n'étaient pas d'accord avec les praticiens de Madrid sur les causes de cette maladie. Pendant que ceux-ci l'attribuaient à des substances métalliques analogues à celles qui provoquent les affections saturnines[1], les chirurgiens de l'armée d'occupation déclaraient que ces substances n'y entraient pour rien. Larrey, qui s'occupa spécialement du problème qui fut alors soulevé, démontra que la colique de Madrid, — endémique sur tout le plateau qui s'étend de la capitale aux montagnes du Guadarrama, — était provoquée par des facteurs complexes, parmi lesquels les conditions climatériques, les grandes variations de température entre la journée et la nuit, une alimentation défectueuse, les boissons, surtout le vin liquoreux d'Espagne, que les marchands indigènes additionnaient de narcotiques, étaient les plus importants[2].

Les plus vaillants soldats ne sont pas toujours les malades les plus résolus. Larrey trouva le grand-duc de Berg dans un abattement moral inexprimable. Dépourvu de ressort et de réaction, croyant son dernier jour arrivé, il se laissait aller au découragement le plus profond. Larrey le rassura par d'énergiques remontrances et le traita par le moyen dont il avait déjà bien des fois expérimenté l'efficacité, apaisant

[1] Doctor Luzarraga, *Dissertacion sobre el colico.* (*Memorias de la Real Academia medical de Madrid.*)

[2] Larrey, *Mémoire sur la colique de Madrid.* Op. cit., t. III, p. 170.

les crises de douleur par des calmants et associant ensuite aux évacuants les médicaments diaphorétiques et toniques. Au moment où Murat entrait en convalescence, il fut affecté, — ce qui s'observait parfois, — d'accès pernicieux. Son état devint de nouveau très grave. Le quinquina à haute dose enraya les accès ; mais Larrey jugea à propos de lui faire quitter l'Espagne, qui aurait fini par lui être funeste. Il n'avait, du reste, plus rien à espérer de cette péninsule, dans laquelle il était entré avec la rayonnante vision de la couronne des Bourbons. Son aide de camp, Marbot, qu'il avait envoyé à l'Empereur, à Bayonne, était revenu avec des dépêches lui annonçant son élévation au trône de Naples. Ce fils d'aubergiste méridional trouvait la chute haute, et la compensation lui apparaissait décevante et au-dessous de son mérite... C'est cependant pour conserver ce royaume de Naples, dédaigneusement reçu, qu'il trabira, en 1813, la France et l'Empereur.

Il partit le 17 juin, encore malade, porté en litière et ayant avec lui un médecin que lui donna Larrey. Ses aides de camp et une nombreuse escorte l'accompagnaient; il arriva le 7 juillet à Bayonne, où l'attendait Caroline, et se rendit de là à Baréges, dont Larrey lui avait conseillé les eaux. Le général Savary, envoyé par l'Empereur, le remplaça dans le commandement de l'armée.

Le 25 juillet, Joseph arrivait à Madrid et prenait immédiatement le pouvoir. La capitale paraissait calme, mais les provinces entières étaient soulevées. Bessières remporta, sur l'armée révolutionnaire de Castille, la brillante victoire de Rio-Seco, qui parut un moment asseoir la nouvelle dynastie. Mais la capitulation de Baylen, en vertu de laquelle Dupont livrait une armée de vingt-cinq mille hommes, — dont la division Védel, forte de près de dix mille soldats et qui était bors des atteintes de l'ennemi, — fut un désastre sans précédent et compromit à jamais, aux yeux des Espagnols et de l'Europe attentive, la réputation d'invincibilité de l'armée française. Elle donna à l'insurrection un élan extraordinaire. L'armée d'Andalousie, libre désormais de ses mou-

vements, marcha sur Madrid. Joseph, arrivé à peine depuis huit jours, se vit obligé d'abandonner sa capitale et se retira, avec un corps d'armée, derrière Miranda. A cette même époque, l'impéritie de Junot faisait perdre à la France le Portugal.

Telle était donc la situation au mois d'août 1808. Larrey, qui avait rejoint à Burgos l'armée du maréchal Bessières, était profondément attristé par ces événements. Il avait vu périr à Madrid son élève Frizac, et son ami le chirurgien Talabert. Un autre de ses amis, le général René, un de ses vieux compagnons d'Égypte, avait été pris par les Espagnols sur la route de Cadix et supplicié avec des raffinements de cruauté. Il fut scié entre deux planches. Ces morts l'avaient profondément frappé. Pour la première fois depuis l'expédition d'Égypte il voyait chanceler la fortune de nos armes, et la connaissance qu'il avait acquise de l'Espagne et du peuple espagnol lui faisait mal augurer de l'issue de la campagne. Malgré ses efforts, le service de santé était médiocrement organisé. Les ambulances volantes étaient incomplètes et insuffisantes; elles manquaient de chirurgiens, d'appareils, de médicaments, de linge et de moyens de transport, c'est-à-dire de tout. Il pourvut, comme toujours, à ces lacunes par son ingéniosité. Il fit acheter des mules, sur lesquelles on chargea les caisses d'appareils, les objets de pansement, les instruments de chirurgie et les médicaments. Pour le transport des malades et des blessés, ses lourdes ambulances étant inutilisables; il eut l'idée d'employer les petits chars de la Biscaye, qui passent partout et gravissent des montagnes et des défilés inaccessibles à tout autre véhicule. Mais il lui fut très difficile de compléter le nombre de ses chirurgiens et ses approvisionnements. En l'absence de l'Empereur, il ne pouvait rien obtenir des intendants, qui dirigeaient les hôpitaux comme ils l'entendaient, évacuant les blessés sans même prévenir les chirurgiens, oubliant parfois les distributions de vivres et se refusant à payer son traitement et celui du personnel[1].

[1] Larrey, *Lettre au commissaire ordonnateur en chef de Sa Majesté catholique*, Miranda, 10 sept. 1808. Ms. 5874, p. 46. B. N. F. N. Acq.

Du reste, l'autocratie des intendants, — ce vice des armées impériales, — conséquence des pouvoirs exagérés consentis par l'Empereur, atténués par sa présence, s'accroissait dans des proportions considérables, quand il était absent. La correspondance officielle et privée de Larrey était remplie de plaintes à ce sujet, et cet inspecteur général, l'un des hauts dignitaires de l'Empire, dont la notoriété était européenne, dont la popularité était immense, en était arrivé à regretter les armées de la République, au temps où, petit chirurgien inconnu et obscur, il dirigeait, sous Custine et Beauharnais, le service de santé de l'armée du Rhin.

Les événements dont il était le témoin journalier, le pillage, l'incendie, les exécutions sommaires qui venaient répondre aux meurtres fréquents commis sur les soldats, les malheurs de toutes sortes qui fondaient sur les habitants, ajoutaient à sa tristesse. Pendant la retraite de Madrid, après Baylen, le roi Joseph et l'armée avaient été suivis de toutes les familles espagnoles, compromises pour la cause française, et qui ne se sentaient plus en sûreté dans la capitale. Les conditions dans lesquelles s'accomplissait cet exode touchaient le cœur du vieux soldat, dont tant d'années de guerre, tant de spectacles sanglants n'ont pu émousser la sensibilité.

« Ma bonne amie, écrivait-il à Laville après lui avoir énuméré tous les motifs de mécontentement, nous sommes malheureux, il est vrai; mais si tu voyais une quantité de dames de toutes les classes de la société madrilène, mais dont un grand nombre fort riches appartiennent au plus haut rang de la noblesse espagnole et ne sont jamais sorties qu'en équipage de leurs hôtels; si tu les voyais, ayant quitté Madrid à la hâte et sans avoir même pu emporter les objets les plus indispensables, marchant, confondues avec les soldats, dans le sable et la poussière, sous un soleil brûlant, que dirais-tu? Toutes ces familles opulentes sont maintenant sans subsistance, sans asile... Les unes, parvenues à un état de grossesse avancée, ne se traînent que péniblement; les autres tirent leurs enfants par la main; quelques-unes les allaitent au milieu du camp; et quelle caravane! Qu'il est

difficile de croire à cette misère!... Et comment la décrire? Tu verras quelques-unes de ces malheureuses, et elles te diront ce qu'elles ont souffert[1]. Nous n'avons donc pas lieu de tant nous affliger, et vraiment nous n'aurions pas raison. »

La compassion, chez Larrey, était toujours suivie d'actes positifs. Une lettre de lui à sa fille Isaure nous apprend, en effet, qu'il vint au secours des fugitives. Il apitoya sur leur sort les chefs de l'armée, obtint pour elles des distributions régulières d'aliments et leur assura des logements aux étapes. Il prodigua lui-même les soins les plus dévoués à celles qui tombaient malades. Un trait de sa touchante et délicate sollicitude eut pour résultat de faire courir, dans l'armée et à Paris, le bruit de sa mort. Voici comment : Il rencontra un jour une de ces malheureuses évanouie sur la route, serrant dans ses bras son enfant à demi mort d'inanition; il s'arrêta auprès d'elle et lui donna les secours qu'exigeait son état; après l'avoir ranimée, il la fit installer dans sa voiture et poursuivit sa route à pied sur Aranda. L'arrivée de cette voiture bien connue de l'armée sans son maître inspira des craintes sur son sort, et cette conjecture paraissait d'autant plus probable, que la nouvelle de l'assassinat d'un des chirurgiens de l'armée parvenait en même temps au quartier général. Le bruit de sa mort se répandit dans la garde impériale, où elle provoqua des scènes d'attendrissement. On vit de ces vieux soldats pleurer leur chirurgien et jurer de le venger. L'arrivée de Larrey sain et sauf à Aranda détermina des explosions de joie, et il se rendit compte, en ce moment, de l'attachement que lui portait l'armée[2].

[1] Larrey, *Correspondance privée*. Lettre à Mme Larrey, Burgos, 11 août 1808.

[2] Le roi Joseph lui exprima lui-même sa satisfaction de la fausseté de cette nouvelle.

« Hier, j'ai fait une partie du chemin de Haro ici avec le roi; j'étais en avant avec un de mes officiers, à cheval selon ma coutume et la giberne sur le dos. En me reconnaissant de loin, il a couru sur moi, s'est arrêté court et m'a demandé de mes nouvelles. Il m'a exprimé son contentement de me trouver vivant et m'a félicité. Il m'a entretenu avec une bonté et une affabilité rares. Après quelques observations sur mon service, je lui ai dit :

« — Je suis tout à l'Empereur, à Votre Majesté et à ma patrie, pourvu qu'on

Larrey se trouvait en ce moment, du reste, dans des dispositions d'esprit où l'homme le plus insensible, — et nous savons qu'il était, au contraire, fort compatissant, — est touché par le spectacle de semblables infortunes. Sa chère Laville était, à cette époque, dans un état de grossesse avancée, et il attendait avec la plus grande impatience le moment de sa délivrance. C'était une santé très frêle que celle de Mme Larrey, et son mari appréhendait avec raison cette redoutable épreuve. L'éloignement assombrissait encore son état d'esprit. Il faut voir les lettres qu'il écrivait, non à sa femme, qu'il ne voulait pas inquiéter, mais à sa fille Isaure, âgée de neuf ans et qui devenait sa confidente. C'est une particularité extraordinaire du caractère de Larrey, que sa façon d'être vis-à-vis de cette enfant. Il lui manquait évidemment la faculté du discernement des âges, et ses recommandations étaient de celles qu'il n'est d'usage d'adresser qu'à une grande personne. Par la même transposition mentale, il devait envoyer plus tard à son fils, jeune écolier de six à sept ans, ses *Mémoires et campagnes*, au lieu des historiettes qu'on a l'habitude de faire lire aux enfants. Ces singuliers procédés d'éducation précoce n'empêchérent cependant pas sa fille de devenir une femme accomplie, et son fils d'être un jour un des hommes les plus vraiment distingués de son temps. Il envoyait à Isaure des instructions détaillées sur l'hygiène de sa mère, sur la durée du repos au lit, son alimentation, puis sur le baptême. L'enfant, qui sera un garçon, — Larrey n'entend même pas examiner l'éventualité contraire, — s'appellera Félix-Hippolyte. « J'ajoute, dit-il, Félix, dans l'espérance qu'il sera plus heureux que son triste père. »

Au moment même où le chirurgien de la garde adressait ces prescriptions à sa fille, Mme Larrey était gravement malade ; elle traversait une crise des plus dangereuses. La fausse

assure l'existence de ma femme et celle de mes enfants, car je suis sans fortune.

« — Tranquillisez-vous, m'a-t-il répondu, mon frère vous aime trop pour laisser manquer votre famille. Vous serez récompensé. » (Larrey, *Lettre à Mme Larrey*, Miranda, 6 sept. 1808.)

nouvelle de la mort de son mari, s'étant répandue tout le long de la ligne de l'armée, était parvenue à Paris et lui avait été apportée à l'improviste. Sa délivrance eut lieu au milieu de redoutables crises nerveuses. Ribes la soigna avec le dévouement d'un ami et la science d'un maître; mais elle fut longtemps malade. On cacha à son mari cet accident, qu'il n'apprit que plus tard. Larrey reçut la nouvelle de l'événement à Vittoria, le 26 septembre. Ce fut une lettre de sa fille qui lui apprit la naissance d'un garçon « beau, dit-elle, comme un ange ». Il désirait depuis longtemps avoir un fils, et nous savons avec quelle joie peut être accueillie, dans une famille, la naissance longtemps attendue d'un enfant mâle. Mais les transports de Larrey dépassèrent tout ce qu'on peut imaginer, et ces témoignages de sensibilité extrême, — éclatant chez un homme d'action aussi intense, — déroutent toute psychologie. A peine a-t-il lu la lettre d'Isaure, qu'il éprouve une violente commotion et perd l'usage de ses sens; il revient à lui, et cet ancien volontaire de 1792 tombe aussitôt à terre pour remercier Dieu. Mais il ne peut rester dans sa maison, il faut qu'il sorte et qu'il fasse part de son bonheur à ses amis, et le voilà dans les rues de Vittoria, arrêtant tous ceux de ses camarades qu'il rencontre, allant frapper aux portes de ceux qu'il ne rencontre pas. Il se dirige même vers la résidence du roi Joseph pour lui apporter, à lui aussi, la lettre d'Isaure. Sur le seuil du palais, il est arrêté par l'étiquette, qui veut qu'on ne dérange pas un roi d'Espagne pendant la sieste.

Cet événement fut un rayon de bonheur dans l'existence de Larrey, pendant cette fatale guerre d'Espagne, et l'aida à supporter jusqu'à la fin les épreuves de la campagne.

[1] *Correspondance privée.* Larrey à sa fille Isaure, Vittoria, 28 sept. 1808.

II

Les opérations de guerre qui se traînaient péniblement depuis la retraite de Madrid allaient du reste entrer dans une phase active avec l'arrivée de l'Empereur. Larrey l'attendait avec impatience. « Je ne suis tranquille, écrivait-il, que lorsque l'Empereur est avec nous. Il me semble qu'il ne peut rien nous arriver quand il est là à la tête de l'armée ! »

Napoléon venait d'avoir avec Alexandre l'entrevue d'Erfurt. Croyant s'être assuré la tranquillité en Allemagne par les concessions qu'il fit à ce souverain[1], il entra en Espagne le 4 novembre et arriva le 7 à Vittoria. Une partie de la Grande Armée l'avait déjà précédé. C'était une masse de cent cinquante mille hommes de vieilles troupes, qui, jointe aux cent mille soldats déjà entrés dans la péninsule, présentait le total énorme de deux cent cinquante mille combattants. Voilà à quel effort immense était réduit l'Empereur dans une entreprise qu'il avait considérée au début comme une promenade militaire. L'armée espagnole, divisée en plusieurs corps d'armée, pouvait, de son côté, atteindre le chiffre de cent mille hommes, soldats disciplinés, volontaires, étudiants et prêtres, auxquels il faut ajouter les troupes anglaises alliées, comprenant environ trente mille soldats qui à eux seuls valaient toute l'armée espagnole.

Dès l'arrivée de Napoléon, les opérations, qui trop longtemps avaient langui, incertaines et timides, sous le vague commandement du roi Joseph, changèrent de face, et les Espagnols apprirent sa présence par la soudaineté et la vigueur des coups qui les frappèrent. Il enfonça le centre de leur armée à Burgos et s'empara de cette ville le 10 novembre. Le lendemain, le

[1] Il lui avait déjà permis de conquérir la Finlande. Il lui promit encore les provinces danubiennes. Alexandre devait reconnaître les événements accomplis en Espagne et contenir l'Autriche.

maréchal Victor défit leur aile gauche à Espinosa, et le 23 novembre Lannes remportait sur Castanos, le vainqueur de Baylen, et sur Palafox, qui commandaient l'aile droite, la victoire de Tudela. L'Empereur se dirigea alors sur Madrid par la route de Buytrago.

Larrey avait remis à Percy la direction du service chirurgical de l'armée et avait repris ses fonctions dans la garde. Il était avec celle-ci et l'Empereur à la bataille de Burgos. Cette victoire n'occasionna à l'armée que des pertes peu importantes. Larrey parle d'une centaine de blessés seulement[1]. Mais les Espagnols, qui ne tenaient pas en rase campagne et qui s'étaient débandés au premier choc de l'infanterie française, furent sabrés dans leur fuite par les cavaliers de Lassalle et de Milhaud, et, malgré leur étonnante agilité, jonchèrent le champ de bataille et ses environs de leurs morts et de leurs blessés. Larrey évalue à plus de deux mille le nombre de ceux qui furent ainsi mis hors de combat. Il fit ramasser les blessés, pansa tous ceux qui n'avaient pas reçu de secours et les plaça dans les hôpitaux de Burgos.

Quelques jours avant la bataille, Lannes, suivant à franc étrier l'Empereur qui, comme toujours, allait à une vitesse vertigineuse, fut désarçonné. La chute, qui eut lieu sur la route de Vittoria à Burgos, sur une pente dure, couverte de neige glacée, fut excessivement grave. Le cheval, en faisant un effort pour se relever, retomba sur la poitrine du maréchal et lui fit de nouvelles blessures. On le rapporta à Vittoria dans un état alarmant, couvert d'ecchymoses, offrant des signes de désordres graves dans la poitrine et dans les entrailles, le pouls petit, la face grippée, les extrémités froides. Le traitement que lui fit subir Larrey est loin d'être banal, et rappelle la thérapeutique primitive des âges les plus reculés. Comme la plupart des médications empiriques qui reposent sur des observations séculaires, elle était cependant loin d'être dénuée de bon sens et réalisait une indication pressante, celle de ranimer la calorification du blessé.

[1] *Corresp. offic.* Ms. 7874, p. 50. B. N. F. F. N. Acq.

Il se rappela avoir vu, dans sa campagne de Terre-Neuve sur la *Vigilante,* des naufragés de la frégate, jetés à demi morts sur la côte, merveilleusement guéris par les Esquimaux, grâce à un procédé qui l'avait vivement frappé. C'est ce procédé qu'il appliqua au duc de Montebello. Il fit écorcher vivant un énorme mouton et enveloppa le corps du maréchal de la dépouille fumante de l'animal. Il la croisa exactement et en fixa les bords; appliqua des flanelles chaudes sur les membres et lui fit prendre quelques cordiaux. Au bout de quelques heures, Lannes revint à la vie; une transsudation abondante se déclara, le pouls se releva, et au malaise et à la faiblesse du malade succédèrent un calme et un bien-être de bon augure[1]. Évidemment, Larrey s'était proposé le même but que nous recherchons aujourd'hui, quand nous entourons de feuilles d'ouate des pieds à la tête un opéré ou un malade dont la température s'est abaissée; mais, quoique plus extraordinaire, son procédé emprunté aux indigènes de Terre-Neuve était aussi plus énergique. Il acheva la guérison de Lannes par des moyens appropriés, et le huitième jour celui-ci était en état de suivre de nouveau l'Empereur à cheval et de remporter, peu de temps après, la bataille de Tudela.

Le 29 novembre, Napoléon marcha sur Madrid et arriva dans la journée au pied du Guadarrama, à Bocequillas. Larrey était avec l'avant-garde, commandée par Savary. Les Espagnols se flattaient d'arrêter l'armée française dans les gorges de la montagne, et avaient réuni au défilé qui porte le nom, devenu célèbre, de Somosierra, une force de douze à treize mille hommes et treize pièces d'artillerie. Il leur paraissait impossible que ce passage difficile, ainsi défendu, pût être forcé. Ils ne connaissaient pas encore l'Empereur. Il fit enlever la gorge par les lanciers polonais commandés par Montbrun.

Ce fut, dit Larrey, un des plus beaux faits de guerre auxquels il eût assisté. A la tête de ses escadrons, Montbrun

[1] Larrey, *op. cit.*, t. III, p. 246.

gravit au galop les pentes de la montagne à travers un feu violent. Arrivé au sommet, il mit pied à terre avec ses cavaliers, courut aux retranchements dont les palissades furent aussitôt arrachées. Après avoir sabré les servants des pièces d'artillerie, il remonta à cheval et se précipita à la tête de ses lanciers sur les Espagnols. Ceux-ci prirent aussitôt la fuite. Mais, sur ce terrain qui allait en s'élargissant sur la pente opposée de la montagne, leur singulière rapidité à la course les servit moins encore qu'à la bataille de Burgos. Les cavaliers, lancés à toute vitesse, ne tardèrent pas à les atteindre avec leurs longues lances, et la plupart restèrent sur le terrain. Quand l'Empereur arriva à son tour sur le défilé, il aperçut le drapeau français flottant sur Buytrago, et vit au delà de la ville, à une lieue dans la plaine, la cavalerie de Monthrun poursuivant toujours les fugitifs.

Ce brillant combat, — un des plus extraordinaires de l'histoire des guerres, — ne coûta guère au régiment polonais qu'une trentaine de blessés; parmi eux était Philippe de Ségur, qui reçut une balle dans le ventre. Le projectile, traversant les tissus, se logea dans la colonne vertébrale, probablement dans l'intervalle des apophyses transverses. Larrey se garda d'aller l'y chercher[1], et se contenta d'appliquer un appareil sur la plaie. Celle-ci fut promptement cicatrisée, et le jeune officier put se rendre à Paris, où l'Empereur le chargea de porter au Corps législatif les drapeaux pris à Burgos et à Somosierra. Larrey pansa et opéra tous les blessés français et espagnols sur les bords du chemin escarpé de la montagne. Il les fit transporter par les voitures de ses ambulances à Buytrago et, de là, à San-Martino, près de Madrid[2].

La route de Madrid se trouvant libre, l'Empereur arriva sous ses murs le 2 décembre, — jour anniversaire du cou-

[1] Larrey, *Relation médicale des campagnes et voyages*, p. 393.
Philippe de Ségur, qui fut fait colonel à la suite de sa brillante conduite à Somosierra, était le futur historien de Napoléon Ier (*Histoire de Napoléon et de la Grande Armée en* 1812, Paris, 1826).

[2] *Corresp.* Ms. 7774, p. 50. B. N. F. F. N. Acq.

ronnement, — et entra le 4 dans cette capitale, qui se rendit après quelques tentatives de défense. Larrey s'installa de nouveau chez son hôtesse, la vieille marquise de Bogida, et prit possession du grand hôpital qu'il avait déjà occupé. Son repos ne fut pas de longue durée.

L'anéantissement des armées espagnoles allait, en effet, placer l'armée anglaise, débarquée pour prêter la main aux insurgés, dans une situation très critique. Pour éviter un désastre inévitable avec un adversaire comme Napoléon, leur commandant Moore prit le parti de battre en retraite. Dans ce but, tout en portant ses avant-gardes à Valladolid pour avoir l'air de menacer les communications des Français, il avait placé sa ligne d'évacuation sur la route de la Corogne, c'est-à-dire dans la direction de la mer et de sa flotte d'embarquement. Mais l'Empereur devina sa pensée et résolut de lui couper la retraite. On se remit en campagne. Larrey narre les pénibles marches de l'armée française à travers les montagnes du Guadarrama, par des chemins affreux, un froid de neuf degrés et des rafales de neige qui fouettaient le visage et empêchaient d'avancer. Il fit une partie de l'ascension à cheval sur un canon, à l'imitation de l'Empereur et des généraux.

L'armée se dirigea ensuite sur Medina del Campo et Benavente. La température s'était adoucie, mais le dégel avait succédé à la glace; la pluie tombait serrée; les chemins étaient de vrais bourbiers, et la marche excessivement pénible. L'Empereur, tout entier à sa poursuite, entraînait cependant ses troupes sur les pas de l'armée anglaise, qui précipitait sa retraite vers la Corogne, faisant sauter les ponts derrière elle. Il atteignit son arrière-garde à Benavente et la poursuivit jusqu'à Astorga, ville distante de quinze lieues de France, que, dans son impatience, il fit franchir à ses soldats, par un temps affreux et d'abominables routes, en une seule étape. L'engagement de Benavente, avec l'arrière-garde anglaise, fournit soixante blessés qui furent pansés sur le champ de bataille par les chirurgiens des chasseurs de la garde, que leur chef, Lefebvre-Desnouettes, avait

imprudemment engagés. Larrey note un trait ici qui prouve que les chirurgiens militaires de cette époque, le plus souvent improvisés au moment d'une campagne, connaissaient imparfaitement le traitement des blessures de guerre. Ils avaient, en effet, réuni les plaies des blessés, provenant toutes de coups de sabre portés par la cavalerie anglaise, avec des aiguilles autour desquelles ils avaient placé une suture entortillée. Quand Larrey arriva, il se douta du résultat; il leva les appareils et trouva les chairs déchirées par les aiguilles et les plaies désunies. Il fut obligé de recommencer l'opération, en avivant les bords de la plaie et en recousant par une suture entrecoupée.

Arrivé à Astorga le 2 janvier, l'Empereur reçut des dépêches qui ne lui laissaient plus de doute sur les préparatifs de guerre de l'Autriche. Celle-ci allait, en se sacrifiant encore une fois, sauver la Grande-Bretagne. Napoléon se crut obligé de renoncer à la poursuite de Moore et la confia à Soult. Ce fut le salut de l'armée anglaise, qui aurait dû trouver son tombeau dans la péninsule. Moins vigoureusement poursuivie, attaquée avec hésitation même quand elle fut obligée d'offrir le combat, servie par les rivalités qui existaient entre les chefs de corps d'armée, — en l'absence de l'Empereur, — elle parvint à gagner la Corogne et à s'embarquer (17 et 18 janvier 1809).

Après avoir commis cette faute incalculable, — car, la suite le démontra, il aurait eu le temps de prendre les Anglais ou de les jeter à la mer, — Napoléon se dirigea sur Valladolid, où il établit son quartier général. Se trouvant ainsi plus rapproché de la France et prêt à partir à la première nouvelle fâcheuse, il donna ses dernières instructions militaires à ses chefs de corps d'armée. A ce moment, les Français occupaient tout le nord de l'Espagne jusqu'à Madrid. Saint-Cyr avait pris Barcelone et soumis la Catalogne. Les Anglais allaient être rejetés hors du sol espagnol. La prise de Saragosse, qui avait traîné en longueur, mais qu'il venait de confier à Lannes, n'était qu'une affaire de semaines. Il ne restait plus qu'à soumettre le midi de l'Espagne. C'eût été

un jeu pour Napoléon. Mais, les préparatifs de la guerre qui s'annonçait en Allemagne l'obligeant bientôt à rentrer à Paris, il se décida, avec trop de confiance, à abandonner à ses lieutenants une tâche devant laquelle leurs divisions, leurs jalousies réciproques et l'absence d'autorité et de compétence du roi Joseph devaient les faire si complètement échouer, et il quitta Valladolid le 17 janvier.

Il voyageait à franc étrier. Thiébault qu'il avait nommé au commandement de Vittoria et qui s'y rendait avec les allures et le train d'un satrape, mollement allongé dans sa calèche attelée de trois superbes chevaux, entouré d'une nuée d'aides de camp à cheval, de secrétaires, de dragons d'escorte, de domestiques galopant à sa portière, fut dépassé par deux cavaliers, courant à toutes brides sur la grande route. C'était l'Empereur et Savary, le premier enfonçant ses éperons dans le ventre de son cheval et frappant à tour de bras la monture de son aide de camp pour activer encore son train. A une minute en arrière couraient Duroc et le mameluk Roustan, plus loin encore les guides que Napoléon distançait et qui s'épuisaient en efforts pour l'atteindre. Il y a vingt-trois lieues d'Espagne entre Valladolid et Burgos; l'Empereur les parcourut en trois heures et demie, et durant ce raid extraordinaire à travers un pays infesté de guérillas il n'eut à ses côtés que Savary[1].

En partant, Napoléon laissait Larrey à Valladolid. Préoccupé de l'état des hôpitaux de cette place, qui contenait un grand nombre de blessés et de malades, et dont l'état sanitaire laissait à désirer, il ordonna à Berthier, major général de l'armée, d'en enlever la direction à Percy resté à Madrid, et de charger le chirurgien de sa garde de leur inspection générale[2]. Larrey, dans ces nouvelles fonctions, eut le privi-

[1] Thiébault, *Mémoires*, t. IV, p. 280.
« Cette rapidité serait incompréhensible, si on ne savait qu'un grand nombre de chevaux de selle de l'Empereur étaient échelonnés sur sa route. Ainsi, de Valladolid à Burgos, il avait six relais de neuf chevaux, dont deux pour lui, sept autres pour les personnages de son service. » (Savary, *Mémoires*, t. III, p. 40.)

[2] *Ordre du jour du 24 janvier* 1809, *au quartier général de Valladolid* Mss. B. N.

lège d'exercer un des plus beaux attributs du médecin, la sollicitude envers l'ennemi vaincu. Dans cette dernière campagne de la Galice, on avait fait un nombre considérable de prisonniers anglais, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de femmes et d'enfants, que selon leur habitude les régiments britanniques traînaient à leur suite. L'Empereur, toujours préoccupé de la question d'humanité vis-à-vis de l'ennemi vaincu, — constamment et infiniment supérieur, même à ce point de vue, à tous ses adversaires, — ne voulut pas qu'on les abandonnât ou qu'on les séparât de leurs pères et de leurs maris, et leur ordonna de les conduire avec eux à Valladolid. Ils furent enfermés dans une caserne qui leur servit de prison. Napoléon avait ordonné qu'ils fussent bien traités. Or voici comment ses intentions furent remplies. La fièvre typhoïde, mal connue alors et désignée sous le nom de fièvre adynamique, s'était déclarée dans les hôpitaux de Valladolid, où elle exerçait des ravages considérable. Larrey, observant que cette affection sévissait plus particulièrement sur les prisonniers de guerre qui la transmettaient à nos soldats, et que la mortalité était parmi eux de beaucoup supérieure à celle des Français, voulut remonter à la cause et fut visiter la prison dans laquelle ils étaient détenus et qui n'était autre qu'une caserne espagnole. Il fut profondément affecté du spectacle qui s'offrit à ses yeux. Les malheureux soldats anglais, déjà exténués par le pénible trajet qu'ils venaient d'accomplir à travers les montagnes des Asturies et les privations qu'ils avaient subies, étaient couchés sur les dalles, sans paille ni couverture. La plupart étaient privés de vêtements, n'avaient ni capotes, ni chemises, ni bas, ni chaussures. Ils étaient mal et insuffisamment nourris, n'avaient pour se désaltérer qu'une eau malsaine. La caserne elle-même était dans de déplorables conditions de salubrité. On conçoit bien là la genèse de l'épidémie de fièvre adynamique.

Larrey s'empressa de séparer les malades des prisonniers bien portants et de les envoyer à l'hôpital. Il adressa ensuite au maréchal Bessières et à l'ordonnateur Michaud un rapport

dans lequel il exposait leur situation, et n'eut pas de repos qu'on ne l'eût améliorée. Il fit organiser pour eux un hôpital spécial hors de la ville. Il exigea qu'une alimentation plus saine et plus abondante leur fût distribuée, qu'on leur fournît des vêtements, des paillasses et des couvertures, et prescrivit un traitement particulier pour les femmes et les enfants. Il obtint enfin qu'une autre caserne salubre et spacieuse, bien aérée et située en dehors de la ville, fût affectée aux prisonniers bien portants. Il fit mieux, il fit envoyer en France la plupart des malades après leur rétablissement. Grâce à ces mesures, il enraya l'épidémie et eut la consolation de soulager et de conserver à la vie des hommes qui auraient certainement presque tous succombé[1].

Ici, il faut renouveler une réflexion. Si tels étaient les procédés de Larrey vis-à-vis des prisonniers anglais, peut-on penser que le gouvernement britannique, qui ne put pas ne pas en avoir connaissance, exerça la réciprocité vis-à-vis de ses prisonniers français? Ce serait mal connaître l'Angleterre que de le croire. Ce peuple, qui possède tant de grandes et viriles qualités, était ce qu'il est resté de nos jours, dur et implacable aux vaincus. Il persista à entasser nos soldats sur ses pontons avariés et à les faire mourir, dans cet étroit espace, de misère et de maladies infectieuses, sans qu'il se trouvât dans l'armée anglaise un Larrey pour protester contre ces odieux traitements.

Valladolid était un point important situé sur le passage des troupes et des malades. Larrey se vit obligé d'y multiplier le nombre des hôpitaux; mais grâce à Bessières, dont la sollicitude pour la santé des troupes était sans bornes, et à l'ordonnateur Michaud, qui fut un des bons administrateurs de l'Empire, rien ne manqua de ce qui était nécessaire, ni en personnel, ni en matériel, ni en médicaments, ni en pansements. C'était ainsi partout où se trouvait Larrey. Comme l'Empereur, il faisait des prodiges et tirait ses malades des cir-

[1] Larrey, *Corresp. officielle.* Rapport au maréchal Bessières, 6 février 1809. Lettre à l'ordonnateur Michaud, 16 février 1809. Lettre à l'ordonnateur Giraud, 24 février 1809. Ms. 5874, pp. 53-57-59. B. N. F. F. N. Acq.

constances les plus difficiles. Mais, de même que là où n'était pas Napoléon les affaires militaires périclitaient, là où manquait Larrey le service de santé ne fonctionnait plus qu'imparfaitement : les hôpitaux étaient mal tenus, les blessés étaient souvent dénués de tout, et les administrateurs, qui n'avaient plus à redouter son rigide dévouement, son infatigable sollicitude et l'autorité dont il jouissait auprès de l'Empereur, se laissaient aller à l'incurie ou à l'insouciance du sort des blessés, quand ce n'était pas à la criminelle dilapidation des ressources qui devaient leur être affectées.

Ainsi, l'état des hôpitaux de la ligne d'évacuation de Valladolid à la frontière, qui ne rentraient pas dans la zone soumise à sa surveillance, était déplorable. Ces établissements constituaient de véritables cloaques, dans lesquels n'existaient ni hygiène, ni propreté, ni literie, ni distributions fixes. Les blessés français s'y trouvaient confondus avec les prisonniers espagnols et anglais. Les maladies n'étaient pas mieux classées que les malades, et les fiévreux, les contagieux et les blessés croupissaient ensemble[1]. Les chirurgiens, animés de la meilleure volonté, s'agitaient, réclamaient, se désespéraient; mais leur patriotisme et leur bonne volonté se brisaient contre la force d'inertie administrative. On conçoit devant ce tableau comment fondirent les troupes françaises en Espagne. Elles payèrent certainement une mortalité plus considérable à la maladie qu'aux armes espagnoles.

Cependant la guerre d'Autriche est de plus en plus imminente. L'Empereur a fait rentrer sa garde; il a rappelé Lannes, qui a enfin forcé Saragosse à capituler. Il fait ordonner à Larrey de revenir à Paris. Mais celui-ci est à son tour malade. Tant de travail et de fatigues ont fini par venir à bout de la plus solide constitution de l'armée, et il a contracté le typhus de ses prisonniers anglais à Valladolid. Le courageux chirurgien trouve cependant la force de se mettre en route pour Burgos. Mais le délire le prend en chemin, et il aurait, dit-il,

[1] *Corresp. officielle*. Lettre à l'ordonnateur Michaud. Ms. 5874, p. 59. B. N. F. F. N. Acq.

péri sans le secours de son jeune parent et élève Alexis Larrey, qui l'accompagnait. Il arrive à Burgos dans l'état le plus grave. Il est, dans cette ville, l'objet des soins les plus éclairés et les plus assidus de la part de ses confrères de l'armée, et entre heureusement en convalescence au bout de quelques semaines. Il quitte alors cette Espagne où il a tant souffert, et le registre de sa correspondance officielle dans la péninsule est clos par cette dernière ligne :

« Parti de Valladolid le 7 mars, arrivé à Paris le 4 avril. »

CHAPITRE XVI

I. Campagne d'Autriche. — Commémoratifs des opérations tactiques de Napoléon en Allemagne. — Larrey rejoint l'armée et la garde à Augsbourg. — Manifestation des officiers et des soldats. — Bataille d'Essling. — Lannes, Masséna et Larrey. — Les ambulances de Larrey à Essling. — La blessure de Lannes. — Consultation avec Yvan, Lanefranque et Panlet. — Amputation de la jambe de Lannes. — Entrevue du blessé et de l'Empereur. — Récits de Marbot et de Larrey. — Note de Larrey à Ribes pour le directeur des beaux-arts Denon. — Blessures des généraux Saint-Hilaire, Claparède et Mouton. — Les blessés dans l'ile de Loban. — Larrey se surpasse en activité et en dévouement. — Il fait abattre les chevaux du général Boudet et les siens pour faire du bouillon. — Évacuation des blessés sur Vienne et Ebersdorf. — Derniers moments et mort de Lannes. — Embaumement, par Larrey et Cadet de Gassicourt, du corps du maréchal. — II. Préparatifs de l'armée en vue de la reprise des hostilités. — Passage du Danube. — Bataille de Wagram. — Les blessés de Wagram. — Blessures produites par l'artillerie comparativement à celles qui furent effectuées par le fusil. — Différents et singuliers traumatismes produits par le boulet. — Un boulet dissimulé dans la coisse. — L'ambulance de Larrey à Wagram. — Blessures de Corbineau, de Daumesnil, de Sainte-Croix, de d'Aboville. — Larrey opère ce dernier malgré son état désespéré. — Napoléon à la recherche des blessés. — Sa conversation avec Larrey. — Générosité de l'Empereur. — Guérison inespérée de d'Aboville. — Anecdote : les honoraires d'un millionnaire. — Anecdote : un client imprévu de Larrey ; un grenadier de la garde faisant la guerre avec un enfant sur les épaules. — Armistice de Znaïm. — Mécontentement de l'armée. — Dotation et baronnie de Larrey. — Gratifications de l'Empereur aux blessés. — Sa partialité vis-à-vis des chirurgiens. — Traité de Vienne. — Apogée de la puissance de Napoléon. — III. Retour de Larrey à Paris. — Son rapport officiel à Bessières sur les blessés de Wagram. — Larrey pendant les années 1810 et 1811. — Anecdotes : retard à une invitation à dîner aux Tuileries ; Larrey pris pour l'archevêque de Paris. — Est interrogé au bal masqué par Napoléon. — Encore d'Aboville. — Émilie Benoît et Napoléon. — L'Empereur pris à son propre piège. — Rédaction et publication des trois premiers volumes des *Mémoires et campagnes*.

I

Larrey arriva à Paris encore malade et fatigué, et dut prendre quelque repos avant de se remettre en campagne. Le départ de l'Empereur était imminent. Tout en désirant passionnément la paix qui lui était indispensable pour en finir

avec l'Espagne, il s'était, avec sa sagacité ordinaire, préparé à la guerre et avait employé ces derniers mois à organiser d'une façon redoutable son armée d'Allemagne. Elle se composait de cent quatre-vingt-dix mille hommes répartis entre Ulm, Augshourg et Ratishonne, auxquels venaient se joindre les contingents bavarois, saxons et les autres forces de la Confédération, soit cent dix à cent quinze mille hommes de plus. Elle était commandée, sous sa direction suprême, par Davout, Lannes et Masséna. Berthier en était le major général et Daru l'intendant général. Des Genettes dirigeait le service médical. Percy était resté en Espagne, c'est à Heurteloup qu'avait été confiée la direction du service chirurgical de l'armée. Larrey était comme à l'ordinaire à la garde impériale.

Napoléon partit le 13 avril 1809 de Paris avec Joséphine, qu'il laissa à Strasbourg. Le 17, il se trouvait à Donauwerth, sur le théâtre même de la guerre, ayant voyagé avec une impatience fébrile et laissé derrière lui sa garde, sa maison militaire, son état-major et ses chevaux. De ce point central, il lança dans toutes les directions des officiers chargés de ses ordres pour la concentration des troupes. Il prescrivit à Davout de quitter Ratishonne, à Masséna d'abandonner Augshourg et de se rallier l'un et l'autre vers Neustadt.

Par cette belle opération tactique, — une des plus remarquables de sa carrière, — il réunissait en un seul groupe son armée, auparavant divisée en deux fractions isolées, tandis que l'archiduc Charles, qui commandait l'armée autrichienne, exécutait au contraire l'opération inverse, et divisait ses forces pour atteindre les deux maréchaux français qu'il croyait encore séparés. Conséquence : écrasement de l'armée autrichienne à Ahensberg le 30 avril, et défaite de l'archiduc à Ratishonne[1] deux jours après. Le 11 mai, l'Empereur était sous les murs de Vienne.

[1] C'est au siège de Ratisbonne que Napoléon reçut peut-être la seule blessure de sa vie. Une balle morte vint le frapper à la cheville du pied droit. L'accident était insignifiant et n'eut aucune suite. La plupart des auteurs de Mémoires disent qu'il fut immédiatement examiné et pansé par Larrey. Cela n'est pas exact. Le chirurgien en chef de la garde n'était pas arrivé. Ce fut Yvan qui le soigna et

Pendant que ces événements s'accomplissaient, Larrey se mettait en route pour rejoindre la garde impériale, qui avait voyagé en poste et était déjà rendue en Bavière. Il quitta Paris, encore convalescent et insuffisamment rétabli, le 29 avril. Arrivé à Strasbourg, il fut faire une visite à l'Impératrice, qui l'accueillit avec son charme ordinaire, lui demanda avec intérêt des nouvelles de sa femme et le félicita sur la naissance de son fils. Il apprit dans cette ville les victoires d'Abensberg et d'Eckmühl, et précipita son voyage pour rejoindre plus vite l'armée. Il passa par Munich, où il revit son ami l'anatomiste Sœmmering, et rencontra la garde sur la route d'Augsbourg à Vienne. Dès qu'ils aperçurent leur chirurgien, les officiers et les soldats arrêtèrent sa voiture et l'entourèrent en l'acclamant. Il eut beaucoup de peine à continuer sa route, car les mêmes manifestations se reproduisaient partout où il était reconnu. Il arriva enfin à Schœnbrünn, où était l'Empereur avec son quartier général, le 12 mai. Vienne venait d'ouvrir ses portes après une courte résistance, et l'entrée des troupes était fixée au lendemain matin. Il se rendit auprès de Napoléon, qui le reçut avec bonté et lui donna l'ordre de disposer ses ambulances pour la deuxième partie de la campagne. L'occupation de la capitale ne terminait pas, en effet, la guerre. L'archiduc Charles défendait la rive gauche du Danube avec une armée de cent mille hommes, et, pour aller l'attaquer, il fallait tenter une des entreprises les plus périlleuses de l'art militaire : le passage d'un immense fleuve sous le feu de l'ennemi.

On sait comment se dénoua cette opération accomplie si aisément, et comment la bataille d'Essling, qui aurait dû être une victoire décisive, inaugura les grands carnages de la seconde partie de l'Empire, et faillit être un immense désastre. La rupture des ponts du Danube, renouvelée deux fois de suite, le 21 et le 22 mai, priva le premier jour l'Em-

appliqua un léger appareil. L'Empereur, du reste, remonta immédiatement à cheval. Larrey n'attache pas une grande importance à cette blessure, puisqu'il dit textuellement que la seule blessure qu'il eût jamais reçue fut le résultat d'un coup de pied de cheval en Égypte, dans le désert de Damanhour.

pereur d'une partie de ses forces restées sur la rive droite, et le lendemain de ses munitions au moment même où Lannes enfonçait le centre ennemi et assurait la victoire. Un moment tout fut compromis, et il fallut l'intrépidité des généraux et la superbe tenue des troupes pour garder le champ de bataille et assurer la retraite dans l'île de Lobau.

Quatre hommes s'illustrèrent à Essling, entre tant d'autres qui firent magnifiquement leur devoir : Lannes, qui y fut blessé mortellement, Masséna, qui conserva avec une indomptable ténacité le village d'Aspern et l'unique pont par lequel l'armée pouvait effectuer sa retraite dans l'île de Lobau, Mouton, qui reprit Essling, et Larrey, qui fut égal à lui-même, tel qu'il s'était montré à Eylau et à Friedland, mais dont la gravité des événements fit encore mieux ressortir l'habileté, l'autorité et l'infatigable dévouement.

Le chirurgien en chef de l'armée était, nous le savons, Heurteloup, ancien membre du Conseil de santé sous la République, et que ses anciens services et son âge avaient désigné, cette fois, à cette haute situation. Resté sur la rive droite avec le corps de Davout, il ne se trouva pas sur le champ de bataille d'Essling, et Larrey, seul inspecteur général présent sur le terrain, fut, en fait, le véritable chirurgien en chef, et nous le voyons diriger indistinctement le service chirurgical de la garde et celui des autres corps de l'armée. Il plaça son ambulance principale sur la rive gauche à la lisière d'un petit bois. Elle était reliée avec les ambulances volantes de la garde et avec les autres ambulances établies par ses soins dans l'île de Lobau. Ses principaux collaborateurs, tous hommes de grande valeur, étaient Zinck et Boussenard, qui déjà avaient servi sous ses ordres en Égypte ; Paulet, chirurgien en second de la garde ; Ferrus, Gauthier de Claubry, Mouton, Maupas, etc. Par moments, Yvan et Lanefranque, de la maison de l'Empereur, se joignirent à lui et vinrent le seconder. Ribes, dont il regretta beaucoup l'absence, était resté à Paris.

Les blessés ramenés par les ambulances volantes ou portés par des soldats à l'ambulance centrale étaient opérés sur-le-champ si leurs blessures étaient graves ; on évacuait sur l'île

tous ceux qui, n'étant atteints que de blessures légères, pouvaient être transportés sans danger. Les fusiliers de la garde, qui étaient restés en ligne, décimés par une pluie de mitraille à laquelle le défaut de munitions les empêcha de répondre, firent de grandes pertes et encombrèrent le soir les ambulances. Mais le blessé le plus important de la journée, tant par l'élévation de son rang dans l'armée que par la gravité du traumatisme qu'il subit et les regrets unanimes que laissa sa mort, fut le maréchal Lannes. Larrey, son fidèle ami, à qui incomba le douloureux devoir de l'opérer et de le soigner, nous a laissé l'histoire de sa blessure.

Tous les Mémoires où sont relatées ces sanglantes campagnes de l'Empire notent de remarquables traits de sinistres pressentiments éprouvés la veille ou le matin même du combat par de vaillants officiers, et justifiés le lendemain par une blessure mortelle. Lannes, qui avait bravé tant de fois la mort, — il était l'homme qui avait été le plus souvent blessé de l'armée française, — offrit un de ces singuliers exemples de prévision de sa fin. Au moment où il montait à cheval le 20 mai pour se rendre à l'île de Lobau, le docteur Lanefranque, médecin de la maison de l'Empereur, s'approcha de lui et le complimenta. Lannes lui répondit en lui exprimant gravement ses appréhensions sur le résultat de la journée et ajouta que, dans tous les cas, le combat qu'il allait livrer serait le dernier[1]. Pendant cette bataille de deux jours, il joua un très grand rôle, spécialement le 22, où il supporta le poids principal du combat. Après avoir repoussé les premières attaques de l'archiduc, il avait pris à son tour l'offensive et enfoncé le centre de l'armée autrichienne. La bataille était gagnée. C'est à ce moment que l'Empereur, prévenu de la rupture du grand pont qui privait l'armée de ses munitions, donna l'ordre de s'arrêter. Mais il fallait tenir jusqu'au soir pour ne pas être jeté dans le Danube. La journée se passa à prendre et à reprendre les villages d'Aspern

[1] Larrey, *Note manuscrite*. — Constant, *Mémoires*. — Lanefranque, *Lettre à Mlle de Guéhéneuc*.

et d'Essling, qui n'étaient plus que des amas de décombres, et à repousser les attaques de l'archiduc Charles, dont les pertes furent énormes et qui dut, en définitive, renoncer à l'espoir d'enlever les positions françaises.

Il y avait tant de morts, qu'on se retranchait avec des cadavres. Pendant ces luttes opiniâtres, Lannes vit blesser mortellement le commandant d'une de ses divisions, le brave général Saint-Hilaire, auquel un boulet enleva les deux pieds. Tous les officiers de son état-major furent blessés ou tués. Le capitaine d'Albuquerque, un des rares officiers espagnols ayant pris du service dans l'armée, que son caractère romanesque, son esprit, sa bravoure, faisaient aimer de tous, fut enlevé de cheval par un boulet et jeté mort aux pieds du maréchal. Le brillant Labédoyère, qui devait avoir une fin tragique en 1815, reçut un coup de biscaïen dans le pied; un autre, de Viry, fut blessé à l'épaule. La Bourdonnaye, renversé par un boulet, fut relevé à demi mort. Marbot, alors capitaine et non colonel, comme dit Thiers[1], en portant un ordre de Lannes à Saint-Hilaire, eut sa part de la pluie de mitraille qui s'était abattue à ce moment sur ce général et son état-major, et fut blessé à la cuisse. Il alla se faire panser à une ambulance.

Déjà la charpie et le linge manquaient. Le chirurgien lui enfonça dans sa blessure un paquet de la grosse étoupe avec laquelle on bourrait le canon. On comprend combien ce pansement primitif devait le faire souffrir. Il revint cependant se ranger aux côtés du duc de Montebello et ne le quitta plus. Vers six heures, la journée allait être finie, le maréchal revenait du champ de bataille et se dirigeait lentement vers le quartier impérial. Les résultats négatifs et cependant si meurtriers de la bataille l'avaient attristé. Quelques instants auparavant, le général Pouzet, ancien sergent au régiment de Champagne, qui avait été son instructeur sous la Révolution, aux volontaires du Gers, et auquel

[1] L'Empereur l'avait promu chef d'escadron quelques semaines auparavant; mais le brevet ne lui fut décerné qu'après Wagram.

il portait un attachement filial, venait d'être tué raide à ses côtés d'une balle dans la tête. Ce tragique événement, qui l'avait touché dans ses affections intimes, avait encore assombri son esprit. Pendant qu'il s'absorbait dans de muettes réflexions, un petit boulet de trois arriva sur lui en ricochant, traversa le genou gauche dans son épaisseur et effleura ensuite la cuisse droite, lésant les téguments et une partie du muscle vaste externe. Le maréchal fut renversé sous le coup; il s'écria qu'il était blessé, et, croyant n'être atteint que légèrement, essaya de se relever, mais retomba aussitôt, impuissant et à demi évanoui [1].

L'ambulance centrale où se trouvait Larrey, à la lisière du bois d'Essling, était située à une petite distance du lieu où le maréchal avait été frappé. Prévenu aussitôt, il accourut et l'y fit transporter. L'état général du blessé était excessivement grave; le pouls était misérable, le visage décoloré, la voix éteinte, les yeux larmoyants. La conscience était diminuée, et il ne se rendait, à ce moment, aucun compte de son état. L'examen de la blessure expliqua vite la gravité de ces phénomènes. L'articulation du genou gauche était béante, avec les tissus dilacérés, les ligaments déchirés, les os fracturés et l'artère poplitée divisée. La blessure de la jambe droite n'offrait aucune gravité. Larrey, profondément impressionné, fit appel à toute sa fermeté. Il voyait clairement que, dans l'état de stupeur et de prostration où était le blessé, l'opération, c'est-à-dire l'amputation de la jambe, ne pouvait offrir que peu de chances de succès. Mais il percevait d'une façon encore plus certaine que Lannes allait succomber si on n'intervenait pas. Son parti de ne pas refuser à son illustre ami la seule chance qui lui restât de sauver sa vie était arrêté, mais il voulut d'abord provoquer une consultation. Il manda de l'île Lobau Paulet, son chirurgien en second de la garde, et Yvan, qui se trouvait au quartier impérial, et les réunit avec les principaux chirurgiens de la garde. Dans la consultation Yvan se déclara contre l'amputation, mais Paulet et les autres

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. III, p. 25. Note inédite.

chirurgiens se rallièrent à l'avis de Larrey. L'ablation du membre fut résolue, et il fut décidé qu'elle serait immédiatement pratiquée.

Le moment où il convient de pratiquer une amputation reconnue indispensable était alors très discuté. Certains chirurgiens voulaient qu'on attendît que le choc dans lequel est plongé l'organisme après un grand traumatisme, fût dissipé et que les blessés aient résisté aux premiers accidents. D'autres, au contraire, à la tête desquels se plaçait Larrey, préconisaient l'opération immédiate et soutenaient qu'elle offre infiniment plus de chance de réussite quand elle est pratiquée avant l'apparition de la fièvre et le développement des complications suppuratives. La conviction de Larrey était à ce sujet absolue et inébranlable, et il déclarait, — s'appuyant sur un nombre immense de faits personnels, — que l'opération devait être faite sur le champ de bataille lui-même, le plus tôt possible après la réception de la blessure. Cette opinion nous semble aujourd'hui trop rigoureuse, et nous ne pouvons considérer qu'il soit prudent d'opérer un blessé en état de lipotymie et de stupeur. C'est du reste dans ce sens que s'est prononcée la chirurgie de guerre moderne, et si elle admet avec Larrey qu'une amputation jugée nécessaire doit être pratiquée avant la période de fièvre, elle prescrit aussi qu'il faut laisser le blessé se relever de son état de faiblesse [1].

Ces explications étaient indispensables pour faire comprendre la rapidité du parti qui fut adopté et la hâte avec laquelle on intervint. Larrey, étant convaincu que là seulement était le salut du maréchal, dut de toute son autorité et de toute la vigueur de son esprit, peser sur la détermination de ses confrères. A vrai dire, nous trouverions aujourd'hui qu'on alla un peu vite en opérant un blessé dans l'état où était Lannes, et nous attendrions au moins quelques heures ou une journée afin laisser le temps à l'organisme de reprendre un peu de vitalité. Mais nous devons reconnaître,

[1] Delorme, *Traité de chirurgie de guerre*, t. I; Paris, Alcan, 1888.

d'un autre côté, que le chirurgien de la garde avait une expérience immense, que dans des cas semblables il avait sauvé des opérés, et que sa conduite était parfaitement légitime[1]. L'opération fut exécutée avec l'habileté et la prestesse qu'il avait depuis si longtemps conquises. Les modernes n'ont pas inventé, comme quelques-uns d'entre eux semblent le croire, le précepte bienfaisant de la rapidité de l'exécution dans les actes opératoires. Avant eux, Larrey savait combien il importe de ménager chez les grands blessés la douleur, l'épuisement nerveux et la perte de sang; et il opérait avec une rapidité que peu de praticiens de nos jours pourraient égaler. Son intervention dura à peine deux minutes[2]. Le blessé fut aussitôt après transporté dans l'île de Lobau. Il y était à peine arrivé que l'Empereur, qui cherchait le maréchal, survint. L'entrevue entre ces deux hommes fut déchirante. Napoléon se précipita en pleurant sur le maréchal, l'étreignit convulsivement : « Lannes, c'est moi, me reconnais-tu? — Oui, Sire, vous perdez votre meilleur ami. — Non, Lannes, tu vivras : Larrey te sauvera comme Fugières en Égypte. N'est-ce pas, Larrey, que vous me répondez de ses jours? » La soirée était déjà avancée, et le groupe que formaient Napoléon et les personnages qui l'accompagnaient était plongé dans une demi-obscurité. L'attention des autres blessés, disséminés sur le sol, fut attirée par les lumières qui brillaient autour de la couche du maréchal : ils reconnurent l'Empereur et, se soulevant sur le sol, ils l'acclamèrent[3].

On raconta à cette époque, et on l'a écrit depuis, car l'esprit de parti n'épargna aucune arme de dénigrement vis-à-vis de Napoléon, que Lannes lui adressa à cette minute suprême des reproches sur son ambition et sur les fautes qu'elle lui avait fait commettre, et le conjura de mettre fin à la guerre[4].

[1] Voir page 490 le cas du colonel d'Aboville.
[2] Larrey, *op. cit.*, t. III, p. 250.
[3] Larrey, *Note manuscrite*.
[4] Cette légende a été propagée par Cadet de Gassicourt, pharmacien de la maison de l'Empereur (cf. *Voyage en Autriche*) ; mais il n'était pas présent, et le récit qu'il fait de la mort de Lannes n'offre aucun caractère d'authenticité. Il

Larrey, qui a laissé un récit très circonstancié de la blessure et de la mort du maréchal, et son aide de camp Marbot, qui ne le quitta pas un instant, ont contesté ces prétendus reproches. Lannes reçut au contraire avec une sorte de satisfaction douloureuse et reconnaissante les étreintes de son maître. « Dans deux heures, lui dit-il d'abord, vous aurez perdu votre meilleur ami[1]. » Mais peu à peu il se remonta, et sur les affectueuses paroles que l'Empereur lui adressa en le quittant : « Vous vivrez, mon ami, et je n'aurai pas la douleur d'être séparé de vous, » il répondit « qu'il serait heureux de servir encore longtemps la France et Sa Majesté[2] ». A ce moment, le maréchal avait repris la plénitude de ses sens. Il s'informa de la situation de l'armée, apprit avec satisfaction qu'elle rentrait sans être inquiétée dans l'île de Lobau. Puis, se rappelant que Marbot avait été blessé et pansé très sommairement, il pria Larrey d'inspecter son appareil et d'examiner la plaie. Il passa la nuit dans l'île de Lobau sous la surveillance de Paulet, couché sur une pile de manteaux de cavalerie en guise de lit. Le lendemain matin, Larrey le fit transporter en embarcation sur la rive droite, dans le village d'Ebersdorf, et placer dans la maison d'un brasseur, malheureusement trop exiguë et insalubre; mais c'était ce qu'on avait trouvé de mieux, et l'état du maréchal ne permettait pas de l'évacuer en bateau sur Vienne[3].

suffit, du reste, de faire remarquer que Lannes n'était guère en état de se livrer à de semblables adjurations.

[1] Larrey, *Note manuscrite et lettre à Ribes.*

[2] Marbot, *op. cit.*

[3] Quelques semaines plus tard, Denon, qui projetait un tableau sur la mort de Lannes, ayant fait demander par Ribes quelques renseignements sur l'épisode de sa blessure, Larrey répondit par la note suivante, dont ses grandes occupations expliquent la brièveté :

« Vienne, 18 juillet 1809.

« Au Dr Ribes, chirurgien à l'Hôtel des Invalides.

« Sur la demande de M. Denon, peintre militaire, qui veut représenter la mort de Lannes, Larrey envoie ces renseignements à son ami, mais en exprimant le désir formel qu'on ne le nomme pas; il profite cependant de l'occasion pour demander de figurer dans ce tableau.

« Lannes a rencontré l'Empereur seulement après avoir été amputé de la jambe gauche, opération faite sur le champ de bataille. L'entrevue a eu lieu sur le bord de l'île. Le maréchal Lannes était à pied venant du quartier général, à la fin du

Cependant Larrey avait été obligé de quitter le duc de Montebello pour s'occuper des autres blessés qui réclamaient ses soins. Parmi eux étaient un des héros de la journée, le brave Mouton, et les généraux Claparède, Oudinot et Saint-Hilaire. Les blessures de Claparède et d'Oudinot étaient dénuées de gravité. Mouton avait la main traversée par une balle, et le cas était également simple. Mais Saint-Hilaire avait les deux pieds emportés par un boulet. Il avait été opéré par un des chirurgiens d'ambulance trop près des chevilles, et Larrey, qui professait que l'amputation doit être faite au tiers supérieur de la jambe, attribua sa mort survenue quelques jours après à cette faute opératoire[1].

La situation de tous les blessés était critique. Ne prévoyant pas la rupture des ponts, l'administration avait réuni de grandes ressources hospitalières à Vienne et à Ebersdorf et n'avait rien préparé dans l'île de Lobau. Elle se trouvait donc absolument surprise. Seul Larrey, qu'aucun événement ne pouvait surprendre en défaut, y avait installé les ambulances; mais les ambulances de Larrey se composaient de ses voitures, de son personnel, de ses instruments, de ses appareils et de quelques médicaments. Tout ce qui concernait le service des commissaires de guerre, les abris, les subsistances, la literie, et, à défaut de lits, la paille pour coucher les blessés, avait été absolument négligé. L'administration avait organisé les services hospitaliers à Vienne et à Ebersdorf, mais elle n'avait rien préparé dans l'île de

combat, lorsque le fatal projectile est venu l'atteindre. Comme il avait perdu beaucoup de sang avant l'opération et éprouvé une violente commotion, son visage était empreint de la pâleur de la mort et ses forces presque totalement détruites; aussi a-t-il dit à son souverain d'une voix entrecoupée :

« — Dans deux heures, sans doute, vous aurez perdu le meilleur de vos amis. »

« L'Empereur s'est précipité à bas de son cheval pour venir consoler et embrasser son ami. Le maréchal Masséna était également présent. » (Larrey, *Correspondance*. Ms. 5876, p. 180. B. N. F. F. N. Acq.)

[1] Les autres généraux blessés furent Tharreau, Legrand, Durosnel, Franquemont (Wurtembergeois), Fouler, Gros, Lelièvre de Lagrange, Marulaz, Navelet, de Piré, Destabenrath, de Neuffer (Wurtembergeois). Aux généraux Lannes, Saint-Hilaire et Pouzet, qui furent mortellement frappés, il faut ajouter le général Espagne, qui fut tué le 21 mai.

Lobau. Comme abri, il n'existait qu'une seule maison; elle avait été requise pour établir le quartier impérial. Les blessés qu'on avait transportés des ambulances du champ de bataille étaient donc étendus sur le sol, rassemblés par groupes sur la rive du Danube ou dispersés dans l'île. La journée du 23 fut brûlante et les trouva à la place où ils avaient été déposés à la hâte dans la soirée et la nuit du 22. Ils souffrirent beaucoup de la chaleur; non seulement on n'avait pu les mettre à l'abri du soleil, mais on n'avait à leur donner ni aliments, ni boissons, ni cordiaux, et la rupture des ponts qui unissaient l'île à la rive droite du Danube, — mal compensée par le petit nombre de bateaux qui pouvaient être employés aux communications, — ne permettait pas de compter sur des approvisionnements immédiats. C'est dans des cas de ce genre, nous le savons, qu'éclataient l'initiative, le dévouement, l'habileté et l'activité de Larrey. Alors qu'il n'y avait plus une apparence de ressources, il trouvait encore le moyen d'en improviser.

Il passa toute la nuit à opérer indistinctement les blessés de la garde et ceux des autres corps, car dans ces grands cataclysmes, — nous le savons, — Larrey n'était plus uniquement le chirurgien de la garde, il devenait aussi celui de toute l'armée, et la direction et le commandement passaient presque toujours entre ses mains. Après l'intervention opératoire, il faisait grouper les opérés par corps et les plaçait dans les conditions les moins défectueuses possible. On n'avait naturellement aucune tente; il en fit fabriquer avec les manteaux des morts, avec des branches d'arbres ou des feuilles de roseaux. Ces abris étaient bien sommaires, mais défendaient cependant un peu les blessés contre la fraîcheur glaciale des nuits et la chaleur intense des journées. Le courage et le sang-froid de ces malheureux étaient inimaginables. N'ayant reçu d'autres secours depuis le moment où ils avaient été blessés qu'un rapide pansement, gisant directement sur le sable, ils ne se plaignaient pas et attendaient leur tour d'être opérés en causant des événements de la journée; quelques-uns plaisantaient, d'autres allaient jusqu'à se faire des poli-

tesses : « Docteur, commencez par mon voisin, il souffre plus que moi. »

L'Empereur ne se coucha pas non plus. Contrairement à ses habitudes, il réunit en conseil de guerre ses lieutenants Davout, Masséna et Bessières, et leur fit accepter le parti de ne pas évacuer l'île de Lobau. Cette résolution arrêtée, il confia le commandement de l'armée à Masséna et s'embarqua avec Savary et Berthier sur un petit bateau qui le conduisit sur l'autre rive. A peine débarqué, il fit appeler Daru et s'occupa activement de faire ravitailler l'armée et les ambulances.

Au matin, les blessés de Larrey n'avaient absorbé qu'un peu d'eau bourbeuse du Danube, qu'on filtrait à travers des pièces de linge. Le service des communications par petites barques entre l'île et Vienne ne pouvait se faire qu'avec une lenteur extrême, et si les soldats valides pouvaient attendre, il n'était que trop certain que les blessés seraient emportés par la faiblesse et l'inanition. Au moment où Larrey se posait avec angoisse le problème difficile de leur alimentation, des chevaux attachés à un piquet voisin de l'ambulance, souffrant eux-mêmes de la faim, hennissaient en mordillant avec fureur de rares arbustes qui se trouvaient près d'eux. La question fut aussitôt résolue, Larrey donna l'ordre de les tuer et d'en faire du bouillon.

A peine l'un d'entre eux était-il abattu, qu'arriva le général Boudet, à qui appartenaient ces chevaux. Il jura, s'emporta, et déclara qu'il se plaindrait à l'Empereur. « Vous ferez ce que vous voudrez, dit Larrey; mais je doute que l'Empereur, qui cédait en Égypte ses chevaux aux pestiférés, pendant qu'il cheminait à pied à travers le désert, vous donne raison et vous fasse des compliments; quant à moi, tant que je serai le chirurgien de cette armée, les braves gens qui se sont fait blesser sous vos ordres ne périront pas d'inanition, et puisque vous refusez vos chevaux, qu'on prenne les miens. » Le général s'en alla en grommelant, se plaignit en effet à Napoléon, qui dit à Larrey, quand il le revit deux jours après à Ebersdorf : « Vous avez donc voulu faire manger à vos bles-

sés les chevaux de mes généraux? — Oui, Sire, et si le service de l'armée de Votre Majesté l'exigeait encore, je serais tout prêt à recommencer. D'ailleurs, de quoi se plaint le général? Il lui reste encore un cheval, tandis que j'ai fait tuer tous les miens. » L'Empereur lui prit l'oreille en riant, lui renouvela les félicitations qu'il lui avait déjà adressées, et lui promit de récompenser brillamment ses services.

Ce n'était pas tout que d'avoir des chevaux pour faire du bouillon, il fallait un récipient pour faire cuire la viande, et on ne possédait pas une seule marmite. Larrey fit prendre des cuirasses dont on modifia un peu la forme, et c'est dans ces appareils improvisés qu'on fit le pot au feu. Le sel, qu'on n'avait pas non plus, fut remplacé par de la poudre à canon. Le bouillon que la cuisson clarifiait fut trouvé naturellement excellent par des gens qui n'avaient pas mangé depuis trente-six heures. Le maréchal Masséna, que l'Empereur avait investi du commandement de l'armée bloquée dans l'île, visitant les ambulances, voulut y goûter; il complimenta Larrey de son initiative, et donna l'ordre de mettre à sa disposition autant de chevaux qu'il le voudrait, — il ne manquait pas de montures sans maîtres, — et de nourrir les troupes par le même procédé, en attendant l'arrivée des subsistances.

Les communications ne tardèrent pas, du reste, à être rétablies. Dans la seule journée du 23 mai, Napoléon, secondé par l'infatigable dévouement de Daru, — ce poète devenu un grand et habile administrateur, — et par le zèle et l'activité de Davout, put réunir les vivres et les munitions nécessaires à l'armée. Un service d'embarcations organisé le même jour les transporta sans discontinuité dans l'île de Lobau. Le 25 et le 26, Larrey put évacuer ses blessés sur les hôpitaux d'Ebersdorf et de Vienne, préparés par les soins d'Heurteloup. Les malades de la garde, toujours privilégiés, furent installés dans la superbe caserne de Reneveck, autrefois consacrée à l'École impériale d'artillerie. Le corps d'armée du maréchal Lannes, la garde et toute la cavalerie passèrent également sur la rive droite. Il ne resta bientôt dans l'île que le corps de Masséna, qui était chargé de la fortifier et de la défendre.

Dès que Larrey eut organisé ses services, il se rendit à Ebersdorf auprès du dnc de Montebello pour ne plus le quitter. C'était le quatrième jour. Jusqu'à ce moment, la situation avait paru favorable à l'entourage, à Yvan et à Paulet, qui passaient la plns grande partie de leur temps auprès de lui. Il était calme, lucide, faisait des projets d'avenir et avait vonlu qu'on mandât Mesler, célèbre mécanicien viennois, pour qu'il lui fît une jambe articulée pouvant lui permettre de monter à cheval. L'Empereur, qui, malgré ses grandes préoccupations, venait le voir tous les jours avec Berthier, commençait à se rassurer. Mais Larrey fut moins content, et son œil exercé découvrit vite que son état restait fort inquiétant. Lannes fut pris de frissons le cinquième jour, offrit de la céphalalgie et un peu de subdélirium, premiers signes d'infection septique[1]. On leva l'appareil, et un peu de détente suivit ce pansement. Larrey se reprenait à avoir une lueur d'espoir. Mais le blessé, quoique plein de confiance, était irritable. Son ouïe était restée très fine, et, ayant entendu deux des chirurgiens de garde auprès de lui se dire à voix basse que son rétablissement était très incertain, il entra dans une violente crise de colère, les chassa et dit à l'Empereur qu'on devrait les pendre. Dans la nuit du cinquième au sixième jour, il se déclara un violent accès de fièvre suivi de délire et d'une agitation intense. Son délire revêtit la forme professionnelle. Le maréchal livrait bataille aux Antrichiens à la tête de ses troupes; il appelait ses aides de camp par leurs noms, les envoyait comme à Essling porter ses ordres sur le terrain. Il gourmandait ses chefs de corps, faisait avancer l'artillerie et charger les cuirassiers. Ce fut là le dernier comhat de ce grand et vaillant homme de guerre.

En vain Larrey provoqua une nouvelle consultation de Lanefranque, Paulet et Yvan; en vain il s'associa Franck, le cé-

[1] Larrey prétend qu'il fnt atteint dn typhus qui régnait alors dans l'armée, et que sans cette complication il eût été guéri. Cependant il paraît plus logique de penser qu'il fut enlevé par l'infection purulente, qui, à cette époque et longtemps encore après, fit périr nn grand nombre de blessés.

lèbre médecin viennois : les accidents allèrent en s'aggravant, et Lannes succomba le 30 mai au point du jour; c'était le huitième jour de la maladie. Il était à peine âgé de quarante ans. Peu d'instants après sa mort, l'Empereur survint avec Berthier. Marbot, l'aide de camp favori de Lannes, voulut l'empêcher de pénétrer dans l'appartement; il l'écarta et s'avança jusqu'auprès du corps, qu'il embrassa à diverses reprises. Il resta plus d'une heure assis auprès de lui, en proie à une profonde douleur; il fallut, pour le décider à s'éloigner, que Berthier lui rappelât qu'il était attendu pour un travail important par une commission d'officiers du génie. Avant de partir, il prescrivit à Larrey d'embaumer le corps du maréchal et de l'envoyer ensuite en France.

Le chirurgien de la garde procéda, à Schœnbrünn, à cette opération, avec le concours de Cadet de Gassicourt, pharmacien de la maison de l'Empereur et chimiste célèbre. Il suivit le procédé qui avait été adopté pour le colonel des chasseurs de la garde Morland, tué à Austerlitz, et que j'ai décrit plus haut. L'embaumement terminé, le corps du maréchal, plongé dans un bain de sublimé, fut dirigé sur Strasbourg. Là, il fut extrait de son cercueil et enseveli à l'égyptienne, c'est-à-dire séché sur un filet et entouré de bandelettes, comme les momies. Il fut ensuite placé dans un nouveau cercueil, le visage découvert, et déposé dans une salle basse de la mairie de Strasbourg.

En 1810, la duchesse de Montebello, passant par Strasbourg, voulut revoir le corps de son mari. Fortin, jeune pharmacien militaire, élève de Gassicourt, qui avait procédé aux dernières opérations de l'embaumement à Strasbourg, fut invité à l'accompagner. Quand il découvrit le cercueil, le cadavre apparut parfaitement conservé. La malheureuse femme s'évanouit à son aspect. Revenue à elle, elle l'arrosa de ses larmes et on eut beaucoup de peine à l'entraîner au dehors[1].

Après avoir accompli ce pénible devoir, Larrey reprit son

[1] Fortin, *Lettre à Cadet de Gassicourt.*

service à l'hôpital de la garde, où il avait à soigner les cinq à six cents blessés qu'avait donnés la bataille d'Essling. Il évacua sur la France ceux qui étaient rétablis ou en voie de guérison, et prit les mesures que devait exiger la reprise prochaine des hostilités.

II

L'Empereur, installé à Schœnbrünn, réorganisait son armée, préparait un nouveau passage du Danube, faisait jeter des ponts sur le fleuve et faire des travaux dans l'île, qui était devenue un immense camp fortifié. Le passage du Danube fut fixé au 5 juillet, et, le 4 au soir, toute l'armée était réunie dans l'île de Lobau. Elle comprenait les troupes arrivées d'Italie avec le prince Eugène de Beauharnais et Macdonald, les corps du maréchal Davout, de Bernadotte, du général Oudinot, de Marmont, du Bavarois de Wrède et la garde, soit cent cinquante mille hommes. En face, sur la rive gauche, l'archiduc Charles avait rassemblé des forces à peu près égales. Il survint ce jour-là à Masséna un accident de nature à contrarier Napoléon, dont il était, depuis la mort de Lannes, le plus habile et le plus intrépide lieutenant. En parcourant l'île avec lui, il fut désarçonné par suite d'un écart de sa monture et se fit à la jambe une blessure sans gravité, mais qui l'empêchait de marcher et de monter à cheval. Larrey lui prescrivit des compresses résolutives qu'on renouvelait d'heure en heure. Le maréchal ne voulant pas abandonner son commandement, Larrey lui conseilla de se rendre sur le terrain dans une calèche qui le transporterait sur tous les points où sa présence serait nécessaire[1]. Il lui

[1] L'Empereur, prévoyant qu'il ne pourrait se transporter partout où sa présence serait indispensable, plaça auprès de lui un de ses aides de camp, le général Reille.

donna un médecin, qui, assis à ses côtés, fut chargé de veiller à son pansement. Ce chirurgien ne le quitta pas pendant la bataille de Wagram et les combats qui suivirent.

Je ne ferai que rappeler succinctement les principaux traits de cette sanglante et glorieuse revanche d'Essling.

Dans la nuit du 4 au 5 juillet, au milieu d'un orage épouvantable, Napoléon, trompant l'archiduc qui l'attendait à Essling et à Aspern, traversa le fleuve sur un autre point, sans être inquiété par lui. Une flottille de débarquement, commandée par le capitaine de vaisseau Baste, protégea le passage des troupes. Le lendemain, 5 juillet, l'armée française se déployait dans la plaine, faisant reculer devant elle l'armée autrichienne. On s'empara d'Essling, d'Aspern et de quelques autres points, mais l'attaque contre Wagram et la position du Russbach échoua. La chute du jour vint interrompre le combat. Les soldats couchèrent sur le champ de bataille. Larrey employa la nuit à panser les blessés et l'Empereur à conférer avec ses généraux. Ce fut la neuvième nuit qu'il passa sans se coucher.

Le combat reprit vivement le 6 juillet, à la pointe du jour, et se termina le soir par la défaite des Autrichiens. Davout s'empara de l'importante position de Neusiedel, Oudinot de celle de Wagram. Masséna, qui occupait le point de retraite de l'armée, du côté du Danube, supporta l'effort considérable que fit la droite de l'archiduc pour le tourner et le couper des ponts. A un moment sa position devint inquiétante. Ses divisions faiblissaient, et lui-même, dans sa voiture découverte traînée par des chevaux blancs, devint le point de mire de l'artillerie autrichienne. L'Empereur fit alors avancer Drouot avec l'artillerie de la garde. Celle-ci se composait de quatre-vingts bouches à feu, qui projetèrent sur le centre de l'armée autrichienne un déluge de mitraille et de boulets. Elle recula, et le désordre se mit dans ses rangs. Macdonald et les cuirassiers de Nansouty achevèrent sa déroute, et Masséna, dégagé, reprit l'offensive. A trois heures, la victoire était complète. Elle coûta aux Autrichiens trente-quatre mille hommes tués ou blessés, douze

mille prisonniers[1] et une vingtaine de pièces de canon. L'armée française perdit de son côté sept à huit mille hommes et eut au moins huit mille blessés.

Larrey avait suivi dès le commencement les opérations de la garde avec son ambulance volante, — pansant tous les blessés sur le terrain, — et, quand leur nombre devint trop considérable, les faisant transporter à l'ambulance centrale établie à proximité du champ de bataille. Avant la nuit, près de cinq cents blessés y étaient réunis.

Un fait remarquable à noter dans toutes ces batailles est celui-ci : Presque toutes les blessures graves sont faites par le canon. Les balles ne paraissent pas porter. Tous les grands blessés dont Larrey rapporte l'histoire, presque tous les morts sont des victimes du boulet[2], et ils nous offrent toutes les variétés du traumatisme, depuis les contusions profondes dues à ce qu'on appelait improprement le vent du boulet, jusqu'aux ablations par sections nettes, aux mutilations contuses variées des membres et aux désordres rares causés par des chocs ou des trajets singuliers. Quelques exemples de ces derniers faits méritent d'être cités. Un grenadier, effleuré par un boulet, tombe sur le coup, privé de la parole, et reste absolument muet. Un autre est renversé par un boulet, on le croit mort. Il demeure des heures gisant sur le champ de bataille, se relève et regagne son bataillon : il n'a rien. Un autre, effleuré de la même façon par le projectile à la fin de sa parabole, ne s'aperçoit pas que, sous la peau intacte, il a de graves lésions. Il fait son service comme à l'ordinaire et entre, quelques jours après, à l'ambulance pour y mourir. Mais il y a des faits plus bizarres. Un aide de camp de Lannes, La Bourdonnaye, est enlevé de cheval par une com-

[1] Le bulletin dit vingt mille, mais ce nombre est exagéré.

[2] Le fusil du fantassin pouvait, à cette époque, tirer un maximum de cinq à six coups par minute, sans viser, et sa portée extrême était de six cents mètres. Au delà de deux cent cinquante, il cessait d'être meurtrier. A la bataille de Wagram, l'artillerie se servait de canons dont la portée efficace était de mille mètres. C'est ce qui explique les ravages qu'elle faisait comparativement aux fusils. On ouvrait le feu à six, à huit cents mètres, et on tirait deux ou trois coups par minute, sans pointer. Souvent, on approchait plus près encore, et le général Thoumas raconte qu'à Friedland, Sénarmont porta sa batterie à deux cents mètres de l'infanterie russe.

motion extraordinaire. Un boulet a passé entre la selle et l'épine dorsale de sa monture. On l'amène à l'ambulance tout sanglant. Larrey découvre que le projectile ne l'a pas touché et que les blessures ont été faites par l'arçon et les débris de la selle, qui se sont incrustés dans les chairs.

Voici une observation plus remarquable encore : Un canonnier est frappé par un boulet au moment où il chargeait sa pièce. Le projectile, arrivant en ricochet, pénètre dans la cuisse par sa partie externe et inférieure, brise le fémur, s'enfonce profondément en arrière de cet os, le contourne en dedans et en haut, et vient finalement se cacher dans la profondeur de l'aine. Ni le canonnier, qui prétend que le boulet, après l'avoir frappé, est allé tuer un de ses camarades, ni les médecins qui lui ont appliqué le premier pansement, ne soupçonnent qu'un tel corps étranger puisse être logé dans la cuisse. Et, par le fait, qui croirait encore aujourd'hui qu'un boulet puisse se dissimuler dans cette région? Aucun phénomène apparent ne met sur la voie; le membre lésé n'est guère plus gros que l'autre; l'orifice d'entrée, revenu sur lui-même, ne pourrait jamais faire penser qu'il ait pu donner passage à un boulet. Mais Larrey connaît toutes les évolutions que peuvent accomplir les projectiles dans l'organisme humain, et son diagnostic ne reste jamais longtemps incertain. En saisissant le membre pour le soulever, il lui trouve une pesanteur spécifique extraordinaire, et il annonce immédiatement qu'il doit contenir un corps étranger, petit boulet ou biscaïen. Il pratique aussitôt une incision parallèle à l'axe de la cuisse et met à découvert un boulet de volume respectable et qui ne pesait pas moins de cinq livres[1].

La plupart des blessures causées par le boulet exigeaient l'amputation des membres lésés. Aussi en pratiquait-on un nombre considérable. Sur douze cents blessés fournis par la garde aux batailles d'Essling et de Wagram, il y eut trois cents cas d'amputation[2], — parmi lesquels un certain nombre

[1] « Ce boulet a été déposé à l'École de médecine de Paris. » (*Note de Larrey.*)
[2] Larrey, *Corresp. offic.* Rapport à S. E. le duc d'Istrie, colonel général de la garde. Ms. 5874, p. 60. B. N. F. F. N. Acq.

de désarticulation de l'épaule. — C'était alors une opération encore discutée, que l'ablation du membre à travers une de ces grandes articulations, comme la hanche ou l'épaule, et on doit à Larrey d'en avoir posé les indications, perfectionné le manuel opératoire et d'avoir montré qu'elle était moins dangereuse qu'on ne le pensait de son temps. La statistique, du reste, parlait hautement : sur quatorze grandes désarticulations, il ne perdit qu'un seul opéré. C'est aussi à la bataille de Wagram qu'il montra, par ses succès opératoires, que ce principe peut être étendu à toutes les amputations, et que, toutes choses égales, l'intervention dans l'article est, d'une façon générale, préférable à l'amputation dans la continuité.

J'ai dit que le soir de la bataille l'ambulance de Larrey réunissait cinq cents blessés. Parmi eux étaient des officiers de la plus grande valeur : le maréchal Bessières, les colonels Corbineau, Daumesnil, de Sainte-Croix et d'Aboville[1]. Le maréchal Bessières, qui commandait la garde, fut renversé de cheval par un boulet, au moment où le centre de l'armée autrichienne venait d'être enfoncé par l'artillerie de Drouot et de Lauriston. Le cheval fut tué et Bessières reçut une forte contusion à la cuisse. Les autres blessés étaient autrement frappés. Corbineau, frère du général qui avait été tué à la bataille d'Eylau, avait été atteint d'un coup de canon à la jambe gauche. La blessure était incompatible avec la conservation du membre ; Larrey l'amputa derrière la ligne de bataille et l'évacua sur Vienne. Daumesnil, si connu depuis sous le nom de « la Jambe de bois », était ce grenadier qui, à Saint-Jean-d'Acre, se plaça, avec un de

[1] A la bataille de Wagram, il y eut en outre cinq généraux tués : Lassalle, Gauthier, Guyot de la Cour, Duprat, Ordoner, de Hartitzsch (Saxon) ; et trente-huit blessés. Ces derniers furent : Severoli (Italien), Frère, Gresnier, Gudin, Pacthod, Seras, Vandamme, Vigriol, Sahuc, le général bavarois de Wrède et Oudinot, qui avait déjà été blessé à Essling ; les généraux de brigade Ledru des Essarts, Almeras, Beaupré, Bordessoulles, Bruyère, Cœhorn, Colbert, Cosson, Desailby, Fiteau, de France, Geucy, Gérard, Gilly, Grilleau, Huart, Leclerc, Marulaz, Reynaud, Veaux, Latrille de Lorency, Lecoq (Saxon), Zettwitz (Saxon). Aux combats qui suivirent la bataille de Wagram, trois autres officiers généraux furent blessés : Brugière, dit Bruyère, Bertrand et Delzons.

ses camarades, devant Bonaparte pour le protéger au moment où un obus tomhé à ses pieds allait éclater. Aussi grièvement atteint que Corhineau, son ami, il fut également amputé par Larrey et évacué sur Vienne.

Sainte-Croix, aide de camp de Masséna, jeune, brave, spirituel, instruit, d'une intelligence prodigieuse, doué d'aptitudes militaires supérieures, était devenu pendant cette campagne le favori de l'Empereur. Il lui avait rendu les plus grands services par son activité infatigable, son zèle et une rare ingéniosité, pendant l'édification des ouvrages qui firent de l'île de Lobau un vaste camp retranché; et Napoléon le réservait à un grand avenir. Il reçut, aux côtés de la voiture de Masséna, un coup de canon à la jamhe. Le houlet ne fit heureusement que contourner le tibia sans causer de traumatisme sérieux. Quelques jours de repos suffirent à son rétablissement. Malheureusement il fut tué quelque temps après en Espagne.

Mais c'est d'Ahoville, alors colonel d'artillerie, qui était le plus gravement atteint. Son état avait paru désespéré, et sa cure eut un immense retentissement. Un boulet de gros calibre lui avait emporté une portion de l'épaule, fracassant avec l'articulation la tête de l'humérus, divisée en plusieurs fragments, hrisant la clavicule et l'acromion, arrachant tous les grands muscles de la région, le grand pectoral, le deltoïde, le grand dorsal, et dilacérant le plexus... On le ramassa mourant sur le champ de bataille, et l'Empereur, qui se trouvait présent au moment où on l'enlevait, le crut perdu.

Quand il eut été apporté à l'amhulance, Larrey, qui cependant fut un des plus audacieux opérateurs du temps, se demanda s'il pouvait intervenir utilement. La plaie était effrayante, et les phénomènes généraux d'une redoutable gravité. D'Ahoville portait sur ses traits l'empreinte de la mort; le pouls était filiforme, les yeux ternes; il avait des agonisants la sueur froide et le hoquet, et sa fin paraissait imminente. Il semhle que dans ces conditions il n'y avait qu'à le laisser mourir en paix. C'était l'opinion de tous les chirurgiens de l'amhulance consultés par Larrey. Mais, quoi-

qu'il n'eût pas une lueur d'espoir raisonnée, celui-ci, par cette sorte d'invincible impulsion qui portent les vrais sauveteurs à disputer à la mort la vie de leurs semblables, et aussi, peut-être, par cette coquetterie d'homme de l'art qui veut qu'un blessé ne meure pas sans avoir été opéré et sans qu'on ait tenté même l'impossible, voulut tenter cet impossible et lui pratiqua, séance tenante, la désarticulation de l'épaule. A son grand étonnement, non seulement le blessé ne succomba pas pendant l'opération, mais il parut revenir un peu à la vie quand elle fut terminée. Il devint plus calme, son pouls se releva et il put prononcer quelques mots. On le laissa dans l'ambulance sur un lit de paille, — car les ambulances de campagne de l'Empire ne connurent jamais d'autre couchage, — jusqu'au moment de son évacuation sur Vienne.

Cependant l'Empereur fit appeler Larrey pour lui demander des renseignements sur les blessés de la journée. Le chirurgien de la garde le trouva sur le champ de bataille labouré d'obus, monté sur un cheval blanc comme la neige, présent du schah de Perse, nommé Euphrate, qui avait servi pendant toute la bataille de point de mire aux boulets autrichiens, sans qu'aucun ait pu l'atteindre. Duroc, Reille, Savary et un groupe d'officiers l'entouraient. L'Empereur leur donnait ses instructions très précises pour le relèvement des blessés et veillait lui-même à leur exécution. On était au moment de la récolte, et il fallait rechercher avec soin les blessés étendus parmi les épis de blé qui les dissimulaient aux regards. Ceux qui le pouvaient mettaient leur mouchoir au bout de leur fusil et faisaient ainsi des signes de détresse. Dès que Napoléon apercevait un de ces signaux, il se portait de ce côté, mettait pied à terre, parlait au blessé et le faisait immédiatement transporter. Il était moins satisfait que d'habitude des résultats de la bataille, sa physionomie n'offrait pas le rayonnement des jours de grande victoire. Cependant elle s'éclaira quand Larrey lui apprit que Bessières, qu'il croyait gravement atteint, n'avait éprouvé qu'une légère contusion et que son favori Sainte-Croix, sur lequel il fondait de grandes espérances, en serait quitte pour quelques

jours de repos. Après que Larrey lui eut présenté un rapport sommaire sur les blessés de la journée et l'état des colonels Daumesnil et Corbineau, il eut avec lui au sujet du plus grièvement blessé de tous, de d'Aboville, la conversation suivante que Larrey a rapportée : « D'Aboville est mort? lui dit Napoléon. — Non, sire, il vit. — Comment, il vit? Je l'ai vu emporter mourant, ce n'est pas possible. — Sire, je l'ai opéré, je lui ai pratiqué la désarticulation de l'épaule, et depuis ce moment il a retrouvé la connaissance et paraît un peu moins bas. — Le sauverez-vous par basard? — Sire, je ne puis rien dire, ce n'est là qu'un succès momentané, et il peut être sans lendemain. »

L'Empereur tenait beaucoup à d'Aboville, non seulement parce qu'il était un bon officier, mais parce qu'il était le fils d'un des riches et influents sénateurs de l'Empire. « Comment pourrais-je vous aider à le sauver? demandez-moi ce que vous voudrez! — Je crois que le meilleur moyen serait de récompenser son courage et sa blessure. — Eh bien! Larrey, allez dire vous-même au colonel d'Aboville que je le fais général, baron et commandant de la Légion d'honneur[1]. » Le chirurgien de la garde courut apporter cette bonne nouvelle à d'Aboville. Celui-ci exprima par le rayon de joie qui éclaira sa physionomie la satisfaction qu'il ressentait, et s'endormit sur sa litière de paille le sourire aux lèvres. Larrey prit de lui un soin extrême, l'évacua le dernier sur Vienne, et, pour lui épargner les secousses de la voiture, le fit transporter sur un brancard. Il le visita tous les jours, plaça en permanence deux excellents chirurgiens auprès de lui et voulut procéder lui-même à ses pansements. Il l'amena ainsi à une beureuse guérison. Il lui fit fabriquer, quand il fut guéri, une très ingénieuse épaule d'acier que l'on peut voir encore aujourd'hui au musée d'artillerie, à qui elle a été donnée il y a quelques années par un de ses descendants.

La guérison de d'Aboville fut connue de toute l'Europe

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*. Note manuscrite.

militaire et scientifique et accrut encore la célébrité de Larrey. Mais le colonel ne fut pas reconnaissant. Quoique fort riche, il était avare, et un ouvrage du temps dit qu'il n'y eut dans toute l'Europe que le général d'Aboville qui n'augmenta pas d'un sou sa dépense quand il reçut sa dotation et son titre nobiliaire[1]. Il crut s'acquitter avec Larrey de la façon suivante. Au moment de quitter Vienne et de monter en voiture pour rentrer en France, il lui envoya une petite boîte accompagnée d'une lettre de remerciements, qu'un gendarme fut chargé d'apporter à Schœnbrünn, où résidait Larrey. Larrey trouva dans la boîte un diamant de la valeur d'une cinquantaine de francs. Justement froissé de la mesquinerie avec laquelle d'Aboville récompensait l'incomparable service qu'il lui avait rendu et le dévouement qu'il lui avait manifesté, il lui renvoya son cadeau. Le général le reprit froidement, estimant que c'était là une nouvelle économie. Cette histoire fut connue de toute l'armée et accrut encore l'immense sympathie qu'inspirait le nom de Larrey. L'Empereur lui en parla en riant et lui promit d'acquitter la dette de d'Aboville.

Larrey eut à l'ambulance de Wagram un client imprévu. Le soir après la bataille, un grenadier vint le trouver et lui présenta un enfant de dix-huit mois qui avait une petite plaie à l'épaule, produite par une balle qui l'avait effleuré, et qu'il voulait faire panser. Depuis longtemps le chirurgien de la garde ne s'étonnait plus de rien, et je pense qu'il devait en être ainsi de tous les grands soldats de l'Empire qui avaient parcouru tant de pays et assisté à tant d'événements. Il avait opéré, nous l'avons vu, pendant la campagne du Rhin de 1793, une jeune fille qui servait et se battait sous le costume de dragon ; il avait soigné au Caire les femmes des sérails des grands beys de l'Égypte et pansé, dans son hôpital de Jaffa, un singe qui ne fut pas son client le moins reconnaissant. Il avait été le témoin en Espagne des actes les plus extraordinaires, dus à l'ardeur du patriotisme et de senti-

[1] *L'Empire, par un ancien chambellan*, t. II, p. 365.

ments romanesques exaltés, et reçu dans ses ambulances de Vittoria et de Bnrgos plus d'une héroïne de l'insurrection sous le déguisement d'un caballero. Il fut cependant surpris qu'un grenadier de la garde fasse la guerre avec un enfant sur les épaules. Tel était, en effet, le cas. Le soldat avait recueilli à Wurzbourg cet enfant perdu. Sa mère, jeune veuve, affolée par l'invasion française, était venue se jeter, son enfant dans les bras, au milieu des avant-postes français. On la fit recondnire avec toutes sortes d'égards à nne ville voisine; mais elle oublia, dans son égarement, son enfant an corps de garde. Un grenadier s'en cbargea, s'informa dn nom de la mère, du lieu où elle avait été conduite, afin de le lui rapporter un jonr, et, la garde s'étant remise en route, il l'emmena avec lui. Il avait fabriqué nne poche de cuir qu'il plaçait derrière son sac et dans lequel il le portait. Avant une bataille, il faisait un trou dans la terre, y déposait son fardean, et venait le prendre quand tout était fini. L'enfant fit ainsi avec lui toute la campagne d'Allemagne jusqu'à Wagram. Il se portait bien et se développait à ravir; mais, le soir de Wagram, au moment où le grenadier, après l'avoir déterré, regagnait lestement sa compagnie, une balle perdue avait traversé le sac et blessé légèrement l'enfant. Le brave bomme raconta cette bistoire à Larrey pendant qu'il pansait le petit blessé. Celui-ci, ému par ce récit, lui donna un napoléon, et toute l'ambnlance vonlut imiter sa générosité. Plus tard, quand la paix fut signée, la garde repassa par Wurzbourg, et le pére improvisé rapporta, non sans avoir le cœur serré, l'enfant à sa mère, qui pleurait sa disparition et considérait sa mort comme probable.

Après la bataille de Wagram, la poursuite des Autricbiens qui, contrairement anx habitudes de l'Empereur, ne commença que tardivement, le 7 au soir, donna lieu aux combats de Kornenbourg, d'Hollabrünn et de Znaïm. La malbeureuse ville d'Hollabrünn, qui se relevait à peine de ses cendres, fut encore détrnite une fois. Ce fut dans un de ces engagements que le général Bruyére, qui avait remplacé Lassalle, tué à Wagram, à la tête de la cavalerie, fut blessé. C'était

un ancien chirurgien militaire, qui avait laissé un jour le histouri pour le mousqueton. Il avait servi sous les ordres de Larrey, qui le recommanda à Bonaparte et l'aida beaucoup dans sa carrière. La blessure n'était pas grave, mais l'empêchait de monter à cheval; il fut évacué sur Vienne. Les deux armées se trouvaient encore en présence le 11 sous les murs de Znaïm. La bataille était engagée, et il était à prévoir que la ville allait être enlevée et l'armée autrichienne enveloppée par Masséna et Marmont, quand un officier de l'Empereur apporta au maréchal l'ordre de cesser le feu. Un armistice venait d'être conclu entre Napoléon et le prince de Lichtenstein. Les armées des deux nations furent non sans peine séparées les unes des autres et se cantonnèrent pendant que les négociations se poursuivaient.

C'était la paix. En général, elle était toujours accueillie avec enthousiasme par les soldats de Napoléon. Cette fois-ci, ils furent surpris qu'on leur arrachât l'ennemi, qu'ils croyaient avec raison tenir à leur discrétion, et qu'on ne profitât pas de cette occasion pour en finir avec l'armée et la monarchie autrichienne. Le bon sens du soldat était, ici, supérieur aux conceptions du génie. Larrey rapporte les sentiments qui l'animèrent à ce moment, et il a annoté la page de ses Mémoires où il raconte ces événements des réflexions suivantes :

« La cause de cette suspension d'armes fut l'acceptation de l'offre que le prince de Lichtenstein fit, au milieu de la nuit, de la part de l'empereur d'Autriche à Napoléon de sa fille Marie-Louise pour femme. Jamais événement ne produisit sur l'esprit de nos soldats une sensation aussi pénible.

« J'ai vu, sans étonnement, un grand nombre de nos grenadiers à cheval rompre leurs longues lattes de désespoir. En effet, il n'était pas douteux que l'armée autrichienne et l'empereur lui-même allaient tomber entre nos mains.

« Certes, un tel résultat, en faisant la paix générale pour

toujours, aurait fait le bonheur de la France, tandis que ce mariage a été la cause de tous nos désastres[1]. »

Après la conclusion de l'armistice de Znaïm, Larrey suivit l'Empereur, qui vint s'établir avec la vieille garde à Schœnbrünn jusqu'à la conclusion de la paix. Un des premiers soins de Napoléon fut de distribuer des récompenses à son armée. Larrey, cette fois, ne fut pas oublié. Un jour, en sortant de son hôpital de la garde, il fut accosté par un sous-officier d'ordonnance qui lui remit un pli scellé. Cette enveloppe contenait sa nomination au titre de baron, avec une dotation de cinq mille francs de rentes[2]. C'était peu, si on considère les dotations énormes que distribuait l'Empereur à ses officiers. Larrey ne l'accepta pas moins avec la plus grande reconnaissance. La rente, si modeste qu'elle fût, l'affranchissait de sa grande préoccupation, la gêne de son foyer. Ce grand serviteur n'avait en effet, nous le savons, que sa solde pour faire vivre sa famille, et durant toutes ses campagnes nous le voyons s'astreindre aux plus rigoureuses économies, afin d'en déléguer la plus grande partie à sa femme. Ce fut plus tard un des remords de Napoléon, — qui enrichit tant d'ingrats, — de n'avoir rien fait pour la fortune d'un des hommes qui lui fut le plus sincèrement attaché.

Il tenait peu à sa baronnie[3]; il était trop modeste pour tirer vanité d'un titre nobiliaire. Cependant, comme il avait cons-

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*. Note manuscrite, t. III, p. 402.

Il n'est guère admissible que le prince de Lichteinstein ait entretenu l'Empereur ce jour-là de ce projet de mariage. Ni Napoléon, ni l'Empereur d'Autriche n'y pensaient encore à ce moment, et Larrey, qui considéra l'union de l'Empereur avec Marie-Louise comme la cause de tous les désastres qui survinrent, se trompe ici de date; mais le mécontentement des soldats de la garde à la nouvelle de l'armistice doit être vrai.

[2] Par le même decret, Des Genettes, Percy et Heurteloup recevaient la même récompense.

[3] La dotation de sa baronnie était située en Poméranie suedoise. Les armes que lui donna l'Empereur furent les suivantes :

Écartelé : au 1 d'or au palmier de sinople, posé à dextre, soutenu du même, chargé d'un dromadaire d'azur; au 2 de gueules au signe de baron, officier de santé attaché aux armées, qui est une épée en barre d'argent, la pointe basse; au 3 d'azur à trois chevrons superposés d'or; au 4 coupé; au 1 d'argent à la barre ondée de gueules, chargée d'une raie nageant au champ; au 2 d'or à la pyramide de sable.

cience de l'avoir mérité, il porta celui-ci avec dignité, comme sa croix de commandeur, et nous avons vu, de nos jours, Hippolyte Larrey, — héritier et gardien très fidèle et très scrupuleux de ses traditions et de sa gloire, — attacher à son tour au port de ce titre une importance qui put paraître exagérée, mais qui tenait, on en a la certitude, à ce qu'il le considérait comme un hommage rendu à la mémoire de son illustre père.

Larrey n'avait eu garde d'oublier ses collaborateurs et ses blessés de tous ordres, et après la bataille de Wagram il avait demandé pour eux des récompenses et des gratifications. Pour les blessés cela allait tout seul, et l'Empereur ne regardait ni à la croix de chevalier de la Légion d'honneur, ni surtout aux allocations d'argent. Tous les jours ses aides de camp visitaient les hôpitaux, distribuaient des sommes d'argent, qui étaient de cinquante francs pour les soldats blessés, et de cent cinquante à quinze cents francs pour les officiers, selon les différents grades. Les généraux avaient des sommes plus élevées. Ces distributions se faisaient solennellement en présence de Larrey, des chirurgiens traitants et du commissaire de guerre en grand uniforme. L'argent était pris, non sur le trésor de l'armée, mais sur la cassette particulière de l'Empereur. Mais pour les chirurgiens celui-ci était moins généreux, quoiqu'ils payassent de leur personne avec un admirable dévouement et que leur conduite lui eût fréquemment arraché des éloges. Les résultats qu'ils avaient obtenus étaient du reste des plus remarquables, et nous voyons dans le rapport de Larrey à l'Empereur que sur douze cents blessés de la garde, six cents étaient rentrés guéris au corps au mois d'août, deux cent cinquante, parmi lesquels trente-huit amputés, avaient été évacués sur la France, et quarante-cinq seulement, sur douze cents, avaient succombé[1]. Mais, malgré ces faits que Larrey excellait à faire ressortir et qui touchaient au plus haut degré

[1] Larrey, *Corresp. offic.* Rapport à l'Empereur sur les blessés des batailles d'Essling et de Wagram, 19 août 1809. Ms. 5876. B. N. F. R. N. Acq.

l'Empereur, car rien ne l'intéressait plus que l'effectif de ses armées et que surtout celui de sa garde, l'ex-gentilhomme corse ne dépouillait pas ses préjugés de l'ancien régime, et, par une singulière et unique aberration de son esprit, lui qui avait créé prince de Ponte-Corvo le fils d'un avocat gascon, prince d'Essling et duc de Rivoli un ancien sous-officier du Royal-Italien, et qui avait fait roi de Naples un fils d'aubergiste, n'aimait pas, tout en rendant justice à leur dévouement, tout en les appelant « mes braves chirurgiens », à les placer sur le même rang que ses officiers combattants. A force d'insistance, Larrey parvint cependant à obtenir les décorations qu'il demandait; mais une fâcheuse histoire arrivée à Mouton, l'un des meilleurs chirurgiens de la garde, faillit tout compromettre.

Ce chirurgien logeait, avec le général Dorsenne et quelques officiers supérieurs de la garde, dans une maison de plaisance qui appartenait à la princesse de Lichtenstein, la femme même du négociateur du traité de paix. L'intendant de la princesse, soit qu'il aimât peu les Français, soit qu'il eût des ordres de sa maîtresse, ne traitait pas très bien ses hôtes, et un jour où Dorsenne donnait à souper à ses officiers, ceux-ci lui firent observer la malpropreté du linge de table. Il s'excusa en racontant les mauvais procédés de l'intendant et l'absence de courtoisie de la princesse à son égard.

« Comment, s'écrient les joyeux convives, traiter ainsi un général et des officiers de l'Empereur, c'est une infamie ! Il faut apprendre à vivre à cette princesse de Germanie, écrivons-lui. »

Séance tenante on se mit à l'œuvre, et on chargea Mouton, sans doute le plus instruit de tous, de la rédaction de la lettre. Composée en commun par ces jeunes têtes échauffées par de nombreuses libations des vins de Hongrie et du Rhin, elle fut ce qu'elle devait être, un tissu de propos de corps de garde émaillés d'abominables injures. Malheureusement pour lui, le chirurgien-major poussa l'inconscience jusqu'à faire suivre de son nom et de son

grade ce déplorable factum, et celui-ci fut immédiatement envoyé à la princesse de Lichtenstein. On se figure la surprise et l'indignation de cette grande dame allemande, que Napoléon et les officiers du quartier général entouraient des plus grands égards, quand elle reçut une pareille lettre. Elle courut chez le général Andréossi, gouverneur de Vienne, et lui demanda vengeance. Andréossi était fort étroitement lié avec Larrey depuis la campagne d'Égypte, et il eût dû, il semble, lui faire part, avant tout autre, de l'outrage adressé à la princesse; il est probable que le chirurgien de la garde en aurait lui-même fait son affaire, et aurait peut-être obtenu, en amenant Mouton à faire des excuses, qu'elle retirât sa plainte. Mais, emporté par son irritation, Andréossi monta aussitôt en voiture et partit pour Schœnbrünn, où il arriva au moment de la parade. Il alla droit à l'Empereur et lui remit le document accusateur. Celui-ci le parcourut et recula de trois pas, rouge de colère. Il dit à Duroc de faire sortir du rang le chirurgien.

« C'est vous qui avez écrit cette horreur?

— Sire!...

— Répondez, est-ce vous? s'écria-t-il d'une voix tonnante.

— Oui, Sire, dans un moment d'oubli, après un souper.

— Misérable, vous mériteriez d'être fusillé. Insulter une femme aussi lâchement, et une vieille femme encore! N'avez-vous plus de mère? Je respecte et j'estime toute vieille femme, parce qu'elle me rappelle ma mère.

— Sire, je suis coupable, je l'avoue, mais mon repentir est grand. Daignez penser à mes services. J'ai fait dix-huit campagnes, je suis père de famille, et... »

Ce dernier mot, au lieu d'apaiser l'Empereur, redoubla sa fureur; il coupa la parole au malheureux : « Qu'on l'arrête! qu'on lui arrache sa décoration, il est indigne de la porter! qu'il soit jugé dans les vingt-quatre heures... » Puis, se tournant vers les généraux immobiles de stupeur : « Voyez, messieurs, lisez; voilà comment ce polisson traite une princesse, au moment où son époux négocie de la paix avec moi. »

La colère de l'Empereur pouvait être justifiée, quoiqu'elle dépassât la mesure. On ne fait pas fusiller un homme pour une lettre, si révoltante qu'elle soit. Puis il paraît bien que Dorsenne, le supérieur hiérarchique du coupable, l'amphitryon du souper et un des collaborateurs de la lettre, avait en cette affaire une grave responsabilité qu'il était bien simple de constater. Mais il était plus facile de prendre pour bouc émissaire un pauvre diable de chirurgien que le général de la garde Dorsenne, le favori de l'Empereur, l'homme à la fois le plus élégant et le plus brave de l'armée. Quoi qu'il en soit, les colères de Napoléon étaient très dangereuses quand on ne pouvait pas en prévenir les suites, car ses ordres étaient exactement exécutés. Il faut rendre cette justice à son entourage : dans ces circonstances, il s'attachait à lui éviter les regrets que pouvait lui laisser un ordre donné trop précipitamment, et depuis la fatale exécution du duc d'Enghien, qui montra jusqu'à quel excès il pouvait se porter, on employa tous les moyens possibles pour lui donner le temps de se laisser fléchir et de revenir sur une résolution prise *ab irato*. On le vit bien dans l'affaire du prince de Hatzfeld, à Berlin[1]. On le revit, cette fois, dans celle de Mouton. Tout le monde s'employa à le sauver.

Larrey, qui assistait à la parade, entendit avec une profonde émotion les violents reproches et l'arrêt de l'Empereur. Il poussait très loin le souci de l'honneur et de la

[1] Le trait est célèbre. Il est un de ceux qui firent le plus d'honneur à Napoléon, alors qu'aveuglé par sa toute-puissance, peu de considérations étaient capables de l'arrêter. Le comte de Hatzfeld, un des principaux instigateurs de la guerre et gouverneur de Berlin, avait fait sa soumission aux autorités françaises; mais il jouait un double rôle et continuait à correspondre secrètement avec le roi de Prusse et à lui rendre compte de ce qui se passait; il le renseignait notamment sur l'état des forces de l'armée française. Ses lettres furent saisies, et Napoléon outré donna l'ordre de le traduire devant un conseil de guerre et de le juger comme espion. Le jugement devait avoir lieu le jour même, et l'ordre était donné d'exécuter l'arrêt avant six heures du soir. L'entourage de Napoléon évita cette faute à sa mémoire; on ne se pressa pas de réunir la commission militaire, et on prévint sous main la comtesse de Hatzfeld de venir elle-même au palais solliciter la grâce de son mari. On lui facilita l'entrée de l'appartement de l'Empereur pendant son absence. Quand celui-ci rentra, elle se jeta à ses pieds. Il la releva avec bonté et lui accorda la grâce du comte.

réputation de son corps de chirurgiens, et il lui semblait que la dégradation et le jugement d'un d'entre eux allaient atteindre tout le service de santé. Nous savons qu'il avait des amis au quartier général. Aussitôt que les rangs furent rompus et que Napoléon fut rentré au château, Duroc et Rapp s'approchèrent de lui et lui insinuèrent d'aller trouver avec Dorsenne la princesse de Lichtenstein elle-même, et de l'inviter à demander à l'Empereur la grâce du coupable. Ils se chargeaient ensuite, si les circonstances le permettaient, — car il fallait encore une occasion, — de soutenir sa cause auprès de lui.

Larrey et le général coururent chez la princesse; ils lui racontèrent ce qui s'était passé, lui adressèrent des excuses au nom de l'armée, et la conjurèrent d'intercéder en faveur de celui qui l'avait offensée. Le chirurgien de la garde lui dépeignit les regrets de Mouton, la courageuse attitude avec laquelle il attendait le châtiment de l'insulte dont il s'était rendu coupable, et la pénible situation dans laquelle sa mort laisserait sa famille; puis il la conjura, au nom des nombreux services qu'il avait rendus lui-même à différentes occasions aux blessés autrichiens, d'intercéder auprès du souverain. Dorsenne lui exprima à son tour la violence du ressentiment de l'Empereur, qui ne permettait d'espérer aucune atténuation à la sentence si elle ne la sollicitait elle-même.

Très vivement émue, la princesse écrivit immédiatement à Napoléon une lettre dans laquelle elle lui disait que, satisfaite des réparations qui lui étaient données, elle le suppliait de lui accorder la grâce du chirurgien. Mais l'Empereur ne répondit pas. Nouvelle démarche de Larrey et de Dorsenne. Le conseil de guerre allait s'assembler, et sa sentence n'était pas douteuse; elle seule pouvait, en insistant encore, sauver le coupable. Cette fois-ci, la princesse, sérieusement alarmée, écrivit de nouveau à Napoléon et termina sa lettre par ces mots touchants : « Sire, je vais m'agenouiller dans mon oratoire, et ne me relèverai que lorsque j'aurai obtenu du Ciel la clémence de Votre Majesté. » Larrey et Dorsenne emportèrent cette lettre à Schœnbrünn et la firent remettre à l'Empereur.

Cette fois, il fut fléchi. Il fit appeler Larrey et lui apprit qu'il faisait grâce à Mouton; celui-ci en fut quitte pour un mois de prison et une forte semonce de son chirurgien en chef[1].

Le 14 octobre la paix fut enfin signée[2]. Elle donnait à la France les Provinces illyriennes. Mais ce traité de Vienne devait avoir des résultats autrement graves que la cession de quelques milliers d'âmes. Le mariage de l'Empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise, l'alliance autrichienne, et la rupture de l'alliance russe avec ses désastreuses conséquences: tels étaient les graves et prochains événements qu'il renfermait en germe et qui avaient, nous l'avons vu, profondément frappé Larrey. Il marqua cependant l'apogée de la puissance de l'Empereur et de la grandeur de la France. L'Empire, avec la réunion de la Hollande, des villes des houches de l'Elbe et du Weser, des Provinces illyriennes, de Rome et des États de l'Église, de la Toscane, compte cent trente départements. Napoléon a abattu l'Autriche et la Prusse; celle-ci est humblement à ses pieds. Il a assujetti l'Italie et la Vénétie, préside la Confédération germanique, et domine l'Europe. L'alliance russe subsiste toujours, quoique menacée. L'Angleterre et l'Espagne résistent seules encore; mais il se flatte, maintenant qu'il est débarrassé de l'Autriche, de venir facilement à bout de l'Espagne et d'avoir enfin raison de son éternelle ennemie, la Grande-Bretagne, ruinée par le blocus continental et désormais privée des alliés au moyen desquels elle a pu intervenir dans toutes les affaires françaises. Même dans cette guerre d'Espagne où l'Angleterre a entassé toutes ses ressources, il voit un dernier moyen de l'épuiser et de mettre le comble à sa détresse .. A l'intérieur, son autorité est absolue, et, malgré les symptômes de désaffection et d'in-

[1] Larrey, *Note manuscrite*. — Constant, *Mémoires*, t. III, p. 142. — Cadet de Gassicourt, *Voyage en Autriche*, etc., Paris, 1818.

[2] Par le traité de Vienne, l'Autriche perdit trois millions d'âmes, les Provinces illyriennes, qui, réunies à la Dalmatie déjà cédée antérieurement par le traité de Presbourg, furent annexées à l'Empire français. L'Autriche céda en outre le Tyrol et Salzbourg à la Bavière, la Galicie occidentale au grand-duché de Varsovie, et la Galicie orientale à la Russie, dont le rôle d'allié, pendant la campagne, avait cependant été plutôt simulé que réel.

quiétude provoquées par les affaires d'Espagne et de la papauté, rien ne paraît devoir menacer sa puissance.

III

L'Empereur rentra à Paris le 26 octobre. Larrey prolongea son séjour en Autriche, afin de procéder à l'évacuation de ses blessés et de ses malades, et ce n'est qu'après avoir assuré leur transport et mis en route le dernier qu'il partit à son tour. Il quitta Vienne le 31 octobre 1809, visita sur sa route tous ses hôpitaux d'évacuation, et arriva à Paris le 18 novembre[1]. Le 19, il adressa au maréchal Bessières, commandant en chef de la garde, un rapport concernant les résultats de la campagne[2]. Nous avons vu qu'ils étaient des plus satisfaisants. Il n'avait perdu que le onzième de ses blessés, proportion très faible pour l'époque. Il note ce fait avec satisfaction dans son rapport, en faisant ressortir l'observation que j'ai déjà faite, que presque toutes les blessures graves d'Essling et de Wagram furent occasionnées par le canon. Il y avait parmi les soldats rétablis plus de cent grands blessés, parmi lesquels des désarticulés de l'épaule et des amputés des deux jambes[1]. Ces remarquables résultats, qui mettaient en évidence l'habileté et le dévouement de Larrey, lui attirèrent de nouvelles félicitations de l'Empereur.

Au milieu des préoccupations que lui donnaient son divorce, ses projets de mariage, le gouvernement et l'administration de son vaste empire, Napoléon le reçut à Fontainebleau et lui exprima la satisfaction que lui causaient

[1] Comme beaucoup d'autres hommes de son temps, Larrey fait bon marché des dates, et j'ai dû vérifier aux pièces officielles la plupart de celles qu'il donne. Ainsi il déclare, dans ses *Mémoires et campagnes*, qu'il partit pour Paris à la fin de décembre. Or nous avons des documents officiels, datés de Paris, du 19 novembre, dans lesquels il dit qu'il a quitté Vienne le 31 octobre.

[2] Larrey, *Correspondance officielle*. Rapport au maréchal Bessières. Ms. B. N.

ses services. Il lui demanda s'il était lui-même satisfait. Larrey savait borner ses désirs et se trouvait pour la première fois, grâce à la dotation, si maigre cependant, qui lui avait été assurée après Wagram, dans une situation modeste encore, mais suffisamment aisée. Mme Larrey, qui avait travaillé jusqu'à ce jour, pour aider aux besoins du ménage, avait pour la première fois abandonné ses pinceaux. L'avenir paraissait assuré, et Larrey remercia l'Empereur; il lui demanda la décoration pour Ribes, qui, ne se trouvant pas à Wagram, avait été oublié, et pour quelques-uns de ses chirurgiens.

Les années 1810 et 1811 furent, on le sait, particulièrement brillantes. Larrey assista avec sa femme à toutes les fêtes du mariage de l'Empereur et à la plupart de celles qui furent données par les hauts dignitaires de l'Empire. Il a mentionné, dans ses notes, quelques faits anecdotiques de cette époque. Deux qui le concernent lui-même sont assez curieux. Un jour qu'il était invité à dîner aux Tuileries, il fut arrêté par un rassemblement dans la rue de Rivoli. Il descend de son cabriolet, s'informe et apprend qu'il s'agit d'une pauvre femme, gisant sur le pavé en proie à de vives douleurs. Le bon chirurgien, en grand uniforme d'inspecteur général, s'approche, examine la malade, reconnaît qu'il est en face d'un cas spécial, mais tout physiologique, la fait transporter dans une pharmacie, s'installe auprès d'elle, oublie son dîner, et, quand il arrive aux Tuileries, celui-ci est à moitié terminé. Ce n'était plus le temps où, en Syrie, le général Bonaparte refusait de se mettre à table tant que son chirurgien n'était pas arrivé. A la cour impériale régnait la plus rigoureuse étiquette, et au milieu des rois, des princes et des hauts dignitaires de l'Empire qui s'asseyaient respectueusement à la table du puissant souverain, Larrey, on le comprend, n'était plus qu'un modeste personnage. Cependant l'œil perçant de Napoléon le vit se glisser à sa place. Il ne lui adressa ni ne lui fit adresser aucune observation; mais il connut, — car il se faisait souvent rendre compte des plus

petits détails, — la nature de l'incident qui avait retardé Larrey, et il le lui rappela plaisamment dans une conversation que je vais tout à l'heure rapporter.

Un autre jour, Larrey allant rendre visite à la duchesse d'Abrantès, le suisse le prend, — qui le croirait? — pour le cardinal Maury. Il faut croire que ce concierge n'était guère au courant des costumes d'Église et qu'il pensait que ce haut dignitaire de l'épiscopat devait être, dans son état, une sorte de général, car il donna l'alarme dans l'hôtel et fit annoncer le cardinal-archevêque. Tout le monde se précipita pour venir au-devant de monseigneur et recevoir sa bénédiction, et grand fut l'étonnement quand on se trouva en face du chirurgien en chef de la garde impériale. Larrey s'amusa beaucoup de cette méprise; il ne fut pas le seul à en rire, et elle eut son épilogue[1]. Quelques jours après, il était avec sa belle-sœur, Émilie Benoît, à un bal masqué auquel assistait l'Empereur. Celui-ci aimait particulièrement ce genre de fêtes et se plaisait à intriguer sous le masque les personnages de sa cour ou de son armée qui s'y trouvaient. Il semble que, dans ces divertissements où il se délassait des soucis de sa toute-puissance et de l'écrasant travail auquel il ne cessait de se livrer, il se laissait assez facilement aller au penchant d'une nature qu'altéraient le pouvoir absolu et une ambition sans limite, mais qui originairement avait été aimable et bienveillante.

En domino et masqué, accompagné de Duroc qui portait le même déguisement, il accosta Larrey, dont les longs cheveux descendaient jusque sur les épaules.

« A sa chevelure et à son onction, on reconnaît, dit-il, l'archevêque de Paris. Un bal n'est pas pour l'effrayer. Je vous salue, monsieur l'évêque, et vous demande votre bénédiction. »

Larrey reconnut aussitôt l'Empereur à sa taille courte et déjà épaisse, à ses mains fines et potelées, et surtout à sa voix qu'il avait entendue tant de fois. Mais il était trop avisé pour le laisser voir.

[1] Larrey, *Fiche.*

« Mon cher masque, répondit-il dans le jargon convenu, les évêques ne vont plus au bal. C'était bon sous l'ancien régime ; mais depuis que Sa Majesté a établi le Concordat, ils sont revenus aux mœurs de leur état. Je suis Larrey, chirurgien de la garde de Sa Majesté.

— Ah ! Larrey, dit l'Empereur ; mais expliquez-moi pourquoi vous, qui êtes, dit-on, un brave soldat et un grand chirurgien, ressemblez à un évêque. D'autres s'y sont trompés, et il n'y a pas longtemps que tout le personnel de Mme Junot s'est jeté à vos pieds pour vous demander la bénédiction. »

Puis, changeant de conversation :

« Puisque vous êtes Larrey, c'est vous qui avez soigné d'Aboville à Wagram ? C'est un riche personnage, et il a dû reconnaître royalement le service que vous lui avez rendu. »

Larrey savait bien que Napoléon, tout en aimant à plaisanter de l'avarice connu de certains de ses généraux, ne les estimait pas moins à cause de leurs grandes qualités militaires, et qu'il tenait beaucoup à d'Aboville, qui malgré ses défauts était un brillant officier. Aussi il n'a garde de prendre le change et de récriminer contre son ingrat client.

« Vous vous moquez, car il est de notoriété publique que le général d'Aboville a voulu reconnaître mes services par un présent insignifiant, il est vrai ; mais sa conduite est excusable, car il savait sans doute que Sa Majesté se chargerait elle-même de me récompenser. »

On ne pouvait répliquer avec plus d'à-propos, et un signe de tête de l'Empereur, un serrement furtif de main de Duroc, indiquent à Larrey que cette repartie avait su plaire.

« Mais vous parlez de l'Empereur, dit alors Napoléon, je vois que vous lui êtes très attaché. Cependant il vous a, dit-on, récemment invité à dîner et vous n'êtes arrivé qu'à la fin du repas... Belle dame, ajouta-t-il en se tournant vers Émilie Benoît, qu'il prenait pour Mme Larrey, faites attention à votre mari, on prétend qu'il fut retenu ce jour-là par des occupations qui n'avaient rien de commun avec son service de la garde. »

Émilie se mit à rire. Elle aussi avait reconnu l'Empereur,

et, comme elle était très fine et non moins ambitieuse, elle n'eut garde de laisser échapper l'occasion ; elle déclina immédiatement son nom.

« Il faut donc, monsieur, que je me nomme aussi ? Je ne suis pas Mme Larrey, je suis sa sœur, Émilie Benoît, et je n'ai pas à veiller sur la vertu de mon beau-frère, qui est du reste un homme de mœurs sévères et de principes rigides. Nous connaissons l'histoire à laquelle vous faites allusion, et elle ne nous inquiète pas ; nous savons qu'il a été retardé par une bonne action. Mais puisque vous paraissez connaître l'Empereur, et que vous avez l'air très bon, ajouta-t-elle en insistant sur le qualificatif, vous devriez bien lui rappeler que le baron, ici présent, lui a demandé la croix pour mon mari qui s'en est rendu digne par ses services à son ministère et son attachement pour Sa Majesté. »

L'Empereur était pris à son propre piège, mais il supporta galamment le choc. Il connaissait comme tout le monde la belle Émilie par les vers de Demoustier, et aussi parce qu'elle avait fait un portrait de lui sous le Consulat. Il savait qu'elle était une artiste estimée, et que Benoît était un laborieux administrateur. « Je n'ai pas, madame, l'influence que vous pensez. » Et il ajouta après une pause : « Mais vous avez en monsieur votre beau-frère un bon protecteur, et s'il veut se charger de rappeler votre désir à l'Empereur, je ne doute pas qu'il ne vous donne satisfaction. » Et, mettant fin à l'entretien, il se retira.

La promesse qu'il n'oublia pas, parce que Larrey la lui rappela plusieurs fois, fut tenue, et Benoît reçut en effet la Légion d'honneur quelque temps après.

Mais les loisirs que faisaient à Larrey ces années de paix furent cependant employés à des occupations plus sérieuses. C'est pendant cette période de 1810 à 1812 qu'il rédigea et publia les Mémoires de ses campagnes, qu'il ne faut pas confondre avec le *Journal de campagne* inédit, qui a en partie servi de base à ce récit, et qui offre un caractère de spontanéité et de liberté que ne pouvait posséder l'œuvre imprimée. On sait que cet ouvrage célèbre se compose de quatre

volumes; les trois premiers volumes furent publiés en 1812, avant le départ pour la Russie. Le style en est très sobre et sans amplifications. L'écrivain raconte simplement les faits sans les juger. Larrey, qui est volontiers si sentimental, si prolixe dans ses lettres, se montre dans cet ouvrage d'une réserve absolue. C'était sage, car Napoléon aurait supporté difficilement des appréciations qui ne lui auraient pas convenu, même exprimées avec les meilleures intentions. Le quatrième volume, contenant l'histoire de la campagne de Russie, d'Allemagne et de France, ne parut que sous la Restauration, en 1817. Ici, ce fut bien une autre affaire. Larrey écrivait en pleine réaction royaliste, ses amis emprisonnés ou exilés, les autres surveillés par une police soupçonneuse, lui-même suspect et destitué de ses grades et fonctions. On perçoit dans ce volume, à l'embarras de sa rédaction, aux termes voilés qu'il emploie, les dangers qui planent sur l'ancien chirurgien de la Grande Armée. Pas une seule fois il ne désigne Napoléon par son nom, ni par celui de l'Empereur. On voit que, officiellement et par ordre, le grand et glorieux règne est effacé; mais Larrey ne s'humilie pas jusqu'à employer le nom de Bonaparte tout court comme les Anglais, les écrivains royalistes ou ralliés et la plupart de ses compagnons d'armes. Il s'en tire en disant : « on..., le chef de l'armée..., le commandant supérieur des troupes... » Mais comme il se ressaisit bien sur ses agendas, dans ses lettres privées et dans l'éducation qu'il donne à son fils, élevé par lui dans le culte absolu et dans l'admiration de l'Empereur !

Larrey envoya son ouvrage à tous les souverains de l'Europe. Sa célébrité, les services que dans les guerres précédentes il avait rendus à leurs nationaux, ceux qu'il pouvait leur rendre encore dans la suite, la considération flatteuse que lui témoignait l'Empereur, le faisaient considérer comme un personnage important, et il n'était pas d'occasion où les princes alliés ou protégés de l'Empire ne le comblassent d'égards. L'empereur de Russie, les rois de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg, de Westphalie, de Naples, d'Espagne, lui

écrivirent des lettres de félicitations, et lui adressèrent pour la plupart, en témoignage de leur bienveillance, des bagues de prix et leurs portraits enrichis de diamants. Il l'apporta également à l'Empereur[1]. C'était dans les premiers jours de février 1812. A ce moment, Napoléon s'occupait des derniers préparatifs de la guerre contre la Russie. Après avoir complimenté Larrey, il lui annonça que la Grande Armée allait entrer prochainement en campagne, et qu'il en était nommé le chirurgien en chef.

[1] Lettre du prince de Hardenberg, de la part du roi de Prusse : don d'une tabatière, enrichie de brillants, avec portrait de Frédéric-Guillaume. — Lettre du chargé d'affaires du même souverain : présent d'un cachet. — Lettre du ministre de Saxe à Dresde : boite or, couverte de diamants, avec portrait du roi (1812). — Lettre du général comte Dumas, annonçant un cadeau de la part de Wikowski, ministre du roi de Saxe : riche tabatière. — Lettre de Gervais, conseiller d'État de l'empereur de Russie, Saint-Pétersbourg : bague d'un grand prix. — Lettre du prince vice-roi à la baronne Larrey : tabatière avec diamants (Paris, 1812). — Lettre du ministre du roi de Bavière : boite or, avec diamants et portrait (Paris, 1812).

CHAPITRE XVII

I. Campagne de Russie. — Départ de Larrey, nommé chirurgien en chef de la Grande Armée. — Il organise à Berlin son service chirurgical. — Larrey et Des Genettes à Thorn. — Passage du Niémen. — Napoléon et Montbrun à Wilna. — Séjour à Wilna. — Les combats devant Vitebsk. — Les ambulances de Vitebsk. — Négligence des commissaires de guerre. — Disgrâce de Larrey auprès de l'Empereur. — Réparation éclatante. — II. Prise de Smolensk. — Les blessés pansés avec des parchemins et des feuilles de registres des archives de Smolensk. — Combat de Valoutina. — Blessure et mort du général Gudin. — Faute énorme de Junot. — Changement survenu dans les habitudes de l'Empereur. — Nouvelles hésitations au sujet de la poursuite des armées russes. — Marche de l'armée sur Dorogobouge, Wiasma, Gjhath et Borodino. — Bataille de la Moskova. — L'ambulance de Larrey. — Les grands blessés : Compans, Rapp, Davoust, Nansouty, Friant, Morand, Belliard, Bruyère, Pajol, de France, Teste, Guillemot, Triaire. — Mort de Canlaincourt. — Blessure mortelle de Montbrun et de Romeuf. — Le brave Bonamy percé de vingt-huit coups de baïonnette et fait prisonnier. — Les généraux de cavalerie blessés : Grouchy, Nansouty, Pajol, Saint-Germain, Bordesoulle. — Les blessés russes aux ambulances de Larrey. — Larrey a inauguré les principes d'humanité vis-à-vis des blessés ennemis. — Les opérations de Larrey. — Mise en route des blessés transportables pour la France. — Pénurie dans les ambulances; privations et souffrances des blessés. — Conduite des commissaires de guerre. — Entrée de l'armée à Moscou. — Incendie de la ville. — Mesures prises par Larrey pour la sauvegarde des blessés. — Entretien de Larrey avec l'Empereur au sujet de l'hivernage à Moscou. — Évacuation de Moscou. — Marche de l'armée sur Kalouga. — Bataille de Malo-Jaroslawetz. — III. Retraite de Russie. — Récit de Larrey. — Situation des blessés laissés à Mojaïsk et à Koloskoï. — Larrey fait remettre en liberté les officiers russes blessés, leur donne de l'argent, et recommande à leur bonneur et à leur reconnaissance les blessés français. — Commencement du froid et de la désorganisation de l'armée. — Disette des vivres. — Les ambulances de Gjhath. — Combat de Wiasma. — Égorgement des blesses français et des familles françaises de Moscou par les Russes. — Dorogobouge. — L'armée souffre plus encore de la faim que du froid. — Presque tous les blessés meurent de faim. — Arrivée à Smolensk. — Larrey, attaqué par les cosaques, est délivré par les soldats de la garde. — Bataille de Krasnoïé. — La Bérésina. — Larrey sauvé par les soldats au passage du pont. — Les généraux polonais Zayonscheck et Dombrowski. — Un canonnier de Carcassonne. — L'Empereur quitte l'armée à Smorgoni. — L'armée à Wilna. — Rencontre de Ribes sur la route de Kowno. — Les trois mille hommes de la garde. — Kowno, Gumbinnen et Intersbourg.

I

Larrey partit le 24 février 1812 pour se rendre à Mayence, où devait être établi le quartier général de l'armée. Il y arriva le 1er mars. A ce moment, la plus grande partie des troupes

avait déjà franchi le Rhin et marchait à grandes journées vers la Prusse. Quoique la guerre ne fût pas déclarée, — elle ne devait l'être qu'au dernier moment, — l'Empereur poussait activement vers les frontières russes cette immense agglomération d'hommes qui devait constituer la Grande Armée. Un fait qui paraîtra surprenant, c'est que le but de cette guerre, prévue par tous les observateurs en Europe et en France depuis la campagne de 1809, et surtout depuis le mariage de l'Empereur avec une archiduchesse autrichienne, et rendue inévitable par les exigences de Napoléon, les intrigues de l'Angleterre, que seule elle pouvait encore sauver, la froide résolution d'Alexandre et les armements considérables auxquels les deux Empereurs s'étaient livrés, ait pu encore, à cette époque, être gardé secret[1].

L'Empereur, en annonçant à Larrey qu'il était nommé chirurgien en chef de l'armée, ne lui avait pas révélé l'objet de la campagne. « On ne savait pas, dit Larrey, où on allait. On pensait généralement qu'on s'embarquerait sur la Baltique pour passer en Angleterre, ou dans d'autres contrées plus éloignées[2]. » Il semble cependant bien extraordinaire qu'un homme comme le chirurgien en chef de la garde, qui vivait à l'état-major impérial et suivait de près la politique générale, ne fût pas fixé sur la portée de l'immense événement qui se préparait et qui tenait certainement l'Europe en suspens.

Larrey et Des Genettes, organisant sur leur route les hôpitaux d'évacuation, se rendirent de Mayence à Berlin, en passant par Erfurt et Magdebourg. Arrivé à Berlin le 2 avril, Larrey rassembla tous les chirurgiens de l'armée pour les classer et les distribuer dans les ambulances. Comme toujours, beaucoup de jeunes chirurgiens militaires, — tout en ayant des connaissances théoriques suffisantes, — laissaient à désirer au point de vue des notions pratiques. Il ouvrit un

[1] « Dès la fin même de 1810, Alexandre avait rassemblé la majeure partie de ses forces sur la frontière occidentale de son empire. » (Baron Fain, *Manuscrit de* 1812, p. 2.)
[2] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. IV, p. 2.

cours de chirurgie de guerre destiné à compléter leur instruction. Ces cours, accompagnés d'exercices pratiques, furent suivis non seulement par tous les chirurgiens de l'armée, mais aussi par tous les officiers de santé de l'Académie militaire de Berlin. Larrey était assisté dans cette tâche par Gœrck, chirurgien général des armées prussiennes, avec lequel il s'était lié dans ses précédents séjours en Prusse, par Hufeland, qui était alors premier médecin du roi, et par Grœfe, professeur de chirurgie. Tous trois entourèrent le médecin français des plus grands égards pendant son séjour à Berlin. Ces démonstrations de médecine opératoire furent continuées pendant la route par les chirurgiens-majors des corps d'armée. Ainsi Larrey procédait avec ses jeunes médecins comme Napoléon prescrivait qu'on procédât avec les soldats récemment levés en France, auxquels on faisait apprendre l'exercice pendant qu'ils se rendaient à leurs corps.

Après avoir organisé le service chirurgical de la campagne et créé six divisions d'ambulances volantes, composées chacune de huit chirurgiens, Larrey quitta Berlin le 30 avril pour se rendre à Posen, où il retrouva le quartier général, et de là à Thorn, où il arriva le 2 juin. Des Genettes voyageait avec lui. Les deux inspecteurs généraux visitèrent les hôpitaux situés sur les lignes de l'armée, et prescrivirent les dispositions nécessaires pour la réception des malades et des blessés. Ils ne prévoyaient guère, ni l'un ni l'autre, les désastres qui allaient fondre sur les magnifiques troupes dont l'Empereur pressait la marche en avant. Mais déjà, en arrivant sur la Vistule, les rapports des chefs de service signalaient soixante mille malades[1], et on pouvait compter que ce chiffre serait plus que triplé.

Napoléon avait, de son côté, quitté Paris le 9 mai, se rendant avec l'Impératrice à Dresde, où l'attendait l'empereur d'Autriche.

[1] Larrey, *Note*. — Thiers, *le Consulat et l'Empire*, t. XIII, p. 566.
« Thiers, dont les évaluations sur le chiffre des blessés et des malades sont la

Il y séjourna jusqu'au 29, au milieu de splendides fêtes et recevant les hommages empressés et les flatteries des rois, des princes de l'Europe et d'une foule de courtisans accourus pour protester de leur admiration et de leur dévouement et quêter de lui une faveur ou un sourire. Ce fut là le dernier rayonnement de son extraordinaire grandeur. Il arriva à Thorn le 2 juin; le 3, il réunissait tous les chefs de service en conseil particulier. Après avoir recueilli les avis et les observations de chacun des membres de cette commission, il donna ses instructions générales concernant les mouvements des troupes, les services administratifs et les mesures hygiéniques qu'avaient conseillées Larrey et Des Genettes.

L'armée se mit en marche vers le Niémen. Au moment où elle arrivait au bord de ce fleuve, le 24 juin, elle se composait de plus de trois cent vingt mille hommes, sans compter les troupes de réserve qui en comprenaient de cent quarante à cent cinquante mille. Elle était commandée par Davout, Ney, Bessières, Oudinot, Mortier, Lefebvre, Poniatowski, Reynier, Junot, Victor et Macdonald. La cavalerie de réserve, l'artillerie, le génie et le service de santé avaient à leur tête Murat, Lariboisière, Chasseloup-Laubat et, comme nous le savons, Des Genettes et Larrey. Daru était ministre secrétaire d'État, et Mathieu Dumas intendant général. Le baron Yvan, chirurgien ordinaire, Ribes, Lherminier, Jouan et Métivier assuraient le service médical de l'Empereur et de sa maison.

Cette armée avait dans ses rangs, et ce fut là une grave cause de faiblesse, cent soixante-dix mille étrangers contre cent cinquante-cinq mille Français. Dans cette organisation, Napoléon inaugura la série des fautes qui devaient provoquer sa ruine. Au lieu d'exiger d'alliés aussi chancelants que l'Autriche et la Prusse de forts contingents, il ne demanda à chacune de ces puissances que trente mille hommes, leur

plupart assez exactes, les tenait directement de Larrey et de Des Genettes eux-mêmes. » (*Note* d'Hippolyte Larrey.)

laissant ainsi des forces considérables pour agir contre lui en cas d'insuccès, — ce qui arriva; — et au lieu de placer ces contingents au centre même de son armée pour les avoir sous sa surveillance et leur faire supporter plus particulièrement le poids de la campagne, il les plaça aux deux ailes sur les frontières de leurs pays respectifs : le prince de Schwarzenberg avec les Autrichiens à la droite, en Volhynie, et les Prussiens, sous Macdonald, à la gauche, vers l'embouchure du Niémen. Aussi, ce furent de tous les corps de la Grande Armée ceux qui eurent le moins à souffrir[1].

Devant lui, Napoléon avait deux armées russes : l'une, commandée par Barclay de Tolly, était forte de cent cinquante mille hommes, et l'autre, par Bagration, en comptait cinquante mille. Quarante mille soldats en Volhynie, avec Tormazow; huit mille cosaques, sous les ordres de Platow, en face de Grodno, et une importante réserve d'infanterie et de cavalerie complétaient les forces définitives de la Russie.

L'Empereur passa le Niémen à Kowno, le 24 juin, et marcha sur Wilna en séparant, par une admirable manœuvre stratégique, l'armée russe de Barclay et celle de Bagration. Le 28, il entra à Wilna sans trouver de résistance. La veille, l'empereur Alexandre y était encore, et

[1] La Prusse et l'Autriche avaient offert elles-mêmes, avec le plus grand empressement, leur alliance à Napoléon. L'insistance de la Prusse fut aussi humble que pressante. — *Lettre du roi de Prusse à Krusemarck, son ministre à Paris* (14 mars 1811); *de Hardenberg à Krusemarck* (30 août 1811); *de Saint-Marsan* (22 février 1812).

L'Empereur, qui ne s'abusait pas sur les sentiments de la Prusse, et qui ne pouvait laisser paisible et armée derrière lui une puissance qui, en cas de revers dans la campagne de Russie, eût pu se joindre à ses ennemis, avait le choix entre la destruction totale de la monarchie des Hohenzollern et son admission dans la Grande Armée. Le premier parti, auquel il songea d'abord, était facile. Les troupes cernaient entièrement la Prusse, dont toutes les forteresses étaient entre ses mains. Il n'avait qu'à faire un signe, et ce qui restait de ce royaume était anéanti. Les griefs ne manquaient pas. La Prusse, si exigeante et si inflexible dans les contributions de guerre qu'elle lève sur les autres peuples quand elle est victorieuse, n'avait pas, en 1812, acquitté la moitié des sommes qu'elle devait payer à la France au commencement de 1810, et l'Empereur était au courant des intrigues qu'elle avait nouées en 1809 avec l'Autriche. Malheureusement, Napoléon répugna à cette mesure, qui l'aurait probablement sauvé en rendant difficile la guerre de 1813, et préféra accepter l'alliance du roi Frédéric-Guillaume.

assistait à un bal chez le général Benningsen ; il n'eut que le temps de s'enfuir. L'armée russe elle-même, se trouvant trop faible pour se mesurer avec la Grande Armée, avait évacué précipitamment la ville et mis, en partant, le feu aux immenses approvisionnements qu'elle renfermait. Ainsi était inauguré, dès la première rencontre des adversaires, le caractère que la Russie allait donner à cette guerre : l'incendie et la fuite dans les steppes infinis. A ce moment, se place une anecdote qui intéresse la physiologie de Napoléon et le caractère de certains de ses généraux. Comme s'il avait eu le pressentiment du système de destruction et d'incendies qui allait devenir du côté des Russes une arme terrible de défense, l'Empereur, dès son arrivée à Kowno, confia au général de cavalerie Montbrun la mission de marcher rapidement sur Wilna et de s'emparer des magasins des Russes, avant qu'ils aient eu le temps de les enlever ou de les détruire. Selon son habitude, ses instructions étaient claires, précises, détaillées, et avec un chef de cavalerie comme Montbrun, — le plus bardi et le plus intelligent de l'armée, le béros de Somosierra, — le succès de l'exécution de cet ordre ne paraissait pas douteux. Malheureusement, au moment où Montbrun se mit en marche avec son corps d'armée, il fut arrêté par Murat, qui commandait la cavalerie [1] ; jaloux de voir un de ses subordonnés chargé d'une mission de confiance, le roi de Naples la lui enleva pour l'accomplir lui-même, et arriva à temps pour voir brûler les magasins. La colère de l'Empereur fut aussi violente que sa déception fut profonde. Il apostropha Montbrun devant tout son corps d'armée et le réprimanda brutalement. Le général voulut s'expliquer. « Taisez-vous, dit l'Empereur. — Mais, sire !... » Et Montbrun fixait Murat, attendant son intervention qui le justifierait. Celui-ci resta impassible. « Taisez-vous, dis-je. » Et Napoléon continua à l'accabler de reproches. Pour le coup, le général n'y tint plus. Exaspéré

[1] Murat avait sous ses ordres les magnifiques corps de cavalerie de Montbrun et de Nansouty, qui étaient chacun de dix mille cavaliers.

et ivre de fureur, il tira son sabre, le prit par la pointe et le jeta par-dessus sa tête, à cinquante mètres en arrière de lui. Puis, se tournant vers le groupe que formait l'Empereur avec son état-major : « Allez au diable, tous[1] ! » s'écria-t-il d'une voix vibrante; et, piquant son cheval, il s'élança à fond de train vers sa tente, où il s'enferma, attendant qu'on vînt l'arrêter[2].

Napoléon blêmit de colère, et tous les témoins de cette scène effrayante, — parmi lesquels était Larrey, — se regardèrent terrifiés, se demandant à quel extrême acte de rigueur ou de vengeance le souverain, ainsi outragé devant son armée, allait se laisser aller. C'est ici où éclate le côté vraiment intéressant et positif de ce caractère, en apparence si violent, et au fond si parfaitement maître de lui. Un chef d'État, même démocratique comme le nôtre, un simple ministre de la guerre ou inspecteur d'armée de nos jours, punirait sévèrement d'abord et briserait impitoyablement ensuite, — quels que soient son illustration et l'espoir que la France pourrait fonder sur lui, — la carrière de l'officier général qui se permettrait vis-à-vis de lui une semblable offense. Mais Napoléon, qui voyait en tout le résultat, et qui connaissait la valeur des hommes, qui avait dit que pour faire un Lassalle il fallait vingt ans de guerre[3], savait qu'il ne fallait pas moins de temps pour faire un général de cavalerie comme Montbrun, et ne pouvait se dissimuler qu'il ne le remplacerait pas s'il le perdait. Il se maîtrisa, fit taire son ressentiment, et continua l'inspection de son armée comme

[1] Larrey atténue l'expression; d'après le général Thoumas, qui raconte la même anecdote, Montbrun se serait servi d'un mot plus énergique encore et plus inconvenant.

[2] Larrey, *Notes*. Le général Thoumas, *les Grands Cavaliers*. Berger-Levrault, Paris, 1890.

[3] « Lassalle, colonel du 10e régiment de hussards à Agen, n'ayant pas été invité par le préfet à un de ses grands bals officiels, considéra cette omission comme une insulte, et se rendit à la fête avec ses officiers. Une scène très vive ayant eu lieu entre lui et le préfet, il envoya chercher un piquet de hussards et fit jeter le souper par la fenêtre. Le fonctionnaire se plaignit, et l'affaire fut portée devant l'Empereur. Celui-ci le destitua, et mit Lassalle aux arrêts en disant :

« Il suffit d'une signature pour faire un préfet; il faut vingt ans pour faire un Lassalle. » (*Rapport à l'Empereur*, 8 juin 1804.)

s'il ne fût rien survenu. Montbrun, de son côté, reprit son commandement, et jamais il ne fut question de cet incident entre lui et l'Empereur[1]. Mais que penser de Murat, qui ne broncha pas pendant la scène?...

L'Empereur resta dans Wilna jusqu'au 16 juillet. Ce trop long séjour fut employé à organiser le gouvernement de la Lithuanie, et à attendre le résultat des opérations de ses lieutenants. Il a été blâmé par les historiens militaires, et il est admis que s'il eût, sans s'arrêter, poursuivi lui-même ses adversaires surpris par la foudroyante rapidité de sa marche, — comme il l'avait fait tant de fois en pareille circonstance, — il pouvait envelopper Bagration ou détruire Barclay et terminer la guerre. Mais ce ne fut pas sa seule faute, et dans toute cette campagne de Russie, — qui était précisément la plus aventureuse et la plus dangereuse qu'il eût entreprise depuis l'expédition d'Égypte, — il semble bien que son brillant et clair génie ait parfois subi une éclipse.

Larrey prit possession des hôpitaux civils et militaires de la ville, et fit aménager les bâtiments publics de façon à ce qu'ils pussent recevoir six mille blessés ou malades. Les petits engagements qui avaient eu lieu devant Wilna donnèrent cent cinquante blessés; il les plaça dans les hôpitaux de la Charité et de Saint-Jacques, où ils furent soignés par des religieuses françaises établies dans le pays. Les marches à travers de mauvais chemins, détrempés par des torrents de pluie[2], l'abus de l'eau-de-vie du pays, l'alimentation qui était déjà irrégulière et défectueuse, en attendant qu'elle soit problématique, déterminèrent dans l'armée un grand nombre de maladies.

Le 16 juillet, Napoléon quitta Wilna et se dirigea sur

[1] « Nous verrons que malheureusement pour Napoléon, dont il aurait pu modifier la fortune à Waterloo, ce vaillant homme de guerre, égal au moins à Lassalle, peut-être supérieur à Murat et à Grouchy, fut tué à la Moskova.

[2] Il survint de violents orages dans les premiers jours de juillet. Il a été ridicule de considérer ces orages, qui durèrent trois jours de suite, comme de mauvais présages. Mais ils firent beaucoup de mal à l'armée; l'abaissement subit de la température occasionna un grand nombre d'affections inflammatoires parmi les troupes et fit périr un grand nombre de chevaux.

Vitebsk. Bagration, qui avait échappé à Davout à la faveur du dissentiment qui éclata entre ce maréchal et le roi Jérôme, placé sous ses ordres, s'était retiré au delà du Dnieper. Barclay était à Vitebsk. Le 25, le 26 et le 27, il fut aux prises avec l'armée française. Mais ce ne fut pas encore la bataille décisive qu'attendait avec impatience l'Empereur pour mettre fin à une campagne dont il commençait à saisir les dangers. Après avoir perdu quelques milliers d'hommes, le général russe se déroba et quitta la ville pendant la nuit, emmenant tous les habitants avec lui, ayant détruit ou emporté tous les approvisionnements et eu soin de faire sauter le pont sur la Dwina. Quand, le 28 au matin, l'armée française entra dans ses murs, la ville était déserte, et les magasins qui servaient d'entrepôt à cette fertile région se trouvèrent vides. « Cette circonstance était d'autant plus regrettable, dit Larrey, que l'armée commençait à souffrir de la disette de subsistances, et n'avait pas eu de distribution régulière depuis quelques jours. » Quant à Barclay, il s'était dirigé sur Smolensk, où Bagration, après un détour immense, devait le rejoindre le 3 août. Les combats des 25, 26 et 27 juillet donnèrent deux mille trois cents blessés, y compris cinq cents Russes restés entre les mains des Français. Ils furent tous pansés, sur le champ de bataille, par les chirurgiens des ambulances volantes et des régiments. Larrey intervenait dans tous les cas difficiles. Il y eut cent amputations, dont cinquante-six pratiquées par lui ou sous sa surveillance. Ces opérations, toujours graves à cette époque, ne coûtèrent la vie qu'à huit blessés, dont six Russes. Les quarante-huit autres amputés, restés à Vitebsk, se rétablirent [1]. Ce sont là des résultats qui paraîtront extraordinaires, si l'on réfléchit aux conditions défectueuses dans lesquelles se trouvait déjà le chirurgien en chef de la Grande Armée. Par suite de la négligence des agents administratifs, les caissons des ambulances étaient, en effet,

[1] Larrey, *Corresp. offic.* Rapport à Sa Majesté l'Empereur et Roi, Vitebsk, 8 août 1812. A. N. A. F. IV. — 1646. (Service de santé.)

restés en arrière. Les chirurgiens avaient heureusement avec eux leurs instruments, dont ils ne se séparaient jamais; mais ils manquaient de tout le matériel de pansement. Il fallut se servir du linge des soldats, et, celui-ci faisant bientôt défaut, ils déchirèrent leurs propres chemises. Larrey pensait bien que Barclay n'avait pas eu le temps d'emmener avec lui tous les blessés. Il les fit rechercher avec soin, et ce ne fut que le quatrième jour qu'on en découvrit une centaine dans des maisons particulières. Ces malheureux mouraient de faim et se trouvaient dans un état indescriptible de souffrance, de malpropreté et de dénuement. Il s'empressa de leur donner les premiers secours et les fit transporter dans les hôpitaux, où ils reçurent les mêmes soins que les blessés français [1].

Il se passa à Vitebsk un incident qui, après avoir humilié et profondément contristé Larrey, se termina à son honneur et à sa complète satisfaction. Le lendemain du combat, l'Empereur visita les hôpitaux. Il s'entretint avec tous les blessés, leur manifestant le plus grand intérêt, s'informant de leur état et des circonstances au milieu desquelles ils avaient été frappés. Il les combla de décorations et de largesses; mais, contrairement à ses habitudes, il n'eut pas un mot aimable pour le chirurgien en chef. Il le blâma, au contraire, durement de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour être suivi de son matériel d'ambulance. Larrey essaya de se justifier, mais il passa sans l'écouter. C'était la première fois que le chirurgien de la Grande Armée encourait un blâme de Napoléon, et il en éprouva une profonde douleur; mais il n'était pas homme à rester sur ce reproche immérité. Il fit

[1] Larrey a laissé les observations de ses blessés; quelques-unes sont intéressantes pour l'histoire de la chirurgie de guerre et méritent d'être signalées. Un soldat russe avait reçu un biscaïen à travers le frout. Ce projectile, du poids de deux ceut dix-sept grammes, se logea daus la cavité crânieune, ne laissant aucune trace de son passage, qu'uue ouverture de quelques millimètres. La paroi osseuse, « après s'être distendue, dit Larrey, et avoir cédé au moment du traumatisme, était revenue sur elle-méme. » Larrey enleva le corps étrauger, après avoir appliqué le trépan, et guérit le malade. Un grenadier de la garde fut atteint, à la partie postérieure de la tête, d'uu coup de lance de cosaque qui traversa l'os et s'enfouça profondément dans le cerveau. Ou l'avait laissé pour mort sur le terrain. Larrey, inspectant le champ de bataille, le fit relever et il le guérit; mais il resta muet et ayant perdu le sens de l'odorat.

parvenir à l'Empereur ses lettres aux administrateurs et lui fournit, dans le rapport qu'il lui adressa, la preuve de la négligence des commissaires des guerres, qui, pour s'excuser, avaient rejeté sur lui la responsabilité du retard des caisses de l'ambulance[1]. Il faut rendre cette justice à Napoléon, c'est qu'il n'hésitait pas à reconnaître ses erreurs, quand il avait été trompé. La réparation qu'il donna à Larrey fut égale à l'humiliation qu'il lui avait fait subir.

Après lui avoir adressé le dossier de cette affaire, le chirurgien en chef se rendit à son lever. L'Empereur se dirigea immédiatement vers lui, à travers la foule des généraux qui se pressaient dans la pièce, et lui prenant les mains affectueusement : « Bon, lui dit-il, je sais maintenant ce qui s'est passé; je tiens à ce que vous sachiez que je vous considère comme un des meilleurs serviteurs de l'État et comme mon ami[2]. »

A Vitebsk, l'Empereur hésita un moment à poursuivre la campagne. La continuation de la marche en avant paraissait tellement risquée dans les conditions où elle s'accomplissait que les esprits les plus sages de son entourage ne cachaient pas leur appréhension, et émettaient le vœu qu'on s'arrêtât

[1] Le rapport de Larrey à l'Empereur (Vitebsk, 2 août 1812) est trop long pour pouvoir être reproduit ici. Dans ce document, le chirurgien en chef de la Grande Armée démontre que tous les blessés ont reçu les secours de la chirurgie, mais que le linge et les aliments ont manqué parce que l'administration n'a rien fourni aux blessés de ce qui était nécessaire. Il se plaint que depuis longtemps l'autorité administrative est préjudiciable au bien-être des blessés et entrave le service des chirurgiens :

« Sire, dit-il, si les chirurgiens étaient investis des pouvoirs nécessaires pour faire assurer aux soldats les secours que l'humanité réclame, Votre Majesté serait à l'abri de toute inquiétude; mais la chirurgie militaire est obligée de lutter sans cesse contre cet état de choses... C'est par cet esprit (celui de l'administration) que les Écoles de chirurgie militaire ont été détruites en France, que des règlements nuisibles aux officiers de santé ont été promulgués; c'est sans doute aussi à son influence que nous devons la perte de bons chirurgiens qui, pendant les dernières campagnes, ont donné à Sa Majesté tant de preuves de leur zèle et de leur valeur, et qui, découragés, ont quitté le service militaire. »

On lit en marge de ce rapport, de la main de l'Empereur et signé du fameux Nap..., l'annotation suivante :

« Renvoyé à l'intendant général pour savoir pourquoi le linge manquait sur le champ de bataille. » (Vitebsk, 2 août 1812. Nap...) — (Larrey, *Corresp.* Arch. N. F. F. IV. — 1046.)

[2] Larrey, *Corresp. privée.* Lettre à Mme Larrey. Vitebsk, 9 août 1812.

sur la Dwina et le Borysthène. Larrey, qui avait une si grande expérience des choses de la guerre et qui ne voyait pas sans inquiétude cette immense armée s'avancer dans un pays dévasté et incendié par ses propres habitants, à la poursuite d'un ennemi insaisissable, partageait cette opinion et était convaincu qu'on n'irait pas plus loin; mais, après quelques journées d'indécision, Napoléon se décida à passer outre[1].

II

L'armée quitta Vitebsk le 13 août, et marcha sur Smolensk, au secours de laquelle étaient accourues les deux armées russes. Le 17 août, on attaqua la place de front; elle fut enlevée de vive force en vingt-quatre heures. Ce fut un des beaux mais inutiles faits d'armes de la campagne. Comme les précédents, il n'eut pas le résultat qu'on pouvait en attendre. L'armée russe, que Napoléon espérait capturer, évacua la ville pendant la nuit, après y avoir mis le feu, et c'est dans une cité déserte, dévorée par les flammes et jonchée de cadavres, que pénétrèrent le lendemain matin les troupes françaises.

Les Russes eurent quinze mille morts et quatre mille blessés, les Français douze cents morts et six mille bles-

[1] « Il est difficile de juger nn homme comme Napoléon. Dans la plupart des ouvrages classiques, on considère qn'il commit une grande fante en ne s'arrêtant pas à Vitebsk, et on répète que les armées russes lui tendaient nn piège en se retirant devant lui, et cherchaient à l'attirer dans l'intérieur de la Russie. C'est là nne errenr dissipée par les historiens russes eux-mêmes. » (Butturlin.) — « Les armées russes fuyaient parce qu'elles étaient les plus faibles, et elles n'échappèrent, — même en se dérobant sans cesse, — à la destruction que par miracle, grâce à de purs hasards et aux fantes commises par les lieutenants de l'Empereur. Napoléon était arrivé à connaître les armées russes anssi bien que la sienne, et il discernait admirablement les motifs qui les portaient à se retirer devant lui; il était convaincu que s'il arrivait à les joindre, il terminerait la guerre dans une seule bataille. Il considérait, an contraire, l'hivernement en Pologne comme très dangereux pour l'armée hétérogène qu'il traînait à sa suite. » (Cf. Fain, *Manuscrit de* 1812.)

sés[1]. Larrey les réunit dans de grands bâtiments appartenant à des services publics, échappés aux flammes, qu'il transforma en hôpitaux. Il continuait à se plaindre de l'administration. Les blessés n'étaient pas relevés du champ de bataille avec la même régularité qu'autrefois; le matériel aussi faisait défaut[2].

La principale difficulté dans les ambulances de ces grandes guerres qui marquèrent la fin de l'Empire consista dans la pénurie des objets de pansement. Souvent, nous l'avons vu, le matériel n'arrivait pas ou était capturé par l'ennemi. Dans tous les cas, quand il y avait beaucoup de blessés, les provisions de linge, de charpie et de cérat étaient vite épuisées. Ces objets manquèrent à Smolensk, comme à Vitebsk, dès le premier jour. Quoique les caisses d'ambulance égarées fussent enfin arrivées, leur contenu était insignifiant, relativement aux besoins, et, dans cette ville déserte aux trois quarts consumée par le feu, il ne fallait pas songer à le renouveler chez l'habitant. Larrey dut s'ingénier.

Les archives de Smolensk, qui recélaient des quantités considérables de registres, de parchemins et de papiers, n'avaient pas été incendiées. Il s'en empara, installa un hôpital dans les bâtiments et transforma les dossiers en appareils à pansement. Il fabriqua des attelles et des draps fanons avec des parchemins, et des compresses avec des feuilles de registres. N'ayant pas de cérat, il s'en passa, — ce qui n'était pas un mal, — et substitua à la charpie, qui lui faisait défaut, le chanvre et l'étoupe, qui valaient tout autant. L'activité de Larrey et celle de ses chirurgiens étaient telles, qu'en vingt-quatre heures toutes les opérations indispensables furent pratiquées.

Après la prise de Smolensk eut lieu le combat de Valou-

[1] Furent blessés à Smolensk les généraux Grandeau, Gratien et de Koch (Wurtembergeois).

[2] *Lettre de l'Empereur au major général*, Smolensk, le 30 août 1812 :
« Mon cousin, écrivez à l'intendant général que le *service des ambulances se fait mal*; qu'il est étonnant que depuis hier, où il y a eu des engagements d'avant-garde, les chirurgiens du quartier général, les ambulances, des voitures vides du quartier général ou autres, n'aient pas été envoyés à l'avant-garde pour ramasser les blessés; que l'administration n'a aucune direction. »

tina, dans lequel Ney et Murat essayèrent vainement de couper la retraite à l'armée russe. Cette sanglante affaire, qui échoua par l'inconcevable inertie de Junot, — auquel on ne peut trouver d'autre excuse que dans l'affaiblissement de sa mentalité prête à sombrer, — coûta la vie au général Gudin, dont la perte fut déplorée par l'armée entière. Larrey, qui se trouvait partout et dont l'activité semble plus prodigieuse que jamais, avait marché au canon et était arrivé avec une de ses ambulances sur le champ de bataille au moment où la nuit allait séparer les combattants. Il fit panser tous les blessés au nombre de six cents. Le cas du général Gudin était mortel. Il avait eu une jambe emportée par un boulet et l'autre gravement blessée. Malgré les soins dont il fut l'objet, il succomba le troisième jour[1].

Le combat de Valoutina fut encore sans résultats. On perdit, de nouveau, l'occasion de détruire une partie de l'armée russe et de terminer la guerre[2]. L'Empereur eut, il faut le reconnaître, sa responsabilité dans cet échec. Il n'attacha pas à cette opération l'importance qu'elle méritait, et négligea de la diriger lui-même. Son absence fut une faute et un malheur. Du reste, on a noté que dans cette campagne il n'avait plus cette activité physique infatigable, cette ardeur passionnée, cette insensibilité aux influences ambiantes, qui furent si redoutables à ses adversaires. Larrey remarque que lui, qui en Égypte supportait avec gaieté les longues marches à travers le désert, par une chaleur torride, qui laissait sa voiture rouler vide sur le sable à la disposition de Berthollet et de Monge, sans y monter jamais, et qui, encore récemment en Espagne, étonnait même les Espagnols par son endurance à la fatigue et l'incroyable rapidité de ses déplacements, se plaignait maintenant de l'élévation de la température, vivait volontiers dans sa voiture

[1] Au combat de Valoutina furent blessés les généraux Desailly et Dalton.

[2] « Junot fait manquer la plus belle opération de la campagne. » (*Mémoires de Rapp*, p. 191.)

« L'armée russe aurait pu être anéantie à la bataille de Smolensk. » (Sir Robert Wilson, p. 35.)

et passait de longues heures déshabillé sur un lit de repos. Cependant il n'était pas malade. On a accusé l'embonpoint qu'il avait pris depuis quelques années; mais cette circonstance ne suffit pas à expliquer la transformation survenue dans son caractère et dans ses habitudes, puisqu'on le vit se ressaisir pendant la campagne de France et retrouver l'activité et l'essor de ses plus belles années.

Il est plus probable que les circonstances de cette guerre, l'incertitude du résultat qu'il ne pouvait plus ne pas entrevoir, l'échec de ses premières combinaisons, la désapprobation de ses conseillers les plus intimes et les plus autorisés, de ceux qui connaissaient le mieux la Russie et les projets de résistance du gouvernement russe, tels que le duc de Vicence, énervaient cette organisation, jadis si passionnément ardente, et troublaient ses décisions autrefois si précises et si nettes. Mais si son activité physique paraissait diminuée, il n'avait rien perdu de son activité intellectuelle. Elle était restée la même, effective, prodigieuse, incessante, veillant à tout, combinant, en même temps que la direction et les mouvements de ses armées, les multiples détails de leur administration, et surveillant avec un soin et une entente qui n'ont jamais été reproduits toutes les questions qui se rattachaient à l'armement, à l'habillement, à l'alimentation et aux ambulances[1]. Non seulement il tenait à jour, avec ses variations quotidiennes, les états et l'échiquier exact de ses troupes, mais il était arrivé à établir pendant la campagne ceux des armées moscovites elles-mêmes; et quand, au cours de la retraite, ses papiers furent capturés, les généraux russes trouvèrent un état de leurs armées tellement exact, qu'ils crurent qu'il avait été volé à Saint-Pétersbourg, comme celui qu'ils possédaient des forces de Napoléon avait été volé, à Paris, par l'aide de camp du czar, Czernicheff.

Il comprit cependant de nouveau à Smolensk la nécessité

[1] « L'Empereur s'occupait de tout, veillait à tout. » (*Note de Larrey*.)
« L'activité de l'Empereur était vraiment inconcevable; les mouvements, l'administration, les mesures de sûreté, de prévoyance, il embrassait tout et suffisait à tout. » (Rapp, *Mémoires*, p. 117.)

de s'arrêter, — il en était encore temps, — et de prendre ses cantonnements d'hiver en Lithuanie. La sagesse de cette décision ne pouvait échapper à un esprit comme le sien, qui avait conservé toute son acuité de pénétration et qui comprenait bien, — quoiqu'il le contestât dans ses conversations, — les dangers qu'il y avait à s'enfoncer davantage, à l'entrée de l'automne, dans les profondeurs de la Russie. On crut un moment qu'il était décidé à suspendre sa marche et à s'arrêter sur le Dnieper. Il donna des ordres pour former des établissements administratifs en Lithuanie et examina le système des approvisionnements pour son armée; mais il caressait toujours, au fond, l'espoir de livrer une grande bataille et de frapper un de ces coups foudroyants auxquels il avait habitué l'Europe. Les victoires de Gorodeczna et de Polotsk, le 12 et le 18 août, remportées par le prince de Schwarzenberg et par Gouvion-Saint-Cyr, vinrent malheureusement dissiper ses hésitations. En lui assurant la sécurité sur ses ailes, elles le faisaient pencher pour la continuation de l'offensive. Précisément, les rapports de Murat et de Davout le prévenaient que l'armée russe s'était établie à une journée de marche, à Dorogohouge, dans l'intention de livrer bataille. Pour le coup, il n'y tint plus, il partit aussitôt le 24 avec sa garde. Croyait-il revenir sur ses pas pour hiverner à Smolensk? L'armée le pensait, puisque Larrey dit que, dans la persuasion où il était qu'on ne s'avancerait pas davantage dans le nord, il laissa dans la vieille cité tous les officiers de santé de la réserve et cinq divisions de ses ambulances légères. Lui-même représenta à l'Empereur que sa présence était indispensable à Smolensk, à la tête de la majorité de ses chirurgiens et auprès de ses dix mille blessés; mais Napoléon ne voulut rien entendre et lui prescrivit de le suivre[1]. Sans doute, il n'était pas encore fixé sur le

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. IV, p. 35.
Dans une addition manuscrite, Larrey ajoute que ses observations furent mal reçues :
« J'obéis non sans regrets et répugnance, prévoyant d'avance tous les malheurs qui nous attendaient et les maux que j'aurais à supporter. »

parti définitif qu'il prendrait; mais il entrevoyait bien que sa marche pouvait ne se terminer qu'à Moscou, et il voulait avoir Larrey avec lui. La situation, la popularité du chirurgien en chef de l'armée étaient telles, sa présence inspirait une si grande confiance, que l'Empereur, toujours soucieux de l'effet à produire sur le moral de ses troupes, n'aurait pas voulu qu'il fût absent un jour de grande bataille.

Larrey partit donc avec la garde, accompagné seulement d'une seule ambulance sur six et de deux aides. Après avoir marché toute la nuit, on arriva le 25, au lever du soleil, à Dorogobouge. Mais une profonde déception attendait l'Empereur; l'armée russe s'était encore dérobée. On la poursuivit jusqu'à Wiasma, de Wiasma à Gbjatb et de Ghjath à Mojaïsk, près de la Moskova. C'est là, à Mojaïsk, sur un terrain choisi et fortifié à l'avance par lui, que le vieux Kutusof, nommé au commandement de l'armée russe, avait décidé d'attendre l'armée française. Il n'était maintenant plus question de retour à Smolensk, et l'Empereur, malgré l'attitude toujours désapprobatrice de son état-major, précipitait la marche de ses nombreuses troupes par les mauvais temps, les solitudes désolées, les détestables routes, les villages incendiés, semant des soldats à chaque carrefour et courant au-devant de sa ruine personnelle, de la destruction de son armée et de l'écroulement de son vaste Empire avec une rare et fatale obstination.

La rencontre si désirée eut lieu à Borodino, le 7 septembre 1812. Ce fut le terrible carnage de la Moskova, la plus grande et la plus sanglante bataille du siècle, — où près de trois cent mille hommes s'entre-tuèrent sur un espace de quatre kilomètres carrés[1]. Cette victoire, qui ne fut pas décisive, puisque les Russes purent se retirer en bon ordre, fut disputée avec un extraordinaire acharnement. Elle coûta à l'armée russe soixante mille hommes morts ou blessés. L'armée française en perdit neuf à dix mille et eut neuf

[1] « L'armée française avait cent vingt-sept mille combattants. L'armée russe comptait cent quarante mille hommes. » (Larrey, *Note*.)
Ce sont aussi les évaluations de Thiers.

mille cinq cents blessés[1]. Quarante-sept de ses généraux et trente-sept de ses colonels restèrent sur le terrain. Parmi les tués, étaient Montbrun, l'émule et le successeur de Lassalle, le vaillant Caulaincourt, frère du duc de Vicence, Canouville, autrefois héros de houdoir et maintenant un des plus intrépides officiers de l'armée, et d'autres encore non moins hraves. Compans, surnommé le preneur de redoute, Bessières, Friant et surtout Ney et Murat furent les héros de la journée. Ces deux derniers eussent dû être tués cent fois et n'échappèrent à la mort que par miracle.

La manière d'être de l'Empereur donna lieu à diverses interprétations. Il est certain qu'il ne déploya ni son activité ni sa vigueur de conception ordinaires, et que sa circonspection parut exagérée. On a attribué son attitude à un rhume dont il souffrait; sans doute cette indisposition put lui donner un certain malaise, mais il est difficile d'admettre qu'elle ait pu paralyser une aussi puissante et une aussi utile intelligence. Il est plus prohable que les horreurs de cette sanglante hataille, les pertes considérables qu'il y fit, la responsabilité qu'il encourait devant la France et devant l'Europe attentives, les circonstances spéciales au milieu desquelles il était placé, et surtout l'éloignement où il se trouvait avec son armée de ses frontières, le portèrent à exagérer la prudence et lui enlevèrent une partie de l'audace et de l'initiative qu'il apportait d'ordinaire sur le champ de bataille[2].

Nous savons que les divisions d'ambulances de Larrey, — avec leurs chirurgiens, — étaient restées à Smolensk. Il n'avait donc plus d'effectif pour son ambulance centrale.

[1] Thiers dit que nous eûmes vingt à vingt et un mille blessés. On ne sait où il a pu prendre cette estimation. Il est évident que les chiffres de Larrey sont indiscutables.

[2] On sait qu'à quatre heures du soir l'armée russe était battue. Un effort de plus et sa défaite était convertie en désastre. Les troupes étaient harassées, mais la garde était intacte. Si Napoléon l'eût fait donner, il eut, sans nul doute, détruit l'armée de Kutusof. Mais, à la distance où il était de France, il tenait à conserver intacte cette troupe d'élite, qui devait constituer sa ressource suprême. Par le fait, ce fut elle qui lui permit de regagner le Niémen; mais s'il eût détruit l'armée russe à Borodino, il est probable que le cours des événements ne se fût pas déroulé de la même façon.

Avant la bataille, il demanda à l'Empereur de mettre à sa disposition un certain nombre de chirurgiens de régiments. Il en obtint quarante-cinq, avec lesquels il constitua son ambulance du quartier général. Il organisa des hôpitaux à Ghjath et dans l'abbaye de Koloskoï, voisine du terrain de combat. Ghjath avait été incendiée par les Russes, — comme toutes les villes qu'ils avaient abandonnées; — mais l'église et quelques maisons construites en briques subsistaient et pouvaient être convenablement utilisées. On les meubla avec de la paille. Le matériel des hôpitaux et des ambulances des guerres de l'Empire était des plus sommaires; un peu de paille, — quand elle ne manquait pas, — constituait toute la literie. Il ne fallait pas, bien entendu, songer aux draps; si on en avait eu, on en aurait fait du linge à pansement. Quant aux couvertures, qui faisaient également défaut, elles étaient remplacées par la capote des fantassins ou le manteau des cavaliers. L'abbaye de Koloskoï avait au moins quelques lits et un peu de linge; mais ces ressources apparaissaient dérisoires en regard des milliers et des milliers de blessés qu'il fallait prévoir. Larrey comptait établir, après la bataille, de nouveaux hôpitaux à Mojaïsk, — dont il ne doutait pas qu'on se rendît maître.

L'ambulance centrale fut disposée au centre de la ligne de l'armée, à côté du quartier général. L'ordre du jour en désigna l'emplacement aux troupes. C'était un espace carré de cinq cents toises environ, dépourvu d'abri, — car depuis longtemps on n'avait plus de tentes, — dans lequel Larrey se tenait en permanence avec ses aides. De là, il surveillait toutes les ambulances. Sa présence la fit préférer à celles-ci par les chefs de corps, en sorte que presque tous les grands blessés de la journée passèrent par les mains du chirurgien en chef.

Dès le début de l'action ils affluèrent. Larrey pratiquait, selon les cas, le pansement ou l'opération urgente, et faisait transporter immédiatement l'opéré, par ses ambulances volantes, sur les hôpitaux de Ghjath et de Koloskoï. Il fut vite menacé d'être débordé; mais, fidèle à sa méthode ordinaire,

établissant le plus grand ordre parmi les blessés, il les faisait ranger par catégorie de lésions et commençait, — quel que soit le rang et le grade, — par les plus gravement atteints; les autres, assis sur la paille, étaient classés par ordre et attendaient leur tour.

La bataille de la Moskova fut, de tous les combats que livra Napoléon, celui où les généraux payèrent le plus de leur personne. Beaucoup furent tués et un grand nombre blessés. Larrey nous a laissé d'intéressantes notes sur les blessures de ces vaillants hommes de guerre.

Compans, Rapp et Davout inaugurent cette dramatique série. Compans, qui a brillamment enlevé la veille la redoute de Schwardino, légèrement blessé dès le début de l'action, est remplacé par Desaix, qui, à son tour, a le bras fracassé par un biscaïen. L'Empereur envoie, pour diriger la division, son aide de camp Rapp. Celui-ci, si fréquemment blessé et qui le sera encore plusieurs fois pendant la bataille, est frappé dès son arrivée sur le terrain. Davout, — chargé d'enlever une des flèches ou redan de la droite ennemie, — est atteint d'un boulet de canon qui tue son cheval et le renverse sans connaissance. On appelle Larrey, qui parvient auprès de lui au milieu d'un feu terrible. Il trouve le vaillant maréchal, auquel l'Empereur envoyait Murat pour le remplacer, déjà relevé et prêt à reprendre le commandement de ses troupes. Il l'arrête et l'examine. Il n'a reçu heureusement qu'une forte contusion dans la région lombaire. Après un pansement sommaire, Davout remonte aussitôt à cheval et va se présenter à l'Empereur pour le prier de lui conserver le commandement de son corps d'armée. Peu d'heures après, un cavalier accouru à toute bride vient redemander Larrey. Montbrun, dont le corps de cavalerie est placé sous le feu de la grande redoute de Borodino, a été renversé par un boulet et est blessé mortellement. On l'a déposé sur le sol, auprès du lieu même où il a été frappé. Les généraux Compans, Rapp, Friant, Desaix y ont été blessés. Caulaincourt, le frère du duc de Vicence, qui a remplacé Montbrun, et a accompli ce fait extraordi-

naire de s'emparer avec ses escadrons de cuirassiers d'un fort immense hérissé d'artillerie, y sera tué lui-même, enseveli dans son triomphe, après une charge héroïque. Au milieu du fracas des détonations que font deux mille bouches à feu, à travers les projectiles qui se croisent sur sa tête, menacé d'être renversé à chaque instant par des escadrons de cavalerie qui passent au galop, Larrey arrive auprès de Montbrun ; il le trouve sans connaissance et prêt à succomber au terrible traumatisme dont il a été atteint. Le boulet qui l'a frappé est resté dans le flanc. Larrey l'extrait, applique un appareil de pansement et fait transporter le valeureux soldat dans un village voisin, où il expire peu d'heures après[1]. Depuis le siège de Saint-Jean-d'Acre, où il a pansé Arrighi sous le feu de la place, dans l'enveloppement de la mitraille, Larrey n'a jamais été aussi exposé. Pendant qu'agenouillé auprès de Montbrun, il procède à l'extraction du boulet, les obus tombent à côté de lui. Un d'entre eux tue son cheval, tenu en main par son ordonnance.

De retour à son ambulance, il est de nouveau rappelé au milieu du feu pour Nansouty et Romeuf. Nansouty offre un des rares exemples, dans ces batailles où, comme je l'ai fait remarquer, toutes les blessures graves sont produites par des boulets ou des obus, de lésion par une balle. Il a le genou traversé; heureusement l'articulation n'est pas atteinte. Larrey débride l'ouverture d'entrée et de sortie et applique un pansement approprié[2].

Quant à Romeuf, il a été atteint de ce curieux et redoutable traumatisme qu'on appelait improprement le vent du boulet, et qui occasionne, sans lésion apparente, — les tissus cutanés restant intacts, — les plus graves désordres internes. Le chi-

[1] L'Empereur ne consacra à sa mort, dans le *Bulletin*, qu'une sèche mention. Ce grand général de cavalerie méritait mieux ; il est probable que Napoléon lui gardait rancune de la violente scène qu'il eut avec lui devant Wilna et qu'il n'avait cependant pas voulu réprimer. (Voir p. 515.)

[2] Dès que Nansouty put monter à cheval, on le renvoya en France, où il conduisit un convoi de blessés. Quoique la déroute de l'armée eût commencé peu de temps après, il maintint en ordre son convoi et le ramena sur la frontière.

rurgien militaire qui l'a soigné a pensé à une simple commotion; la vieille expérience de Larrey ne s'y trompe pas. Il pratique une incision qui met à découvert des muscles dilacérés et mis en bouillie, une fracture de la hanche et des vertèbres correspondantes. Le général meurt la nuit suivante.

Cependant, l'ambulance centrale ne désemplit pas. Successivement, Friant, Morand, Rapp, Belliard, Bruyère, Pajol, de France, Teste, Guilleminot, Triaire y sont amenés. L'état-major de l'armée tout entier est représenté par ses plus valeureux chefs, — car tous les généraux de division sont tués ou blessés, — Friant, un des plus purs héros de l'Empire, le modèle des vertus militaires, qui a été déjà blessé à Smolensk, où il s'est couvert de gloire avec sa division, est blessé par un boulet aux deux jambes; on le transporte à l'ambulance où, quelques instants auparavant, il a envoyé son fils, blessé à ses côtés. Morand, qui a été également blessé à l'assaut de cette grande redoute, dont la prise, la perte et la reprise successives ont coûté tant de sang, a le visage déchiré et la mâchoire fracassée par un éclat d'obus[1]. Triaire, dix fois blessé dans les campagnes précédentes, est atteint d'un éclat d'obus à la jambe[2]. Pajol a le bras brisé d'un coup de feu, — fracture comminutive grave qui aurait pu être un cas d'amputation. — Larrey, que l'on a accusé d'être trop porté aux opérations, pratique au contraire la chirurgie conservatrice toutes les fois qu'elle lui semble possible. Il se refuse à amputer Pajol malgré l'avis de ses chirurgiens, lui enlève les esquilles et lui applique un pansement inamovible. Pendant la retraite, il veillera sur sa blessure et lui renouvellera ses pansements.

[1] La scène du pansement que lui fit Larrey a été l'objet d'un tableau du baron Lejeune.

[2] Triaire avait été blessé pendant la campagne du Rhin, au pont de Delmo, à la bataille de la Piave, au combat de Raab, etc. L'Empereur l'avait fait baron en 1810. Il était né dans un village de l'arrondissement du Vigan, et par suite compatriote de Pierre Triaire qui fit sauter, en Égypte, le fort d'El-Arisch. Notons que ce petit canton de Sumène, — dont l'auteur de ces lignes est lui-même originaire, — perdu au fond des Cévennes, fournit à lui tout seul, pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, outre un grand nombre de soldats et d'officiers, trois généraux : de Boisserolles, de Mesnard et Triaire.

Belliard, l'ami de Larrey, un de ses compagnons d'Égypte, qui s'est multiplié dans la journée, a le mollet emporté par un boulet. De ces vaillants hommes de guerre, il en manque un : c'est le brave Bonamy, qui est aux ambulances russes. Il a défendu la grande redoute à la tête de quelques compagnies contre le retour offensif de l'ennemi et est tombé percé de vingt-huit coups de baïonnettes. Sa ressemblance avec Murat l'empêche d'être achevé, et on l'a conduit tout sanglant à Kutusof, comme un trophée de la victoire.

Les chefs de la cavalerie, dont le rôle a été considérable, n'ont pas été moins éprouvés. Nous savons que Monthrun et Caulaincourt sont morts. Grouchy, Saint-Germain, Bordesoulle, qui ont béroïquement chargé toute la journée, viennent également faire panser des contusions de boulets. Bordesoulle et Saint-Germain sont légèrement atteints; mais Grouchy, dont le fils, comme celui de Friant, vient d'être blessé à ses côtés, qui a eu un cheval tué sous lui, a reçu un coup de biscaïen à la poitrine. La contusion a été violente, mais il n'y a pas de plaie pénétrante, et l'intrépide général pourra, pendant la retraite, commander l'escadron sacré, composé de généraux et d'officiers, chargé de veiller à la sûreté personnelle de l'Empereur[1].

L'armée russe, quoiqu'elle ait fait tout son possible pour emporter les blessés, en a jonché le terrain, et il faudra plusieurs jours pour les ramasser. Pendant la bataille, les officiers blessés tombés entre nos mains et qui, appartenant à la haute société russe, parlent couramment le français, demandent eux-mêmes à être transportés à l'ambulance de Larrey. Le général Likatcbef, le comte Sakowninski, colo-

[1] Les autres généraux blessés furent: Lahoussaye, de Schéler (Wurtembergeois), Sokolnicki (Polonais), de Borstell (Westphalien), Boyer de Rebeval, Bruny, Chlopicki, Chouard, Dommanget, Dufour, Gengoult, de Breuning (Westphalien), Legras (id.), Hammerstein (id.), de Wickenberg (id.), Krasinski (Polonais), Queunot, Mourier, Subervie, Teste, Thizy, Burthe, d'Hénin, Cattanéo (Napolitain), — en tout, trente-trois, — chiffre énorme et qui n'a jamais été égalé. Les généraux tués, en dehors de ceux que j'ai signalés dans le texte, furent : Tharreau, Compère, Damas (Westphalien), Huard, Lanabère, de Lepel (Westphalien), Marion, Plauzonne. (Cf. Martinière, *Liste des officiers généraux tués ou blessés sous le premier Empire, de* 1805 *à* 1815. Paris, Lavauzelle.)

nel de cuirassiers de la garde impériale russe, le prince Galitzin, une foule de jeunes officiers dont Larrey ne dit pas les noms, sont pansés ou opérés par lui. Larrey, nous le savons, est hautement humain, et à la guerre il soigne indistinctement, avec le même dévouement, les amis comme les ennemis. Cette façon de traiter ses adversaires n'était pas encore, à cette époque, une règle professionnelle comme elle l'est devenue aujourd'hui, et elle ne fut pas toujours imitée de nos adversaires. On lui doit de l'avoir inaugurée et pratiquée avec une telle suite et un tel dévouement, qu'elle passa dans les mœurs militaires et s'imposa à tous ses successeurs. Il fut en cela secondé, il faut le reconnaître, par Napoléon, qui exigeait qu'on relevât les blessés ennemis et qu'on les soignât avec les plus grands égards. Larrey obéissait cependant à un autre mobile. Il connaissait les éventualités et les alternatives de la guerre, et s'il n'allait pas jusqu'à prévoir les désastres de la retraite de Russie, il pouvait cependant craindre un échec de nos armes. Il espérait que, dans ce cas, l'armée russe aurait pour les blessés français les mêmes égards qu'il prodiguait à leurs nationaux. Sur ce point, il se trompait, car en Russie le sentiment national, violemment surexcité, étouffa toute pensée d'humanité pour le vaincu, et les rapports particuliers adressés à Larrey nous ont appris de quelle odieuse façon furent traités les blessés et même les chirurgiens laissés à Wilna [1].

Après avoir été opérés, les blessés russes furent transportés dans un village voisin, où on établit pour eux une ambulance spéciale. Larrey les y retrouva quand il repassa par ces mêmes lieux au moment de la retraite, et nous verrons qu'il leur rendit de nouveaux services.

Le chirurgien en chef opéra, sans discontinuer, pendant deux fois vingt-quatre heures; il évalue à deux cents le nombre des amputations qu'il pratiqua. L'heureux résultat

[1] Cf. la correspondance adressée à Larrey, entre autres le rapport du chirurgien major Carpon. Ms. 5878. B. N.

de ces opérations est à noter, et j'ai déjà dit qu'on n'obtiendrait pas de plus brillants succès aujourd'hui. On connaît la gravité des désarticulations de l'épaule. Larrey en pratiqua onze, et mit au bout de quelques jours tous ses opérés en route pour la France ; or il n'en mourut que deux pendant ce long et pénible voyage. Le cas le plus remarquable de guérison est celui d'un chef de bataillon qui monta à cheval aussitôt après son opération, se dirigeant vers la frontière allemande. Il perdit son cheval au bout de quelques jours, continua son chemin à pied et traversa ainsi toute la Russie sans accident. Arrivé à Kœnigsberg, la plaie était cicatrisée. Nous avons vu que Larrey était, du reste, coutumier de ces procédés, et qu'il préférait faire partir, après leur opération, tous les blessés qui étaient transportables, que de les garder dans les hôpitaux. Les soldats eux-mêmes, familiarisés avec les idées de leur chirurgien en chef, considéraient comme défavorable leur séjour dans ces établissements. On vit, parmi eux, des amputés qui se fabriquaient des jambes de bois et s'enfuyaient immédiatement des ambulances pour gagner la route d'Allemagne[1].

Tout faisait défaut ; le passage et le séjour dans ces pauvres régions d'une immense agglomération d'hommes avaient tari les ressources entières du pays. On ne pouvait se procurer ni aliments, ni couvertures, ni paille, ni linge. Larrey fit nourrir ses blessés de soupes préparées avec de la viande de cheval et quelques pommes de terre arrachées du sol. On confectionna du linge à pansement avec leurs chemises ; les chirurgiens les lavaient ensuite eux-mêmes pour pouvoir renouveler les appareils journellement. La paille manquant, la plupart furent couchés sur la terre nue.

Leur nombre, — en comprenant les Russes restés en nos mains, — défiait du reste tout secours immédiat. Il fallut trois jours à Larrey pour faire relever les blessés et les faire transporter dans ses ambulances ; mais celles-ci étaient elles-mêmes insuffisantes. La grande ambulance de Koloskoï était

[1] Larrey, *Chirurgie militaire*, t. V, p. 45.

pleine. On dut les disperser dans les villages à demi incendiés, les plus proches du champ de bataille. Quand on fut entré à Mojaïsk, Larrey installa de nouvelles ambulances dans cette localité. Il y trouva de nombreux blessés russes abandonnés par leurs chirurgiens. Tous leurs compatriotes ayant pris la fuite, ils étaient restés sans secours, et, depuis plusieurs jours, ceux d'entre eux qui ne pouvaient se mouvoir mouraient de faim et de soif. Larrey pourvut aux premiers besoins, leur fit donner des boissons et quelques aliments, fit enlever ceux d'entre eux qui avaient succombé et pansa les autres immédiatement[1].

On voit que les ambulances manquèrent des éléments les plus indispensables. Jamais, même pendant les guerres de la Révolution, jamais, même en Égypte, le chirurgien de la Grande Armée n'avait vu ses blessés dans une pénurie aussi complète. Malgré la difficulté qu'il y avait à se procurer des vivres, il est certain que des corps de troupes comme celui de Davout durent cependant à la prévoyance de leur chef d'être approvisionnés. Les commissaires de guerre, chargés de prévoir et de réunir pour les blessés ce qui leur était nécessaire, n'eurent pas le même soin, et ceux-ci manquèrent non seulement du matériel, de tentes pour les abriter, de voitures pour les transporter, de linge et de charpie pour les panser, mais même des quelques poignées de farine ou de grains indispensables pour les faire vivre. Larrey protesta auprès de l'intendant Joinville, de Daru et même de l'Empereur. Des ordres furent donnés; on établit des magasins de vivres à Koloskoï et à Mojaïsk, et tant qu'il fut présent il obtint que des distributions à peu près régulières fussent faites; mais, après son départ, il se passa les faits suivants : les commissaires; spéculant odieusement sur les denrées, les vendirent aux officiers et aux soldats blessés qui pouvaient les payer. Ceux qui n'avaient pas de ressources durent mourir de faim[2].

[1] Larrey, *op. cit.*, Notes. Rapport au ministre de la guerre, 30 septembre 1812. Ms. 5876. B. N. F. R. N. Acq.
C'est le dernier rapport qu'on possède de Larrey pendant la campagne de Russie; ceux qui suivirent furent perdus ou capturés pendant la retraite.
[2] Notes de Larrey, *Agenda de campagne*.

Les servants ou infirmiers avaient bien été prévus, mais les administrateurs les avaient détournés pour leur usage personnel, et il n'en restait point au service des malades. Il en résulta que ceux qui étaient immobilisés par leurs blessures, ne pouvant se lever, supportèrent tous les abominables inconvénients de leur situation : le voisinage des morts, l'infection de leur pansement qui ne pouvait être renouvelé et la privation des mauvais aliments que les valides pouvaient encore se procurer. Les blessés qui ne moururent pas des accidents de leurs plaies ou qui ne succombèrent pas à l'inanition périrent au milieu des incendies qui furent allumés, après le départ de l'armée, dans les granges où ils avaient été déposés.

Telles étaient les conséquences du régime qui avait enlevé aux médecins l'administration de leurs hôpitaux et de leurs ambulances pour la transporter aux gens de bureaux. Tant que les conditions de la guerre s'étaient exercées dans des conditions normales au milieu de contrées civilisées, tant que la victoire appartenant aux armes françaises avait rendu faciles les approvisionnements, le service de ces administrateurs, quoique laissant souvent à désirer, avait fonctionné assez régulièrement sous l'œil sévère de Larrey, toujours prêt à réclamer auprès de l'Empereur. Mais, dès que les circonstances furent troublées comme en Espagne, en 1809, en Russie, en 1812, et en Allemagne en 1813, le vice incurable de l'institution créée pour l'orgueil et le bien-être de ses chefs plutôt que pour le soulagement des malades et des blessés, organisée pour les faciles et réguliers travaux de la paix et non pour les vicissitudes de la guerre, apparut clairement, et l'on reconnut alors son monstrueux égoïsme qui la plaçait audessus des intérêts de l'armée, son inconcevable routine que déconcertaient les événements des campagnes difficiles, et la vénalité de ses membres qui s'afficha dans toutes les occasions où on pouvait voler l'État et dépouiller les malades sans danger.

Les rapports de Larrey et de tous les médecins qui survécurent, — concluant sur les premiers chefs, — ne sont pas

moins nets sur le dernier, et font connaître les odieuses malversations qui furent commises pendant la campagne par les commissaires des guerres [1].

III

Après la bataille de la Moskova, Kutusof, renonçant à défendre Moscou, fut se poster, avec son armée, sur la route de Kalouga, à portée des provinces du midi. L'armée française se dirigea sur la vieille métropole, dont la route se trouvait ainsi ouverte. Murat atteignit l'arrière-garde ennemie au moment où l'armée russe achevait l'évacuation, et où la ville, dans le plus grand désordre, était encombrée de ses voitures, de ses bagages, de ses parcs et de ses blessés. Il aurait pu la détruire; mais il préféra conclure une sorte d'armistice qui sauvegardait l'intégrité de la capitale, que le général russe menaçait d'incendier, s'il était attaqué. Cette circonstance, qui sauva l'arrière-garde russe, ne devait pas empêcher Moscou d'être brûlé [2].

L'armée française fit son entrée dans la ville le 15 septembre. On connaît bien les circonstances qui en marquèrent la prise de possession : la cité transformée en vaste et silencieuse solitude par l'exode de ses habitants, l'incendie

[1] Larrey, *Mémoires et Campagnes*, notes manuscrites. *Agenda de campagne.* Carpon, Ms. cit.

Pour que Larrey ne connût pas ces faits et ne se plaignît pas à l'Empereur, la correspondance des chefs de service de ses ambulances et de tous les hôpitaux de la ligne jusqu'à Kowno fut interceptée à Moscou, et ce n'est que pendant la retraite qu'il put apprendre ce qu'il s'était passé et le vérifier de ses propres yeux. (Note de Larrey, *Agenda de campagne.*)

[2] Les historiens russes l'ont avoué eux-mêmes :

« Un combat aurait pu amener la ruine entière de l'arrière-garde russe et la perte d'une partie du matériel de notre armée. Aussi, pour prévenir ce malheur, le général russe Miloradowitch se décida-t-il à envoyer un parlementaire au roi de Naples. Le résultat fut une convention verbale par laquelle le roi de Naples s'engagea à ne pas inquiéter la sortie des Russes; un accord, dont tout l'honneur est dû au général Miloradowitch, permit d'achever l'évacuation. » (Butturlin, *Campagne de* 1812, t. 1, p. 365.)

allumé par les ordres de Rostopchine, le départ de Napoléon du Kremlin, le pillage par les soldats des richesses épargnées par le feu. Ces événements dramatiques sont exposés dans les *Mémoires* de Larrey et dans ses notes avec une remarquable éloquence, et la page qu'il consacre à l'incendie de Moscou passe avec raison pour une des meilleures descriptions qui en aient été faites[1]. Au milieu de ces incalculables désordres, Larrey, fidèle á sa haute mission et à son caractère, ne s'occupe que de protéger ses hlessés. L'Empereur, l'état-major, la garde abandonnent le Kremlin et la ville et vont s'établir á Petrowski, château construit par Pierre le Grand, sur la route de Pétersbourg. Larrey reste seul á son poste; il sort le dernier du quartier général en flammes, et s'installe dans une maison en pierre un peu isolée, avec quelques-uns de ses chirurgiens ; mais dés que l'incendie a éclaté, il court á ses hlessés. Il a placé ceux qu'il a amenés avec lui dans deux magnifiques hôpitaux de Moscou, l'hôpital des Enfants trouvés, qui, dit-il, était alors le plus hel établissement de l'Europe, et l'hôpital Galitzin, où sont déjà des hlessés russes abandonnés, dont il a pris possession et qu'il entend protéger. Ces établissements sont heureusement en pierre et construits sur des voûtes. Larrey les fait isoler des autres hâtiments et les préserve de l'incendie. Mais il faut en nourrir les hôtes. Il n'y a pas á compter sur l'administration ; plus que jamais, elle est débordée et le chirurgien en chef continue á se plaindre pendant tout son séjour à Moscou de son mauvais vouloir. Il prend les mesures qu'ordonnera plus tard l'Empereur pour l'armée. Il fait rechercher, par des soldats qui lui sont dévoués, des approvisionnements dans les maisons qui ont échappé aux flammes, et les fait transporter dans ses hôpitaux. Des Genettes en fait autant, de son côté; c'est ainsi que les hlessés et les malades français et russes ne meurent pas de faim.

[1] Larrey, *op. cit.*, t. IV, p. 72.
Larrey refuse aux Russes le terrible honneur d'avoir conçu l'idée de brûler leur capitale, il dit que l'incendie de Moscon fut arrêté à Londres, et ordonné à Pétersbourg. (*Mémoires*, Note manuscrite, t. IV, p. 73.)

Cependant l'incendie s'éteint, faute d'aliments; les trois quarts de la ville de Moscou ont été détruits ; seuls subsistent le Kremlin, les innombrables églises et les grandes maisons construites en pierre. L'Empereur est rentré dans la ville ; l'administration se réorganise, l'armée est arrivée à s'installer et se repose dans le bien-être, car on a trouvé plus de vivres qu'il ne lui en faut pour la nourrir. Elle se refait de ses fatigues; les blessés guérissent, les traînards rentrent à leurs corps; et, malgré ses pertes, elle offre encore le chiffre respectable de cent mille hommes. L'automne est superbe, et le moment est venu de se décider soit à repartir pour aller passer ses cantonnements d'hiver en Pologne, soit à les prendre à Moscou même. Ce dernier parti est tellement raisonnable que le bon sens de l'armée, — parfois supérieur, je l'ai déjà fait remarquer, au génie du grand capitaine qui la commande, — l'adopte d'instinct, et les soldats croient qu'ils vont passer l'hiver dans la cité moscovite pour reprendre la campagne au printemps. C'est ce qu'on a déjà fait pendant la campagne de Pologne en 1807, et combien, en plus, de raisons pressantes ici, pour adopter cette détermination? C'est aussi la croyance de Larrey, qui l'écrit à sa fille[1]. Le chirurgien en chef, qui, — plus que l'Empereur et les maréchaux, — est au courant de ce qui se passe dans l'armée et dans la ville, sait qu'il y a plus de vivres qu'il n'en faut pour nourrir les troupes pendant tout l'hiver. Il le dit à l'Empereur en proie à de mortelles indécisions, qui s'obstine à attendre une réponse qui ne viendra pas à ses propositions de paix, dont l'orgueil saigne à la pensée d'une retraite, et qui ne voit pas qu'Alexandre ne cherche qu'à gagner du temps pour refaire sa propre armée, le mettre ensuite aux prises lui-même avec le terrible hiver de ces glaciales contrées.

C'était un matin, au Kremlin ; Larrey venait de présenter les états de situation de ses blessés à Napoléon, quand celui-ci lui demanda ce qu'il pensait de l'hivernement à Moscou. Larrey déclara qu'à moins de partir immédiate-

[1] *Lettre à Isaure*, le 18 septembre 1812.

ment, — on était au 25 septembre, — c'était à son avis le parti le plus sage, et il lui démontra que les approvisionnements étaient en quantité suffisante pour suffire aux besoins de ses soldats. Daru, qui était présent, et qui de tous les conseillers de l'Empereur fut seul à avoir l'intuition du péril dans lequel une retraite tardive allait placer l'armée, appuya chaleureusement Larrey[1]. L'Empereur ne répondit rien, et congédia son chirurgien avec un triste sourire. Au fond, ce parti, qui bravait l'ennemi et le maintenait dans la terreur de sa présence, lui plaisait par son audace et souriait à son orgueil ; c'eût été, en effet, la meilleure réponse à opposer aux finasseries de Kutusof et aux perfides lenteurs d'Alexandre. Mais bien des raisons, tirées de l'éloignement des frontières, de la difficulté de maintenir ses communications, de nourrir sa cavalerie, sans parler de l'opposition de ses maréchaux, pressés de se rapprocher de l'Allemagne, le faisaient pencher pour la marche sur Kalouga, où il hivernerait sous un ciel plus doux, au milieu d'un pays fertile, à la fois à portée de Smolensk et de Moscou.

Les Russes, en attaquant brusquement le 17 octobre le roi de Naples qu'ils faillirent envelopper, précipitèrent la solution. L'Empereur, comprenant enfin qu'il fallait prendre un parti, ordonna la retraite. Déjà le 15, le 16 et le 17, les hôpitaux avaient été évacués sur Smolensk ; mais on laissait à Moscou sept cents malades ou blessés français intransportables, ils furent égorgés par les paysans russes après l'évacuation. L'armée évacua Moscou le 19 octobre, et se dirigea sur Kalouga ; nous savons que l'armée russe était postée sur la route. Le prince Eugène lui livra le sanglant combat de Malo-Jaroslawetz, qui fut une victoire, mais qui ne décidait rien, parce que Kutusof conservait sa position. Les Russes perdirent un de leurs généraux, Dorokof, six

[1] Dans le conseil de guerre qui eut lieu avant le départ de l'armée de Moscou, Daru émit la même opinion et conseilla, — seul de son avis, — l'hivernement à Moscou. Tous les généraux, pressés de terminer la campagne, insistèrent pour la retraite de l'armée. On a déjà remarqué que les malheurs de Napoléon ne commencèrent qu'à partir du moment où il convoqua des conseils de guerre et demanda l'avis de ses généraux.

mille hommes, un grand nombre de prisonniers et beaucoup de canons.

Du côté des Français, le général Delzon, un des compagnons de Larrey en Égypte, fut tué, et il y eut deux mille blessés[1]. Larrey les pansa avec ses chirurgiens sur le champ de bataille et les fit transporter à la suite de l'armée dans les voitures particulières amenées de Moscou. Cependant, pour se frayer un passage, Napoléon se croyait obligé de livrer une seconde bataille. Il semble qu'il n'y eut pas à hésiter, et qu'il était préférable de combattre que de revenir sur ses pas, et de recommencer au début de l'hiver, à travers un pays deux fois désolé et ruiné, le désastreux trajet qu'on avait déjà accompli une fois. Mais l'Empereur et son armée vont à leur fatale destinée, et tout désormais conspirera à leur perte. Le héros de tant de victoires, l'homme qui a prodigué avec tant de profusion le sang de ses soldats, recule cette fois devant le combat qui lui livrerait les riches provinces méridionales de la Russie, au prix d'un nombre peut-être considérable de blessés et de tués. Les généraux, obéissant toujours à l'idée fixe de rentrer le plus tôt possible, insistent avec force pour abandonner la marche en avant[2]. Ainsi, au lieu de foncer sur Kutusof, — qui, effrayé lui-même aussi, devait se retirer spontanément, — et de passer à tout prix, les armes à la main, on décide qu'on va reprendre par des chemins de traverse la route de Mojaïsk, la voie de la misère, du froid, de la faim et de l'incendie. Sur cette route fatale vont s'égrener cent mille hommes, la grandeur de la France et la destinée de Napoléon. L'esprit reste confondu quand on pense que c'est le 27 octobre, à l'entrée de l'hiver, même en France, que l'armée se mit en marche, n'ayant

[1] Outre Delzon, le général Levie (italien) fut blessé. Les généraux blessés furent Broussier, Bertrand, de Sivray, Senant, Fino, Fontane, Giflenga, ces trois derniers italiens.

[2] Napoléon se reprocha souvent d'avoir cédé à leurs conseils.

« On lui a entendu dire, dans des circonstances encore plus graves, mais inutiles à rappeler ici, qu'il aurait évité de grands revers, surtout dans les derniers temps de sa carrière, s'il ne s'en était rapporté qu'à lui-même. » (Le général Gourgaud, p. 343.)

plus que quelques jours de vivres, et ne devant en trouver qu'en quantité insuffisante à Smolensk, dont on était du reste séparé par un désert de cent lieues, le temps de mourir vingt fois de faim, de froid et de fatigue. Les soldats, qui déjà avaient apprécié les charmes si extraordinaires pour eux d'une région riche, fertile et habitée, reviennent avec désespoir sur leurs pas, entrevoyant mieux que l'Empereur et ses maréchaux l'affreux sort qui les menaçait[1].

La retraite de Russie a été cent fois décrite. Je n'ai pas l'intention de l'exposer ici à mon tour dans tous ses détails. Il me semble préférable de rapporter le récit simple et dramatique dans sa concision qu'en a laissé Larrey. Les rapports que lui adressèrent ses chefs de service, tous ses papiers officiels furent perdus au passage de la Bérésina. Mais il reprit heureusement une habitude qu'il avait abandonnée après l'expédition d'Égypte, celle d'écrire son journal de campagne. Il inscrivit régulièrement au crayon, sur les feuilles de son calepin, les événements de chaque jour; c'est ce récit que je vais reproduire. On va voir avec quelle admirable modestie et quelle rare simplicité Larrey, qui fut avec Ney, Éblé et le prince Eugène, un des héros de la retraite, parle de lui. Le dévouement, le courage, la fermeté, l'élévation de caractère qu'il déploya au milieu de ces tragiques événements, et qui donne dans l'histoire à sa personnalité des proportions surhumaines, paraissent sous sa plume de simples devoirs de service, qu'il accomplit avec un peu plus de régularité qu'à l'ordinaire, et il semble à l'entendre que rien ne soit plus naturel que de marcher le jour dans la neige en relevant les courages abattus, de passer les nuits dans les ambulances à panser, opérer et protéger les blessés, de partager ce qu'il possède avec ceux qui n'ont rien, et, en toutes circonstances, de secourir et d'aider ceux qui souffrent. Mais tout commentaire à ces pages serait superflu. Il faut les lire dans leur dramatique et forte concision.

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. IV, p. 84.

« A notre arrivée à Mojaïsk, je m'empressai de visiter les hôpitaux que nous y avions laissés lors de notre passage à Moscou; ils contenaient environ deux mille trois cents malades, qui furent presque tous enlevés. Nous n'en abandonnâmes qu'un très petit nombre dont la situation était très grave; je leur laissai quelques officiers de santé. Tous les blessés qui provenaient de la bataille de la Moskova étaient en assez bon état, et recevaient régulièrement les secours de la chirurgie; mais je n'ai pas également à me louer de la conduite des administrateurs; j'ai trouvé une grande partie de nos blessés dans une pénurie extrême, l'on peut même dire dans le manque absolu de fournitures, de lit, de pain, de viande, d'aliments légers, de bière et de vin. A peine ces infortunés recevaient-ils irrégulièrement quelques distributions de bouillie de farine de seigle, de mauvaises soupes faites avec de la vache ou du cheval, et des tronçons de choux que les blessés qui se promenaient allaient chercher dans les champs. Les paillasses et la paille qui servaient de coucher aux malades étaient pourries et infectes. Ceux qui ne pouvaient remuer se trouvaient dans une atmosphère fétide et dans une malpropreté épouvantable.

« De Mojaïsk, nous passâmes à l'abbaye de Koloskoï; il existait encore deux cent cinquante blessés dans un village intermédiaire, ils y avaient été déposés le jour de la bataille. Ceux-ci seraient morts de faim sans l'industrie des officiers de santé. Parmi les blessés, — presque tous amputés, — je retrouvai les officiers russes dont nous avons parlé, parfaitement guéris; ils m'avaient témoigné le désir de rester dans leur patrie, ils voulaient même que je les laisse dans le village, quoique le feu y fût allumé depuis quelques heures. J'eus beaucoup de peine à les faire sortir de l'ambulance où ils étaient réunis avec nos blessés. Cependant tous furent enlevés avant qu'elle ne brûlât, et tous furent sauvés. Je les fis mettre en liberté et leur remis même de l'argent, pour se procurer auprès des juifs ambulants les choses de première nécessité en attendant leurs compatriotes. Je leur

recommandai les malades que nous ne pouvions emmener. J'espère qu'ils les auront protégés[1].

« Ma visite à Koloskoï, où nous avions sept cents malades, me fut extrêmement pénible. Il serait difficile de peindre la situation horrible où nos blessés étaient dans les divers locaux de cette ambulance, surtout ceux qu'on avait placés dans les écuries ou dans les granges ; ils croupissaient sur un fumier infect, entourés de toutes parts par des cadavres, ne recevant presque jamais de distributions et obligés de manger, pour se soustraire aux horreurs de la faim, des tronçons de choux bouillis avec de la viande de cheval qui leur manquait souvent. Beaucoup d'entre eux avaient succombé à la faim et à la pourriture d'hôpital, provoquée par l'infection et l'humidité continuelle des sols insalubres ; leurs pansements se faisaient rarement, à cause de la pénurie du linge à pansement. Les chirurgiens étaient obligés de blanchir eux-mêmes les bandes et les compresses.

« Je fis panser et opérer, sous mes yeux, tous ceux qui n'avaient pu l'être, ou qui l'avaient été imparfaitement ; je les fis enlever au fur et à mesure, charger sur les voitures disponibles de l'armée, et les fis évacuer sur Wiasma. Il en resta une quarantaine qui ne purent être emmenés, à mon grand regret ; car j'ai appris depuis que le feu avait consumé tous les bâtiments de l'abbaye quelques heures après mon départ.

« Le retard que j'éprouvais dans ces ambulances m'obligeait à marcher toutes les nuits pour rejoindre le quartier général, et être arrivé en même temps que lui aux lieux de passage, ce qui rendait ma mission extrêmement pénible. La pénurie des ressources était déjà grande ; il tombait beaucoup de neige, et le froid augmentait toujours. La marche

[1] « Le chirurgien Larrey, dans sa bonté inépuisable, était accouru à l'avance pour donner aux blessés de Koloskoï les soins qu'un séjour rapide lui permettait de leur consacrer... Trouvant là des officiers russes qui lui devaient la vie et qui lui témoignaient leur gratitude, il en exigea, pour unique récompense, que libres et maîtres dans quelques heures de leurs compagnons d'infortune ils leur rendraient le bien qu'ils avaient reçu du chirurgien en chef. Tous le promirent, et Dieu seul peut savoir s'ils payèrent la dette contractée vis-à-vis le meilleur des hommes. » (Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIV, p. 495.)

était très pénible, et les soldats souffraient beaucoup au bivouac. C'est ici que commença la désorganisation de l'armée, qu'on ne put rallier qu'imparfaitement à Wiasma. L'Empereur fit mettre à ma disposition ses voitures et ses caissons pour les blessés. Les médecins de sa maison, mon ami Ribes, Yvan et Métivier, furent chargés de les suivre et de les soigner[1].

« A Ghjath, les malades, — au nombre de cinq cent cinquante, — étaient encore fort mal; la malpropreté était la même, mais ils avaient moins souffert de la faim. Les mêmes mesures furent prises pour l'évacuation, et les mêmes précautions pour les blessures des soldats. Je laissai ceux que je ne pouvais emmener dans une maison construite en pierre, laquelle a échappé à l'incendie général qui a réduit cette ville en cendres, ainsi que les précédentes. J'ai rencontré dans les ambulances de cette localité plusieurs de mes amputés d'épaules, d'une portion du pied et de la jambe, entièrement guéris.

« L'armée avait déjà consommé les vivres qu'elle avait emportés de Moscou, et les magasins de Mojaïsk purent à peine fournir aux besoins de l'avant-garde. La température baissait sensiblement, et les vents étaient toujours forts et très froids; le mercure était descendu, dans le thermomètre de Réaumur, à sept et huit degrés au-dessous de zéro. Cependant l'on continua la retraite sans repos, et nous arrivâmes le lendemain à Wiasma. Le froid augmentait progressivement; déjà, les rivières étaient gelées sur les bords, et les chemins devenaient très difficiles. Cette ville nous offrit encore fort peu de ressources pour les subsistances; nos magasins n'avaient été approvisionnés que pour les troupes de passage et les hôpitaux. L'incendie qui avait consumé les trois quarts de cette cité força l'armée à bivouaquer. Je m'empressai de visiter les hôpitaux pour en faire évacuer les

[1] « J'avais à emporter ainsi plus de deux mille blessés. J'obtins de l'Empereur un ordre qui imposait à tout officier, tout cantinier, tout émigré de Moscou, qui avait une voiture, l'obligation de prendre un ou plusieurs blessés avec lui. » (Larrey, *Note*.)

blessés que nous y avions, à l'exception de quelques-uns de désespérés. L'évacuation fut complète et s'effectua assez promptement, au moyen des voitures de l'armée et de quelques-unes des habitants.

« L'arrière-garde, qui n'avait cessé d'être aux prises avec l'ennemi, fut cernée pendant la nuit à son entrée dans la ville; elle fut obligée de se faire jour à travers un corps nombreux de cosaques et de fantassins russes.

« Le convoi de blessés et les équipages de ce corps d'armée (l'arrière-garde) souffrirent beaucoup de ce combat, et je perdis dans cette circonstance, avec plusieurs de mes officiers de santé, un assez grand nombre de blessés intéressants qui donnaient les plus grandes espérances [1]. En outre, la plupart des familles françaises de Moscou qui accompagnaient l'arrière-garde et les malheureux blessés du combat de Wiasma durent être abandonnés sur la route, où les paysans russes et les cosaques les égorgèrent. Ney remplaça après Wiasma, à l'arrière-garde, Davout et le prince Eugène, dont les corps étaient très affaiblis.

« En partant de Wiasma, le 2 novembre, la température s'était élevée, et les vents qui jusqu'alors avaient été au nord-est étaient passés au nord-ouest plein; aussi, nous eûmes bientôt de la neige. La marche fut moins pénible jusqu'à Dorogobouge, où l'on arriva le 5 novembre. A deux lieues de cette ville, — très commerçante et remarquable par sa situation sur une montagne assez élevée, — l'on rencontre le Dnieper, encore tout petit, car il est là très voisin de sa source. Avant de le passer, je fus arrêté par l'aspect de plusieurs monticules de terre d'une forme pyramidale, élevés d'environ trente à quarante pieds au-dessus du niveau du sol, et épars dans une plaine étendue, sillonnée dans son milieu par le fleuve. Ce sont les tombeaux des victimes d'une bataille sanglante qui fut livrée dans cette plaine entre les Russes et les Polonais; ces derniers furent vaincus.

[1] « Ce combat coûta quatre mille hommes à l'armée française et six mille aux Russes. » (Larrey, *Note.*)

« Dorogobouge était aux trois quarts brûlée. L'armée n'y trouva aucune ressource. Nous avions deux hôpitaux d'évacuation, dans lesquels les premiers blessés graves évacués de Moscou s'étaient arrêtés, comme ne pouvant aller plus loin. Ils étaient tous en très mauvais état. Je leur fis donner tous les secours relatifs à mon service, et j'en opérai moi-même un certain nombre ; mais la plus grande privation pour ces infortunés a été celle des aliments, des fournitures de lits, et le manque d'infirmiers pour les soigner. Toutes ces ressources leur avaient presque toujours fait défaut. J'en ai vu plusieurs qui étaient morts de faim, et dont les cadavres étaient dans les salles, à côté des vivants ; ceux-ci n'avaient d'autres moyens d'existence que quelques bouchées de mauvais pain, que les blessés en état de marcher procuraient à leurs camarades, et des tronçons de choux qu'ils pouvaient à peine faire cuire assaisonnés avec du sel et de la viande de cheval. La situation de ces hôpitaux ressemblait à celle de ceux de l'abbaye de Koloskoï. Cependant je fis enlever tous ceux qui furent en état d'être transportés, après les avoir pansés et leur avoir fait donner quelques subsistances ; le défaut des moyens de transport et la gravité des maladies nous forcèrent à en laisser quelques-uns qui périrent peu d'heures après, et pendant la nuit, au milieu d'un incendie qui se déclara tout à coup dans les maisons voisines des hôpitaux. Le feu consuma, en quelques instants, toutes les maisons du quartier. Je me rendis en toute hâte à cet hôpital avec mes collaborateurs, pour tâcher de sauver mes blessés. Je n'en sortis qu'à travers les flammes, après avoir fait emporter tous ceux que la rapidité de l'incendie permit d'enlever.

« Depuis Dorogobouge jusqu'à Smolensk, nous eûmes presque toujours de la neige. Sur toute la route, on ne rencontrait que les cabanes qu'on avait construites pour entretenir les relais des estafettes. A peine les maisons suffisaient-elles au logement de la personne de l'Empereur et de deux ou trois principaux personnages de l'armée, en sorte que nous fûmes tous obligés de coucher au bivouac. C'est dans cet intervalle que la faim se fit vivement sentir. Le pays, tout à

fait désert, n'offrait plus aucune ressource, et l'armée avait déjà perdu une grande partie de ses équipages. Heureux celui qui pouvait avoir de la viande fraîche de cheval! L'on voyait les soldats attaquer des chevaux morts depuis plusieurs jours et les disséquer jusqu'aux os; personne ne se faisait plus scrupule de manger de la viande de cet animal. Malheur aux *cognats*[1] qui se détachaient pendant la nuit ou qui n'étaient pas attentivement gardés par leurs maîtres! ils étaient aussitôt tués, éventrés et dépecés. Le foie et le cœur étaient les morceaux les plus friands et les plus recherchés; c'était à celui qui pouvait les saisir le premier. Cette avidité était souvent la cause de rixes sanglantes qui s'établissaient entre les individus coopérant à l'enlèvement et à la mort du cheval. Le général et l'officier n'avaient plus d'influence sur l'esprit du soldat: l'intérêt personnel était le seul mobile de tous les individus de l'armée; le frère ne connaissait plus le frère; le mari ne portait plus aucune attention à la femme qui avait partagé jusqu'alors ses privations et ses fatigues; les enfants, eux-mêmes, étaient souvent délaissés; enfin la nature méconnaissait tous plus aucun de ses droits.

« Je fus frappé, à l'approche de Smolensk, à la vue d'une jeune femme, pressée par une faim dévorante; elle se jette à travers les soldats qui venaient d'éventrer un cognat, et, quoique couverte d'une superbe pelisse de martre garnie de satin blanc, elle plonge ses mains dans le ventre de l'animal pour en arracher le foie ou quelques-unes de ses portions; mais, privée de couteau et obligée d'employer ses dents, elle s'en servit en enfonçant sa tête dans le ventre même du cheval. Enfin elle put emporter un morceau de ce viscère et courut le faire cuire au premier feu de bivouac qu'elle rencontra. Sans doute, elle n'attendit pas sa parfaite cuisson pour le manger. Hélas! combien de ces malheureuses femmes n'ont-elles pas succombé aux effets terribles de ce besoin impérieux! *Presque tous nos blessés moururent de faim.* Dans un autre moment je tâcherai d'expliquer le phé-

[1] On appelait ainsi les chevaux du pays.

nomène de ce sentiment (la faim). Cependant cette faible ressource de la viande de cheval, un peu de farine qu'une partie de l'armée avait conservée, quelques légumes ou des morceaux de pain ou de salé qu'on s'était procuré dans les campagnes éloignées de la route, et l'espoir de trouver des magasins à Smolensk, nous soutinrent[1].

« Enfin, l'on arrive à cette ville tant désirée. Le froid était très vif, et le mercure était descendu dans le thermomètre à quatorze degrés. Mais quelle surprise pénible! A peine trouve-t-on des subsistances pour le petit nombre des troupes qui peuvent entrer dans cette place et pour les malades des hôpitaux. L'impérieuse nécessité fait forcer les portes, et les magasins sont pillés; un petit nombre profite du pillage pour quelque temps, mais le reste de l'armée est condamné à souffrir. Les malades sont privés des distributions accoutumées, et pendant deux jours que nous séjournâmes dans cette ville, j'eus la douleur de voir nos blessés et mes officiers de santé sans subsistance aucune. Je partageai, avec trente d'entre eux, un sac de farine que j'avais pu acheter à grand prix; c'est la seule ressource que nous eûmes pour traverser encore un grand espace de désert. Mon âme reste encore épouvantée des effets déchirants et horribles que fit sur elle l'ambulance dite de la Brèche, placée à la porte du Dnieper. Ces malheureux étaient dans une situation plus affreuse dans cette ambulance que dans celle de Koloskoï. Dans les autres hôpitaux les malades étaient moins mal; mais nous ne pûmes en évacuer aucun,

1 Il ressort de ce tableau que l'armée souffrit de la faim plus encore que du froid. Larrey déclare formellement, du reste, en d'autres endroits, que l'armée aurait résisté au froid, *mais qu'elle fut surtout détruite par la faim*, condition condamnant encore davantage l'imprévoyance de Napoléon, qui savait très bien en partant de Moscou qu'il n'y avait pas d'approvisionnements de vivres suffisants avant Wilna. La remarque de Larrey concernant la résistance des troupes au froid s'applique surtout aux Français, qui se défendirent mieux contre l'abaissement de la température que les soldats des autres nations et même que les Russes. Il nota que les méridionaux, les bruns à tempérament bilio-sanguin, résistèrent mieux que les sujets blonds à tempérament lymphatique appartenant aux régions du Nord. Les Hollandais, officiers et soldats, périrent presque tous sans exception. Les Allemands perdirent beaucoup plus de monde que les Français. D'une façon générale, les troupes étrangères de la coalition souffrirent plus que les nôtres. (Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. IV, p. 126.)

faute de moyens de transport. Je dus me borner à organiser les services ; j'opérai ou je fis opérer sous mes yeux tous les blessés chez lesquels une intervention était nécessaire, et je laissai une cinquantaine de chirurgiens auprès d'eux. Plusieurs officiers de santé, ayant les pieds gelés, restèrent dans ces hôpitaux.

« Nous quittâmes Smolensk le 14 novembre. L'armée, qui comptait cent mille hommes au départ de Moscou, ne se composait plus à ce moment que de trente-six ou trente-sept mille soldats armés. Le reste était mort en route ou suivait à la débandade. Cinquante à soixante-mille hommes de tous les rangs et de toutes les conditions, de tous les corps et de toutes les armes, marchaient confondus, tantôt par bandes, tantôt en foule, tous s'empressant de se devancer les uns les autres. Les vents se fixèrent au nord-est et le froid devint excessif, le mercure descendit dans le thermomètre à dix-huit et dix-neuf degrés. La marche de cette ville jusqu'à Krasnoïé, distante de vingt-quatre lieues, nous a été extrêmement pénible par ce froid rigoureux, le défaut d'abri et le manque absolu de vivres. Les villages intermédiaires étaient totalement brûlés. D'ailleurs, l'ennemi qui avait attaqué notre arrière-garde à Smolensk, où j'eus un assez grand nombre de blessés à opérer et à faire panser, nous harcelait de toutes parts. L'on ne se reposait que trois ou quatre heures par nuit, constamment au bivouac, et l'on marchait sans s'arrêter huit, dix heures par nuit. L'armée, qui s'était décomposée à son passage à Smolensk, perdit beaucoup de monde. Le froid *et surtout la faim* étaient sur cette route les seules causes de la mort. Ceux de mes compagnons qui avaient contracté la bonne habitude de marcher et qui avaient conservé un peu de café et de sucre offrirent plus de résistance ; l'exercice habituel prévenait l'engourdissement des membres, entretenait la calorification et le jeu des organes, tandis que le froid saisissait les personnes faisant la route à cheval ou en voiture, et les jetait bientôt dans un profond état d'engourdissement. S'ils approchaient alors des feux de bivouac, ils étaient frappés de la gangrène. Je me

préservai de cet accident en marchant continuellement à pied, et en me privant constamment du plaisir de me chauffer.

« Les équipages et les parcs d'artillerie furent coupés plusieurs fois et dispersés par les cosaques, avec d'autant plus de facilité que les chemins étaient couverts de glace, et par conséquent impraticables à la marche des caissons et des pièces d'artillerie. Je me suis trouvé un jour entouré par une de leurs bandes; je dus mon salut à ma vigilance et au secours que je reçus de quelques grenadiers de la garde, lesquels m'ayant aperçu au milieu de ces cosaques fondirent sur eux. Une balle atteignit heureusement celui sous lequel j'allais probablement succomber. A notre arrivée, le 17 novembre, à Krasnoïé, nous fûmes cernés par l'ennemi; il fallut livrer combat sur presque tous les points de l'armée[1]. La garde impériale, — le seul corps de la Grande Armée encore intact, — soutint tout le choc, et combattit avec un tel succès qu'en moins de deux heures le champ de bataille fut couvert des Russes morts ou mourants. Nous eûmes près de douze cents blessés que nous opérâmes et pansâmes sur le terrain et dans l'ambulance de Krasnoïé. Ici, nous courûmes tous les plus grands dangers; plusieurs de mes camarades furent blessés à mes côtés et quelques-uns furent tués ou assez gravement blessés pour ne pouvoir les enlever du champ de bataille. Ce fut une des plus terribles journées que j'eusse encore passées dans toute la campagne. Mais le

[1] Le 16, le prince Eugène, tombé dans une embuscade tendue par Miloradowitch, faillit être enveloppé, et un parlementaire russe vint le sommer de capituler. Il le fit expulser. Avec lui étaient les généraux Triaire, son aide de camp Guilleminot, Philippon, Broussier, d'Ornano, Poitevin, Pino, Guyon et quelques milliers de soldats armés, avec de nombreux isolés sans armes. C'était tout ce qui restait de son corps d'armée. Le vice-roi organisa la défense avec les généraux. Elle fut héroïque. Six mille soldats français repoussèrent vingt mille Russes. Mais ils ne purent forcer le passage. A la nuit, ils parvinrent cependant par des chemins détournés à rejoindre le quartier général de Napoléon à Krasnoïé.

Le 17, l'Empereur, prévenant une attaque générale de la grande armée russe, commandée par Kutusof, prit l'offensive avec la garde, se mit à pied à sa tête et culbuta les Russes. Ce fut la bataille de Krasnoïé, destinée à libérer Davout et Ney, coupés par les Russes. Le duc d'Anerstædt fut dégagé; mais Ney, qui était parti de Smolensk le dernier dans la nuit du 16 au 17, se trouvait encore à une journée de marche de distance.

courage de tous mes chirurgiens et de tous les auxiliaires qui me prêtèrent leur concours fut vraiment admirable. Les femmes françaises qui avaient quitté Moscou avec nous, et partagé depuis nos privations et nos dangers, portèrent le dévouement jusqu'à l'héroïsme. Elles vinrent panser nos blessés sous le canon de l'armée russe. Parmi elles se fit surtout remarquer la directrice des théâtres de Moscou, Mme Aurore Bursay, qui ne quitta le champ de bataille qu'avec le dernier blessé[1].

« Après avoir repoussé l'ennemi et l'avoir écarté au loin sur les côtés, nous reprîmes notre route vers Orcha et nous emmenâmes un petit nombre de nos blessés, c'est-à-dire tous ceux à qui l'on put procurer des moyens de transport. Je fis réunir tous les autres à l'hôpital de Krasnoïé, où je laissai encore quelques officiers de santé. Leur sort était à plaindre, car nous apprîmes par quelques-uns d'entre eux qui avaient pu suivre, et s'étaient échappés des mains des cosaques pendant la nuit, que le feu s'était répandu dans toute la ville et que l'hôpital ne pouvait manquer d'être incendié. La température s'éleva momentanément, et nous eûmes en peu de temps une grande quantité de neige. La faim se faisait toujours sentir, et la privation d'aliments fut fatale à un grand nombre d'individus. La chair des chevaux était plus recherchée que jamais. La marche était toujours accélérée et extrêmement pénible à raison des mauvais chemins. Cependant nous arrivâmes à Doubrowna le 18 novembre, et bientôt à Orcha, où nous regagnâmes le Dnieper. L'on trouva quelques subsistances dans ces deux villes et des ressources pour les malades. Nous disposâmes, dans

[1] La bataille de Krasnoïé, dans laquelle Napoléon déploya une initiative et une énergie égale à celle de ses plus beaux jours, fut livrée par quinze mille hommes à soixante mille Russes commandés par Kutusof. La petite armée française aurait dû être détruite ou faite prisonnière avec son chef; mais telle était encore la valeur des soldats qui la composaient et l'ascendant du nom et de la présence de l'Empereur, qu'elle put arrêter l'ennemi et opérer sa retraite. « Mais, malheureusement, dit Larrey, elle eut douze cents blessés et près de quatre mille morts : pertes énormes pour elle. » Dans cette journée du 17, furent blessés les généraux Triaire, Razout, Bertrand, de Sivray, Barbanègre, Dufour, d'Ornano, Simmer. Le général Lanchantre disparut. Le 7, avait été blessé le général d'Anthouard.

les hôpitaux qui y étaient établis, les blessés qui suivaient l'armée, desquels je fis assurer le service avec des médecins du pays et quelques officiers de santé de l'armée.

« Arrivée à Orcha, l'armée s'inquiéta beaucoup d'être séparée de l'arrière-garde, commandée par le maréchal Ney; on crut d'abord le corps d'armée de ce général entièrement perdu. On s'était déjà éloigné de la ville avec le profond regret de cette perte, et toute l'armée était sous l'empire de cette douloureuse impression, lorsque arrivé à la première station j'appris un des premiers que le maréchal était sauvé ainsi que son corps d'armée. Sa retraite était due à des prodiges de valeur extraordinaires. Pour protéger la marche de l'armée, le maréchal Ney n'avait cessé de combattre l'ennemi avec sa phalange, très réduite par les pertes qu'il avait éprouvées; sa cavalerie était totalement détruite, et il lui restait très peu d'artillerie. La cavalerie ennemie, qui le gagnait de vitesse, cerna ce petit corps, et appuyée par l'infanterie qui le pressait par derrière et sur ses flancs, somma le maréchal de se rendre. Malgré la différence énorme du nombre, Ney répond négativement et manœuvre pour se faire une trouée et rejoindre l'armée; en vain on lui renvoie des parlementaires; il attaque avec impétuosité la colonne ennemie qui lui coupait le chemin de retraite, lui fait subir de grandes pertes, ne peut franchir ses lignes, mais se dérobe à la poursuite de l'armée russe, passe rapidement le Dnieper sur la glace et rejoint l'armée [1]. Il serait difficile d'exprimer la joie que cette courte et heureuse retraite nous causa à tous; l'Empereur reçut Ney avec le plus tendre intérêt et la plus vive satisfaction.

« Ces combats, les difficultés des chemins, comme le

[1] Ney était parti dans la nuit du 16 au 17 novembre de Smolensk, après en avoir fait sauter les remparts. Assailli de tous côtés par les Russes, il marcha au milieu d'eux pendant trois jours, et, ayant échoué dans la tentative qu'il fit de forcer le passage dans le défilé de Krasnoïé, il se déroba à la poursuite de l'ennemi en passant le Dnieper sur la glace. Mais Larrey ne raconte pas la façon dont il s'y prit pour gagner le fleuve, dont il ignorait la direction.

Un parlementaire étant venu le sommer de se rendre, il le retint prisonnier, lui déclara qu'il allait le traiter comme un espion et le faire passer au fil de l'épée s'il ne le guidait vers le Dnieper. L'officier russe obéit et aida ainsi à le sauver.

froid et la faim, mirent le grand corps d'armée ennemi hors d'état de nous pousuivre au delà du Dnieper dont nous avions rompu le pont [1]; aussi marchâmes-nous assez paisiblement jusqu'à Borisow. A notre arrivée à Tolecsebyn, célèbre par la sanglante bataille que Charles XII livra aux Moscovites, le froid reprit, et l'intensité n'a cessé d'augmenter graduellement pendant le reste de la retraite, on pourrait même dire jusqu'à Kœnigsherg. On trouva à Tolecsehyn un magasin assez considérable de farine, de pain et d'eau-de-vie, qu'on distribua à l'armée; nous n'y laissâmes point de malades.

« Le maréchal Victor, qui venait à notre rencontre, se joignit à l'armée et remplaça le maréchal Ney à l'arrière-garde. Nous arrivâmes à Borisow sans obstacle; mais l'armée de Tomasow, venue de la Turquie, nous attendait au passage de la Bérésina, au pont de cette ville qu'on avait coupé. La position de l'ennemi était telle, qu'à moins de faire un grand détour il était impossible de l'attaquer, et par conséquent de passer la rivière, glacée sur ses bords et très profonde au milieu. A ce moment, la Grande Armée était resserrée dans un espace de quinze lieues entre les corps de Kutusof, de Wittgenstein et de Tchitchagoff, constituant ensemhle une armée de cent quarante mille Russes, occupant tous les passages. Il semblait bien que la situation fût désespérée, et certains généraux, évoquant le souvenir de Charles XII dans les lieux mêmes où la fortune trahit le génie du grand capitaine du Nord, prononçaient tout bas le mot de capitulation. Les vrais soldats, que rien ne pouvait abattre, disaient, les yeux fixés sur l'Empereur : « Il nous tirera encore de là [2]. »

[1] La grande armée russe, commandée par Kntusof, qui poursuivait l'armée française, était en effet, de son côté, exténuée. Elle était rédnite de la moitié de son effectif et avait dû laisser sur le Dnieper la plus grande partie de son artillerie qu'elle ne pouvait pas trainer. (Cf. l'historien russe Butturlin, t. II, p. 309.)

[2] Les historiens russes ont apprécié les mesures que prit Napoléon pour sanver l'armée à la Bérésina :

« Dans cette situation, la plus périlleuse où il se soit trouvé, ce grand capitaine ne fut pas au-dessous de lui-même. Sans se laisser abattre par l'imminence du danger, il osa le mesurer avec l'œil du génie et trouva encore des ressources là où un général moins habile et moins déterminé n'en aurait pas supposé la possibilité. » (Butturlin, *Campagne de 1812*, t. II. p. 302.)

« Le corps d'armée remonta la rive gauche, prit position sur le revers d'une colline, autour d'un immense château, où l'on trouva des fourrages et des vivres. L'arrière-garde observait un second corps d'armée ennemi qui nous poursuivait, et l'on se hâta de faire construire deux ponts, à trois lieues au-dessus de la ville, vis-à-vis le village où Charles XII paraît avoir passé la même rivière, pour poursuivre et attaquer les Russes avant le combat de Tolecsehyn.

« Nous étions le 24 novembre avec le quartier général et la garde au bivouac du château du prince de Radzivill. Le ciel était serein et le froid assez vif. Obligé de parcourir le camp pendant la nuit pour y voir mes blessés [1], je pus observer tout ce qui nous entourait. Je fus frappé tout à coup de l'apparition d'une comète située droit au nord, en regard de l'armée et presque parallèle à l'horizon; elle paraissait descendre vers le pôle arctique. Sa forme était celle d'une épée flamboyante, un très petit corps allongé perpendiculairement, du sommet duquel se détachait une chevelure effilée et s'élevant dans la verticale à une très haute distance. Ce météore semblait nous présager le désastre qui nous survint vingt-quatre heures après dans le même lieu et successivement plus loin. Mon imagination qui avait été frappée défavorablement par cet astre lumineux, dont la forme et la position étaient remarquables, troubla les moments de sommeil que je pus trouver sur un tas de paille, auprès d'un bivouac des grenadiers de la garde, par des rêves sinistres. L'un de ces grenadiers m'éveilla en s'écriant : « Rassurez-« vous, monsieur Larrey, nous sommes auprès de vous, et « l'Empereur est ici ! » Je venais d'entrevoir la difficulté du passage de cette fatale rivière et les malheurs qui allaient nous assiéger.

[1] Je ne puis m'empêcher de répéter cette remarque déjà faite : Quels devaient être le courage et la vigueur physique de Larrey pour pouvoir passer les nuits à visiter ses hôpitaux et ses ambulances, après avoir passé les jours à marcher dans la neige, tout en subvenant naturellement aux exigences de son service! On comprend, en lisant ses notes, la profonde reconnaissance de l'armée pour lui. « Larrey et Éblé, dit Thiers, étaient les deux seuls hommes que toute l'armée continuât à respecter et à écouter. » (*Op. cit.*, t. IV, p. 612.)

« Les deux ponts furent construits et terminés les 26 et 27 novembre, à l'insu de l'ennemi. Le premier et le quatrième corps passèrent et, immédiatement après, la garde impériale. Les ponts, peu solides, se rompirent deux fois de suite, et cet accident retarda déjà le passage des troupes. Bientôt, le corps de Wittgenstein atteignit l'arrière-garde qu'elle poursuivait [1]. Celle-ci se précipita pour passer à son tour. Mais, à ce moment, les équipages de toute l'armée, les convois et les émigrés de Moscou, saisis d'effroi, veulent traverser. Le désordre se met dans cette cohue d'hommes, de chevaux et de voitures. Il est encore augmenté, à un inimaginable degré, par les obus et les boulets qui tombent au milieu d'elle. L'affolement la saisit : on se jette les uns sur les autres, on se presse, on se heurte de toutes parts; le plus fort abat le plus faible, celui-ci est foulé aux pieds de la multitude. Les voitures sont renversées, les chariots d'artillerie accrochés et les chevaux écrasés sous les chariots. Une partie de l'arrière-garde se fait jour avec la baïonnette et surmonte les obstacles. On n'entend que des cris lamentables et des hurlements affreux; les ponts, mal assurés, se rompent encore sous le poids extrême de la foule, et toute espérance de salut est dès ce moment détruite. Le plus grand nombre ne prend plus conseil que du désespoir. Une partie, dans l'espérance de passer à pied, s'élance sur la glace; mais elle est arrêtée près de l'autre rive, où le courant avait détruit la continuité du banc glacé. Quelques-uns franchissent cependant ce courant à la nage; d'autres sont submergés, et les plus sages reviennent sur leurs pas pour se livrer aux cosaques. Un grand nombre d'individus furent

[1] Si le désastre ne fut pas plus considérable, on le doit à Victor et au général Fournier-Sarlovèze, qui ce jour-là sauvèrent l'armée. Le duc de Bellune était chargé de contenir sur la rive gauche l'armée de Wittgenstein, qui serrait de près l'arrière-garde française. Il appuya sa gauche à un bois et plaça en avant Fournier-Sarloveze, dont la cavalerie était réduite à huit cents chevaux. C'est avec ce petit corps de cavalerie que ce vaillant général soutint le choc de toute la cavalerie de Wittgenstein, six fois plus nombreuse que la sienne, et il chargea lui-même toute la journée. Le soir venu, Fournier, dont la brigade était réduite à trois cents chevaux, fit une dernière charge et couvrit la retraite de Victor quand celui-ci passa la Bérésina. Il fut blessé, mais ne fut trouver Larrey à l'ambulance que le lendemain matin.

tués à l'entrée des ponts ; beaucoup ont été renversés dans la rivière au moment du passage. Des frères étaient séparés de leurs frères, des enfants arrachés des mains de leurs mères. J'ai vu des mères suivre volontairement le sort funeste de leurs enfants ; quelques-unes se sont noyées avec un ou deux d'entre eux, les tenant embrassés.

« Jamais sans doute on n'a vu une catastrophe plus affreuse que celle-là. On affirme qu'il a péri ou qu'il a été fait prisonniers plus de trente mille individus. J'avais passé deux fois ce malheureux pont pour sauver une partie de mes équipages que je cherchais vainement, et faire passer des caisses d'instruments de chirurgie, dont nous avions le plus grand besoin. Le troisième voyage faillit me coûter la vie, et si mon nom et ma personne n'avaient été connus, je n'aurais jamais pu passer. Je me trouvais en effet là au moment du plus grand désordre dans la foule, sans pouvoir la percer. J'étais près de périr, quand je fus heureusement reconnu. Mon nom est prononcé. Aussitôt les regards se tournent vers moi, et chacun s'empresse de m'aider. Transporté de soldat en soldat, je passe de mains en mains jusqu'à l'extrémité du pont, et rejoins ainsi le quartier général[1].

[1] Larrey revient plus tard, dans une lettre à Mme Larrey, sur les témoignages d'attachement que lui donnèrent à la Bérésina et pendant toute la campagne les vieux soldats de l'armée. Cette lettre est un admirable document humain. Elle éclaire l'attachement et la reconnaissance qu'un homme comme Larrey sut inspirer aux soldats, sentiment qu'aucun chef d'armée, même parmi les plus populaires, si ce n'est peut-être Napoléon, ne provoqua au même degré.

« Ribes a eu raison de te dire qu'au milieu de l'armée et surtout de la garde impériale je ne pouvais périr. C'est, en effet, aux soldats que je dois mon existence. Les uns ont couru à mon secours lorsque, entouré de cosaques, j'allais être tué ou fait prisonnier ; les autres s'empressèrent de me relever et de me conduire lorsque, les forces physiques m'ayant abandonné, je tombai dans la neige. D'autres, me voyant tourmenté par la faim, me donnaient les vivres qu'ils possédaient. Enfin, me présentais-je à leur bivouac, chacun me faisait place, et j'étais aussitôt enveloppé de paille ou de leurs vêtements. Combien de généraux et d'officiers supérieurs étaient repoussés et renvoyés sans pitié par leurs propres soldats ! Mais, au nom de Larrey prononcé devant eux, tous se levaient et l'acclamaient avec une respectueuse amitié. Tout autre que moi aurait péri sur le pont de la Bérésina, que je passais pour la troisième fois, au moment le plus périlleux. Mais à peine eussé-je été reconnu que je fus saisi par des mains vigoureuses et envoyé de l'un à l'autre, comme un paquet de linge, jusqu'à l'extrémité du pont, tandis que des généraux marchant derrière moi étaient, quoiqu'ils déclarassent m'accompagner,

« Arrivés sur l'autre rive, les corps d'avant-garde se portèrent vite en avant pour attaquer Tomasow, qui nous fermait le passage du chemin de retraite ; un premier combat eut pour résultat trois mille prisonniers faits sur l'ennemi, un grand nombre de soldats tués ou gravement blessés, et sa position forcée. Un second combat, qui eut lieu le lendemain et qui fut livré par le prince Poniatowski, le mit en fuite et lui fit perdre beaucoup de monde. Nous eûmes environ six cents blessés que je fis panser sur le terrain ; malgré la pénurie des moyens et la rigueur de la saison, je fis des opérations des plus délicates.

« Parmi les blessés que j'opérai à l'ambulance du champ de bataille, étaient le général Zayonscheck, commandant un des régiments de cavalerie de la garde, et le général Dombrowski. Zayonscheck, vieil officier septuagénaire, qui avait commandé en Égypte les fusiliers de la flottille du Nil, au moment de la bataille de Chebreiss, était un des plus anciens officiers polonais au service de la France. Il avait eu le genou droit fracassé par une balle à bout portant, à la tête de sa division. Je lui pratiquai l'amputation de la cuisse sous le canon de l'ennemi et agenouillé sur la neige. Comme elle tombait en épais flocons, j'avais fait tendre au-dessus de la tête du général et de la mienne, par quatre soldats, un grand manteau de cavalerie. Après l'opération, je l'évacuai sur Wilna en traîneau, en même temps que mes autres blessés, et mis à sa disposition pour regagner Varsovie une voiture qui m'appartenait et que j'y avais laissée. Il se rétablit parfaitement[1].

arrêtés dans leur marche et disparaissaient à mes yeux pour jamais. Je n'en ai plus jamais entendu parler, et je ne sais ce qu'ils sont devenus. Ma chère Laville, ces témoignages d'attachement de l'armée sont pour moi la plus belle récompense que je puisse désirer. Je ne t'en aurais jamais parlé si tu ne m'en avais donné l'occasion. » (*Larrey à Mme Larrey*. Leipzig, 11 mars 1813.)

[1] Larrey a laissé dans ses notes un portrait du général Zayouscheck. C'est encore un type spécial de ces armées de l'Empire, qui offrirent tant de figures originales. Brave, spirituel et beau, dévoué à l'Empereur jusqu'au fanatisme, il se faisait remarquer sur le champ de bataille par ses allures de crânerie et son audacieux courage. Sa coquetterie, comme celle de Dorsenne, était poussée à l'extrême, et il se parait un jour de bataille comme pour une fête et avec une recherche extrême. Il se parfumait de la tête aux pieds, se couvrait de bagues et

« Le général Dombrowski, qui commandait une des divisions du cinquième corps sous le duc de Reggio, avait reçu une balle dans l'épaule. Je pratiquai séance tenante l'extraction du projectile et évacuai le général avec Zayonscheck[1]. A ce moment on m'amena un canonnier qui avait eu le bras mutilé d'un éclat d'obus. Je lui pratiquai l'amputation du membre. Aussitôt son appareil de pansement appliqué, ce soldat se releva et refusa de se rendre à l'ambulance; il s'orienta et reprit sa route dans la neige en disant : « Je n'ai « pas de temps à perdre, il me reste encore du chemin « à faire d'ici à Carcassonne[2]. »

« Après ce combat décisif, l'armée continua sa marche par une route peu fréquentée, à travers des forêts immenses que nous n'avons quittées qu'à notre arrivée à Smorgoni, ville que singularise l'institution d'une académie destinée à l'éducation des jeunes ours. C'est dans cette ville seulement que nous avons rejoint la grande route. Depuis notre passage de la Bérésina, le froid avait augmenté progressivement, à un

de bijoux, revêtait ses plus riches costumes et prenait ses armes les plus précieuses. La fin de sa carrière ne fut pas d'accord avec les autres périodes de sa vie; ce héros polonais abandonna en 1814 le service de la France, oublia les infortunes de sa propre patrie et accepta d'Alexandre, dont il devint le très docile instrument, le gouvernement de la Pologne. Il ne paraît pas non plus avoir eu beaucoup de reconnaissance pour l'homme qui lui sauva la vie à la Bérésina, Larrey, qui s'en plaint dans ses notes. Celui-ci a fait remarquer qu'il ne revit jamais sa voiture.

[1] Dombrowski fut, comme Poniatowski et comme Zayonscheck, un de ces héros polonais qui servirent brillamment la France sous la Révolution et l'Empire. Ils rendirent les plus grands services à la Grande Armée pendant la retraite. Ce fut Dombrowski qui livra la bataille de Borisow et qui, couvrant constamment la Bérésina, contribua puissamment à sauver l'armée. Sa blessure le força à résilier son commandement. Mais, en 1813, il fut un des premiers qui revinrent au-devant de Napoléon. Il combattit vaillamment à Leipsig avec sa belle légion polonaise, qu'il ramena en France après la mort de Poniatowski. En 1814 il se rallia aussi à Alexandre, qui lui décerna les plus grands honneurs, et il se retira dans sa terre du duché de Posen, où il vécut dans la retraite.

[2] Le général Lejeune, qui était un ami de Larrey, cite dans ses Mémoires (t. II) un fait analogue qui est probablement le même et que lui conta sans doute le chirurgien de la Grande Armée.

Les blessés de marque pendant les journées des 26, 27 et 28 novembre 1812 furent, en dehors de ceux qui sont cités dans le texte, les généraux Claparède, Legrand, Rapp, Poniatowski (Polonais), Amez, Kniazcenicz (Polonais), Simmer, Bartier-Saint-Hilaire, Aubert, Blanmont, Castex, Delaitre, Fournier-Sarlovèze, Geitter, Moreau, Devilliers, Mourier, Lingg (Badois). Le général Groisne disparut le 28, et le général Caudras fut tué.

tel point qu'arrivé dans cette ville le thermomètre, que je ne cesse de porter à ma boutonnière et d'observer plusieurs fois par jour, est descendu à dix-huit degrés. Ce fut à Smorgoni que l'Empereur quitta l'armée pour rentrer en France, après avoir confié le commandement au prince Joachim[1].

« La neige était tombée la veille en étoiles parfaitement formées et cristallisées, signe précurseur du froid excessif; ce phénomène est un effet de l'électricité.

« De Smorgoni à Wilna, la marche fut extrêmement pénible et nous perdîmes dans cette courte distance plus de dix mille hommes qui moururent de faim et de froid. Nous arrivâmes à Osmiana le 6 décembre. Je laissai dans cette ville, avec quelques officiers de santé, tous les blessés qui voulurent y rester. Il m'était trop pénible de les voir périr sur les routes sans pouvoir les sauver. Le thermomètre s'abaissa à vingt-sept et vingt-huit degrés, et dans la nuit du 8 au 9, — à la vérité pendant quelques quarts d'heure seulement, — à trente degrés. Cette nuit fut fatale à nos blessés, aux jeunes gens, et à presque tous les chevaux. Rien de plus affligeant que le tableau que nos bivouacs nous offrirent le lendemain matin ; ils étaient parsemés de corps que l'on croyait d'abord endormis, mais tous avaient été frappés mortellement par le froid. Ceux qui échappèrent à ce funeste sort restèrent dans un profond état de torpeur, voyant à peine pour se conduire, ne pouvant presque pas proférer une parole et ayant l'air hébété ; ils étaient méconnaissables les uns pour les autres, et, sans les marches forcées que l'armée était obligée de faire, je pense qu'elle aurait péri tout entière.

« Cependant, au milieu de ces êtres exténués, figés de froid et de faim, sans armes, revêtus des vêtements les plus bizarres, pelisses, couvertures, pièces d'étoffes de toutes couleurs, — et se traînant automatiquement, semblables à des spectres, — s'avançaient quelques troupes d'élite de

[1] C'est sous ce nom qu'on désignait le roi de Naples dans l'armée.

la garde, dont la tenue excitait la surprise et l'admiration. Elles avaient conservé leurs armes, leurs capotes ou manteaux, leurs chevaux et leurs gants, et elles entrèrent dans Wilna en ordre et se redressant comme si elles allaient à la parade.

« Quant à moi, quoique je sois un des hommes les plus robustes de l'armée, ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que j'ai atteint Wilna le 9 décembre. J'étais à bout de forces et j'étais près de tomher, comme tant d'autres. Le chaleureux accueil que les respectables sœurs grises de l'hôpital de la Charité me firent, les attentions et les soins qu'elles me prodiguèrent me rappelèrent à la vie. Je n'oublierai jamais ce souvenir; mais, hélas! combien de compagnons épuisés par la faim, les fatigues, ou frappés de congestions, ne restèrent-ils pas dans cette ville! De ce nombre est mon collègue, le baron Des Genettes, qui jusque-là avait très bien supporté les fatigues de la campagne. Nous nous séparâmes la même nuit de notre départ chez M. le comte Daru, dans la persuasion, sans doute réciproque, que nous nous reverrions en route le lendemain. Il est probable qu'à l'instant du départ M. Des Genettes ne se sentit pas les forces physiques nécessaires pour se remettre en route à pied, et il prit le sage parti de rester chez les professeurs de l'université, qui ont pris soin de lui[1].

« Après avoir pris quelques heures de repos, je sortis et pus visiter les hôpitaux pour en assurer le service[2]. Je réunis à l'hôpital de la Charité les chirurgiens malades et les principaux officiers blessés, et les confiai aux soins particuliers des bonnes sœurs grises. Je laissai dans tous les hôpitaux, en outre des officiers de santé malades, un nombre suffisant de chirurgiens de tous grades pour le traitement des blessés réunis à Wilna. Je leur remis des lettres de recommandation pour les médecins en chef de l'armée russe.

[1] Il fut fait prisonnier. Mais nous verrons que, sur les réclamations réitérées de Larrey, il fut renvoyé en France par l'empereur Alexandre.

[2] Furent blessés, dans les combats partiels qui se livrèrent devant Wilna, les généraux Exelmans et Coutard. Larrey les fit partir pour Kœnigsberg. Le général Delort de Gléon fut massacré le 10 décembre à une des portes de Wilna.

« Dans la nuit du 10 au 11, je me remis en route. Sorti de la ville à minuit avec la garde impériale, je marchai sans m'arrêter, toujours à pied, conduisant mon cheval par la bride, jusqu'à la première étape, lieu presque totalement désert, et où nous trouvâmes à peine un peu de bois pour notre feu de bivouac. Je me reposai quelques heures auprès de ce feu, enveloppé de mon manteau qui était couvert de neige, et de là nous continuâmes notre marche jusqu'à Kowno. Le thermomètre, qui s'était un instant relevé, baissa encore; je souffris de nouveau beaucoup du froid et de la faim. Après la sortie de Wilna, la dissolution de l'armée augmenta encore. La confusion était à son comble, et chacun semblait n'exister et n'existait réellement que pour lui seul.

« Il y avait à Wilna de très grands magasins de vivres, d'habillements et une caisse bien garnie, etc.; mais une attaque soudaine de cosaques jeta le trouble et la confusion dans l'armée. Les portes de ces magasins furent forcées, et tous les effets et les subsistances furent livrés au pillage de l'armée et des habitants. L'usage immodéré que firent nos soldats de l'eau-de-vie de grains, qu'ils trouvèrent en grande quantité, accéléra la perte d'un grand nombre d'entre eux. Telle est la marche des malheurs; ils s'enchaînent les uns aux autres sans qu'on puisse empêcher cet enchaînement[1].

« Depuis notre départ de Wilna, je n'avais vu mon ami M. Ribes, chirurgien de la maison de l'Empereur; j'en étais inquiet, lorsqu'à l'approche de Kowno je le rencontrai par hasard au milieu de la foule mobile. Son facies était frappé de tous les signes du dernier degré d'épuisement de ses forces physiques et témoignait de sa faiblesse mentale. Un peu de pain, de sucre et quelques gouttes de rhum qui me restaient, l'aidèrent à arriver à la ville. Je le conduisis à l'hôpital, où l'on m'avait réservé une petite chambre que l'on réchauffa difficilement; mais il y avait un lit dont mon ami profita.

[1] Un très grand nombre d'hommes restèrent à Wilna, tant dans les hôpitaux que dans les maisons des juifs polonais, qui les avaient accueillis pour leur prendre le peu d'argent qui leur restait. La plupart périrent misérablement assassinés par ces juifs, après avoir été dépouillés par eux ou martyrisés par les cosaques.

Qnelques houillons et du vin sucré chaud que je m'étais procurés le ranimèrent et le mirent en état de pouvoir continuer sa route sur mon cheval, qu'il ne pouvait conduire lnimême. Il m'était agréable de remplir cette fonction, et la marche à pied ne m'était plus pénible; je sentais an contraire qu'elle m'était salutaire. Nous continuâmes ainsi, non sans peine, jusqu'à Gumbinnen, ville de la vieille Prusse, où nous trouvâmes des ressources, surtont des vivres de toutes espèces qu'il nons a fallu payer fort cher; mais qu'est l'argent comparé au besoin? Malgré tous mes soins, je faillis encore perdre mon ami dans l'espace de temps que nous eûmes à parcourir la distance de Kowno à cette ville, et il a été longtemps à se rétablir.

« Après le passage du Niémen, les troupes de diverses nations se dispersèrent et se rendirent dans leurs pays par des routes différentes. Les Français, seuls, suivirent la route de Gumbinnen. Trois mille hommes des meilleurs soldats de la garde, tant d'infanterie que de cavalerie, tous des contrées méridionales de la France[1], étaient les seuls qui eussent résisté aux cruelles vicissitudes de la retraite. Ils possédaient encore leurs armes, leurs chevaux et leur attitude guerrière. Les maréchaux ducs de Dantzig et d'Istrie étaient à la tête, et les princes Joachim et Eugène au centre de cette troupe, que l'on pouvait considérer comme tout ce qui restait d'une armée de quatre cent mille hommes. L'honneur et la gloire des armes françaises s'étaient en quelque sorte retranchés dans ce petit corps d'élite.

« Nous avons laissé un grand nombre de malades à Kowno, avec heaucoup d'officiers de santé qui n'avaient pu aller plus loin[2]. Ici, comme à Wilna, les magasins furent pillés, et une attaque imprévue des cosaques à notre passage dans le défilé de la montagne, au-devant de la ville, acheva de mettre le désordre et la misère dans l'armée qui eut encore

[1] J'ai déjà fait remarquer la supériorité de résistance des méridionaux. (Note de Larrey.)

[2] Au sujet du sort qui leur fut réservé, voir, p. 672, le passage que je consacre au rapport du chirurgien major Carpon à Larrey.

beaucoup à souffrir, surtout du froid, dont l'intensité n'avait pas diminué. Il s'est même soutenu à dix-huit, dix-neuf, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre degrés jusqu'à notre arrivée à Kœnigsberg. A notre passage à Gumbinnen et à Intersbourg, je pris des dispositions pour assurer le service des hôpitaux que nous y trouvâmes.

« Je me détachai dans cette dernière ville du quartier général, puis de la garde, afin d'arriver promptement à Kœnigsberg, où ma présence était urgente pour l'organisation des hôpitaux. Je fis le trajet par vingt-deux degrés de froid. »

CHAPITRE XVIII

I. Arrivée de Larrey à Kœnigsberg. — Accueil de son hôte Jacobi. — Inspection de ses blessés. — Mort de Lariboisière et d'Éblé. — Larrey atteint du typhus. — Murat, commandant de l'armée. — Évacuation de Kœnigsberg. — Départ de Larrey. — Enquête sur les chirurgiens disparus faite par Larrey. — Démarches pour obtenir la liberté de Des Genettes. — Immense amour-propre du médecin en chef de l'armée. — Son ingratitude vis-à-vis de Larrey. — Pertes énormes du service de santé pendant la campagne. — Tableau des chirurgiens présents et des disparus, adressé par Larrey au ministre de la guerre le 15 février 1813. — Rapport du chirurgien Carpon à Larrey sur les événements qui se passèrent à Wilna après le départ de l'armée. — Les pertes éprouvées à Wilna, supérieures à celles qui furent subies à la Bérésina. — Responsabilité des chefs russes dans les mauvais traitements qui entraînèrent la mort des prisonniers français.

I

Dans la nuit du 21 au 22 décembre, — une des plus rigoureuses de cet hiver glacial, — l'honorable Jacobi, banquier à Kœnigsberg, entendit heurter vivement à sa porte. Il descendit et se trouva en face d'un homme à la figure fatiguée et amaigrie, et qui sous son manteau portait un uniforme d'officier français usé et terni, mais propre encore. Il tenait un cheval par la bride, paraissait exténué et pouvoir à peine se soutenir. Jacobi lui posa quelques questions, mais la fatigue de l'étranger et l'engourdissement dans lequel l'avait plongé le froid prolongé étaient tels qu'il ne put articuler une parole. Il tira alors de son portefeuille une lettre qui lui avait été adressée et qui portait son nom sur la suscription, et la présenta à Jacobi. Celui-ci, y jetant les yeux, y lut le nom de Larrey. Jacobi, comme tous les bourgeois de Kœnigsberg, détestait Napoléon et n'aimait guère l'armée française; mais dans sa haine patriotique il faisait

exception pour Larrey, qui avait été son hôte, qu'il avait appris à estimer et qui, depuis la campagne de 1807, était resté pour lui un ami avec lequel il échangeait une correspondance régulière. Ému de compassion, il tomba dans ses bras, le conduisit dans sa demeure, où il l'entoura de tous les soins que nécessitait son état.

On pourrait penser maintenant que dans cette demeure hospitalière Larrey était arrivé au port, et qu'il allait enfin se reposer des fatigues et des privations qu'il avait endurées. D'autres, abandonnant leur service et l'armée, ne songèrent qu'à gagner la France et aller revoir leur famille. Mais à l'esprit de ce parfait serviteur de son pays se dressait, dès le lendemain matin, toute l'étendue des devoirs qui lui restaient à accomplir : inspection des hôpitaux de Kœnigsberg sur lesquels il avait dirigé pendant la retraite dix mille blessés dont la plupart sont atteints du typhus ; évacuation de tous les blessés transportables, pour en laisser le moins possible aux mains de l'ennemi, qui s'avançait derrière les débris de l'armée française ; réorganisation de son corps de chirurgiens fondu, détruit comme la Grande Armée elle-même. Surmontant sa faiblesse, réchauffé, mais non délassé, les membres raidis, les pieds gonflés et pouvant à peine marcher, il voulut, malgré les représentations de son hôte, aller visiter les hôpitaux.

Ils regorgeaient de blessés et de malades français, la plupart atteints du typhus ou de gangrène par congélation. Larrey passa cette journée et celle du lendemain au milieu d'eux, présidant lui-même, en dépit de l'affaiblissement dans lequel il se trouvait, à tous les pansements graves, et dictant ses instructions pour le traitement des fiévreux[1]. Dans l'un des hôpitaux, il trouva l'héroïque Lariboisière, un des grands généraux d'artillerie de l'Empire, dont le fils avait été tué à la bataille de la Moskova, et qui s'était écrié en apprenant la perte qui le frappait : « Aujourd'hui l'Empereur perd deux bons serviteurs. » Il disait vrai. Après avoir dirigé avec

[1] Larrey à Bancel, *Corresp. génér. Instructions pour le traitement des blessés et des malades.* Kœnigsberg, 24 déc. 1812. Ms. 5875, p. 2. B. N. F. R. N. Acq.

Éblé toutes les plus importantes opérations de la campagne, il tomba malade à Wilna. Larrey et Des Genettes l'évacuèrent sur Kœnigsberg, où le chirurgien en chef le retrouvait mourant. Il était atteint du typhus, mais sa tête restait libre, et malgré son état désespéré, il donnait avec une incroyable sérénité les ordres pour l'évacuation de l'artillerie de la place. Éblé, le héros de la Bérésina, qui lui succéda dans son commandement, devait lui-même mourir quelques jours après lui.

Larrey dut s'arracher à ce désolant spectacle. Il n'y avait pas, en effet, de temps à perdre pour l'évacuation des blessés. Dans la journée même, il sélectionna tous les malades qui pouvaient être emmenés et donna l'ordre de les diriger sur Elbing et Dantzig. Ces opérations arrêtées, il adressa au ministre d'État Daru un rapport sur les opérations du service de santé de l'armée pendant la retraite de Moscou et sur l'état des choses à Kœnigsberg[1]. Le surlendemain 23, il ressentit dans la journée des frissons et un malaise intense; on le ramena chez son hôte dans un état de morne hébétement et ayant à peine sa conscience. Sa robuste organisation, après avoir supporté les périls et les fatigues de la campagne, fléchissait maintenant, et il était à son tour atteint du typhus.

Son état devint vite alarmant. Les soins de ses confrères et du bon et brave Jacobi, qui ne quitta pas son chevet, parvinrent heureusement à dissiper rapidement les accidents. Mais, par suite de la retraite sur Kœnigsberg de Macdonald poursuivi de près par l'armée russe, il fallut évacuer la ville le 1er janvier. Ce départ sauva Larrey en l'arrachant au séjour d'une ville infestée et où sa convalescence aurait été longue et pénible, et en le remettant de bonne heure au grand air.

Le roi de Naples, dont le découragement et l'incurie avaient achevé, après le départ de l'Empereur, la désorganisation de l'armée, qui avait donné trop prématurément à Wilna l'ordre du départ, au premier coup de canon d'une

[1] Larrey, *Rapport à l'intendant général Daru*. Kœnigsberg, 21 déc. 1812.

avant-garde de cosaques, et consommé ainsi définitivement la perte de milliers de soldats qu'avec un peu moins de hâte on aurait pu rallier et sauver et qu'on abandonna, avait précipité la retraite sur Kowno, Gumbinnen et Kœnigsberg.

Apprenant que le corps prussien commandé par Yorck et placé sous les ordres du maréchal Macdonald avait passé à l'ennemi, il évacua Kœnigsberg avec la même précipitation que Wilna et transporta son quartier général à Posen et de là à Thorn. Arrivé dans cette dernière ville, n'y pouvant plus tenir, il résigna son commandement qu'il confia au prince Eugène et partit pour son royaume de Naples.

Le départ de Kœnigsberg eut lieu le 1er janvier. Il y avait à peine huit jours que Larrey était malade, et, si une réelle détente avait fait place aux graves phénomènes qu'il avait offerts au début, il était loin d'être guéri. Il voulut cependant reprendre la direction de son service et donner les instructions pour la mise en route de ses convois de blessés. Il laissa auprès de ceux qu'il était obligé d'abandonner les quelques chirurgiens, en trop petit nombre, dont il pouvait disposer; obtint de Daru les fonds pour qu'ils pussent se procurer des vivres et des médicaments, — car il n'osait compter sur la bonne volonté des Prussiens; — d'une main tremblante signa un rapport à Murat sur son service pendant la retraite et écrivit aux chirurgiens du corps d'Yorck pour leur recommander les blessés et les malades français[1].

Ces dispositions prises, il monta en voiture accompagné d'un de ses collaborateurs, le docteur Bourgeois, chargé de

[1] Nos sentiments actuels d'amitié pour la Russie ne peuvent nous empêcher de rendre aux Prussiens la justice qui leur est due et de reconnaître, — du moins dans cette circonstance, — la supériorité de leur civilisation sur celle des Russes. Pendant que ceux-ci, oubliant les procédés de Larrey et des chirurgiens français, laissèrent massacrer nos blessés par leurs cosaques, les administrateurs et les chirurgiens allemands les entourèrent des plus grands soins.

« Presque tous nos malades, dit Larrey dans ses *Notes*, ont été confiés aux médecins du pays, qui sont très dignes de notre confiance. En Prusse surtout, nous n'avons eu qu'à nous louer de leur zèle pour soigner nos malades, et sous le rapport de l'administration je dois dire, à la louange des économes prussiens, que nos malades n'ont jamais eu de meilleurs aliments, de boissons plus potables et de médicaments de meilleure qualité. Partout cette administration offrait les caractères de la bienveillance et de la probité. » (Larrey, *Agenda de la campagne de Russie*.)

lui donner ses soins. Il sortit des derniers de Kœnigsberg, après tous ses convois, et rejoignit le quartier général à Elbing. De là, il l'accompagna jusqu'à Francfort où il arriva le 10 février. A ce moment il était parfaitement rétabli et avait repris toutes ses forces.

Pendant le trajet, Larrey ne cessa de travailler à la reconstitution de son corps de chirurgiens. Mais la question la plus pressante était de savoir ce qu'étaient devenus les manquants. Il écrivit et fit écrire à tous les chefs de corps, à tous les officiers de santé survivants, au chirurgien en chef de l'armée russe. On était sans nouvelles de Des Genettes, resté comme on le sait à Wilna et fait prisonnier par les cosaques dès leur entrée en cette ville[1]. Quoiqu'il pût penser que sa grande notoriété, les services qu'en tous temps il avait, comme lui, rendus aux prisonniers russes aient dû le préserver de tout mauvais traitement, Larrey n'était pas sans inquiétude. Mais le médecin en chef de la Grande Armée était un personnage qu'il était possible de réclamer diplomatiquement. Il recommanda sa cause à Beauharnais, qui commandait maintenant les troupes. Il pria Berthier de s'informer de son sort auprès du commandant en chef de l'armée russe, Kutusof. Il écrivit lui-même à l'Empereur et lui demanda de conserver au prisonnier ses fonctions d'inspecteur général et d'ordonner qu'on payât ses appointements à sa femme. Ces démarches eurent le résultat qu'on devait en attendre, et l'empereur Alexandre, saisi personnellement de son cas, ordonna de le remettre en liberté. Des Genettes arriva au quartier général, qui était alors à Magdebourg, à la fin de mars. On se tromperait si on croyait qu'il se confondit en témoignages de reconnaissance

[1] Voici comment Larrey raconte à sa femme l'incident concernant Des Genettes à Wilna :

« Je m'étais séparé de mon collègue, le soir de notre départ de Wilna. Il m'avait promis d'en partir aussitôt et il m'engageait lui-même à ne pas différer. Il avait pour compagnon de voyage le général duc d'Abrantès, qu'il devait aller rejoindre dans la nuit. Ne l'ayant pas trouvé, il rentra chez les professeurs de l'université de Wilna, où il logeait et où il était très bien. Il est probable qu'il se sera couché jusqu'au lendemain matin, époque où les cosaques entrèrent dans la ville. C'est là qu'il aura été pris ; mais il sera protégé et respecté. » (*Larrey à Mme Larrey.* Posen, 11 janvier 1813.)

envers Larrey. Quoiqu'il eût été informé des inquiétudes qu'il avait éprouvées et des démarches qu'il avait faites en sa faveur, il affecta de lui faire comprendre que c'était à sa célébrité seule qu'il avait dû de recouvrer sa liberté[1]. Larrey connaissait bien son immense amour-propre; mais il trouva que cette fois il dépassait la mesure, et nous trouvons dans sa correspondance les échos du mécontentement que lui causa l'indépendance de cœur de son collègue[2]. Mais celui-ci poussa l'ingratitude encore plus loin. Se rendant de Magdebourg en droite ligne à Paris pour aller se reposer pendant que Larrey restait à l'armée, il lui promit de réclamer en son nom une indemnité pour la perte de ses équipages en même temps qu'il la demanderait pour lui-même. Or voici comment il exécuta sa promesse. Il arriva à Paris, vit l'Empereur, lui adressa sa demande, obtint une indemnité de deux mille francs, mais il se garda bien de parler de la réclamation de Larrey[3].

Des Genettes apportait des nouvelles de quelques médecins et d'un certain nombre de blessés : les fils de Pelletan, de Baudelocque et de Richard étaient sains et saufs. Le général Zayonscheck, amputé par Larrey après la Bérésina, était en convalescence. Mais que de disparus, que de morts dont on ne connaîtrait jamais les tragiques souffrances!

Le service de santé de la Grande Armée comprenait au début de la campagne huit cent vingt-six chirurgiens. Au 15 février 1813, il n'y en avait plus de présents que deux cent soixante-quinze. Tout le reste était prisonnier ou mort. Larrey fait observer que la plupart des médecins bles-

[1] *Larrey à Mme Larrey*, Magdebourg, 25 mars 1813.

[2] « Sans moi, on ne pensait pas plus à lui qu'à la comète bleue, et lorsque j'ai fait demander sa liberté au prince Kutusof par Son Altesse le prince de Neuchâtel, major général, on répondit : « Des Genettes! mais il a été tué; pourquoi « voulez-vous que nous fassions des démarches? On l'a vu, à Wilna, tué de la « main des cosaques. » Il me fallut protester contre cette assertion, et j'insistai vivement jusqu'à ce que cette faveur me fût accordée... J'ai fait ce que je devais à un collègue... Tant pis s'il ne m'en sait pas gré... » (*Larrey à Mme Larrey*, Leipzig, le 11 avril 1813.)

[3] « Je suis fort aise d'apprendre que Des Genettes ait reçu deux mille francs d'indemnité. Il avait promis, en parlant pour lui à l'Empereur, de parler également pour moi et qu'il demanderait deux mille francs pour chacun. Il paraît qu'il ne l'a pas fait. Tout est possible alors... » (*Correspondance*, Larrey à Mme Larrey, au quartier général du vice-roi d'Italie, 22 août 1813.)

sés ou malades faits prisonniers durent être considérés comme morts[1]. De tous les corps spéciaux de l'armée ce fut le service de santé qui fut le plus éprouvé. Rien n'est plus triste à parcourir que le registre de correspondance de Larrey à cette époque. De tous côtés, dès que le fameux 29e bulletin fut connu en France et dès que les lettres particulières annonçant les désastres de la campagne commencèrent à arriver, les demandes de renseignements des familles affluèrent au quartier général. Nous avons les réponses de Larrey[2]; elles sont navrantes, et on se représente l'effet désespérant qu'elles devaient produire sur ceux qui les recevaient, quoiqu'il les accompagnât toujours de réticences qui pouvaient donner lieu d'espérer que le disparu eût été fait prisonnier par les cosaques et pouvait un jour revenir.

Quelques officiers de santé survécurent, en effet, aux mauvais traitements dont ils furent l'objet et parvinrent à s'échapper. Parmi eux est le chirurgien major Carpon, qui, laissé à Wilna auprès des blessés, fut capturé par les cosaques, odieusement martyrisé avec ses compagnons de captivité, réussit

[1] Récapitulation de MM. les officiers de santé attachés à la Grande Armée, portés sur le contrôle adressé à S. E. le ministre de la guerre, le 15 février 1813 :

	Présents.	Prisonniers.	Morts.	Position inconnue.	En congé.	Total.
Chirurgiens principaux	7	2	1	»	»	10
Chirurgiens majors	61	19	7	24	1	112
Chirurgiens aides-majors . . .	70	17	5	60	»	152
Chirurgiens sous-aides-majors.	137	99	17	299	»	552
TOTAUX	275	137	30	383	1	826

On a compris dans ce tableau, au nombre des présents, les officiers de santé qui se trouvent en service dans les places de Dantzig, Varsovie, Thorn, etc. On voit, par suite, combien l'effectif revenu de Russie devait encore être réduit. Parmi les chirurgiens de tout grade désignés comme prisonniers, le plus grand nombre étaient blessés ou malades et sont sans doute tous morts. Ceux dont la position est inconnue doivent être également considérés comme prisonniers ou morts.

[2] Larrey, *Correspondance générale*. Ms. 5873, p. 83 et suivantes. (Février 1813 à avril 1813.) B. N. F. R. N. Acq.

cependant à recouvrer sa liberté et adressa, en arrivant en Allemagne, son rapport à Larrey sur ce qui lui était arrivé et sur les faits atroces dont il avait été le témoin. Nous avons là un dramatique et officiel récit des événements qui se passèrent à Wilna après la retraite précipitée des débris de la Grande Armée et un tableau émouvant des souffrances sans nom qu'endurèrent les Français faits prisonniers. Ce document inédit, et qui constitue un chapitre dramatique des désastres de la retraite, est malheureusement trop long pour trouver ici sa place. Il nous apprend que les souffrances subies par les Français restés à Wilna dépassèrent tout ce qu'on peut imaginer. Carpon dit que la Passion du Christ ne peut elle-même donner une idée des maux qu'il endura; d'après lui, il mourut dans cette ville, de froid, de faim, de misères et de mauvais traitements, quarante-cinq à cinquante mille prisonniers[1]. Les Russes eurent soin de ne pas tenir compte de ceux qui succombèrent au froid et aux coups de knout dans les prisons et n'en inscrivirent que six mille sur leurs tables officielles de mortalité.

On croit rêver à la lecture de semblables excès. Pour les excuser dans la mesure où ils peuvent l'être, on les a rejetés sur l'ignorance, la barbarie et la brutalité des cosaques et sur l'exaspération des Russes causée par l'invasion de leur patrie. Ces arguments sont loin d'être acceptables. Si les cosaques étaient de vrais sauvages, ils étaient parfaitement disciplinés envers leur général, Platow, et leurs officiers, dont beaucoup, comme Denisow, étaient loin d'être barbares. Or ceux-ci ne firent rien pour mettre un terme à ces excès; le gouvernement russe les favorisa, au contraire[2].

[1] « Je termine en vous faisant observer que tout le monde s'accorde à convenir qu'après la retraite de Moscou il est mort à Wilna quarante-cinq à cinquante mille prisonniers, au nombre desquels on ne peut représenter que six mille extraits de morts, parce qu'on n'a pas tenu compte de ceux qui ont péri dans les prisons. » (*Corresp. offic.* Le chirurgien major Carpon à M. le baron Larrey, inspecteur général. Ms. 5878. B. N. F. F. N. Acq.)

[2] « Le gouvernement militaire de Wilna prit un arrêté défendant aux habitants, sous peine de déportation en Sibérie, de donner asile aux Français. En vertu de cet arrêté, tous ceux qui avaient reçu l'hospitalité dans des maisons particulières furent expulsés et jetés dans la rue, où la plupart d'entre eux furent égorgés par les cosaques. » (Carpon, *Ms. cit.*)

Il est vrai que les Français étaient les agresseurs. Mais combien de fois les Russes depuis la Révolution avaient-ils eux-mêmes, sans provocation, attaqué notre pays! Il semble que dans ces terribles périodes de la guerre du commencement du siècle, où tous les penples se ruèrent tant de fois sur la France, chacun en dernière analyse n'avait rien à lui reprocher.

L'esprit reste encore plus troublé, quand on réfléchit que ces derniers désastres de Wilna eussent pu être facilement évités. Ici ce fut la faute du commandement, qui négligea de faire venir pour couvrir Wilna le prince de Schwarzenberg et Reynier, qui se morfondaient dans l'inaction avec des troupes en bon état; ils eussent défendu la ville contre les Russes et par suite favorisé le ralliement de l'armée. L'Empereur avait bien en partant laissé à Maret des instructions pour Murat, qui devait arrêter l'armée à Wilna, la réorganiser et lui faire prendre ses quartiers d'hiver. Mais le roi de Naples, qui, comme je l'ai déjà indiqué plus haut, fut au-dessous de lui-même et méconnut complètement ses devoirs de chef d'armée, était hanté par la crainte de tomber entre les mains des Russes. « Jamais, s'écria-t-il, je ne me laisserai prendre dans ce trou de Wilna. » Il se refusa à donner aucun ordre, et, arrivé le 8, il repartit un des premiers le 10.

Les pertes que l'armée subit à Wilna à la suite de cette déplorable défaillance furent peut-être plus importantes que celles qu'elle avait faites à la Bérésina, et, si elles n'ont pas laissé dans l'histoire le souvenir saisissant qui s'attache au nom de ce fleuve tristement célèbre, elles le doivent à ce qu'elles n'eurent pas la même terrible soudaineté, n'offrirent pas les mêmes scènes tragiques, et du reste ont été moins connues.

CHAPITRE XIX

I. Campagne de 1813. — Jonction de Napoléon, à Mersebourg, avec le prince Eugène. — Bataille de Lutzen. — Larrey au quartier général. — Mort de Bessières. — Portrait de Bessières tracé par Larrey. — Attitude de Napoléon en apprenant la mort du maréchal. — Napoléon et Larrey avant la bataille. — Les ambulances de Lutzen. — Les blessés de marque : Souham, Brénier, Goris, Cacaux, Chasseriaux, Chemineau. — Opérations pratiquées par Larrey. — Son rapport à l'Empereur sur les morts et l'état des blessés. — Bataille de Bautzen. — Caractère d'extermination que revêtit la lutte des deux côtés. — Les ambulances de Bautzen. — Blessures des généraux de Lorencez et Laboissière. — Transport des blessés en brouette jusqu'à Dresde. — Le tétanos. — Combat de Reichembach. — Mort de Bruyère, ancien chirurgien devenu général. — Blessure mortelle de Duroc. — Douleur de Napoléon. — Larrey au lit de mort de Duroc. — L'armistice. — II. Le quartier général à Dresde. — Larrey et ses blessés. — Les blessés prussiens et russes à l'Académie de peinture. — L'affaire des mutilés volontaires de Bautzen. — Accusation odieuse des maréchaux, particulièrement de Soult, contre les jeunes soldats. — Irritation de l'Empereur. — Faiblesse de Des Genettes. — Fermeté de Larrey. — L'innocence des soldats mutilés reconnue, grâce aux efforts de Larrey. — Témoignage de reconnaissance que lui donne Napoléon. — Belle lettre envoyée par Larrey aux chirurgiens de l'armée au sujet de la médecine légale militaire. — Encore les commissaires de guerre et les chirurgiens. — III. Ruptnre de l'armistice. — Désertion de Jomini. — Anecdote : Bernadotte et le commandement de Stettin. — Bataille de Lœwemberg. — Bataille de Dresde. — Les morts et les blessés. — Le général Morean. — Bataille de Kulm. — Vandamme, Mortier et Saint-Cyr. — Responsabilité de Napoléon. — Influence que put avoir son indisposition sur la défaite de Vandamme. — Le fils de Blücher à l'ambulance de Larrey. — La campagne de 1813 perdue par la faute des maréchanx. — IV. Bataille de Leipzig. — Ambulauces de Larrey. — La journée du 16 octobre. — Les généraux tués et blessés : les généraux Filhol de Camas et de Latour-Maubourg. — Les journées des 18 et 19. — Généraux morts et blessés. — Des Geuettes prisonnier. — Bataille de Hanau. — Les généraux blessés. — Anecdote : blessure dramatique de Rebsomen. — Larrey à Mayence. — Le typhus aux cantonnements français. — Fin de la campagne de 1813. — Retour de Larrey à Paris.

I

La campagne de Russie était terminée. De la Grande Armée, il ne subsistait plus autour de Beauharnais que dix mille hommes de toutes armes et de toutes nations, ramenés, sous la poursuite des Russes, du Niémen à la Vistule,

et de la Vistule sur l'Elbe. Le vice-roi d'Italie avait encore, il est vrai, un corps de vingt-huit mille hommes à Berlin avec Augereau et Grenier, et des garnisons à Dantzig et dans les places fortes de la Vistule comportant environ cinquante-quatre mille hommes. Mais qu'étaient-ce que ces forces insignifiantes, — débris sans prestige d'une armée vaincue et dissoute, — en face de l'Allemagne, prête à se soulever tout entière, et de la coalition de la Russie et de la Prusse reformée contre la France? La situation eût été désespérée avec un autre que Napoléon. Nous avons vu qu'il était parti de Smorgoni le 5 décembre; il traversa en quelques jours toute l'Allemagne, et arriva à Paris le 18[1]. Trois mois lui suffirent pour refaire, grâce à d'extraordinaires prodiges d'activité, une armée nouvelle de deux cent mille hommes. C'est avec cette armée, très bien organisée en infanterie et en artillerie, — manquant malheureusement de cavalerie, — qu'il ouvrit, — le 31 avril, — la campagne de 1813 par sa jonction à Mersebourg avec les troupes du prince Eugène. Le 1er mai, il était à Lutzen. En face de lui se trouvaient les coalisés, qui avaient mis en ligne cent dix à cent douze mille hommes. Quoique son armée ne se composât que de jeunes soldats, supérieurement encadrés, — il est vrai, — dans un corps incomparable d'officiers, et quoiqu'il n'en eût que la moitié sous la main, quatre-vingt-cinq mille hommes environ, il n'hésita pas à attaquer le lendemain 2 mai.

Ce ne fut pas une de ces brillantes actions de guerre, comme celles d'autrefois, qui avaient pour résultat la destruction où la capture d'une armée entière, — l'absence de cavalerie ne permettait pas de semblables faits d'armes; — mais

[1] Il partit en traîneau avec le duc de Vicence sous le nom de M. de Reyneval, ancien secrétaire de la légation de Caulaincourt. Il prit, en passant à Wilna, le duc de Bassano, et, sans discontinuer sa route, lui donna les instructions qu'il devait transmettre à Murat sur le ralliement des troupes à Wilna, et les mesures à prendre pour ses cantonnements d'hiver. Il s'arrêta le 10 à Varsovie, pour conférer avec son ambassadeur, de Pradt; à Dresde, où il vit le roi de Saxe; à Erfurt, où il trouva Saint-Aignan, son ministre; enfin à Weimar, et de là partit en voiture pour Paris. Le 18, à onze heures du soir, il était aux Tuileries. Il faillit être arrêté en Silésie et à Dresde; mais la rapidité de sa marche ne laissa pas le temps à ses ennemis de concerter une mesure aussi grave.

ce fut cependant une victoire qui fit le plus grand honneur à ces jeunes troupes, — menées au feu pour la première fois, — et qui eut pour résultat de forcer l'armée russo-prussienne à reculer derrière l'Elbe et à aller se retrancher sur Bautzen.

Larrey était, nous le savons, à l'armée de Beaubarnais. Après la jonction du vice-roi avec Napoléon, les deux états-majors furent réunis, et il reçut le 1er mai l'ordre de rejoindre le grand quartier général à Lutzen. Il partit de Mersebourg avec ses ambulances légères et parvint à Lutzen le 2 mai, à deux heures du matin. En arrivant, il apprit la mort du maréchal Bessières, qui commandait la cavalerie de la garde. Bessières était son compatriote et son chef. Il ne semble cependant pas que sa mort l'eût douloureusement affecté. Il avait, en effet, à se plaindre de lui. Fils d'un humble praticien de campagne, parvenu par son courage et son bonheur à la guerre aux plus hauts grades de l'armée et aux dignités les plus enviées de l'Empire, maréchal de France et duc d'Istrie, Bessières semblait avoir renié ses modestes origines et témoignait aux chirurgiens de l'armée l'hostilité la plus blessante. Infiniment présomptueux, dit Larrey, supportant difficilement toute supériorité ou toute rivalité, passionnément jaloux de toute influence susceptible de mettre la sienne en échec auprès de l'Empereur, il profitait de sa situation pour combattre le crédit du chirurgien de la Grande Armée et faire échouer ses propositions de récompenses en faveur de ses collaborateurs, ou pour ruiner les projets de réforme du service de santé qu'il présenta successivement.

Quoique Larrey l'eût pansé au milieu de la mêlée à la bataille de Wagram et qu'il eût avec lui des rapports journaliers de service, il ne cessa de lui donner des marques d'hostilité, et un jour que le vieux docteur Bessières, son père, était venu rendre visite à son confrère à l'hôpital de la garde, il lui fit enjoindre de ne plus y retourner[1].

[1] « Le maréchal Bessières, que j'ai pansé dans la mêlée à la bataille de Wagram, fils d'un chirurgien de campagne, voyait avec peine et jalousie la faveur

Voici dans quelles circonstances le duc d'Istrie avait été frappé : il accompagnait l'Empereur et s'était porté un peu en avant au milieu des tirailleurs pour reconnaître les dispositions de l'ennemi, lorsqu'un boulet, lui fracassant le poignet, lui traversa la poitrine et le renversa. Il mourut sur le coup. Pendant seize années, Napoléon avait eu, dans toutes ses campagnes, Bessières à ses côtés. Il en avait reçu de nombreuses preuves de dévouement, et le maréchal était un des hommes de son entourage sur lequel il pouvait le plus compter. Il ne s'attarda pas cependant à de longs regrets. Après être resté un moment silencieux : « Il est mort, dit-il, de la mort de Turenne ; son sort est digne d'envie. » Et il poussa son cheval en avant. Il ne faudrait pas croire que cette perte d'un excellent serviteur, — qu'une autre plus cruelle encore devait suivre de près, — n'ait pas affecté l'Empereur ; mais, depuis longtemps, il avait dû se cuirasser contre les deuils que la guerre apportait à ses affections, et apprendre à les envisager avec un apparent stoïcisme[1].

Au moment où Larrey recevait communication de la mort de Bessières, le canon tonnait déjà sur la droite de l'armée, et des deux côtés on prenait des dispositions pour la bataille. Napoléon, debout dès le matin, après avoir dicté ses ordres à ses chefs de corps, s'était porté à cheval sur le terrain et faisait lui-même placer ses divisions, quand il se trouva tout d'un coup en face de son chirurgien en chef. Il se dirigea aussitôt sur lui : « Vous voilà, Larrey ; soyez le bienvenu, vous arrivez juste à propos. Nous allons livrer la bataille, préparez-vous à recevoir les blessés. Allez à Lutzen pour choisir des locaux pour eux et prenez les mesures pour leur donner les soins nécessaires. » Et il le quitta avec un de ces sourires enchanteurs qui laissaient toujours Larrey, comme

que Napoléon accordait souvent à ses chirurgiens et surtout à moi. C'était l'homme le plus présomptueux qu'on ait connu. » (*Note de Larrey.*)

[1] Larrey dit que l'Empereur regretta Bessières plus que l'armée, qui lui reprochait d'avoir conseillé à l'Empereur de ne pas avoir fait donner sa garde le soir de la Moskova, et d'avoir ainsi empêché la destruction totale de l'armée russe, ce qui eût singulièrement modifié le sort des événements.

tant d'autres, sous le charme de son infinie séduction[1]. Larrey se rendit à Lutzen immédiatement, visita les hôpitaux et les locaux susceptibles d'être utilisés. Il revint ensuite sur le champ de bataille et disposa ses ambulances.

Elles furent bientôt pleines. La bataille de Lutzen donna lieu, de part et d'autre, à une lutte héroïque et passionnée, et le nombre des morts et des blessés fut considérable. Du côté des Français, on compta dix mille hommes tués, et les coalisés eurent vingt mille hommes tués ou mis hors de combat[2]. Nos blessés s'élevèrent au chiffre de huit mille, et on ramassa sur le champ de bataille plus de deux mille cinq cents Russes et Prussiens[3]. Le courage des petits conscrits français qui voyaient le feu pour la première fois fut inimaginable et égala celui des plus vieux soldats. Aucun blessé ne passait devant Napoléon sans l'acclamer. Leur vaillance ne se démentit pas dans les ambulances, et c'est au cri de : « Vive l'Empereur! » qu'ils se mettaient dans les mains de Larrey[4]. Les blessés furent transportés sur Lutzen, dont chaque maison fut transformée en ambulance, et ensuite sur Dresde, qui offrait des ressources infiniment supérieures. L'Empereur visita le champ de bataille avec le même soin qu'autrefois et assista au relèvement des blessés. Il mit pied à terre auprès d'un groupe de Russes étendus sur le terrain et qui donnaient encore quelques signes de vie; il ordonna qu'ils fussent immédiatement soignés et pansés.

Parmi les blessés étaient le maréchal Ney, qui, comme toujours, se conduisit avec une extraordinaire bravoure et soutint par son attitude le courage de ses jeunes troupes, et les généraux Souham, Brénier, Jamin, Goris, Authing, Cacaux, Girard et Chemineau[5]. Les plus sérieusement atteints étaient

[1] Larrey, *Corresp. génér.* Lettre à Mme Larrey, Dresde, le 12 mai 1813.
[2] Le *Bulletin* dit seulement dix mille Français tués ou blessés; mais Napoléon atténuait évidemment les pertes qu'il avait éprouvées.
[3] Larrey, *Rapport à l'Empereur*, 7 mai 1813.
[4] « Ceux même qui avaient perdu un membre et qui dans peu d'heures allaient être la proie de la mort lui adressaient cet hommage. J'ai entendu de mes deux oreilles les cris de ces fanatiques à demi morts. » (Le major saxon d'Odeleben, témoin oculaire cité par Fain, t. I, p. 50.)
[5] Du côté des Prussiens, Blücher fut blessé, le général Scharnhorst, l'auteur des

Girard et Chemineau. Le général Girard, qui devait être tué à Fleurus, avait été frappé d'un double coup de feu au bras gauche et à l'épaule. Il n'avait pas abandonné le commandement de ses troupes, et il resta sur le champ de bataille, où Larrey vint lui poser un appareil. Le projectile avait traversé les parties molles de part en part, sans léser ni os ni gros vaisseaux. L'état du général Chemineau était plus grave. Il avait reçu un coup de boulet de canon à la partie supérieure de la jambe. Larrey fit l'amputation dans les condyles, qui étaient cependant fracturés; le blessé se rétablit. Le chirurgien en chef était loin d'avoir son nombre de collaborateurs; il dut payer de sa personne plus encore qu'autrefois et passa les deux premiers jours et les deux premières nuits à opérer et à poser des appareils à pansements. Il pratiqua ou fit pratiquer trois cent soixante-cinq opérations et opéra dix-huit désarticulations de l'épaule, sur lesquelles il obtint quinze guérisons. J'ai déjà noté qu'on n'obtiendrait certainement pas aujourd'hui un meilleur résultat. Après avoir opéré et évacué sur Leipzig une partie de ses blessés, Larrey rejoignit le quartier général à Dresde, où l'Empereur et l'armée étaient entrés le 8 mai sans coup férir [1].

règlements sur la landwher et la landsturm, fut blessé à mort, et les princes de Hesse-Hambourg et de Mecklembourg-Strelitz furent tués.

[1] Dans son rapport à l'Empereur, Larrey établit la catégorie des blessures et formule leur pronostic :

« De nos huit mille blessés, trois cent soixante-cinq ont subi une ou deux amputations; huit cents environ sont atteints de blessures graves, telles que plaies de tête, de poitrine, de bas-ventre, ou fracture des membres. Le douzième de ces deux premières classes de blessés périra sans doute. Seize cents seront hors d'état de servir. Plus de quatre mille, à l'époque de leur guérison, que l'on peut fixer dans le terme moyen au quarantième jour, pourront reprendre un service actif. » (*Rapport à l'Empereur et Roi*, Mosses, le 7 mai 1813.)

Dans le même document, Larrey se plaint de l'insuffisance des chirurgiens, du manque de linge et d'instruments, d'objets d'ambulances. Il avait cependant, dans un rapport adressé de Francfort à l'ouverture de la campagne au ministre de la guerre, tracé le tableau du matériel nécessaire. Mais c'était toujours la même chose, et l'incurie de l'administration à l'égard du service de santé n'était égalée que par sa mauvaise volonté.

Le désordre qui régnait dans la direction administrative des ambulances est du reste inimaginable; nous avons dans les papiers de Larrey un rapport qui fut adressé, le 10 mai 1813, par le chirurgien d'ambulance Kuttinger au chirurgien principal du 11e corps Bosquenel, lequel le transmit à Larrey. Ce chirurgien

Sa première visite fut pour les hôpitaux encombrés de blessés russes et prussiens, abandonnés par leurs armées. Ici il donna un témoignage éclatant de la supériorité de la chirurgie française sur la chirurgie allemande. Il remarqua que tous les amputés souffraient atrocement de leurs moignons. Le procédé d'amputation des chirurgiens saxons, qui sectionnaient, en un seul temps, avec un couteau courbe, la peau et les chairs jusqu'à l'os, sciant ensuite celui-ci au niveau des chairs, lui était connu. Ils ne liaient pas les vaisseaux et recouvraient par une suture entrecoupée et des bandes de diachylum la plaie du moignon. Une constriction des tissus fort pénible et des douleurs intolérables suivies de graves accidents étaient les résultats de cette déplorable méthode. Larrey conseilla aux chirurgiens allemands de lever les appareils et de sectionner les sutures. Ils s'y refusèrent par amour-propre national. Comme il s'agissait des blessés étrangers, il ne pouvait passer outre. Tous moururent. Lorsque les blessés français affluèrent à leur tour dans les salles, Larrey leur donna une magnifique leçon de chirurgie de guerre. Il opéra par sa méthode, et tous se rétablirent. A partir de ce moment, ces chirurgiens adoptèrent le procédé français[1].

L'armée française s'était mise, cependant, à la poursuite des coalisés. Elle passa l'Elbe le 9 et le 10 mai, se dirigeant sur Bautzen. L'Empereur, quittant à son tour la capitale de la Saxe, la rejoignit le 18 mai.

L'Autriche, qui voulait la paix, mais dont les sympathies

raconte que le jour de la bataille de Lutzen il fut envoyé par le chef d'état-major à Mersbourg, pendant que les troupes se dirigeaient sur Lutzen, et y resta par ordre avec sa division d'ambulance pendant tout le temps que dura la bataille, sans parvenir à apercevoir un seul blessé.

L'économe avait, du reste, de son côté les fourgons d'ambulance qu'il avait emmenés dans une autre direction, en sorte que celui-ci avait la disposition des appareils sans le chirurgien en chef, et ce dernier possédait le personnel sans les appareils. Ces faits se répétaient à chaque instant. Le chirurgien en question demande à son chef d'intervenir auprès de Larrey pour qu'il le déplace, car il ne veut pas rester sous les ordres directs de chefs militaires qui ne savent pas utiliser ses services. (*Le chirurgien-major Kuttinger à M. Bosquenel, chirurgien principal du 11e corps de la Grande Armée*, Dresde, 10 mai 1813.)

[1] Larrey, *Mémoires et campagnes*, t. IV, p. 161.

réelles en faveur des coalisés n'étaient pas douteuses et à laquelle le rôle d'arbitre avait été dévolu, offrait un armistice. Avant de l'accepter, Napoléon voulait une nouvelle victoire, afin de peser davantage sur les négociations. Il allait la chercher à Bautzen, oú la fortune, qui paraissait lui redevenir favorable, la lui donna une seconde fois. Ce fut le 21 mai 1813.

La victoire de Bautzen fut due á la manœuvre exécutée par Ney, qui, sur l'ordre de l'Empereur, tourna la droite de la position des coalisés pendant que Napoléon enfonçait son centre. Les Alliés, se voyant tournés, se mirent en retraite dans le plus grand désordre, ayant dix-huit mille hommes hors de combat. Ici encore le manque de cavalerie empêcha l'Empereur de compléter sa victoire et sauva l'armée ennemie de sa destruction.

Toutes ces actions étaient très meurtrières, et le nombre de blessés si considérable, qu'il était difficile de les hospitaliser dans les délais nécessaires. Dés la veille au soir, Larrey avait bien fait disposer à Bautzen des locaux pour ses ambulances. Mais ceux-ci furent insuffisants, et il se vit obligé de requérir encore toutes les maisons de Bautzen; il passa la nuit à les faire aménager, avec Fabre, son chirurgien en chef adjoint. Le lendemain 21, laissant celui-ci à Bautzen avec les officiers de santé de réserve, il était sur le champ de bataille à la pointe du jour. Le combat fut très animé.

De plus en plus cette guerre, dont l'enjeu définitif paraissait proche et représentait plus que jamais, d'un côté l'indépendance de l'Allemagne, et de l'autre le maintien de la grandeur et de la suprématie de la France, revêtait un caractère d'extermination. Si du côté des Prussiens et des Russes la lutte était soutenue avec un extrême acharnement, elle était menée par les Français avec une énergie et une intrépidité qui rappellent les grandes et belles journées militaires de la Révolution. « Depuis les campagnes de 1792, 1793 et 1794, dit Larrey, les troupes françaises n'avaient pas montré une telle ardeur. Elles surmontèrent tous les obstacles et rem-

portèrent une victoire signalée qui eut pour résultat la prise des hauteurs de Wurtzchen, la capture d'une quarantaine de pièces de canon, des chariots et des équipages de l'armée ennemie[1]. Les coalisés laissèrent peu de prisonniers entre nos mains. Ils préféraient se faire tuer que de se rendre. « Ils ne me laisseront pas un clou, » disait l'Empereur. Mais ils eurent au moins quinze mille morts et abandonnèrent un nombre considérable de blessés sur le terrain. L'armée française eut près de sept mille hommes tués et six mille cinq cents blessés. Parmi ceux-ci étaient les généraux Gérard, Kellermann fils, de Boisserolles, Lejeune, de Lorencez, Buquet, Laboissière, Ambrosio (Napolitain) et de Neuffer (Wurtembergeois). Les plus gravement frappés étaient Lorencez et Laboissière. Le premier avait été atteint d'un coup de canon à la cuisse gauche, qui lui avait fracturé le fémur au-dessus de l'articulation, et avait reçu une balle dans la cuisse droite. Un éclat d'obus avait fracturé la jambe du second. Quoiqu'on ait accusé Larrey de pratiquer trop facilement les amputations, il avait trop de coup d'œil pour ne pas discerner les cas où la conservation du membre était possible. Il n'opéra ni l'un ni l'autre de ces généraux, que ses collaborateurs voulaient amputer. Lorencez fut sauvé, mais Laboissière mourut le 15 septembre[2].

Les grands blessés furent évacués sur Bautzen, où Larrey les pansa avec Fabre. Il pratiqua encore un grand nombre d'amputations, qui en général eurent des suites favorables, et neuf désarticulations de l'épaule, qui furent toutes menées à guérison. Tous les blessés qui purent être évacués après les premiers pansements furent transportés à Dresde par les habitants mêmes de Bautzen et par les cultivateurs des environs dont le dévouement fut admirable. D'après le conseil de Larrey, ils employèrent pour cette évacuation une sorte de brouette fort commode, très en usage dans les pays saxons pour le transport des marchandises. C'était un spectacle

[1] Larrey, *op. cit.*, t. IV, p. 63.
[2] Larrey, *op. cit.*

touchant et singulier que de voir hommes, femmes, enfants et vieillards attelés à ces petites voitures et les conduisant avec des ménagements infinis, s'arrêtant pour resserrer un pansement relâché ou pour faire reposer le blessé qu'ils transportaient.

Un assez grand nombre d'opérés furent enlevés par le tétanos. Conformément à la règle, on observa plus particulièrement ce redoutable accident dans les lésions des membres, surtout quand elles étaient compliquées de fractures. Parmi ceux qui en furent atteints, un seul, blessé au pied, échappa à la mort. Il dut son salut à l'amputation de la jambe pratiquée dès l'invasion des crises tétaniques.

Pendant que le chirurgien en chef de l'armée resté en arrière s'occupait ainsi de ses blessés, il reçut tout d'un coup l'ordre de rejoindre en toute diligence le quartier général. Voici quel était le motif de ce brusque rappel : l'Empereur poursuivait avec sa garde les coalisés qui se retiraient en toute hâte, tout en se défendant avec énergie, tenant tête parfois. Il les menait cependant rondement sur la route de Bautzen à Gœrlitz, marchant en tête de sa cavalerie, et faisant la guerre des avant-postes comme à vingt ans. Il atteignit leur arrière-garde en avant du défilé de Reichembach et lança sur elle Latour-Maubourg avec ses douze mille cavaliers. L'opération fut conduite avec tant de vigueur, que les ennemis furent enfoncés et jonchèrent en un clin d'œil le terrain de morts et de mourants. Mais un officier de grande valeur, le général Bruyère, un des compagnons d'armes de Napoléon et de Larrey en Italie, fut blessé mortellement. Un boulet de canon lui emporta les deux jambes. Bruyère avait été, nous le savons, médecin militaire et avait servi en Italie sous les ordres de Larrey en qualité de chirurgien de première classe. Il avait le goût des armes et peu d'attrait au contraire pour la médecine. Larrey le recommanda à Bonaparte, qui le nomma capitaine. Très brave, très discipliné, très instruit, il devint général de brigade et serait arrivé aux plus hauts grades de l'armée sans le coup fatal qui arrêta sa carrière. Larrey était absent au moment où il fut blessé, et ce fut Ribes qui lui pratiqua la double amputation. Il succomba

le lendemain. Ce triste événement ne devait malheureusement pas être isolé[1].

Le soir du même jour, Napoléon venait de donner l'ordre de dresser les tentes pour passer la nuit sur les hauteurs de Reichemhach. Il voulut, avant de descendre de cheval, reconnaître encore une fois la position des coalisés. Suivi de Caulaincourt, de Mortier, de Duroc et du général du génie Kirgener, beau-frère de celui-ci, il se dirigea vers une éminence voisine. Arrivé sur le tertre, il demanda sa lunette. N'obtenant pas de réponse, il tourna la tête, et, voyant autour de lui des visages consternés, questionna le duc de Vicence. On lui répondit que le grand maréchal était mort. « Duroc, s'écria Napoléon, ce n'est pas possible; il était à mes côtés tout à l'heure. » La nouvelle n'était pas tout à fait exacte; Duroc n'était pas mort, mais il était mortellement blessé. Voici ce qui s'était passé en quelques secondes.

Un boulet lancé à toute volée était venu heurter un arbre auprès duquel l'Empereur et son escorte venaient de passer; l'arbre ayant fait dévier son trajet, il avait ricoché sur le général Kirgener, dont le corps fut traversé de part en part, et blessé Duroc, qui était à ses côtés. On emporta le malheureux maréchal du palais dans une maison de Mackersdorf, village voisin, et on appela auprès de lui Yvan et Ribes, qui ne quittaient pas la maison de l'Empereur. Ils lui donnèrent les premiers soins; mais le duc de Frioul, qui était, comme nous le savons, un ami intime de Larrey, le réclama immédiatement, et on l'envoya chercher en toute hâte.

L'Empereur était, de son côté, accouru auprès de lui. On ne

[1] Voici le texte que lui consacre Larrey :
« Bruyère avait servi en Italie sous mes ordres comme chirurgien de 1re classe, titre que le général en chef Bonaparte échangea sur ma demande avec celui de capitaine. Sa bravoure, sa vivacité, son esprit et son beau physique le firent bientôt monter en grade, et il fut nommé général de brigade, etc. C'est après la bataille de Wurtzchen et de Bautzen que Bruyère eut les deux jambes emportées, et c'est mon ami, le docteur Ribes, qui lui fit la double amputation. C'est la première et dernière opération majeure que ce docteur ait pratiquée aux champs de bataille où il s'était trouvé. Cette dernière fut malheureuse. » (Larrey, *Note inédite.*)

put lui cacher qu'il n'y avait aucun espoir de le sauver. Duroc lui-même ne se faisait aucune illusion et demandait seulement qu'on adoucît ses souffrances. Il se passa là la répétition de la scène qui avait eu lieu à Ebersdof au moment de la mort de Lannes. L'Empereur se pencha sur son infortuné compagnon d'armes, lui prit la main affectueusement, lui fit ses adieux en termes attendrissants et, fait extraordinaire chez un homme qui ne s'adonnait guère aux pensées qu'éveille l'idée d'une vie future, il lui parla d'une autre existence où ils se retrouveraient. On dit que Duroc le remercia de ces témoignages de compassion, lui souhaita de vaincre ses ennemis et de faire une paix nécessaire. Il lui recommanda le sort de sa fille et le conjura de s'arracher au spectacle pénible que lui offrait son lit de mort[1]. Dans la situation où était le blessé, en proie au « shock » des grandes blessures et plongé déjà dans un état de faiblesse voisin de la syncope, il est douteux qu'il ait pu ajouter à cette demande d'autres paroles que quelques mots d'adieu[2]. En s'éloignant de lui, Napoléon, revenant sur la pensée qu'il avait déjà manifestée, lui répéta : « Adieu, mon ami, nous nous reverrons peut-être bientôt. » Évidemment l'Empereur, obéissant à des pressentiments qu'éveillait la situation et qu'expliquait l'audace avec laquelle il s'exposait journellement, pensait que son tour d'être tué arriverait d'un moment à l'autre.

Il rentra au camp dans un inexprimable état d'abattement. Arrivé au carré de la garde, il s'assit sur un tabouret devant sa tente sans proférer une parole. Pour la première fois de sa vie il refusa de s'occuper des détails de son armée, et, le général Drouot étant venu lui demander ses ordres au sujet de la mise en position des batteries de la garde, il répondit : « A demain tout, » et passa la nuit entière abîmé dans sa douleur[3]. Les grenadiers assistaient consternés à cette

[1] Thiers, *le Consulat et l'Empire*, t. XV, p. 585.
[2] D'après le récit du duc de Vicence, la faiblesse le prit à l'entrée de l'Empereur, et, quand il reprit connaissance, ce fut pour lui demander de faire mettre fin à ses souffrances en ordonnant qu'on lui donnât de l'opium. (*Souvenirs du duc de Vicence*, t. I, p. 67.)
[3] *Souvenirs du duc de Vicence*, t. I, p. 177.

scène de muette désolation. « Pauvre homme, disaient-ils, il a perdu un de ses enfants. » Plusieurs fois il s'enquit si Larrey était arrivé.

Celui-ci était parti en toute hâte; mais il était à une journée de marche, et, malgré sa diligence, il lui fallut quelques heures pour arriver à Mackersdorf. En entrant dans la pièce où Duroc, encore vêtu de son uniforme, gisait sanglant sur un lit de paille, il reconnut du premier coup d'œil que sa blessure était mortelle et qu'il n'avait que quelques heures à vivre. Le visage, couvert d'une sueur froide, était déjà livide, le regard était égaré, le pouls filiforme. Il avait cependant toute sa conscience et se rendait compte de la situation désespérée dans laquelle il se trouvait. Il souffrait horriblement et conjura Larrey, en faisant appel à son amitié, de mettre un terme à ses souffrances. « Je t'attends depuis longtemps, mon cher Larrey, lui dit-il; tu vas me rendre le dernier service d'un ami. Je sais que ma plaie est au-dessus des ressources de ton art; mais fais cesser, je te prie, les tourments horribles auxquels je suis en proie depuis trente heures, et tu recevras mes tendres adieux. » Larrey, malgré la triste conviction que l'état général lui révélait, voulut visiter sa blessure[1]. Assisté de Ribes et d'Yvan, qui n'avaient pas quitté le grand maréchal, il enleva l'appareil qui la recouvrait; c'était un des cas dont la science chirurgicale de nos jours, portée à son apogée par l'antisepsie, n'eût peut-être pas désespéré. Le boulet, qui avait, comme je l'ai dit, ricoché sur un arbre et tué Kirgener, n'avait fait que passer au-devant de Duroc, rasant son ventre de très près. La paroi abdominale fut gravement lésée et quelques anses intestinales furent perforées[2]. Quelle que soit la gravité de cette blessure,

[1] Larrey a laissé plusieurs récits de la mort de Duroc, notamment dans ses *Mémoires et campagnes*, dans sa relation de *Campagnes et voyages* et dans ses *Lettres privées*. Mais, en outre, il l'a consigné dans ses *Fiches*, qui durent, comme presque toutes les notes de ce genre qu'il a laissées, être prises en campagne, au bivouac, au moment même, ou peu de temps après l'événement dont il voulait garder le souvenir. Tous ces documents se ressemblent, le texte même est à peine modifié.

[2] Larrey, *Relation médicale des campagnes et voyages*, p. 338. — *Lettre à Mme Larrey*, 4 juin 1813.

elle ne serait plns aujonrd'hui tont à fait au-dessus des ressonrces de l'art, et le nettoyage antiseptique de l'intestin, sa suture, un pansement méthodique auraient pent-être permis d'espérer la guérison. Mais en 1813 on n'en était pas là, et le cas de Duroc était de ceux que l'on considérait et que l'on considéra longtemps comme absolument mortels. Après s'être rendu compte de son impuissance, le chirurgien replaça tristement l'appareil, après l'avoir imhibé d'opium pour diminuer la souffrance du hlessé. Peu d'heures après, il recevait son dernier soupir. Il était cinq heures du matin.

Le chagrin de Larrey fut immense. Les trois meilleurs amis de sa vie avaient été Desaix, Lannes et Duroc, et voilà que la mort de celui-ci lui enlevait le dernier qui lui restait, le seul qui survécût des compagnons de ses helles années de jeunesse. Il envoya prévenir l'Empereur, qui avait passé la nuit debout, en proie à ses tristes réflexions. « Enfin il ne souffre plus, dit-il, il est plus heureux que moi[1]. »

Le lendemain, 23 mai, l'Empereur reprit la poursuite des armées alliées. Il pénétra après elles en Silésie par Gœrlitz et Haynau, où la division Maison eut une surprise fâcheuse qui donna à Larrey trois cent soixante blessés à soigner. Glogau fut débloqué, et on entra à Breslau le 1er juin. La Silésie était de nouveau conquise[2]. La situation des Alliés était des plns critiques, et, de l'aveu même de Barclay de Tolly, ils devaient sortir anéantis d'une nou-

[1] L'Empereur acheta la maison où était mort Duroc et ordonna qn'nne instruction commémorative rappelant sa mort y serait placée :

« Ici, le général Duroc, grand maréchal du palais de l'Empereur Napoléon, frappé d'un boulet, est mort dans les bras de l'Empereur, son ami. »

Les fonds, remis par l'Empereur an pasteur dn village, furent saisis entre ses mains en avril 1814, sur l'ordre du prince Repnin, probablement le même prince fait prisonnier à Austerlitz par Rapp, auquel Napoléon accorda si généreusement sa liberté.

[2] En revenant de Russie, l'Empereur avait dit à l'abbé de Pradt, à Varsovie :

« Je vais chercher trois cent mille hommes. Le succès rendra les Russes audacieux. Je leur livrerai deux batailles entre l'Elbe et l'Oder, et dans six mois je serai encore sur le Niémen. »

Ceci se passait au mois de décembre, et an mois de juin il avait livré les deux batailles annoncées, et ses avant-gardes entraient à Breslau. Il est probable que sans l'armistice il eût en effet rejeté encore une fois les Russes au delà du Niémen.

velle rencontre avec l'armée française. Napoléon les sauva lui-même et décida sa propre perte en acceptant ce célèbre et désastreux armistice de Plesswitz proposé par l'Autriche, qui a été considéré comme une de ses plus grandes fautes politiques et militaires[1]. Il fut signé le 4 juin. L'Empereur et le quartier général retournèrent immédiatement à Dresde. On rapporte que Napoléon, jetant en partant un dernier regard sur la position qu'il abandonnait, dit à ceux qui l'entouraient : « Si les Alliés ne veulent pas de bonne foi la paix, cet armistice peut nous devenir fatal[2]. »

II

Pendant que Napoléon, à Dresde, travaillait fiévreusement à compléter son armée et suivait les négociations ouvertes en faveur de la paix avec l'évidente arrière-pensée de ne pas accepter les propositions qui lui étaient faites[3], Larrey s'occupait de l'installation de ses blessés et achevait l'évacuation sur la capitale de la Saxe de ceux qui étaient restés sur la ligne de l'armée. Après avoir installé ses malades et organisé ses services, il rechercha, selon son habitude, les blessés ennemis qui ont pu rester à Dresde, car il sait par une

[1] Larrey blâme l'armistice de Plesswitz, « qui fut, dit-il, une des plus grandes fautes de Napoléon. » Il représente qu'il était facile de repousser les Alliés jusqu'au delà de l'Oder et de reprendre les garnisons qui avaient été laissées dans les places fortes. Ces garnisons, composées de troupes excellentes, auraient remplacé, et au delà, les pertes faites à Lutzen et à Bautzen. (Larrey, *op. cit.*, t. IV, p. 167.)

L'Empereur reconnut plus tard la faute qu'il avait commise : « J'eus tort de « consentir à l'armistice, disait-il à Sainte-Hélène, car, si j'eusse continué en « avant comme je le pouvais, l'empereur, mon beau-père, n'aurait pas pu partir « contre moi. » (O'Meara, t. II, p. 172.)

[2] Fain, *Manuscrit de* 1813, t. I, p. 448.

[3] Ces propositions, très acceptables, rendaient à la France ses colonies et lui garantissaient ses possessions en deçà du Rhin et des Alpes, et la haute Italie; mais elles lui enlevaient l'Espagne, le grand-duché de Varsovie, Naples, les Provinces illyriennes, Dantzig, Hambourg, Lubeck et le protectorat de la Confédération du Rhin.

longue expérience que ces blessés peuvent être dissimulés et manquer de soins. Ayant visité minutieusement tous les hôpitaux, il voulut passer la revue des succursales, « misérables locaux, dit-il, où aucune personne de marque n'entrait jamais et que l'on cache à la vue des supérieurs. » Mais on ne cachait rien à Larrey. Il trouva, en effet, dans un grenier de l'académie de peinture, cinquante malheureux blessés russes ou prussiens étendus sur de mauvaises paillasses, privés d'air et d'aliments. A peine si les pansements de ces malheureux avaient été renouvelés. Au-dessous, dans de magnifiques salles, leurs infirmiers saxons festinaient avec les soldats de garde et passaient leur temps à barbouiller des toiles, à jouer, à fumer et à boire, ne s'occupant pas plus de leurs malades que s'ils n'existaient pas. Larrey entra dans un furieux accès de colère. Il jeta, en en demandant pardon au souvenir de son illustre ami Girodet, les couleurs et les toiles par la fenêtre, avec les bouteilles et les cartes, et en un clin d'œil fit balayer la salle, apporter des lits, des draps, descendre et coucher les blessés. Il les opéra ou les pansa sur-le-champ, et les laissa contents et heureux, se félicitant lui-même de sa bonne action et joyeux « d'avoir foulé aux pieds l'autorité des administrateurs et des commissaires de guerre[1] ».

L'autorité personnelle de Larrey avait, du reste, tellement grandi depuis la retraite de Russie, qu'elle s'imposait, malgré les règlements et au-dessus des règlements, toutes les fois que le bien du service était en jeu. Un incident récent avait encore augmenté sa popularité déjà immense dans l'armée et son crédit auprès de l'Empereur. Il s'agit de cette célèbre affaire des blessés de Lutzen et de Bautzen, qui est un des faits les plus remarquables de la médecine légale

[1] *Lettre à Mme Larrey*, Dresde, le 3 août 1813.
« Je m'attendais bien, dit-il après avoir raconté l'anecdote ci-dessus, à être appelé par l'autorité, dont j'avais foulé aux pieds les droits et les pouvoirs; mais tu penses bien qu'après avoir lutté contre tant d'autorités, les commissaires de guerre m'inquiètent peu. »
Oui, mais il n'y avait que Larrey dans tout le service de santé impérial qui pût se permettre ces actes d'autorité.

militaire et qui fit un si grand honneur à la perspicacité et au courage de Larrey.

On a vu que le nombre des blessés dans ces deux batailles avait été très considérable, — huit mille à Lutzen et six mille cinq cents à Bautzen. — J'ai expliqué ce fait par l'acharnement avec lequel la lutte était menée des deux côtés. Mais l'Empereur ayant à diverses reprises exprimé son étonnement sur ce chiffre élevé de blessés hors de proportion avec les troupes engagées, on lui fit remarquer dans son entourage qu'un grand nombre de soldats étaient atteints aux doigts et à la main et qu'ils s'étaient probablement pratiqué eux-mêmes ces mutilations pour se soustraire au service militaire et être renvoyés en France. Cette odieuse imputation, qui flétrissait le caractère de jeunes conscrits dont la conduite avait été héroïque, fut émise par certains commandants de corps d'armée, — entre autres, dit Larrey, par Soult, — qui auraient dû être, au contraire, les premiers à défendre l'honneur des troupes placées sous leurs ordres. Mais, au point où les maréchaux de l'Empire en étaient, las de la guerre, aspirant au repos et aux jouissances des richesses que leur avait trop généreusement prodiguées l'Empereur, déjà indisciplinés et frondeurs et obéissant mal, tout argument qui pouvait amener la paix leur paraissait valable[1]. Ils insistèrent d'autant plus sur le caractère en apparence volontaire de ces blessures, que cette insinuation permettait de représenter l'armée défaillante, elle aussi à son tour, comme la France, comme eux-mêmes. Il semble que Napoléon n'aurait pas dû s'y tromper. Il connaissait bien, en effet, cet incurable vice de son état-major, et à Metternich lui représentant pendant les négociations que son armée était lasse de la guerre : « Mon armée, non; ce sont mes généraux, » répondit-il. Mais il fut cependant pris, et, ne remontant pas à l'état d'esprit qui avait pu inspirer cette abominable accusation, il s'indigna et résolut de faire de terribles exemples et de punir sévèrement les coupables.

[1] *Note de Larrey.*

Il prescrivit que trois mille de ces jeunes soldats, tous blessés à la main, seraient arrêtés et enfermés dans un camp retranché situé à un quart de lieue de la ville de Dresde, sur la route de Bautzen, et un ordre du jour de flétrissure les désigna à l'armée comme s'étant volontairement mutilés. En même temps on commença l'instruction de leur procès. La peine à appliquer était la mort. Ne pouvant faire exécuter trois mille hommes, on décida d'en faire fusiller un par corps d'armée, c'est-à-dire douze.

Cependant l'Empereur, malgré l'opinion qu'on lui avait fait concevoir d'avance, ne pouvait aller plus loin sans avoir l'avis des chefs du service de santé de la Grande Armée. Il les fit appeler et les interrogea. Des Genettes, on ne sait trop pourquoi, — peut-être était-il sincère, — soutint que les blessures étaient volontaires[1]. Mais Larrey, qui avait visité et pansé lui-même les mutilés, qui avait déjà relevé en Espagne et dans la première campagne de Pologne des faits semblables chez de tout jeunes soldats, protesta hautement. Il déclara que ces lésions tenaient à l'inexpérience des nouvelles recrues. Il assura l'Empereur qu'on le trompait et le conjura de ne pas attacher à son nom une aussi criante injustice.

Même à cette époque où le prestige de Napoléon semblait atteint, on n'osait guère le contredire. Berthier et Daru, qui étaient présents à l'entretien, écoutaient Larrey avec étonnement, mais gardaient un profond silence. L'Empereur, du reste, mécontent de ses paroles et de son attitude, l'arrêta. Il lui fit observer sévèrement que ses déclarations n'étaient pas d'accord avec celles de ses collègues ni avec les rapports des chefs de corps. Larrey répondit qu'il était impossible à aucun médecin, à plus forte raison à aucun officier général, de distinguer une blessure volontaire d'une blessure involontaire, que la différence ne pouvait être établie que par l'examen des circonstances, l'attitude du soldat au mo-

[1] Larrey, *Note manuscrite* : « Des Genettes et Yvan dirent à l'Empereur que les blessures étaient volontaires. »

ment du traumatisme, sa place dans le rang, sa façon de porter l'arme et de faire feu, les témoignages de leurs camarades et de leurs officiers, et que ces circonstances, — puisque son opinion n'était pas admise, — ne pouvaient être relevées que dans une enquête. Il supplia l'Empereur de la lui accorder. Napoléon était irrité de l'obstination de Larrey. Son argumentation, si claire mais très vive, ne dissipa pas sa colère, mais jeta cependant de l'incertitude dans son esprit. En tous cas, il ne pouvait refuser l'enquête qu'il réclamait. Séance tenante, il prescrivit de constituer un jury chirurgical que présiderait le chirurgien en chef de l'armée. Ce jury, qui devait être immédiatement réuni, serait chargé de désigner les soldats coupables de s'être blessés, et ceux-ci seraient immédiatement remis à la disposition du grand prévôt de l'armée. Il ordonna ensuite à Daru de donner les instructions nécessaires pour le prompt fonctionnement de ce conseil, et congédia Larrey sans les marques d'affectueuse estime qu'il lui témoignait d'ordinaire et en lui disant d'un ton sévère : « Allez, monsieur, remplir votre devoir ; vous m'adresserez vos observations officiellement. »

Larrey tenait certainement à la faveur de l'Empereur, parce qu'il lui était dévoué corps et âme ; mais il tenait plus encore à l'honneur et à la vie de ses blessés. Il sortit de son audience attristé, mais décidé à faire éclater leur innocence au grand jour ou à se retirer de l'armée, s'il ne réussissait pas à empêcher l'Empereur de commettre une aussi sanglante injustice.

Le lendemain, 13 juin 1813, Daru adressait à Larrey ses instructions pour le fonctionnement du jury chirurgical et lui en désignait les membres. Il fut composé de l'inspecteur général Larrey, président, du chirurgien principal Éve et des chirurgiens-majors Charmes, Thibaut et Bacœur. C'était une étrange enquête qui était confiée à ce conseil. Il ne lui était pas, en effet, prescrit de rechercher d'une façon générale la cause et la nature des blessures et de déterminer impartialement les responsabilités. Ce côté de l'affaire était réglé, le jugement était prononcé d'avance. Il ne s'agissait

que de désigner ceux qui par l'examen et la nature de leurs blessures paraîtraient les plus coupables et de les livrer au grand prévôt. Pour qu'on n'en ignore, celui-ci, le général Pradel, avait écrit à Larrey, lui réclamant cette fois, non un soldat par corps d'armée, mais deux, ce qui faisait vingt-quatre[1]. Il envoya en outre un officier supérieur d'état-major et son officier d'ordonnance pour suivre les opérations du jury.

Mais Larrey, heureusement pour l'Empereur et pour les soldats accusés, n'était pas homme à circonscrire ses opérations dans l'étroite et abominable limite qui consistait à pourvoir le grand prévôt, et on peut être certain que s'il eût présidé le conseil qui jugea le duc d'Enghien, la tache de sa mort eût été épargnée à Napoléon. Il élargit au contraire la question, la fit examiner par toutes ses faces et la jugea à fond. Les blessés, au nombre de deux mille six cent trente-deux, furent examinés un par un; Larrey étudiait le caractère et les origines de chaque plaie et faisait placer le soldat dans la position où il se trouvait au moment où il avait été blessé. Il fit établir pour chacun un procès-verbal indiquant les traits, la provenance de la blessure, les circonstances qui l'avaient accompagnée et les témoignages, dus pour la plupart à de vieux sous-officiers dont la valeur était éprouvée.

Il reconnut bientôt et démontra que les mutilations incriminées étaient dues à l'inexpérience des conscrits dans le maniement des armes, et que, dans la manœuvre même du fusil, ils se blessaient eux-mêmes sans le vouloir. Il fit ressortir un autre fait important: il prouva que dans les charges exécutées par l'infanterie sur les revers des collines de Bautzen et de Wurtzchen, les soldats couraient à l'ennemi qui occupait les sommets, portant le fusil haut. Les mains, se trouvant dans cette position de l'arme également élevées, étaient plus particulièrement atteintes par les coups de feu dirigés des hauteurs. Ces démonstrations étaient péremptoires.

[1] Larrey, *Agenda de la campagne de 1813*. — *Fiche sur le général Pradel.*

Elles étaient accompagnées de faits accessoires, mais des plus importants en l'espèce. Presque toutes les lésions avaient été occasionnées par des armes à feu. La plupart des accusés offraient d'autres blessures en divers points du corps, et leurs vêtements déchirés, troués par les balles, prouvaient qu'ils s'étaient battus avec acharnement. Enfin, parmi eux, étaient des soldats éprouvés, dont l'intrépidité et la valeur étaient connues.

Tous ces faits furent consignés dans un rapport dont les conclusions étaient absolument, comme on le pense, favorables aux prévenus. A ce rapport furent joints les procès-verbaux concernant chacun d'eux, et Larrey se rendit avec cet énorme dossier auprès de l'Empereur[1]. L'enquête avait demandé du temps. Le chirurgien en chef l'avait poursuivie pendant cinq jours avec une scrupuleuse minutie, sourd aux conseils ou aux menaces déguisées qui parvenaient jusqu'à lui, et l'Empereur en attendait le résultat avec une impatience que son entourage, dit le *Mémorial de Sainte-Hélène*, s'employait à surexciter.

A peine Larrey avait-il franchi la porte du palais Marcolini, résidence d'été des rois de Saxe mis à la disposition de Napoléon, qu'on voulut l'arrêter. Des officiers accoururent pour le décharger de son dossier. De cette façon il n'aurait pas vu l'Empereur ; mais il connaissait depuis longtemps les manœuvres de ce genre. Il refusa de se dessaisir de ses papiers et insista hautement pour être introduit dans le cabinet impérial. Napoléon, mis en défiance contre le parti pris indulgent de Larrey, le reçut d'un front sévère :

« Eh bien, monsieur Larrey, persistez-vous encore dans votre opinion ?

— Je fais plus, Sire, je viens en démontrer la vérité à Votre Majesté. Cette brave jeunesse a été indignement calomniée, je viens de passer beaucoup de temps à l'examen le plus rigoureux, et je n'ai pas trouvé un seul coupable. Il n'est pas

[1] Larrey, *Correspondance générale*. Ms. 5876. B. N. F. R. N. Acq. — *Agenda de campagne de* 1813. — *Mémoires et campagnes*, t. IV, p. 155.

un seul blessé qui n'ait son procès-verbal individuel[1]. Les voici. Votre Majesté pourra en ordonner l'examen. »

L'Empereur saisit le rapport d'nn geste saccadé.

« C'est bien, monsieur, je vais m'en occuper. »

Après s'être assis à sa table et avoir examiné le travail de Larrey, Napoléon se releva pensif et se mit à marcber à travers la pièce, la tête inclinée sur la poitrine et sans proférer une parole. Tout à coup il s'arrêta brusquement en face de son chirurgien en cbef et lui dit: « Adieu, monsieur Larrey, un souverain est bien heureux d'avoir à faire à un homme tel que vous. On vous portera mes ordres. » En prononçant ces derniers mots, il embrassa Larrey, lui serra affectueusement la main et se retira rapidement.

Une heure après, Larrey, rentré chez lui, recevait le portrait de Napoléon enrichi de diamants, six mille francs en or et le titre d'une pension sur l'État de trois mille livres, exclusive, — disait le décret, — de toute autre récompense méritée par son grade, son ancienneté et ses services futurs.

Ce fut là un des beaux traits de Larrey; mais ce fut aussi un bel acte de souverain que celui de Napoléon reconnaissant son erreur et récompensant dignement celui qui l'avait obligé à la confesser. Un fait remarquable et qui jette une lueur sur l'âme profonde et énigmatique de ce grand homme de gouvernement, c'est qu'il lui fut plns reconnaissant de lui avoir épargné une injustice que de tous les services, cependant si grands, qu'il lui avait rendus sur tous les champs de bataille de l'Europe. Sans doute, c'est à partir de ce moment que l'attachement qu'il éprouvait pour son chirurgien revêtit un caractère particulier et se changea en une profonde estime, presque en admiration, et c'est certainement le souvenir de sa conduite dans cette affaire de Lutzen qui se présentait encore dans son esprit dans les derniers temps de sa vie, quand rédigeant son testament il y inscrivait Larrey avec ce glorieux éloge: « C'est l'bomme le plus vertueux que j'aie jamais connu[2]. »

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VI, p. 116.

[2] « M. de Las Cases a rendu, avec une exacte vérité, dans son *Mémorial de*

A la suite du rapport du jury chirurgical, Larrey sélectionna les blessés qui en avaient été l'objet et leur donna l'affectation qui convenait à leur état; les uns furent envoyés dans les hôpitaux, les autres en convalescence, et les plus valides reprirent leur service au corps.

J'ai dit qu'un certain nombre de chirurgiens et de médecins de l'armée, — parmi lesquels Des Genettes, — s'étaient prononcés, avant toute inspection, pour le caractère volontaire des blessures. Le rapport du jury, ses procès-verbaux et enfin la décision de l'Empereur les condamnaient. Larrey acheva leur confusion en envoyant aux chirurgiens principaux de l'armée une circulaire relative à cette affaire, accompagnée d'une lettre dans laquelle il trace le rôle du chirurgien militaire en de semblables circonstances et évoque l'élévation et l'indépendance de sa mission :

« Vous appellerez l'attention de vos collaborateurs sur la chirurgie légale, disait-il, et à cette occasion je dois vous faire observer que, quels que soient les soupçons établis sur les mutilations volontaires, le chirurgien ne peut se prononcer, attendu qu'il n'existe aucun signe certain de distinguer une blessure faite par le blessé lui-même et celle qui serait la conséquence d'une influence étrangère.

« Cet objet est étranger aux devoirs que le chirurgien légiste est chargé par la loi et la nation de remplir. « C'est « au juge criminel d'interroger la conscience des accusés, et « l'anatomie ne nous donne aucune connaissance de la « nature de cette conscience ni de la manière de l'interroger. »

« Le médecin est et doit être l'ami de l'humanité. En cette qualité, il doit toujours parler et agir en sa faveur. Vous devez toujours panser et soigner le coupable comme l'innocent, et vous ne devez voir que l'organisme malade. Le reste ne vous regarde pas. Inspirez ces idées à vos collaborateurs, et faisons que jamais nous n'ayons à nous repro-

Sainte-Hélène, tout ce qui s'est passé à Dresde, en 1813, entre l'Empereur Napoléon et le baron Larrey, à l'occasion des mutilés des doigts. » (*Fiche de Larrey.*)

cher la mort d'un seul homme innocent. C'est ce qui arriverait induhitablement si, comme quelques médecins et chirurgiens le pensent, nous nous prononcions à leur exemple sur la différence de la manière d'agir des puissances qui mettent en mouvement les corps vulnérants. Ces opinions dépendent presque toujours de l'ignorance[1]. »

Cette belle lettre de Larrey est une des plus remarquables et des plus nobles interprétations du rôle du médecin légiste. Placé en dessus et en dehors du débat, se renfermant dans l'examen du fait matériel, il ne doit jamais sortir de son rôle, qui consiste non à faire condamner un coupable, mais à sauver un innocent. On sait que malheureusement les experts de nos jours, franchissant les sages limites que trace Larrey autour de leurs fonctions, se font au contraire trop souvent une chaire de l'accusation et ont pu parfois mériter le reproche d'avoir contribué à faire commettre de lamentables erreurs judiciaires.

Larrey profita de la recrudescence de faveur que lui donna auprès de l'Empereur son attitude dans l'affaire des soldats mutilés de Lutzen pour lui adresser un nouveau travail sur l'organisation du service de santé militaire qui restait toujours sa grande préoccupation. C'était, en un an, le troisième rapport qu'il lui adressait sur ce sujet. Il avait remis le premier à Vitebsk, après que Napoléon eut reconnu lui-même par l'enquête qu'il ordonna après cette bataille les nombreux vices de l'administration à laquelle il avait soumis son service de santé. Le deuxième lui avait été demandé par Daru au retour de la retraite, à Francfort; le troisième par l'Empereur, après la bataille de Lutzen. Ce dernier rapport fut également adressé à Daru[2]. Comme Napoléon, cet intelligent administrateur comprenait la nécessité d'en finir avec un régime si nuisible aux intérêts des blessés et des malades de l'armée. Toute la campagne de 1812 et de 1813 n'avait offert du côté des commissaires des guerres qu'une longue série de

[1] *Larrey à Jeantet, chirurgien principal du 3e corps*, Dresde, 13 juillet 1813. Ms. 5875. B. N. F. R. N. Acq.
[2] *A Daru*, juin 1813. Ms. cit., p. 336.

défaillances, d'oublis, de négligences et de dilapidations. Nous savons qu'à Vitebsk ils avaient laissé à quatre jours de marche les fourgons d'ambulances, qu'à Mojaïsk ils vendaient les provisions aux blessés, et qu'à Wilna ils spéculaient indignement sur les vivres.

Les ambulances manquaient sans cesse d'aliments, de linge, de charpie, de literie ou de paille. Les médecins et chirurgiens dépendant d'eux administrativement étaient indignement traités, et à Dresde même, en plein armistice, Larrey avait dû protester hautement et menacer de réclamer à l'Empereur. L'ordonnateur avait refusé de payer leur solde et de donner des logements à ses chirurgiens, en sorte qu'ils étaient sans ressources dans la rue. C'est ainsi qu'on récompensait cette jeunesse laborieuse des Écoles, qui avait tout quitté, études, famille et patrie, pour venir partager les dangers de l'armée[1]. A côté de ces actes d'incurie et de mauvais vouloir, il en était de ridicules.

Si à cette époque l'administration de l'armée n'avait pas encore les qualités de probité et d'intégrité dont elle est si justement fière aujourd'hui, elle possédait déjà à un haut degré une passion qu'elle n'a pas perdue : celle de la paperasserie. Ainsi, nous voyons, au 18 juillet 1813, l'intendant général Dumas s'apercevoir tout d'un coup qu'il manque des effets d'ambulances de la campagne de Russie, dont les chirurgiens devaient être comptables, et il s'avise de les faire réclamer à Larrey. Il faut que Dumas, qui était un ordonnateur intelligent auquel Larrey rend justice, ait signé cette pièce sans la lire, car elle est réellement inexplicable. La plupart des chirurgiens étaient morts en effet, ou avaient été faits prisonniers auprès de leurs blessés. C'étaient du reste les commissaires des guerres et non eux qui étaient comptables des effets de l'ambulance, et Larrey n'a pas de peine, dans une réponse topique et ironique de quelques lignes, à rétablir ces faits[2].

[1] *Lettre de Larrey au comte Dumas, intendant en chef*, 25 juin 1813. — *Au commandant de la place de Dresde*, 10 juillet 1813.

[2] *Larrey au comte Dumas*, Dresde, le 6 juillet 1813. Ms. cit.

Daos ses projets successifs de réforme de la médecine militaire, Larrey réclama l'autonomie du service de santé, qui aurait été un corps comme celui du génie, et l'établissement dans l'Empire de cinq écoles de chirurgie militaire. Il a tracé à ce moment, à grands traits, le tableau des réformes qui ont été avec quelques modifications exécutées seulement de nos jours. La chute de l'Empire, qui devait suivre de si près la campagne de 1813, ne permit pas, en effet, à Napoléon de réaliser les vues du chirurgien en chef de sa Grande Armée; mais celles-ci restèrent, depuis ce moment, le programme invariable des chirurgiens et des médecins militaires.

On arrivait, cependant, au commencement d'août; l'armistice touchait à sa fin, et Larrey, qui ne se faisait aucune illusion sur l'issue des négociations de Prague[1] et même sur le dénouement de la campagne, comprit que les hostilités allaient recommencer, quand il fut invité par l'Empereur à lui remettre l'état de situation des hôpitaux. Il lui apporta ce rapport le 4 août 1813. Ce document, dans lequel il énonçait que sur vingt-huit mille blessés[2], neuf mille sept cents avaient déjà repris ou étaient en état de reprendre leur service, lui valut de chaleureux éloges. C'était, en effet, vu les circonstances, un très beau résultat que d'avoir remis en activité, en aussi peu de temps, un nombre aussi considérable de blessés. Pour lui donner une nouvelle preuve de sa satisfaction, l'Empereur lui accorda toutes les décorations qu'il demandait pour ses chirurgiens et le nomma lui-même

[1] Il écrivait à sa femme de Dresde, peu de temps après la conclusion de l'armistice :

« Nos espérances de paix s'évanouissent. Si cela recommence, Dieu sait quand cela finira et comment cela finira. » (Dresde, juin 1813. Mss. B. N.)

[2] Dans ce rapport, Larrey établissait de cette façon l'état de la situation : « Du 1er mai 1813 au 1er juin suivant, les combats avec les coalisés donnèrent vingt-huit mille blessés. Sur ces vingt-huit mille hommes, six mille sept cent trois étaient rentrés dans leurs corps respectifs; quatre mille vingt-sept jugés à l'état d'invalidité relative; trois mille cinq cent cinquante-quatre à l'état d'invalidité absolue; deux mille quatre cent seize étaient morts des suites de leurs blessures. » Il estimait que sur sept mille neuf cent seize restants, près de trois mille étaient rentrés dans les régiments. Les autres, invalides, relatifs ou absolus, étaient rentrés en France. (*Larrey à l'Empereur*, Dresde, le 4 août 1813. Ms. cit.)

enfin, — Heurteloup étant venu à mourir, — son chirurgien consultant, poste auquel nous savons qu'il tenait beaucoup, et qu'il attendait depuis 1809. Jamais la faveur de Larrey n'avait été plus haute. C'était, malheureusement pour les grands services qu'il aurait pu rendre au corps de santé, l'heure où la fortune de son maître allait décliner.

III

Le 11 août, l'armistice fut rompu et l'adhésion de l'Autriche à la coalition signifiée à l'Empereur. Les hostilités ne devaient commencer que le 17; mais les alliés, inaugurant le mépris des traités et du droit des gens qui devait, de leur côté, caractériser la campagne, mirent leurs troupes en mouvement le 14.

L'armée française se composait de trois cent quatre-vingt mille hommes, répartis en quinze corps d'infanterie et cinq de cavalerie. Les premiers étaient commandés par Vandamme, Victor, Ney, Bertrand, Lauriston, Marmont, Reynier, Poniatowski, Augereau, Rapp, Macdonald, Oudinot, Davout et Saint-Cyr. Latour-Mauhourg, Sébastiani, Arrighi, Kellermann, Milhaud et Nansouty étaient à la tête de la cavalerie. Murat commandait la garde sous les ordres de l'Empereur; Dumas était intendant général; Larrey et Des Genettes conservaient la direction du service de santé.

L'armée coalisée, avec ses deux cent vingt-cinq mille hommes de réserve, atteignait le chiffre énorme de huit cent mille combattants, dont cent mille cavaliers. Elle avait quinze cents bouches à feu. On voit dans quelles effrayantes disproportions s'engageait la lutte. Mais tels étaient le prestige et le génie du grand capitaine qui commandait l'armée française, telle était la valeur de ses troupes, la confiance en lui dont elles étaient animées, que le résultat n'eût pas été un seul moment douteux sans les graves fautes et le

manque d'entente des différents généraux français, la trahison de quelques-uns d'entre eux, la défection de nos alliés et la violation des capitulations par les coalisés. Il fallut que ces conditions multiples s'ajoutassent au nombre, pour que Napoléon pût être écrasé.

Dès le début, Jomini, qui devait écrire son histoire, — Suisse entré au service de la France, mais fait officier français et chef d'état-major de Ney, — jouissant de la confiance de ce maréchal, déserta emportant, dit-on, au camp ennemi les états de situation de l'armée et les notes relatives au plan de campagne[1]. Moreau, oubliant ce qu'il devait à sa patrie et à sa gloire militaire, l'avait précédé, et un autre Français, ancien maréchal de France, le prince royal de Suède, Bernadotte, se trouvait déjà dans leurs rangs à la tête d'un corps d'armée; c'est lui qui donnera aux coalisés ce conseil qui vaudra une armée, d'isoler Napoléon pour assaillir ses lieutenants[2].

La campagne s'ouvrit sous ces auspices.

[1] Il était parti l'avant-veille de l'armistice, et arriva le même jour au quartier général de l'empereur de Russie. Parmi les généraux qui se trouvaient autour d'Alexandre était le général Moreau, que l'empereur nomma à Jomini. Celui-ci ne dit pas un mot et se plaça, avec une affectation qui fut remarquée, loin du général. Le lendemain, Alexandre demanda la raison de cette attitude :

« Si j'étais né Français, sire, répondit Jomini, je ne serais pas aujourd'hui comme lui dans le camp de Votre Majesté ! »

Il semble bien que Jomini s'abusait un peu sur sa propre situation. Quoique son cas ne fût pas aussi grave que celui de Moreau, il n'en était pas moins, quoique Suisse, officier français, et par conséquent déserteur et traître lui-même au pays et à l'armée qui l'avaient accueilli. La plupart des historiens furent cependant indulgents à Jomini, qui avait eu à souffrir de Berthier. Mais, dans les armées contemporaines, un acte comme le sien ne serait pas un moment discuté. Sa désertion fut un grand malheur pour l'armée française, car au courant du caractère et des habitudes de Napoléon et de ses généraux, — stratégiste remarquable lui-même, — il rendit d'immenses services aux armées coalisées, et contribua avec Moreau à les empêcher de commettre des fautes qui les auraient perdus.

[2] Pendant l'armistice, Bernadotte étant venu parader devant Stettin, commandée par le brave Dufresse, affectait de passer des revues de l'armée du siège, un boulet de canon fut tiré sur lui du haut des remparts et siffla à ses oreilles. Bulow, qui commandait les troupes d'investissement, se plaignit de cette infraction à l'armistice.

« Ce n'est rien, répondit froidement Dufresse, c'est une affaire de police; un déserteur français a été signalé, la grand'garde a tiré. »

La première opération de guerre de Bernadotte fut de mettre la main sur les dotations appartenant, en Poméranie, à ses anciens compagnons d'armes, Soult, Marmont, Gudin, Boudet, Morand, Andréossi, Larrey, etc.

Les débuts furent marqués par la marche de l'Empereur sur la Bohême et les combats qu'il livra à Blücher aux environs de Lœwemberg les 21, 22 et 23 août. Les alliés perdirent huit mille hommes et se retirèrent derrière la Katzbach. L'armée française eut plus de cinq mille tués et treize cent quarante blessés, parmi lesquels le général Peyne, atteint d'une blessure grave au genou. Comme toujours, les caissons d'ambulance n'étaient pas arrivés, et si Larrey n'eût pas pris l'habitude, qu'il avait conservée, — même pendant la retraite de Russie, — d'avoir ses instruments avec lui et d'obliger ses collaborateurs à adopter les mêmes précautions, il eût été dans le plus pénible embarras. Il évacua ses blessés sur Gœrlitz[1]. Mais Napoléon, qui s'apprêtait à accentuer son attaque et à compléter la défaite de Blücher, apprit que Dresde était menacée par la grande armée des coalisés forte de deux cent mille hommes, commandés par le prince de Schwarzenberg. Il laissa soixante-quinze mille hommes à Macdonald et se porta sur la Saxe avec la garde, la cavalerie de Latour-Maubourg et les divisions d'infanterie de Ney. Déjà les alliés assiégeaient Saint-Cyr, qui s'était jeté dans Dresde avec dix-sept mille hommes. Le 26 août, l'Empereur entra dans cette ville, et livra le même jour et le lendemain 27 la bataille de Dresde, qui fut une de ses plus brillantes victoires et un des derniers sourires que lui adressa la fortune.

Le gain de la bataille fut dû aux belles combinaisons de l'Empereur et à la façon dont il sut se servir de l'artillerie, car la pluie empêcha les deux armées d'utiliser leurs fusils. Mais Murat, qui reparaissait pour la première fois sur le champ de bataille depuis la campagne de Russie, y contribua puissamment. Jamais cet extraordinaire homme de guerre, qui déroute toute psychologie, dont l'intrépidité sur le terrain ne fut égalée que par sa faiblesse dans la vie politique et qui allait, pour conserver son précaire royaume de Naples, trahir à son tour son souverain et son pays, n'apparut si brillant, si chevaleresque, si vraiment héroïque.

[1] Larrey, *Corresp. offic.* Rapport à Daru, Lœwemberg, 22 août 1813. Ms. cit.

Larrey et ses contemporains disent qu'on ne peut se faire une idée de ce qu'il était, si on ne l'avait pas vu charger à la tête de ses escadrons. Il exerçait le même prestige et la même illusion qu'un grand acteur sur une scène tragique. Sa taille gigantesque, ses longs cheveux noirs retombant en boucles, — comme ceux de Larrey, — sur ses épaules; son costume magnifique et théâtral et qui ressemblait plutôt par le tissu, la couleur imprévue des étoffes et les riches broderies d'or dont elles étaient ornées, aux vêtements d'un chef oriental qu'à ceux d'un général français; sa monture, qui était toujours choisie parmi les plus beaux, les plus grands et les plus forts chevaux de l'armée, harnachée avec une richesse qui rappelait celle des grands beys des mameluks d'Égypte, auxquels il avait certainement emprunté le goût de ces fastueux ornements, produisaient un effet extraordinaire. En dehors de l'action militaire, on eût souri de ce costume d'écuyer de cirque; mais sur le champ de bataille il n'y avait pas à en rire. Tantôt, il restait impassible à la tête de ses cavaliers, recevant sans broncher, avec une apparence d'indifférence et de coquetterie, les balles et les boulets qui pleuvaient autour de lui, et retenant immobile et frémissante, aussi longtemps qu'il lui convenait, la masse énorme d'hommes et de chevaux qui attendaient son commandement[1]; tantôt, saisissant avec une promptitude sans égale le moment favorable, il donnait le signal de la charge et, les cheveux au vent, son manteau flottant sur l'épaule, n'ayant parfois pour toute arme qu'une légère badine enrichie de turquoises, il s'élançait sur tout un corps d'armée, le cernait, le culbutait et l'écrasait aux pieds de ses chevaux.

[1] Le 4 octobre, pendant la campagne de Russie, sur la route de Kalonga, attaqué par l'artillerie de Kutusof, il prend place au milieu des batteries françaises, et monté sur un cheval fougueux qui bondit à chaque obus éclatant auprès de lui, il décachète une dépêche qui lui est adressée et la lit tranquillement. Puis, prenant son carnet dans sa poche, il déchire une feuille et écrit la réponse, au milieu des balles qui pleuvent autour de lui, des boulets de canon, des obus qui se croisent sur sa tête et des bonds de son cheval. Sa cavalerie le contemplait, frémissante d'impatience, mais électrisée par son magnifique sang-froid. Il ne lui donna le signal de la charge que quand il eut posément achevé d'écrire et de plier son billet. Elle culbuta les Russes d'un seul bond.

Les Autrichiens et les Russes le connaissaient bien, et quand ils le voyaient arriver sur eux, ils éprouvaient la même sensation de terreur qu'à la vue de Napoléon au milieu des honnets à poil de sa vieille garde. A la bataille de Dresde, il accomplit une de ces merveilleuses et magnifiques manœuvres dont il était coutumier, et qui remplissait les deux armées d'admiration. A la tête des carabiniers et des cuirassiers, il tourna et isola le corps de Klénau de l'armée autrichienne, fondit ensuite sur lui et l'anéantit. Toute l'aile gauche ennemie fut ainsi mise en déroute. Ce fut le chant du cygne et une des dernières actions d'éclat de Murat. Le lendemain de Leipzig, il quitta l'armée pour son royaume de Naples, et séduit par les promesses de l'Angleterre, tombé aux perfides trébuchets de Fouché, il passait à l'ennemi. Mais l'histoire a été plus indulgente pour lui que pour les Moreau, les Marmont, et ce frappant exemple d'un jacobin nanti, le médiocre Bernadotte. Elle a tenu compte de la faiblesse de son caractère, de son repentir et de sa mort tragique, et a retenu de lui, — plus que de sa trahison, — le souvenir du soldat héroïque qui conduisit tant de fois les escadrons français à la victoire.

La défaite de Dresde coûta aux alliés trente mille hommes, dont douze mille blessés et dix-huit mille prisonniers. Parmi les morts était le général Moreau, qu'un boulet parti d'une batterie d'artillerie, — mise en position par Napoléon lui-même, — vint frapper aux côtés de l'empereur Alexandre. Transporté à Tann (en Bohême), on lui coupa les deux jambes. Il expira le 1er septembre, se plaignant, dit-on, de mourir d'un boulet français, au milieu des ennemis de son pays, et cherchant à apaiser sa conscience en répétant qu'il n'avait voulu que soustraire la France au joug humiliant de Bonaparte[1].

L'armée française eut, de son côté, huit à neuf mille

[1] Thiers, *le Consulat et l'Empire*, t. XVI, p. 361. — Marbot, *Mémoires*, t. III, p. 275. Larrey raconte qu'il avait pour aide de camp un officier français nommé Rajatte, qui vint à son tour se faire tuer, pendant la campagne de France, par les paysans bretons de la division Pacthod.

morts et six mille cinq cents blessés. Larrey, qui avait établi son ambulance auprès de la porte de Pirna, manqua, dès le début de la bataille, des objets de pansement. Nous savons que depuis quelque temps c'était la règle dans les armées impériales. Si le fait pouvait être à la rigueur pardonné pendant la campagne de Russie, où les distances étaient énormes et le renouvellement du matériel dans les villes abandonnées et incendiées à peu près impossible, il n'en était pas de même en pays allié, au milieu de la Saxe, dans une ville comme Dresde, riche et prospère, abondamment pourvue de tout ce qui était nécessaire à une armée. Dès que les premiers blessés arrivèrent, Larrey demanda au commissaire des guerres, administrateur de ses ambulances, les appareils et le linge à pansement. Il lui fit répondre que la caisse d'ambulance n'était pas arrivée. Il entra dans une colère indicible. « Eh bien! s'écria-t-il, puisque vous n'en avez pas, je vais en demander à l'Empereur; il m'en donnera, lui! » Il confie le service à son second, Paulet, s'élance sur son cheval et court à l'endroit où se tenait Napoléon; en route, il rencontre l'intendant général Mathieu Dumas, qui l'arrête et lui demande où il va à un pareil moment. « Où je vais? dit Larrey qui bouillait encore d'indignation, trouver l'Empereur et lui dire que vos agents ont sans doute pensé qu'une bataille comme celle-ci ne fournirait pas de blessés, et qu'ils n'ont rien préparé!... Je vais en informer l'Empereur et lui demander ce qu'ils ont oublié,... du linge pour mes blessés! »

Mathieu Dumas, effrayé, le conjura de revenir sur ses pas et lui promit de lui fournir à l'instant tout ce dont il avait besoin. Ce ne fut pas long. Des agents administratifs partirent de tous côtés, et en moins d'une heure Larrey avait du linge à profusion.

Les combats qui suivirent la bataille de Dresde modifièrent vite le nombre des blessés, et au 1er septembre Larrey, dans son rapport à l'Empereur, en accusait neuf mille [1]. C'est

[1] *Corresp.* Larrey à l'Empereur, 27 sept. 1813. Ms. cit.

surtout au combat de Kulm, livré par Vandamme, qu'est due cette augmentation. Je ne ferai que rappeler cette malheureuse affaire, qui fit perdre à Napoléon le fruit de ses profondes combinaisons et annihila les résultats de la victoire de Dresde[1]. Vandamme avait reçu l'ordre d'occuper les hauteurs de Peterswald et les défilés par lesquels devait passer la grande armée coalisée, à laquelle il devait ainsi couper sa retraite. Il devait être soutenu par Mortier et par Saint-Cyr. Mais dépassant les instructions qu'il avait reçues, il descendit sur Kulm et s'avança vers Tœplitz, poussant devant lui les troupes ennemies. Il fut enveloppé lui-même à Kulm, le 30 août, par une armée de cent mille hommes et taillé en pièces. Il perdit six à sept mille morts ou blessés, sept mille prisonniers et quarante-huit canons.

Les historiens militaires rendent responsables de cet échec d'abord Vandamme lui-même, qui n'aurait pas dû s'engager dans les dangereux défilés de la vallée de Tœplitz sans être sûr d'être suivi, puis Mortier et surtout Saint-Cyr, qui n'avaient qu'à obéir aux ordres qu'ils avaient reçus pour donner la main à Vandamme et transformer en affreuse déroute la retraite des coalisés. Il est un autre responsable : c'est l'Empereur, qui connaissant l'esprit de ses maréchaux, leur jalousie, leur défaut d'entente et surtout le caractère frondeur de Saint-Cyr, aurait dû être en personne sur le terrain pour diriger une opération aussi importante que l'extermination de la grande armée de Bohême, au lieu de rentrer à Dresde comme il le fit. L'affaire en valait la peine, puisqu'en sauvant l'armée coalisée elle décida du sort de la campagne.

[1] La bataille de Kulm, le 30 août, coûta à l'armée française trois mille hommes tués et sept mille prisonniers, toute l'artillerie et les bagages. Vandamme, les généraux Haxo et Guyot furent faits prisonniers. Vandamme, un des meilleurs et des plus braves généraux de l'armée, malheureusement trop ardent et trop enclin à se laisser entraîner en avant sur le terrain, fut amené comme un trophée à l'empereur Alexandre, qui lui reprocha en termes violents ses déprédations.

« Je puis être un pillard, répondit Vandamme, mais je n'ai pas assassiné mon père !... »

Alexandre ne répondit rien à cette sanglante allusion à la part qu'il avait prise à l'assassinat de l'empereur Paul. Mais le général français fut envoyé en Sibérie, où il resta jusqu'en 1814. Il reprit du service à cette époque, et fut forcé de s'expatrier après Waterloo. Il mourut à Cassel en 1830.

Quelques écrivains ont expliqué par une indisposition la rentrée à Dresde de Napoléon, si ardent autrefois après une victoire à poursuivre l'ennemi sans relâche; mais la plupart pensent qu'elle lui fut imposée par la nécessité de donner immédiatement les instructions nécessaires pour réparer l'échec du maréchal Oudinot sur Berlin. Thiers, qui adopte cette dernière interprétation, rejette avec force l'influence d'un état morbide. Quand on envisage la question en médecin, on trouve risquée l'opinion de ce grand historien, et on se demande pourquoi il veut faire de son héros un personnage surhumain dont le moral resterait inaccessible aux souffrances physiques. La vérité est que Napoléon, qui avait supporté la pluie sur le dos toute la journée, fut pris en se rendant à Pirna, où il accompagnait les colonnes françaises qui poursuivaient les vaincus, de maux de cœur et d'entrailles. Le voyant souffrant, on le pressa de revenir sur ses pas. Il ne se trouvait probablement pas en état de poursuivre sa route et se laissa faire. « Il arriva à Dresde, dit son valet de chambre, dans un état épouvantable, transpercé par la pluie, son chapeau de castor lui tombant sur les épaules, ses bottes pleines d'eau et grelottant la fièvre. On le mit au lit, puis au bain, où il eut un vomissement. » Évidemment ce ne fut qu'une indisposition accidentelle, puisque le lendemain il était rétabli; mais qui peut dire que ce malaise ne lui ait pas enlevé le soir de Dresde sa résolution et son activité ordinaires? On sait combien les hommes qui ne sont jamais malades s'affectent parfois des accidents qu'ils éprouvent; et puis il n'est pas nécessaire d'être médecin pour concevoir que des troubles passagers et sans gravité peuvent parfois rendre plus souffrants qu'une véritable maladie à ses débuts.

Comme toujours, dans les journées des 27 et 29 août comme dans celle du 30, les généraux payèrent largement de leur personne. Larrey signale à l'Empereur ceux d'entre eux qui sont dans les ambulances. « Le général Combel, de la jeune garde, qui a contribué avec tant d'éclat à la victoire de Dresde en enfonçant l'aile droite ennemie, a eu la poi-

trine traversée par une balle tirée à bout portant. Il a fallu lui pratiquer l'opération de l'empyème, et son état est grave. Le général Tyndal a une blessure à la jambe qui nécessitera l'amputation ; le général Boyer-le-Dieu (*sic*)[1] un coup de feu au bras, avec fracture de l'humérus ; le général Paillard une balle dans l'épaule droite ; le général Dumoustiers un coup de biscaïen à la jambe, et le général Gros une blessure par un coup de baïonnette. Enfin, un des héros de Kulm, le général Corbineau, qui, à la tête de sa cavalerie, s'est ouvert un passage à travers le défilé de Telnitz, occupé par les Prussiens de Kleist, a été atteint par une balle à la partie postérieure du crâne[2]. » Larrey cite également le colonel Lawless, de la légion écossaise, un médecin érudit, qui avait été professeur de physiologie à l'Université de Dublin. Le goût des armes et l'aversion de l'Angleterre l'avaient entraîné dans les armées de Napoléon. Larrey lui coupa la jambe au-dessous du genou. Lawless qui, en sa qualité de médecin, connaissait les dangers du séjour dans les hôpitaux, remonta à cheval aussitôt après l'opération, se rendit d'un seul trait à Mayence, où on lui leva son premier appareil, et de cette ville en France, où il arriva en très bon état sans avoir fait renouveler son pansement. Les blessés prisonniers étaient au nombre de douze cents. Ils furent entourés des mêmes soins que les Français.

Mais les événements s'accomplissaient. Pendant que Vandamme subissait le 30 août, à Kulm, un échec dont les conséquences désastreuses étaient incalculables[3], Oudinot,

[1] Boyeldieu.

[2] Il y eut d'autres généraux blessés sur lesquels Larrey ne donne pas de renseignements, sans doute parce qu'ils ne sont pas restés dans les ambulances. Ce sont d'abord Vandamme et Haxo, tombés entre les mains de l'ennemi, puis Roguet, Durieu, Girard, déjà blessé le 21 mai à Bautzen, Boyer de Rebeval, Bertraud, Castex, Dulong, Godart, Klicki (Polonais), blessés les 26 et 27 août.

[3] « La bataille de Kulm devait exercer une influence prépondérante sur l'issue de la campagne. Elle sauvait les Alliés et leur donnait en outre une grande force morale en leur démontrant que l'armée française n'était pas invincible. Elle resserra la coalition au lieu de la diviser. Elle fut en effet livrée le 30 août, et le 9 septembre était signé, à Tœplitz même, l'accession définitive de l'Autriche. Napoléon ne s'y trompa pas et entrevit tout de suite les conséquences de l'événement.

qui marchait sur Berlin, s'était fait battre par Bernadotte à Gross-Beeren. Ney, qui lui succéda, ne fut pas plus heureux à Dennewitz, grâce à une panique qui saisit les soldats, et Macdonald, que Napoléon avait laissé sur la Katzbach avec plusieurs corps d'armée, avait été défait par Blücher. Ainsi se vérifiait l'excellence du conseil donné aux alliés par Bernadotte, Moreau et Jomini, d'éviter Napoléon et s'attaquer pour le battre à ses lieutenants.

La vérité est que la campagne de 1813 fut perdue par la faute des maréchaux. Ils devaient compléter leur œuvre en détournant l'Empereur de s'avancer sur Berlin, que Bernadotte et Blücher avaient découvert[1], et en lui conseillant la fatale marche sur Leipzig qui devait avoir de si désastreuses conséquences, mais qui pour le moment donnait satisfaction à leurs désirs les plus vifs en remettant l'armée sur la route de France[2]. C'est à Duben où l'Empereur, qui avait quitté Dresde le 7 octobre, laissant dans la place Gouvion-Saint-Cyr avec trente mille hommes, qu'après deux jours de mortelles hésitations fut prise cette décision qui décida du sort de l'Empire. Napoléon avait espéré atteindre Blücher sur la Mulda et le battre. Mais celui-ci s'était dérobé en repassant la rivière. A cette déception vinrent s'ajouter l'écroulement du royaume de Westphalie et la défection de la Bavière,

« — Voilà la guerre, dit-il à Bassano. Vous venez d'entendre : bien haut le matin et bien bas le soir.

« Du triomphe à la chute il n'est souvent qu'un pas. »

« Puis, devenu pensif, il se pencha tristement sur sa carte et on l'entendit, avec surprise, répéter ces vers qui revenaient à sa mémoire pendant sa rêverie :

« J'ai servi, commandé, vaincu quarante années;
Du monde, entre mes mains, j'ai vu les destinées;
Et j'ai toujours connu qu'en chaque événement
Le destin des États dépendait d'un moment! »

(Fain, *Manuscrit de* 1813, t. II, p. 320.)

[1] Blücher et Bernadotte, en se retirant derrière la Saale, avaient découvert Berlin.

[2] Pendant un des nombreux combats qui eurent lieu à cette époque autour de Dresde, les hussards atteignirent, le 10 septembre, dans la vallée de Tœplitz, l'arrière-garde prussienne et firent prisonnier le fils de Blücher. Il était blessé et fut amené aux ambulances de Larrey, qui lui prodigua ses soins. Le père paya, on le verra, la dette de son fils par son humanité vis-à-vis de Larrey à Waterloo.

signal de toutes les autres défections qui allaient suivre. Le mouvement sur Berlin fut abandonné, et la marche sur Leipzig fut résolue[1].

IV

L'Empereur arriva à Leipzig avec le quartier général le 15 octobre au matin. Déjà ses troupes, qui l'avaient précédé, étaient concentrées autour de la ville, pendant que de tous côtés convergeaient les forces ennemies manœuvrant pour former un immense cercle et lui couper la retraite.. L'armée française se composait, en y comprenant les troupes alliées encore présentes sous les drapeaux, de cent cinquante-sept mille hommes; elle ne comptait que vingt-neuf mille cavaliers. L'armée des coalisés disposait de trois cent cinquante mille combattants, dont cinquante-quatre mille cavaliers. C'est dans ces conditions inégales que s'engagea le 16 octobre la bataille qui allait fixer le sort de l'Europe. Elle dura deux jours.

La journée du 16, — la bataille de Wachau, — fut glorieuse pour nos armes, mais resta indécise, quoiqu'elle fût à l'avantage des Français, qui gardèrent leurs positions et

[1] Larrey attribue une grande influence à la démarche que fit à ce moment l'état-major pour obtenir de Napoléon l'abandon de la marche sur Berlin. Thiers écrit au contraire que la décision de Napoléon fut dictée par les événements, et qu'il se porta sur Leipzig pour rester interposé entre l'armée de Bohême et les armées de Silésie et du Nord, et qu'il ne pouvait obtenir ce résultat qu'en se dirigeant sur cette ville avant que Blücher y fût arrivé. Thiers entendit évidemment les maréchaux survivants qui avaient un intérêt historique à se disculper. Larrey, présent au quartier général, donne une note plus désintéressée.

Le plan primitif de l'Empereur était de retirer l'armée française derrière la barrière de l'Elbe, de manœuvrer entre Hambourg et Dresde, de rançonner Berlin, de dégager toutes les garnisons des places fortes et de saisir la première occasion pour repasser l'Elbe. C'est contre ce plan vigoureux et qui eût sauvé l'armée que s'élevèrent les maréchaux et les généraux de premier rang.

« Ils eussent, dit Napoléon à Sainte-Hélène, acheté la paix à tout prix. »

Ils exploitèrent les événements de Westphalie et la défection de la Bavière, et finirent par obtenir de la faiblesse de Napoléon la funeste marche sur Leipzig.

conquirent leur route de retraite en s'emparant des ponts de Lindenau et de la route d'Erfurt. Le lendemain 17 fut consacré par les coalisés à compléter leurs forces en ralliant à enx cent vingt mille hommes avec Bernadotte, Benningsen et Colloredo. Napoléon, qui se flattait d'obtenir un armistice, et qui aurait pu opérer une glorieuse et sage retraite, resta ce jour-là dans une fatale inaction.

Le 18 vit la perte de la bataille. Malgré la vaillance de l'armée, l'inégalité du nombre, — elle combattait dans la proportion de un contre trois, — la défection des Saxons qu'elle comptait dans ses rangs[1], et enfin, le soir venu, le manque de munitions, obligèrent l'Empereur à prescrire la retraite. Elle eut lieu dans de déplorables conditions. En incendiant les faubourgs de Leipzig, comme le demandaient quelques généraux, on eût donné le temps aux troupes de se retirer en sécurité. Par un sentiment exagéré d'humanité, Napoléon se refusa à sacrifier une ville allemande que l'ennemi ne tarda pas à forcer, et la retraite eut lieu au milieu d'une vraie bataille des rues. L'arrière-garde chargée de protéger le départ de l'armée, — exaspérée par cette attaque, par la défection des Alliés, par le sentiment d'une défaite imméritée, — défendait le terrain pied à pied, faisant subir de grandes pertes aux assaillants, quand la retraite lui fut coupée à elle-même par l'explosion du pont de l'Elster, seule voie par laquelle elle pouvait l'opérer. Miné à l'avance, un ordre mal exécuté détruisit ce pont avant le passage de l'arrière-garde.

[1] Bernadotte, qui avait commandé les Saxons à Wagram, et qui les avait indignement flattés en leur attribuant la victoire, — alors que leur mollesse avait été au contraire très remarquée, — s'était chargé de les embaucher, et leur adressa une proclamation leur conseillant d'abandonner les aigles de l'Empire. Ce fut le général saxon Thielman, — transfuge qui avait passé à la Russie, — qui fit répandre parmi eux, à des milliers d'exemplaires, la proclamation de l'ancien maréchal de France.

Elle eut le plus entier succès, et dès le 27 septembre un bataillon entier de Saxons avait inauguré la défection générale en passant dans le camp de Bernadotte.

Le 18 octobre, à Leipzig, les Saxons, commandés par Reynier, faisaient face aux Suédois, commandés par Bernadotte. Ce fut encore dans les rangs du prince de Suède qu'ils furent prendre place. L'artillerie de Bernadotte n'étant pas arrivée, il les pria de faire, en attendant, nsage contre les Français de leur artillerie. (Bernadotte, *Bulletin de Leipzig*.)

Ce désastreux événement équivalait à la perte d'une nouvelle bataille. Poniatowski, Victor, Lauriston, Macdonald, Reynier, avec plus de vingt mille soldats et deux cent cinquante bouches à feu, restèrent de l'autre côté de Leipzig, au milieu de deux cent mille ennemis, dont ils complétaient d'une façon inespérée le triomphe. Poniatowski, — qui s'était conduit en héros pendant la bataille et que l'Empereur avait fait maréchal de France, — et Macdonald, ne voulant pas rester entre les mains de l'ennemi, se jetèrent dans l'Elster. Le premier se noya et le second put arriver sur l'autre rive, où des soldats l'aidèrent à remonter sur la berge. Victor, Lauriston et Reynier furent capturés. Quelques milliers d'hommes parvinrent à s'échapper, les autres furent faits prisonniers ou massacrés dans les rues ou les maisons.

Voyons maintenant quel fut le rôle de Larrey. Arrivé à Leipzig le 15, avec le quartier général, il visita les hôpitaux et donna les instructions nécessaires pour la bataille du lendemain. Il passa ensuite la nuit au quartier général à faire préparer ses appareils pour les premiers pansements des blessés. Au matin, il parcourut la ligne de bataille pour placer ses ambulances; il établit celle du quartier général à Tomberg. La bataille s'étant engagée de bonne heure avec une extraordinaire violence des deux côtés, il y eut de suite un grand nombre de blessés. Il s'éleva pour la journée du 16 seulement à cinq mille cinq cents, dont un sixième atteint par l'artillerie dut subir de graves opérations [1]. Larrey, qui était loin d'avoir la même confiance qu'autrefois dans le résultat de la bataille et qui voulait laisser, — au cas où les événements tourneraient mal, — le moins de blessés possible dans les mains de l'ennemi, faisait immédiatement après leur pansement diriger sur Mayence tous les opérés qui pouvaient se tenir à cheval ou en voiture. Il en est qui partirent à pied [2].

Les généraux Pajol, Ferrières et d'Amville furent tués.

[1] *Larrey à l'Empereur.* Rapport sur les journées du 16 et 18 oct., Mayence, 30 oct. 1813. Ms. cit.

[2] *Mémoires et campagnes*, t. IV, p. 44.

Onze autres furent blessés, parmi lesquels le maréchal Marmont et les généraux Camas et Latour-Maubourg. Marmont n'avait qu'une blessure légère, mais Filhol de Camas et Latour-Maubourg étaient gravement atteints. Tous deux furent opérés par Larrey. Le premier avait le mollet emporté par un boulet. Larrey put éviter l'amputation et le guérit sans qu'il survînt aucun accident. L'état du second était autrement grave. Le général Latour-Maubourg avait été grièvement blessé par un boulet au cours de la grande charge de cavalerie qui faillit enfoncer le centre de l'armée alliée. On le transporta à une petite distance du lieu où se passait la charge, et on appela Larrey. Celui-ci traversa le champ de bataille comme à la Moskova, au milieu d'une grêle de projectiles. Il trouva Latour-Maubourg derrière la grande batterie de la garde, que Drouot maintenait inébranlable en face des coalisés. Il avait reçu un coup de biscaïen au genou gauche, l'articulation était ouverte, les condyles fracturées; l'amputation s'imposait. Larrey la pratiqua immédiatement et évacua le général sur Leipsig, et de là sur Mayence, où il arriva en bon état.

Les autres grands blessés de cette journée furent les généraux Compans, Lefol, Maison, Mesnard, Meunier, Saint-André, Gros et Laferrière-Levêque. Le fils du général Baraguay-d'Hilliers, jeune officier âgé de dix-huit ans, qui devait devenir maréchal de France sous le deuxième Empire et commander la 9e région militaire, eut le poignet emporté et fut opéré par Larrey. Celui-ci passa avec ses chirurgiens la journée du 17 et la nuit suivante à panser et à opérer les blessés sans prendre un moment de repos, et la matinée du 18 le retrouva à son ambulance du quartier général. Il fallait qu'il eût réellement un tempérament de fer pour résister à de semblables fatigues[1]. L'Empereur était le seul dans

[1] « M. Legret, capitaine de cuirassiers en retraite, a vu mon père à Leipsig, pansant les blessés dans une grange, éclaboussé par la terre que venaient projeter sur lui les boulets de canon, et continuant avec le plus grand calme ses opérations de chirurgie.

« L'Empereur, survenu dans le même moment, ne put s'empêcher d'être ému. » (Hippolyte Larrey, *Fiche.*)

l'armée qui offrit le même degré de résistance que lui, et pût passer les nuits à travailler et les journées sur le champ de bataille. Mais il avait la singulière faculté, qui était en même temps une obligation impérieuse, de se livrer au sommeil quel que fût l'endroit où il se trouvait, même sur le terrain du combat. Larrey ne possédait pas ce privilége et n'était pas soumis, en revanche, à cette obligation invincible du repos.

La bataille du 18 fut encore plus meurtrière que celle du 16; les pertes furent si considérables, qu'on a renoncé à les établir exactement, et on n'a pu les conjecturer qu'en constatant ce qui restait d'hommes valides dans les armées belligérantes. On suppose que pendant les journées des 16, 18 et 19 octobre, les coalisés perdirent près de trente mille hommes et les Français vingt mille[1]. Larrey dit que, pour la première fois de sa vie, il n'a pu déterminer l'état numérique des blessés. Toutefois, comme il fallait des chiffres à l'Empereur, il lui en accusa dans son rapport trois mille cinq cents, dont deux cent treize appartenant à la garde[2]. Ce chiffre parait atténué, et encore n'est-il pas question dans ce rapport des blessés de l'arrière-garde, abandonnés à Leipzig, dont on n'a jamais connu le nombre[3]. La quantité de généraux tués ou blessés est infiniment supérieure à celle des autres batailles de l'Empire, même à celle de Wagram et de la Moskova, et démontre l'acharnement avec lequel les Français disputèrent la victoire. Les généraux Aubry, Camus de Richemont, Rochambeau, Vial, Frederichs, furent tués; mais il y en eut vingt-huit de blessés, parmi lesquels Poniatowski, Gérard, Belliard, Sebastiani, Souham[4] et Cœhorn, célèbre dans l'armée par sa merveilleuse

[1] Thiers, *op. cit.*, t. XVI, p. 605.

[2] *Larrey à l'Empereur*, Mayence, 30 nov. 1813. Ms. cit.

[3] Il n'est pas question non plus des malades et des blessés intransportables qui se trouvaient dans les hôpitaux de Leipsig, et qui atteignaient le chiffre moyen de vingt mille.

[4] Voici l'état des généraux qui furent blessés le 18 octobre : Belliard, Compans (pour la deuxième fois), Gérard, Charbonnel, Souham, Sebastiani, Ledru des Essarts, Cœhorn (blessé à mort), d'Estko (blessé à mort), Pellegrin, Marais, Monélegier, Pelleport, Ponchelon, Conlonmy, Sopranzi, Aymard, Baillod, Mongenet,

intrépidité, et qui était frappé à mort. La néfaste journée du 19 coûta la vie aux généraux Rochambeau, Poniatowski, Dumoustier, ces deux derniers noyés dans l'Elster. Il y eut encore six généraux blessés : Valory, Bertrand, Brayer, Mandeville, Laffitte et Brun. Larrey fit évacuer tous les blessés qu'il put transporter, entre autres Latour-Maubourg, dont la cure difficile le préoccupait spécialement, et dont le sort intéressait beaucoup l'Empereur[1]. Selon son habitude, il recommanda ceux qu'il ne pouvait emmener aux chirurgiens en chef des armées coalisées. On n'eut pas le temps de faire partir son matériel d'ambulance, qui resta à Leipzig.

Nous avons vu que Des Genettes avait de nouveau été fait prisonnier. Cette fois-ci, Larrey devait s'abstenir de toute démarche pour le faire remettre en liberté. Il n'avait pas oublié que ce difficile collègue l'avait mal récompensé de la peine qu'il avait prise quand il fut capturé à Wilna pendant la retraite de Russie, alors qu'il attribua sa liberté non aux réclamations que Larrey avait suscitées, — il allait jusqu'à se plaindre même de ces démarches, — mais à la considération personnelle dont il jouissait auprès de l'empereur Alexandre. Il l'abandonna cette fois à ses propres ressources et à la protection de ce souverain[2].

L'armée opéra sa retraite dans le plus grand ordre sur Erfurt, où elle arriva le 22. C'est à Erfurt que Murat, qui déjà négociait sa défection, la quitta pour rentrer dans son royaume de Naples. Ayant réorganisé son artillerie dans

Coetlosquet, Bessières, Tolinski, Choisy, d'Haugeranville, Bony, Bromkowski, Sierowski, Gruyer, Pelletier de Montmarie (blessé à mort).

[1] « J'ai opéré le général Latour-Maubourg dans un moment bien critique... Je lui ai d'abord sauvé la vie et l'ai ensuite conservé à son pays, à sa famille et à sa fortune. Sans moi il restait à Leipsig, et juge quel eût été son sort : quelques minutes après son départ la ville a été criblée d'obus, de boulets et de mitraille... Il est en voie de guérison. » (*Corresp. privée*, Lettre à Mme Larrey, Mayence, 7 nov. 1813.)

[2] « Quant à Des Genettes, je t'avoue que je n'ai pas voulu faire de démarches comme la première fois, où je fus payé de mes soins et de mes sollicitudes par des propos calomnieux et des sottises. Je l'abandonne à la grâce de Dieu... Il est à portée de se réclamer de l'empereur Alexandre, dont il se dit très aimé. » (*Corresp. privée*, Larrey à Mme Larrey, Mayence, 7 nov. 1813.)

cette place, Napoléon en sortit le 28 octobre et se dirigea sur Hanau, où il arriva le 29 au soir. Cinquante mille Austro-Bavarois commandés par le général de Wréde, qui avait combattu dix ans sous le drapeau français et qui avait été comblé par Napoléon de titres et de dotations, l'y attendaient pour lui couper la retraite sur le Rhin. Ce n'est pas de Wréde dont il disait : « J'ai pu le faire comte, mais non général, » qui pouvait l'arrêter. Quoiqu'il n'eût avec lui qu'une fraction de ses forces, dix mille hommes environ, — il est vrai que c'était sa garde, — l'Empereur engagea la bataille. Les soldats français, exaspérés par la trahison des Bavarois, combattirent avec une violence inouïe. Malgré sa supériorité numérique, l'armée bavaroise fut enfoncée et couvrit le terrain de ses morts. Cette journée du 30 octobre, où dix mille Français combattirent contre cinquante mille ennemis, coûta aux coalisés six mille hommes tués ou blessés et quatre mille prisonniers. Le général de Wréde fut gravement blessé. La petite armée française perdit près de deux mille hommes et eut mille à onze cents blessés, dont la moitié fut fournie par la garde impériale.

Le champ de bataille était éloigné de toute habitation, et on n'avait aucune tente pour abriter les blessés, car tout le matériel hospitalier avait été capturé à Leipzig ; on fut obligé d'installer les ambulances en plein air, sur un sol humide et sablonneux et par un temps froid et brumeux. La nuit fut très pénible pour les blessés ; Larrey la passa avec ses chirurgiens de la garde à les panser et à les opérer. Heureusement, nous le savons, ses instruments ne le quittaient pas ; ils étaient toujours fixés à l'arçon de sa selle. Quant au linge, on le prit encore dans les sacs des soldats.

A la bataille de Hanau furent blessés les généraux Nansouty, Lejeune, qui avaient déjà été blessés à la Moskova, le brave Pactbod, Martel, Hulot et l'Italien Moroni. Larrey raconte l'histoire dramatique d'un officier de la garde nommé Rebsomen, beau-frère du général Gros, qui fut apporté à l'ambulance par son propre père, capitaine dans le même

régiment. Un coup de boulet lui avait emporté l'avant-bras gauche. On le conduisit à Larrey, derrière la ligne des combattants. Pendant le trajet, un second boulet lui enleva la jambe droite près du genou. Cette deuxième blessure le jeta mourant sur le sable. Son père prévenu accourut, le chargea sur son épaule et vint le déposer à l'ambulance. Deux opérations graves, — la double amputation, — étaient indispensables. Larrey se prépare, et il jette un coup d'œil circulaire autour de lui pour requérir des aides. Ils manquent tous à ce moment. Voyant son embarras, le capitaine se propose. « Je n'osais vous le demander, dit le chirurgien. Mais, celui-ci? — Vous pouvez compter sur moi, monsieur, puisqu'il s'agit de sauver la vie de mon fils[1]. » Le père fut admirable de raison et de sang-froid, et le fils supporta l'opération sans faire entendre une seule plainte.

Le lendemain matin, Larrey envoya chercher à Hanau des hommes et des moyens de transport, laissa dans cette dernière ville les blessés les plus graves et évacua les autres sur Francfort. La bataille de Hanau fut le dernier combat de la Grande Armée et clôtura la campagne de 1813. Les troupes reprirent leur marche sur Mayence, où elles arrivèrent dans la nuit du 1er au 2 novembre 1813. L'Empereur, après avoir passé quelques jours à donner des ordres pour leur réorganisation, quitta Mayence le 7, voyagea avec sa rapidité accoutumée, et le 9 arriva à Saint-Cloud. Les débris de l'armée furent échelonnés sur le Rhin. Le lendemain de son arrivée à Mayence, Larrey, sans perdre de temps, inspecta ses hôpitaux, visita ses blessés et compléta les soins dont ils avaient besoin. Il réunit tous les chirurgiens présents à Mayence, et le 4 novembre, deux jours après son arrivée, il pouvait écrire à l'Empereur que son service était assuré et fonctionnait régulièrement[2].

Cependant un terrible fléau désolait la frontière. Le typhus,

[1] Sur le conseil de Larrey, le capitaine Rebsomen fit transporter son fils dans un village voisin, se constitua prisonnier avec lui et ne le quitta pas. Il se rétablit, et, remis en liberté à la paix de 1814, il vint voir Larrey qui le croyait mort.
[2] *Larrey à l'Empereur*, nov. 1813. Ms. cit.

apporté par nos soldats de leurs vastes dépôts de l'Elbe, favorisé par leurs souffrances, leurs privations et leur jeunesse, s'était propagé tout le long de la ligne d'évacuation depuis Mayence jusqu'à Metz, et exerçait de grands ravages parmi les troupes et les habitants. Larrey reçut, à la fin de novembre, l'ordre de quitter Mayence et d'inspecter tous les hôpitaux situés dans la zone infectée. Il trouva ces établissements dans un état déplorable. L'insalubrité, l'absence d'hygiène, l'incurie qui y régnaient partout à un inimaginable degré, rappelèrent à Larrey les mêmes misérables conditions qu'il avait observées dans les mêmes lieux au début de sa carrière, en 1793. Ainsi, après vingt ans, il se retrouvait au même point que du temps de Custine et de Biron. Il revit les malades entassés dans les églises et dans les hôpitaux sur une paille infecte, gisant à côté de morts que les municipalités ne prenaient pas la peine de faire enlever. Ils étaient privés de tout, de vivres, de médicaments, de linge, absolument comme au temps de la République, et mouraient en masse, aussi bien de privations que de maladies. C'est surtout en Allemagne, entre Mayence et Sarrebruck, que les conditions étaient le plus déplorables[1]. Larrey fit enlever les morts, assainit les locaux, prescrivit des distributions de vivres et de médicaments et organisa un service médical qui manquait. Il arriva ainsi, après avoir visité tous les dépôts d'ambulance des bords du Rhin et les villes de la frontière, à Metz, dont il fit le quartier général de son inspection. Il la compléta en inspectant Pont-à-Mousson, Thiaucourt, Saint-Benoist, Nancy, Verdun et Étain. Partout il rétablit l'ordre, l'hygiène et la discipline, qui avaient sombré devant l'épidémie, les passages incessants des troupes mal réorganisées encore, et la réelle misère qui régnait parmi les populations.

Cependant, Larrey n'avait pas vu sa femme et ses enfants depuis le mois de février 1812, époque de son départ pour la campagne de Russie. Moins favorisé que Des Genettes et

[1] *Larrey au ministre de la guerre*, Metz, 10 déc. 1813. Ms. cit.

la plupart de ses compagnons d'armes, il n'avait pu obtenir un congé pour aller prendre quelques jours de repos au milieu des siens. Malgré son attachement pour l'Empereur, il avait fini par être exaspéré, et quoiqu'il ait toujours été très prudent quand il écrivait à Mme Larrey, en homme qui connaissait bien les libertés que prenait l'administration impériale des postes, sa correspondance nous le montre ayant, cette fois, dépouillé toute contrainte. A la fin de la campagne de 1813, il demanda à Mayence un congé qui lui fut refusé. Ce refus le mit hors de lui, et nous trouvons dans ses lettres l'expression de cet état d'esprit[1]. Il renouvela à Metz, en termes très secs, sa demande de départ pour Paris et ne dissimula pas au ministre son intention de partir sans son consentement si celui-ci lui était refusé. Cette fois, il fut entendu et reçut la permission de s'absenter. Il partit le 6 janvier; nous allons voir combien fut court le séjour qu'il fit auprès des siens.

[1] *Corresp. privée,* Larrey à Mme Larrey, Mayence, 3 déc. 1813. Ms.

CHAPITRE XX

I. Campagne de 1814. — Situation de l'Empire au commencement de 1814. — Capitulation des forteresses occupées en Allemagne par des garnisons françaises. — Perte de l'Espagne, de la Hollande et d'une partie de l'Italie. — Invasion des armées coalisées. — Arrivée de Napoléon à Châlons. — Larrey, chirurgien en chef de l'armée. — Bataille de Brienne. — Les ambulances. — Mort du contre-amiral Baste et du général Decouz. — Blessures de Berthier et de Lefebvre-Desnouettes. — Bataille de La Rothière. — Larrey et l'évacuation des blessés. — Batailles de Champaubert, de Montmirail, de Vauchamps, de Montereau. — Récit de la jonrnée de Montereau par Larrey. — Lettre de Larrey à sa fille Isaure. — Les blessés de la bataille. — II. Évacuation de Troyes par l'armée autrichienne. — Capitulation de Soissons. — Bataille de Craonne. — Les tués et les blessés de la journée. — Les généraux blessés. — Blessure du maréchal Victor, des généraux Grouchy et de Sparre. — Réclamation des généraux à l'Empereur au sujet de Larrey. — L'ambulance de Larrey dans la ferme de Heurtebise. — Défense de l'ambulance contre les cosaques. — Bataille de Laon. — Hourra d'Athis. — Responsabilité de Marmont. — Les blessés d'Athis et de Laon. — Bataille d'Arcis-sur-Aube. — Les blessés. — Danger couru par Larrey sur le pont d'Arcis. — L'Empereur et l'armée à Saint-Dizier. — Marche des Alliés sur Paris. — Écrasement du corps de Marmont et de Mortier à La Fère-Champenoise. — Capitulation de Paris. — Défection de Marmont à Essonnes. — Abdication de Fontainebleau. — Abandon de Napoléon par la plupart de ses serviteurs. — Fidélité de Larrey.

I

Cependant le moment approchait où Napoléon allait manquer de cette chair française que depuis vingt ans il menait glorieuse et inlassable à sa propre destruction. Ce n'est pas elle qui se refusa à la continuation du sacrifice. Tant qu'elle aurait eu un lambeau vivant, elle l'aurait donné. C'est la matière même qui fit défaut.

Le commencement de l'année 1814 s'annonçait en effet très mal. En ramenant sur le Rhin les débris de la Grande Armée, Napoléon avait laissé dans les garnisons de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, cent soixante-dix mille hommes

de troupes excellentes, dont le concours eût singulièrement modifié le sort de la campagne qui allait s'ouvrir. On eût pu rêver que la garnison de Dresde, forte de vingt-cinq mille hommes, ayant le maréchal Saint-Cyr à sa tête, forcerait le blocus établi autour de la place, se réunirait en les délivrant aux garnisons voisines de Torgau (dix-huit mille hommes), de Wittemberg (dix mille hommes), de Magdebourg (dix-huit à vingt mille hommes), et qu'arrivés à Hambourg, ces troupes, réunies avec celles de Davout, constitueraient, sur les derrières des envahisseurs, une armée redoutable de cent mille soldats. Aux temps héroïques de la République et du Consulat et même de la première période impériale, ce n'eût pas paru impossible, et en tous cas il ne se fût pas trouvé un général pour rester enfermé, sans essayer d'en sortir à tout prix, dans un coupe-gorge comme celui de Dresde; mais ni les caractères, ni les circonstances n'étaient les mêmes : les maréchaux, las de la guerre, ne faisaient plus de zèle et n'obéissaient plus guère qu'à leurs convenances. On n'était plus au temps où la Convention ne leur laissait d'autre alternative que la victoire ou la mort.

Saint-Cyr démontra que s'il avait été un vaillant homme de guerre, il ne savait pas, dans les circonstances difficiles, élever son âme à la hauteur des grandes conceptions militaires. Il n'avait que vingt-cinq mille hommes devant lui, et, de l'aveu de tous les écrivains spéciaux, rien n'était plus facile que de se faire jour. Au lieu de prendre cette résolution virile, le maréchal adopta le système des généraux dont les idées de reddition hantent l'esprit; il hésita, tergiversa, réunit un conseil de guerre destiné à couvrir ses défaillances, fit faire un simulacre de sortie avec des forces insuffisantes, ménagea les habitants au mépris de son armée[1] qui commençait à souffrir du typhus et de la famine, négocia alors,

[1] « Jamais général assiégé ne molesta moins les habitants. Que d'infortunés jeunes gens expiraient chaque jour faute d'un bouillon ou d'un cordial, tandis que les boucheries saxonnes sont approvisionnées et que les caves ont assez de vin pour fournir aux assiégés pendant deux ans ! » (Fantin des Odoarts, *Mémoires*, p. 402.)

et finalement capitula le 11 novembre. Mais Saint-Cyr, qui par cet acte jetait une ombre fâcheuse sur sa glorieuse réputation militaire, n'en obtint pas les résultats qu'il espérait.

La capitulation consentie par Klénau, — ce même Klénau que Thiers nous montre si humble devant Bonaparte au moment de la reddition de Mantoue, — assurait la rentrée en France à la garnison. Elle fut annulée par Schwarzenberg, et l'armée retenue prisonnière. Toutes les autres forteresses, Dantzig, Stettin, Torgau, Zamosk, Modlin, Erfurt, Wittemberg, tombèrent aussi au pouvoir de l'ennemi. Seules, Hambourg, où était renfermé Davout, et Magdebourg, où commandait le brave Lemarois, aide de camp de Napoléon, résistèrent jusqu'à la fin de la guerre. Sur d'autres points de l'Empire les conditions étaient aussi désastreuses. Soult, qui commandait en Espagne, se voyait obligé de reculer devant l'armée anglo-espagnole de Wellington et d'opérer sa retraite sur les Pyrénées. La Hollande, qui était dégarnie de troupes et agitée par l'esprit d'insurrection, était facilement occupée par les Alliés. Enfin le roi de Naples, Murat, entrait dans la coalition, et le prince Eugène, qui commandait l'armée d'Italie, était forcé de repasser l'Adige. Ainsi, au commencement de 1814, nous avions perdu l'Allemagne, l'Espagne, la Hollande, une grande partie de l'Italie, et quatre cent mille coalisés arrivaient sur le Rhin.

Les premières colonnes franchirent le fleuve du 21 décembre au 1er janvier, refoulant devant elles les petits corps échelonnés sur la frontière, commandés par Marmont, Ney, Macdonald et Victor. Ceux-ci n'avaient pas plus de quarante-six mille hommes, pendant que Schwarzenberg et Blücher entraient en France avec une armée de première ligne qui ne comptait pas moins de deux cent cinquante mille combattants. Devant cette masse d'hommes, les maréchaux français ne pouvaient que se replier en évitant tout engagement un peu important. Aussi les Alliés pénétrèrent-ils, sans coup férir, jusqu'au cœur de la France. Ils étaient, le 26 janvier, entre la Marne et la Seine, et la concentration de l'armée

autrichienne et de l'armée prussienne se trouvait presque un fait accompli.

L'Empereur avait cette fois été surpris par la soudaineté de l'invasion. Ce n'est pas son activité qui lui fit défaut, — elle n'avait jamais été plus surprenante. Ce furent le temps, les armes, les vêtements et même l'argent. Les contingents levés en toute hâte n'étaient ni exercés, ni armés, ni habillés. Tous les approvisionnements se trouvaient en Allemagne. Il manquait un fusil sur trois. La garde nationale ne possédait que de mauvais fusils de chasse, et le 26 février mille gardes nationaux durent s'armer sur le champ de bataille avec les fusils de l'ennemi. Pour comble de malheur, deux partis en France, les libéraux et les royalistes, pactisaient plus ou moins ouvertement avec l'étranger. Le peuple des villes et des campagnes, fatigué par vingt ans de guerre, supportaient mollement l'invasion, et il fallut pour lui rendre son énergie le pillage à main armée, les vols organisés, les rapines, les meurtres commis sans scrupule par les bandes de Prussiens et de cosaques. C'est dans ces conditions désespérantes que l'Empereur quitta Paris le 25 janvier au matin pour se rendre à l'armée. Il arriva à Châlons le soir même, et prit le commandement des troupes qui se composaient de quelques divisions de la garde et de nouvelles levées, à peine cinquante mille hommes. La brillante mais stérile campagne de 1814 allait commencer.

Cette campagne de France, au cours de laquelle Napoléon retrouva les inspirations géniales de ses plus belles années et tint en échec avec une poignée d'hommes les armées coalisées, les défit et les plaça plusieurs fois dans une situation tellement critique qu'elles durent un moment envisager l'idée de la retraite, est certainement la plus troublante et la plus dramatique de l'histoire militaire de cette époque. C'est aussi peut-être la plus classique et la mieux connue. Récemment encore, M. Henry Houssaye, la rajeunissant à l'éclat de son talent et aux sources nouvelles d'une érudition qui n'a laissé dans l'ombre aucun document français ou étranger, en a donné une description qui est restée la plus fidèle et la plus

passionnante de toutes celles qui ont été tracées jusqu'ici[1]. Je n'ai qu'à ajouter à l'admirable récit qu'il a fait de ces tragiques et superbes événements la glorieuse part de Larrey.

Celui-ci avait reçu l'ordre de suivre l'Empereur et était arrivé à Châlons pendant la nuit du 25 janvier. Il fit immédiatement ses préparatifs et rejoignit le 30 le quartier général à Brienne. Napoléon, voulant prévenir la concentration entre les Prussiens et les Austro-Russes, avait attaqué Blücher isolé à Brienne et lui avait infligé un sanglant échec. « Le vieux sabreur » faillit être pris et échappa par miracle.

Malheureusement, l'armée de Schwarzenberg était très proche, à Bar-sur-Aube, et le feld-maréchal prussien put se replier sur elle. Dans ce sanglant combat, le général Decouz et le brave contre-amiral Baste furent tués. Larrey trouva cinq cents blessés, parmi lesquels les généraux Berthier, Lefebvre-Desnouettes, Forestier et Jamin. Il passa les journées du 30 et du 31 à les panser et à les installer dans les hôpitaux civils de la ville de Brienne. Forestier succomba le 5 février aux graves lésions dont il avait été atteint. La blessure de Berthier, qui avait reçu un coup de lance de cosaque à la tête, était dénuée de gravité.

Le 1er février, les coalisés qui avaient opéré leur concentration se portèrent en masse contre la petite armée française et lui livrèrent la bataille de La Rothière, où trente-deux mille Français se battirent, — vrai phénomène de la guerre, — pendant huit heures, contre cent mille étrangers. L'armée, qui aurait dû être jetée dans l'Aube, fut sauvée par son courage et par l'indomptable énergie de l'Empereur. On lutta avec un acharnement indescriptible, sous la neige qui tombait à flocons et jusqu'à dix heures du soir. L'Empereur faillit être enlevé par les uhlans et dut dégainer pour se défendre; il fut dégagé par son escorte. L'armée française perdit cinq mille hommes tués ou blessés. Le général Marquet fut tué.

[1] *1814*, par Henry Houssaye. Perrin, Paris, 1899.

Les coalisés eurent huit à neuf mille hommes hors de combat. Napoléon opéra en bon ordre sa retraite sur Troyes.

Larrey avait à s'occuper du sort de mille blessés. L'insuffisance des voitures de transport le força d'en abandonner deux cents à La Rothière. Il les réunit dans l'église et l'hôpital, les recommanda aux sœurs de cet établissement et leur remit pour les aider à les soigner une somme de cinquante louis que lui avait donnée l'Empereur. Il évacua les autres sur Troyes; il en hospitalisa une partie dans les établissements de cette ville et dispersa l'autre partie. Personne ne possédait mieux que lui la science de l'évacuation des blessés et ne savait aussi bien se servir des divers moyens de transport, entre autres, des voies fluviales, que nous n'avons pas su utiliser en 1870. Il envoya les blessés, de Nogent à Melun, par eau; puis, par terre, de Melun à Orléans. A partir de cette ville, il fit disposer des dépôts sur toutes les stations de la Loire, à Orléans, Blois, Amboise et Tours. Les blessés descendirent la Loire et furent répartis dans chacun de ces dépôts[1]. Nous n'aurions pas mieux fait aujourd'hui en semblable circonstance.

A Troyes, l'Empereur trouve la vieille garde, réorganise son armée, la fait reposer et repart le 6 février. Tout le monde autour de lui, dit Larrey, est en proie à de mortelles inquiétudes. L'état-major est dans la stupeur, l'armée n'a pas de vivres, les conscrits désertent en masse, les habitants sont froids et hostiles, et déjà les Alliés considèrent la campagne comme terminée. A ce moment même, on apprend la défection de Murat. C'est dans ces circonstances que Napoléon se montre vraiment grand; seul, il paraît plein de confiance, et on le croirait à la tête d'une armée de trois cent mille hommes. Il marche sur Nogent, détruit le 9 le corps russe d'Olsufjerd à Champaubert[2], défait à Montmirail Sacken et

[1] Larrey, *Corresp. offic.*, Lettre à Baraduc, administrateur des hôpitaux, Troyes, le 3 février 1814. Ms. cit. — Lettre au général Belliard, 4 février 1814. Ms. cit.

[2] Ce n'est pas encore grâce au concours de ses lieutenants que Napoléon surprit l'ennemi. L'armée prussienne est sur la route de Montereau et s'avance en pleine confiance à travers la Champagne. L'Empereur est avec l'armée à Nogent. Il n'y a aucune route entre Nogent et Montmirail, qui sont séparés par

Yorck, les lieutenants de Blücher, leur faisant perdre quatre mille hommes; recommence le 12 et leur tue encore ou leur prend deux mille hommes.

Le 14 février, c'est le tour de Blücher; il l'attaque à Vauchamps, avec Marmont et la garde. Le chef prussien se met en retraite et recule lentement. Il le fait charger par la cavalerie de Grouchy, qui enfonce et sabre ses carrés. L'armée prussienne perd six mille hommes. Blücher et le prince de Prusse sont vingt fois sur le point d'être pris ou tués. Obligé d'abandonner Blücher pour couvrir la route de Paris, Napoléon fait tête du côté de l'armée de Bohême, qui se dirige sur la capitale. Il l'atteint à Guigne le 16 février, la bat à Mormans le 17 et à Montereau le 18. L'élan des troupes fut irrésistible.

« A peine, dit Larrey, nos avant-gardes, composées de dragons venus d'Espagne, eurent-elles reconnu les colonnes autrichiennes qu'elles fondirent sur elles comme la foudre. Jamais attaque n'avait été plus vigoureuse. Il n'y eut presque point de résistance. La charge des dragons rompit en un clin d'œil les carrés de l'infanterie et les culbuta avec de grandes pertes. Les dragons revenus d'Espagne depuis un an déjà commandés par Milhaud, et ceux qui en arrivaient directement sous les ordres de Kellermann, abordèrent les carrés à leurs deux extrémités, les enfoncèrent et se rejoignirent au centre. Là les deux généraux, se retrouvant en face l'un de l'autre, s'embrassèrent. Notre cavalerie s'empara de toute l'artillerie de la colonne ennemie et fit cinq à six mille prisonniers. Le reste de l'armée précipita sa retraite sur Montereau, dont la position est inexpugnable[1]. »

Elle y fut cependant forcée par Victor, auquel vint se joindre la garde. Napoléon, redevenant sous-lieutenant, pointait lui-même l'artillerie.

douze lieues à travers des bois et des défilés. Ce n'est pas pour l'embarrasser, et il ordonne de marcher en avant; mais le duc de Raguse, qui commande l'avant-garde, revient sur ses pas. Il a trouvé les chemins trop mauvais. Il faut que l'Empereur le force à recommencer son mouvement.

[1] Larrey, *op. cit.*, t. IV, p. 164.

Il faut voir avec quel entrain Larrey, qui de son côté redevient soldat dans cette lutte dernière sur le sol même de la patrie, parle de l'intrépidité de l'armée française [1].

« Troyes, le 25 février 1814.

« Depuis mon départ de Paris, il y a aujourd'hui un mois, je n'ai pu trouver un seul instant, chère Isaure, pour m'entretenir avec toi; à peine ai-je pu écrire quelques mots à ta maman pour lui donner des nouvelles de mon existence.

« Que d'événements, ma belle Isaure, sont survenus depuis notre séparation ! A la première apparition de l'Empereur, les soldats se ranimèrent, et, quoique en très petit nombre, ils attaquèrent avec un grand succès les avant-gardes de l'ennemi, et déjà il avait pressenti que la France n'était pas encore dans l'état de détresse où tout le monde la croyait. Ces premiers succès furent obtenus justement à Brienne, où l'Empereur avait étudié les premiers éléments du métier de la guerre. Le mauvais temps et la pénurie des vivres nous firent arrêter vingt-quatre heures de trop dans cette première position. L'ennemi, informé par des citoyens infidèles de notre situation, nous attaque à l'improviste et nous livre une bataille avec des forces considérables. Cependant on n'éprouve point d'échecs malheureux, et l'on effectue la retraite en bon ordre sur cette ville de Troyes où la garde nous attendait. Dès ce moment, l'ennemi, enflé d'un nouvel orgueil, reprend toute son audace et s'avance avec précipitation sur toutes les routes vers la capitale, où il devait faire son entrée triomphante le dimanche gras, précédé des cosaques et suivi de ses armées nombreuses. Pour le coup notre carnaval aurait été paré et masqué.

« L'Empereur, d'un air humble et modeste, les laisse avancer, mais il se prépare et prend des mesures qui n'ont été connues que de lui. Il nous conduit à travers des chemins impraticables pour attaquer par les flancs les colonnes arrivées déjà à deux petites journées de notre séjour; là, commandées par le général prussien, elles sont enfoncées au premier choc, ses bataillons sont renversés par notre cavalerie, ses escadrons s'embourbent et périssent dans les marécages, l'artillerie et les bagages tombent aux mains des habitants des campagnes qui se font justice. Enfin on met le reste de cette armée en fuite, et l'on revient en toute hâte sur la deuxième armée qui marchait sur la route parallèle; on passe encore par des chemins de traverse affreux. Aussi cette armée qui n'avait pas eu le temps de recevoir des nouvelles de sa compagne s'attendait assez peu à nous voir; elle est attaquée avec la même vigueur et elle a subi le même sort que l'autre. Vous avez, sans doute, vu les prisonniers de ces deux brillantes batailles; mais, tandis que nous combattions ces deux armées, la troisième, — la plus formidable, — commandée par les trois souverains, s'avançait à grands pas, et les avant-gardes étaient déjà à Fontainebleau et à Guigne. Il a fallu marcher nuit et jour pour l'atteindre et l'arrêter dans sa marche hardie. Nous arrivons pendant la nuit dans ce dernier endroit, on se disperse et l'on fait quelques manœuvres. On fonce tout à coup sur les troupes déjà grisées de la joie de posséder nos belles de Paris et de les asservir à leurs caprices. Jamais les Français n'ont fait d'attaques plus vives et plus fermes; leurs carrés sont renversés en masses énormes, et l'on peut dire que les superbes Germains tombaient comme des capucins de cartes. La déroute s'empare de cette armée; on la poursuit à outrance jusqu'ici, et l'on a saisi les équipages, une partie de l'artillerie et des arrière-gardes.

« Maintenant rien ne les arrêtera sans doute, mais il importe de ne point leur laisser un instant de relâche; aussi nous continuons notre marche, et je désire que l'on ne l'arrête qu'à l'extrême frontière de la France. Il faut que ces gens conservent le souvenir de notre énergie et de notre valeur. Je désire aussi, qu'arrivés à ces frontières, la paix se fasse et que je puisse, avec l'assurance de ne plus faire campagne, vous aller rejoindre et rester auprès de vous.

« Cette mémorable bataille, dit-il dans une note manuscrite en marge de son édition, — car il n'aurait pas osé, on en fut là, imprimer cet éloge en 1817, — est une de celles où l'on a pu juger de la supériorité des troupes françaises sur celles des nations allemandes.

« Une armée d'environ quarante mille Autrichiens, placés et retranchés entre le fleuve et la ville de Montereau, fut défaite en moins de deux heures par dix à douze mille Français qui franchirent le pont au pas de charge, à travers les décharges d'artillerie de la redoute qui en fermait le passage.

« Les bataillons autrichiens tombèrent par masses sous les baïonnettes de nos grenadiers, et souvent la mort du premier d'une file déterminait la chute des suivants, à l'instar de celle qu'on produit sur les capucins de cartes en touchant le premier. Jamais on n'a vu un résultat plus extraordinaire et plus décisif; plus de six mille morts remplirent le passage du pont et des rives de Montereau. »

Suit une observation physiologique dont la conclusion n'est plus peut-être aujourd'hui parfaitement exacte :

« Cette bataille prouve la profonde différence qui existe et qui existera toujours entre les peuples français et les nations allemandes : les premiers, d'une constitution nervoso-sanguine et très musclés, d'un caractère vif, pétulant, agile, prévoyant et plein de courage; les races germaniques, au contraire, d'une constitution molle, lymphatique, d'un caractère lent, apathique, craintif et sans nulle énergie, peuple enfin qui n'est animé par aucune de ces passions, — surtout celle de la gloire, — qui électrisent et enthousiasment les Français. »

De fausses manœuvres de Victor et de Macdonald empêchèrent l'Empereur de recueillir tout le fruit de ces bril-

« En attendant ce jour heureux, je t'adresse, comme le gage de ma tendre amitié, les baisers de ton ami.

« J'ai reçu ton aimable lettre; embrasse ma Lisette et dis-lui que bientôt tous les cosaques seront morts.

« LARREY. »

lantes victoires [1]. Mais elles donnèrent cependant à réfléchir aux Alliés. A ce moment, Napoléon eût peut-être pu obtenir la paix du congrès peu sincère de Châtillon s'il eût voulu accepter le retour de la France aux limites de 1790. Il ne put jamais se décider à laisser la France plus petite qu'il ne l'avait reçue. Et la guerre continua.

Larrey, assailli par un parti de cosaques au moment où il se rendait aux ambulances, faillit être pris. Ce n'était pas la première fois qu'il se mesurait avec eux et il ne les redoutait pas. Il leur tint tête avec son escorte composée de quelques cavaliers et les mit en fuite. Mais il s'aperçut, après cette escarmouche, que son neveu, Alexis Larrey, qui servait sous ses ordres en qualité d'aide-major, avait disparu. Il avait été entraîné par les Russes. Il écrivit à l'Empereur pour le prier de le réclamer aux autorités russes.

La bataille de Montereau, qui fut si glorieuse pour les armées françaises, ne donna à Larrey que trois cent soixante-dix blessés. Parmi eux était le général Château, qui commandait l'avant-garde du duc de Bellune. Une balle lui avait fracassé l'épaule. L'amputation était indiquée. Il refusa de se laisser opérer et fut évacué sur Paris, où il succomba. Les autres blessés furent soignés dans les hôpitaux locaux et successivement évacués [2].

II

Après Montereau, Napoléon s'apprêta à battre la grande armée austro-russe, concentrée à Troyes sous le commande-

[1] Victor ne s'était pas emparé le 17 du pont de Montereau, dont la prise eût assuré la destruction de l'armée de Bohême, et Macdonald avait négligé de se porter, le 10 et le 11 février, de la Ferté-sous-Jouarre à Château-Thierry, ce qui eût permis de couper la retraite à Sacken et à Yorck, dont pas un homme n'eût échappé.
Victor fut remplacé dans son commandement par Gérard.

[2] *Lettre de Larrey à l'Empereur*, Montereau, 20 févr. 1814. Ms. cit.

ment de Schwarzenberg. Mais celui-ci refusa le combat, évacua Troyes et battit en retraite derrière l'Aube. L'Empereur entra dans cette ville le 22, au milieu d'acclamations enthousiastes contrastant avec la glaciale attitude de son passage du 3 février. C'est que les forfaits des cosaques et des Prussiens, l'énormité des réquisitions, la jactance des officiers étrangers soulevaient toutes les colères et ramenaient à l'Empereur tous les esprits. L'invasion, d'abord mollement consentie, allait maintenant surexciter le sentiment patriotique. Les gardes nationaux s'organisaient, et les paysans prenant leurs fusils et leurs fourches couraient sus aux convois, aux petits détachements et aux isolés.

L'Empereur quitta Troyes le 27 février et se porta sur l'armée de Silésie, commandée par Blücher, déjà battue par lui, et qui, reconstituée, marchait sur Paris, défendu seulement par les faibles débris de Marmont et de Mortier. Prévenu du danger qu'il courait, Blücher se mit en retraite et, acculé sur l'Aisne, ayant à ses trousses l'Empereur et Marmont, il semblait perdu quand la capitulation imprévue et bâtive de la ville de Soissons vint le sauver. Irrité par cet événement, qui ruinait une de ses plus belles combinaisons stratégiques, Napoléon reprit cependant l'offensive et atteignit le feld-maréchal le 7 mars sur le plateau de Craonne. La position était extrêmement forte et défendue par les corps russes et prussiens de Sacken et de Woronzoff, soit vingt-deux mille cinq cents hommes. Elle fut enlevée par l'armée française après un combat acharné et meurtrier, qui demanda six assauts successifs et où le quart des combattants resta sur le terrain. Le choc fut surtout soutenu par les Russes, qui perdirent cinq mille soldats. Les pertes furent également considérables du côté des Français. Ils eurent cinq mille quatre cents hommes tués ou blessés. Larrey donne le chiffre de mille à douze cents blessés, dont le quart atteints grièvement. Parmi ces derniers quatre-vingt-dix durent être amputés.

Les généraux, qui, comme toujours dans les actions très disputées, avaient payé de leur personne, furent particulié-

rement maltraités. Le maréchal Victor, les généraux de Grouchy, Sparre, Nansouty, qui souvent déjà avait été blessé, Boyer de Rebeval, Cambronne, La Ferrière, Rosier, Lecamus, Le Capitaine furent plus ou moins grièvement atteints. Le maréchal Victor fut gravement blessé. Il avait encouru la disgrâce de l'Empereur à la bataille de Montereau et perdu son commandement, qu'on avait donné à Gérard[1]. Touché de son désespoir, — il voulait prendre un fusil pour aller faire la guerre au milieu de la vieille garde, — Napoléon lui donna un autre commandement et le garda sous ses ordres. Le vieux soldat, qui, s'il était dépourvu des talents nécessaires pour diriger de grandes opérations, était doué d'une rare intrépidité, « contribua puissamment, dit Larrey, au gain de la journée. » Il fut blessé d'une balle à la cuisse gauche; le projectile traversa le membre de part en part sans léser de vaisseaux. Larrey le fit transporter en litière à Paris.

Grouchy et Sparre furent blessés presque en même temps, au moment où ils venaient de charger à la tête de leurs dragons l'infanterie de Woronzoff. Grouchy fut blessé par

[1] Il est à remarquer que, même à ce moment où l'on défend le territoire national, où la bravoure des soldats et le devouement des jeunes officiers sont exaltés jusqu'au sacrifice, où les paysans eux-mêmes ont pris les armes et secondent l'armée de toutes leurs forces et où le génie de Napoléon accomplit des prodiges, les généraux, autrefois les plus ardents et les plus braves, — mais dont la prudence a grandi avec la fortune, — manquent d'ardeur et éprouvent des défaillances et des échecs inaccoutumés. J'ai montré Marmont revenant sur ses pas avec l'avant-garde de l'armée parce qu'il a trouvé les chemins trop mauvais. Mais d'autres ne montrèrent pas plus de zèle. Le général L'Héritier, connu par son intrépidité, manqua par nonchalance à Nangis son mouvement de cavalerie qui aurait été funeste aux Bavarois. Le général Guyot, commandant les chasseurs de la garde, laissa surprendre son artillerie au bivouac. La négligence du général Dejean laissa à Surville ses batteries d'artillerie sans munitions. Le général Montbrun abandonna sans résistance la forêt de Fontainebleau aux cosaques. Cet état d'âme va produire chez Marmont la néfaste surprise d'Athis et aboutira á la trahison d'Essonnes, á l'abandon de Napoléon par tous ses compagnons d'armes, á l'abdication de Fontainebleau et au funeste traité de Paris.

Il est évident que tous ces généraux, gorgés d'or et d'bonneurs, ne veulent plus se battre, et que le sort du pays qui est maintenant en jeu les intéresse moins que la sauvegarde de leur propre fortune. La chute de l'Empire, et surtout, ce qui touche le plus les Français de nos jours, la mutilation de la France, arrivèrent en somme, — entre autres causes, — pour que quelques maréchaux et généraux pussent jouir en paix des honneurs et des richesses que Napoléon leur avait prodigués avec trop de générosité.

un boulet de canon au genou droit; le même projectile traversa de part en part son cheval qui s'abattit sur lui. On le dégagea non sans peine au milieu de la mêlée et on le transporta à l'ambulance de Larrey, établie dans un moulin situé derrière le champ de bataille; celui-ci, après l'avoir pansé, l'évacua sur Craonne. Il se rétablit facilement. Sparre avait eu la jambe brisée par une balle; quoique cette blessure fût grave, Larrey ne l'amputa pas. Sa guérison fut un beau cas de chirurgie conservatrice[1]. Le général de Ferrière avait le talon et la moitié du pied emportés par un boulet de canon. Larrey l'amputa au tiers inférieur de la jambe et l'évacua sur Paris. Le général Rosier, blessé gravement à la jambe, fut également amputé. Tous ces opérés se rétablirent. Les autres généraux devaient être peu atteints, car Larrey ne donne pas de détails sur leurs blessures dans son rapport au général Belliard, qui faisait les fonctions d'aide-major général[2].

Beaucoup de blessés s'étaient réfugiés à Craonne et étaient dispersés dans la commune. Larrey les réunit dans les maisons particulières et leur fit donner les soins nécessaires. Mais c'était à la ferme de Heurtebise, transformée en ambulance, que la situation était la plus critique. Après la bataille, cette ambulance se trouva assez éloignée de l'armée et sans protection contre les cosaques qui y venaient piller et achever les blessés. Dès que Larrey eut donné ses premiers ordres au sujet des ambulances de Craonne, il se porta sur Heurtebise. La route était infestée de cosaques, et le chirurgien en chef de l'armée et ses collaborateurs durent

[1] Tous ces généraux, arrivant aux ambulances, avaient la prétention d'être opérés ou pansés les premiers. On sait que ces prétentions étaient contraires aux habitudes de Larrey, qui commençait toujours par les blessés les plus gravement atteints. Voici ce qu'il dit dans une de ses notes :

« Le général de Sparre fut apporté à mon ambulance encombrée de blessés. Il voulut aussitôt être visité et pansé par le chirurgien en chef de l'armée. Mais, après avoir examiné sa blessure, je trouvai qu'il y en avait de plus graves que la sienne, et, malgré ses protestations, je lui fis attendre son tour. J'agis de même avec le maréchal duc de Bellune et les généraux Grouchy et Cambronne, quoique je fusse très lié avec eux. Ils réclamèrent à l'Empereur, qui me donna raison. » (Larrey, *Fiche.*)

[2] *Larrey au général comte Belliard*, au quartier général, 9 mars 1814.

se faire livrer passage les armes à la main. Ils trouvèrent deux cents blessés oubliés dans les coins de la ferme, étendus sur la neige, disséminés sur le fumier. Il les fit ramasser, porter dans la ferme, et se mit en devoir avec ses chirurgiens de les soigner. Mais comme il ne se sentait pas en sûreté au milieu des bandes qui rôdaient autour de l'ambulance, il arma tous les paysans du village attenant à la ferme avec les fusils des blessés, et les fit disposer aux portes et autour du moulin. Quant toutes ces opérations furent finies, l'heure était très avancée, et ce ne fut qu'au milieu de la nuit qu'il rejoignit à Chavignon le quartier général [1].

Après la bataille de Craonne, Blücher s'arrêta à Laon dans une position formidable, sur laquelle il déploya l'immense armée qu'il commandait. Napoléon le croyant en retraite le poursuivit et livra la bataille de Laon. Il avait trente mille hommes et Blücher quatre-vingt-dix mille. Cet inégal combat dura deux jours, le 8 et le 9 mars. L'armée française ne put emporter la position. Marmont, qui commandait le sixième corps, eut une grande responsabilité dans cet échec. Depuis la capitulation de Soissons, il se battait mal et sans ardeur [2] et se gardait avec négligence. Il eût mieux fait de résigner son commandement. Il se laissa surprendre au milieu de la nuit au bivouac à Athis. C'est cette surprise qu'on a appelé le « Hourra d'Athis ». Son corps d'armée fut à moitié détruit. Il perdit trois mille hommes sur neuf mille et presque toute son artillerie. Sept cents blessés qui restèrent sur le terrain furent ramassés le lendemain par Larrey. La journée du 8 coûta trois cents blessés, ce qui porta à mille le chiffre total. Nous sommes loin des chiffres énormes des batailles des années précédentes. On note aussi moins de généraux tués ou blessés. A la bataille de Laon qui, — y compris le « Hourra d'Athis », —

[1] L'excellent Larrey se pique peu de l'orthographe des noms des localités. Ainsi il dit Champignon au lieu de Chavignon; la ferme d'Urbise, au lieu d'Heurtebise. De même pour les noms propres qu'il dénature plus d'une fois. Ainsi il dit Bois-le-Dieu pour Boyeldieu.

[2] *1814*, par Henry Houssaye, p. 298.

fut relativement meurtrière, il n'y eut de blessés que les généraux Poret de Morvan et Michel. Mais l'Empereur, qui opérait autrefois avec des masses énormes, n'a plus aussi que de petits effectifs, et les pertes qu'il fait sont encore relativement considérables. Un quart des blessés était gravement atteint, et il fallut encore pratiquer une quarantaine d'amputations[1]. Larrey laissa les plus gravement atteints dans les villages voisins du champ de bataille, et évacua les autres sur Soissons où s'était opérée en bon ordre la retraite de l'armée.

On crut encore une fois l'armée française détruite ou dissoute et Napoléon perdu sans ressources. C'était mal apprécier ce caractère qui ne connaissait pas le découragement et qui ne fut jamais plus grand que dans les revers. Il concentra et organisa son armée et marcha sur Reims, tombé au pouvoir des Russes, commandés par un général français, Saint-Priest. Il enleva la ville le 13 mars, après avoir mis en déroute l'armée russe, et se plaça ainsi entre les communications des armées alliées. Les coalisés furent déconcertés par ce hardi coup de main d'un adversaire qu'ils croyaient épuisé. L'Empereur marcha alors sur l'Aube. Schwarzenberg, affolé, se mit en retraite précipitamment devant lui et abandonna la ligne de la Seine. Il livra cependant, le 20 mars, la bataille d'Arcis-sur-Aube, pendant laquelle trente mille Français tinrent en échec cent mille coalisés, et qui coûta en tués et blessés trois mille huit cents hommes à l'armée française.

Toute la journée Larrey procéda à des opérations et à des pansements dans la ville. Les blessés de marque furent les généraux Corbineau, Leval, Jaussens et Chassé. Le nombre total s'élevait à sept cents, dont un tiers de gravement atteints exigèrent soixante-dix amputations. La plupart des blessures avaient été occasionnées par l'artillerie. Le soir de la retraite, le chirurgien en chef évacua ses blessés sur Paris par le pont de l'Aube sous une pluie de projectiles et courut

[1] *Rapport de Larrey au général Drouot*, Soissons, mars 1814.

les plus graves dangers. Mais, comme Napoléon, — qui la veille avait poussé son cheval sur un obus fumant dont l'explosion avait éventré sa monture et était sorti sain et sauf d'un tourbillon de poussière et de fumée, — il échappa à tous les périls, et, comme lui, il semblait avoir contracté un pacte avec les balles et les obus. Les blessés les plus gravement atteints furent laissés à Arcis. Là encore, Larrey remit aux sœurs de l'hôpital, de la part de l'Empereur, une somme considérable pour subvenir à leurs premiers soins[1].

Cependant le dénouement de cette inégale lutte approche. Quoique très glorieuse, la bataille d'Arcis n'est pas une victoire, et l'Empereur comprend qu'avec des forces aussi disproportionnées que les siennes il finira par être écrasé entre Blücher et Schwarzenberg. Il décide de se rapprocher de ses places du Nord pour rallier leurs garnison et se retourner avec une armée de cent mille hommes sur les communications de l'ennemi. Il se porte dans ce but sur Vitry le 22 mars, le 23 mars, à Saint-Dizier et découvre ainsi la route de Paris. Il se flatte que les Alliés vont le suivre.

D'abord hésitants, envisageant un moment l'idée d'une retraite qui les aurait perdus et aurait sauvé la France, les coalisés réunis prennent, en effet, le 24 mars, le chemin de Vitry. Les désirs et les prévisions de l'Empereur vont se réaliser. Malheureusement, des courriers interceptés, les communications des agents royalistes et leurs avis pressants font concevoir à l'empereur Alexandre l'idée de marcher sur Paris, qu'on représente comme fatigué de la guerre, las de Napoléon et où les Alliés seront reçus à bras ouverts[2]. Il fait accepter cette marche à Sommepuis, le 24 mars, à son état-major et à l'état-major austro-prussien. Le 25 mars, les coalisés se mettent en route, rencontrent Marmont et Mortier, qui par suite d'une fausse direction se trouvaient

[1] *Rapport de Larrey au comte Drouot*, Saint-Dizier, 23 mars 1814.

[2] « Faites la paix politique au lieu de faire la guerre politique, avait dit de Vitrolles. Marchez droit à Paris, où l'on n'attend que l'arrivée des Alliés pour manifester son opinion. » (*Mémoires de Vitrolles.*)

à la Fère-Champenoise, écrasent leur corps d'armée[1] et détruisent le même jour l'intrépide corps de gardes nationaux du brave Pacthod[2]. Ils poussent devant eux le général Compans et sont, le 29 mars, devant Paris. Le lendemain 30 a lieu la bataille de Paris, qui sonne le glas de l'Empire. La bataille est livrée et perdue par Marmont et Mortier, sous la régence du faible roi Joseph. Une capitulation trop hâtive, et alors que les maréchaux sont prévenus que Napoléon atteint Paris, livre la ville le soir même aux Alliés[3].

Désormais tout est fini, — l'Empereur peut arriver, et il arrive à marches forcées, — rien n'arrêtera l'effondrement final. Il peut, menaçant encore, masser ses troupes à Fontainebleau, frapper de terreur les Alliés dans Paris. La trahison va faire ce que n'ont pu obtenir les armes des Alliés. Talleyrand en mène le concert, et il n'existe pas, en ce genre, de plus habile chef d'orchestre. Les maréchaux abandonnent successivement Napoléon et le forcent à signer son abdication. Marmont le trahit deux fois : la première fois, en livrant le poste occupé par son corps d'armée à Essonnes; la seconde, en arrêtant par d'indignes subterfuges ses troupes qui, ayant compris la honteuse manœuvre dont elles avaient été victimes, s'étaient remises en marche sur Fontainebleau. Du même coup, il ruine sa dynastie, en lui enlevant les moyens de peser, avec son armée, sur les décisions des souverains étrangers. Le sénat, composé de ses créatures, prononce sa déchéance. La plupart de ses serviteurs désertent leur poste. Les médecins eux-mêmes, — qui le croirait? — infidèles à leur devoir professionnel, plus impérieux et plus élevé que jamais,

[1] Les Français perdirent presque toute leur artillerie, leurs munitions et cinq mille hommes.

[2] Ces braves gardes nationaux se battirent au nombre de quatre mille trois cents contre vingt mille cavaliers appuyés d'une artillerie formidable.

[3] L'armistice fut convenu le soir, et les signatures ne furent échangées qu'à deux heures du matin. L'Empereur arriva à la cour de France, à quatre lieues de Paris, au milieu de la nuit, et rencontra les avant-postes de Mortier qui évacuaient déjà la ville. Si les maréchaux avaient rompu les négociations le soir dès que le général Dejean, envoyé par Napoléon, leur eut appris son arrivée imminente, les Alliés n'auraient pas vraisemblablement bombardé Paris la nuit, et se seraient trouvés, le lendemain matin, — ce qu'ils redoutaient par-dessus tout, — aux prises avec leur terrible adversaire.

quittent le palais. Yvan, effrayé de sa responsabilité, s'est enfui le 12 avril, le lendemain de la tentative d'empoisonnement[1]. Lherminier, médecin ordinaire de l'Empereur; Ribes, Jouan et tous les médecins de sa maison ont disparu. Corvisart est sorti de Paris, il est vrai, avec Marie-Louise; mais on l'accusera d'avoir trahi auprès d'elle la confiance de son maître[2]. Et Larrey, que nous avons un peu perdu de vue dans cette brève analyse des derniers événements de la campagne de 1814? Larrey, on le pense bien, est au quartier général. Il acclame, le 3 et 4 avril, l'Empereur, avec la garde et avec le 7e corps, dans la cour du Cheval-Blanc. Le 7 avril, quand l'abdication a été signée, quand Yvan a déserté son poste, il se présente, comme autrefois, au lever de l'Empereur, et lui demande, comme une faveur, de l'accompagner dans son exil.

Napoléon vient précisément de faire demander à Berthier, qui l'a déclinée, la promesse de venir passer quelque temps avec lui à l'île d'Elbe. Cette offre de Larrey, succédant au refus de celui qui a été son compagnon d'armes, qu'il a mis au premier rang dans l'Empire, qu'il a fait prince de Wagram et qu'il a formidablement enrichi, émeut l'Empereur. Il prend la main du chirurgien de sa garde, le remercie affectueusement et lui dit qu'il se doit à l'armée et qu'il n'accepte pas son sacrifice. Seulement, il ne recevra un chirurgien que de sa main et le charge de le désigner. Il lui dit combien il a toujours été touché des services qu'il a rendus à son armée et de son attachement à sa personne et lui recommande les vieux soldats de sa garde.

Ce fut là le dernier entretien de Napoléon avec Larrey en cette année 1814; mais leurs rôles n'étaient finis ni à l'un ni à l'autre, et ils devaient se retrouver encore.

[1] « Le 11 avril, Napoléon tenta de s'empoisonner avec une dose d'opium que lui avait donnée Yvan. Thibeaudeau dit que le poison avait été composé par Cabanis, et c'est celui dont s'était servi Condorcet, sur sa demande, le jour où il faillit tomber entre les mains des cosaques à Maro-Jaroslawetz et qu'il portait toujours sur lui pendant ses campagnes. Il eut quelques mouvements convulsifs, puis des vomissements qui expulsèrent le poison. » (Larrey.)

[2] Cf. Gourgaud, *Journal de Sainte-Hélène*, t. II, p. 330; *La Chronique médicale*, art. de M. Callemand, et la lettre de M. F. Masson à cet écrivain, 1er nov. 1901.

CHAPITRE XXI

I. La première Restauration. — Attitude de Larrey. — Les Cent-Jours. — Rentrée de Napoléon aux Tuileries. — Larrey et les fidèles de l'Empire. — Ses pressentiments éveillés par la vue de Fouché. — Organisation de l'armée du Nord. — Percy nommé chirurgien en chef. — Louis XVIII et Percy. — Déception et mécontentement de Larrey. — Dronot chargé par Napoléon de l'apaiser et d'obtenir son concours. — II. Début de la campagne. — Combat de Gilly. — Bataille de Ligny. — Anecdote : le colonel Sourd à Jemmapes. — Mauvais fonctionnement des ambulances. — Waterloo. — Larrey et le duc de Wellington. — Les généraux tués. — Les blessés de marque : les généraux Delort, Édouard de Colbert, de Montyon, Foy, Friant, Durutte, Cambronne. — Larrey quittant par ordre le champ de bataille, attaqué, blessé et fait prisonnier par les Prussiens. — Férocité des Prussiens vis-à-vis des Français vaincus. — Mauvais traitements subis par Larrey. — Ordre de le faire passer par les armes. — Blücher lui fait rendre la liberté. — Larrey à Louvain. — Touchante conduite de la population belge vis-à-vis des blessés français. — Les blessés français et prussiens dans les hôpitaux de Bruxelles. — Blücher envoie un parlementaire aux avant-postes français pour donner à Mme Larrey des nouvelles de son mari. — III. Deuxième abdication de Napoléon. — Les facteurs de cette détermination. — Surmenage de l'Empereur depuis son départ de l'île d'Elbe. — Réaction et lassitude de son système nerveux après Waterloo. — Rentrée de Larrey à Paris le 15 août. — Les vengeances politiques qui suivirent la deuxième Restauration. — Les amis de Larrey poursuivis et lui-même suspect et menacé dans sa liberté. — Intervention de Benoît auprès de Fouché. — Larrey dépouillé de ses places et de ses pensions. — Percy et la réaction. — Anecdote : le musée d'archéologie et d'armes anciennes de Percy et le préfet de police Decazes. — Profonde tristesse et situation précaire de Larrey. — Refus de positions brillantes à l'étranger. — Dissolution de la Chambre introuvable. — Larrey remis en possession de sa pension de Lutzen par un vote solennel de la nouvelle Chambre. — Bernadotte et les dotations des Français en Poméranie suédoise.

I

La monarchie traditionnelle est rétablie. Les colonnes des journaux officiels sont trop courtes pour insérer tous les actes d'adhésion au nouveau régime qu'adressent à Dupont, — l'auteur de la capitulation de Baylen, devenu ministre tout-puissant de la guerre, — la plupart des anciens compagnons d'armes

de Napoléon. Il manque cependant un nom dans ces listes qui s'allongent tous les jours, c'est celui de Larrey. Le célèbre chirurgien appartient à la variété, déjà très rare à cette époque, des hommes qui ne se reprennent pas une fois qu'ils se sont donnés. Quoiqu'il risque la perte de ses places et de sa maigre dotation, il n'a pas le courage d'apporter son approbation à la déchéance de l'homme qu'il a servi et auquel, malgré ses fautes, il reste tant attaché. Il partage les colères et les regrets de l'armée, se tient, sombre et triste, à l'écart de l'état-major, et s'absorbe dans les fonctions de son service.

On sait que la réaction de la première Restauration fut assez douce, malgré l'opposition formidable que rencontra le nouveau régime; et on a justement caractérisé cette période, si troublée et cependant empreinte d'une certaine mansuétude de la part du gouvernement, du nom significatif « d'anarchie paternelle ». En dépit de son attitude et de ses visites fréquentes à l'hôtel de la duchesse de Saint-Leu, de ses relations avec les partisans non ralliés de l'Empire, comme Lavalette et Savary, Larrey ne fut donc pas inquiété et conserva sa situation d'inspecteur général et de chirurgien de l'hôpital de la garde. Il faut dire aussi qu'il était protégé par sa popularité et l'estime universelle dont il jouissait, même auprès des souverains alliés. Cependant il n'y tenait plus, et il était sur le point de partir pour aller rejoindre Napoléon à l'île d'Elbe, quand éclata, comme un coup de foudre, la nouvelle du débarquement de l'Empereur au golfe Jouan et de sa marche triomphale sur Grenoble et Lyon. Le 21 du même mois il était à Paris, et le *Moniteur* annonçait son arrivée en des termes aussi concis que significatifs : « Le roi et les princes sont partis cette nuit, l'Empereur est arrivé ce soir. »

Larrey passa la fameuse soirée d'attente aux Tuileries, avec les plus fidèles des anciens serviteurs de l'Empereur, le duc de Bassano, Rovigo, Caulaincourt, Daru, Decrès, Lavalette, Ségur, Davout, Exelmans, Lefebvre, Dejean et de nombreux officiers généraux. Au milieu de cette foule en délire qui remplit le palais, les perrons et les cours,

Napoléon, acclamé, soulevé en triomphe, ne distingue personne et est porté, comme dans un rêve, par ce flot humain, jusqu'à son ancien cabinet impérial. Là il se ressaisit et fait appeler les membres de son ancien gouvernement, dont la plupart l'ont du reste prévenu et sont aux Tuileries. Il constitue la nuit même son ministère. Il demande Larrey. Sans tarder, l'ancien chirurgien de la Grande Armée se présente à lui. « Je ne suis pas étonné de votre empressement, lui dit-il; depuis longtemps je connais votre fidélité; mais j'ai le regret, et je tiens à vous le dire, de n'avoir pas assez fait pour honorer vos services et de vous avoir laissé sans fortune. Comptez que je trouverai l'occasion de vous récompenser des sacrifices que vous avez faits et du dévouement que vous avez montré à vos blessés. » Puis il l'entretient des besoins de l'armée et lui signale brièvement l'importance des dispositions qu'il aurait à prendre dans la réorganisation des troupes à laquelle on allait procéder. Larrey sort plein de confiance; mais, au moment où il quitte le cabinet de l'Empereur, il se croise avec Fouché, qu'il déteste[1], pour lequel il éprouve le plus profond mépris, et qui vient offrir ses services. Le loyal chirurgien éprouve, à la vue de ce personnage, une sensation pénible qui glace son enthousiasme, et il a dès ce moment l'esprit hanté par des idées de trahison.

Je ne reproduirai pas le récit si connu des événements qui eurent lieu pendant les Cent-Jours. Larrey employa ce temps à organiser ses ambulances, en vue de la reprise des hostilités. Il était à la fête si inopportune du Champ de Mars et reçut des mains de l'Empereur, avec des paroles élogieuses, le drapeau destiné à son département, pour qu'il le remette lui-même au président de la députation[2]. Au comble de la

[1] Parmi les fiches qu'a laissées Larrey, et qui sont, comme on le sait, émaillées de notes sur les hommes de la Révolution et de l'Empire, j'ai trouvé sous l'enveloppe qui porte le nom du duc d'Otrante un carré de papier représentant un renard sans queue, dont la tête ressemble à Fouché. Au-dessous du dessin sont inscrits ces mots de la main de Larrey : « Fouché. Ce moine défroqué avait le caractère, la ruse et la mine du renard sans queue. »

[2] « Messieurs, dit l'Empereur, je suis satisfait de vous faire remettre ce drapeau par votre compatriote Larrey, qui honore l'humanité par son désintéressement et son courage. » (Extrait du procès-verbal de Buron, président de la députation.)

faveur, il eut cependant une déception qui étonnerait, si on ne savait combien furent ardentes, au moment de la formation de la nouvelle armée, les compétitions pour les commandements et les directions des services. La division la plus profonde régnait parmi les généraux, et chacun ambitionnait un commandement supérieur à celui qui lui était donné et discutait amèrement le mérite ou la fidélité de ses collègues[1]. Conformément à un équivoque principe de politique, Napoléon, — conseillé par Davout, ministre de la guerre, — s'appliqua plutôt à satisfaire les chefs suspects de froideur que ses plus ardents partisans[2], et le choix de certains divisionnaires connus pour avoir manifesté, en 1814, avec trop d'éclat ou de zèle en faveur de la monarchie, ou d'avoir, comme Soult, traité trop durement leurs camarades soupçonnés d'être restés fidèles au souvenir de l'Empire, impressionna péniblement l'armée. Larrey fut compris dans la catégorie des fidèles sacrifiés.

Il remplissait depuis 1812, avec une autorité, une habileté et une compétence qui l'avaient fait adorer des soldats et avaient rendu son nom illustre dans le monde entier, les hautes fonctions de chirurgien en chef de la Grande Armée. Cependant on ne craignit pas de l'enlever à ce poste, qu'il avait illustré pendant les trois terribles années, et de le replacer à la tête du service de santé de la garde. Ce fut le vieux Percy, auquel son âge et sa santé compromise n'avaient pas permis de faire les campagnes de 1812, de 1813 et de 1814, qui lui fut substitué. J'ai plusieurs fois, dans le cours de ce

[1] « Il y avait, plus ardentes que jamais, les compétitions, les rivalités, les jalousies pour le commandement. Si ménager de récompenses qu'ait été l'Empereur à l'égard de ses vrais partisans, les autres généraux n'en craignaient pas moins qu'après la première bataille il n'y eût d'avancement que pour eux. Et, de leur côté, les ralliés de la première heure s'étonnaient de voir encore dans l'armée impériale des hommes comme Soult, Durutte, Brunoy, Bourmont, Dumonceau. » (Henry Houssaye, *1815*, *Waterloo*, p. 72.)

[2] Soult, dont la conduite en 1814 le faisait détester du corps des officiers, fut nommé major général. Bourmont, qui avait abandonné Ney à Lons-le-Saunier, pour se rendre auprès de Louis XVIII, et qui devait passer à l'ennemi à Waterloo; Lecourbe, qui n'aimait pas l'Empereur; le général Moreau, l'auteur de la capitulation de Soissons, et beaucoup d'autres, tièdes ou douteux partisans de l'Empereur, eurent des commandements.

récit, rendu justice à Percy, qui est une des grandes figures dont s'honore le plus la chirurgie militaire. Mais ses services ne pouvaient un seul instant entrer en parallèle avec ceux de Larrey, et il n'avait ni l'activité inlassable, ni l'autorité à laquelle il était impossible de se soustraire, ni l'habileté administrative, ni la vigueur physique et la fermeté morale, qui faisaient de son collègue un chef de service exceptionnel.

Son attachement à la personne de l'Empereur était en outre discuté, et dans les états-majors, devenus défiants et soupçonneux, on se redisait, en les blâmant, les paroles cependant inattaquables qu'il avait adressées à Louis XVIII le jour où il vint le complimenter, à la tête de l'Institut : *Hic ames dici pater atque princeps,* ce à quoi l'excellent monarque, qui adorait le latin, avait répondu : *Semper, semper.* A partir de ce moment, le souverain avait pris du goût pour l'ancien chirurgien de la Grande Armée de 1807, l'avait nommé un de ses consultants, et on répétait à ce propos cette autre flatterie que lui adressa Percy un jour où il se plaignait de l'état de ses jambes, immobilisées par la goutte, qui l'empêchait de se montrer en public : « Sire, le torse est bon, la tête excellente, et avec le cœur d'un Bourbon la France est sauvée. »

Certes il n'y avait, dans ces propos aimables d'un courtisan avisé, rien qui ne fût absolument correct; mais on n'en faisait pas moins ressortir le contraste de cette attitude avec l'isolement plein de dignité qu'avait conservé Larrey, et on ne comprenait pas, en dehors même des autres raisons, que sa fidélité n'eût pas suffi à prévenir l'injustice qui lui fut infligée.

Quand cette nouvelle lui parvint, Larrey, enfin écœuré, résolut de quitter le service. Il fut trouver Davout et lui annonça que l'état de sa santé ne lui permettait pas d'accepter le poste qui lui était offert dans la garde et le priait de le remplacer pendant la campagne. Le duc d'Auerstædt, caractère intraitable, qui s'était heurté plus d'une fois à la volonté également opiniâtre de Larrey, ne l'aimait pas et

n'était pas étranger à la mesure qui avait été prise à son sujet. Ministre de la guerre dans un des moments les plus difficiles de l'histoire, absorbé par les travaux considérables auxquels il se livrait, assailli des réclamations que faisait naître à chaque instant l'organisation des corps de l'armée, il était fatigué des ardentes compétitions que le choix des commandements suscitait parmi les généraux. Il écouta froidement le chirurgien et se contenta de prendre note de son désir de ne pas être employé.

Après cette entrevue, Larrey fut s'enfermer chez lui, laissant la direction générale du service de santé à Percy, celle des ambulances de la garde à Paulet et à Zinck, et ne reparut plus à l'état-major général. Un moment, il put raisonnablement croire qu'il n'allait pas prendre part à la désastreuse campagne qui se préparait, et qui apparaissait, au milieu de l'Europe en armes et de nouveau coalisée, comme pleine de difficultés et de périls dont son expérience « lui faisait mal augurer », dit-il[1]. Mais les choses ne devaient pas se passer aussi heureusement; l'Empereur connaissait bien l'irrésistible fascination qu'il exerçait sur son vieux compagnon d'armes, et ce n'était pas la première fois qu'il l'expérimentait sur cette âme antique dont rien ne pouvait altérer le pur dévouement. Le 6 juin, quatre jours avant son départ pour l'armée du Nord, il lui envoya Drouot qui commandait maintenant la garde. « Il faut Larrey pour la garde, lui avait-il dit, et aussi pour le quartier général. Il houde parce qu'on l'a remplacé par Percy, allez lui dire qu'il m'est indispensable et que je compte sur lui. »

Larrey et Drouot étaient étroitement unis, non seulement par une camaraderie fort ancienne, mais par l'affinité qu'établissaient entre eux la ressemblance de leurs vertus et de leur caractère, et le culte identique qu'ils avaient voué à Napoléon; tous deux les premiers dans leur art; l'un et l'autre probes, honnêtes, désintéressés, fidèles et inébranlables serviteurs de la France et du souverain, ils restent

[1] Larrey, *Relation anecdotique de campagnes et voyages*, p. 6.

dans l'histoire les plus honnêtes et les plus belles figures du régime. Drouot n'eut pas besoin d'insister longuement. Il n'eut qu'à faire appel à l'attachement de Larrey pour l'Empereur et à son dévouement pour les vieux soldats de la garde, dont il avait été la Providence sur tant de champs de bataille et qu'il ne pouvait abandonner dans la lutte finale qui se préparait. Il n'en fallait pas davantage. Larrey, désarmé, se rendit vite. Le 10 juin, il partait avec l'Empereur pour la Belgique et pour les champs de Waterloo.

II

Cette fois, c'est la fin de l'épopée. Larrey l'expose brièvement et avec tristesse. L'Empereur a cent trente mille hommes ; les Anglais et les Prussiens, commandés par Wellington et Blücher, sont deux cent vingt mille. L'inégalité du nombre n'est pas faite pour effrayer l'armée française. Ce n'est pas la première fois qu'elle se bat dans la proportion d'un contre deux, et elle a à sa tête Napoléon, dont le nom et le génie valent une armée. Oui, mais l'admirable instrument de guerre qu'il a forgé et qui autrefois fonctionnait presque mathématiquement est désormais faussé. Le chef d'état-major n'est plus Berthier, façonné par vingt ans de guerre et un don spécial de son esprit à la rédaction et à la transmission précise et méthodique des ordres de l'Empereur. Berthier, devenu capitaine des gardes du corps du roi Louis XVIII et dont Napoléon disait : « Je lui pardonne, pourvu qu'il vienne dîner avec son nouvel uniforme, » n'est pas venu. La mort l'a pris au moment où, de son palais de Bamberg, il regarde les troupes allemandes qui vont envahir son pays.

C'est Soult qui le remplace, Soult exécré, je l'ai dit, du corps des officiers, absolument nouveau et inhabile à ces fonctions. Et voilà déjà, de ce fait, un des plus importants

services de l'armée qui va fonctionner d'une façon vicieuse. Murat, le grand entraîneur d'escadrons, n'est plus à la tête de la cavalerie. C'est Grouchy, très brave capitaine, mais qui malheureusement pour l'armée et la France sera chargé du commandement d'un corps de quarante mille hommes, pour lequel il n'est pas fait. Les autres chefs de corps n'ont pas la même confiance que jadis et n'apportent pas le même feu et la même précision dans l'exécution des ordres qu'ils reçoivent. Beaucoup n'auraient pas demandé mieux que de finir paisiblement leurs jours sous Louis XVIII.

Ney lui-même n'est plus ce qu'il était, et ce vaillant homme de guerre, dont autrefois on ne pouvait refréner la téméraire et fougueuse hardiesse, va compromettre le succès de la bataille de Ligny par excès de timidité. Il n'est pas jusqu'à l'Empereur qui ne commette des fautes et qui, comme en Russie, ne se montre, sinon dans la préparation de ses plans où il reste génial, du moins dans l'exécution, différent de ce qu'il a été. Il a la même extraordinaire puissance de conception, mais il n'a plus dans la réalisation cette formidable énergie, cette incessante et terrible activité qui l'ont rendu si redoutable. Il est peut-être aussi moins prescient des mouvements de l'ennemi, moins habile à les discerner et à les combattre qu'il ne l'a été. Évidemment pour lui, comme pour son armée, le ressort trop tendu a fini par faiblir.

Cependant, les premiers coups rappellent par leur soudaineté et l'habileté de leurs combinaisons les belles opérations d'autrefois. Napoléon porte son armée concentrée entre les armées anglaise et prussienne, qu'il s'agit de battre séparément. Le 15 juin, et sans que les Alliés aient soupçonné sa présence sur la frontière, il l'a déjà franchie ; il prend Charleroi, surprend et culbute les Prussiens, livre le combat de Gilly et se trouve placé le soir entre les deux armées alliées. Il défait alors le lendemain le vieux Blücher et l'armée prussienne à Ligny. Malheureusement, Ney n'a pas occupé la position devenue si fameuse des Quatre-Bras, comme il en a reçu l'ordre, et ne réussit pas à s'en emparer. D'un autre côté, d'Erlon, pris entre des ordres contradictoires

de Ney et de Napoléon, laisse évader l'armée prussienne qu'il aurait pu détruire, et de ce double chef la victoire ne donne pas de résultats positifs.

La journée de Ligny fut des plus sanglantes; douze mille Prussiens et huit mille cinq cents Français restèrent gisants morts ou blessés dans les plaines et dans les villages avoisinant le champ de bataille. Parmi les blessés étaient les généraux Girard, blessé à mort, Habert et Maurin[1]. Le brave général Letort avait été tué la veille sur la chaussée de Charleroi. Larrey cite un magnifique trait du colonel Sourd. A la tête de son régiment, le 2e lanciers, cet officier serrait de près les Anglais qui évacuaient les Quatre-Bras après la bataille de Ligny pour se porter au mont Saint-Jean. Dans cette poursuite enflammée dirigée sous une pluie battante par l'Empereur en personne, il se vit tout d'un coup entouré, en traversant Genappe, par des cavaliers anglais et séparé de ses lanciers. En un clin d'œil, il eut le bras droit haché de six coups de sabre. Dégagé vivement, il fut conduit à Larrey, qui l'amputa sur-le-champ. Pendant que celui-ci l'opérait, Sourd, insensible à toute douleur, dictait une lettre à l'Empereur, qui venait de le nommer général :

« La plus grande faveur que vous puissiez me faire est de me laisser colonel de mon régiment de lanciers, que j'espère conduire à la victoire. Je refuse le grade de général : que le grand Napoléon me pardonne ! Le grade de colonel est tout pour moi. »

A peine le pansement était-il terminé, que Sourd signa sa lettre de la main gauche, fit amener son cheval, se mit en selle et partit au galop rejoindre son régiment[2].

C'est à Ligny que l'on peut déjà s'apercevoir de la faute qui avait été commise en substituant Percy à Larrey à la tête du service chirurgical de l'armée. Ordinairement, on l'a vu, avant le combat, Larrey visitait les locaux voisins du champ

[1] Un autre général, le général Le Capitaine, fut tué. Les généraux blessés furent : Gauthier, blessé à mort, Berruyer, Billard, Dufour, Farine, Penne, Piat, Saint-Remy, Devilliers et Bourgeois.

[2] Larrey, *Note manuscrite. Relation de campagne*, p. 395. — H. Houssaye, *op. cit.*

de bataille, désignait ceux qui pouvaient servir à recueillir les blessés, les faisait aménager et y laissait le personnel nécessaire; il installait ensuite ses ambulances sur la ligne de bataille, et grâce à son immense compétence, à son ingéniosité, à son autorité morale et sa robuste et inlassable vigueur physique, faisait face à toutes les circonstances, — même les plus imprévues, — qui pouvaient se présenter.

Mais pour procéder à cette organisation dans des conditions comme celles de la bataille de Ligny, pour suppléer au temps qui manquait, à l'insuffisance numérique des chirurgiens, à l'impéritie ou au mauvais vouloir des administrateurs et se tirer d'affaire dans le tourbillon sanglant où l'on se mouvait, il fallait être, comme Larrey, doué de qualités administratives de premier ordre, d'une activité extraordinaire et d'une vigueur physique que rien ne pouvait altérer. Percy, déjà âgé, atteint de l'affection cardiaque qui devait l'enlever quelques années plus tard, était loin de réaliser ces conditions. Il ne prit pas ses mesures à temps, ne prévit pas le chiffre de blessés que Larrey évaluait toujours à l'avance avec une approximative justesse qui était remarquable, et se laissa déborder par les événements. Les ambulances furent trop peu nombreuses et fonctionnèrent mal[1], et beaucoup de blessés ne furent ni relevés, ni pansés. Heureusement les paysans belges, qui avaient été si longtemps français, dont beaucoup, — vieux soldats, — avaient fait campagne dans les armées impériales, suppléèrent aux ambulances et vinrent en foule leur porter secours. Mais ils ne touchaient pas aux Prussiens, qui déjà s'étaient fait détester. Le lendemain, vers neuf heures du soir, Napoléon, quittant le château de Fleurus et se rendant sur le champ de bataille de Ligny pour préparer la journée du 18, traversait des champs jonchés de blessés prussiens, qui gisaient pêle-mêle avec des cadavres. Il s'émut de ce spectacle, leur fit devant lui distribuer quelques cordiaux et des secours en argent et prescrivit de

[1] Henry Houssaye, op. cit., *Soult à Davout*, Fleurus, 17 juin. — Lefol, *Souvenirs*, 69.

les relever et de les panser avec le même soin que ses propres soldats [1].

A cet acte de haute humanité, les Prussiens devaient répondre deux jours après par l'égorgement des blessés français.

La victoire de Ligny n'a malheureusement pas de lendemain ; le 17, Napoléon perd l'occasion d'écraser les Anglais en position aux Quatre-Bras. Le 18, c'est la défaite : la bataille de Waterloo. Au moment psychologique, le vice que l'armée française du Nord porte en elle a produit ses fruits naturels. Des ordres mal transmis et mal exécutés, parfois méconnus, la discipline altérée et la confiance amoindrie, l'obéissance diminuée chez les généraux, des négligences, des méprises et de nombreuses erreurs de détail, deux fautes énormes, capitales, — mais dont la suppression de l'une aurait fait disparaître les conséquences de l'autre, — savoir : le retard de plusieurs heures dans l'attaque des Français qui sauve l'armée anglaise [2], et la fatale et énorme faute stratégique de Grouchy, qui, en laissant échapper Blücher et en ne conservant pas ses communications avec l'Empereur, fait perdre la bataille ; telles sont succinctement les causes qui, malgré le génie de Napoléon et la vaillance des soldats, transforment en irréparable désastre une journée qui aurait dû consacrer l'écrasement des Alliés ou tout au moins la destruction de l'armée anglaise.

La victoire fut cependant disputée avec un indicible acharnement, et telle fut l'intrépidité de l'armée française, qu'elle aurait pu l'emporter encore, malgré toutes ces fautes commises, si Ney, — qui se conduisit, du reste, en héros, — eût employé avec plus de discernement les magnifiques divisions mises à sa disposition. Des deux côtés, le nombre des morts et des blessés fut énorme. Les Français perdirent vingt et quelques mille

[1] Grouchy, *Observations*, et Lefol, *Souvenirs*, 69, cités par Houssaye.

[2] Le combat devait commencer à six ou sept heures du matin ; mais les troupes n'arrivèrent que tard sur leurs positions, et le signal de l'attaque fut ajourné à neuf heures, puis à onze heures. Blücher n'ayant pu arriver qu'à quatre heures et demie, l'armée anglaise eût été culbutée bien avant l'arrivée des Prussiens si les premiers ordres avaient été maintenus et exécutés.

hommes, dont cinq à six mille blessés qui restèrent entre les mains des Anglais. Les pertes de ceux-ci égalèrent les nôtres. Les Prussiens eurent une dizaine de mille hommes hors de combat[1]. Ainsi les pertes des Alliés furent plus considérables que celles des Français; mais ils avaient la victoire.

Nous avons dit que sous la direction de Percy les ambulances fonctionnèrent mal. Mais à Waterloo, Larrey lui-même l'avoue, les événements auraient défié l'organisation la plus parfaite : le nombre des blessés, les ouragans de cavalerie qui se déchaînaient jusque sur les ambulances, le désordre épouvantable qui régna dans l'armée à la fin de la journée, après l'arrivée de Blücher sur le terrain du combat, ne permettaient pas au service de santé de fonctionner régulièrement. Cependant, tant bien que mal, sous la mitraille, à travers les balles et les obus qui se croisaient, et au risque d'être foulé aux pieds des chevaux, les chirurgiens militaires pansèrent et firent relever autant de blessés qu'ils le purent; mais beaucoup de ceux-ci restèrent sur le champ de bataille sans avoir reçu de secours; tous ceux auxquels leur état le permettait se rendirent à pied aux ambulances.

Larrey avait son ambulance centrale au Caillou, auprès de la ferme de la « Belle-Alliance ». Mais comme d'habitude, il fut loin de s'y tenir pendant la durée du combat, et on le voyait à chaque instant, dans la mêlée, portant secours aux blessés. A un moment donné, Wellington, qui du haut du mont Saint-Jean suivait les péripéties du combat, l'aperçut sous le feu même des canons anglais : « Quel est, dit-il, cet audacieux? — C'est Larrey, lui répond-on. — Allez dire de ne pas tirer de ce côté; laissons à ce brave le temps de ramasser ses blessés. » Et il souleva son chapeau. « Qui saluez-vous? fit le duc de Cambridge. — Je salue l'honneur et la loyauté qui passent. » Et il désigna le chirurgien de la garde de son épée[2].

Dans cette fatale journée, vingt-neuf généraux furent bles-

[1] Thiers, *le Consulat et l'Empire*, t. XX, p. 153.
[2] Larrey, *note*.

sés, sept furent tués, un disparut. Les généraux tués furent Aulard, Michel, Jamin, Desveaux de Saint-Maurice, Bauduin. On peut y joindre Donop porté comme disparu, parce que son corps ne fut pas retrouvé, mais dont la mort était certaine. Duhesme, le commandant de la jeune garde, a passé longtemps pour avoir été assassiné par un Prussien après avoir rendu son épée. M. Houssaye a détruit cette odieuse légende. Il fut blessé à Plancenoit et porté par ses soldats à Genappe, où il fut fait prisonnier par les Prussiens. Il mourut de ses blessures le 19 [1]. Les généraux blessés furent Delort et Édouard de Colbert, atteints dans une des furieuses charges de cavalerie que Ney dirigea contre le Mont-Saint-Jean ; de Monthyon, chef d'état-major général, et Lallemand, commandant les batteries à pied, renversé à six heures du soir, aux côtés mêmes de l'Empereur, en parcourant avec lui la ligne de bataille sous une pluie de projectiles ; Bachelu et Foy, atteints à la même heure, au moment où ils s'approchaient du terrible plateau avec leur division ; le vieux Friant, que Napoléon lança avec sa dernière ressource, — cinq bataillons de la garde, — contre l'armée anglaise tout entière et qui redescendit tout sanglant ; le brave Durutte, dont la division était presque entièrement détruite, et Cambronne, étendu le visage troué d'une balle au milieu du carré des chasseurs de la garde, d'où il repoussait exaspéré les sommations de l'ennemi [2]. Puis d'autres encore : le prince Jérôme Bonaparte, Lhéritier, Durbal, Barroux, Guyot, Campi, Blancart, Dubois, plus ou moins grièvement atteints.

Larrey faillit être enseveli lui-même dans ces funérailles de l'Empire. Au moment où, pour la première fois de sa glorieuse carrière, la garde, tombant dans l'embuscade des gardes-rouges de Maitland, a plié lentement, fusillée de tous côtés et battue en brèche par l'artillerie anglaise comme un mur

[1] Houssaye, *op. cit.*, p. 42.

[2] M. Houssaye a fait une enquête sur les paroles qu'aurait à ce moment prononcées Cambronne. A-t-il dit la célèbre phrase : « *La garde, etc.*, » ou le *mot* non moins fameux ? M. Houssaye conclut que, comme il est certain qu'il a dit quelque chose, c'est le *mot* conforme à la situation et *psychologiquement vrai* qu'il a dû prononcer. *Op. cit.*, p. 406.

de forteresse, où la panique a éclaté dans l'armée, où du haut du Mont-Saint-Jean dévalent, sur les troupes en dissolution et qui fuient de tous côtés, quarante mille hommes ivres de triomphe et de fureur, les poursuivant comme un troupeau, sabrant et égorgeant tout ce qui se trouve devant eux, Larrey reçoit l'ordre de l'Empereur de lever ses ambulances et de gagner la frontière. Il opère sans relâche depuis midi, il est près de huit heures du soir, et il fait presque nuit. Larrey n'y voit plus, et il est certain qu'il va être fait prisonnier s'il ne se retire pas. Déjà il a failli être enlevé plusieurs fois avec ses chirurgiens et ses infirmiers et englouti dans les remous de la bataille, et a dû, comme autrefois à Eylau, faire prendre les armes aux blessés légèrement atteints et à son escorte. Sur le conseil de l'aide de camp que lui a envoyé Napoléon, il prend avec ses aides une route détournée qui doit le conduire en territoire français. A peine la petite troupe a-t-elle fait une lieue dans cette direction, qu'elle est arrêtée par un corps de lanciers prussiens. Larrey qui marche en tête veut forcer le passage, fait feu de ses deux coups de pistolet, tire son sabre et s'élance au galop suivi de ses compagnons. Ceux-ci passent dans la trouée; mais le cheval du chirurgien de la garde roule sur le sol, frappé d'un coup de feu, et son maître, projeté à terre, reçoit en même temps d'un des cavaliers prussiens, sur la tête et l'épaule, deux coups de sabre qui le laissent sans connaissance. Le croyant mort, les lanciers l'abandonnent et se mettent à la poursuite de ses compagnons.

Cependant Larrey sort de son évanouissement, remonte sur son cheval qui s'était relevé, cherche à s'orienter et se dirige à travers des champs de blé, à l'ouest, du côté présumé de la frontière. Il marche toute la nuit, et au moment où il arrive sur les bords de la Sambre et où il va se croire en sûreté, il est de nouveau enveloppé par un corps de cavalerie prussien et fait prisonnier.

Ici, s'étale dans toute sa cruauté le caractère sauvage que les Prussiens imprimèrent à cette poursuite et qui a été signalé par tous les historiens, même par les écrivains alliés.

Ce fut un féroce hallali au cours duquel les prisonniers furent égorgés et les blessés achevés[1]. Ils tombaient le sabre haut dans la longue rue de Genappe, encombrée par les files serrées des fuyards, et sur les bivouacs où les vaincus reposaient dans la boue leurs membres meurtris ou mutilés, et massacrant, sans plus de danger que ceux que courent les bouchers de l'abattoir, cette foule de braves soldats en proie à une panique irrésistible et dont seuls peut-être les Français[1], si peu faits pour la retraite, donnent dans l'histoire d'aussi frappants exemples[2]. Les Prussiens ne se contentèrent pas d'égorger les fuyards ou d'achever les blessés dans l'ardeur passionnée de la poursuite, ils fusillèrent les prisonniers de sang-froid, au mépris des lois de la guerre. Nous allons voir qu'ils faillirent faire passer Larrey par les armes; il en fut de même du général Durrieu, chef d'état-major du 6e corps, qu'un général prussien ordonna de mettre à mort[3]. Enfin, quand ils furent fatigués de la chasse à l'homme, au clair de lune, à travers les bois, ils se récréèrent en brûlant l'ambulance du quartier général au Caillou, où on avait laissé les blessés français[4]. Nous avons vu bien souvent au cours de la longue période des victoires françaises l'Empereur et Larrey, aussi soucieux du sort des blessés étrangers que de celui des nationaux, s'attacher à les faire relever du champ de bataille et à leur témoigner les égards qu'on doit à des soldats glorieux et malheureux. La conduite des Prussiens contrasta avec cette générosité : par une saisissante opposition, la brutalité et la férocité du vainqueur s'exercèrent avec des raffinements de cruauté[5] sur ceux qui leur furent autrefois pitoyables dans des circonstances identiques.

[1] Chaboulon, t. II, pp. 181-182; Mauduit, t. II, pp. 472-473; cités par Houssaye.

[2] On connait le vieux dicton : « Français, plus que hommes au venir, moins que femmes à la retraite. »

[3] « Il n'échappa que par l'intervention du colonel Donœsberg. » (Mauduit, t. II, pp. 472-475.) Cf. Houssaye, *op. cit.*

[4] Fleury de Chaboulon, *op. cit.*, t. II, p. 181. — « Les traditions locales, dit M. Houssaye, semblent confirmer ce fait. »

[5] Ce ne fut pas seulement dans l'entrainement de la victoire que les Prussiens montrèrent une cruauté et un acharnement indignes d'un peuple civilisé. Les rapports de police du temps rapportent, en effet, que quelques semaines après,

Mais c'est vis-à-vis de Larrey qu'ils se montrèrent les plus odieux. Nul personnage n'était plus connu parmi les Allemands que l'ancien chirurgien de la Grande Armée. La plus grande partie de sa carrière depuis 1793 s'était écoulée au milieu d'eux, et il n'était rien qu'il n'ait tenté pour leur adoucir les charges de la conquête ou de l'occupation française. Le roi Guillaume l'honorait d'une estime toute spéciale. Gœrke, le chirurgien en chef de l'armée prussienne à qui il avait rendu toutes sortes de services, était son ami. Beaucoup de médecins prussiens avaient été ses élèves à son école de chirurgie de Berlin ou avaient servi sous ses ordres, et la Faculté d'Iéna lui avait décerné solennellement le titre de docteur. La plupart des officiers généraux, Blücher, Bulow, Gneisenau, Rôder, Müffling, Massembach, un grand nombre de chefs de corps et d'officiers avaient eu avec lui des relations de service, de reconnaissance ou de courtoisie. Il n'était pas une division allemande qui n'eût dans ses rangs des soldats guéris par ses soins et obligés ensuite de sa bourse ou aidés de son influence. Il était en un mot considéré dans toute l'armée alliée comme un modèle de science, de haute sagesse, d'humanité et de philanthropie. Or voici comment il fut traité.

Aussitôt pris, il est entouré et frappé. En un clin d'œil, il est dépouillé de ses vêtements, de sa montre, de sa bague, — ce talisman que lui avait donné avant de mourir le mameluk de la bataille des Pyramides, — de son argent, de ses armes, entre autres du fameux damas que lui avait donné Bonaparte à Aboukir et qui ne lui fut jamais rendu. On lui enlève ses bottes, on lui lie les mains, et c'est à demi vêtu, sans chaussures, tout sanglant de ses blessures avivées par les mauvais traitements dont il vient d'être l'objet, qu'il est conduit auprès du général commandant l'avant-garde.

Sa taille qui est à peu près celle de l'Empereur, une redin-

pendant l'occupation de Paris, le 3 avril, le jour de la fête de leur roi, les soldats prussiens casernés à l'École militaire enfoncèrent les portes des maisons voisines du Champ de Mars, envahirent les appartements, les pillèrent et se portèrent sur les paisibles habitants aux excès les plus odieux.

gote grise qu'il porte comme lui par-dessus son uniforme, et surtout son sabre sur lequel est gravé le nom de Bonaparte, font penser aux Prussiens que c'est Napoléon lui-même qui est tombé entre leurs mains.

Arrivé auprès du commandant de l'avant-garde, Larrey qui parle un peu l'allemand essaye de démontrer l'erreur des soldats, décline son nom et ses fonctions. Il explique et prouve que l'inscription gravée sur son sabre est un hommage rendu par le général Bonaparte à sa conduite en Égypte. Hésitant, mais non convaincu, celui-ci l'envoie au général qui commande la division prussienne. Cet officier, dont Larrey, — et c'est profondément regrettable, — ne nous a pas laissé le nom, connaît l'Empereur, et il n'a pas de peine à reconnaître qu'il n'est pas devant lui. Mais irrité de sa déception, sourd aux explications que lui donne Larrey, il donne l'ordre de l'ameuer et de le faire passer par les armes.

Notons-le en passant : on a nié que les Prussiens aient fait fusiller les prisonniers. Évidemment, ils n'ont pas rédigé et publié les procès-verbaux de leurs exécutions sommaires et illégales; les Français qui furent ainsi exécutés contrairement aux lois de la guerre sont compris dans la catégorie de ceux qui moururent sur le champ de bataille. Mais on voit par le fait du général Durrieu cité plus haut, et par l'histoire de Larrey, que l'accusation portée contre eux est justifiée.

Larrey est donc amené devant le peloton d'exécution. Un médecin militaire s'approche de lui pour lui appliquer sur les yeux un bandeau agglutinatif. Tout à coup il recule de surprise, il a reconnu Larrey. Il se trouve être précisément un des chirurgiens qui suivaient ses cours à Berlin. « On ne peut, s'écrie-t-il, fusiller cependant Larrey, le chirurgien en chef de l'armée française. » Il demande un sursis et court protester auprès du général qui a donné l'ordre de l'exécuter. Celui-ci ennuyé l'envoie au grand prévôt de l'armée, le général Bulow, pour qu'il en fasse ce qu'il voudra. Peut-être espérait-il qu'il reprendrait son œuvre, comme c'est le rôle de tout bon grand prévôt. Larrey était au contraire sauvé. Bulow, qui avait eu des rapports de service

avec lui à Berlin, le connaissait personnellement. Il l'accueillit avec déférence, ordonna qu'on le débarrassât de ses liens et le fit conduire à Blücher. Or le feld-maréchal avait de grandes obligations à Larrey, qui avait sauvé son fils gravement blessé et fait prisonnier de guerre, comme nous l'avons vu, dans la vallée de Tœplitz en 1813. Le vieux soldat se confondit en excuses, ordonna qu'on donnât au prisonnier des vêtements, qu'on lui restituât l'argent qui lui avait été volé et l'invita à sa table. Le soir il le fit conduire en poste à Louvain et lui donna un de ses aides de camp pour l'accompagner. Il poussa plus loin la complaisance et lui promit de faire prévenir Mme Larrey dès son arrivée à Paris.

Larrey recueillait le fruit de la grande notoriété que lui avaient value ses actions d'éclat et ses immenses services. Il n'en avait pas moins été maltraité, et sans le hasard qui l'avait fait reconnaître d'un chirurgien militaire, sans les relations qu'il avait eues avec Bulow et le service personnel qu'il avait rendu à Blücher, il était mis à mort parce qu'un général prussien avait éprouvé un dépit de constater que son prisonnier n'était pas l'Empereur. On croirait rêver ces tristes choses qui jettent une si sombre lueur sur les à côté de la guerre, si on n'en avait le récit sous les yeux, rédigé par Larrey[1].

A Louvain, sa réputation lui valut de la part de la municipalité et des habitants l'accueil le plus flatteur. Ici encore, la façon dont il fut reconnu tient d'un coup de théâtre. L'aide de camp prussien ayant demandé à la municipalité un billet de logement pour un blessé français sans indiquer le nom de celui-ci, on l'envoya chez une pauvre femme qui avait à peine de quoi subsister; une fois installé dans cette misérable demeure, Larrey donne à son hôtesse un peu d'or pour qu'elle lui donne quelques aliments et la prie de lui procurer un médecin pour soigner ses blessures.

Survient un jeune chirurgien qui s'apprête à renouveler son pansement. Tout à coup, au moment où il s'approche de lui, il s'arrête comme l'officier de santé prussien chargé le

[1] *Relation médicale de campagne*, op. cit., p. 15.

matin même de cette journée de lui appliquer le fatal bandeau, et s'écrie : « Vous êtes le baron Larrey? » Sur sa réponse affirmative, il se précipite dans l'escalier, court à la municipalité et revient avec le maire et une voiture. On se confond en excuses auprès de l'illustre chirurgien, et on le transporte aussitôt dans la demeure d'un des bourgeois les plus considérables et les plus estimés de la ville, l'avocat Yonk, où il est entouré des soins les plus empressés. Bientôt, une nouvelle satisfaction lui est réservée. Il voit entrer dans son appartement Zinck, son fidèle collaborateur, le chirurgien en second de la garde, qui, également fait prisonnier, vient, comme lui, d'être interné à Louvain.

La population de la Belgique, si longtemps française, et que tant de glorieux et touchants souvenirs rattachaient à l'armée qui venait d'être vaincue à Waterloo, témoignait aux blessés français les plus réelles sympathies. Ce sont eux, les Belges, qui ramassèrent sur le champ de bataille les blessés qu'on avait été forcé d'abandonner. Ils furent transportés dans les hôpitaux et dans les maisons de Bruxelles et de Louvain; tous les rapports du temps signalent la sollicitude dont ils furent entourés[1]. Larrey, dès que la cicatrisation de ses blessures le permit, réclama le service des blessés français dans les hôpitaux de Louvain, et se rendit à Bruxelles pour se rendre compte de la situation de ceux qui étaient soignés dans cette ville. Il trouva, dans beaucoup d'hôpitaux, les blessés français réunis à ceux des autres nations, et on ne peut dire l'état de rage concentrée et de fureur dans lesquelles la vue des Prussiens plongeait les Français couchés à côté d'eux. Le souvenir de la bataille, des trahisons dont ils croyaient avoir été victimes, — ils avaient toujours présentes à l'esprit la trahison de Marmont à Essonnes en 1814 et celle de Bourmont au début des opérations, — des cruautés commises par les Prussiens dans la

[1] « A Bruxelles, comme à Louvain, les habitants se disputaient à l'envi l'avantage de posséder chez eux le plus grand nombre de blessés français. Rien ne leur était épargné; on leur prodiguait les soins les plus tendres et les plus généreux. » (Larrey, *op. cit.*, p. 14.)

fameuse chasse du 18, « au clair de lune, » les exaspéraient et les mettaient hors d'eux. Tous les jours des scènes violentes éclataient dans les salles et se dénouaient par des rixes encore meurtrières. On comprend combien cet état d'irritation était peu favorable à leur guérison. Ils accueillirent Larrey avec une explosion d'enthousiasme; ils crurent, en revoyant le chirurgien de la garde, retrouver leur idole: l'Empereur. Larrey, accompagné de Seutin, un de ses anciens collaborateurs, maintenant chirurgien de l'hôpital militaire de Bruxelles, les visita tous avec soin et écouta leurs doléances; il obtint qu'ils fussent séparés des étrangers et réunis ensemble à l'hôpital militaire de Bruxelles. Ayant opéré avec Seutin tous les cas difficiles, il rentra à Louvain et de là en France, où il arriva le 15 août.

Mme Larrey avait été dans une inquiétude mortelle. Le bruit de la mort de son mari avait couru à Paris en même temps que furent apportées les premières nouvelles de la défaite de Waterloo. Elle fut rassurée par les Prussiens eux-mêmes.

Le 29 juin, Blücher arrivait aux portes de Paris et, tenant sa promesse, avait envoyé un parlementaire aux postes français, pour qu'on annonçât à la baronne Larrey que son mari, fait prisonnier le 18, avait été remis en liberté et se trouvait en bon état de santé à Louvain[1].

[1] « Saint-Denis, le 29 juin 1815, à six heures du soir.

Fornerol, chef de bataillon au 12e régiment d'infanterie légère, à madame la baronne Larrey.

« Madame,

« Un parlementaire prussien vient de se présenter aux avant-postes et m'a chargé de vous faire savoir que M. le baron Larrey, votre mari, a été fait prisonnier à la bataille de *Mont-Saint-Jean*, et que dans ce moment il est en bonne santé à *Louvain*, où il donne les soins qui sont en son pouvoir aux blessés français.

« Ce même officier m'a assuré qu'il lui avait donné des fonds et tout ce dont il pouvait avoir besoin; ainsi, madame, je vous engage à être sans inquiétude.

« Recevez, je vous prie, madame, l'assurance de mon respect et de ma parfaite considération.

« FORNEROL. »

Ms. 5883, p. 87. B. N.

III

C'est une question qui s'est souvent posée et que les historiens discutent encore de nos jours, de savoir pourquoi Napoléon se laissa aussi facilement déposséder du pouvoir après Waterloo. L'esprit a peine, en effet, à concevoir comment un homme dont l'extraordinaire énergie avait confondu le monde d'étonnement, qui avait encore sous la main une armée ardente et passionnément dévouée, et auquel malgré ses fautes les couches populaires étaient restées fidèles, fit preuve de moins de caractère que n'en aurait montré le dernier des politiciens, se laissa enlever le pouvoir par une Chambre incohérente dont les jours étaient du reste comptés, et s'effaça avec une étonnante abnégation devant Fouché, qu'il pouvait si facilement mettre hors d'état de lui nuire et qui ne tira l'autorité de ses intrigues que de l'abdication volontaire de son maître.

On a dit qu'il n'était plus le même depuis 1814, qu'il avait pris un embonpoint nuisible à son activité (Roseberry); qu'il était malade, souffrant de l'affection d'estomac qui devait l'emporter (Lavalette), atteint de dysurie (Savary); que son intelligence n'était plus aussi nette (Roseberry); bien plus encore, qu'il avait toutes les maladies (Charras).

Il est certain qu'aucune de ces raisons n'est valable. Napoléon n'était pas et n'avait jamais été malade, — du moins dans le sens pathologique qu'il convient de donner à ce mot. Sa dysurie n'a jamais été prouvée, et en tous cas cette indisposition, si elle a existé, a été insignifiante et accidentelle. Il pouvait avoir par moments des maux d'estomac, mais habituellement ses fonctions digestives étaient normales. Quant à l'embonpoint, il peut tout au plus amoindrir l'activité physique, mais n'exerce, — qui ne le sait? — aucune influence sur le caractère, la volonté et l'énergie. Il est tout aussi illogique d'accuser son intelligence. La conception de

la campagne de Belgique, le plan de la bataille de Ligny et de Waterloo, démontrent qu'elle était aussi brillante qu'elle ne l'avait jamais été. Ce n'est donc pas par ces motifs qu'on peut avoir l'interprétation de son attitude à Paris au mois de juin 1815.

Mais il est d'autres causes qu'il a lui-même indiquées à Sainte-Hélène. La première, c'est qu'il aurait fallu, pour se maintenir, s'appuyer sur le parti populaire, déchaîner la révolution, se mettre avec les Jacobins et répandre du sang[1]. Ce motif, admis par M. Roseberry, ne paraît pas sérieux, car il est loin d'être certain qu'il eût dû recommencer la Terreur et rétablir la guillotine pour conserver le pouvoir.

La seconde raison, — la plus physiologique et par suite la plus acceptable, — est « sa lassitude extrême[2] » ; — traduisons : l'épuisement de son système nerveux. — Depuis son retour de l'île d'Elbe, il n'avait cessé de se surmener; ses nerfs ne s'étaient pas un instant détendus. Les incertitudes de la traversée, les risques du débarquement, les palpitantes péripéties de la marche sur Paris, la réorganisation du gouvernement et la réfection de son armée, la préparation de la campagne de Belgique, la reprise de ce travail acharné et écrasant dont il avait depuis un an perdu l'habitude, durent commencer par l'ébranler.

Cependant la force nerveuse est encore toute-puissante au moment où s'ouvre la campagne de Belgique, et M. Henri Houssaye nous le montre passionnément vivant dans une de ces saisissantes peintures qui émaillent son livre. La veille de la bataille de Waterloo, le 17 juin, par un temps épouvantable, à cheval, mouillé de la tête jusqu'aux pieds, les ailes de son chapeau dégrafées et rabattues en avant et en arrière comme après la bataille de Dresde, ses bottes pleines d'eau, il court sus aux Anglais en retraite des Quatre-Bras

[1] Gourgaud, *Sainte-Hélène*. Mémoires.

[2] « On le trouvait quelquefois endormi sur ses livres. » (Sismondi.)

Il discutait davantage, ce qui avait toujours été du reste dans ses habitudes. Mollien prétend que cette tendance provenait de la fatigue, qui le saisissait maintenant après quelques heures de travail.

sur le mont Saint-Jean; monté sur sa jument blanche Désirée, il est en tête de ses escadrons de service et mène lui-même vivement la poursuite. Arrivé à Genappe, il aperçoit l'arrière-garde anglaise. « Tirez, dit-il, tirez, ce sont les Anglais; » et, descendant de cheval, il pointe lui-même contre ces ennemis détestés une pièce d'artillerie[1]. A ce moment nous retrouvons l'homme tout entier, avec sa vigueur physique et morale, sa fougue primitive et ses ressentiments. Il est bien lui et tout à l'ardeur et à l'entraînement de la guerre. Mais ce n'est là qu'un des derniers éclairs de cette énergie autrefois permanente.

Survient, en effet, la bataille de Waterloo avec ses terribles phases : les fautes de Ney, l'attente fiévreuse de Grouchy qui n'arrive pas, l'entrée en scène de l'armée prussienne, qui détruisent successivement ses plus belles combinaisons et annihilent le courage de ses soldats; puis la fin, l'invincible panique, l'écroulement final, l'effondrement de cette brillante armée devenue en un moment un troupeau de fuyards, et sa propre retraite devant des ennemis méprisés et abhorrés. Ces événements l'humilient, le brisent et le sidèrent.

C'est à partir de ce moment qu'il a perdu sa merveilleuse vitalité, sa volonté opiniâtre, et cette foi si longtemps invincible en lui-même que ni la funeste campagne de Russie, ni les revers de 1813, ni même les événements de 1814, n'avaient pu parvenir à ébranler. Cette fois, c'en est trop! Il n'est qu'un homme après tout, comme il le dit, et est las[2]. Las : qui à sa place ne le serait davantage? Il faudrait à cette organisation brisée et désemparée, à ce système nerveux dont le jeu a toujours été prodigieusement exagéré et qui a fonctionné anormalement et outre mesure, quelques semaines de détente et de repos. Il n'a ni une heure ni un jour, et se trouve tout de suite immédiatement en face des complications politiques les plus graves, de celles qu'il déteste le plus : d'une Chambre hostile, d'un ministère qui

[1] Henri Houssaye, *Waterloo*, p. 263.
[2] Gourgaud, *op. cit.*

le trahit, de serviteurs et d'amis qui l'abandonnent et s'abandonnent eux-mêmes. La lassitude déprime sa volonté, le découragement le prend; il se laisse conduire par les événements au lieu de les diriger, il tolère qu'on lui donne des avis au lieu qu'il dicte des ordres, il supporte même des menaces et est ainsi mené, — Fouché aidant, — d'abord à l'abdication, puis à l'abandon, et finalement à la captivité, aux misères et aux humiliations de Sainte-Hélène.

Quand le 15 août Larrey rentra à Paris, tout était terminé. Davout, qui avait sous la main cent mille hommes de vigoureuses troupes, s'était résigné, — au lieu de livrer bataille aux Alliés et de détruire Blücher, ce qui paraissait très possible[1], — à apposer sa signature au bas de la convention qui livrait, pour la seconde fois et dans des conditions pires, la France, sa capitale, l'honneur de nos armes, l'avenir national et les trophées de nos conquêtes. Napoléon s'était vu refuser l'autorisation de se mettre à la tête de l'armée; trahi, livré peut-être aux Anglais par Fouché, il était sur la route de Sainte-Hélène, et les Alliés occupaient de nouveau Paris[2]. Sous la conduite du vainqueur d'Auerstædt,

[1] N'ayant que cinquante mille hommes, le feld-maréchal prussien s'était hasardé, le 1er juillet, avec une extrême témérité, sur la rive gauche de la Seine dans une position difficile, acculé à la forêt de Saint-Germain et à deux heures de marche de l'armée anglaise de Wellington. S'il eût été attaqué, comme l'avait proposé l'Empereur, il n'avait aucune voie de retraite, et sa destruction était assurée. Mais Blücher connaissait bien la situation et l'état d'esprit du gouvernement provisoire et de son ministre de la guerre.

[2] De nos jours, une capitulation comme celle de Paris en 1815 eût été rendue impossible par l'état de l'opinion. La résistance de Paris en 1870, sans armée véritable de siège et de secours, démontre bien la différence des temps et des idées. Cependant, pour être juste, on doit reconnaître qu'une victoire remportée sur Blücher et même ensuite sur Wellington n'aurait peut-être rien décidé, et qu'on eût été obligé, sans doute, de recommencer à se battre contre les Autrichiens, les Russes, les Suédois, les Italiens, les Espagnols, accourus tous à la curée. Pour faire face à ces nouveaux périls, il aurait fallu le seul capitaine capable de tenir tête à l'Europe, — Napoléon, — et Napoléon n'était plus là... Peut-être en continuant la guerre aurait-on été en meilleure position pour négocier. Mais on ne peut oublier que tous ces lieutenants de l'Empereur étaient presque constamment battus quand il n'était pas à leur tête; et il est certain qu'ils n'auraient pu sauver la situation. Quoi qu'il en soit, l'ancienne armée, celle qu'on licenciait, reprocha amèrement à Davout son inaction et le blâma de s'être laissé influencer par des considérations politiques, qu'un caractère comme celui de l'intraitable défenseur de Hambourg eût dû savoir écarter, et d'avoir livré une ville comme

l'armée française, frémissante de rage, avait dû quitter la capitale pour que les Alliés pussent l'occuper et se retirer derrière la Loire. Le roi Louis XVIII, digne d'une meilleure fortune, était remonté dans ces circonstances tragiques sur le trône de France. Telle était la situation dans laquelle Larrey retrouvait Paris.

Ces événements l'atteignaient douloureusement dans son patriotisme et son attachement à l'Empereur déchu. Ils allaient bientôt le menacer dans sa liberté et le frapper dans sa fortune et sa carrière. Déjà, par l'ordonnance du 24 juillet, dix-neuf généraux ou officiers, dont la plupart étaient ses amis, se voyaient traduits devant le conseil de guerre, sous l'inculpation de trahison[1]. Trente-huit autres personnages, officiers ou hommes politiques, étaient internés sous la surveillance de la haute police dans une ville de l'intérieur, en attendant que les Chambres eussent statué sur leur sort. Bien entendu, la liste de ces victimes était dressée par Fouché, qui avait eu le soin d'y faire figurer à la fois ses anciens complices et ses adversaires, vrai mélange d'amis et d'ennemis. Un moment, on comprit Larrey au nombre des proscrits, et il fut question de l'enfermer à l'Abbaye. Ainsi lui, qui n'avait fait la campagne de Waterloo qu'à son corps défendant et dans des conditions pénibles pour son amour-propre, se voyait poursuivi et menacé d'être arrêté et jugé. On recula cependant devant une mesure qui aurait paru odieuse à tout le monde; car, même à ce moment de déchaînement violent des partis et de réaction passionnée, sa personnalité imposait l'estime et le respect, et sa popularité le défendait. Son beau-frère du reste, Benoît, le mari de sa belle-sœur Émilie, par un de ces revirements qui n'étaient pas plus rares alors qu'aujourd'hui dans la vie politique, s'était fait, comme tant d'autres, royaliste notoire sur la fin de l'Empire. Il s'em-

Paris, quand il avait cent mille soldats éprouvés, un cadre d'officiers incomparables et la population presque entière pour la défendre.

[1] C'étaient Ney, Labédoyère, Lallement aîné, Lallement jeune, Drouet d'Erlon, Lefebvre-Desnouettes, Armel, Brayer, Gilly, Mouton-Duvernet, Grouchy, Clausel, Laborde, Debille, Bertrand, Drouot, Cambronne, Lavalette, Rovigo.

Parmi eux furent exécutés Ney, Labédoyère et Mouton-Duvernet.

ploya à faire rayer le nom de Larrey de la liste des proscrits[1]. Fouché l'effaça de la liste de proscription avec la même facilité qu'il l'avait inscrit[2]. Et puisque le nom de Benoît revient dans ce récit, disons qu'il jouit d'une brillante faveur sous la monarchie, que le roi le fit conseiller d'État et comte, et que celle qu'on appela si longtemps « la belle Émilie » abandonna dans sa haute situation les pinceaux qui avaient tant de fois reproduit l'impériale effigie[3].

Cependant ni l'appui de Benoît et de ses amis, ni l'éclat des services et de la popularité de Larrey ne purent l'empêcher d'être dépouillé de ses places et de ses pensions. On lui enleva ses fonctions d'inspecteur général avec les émoluments qui y étaient attachés, sa glorieuse dotation de Wagram et la pension qu'il avait reçue à Lutzen, et on ne lui paya pas son traitement de la Légion d'honneur[4]. On aurait bien voulu ne pas s'arrêter et compléter sa ruine en lui ôtant son titre de chirurgien en chef de la garde, devenue la garde royale; mais on n'osa pas aller jusque-là. Il y avait quelque intérêt politique à ménager ces vieux soldats dont l'humeur n'était pas facile, et qu'il eût été impolitique de séparer d'un chirurgien aussi populaire parmi eux que Larrey.

[1] Chabrol de Volvic, lié avec Larrey depuis la campagne d'Égypte et très en faveur sous le nouveau règne, seconda activement ses efforts.

« Je dois, dit Larrey dans une fiche, ma conservation à M. le comte de Chabrol de Volvic. Sans ce digne ami, j'aurais été sans doute traduit devant un conseil de guerre. » (Larrey, *Note.*)

[2] La façon dont Fouché rédigea cette liste est inimaginable et aurait dû rappeler aux royalistes l'aisance criminelle avec laquelle il faisait autrefois tomber les têtes à Lyon. Talleyrand disait qu'*il n'y avait oublié aucun de ses amis.* Il avait eu l'audace d'y inscrire ses deux collègues du gouvernement provisoire, Caulaincourt et Carnot. Un de ses plus anciens et intimes amis, l'inoffensif académicien Arnaud, s'était à sa grande surprise trouvé au nombre des proscrits; il lui en demanda le motif. « Eh ! que veux-tu, mon ami ! il fallait des noms, la lettre initiale du tien t'a désigné. » (Discours de Méchin, séance des députés, 4 avril 1829.) C'est probablement avec la même désinvolture et pour avoir un nom qu'il inscrivit Larrey. Mais il faut ajouter que dans sa profonde duplicité il trouvait encore le moyen de trahir le nouveau gouvernement qu'il servait, en faisant parfois prévenir sous mains les gens qu'il fallait arrêter.

[3] *La Biographie des Dames de la cour*, Paris, 1826.

[4] Larrey accuse nettement Clarke de ce déni de justice :

« Le ministre Clarke, après avoir été mon compagnon et mon ami à l'armée du Rhin, causa ma ruine à la Restauration, en me faisant perdre le titre et les émoluments d'inspecteur général du service de santé. Il avait été jaloux des marques d'amitié et de confiance que l'Empereur m'avait accordées. »

Percy ne fut pas mieux traité. Le collège électoral de la Haute-Saône l'avait envoyé à la Chambre des députés. Il n'y siégea que deux fois et y prit la parole pour défendre les droits des soldats blessés; ceux-ci n'étaient pas très en faveur sous le nouveau régime, et sa sollicitude le perdit en rappelant l'attention sur lui. Il fut révoqué de ses fonctions d'inspecteur général et traité en suspect. Placé sous la surveillance de la police, toutes ses démarches furent épiées; il ne pouvait faire un pas sans avoir un espion derrière lui, et son biographe raconte qu'il fut appelé vingt-deux fois au ministère de la police[1]. Un incident provoqué par l'espionnage dont il était l'objet ridiculisa la police et les délateurs, et fit rire un moment tout Paris à une époque où l'on ne riait plus guère. Il avait, nous le savons, une collection d'armures et d'armes anciennes recueillie dans toute l'Europe pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, et remarquable par la beauté et la valeur des objets qui la composaient. Tous les médecins militaires avaient travaillé à cette collection unique, et nous voyons dans sa correspondance avec Larrey en Égypte et en Espagne qu'il lui recommandait instamment de recueillir pour lui les pièces rares qu'il pourrait rencontrer. Or ce cabinet, célèbre dans le monde militaire et scientifique, connu et visité par les archéologues et les érudits de tous les pays, fut dénoncé comme un arsenal destiné à armer des émeutiers. On demanda l'arrestation de Percy; sa maison fut mise sous les scellés. Il n'y eut qu'un cri à l'Institut et dans la société intelligente de Paris contre cette mesure. Le ministre de la police Decazes, qui était un homme d'esprit, l'entendit et fut lui-même visiter le dangereux dépôt révolutionnaire dont Percy lui fit les honneurs. Il complimenta le vieux chirurgien sur son goût éclairé, son érudition, la richesse et la variété de ses collections d'armures et d'armes anciennes, et en le quittant lui assura qu'il ne serait plus inquiété. Le soir, il raconta son histoire à Louis XVIII; le spirituel souverain rit beaucoup avec lui

[1] Laurant, *Histoire de Percy*, p. 24.

de la sottise des délateurs et ordonna qu'on laissât Percy tranquille.

Mais celui-ci avait, pour se consoler des tracasseries dont il était l'objet, une très grande aisance, et les soucis matériels ne l'atteignaient pas. Il n'en était pas de même de Larrey, aussi suspect, aussi persécuté que lui[1], et qui restait dans une situation précaire. Pour comble de malheur, un abus de confiance dont fut victime Mme Larrey avait anéanti toutes les économies du ménage [2]. Ce furent des heures sombres que Larrey supporta avec courage. Il se mit comme un jeune patricien à faire de la clientèle pour vivre, et Mme Larrey reprit ses pinceaux. Cependant sa célébrité lui attirait les offres les plus brillantes. L'empereur de Russie, qui avait su l'apprécier, chercha à se l'attacher et lui proposa un emploi élevé dans son armée. L'empereur du Brésil lui offrit la direction du service chirurgical de la sienne. Aux États-Unis on le sollicitait également et on lui proposait des avantages considérables. Larrey se refusa à quitter ses vieux soldats de la garde, et résista à toutes les propositions.

Agité de sourds ressentiments et rongé par l'indignation, il assista aux vengeances du nouveau gouvernement; il vit juger, jeter en prison, proscrire la plupart de ses anciens compagnons d'armes et périr Ney, Chartron, Labédoyère et Mouton-Duvernet. Il applaudit à l'évasion de son compagnon d'Égypte Lavalette; mais l'assassinat de Brune, avec lequel il était très lié, le mit hors de lui et le contrista profondément. Pendant deux ans, suspect lui-même, menacé à chaque instant d'être arrêté, soumis à une surveillance permanente de la police, il vécut là la plus douloureuse et

[1] Ses travaux scientifiques même étaient suspects, comme le témoigne cette note de sa main :

« Lemontay, inspecteur de la librairie, condamna à être brûlée ma *Relation chirurgicale de l'armée d'Orient*, parce que j'avais expliqué le passage de la mer Rouge par Moïse.

« Le premier consul protégea le livre et récompensa l'auteur. »

[2] A force d'économie et en y comprenant quelques dons trop mesurés de l'Empereur, Larrey avait économisé la somme de trente mille francs, qui constituait toute sa fortune. Pendant la campagne de Russie, il chargea Mme Larrey de les placer. Celle-ci, dans son inexpérience des affaires, les confia à un vieil ami de la maison qui devait trouver un placement sûr. Le lendemain il niait la dette.

la plus humiliante période de sa vie. Heureusement la Chambre « introuvable », instrument de vengeance et de réaction, élue sous la pression des armées étrangères, fit bientôt place à une assemblée plus modérée; les haines furieuses de partis finirent, sinon par s'apaiser, du moins par perdre de leur violence, et, à une très courte distance des événements, Larrey apparut déjà ce qu'il avait été à un degré si élevé, un des plus grands serviteurs de l'État et de l'armée, un apôtre de la science et de l'humanité. Tous les partis finirent par lui rendre justice. Dans la séance du 10 avril 1818, la Chambre elle-même, revenant sur l'acte qui lui avait supprimé la pension accordée par l'Empereur après la bataille de Lutzen et de Bautzen, la lui restitua avec les considérants les plus élogieux pour lui[1].

A partir de ce moment, il retrouva un peu de sécurité et de tranquillité d'esprit et put s'occuper de l'éducation de son fils et de la rédaction du quatrième volume de ses Mémoires, auxquels il attachait justement une haute importance. Il conçut alors l'espoir de ressaisir aussi sa pension de Wagram, dotée sur sa baronnie située en Poméranie suédoise.

Bernadotte, devenu depuis le mois de février 1818 roi de Suède, avait, nous l'avons vu, mis la main, dès la rupture de l'armistice en 1813, sur les dotations de ses anciens compagnons d'armes, situées pour la plupart, comme celle de Larrey, en Poméranie. Cette affaire avait été réglée en 1814 par une créance de un million sept cent mille francs, reconnue par lui à Larrey et aux autres titulaires. La restitution de cette somme eût dû être, il semble, un devoir sacré pour l'ancien maréchal de France Mais le rusé Gascon, qui avait déjà dupé la Révolution et l'Empereur, était homme à payer

[1] DÉCRET DU 9 AVRIL 1818
RENDU PAR LES CHAMBRES EN FAVEUR DU BARON LARREY

Ce décret fait exception, pour lui, sur la loi des finances relative au cumul d'un traitement avec une ou plusieurs pensions; et voici le principal considérant qui lui est personnel :

« M. Larrey, chirurgien en chef des armées françaises, est connu de vous tous, messieurs; il a suivi nos armées partout pendant vingt ans, en Égypte comme à Moscou; il a bravé la peste avec un admirable dévouement pour soigner nos soldats, et l'humanité lui devait une récompense. »

de la même monnaie ses créanciers. Il thésaurisait pour son compte, en homme sage qui connaît les vicissitudes du sort; mais il restait insensible aux souffrances de ses compatriotes. Il promit trois cent mille francs sur la dette totale de la Suède, et finalement ne donna rien. Larrey lui ayant écrit et ayant intéressé à sa situation l'empereur de Russie et le roi de Prusse, il répoudit par de vagues promesses et de bonnes paroles. Ce fut tout[1].

[1] « Il devait anx Français dotés en Poméranie nn million sept cent mille francs, lorsqu'on les réclama, il répondit qu'il en promettait trois cent mille, qu'il n'a jamais voulu payer. » (Larrey, *fiche.*)

CHAPITRE XXII

I. Deuxième phase de la vie de Larrey. — Les héros et la vie de famille. — Caractère dominateur et autoritaire de Larrey au milieu des siens. — Sa fille Isaure et Clot-Bey. — L'éducation d'Hippolyte Larrey par son père. — Sévérité compressive de cette éducation. — Ses enseignements. — Nature fine et délicate d'Hippolyte Larrey. — II. Nouvelle de la mort de Napoléon à Sainte-Hélène. — Étude rétrospective sur la maladie qui emporta l'Empereur. — Hépatite ou cancer? — Version anglaise. — Version française. — Opinion d'Antommarchi, de l'entourage, d'Hippolyte Larrey. — Conditions hygiéniques et médicales dans lesquelles fut placé Napoléon à Sainte-Hélène. — Les médecins O'Meara, Stokoë, Antommarchi. — Singulière attitude d'Antommarchi. — Les médications. — Erreur de diagnostic de tous les médecins qui ont soigné Napoléon à Sainte-Hélène. — Incroyable consultation du docteur Arnold. — Contradiction entre les faits révélés par l'autopsie de Napoléon et les affirmations d'Antommarchi. — Testament de Napoléon. — Glorieuse mention accompagnant le legs de Larrey. — Comment le testament de Napoléon fut exécuté. — Décret du 5 août 1854 de Napoléon III. — Usage que fit Hippolyte Larrey du complément du legs de son père.

I

Avec la victoire définitive des coalisés, la chute de l'Empire, le désarmement imposé à la France, la phase active et historique de la carrière de Larrey se trouve terminée. Ma tâche approche de sa fin, et je n'ai plus qu'à exposer les principaux actes de la seconde période de sa vie.

A ce moment, un nombre considérable d'énergies intenses se trouvent sans emploi. La plus grande de toutes, celle qui avait bouleversé l'Europe et voulu faire de la France le centre et le foyer du monde, était enchaînée à Sainte-Hélène, où elle mâchait désormais, à vide, ses grandes pensées, — réduite à se remémorer les grandes choses qu'elle avait accomplies, — sans pouvoir, supplice extrême pour cette extraordinaire imagination, en projeter de nouvelles. Des colonels de

vingt-cinq ans, des généraux de trente, des maréchaux de quarante, voyaient leur carrière terminée et ne devaient plus, pour la plupart, faire jamais la guerre. Aucun de ceux qui prirent part aux événements militaires de 1815 n'avait cinquante ans. Napoléon avait quarante-six ans; Davout, quarante-cinq; Soult, quarante-six; Ney, quarante-six; Grouchy, quarante-neuf; Drouet d'Erlon, quarante-neuf; Lobau, quarante-cinq; Exelmans, quarante. Labédoyère, qui était le plus jeune général de l'Empire, n'avait que vingt-neuf ans; Larrey avait quarante-six ou quarante-neuf ans[1]. On se figure combien l'inactivité dut peser à ces héros désormais sans emploi. Voyons comment la supporta Larrey.

Il semble au prime abord, d'après ce que nous savons de son caractère et de la tendresse qu'il portait à sa femme et à ses enfants, qu'il dut se trouver complètement heureux de vivre désormais au milieu d'eux. Il avait toujours détesté ces longues séparations qui l'avaient si longtemps et si souvent tenu éloigné des siens, et il avait longtemps appelé la paix de tous ses vœux. Dans toutes ses lettres adressées à sa femme des contrées les plus éloignées, des bords de la Sprée, du Danube, de l'Elbe ou du Niémen, on y trouve exprimé l'ardent désir de la rejoindre et de vivre paisiblement de la vie de famille. Il a par moments à l'armée des accès de désespoir, comme en Espagne, en 1805, et à Francfort, en 1813. Cependant il ne paraît pas qu'il ait joui de cette réunion tant souhaitée avec sa femme et ses enfants, comme on pourrait le penser. Il se passa pour lui ce qui dut se passer pour tant d'autres de ces hommes d'action. Le passage subit de la carrière la plus énergiquement active qu'on puisse rêver, d'une vie de glorieuses chevauchées dans le monde, au milieu de l'état-major d'une armée batailleuse et conquérante, à une existence calme, tranquille et ordonnée, dans laquelle il n'y avait plus d'aliments pour une âme supérieurement trempée et pour une organisation phy-

[1] J'ai déjà fait observer que la date de la naissance de Larrey était incertaine et que lui-même hésitait entre 1766 et 1769.

sique arrivée à un degré de vigueur et d'endurance peu communes, l'éprouva profondément. Il eut de la peine à se faire aux exigences de la vie de famille, si nouvelle pour lui, où il faut tenir compte de la volonté et des désirs d'une femme, des conditions délicates et multiples de l'éducation des enfants, et, sans s'en douter, il transporta à son foyer les allures autoritaires de la vie des camps. Avec sa femme, la douce et charmante Laville, qu'il avait adorée et qu'il aimait toujours, — mais à sa façon, — avec Isaure, charmante enfant, qui avait été sa correspondante pendant la dernière campagne, et qui était devenue une belle et charmante jeune fille, il fut impérieux et dominateur. Il ne fut pas moins tyrannique et autoritaire avec son fils, cet Hippolyte dont il avait si ardemment souhaité la naissance, qui devait devenir la joie et l'orgueil de ses vieux jours et qui a porté si fièrement le lourd héritage du nom paternel.

Peut-être s'étonnera-t-on que le pur héros que fut Larrey, l'homme qui partagea avec ses blessés son linge, sa nourriture, sa petite provision personnelle de cordiaux et qui risquait tous les jours sa vie pour les sauver, ait pu faire souffrir ces trois êtres, qu'il chérissait au fond profondément et dont il voulait faire le bonheur. Ce fut cependant. Nous sommes réduit à adopter pour excuse que la vie familiale et éducatrice n'est pas faite pour les héros comme Larrey. Il apportait dans les questions tout à fait relatives et délicates que suscite la vie de famille la droiture de la conscience la plus honnête du monde, mais aussi la raideur et l'inflexibilité d'un caractère qui n'avait jamais connu de capitulation.

Sa fille Isaure fut celle qui souffrit le plus de ce joug despotique. En 1815, elle était dans tout le rayonnement de sa jeunesse et de sa beauté. Pendant les Cent-Jours, à une revue sur la place du Carrousel, l'Empereur l'avait remarquée et s'était incliné devant elle en témoignage d'admiration. De nombreux prétendants aspirèrent à sa main. Cela dura longtemps, car Larrey, jaloux de l'affection de sa fille, ne trouvait aucun prétendant digne d'elle et les éliminait tous successivement.

Parmi ceux qui aspirèrent à sa main fut ce Clot-Bey, — célèbre dans le monde médical de l'époque par ses aventures, — et qui de garçon barbier devint un chirurgien distingué, favori de Méhémet-Ali et fondateur d'une école de médecine en Égypte. Il était venu en France amenant avec lui douze de ses élèves les plus distingués, pour leur faire prendre le titre de docteur de la Faculté de Paris. Depuis l'expédition d'Égypte, l'attention de la France se portait volontiers vers ce pays qu'elle avait conquis et possédé un moment, et on suivait avec intérêt les actes de l'habile vice-roi qui achevait l'œuvre de réorganisation commencée par nos savants et nos soldats. Aussi la réputation de Clot-Bey l'avait-elle précédé à Paris. Il y fut reçu avec une extraordinaire faveur et fêté par tous les corps savants. L'Institut et l'Académie de médecine lui firent les honneurs de ses séances. Tous les hommes de science, surtout ceux qui avaient fait partie de l'Institut d'Égypte, se disputaient sa présence. Accueilli par Larrey avec un intérêt tout particulier, il écouta avec admiration les récits militaires et scientifiques du chirurgien de la Grande Armée; mais il s'éprit en même temps de sa fille, qui de son côté ne resta pas insensible aux attentions dont elle fut l'objet. Ce fut une courte et chaste idylle, qui nous est révélée par la correspondance d'Hippolyte avec sa sœur. Malheureusement Larrey n'était pas homme à donner son enfant, surtout pour qu'on l'emmenât en Égypte. Dès qu'il s'aperçut de la liaison qui existait entre les deux jeunes gens, il y coupa court et congédia Clot-Bey. — On peut croire que ce fut sans détours ni réticences. — Celui-ci repartit pour l'Orient en laissant Isaure dans la désolation. Elle fut longtemps à se remettre du coup qui lui brisa le cœur[1].

Si la main de Larrey était trop énergique pour sa fille, elle ne s'appesantit pas moins lourdement sur son fils. Mais là il s'agissait d'une éducation virile, et sa rigueur avait

[1] Elle finit par épouser sur le tard le chirurgien militaire Périer, professeur au Val-de-Grâce.

moins d'inconvénient. Il est même probable qu'Hippolyte Larrey a dû à cette éducation inflexible et autoritaire, mais empreinte des hautes idées qui avaient gouverné la vie entière du chirurgien de la Grande Armée, une grande partie de ses solides qualités et, particulièrement, la droiture et l'élévation de caractère, la délicatesse de conscience, l'esprit de justice, les sentiments inaltérables d'honneur et de fidélité, que comme son père il posséda à un haut degré et qui ont fait de lui un des hommes les plus remarquables de sa génération. Cependant cette éducation compressive a ses revers, et elle dut lui enlever un peu de son individualité. Il est remarquable que c'est par l'abus de la prodigieuse originalité de son tempérament que Larrey atténua celle de son fils. Ce ne fut peut-être pas un malheur ; les temps étaient en effet bien changés, et l'énergie dominatrice, la volonté absolue, la ténacité et la force d'âme presque surhumaine que, le premier, Larrey avait montrées pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, n'auraient pu trouver leur emploi sous les régimes pacifiques de la Restauration et du gouvernement de Juillet.

Le moment n'était plus, en effet, aux grandes luttes armées, dans lesquelles se développent et se trempent les organisations exceptionnelles. Après les effroyables hécatombes d'hommes du commencement du siècle, il semble que la nature humaine ait eu hâte de jouir des plaisirs délicats de la pensée et de l'esprit, et les hommes qui succédèrent aux héroïques batailleurs furent une génération de poètes, de savants et de penseurs. C'est l'admirable poussée de 1830, à laquelle appartient le second Larrey avec ses traits aux lignes pures et charmantes, l'expression presque idéale de sa physionomie, qui évoquent l'hérédité maternelle, et son caractère supérieurement affiné, très ouvert aux choses de l'art et des lettres en même temps qu'aux sciences médicales. Il est bien des temps romantiques qui se lèvent et brillent, — par un contraste saisissant, — au couchant des épopées héroïques et meurtrières.

Naturellement, dès sa naissance, — avant même de naître,

— il a été voué à la chirurgie de guerre ; son père a commencé de bonne heure, — on peut s'en rapporter à lui, — son éducation militaire et scientifique. Le premier livre qu'il a épelé, lu, et qu'on lui a commenté avant et au-dessus de tout autre, est l'ouvrage que Larrey a consacré à la relation de ses campagnes. Il n'a jamais entendu parler des histoires et des contes avec lesquels on amuse d'ordinaire l'enfance. Les conversations du père avec son fils, sa correspondance, les récits qu'il lui fait roulent toujours sur des sujets sérieux, trop élevés, comme les sujets scientifiques, ou trop passionnants, comme les récits militaires, pour son âge. Ajoutons les conversations quotidiennes sur le grand Empereur, dont le souvenir toujours présent est l'objet d'un culte passionné, qu'il n'a pas de peine à faire partager à l'ardente et chevaleresque nature de son enfant et que celui-ci gardera toute sa vie. On ne peut savoir quel aurait été le résultat d'une éducation semblable, si la mère, — contreminant l'œuvre de Larrey, — ne l'eût tempérée par sa tendresse vigilante, son bon sens, ses goûts artistiques et littéraires, et si les excellents maîtres du lycée Saint-Louis, où il fut placé pour faire ses études, n'eussent par leur enseignement rétabli l'équilibre dans cette jeune intelligence trop hâtivement et inégalement cultivée.

II

La nouvelle de la mort de Napoléon affligea profondément Larrey. Dans cet ouvrage, où l'histoire du grand chirurgien m'a amené à rappeler les principaux actes de la vie de Napoléon à laquelle elle reste si étroitement liée, on ne peut considérer qu'il soit hors de mon sujet de retracer brièvement les derniers épisodes du drame de Sainte-Hélène, qui jusqu'à ces derniers temps ont été dénaturés ou oubliés. L'événement du 5 mai 1821, qui semble avoir surpris le trop

fameux geôlier Hudson Lowe, n'était que trop prévu par la famille Bonaparte et ses amis. Les rapports des médecins qu'il avait eus successivement auprès de lui, d'O'Meara[1], du chirurgien anglais John Stokoë et du dernier de tous, Antommarchi[2], les lettres particulières qui parvenaient de Sainte-Hélène, ne laissaient aucun doute à ce sujet[3]. Il était atteint, disaient les hommes de l'art, de l'hépatite endémique de Sainte-Hélène, et en signalant la gravité de cette affection ils constataient que sa curabilité était impossible sous le climat des tropiques. On tenta des démarches auprès des chancelleries anglaises et étrangères pour obtenir sa translation dans une contrée plus saine. Elles échouèrent naturellement. Les fâcheuses nouvelles de la santé de leur terrible adversaire, les prévisions même de sa mort, laissaient les puissances dans une incrédulité vraie ou fausse, mais dont elles ne voulurent pas sortir, et les ministres anglais Liverpool, Castlereagh et Bathurst, qui portent devant l'histoire la responsabilité des indignes traitements auxquels fut soumis Napoléon, se bornèrent à prescrire à leur agent, le gouverneur Lowe, de redoubler de surveillance et de fermeté, c'est-à-dire de cruauté.

Il est remarquable qu'on ait pu longtemps contester la nature du mal qui emporta Napoléon. Antommarchi, qui seul le soigna pendant la dernière période avec Arnott, conclut à une hépatite chronique et à des lésions organiques consécutives de l'estomac. Ce fut là la version française, celle qui attribuait la maladie et la mort à l'endémie tropicale, — la lésion de l'estomac s'étant produite secondairement, — soutenue par quelques historiens et qui a été adoptée de nos jours par le fils même de Larrey. On alla même jusqu'à contester le cancer[4]. Une opinion opposée veut que la mort ait

[1] O'Meara, *Rapport adressé à Madame, mère de l'Empereur,* le 26 juillet 1818.
[2] Antommarchi, *Lettre au chevalier Colonna*, 18 juillet 1820.
[3] Montholon, *Lettre à la princesse Pauline*, 17 mars 1821.
[4] Hippolyte Larrey est très explicite à ce sujet. « L'autopsie, dit-il, fut pratiquée le 6 mai par le docteur Antommarchi. Elle démontrait que la lésion essentielle était la maladie du foie. endémique dans ce pays, ou hépatite chronique, tandis que l'*ulcère de l'estomac était secondaire et non cancéreux.* » Plus loin, il cite la conversation de Bertrand avec Antommarchi, rapportée par ce grand maréchal

été, au contraire, provoquée par un cancer primitif de l'estomac. On trouva, en effet, une perforation de cet organe au voisinage du pylore, lésion qu'Antommarchi avait considérée, malgré les résultats très positifs de l'autopsie, comme un ulcère simple, consécutif à l'hépatite. Mais les partisans du cancer, rappelant que le père de Napoléon, Charles Bonaparte, avait succombé à une affection de ce genre, firent de cette altération la lésion essentiellement primitive et organique, les troubles observés du côté du foie devant être secondaires.

L'Empereur mort, la haine du gouvernement britannique se trouvait satisfaite et ses appréhensions dissipées ; il ne se préoccupa plus dès lors que de diminuer sa part de responsabilité morale et historique dans cet événement, et enregistra avec satisfaction le diagnostic qui l'attribuait à une affection héréditaire et organique sur laquelle le climat de Sainte-Hélène n'avait pu avoir qu'une influence peu importante. Il est aujourd'hui certain, en examinant non seulement le rapport de l'autopsie, mais aussi les signes cliniques observés pendant la vie, que Napoléon succomba, en effet, à un cancer. Mais, ce qui ne paraît pas moins contestable, — et on ne voit pas en quoi la responsabilité du cabinet anglais peut en être atténuée, — c'est que cette affection, qui aurait pu rester indéfiniment à l'état latent dans une organisation aussi robuste[1], fut développée par les souffrances morales et physiques, l'hygiène détestable, les privations, les humiliations, le manque d'exercice auquel fut soumis sous un climat insalubre leur illustre victime. Il n'est pas possible qu'un médecin relate ces événements sans faire observer combien l'Empereur fut mal soigné. Nous avons vu de quelle sollicitude il faisait entonrer les malades ou blessés anglais,

dans la préface de son livre sur la campagne d'Égypte et de Syrie. « De ce qu'à *deux pouces du pylore l'estomac a été percé, on ne peut en conclure que l'Empereur ait succombé à une maladie du pylore*, m'a dit depuis le docteur Antommarchi. » (Le baron Larrey, *Madame Mère*, t. II, p. 252. Dentu, Paris, 1892.)

[1] « J'aurais vécu jusqu'à quatre-vingts ans s'ils ne m'avaient pas amené dans cette île maudite. » (*Napoléon au docteur Stokoë*, Paul Frémeaux. — *Napoléon prisonnier*.)

et j'ai montré Larrey en Égypte, en Espagne, fidèle exécuteur de ses pensées, veiller à ce qu'ils fussent installés dans les meilleures conditions hygiéniques, à ce qu'ils ne manquassent ni de médecins, ni de médicaments, ni de vivres frais. A ces procédés qui furent constants, le gouvernement anglais répondit par des actes criants d'inhumanité.

Il assigne comme résidence à son captif une île tropicale, insalubre, et dans cette île il lui donne comme babitation l'endroit le plus malsain, le plus bumide et le plus battu par les vents : — une agglomération de baraques construites pour servir d'abri à des bestiaux et qui redeviendra après sa mort une écurie. — Il consent bien à ce qu'il reçoive, s'il est malade, les secours d'un homme de l'art, mais à partir du moment où ce praticien lui manifeste quelque intérêt, un peu de cette pitié qu'un médecin digne de ce nom ne refuse à aucun malade, s'il ne se prête pas à être son délateur auprès du gouverneur, il lùi est enlevé.

Ainsi on renvoie le premier de tous O'Meara, dès qu'on s'aperçoit que Napoléon éprouve pour lui de la sympathie et prend goût à ses soins. Un médecin anglais, Stokoë, le remplace intérimairement. Il arrive que, touché de ses malheurs et de ses souffrances, il lui témoigne une respectueuse déférence; on lui donne immédiatement l'ordre de rentrer en Europe, où il est traduit ensuite devant un conseil de guerre, qui le condamne à la perte de son emploi.

Enfin, dix-huit mois avant sa mort, le malheureux souverain reçoit de sa mère et du cardinal Fesch son dernier médecin, un jeune homme, anatomiste distingué, dit-on, mais dénué d'expérience médicale, le Corse Antommarchi, dont les Mémoires, qui ont été crus sur parole par la famille Bonaparte, par Thiers et par d'autres écrivains, sont aujourd'hui considérés comme peu dignes de confiance[1]. Dans une

[1] La carrière d'Antommarchi ressembla plus, du reste, à celle d'nn charlatan qu'à l'existence d'un médecin sérieux. On sait qu'il publia, nenf ans après son retour de Sainte-Hélene, l'empreinte dn visage de l'empereur, dont le moulage est en Angleterre; la pièce est superbe et restitue la fine et délicate physionomie du premier consul. Le retard qu'il mit à la faire connaître, l'absence des traits phrénologiques firent violemment contester son anthenticité. Cependant on

publication récente, qui lui fait un aussi grand bonneur comme bistorien que comme homme d'État anglais, lord Roseberry a attiré de nouveau l'attention sur le peu de crédit que méritent ces documents[1], et a rappelé la singulière attitude de ce médecin vis-à-vis de l'Empereur. Fat, présomptueux, mal élevé, détestable clinicien, le nouveau venu blessa dès son arrivée son illustre malade par son inconcevable façon d'être, sa mauvaise tenue, son scepticisme vis-à-vis de ses souffrances. Au tableau de ses maux, il prend un air entendu, sourit sottement et paraît considérer l'affection dont se plaint Napoléon comme une feinte, une comédie jouée par lui et son entourage pour se faire rappeler en Europe. Dans tout ce drame de Sainte-Hélène, je ne connais pas d'épisode plus douloureux et de trait plus odieux que l'attitude de ce jeune praticien, venu pour soulager et consoler, sinon pour guérir, et qui ne sait pas s'élever à la bauteur de sa mission. On peut croire que dans l'année 1820 Napoléon, qui succomba à une affection cachectique en mai 1821, devait déjà être très malade. Cependant son médecin n'attache aucune importance aux symptômes qu'il éprouve, a l'air de se désintéresser de sa situation et passe son temps à faire des excursions dans l'île. Naturellement il perd la confiance de l'Empereur, déjà peu disposé à croire à la médecine. Il est cependant sincère dans son ignorance, et il croit si bien que Napoléon n'est pas gravement atteint qu'à deux différentes reprises pendant l'année 1821, le 31 janvier et le 9 avril, — celle-ci vingt-six jours seulement, par conséquent, avant la mort de l'Empereur[2], — il demande à retourner en Europe, démarche qu'il n'aurait pas faite s'il eût cru sa tâche sur le point d'être terminée et la récompense si prochaine.

Au mois de mars, il prend un air incrédule, dit Montholon, en entendant Napoléon se plaindre de douleurs dans l'es-

s'accorde aujourd'hui pour reconnaître son exactitude. L'original faisant défaut, on ne peut plus s'en rapporter qu'à la copie qui est unique, et toute contestation serait vaine.

[1] *Napoléon. La dernière phase*, traduction d'A. Filon. Hachette, 1901.

[2] Montholon, *Récit de la captivité de l'Empereur à Sainte-Hélène.*

tomac et déclare avec autorité « que le pouls est bon ». Il met le comble à sa sottise le 22 mars. On connaît le trait. Il constitue un des plus affligeants exemples de l'inconscience de certains médecins. A cette époque, l'Empereur est au plus bas et est veillé jour et nuit. Il ne digère aucun aliment et vomit des matières noirâtres; il est tellement faible qu'ayant voulu prendre l'air, il s'est évanoui au moment où on l'a apporté dans sa voiture. Antommarchi veut bien reconnaître que la situation est sérieuse et que l'Empereur est atteint d'une « gastrite ». Que fait-il alors? Il lui donne de l'émétique. Il y avait de quoi faire périr instantanément le malade, et si la drogue eût été administrée quelques semaines plus tard, on eût pu affirmer en toute sincérité que la rupture signalée à l'autopsie était le résultat de cette médication intempestive. Mais on ne peut cependant pas dire qu'elle n'ait pas contribué à la provoquer.

L'Empereur, cependant, est pris de violentes nausées et de douleurs tellement atroces, qu'il se roule à terre dans un état épouvantable. Un vrai praticien serait consterné; Antommarchi ne se démonte pas et déclare que la dose est un peu forte, mais que le remède convient et qu'il faut recommencer. Il recommence, en effet, et, Napoléon se refusant à prendre le remède, il le verse subrepticement dans un verre de limonade qu'il a demandé à son valet de chambre. L'Empereur, qui se méfie, flaire la supercherie, fait boire la boisson à Montholon, qui est pris de violents vomissements. Napoléon se met alors en fureur, traite son médecin d'assassin et lui prescrit de ne plus se présenter devant lui[1]... Qui de nous n'en eût fait autant? Tel fut, par une amère dérision, le successeur de Corvisart auprès de l'Empereur, son dernier médecin, celui qui eût dû consoler et adoucir ses derniers moments. On ne peut douter aujourd'hui qu'il les troubla au contraire, et que, loin de lui rendre des services, il blessa l'homme et le souverain par son attitude parfois inconvenante, et tracassa inutilement le malade quand il

[1] Montholon, *Mémoires*. — Lord Roseberry, *Napoléon. La dernière phase*, p. 31.

ne pouvait plus rien faire pour lui, après avoir dédaigné de s'en occuper au moment où il aurait pu avoir quelque raison d'intervenir.

Tout ceci ne ressort pas naturellement de la version d'Antommarchi, très élogieuse pour lui-même, mais du récit de Montholon, dont on ne saurait suspecter la véracité, et qui porte le cachet de l'authenticité.

Antommarchi, on vient de le voir, a indignement soigné son malade ; mais si les autres médecins l'ont traité avec plus de circonspection et plus d'intelligence, tous ont commis l'erreur de diagnostic qui consiste à prendre un ulcère spécifique de l'estomac pour une affection du foie. Tous sont hypnotisés par l'hépatite endémique des pays chauds, et il semble qu'à Sainte-Hélène il ne puisse pas y avoir d'autre maladie. O'Meara lui-même, qui cependant semble mieux connaître son art que ses confrères, s'y laisse prendre, et, s'il ne s'abuse pas sur l'influence dangereuse du climat, — il n'ose dire des mauvais traitements qu'infligent les Anglais au captif, — il se trompe, comme ceux qui le suivent, sur l'organe malade. Selon l'habitude thérapeutique anglaise, il donne du mercure à Napoléon, et celui-ci, qui n'avait jamais pris de médecine de sa vie, qui n'a jamais eu mal à l'estomac, en souffre pour la première fois[1]. Stokoë, qui passe un instant, Antommarchi et enfin Arnott, chirurgien du 20e de ligne anglais, commettent la même faute. Nous avons vu qu'Antommarchi n'entrevit une « gastrite » que dans le commencement du mois de mars. Mais Arnott, que Napoléon estime cependant, pour lequel il éprouve de la sympathie et qu'il désire voir de préférence à Antommarchi, dépasse encore tout ce monde par son ignorance ou son scepticisme médical, à moins qu'instruit par le sort d'O'Meara et de Stokoë, l'un renvoyé, l'autre condamné pour s'être trop intéressé à l'Empereur, il ait, — ce qui est bien possible, — manqué de bonne foi et de sincérité.

[1] « De la vie je n'ai souffert ni de la tête ni de l'estomac. » — « L'Empereur n'a jamais pris de médecine de sa vie. » (*Mémorial*, t. V.)

L'affaire mérite d'être racontée, ne serait-ce que pour édifier ceux qui ont cru à l'extraordinaire légende anglaise, représentant l'infortuné Hudson Lowe persécuté jusqu'au dernier jour par Napoléon, qu'il entoure des soins les plus délicats et qui se pose, — l'ingrat, — en victime devant l'histoire[1]. Donc nous sommes au commencement d'avril 1821; Napoléon est moribond. Il est notoirement malade depuis trois ans[2], gravement atteint depuis dix-huit mois et se trouvent dans un état désespéré depuis le mois d'août 1820. Loin de s'adoucir cependant, le régime de compression anglaise auquel il est soumis n'a fait que s'accroître, et le cercle d'isolement absolu s'est encore resserré[3].

Tous les médecins qui ont soigné des personnes affectées du cancer de l'estomac savent dans quel triste état elles se trouvent dans l'ultime période de leurs souffrances, celle qui précède la mort de quelques mois. L'Empereur a maigri de la moitié de son poids, il a le teint cachectique, le pouls filiforme, les extrémités glacées, ne peut parvenir à se réchauffer, vomit du sang, éprouve des douleurs intolérables à l'estomac et ne se nourrit qu'avec un peu de gelée. C'est à ce moment, six semaines à peine avant sa mort, que le moribond, sur les instances de son entourage, consent à recevoir la visite du docteur Arnott. On ne croirait pas ce que fut cette consultation si on n'en avait pas, dans l'ouvrage de Forsyth, le compte rendu adressé au gouvernement[4].

Arnott, reprenant à son compte l'opinion qu'Antommarchi avait si témérairement exprimée quelques mois auparavant, — mais dont il est aujourd'hui revenu, — déclare que l'Empereur n'est pas sérieusement malade, que sa maladie est

[1] Cette idée, qui ne pouvait naître et se développer que dans des cerveaux anglais, émise par un avocat de Londres, Forsyth, qui entreprit de justifier Hudson Lowe, a eu en France des partisans. Elle est, entre autres, adoptée par le Dictionnaire *Larousse*.

[2] En juillet 1818, il a souffert du côté, a eu de l'œdème aux jambes et de la stomatite. C'est à ce moment que O'Meara demande une consultation avec son collègue le chirurgien Stokoë.

[3] A la fin de mars, Napoléon était définitivement alité pour ne plus se relever. A ce moment, lord Bathurst, secrétaire d'État aux colonies, écrivait à Hudson Lowe de redoubler de vigilance et commandait à la marine de faire bonne garde.

[4] Forsyth, *History of the captivity*.

plutôt morale que physique, et il lui donne le conseil de se lever et de se raser. Cette consultation ridicule, et qui dénoûrait aujourd'hui la carrière de n'importe quel médecin, est envoyée à Lowe, qui naturellement redouble de sévérité.

C'est dans une de ses visites que, le chirurgien anglais pressant un peu vivement l'Empereur de prendre un médicament, celui-ci répondit doucement : « Il ne faut cependant pas me traiter comme un simple grenadier. » Napoléon avait heureusement mieux que ces extraordinaires médecins. Il avait son entourage, Montholon, Bertrand et le fidèle et dévoué Marchand. C'est au milieu de ces serviteurs éprouvés, — faisant signe, pendant son agonie, qu'on écartât Antommarchi, — qu'il expira, le 5 mai 1821, — quelques semaines après le jour où Arnott avait déclaré qu'il n'était pas malade[1].

Le testament de l'Empereur, dans lequel il se plut à laisser une marque de son souvenir à ses compagnons de Sainte-Hélène et à quelques-uns de ceux qui l'avaient servi et qui

[1] L'autopsie démontra que l'estomac était le siège d'une lésion fort étendue sur sa face antérieure. A trois travers de doigt du pylore, il offrait une ulcération squirreuse exactement circonscrite et perforée à son centre; l'adhérence de cette partie au lobe du foie en obturait l'ouverture. La surface interne de l'organe était entièrement envahie par un ulcère cancéreux qui ne laissait indemne que l'extrémité cardiaque sur un petit espace. L'estomac était rempli d'une matière fluide abondante, analogue au marc de café.

Le foie était très volumineux, sans altération notable de structure; mais il adhérait par sa face convexe au diaphragme, et par la face concave du lobe gauche à la partie correspondante de l'estomac. Ces adhérences, d'ancienne formation, étaient très résistantes.

Le foie était certainement en état d'hépatite chronique. Combien, cependant, cette affection paraît secondaire, — à côté des graves et redoutables lésions de l'estomac. — Nous avons peine à comprendre aujourd'hui comment quatre médecins purent si longtemps méconnaître un état aussi aigu et depuis si longtemps caractérisé.

Mais ce qu'il y a de plus étonnant, c'est qu'en présence des faits révélés par lui-même dans cette autopsie, Antommarchi ait pu, — comme nous l'avons vu plus haut, — contester l'affection cancéreuse. Il est probable qu'il voulut à la fois, par une ingénieuse combinaison, rassurer la famille Bonaparte contre l'idée d'une diathèse héréditaire chez ses membres, et servir sa cause devant l'Europe en représentant Napoléon comme ayant succombé à une affection endémique sous les tropiques.

Autour du cadavre, une vive et stérile discussion recommença; les chirurgiens anglais ne purent se mettre d'accord sur l'état du foie : les uns le déclarèrent normal, — ce qui était du reste de la bonne politique; — les autres le trouvèrent lésé. (Forsyth, *op. cit.* — Antommarchi, *op. cit.*)

avaient souffert pour lui ou pour la France[1], est célèbre. Tous les médecins connaissent la mention qu'il consacra à Larrey[2] : « Je laisse cent mille francs au chirurgien Larrey ; c'est

[1] Il n'est pas sans intérêt de rappeler le sort qu'eut ce testament.

La fortune de l'Empereur se composait de six millions avec les valeurs placées par lui chez le banquier Laffitte en 1815, et de quatre millions restés aux mains de Marie-Louise et d'Eugène de Beauharnais, pour une partie ; de son domaine privé et du fruit des économies de sa liste civile pendant quatorze ans, qu'il évalue à deux cents millions, pour la seconde partie.

Il partagea les fonds placés chez Laffitte entre ses compagnons de Sainte-Hélène et des officiers de son armée dont il n'avait pas eu le temps de récompenser les services. Montholon eut deux millions, Bertrand cinq cent mille francs, le fidèle Marchand quatre cent mille francs. Puis des legs de cent mille francs à Las Cases, à Cambronne, à Dronot, au brave et dévoué Lefebvre-Desnouettes, à Lavalette, à Marbot, à Larrey, à Percy, à Emmery, aux enfants de Labédoyère, de Mouton-Duvernet et du général Chartron, exécutés sous la Restauration, etc. Enfin trois cent mille francs aux bataillons de l'île d'Elbe et deux cent mille francs aux blessés de Leipzig et de Waterloo. Il divisa en deux legs égaux les deux cents millions et son domaine privé, qu'il affecta, l'un aux officiers et soldats de son armée, l'autre aux provinces qui avaient le plus souffert de l'invasion.

Disons d'abord que la seconde partie de son testament ne put être exécutée. Par une ordonnance du 5 avril 1818, le gouvernement de la Restauration avait fait entrer dans le trésor public la fortune propre de l'Empereur. Peut-être cette mesure politique inspira-t-elle, par représailles, celle que crut devoir adopter plus tard Napoléon III au sujet des biens de la famille d'Orléans.

Restait la première partie du legs contenant les fonds de Laffitte. En vertu de l'acte de répartition, Larrey, comme les autres légataires, ne reçut qu'une partie de la somme qui lui avait été léguée. On sait que l'Empereur Napoléon III tint à honneur à réparer l'injustice qui fut alors commise. Par un décret du 5 août 1854, il affecta la somme de huit millions à l'exécution des dispositions testamentaires de Napoléon Ier. Dans la première répartition, Dominique Larrey n'avait touché que cinquante mille francs. Son fils, Hippolyte Larrey, reçut le complément de son legs. Mais, dans une pensée infiniment délicate, il ne voulut pas disposer pour lui-même d'un argent qui avait une si haute origine. Il l'employa à fonder, à Baudéan, une école dans la maison même où naquit son père.

[2] TESTAMENT DE NAPOLÉON

EXTRAIT

Ce jourd'hui 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène. . . . .

Ceci est mon testament ou acte de ma dernière volonté . . . .

Je lègue. . . . . 15e idem : au chirurgien en chef LARREY, cent mille francs.

C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu. . . . . .

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand mes exécuteurs testamentaires. Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé : NAPOLÉON.

Pour extrait et copie conforme, certifié par nous, exécuteurs testamentaires soussignés.

BERTRAND, MONTHOLON, MARCHAND.

« Paris, ce 13 mars 1822. »

(Extrait original, appartenant à Mlle Juliette Dodu.)

l'homme le plus vertueux que j'aie connu. » Cet hommage, inscrit quelques jours avant sa mort, sur un acte solennel, par le grand capitaine qui avait vu la France et l'Europe à ses pieds et était un grand connaisseur d'hommes, a été redit de génération en génération et ne périra probablement jamais.

Si on a pu reprocher à l'Empereur, et s'il a pu se reprocher à lui-même de ne pas avoir suffisamment rémunéré les services de Larrey, on peut dire qu'il a payé sa dette par cette seule ligne. Il n'est pas douteux qu'elle n'ait été écrite délibérément pour passer à la postérité. Napoléon parlait pour l'histoire et connaissait le poids qu'aurait un jour le moindre de ses jugements; il savait que la postérité les enregistrerait, et il est certain qu'aucun de ceux qui ont été recueillis à Sainte-Hélène n'a été prononcé par lui sans préméditation. Déjà, dans plusieurs circonstances, il s'était plu à évoquer le nom de Larrey et à rappeler ses services. Peu de temps avant sa mort encore, dans une conversation avec Arnott, il avait vanté le chirurgien de sa garde, attribuant à son dévouement et à son zèle l'infériorité de la mortalité dans l'armée française, comparativement à l'armée anglaise. « Quel homme, avait-il dit, quel brave et digne homme que Larrey! que de soins donnés par lui à l'armée d'Égypte, soit dans la traversée du désert, soit après Saint-Jean-d'Acre, soit en Europe! J'ai conçu pour lui une estime qui ne s'est jamais démentie. Si l'armée élève une colonne à la reconnaissance, elle doit l'ériger à Larrey[1]. »

Mais cette conversation, qu'il sait cependant devoir être historiquement reproduite par Montholon ou Marchand, ne lui suffit pas, et dans son testament, où il est si sobre d'appréciations pour les personnes, il fait une seule exception pour Larrey et lui lègue le plus magnifique éloge que depuis Marc-Aurèle un médecin ait reçu d'un souverain[2].

[1] Marchand, *Préface du Récit des guerres de César*, p. 22.

[2] On a souvent cité l'annotation concernant Marbot. Ce n'est pas une glorification comme celle qu'il consacre à Larrey. C'est une invitation à continuer ses travaux pour la défense des armées françaises, etc. (Page 31.)

L'unique mention personnelle en dehors de celle de Larrey est l'acte de flétrissure concernant Marmont, Augereau et Lafayette. (Page 6.)

CHAPITRE XXIII

I. Larrey sous la Restauration. — Mort de Percy. — Élection à l'Institut de Dupuytren. — Réclamations de Des Genettes et de Cloquet. — Nomination de Larrey. — Voyage en Angleterre avec son fils en 1826. — Revirement au sujet de Napoléon produit en Angleterre après sa mort. — Influence sur les esprits du livre d'O'Meara. — Popularité du nom de Larrey. — Accueil que lui font les grands chirurgiens de l'Angleterre. — Les Anglais de marque : le commodore Sidney Smith, le colonel Weimouth, l'amiral Keith, lord Holland, Walter Scott. — *Histoire de Napoléon,* de Walter Scott. — Sa partialité. — Larrey sous le régime de 1830. — Les journées de Juillet. — Le chirurgien de la garde royale acclamé à la fois par l'armée et par les insurgés. — Il prend la défense contre l'émeute des blessés de la garde. — Larrey rentre dans la plénitude de ses fonctions. — Lætizia Bonaparte, mère de Napoléon. — Larrey se rend auprès d'elle avec son fils. — Détails sur l'entretien. — Témoignage d'amitié et d'estime donné à Larrey par la mère de l'Empereur. — Visite à Florence à la reine Hortense et à Caroline, reine de Naples, devenue comtesse Lipona. — II. Hippolyte Larrey, agrégé à la Faculté et professeur au Val-de-Grâce. — Son portrait. — Continuation du despotisme paternel. — Opposition de son père à un projet de mariage. — Vertus filiales d'Hippolyte Larrey. — Sollicitude et déférence touchantes vis-à-vis de son père. — Transmission atavique des dons et des idées du père à son fils. — Notes des deux Larrey sur la phase de leur vie passée sous le gouvernement de Juillet. — La clientèle de Dominique Larrey. — Les maladies des anciens héros de la Révolution et de l'Empire : Drouot, Savary, Becker, Belliard, Travot, Lepic, Lallement, Bertrand, Foy, etc. — Les souvenirs laissés à Larrey par les généraux. — Les ingrats et les reconnaissants. — La tabatière du maréchal Jourdan. — Le prince de Metternich. — L'Anglais Wilson. — Lord Egerton, puits de science et de débauche. — La clientèle féminine de Larrey. — La duchesse d'Abrantès. — Mlle Mars. — La princesse de Salm et le chirurgien Pipelet. — Mme de Staël et le jeune officier de Rocca. — Liaison de Larrey avec le commodore Sidney Smith. — La société pour la délivrance des esclaves blancs présidée par le commodore. — Rôle des chevaliers antipirates. — Un essai des sociétés modernes de la Croix-Rouge. — Lettre de Sidney Smith à Larrey. — Le maréchal Maison et Larrey. — L'affaire des Invalides. — III. Notes d'Hippolyte Larrey. — Élisa Mercœur. — Mlle Duvauxel, belle-fille de Cuvier. — Le salon de Mme Dubourg et ses hôtes. — Le comte de Turenne et la Grande Armée. — Les Larrey chez Alexandre Dumas. — Les tableaux de l'École espagnole vendus par Soult. — Le baron Taylor. — Les Larrey à la vente des tableaux de Gérard. — Esquisse du caractère de Gérard. — L'atelier de David d'Angers. — Le comte de Rambuteau, préfet de la Seine. — Anecdote : un officier français ayant passé dans le camp ennemi à Waterloo et Dominique Larrey. — Chateaubriand et Larrey. — Anecdote : le serment de Marmont et le jardinier de Junot. — Arago à son cours d'anatomie. — Anecdote : un dîner chez Esquirol avec Larrey, Litz, Des Genettes et Pariset. — Entretien sur Bourdois de la Mothe. — Achat d'un château avec des tabatières.

I

Larrey passa tout le temps de la Restauration à l'écart des honneurs et du monde, fidèle à ses grands souvenirs, vivant dans le milieu spécial des anciens serviteurs de l'Empire, mais honoré et respecté par tous les partis, travaillant beaucoup, se livrant à la clientèle pour augmenter le bien-être de sa famille et assidu aux travaux de l'Académie de médecine, dont il avait été nommé membre au moment de sa fondation.

A la mort de Percy, survenue en 1825, Larrey, qui avait prononcé l'éloge funèbre de son ancien collègue, posa sa candidature au siège qu'il occupait à l'Académie des sciences. On se rappelle qu'après Eylau, pendant qu'il était, avec l'armée, au fond de la Pologne, son vieux maître Sabatier et Mme Larrey ayant voulu le faire nommer à la place laissée vacante à l'Institut par la mort de Lassus, — ce qui était facile avec l'appui de l'Empereur, — il refusa, par un remarquable trait de modestie et de déférence, de se porter en concurrence avec Percy, dont l'âge et les services lui paraissaient des titres supérieurs aux siens. Il était donc naturel que l'Académie lui restituât le fauteuil qu'il avait alors décliné. Mais les temps étaient changés, et l'influence gouvernementale, toute-puissante à l'Institut, allait faire écarter les vieux serviteurs de l'Empire. Quoique présenté en première ligne, Larrey ne fut pas nommé, et Dupuytren, déjà célèbre, chirurgien du roi et de la cour, lui fut préféré.

Les candidats, parmi lesquels étaient Des Genettes et Cloquet, prévoyaient, du reste, le sort de cette élection, car nous les voyons déclarer avant le scrutin que, leurs titres scientifiques étant les seuls qu'ils puissent faire valoir, ils croient devoir se retirer[1]. Heureusement l'Institut eut à

[1] *Le Globe*, 7 avril 1825.
Les journaux scientifiques déclarèrent que Dupuytren devait sa nomination à

cœur de réparer l'injustice qu'il venait de commettre vis-à-vis de Larrey, et il le nomma, un peu plus tard, à la place de son vieil ami Pelletan.

Au mois d'avril 1826, Larrey fit avec son fils un voyage en Angleterre. Les esprits s'étaient bien apaisés depuis les événements de 1815 et la mort de l'Empereur. Le nom de Napoléon n'excitait plus les colères de la nation qu'il avait mise à deux doigts de sa perte et qui s'était si cruellement vengée. Un grand revirement s'était même produit. Napoléon, mort, avait, maintenant qu'il n'était plus à craindre, ses admirateurs et ses partisans chez ce peuple dont la grandeur et les intérêts passent toujours avant l'humanité et l'équité, mais qui est cependant capable de redevenir juste quand sa gloire et sa fortune ne sont plus en jeu. La publication du docteur O'Meara[1], qui retraçait les souffrances du prisonnier de Sainte-Hélène, l'avait presque rendu sympathique, et beaucoup d'Anglais reconnaissaient ouvertement et regrettaient les odieux traitements qui lui avaient été infligés. Hudson Lowe, le féroce et maladroit exécuteur des hautes œuvres de Bathurst et de Castlereagh, était devenu un des hommes les plus impopulaires de son pays. Il avait pu être impunément cravaché en pleine rue, à Londres, par le fils de Las Cases, l'auteur du *Mémorial*, et il avait été accueilli au club *of Army and Navy* avec une froideur méprisante.

Un intérêt passionné se portait sur les compagnons d'armes de Napoléon, et, maintenant que la lutte était terminée, que l'Angleterre était bien certaine d'avoir retrouvé sous le paisible règne des Bourbons sa prépondérance politique et militaire, on considérait d'un œil moins prévenu les hommes célèbres dont le nom avait retenti dans cent

l'autorité et non à son mérite. Nous devons cependant confesser que pour une fois l'autorité avait la main heureuse.

[1] O'Meara, *Napoléon en exil*, 1823.

Ce livre fut lu avec une extrême avidité; c'était le premier ouvrage faisant connaître d'une façon authentique les odieux procédés d'Hudson Lowe. Il avait déjà adressé à l'amirauté et publié en 1818 une lettre qui eut un immense retentissement, et dans laquelle il accusait en termes mesurés Hudson Lowe de lui avoir adressé des insinuations pour l'aider à mettre fin à la vie de l'Empereur.

combats, et qui paraissaient d'autant plus grands devant l'orgueil anglais qu'on les avait vaincus. Larrey était un des plus connus et des plus populaires. On était reconnaissant en Angleterre des soins qu'il avait donnés aux blessés britanniques. On rendait justice à sa baute bumanité, que les Anglais avaient eux-mêmes expérimentée en Égypte, en Espagne et à Waterloo; on admirait sa science, son talent incomparable d'opérateur, son courage pendant le combat, sa fermeté dans les ambulances, et on vantait surtout l'admirable révolution qu'il avait accomplie dans la cbirurgie militaire en transportant son action sur le cbamp de bataille lui-même.

Le chirurgien français reçut partout l'accueil le plus flatteur, et son fils, qui n'avait que dix-buit ans, se rendit compte pour la première fois de l'immense réputation et de la célébrité de son pére. Toutes les illustrations britanniques se disputèrent l'honneur de le recevoir, et c'est, accompagné des plus grands cbirurgiens et médecins de l'Angleterre, Astley Cooper, Carmicbael, Everard-Home, — le beau-père du célèbre Hunter, — de Thompson, Cullen, Moro, Lawrence et Guthrie, qu'il visita les bôpitaux, les collèges de chirurgie, les cabinets d'anatomie, les musées d'histoire naturelle et les collections artistiques et scientifiques de la Grande-Bretagne[1]. Il retrouva à Londres, au *British Museum,* — avec un sentiment d'amer regret facile à comprendre, — la collection des plus rares et des plus beaux monuments archéologiques découverts par l'Institut d'Égypte, et dont les Anglais s'étaient emparés après la capitulation d'Alexandrie. Il revit la fameuse pierre de Rosette, avec laquelle Champollion devait découvrir la clef des biéroglypbes égyptiens et que la sottise de Menou avait

[1] La chirurgie anglaise intéressait vivement Larrey. Il voulait comparer ses résultats avec ceux de sa propre pratique. En visitant les hôpitaux de Chelsea et de Greenwich, il fut frappé du petit nombre de sujets amputés qu'il trouva dans ces établissements. Il en conclut que les chirurgiens anglais éprouvaient plus d'échecs dans les ambulances que les officiers de santé français, et attribua cette infériorité à un vice dans la méthode des pansements. Il leur reprocha aussi de ne pas se servir, pour la consolidation des fractures, des appareils inamovibles qu'il avait vulgarisés et dont il savait tirer un si grand parti.

livrée aux Anglais[1], et la main en granit rouge du colosse de Memphis, à la découverte de laquelle il avait assisté sur la rive gauche du Nil, dans les champs où s'éleva autrefois l'antique cité. C'est lui-même qui avait mesuré, au moment de l'exhumation du colossal fragment archéologique, la première phalange du médius de cette main qui n'atteignait pas moins de trois pieds de longueur[2].

Il reçut la visite de nombreux officiers qu'il avait soignés dans ses ambulances d'Égypte, d'Espagne ou de France, — parmi lesquels le colonel Weymouth, dont il avait sauvé la vie à Waterloo en rabattant la baïonnette d'un soldat qui allait lui traverser la poitrine[3], — et des personnages célèbres qu'il avait connus au cours et dans les intervalles de ses campagnes ; de Sidney Smith, le fameux adversaire de Napoléon à Saint-Jean-d'Acre, et que nous retrouverons plus tard dans son nouveau rôle de libérateur des esclaves blancs ; de l'amiral Keith, l'implacable ennemi de Napoléon et des Français, auxquels il fit tant de mal, mais qui avait vu Larrey à l'œuvre et qui professait pour lui une estime spéciale ; de lord Holland, de l'amiral Malcolm, du général Sheridan, de Walter Scott, qui écrivait alors son *Histoire de Napoléon*. Le grand romancier avait interrogé la plupart des hommes qui avaient vécu dans l'entourage de l'Empereur, particulièrement Macdonald et Marmont, dont les nouvelles idées politiques flattaient les préjugés britanniques. Il avait déjà vu Larrey à Paris et n'était pas fâché de l'entretenir à nouveau des grands événements auxquels

[1] Nous avons vu qu'au grand scandale des savants il en avait fait une sorte de marchepied sur lequel on passait pour entrer dans sa tente. Il laissa Hamilton, le ministre anglais, s'en emparer sans difficulté.

[2] Larrey, *op. cit.*, p. 95.

[3] Le colonel Weymouth vivait encore en 1863, et raconta à cette époque son histoire dans *la Lancette* anglaise :

« Dans une charge de cavalerie, qui échoua, il fut abandonné par son régiment au milieu des rangs des cuirassiers français. Il fut immédiatement jeté en bas de son cheval et percé de coups. Un soldat le couchait en joue et allait l'achever, quand un officier qui se trouvait dans la mêlée rabattit de son épée le fusil. C'était Larrey, qui le couvrit de son autorité et pansa ses blessures.

« Le colonel Weymouth conserva toute sa vie une profonde reconnaissance pour Larrey, et répétait souvent que « le 18 juin 1815, sans lui, sa dernière « heure eût sonné ». (*The Lancet*, 4 juillet 1863.)

il avait été mêlé. Ce ne fut certainement pas la faute de celui-ci si l'ouvrage de Scott contient tant d'erreurs et de fausses et injustes appréciations à côté de passages d'un réel intérêt [1]. Mais l'auteur de *Waverley*, malgré le succès avec lequel il avait évoqué des personnages et des épisodes appartenant au domaine historique, malgré l'éclat de son style et la puissance de son esprit d'observation, ne possédait pas les dons de l'historien. Il lui manquait le plus important de tous : l'impartialité.

Déjà très porté à détester Napoléon en tant qu'Anglais, par esprit national, la haine qu'il lui portait était accrue de toute celle que lui avait inspirée sa femme, — une Française royaliste, épousée sous la Terreur, — contre le régime révolutionnaire et l'homme qui, après avoir organisé et consolidé ce régime, avait pris la place de son roi. Il avait donc, en un mot, toutes les haines jalouses et vindicatives de l'insulaire unies aux passions de l'émigré. On comprend combien, malgré son génie, cet état d'esprit était peu propre à interpréter sainement les événements et à comprendre la grande figure qu'il s'était proposé d'étudier. Ajoutons cependant que cette tâche était loin d'être aisée, puisque nous ne sommes pas encore parvenus aujourd'hui, avec les nombreuses richesses documentaires dont nous disposons, à éclairer toutes les faces du génie compliqué que fut Napoléon.

La Révolution de 1830 trouva Larrey au nombre de ses partisans. Il avait souffert de la Restauration et pouvait espérer que le nouveau régime lui serait plus favorable. Il était, nous le savons, chirurgien en chef de la garde royale, dont l'hôpital était au Gros-Caillou. Un grand nombre de blessés furent transportés dans cet établissement pendant les journées de Juillet. On revit là le Larrey des anciens jours, un Larrey

[1] *Life of N. Bonaparte*, Édim., 1827 (9 vol.).
Accueilli en Angleterre avec grande faveur, cet ouvrage fut vivement attaqué en France. Il fut spécialement réfuté et critiqué par le général Gourgaud et l'ancien roi de Hollande, Louis Bonaparte.

dont les années n'avaient ni glacé le cœur, ni amorti l'ardeur et le courage, ni diminué l'habileté. Si son zéle et son dévouement n'étaient pas ralentis, il put constater que sa popularité restait toujours la même. Tous les matins, accompagné de son fils Hippolyte Larrey, alors brillant aide-major attaché á son service, il se rendait de bonne heure á l'hôpital. Il fallait, pour y arriver, franchir les postes militaires et les barricades des insurgés. On assista alors á ce spectacle extraordinaire du vieux chirurgien acclamé par les deux partis. Du côté de l'armée, pour laquelle il était une de ses vieilles gloires, on le comprend facilement; mais du côté des émeutiers? Or ceux-ci se composaient en grande partie de vieux soldats de l'Empire, ayant la plupart du temps á leur tête d'anciens officiers en demi-solde, qui vénéraient le nom de Larrey presque á l'égal de celui de Napoléon. Aussitôt sa personne reconnue, les barricades s'ouvraient au commandement de leurs chefs, les insurgés lui présentaient les armes, et c'est au milieu d'une haie respectueuse et sympathique que le pére et le fils défilaient pour se rendre á leur service.

Au soir de la troisième journée, l'émeute victorieuse se rua sur l'hôpital du Gros-Caillou, demandant que les blessés de la garde royale lui fussent livrés. Mais le chirurgien qui avait défendu ses blessés en Égypte contre les Turcs et les Arabes, á Eylau contre les Russes, á Madrid contre les Espagnols, pendant la campagne de France contre les cosaques, n'était pas homme á parlementer sur ce sujet avec des Français. Le vieux guerrier se révéla encore une fois. Il fit ouvrir les portes : « Que voulez-vous? Mes blessés? Ils sont á moi, allez-vous-en! » Les bandes, saisies á ces rudes paroles, reculérent et partirent en l'acclamant. Peu de temps aprés, Daumesnil, le vieux soldat de l'Empire, auquel il avait coupé la jambe et qui était gouverneur de Vincennes, tenait le même langage aux émeutiers qui venaient lui réclamer les ministres prisonniers confiés á sa garde. Tous ces hommes étaient d'une trempe inimitable.

Le gouvernement de Juillet rendit á Larrey et á Des

Genettes leur place au Conseil de santé. Un moment, il fut question d'envoyer l'ancien chirurgien de la Grande Armée à la Chambre des pairs. Les journaux médicaux et politiques réclamaient sa nomination. Mais, — pas plus qu'aujourd'hui, — le temps n'était venu où l'accession à la Chambre haute dût être considérée comme la récompense unique du talent et des services rendus au pays. Les bourgeois de 1830, auxquels le sang des vieux soldats de l'Empire venait de donner le pouvoir, avaient tous les préjugés de la noblesse sans en avoir les généreuses qualités. Ils se partagèrent les ministères et les places et firent sourde oreille aux réclamations de la presse et de l'opinion publique [1].

Rentré cependant dans la plénitude de ses attributions, nommé chirurgien en chef des Invalides, Larrey s'appliqua à la surveillance du Service de santé, qui avait toujours été sa grande préoccupation, et au perfectionnement des études des chirurgiens militaires, dont il cherchait toujours à élever le niveau scientifique. Son activité incessante, la notoriété dont il jouissait dans le pays et dans l'armée, le faisaient toujours désigner par le nouveau gouvernement pour les missions de confiance. C'est ainsi qu'il fut envoyé en Belgique pour organiser le service de santé des armées belges ; dans le sud-ouest et dans le midi de la France pour inspecter les

[1] Les vieux soldats goguenards vengèrent plus d'une fois Larrey de cet ostracisme, témoin l'anecdote suivante que raconte son fils :

« Le 1er mai 1838, mon père allait rendre sa corvéable visite à Sa Majesté, — il n'avait que le noble habit de membre de l'Institut et, pour équipage, son modeste cabriolet. — Mais, à peine arrivé sous le guichet des Tuileries, il est reconnu par quelques gardes, anciens soldats de la Grande Armée, et là, comme tant de fois ailleurs et partout, il est salué par eux de ce sourire si bon, si franc, si honnête des vieilles moustaches qui semblaient le protéger dans cette nouvelle rencontre.

« Tout à coup arrive avec fracas de chevaux un somptueux équipage. Le valet de pied s'écrie en maître :

« — Place ! place ! c'est la voiture de M. le chancelier de la Chambre des pairs. »

« Voyant un humble cabriolet en avant, il se met en devoir de le faire ranger à l'écart ; mais à peine les gardes s'aperçoivent-ils de ce mouvement, qu'ils s'avancent et déclarent que personne, ni grand chancelier on autre, ne doit passer avant le baron Larrey. M. le duc Pasquier s'arrête pendant ce temps-là, s'agite dans tous les replis de sa robe à queue et se trouve obligé d'attendre à son tour. »

établissements militaires et combattre l'épidémie de choléra. Cependant, malgré ses grandes occupations officielles, la part qu'il prenait aux travaux de l'Institut et de l'Académie, il était dominé par une pensée qu'il ne tarda pas á réaliser. Ne pouvant revoir l'Empereur, il voulut revoir sa mére, celle qu'on avait appelée sous l'Empire Madame Mère, — nom sous lequel les historiens bonapartistes la désignent encore, — et il partit pour Rome avec son fils.

Lætizia Bonaparte vivait alors dans cette capitale, entourée de la vénération et du respect dus à son passé et á ses malheurs. Cette femme d'un petit gentilhomme corse, venue en France dans un état voisin de la misère, — associée avec une extrême discrétion, mais avec une aisance parfaite, comme tous ses fils du reste, á la prodigieuse fortune de Napoléon, — créatrice d'un César, mére de rois, maintenant octogénaire et aveugle, séparée de ses enfants par la mort et l'exil et survivant à tout ce passé de gloire, de deuils et de désastres, achevait tristement son extraordinaire existence, dans laquelle elle avait connu les sommets les plus élevés de la grandeur et le comble de l'infortune. Mais, au fond du vieux et sévère palais oú s'écoulaient ses derniers jours assombris, vieille, infirme, éloignée du monde, isolée des siens, surveillée et espionnée par les puissances, elle était encore par l'intégrité absolue de ses facultés, par la fermeté de son caractère, la noblesse de sa résignation et la véritable élévation de sa vie, la représentation vivante de la race qu'elle avait portée dans ses flancs et dont elle paraissait encore attester la vitalité future. L'ancien chirurgien de la garde la trouva étendue sur le petit lit de campagne de Napoléon, à l'extrémité d'un vaste appartement d'oú par une large baie on apercevait le Capitole; auprès d'elle était une petite table qui avait servi á son fils à Sainte-Héléne. Presque séculaire, d'une blancheur marmoréenne dans ses vêtements de deuil, d'une maigreur d'ascète, son regard éteint, imprimant une impression désolée á un visage dont la vieillesse n'avait pu altérer la pureté des lignes et qui s'inclinait doucement du côté des visiteurs, les mains jointes et comme éternellement

liées par l'habitude de la prière, telle apparut à Larrey l'aïeule des Bonaparte, la mère du grand homme dont il avait été le compagnon d'armes. Autour d'elle, un véritable musée de pieux souvenirs, le portrait de tous les Bonaparte par David, Gros, Gérard et Isabey : le mari, Charles Bonaparte; ses cinq fils en costumes ou en uniformes de rois et de généraux; les trois filles, Élisa, Caroline et Pauline en costume de gala; les Beauharnais : Joséphine en impératrice, ses deux enfants, Eugène, le vice-roi d'Italie, Hortense, la reine de Hollande, et enfin son petit-fils, l'enfant infortuné qui porta le nom de roi de Rome, l'orphelin, — car Marie-Louise n'est pas une mère, — qu'elle n'avait pas revu et dont le buste, envoyé jadis par lady Holland à Napoléon, était revenu de Sainte-Hélène. Au-dessus, et planant sur ces images comme il plana pendant sa vie sur ceux dont elles représentaient les traits, le fondateur de la lignée, Napoléon, dont le buste colossal attirait les regards et éveillait tout un monde de souvenirs.

Lætizia Bonaparte reconnut Larrey au son de sa voix, et, celui-ci s'inclinant respectueusement pour baiser sa main, elle l'attira vers elle et l'embrassa. L'entrevue fut longue; elle tint à garder deux heures ses visiteurs, entremêlant la conversation de courts instants de sommeil auxquels elle avait, comme Napoléon, la faculté de se livrer à volonté, et dont elle déterminait à l'avance la durée. Elle interrogea le grand chirurgien sur les événements politiques et surtout sur les survivants de l'Empire, appréciant les premiers avec une sagacité remarquable, et jugeant le second avec une rare bienveillance. Sa mémoire était restée sûre et son esprit n'avait rien perdu de sa vivacité. Elle s'entretint avec Larrey de l'estime que lui portait l'Empereur, du souvenir qu'il lui avait adressé dans son testament, et le remercia en paroles touchantes d'être venu la voir avec son fils. Quand les visiteurs prirent congé, elle lui fit remettre par le cardinal Fesch, — comme un ultime souvenir, — une magnifique tabatière en or et un camée représentant le buste de Napoléon. Hippolyte Larrey, jeune et enthousiaste, sortit de cette

entrevue en proie à une émotion inexprimable, et c'est de ce moment que data dans son esprit le projet d'écrire un livre sur la mère de l'Empereur [1].

Après avoir quitté Rome, Larrey et son fils se rendirent à Florence, où ils virent Louis Bonaparte, qui résidait dans cette ville sous le nom de comte de Saint-Leu, et l'ancienne reine de Naples, Caroline, devenue par un second mariage contracté à Vienne quinze mois à peine après l'affreuse mort de Murat, comtesse de Lipona [2]; ils rentrèrent ensuite à Paris, où Hippolyte Larrey était rappelé par d'importants intérêts de carrière. Il préparait à ce moment son concours d'agrégation. Le père eut la joie de voir ce fils qu'il chérissait, — malgré la sévérité qu'il lui témoignait, — et dans lequel il semblait revivre, élu au concours agrégé de la Faculté avec Leuoir, Sedillot et Malgaigne, et en 1841 nommé professeur de pathologie chirurgicale au Val-de-Grâce.

II

Hippolyte Larrey était alors un des plus jeunes professeurs du Val-de-Grâce et un des plus brillants chirurgiens de l'armée. On a son portrait peint à cette époque par Perignon, et, malgré la distance du temps, on reconnaît encore ces yeux doux et demi-clos qu'il tenait de sa mère, ce front large et pur sur lequel retombent de chaque côté d'abondantes boucles qui rappelaient la chevelure légendaire du père, et surtout cette physionomie délicate aux traits fins et réguliers, dont l'âge ne put jamais altérer la beauté. On

[1] Cet ouvrage parut en 1892. — *Madame Mère (Napoleonis Mater)*. Essai historique par le baron H. Larrey. Dentu, 1892.

[2] On sait comment Napoléon, à Sainte-Hélène, accueillit la nouvelle de ce mariage :

« Si la nouvelle est vraie, ce sera la chose qui m'aura le plus étonné de ma vie. Ah ! l'espèce humaine est bien singulière !... Ah ! la coquine !... la coquine !... ».

conçoit que beau comme il l'était, sensible et romanesque comme ceux de sa génération, le fils de Dominique Larrey n'ait pas eu grand'peine, un jour, à faire partager par une charmante jeune fille la passion qu'il éprouvait pour elle; mais M. Paul Reclus, qui nous raconte cette histoire dans un de ces inimitables Éloges où il fait revivre un genre qu'on croyait disparu, nous apprend que le père surprit son secret au cours d'une maladie grave qui le retenait à son chevet[1]. Le vieux chirurgien, qui avait autrefois épousé par amour la belle et charmante Laville, était devenu dans sa dure vieillesse insensible aux choses du cœur, et il s'opposa impérativement au mariage de son fils avec la fille d'un de ses illustres compagnons d'armes, comme il s'était opposé à l'union de sa fille Isaure avec Clot-Bey. Ne pouvant épouser celle qu'il aimait, Hippolyte Larrey renonça au mariage, et c'est à sa tyrannie paternelle cruellement châtiée que Dominique Larrey dut l'extinction de sa descendance directe.

Mais, nous le savons, il ne faut pas demander à Larrey ces vertus domestiques. Il faut voir en lui le héros professionnel, le grand chirurgien, l'apôtre de l'humanité et non un tendre père. Tel qu'il est cependant, il est animé des plus justes intentions. C'est un chef de famille qui croit agir conformément à la droite et froide raison et aux intérêts de son fils, et celui-ci, qui ne s'y trompe pas, qui au fond se sent aimé à sa manière par son père, qui est fier de son passé célèbre, de son orgueilleux et farouche désintéressement, de ses grandes et illustres amitiés, de ce caractère indomptable que le grand Empereur lui-même ne put plier, accepte avec résignation son despotisme, et entoure son autoritaire vieillesse du plus tendre attachement et de la plus respectueuse déférence. Il pousse plus loin encore la piété filiale, et conserve après sa mort avec une fidélité inaltérable le dépôt des souvenirs qu'il lui a laissés, le culte des traditions qu'il lui a inculquées, et fusionne si étroitement ses pensées, ses opinions, ses convictions avec les siennes, qu'il semble dans

[1] Paul Reclus, *Éloge du baron Hippolyte Larrey;* Masson, Paris, 1898.

sa vie privée comme dans la carrière où il est, comme lui, parvenu à l'échelon le plus élevé, le continuateur de Dominique Larrey, et donne l'illusion d'un grand homme se survivant d'un demi-siècle à lui-même.

Ce fut un des plus frappants et des plus rares exemples de la transmission atavique des facultés et des traits moraux, plus fréquente, comme je l'ai montré, dans les familles de souche médicale que dans les autres. Le relèvement du trône de Napoléon en 1852 put bien, en effet, remettre en scène la plupart des héritiers des grands noms de l'Empire. On put bien revoir autour d'un autre Napoléon et dans les grands corps de l'État les descendants des compagnons d'armes du vainqueur d'Austerlitz. Mais il en est peu parmi eux que leur propre mérite eût désigné à ces hautes situations, et la plupart, sans les grands souvenirs évoqués par leur passé ancestral, fussent restés dans l'ombre et dans l'obscurité. Il n'en est pas de même du fils de Larrey. Bien avant l'avènement du neveu du grand Empereur, sous la monarchie de juillet, — n'ayant encore que vingt-trois ans, — il a mérité par sa belle conduite au siège d'Anvers une proposition de croix, à laquelle s'oppose le ministre de la guerre, le vieil adversaire de son père, — les haines et les jalousies de l'Empire survécurent à sa chute, — l'intraitable Soult. Il a conquis, au concours, l'agrégation à la Faculté de médecine et le professorat au Val-de-Grâce, et au moment où nous sommes arrivés de cette étude historique, il est le jeune chirurgien militaire le plus en vue de l'armée, déjà célèbre par le nombre et l'importance de ses travaux et la situation scientifique qu'il a conquise. Le deuxième Empire le trouvera dans une de ces situations où les hommes s'imposent inévitablement, et il le portera naturellement à la plus haute place. C'est alors que, successivement chirurgien du souverain, médecin inspecteur, chirurgien en chef de l'armée d'Italie, membre, puis président du conseil de santé, membre de l'Académie et de l'Institut, il fait revivre vraiment l'ancien chirurgien de la Grande Armée.

Il ne le représente pas seulement dans ces postes élevés de

la carrière, dans la confiance et l'estime que lui témoigne aussi le chef de l'État, il ne le rappelle pas uniquement par ses traits physiques et sa taille, il l'évoque encore par ses plus hautes qualités, par son désintéressement extrême, l'élévation de ses sentiments, l'opiniâtre indépendance de son caractère et l'esprit de justice qu'il apporte comme lui dans les branches du service dont il est chargé. Une nuance seulement le distingue de Dominique, c'est la distinction extrême de ses manières, son urbanité parfaite, une politesse exquise et affable qui semblent le rattacher à l'autre siècle et que le premier Larrey, élevé dans les camps et vivant au milieu d'une cour guerrière, ne possédait pas au même degré que lui.

Larrey et son fils nous ont laissé des notes sur cette phase de leur vie, sous le gouvernement de Juillet. Dominique Larrey, très répandu dans la société napoléonienne, soigne maintenant la plupart des officiers généraux qu'il a pansés autrefois dans les guerres de la Révolution et de l'Empire. Dans ses notes, nous trouvons inscrits tous les noms illustres de la Grande Armée. Mais ce sont maintenant des blessures d'un autre genre dont sont atteints ces glorieux vétérans. Ils ont la goutte, la pierre, qui les clouent dans un fauteuil ou sur un lit de douleur; la vulgaire pneumonie, qui les guette au coin d'une rue; et la paralysie, qui les tue parfois aussi vite qu'un éclat d'obus. Le champ de bataille est changé aussi : les héros ne se débattent plus sur le sable jaune des Pyramides, sur la neige d'Eylau ou sur le sol jonché d'épis dorés de Wagram. Ils meurent comme tout le monde, dans un lit confortable, au milieu de drogues, de pots et de tisanes. Il n'est pas sûr que leur sort ait été plus enviable que celui des compagnons d'armes qu'ils ont égrenés sur les grands champs de bataille de l'Europe.

Sur ces feuilles jaunies par le temps est évoqué le souvenir des légendaires soldats au milieu desquels a vécu Larrey. Ce sont : Drouot, le brave et fidèle Drouot, devenu aveugle, et qui vient le voir de temps en temps de sa résidence de Nancy; Bazancourt, qui rappelle un triste souvenir : la mort du duc d'Enghien, dont il fut un des juges; Savary, qui

succomba à un cancer de la langue; Becker, qui fut chargé d'accompagner Napoléon à Rochefort et qui mourut d'un calcul; Belliard, son compagnon d'Égypte, qui s'en alla mourir en Belgique en 1832; l'infortuné Travot, son colégataire du testament de Napoléon, une des plus malheureuses victimes des passions politiques de 1815[1], qui mourut d'une affection mentale; Miollis, Delaborde, le brave Lepic, qu'il avait déjà soignés avec tant de succès à Eylau, et tant d'autres : Malartic, Chambure, l'héroïque défenseur de Dantzig, le chef de la légion infernale; et cet extraordinaire Lallement, dont la vie fut un roman aventureux après 1815 et qui fonda le fameux champ d'asile aux États-Unis; Bertrand, l'ancien grand maréchal; Petit, un des derniers commandants de la garde; Foy, le grand orateur parlementaire; Lejeune, le peintre militaire, qu'il avait sauvé en Russie; Lemarois, l'aide de camp de l'Empereur, et les maréchaux Moncey et Jourdan. Il faudrait, pour que cette incomparable liste fût complète, citer tous les survivants des guerres de la Révolution et de l'Empire.

Larrey accompagne souvent la mention de ses soins d'un trait indiquant ses sentiments vis-à-vis de son malade. On a vu, dans le cours de ce récit, qu'il était très sensible aux témoignages de reconnaissance, et que l'ingratitude de ses opérés l'attristait au point qu'il la consignait en marge de son journal. Il en fit de même de ses illustres clients. C'était alors l'habitude, plus qu'aujourd'hui, de laisser un souvenir à son médecin après sa mort. On ne considérait pas qu'il fût suffisant de reconnaître ses services par de l'argent seul, et on pensait qu'il est des actes de dévouement qui ne peuvent être rémunérés. On sait que les temps sont bien changés, et que la positive société moderne n'a plus guère de ces délicatesses. Larrey, se faisant une très haute idée de son ministère, tient infiniment à ces attentions, qu'il considère comme très légitimes, et quand elles font défaut, il note

[1] Condamné à mort le 20 mars 1816, sous le ministère de Clarke, sa peine fut commuée en vingt ans de détention. Il fut gracié au bout de quatre ans, sa raison était altérée.

l'oubli de ses malades comme il l'a fait autrefois de ses grands blessés. Ainsi inscrit-il, par exemple, à côté du nom de Lemarois : « Je sauvai la vie à ce général avant la campagne de Russie et le mis en état de prendre le commandement de la ville de Magdebourg, où il s'est fait un demi-million de rentes. Il est mort sans laisser le moindre souvenir à son médecin. » Des omissions de ce genre ne sont pas des cas pendables et peuvent être involontaires. Mais l'irascible chirurgien les ressent comme une injure, et il satisfait son irritation en les consignant sur ses tablettes. Parfois, cependant, il relève la note d'une pointe d'humour. Ainsi, pour le général d'Aboville dont nous connaissons le cas, et qui lui a offert après avoir été sauvé par lui un diamant d'infime valeur, il écrit : « Le général brûlait sans doute du feu de la reconnaissance, mais je n'en vis que l'étincelle. » En revanche, il ne manque pas de citer les marques de souvenir qu'il reçoit et qui furent nombreuses, à en juger par la riche collection de tabatières et de boîtes en or enrichies de diamants qu'il a laissée après sa mort, et parmi lesquelles nous voyons celle du maréchal Jourdan. « J'ai reçu de cet illustre maréchal le témoignage le plus touchant et le plus honorable de gratitude : une tabatière en or enrichie de brillants. » Les notes de Larrey à cette époque sont intéressantes, mais malheureusement très brèves, et ne contentent pas toute notre curiosité. Il nous apprend, par exemple, que Berthollet est mort d'un anthrax charbonneux qu'on n'osa pas opérer; mais il ne nous dit rien sur ce grand chimiste et sa maison d'Auteuil, si hospitalière aux savants et où lui-même fréquentait assidûment. Il nous laisse cependant quelques traits sur les personnalités du temps qu'il a connues : le prince de Metternich, dont le goût pour lui était très prononcé, fort épris des sciences et particulièrement de l'anatomie, et qu'il conduisait souvent aux conférences de Gall sur les localisations cérébrales; l'Anglais Wilson, l'auteur de l'audacieuse évasion de Lavalette, enthousiaste de Larrey, qu'il venait interroger sur Napoléon, dont il fut le partial historien; et ce lord Egerton, un des plus grands hellénistes

de son époque et aussi un des plus grands débauchés, — puits de science et de vice, — dont l'intelligence était supérieure et la moralité infime, qui faisait dîner ses chiens à table en habit à la française et qui, par un acte de sa dernière volonté, confia à Larrey le soin de procéder à son embaumement; enfin le cardinal Maury, qu'il dépeint sous un aspect paternel et familial que nous ne lui connaissions pas[1].

Il soigne aussi des femmes : la duchesse d'Abrantès, que l'ancien chirurgien de la garde connaît depuis le Consulat; Mme Junot vit maintenant de sa plume après avoir dilapidé, avec son mari, des sommes énormes, et elle vient lui demander, pour un roman qu'elle veut écrire, des renseignements sur certaine opération chirurgicale; la maréchale Augereau, qui meurt dans le marasme; Mlle Mars et sa fille Hippolyte; il nous apprend à son sujet que l'actrice ayant été atteinte d'une hépatite, il la soigna et la mit en huit jours en état de jouer. Il est assidu auprès de la princesse de Salm, surnommée « le Boileau féminin » ou « la Muse de la raison »; c'était la poétesse du régime. Son premier mariage avait été moins aristocratique : elle avait épousé avant la Révolution le brave Pipelet, membre du Collège de chirurgie, que Larrey avait beaucoup connu, et qu'elle ne rendit pas heureux. Elle se débarrassa par un divorce du bonhomme, qui vint mourir à Tours, et elle épousa le prince de Salm. Dans cette longue liste, nous distinguons encore le nom de Mme de Staël; voici en quelle occasion Larrey fut appelé chez cette femme célèbre. En 1814, elle était rentrée en France et habitait sa maison de campagne de Clichy-la-Garenne; elle y fit un jour demander Larrey pour le con-

[1] Sur le cardinal Maury, il a en effet une anecdote qui nous montre l'ancien et fougueux membre de la Constituante sous un jour peu connu :

« L'archevêque de Paris était un homme aux formes lourdes et massives, assez maussade ordinairement, mais plein d'esprit et d'humour quand il voulait s'en donner la peine. Mais il avait mieux que de l'esprit, il avait infiniment de bon sens et même de cœur. Sa nièce, Mme X***, mariée depuis peu de temps, demeurait chez lui. Quand elle devint grosse, le cardinal lui donna sa propre chambre et la soigna comme un père, comme un vrai et excellent père, a soin d'ajouter Larrey, et rien n'était plus extraordinaire que de voir le prélat faire sauter l'enfant dans ses bras et s'intéresser de tous les détails de son élevage. » (Larrey, *Fiche*.)

sulter au sujet d'un jeune officier de hussards qui demeurait chez elle. Cet officier, nommé de Rocca, avait fait la campagne de Russie et reçu au combat de Mohilew un coup de feu à la colonne vertébrale. Larrey constata que le projectile était resté dans la plaie et conseilla son extraction, qui ne fut pas acceptée. On sait aujourd'hui que de Rocca était secrètement marié à Mme de Staël depuis 1812. Mais on ignorait alors cette particularité, qui ne fut révélée qu'après sa mort; et Larrey, qui avait vu tant de choses qu'il ne s'étonnait plus de rien, note cependant avec une certaine surprise le profond attachement que Mme de Staël, qui avait alors quarante-neuf ans sonnés, paraissait avoir pour ce jeune homme.

Parmi les étrangers qui recherchèrent à cette époque les conseils ou la société de Larrey, il en est un qui mérite une mention spéciale : c'est le fameux commodore Sidney Smith, dont les relations avec lui qui n'ont jamais été signalées méritent d'être rapportées ici. On sait que l'originale physionomie de cet illustre marin se détachait de celle de ses compatriotes par des caractères spéciaux. Les traits étaient dissemblables. Plus chevaleresque, plus loyal, plus humain que ceux de sa race, son caractère aventureux et romanesque, son esprit très fin, le rapprochaient des Français. Sa haine pour eux, mitigée par de nombreux points de contact, était aussi moins aveugle et moins passionnée. En Égypte, quoiqu'il eût blessé et irrité profondément le général Bonaparte, il entretint les rapports les plus courtois et parfois les plus sympathiques avec les officiers et les savants français, et en dehors des obligations de son service, où il restait très rigoureux, il ne fuyait pas les occasions de leur être agréable. Il fit la connaissance de Larrey à propos d'une convention au sujet de blessés prisonniers, et fut de suite séduit par les allures de ce jeune chirurgien en chef, déjà célèbre, dont les marins de l'escadre anglaise avaient appris à honorer le nom. Ils se revirent au moment de la reddition de l'Égypte où, par son intermédiaire, Larrey obtint de lord Keith tout ce qu'il demanda pour l'hygiène et le régime de ses malades en vue de leur évacuation.

Après 1815, Sidney Smith, comblé d'honneurs et de dotations, jouissait dans son pays d'une popularité qu'aucun homme de mer, sauf Nelson, n'avait possédée à un égal degré. Préférant cependant le séjour de la France à celui de l'Angleterre, il se fixa à Paris. Là il consacra les loisirs que lui laissait la paix à une cause remarquable et qui prouve l'élévation de son esprit. Il fonda une société pour la délivrance des « esclaves blancs », c'est-à-dire des Européens tombés entre les mains des pirates barbaresques qui infestèrent la Méditerranée jusqu'à la conquête d'Alger et qui étaient réduits par eux en esclavage. Après la prise d'Alger, il s'occupa du sort des blessés et des malades appartenant aux colonnes françaises et faits prisonniers par les Arabes. La « société des chevaliers antipirates », — c'est le nom donné à son œuvre par Smith, — ne s'employa pas seulement à des négociations pour délivrer les captifs, elle imagina aussi des moyens de transport pour les blessés et les malades. On voit que c'est un nouvel essai de ces sociétés de la Croix-Rouge que Percy avait déjà voulu organiser à l'armée du Rhin. C'est au sujet de ces moyens de locomotion que nous retrouvons Sidney Smith en relations amicales avec l'ancien chirurgien en chef de l'armée d'Égypte, — que déjà il avait revu à Londres. — Il le visitait souvent à son hôpital des Invalides; car ce chirurgien qui avait pansé tant de blessures intéressait cet amiral qui avait donné et reçu tant de coups dans sa vie. Un jour, il lui écrivit pour le prier de venir lui donner son avis sur ses voitures d'ambulances, et sa lettre, très curieuse et très amicale, placée ici en note, mérite d'être lue, quoiqu'elle soit rédigée en mauvais français [1].

[1] *Sidney Smith, au Cercle de l'Union de la rue de Grammont, la porte d'entrée rue Marivaux, n° 11.*

Campos et flumina transit. (Lucain.)
Trahunt in siccas machinæ carinæ. (Horace.)

« 15 décembre 1839. »

« Monsieur mon digne collègue et ancien collaborateur,

« Il est douloureux de penser aux souffrances et aux risques des malheureux blessés et aux fiévreux traîneurs appartenant aux colonnes envoyées au secours

Du reste, Sidney Smith se plaît spécialement dans la société des Égyptiens, c'est-à-dire des officiers et des savants survivants de l'expédition d'Égypte. Pour lui comme pour eux, c'est la plus belle et la plus grande aventure de sa jeunesse, et il aime à la revivre avec ses anciens adversaires devenus ses amis.

Nous trouvons à cette époque trace dans les papiers de Larrey d'un événement de carrière qui lui causa un profond chagrin. Il espérait finir en paix ses jours aux Invalides, au milieu des quatre mille vétérans des guerres de l'Empire qu'abritait cet hôtel. Rien ne paraissait plus juste, et le gouvernement du roi Louis-Philippe, qui ne l'avait pas envoyé à la Chambre des pairs malgré les réclamations de l'opinion

des colons, paisibles cultivateurs. et des postes isolés dans les plaines brûlantes et les marais fangeux de l'Algérie, dans la guerre existant contre les hordes fanatiques, qui n'ont pas de miséricorde pour les victimes qui ont le malheur de tomber entre leurs mains, et qui les traînent dans le désert comme esclaves, au moins s'ils leur laissent la vie.

« J'ai dû naturellement, en ma capacité de président de la société antipirate des chevaliers libérateurs des esclaves blancs, aussi bien que des noirs en Afrique, m'occuper des moyens à employer pour leur délivrance, leur soulagement et leur transport *sans secousse* dans les chemins raboteux, intersectés par des *ravins*, des *torrents* et des *marais bourbeux*. Ayant, en conséquence, fait des améliorations et des amplifications dans mon système de « char-pont-bacs » et de pontons de marais aqui-terrestres, composés de barils et de tonneaux roulants sur des chiais, ayant l'*orifice* de l'insertion dans le fond, calfatés et hermétiquement fermés, je désire les soumettre à votre jugement et votre expérience consommée en pareille matière. Vous avez bien voulu me montrer votre excellent système sur des fourgons ordinaires et à quatre roues, je désire vous soumettre ces améliorations, afin que si vous les approuvez et que si vous les trouvez applicables et praticables dans le cas *urgent* et d'une nécessité immédiate en Afrique, ils puissent être adoptés et employés sur les *rivières, lacs* et les *plages* d'embarquement, là où il n'y a pas de ports ou de jetées et où les bateaux ordinaires, encombrés de rames et de rameurs, n'ont pas de place pour des malades et des blessés.

« J'envoie cette lettre d'invitation pour vous engager à vous rendre près de moi, pour inspecter et recevoir mes explications démonstratives de mes plans et modèles, et le porteur, secrétaire de l'institution antipirate, vous conduira à l'heure que vous choisirez. Je me rendrais moi-même près de vous, mais le transport des objets en question offre trop d'embarras.

« Je vous salue avec la cordialité d'un ancien ami de longue date. Si vous pouvez venir dîner avec moi aujourd'hui à six heures, nous aurons plus de temps et de facilité de causer librement. Si vous ne le pouvez pas aujourd'hui, je vous le propose pour jeudi prochain, aux appartements de l'Institution des Chevaliers libérateurs, rue du Rocher, nº 23 bis, près de la barrière Monceau, de quatre à six heures.

« Votre fidèle serviteur et ami,

« N. SIDNEY SMITH. »

Ms. cit. B. N.

et de la presse, se serait honoré en déférant à ses désirs. Le ministre de la guerre, qui était le général Maison, n'hésita cependant pas pour des motifs spéciaux et d'ordre intime à infliger cette douleur à son vieux camarade, et il le mit, en 1838, à la retraite de chirurgien des Invalides. Ce coup inattendu faillit tuer Larrey. Des Genettes, vis-à-vis duquel la même mesure fut prise, — moins vigoureux, — devait en mourir. La note que consacre Larrey à cet incident est explicite, et, comme toujours, il oppose à ce qu'il regarde comme une injustice un service militaire rendu autrefois à Maison. C'était à la sanglante affaire d'Hollabrünn. « A Hollabrünn, le général Maison commandant l'avant-garde se reposait, lorsqu'il fut surpris par un corps de l'armée russe et perdit un très grand nombre de blessés[1]. L'Empereur arrive sur le champ de bataille, transformé par moi en vaste ambulance, et le parcourt en proie à un vif mécontentement. Je le rassurai sur les conséquences de ces blessures, et il parut renoncer à l'idée de mettre à l'ordre du jour le général Maison. »

Cette affaire des Invalides fit un certain bruit, surtout dans la société et la presse d'opposition qui prirent parti pour Larrey. Hippolyte Larrey, qui comme son père laisse quelques notes sur cette affaire, rapporte à ce propos un mot piquant de Berryer sur le maréchal Maison, qui malgré son âge aimait à fréquenter les coulisses des théâtres. « Il traite les affaires de la guerre comme celles de l'Opéra-Comique[2]. » Le maréchal Moncey était gouverneur des Inva-

[1] Ce ne fut pas à Hollabrünn même, comme je l'ai déjà fait observer page 372, que Maison fut surpris, mais dans un des combats qui eurent lieu à cette époque aux environs de cette ville ; Maison était a ce moment chef d'état-major de Bernadotte.

[2] « M. Berryer me parla de la grande affaire des Invalides. Il estimait le caractère des plaignants secondaires (général Fririon, baron Volland), reprochait de la taquinerie au vénérable maréchal Moncey, et un rôle de légèreté au ministre Maison, *qui traitait les affaires de la guerre comme celles de l'opéra-comique.* »

Suit une autre note concernant l'attitude des vieux soldats des Invalides en face d'un portrait de l'Empereur :

« Ma sœur, qui seule de nous tous pouvait bien surveiller le déménagement, en était au transport des tableaux. Plusieurs représentaient Napoléon, l'un en général, un autre en premier consul, un autre en empereur. L'un des empereurs, peint par Girodet, avait été modestement posé, pour un moment d'attente, sur

lides. Quoiqu'il fût étroitement lié avec Larrey, qui lui avait sauvé deux fois la vie, il défendit faiblement ses droits. Le bouillant vieillard se fâcha et rompit avec lui. Il fallut que son fils s'interposât pour les réconcilier.

III

Les notes d'Hippolyte Larrey, — car il a adopté le même système de fixation de ses souvenirs, — ne ressemblent guère à celles de son père. Il est intéressant de voir la différence des caractères et des âges dans les courtes mentions qu'ils inscrivent l'un et l'autre sur d'étroits carrés de papier.

Pendant que Dominique rapporte les faits en termes brefs et incisifs qui rappellent son autoritaire tempérament, son fils les relève par une pointe de sentiment romantique qui évoque son 1830, ou des accents d'indignation qui décèlent la générosité et la vivacité de sa jeunesse. Il est aussi plus curieux des hommes et des choses du temps, s'intéresse en digne fils d'Élisabeth de Laville à la poésie et aux arts, et il nous donne parfois quelques détails qui dévoilent l'âme élevée qui a animé cette génération. A la mort d'Élisa Mercœur, jeune et charmante poétesse, oubliée aujourd'hui, mais qui eut son heure de célébrité, il suit son convoi avec Chateaubriand et avec Ballanche, dont il fut l'ami, et écrit le soir, en rentrant, cette note émue :

l'un des banes qui se trouvent à l'entrée de la grande cour ; il fut tout aussitôt entouré par un groupe d'invalides allant et venant, dont le nombre s'accroissait de plus en plus. Tous témoignaient de leur curieuse admiration en présence de cette glorieuse image ; les plus éloignés voulaient voir aussi bien que les plus rapprochés du tableau, et lenr demandaient place à leur tour.

« — Chapeau bas ! s'écria l'un d'eux ; nous sommes devant notre Empereur. »

« Et plusieurs de ces vieux soldats, aux vénérables infirmités, découvraient leurs têtes blanches et s'inclinaient militairement en signe de respect, de souvenir, de rencontre et d'adieu. Et lorsque ma bonne sœur franchit pour la dernière fois le seuil de la grille, elle fut aussi saluée par les invalides du poste, qui avaient tous des larmes dans les yeux et dans la voix, en la priant de dire à notre père qu'ils se souviendraient toujours de lui comme de leur sanvenr. »

« En souvenir de cette pauvre jeune fille, morte à son entrée dans la vie, et en commisération de sa malheureuse mère qui lui survit sans savoir si elle pourra vivre. J'avais rencontré plusieurs fois dans le monde Élisa Mercœur avec son âme, son cœur et son regard de poëte. Je l'avais entendue dire ses vers avec cet accent d'inspiration forte, mais triste et résignée à l'avenir, comme si l'avenir lui était dévoilé. Élisa Mercœur n'était pas jolie. Elle ne pouvait plaire comme femme, mais elle intéressait comme poëte. »

Une autre fois, il a été voir avec son père Mlle Duvauxel, — la belle-fille de Cuvier, — dont ils avaient fait la connaissance à Londres, en 1826, au musée d'anatomie. C'était une femme remarquable par son érudition et sa facilité à tout s'assimiler. Elle savait le latin et le grec, l'anatomie, la plupart des langues vivantes, et était très versée dans les sciences et spécialement dans les sciences naturelles. Cuvier en avait fait l'auxiliaire de ses grands travaux; elle était chargée de lire pour le maître, d'analyser ses lectures, de lui prendre des notes, de lui faire des traductions et de rédiger sa volumineuse correspondance. Hippolyte Larrey raconte que le célèbre naturaliste faisait plier sur cette pauvre femme un joug écrasant et s'opposa par égoïsme à son mariage. Le jeune chirurgien s'éprit de compassion et de pitié pour elle, et l'encouragea de son mieux. Mais il sentait toute son impuissance à la soustraire au despotisme de Cuvier. Un Anglais original et bienfaisant, — comme il y en avait encore à cette époque-là, — y parvint. Et une note de lui nous apprend que l'insulaire lui légua en ces termes originaux une petite fortune : « A la Française qui sait le mieux l'anglais. »

On voit par ces notes que le père et le fils fréquentent assez volontiers le monde. Elles nous conduisent chez la comtesse Dubourg, Italienne fort riche et très originale que Dominique Larrey avait connue en Espagne et qui possède la plus merveilleuse galerie de tableaux de Paris. Dans son hôtel éclectique du faubourg Saint-Honoré, se rencontrent tous les hommes célèbres du temps et des partis les plus divers : Talleyrand, dont la vue fait frémir le vieux Larrey

d'indignation; Dupin, dont la conversation mordante attire autour de lui un cercle d'auditeurs; Mignet, Thiers, Alfred de Musset, Taylor, Alexandre Dumas, le comte de Turenne, ancien aide de camp de Napoléon. Hippolyte Larrey trace un portrait assez humoristique de ce dernier :

« On annonce chez la comtesse Dubourg le comte de Turenne. Entrée libre et dégagée; il n'attend pas non plus qu'on le salue; il prend de suite la parole, il parle encore, il parle toujours, avec la prétention d'esprit jovial et familier d'un homme connu dans le grand monde, d'un homme qui a été colonel ou général dans la Grande Armée, d'un homme descendant du grand Turenne, d'un homme qui s'appelle lui-même le comte de Turenne.

« Il a des histoires au service de tout le monde, il rencontre mon père dans tous ses souvenirs : batailles, bivouacs, blessés, mourants, chirurgie, ambulance. Il a de tout dans sa mémoire, de tout et tant, que mon père en reste ébahi. Il connaît même les termes techniques de l'art, amputation dans l'article, etc. Seulement il reproche aux Gascons comme mon père d'écorcher les noms étrangers.

« Il a secouru le jeune Rehsomen; il a été éclaboussé et barbouillé par la cervelle d'un sapeur décapité par un boulet de canon à deux pas de lui. Il a pris une ambulance pour un dortoir confortable, garni de paille, et au moment où il s'y installait paisiblement pour dormir, prévenu par des exhalaisons désagréables, il ouvre une porte et se trouve en présence de monceaux de bras et de jambes amputés à la russe, c'est-à-dire mutilés.

« Il a vu, il a dit bien d'autres choses; mais j'en avais déjà trop entendu, et je suis parti. »

Du salon de la comtesse Dubourg, nous sommes transportés chez Alexandre Dumas, qui en souvenir des services rendus autrefois en Égypte à son père, le général Dumas, par Larrey, lui témoigne la plus respectueuse déférence. Nous sommes en 1837, et le romancier est déjà en pleine vogue. Hippolyte narre à bâtons rompus ce qu'il a vu et entendu dans cette visite.

Alexandre Dumas, qui se documente pour ses romans, fait causer Dominique Larrey sur l'Orient. Pour la jeunesse intelligente de cette époque, le vieux chirurgien était une chronique vivante. Il avait connu toutes les célébrités de l'Empire et recueilli bien des anecdotes, bien des faits dont on provoquait le récit et qu'on écoutait avec avidité. Ce jour-là, à propos de l'Égypte, il lui conta un fait concernant Augereau et qui montrait bien la profonde ignorance du vainqueur de Castiglione. Larrey, à son retour de la campagne, avait rapporté une momie. C'était alors un objet scientifique de la plus grande rareté, et tout le monde allait la voir chez lui. Un jour il rencontre Augereau et lui dit : « Viens donc dîner avec moi, je te montrerai ma momie. » Augereau vint, en effet, le lendemain. Après le dîner, Larrey l'amène dans son cabinet, ouvre la boîte dressée contre la muraille et découvre la momie.

Augereau s'approche, la touche du doigt : « Tiens, s'écrie-t-il, mais elle est morte[1] ! »

L'intérêt d'Hippolyte Larrey est surtout excité par la présence chez Dumas d'une autre célébrité, le baron Taylor, alors commissaire royal auprès du Théâtre-Français, où aux applaudissements de l'école romantique il avait ouvert la scène à *Hernani*. Quelques années auparavant, il avait été au Caire, négocier la cession à la France d'un des obélisques et ramené à Paris le monument qui évoque encore, sur la place de la Concorde, le souvenir de notre domination sur l'Égypte. Au moment où le fils de Larrey le rencontrait pour la première fois chez le célèbre romancier, il arrivait d'Espagne, où le gouvernement français l'avait envoyé pour racheter les toiles des maîtres espagnols que nos musées avaient possédées sous l'Empire.

« Il rapportait, dit Hippolyte Larrey, un nombre considérable de tableaux, presque tous de grands maîtres, Velasquez et Murillo en tête. Taylor déplorait la cupidité du maré-

[1] Alexandre Dumas n'eut garde d'oublier cette histoire, et elle trouva sa place dans ses Mémoires.

chal Soult, qui avait vendu au duc de Sunderland, — un Anglais, — des chefs-d'œuvre espagnols qu'il n'aurait dû céder qu'à un musée français. Mais le duc de Sunderland a été le plus offrant, et le duc de Dalmatie a accepté de lui trois cent mille francs. »

Ces tableaux avaient été pris en Espagne, et Larrey, qui n'aime pas Soult et dont le père est revenu les mains nettes de cette guerre de la péninsule qui donna lieu à tant de rapines de la part de beaucoup de généraux, ne dissimule pas le sentiment de mépris que lui inspire l'origine de ces tableaux. Soult et les Larrey vivaient du reste en fort mauvais termes. Le duc de Dalmatie n'avait pas oublié l'incident de Lutzen, où Larrey le confondit aux yeux de l'Empereur dans l'affaire des soldats mutilés, et pendant son passage au ministère de la guerre, sous le gouvernement de Juillet, il lui manifesta plus d'une fois son ressentiment[1].

Hippolyte Larrey donne ensuite son impression enthousiaste sur Taylor. « Taylor sait tout, parle de tout avec cet esprit sûr et juste des connaissances acquises par soi-même et non par le récit des autres. Je ne l'avais pas encore vu, et j'ai trouvé en lui un de ces hommes rares qui grandissent au lieu d'être diminués quand on les voit de près. Il a voyagé partout et a tout vu et tout retenu. Sa conversation est une des plus brillantes qu'on puisse entendre. On le regarde et on l'écoute à la fois en subissant par ses paroles une sorte d'influence magnétique. » Puis cet éloge, le plus significatif qu'on puisse faire d'un causeur : « On l'écoute encore quand il ne dit plus rien. »

« M. Taylor voudrait que la grande rue projetée par Napoléon Ier fût enfin entreprise. S'il en était l'architecte, il la construirait avec des arcades, des portiques, des colonnes, des façades, qui représenteraient tous les édifices connus anciens ou modernes. Il parle de déplacer Saint-Germain-l'Auxerrois, comme si l'église n'était qu'une seule pierre, et il

[1] Entre autres marques de mauvais vouloir, il refusa, — je l'ai dit, — de décorer H. Larrey, qui s'était brillamment conduit au siège d'Anvers et avait été proposé par ses chefs.

la transporterait pour élargir la voie sur l'emplacement de la maison Dupuytren. « ... C'est à lui que nous devons l'obélisque, mais il nous fait observer que ce n'est pas lui qui l'a fait pencher ; car le monument s'incline un peu, et ce n'est même pas vers l'Orient.

« Lui aussi plaide pour la statue de l'Empereur sur la colonne, telle qu'elle était autrefois et non telle qu'on nous l'a faite à la révolution de Juillet.

« ...M. Taylor prouve que la religion protestante, avec la simplicité de son culte, a tué le sentiment des arts chez les nations qui la professent. Pas de peintres, pas de sculpteurs, pas de musiciens en Angleterre. Il faut à l'inspiration de l'artiste le spectacle et la vanité solennelle des scènes religieuses. »

On sait que les Larrey, par Élisabeth de Laville et sa sœur Émilie, touchaient au monde artistique. J'ai fait connaître leur liaison avec David, le grand peintre de la Révolution et de l'Empire, et leur étroite intimité avec Girodet, l'auteur des portraits de Dominique et d'Isaure. Larrey et sa femme, restés fidèles aux goûts de leur jeunesse, étaient en relations avec les anciens élèves de ces peintres, — devenus eux-mêmes des maîtres, — et particulièrement avec Gérard, Gros et le sculpteur David d'Angers.

Gérard étant venu à mourir, H. Larrey accompagna son père à la vente de ses œuvres. Le peintre officiel des souverains de l'Europe et de toutes les illustrations françaises laissait un grand nombre de tableaux. Tonte la sainte Alliance était là : les portraits des souverains, des empereurs Alexandre et François, du roi Guillaume de Prusse, de leurs ministres, Metternich, Schwarzenberg, Kourakine. Puis, les célébrités françaises représentées par les portraits de Ney, de Corvisart, d'Antoine Dubois, de Mlle Mars, de Mme de Staël, de Talma, de Fourcroy, de Humboldt. Il n'était pas un de ces personnages qui n'eût connu Larrey et qui n'éveillât dans sa mémoire un monde de souvenirs, et devant le vieillard se dressa un moment son brillant et douloureux passé. Son fils note cette impression et esquisse quelques traits de Gérard, qu'il doit évidemment aux souvenirs de son père et surtout de sa mère.

« Gérard, élève de David, était jaloux de son maître et de ses camarades, de Girodet surtout. Il avait infiniment d'esprit, à lui seul autant que tous, et tous en avaient. Ses premières œuvres eurent peu de succès, malgré leur mérite. Il fut, en ce moment difficile, aidé et encouragé par l'amitié d'Isabey, qui avait au contraire une vogue immense. Il s'était peint lui-même, à l'époque de la Révolution, en farouche républicain. Il donna ce portrait à ma mère, qu'il devait épouser. Le mariage fut rompu, et Gérard voulut ravoir son portrait. Mais toutes ses démarches, l'intervention même de son illustre ami de Humboldt, furent inutiles, et le portrait du républicain devenu royaliste nous est resté. Cet artiste gagnait le cœur des femmes plus par son esprit que par son talent; mais il ne s'attachait à aucune d'elles. La belle duchesse de Noailles fut longtemps sa préférée; mais, dans cette liaison, la vanité avait une grande part. Il voulait qu'elle divorçât pour l'épouser; il aurait divorcé lui-même avec sa femme, — qui était sa tante. — Elle devait refuser, et refusa. Il s'en irrita dans toute l'impétueuse vivacité de son caractère. Une autre femme s'était éprise de lui, Mme X..., bonne, tendre, dévouée au maître dont elle était l'esclave, et qui a subi pendant plus de trente ans une liaison qui a dû lui coûter bien des larmes [1]. »

Une autre fois, on visite l'atelier de David d'Angers, encombré lui aussi des grands hommes du siècle. L'œil resté perçant de Dominique Larrey distingue vite, au milieu des bustes de Condorcet, de Daunou, du maréchal Lefebvre et de ses anciens collègues Percy et Des Genettes, celui de Portal, premier médecin des rois Louis XVIII et Charles X, praticien judicieux et fin, mais très important et très vaniteux, que l'artiste a représenté chamarré de décorations et le grand cordon de Saint-Michel passé par-dessus son vêtement.

Le vieux chirurgien de la Grande Armée, qui n'aime pas Portal, fait avouer à David, dont il connaît les sentiments

[1] Hippolyte Larrey, *fiche*. Août 1837.

républicains[1], que c'est lui qui a imaginé cette profusion de décorations afin de ridiculiser le personnage.

Chez le préfet de la Seine, le comte de Rambuteau, qui a épousé la fille de Louis de Narbonne et a été chambellan de Napoléon, Larrey est presque de la maison. Il en a soigné le maître sous l'Empire et lui a sauvé, depuis cette époque, la vie deux fois, une première fois du choléra et la seconde d'une attaque d'apoplexie. H. Larrey crayonne la physionomie de Rambuteau. Homme du monde accompli, très fin, très spirituel, infiniment moins cependant que son beau-père Narbonne, et comme lui manquant de tempérance, mais administrateur consommé, un des meilleurs que devait posséder en ce siècle la ville de Paris. Il s'entretient volontiers avec ses convives des vastes travaux au moyen desquels il renouvelle la face de la capitale, la restauration des monuments publics, des quais, des places, des marchés, des hôpitaux, des rues et des boulevards. Larrey cite son admirable profession de foi politique : « Homme de la chose de la ville, avocat du roi auprès du peuple, avocat du peuple auprès du roi[2]. »

Dans ses salons se réunissent le monde officiel du régime et l'ancienne société impérialiste qui se confond presque avec elle. C'est là qu'un jour Dominique Larrey rencontra un officier avec qui il avait été autrefois lié et qui faisait partie de l'état-major de Bourmont, et passa avec lui à l'ennemi le 15 juin 1815. Doué d'une magnifique voix de contralto, il venait de chanter aux applaudissements de l'auditoire, quand, retournant à sa place, il aperçut Dominique Larrey. Il va droit à lui et lui tend la main. Larrey le dévisageant froidement: « Comment! vous ne me reconnaissez pas? Je suis d'Y... »

L'ancien chirurgien de la garde fronça son épais sourcil, et se reculant de quatre pas : « L'officier que j'ai connu de ce nom est mort à Waterloo[3]. » Et il lui tourne le dos.

Ceci est du Larrey pur. Dans son âme si douloureusement

[1] Novembre 1834.
[2] 12 juin 1835.
[3] 8 août 1838.

meurtrie en 1815, le temps avait cependant lentement opéré son œuvre, et la plaie vive était cicatrisée. Il rencontrait journellement des royalistes, de ceux-ci même qui eussent voulu le frapper au moment de la réaction blanche, qui avaient cruellement traité ses compagnons d'armes, et il recevait d'eux les témoignages de déférence et de respect qu'inspirait son caractère et qu'il leur rendait avec une courtoisie amicale. Il fait partie avec Chateaubriand d'une commission qui se propose d'élever un monument à Junot et qui se réunit chez la duchesse d'Abrantès [1]. L'illustre écrivain royaliste et le chirurgien de la Grande Armée échangent leurs souvenirs sur le grand passé historique, et l'auteur de la fameuse brochure sur Bonaparte et les Bourbons entend vanter sans trop se récrier le génie grandiose de Napoléon. L'égoïsme du grand poète, que peu de chose intéresse en dehors de sa personnalité et de ses propres œuvres, consent à s'oublier un moment quand il cause avec Larrey, et celui-ci de son côté ne voit plus uniquement en Chateaubriand un adversaire de ses idées, mais aussi le plus noble et le plus grand écrivain de son pays. Mais si Larrey a désarmé vis-à-vis des partis, il a conservé toute l'aversion des premiers jours pour les hommes qui trahirent Napoléon et la France. Nous venons de voir comment il accueillit un jour un officier d'ordonnance de Bourmont. Vis-à-vis de Talleyrand, de Fouché et surtout de Marmont, son mépris et sa haine persistèrent jusqu'à sa mort.

Il transmit en même temps que son culte napoléonien ces sentiments à son fils, qui les conserva également jusqu'à son dernier jour, et il y a peu d'années encore, l'auteur de cette étude entendait avec un respectueux étonnement Hippolyte Larrey s'exprimer sur le compte de Marmont avec autant de véhémence et de regrets que si la trahison d'Essonnes se fût passée la veille [2].

[1] La commission se composait de : Chateaubriand, président ; membres, le duc de Bassano, le général Thiébault, le baron Larrey, Ballanche, David, Alexandre Dumas ; le banquier Laffitte, trésorier.

[2] H. Larrey raconte une anecdote, au sujet de Marmont, qu'il tenait d'un jardi-

Dans ces notes prises au jour le jour, les hommes de science ne sont pas oubliés, et Larrey nous conduit à la clinique de Roux, le gendre de Boyer et successeur de Dupuytren, opérateur malheureux, « poursuivi, dit-il, par une fatalité chirurgicale, de méfaits, de revers et de morts, » et à l'Institut, où il est allé avec son père entendre l'éloge, — devenu historique, — de James Watt, par Arago. Ils arrivent avant la séance, et l'illustre savant, qui est depuis longtemps l'ami de Dominique, lui fait un chaleureux accueil et lui présente lord Brougham, venu pour entendre l'éloge de son compatriote. L'ancien chef des whigs anglais, le grand libéral qui avait si longtemps combattu la politique de Castlereagh et de Liverpool, auxquels l'opinion reprochait les mauvais traitements infligés à Napoléon, avait désiré faire la connaissance du célèbre chirurgien de la Grande Armée, et Arago avait ménagé cette entrevue.

Hippolyte Larrey donne quelques détails sur ce dernier : « Il parla deux grandes heures sur Watt et les machines à vapeur, sans que son auditoire, parmi lequel étaient beaucoup de dames, donnât le moindre signe de fatigue. Ses cours d'astronomie sont très suivis. »

Arago possédait un remarquable talent d'exposition, et la clarté et l'élégance de la parole, la netteté de son esprit, l'élévation et la grandeur scientifique auxquelles il atteignait, sont relevées avec admiration par Larrey. Il cite cependant à son sujet un trait assez piquant et que je crois inédit. Le célèbre savant, qui était à la Chambre chef de l'extrême-gauche et qui devait devenir le fondateur d'une dynastie républicaine, avait la faiblesse, — peu étonnante quand on

nier autrefois attaché au service de Junot, à sa villa de Bièvre, et qui passa à celui de son père quand il acheta la propriété.

An moment de la promotion des maréchaux, Junot et Marmont furent très mécontents de ne pas se trouver parmi les élus. Marmont, venu voir Junot à Bièvre, lui exposa, dans un accès de jalousie, tout son mécontentement.

« Je jure, se serait-il écrié, de me venger. Je jure de lui faire à moi seul plus de mal que tous les autres ; si ce n'est pas maintenant, ce sera bientôt. »

Le jeune jardinier présent à cette scène en fut vivement impressionné.

« Il est maintenant, dit H. Larrey, à notre service, et c'est de lui que nous avons connu le serment du maréchal de Raguse, renégat de Napoléon, traître de Fontainebleau. »

connaît la psychologie des hommes politiques, — de désirer la pairie; son opposition au gouvernement du roi rendait naturellement ce vœu irréalisable. Dans son éloge de Watt, on remarqua qu'il insistait sur l'injustice qu'avait commise le gouvernement anglais en n'appelant pas celui-ci á siéger à la Chambre haute, et on vit dans le regret qu'il exprima une allusion directe à sa propre situation.

Citons encore, avant de terminer le court chapitre des relations de Larrey à cette époque, une note oú nous trouvons les noms de Des Genettes et de Liszt. C'était à un dîner chez l'aliéniste Esquirol, où se trouvaient réunis avec le célèbre compositeur Larrey pére et fils, Des Genettes, Pariset, le secrétaire perpétuel de l'Académie, et Andral, professeur à la Faculté, qui avait été le médecin de Murat dans sa jeunesse. Des Genettes n'était plus que l'ombre de lui-même; il portait sur ses traits et dans sa démarche les stigmates de la maladie, — une hémorragie cérébrale, — qui l'avait frappé l'année précédente et devait peu de temps après le conduire au tombeau. Il avait conservé, avec sa belle intelligence, le cynisme un peu déhraillé de sa jeunesse; mais ce brillant causeur ne s'exprimait plus que difficilement.

Hippolyte Larrey nous représente Liszt d'une maigreur d'ascète, les yeux brillants et brûlés par la fiévre, les traits tirés et encadrés par une longue et épaisse chevelure, comme celle des étudiants allemands. Il arrivait de Suisse, oú l'avait entraîné une aventure romanesque. Trés versé dans les questions de philosophie et de physiologie, il recherchait volontiers la société des hommes de science et discutait ces sujets avec autant de feu que s'il se fût agi de quelque question artistique. Quel était le motif qui avait fait faire au merveilleux compositeur la connaissance du savant aliéniste? Larrey, — trés attaché à Liszt, — se pose la question avec inquiétude... « Je n'ai pas osé lui demander comment il connaissait M. Esquirol, parce que j'avais craint plus d'une fois qu'il ne vînt à le connaître. »

Dans la soirée, Pariset, qui était comme on le sait l'ora-

teur attitré de l'Académie de médecine, lut à ses convives l'éloge de Bourdois de la Mothe, qui venait de mourir et qu'il devait prononcer devant la compagnie. Bourdois, né sous Louis XV, en 1754, ancien docteur régent de la Faculté avant la Révolution, avait représenté au XVIIIe siècle, avec une grâce infinie et une noble et affectueuse aisance, les médecins de l'ancien régime. Après avoir été médecin du comte de Provence, de Madame Victoire, il avait été emprisonné sous la Terreur, tiré de son cachot par le dévouement de sa femme et envoyé à l'armée des Alpes, où, comme Des Genettes, il rencontra Bonaparte, avec lequel il se lia. Ce fut le point de départ de sa nouvelle fortune. L'Empereur n'oublia pas l'ami de sa jeunesse; il le nomma médecin du roi de Rome. Ce titre le mit en évidence; il soigna toute la cour impériale, et sut garder sous la Restauration une haute situation.

Après avoir entendu la lecture de ce travail, les auditeurs de Pariset revinrent sur la carrière de Bourdois et en discutèrent quelques épisodes. On rappela l'influence que lui avait donnée son titre de médecin du prince de Talleyrand, et Larrey raconta qu'après Iéna, au moment du remaniement des principautés allemandes, tous les princes des bords du Rhin, accourus à Paris pour défendre leurs intérêts, feignaient d'être malades, afin de faire appeler Bourdois et de l'intéresser à leur cause. « Ce fut aussi, ajouta-t-il, celui de nous tous qui a reçu le plus de riches tabatières, et c'est avec le produit de leur vente qu'il a acheté son beau château de Marne. » Pariset, séance tenante, rectifia son discours et y ajouta ces détails.

CHAPITRE XXIV

I. Vieillesse de Larrey. — Translation en France des cendres de Napoléon. — Les compagnons d'armes et les serviteurs de l'Empereur à la cérémonie des Invalides. — Larrey entré vivant dans la légende. — Sa grande réputation en France et en Europe. — Ses contemporains lui rendent justice. — Les progrès qu'il a fait réaliser à la chirurgie. — Activité extraordinaire de Larrey malgré son âge. — Il réclame l'inspection des hôpitaux de l'Algérie. — Voyage triomphal de Larrey. — Ses récits de guerre aux officiers du camp d'El-Arouch. — Protestation contre les punitions infligées aux soldats d'Afrique. — Élévation des paroles de Larrey. — Ébranlement de sa constitution. — Départ d'Alger pour la France. — Il tombe malade à Toulon et persiste à vouloir continuer son voyage. — Mort de Mme Larrey, à Paris, le 24 juillet. — Mort de Larrey en arrivant à Lyon, le 25 juillet. — Retentissement de sa mort. — Parallèle de Larrey avec les autres grands serviteurs de l'Empire. — Ses obsèques. — Reconnaissance de la mémoire populaire. — Les portraits et les statues de Larrey. — La maison de Larrey à Baudéan.

I

Le 14 décembre 1840 marqua un des plus beaux jours de la vieillesse de Larrey. Il assista au retour du corps de Napoléon, rapporté de Sainte-Hélène par le prince de Joinville. Ce fut un événement historique et dont l'influence sur les événements qui restituèrent le pouvoir à un autre Bonaparte fut peut-être considérable [1].

Malgré un froid intense, — le thermomètre descendit à

[1] Il serait absurde d'avancer que Napoléon III dut son arrivée au pouvoir à cette cérémonie. Mais on ne peut contester qu'elle raviva les sentiments qu'avait laissés en France le vainqueur d'Austerlitz, et qui étaient l'objet du culte napoléonien. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les gens avisés ne s'y trompèrent pas.

« Le prince de Joinville, — faisait dire à un vieux général Mme Émile de Girardin, — est un brave jeune homme; l'Empereur l'aurait beaucoup aimé.

— C'est possible, répondait son interlocuteur; mais à sa place l'Empereur ne se serait pas ramené. »

quinze degrés, — un million d'hommes se rendit à Courbevoie au-devant du cercueil impérial.

La ville de Paris a souvent, en ce siècle, donné au monde le spectacle de solennelles manifestations funéraires; mais elle n'a jamais pu reproduire et ne reproduira sans doute jamais le caractère de saisissante et patriotique grandeur qu'elle sut imprimer à cette inoubliable fête. Ce fut l'apothéose du grand capitaine, la revanche des souffrances et des humiliations de Sainte-Hélène. Tout le parcours que devait suivre le char mortuaire, depuis Courbevoie jusqu'à Neuilly, et surtout depuis l'Arc-de-Triomphe jusqu'à la place de la Concorde, fut transformé en avenue triomphale, et c'est au milieu de longues files de colonnes, surmontées de pavillons et d'aigles dorés, de colossales statues de victoires ailées lui tendant des palmes et des couronnes, au milieu d'allégories représentant l'Immortalité et les diverses formes de son génie, que l'Empereur mort vint prendre sa place aux Invalides. Il était entouré des marins de la *Belle-Poule* et des vieux soldats de la Grande Armée dans leurs costumes légendaires, de l'armée de Paris et de la garde nationale, commandée par le fils même du roi, le prince de Joinville, et la population tout entière. Là étaient ses compagnons de Sainte-Hélène, Las Cases, Bertrand, Gourgaud, — qui devait avoir la singulière destinée d'être le compagnon de captivité d'un autre Bonaparte au château de Ham et de voir relever le trône impérial, — et le plus fidèle de tous, le brave Marchand. Là étaient aussi les maréchaux survivants : Soult, Oudinot, Moncey, Maison, et, marchant immédiatement derrière le char funèbre, les anciens serviteurs, aides de camp, officiers d'ordonnance, pages, secrétaire de l'Empereur, les généraux Petit, des adieux de Fontainebleau, d'Ornano, Arrighi, Corbineau, Dejean, Gueheneuc, Exelmans, Monthyon, Lauriston, Alexandre de Girardin, Montaigu, Montesquiou, les préfets du palais de Graville et de Saint-Didier, les écuyers de Mégrigny et de Montaran, Méneval et Le Borgne d'Ideville, du cabinet de Napoléon. Les autres, les morts, l'attendaient aux Invalides, où leurs portraits et les inscriptions de leurs

victoires pavoisent les murs de la glorieuse chapelle. Et c'est le roi Louis-Philippe qui allait l'y recevoir!

Parmi les personnages illnstres dont la foule rangée sur le passage se redisait les noms, applaudissant ceux qui lui étaient le plus sympathiques, on distinguait un vieillard, vert et droit encore, et dont les longs cheveux blancs retombaient presque sur les épaules. C'était Larrey, appuyé sur le bras de son fils, revêtu de son vieil uniforme de Wagram et enveloppé de son manteau de campagne. Il avait voulu, malgré ses soixante-quatorze ans et la rigueur de la température, escorter jusqu'aux Invalides l'homme qu'il avait tant de fois accompagné snr le champ de bataille. La foule donna une dernière émotion à l'illustre chirurgien, en associant dans ses vivats son nom à celui de son Empereur.

Cette grande et retentissante cérémonie, qui imprima une nouvelle et redoutable force aux souvenirs napoléoniens, redoubla en même temps la popularité des vieux serviteurs de l'Empire. Larrey entré vivant dans la légende, représentant, à côté des grands hommes d'épée, la chirurgie des batailles dont il avait fait une institution de science, de dévouement et d'humanité, parut grandi encore. Il eut le privilège rare, — accordé à un si petit nombre d'hommes illustres, — d'être le témoin de sa propre apothéose. Ce fut la récompense de cette vie si glorieuse et si utilement remplie. La France et l'Europe entière vénéraient son nom. Partout les médecins placés à la tête des armées glorifiaient ses hautes et mâles vertus, le présentant comme le modèle le plus parfait qui ait existé du chirurgien militaire. Les maîtres, dans les Facultés, commentaient les récits mouvementés de ses campagnes et rendaient justice aux progrés qu'il a fait réaliser à la chirurgie de guerre. L'ardente jeunesse des Écoles, — quoiqu'il n'appartînt pas à la Faculté, — manifestait en toute occasion l'enthousiasme que lui inspiraient son illustre passé et ses vertus médicales, et un jour où Hippolyte Larrey faisait partie d'un jury d'examen, son pére, étant entré à la Faculté, fut reconnu. A peine avait-il pénétré dans l'amphithéâtre, son nom courut de houche en houche, et

par un mouvement spontané un millicr de jeunes gens, interrompant l'examen, se levèrent et l'applaudirent.

J'ai souvent montré au cours de ce travail, — et c'est là ce qui constitue la singularité de son génie, — que la célébrité de Larrey n'était pas uniquement faite de gloire et de vertus militaires. On a vu que sous la Révolution et l'Empire, l'enseignement de la chirurgie avait été transporté sur le champ de bataille; c'est là où cet art avait progressé, et Larrey avait été un de ceux qui avaient le plus contribué à son perfectionnement. Sur ce point aussi ses contemporains lui rendaient justice. Sa doctrine des amputations immédiates, combattue d'abord, puis reconnue en 1815 par Dupuytren; ses procédés d'amputation dans l'articulation de l'épaule, l'introduction par lui dans la pratique de la désarticulation de la cuisse, l'usage du cautère, l'emploi qu'il fit des appareils inamovibles alors injustement oubliés, les mémoires de ses campagnes, sa clinique chirurgicale et ses nombreuses études sur presque toutes les parties de la chirurgie, témoignaient de son génie d'observation, de sa haute et vaste expérience, et consacraient son talent chirurgical.

Justement fier de ses travaux et de son passé, le Service de santé de l'armée le considérait comme une de ses gloires, et il était à sa tête depuis si longtemps, qu'il semblait qu'il l'incarnât à jamais. Il portait superbement ce sceptre de la chirurgie militaire dont il était le seul chef survivant des grandes guerres, et loin de songer à abdiquer, il semblait comme autrefois ne pouvoir jamais être lassé, et il revendiquait de nouveaux travaux. L'âge n'avait, en effet, ni affaibli ses facultés, ni ralenti son ardeur, et bien que septuagénaire, on le voyait assidu au conseil de santé, à l'Académie, à l'Institut et à son hôpital des Invalides, — tant que son service lui fut conservé, — avec la même ponctualité. Levé chaque jour à trois heures du matin, il se mettait sur-le-champ au travail, rédigeant des mémoires ou des rapports académiques. A sept heures il se rendait à son hôpital, et restait pendant plus de trois heures au milieu de ses vieux camarades, comme il les appelait,

causant avec eux, prenant leurs blessures pour sujet de ses leçons, pratiquant lui-même, toujours debout, les pansements et les opérations; et pendant que ses élèves, accablés par d'aussi longues séances, sentaient leurs forces défaillir, il restait étranger à la fatigue et quittait les salles avec une sorte de regret, paraissant, au contraire, avoir puisé une nouvelle vigueur dans cette manifestation de son activité[1].

En 1835, il avait été envoyé en mission à Marseille par le ministre de la guerre pour y combattre l'épidémie du choléra. Il visita les hôpitaux militaires et toutes les villes du Midi, dictant partout, avec l'autorité de son expérience consommée, des mesures qui enrayèrent la violence du fléau. Mais cela ne lui suffisait pas. Notre nouvelle conquête de l'Algérie l'attirait. Il voulait revoir cette terre d'Afrique, qui lui rappelait les glorieux souvenirs de l'expédition d'Égypte et évoquait à sa mémoire, dans l'éclat fulgurant des Pyramides et d'Aboukir, le héros qui dormait maintenant son dernier sommeil sous le dôme des Invalides. Il réclama l'inspection officielle des hôpitaux de l'Algérie.

A son âge, il avait alors soixante-seize ans, cette mission était pleine de périls; on le lui fit observer et on insista pour qu'il y renonçât. Mais son inflexibilité était toujours la même, et on ne le faisait jamais revenir sur une décision qu'il avait prise. Il partit avec son fils, qu'il attacha à sa personne en qualité de secrétaire, le 5 mars 1842. Ce voyage, qui devait être l'ultime épisode de cette vie magnifiquement aventureuse, donna encore au vieux chirurgien une rapide vision du passé.

Partout où il arrive, à Alger, à Oran, à Constantine, à Philippeville, les généraux, dont la plupart ont servi dans l'ancienne armée, lui font un accueil triomphal. Des escortes de spahis et de zouaves l'accompagnent de camp en camp et acclament le chirurgien de Napoléon. Au milieu de ces acclamations qui lui rappellent celles qu'il recevait autrefois de la garde en Espagne, en Allemagne et en Russie, sous ce ciel

[1] Sédillot, *Gazette médicale de Strasbourg*, 1842.

radieux, parmi ces troupes en campagne, suivi des ambulances volantes qu'il a lui-même créées, il pourrait se croire un moment revenu aux temps héroïques de sa jeunesse. La rencontre qu'il fait de vieux soldats de la Grande Armée et d'un mameluk d'Égypte, une opération qu'il pratique à Bône, compléteraient l'illusion si Larrey était un homme à se laisser égarer par des images décevantes. Mais comme s'il avait, — au milieu même des fêtes qui lui sont offertes, — la prescience des courts moments qui lui restent à vivre, ce sont des pensées sérieuses et graves qui hantent son esprit. Au camp d'El-Arouch, par une splendide matinée du printemps africain, entouré de jeunes officiers avides de l'entendre raconter quelques-unes des grandes scènes militaires auxquelles il a assisté, il leur narre Austerlitz et leur montre Rapp revenant de la charge contre les chevaliers-gardes, blessé, couvert de sang, mais ivre de triomphe et de gloire et ramenant à l'Empereur le commandant du régiment russe, le prince Repnin, qu'il a fait prisonnier de sa propre main. Il leur raconte Eylau et la charge fameuse où d'Hautpoul trouva la mort, après avoir été embrassé la veille par l'Empereur, sur le front de ses escadrons, et d'où on lui ramena Rabusson, découvert par les grenadiers à cheval de Lepic, gisant à terre au milieu des carrés russes, à peu près mourant et percé de dix-huit blessures ; et l'extraordinaire fait d'armes de Somosierra, où Monthrun à la tête de ses lanciers polonais gravit au galop la montagne et enlève ce dangereux défilé ; et Wagram avec le douloureux épisode de la mort de Lannes ; et la Moskova, où quarante généraux furent tués ou blessés. Haletants d'émotion, les jeunes officiers s'enthousiasment à ces récits du témoin des grandes et inoubliables actions ; leur imagination s'exalte et ils souhaitent de revoir ces grandes périodes de guerre où les vaillants s'immortalisent. « Ah ! c'était le bon temps ! » s'écrie l'un d'eux. A ces paroles, Larrey s'arrête et lui représente doucement la haute et redoutable gravité de la guerre, et les sanglantes catastrophes qu'elle entraîne après elle. « Ne faites pas, mes amis, des vœux insensés; votre métier est

grave, considérez-le avec respect. Ne craignez pas la mort, mais parlez-en sérieusement. Vous êtes quatorze auprès de moi, tous pleins de jeunesse et de vie; rappelez-vous que l'âme seule est immortelle[1]. »

Ainsi parlait de la mort avec une solennité émue le vieux soldat qui l'avait vue tant de fois tonner autour de lui et qui lui avait arraché tant de victimes.

Le même jour, ayant visité les lieux de punition des soldats d'Afrique, trop facilement empruntés à la barbarie orientale, ces silos et ces crapaudines qui trop longtemps ont déshonoré la discipline militaire, il exprima en termes émus son douloureux étonnement. En face de ces traitements barbares, ce héros de l'humanité, qui avait consacré sa vie au soulagement des souffrances physiques, protesta de toutes les fibres de son être.

Il avait trop d'expérience des choses administratives militaires pour ignorer que son rapport au ministre concernant cet état de choses odieux resterait sans effet; mais il s'adressa aux officiers qui l'entouraient et les conjura de mettre fin à ces traitements barbares. Il leur montra qu'il existait d'autres moyens de diriger et de punir les soldats, que de leur infliger d'atroces et humiliantes souffrances physiques. Il invoqua auprès d'eux l'expérience de toute sa vie, cita des exemples prouvant que les douleurs du corps meurtrissent et ulcèrent l'âme et qu'elles révoltent au lieu de soumettre ceux auxquels elles sont infligées. Il leur montra qu'à côté des vices qui déshonorent l'humanité, il n'était pas impossible de découvrir dans ces cœurs endurcis de soldats indisciplinés, auxquels étaient infligés des châtiments hors de proportion avec la faute commise, quelques germes de vertus qu'on pouvait faire lever, et que ce sont ces secrètes semences qui, développées, peuvent transformer les natures les plus rebelles et parfois enfanter des héros.

[1] Un témoin de cette scène était le général Ambert, alors jeune officier. Il raconte que dix de ses camarades, sur quatorze présents à l'entretien de Larrey, furent plus tard tués à l'ennemi. (*Le baron Larrey*, par le général Ambert. Cossé, édit., Paris, 1863.)

Un témoin oculaire raconte qu'il s'éleva dans cette conversation à une hauteur de vues et une sublimité dignes d'une âme antique épurée par le christianisme, et qu'il paraissait y avoir en lui quelque chose de surhumain [1].

La mort était, en effet, en lui. Le chirurgien de la garde impériale et de la Grande Armée, le protecteur des mutilés de Lutzen, celui qui en tout temps avait été la providence des soldats, qui avait non seulement pansé leurs blessures et soigné leurs maladies, mais qui les avait encouragés au milieu de leurs épreuves, soutenus et défendus vis-à-vis de leurs chefs, protégés même de son autorité pendant leur captivité, venait, au terme de sa glorieuse carrière, de leur rendre le dernier service en son pouvoir et de prononcer pour eux son suprême plaidoyer.

Les joies, les émotions et les fatigues de ce voyage avaient fini par altérer la constitution robuste encore du vieillard. Il paraissait fatigué et changeait à vue d'œil. Hippolyte Larrey, alarmé, pressa le retour en France. Ils se mirent en route le 5 juillet. La traversée, que Larrey supporta courageusement, fut pénible ; à son arrivée à Toulon, on reconnut l'invasion d'une pneumonie. Il est probable que cette affection en ce robuste tempérament eût cédé à des soins et à du repos ; malheureusement Hippolyte Larrey recevait de Paris des lettres de sa sœur Isaure, qui lui apprenaient que sa mère était dangereusement malade. Il dissimula cette nouvelle à son père, mais le vieillard la pressentit ou la devina. Malgré les sollicitations de son fils et de ses confrères de l'armée et de la marine, réunis autour de lui, il voulut continuer son voyage. Arrivé le 9 juillet à Toulon, il en repart le 16; il est tellement faible qu'il s'évanouit dans sa calèche. A partir de ce moment c'est un moribond qui voyage, mais un moribond dont la volonté et l'énergie restée indomptable bravent comme autrefois la souffrance et la mort. Le 17, il est à Aix; il en repart le 18 et voyage toute la nuit pour gagner Avignon. Ses forces ont encore décliné; il passe des nuits

[1] Le général Ambert, *op. cit.*

affreuses et se fait cependant raconter par une vieille femme qui le veille l'assassinat du maréchal Brune, auquel elle a assisté. Le 21, il se dit mieux, s'embarque, malgré les plus vives prières, sur le canal du Rhône pour se rendre à Lyon.

Là il a un de ses derniers éclairs de satisfaction. Deux dames, filles d'un soldat auquel il a sauvé la vie en Égypte, apprennent son nom, le comhlent de témoignages de reconnaissance et lui cèdent le salon qu'elles occupent sur le hateau. Cependant l'état critique continue à s'aggraver. Larrey refuse de s'arrêter à Valence et arrive mourant à Lyon le 24. Il meurt le 25. Par une triste et singulière coïncidence, son fils recevait le même jour la nouvelle de la mort de sa mère. Le sacrifice que Larrey avait fait de sa vie pour arriver auprès de sa femme était inutile. La douce et honne Laville venait de le précéder dans la tomhe.

Ainsi mourut, dans ce dernier épisode de dévouement conforme aux actes qui avaient gouverné sa vie entière, le vieux chirurgien des grandes guerres de la Révolution et de l'Empire. Jusqu'à son dernier souffle, l'homme d'énergie indomptable qu'il avait été subsista, et ce fut encore dans l'action et dans le mouvement qu'il dévoua sa vie si prodigieusement remplie. C'est bien la mort qui convenait à un tel homme. N'ayant pas succombé sur le champ de hataille, il fallait, pour l'unité de son caractère, qu'il terminât sa carrière, — prolongée au delà des limites normales, — au cours d'une mission auprès de cette armée qu'il avait tant aimée et en bravant dans une pensée de devoir une maladie mortelle avec une indomptable résistance.

Cette mort eut un grand retentissement. Parmi les hommes de la Révolution et de l'Empire, que l'on commençait à juger, nul ne jouissait d'une plus haute considération que Dominique Larrey. Mis hors de pair par les actes si connus de sa carrière et par le solennel hommage que lui avait rendu Napoléon à Sainte-Hélène, il apparaissait, dans ce groupe de maréchaux et d'hommes d'État dont le caractère n'avait pas toujours été à la hauteur de la hravoure ou du talent, comme une des rares consciences de l'impériale épopée. L'inexorable

faiblesse humaine avait marqué d'une tache au front la plupart de ces hommes illustres. Les uns étaient connus pour leur dureté de cœur et leur amour de l'argent; d'autres, pour les concussions et les pillages fameux auxquels ils s'étaient livrés; ceux-ci s'étaient signalés par la fraude et les rançonnements des pays conquis dont le gouvernement leur avait été confié, et ceux-là par leur vénalité ou le désordre de leur vie. La plupart s'étaient formidablement enrichis; quelques-uns avaient trahi la France, et presque tous avaient deux fois renié l'homme qui avait fait leur fortune et les avait élevés à son niveau dans un nimbe éblouissant de gloire. Au milieu d'eux, Dominique Larrey, avec son passé de science et d'humanité émaillé de traits célèbres, avec son incorruptibilité légendaire, sa haute probité, son désintéressement à toute épreuve, son inaltérable fidélité, sa fière indépendance vis-à-vis du souverain, apparaissait comme un type incomparable de l'honneur français dans ce qu'il a de plus complet et de plus élevé, et on saluait en lui le pur héros qu'aucune défaillance n'avait jamais atteint.

Si la population, la presse française et étrangère rendaient unanimement hommage à ses hautes et mâles vertus, le monde médical, qui perdait un de ses plus nobles représentants, le Service de santé militaire, qui se voyait enlever un de ses plus glorieux chefs, célébraient l'homme de l'art ingénieux qui avait créé ou perfectionné des procédés nouveaux, le praticien consommé dont l'habileté opératoire accomplit des prodiges, le consciencieux et sagace observateur qui avait fait profiter la science d'un vaste recueil de faits touchant à toutes ses parties, et enfin l'incomparable administrateur qui, par son activité et sa sage prévoyance, avait atténué les pertes du champ de bataille dans d'incalculables proportions.

Ses obsèques, célébrées le 11 août 1842, — par une triste et douloureuse coïncidence, le lendemain même de celles de Mme Larrey[1], — revêtirent un caractère de deuil national,

[1] Elle fut inhumée au cimetière de Bièvre; on lit sur sa tombe :
« Ici repose Charlotte-Élisabeth, née Leroulx de Laville, digne fille d'un des

auquel, sur la proposition d'Arago, la cité s'associa en donnant à sa sépulture l'hommage d'un terrain gratuit et perpétuel. Elles eurent lieu au milieu d'une foule immense dont la composition rappela celle qui escorta les restes de Napoléon aux Invalides. Tous les vieux serviteurs de l'Empire que la mort avait épargnés, et à la tête desquels étaient Exelmans et Petit, les survivants de la garde et les invalides, des députations de tous les corps savants, le Val-de-Grâce et tous les chirurgiens militaires, tous les amis connus et inconnus du grand chirurgien, tous les admirateurs de son passé avaient tenu à l'accompagner à sa dernière demeure.

Là, dans ce cimetière devenu trop étroit pour les assistants, les représentants les plus autorisés de l'Institut, de l'Institut d'Égypte, de l'Académie de médecine, du Val-de-Grâce et de l'armée, Breschet, Jomard, Pariset, Lévy, Guyon, Pelletan, prononcèrent son panégyrique et retracèrent sa belle et glorieuse existence. Ce fut une apothéose[1].

Elle recommença bientôt, inoubliable et glorieuse. Du deuil général avait surgi, le jour même de sa mort, la pensée d'élever un monument à sa mémoire, et deux ans après, le 8 août 1850, l'inauguration de sa statue dans la grande cour du Val-de-Grâce réunissait de nouveau tous les délégués des corps de l'État et de la science[2]. Deux fois encore, dans le cours du siècle, la même solennité se renouvela, et l'Académie de médecine et la ville de Tarbes tinrent également à honneur de consacrer son souvenir. On ne peut pas dire que vis-à-vis de Dominique Larrey la mémoire populaire a été ingrate. Aucun des compagnons d'armes de

ministres les plus intègres de Louis XVI, digne femme du chirurgien célèbre que Napoléon a proclamé l'homme le plus vertueux de son temps. »

[1] Larrey avait demandé à être enterré aux Invalides au milieu de ses vieux soldats. Soult, qui avait toujours sur le cœur l'affaire des conscrits mutilés de Lutzen, s'y opposa. Hippolyte Larrey avait fait extraire le cœur de son père, qui fut conservé en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. Il fut déposé dans les caveaux de l'église du Val-de-Grâce, le 25 juillet 1854.

[2] Le monument, qui est un chef-d'œuvre, est dû au ciseau de David d'Angers. Larrey est debout, pressant sur son cœur le testament du grand Empereur. Les bas-reliefs, qui, à eux seuls, constituent toute une épopée, représentent les grandes scènes militaires de l'histoire impériale : les Pyramides, Austerlitz, Somosierra et la Bérésina.

Napoléon n'a reçu d'aussi nombreux témoignages de reconnaissance et d'admiration.

Alors que sur l'étendue de la France entière, de la Belgique, de la Hollande et des anciens départements français de l'Allemagne il n'était pas une famille dont il n'eût soulagé quelques-uns de ses membres et qui ne bénît son nom, vingt tableaux des grands maîtres français reproduisirent ses traits à côté de ceux du héros des temps modernes. Le roman, le feuilleton, le théâtre, la poésie s'emparèrent de sa personnalité. On donna son nom à une rue de Paris; on créa la rose Larrey. Mais la pensée la plus pieuse, la plus touchante est celle qui transforma en école l'humble maison de Baudéan, qui le vit naître et où s'écoulèrent les jours de son enfance. Ce fut là l'hommage filial, celui d'Hippolyte Larrey. Dans un pieux sentiment de vénération pour la mémoire de son père et peut-être aussi de respect pour celle du grand Empereur, Hippolyte Larrey consacra à cette fondation le complément du legs de Sainte-Hélène, acquitté par un décret de Napoléon III. C'est ainsi qu'au lieu d'un monument de bronze ou de marbre s'élève à Baudéan une modeste école, où le héros de l'humanité et le savant que fut Dominique Larrey se survit dans une œuvre touchante et utile d'éducation d'enfants pyrénéens.

FIN

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

NOMS PROPRES

A

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

T

U

V

W

Y

Z

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

CHAPITRE XIX

CHAPITRE XX

CHAPITRE XXI

CHAPITRE XXII

CHAPITRE XXIII

CHAPITRE XXIV



ERRATA

Page 48.	Au lieu de :	*Le Drau,*	lire :	*Le Dran.*
— 78.	—	*Valin,*	—	*Vallin.*
— 115.	—	*Sydney,*	—	*Sidney.*
— 125.	—	*Bouyer,*	—	*Rouyer.*
— 153.	—	*Zayoncheck,*	—	*Zayonscheck.*
— 286.	—	*exsulte,*	—	*exulte.*
— 346.	—	*Bourdier de la Motte,*	—	*Bourdois de la Mothe.*
— 347.	—	—	—	—
— 350.	—	*Béranger,*	—	*Bérenger.*
— 399.	—	*s'élance,*	—	*s'élança.*
— 440.	—	*Wissembourg,*	—	*Wurtzbourg.*
— 500.	—	*Comte de Hatzfeld,*	—	*Prince de Hatzfeld.*
— 527.	—	*Moscowa,*	—	*La Moskova.*
— 529.	—	*Desaix,*	—	*Dessaix.*
— 540.	—	*Delzon.*	—	*Delzons.*
— 548.	—	*Yorck,*	—	*York.*
— 626.	—	—	—	—
— 656.	—	—	—	—

30580. — Tours, impr. Mame.